”Rapprocher l’école et la vie ?” Une histoire des réformes de l’enseignement en Russie (1918-1964)

Laurent Coumel

▶ **To cite this version:**

Laurent Coumel. ”Rapprocher l’école et la vie ?” Une histoire des réformes de l’enseignement en Russie (1918-1964). Presses universitaires du Mirail, 2014, 978-2-8107-0313-5. ⟨halshs-01260247⟩

HAL Id: halshs-01260247

https://shs.hal.science/halshs-01260247v1

Submitted on 2 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HAL Authorization

Laurent Coumel

« Rapprocher l'école et la vie » ?
Une histoire des réformes de l'enseignement en Russie soviétique (1918-1964)

COUVERTURE :

LÉGENDE DE L'IMAGE DE COUVERTURE :
« APPRENDRE PAR LA VIE, APPRENDRE POUR LA VIE » : affiche de propagande soviétique en l'honneur Plan septennal (1959-1965) lancé par Nikita Khrouchtchev, début des années 1960 (collection et photographie de l'auteur).
De gauche à droite, les chiffres correspondent aux effectifs en Union soviétique, en 1958 puis en 1965, dans l'enseignement primaire (à gauche) et secondaire (au centre), en millions d'élèves, et supérieur (à droite), en milliers d'étudiants.

PRÉSENTATION :
Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat soutenue le 26 mars 2010 à l'Université Paris 1, devant un jury composé de Marie-Pierre Rey (directrice de recherche), Martine Mespoulet (rapporteur), Christophe Charle (président du jury), Yves Cohen et Nicolas Werth (rapporteur). Quelques ajouts et modifications ont été apportés au texte original, ainsi que des corrections mineures. Les annexes (sources, bibliographies, textes et notices biographiques) ne sont pas publiées avec le corps du texte, mais elles sont accessibles dans leur intégralité, à l'exception de certains documents iconographiques, sur le site du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen : http://www.cercec.fr/ .

SOMMAIRE

Liste des sigles et acronymes utilisés.....7
Ordre hiérarchique, traduction et équivalence de quelques grades, titres et fonctions.....10

.....13
INTRODUCTION :
L'école russe et soviétique entre héritage et changement.....14
I)1958, apogée du débat sur l'enseignement en URSS.....15
II)Une historiographie parcellaire et parfois biaisée.....19
III)L'abondance des sources,
une chance et un risque pour le chercheur.....24
IV)Plan indicatif :
trois moments de l'école russe et soviétique au XXe siècle.....28
PREMIÈRE PARTIE :
LES HÉRITAGES. L'ENSEIGNEMENT SOVIÉTIQUE ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME (1918-1958).....33
CHAPITRE 1 :
LES BOLCHEVIKS À L'ÉCOLE :
POLYTECHNISATION ET PROLÉTARISATION (1918-1954).....36
I) La polytechnisation des années 1920,
entre chimère idéologique et controverses pédagogiques.....38
II) La prolétarisation interrompue : ouvriers et kolkhoziens dans l'enseignement supérieur et technique.....52
III) L'école sous Staline, une restauration pédagogique.....63
Conclusion :
En Russie, la révolution scolaire inachevée.....78
CHAPITRE 2 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE A DES DIFFICULTÉS :
ACTEURS ET PROBLÈMES VUS DU CENTRE (1955-1958).....81
I)L'appareil de l'État-Parti et l'enseignement :
quelques parcours significatifs.....82
II)Les autorités débordées par la massification.....87
III) La crise du recrutement de la « main-d'œuvre productive », une autre conséquence de la déstalinisation 93
III)Un premier jet khrouchtchévien : les écoles-internats ou l'utopie communiste au pouvoir 102
Conclusion :
la tentation d'une « révolution par en haut ».....113
CHAPITRE 3 :
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PEUT MIEUX FAIRE :
LES LACUNES DE L'UNIVERSITÉ ET LE TOURNANT DE 1956.....116
I) Lieux et acteurs décisionnels : une forte inertie.....117
II) Quels « cadres » pour le pays ?
L'organisation des études en question.....122
III) L'agitation étudiante de la fin 1956 et sa portée.....133
Conclusion :
la démocratisation du supérieur, enjeu de la déstalinisation.....147
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE :
LES ALÉAS DU PROJET SOVIÉTIQUE À L'ÉCOLE.....149

DEUXIÈME PARTIE :
UNE DÉCISION CONTESTÉE. DISCUSSIONS ET MODALITÉS D'ADOPTION DE LA PERESTROÏKA DE 1958.....151
CHAPITRE 4 :
PÉDAGOGUES ET UNIVERSITAIRES EN PLEIN DÉGEL (1955-1958).....152
I)Ouverture et débats dans la pédagogie secondaire.....153
II)Des universitaires face à la « refondation ».....166
Conclusion :
Le réveil des « non-conformistes intégrés » et ses limites.....189
CHAPITRE 5 :
UN LANCEMENT COMPLIQUÉ : L'IMPULSION DE KHROUCHTCHEV ET LA RIPOSTE DES TECHNOCRATES 191
I)Contexte et mobiles du volontarisme scolaire.....191
II)La refondation, premier acte :
vers un changement radical.....203
III)La réplique de l'appareil du Comité central :
les réunions de septembre 1958.....213
Conclusion :
Le projet khrouchtchévien revu et corrigé.....227
CHAPITRE 6 :
LA « DISCUSSION GÉNÉRALE » DE L'AUTOMNE 1958, MANIFESTATION D'UN PLURALISME AU GRAND JOUR.....229
I)Le « Dégel » pédagogique s'imprime dans les journaux.....230
II)L'affirmation de « groupes d'opinion ».....244
III)Les « savants », acteurs majeurs de la refondation.....258
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE :
UN CONSENSUS TECHNOCRATIQUE
ET L'ÉMERGENCE D'UNE « OPINION ».....275
TROISIÈME PARTIE :
UNE APPLICATION INACHEVÉE
RÉSULTATS ET PERCEPTIONS DE LA REFONDATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE EN RUSSIE (années 1960).....276
CHAPITRE 7 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE ÉCLATÉE :
FAIBLE POLYTECHNISATION ET FORTE DIVERSIFICATION.....277
I)Une école enfin polytechnique ?.....278
II)L'essor des « écoles spéciales » :
une vision alternative élitiste 295
Conclusion :
Échec du projet khrouchtchévien
et apparition d'un nouveau « coin de liberté ».....309
CHAPITRE 8 :
UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉPARGNÉ :
REPRODUCTION SOCIALE ET SUCCÈS DES SAVANTS.....311
I)Une fausse démocratisation.....312
II) Un « rapprochement avec la vie » illusoire et critiqué.....323
II)La vision alternative des savants :
renforcer le lien entre recherche et formation.....333
Conclusion :
Vers une « recherche et développement » à la russe ?.....346

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE :
UNE REFONDATION INABOUTIE ET AUSSITÔT DÉPASSÉE.....348
CONCLUSION GÉNÉRALE :
Le projet éducatif soviétique, victime du Dégel.....350
ANNEXE I : SOURCES.....359
ANNEXE II : BIBLIOGRAPHIE.....93
ANNEXE III : TEXTES.....122
ANNEXE V : GRAPHIQUES.....93
ANNEXE VI : TABLEAUX SYNOPTIQUES.....95
ANNEXE VII : NOTICES BIOGRAPHIQUES

Remerciements

Je remercie Luis Gonzalez Fernandez et les Éditions Méridiennes pour avoir accepté de publier ce travail universitaire, ainsi que ma directrice de thèse Marie-Pierre Rey et le Centre de recherches sur l'histoire des Slaves (CRHS) de l'Institut Pierre Renouvin, pour avoir apporté un soutien financier à cette publication...

*… et je remercie le Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen pour avoir accepté d'héberger sur son site les annexes (*http://www.cercec.fr/*).*

Je suis reconnaissant à ma directrice de recherche, et de façon générale à celles et ceux qui, en France et en Russie, m'ont permis d'aller au bout de ce travail, notamment :

- *ma mère Marie-José Coumel, mon père Jean Coumel, Benjamin Guichard, Marc Élie et Valérie Pozner, mais aussi Ekaterina Pičugina, pour leurs relectures et leurs remarques précieuses ;*
- *Alexis Berelowitch, Alain Blum, Juliette Cadiot, Françoise Daucé, Marie-Hélène Mandrillon, Martine Mespoulet, Nathalie Moine et Nicolas Werth pour leurs conseils et leurs séminaires, en particulier au Centre franco-russe de recherches en sciences sociales et humaines à Moscou, lieu irremplaçable pour un doctorant « en exil » ;*
- *les archivistes et les bibliothécaires de Moscou et de Nijni Novgorod, en particulier Lûdmila Kiseleva au GARF et Galina Tokareva au RGASPI-M ; Tatiana Ossetrova au Centre franco-russe de Moscou ; Carole Ajam et Catherine Penin du secteur russe à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre ;*
- *les chercheurs des instituts d'histoire universelle de l'Académie des sciences et de l'Université de Moscou qui m'ont accueilli et aidé, notamment pour la langue russe, en particulier Elena Lâpustina et Sergej Stepancov ainsi que Dimitri Gutnov ;*
- *mes enseignants de russe, en particulier ceux de l'INALCO et de l'Institut Pouchkine ;*
- *Christophe Barthélémy, Julie Bellenger, Vincent Casanova, Frédérik Detue, Grégory Dufaud, Cristobal Dupouy, Mischa Gabowitsch, Malte Griesse, Arielle Haakenstad Bianquis, Kostas Katsakioris, Andreï Kozovoï, Anne Kropotkine, Hervé Lemesle, Corine Nicolas, Bella Ostromoukhova, Suzanne Pourchier-Plasseraud, Michel Tissier, Larissa Zakharova, et d'autres... avec qui j'ai partagé les moments de doute mais aussi de joie propres au travail doctoral ;*
- *mes collègues de l'Université Paris 1 et en particulier de l'UMR IRICE (dont Françoise Mérigot et Sandrine Maras pour leur gentillesse et leur disponibilité), du Master d'études internationales Sciences Po-MGIMO et du Collège universitaire français de Moscou (en particulier Nadejda Bountman et Ludmila Pimenova, mais aussi Angelina Choubina, Serguei Petounine, et le regretté Oleg Sabytov)*
- *ainsi que ceux des lycées Eugène Hénaff à Bagnolet et Eugène Delacroix à Drancy ;*
- *enfin, tous mes proches pour leur patience et leur soutien, en France comme en Russie, et surtout Katia.*

Liste des sigles et acronymes utilisés[1]

agit-prop = agitation et propagande
AMN SSSR = Académie des sciences médicales d'URSS*
AN (SSSR) = Académie des sciences (d'URSS*)
APN = Académie des sciences pédagogiques de RSFSR* (après 1966 : d'URSS*)
Buro RSFSR = Bureau du CC* du PCUS* pour la RSFSR* (existe de 1956 à 1966)
CC = Comité central (du VKP(b)*, du PCUS*, du Komsomol*, du VCSPS*, etc.)
CHIITMAŠ = Institut central de recherche scientifique en technologie et en construction de machines (fondé en 1929)
CSU (SSSR) = Direction centrale de la statistique (d'URSS*)
fizmatškola = école-internat spécialisée en physique et en mathématiques (créées en 1963)
FZO = école d'apprentissage de fabrique-usine (dans le système du GUTR*)
FZU = collège d'apprentissage de fabrique-usine (dépendant des *sovnarhoz* après 1957)
GGU = université d'État de Gorki / Nijni Novgorod (fondée en 1916)
gorkom = comité de ville (du parti, des syndicats ou du Komsomol)
gorono = département de ville de l'Instruction publique (rattaché au *Minpros**)
Gosplan = comité d'État au plan (d'URSS* s'il n'y a pas de précision)
GUTR = Direction principale des Réserves de main-d'œuvre
Komsomol = Union des jeunesses communistes, acronyme donné au VLKSM*
LG = *Literaturnaâ gazeta* (« Journal littéraire », organe de l'Union des écrivains d'URSS)
LGU = université d'État de Leningrad (fondée en 1724)
MEI = Institut énergétique Molotov de Moscou (après 1957 : Institut énergétique de Moscou)
Mémorandum = note (*zapiska*) de Nikita Khrouchtchev au Présidium du CC du PCUS*, publiée le 21 septembre 1958 sous le titre « Sur le renforcement des liens entre l'école et la vie, et le développement futur du système d'enseignement dans le pays »
MFTI = Institut physico-technique de Moscou (VUZ* fondé en 1951)
MGPI Potëmkin = Institut pédagogique Potëmkin de la ville de Moscou (de 1946 à 1960)
MGPI Lénine = Institut pédagogique d'État Lénine de Moscou (fondé en 1930)
MGU = université d'État Lomonossov de Moscou (fondée en 1755)
MID = ministère des Affaires étrangères d'Union soviétique
MIFI = Institut d'ingénierie physique de Moscou (VUZ* fondé en 1946)
Minpros = ministère de l'Instruction (de RSFSR* ou d'une autre république fédérée)
MOPI = Institut pédagogique Krupskaâ de l'*oblast'* de Moscou
MTS = station de machines et de tracteurs (supprimées en mars 1958)
MV(SS)O SSSR = ministère de l'Enseignement supérieur (et secondaire spécial) d'URSS*, créé en 1946, change de nom et perd une partie de ses attributions en 1959 (jusqu'en 1988)
MVSSO RSFSR = ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécial de RSFSR*, créé en 1959 (prenant certaines attributions du MVO SSSR), il existe jusqu'en 1990
MVTU = Collège supérieur technique Bauman de Moscou (VUZ* fondé en 1830)
narkom = commissaire du peuple (équivalent de ministre, avant 1946)
Narkompros = commissariat du peuple à l'Instruction (de RSFSR*)
obkom = comité d'*oblast'* (région administrative) du parti, des syndicats ou du Komsomol
oblono = département d'*oblast'* de l'Instruction publique (rattaché au *Minpros**)

[1] NB : Les sigles désignant les centres d'archives sont indiqués dans les sources, en annexe. Certains acronymes comme « agit-prop », « Gosplan » et « Komsomol » ne sont pas mis en italiques, en vertu de leur emploi courant en français. Les astérisques marquent les sigles et acronymes ayant une entrée dans la présente liste.

Otdel nauki = Département de la science, des VUZ* et des écoles du CC du PCUS* (existe sous cette forme de 1956 à 1962 ; a succédé aux Départements de la science et des VUZ* (1951-1952, 1955-1956), de la science et de la culture (1953-1955) et des écoles (1951-1956), les trois étant désormais regroupés, et séparés de la culture)[2]

Otdel nauki RSFSR = Département de la science, des écoles et de la culture du CC du PCUS pour la RSFSR (existe de 1956 à 1962 ou 1963)

NGU = université d'État de Novossibirsk (fondée en 1958, ouverte en 1959)

Pionniers = membres de l'organisation de jeunesse du même nom (1922-1991), dépendant du Komsomol* et ouverte aux écoliers volontaires de 9 à 14 ans

partkom = comité du Parti (dans un institut d'enseignement ou de recherche)

PCUS (ou « Parti ») = Parti communiste d'Union soviétique (avant 1952 : VKP(b)*)

Profsoûz = syndicat (voir aussi VCSPS*)

PTU = collège professionnel et technique (désigne les établissements du *GUTR**)

rabfak (pluriel : *rabfaki*) = faculté ouvrière (existent de 1920 à 1940)

rajkom = comité de *rajon* (district, arrondissement administratif) du parti, etc.

RSFSR = République socialiste fédérative soviétique de Russie (la principale république fédérée composant l'URSS* de 1918 à 1991)

RU = collège de métier (dans le système du GUTR*)

SHU = collège d'apprentissage d'agriculture (dépendant des sovnarhoz après 1957)

SNO ou NSO = Société scientifique étudiante (au sein des VUZ*)

SO AN SSSR = Département sibérien de l'AN SSSR* (créé en 1957)

sovnarhoz (ou sovnarkhozes) = conseils de l'économie nationale (existent de 1957 à 1965)

Sovnarkom = Conseil des commissaires du peuple (nom du CM* avant 1946)

SSUZ = établissement d'enseignement secondaire spécial

Thèses = « Thèses du CC* du PCUS* et du CM* de l'URSS* sur le renforcement du lien entre l'école et la vie », publiées le 16 novembre 1958

URSS = Union des républiques socialistes soviétiques ou « Union soviétique » (État constitué de plusieurs entités : républiques fédérées dont la RSFSR*, en théorie souveraines mais dans les faits inféodées à la tutelle centrale de Moscou, républiques autonomes, régions autonomes, qui a existé de 1918 à 1991)

VAK = Commission d'attestation supérieure (du MVO SSSR*)

VASHNIL = Académie Lénine des sciences agricoles de toute l'Union

VCSPS (ou « Union des syndicats ») = Union centrale des syndicats de toute l'Union

VKP(b) = Parti communiste (bolchevik) panrusse (après 1952 : PCUS*)

VLKSM = Union communiste léniniste de la jeunesse de toute l'Union, ou Komsomol*, organisation ouverte aux jeunes volontaires de 14 à 28 ans (de 1918 à 1991)

[2] Voir le détail des fonds d'archives correspondants dans les sources, en annexe.

VSSUZ (pluriel) = établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial
VTUZ = établissement d'enseignement supérieur technique[3]
VUZ = établissement d'enseignement supérieur

[3] Le plus souvent, il s'agit d'un VUZ* au profil scientifique, destiné à la formation des ingénieurs.

Ordre hiérarchique, traduction et équivalence de quelques grades, titres et fonctions

Dans les VUZ*

Recteur (*rektor*) = président d'université / Directeur (*direktor*) = directeur d'institut
Prorecteur (*prorektor*) = président adjoint / Directeur adjoint (*zamestitel' direktora*) d'institut
Doyen (*dekan*) = recteur de faculté
Chef de chaire (*zaveduûsij kafedroj*) = chef de département

Professeur (*professor*) = professeur
Docent = maître de conférences
Doktor nauk = « docteur » ès sciences (grade nécessaire pour être professeur)
Kandidat nauk = « candidat » ès sciences (grade nécessaire pour être *docent*)
Aspirant = doctorant / *aspirantura* = doctorat pour l'obtention du grade de *kandidat*

Dans les Académies des sciences

Président d'académie
Membre du Présidium
Académicien-secrétaire (*akademik-sekretar'*) = chef de Département (AN SSSR)
Académicien

Membre correspondant (*člen-korrespondent*)
Collaborateur scientifique, chercheur (*naučnyj rabotnik*)

Dans l'appareil central du Parti (de 1953 à 1966)

Premier secrétaire (*Pervyj sekretar'*) du CC du PCUS*
Membre / membre candidat (*kandidat v členy*) du Présidium – Politburo du CC du PCUS*
Secrétaire (*sekretar'*) du CC du PCUS*
Membre / membre candidat (*kandidat v členy*) du CC du PCUS*

Chef de Département (*zaveduûŝij otdelom*) du CC du PCUS*, et adjoints (*zamestiteli*)
Chef de secteur (*zaveduûŝij sektorom*) à l'intérieur d'un Département

Inspecteur (*inspektor*) à l'intérieur d'un secteur

INTRODUCTION :
L'école russe et soviétique entre héritage et changement

> *L'URSS… reste un système mal connu. Certains de ses principaux aspects, ceux précisément dont on parle le plus, comme le Parti, l'appareil du Parti, la machine bureaucratique d'État, les mécanismes de décision, sont très peu étudiés. Bien des aspects de la vie sociale, nombre de tendances sociologiques et sociopolitiques à l'œuvre dans la société et dans l'État, en surface comme en profondeur, commencent seulement à l'être, alors qu'ils ont joué un rôle essentiel dans la formation et l'effondrement du système.*[4]

> *A partir du moment où le « social » n'est plus assimilé à une « portion » de la « réalité historique », il ne s'oppose ni à l'« économique », ni au « politique ». L'histoire sociale traverse tous ces domaines par la logique des questions qu'elle leur pose et reprend à son compte le souci de « construire l'objet » qui conduit le sociologue à « démystifier » les « prénotions » du sens commun et à privilégier les « problèmes » (la « distinction », « la voix et le regard », « la place du désordre »…) et non des « thèmes »...*[5]

La perspective d'une histoire *sociale* de l'enseignement soviétique[6] après la Seconde guerre mondiale, au sens qu'en donne Gérard Noiriel dans la citation proposée en épigraphe, fut le point de départ de cette recherche. L'objectif initial était de mieux connaître un des aspects les moins étudiés de feu l'Union soviétique : le système scolaire et universitaire et ses transformations au sortir de l'ère stalinienne, pendant le « Dégel », moment d'ouverture et de libéralisation relatives[7]. La décennie 1953-1964 correspond à la tentative de mettre en œuvre une idée consubstantielle au régime, mais revendiquée de façon très variable suivant les époques : « rapprocher l'école et la vie », autrement dit, dans les termes d'alors, forger un système éducatif conforme à la voie de développement économique, social et culturel associée à l'idéologie appelée « marxisme-léninisme ». Donner aux générations futures une instruction comprenant également l'apprentissage d'un métier concret et l'éducation au respect du travail manuel, mais aussi assurer au pays la promotion d'une élite dévouée et enthousiaste : tels sont les buts de la politique mise en œuvre par Khrouchtchev.

L'objet de cette thèse s'inscrit dans les questionnements actuels tout en comblant une des lacunes de l'historiographie existante : il s'agit de l'élaboration et de l'application des différentes mesures prises, en Russie soviétique, dans la sphère éducative[8], durant la période

---

[4] Moshe LEWIN, *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard-Le Monde diplomatique, 2003, p. 8.

[5] Gérard NOIRIEL, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001, chapitre 1 : « Une histoire sociale du politique est-elle possible ? », p. 33.

[6] L'adjectif *soviétique* renvoie ici d'abord, par convention, à l'univers propre à l'URSS, cet État hybride et singulier né des révolutions de 1917 et de la prise de pouvoir des Bolcheviks qui en a résulté, et disparu par implosion en 1991, au terme des réformes manquées de Mikhaïl Gorbatchev. Cependant, il renvoie aussi de manière implicite dans cet ouvrage à la seule Russie, principale des républiques composant l'URSS, et terrain d'investigation privilégié dans notre recherche, malgré quelques excursions dans d'autres territoires de ce vaste empire hérité de la période antérieure (Ukraine, Biélorussie, Caucase, États baltes et Asie centrale).

[7] *Le Dégel* est le titre d'un roman célèbre du journaliste et écrivain Ilia Ehrenbourg (1891-1967), paru en 1954 : il raconte l'atmosphère politique et intellectuelle dans le pays, durant les mois qui ont suivi la mort de Staline.

[8] Les termes « éducatif, éducation » sont employés ici dans leur sens second – présent dans l'expression officielle, depuis 1932 en France, d'« Education nationale ». L'usage dans les travaux scientifiques en français est souvent contaminé par le terme anglais *education*. Sans contester cet état des choses, nous nous efforcerons,

dominée, au sommet du Parti et de l'État, par Nikita Khrouchtchev (1953-1964)[9]. Cette décennie dite du « Dégel » est marquée par une réforme majeure en matière d'enseignement : la « loi sur le renforcement du lien entre l'école et la vie et sur le développement futur du système de l'instruction publique en URSS », adoptée le 24 décembre 1958 – premier grand texte normatif général dans ce domaine en Union soviétique.

I) 1958, apogée du débat sur l'enseignement en URSS

A l'origine de notre questionnement se trouve la rencontre avec plusieurs traces énigmatiques de la réalité sociale soviétique, concernant l'enseignement : en particulier l'existence, au cœur des années 1950, d'une discussion par voie de presse révélant des tensions fortes entre plusieurs groupes d'intervenants. La réforme de 1958 est aussi appelée par ses auteurs *perestroïka* (qu'on peut traduire par « reconstruction », « réorganisation » ou encore, notre choix par analogie à un contexte plus récent, « refondation ») : l'historien de l'URSS ne peut qu'être interpellé par cette dénomination qui évoque une tout autre période, celle des réformes de Mikhaïl Gorbatchev entre 1985 et 1991 et de leur échec, sanctionné par la fin de l'Union soviétique. Mais si la loi de 1958 a attiré notre attention, c'est d'abord parce qu'elle a été le catalyseur de nombreux débats éclairant tout un pan jusque là méconnu de la société soviétique. A partir d'une analyse socio-historique des processus administratifs et médiatiques qui précèdent, accompagnent et suivent la prise de décision de 1958, nous avons voulu reconstruire certaines évolutions sociales, culturelles, économiques et politiques de la période ; et apporter une vision inédite du « Dégel » dans la sphère scolaire et universitaire[10].

sauf dans quelques expressions consacrées (« sphère éducative, politique éducative, etc. »), de distinguer nettement les termes « éducation » et « enseignement », en accord avec les sources de langue russe, qui emploient respectivement *vospitanie* et *obrazovanie*. Ce dernier terme sera parfois traduit également par « instruction », tout comme *prosveŝenie*, équivalent de l'allemand *Aufklärung* (ainsi dans l'intitulé du ministère de l'Instruction : *Ministerstvo Prosveŝeniâ*), et comme *obučenie* (l'instruction au sens pratique, ou l'apprentissage, par opposition à *podgotovka*, la formation au sens large).

[9] Les noms communs et propres russes sont retranscrits selon les règles de la translittération ISO 9 de 1995, à l'exception de certains très connus et d'usage courant en Occident (Khrouchtchev, Sakharov, Gorki, etc.).

[10] En nous focalisant sur les étapes du *decision making* et sur les débats qui s'y rattachent, nous avons laissé de côté d'autres aspects déjà balisés par l'historiographie comme la « déstalinisation » des contenus éducatifs, ou encore les aspirations politiques et culturelles de la jeunesse. Voir *infra*, II.

L'histoire de l'enseignement soviétique a souvent été confondue avec celle de la pédagogie marxiste, particulièrement en vogue dans les milieux de gauche des pays d'Europe occidentale, dans les années 1960-1980[11]. Pourtant, les écrits théoriques des auteurs soviétiques les plus connus (Krupskaâ, Pistrak, Makarenko, Suhomlinskij, etc.) renvoient très peu à la réalité précise de l'organisation de l'école primaire, secondaire, professionnelle ou supérieure en URSS. L'analyse des institutions et des politiques n'a été entreprise que partiellement pendant la Guerre froide, à une époque où les études sur l'URSS étaient prises dans des enjeux idéologiques et géostratégiques : du fait de la pénurie des sources, ni les partisans d'une vision marxiste ou prosoviétique, ni leurs adversaires ne purent interroger en profondeur le fonctionnement de ce système éducatif. La situation n'était pas bien meilleure pour les chercheurs soviétiques, qui, à quelques exceptions près, n'avaient accès à aucune documentation autre que la propagande la plus grossière, et quelques recueils statistiques assez généraux. Pourtant, dès les années 1950, certains lecteurs attentifs de la presse soviétique mirent en lumière l'existence de problèmes importants concernant la politique scolaire[12]. En 1958, la discussion publique de ces problèmes révéla la disparité des opinions, en URSS même, sur les orientations à suivre en matière éducative[13]. Si nous mentionnons ici ces travaux, c'est qu'ils ont, les premiers, éveillé notre curiosité : la découverte d'un débat dans les journaux et les revues d'URSS sur la « refondation » de 1958 a été le point de départ de notre recherche. Comme le rappelle Nicolas Werth,

> Les années Khrouchtchev sont à la fois celles de la sortie du stalinisme – dépénalisation des relations sociales, fin des répressions de masse, déstalinisation mesurée – et celles des derniers grands mythes et des dernières mobilisations – « retour au léninisme », « construction du communisme », campagne du maïs, « conquête des Terres vierges », etc.[14]

Le lancement de la réforme de 1958 s'inscrit dans cette série de grandes campagnes publiques, succédant à celles de la période précédente – parmi lesquelles on peut citer la mobilisation autour du premier plan quinquennal (1928-1932), le stakhanovisme et, dans le domaine idéologique et répressif, la lutte contre le « cosmopolitisme » et les « influences bourgeoises » à la fin des années 1940[15]. La mise en place à la mort de Staline d'un pouvoir collégial, la fin des pratiques les plus violentes du système antérieur, le retour à la « légalité socialiste » affiché par la propagande, malgré l'épisode de la chute de Beria en juillet 1953, constituent une rupture. La société dans son ensemble réagit favorablement à la fin des mesures d'exception de l'ère stalinienne, où la coercition était érigée en mode de gouvernement, y compris pour le choix d'une orientation scolaire et professionnelle. La population soviétique aspire alors à la stabilité : elle vient de connaître plus de vingt années de

[11] En France, voir par exemple le succès du livre de Theo DIETRICH, *La pédagogie socialiste*, Paris, François Maspero, 1973. Cette année-là fut édité en français l'ouvrage du pédagogue soviétique Moisej Pistrak (1888-1937), condamné et exécuté lors de la Grande Terreur : Moïse PISTRAK, *Les problèmes fondamentaux de l'Ecole du travail*, Paris, Desclée de Brouwer, 1973.

[12] Pour le point de vue anticommuniste, citons par exemple l'ouvrage du couple d'anarchistes d'origine russe : Ida et Nicolas Lazarévitch, *L'école soviétique (enseignements primaire et secondaire)*, préface de Pierre Pascal, Paris, Les Îles d'Or, 1954. **Voir aussi la bibliographie et les sources, accessibles comme les autres annexes du présent ouvrage sur le site du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC) :** http://www.cercec.fr/ **. Je remercie Marc Élie pour avoir permis cette mise en ligne.**

[13] Voir par exemple Sergei V. UTECHIN, « Khrushchev's Educational Reform », *Soviet Survey*, n° 28, avril-juin 1959, p. 66-72 ; ses analyses sont reprises par la plupart des spécialistes de l'URSS, en Occident.

[14] Nicolas WERTH, « Totalitarisme ou révisionnisme ? L'histoire soviétique, une histoire en chantier », dans Enzo TRAVERSO (éd.), *Le totalitarisme. Le XXe siècle en débat*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 894.

[15] Nous laissons de côté ici, sans l'oublier pour autant, la Grande Terreur de 1937-1938 avec ses prémices et ses sanglants soubresauts, mais aussi ses répliques après 1945 : il ne s'agit pas à proprement parler de campagnes publiques, même s'ils sont indubitablement au cœur du mode de gouvernement stalinien.

bouleversements, de sacrifices et de violences, depuis les années de fuite en avant économique et répressive de la collectivisation-industrialisation, jusqu'aux destructions immenses de la guerre. De plus, en 1945, la pression exercée par le pouvoir ne s'était pas relâchée :

> Le concept de « retour à la normalité » est souvent appliqué aux sociétés d'après-guerre. Il implique l'abandon des obligations et des contraintes du temps de guerre, le relâchement des tensions, le retour chez soi, et le retour au calme. Mais ces phénomènes, bien qu'ils aient été désirés par les citoyens, ne caractérisèrent pas la période de l'immédiat après-guerre en Union soviétique.[16]

A son tour, la multiplication des réformes sous Khrouchtchev vient contrecarrer cette aspiration, même si leur ampleur et leur brutalité varient suivant les domaines concernés[17]. Celle de 1958 a confirmé, pour l'historiographie, l'image des « limites et dérapages du projet khrouchtchévien », proposée par Nicolas Werth[18]. Elle est présentée comme une tentative peu concertée, inscrite dans la démarche « volontariste » d'un Premier secrétaire ambitieux mais maladroit, et se réduit à une mesure emblématique : l'obligation, pour tous les jeunes désirant entrer dans l'enseignement supérieur, d'accomplir deux années de stage pratique « dans la production », qui « provoqua un profond mécontentement des couches les plus larges de la population, et notamment de l'intelligentsia »[19]. Cette dernière en effet se manifesta, à l'époque, dans la presse : en particulier, de grandes figures du monde scientifique critiquèrent ouvertement le projet khrouchtchévien en matière d'enseignement. Selon les soviétologues occidentaux, le désaccord portait sur les fonctions du système éducatif, et révélait l'existence de deux groupes[20]. D'un côté, Khrouchtchev et ses alliés souhaitaient garantir aux secteurs productifs de l'économie la main d'œuvre indispensable à leur fonctionnement, et réconcilier la jeunesse avec le travail physique (*trud*). De l'autre, plusieurs « savants », avec certains responsables, souhaitaient préserver un niveau de qualification le plus élevé possible, arguant de l'accélération du progrès scientifique et technique.

L'équipe au pouvoir se trouvait en quelque sorte face à ses propres contradictions : à la fois engagée dans une vaste entreprise de compétition technologique avec l'Ouest, la « coexistence pacifique » décrétée officiellement au XXe Congrès de février 1956, elle était aussi soucieuse de réaliser le dessein philosophique qui devait garantir la supériorité morale de son modèle, à savoir la « construction du communisme ». Sur un plan idéologique, l'enjeu était de définir la place de l'héritage « marxiste-léniniste » dans la politique scolaire et universitaire, en particulier celle du principe de la « combinaison du travail manuel et du travail intellectuel », formulé par Marx et ses successeurs. En effet, la « civilisation soviétique » qui avait émergé des mutations sociales, économiques et culturelles de la période stalinienne ne saurait être appréhendée sans sa vulgate, à laquelle toute la population était tenue d'adhérer. Sheila Fitzpatrick utilise la métaphore d'une école, ou plutôt d'un pensionnat, pour décrire la société russe des années 1930 : elle résume la conception que les dirigeants avaient de leur propre rôle comme « celle d'une avant-garde accomplissant une mission civilisatrice », soulignant que l'enseignement était « une des valeurs essentielles » de

---

[16] Sheila FITZPATRICK, « Postwar Soviet Society : The 'Return to Normalcy', 1949-1953 », dans Susan J. LINZ, *The Impact of World War II on the Soviet Union*, New York, Rowman & Allanheld, 1985, pp. 129-156, p. 150. Les recherchent récentes nuancent, sans l'invalider, cette affirmation : voir *infra*, II.

[17] La meilleure synthèse sur cette période est le petit manuel de Donald FILTZER, *The Khrushchev Era. De-stalinisation and the Limits of Reform in the USSR, 1953-1964*, Londres, MacMillan, 1993.

[18] Nicolas WERTH, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p. 416.

[19] *Ibid.*, p. 425.

[20] Sergei V. UTECHIN, « Khrushchev's Educational Reform », article cité, p. 70-72.

l'époque[21]. Khrouchtchev, un des principaux promus du stalinisme, en avait repris et défendu tous les mots d'ordre, faisant siennes ces valeurs. Parallèlement, Nicolas Werth rappelle que, « contrairement à une opinion répandue, le facteur idéologique s'effaçait souvent devant des considérations pragmatiques »[22]. La question se pose pour la *perestroïka* de 1958 : quelles parts accorder à la dimension idéologique et à l'efficacité pratique dans la prise de décision ?

Le mot d'ordre du « rapprochement entre l'école et la vie », emprunté à la décennie des années 1920, s'est-il réalisé de la façon escomptée par le Premier secrétaire et son équipe ? Pour le savoir, nous avons entrepris l'archéologie des débats qui traversent l'espace public soviétique en 1958, et au-delà les administrations et les cercles dirigeants. En quoi les discussions, plus ou moins apparentes dans les médias de l'époque, reflètent-elles les interrogations et les revendications des groupes concernés ? L'époque du « Dégel » correspond-elle à une véritable libération de la parole dans ce domaine ? Quel est alors son impact sur la prise de décision au sommet ? Autant que possible, nous avons tenté de reconstituer le mécanisme d'élaboration de ces mesures, pour trancher un débat récurrent entre les historiens : savoir si, en régime soviétique, les politiques ne sont que le produit d'une vision imposée « d'en haut », ou si elles reflètent aussi, voire surtout, des aspirations parties de la base, « d'en bas »[23]. Récemment, les partisans d'une approche culturaliste, celle de la « *Soviet subjectivity* », ont rétabli le rôle du sujet dans les processus sociaux, à tous les niveaux du système soviétique[24]. De façon plus modeste, nous avons retracé les parcours et les profils des principaux acteurs de la réforme de 1958, à commencer par Nikita Khrouchtchev lui-même, pour mettre à jour d'éventuelles relations entre leur expérience personnelle et leur perception des réalités de l'époque.

La question fondamentale posée dans cette thèse concerne donc le rôle et la position des différents acteurs, à toutes les étapes de la « refondation » de l'enseignement de 1958. L'étude de sa genèse, de sa discussion, de sa prise de décision et de son application exige une analyse minutieuse des administrations, des relations interinstitutionnelles, mais aussi de la place des groupes et des individus dans le système soviétique. La réalité sociale en tant que telle n'est pas au centre de notre étude, mais le discours officiel et public qui la décrit, ainsi que la perception qu'en ont les cercles dirigeants. Disons-le d'emblée, nous avons préféré ne pas alourdir la problématique de recherche en laissant de côté la question dite « nationale », à savoir celle des relations de domination et souvent les tensions qui ont existé entre la Russie et les autres républiques, mais aussi entre les différentes minorités nationales constituées durant cette période, même si celle-ci n'est jamais totalement absente des débats et des décisions prises par le pouvoir central, en URSS tout particulièrement[25]. Nous avons toutefois jugé bon d'en rendre compte quand la documentation le permettait : cette lacune peut nous être reprochée, mais elle n'ôte pas toute sa valeur, espérons-le, à nos principales analyses.

Une histoire politique et culturelle qui prenne en compte les changements du social, en utilisant la discussion sur la réforme de 1958 comme un « observatoire particulier », tel

---

[21] Sheila FITZPATRICK, *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*, Paris, Flammarion, 2002, p. 339.

[22] Nicolas WERTH, « Totalitarisme ou révisionnisme ?... », dans Enzo TRAVERSO (éd.), *Le totalitarisme…*, *op. cit.*, p. 890.

[23] Sur l'affrontement entre « totalitariens » et « révisionnistes », et la possibilité d'une voie médiane, voir l'introduction de Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 7-42.

[24] Sur la définition de la « *Soviet subjectivity* » comme étude de la construction sociale du « moi » dans le contexte du stalinisme, voir Catherine DEPRETTO, « Les journaux personnels de la période soviétique », *Cahiers de Framespa*, n°1, Le Travail, 2006.

[25] C'est pourquoi nous avons choisi de ne pas traiter la question des langues d'enseignement, qui recèle une problématique spécifique dans la réforme de 1958, déjà étudiée en partie par Jeremy Smith et Valeria Soukhoroukova, et surtout Larissa Zakharova à partir de la Carélie : voir les références dans la bibliographie.

que Marc Ferro les préconise[26] : telle est l'approche adoptée pour la présente recherche. Partant, elle se distingue des travaux parcellaires existant déjà sur ce thème, tout en reprenant bon nombre d'analyses et d'outils méthodologiques forgés pour l'étude de l'histoire de la Russie et de l'Union soviétique, ainsi que d'autres systèmes éducatifs au XXe siècle.

II) Une historiographie parcellaire et parfois biaisée

Le sujet choisi exigeait un panorama bibliographique diversifié : de l'étude politique et administrative du régime soviétique à l'histoire et à la sociologie des sciences, en passant par la prise en compte des travaux récents sur les phénomènes culturels à l'œuvre en URSS à l'époque du « Dégel », les repères méthodologiques et factuels sont nombreux, mais encore insuffisants, pour mettre à jour les processus à l'œuvre dans la *perestroïka* de 1958.

L'essor du comparatisme et le renouvellement des approches en sciences de l'éducation n'ont pas encore transformé la vision communément admise du système scolaire soviétique, héritée d'une période où l'affrontement de deux discours opposés empêchait de véritables débats scientifiques. En ce qui concerne la France, historiens et sociologues se sont intéressés, dès la fin des années 1960 avec Antoine Prost, aux dynamiques de démocratisation (entendue comme l'élargissement de l'accès aux études à différentes catégories de la population) et de reproduction sociale, ainsi qu'à l'élaboration des contenus et des méthodes pédagogiques[27]. Leurs travaux constituent de solides outils pour appréhender la situation dans l'après-guerre en Russie soviétique : si nous avons utilisé, en particulier, ceux de Christophe Charle sur les « universitaires », c'est parce qu'ils mettent en oeuvre des analyses en termes de sociologie des champs, de reproduction sociale et de stratégies individuelles et institutionnelles[28]. Vu l'écart entre les types de sources et les contextes politiques et sociaux, nous avons estimé plus prudent de ne pas aller plus loin dans la comparaison entre la Russie khrouchtchévienne et la France de la Troisième et de la Quatrième Républiques.

L'histoire de l'enseignement soviétique dans les deux premières décennies du régime a fait l'objet d'un grand nombre de travaux. Les années 1920 ont été balisées par Sheila Fitzpatrick et Wladimir Berelowitch, et récemment E. Balašov, selon des angles variés : la première a montré les aspects sociaux, institutionnels et culturels de la transformation du système scolaire, alors que les deux derniers se sont penchés sur les changements de programmes et de méthodes, et sur le projet idéologique qui les sous-tend[29].

---

[26] Marc FERRO, « Y a-t-il 'trop de démocratie' en URSS ? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n°4, 1985, p. 811-827 , p. 813.

[27] Sur l'après-guerre, voir Antoine PROST, *Éducation, société et politiques : une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1997, ainsi que Pierre MERLE, *La démocratisation de l'enseignement*, Paris, La Découverte, 2002, et le recueil d'Hélène GISPERT (dir.), *L'école et ses contenus, Recherches historiques sur le XIXe et le XXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2004.

[28] Christophe CHARLE, *La République des Universitaires 1870-1940*, Paris, Le Seuil, 1994 et « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne 1870-1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°148, juin 2003, p. 8-19. Voir aussi Hélène GISPERT, « L'enseignement scientifique supérieur et ses enseignants, 1860-1900 : les mathématiques », *Histoire de l'Éducation*, n°41, mai 1992, p. 47-78. Un des premiers ouvrages consacrés à l'histoire comparée des systèmes d'enseignement supérieur est celui de Konrad H. JARAUSCH (éd.), *The Transformation of higher learning, 1860-1930 : expansion, diversification, social opening, and professionalization in England, Germany, Russia, and the United States*, Chicago, University of Chicago Press, 1983.

[29] Sheila FITZPATRICK, *The Commissariat of Enlightenment. Soviet Organization of Education and Arts under Lunacharsky 1917-1921*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970 et *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-34*, Bloomington, University of Indiana Press, 1979 ; Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation de l'école russe 1917-1931*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1990; E.M. BALAŠOV, *Škola v*

Pour compléter l'étude de l'ambition éducative du régime au sens large, il convient de ne pas oublier l'éducation politique des masses, dont l'approche a été renouvelée, ces dernières années, par des travaux sur l'enfance, la jeunesse et les institutions chargées de former idéologiquement la population – mais aussi leurs pratiques[30]. Pour les années 1930, Larry Holmes et Thomas Ewing ont, de façon complémentaire après Fitzpatrick, analysé le fonctionnement de l'école, les modifications de la pédagogie (le retour à des contenus et des méthodes plus « académiques »), et les caractéristiques du groupe des enseignants du primaire et du secondaire. D'autres travaux récents insistent sur les fondements et l'impact des politiques éducatives de cette période, autant que sur la diversité des situations scolaires[31]. Jean-Paul Depretto a montré les différentes étapes de la « prolétarisation » de l'enseignement supérieur et technique dans la Russie des années 1920 et 1930, les confrontant aux orientations fixées par le pouvoir, et aux parcours des dirigeants eux-mêmes. La planification des besoins en main d'œuvre pour l'économie est moins bien traitée, exception faite du problème des « spécialistes » (*specy*)[32]. En revanche, les ouvrages de Donald Filtzer sur l'après-1945 donnent des indications précieuses sur les conditions de recrutement et de formation des ouvriers en Russie soviétique[33]. Signalons aussi, pour les échos multiples qu'ils recèlent avec notre propre travail sur l'URSS, la thèse et les ouvrages d'Emmanuel Droit sur la politique éducative de la République démocratique allemande[34].

L'histoire des sciences en URSS, explorée par une école de recherche russe traditionnellement très productive, est riche en publications mais aussi en déceptions pour le chercheur soucieux de sortir des sentiers battus de l'hagiographie des *grands hommes* et du récit chronologique des découvertes : ces deux travers encombrent une discipline qui sert souvent de vitrine aux organismes institutionnels dont elle raconte le passé. Les travaux de l'institut d'histoire des sciences et des techniques de l'Académie des sciences (IIET RAN) se distinguent depuis quelques années par leurs éclairages, archives à l'appui, sur la politique et les institutions scientifiques du pays, y compris dans une perspective sociale et culturelle[35]. Pour leur part, Daniil Aleksandrov et Aleksandr Dmitriev étudient les dynamiques sociales et intellectuelles dans l'histoire des milieux scientifiques en Russie, avant et après la Révolution, complétant les travaux de leurs collègues anglo-saxons, en particulier de Michael David-Fox sur la bolchevisation de l'enseignement supérieur et James Andrews sur l'importance de la

---

rossijskom obŝestve 1917-1927 gg. Stanovlenie « novogo čeloveka », Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003 (les titres en russe sont intégralement traduits dans notre bibliographie).

[30] Citons, y compris pour la bibliographie sur ces questions, Alexandre SUMPF, *Bolcheviks en campagne: pysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS Éditions, 2011.

[31] Voir la publication issue d'un colloque tenu à Oxford en 2004 : Andy BYDFORD, Polly JONES (éd.), *Policies and Pratices of Transmission in Soviet Education from the Revolution to the End of Stalinism*, numéro spécial d'*History of Education*, 35/4-5, 2006.

[32] Voir par exemple les articles de Jacques Sapir et Ettore Cinella dans *Cahiers du monde russe et soviétique*, *Spécialistes, bureaucratie et administration dans l'Empire russe et en URSS, 1880-1945*, vol. XXXII (4), octobre-décembre 1991.

[33] Donald FILTZER, *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 et *Soviet Workers and De-Stalinization : The Consolidation of the Modern System of Soviet Production Relations, 1953-1964*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

[34] Emmanuel DROIT, *Vers un homme nouveau ? l'éducation socialiste en RDA : 1949-1989*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

[35] Pour une présentation rapide des enjeux de l'histoire des sciences et de ses liens avec la sociologie, voir Dominique PESTRE, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales HSS*, mai-juin 1995, p. 487-522 ; Michel PINAULT, « L'intellectuel scientifique : du savant à l'expert », dans Michel LEYMARIE et Jean-François SIRINELLI (dir.), *L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, Actes du Colloque « Où en est l'histoire des intellectuels ? », Paris, PUF, 2003, p. 229-254.

science dans la construction de l'espace public et de la culture bolcheviques[36]. Sur l'après-guerre, l'histoire des sciences en URSS se scinde en deux approches majeures. L'une, institutionnelle, incarnée depuis les années 1970 par Loren Graham, fait désormais l'objet de réexamens féconds, grâce aux archives enfin disponibles[37]. L'autre, à partir de sources plus subjectives (témoignages, documents privés, etc.) retrace l'histoire de la multitude d'écoles et d'individualités qui ont marqué le champ complexe et multiforme des sciences en Russie au XXe siècle[38]. Réservons un traitement à part aux travaux de Natal'â Kuperštoh sur l'*Akademgorodok* de Novossibirsk : à partir d'une documentation abondante, traitée par les ressources de l'informatique, elle retrace les dynamiques sociales et institutionnelles du recrutement des cadres scientifiques, mais aussi leurs modes de vie et d'expression, ce qu'elle appelle leur « éthos »[39]. L'histoire des élites peut ainsi s'émanciper des prosopographies hasardeuses, car inspirées de sources publiées erronées ou tronquées, réalisées pendant la période soviétique et même après. Il manque tout de même encore une étude systématique et précise des différents groupes composant les catégories dominantes de la société soviétique, malgré quelques travaux pionniers[40]. Alain Blum et Martine Mespoulet ont précisé les enjeux de la construction d'identités professionnelles à partir de l'exemple des statisticiens des années 1930 : la comparaison est possible, malgré le changement de contexte après 1953, avec les scientifiques qui interviennent lors du débat sur l'enseignement. C'est en effet la question de l'*autonomie* sociale, voire politique des « savants », qui se pose à la lecture des débats de 1958.

La période du « Dégel » fait l'objet d'une réflexion renouvelée depuis l'effondrement de l'URSS et de ses régimes satellites[41]. D'une part, l'intérêt scientifique se déplace depuis une décennie des années trente aux années quarante et cinquante, comme le prouve la multiplication des travaux sur le « stalinisme tardif » (après 1945), après l'ouvrage pionnier, paru en 1998, d'Elena Zubkova[42]. D'autre part, l'ouverture des archives de cette période autorise enfin l'enquête historique – même si les fonds ne sont qu'inégalement accessibles. Plusieurs publications récentes témoignent de ce renouveau, qui concerne à la fois les objets et les approches – par exemple le regain d'intérêt pour la « subjectivité » en contexte soviétique, mais aussi la déconstruction des catégories sociales et politiques jusque-

[36] Voir Manfred HEINEMANN, Eduard I. KOLCHINSKY (dir.), *Za « železnym zanavesom ». Mify i realii sovetskoj nauki*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2002 ; Michael DAVID-FOX, *Revolution of the mind : higher learning among the Bolsheviks, 1918-1929*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; James T. ANDREWS, *Science for the Masses : The Bolshevik State, Public Science, and the Popular Imagination in Soviet Russia, 1917-1934*, Austin, Texas A&M University Press, 2003.

[37] Citons par exemple les travaux de Konstantin Ivanov sur les réformes de l'Académie des sciences d'URSS. Les limites de ce mouvement tiennent à la fois au manque de financement des centres de recherche historique russes dans les années 2000, et au classement comme « parfaitement secret » de certains dossiers contenant des informations, même caduques, sur les recherches atomiques et spatiales de l'époque.

[38] Citons ici les travaux du groupe d'histoire de la physique animé par Vladimir Vizgin, et en particulier le site de Konstantin Tomilin, dédié à l'histoire sociale des sciences en URSS : voir le détail des références dans notre bibliographie.

[39] N.A. KUPERŠTOH, *Kadry akademičeskoj nauki Sibiri (seredina 1950-h – 1960-e gg.)*, Novosibirsk, Sibirskoe Otdelenie RAN, 1999. On peut définir l'éthos comme la façon d'être dans un contexte social donné.

[40] Voir par exemple Kenneth C.FARMER, *The Soviet Administrative Elite*, New York, Praeger, 1992, et sur les diplomates de la période khrouchtchévienne, Marie-Pierre REY, « Diplomatie et diplomates soviétiques à l'heure du dégel, de 1953 à 1964 », *Cahiers du monde russe*, n°44/1-2, 2003.

[41] Pour une vision d'ensemble, claire et stimulante, voir : Miriam DOBSON, « The Post-Stalin Era: De-Stalinization, Daily Life, and Dissent », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 2011, 12 (4), p. 905-924.

[42] Elena ZUBKOVA, *Russia after the War : hopes, illusions & disappointments, 1945-1957*, New York, Sharpe, 1998. Voir aussi Juliane FÜRST (dir.), *Late Stalinist Russia : Society between Reconstruction and Reinvention*, Londres, Routledge, 2006, dont les différentes contributions s'attachent à explorer les rapports entre la société et les politiques – économiques, sociales et culturelles – mises en œuvre de 1945 à 1953.

là admises dans l'historiographie[43]. Elles mettent en particulier l'accent sur la jeunesse et ses pratiques sociales et culturelles, et contribuent à s'interroger sur l'existence d'une « opinion publique » dans le pays. Le terme est employé par Elena Zubkova, à propos des discussions qui suivent la diffusion du Rapport secret en RSFSR, sur plusieurs sujets de la vie quotidienne, avec une définition lâche :

> A travers les discussions de ce genre, quelque chose de nouveau apparut dans la vie soviétique :une *opinion publique* qui était jusque là confinée dans les conversations privées, confidentielles, devint ouverte et sincèrement publique. C'était comme si la société avait soudainement découvert le droit de parler librement et, conformément à la tradition russe, la littérature et le journalisme se mirent à nouveau à assumer un rôle de commentaire social.[44]

L'histoire du pouvoir s'est quant à elle réorientée, à côté d'études proprement biographiques, vers l'examen des pratiques et de leur élaboration au sein des cercles dirigeants[45]. Les travaux sur les « sphères publiques », entendues comme des espaces d'interactions impliquant différents membres du corps social, ont contribué à dépasser l'alternative sommaire entre adhésion et opposition au régime[46]. Enfin, parmi les thèses récentes sur des questions liées à notre sujet, il faut mentionner celles d'Ann Livschiz sur l'école et les représentations de la jeunesse jusqu'à 1958[47], de Benjamin Tromly sur les étudiants pendant les années du stalinisme tardif et du Dégel[48], et de Michael Froggatt sur le rapport entre science et propagande, en particulier dans les programmes scolaires[49].

La réforme khrouchtchévienne de l'enseignement n'a, quant à elle, fait l'objet d'aucune étude systématique et documentée. La thèse soutenue par Marianne Pizard en 1999 sur la politique scolaire en URSS et en Russie de Khrouchtchev à Eltsine, si elle fournit quelques précieux repères, se limite aux sources publiées et à la presse[50]. William Taubman, s'inspirant du jugement de Roy et Jaurès Medvedev, se contente de dire à propos de la loi du 24 décembre 1958 (qui occupe une demi-page dans sa biographie de Khrouchtchev) qu'elle a rencontré « une résistance largement répandue chez les directeurs d'usines, les familles de l'intelligentsia craignant que la réforme ne limite les perspectives de leurs enfants et les responsables de l'enseignement opposés à la dilution des standards académiques »[51]. L'historiographie récente, tout en dépassant l'opposition classique, mais simpliste, entre « réformateurs » et « conservateurs », s'en tient donc ici au lieu commun de « l'ambivalence de Khrouchtchev à l'égard des intellectuels », selon la formule du sociologue américain

[43] Polly A. JONES (dir), *The dilemmas of de-Stalinisation: A social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge, 2006 et Eleonor GILBURD, Larissa ZAKHAROVA (coord.), *Repenser le « Dégel », Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique*, numéro spécial des *Cahiers du monde russe,* n°47/1-2, 2006. A signaler également : Eleonor GILBURD, Denis KOZLOV (dir.), *The Thaw: Soviet Society and Culture during the 1950s and 1960s*, Ithaca, Cornell University Press, à paraître en 2008.

[44] Elena ZUBKOVA, *Russia after the War*, *op. cit.*, p. 193.

[45] Voir par exemple les ouvrages de Rudol'f Pihoâ et Aleksandr Pyžikov sur les années 1950, mais aussi celui de Yoram Gorlizki et Oleg Khlevniuk, sur le « stalinisme tardif ».

[46] Dans un cadre comparatiste, voir Gábor T.RITTERSPORN, Malte ROLF, Jan C. BEHRENDS, « Exploring Public Spheres in Regimes of the Soviet Type » et « Open Spaces and Public Realm: Thoughts on the Public Sphere in Soviet-Type systems », dans *Idem* (dir.), *Sphären von Öffentlichkeit in Gesellschaften sowjetischen Typs/Public spheres in Soviet-type societies,* Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2003, p. 23-35 et p. 423-452.

[47] Ann LIVSCHIZ, *Growing Up Soviet Childhood in the Soviet Union, 1918-1958*. Thesis (Ph. D.), Université de Stanford University, 2007.

[48] Benjamin K. TROMLY, *Re-Imagining the Soviet Intelligentsia: Student Politics and University Life, 1948-1964*. Thesis (Ph.D.), Harvard University, 2007.

[49] Michel J. FROGGATT, *Science in Soviet Propaganda and Popular Culture*, PhD, Oxford University, 2006.

[50] Marianne PIZARD, *L'éducation et ses problèmes en U.R.S.S. et en Russie, de Khrouchtchev au début des années quatre-vingt-dix*, Thèse de doctorat en Histoire des Slaves, Université Paris 1, 1999.

[51] William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 382. L'auteur reprend Donald FILTZER, *The Khrushchev Era…*, *op. cit.*, p. 34-37.

Vladimir Shlapentokh, et à l'explication en termes de « groupes d'intérêts », concept attrayant mais équivoque car il renvoie à un référentiel occidental – précisément, états-unien[52]. Dans l'ouvrage déjà cité en épigraphe, Moshe Lewin résume d'une phrase cette image de la refondation de 1958 et de son abandon :

> [Khrouchtchev était partisan d']un enseignement supérieur orienté vers la production. S'il a tenté de promouvoir une réforme dans ce sens, c'était, disait-il, parce que dans le supérieur on ne formait que des mauviettes qui ignoraient tout du travail physique à l'usine ou dans les champs. La réforme sera abandonnée sous la pression de « l'opinion », c'est-à-dire des plus riches, des mieux formés et des bureaucrates, indignés de cette « industrialisation » du supérieur et qui ont mené campagne contre elle.[53]

La « campagne » dont parle Moshe Lewin a fait l'objet de quelques éclairages partiels par des chercheurs russes. Pour la période soviétique, il faut mentionner les articles de N. Feŝenko consacrés aux enseignants du supérieur : ils ont été un guide précieux, y compris pour l'usage des archives, à Moscou comme à Gorki (Nijni Novgorod)[54]. L'historien de l'éducation È. Goldštein a lui aussi évoqué, dans un article du début des années 1990, le déroulement interne de la « discussion générale », mais avec une source biaisée, car très partielle, qui l'amène à conclure à l'absence de débat véritable[55]. Selon lui, l'intervention du pédagogue Vasilij Suhomlinskij et d'autres contradicteurs du projet officiel n'a rien pu changer à l'élaboration de la loi du 24 décembre 1958, car « leur cause était perdue d'avance »[56]. Dix ans plus tard, Aleksandr Pyžikov, spécialiste d'histoire politique de l'après-guerre, a pourtant un jugement inverse : dans un court article consacré aux questions d'enseignement sous Khrouchtchev, il affirme que c'est Suhomlinskij qui, en écrivant au Premier secrétaire, a inspiré le compromis final de la loi[57]. L'écart entre ces deux interprétations mérite d'être souligné, car il témoigne du caractère ambigu des documents concernant la « discussion générale » de l'automne 1958, de la pluralité des lectures possibles. D'un côté, l'écrasante majorité des intervenants emploie un discours convenu et conforme à la ligne officielle ; de l'autre, la présence de points de vue ouvertement critiques, voire opposés à certaines orientations mises en avant par Khrouchtchev, frappe le lecteur. Pour y voir plus clair, nous avons pris le parti de rechercher en amont les signes avant-coureurs des polémiques apparues cette année-là.

A l'instar de Pyžikov, Jeremy Smith voit dans la refondation khrouchtchévienne, à partir des sources publiées et des archives des républiques périphériques, la marque d'une volonté de « modernisation » sans précédent[58]. Cette notion était déjà en vigueur dans l'historiographie des années 1970[59]. Pourtant, il paraît risqué de déduire les motivations du pouvoir, comme le fait Jeremy Smith, à partir de ses propres déclarations publiques.

---

[52] Vladimir SHLAPENTOKH, *Soviet Intellectuals and Political Power : The Post-Stalin Era*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 105-106 ; H.G. SKILLING, F. GRIFFITHS (dir.), *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton University Press, 1971.

[53] Moshe LEWIN, *Le siècle soviétique*, *op. cit.*, p. 304-305.

[54] Le plus important est sans doute N.I. FEŜENKO, « Soveŝanie rabotnikov vysšej školy v Moskve 22-24 sentâbrâ 1958 goda i ego rol' v podgotovke 'zakona o škole' (1958 g.) », Gorki, 1986. Non publié, le tapuscrit a été déposé par l'auteur à la bibliothèque de l'institut d'information scientifique en sciences sociales de l'Académie des sciences de Russie (INION RAN) à Moscou.

[55] E.N. GOLDŠTEIN, « K ocenke škol'noj reformy 1958 g. (Istoriko-sociologičeskij aspekt) » *in Gumanističeskie idei, social'no-pedagogičeskie eksperimenty, bjurokratičeskie izvraščenija v razvitii otečestvennoj školy*, Saint-Pétersbourg, Obrazovanie, 1993, p. 123-140 ; p. 132-133.

[56] *Ibid.*, p. 134.

[57] A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie sistemy obrazovaniâ v SSSR v period 'ottepeli' (1953-1964) », *Voprosy istorii*, n°9, 2004, p. 95-104.

[58] Jeremy SMITH, « Khrushchev and the Path to Modernisation through Education », dans Jeremy SMITH et Markku KANGASPURO (dir.), *Modernisation in Russia since 1900*, Helsinki, SKS, 2006.

L'application de la réforme, enfin, a fait l'objet de quelques études parcellaires en Occident : faute de sources directes, les chercheurs se sont contentés des publications officielles, et des ouvrages des chercheurs du bloc de l'Est dont certains, en particulier en sociologie, ne manquaient pas de sérieux. Leur intérêt pour cette question fut d'autant plus limité que cinq ans à peine après le vote de la loi du 24 décembre 1958, elle fut en partie rendue caduque : en août 1964, un décret diminue la durée de la scolarité d'un an, amputant d'autant la formation professionnelle associée au dernier cycle du secondaire. Dès les années 1960, une jeune sociologue française d'origine polonaise, Janina Markiewicz-Lagneau (1938-1987) s'est intéressée aux réformes de l'enseignement dans les pays dits « socialistes », en particulier en URSS, et à leur impact en termes de mobilité sociale. Au Royaume-Uni, d'autres chercheurs ont tiré profit des premières études soviétiques sur ces questions. Ainsi Mervyn Matthews, auteur d'une synthèse complète sur l'enseignement soviétique après la Seconde guerre mondiale, publiée en 1982, a commencé par étudier la question de la stratification sociale en URSS : il s'appuyait notamment, comme Markiewicz-Lagneau, sur les travaux pionniers de Šubkin à Novossibirsk, mais aussi de Rutkevič[60]. En ce qui concerne le secondaire, il faut accorder un traitement à part à l'ouvrage de John Dunstan, véritable outil de référence pour comprendre les enjeux et les développements de la diversification (« différenciation » et création des « écoles spéciales »), à partir du début des années 1960. Rédigée avec les moyens de l'époque, c'est-à-dire sans archives, cette étude est remarquable aussi bien par la précision des informations qui y sont recensées, que par la finesse des analyses portant sur les débats pédagogiques en URSS, loin des schémas réducteurs d'une certaine soviétologie manichéenne. Grâce au dépouillement de la presse spécialisée réalisé par Dunstan, il est en particulier possible de confronter les discours internes des scientifiques et des pédagogues avec leurs prises de position publiques.

Pour traiter notre objet, l'historiographie s'avère donc à la fois riche et lacunaire. En revanche, la documentation disponible permet aujourd'hui de répondre aux questions laissées en suspens par les travaux antérieurs sur la politique de l'enseignement sous Khrouchtchev.

III) L'abondance des sources, une chance et un risque pour le chercheur

Nous avons utilisé trois grands types de sources, dont la plupart ne sont devenues pleinement accessibles que depuis une dizaine d'années environ :

- les archives consultées en Russie, à Moscou et à Nijni Novgorod ;

[59] Voir Jaan PENNAR, Ivan I. BAKALO, George BEREDAY, *Modernization and diversity in Soviet education, with special reference to nationality groups*, New York, Praeger, 1971, et Seymour M. ROSEN, *Education and Modernization in the USSR*, Reading, Massachusetts, Addison-Wesley Pub. Co., 1971. Sur l'usage du concept de « modernisation » dans l'historiographie de la Russie et de l'URSS, voir Michael DAVID-FOX, « Multiple Modernities vs. Neo-Traditionalism : On Recent Debates in Russian and Soviet History », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 54, n°4, 2006, p. 535-555.

[60] Vu leur nombre, les références précises sont citées *infra*, chapitre 7 et dans la bibliographie.

- les publications de l'époque, et en premier lieu la presse, générale et spécialisée ;
- des témoignages publiés sous forme d'écrits autobiographiques, ou recueillis lors d'entretiens réalisés sur place auprès d'acteurs contemporains de la réforme.

L'expérience des archives soviétiques ne laisse pas indemne, y compris lorsque le sujet abordé n'est ni douloureux, ni délicat, du point de vue de la mémoire collective comme de la « raison d'État ». L'accumulation méticuleuse et répétitive de pages et de pages d'information souvent arides impressionne celui qui n'a pas encore d'idée concrète de ce que peut être une gigantesque bureaucratie. Au-delà de cette image négative, force est de reconnaître la chance du chercheur dans ce labyrinthe, surtout s'il a le temps et les moyens de s'y perdre : peut alors se nouer cette « amitié » entre l'historien et son objet dont parle Henri-Irénée Marrou[61]... A condition néanmoins de ne pas s'y perdre en chemin !

Les **fonds d'archives centraux** utilisés émanent à la fois d'institutions étatiques et d'organes du Parti. Malgré l'imbrication fréquente des deux mondes, pour ce qui est des carrières, c'est bien ce dernier qui détient l'autorité et la réalité du pouvoir, conformément au principe constitutionnel en vigueur depuis 1918. Dans les faits, les décisions majeures sont prises au Comité central (CC) à Moscou, plus exactement dans différentes instances qui vont de la réunion plénière de tous les membres (125 après le XIXe Congrès en 1952, 133 après le XXe en 1956, 175 après le XXIIe en 1961) à la réunion informelle ou à la conversation téléphonique entre secrétaires du CC, ou encore à la séance du célèbre Politburo du CC (appelé « Présidium » de 1952 à 1966). Gouvernements et ministères, au niveau de l'Union et

[61] Henri-Irénée MARROU, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975, p. 93.

de la république de Russie (où il n'existe pas de Parti proprement dit), se trouvent en position d'exécutants des volontés de la direction du PCUS. Ils disposent cependant d'une marge de manœuvre variable selon les domaines, les personnalités et les périodes. Pour la seconde moitié des années 1950, l'enquête montre la circulation des projets et des informations d'un appareil à l'autre, étatique et partisan, parfois dans un relatif dialogue interinstitutionnel. Elle permet d'envisager la pluralité des acteurs, et son impact sur la prise de décision dans la refondation de 1958.

Au Comité central du PCUS (RGANI)[62], nous avons eu accès aux fonds des départements de la science, des établissements d'enseignement supérieur (VUZ) et des écoles (l'appellation et les subdivisions changeant avec le temps), pour toute l'URSS puis, à partir de 1956, pour la RSFSR[63]. La consultation des documents préparatoires de quelques plénums a permis de se faire une idée des discussions entre les dirigeants, l'accès au secrétariat comme au Présidium étant jusqu'à présent fermé dans ces archives encore hautement contrôlées, car voisines de celles de l'administration présidentielle de Russie[64].

Le deuxième grand noyau documentaire est constitué par les fonds des appareils d'État. Le gouvernement et le ministère de l'Enseignement supérieur d'URSS présentent des

[62] Pour l'intitulé des centres de documentation et le détail des fonds d'archives, voir la liste des sources, en annexe.

[63] Voir la liste des abréviations et acronymes utilisés, *supra*.

[64] Récemment ont toutefois été déclassifiés et publiés quelques documents du fonds personnel de Khrouchtchev : *Istočnik*, n°6 (66), 2003 – numéro spécial du *Vestnik Arhiva Prezidenta Rossijskoj Federacii*. Mentionnons également les documents du Présidium du CC, pour la période 1953-1964, publiés sous la direction d'Andreï Fursenko de 2003 à 2008, et surtout la parution en 2009 d'un recueil de documents tirés du secrétariat personnel de Nikita Khrouchtchev : Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hruŝev : dva cveta vremeni. Dokumenty* Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratiâ », 2009. Sans avoir eu accès à cet ouvrage avant le dépôt de la thèse, nous l'avons consulté pour la soutenance, et découvert qu'il ne contenait pas d'information remettant en cause nos conclusions. Des citations en ont été ajoutées dans les chapitres 2, 3, 5 à 8.

archives disparates, mais instructives (GARF SSSR). Y sont également conservés les documents de la chancellerie de l'Académie des sciences pédagogiques de RSFSR (devenue en 1966 pan-soviétique), source d'information précieuse sur les discussions pédagogiques avant et après l'adoption de la loi de 1958.

Les archives du ministère en charge de l'enseignement primaire et secondaire en Russie (*Narkompros* puis *Minpros* RSFSR) sont conservées dans un autre lieu (GARF RSFSR). Il renferme également les documents relatifs au gouvernement de cette république, et, après 1959, ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécial (MVSSO RSFSR). Une telle profusion des sources a entraîné des choix : l'enseignement technique et « secondaire spécial », mentionné dans la loi de 1958 et lui aussi objet de quelques débats, a été écarté au profit du supérieur et du secondaire général, dont l'association se justifie par les principales dispositions de la réforme.

S'ajoutent des archives beaucoup plus systématiques : celles des instances de la planification (Gosplan) et de l'administration statistique (CSU) centrales. Elles éclairent les évolutions démographiques, les prévisions et les objectifs chiffrés pour l'enseignement (ainsi considéré comme un secteur quantitatif parmi d'autres), mais aussi la « composition sociale » des étudiants et les fluctuations de sa prise en compte par les dirigeants du pays. La lecture des données doit se faire en gardant à l'esprit qu'en URSS plus qu'ailleurs, la construction des catégories sociales a pris des formes grossièrement simplifiées, voire factices, susceptibles d'évoluer avec le temps[65].

Les fonds du Komsomol (RGASPI-M) se sont avérés moins riches que prévu sur notre sujet : néanmoins, au détour des rapports adressés aux instances centrales, et des réunions du département de la jeunesse étudiante, on y rencontre à la fois l'expression d'aspirations venues du monde étudiant et enseignant, et chez les responsables, le projet d'une société sous contrôle et conforme à l'idéologie. Nous avons tenté d'évaluer leur influence.

Ceux de l'Académie des sciences à Moscou (Arhiv RAN) sont décevants sur les questions éducatives, mais éclairants sur le contexte du « Dégel ». Au Présidium, dans les sténogrammes de la fin des années 1950, les discours convenus alternent avec les revendications et les remarques de plus en plus offensives de certaines grandes figures de la recherche, en particulier en chimie et en physique : Nikolaj Semënov, Pëtr Kapica et Aleksandr Nesmeânov, président de l'institution de 1951 à 1961, entre autres. On voit ainsi la reprise dans un espace semi-public (un huis clos dans un cadre officiel), chez ceux que le régime et la presse appelle les « savants », de discussions voire de disputes éloignées des questions scientifiques proprement dites. Les réformes de l'enseignement sont, il est vrai, moins évoquées dans les instances académiques que dans d'autres lieux (presse et organes du Parti) où s'illustre cet engagement civique des scientifiques, hérité du XIXe siècle russe[66].

Mentionnons en passant l'atypique centre de documentation « Archives populaires » (CDNA) à Moscou. Si ses collections aléatoires sont plus propices à une approche anthropologique qu'à une histoire systématique des institutions soviétiques, elles recèlent quelques documents d'enseignants anonymes, en particulier des diplômes d'honneur (*početnye gramoty*) remis lors des promotions ou des fêtes officielles, qui illustrent efficacement l'atmosphère de l'époque. Nous avons choisi d'en reproduire une page en annexe, pour son contenu textuel et graphique à la fois.

Enfin, les **archives de Nijni Novgorod** nous ont permis d'étudier à un niveau régional et local la discussion et l'application de la loi de 1958. Les discussions à l'*obkom* du Parti, mais aussi le fonctionnement interne de certains grands VUZ, à commencer par l'université de cette ville « fermée », interdite aux visiteurs sans autorisation spéciale en

[65] Sur la construction des identités en URSS, voir Sheila FITZPATRICK, *Tear Off The Masks!: Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia*, Princeton, Princeton University Press, 2005.
[66] Cette tradition de « publicistique » (*publicistika*) est également visible dans les sources publiées.

raison de sa place dans le complexe militaro-industriel soviétique, montrent l'écho des politiques décidées dans la capitale.

D'après un présupposé de l'historiographie du « Dégel » – et de la « kremlinologie » contemporaine aux événements –, les **sources publiées** à cette époque permettraient de mieux cerner qu'auparavant la stratégie des autorités, leur degré d'information sur tel ou tel phénomène, mais aussi certaines réactions de la société à leurs décisions[67]. La presse soviétique de la fin des années 1950 et du début des années 1960 offrirait un reflet limité mais précieux des débats et des discussions internes : la lecture des tribunes publiées par les journaux centraux avait d'ailleurs étayé l'analyse du « système soviétique » en termes de « groupes d'intérêts », dans les années 1970. D'après H. Gordon Skilling, « l'intelligentsia culturelle, professionnelle et scientifique a émergé comme l'un des principaux groupes de pression affectant les politiques publiques »[68]. L'affirmation mérite d'être évaluée à l'aune d'autres sources documentaires. De même, les brochures de propagande révèleraient à la fois les objectifs des dirigeants, mais aussi leur perception des interrogations et des aspirations de la population. Sans admettre *a priori* la thèse d'une impulsion « du bas vers le haut » pour certaines décisions, véhiculée par certains travaux de l'école dite « révisionniste » y compris pour l'époque stalinienne, nous n'avons voulu exclure aucune piste de lecture. Parallèlement, la littérature offre quelques exemples de romans et de récits qui laissent paraître des tensions fortes autour des grandes mesures touchant l'enseignement secondaire et supérieur.

Pour appréhender les débats, mais aussi les réseaux et les modes de légitimation de ce groupe, la lecture des **souvenirs, mémoires et textes autobiographiques ou biographiques** des scientifiques de l'ex-URSS offre également des renseignements irremplaçables. Phénomène en soi digne d'intérêt, la publication d'un récit sur un collègue ou un « maître » (*učitel'*) plus âgé ou plus éminent est un moyen de valider les hiérarchies sociales et intellectuelles de l'intelligentsia scientifique des années 1990 et 2000, autant que celles en vigueur au moment du « Dégel ». Elle nous permet, faute du background en histoire des sciences nécessaire pour évaluer l'apport de tel ou tel chercheur à sa discipline, d'avoir une idée de l'autorité professionnelle et morale dont il a pu jouir parmi ses semblables.

Dernière source permettant de mettre en perspective les documents administratifs parfois stériles livrés par les archives, des **témoignages oraux** ont été recueillis auprès de quelques acteurs de l'époque : qu'ils aient été alors simples étudiants (Mihail Narinskij, David Konstantinovskij, Aleksandr Kessenih) ou déjà enseignants (Aaron Gurevič), voire responsables (Lûbov' Balâsnaâ, pour le Komsomol), leurs reconstructions *a posteriori* éclairent à la fois les événements passés et leur héritage dans la mémoire collective.

Témoignages et récits permettent ainsi à leur tour de contextualiser les débats par voie de presse qui entourent la refondation de 1958 : la complémentarité des sources éclaire d'un jour nouveau les tensions et les changements au sein de l'enseignement soviétique.

IV) Plan indicatif : trois moments de l'école russe et soviétique au XXe siècle

Cet ouvrage est construit, comme la thèse dont il est issu, en trois étapes chronologiques, qui sont aussi trois éclairages portés, suivant des angles d'approche et des

[67] On trouve cette hypothèse dans Antony BUZEK, *How the communist press works*, Londres, Pall Mall Press, 1964, mais aussi dans plusieurs contributions de Polly JONES (dir.), *The dilemmas...*, *op. cit.*

[68] H.G. SKILLING, F. GRIFFITHS (dir.), *Interest Groups…*, *op. cit.*, p. 10.

points d'observation différents, sur le système d'enseignement et ses évolutions en Russie, entre 1918 et la fin des années 1960.

Après avoir présenté l'histoire du système d'enseignement soviétique avant 1953 en partant des deux objectifs fondamentaux du régime (ancrés dans son socle idéologique), à savoir la « prolétarisation » et la « polytechnisation », nous tracerons le tableau de la situation au milieu des années 1950. Dans le secondaire comme dans le supérieur, il reflète les tensions qui s'exercent autour des institutions et des politiques en cours. Ainsi se mettent en place les éléments de la future réforme, dans un ordre chaotique assez éloigné de l'image qu'on se fait en Occident de la planification soviétique, tant l'héritage de ces quarante premières années du régime est complexe et riche en contradictions. Les départements du Comité central et les

ministères sont sollicitées par une pluralité d'acteurs, et doivent répondre à des revendications variées en termes économiques et sociaux, mais aussi politiques et idéologiques. La « déstalinisation », et en particulier les retombées, en URSS, de la répression du soulèvement hongrois de novembre 1956, joue un rôle à réévaluer dans la genèse d'un changement d'ampleur.

La deuxième partie est consacrée aux grandes discussions, publiques et internes, qui précèdent et accompagnent l'élaboration de la loi de 1958. Notre thèse est que, loin d'en être une simple vitrine démocratique, ces débats influent profondément sur le cours de la réforme. L'impulsion est donnée par Khrouchtchev, avec des motivations qu'il convient de démêler. C'est ici que se trouve résolu le problème central de notre interrogation initiale, celui du degré d'implication et de prise en compte des revendications des différents acteurs en présence (« administrateurs », « pédagogues », « spécialistes », « universitaires » et « scientifiques »,

suivant notre classification), et de leur capacité à s'accorder en vue d'un compromis. Il s'agit de mesurer l'impact du mécanisme de décision, pendant l'élaboration de la loi, sur son contenu, mais aussi de poser de nouvelles questions sur les acteurs et leurs motivations.

La troisième partie apporte d'autres éléments de réponse, à partir des résultats concrets, mais aussi des représentations qui en sont données à l'époque, de l'application de la refondation de l'enseignement en RSFSR[69]. Après le vote de la loi de 1958, les débats ne cessent pas, au contraire ils continuent de peser sur les conditions de sa mise en œuvre. Se dégagent alors, de plus en plus nettement, au moins deux visions concurrentes du développement éducatif : celle des autorités et celle des « savants ». Comment interpréter l'échec relatif de l'instruction polytechnique, les limites de la démocratisation scolaire et l'apparition de filières d'enseignement élitistes (les « écoles spéciales »), à l'aune de ces contradictions ?

[69] La mise à l'écart des autres républiques se justifie en raisons des sources consultées, pour cette troisième partie, même si les débats se déroulent toujours, en théorie, au niveau de toute l'Union.

Par cette histoire à la fois politique, sociale et administrative, qui s'appuie en même temps sur l'analyse des discours et des représentations, nous avons voulu retracer, plutôt qu'un tableau systématique et continu des événements, les tensions qui les animent dans une période clef pour l'enseignement en URSS, et particulièrement en Russie. Ce faisant, nous avons voulu enrichir notre connaissance de l'histoire sociale qui est aussi culturelle, et politique, de ce pays.

PREMIÈRE PARTIE :
LES HÉRITAGES. L'ENSEIGNEMENT SOVIÉTIQUE ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME (1918-1958)

> *Parallèlement au fait qu'elle est censée être officiellement « un guide pour l'action », la doctrine marxiste originelle est aussi une source constante d'embarras, dans la mesure où elle invite à comparer entre les indications sur la société sans classes (aussi rudimentaires soient-elles comme chez Marx) et les développements actuels de la société soviétique. Rien n'indique que la nouvelle structure sociale qui émerge peu à peu s'approche beaucoup de l'objectif prescrit.*[70]

Au cours des quarante premières années du régime soviétique, c'est-à-dire de la première moitié de son histoire, les écoles et les institutions d'enseignement situées en Russie connaissent des bouleversements considérables. Tout en retraçant, dans leurs grandes lignes, ces mutations, nous avons voulu, dans cette première partie, fixer le cadre institutionnel, social et culturel des réformes de la fin des années 1950. Pour ce faire, nous avons choisi de nous focaliser sur deux éléments majeurs de la politique bolchevique en matière d'enseignement, présents dès 1918 en Russie :

- d'une part, l'introduction dans l'instruction scolaire d'une dose de « travail à la production », inspirée de la doctrine marxiste ;
- et d'autre part le privilège (on parlerait aujourd'hui de « discrimination positive ») accordé aux « prolétaires » dans les établissements d'enseignement supérieur[71].

A partir des mois qui suivent la prise de pouvoir de novembre 1917 (ou « Révolution d'Octobre »), ces deux objectifs s'imposent comme les piliers de la nouvelle école voulue par le régime soviétique. Au gré des mesures concrètes et de leurs remises en cause, malgré les changements qui s'opèrent dans leur signification, ils constituent pour nous un fil directeur. Celui-ci traverse la Guerre civile et la NEP (« Nouvelle politique économique », nom donné à la période des années 1921-1924), la mise en place de ce que les historiens ont appelé le « stalinisme » à partir de la fin des années 1920, mais aussi la guerre de 1941-1945 et la reconstruction, jusqu'à la mort du tyran en 1953. Pourtant, si les mêmes mots d'ordre reviennent dans les discours et les textes, leur sens et leur application ont pu évoluer.

Nous tenterons ici de mettre en évidence le rapport complexe entre, d'un côté, les interprétations de l'idéologie « marxiste-léniniste », suivant son appellation officielle, et de l'autre les besoins concrets du pays et les aspirations de la population, tels que les responsables d'alors les percevaient. Quelle a été, de la prise de pouvoir par Lénine à celle par Khrouchtchev, la ligne suivie en la matière : y a-t-il eu une politique appliquée sur le long terme ? Quels ont été ses fondements en termes de doctrine pédagogique ? Comment se sont exprimées et conciliées les différentes visions en présence ? Quels groupes d'acteurs peuvent être identifiés, et quelles ont été leurs influences respectives ? Enfin, au-delà des continuités évidentes durant cette période, quels effets ont eu les nombreux soubresauts politiques et sociaux, mais aussi culturels, entre 1918 et 1958 ?

Seront laissés de côté plusieurs enjeux périphériques de l'histoire des politiques éducatives en URSS. Les uns parce qu'ils ne font pas partie des motivations premières des réformes de la période khrouchtchévienne, ainsi de l'épuration du milieu professionnel des

[70] Leopold LABEDZ, « The New Soviet Intelligentsia », *Soviet Survey*, n°29, juillet-septembre 1959, p. 103.
[71] Pour les désigner, nous emploierons désormais l'acronyme russe : VUZ.

enseignants, mais aussi de l'alphabétisation et de la lutte contre l'illettrisme, dont l'existence est avérée au moins jusqu'à la fin des années 1950 en RSFSR ; les autres parce qu'ils seront étudiés plus en détail dans les chapitres consacrés à l'enseignement supérieur, comme la formation de ceux que le régime appelle les « spécialistes »[72]. Enfin, l'entreprise idéologique dite de « l'éducation des masses » en tant que telle est laissée de côté, tant elle déborde le cadre de l'histoire de l'enseignement proprement dit – destiné aux enfants et aux adolescents[73].

En présentant successivement le système d'enseignement soviétique de la révolution d'Octobre à la mort de Staline, puis les difficultés auxquelles se heurte la direction du pays à partir de 1954 dans ce domaine, et les premières réponses qu'elle formule pour y remédier, nous chercherons à comprendre comment se mettent en place les conditions d'une réforme globale et ambitieuse, en 1957-1958. Pour mettre à jour cette genèse, il faudra identifier les différentes visions, parfois contradictoires, portées par les acteurs : l'idéologie y joue un rôle

[72] Sur l'épuration des enseignants du supérieur dans les années 1920, voir Michael DAVID-FOX, « Political Culture, Purges and Proletarianization at the Institute of Red Professors, 1921-1929 », *The Russian Review*, vol. 52, janvier 1993, p. 20-42. Sur celle des enseignants du primaire et du secondaire dans les années 1930, voir Thomas E. EWING, *The Teachers of Stalinism. Policy, Practice, and Power in Soviet Schools of the 1930s*, New York, Peter Lang, 2002, en particulier le chapitre 7.

[73] Voir *supra*, Introduction, la justification de cette absence.

fondamental, mais non unique, car les trajectoires sociales, autant que les pratiques administratives et les modes d'action publique et interne à chaque institution, comptent également beaucoup dans l'élaboration et la mise en place des politiques scolaires et universitaires. Dans ce but, nous distinguerons deux sphères de l'enseignement : secondaire d'un côté, supérieur de l'autre, la formation professionnelle se plaçant en marge de notre étude.

CHAPITRE 1 :
LES BOLCHEVIKS À L'ÉCOLE :
POLYTECHNISATION ET PROLÉTARISATION (1918-1954)

... la distance sociale entre le travail manuel et intellectuel s'est accrue au cours des dernières années au lieu de diminuer, en dépit de la formation de cadres scientifiques venant du peuple.[74]

Une chose est sûre : il faut constamment se préoccuper de l'élargissement de l'accès aux VUZ pour les masses, avant tout pour la jeunesse prolétarienne.[75]

[74] Léon TROTSKI*, La Révolution trahie*, Paris, Bernard Grasset, 1936, chapitre 9.
[75] Propos de Lénine rapporté par Anatolij Lunačarskij, cité par N.I. FEŠENKO, « Iz istorii sovetskoj vysšej školy konca 50-h godov (Podgotovka i social'nye posledstviâ osuŝestvleniâ zakona ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û », *Vestnik Moskovskogo Universiteta*, Série 8, Histoire, 1979, n°5, p. 17-29, p. 17.

Commençons par un aperçu des conditions originales dans lesquelles le système d'enseignement russe s'est développé pendant près de quarante ans, jusqu'au début de la période khrouchtchévienne. La prise de pouvoir par les Bolcheviks en novembre 1917 a eu des conséquences déterminantes sur le développement scolaire et universitaire de ce pays, qui représente la partie dominante de l'ex-empire tsariste, devenu officiellement l'URSS en 1922. L'histoire des institutions et des politiques d'enseignement en Russie soviétique coïncide donc avec celle de toute l'Union et partage avec elle les bouleversements d'un pouvoir se réclamant d'une idéologie révolutionnaire. En nous appuyant sur une historiographie déjà riche pour la période de l'entre-deux-guerres, nous nous attarderons sur les grandes décisions

prises entre 1918 et 1954, leurs motivations, leurs fluctuations voire leurs ruptures, et leurs principaux résultats. Plusieurs césures s'imposent : la fin des années 1920, le tournant de 1940, puis celui de 1952, mais elles ne sont ni absolues ni exclusives. L'étude synthétique du système d'enseignement des quarante premières années du régime vise surtout à éclairer et comprendre les héritages transmis à la période suivante.

Nous envisagerons successivement deux enjeux majeurs qui traversent ces quatre décennies d'histoire soviétique. D'une part, la « *polytechnisation* » est l'introduction, conformément à la théorie marxiste, du travail « à la production » industrielle et agricole et de son étude à l'école – selon des modalités diverses[76]. D'autre part, la « prolétarisation » consiste, notamment dans l'enseignement supérieur et technique, à former prioritairement de jeunes ouvriers et paysans, prétendument acquis à la cause du régime. Ici comme ailleurs, les mots ont des significations variables d'un acteur ou d'un épisode à l'autre de l'histoire de l'enseignement soviétique : il incombe au chercheur d'être particulièrement vigilant face aux glissements de sens qui peuvent les affecter, sur une période de quarante années.

I) La *polytechnisation* des années 1920, entre chimère idéologique et controverses pédagogiques

Wladimir Berelowitch a qualifié de « soviétisation de l'école russe » la prise de contrôle institutionnel, professionnel et idéologique, de l'enseignement en Russie par le nouveau pouvoir, avec la volonté d'imposer des théories et des pratiques nouvelles[77]. Il s'agit d'inscrire l'école dans l'objectif général d'éducation communiste des masses, visant à créer une société meilleure. Ce processus n'est pas monolithique : plusieurs approches s'affrontent alors dans les débats théoriques, reflétant les divisions au sein de la direction du pays et sur le terrain, dans les pratiques. La volonté de rupture totale avec l'école « ancienne » est attestée chez de nombreux responsables et pédagogues, notamment ceux qui sont influencés par le mouvement de la « culture prolétarienne » ou *Proletkult*. Au sommet, Lénine, son épouse Nadežda Krupskaâ (1869-1939) et Anatolij Lunačarskij (1875-1933), premier titulaire du commissariat du peuple à l'Instruction (*Narkompros*) de RSFSR de 1917 à 1929, semblent avoir hésité dans leurs arbitrages[78].

L'histoire des méthodes d'enseignement dans l'entre-deux-guerres est bien connue, grâce à plusieurs synthèses et monographies récentes[79]. Les premières années du régime sont marquées par la tentative d'appliquer une transformation « socialiste » du système scolaire, mais aussi par l'introduction de méthodes empruntées aux pédagogues occidentaux. Sans revenir sur le détail de toutes les mesures, nous rappellerons combien la promotion du travail « à la production » et de l'instruction dite « polytechnique », son corollaire, s'accompagne de tensions importantes, qui compromettent leur succès.

---

[76] Ce néologisme forgé par la langue soviétique de l'époque est repris par les observateurs occidentaux depuis les débuts du régime bolchevique : c'est pourquoi nous l'avons adopté dans cette recherche.

[77] Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation de l'école russe 1917-1931*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1990.

[78] Sur les rivalités et les débats internes à l'appareil du Narkompros, voir Sheila FITZPATRICK, *The Commissariat of Enlightenment. Soviet Organization of Education and Arts under Lunacharsky 1917-1921*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970.

[79] Outre les ouvrages de Sheila Fitzpatrick et Wladimir Berelowitch, mentionnons E.M. BALAŠOV, *Škola v rossijskom obŝestve 1917-1927 gg. Stanovlenie « novogo čeloveka »*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003 et Larry HOLMES, *Stalin's School : Moscow's Model School No. 25, 1931-37*, South Alabama University Press, 1999.

A. « L'École unique du travail » : origines et projet

Les mesures prises par le nouveau pouvoir s'inscrivent dans un héritage idéologique clair : la pensée socialiste et ses dérivations dans le domaine pédagogique. Néanmoins, des différences d'interprétation existent, qui résultent en partie de la diversité des influences théoriques des pédagogues et des acteurs chargés de mettre en application cette politique. Nous en avons répertorié quelques unes, à partir de l'adoption du célèbre décret sur « l'École unique du travail », en octobre 1918.

D'emblée, la nouvelle législation scolaire est placée sous le signe idéologique de la pensée de Marx et des écrits de Lénine qui l'ont commentée. Elle prévoit de conjuguer instruction gratuite et initiation à un travail physique (*trud*), à la façon de ceux – ouvriers et paysans pauvres – que le régime nomme « prolétaires ». Comme le rappelle Marianne Pizard, il existe en effet deux mots distincts en russe :

> Le terme de *trud* est employé pour désigner une activité intense, un travail demandant un effort intellectuel et physique. Qui plus est, il implique l'idée de production de valeurs matérielles et spirituelles nécessaires à la vie de l'homme ainsi que l'idée de transformation, d'influence. Le terme *rabota* désigne plutôt le fait d'être occupé, d'être en activité, de servir (par exemple dans une entreprise). C'est plutôt le travail quotidien. Il s'emploie aussi pour une activité à but éducatif.[80]

[80] Marianne PIZARD, *L'éducation et ses problèmes en U.R.S.S. et en Russie, de Khrouchtchev au début des années quatre-vingt-dix*, Thèse de doctorat en Histoire des Slaves, Université Paris 1, 1999, p. 11.

Le décret du 30 septembre/16 octobre 1918 proclame l'avènement de « l'École unique du travail », censée accorder une place fondamentale au « travail à la production (*proizvodstvennyj trud*) » et « socialement utile ». L'article 12 du décret énonce :

> Le travail à la production doit servir de base à la vie scolaire, non pas comme un moyen de payer les dépenses occasionnées par l'entretien des enfants et non pas seulement comme une méthode d'enseignement, mais précisément comme un travail à la production socialement nécessaire.[81]

De fait, dans un contexte général de pénuries diverses, c'est pourtant bien le cas de figure dénoncé par la loi qu'on rencontre le plus fréquemment dans la Russie de ces années. Ici, faute d'une étude rigoureuse des conditions de fonctionnement des établissements scolaires pendant la Guerre civile, c'est encore l'image enthousiaste des écoliers-révolutionnaires alors bruyamment relayés par la propagande, qui, avec celle des enfants vagabonds (*besprizornye deti*), domine l'historiographie russe actuelle[82].

L'analyse des racines du mouvement pédagogique des années 1920 est encore à faire : nul doute que les initiateurs de « l'école unique du travail » avaient, depuis quelques années déjà, dans l'héritage des recherches et des débats du début du XXe siècle, entamé la réflexion sur les contenus de l'apprentissage qui y serait dispensé[83]. Le pédagogue Pëtr Blonskij (1884-1941) prévoyait ainsi d'initier les enfants par paliers, d'abord aux petits travaux dans le jardin ou l'atelier, puis aux principes de l'organisation rationnelle de la production, industrielle et agricole. Mais la teneur concrète de cette instruction par le travail restait souvent très floue. Comme le reconnut plus tard Lunačarskij, en 1918, l'appareil doctrinal lui-même fournissait peu d'information à ce sujet :

> Quelle était la source de lumière que nous avions pour ne pas nous égarer sur les routes ? Une page et demie écrite par Marx…[84]

Ici, le premier chef du *Narkompros* exagère quelque peu le manque de sources théoriques de la *polytechnisation*. Dans le *Manifeste du parti communiste,* Karl Marx et Friedrich Engels proposent, parmi les dix ensembles de mesures à mettre en œuvre après la prise du pouvoir par le prolétariat, outre l'établissement de l'instruction gratuite pour tous et l'abolition du travail des enfants, une « instruction combinée avec la production matérielle »[85]. De surcroît, dans le premier volume du *Capital* consacré à la grande industrie, parlant de l'« éducation du futur », Marx développe l'idée que le développement des enfants gagnerait à alterner études et travail à la production. A d'autres reprises, comme en 1866, il mentionne l'instruction polytechnique (*polytechnische Ausbildung*) à la fois comme présentation scientifique des processus de production, et comme initiation au maniement concret des outils de différentes professions[86]. On retrouve ici l'influence de la philosophie : Rousseau, mais aussi Hegel et

---

[81] Cité par Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 60.

[82] Voir par exemple l'usage fait des publications de l'époque dans E.M. BALAŠOV, *Škola v rossijskom obŝestve*, *op. cit.*, p. 55-67. Sur les enfants vagabonds, voir Dorena CAROLI, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique, 1917-1937*, Paris, L'Harmattan, 2004.

[83] On peut citer ici, par exemple, l'école expérimentale ouverte en 1911 par Stanislas Šackij (1878-1934) dans la campagne des environs de Kalouga, au sud de Moscou : voir William PARTLETT, « The Cultural Revolution in the Village School : S. T. Shatskii's Kaluga School Complex, 1919–1932 », *Journal of the Oxford University History Society*, n°3, 2005.

[84] Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 61.

[85] Karl MARX, *Œuvres*, Gallimard, 1963, p. 182 et p. 196. Cité par Marianne PIZARD, *L'éducation et ses problèmes, op. cit.*, p. 10.

[86] Cité par John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 18.

Humboldt, et le modèle des écoles de fabriques du XIXe siècle[87]. Expliquant que « l'instruction technique, à la fois théorique et pratique, prendra la place qui lui sied dans les écoles de la classe laborieuse », Marx cite à ce propos les paroles d'un ouvrier de la soierie :

> Je suis presque certain que le véritable secret pour former une main-d'œuvre efficace se trouve dans l'union de l'enseignement et du travail depuis l'enfance. Bien sûr ce travail ne doit pas être trop strict ni fatigant ou nuisible… J'aurais aimé que mes propres enfants aient du travail aussi bien que du jeu, pour varier leur scolarité.[88]

Au I[er] Congrès russe de l'instruction publique, en août 1918, Lénine émet le souhait que l'éducation et l'étude ne soient pas « limitées à l'école et *coupées de la vie* »[89]. En effet,

> …l'instruction et l'éducation ne pourraient, sans le travail à la production, atteindre le niveau exigé par le développement de la technique et l'état des connaissances scientifiques ; et il en va de même du travail à la production sans une instruction et une éducation parallèles appropriées.[90]

La théorie léniniste ajoute au contenu de « l'instruction polytechnique », défini par Marx, une dimension nouvelle, comme le montre le projet de programme du Parti de 1919 : il s'agit d'inculquer aux élèves les principaux procédés industriels et agricoles, afin de leur enseigner « la théorie et la pratique des principales branches de la production »[91]. Mais d'autres théoriciens bolcheviques comptent aller plus loin dans la remise en cause des savoirs « bourgeois ». D'après Blonskij, « c'est seulement dans l'école industrielle du travail et ses laboratoires que l'étude scientifique des mathématiques, en tant que science, est possible »[92]. On voit ici l'influence du *Proletkult*, parvenu à l'apogée de son influence au début des années 1920 : son fondateur Aleksandr Bogdanov (1873-1928), ancien compagnon et rival intellectuel de Lénine, affirme l'existence d'une science « prolétarienne » qui serait « l'expérience organisée du travail »[93].

A ces fondements théoriques divers, il faut ajouter les influences venues de la réflexion pédagogique russe d'avant la Révolution, mais aussi de l'étranger : comme le rappellent Wladimir Berelowitch et Douglas Weiner, une source importante des expérimentations des années 1918-1928 est la « pédagogie progressiste » née et développée à la même époque aux Etats-Unis[94]. L'un des chefs de file de ce mouvement, John Dewey

---

[87] Voir Horst WITTIG, « Philosophical origins of communist pedagogy », *Soviet Survey* n° 30, octobre-décembre 1959, p. 77-81. Sur les autres sources socialistes de l'instruction polytechnique, voir Gérard CHAUVEAU, « L'école du travail dans la pensée ouvrière », *Ville Ecole Intégration*, n° 113, juin 1998.

[88] Cité par Horst WITTIG, « Philosophical origins… », article cité, p. 79.

[89] LENINE, *œuvres,* Paris, Editions sociales, 1962, T. 28, p. 83-85. Cité par Marianne PIZARD, *L'éducation et ses problèmes..., op. cit.*, p. 10 (nos italiques). Le thème de la « coupure avec la vie »sera repris continuellement dans le discours officiel soviétique, sans doute à partir de ce texte célèbre.

[90] *Ibidem.* Lénine détaille ainsi, plus que Marx lui-même, la nécessité de la combinaison entre instruction et travail à la production.

[91] LENINE, *œuvres..., op. cit.*, T. 29, p. 129.

[92] Wladimir BERELOWITCH*, La soviétisation…*, *op. cit.*, p. 42. La citation date de 1919.

[93] *Ibid.*, p. 62. Bogdanov avait refusé, en novembre 1917, la direction du département de la culture prolétarienne que lui proposait son ami Lunačarskij, estimant erronée la vision des leaders bolcheviques. Critiqué ouvertement dans la presse à partir de 1921, Bogdanov est envoyé quelques mois en Angleterre en 1922, puis emprisonné quelques semaines en 1923 à Moscou, après quoi il se réfugie dans la recherche médicale sur les transfusions sanguines. Voir E.V. SUROVCEVA, *Žanr « pis'ma voždû » v totalitarnuû èpohu 1920-e – 1950-e gg.*, Moscou, Airo-XXI, 2008, p. 59-62.

[94] Wladimir BERELOWITCH*, La soviétisation…*, *op. cit.*, p. 29-33 ; Douglas R. WEINER, « Struggle over the Soviet Future : Science Education versus Vocationalism during the 1920s », *Russian Review*, Vol. 65, n°1, janvier 2006, p. 72-97.

(1859-1952), oppose « l'éducation progressiste » à « une éducation qui fut essentiellement statique quant à son sujet, autoritaire dans ses méthodes, principalement passive et à sens unique pour les enfants »[95]. On ne saurait voir dans l'enseignement russe des années 1920 la pure mise en œuvre de ces idées ; néanmoins le remplacement des matières et des programmes par des « projets » ou « Complexes », le développement de l'autonomie des élèves et des enseignants dans leur classe conformément au « plan Dalton » d'Helen Parkhurst, et d'autres innovations, faisaient directement référence aux méthodes développées massivement depuis le début des années 1920 aux Etats-Unis[96]. L'arrière-fond idéologique est bien sûr très différent : là où la plupart des partisans de l'école « progressiste », à l'instar de Dewey, ont en vue « la liberté » et l'autonomie des individus, les pédagogues soviétiques prônent une école « collectiviste » et rejettent les aspects « bourgeois » de leurs inspirateurs occidentaux[97]. Pourtant, à l'instar de Célestin Freinet (1896-1966) trois années plus tôt, Dewey revient enchanté de son voyage en Russie soviétique, à l'été 1928 : la visite d'établissements expérimentaux modèles (dont un orphelinat des environs de Moscou) lui a fait une grande impression[98].

Ainsi, les réformes de l'école en Russie soviétique au début des années 1920 ont des inspirations diverses, voire contradictoires, comme en témoignent les débats qui fleurissent (ou plutôt : continuent de fleurir) dans la presse et les congrès scientifiques et professionnels de l'époque. Leur mise en œuvre s'avère rapidement problématique, une fois passé l'enthousiasme initial.

B. Incertitudes et limites de la *polytechnisation* des années 1920

Au VIIIe Congrès du VKP(b), en mars 1919, Lénine déclara que l'école devait « être fondée sur la liaison étroite entre enseignement et travail productif des enfants »[99]. Mais au-delà de cette affirmation, il n'existait pas de consensus sur la marche à suivre. L'existence de tensions entre plusieurs conceptions du système scolaire explique ainsi, avec d'autres facteurs économiques, sociaux et politiques, l'échec de la *polytechnisation* des années 1920. Les impulsions successives données à cette politique laissent paraître la désunion des acteurs, et l'absence de ligne claire, durable dans la politique scolaire soviétique.

Plusieurs ensembles de dirigeants et de théoriciens – certains cumulant les deux types de fonctions – apparaissent au gré des débats répercutés par la presse, y compris généraliste. Les uns, bénéficiant dans un premier temps de la bienveillance de Lunačarskij,

---

[95] Cité par Malie MONTAGUTELLI, *Histoire de l'enseignement aux Etats-Unis*, Paris, Belin, 2000, p. 143. La phrase est tirée d'un discours prononcé en 1934.

[96] Elles y furent même majoritaires, dans les années 1930, avant de rencontrer les premières critiques sérieuses vers 1938 : *Ibid.*, p. 197 et 202.

[97] Certains Américains comme Heard Kilpatrick (1871-1965) et George S. Counts (1889-1974) remirent eux aussi en cause les fondements de l'ordre « libéral » de la société américaine : le premier appela dans *Education for a Changing Civilization*, en 1925, à faire de l'école un lieu où l'on apprît « comment bien vivre », et le second, un responsable syndicaliste, posa en 1932 la question de savoir si le système éducatif « oserait construire un nouvel ordre social » : *Ibid.*, p. 193 et 195. George S. Counts est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'enseignement en URSS, dont un publié à la veille de la réforme de 1958 : *The Challenge of Soviet Education*, New York, London, McGraw Hill, 1957.

[98] A ce sujet, voir Guillaume GARRETA, « L'école en révolution, l'application des méthodes deweyennes en Russie soviétique » dans JAQUET-FRANCILLON F. et KAMBOUCHNER D. (dir.*), La Crise de la culture scolaire. Origines, interprétations, perspectives*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, en particulier p. 152-154.

[99] Voir Sheila FITZPATRICK, *The Commissariat of Enlightenment…*, *op. cit.*, p. 26-34.

Krupskaâ et Lénine, veulent ajouter le travail à la production au cursus existant, sans forcément remettre en cause les bases du système antérieur, autrement dit de la « culture bourgeoise » scolaire au sens large. C'est surtout la position du théoricien menchevik Al'bert Pinkevič (1884-1939) : ancien enseignant en sciences, il est particulièrement réticent à l'idée de supprimer tout enseignement disciplinaire à l'école. Pour lui, le but de l'introduction du travail et de l'étude de la production dans les cursus de l'école secondaire est de préparer la jeunesse à participer à la construction du socialisme, mais sans détruire l'héritage des efforts accomplis dans le domaine scolaire à la fin de la période tsariste[100]. Face à cette vision modérée, partagée par toute une partie de l'intelligentsia scientifique, d'autres théoriciens et praticiens de l'éducation mettent en avant, sur fond de luttes de pouvoir, un objectif plus ambitieux : la formation d'une société nouvelle, mais aussi la garantie d'avoir une jeunesse disposée au labeur. On peut ranger parmi eux l'historien Mihail Pokrovskij (1868-1932), alors numéro deux du *Narkompros* et considéré par Douglas Weiner comme « plus radical » que ses collègues, comme le montre ce texte de 1919 :

> En quoi réside le conflit entre l'Ecole du travail et l'ancienne, si on exprime ce conflit en termes de classe ? Celle-ci préparait des petits seigneurs. La nôtre prépare des petits moujiks. L'ancienne éduquait de futurs exploiteurs. La nôtre éduque de futurs ouvriers. Des damoiseaux aux mains blanches quittaient l'ancienne. Ceux qui quittent la nôtre auront déjà des mains calleuses prêtes au travail.[101]

[100] Douglas R. WEINER, « Struggle… », article cité, p. 80-82 et *passim*.

[101] Cité par Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 62. Par la suite, Pokrovskij fut l'incarnation de la refonte bolchevique des sciences humaines et sociales, cumulant les directions des archives centrales de RSFSR, de l'Académie communiste et de l'Institut des professeurs rouges : voir Aleksandr DMITRIEV, « Akademičeskij marksizm 1920-1930-h godov : zapadnyj kontekst i sovetskie obstoâtel'stva », manuscrit non publié, 2006, p. 7 (je remercie l'auteur pour son autorisation).

Dans ce schéma idéal d'une école « polytechnique », l'enseignement professionnel serait fondu avec l'instruction « académique » et finirait par prendre le dessus : l'acquisition des savoirs théoriques s'efface devant l'apprentissage pratique d'un métier.

Le succès de cette vision radicale, au début des années 1920, s'explique par ses implications économiques annoncées, séduisantes aux yeux des dirigeants du pays. L'objectif d'introduire dans l'enseignement général, à côté des matières classiques, l'étude des processus de production d'une part, et l'exercice d'un travail à la production d'autre part, devait faciliter l'embauche dans l'agriculture et l'industrie de jeunes déjà familiarisés, pendant leur scolarité, avec les métiers correspondant aux différents secteurs d'activité. Krupskaâ elle-même, pédagogue influente durant tout l'entre-deux-guerres, avoue dès 1918 :

> Ce n'est donc pas seulement la pédagogie, mais aussi la nécessité économique qui nous forcera à former la génération montante non seulement au travail intellectuel, mais aussi au travail physique.[102]

Mais les moyens font cruellement défaut pour permettre une véritable instruction polytechnique. Les réalisations de l'époque sont peu brillantes : dans l'école-commune expérimentale du pédagogue Moisej Pistrak (1888-1937), en 1924, la formation polytechnique correspond à un « passage successif dans l'ensemble des ateliers »[103]. L'idée de combiner travail manuel et intellectuel est également présente chez le pédagogue ukrainien Anton Makarenko (1888-1939), qui travaille avec de jeunes délinquants, à partir de 1920, dans les colonies « Gorki » et « Dzerjinski » ; mais ses écrits théoriques n'ont pas encore l'importance qu'ils gagneront après sa mort[104].

Des partisans de l'instruction « polytechnique », comme Blonskij et Pistrak, sont d'ailleurs déçus par le caractère limité de son application réelle : un peu d'horticulture et de ménage dans les établissements, tel est souvent le lot commun des élèves invités à se familiariser avec le « travail à la production »[105]. Avec eux, d'autres responsables estiment nécessaire une rupture radicale, au point de faire disparaître l'école en la fondant dans l'organisation productive. C'était notamment l'approche de la sœur de Lénine, alors à la tête du Département de la protection de l'enfance du *Narkompros*, Anna Ulianova-Elizarova (1864-1935). Chargée de la réforme des orphelinats, elle aurait voulu appliquer des principes « d'égalité complète, de travail indépendant et d'habitudes communistes », estimant que l'étape intermédiaire de la « construction du socialisme » n'était pas nécessaire pour éduquer ces enfants, « fer de lance pour la création de véritables communistes », c'est-à-dire capables de vivre dans une société sans classes et sans État[106]. Dans le même esprit, l'agronome Boris Vsesvâtskij (1887-1969) et le pédagogue Viktor Šul'gin (1894-1965) accusent les savoirs dits « abstraits » d'être sans rapport avec le développement économique et social du pays[107].

---

[102] N. KRUPSKAÂ, « Kautskij o soedinenii obučeniâ s proizvoditel'nym trudom », *Narodnoe prosveŝenie*, n°21, 1918, p. 4-5. Cité par Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 62.

[103] Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 63. Voir aussi l'introduction de P.A. REY HERME à la réédition française de Moïse PISTRAK, *Les problèmes fondamentaux de l'Ecole du travail*, Paris, Desclée de Brouwer, 1973. Célestin Freinet aurait été influencé par les idées de Pistrak, dont il a visité l'école expérimentale lors de son voyage en Russie en 1925. Il en revient enthousiasmé, si on en croit les nombreux articles qu'il publie dans sa revue *L'École émancipée* en 1926, en particulier au sujet de la méthode des « Complexes ». Dès 1921, il avait souligné la nécessité de « rattacher l'école à la Vie », tout en dénonçant « toute exploitation – capitaliste ou communiste ».

[104] Voir la notice biographique en annexe et *infra*, III, B. Dans les années 1920, contrairement au mythe qui se construira après la guerre en URSS, l'influence de Makarenko est donc quasiment inexistante. Voir également Eric AUNOBLE, « S'éduquer à part pour mieux s'intégrer ? Les communes pédagogiques en Ukraine soviétique (1920-1924) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »,* n°7, 2005, p. 201-227.

[105] Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 63-64.

[106] Cité par Dorena CAROLI, *L'enfance abandonnée..., op. cit.*, p. 167-168.

[107] Douglas R. WEINER, « Struggle… », article cité, p. 77.

En août 1923, lors d'un congrès des enseignants de sciences à Petrograd, ces derniers obtiennent gain de cause contre ce qu'ils nomment « les théories pédagogiques de zemstvo et libérales » défendues par Pinkevič et ses alliés [108]. La même année, la méthode des « complexes » est officiellement introduite en Russie : elle prône la construction de l'enseignement autour de *problèmes* proposés aux élèves, qu'il s'agit de résoudre par une démarche comprenant le recours à l'expérience et au savoir livresque constitué, en croisant plusieurs sources d'information. Dans ces conditions, les disciplines sont vouées à fusionner entre elles – certaines, associées à la tradition bourgeoise et noble, à disparaître : le latin, le grec et la philosophie, ainsi que l'étude des périodes historiques anciennes. Même l'intérêt des sciences exactes est mis en doute pendant quelques années, comme le prouve ce passage du programme de 1925 :

> En elles-mêmes, les mathématiques n'ont pas de valeur éducative à l'école, elles ne sont importantes que dans la mesure où elles aident à résoudre des problèmes pratiques, où l'élève sent que la maîtrise de la méthode mathématique l'aide à prendre part à la lutte et à l'édification du socialisme.[109]

Si la direction du *Narkompros* a en partie cédé à la tendance radicale, c'est parce que celle-ci dispose de relais puissants, notamment au sein de l'Union des jeunesses communistes ou Komsomol, dont les responsables s'en prennent alors aux écoles secondaires classiques :

> Serait-ce dans les 300 000 jean-foutres petit-bourgeois qui sortent des écoles secondaires que réside la promesse d'une reconstruction du pays et de la création d'une culture prolétarienne ? Le Narkompros ferait bien d'y réfléchir.[110]

En 1927-1928 a lieu un nouveau débat acharné dans les instances du ministère de l'Instruction. Il oppose les défenseurs des « sciences naturelles » c'est-à-dire, suivant le terme russe (*estestvoznanie*), des mathématiques, de la physique et de la biologie, à la tête desquels se trouve le chercheur et pédagogue Boris Raikov (1880-1966), à ceux qui prônent leur disparition au profit de l'agronomie[111]. Les invectives prennent une dimension politique, les seconds accusant les premiers d'être des « *Nepmen* », des profiteurs de la relative libéralisation économique lancée par Lénine en 1921. Appelé à arbitrer ce conflit ouvert entre défenseurs d'une vision utilitariste de l'enseignement et partisans du maintien d'une culture scientifique, Lunačarskij, poussé par Pistrak, finit par désavouer Raikov en janvier 1929[112]. En fait, sa position est devenue intenable à l'époque du « Grand Tournant », qui correspond au lancement du premier Plan quinquennal soviétique, mais aussi à une offensive majeure, appuyée par le nouveau maître du Kremlin Staline, contre les influences « bourgeoises » dans la science et la culture. Le ministre de l'Instruction tente alors de justifier les réserves de Raikov vis-à-vis du projet éducatif officiel, en les mettant sur le compte d'un réflexe de « groupe », celui des enseignants de « l'ancienne école », et non de « classe », et en expliquant que sa vision de l'éducation scientifique est valable pour le supérieur, et non pour

---

[108] *Ibid.*, p. 77-78. Les *zemstva* étaient les assemblées provinciales de la Russie tsariste, créées en 1864 sous Alexandre II, et abolies en octobre 1917 par les Bolcheviks.

[109] Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation…*, *op. cit.*, p. 42. Cette citation est tirée d'un ouvrage publié en URSS trente-cinq ans plus tard : KOROLEV F. F., RAVKIN Z. I., KORNEJČIK T. D., *Očerki po istorii sovetskoj školy i pedagogiki. 1921-1931*, Moscou, Pedagogika, 1961. Voir la notice biographique d'un des auteurs, Fëdor Korolëv, en annexe.

[110] Extrait de la brochure *Leninskij Komsomol i škola* (« *Le Komsomol de Lénine et l'école* »), Moscou, 1925, p. 16 ; cité par Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 67.

[111] Douglas R. WEINER, « Struggle… », article cité, p. 80-81.

[112] *Ibid.*, p. 88-89.

le secondaire[113]. Malgré cela, un mois plus tard, Raikov perd la direction de son institut à Leningrad, avant de subir une sévère mise à l'écart accompagnée d'attaques diverses à son encontre, et finalement, en mai 1930, d'être arrêté puis déporté au Goulag du canal de la Mer Blanche[114].

Paradoxalement, les soubresauts de la politique scolaire ont des effets moins brutaux sur l'organisation des écoles professionnelles, malgré l'influence des partisans « radicaux » de la *polytechnisation* de l'instruction. A plusieurs reprises durant cette période, on projette la transformation du secondaire, ou des deux dernières années de l'école de neuf ans, en école technique ou « secondaire spéciale », suivant l'appellation officielle à l'époque soviétique, pour mieux satisfaire les besoins de main-d'œuvre. Toutefois, c'est un retour à la diversification des filières existant avant 1917 qui finit par s'imposer. En effet, malgré la *polytechnisation* en cours des études primaires et secondaires, il faut très vite rétablir des voies professionnelles efficaces, afin de fournir à l'économie les jeunes travailleurs nécessaires. Dès 1920, un Comité général pour l'enseignement professionnel et technique (*Glavprofobr*), indépendant du *Narkompros*, est mis sur pied conformément aux vœux des syndicats[115]. Malgré la proclamation de « l'École unique du travail » s'est donc reconstitué, comme à l'époque tsariste avec la distinction entre *gimnaziâ* et *realschule*, un enseignement technique à part, avec deux types d'établissements :

- d'un côté ceux du secondaire spécial ou SSUZ[116] qui forment pendant quatre ans les jeunes sortis de l'école de sept ans,
- et de l'autre les « écoles d'apprentissage de fabrique-usine » (*školy fabrično-zavodskogo učeniâ*, ou écoles FZU), au cursus plus court et plus sommaire[117].

En 1923 et 1926 sont également créées des « écoles de la jeunesse paysanne » (*školy krest'ânkoj molodeži*) et des « écoles de fabrique-usine » (*fabrično-zavodskie školy*) destinées à se substituer à l'école générale dans les zones rurales et ouvrières respectivement.

Le maintien et le renforcement d'un système d'établissements techniques et professionnels contredisent donc, à la fin des années 1920, le modèle initialement adopté par le *Narkompros* en 1918. Les dirigeants doivent reconnaître publiquement l'impasse dans laquelle se trouve « l'école unique du travail », à l'instar de Lunačarskij en 1928 :

> Instruit par l'expérience de cette décennie difficile, j'ai dit au dernier congrès du Komsomol qu'il fallait lutter pour le slogan de l'école polytechnique… Je crains que nous ne le proclamions encore une fois, mais qu'ensuite, passé un temps, nous ne disions que nous avions ramé contre le courant et que nous avions chaviré.[118]

Un an plus tard, le ministre emblématique de la première décennie de pouvoir soviétique laisse son poste à Andrej Bubnov (1883-1938), un dirigeant soumis à l'autorité de Staline, qui s'était consacré à la répression des « oppositions » au sein de l'Armée rouge, depuis 1924.

---

[113] *Ibid.*, p. 90.
[114] *Ibid.*, p. 93. Raikov est libéré en 1934, mais pas réhabilité, alors que ses adversaires font alors à leur tour l'objet de condamnations officielles et de mesures de répression.
[115] Voir John DUNSTAN, *Paths to Excellence..., op. cit.*, p. 18-19.
[116] Abréviation pour *Srednie Special'nye Učebnye Zavedeniâ* (« Etablissements d'enseignement secondaire spécial »), appellation qui regroupe les *tehnikum* et les établissements formant des cadres intermédiaires : instituteurs du primaire, infirmiers, etc.
[117] Voir Marianne PIZARD, *L'éducation et ses problèmes..., op. cit.*, p. 101. Si les premiers ont relativement bonne réputation, et figurent en bonne place parmi les souhaits des jeunes issus des milieux populaires, les secondes sont décriées régulièrement, jusqu'aux années 1950, pour leur faible niveau.
[118] Cité par Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 87.

Le changement de personne à la tête du *Narkompros* symbolise ainsi l'échec de « l'École unique du travail » et d'un projet qui visait à mettre les élèves « plus près de la vie », d'après l'expression employé à l'époque. Selon Wladimir Berelowitch, « après un bref et dernier éclat en 1930, le mythe mourut dans une formule vague sur 'l'enseignement polytechnique' qu'on répétait mécaniquement à chaque nouveau décret. »[119] Cet abandon progressif débouche dans la décennie suivante sur une toute nouvelle configuration.

C. Le coup d'arrêt des années 1930 : massification scolaire et « Grand tournant » pédagogique

A partir de 1930, c'est la massification de l'enseignement primaire, puis secondaire, qui devient l'objectif prioritaire du régime. Cette réorientation signifie aussi, sur le plan des méthodes, l'abandon et même la condamnation des expérimentations de la période précédente : en particulier, le principe polytechnique est mis de côté dans les nouveaux textes canoniques en matière d'enseignement. Plusieurs décrets du Comité central (désormais : CC) du Parti et du *Narkompros* redessinent ainsi la politique d'enseignement en Russie soviétique – non sans à coups, signes d'une certaine improvisation dans la législation[120].

Si la date de 1929-1930, avec la mise à l'écart de Lunačarskij, peut être retenue comme charnière du tournant pédagogique soviétique de l'entre-deux-guerres, ses prémisses sont perceptibles dans la seconde moitié des années 1920 : en 1926, Krupskaâ soutient la position de ceux qui voient dans la généralisation des « complexes » un risque de diluer les connaissances nécessaires transmises aux écoliers russes, et cette méthode est peu à peu abandonnée[121]. Surtout, le changement de priorités du régime est évident avec le lancement d'une course effrénée à la production, dans tous les domaines. La culture et l'éducation, ne sont pas épargnées par cette vision qui triomphe avec l'emprise personnelle de Staline sur l'organisation du pouvoir. En juillet 1930 est lancée la campagne pour l'instruction « universelle » (*vseobŝee obučenie*, soit dans le style abrégé de la propagande de l'époque : *vseobuč*) par un décret du CC du Parti prévoyant l'entrée à l'école de tous les enfants de 8 à 11 ans[122]. Cette disposition, ainsi que l'obligation pour tous les adolescents de 11 à 15 ans d'acquérir une formation élémentaire, est consignée dans une loi votée le 14 août 1930[123]. Staline et plusieurs dirigeants insistent sur la signification politique de cette mesure, marquant selon eux une nouvelle victoire du régime soviétique et un pas en avant dans la « révolution culturelle » – l'expression allait être reprise par les historiens occidentaux pour caractériser tous les bouleversements sociaux, éducatifs et culturels de l'époque du premier Plan quinquennal (1928-1932)[124]. En fait, après les difficiles années 1914-1924, au cours

[119] *Ibid.*, p. 68.
[120] Sur le caractère improvisé et mal préparé de ces décrets, voir Sheila FITZPATRICK, *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-34*, Bloomington, University of Indiana Press, 1979, p. 220-226.
[121] Douglas R. WEINER, « Struggle… », article cité, p. 79. On peut penser que la méthode des « Complexes », même si elle était officiellement inscrite dans les programmes, n'avait concerné qu'un faible nombre d'établissements à Moscou et Petrograd-Leningrad, en plus des écoles expérimentales systématiquement visitées par les pédagogues occidentaux comme Freinet et Dewey.
[122] Ce décret venait à la suite de divers décrets et annonces du *Narkompros* sur le même thème dans les années et les mois précédents. Voir E. Thomas EWING, *The Teachers of Stalinism…*, *op. cit.*, p. 57.
[123] *Ibid.,* p. 58.
[124] Il s'agit notamment du contrecoup des purges massives dans l'administration et les élites, et de l'accélération de la politique de prolétarisation des cadres dirigeants, évoquée plus loin. L'ouvrage pionnier en Occident est celui de Sheila FITZPATRICK (dir.), *Cultural Revolution in Russia, 1928-1931*, Bloomington, University of Indiana Press, 1978. Pour une mise au point critique, voir Michael DAVID-FOX, « What is Cultural Revolution », *Russian Review*, n°58, 1999, p. 181-200. L'historiographie soviétique accordait une acception plus

desquelles les effectifs scolarisés ont stagné, voire diminué suite aux guerres, famines et déplacements de population, il y a là la reprise d'une politique initiée à l'époque tsariste, dans les années 1890 et surtout après 1905[125].

D'après Thomas Ewing, les résultats sont spectaculaires : le nombre d'enfants scolarisés passe de 13 à 20 millions entre 1929/1930 et 1931/1932, soit une progression de plus de 50% en deux ans[126]. Cette massification de l'instruction est selon lui « un élément du passage plus large vers une économie 'planifiée' » et, partant, dénote une vision productiviste de la fonction du système scolaire[127]. A la fin des années 1930, l'effort porte désormais sur l'enseignement secondaire, avec là aussi une massification de la 5ème à la 10ème classe, puisque le nombre d'élèves y passe de 2 millions en 1930/31 à 10,2 millions en 1938/39 (dont près de 8 millions en milieu rural)[128]. La généralisation du secondaire est toutefois freinée par l'insuffisance du nombre d'enseignants formés pour ces niveaux[129]. Surtout, au-delà des slogans officiels, la ségrégation scolaire se maintient. Le système soviétique s'organise, par un décret du Conseil des commissaires du peuple (désormais : *Sovnarkom*) d'URSS et du CC du VKP(b) du 15 mai 1934, en trois types d'établissements[130] :

1) l'école dite « élémentaire », soit quatre classes (de la 1e à la 4e), accueillant les enfants de 7 à 11 ans ;
2) l'école secondaire dite « incomplète » qui prépare aux écoles techniques professionnelles et aux SSUZ, et comprend trois classes (de la 5e à la 7e), l'ensemble étant aussi appelé « école septennale » ;
3) l'école secondaire dite « complète » qui prépare au supérieur (à l'entrée en VUZ) avec trois classes de plus (de la 8e à la 10e), aussi appelée « école décennale ».

La coexistence de deux cursus secondaires de durées différentes contredit l'idéal de « l'école unique du travail », même si elle peut aussi être interprétée comme le résultat d'un compromis au sein du *Narkompros* et du Parti[131]. Au même moment, le débat entre d'un côté les tenants d'une école généraliste, préparant au supérieur, et de l'autre les partisans d'une certaine *polytechnisation*, a fait long feu : l'équipe stalinienne donne le ton d'une véritable volte-face pédagogique. Le 25 août 1931, dans un décret célèbre, le CC du Parti condamne « l'expérimentation de méthodes non vérifiées à grande échelle » ainsi que « le caractère formaliste » de l'instruction polytechnique, tout en appelant à renforcer l'acquisition des connaissances et la discipline à l'école primaire et secondaire. Ce texte, qui rejette la théorie du dépérissement de l'école, met fin, d'après Thomas Ewing à une « longue et fertile période de discussion sur l'enseignement en Russie et en Union soviétique »[132]. Il initie ce qu'on peut appeler le « Grand tournant » de la pédagogie officielle soviétique[133]. Dans les années

large au concept de « révolution culturelle », l'appliquant à toute la période d'existence du régime : voir Maksim KIM, *Kul'turnaâ revolutsiâ v SSSR. 1917-1965 gg.* (« *La révolution culturelle en URSS* »), Moscou, Nauka, 1967.

[125] Pour une synthèse des débats du début du XXe siècle voir ULÂNOVA dans A.N. SAHAROV, A.N. ÂKOVLEV (dir.), *Rossiâ v načale XX veka*, Moscou, Novyj Hronograf, 2002, p. 577 *sqq*. Je remercie Benjamin Guichard pour cette référence.

[126] E. Thomas EWING, *The Teachers of Stalinism..., op. cit.,* p. 53, 60. Voir aussi le graphique 1.

[127] *Ibid.*, p. 54.

[128] *Ibid.*, p. 59-60. Ces chiffres sont tirés de recueils statistiques soviétiques de 1940 et 1958, et l'auteur rappelle leurs limites, s'agissant d'une période de falsifications comptables, mais aussi de bouleversements sociaux importants.

[129] *Ibid.* p. 72-73.

[130] Sur ce décret, voir notamment « Documents sur la réorganisation de l'enseignement en URSS », *Notes et Etudes Documentaires* n° 2681, 7 juillet 1960, p. 3.

[131] E. Thomas EWING, *The Teachers of Stalinism…*, *op. cit.*, p. 72.

[132] E. Thomas EWING, *The Teachers of Stalinism..., op. cit.,* p. 154.

[133] Sur la coupure de 1931, voir notamment la thèse de Galina Nikolaevna KOZLOVA, *Vospitanie v sisteme deâtel'nosti otečestvennoj obŝeobrazovatel'noj srednej školy (pervaâ polovina XX v.)*, Thèse pour le grade de *doktor* ès sciences pédagogiques, Institut pédagogique de Nijni Novgorod, 2005, p. 21-22. Je remercie Benjamin

suivantes, plusieurs oukases du *Narkompros* vont dans le même sens : en 1932-1933 les programmes fixes et les manuels sont rétablis officiellement, puis en septembre 1935, un système de notation et de récompenses unifié, ainsi que l'histoire comme discipline à part entière[134]. Cette période correspond aussi, pour l'enseignement supérieur, à une normalisation, avec la fixation, par un décret de janvier 1934, des titres et des grades universitaires[135].

Le milieu des années 1930 voit la convergence de plusieurs mesures législatives et réglementaires qui scellent le destin de l'instruction polytechnique pour au moins quinze ans[136]. Pour commencer, plusieurs écoles expérimentales ferment leurs portes[137]. En 1937 prennent également fin les stages de travail à la production dans les entreprises industrielles[138]. Un an plus tôt, l'article 121 de la nouvelle Constitution de l'URSS, consacré au droit à l'instruction, ne mentionne plus son caractère « polytechnique » : il stipule simplement que les usines, sovkhozes et stations de machines et de tracteurs (MTS) prodiguent une formation professionnelle et technique aux travailleurs[139]. Après un décret du CC du VKP(b) de 1937, les rudiments d'instruction « polytechnique », comme l'économie politique, la technologie et le travail manuel lui-même, disparaissent des programmes du secondaire en 1938[140]. Parallèlement, l'Institut de l'enseignement polytechnique fondé à Moscou en 1931 – à cette date-là le concept avait encore des partisans influents au sommet du *Narkompros* – est rebaptisé en 1937 « Institut de l'école secondaire »[141]. En 1938, plusieurs centres de recherche sont unifiés en un « Institut des écoles » dépendant directement du *Narkompros* de RSFSR, dont l'administration renouvelée contrôle désormais toute la réflexion et l'expérimentation dans ce domaine[142].

Cet abandon de la *polytechnisation* dans les textes officiels coïncide avec la multiplication des attaques, parfois physiques, contre les protagonistes des débats des années 1920, et l'arrêt de toute discussion, y compris dans les revues spécialisées. Dès 1932, la direction de la station expérimentale de Šackij à Kalouga, ouverte en 1911, avait été retirée à

Guichard pour cette référence.

[134] Les principaux décrets des années 1931-1935 sont rappelés dans A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.2. Postanovleniâ 1954-1958*, Moscou, Rosspèn, 2006, p. 1031, note 10.

[135] Sur cette stabilisation des conditions de la carrière scientifique en URSS, voir D.A. ALEKSANDROV, « Fritc Ringer, nemeckie mandariny i otečestvennye učenye », *Novoe literaturnoe obozrenie*, n°53, 2002, p. 90-104.

[136] La date de 1937 a souvent été choisie pour marquer une césure dans ce domaine : par exemple dans Anna GOCK, *Polytechnische Bildung und Erziehung in der Sowjetunion bis 1937 : Bildungspolitische und pädagogische Diskussionen und Lösungsversuche*, Berlin, Osteuropa-Institut, 1985.

[137] Mervyn MATTHEWS, *Education in the Soviet Union : policies and institutions since Stalin*, Londres-Boston-Sydney, George Allen & Unwin, 1982, p. 5-6 ; Marianne PIZARD, *L'éducation et ses problèmes..., op. cit.*, p. 3-4.

[138] Sheila FITZPATRICK, *Education and Social Mobility…*, *op. cit.*, p. 53.

[139] Cité par Seymour M. ROSEN, *Education and Modernization in the USSR*, Reading, Massachusetts, Addison-Wesley Pub. Co., 1971, p. 40. Je remercie Kostas Katsakioris pour cette référence.

[140] Larry HOLMES, « School and schooling under Stalin », dans *Ben* EKLOF, Larry E. HOLMES, Vera KAPLAN, *Educational Reform in Post-Soviet Russia. Legacies and prospects*, Londres et New York, 2005, p. 56-101, p. 58 ; E. Thomas EWING, *The Teachers of Stalinism..., op. cit.*, p. 157-158.

[141] A.I. PISKUNOV, « Pedagogy », *Great Soviet Encyclopaedia*, Moscou, 1974, p. 383. Sur le déclin de l'instruction au travail dans les années 1931-1937, voir aussi Larry E. HOLMES, « Magic into Hocus-Pocus : The Decline of Labor Education in Soviet Russia's Schools, 1931-1937 », *Russian Review* n°51, octobre 1992, p. 558-564.

[142] A.I. PISKUNOV, « Pedagogy », article cité, p. 383. En France une institutionnalisation de la recherche pédagogique a eu lieu en 1956 avec la création, à partir des fonds du « Musée pédagogique » fondé par Jules Ferry en 1879, de l'Institut pédagogique national, devenu en 1976 l'Institut national de recherche pédagogique (INRP). Mais le « mouvement Freinet », comme d'autres, continue à se développer indépendamment des institutions officielles, par son organe *L'École émancipée* et les structures de la Coopérative de l'Enseignement Laïc, formée en 1928.

son fondateur charismatique[143]. Trois ans plus tard, la « Société des pédagogues marxistes », créée en 1929 au sein de l'académie Krupskaâ d'éducation communiste, qui rassemblait des grands noms de l'époque prérévolutionnaire comme Krupskaâ, Lunačarskij, Pokrovskij et Šackij, cesse toute activité[144]. En 1934, l'académie Krupskaâ avait d'ailleurs été intégrée à l'Institut pédagogique de Leningrad, avec une volonté évidente de normalisation et de centralisation du contrôle sur la formation des enseignants, sa mission première[145]. Si l'épouse de Lénine n'est pas inquiétée physiquement, Lunačarskij, malade, meurt en route pour le poste d'ambassadeur en Espagne qui lui est imposé en 1933, et plusieurs de leurs confrères connaissent un destin tragique lors de la Grande Terreur. 1936 voit la condamnation officielle de la « pédologie », courant pédagogique devenu une véritable discipline visant au développement harmonieux de la personnalité de l'enfant, en tenant compte des contraintes physiologiques et à l'opposé des thèses prônant la transformation de l'homme par la société[146]. Son principal théoricien, Blonskij, est peut-être sauvé par l'arrestation du chef du *Narkompros* Bubnov, comme « ennemi du peuple », en octobre 1937[147]. Pistrak, auteur du premier manuel de pédagogie marxiste (publié en 1934), est arrêté et exécuté en septembre 1937, avec d'autres pédagogues accusés d'un improbable « complot » contre le Kremlin, parmi lesquels le modéré Pinkevič – ce rapprochement témoigne de la dimension aveugle des répressions, éloignées de toute cohérence idéologique[148]. Ces trois derniers noms tombent dans l'oubli, pour au moins vingt ans, alors que Raikov, éliminé comme on l'a vu quelques années plus tôt, n'est pas réhabilité. En fait, comme l'a montré Thomas Ewing, la fin des expériences pédagogiques des années 1920 contente la majeure partie des personnels du primaire et du secondaire, dont l'essentiel a été recruté dans les années 1930[149]. Le régime peut ainsi gagner le soutien d'hommes et de femmes que la conception d'une instruction à nouveau « centrée sur l'enseignant » satisfait pleinement[150].

L'adoption d'une vision productiviste et centralisée, visant à un essor quantitatif du système scolaire au même titre que celui de l'économie du pays, et la volonté de contrôle total de l'élite intellectuelle russe, ont donc entraîné la mise au pas, vers 1936-1937, de la pédagogie soviétique. Avec Douglas Weiner, on constate

> [...] la mort de l'idéal d'éducation d'un citoyen capable de pensée critique – qu'il soit bourgeois ou marxiste – et le retour de l'enseignement soviétique à un modèle tsariste de production de sujets obéissants. […] On pourrait même

[143] Sur les enjeux politiques de cette expérimentation scolaire à l'époque bolchevique, voir William PARTLETT, « The Cultural Revolution… », article cité. Nommé en 1932 à la tête du conservatoire de musique de Moscou, Šackij ne survécut pas deux ans à cette mise à l'écart et aux critiques qui se multiplièrent dans la presse à son encontre.

[144] Mihail V. BOGUSLAVSKIJ, *XX vek Rossijskogo obrazovaniâ*, Moscou, Per Sè, 2002, p. 105. Il ne faut pas confondre l'académie Krupskaâ d'éducation communiste avec l'Académie communiste, fondée en 1918, même si elle connaît un destin similaire : en 1936, elle est intégrée à l'Académie des sciences d'URSS.

[145] *Ibidem*.

[146] Voir John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 22-25. Sur la condamnation officielle de la pédologie, voir E. Thomas EWING, « Restoring Teachers to their rights : Soviet Education and the 1936 Denunciation of Pedology », *History of Education Quaterly* Vol. 41, n°4, 2001, p. 471-493.

[147] Deux fils de Blonskij sont arrêtés en 1937. Quant à Bubnov, fusillé en 1938, il sera réhabilité en 1956.

[148] *Ibid.*, p. 108 ; 123. Les membres de ce « complot des pédagogues » étaient accusés d'avoir voulu assassiner Staline à l'aide d'un sabre. Voir aussi M. KOLMAKOVA, « M.M. Pistrak », *Sovetskaâ Pedagogika*, 1988, n°12 et Galina Nikolaevna KOZLOVA, *Vospitanie...*, thèse citée, p. 79, et sur le caractère chaotique et irrationnel des arrestations lors de la Grande Terreur, la rapide présentation dans Sheila FITZPATRICK, *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*, Paris, Flammarion, 2002,

[149] Le pays compte plus d'un million d'enseignants en 1938/1939, contre à peine 400 000 en 1929/1930. Voir Thomas E. EWING, *The Teachers of Stalinism…*, *op. cit.*, p. 67.

[150] *Ibid.*, p. 154-159.

> décrire cela comme la synthèse dialectique entre l'idéal autocratique tsariste et l'idéal soviétique de modernisation: une sorte de « modernisme » anti-moderne.[151]

Si les répressions et l'élimination physique de certains théoriciens en sont la forme extrême, l'essentiel n'est pas tant la rupture avec l'utopie révolutionnaire initiale d'une transformation radicale de l'école, que la fin de toute discussion publique dans ce domaine. Ce « Grand tournant » scolaire et pédagogique se met en place avec le soutien d'une partie du corps enseignant. Conformiste et conservatrice dans ses principes, la politique stalinienne en matière d'éducation stabilise l'organisation du système scolaire, et sanctionne le maintien d'une différenciation des filières. L'égal accès de tous à l'instruction, affirmé par sa

[151] Douglas R. WEINER, « Struggle… », article cité, p. 97.

propagande, reste limité, malgré la massification de l'école élémentaire et, dans une moindre mesure, secondaire incomplète.

Un autre aspect fondamental de la politique éducative du régime est en effet la discrimination positive des enfants de « prolétaires » dans l'accès aux formations les plus élevées. Cet objectif de « démocratisation qualitative » de l'enseignement, pour reprendre l'expression d'Antoine Prost, est lié au souhait initial des dirigeants bolcheviques de disposer d'une élite intellectuelle et technique loyale, en remplacement de l'ancienne intelligentsia[152]. Selon une formule célèbre de Lunačarskij, l'école soviétique devait « prolétariser l'éducation de tous les enfants, même s'ils n'appartenaient pas à la classe ouvrière » ; mais il fallait aussi permettre aux « prolétaires » de parvenir aux postes clefs dans l'économie, la science et la culture. Nous allons voir comment cet enjeu assigné à l'enseignement supérieur et technique est mis en œuvre dans l'entre-deux-guerres, avant d'être en partie abandonné à son tour à la fin des années 1930.

II) La prolétarisation interrompue : ouvriers et kolkhoziens dans l'enseignement supérieur et technique

La volonté de rupture des Bolcheviks avec le régime tsariste ne se cantonne pas à l'enseignement primaire et secondaire : le supérieur est lui aussi concerné, dès 1918, par les discours et les mesures destinés à abolir l'ordre ancien. Il n'y a pas de place ici pour une étude approfondie des rapports entre le parti de Lénine et le système universitaire russe (au sens large) de 1917 à 1953. Nous évoquerons uniquement la question de la prolétarisation des effectifs étudiants, laissant de côté d'autres aspects de la « soviétisation » de l'enseignement supérieur, notamment l'éviction d'une partie de l'intelligentsia scientifique et universitaire[153].

A. L'enseignement supérieur en Russie avant 1917 : une institution contrôlée et socialement élitiste

L'histoire de l'enseignement supérieur en Russie est liée à l'établissement d'un pouvoir étatique fort et centralisé. Si le pouvoir tsariste a puisé chez ses voisins occidentaux, la Prusse puis l'Allemagne surtout, l'inspiration de ses principales mesures dans ce domaine, les différences restent importantes dans les institutions comme dans la conception de leur rôle : le contrôle des effectifs étudiants est l'un des principes fondateurs du système. Quelques rappels chronologiques permettent de mieux comprendre la situation de l'enseignement supérieur russe en 1917, et la montée, depuis la fin du XIXe siècle, de la revendication d'un accès égal pour toutes les catégories de population à l'université.

---

[152] Antoine PROST, *Education, société et politiques : une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1997, en particulier le chapitre 3.

[153] Sur la « bolchevisation » des institutions scientifiques en Russie, voir Michael DAVID-FOX, *Revolution of the Mind : Higher Learning among the Bolsheviks, 1918-1929*, Cambridge, 1997 ; D.A. ALEKSANDROV, « Sovetizaciâ vyssego obrazovaniâ i stanovlenie sovetskoj naučno-issledovatel'skoj sistemy », dans HEINEMANN Manfred, KOLCHINSKY Eduard I. (dir.), *Za « železnym zanavesom ». Mify i realii sovetskoj nauki*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2002, p. 152-165, et A.P. KUPAJGORODSKAÂ, « Ob"edinenie naučnyh i vysših učebnyh zavedenij Petrograda (1917-1922) », dans SMIRNOV N.N. (éd.), *Vlast' I nauka, učenye i vlast'. 1880-e-načalo 1920-h godov*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, p. 185-201.

La création d'une université d'Etat a été tardive : en 1724, en même temps qu'il fonde l'Académie des sciences, composée alors uniquement de savants étrangers, Pierre 1er lui adjoint un lycée (*gimnaziâ*) et une université (*universitet*) destinés à former les futurs académiciens russes[154]. L'objectif initial n'est pas immédiatement atteint : de 1726 à 1733, sur 38 étudiants, seuls sept sont des sujets du tsar[155]. Deux ans après la promotion des neuf premiers diplômés de l'université de Saint-Pétersbourg, en 1753, celle de Moscou est fondée, grâce à l'initiative du savant autodidacte Mikhaïl Lomonossov et du comte Šuvalov qui en devient le premier administrateur – sans cadre juridique encore fixé. Là aussi, un lycée est créé, directement rattaché à l'université pour préparer les futurs étudiants ; selon le mot de Lomonossov, « sans lui l'université aurait été un labour sans semailles »[156]. Trois décennies plus tard, en 1786, est établi un système d'écoles publiques dans les grandes villes.

Contrairement aux universités médiévales européennes, qui avaient conquis dès l'origine leur autonomie vis-à-vis des pouvoirs temporels et spirituels, l'université russe est le fait du prince[157]. Elle ne reçoit de statut propre qu'en 1804 : elle dispose désormais de la collation des grades et de la liberté d'enseigner, et a à sa tête un conseil (*sovet*) de professeurs, dirigé par un « recteur » (*rektor*)[158]. Dès 1817 toutefois, elle est soumise au ministère des Affaires spirituelles et de l'Instruction publique, et maintenue sous un contrôle strict. Sa mission est de répondre aux besoins du développement technique du pays, plutôt que de permettre l'épanouissement d'une vie intellectuelle autonome. Surtout, quelques décennies et soubresauts plus tard, le Statut des universités de 1884, très réactionnaire, limite fortement les prérogatives des enseignants. Imposé par le ministre de l'Intérieur Dimitri Tolstoï, il supprime les formes d'autonomie antérieures, en confiant l'essentiel des pouvoirs à des curateurs nommés par le gouvernement : à l'époque, le baron A.D. Nikolaj y voit « un insultant manque de confiance envers le professorat »[159]. Ici naît la « question universitaire », désignant tout un ensemble de revendications, parmi lesquelles la fin des restrictions d'accès imposées à plusieurs catégories de population : les femmes, les Polonais, les Juifs et d'autres « nationalités », suivant la classification de l'Empire russe.

A la veille de la Révolution de 1905, un grand nombre de professeurs, parmi lesquels le prince Evgenij Trubeckoj, professeur de philosophie à Kiev, le géologue et historien des sciences moscovite Vladimir Vernadskij, et l'historien pétersbourgeois Ivan Grevs, expriment publiquement l'idée que le corps professoral en Russie ne peut se contenter d'une neutralité académique envers le régime, dans la mesure où celui-ci ne lui permet pas, notamment depuis le statut de 1884, d'enseigner de façon libre. Il s'agit aussi de rehausser aux yeux de l'opinion le prestige d'une profession considérée par beaucoup d'étudiants comme alliée du pouvoir tsariste. Mais les enseignants les plus engagés n'épousent pas pour autant la cause révolutionnaire, et tentent plutôt d'appeler le tsar et son gouvernement à un

---

[154] Collectif, *Podgotovka naučnyh kadrov v sisteme vyššego obrazovaniâ Rossii*, Moscou, INION RAN, 2002, p. 16.
[155] *Ibid*., p. 18.
[156] *Ibid*., p. 22.
[157] Pour comparaison, les premières universités européennes – Paris, Oxford, Bologne, Naples – ont reçu leurs privilèges au XIIIe siècle, et celles de Prague et Cracovie ont été fondées en 1347 et 1397, celle de Kiev au XVIIe siècle. Il est certain que le modèle de « fondation » par décision du pouvoir princier détermine une université plus soumise au politique que celui des « privilèges » accordés à une organisation d'enseignants déjà active sous la forme médiévale de la « corporation ». L'histoire particulière de chaque pays, voire de chaque établissement, peut certes remettre en cause cette détermination initiale : ainsi, en France, la Révolution de 1789 et surtout l'épisode napoléonien ont renforcé durablement l'emprise de l'État sur l'enseignement supérieur, à la différence de la situation allemande : voir Christophe CHARLE, *La République des Universitaires 1870-1940*, Paris, Le Seuil, 1994.
[158] Collectif, *Podgotovka naučnyh kadrov…*, *op. cit.*, p. 26.
[159] Samuel D.KASSOW, *Students, Professors, and the State in Tsarist Russia*, Berkeley, University of California Press, 1989, p. 28-29.

changement de politique : c'est l'objet de plusieurs articles publiés dans les revues libérales à la fin de 1904[160]. D'après Samuel Kassow, les savants considéraient que « tant que les professeurs n'auraient pas gagné le respect du public et des étudiants, il y aurait peu d'espoir de rétablir une vie académique normale ». En d'autres termes, il fallait entrer dans le combat politique pour rendre possible la constitution d'un champ universitaire autonome, pour reprendre une catégorie utilisée par Christophe Charle à propos des intellectuels européens et français du XIXe siècle[161].

Au nom de la lutte pour des réformes, ces professeurs se regroupent, de façon illégale, dans une « Union académique » rattachée au mouvement libéral alors en ébullition. A l'initiative d'A. Brandt, professeur au prestigieux Institut polytechnique de Saint-Pétersbourg, cette organisation professionnelle, qui fait écho aux unions des médecins, des avocats et des ingénieurs, se réunit à plusieurs reprises en 1905-1906 pour exprimer son refus de l'instrumentalisation du système universitaire par l'État, et exiger une véritable liberté académique[162]. Mais dans sa volonté de construire un dialogue plus équilibré avec le pouvoir tsariste, elle se heurte à une fin de non recevoir, et la conclusion de Kassow à propos des rapports entre le régime d'un côté, les professeurs et les étudiants de l'autre, est sans appel : « La relation entre les universités et l'Etat est un cas d'école de cet échec à formuler une nouvelle relation entre l'Etat et la société », même si les manifestations étudiantes ont obtenu quelques concessions sur le Statut de 1884[163].

Après l'épisode de 1905-1906, le mouvement libéral conserve quelques atouts, malgré le durcissement de la situation politique. Les universités non étatiques dites « populaires », d'initiative privée, se développent jusqu'à représenter un quart des effectifs étudiants (130 000 au total) dans la Russie de 1914 : ainsi l'université Šanâvskij à Moscou, recrutant principalement des femmes, des juifs et d'anciens séminaristes – prenant notamment modèle sur l'École supérieure russe des sciences sociales de Paris[164]. Par ailleurs, en cette veille de conflit mondial, certains savants continuent d'exprimer publiquement leur désaccord avec la politique du ministère de l'Instruction. C'est le cas de Vernadskij, qui proteste alors contre la préférence accordée aux instituts techniques spécialisés aux dépens de l'enseignement des « purs savoirs », dénonçant le risque pour la Russie de ne pas disposer de la base suffisante pour avoir une « vie académique » suffisante, comparable à celle des autres pays[165]. Cette préoccupation est présente dans d'autres textes publiés après la chute du tsarisme. En mai 1917, l'historien pétersbourgeois Nikolaj Kareev, pour justifier la nécessité de reconstituer l'Union académique, souligne dans un article le rôle que doivent jouer les professeurs même sous un gouvernement démocratique : ils ont comme obligation, face à la tendance « utilitariste » de tout régime vis-à-vis de l'enseignement supérieur, de défendre les intérêts de la « science pure »[166]. Après onze ans d'interruption, l'Union académique tient son quatrième et dernier congrès à Petrograd en juin 1917, mais son patriotisme (appel à soutenir

[160] Samuel D.KASSOW, *Students…*, *op. cit.*, p. 216-218. Cette prise de parole publique sur des sujets non académiques de la part des professeurs est désignée par le terme de « publicistique » (*publicistika*) par les contemporains, conformément à l'usage établi au XIXe siècle.

[161] Christophe CHARLE, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Le Seuil, 2001.

[162] Samuel D.KASSOW, *Students…*, *op. cit.*, p. 219.

[163] *Ibid.*, p. 388 ; p. 402-405.

[164] *Ibid.*, p. 368. Sur l'École supérieure russe des sciences sociales de Paris, voir Dmitrij GUTNOV, *Russkaâ vyssšaâ škola obŝestvennyh nauk v Pariže (1901-1906 gg.)*, Moscou, ROSSPÈN, 2004, en particulier p. 18-34.

[165] Samuel D.KASSOW, *Students…*, *op. cit.*, p. 369.

[166] *Ibid.*, p. 383. Cet argumentaire, comme celui de Vernadskij en 1914, n'est pas très éloigné de celui de Pinkevič dans les années 1920 : voir *supra*, I). Il fait écho à ceux qu'analyse, au même moment, Max Weber dans sa conférence – basée sur des exemples allemands – « sur la vocation de savant », prononcée le 7 novembre 1917 : Max WEBER, *Le savant et le politique. Une nouvelle traduction. La profession et la vocation de savant. La profession et la vocation de politique*, Paris, La Découverte, 2003.

l'effort de guerre) et le fossé qui la sépare de l'extrême-gauche et en particulier des Bolcheviks la condamnent quelques mois plus tard à disparaître définitivement.

Octobre 1917 ouvre une période de recompositions radicales dans l'organisation de l'enseignement supérieur. Sa « prolétarisation », parfois aussi appelée « soviétisation » par les dirigeants de l'époque, se fait par phases et suivant des modalités parfois confuses. Si le parti de Lénine annonce d'emblée sa volonté de résoudre définitivement la « question universitaire » en mettant fin aux restrictions à l'accès au supérieur, il affirme aussi la nécessité de discriminations nouvelles – positives et négatives.

B. Une première « prolétarisation » bolchevique (1918-1926)

La première décennie du régime soviétique est celle de la mise en place d'une politique volontariste dans le recrutement des établissements d'enseignement supérieur. Partant du constat des inégalités sociales existant de ce point de vue, et surtout du décalage existant entre l'opinion des étudiants et leur propre projet idéologique, les Bolcheviks mettent en avant leur souhait de « prolétariser » les effectifs étudiants – donnant à ce terme une signification qui dépasse le simple aspect sociologique. Plusieurs éléments se conjuguent ici : la libéralisation de l'accès à l'université est complétée par une politique de discrimination positive en faveur des « prolétaires », mais aussi par des épurations et par le renforcement du contrôle politique sur les institutions.

L'établissement de l'égalité d'accès aux études précède, dans la chronologie, le décret sur la réorganisation de l'école primaire et secondaire d'octobre 1918 : le 2 août, le *Sovnarkom* fixe « les règles d'admission dans les VUZ de RSFSR » à partir de la résolution préparée par Lénine « Sur l'admission prioritaire en VUZ des représentants du prolétariat et de la paysannerie pauvre ». Ce décret supprime toutes les conditions de sexe, de confession, de nationalité ou d'origine sociale à l'entrée en VUZ, mais aussi les barrières d'ordre académique, puisque disparaissent les « examens » (en fait des concours) d'entrée et les frais d'inscription ; il n'y a même plus besoin de diplôme du secondaire[167]. La Déclaration de principes du 16 octobre 1918 du Narkompros proclame :

> La réforme scolaire postérieure à la révolution d'Octobre possède évidemment le caractère d'un acte de lutte des masses pour le savoir, l'instruction. Le Narkompros est tenu de détruire le plus vite possible les privilèges de classe dans ce domaine qui est peut-être le plus important de tous. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de rendre l'école, telle qu'elle est, accessible à tous, car elle ne convient pas aux masses laborieuses sous la forme que lui a donnée le régime précédent ; il s'agit de sa transformation fondamentale dans l'esprit d'une école authentiquement populaire.[168]

La « prolétarisation » consiste donc ici à favoriser l'accès au savoir de catégories autrefois laissées à l'écart, mais aussi à construire ces catégories en définissant l'appartenance de classe, donc l'identité sociale de chaque individu[169]. La rupture dans les méthodes

[167] Tat'âna SMIRNOVA, *« Byvšie lûdi » Sovetskoj Rossii : Strategii vyživaniâ i puti integracii. 1917-1936 gg.*, Moscou, Mir istorii, 2003, p. 258.
[168] Cité par Wladimir BERELOWITCH, *La soviétisation..., op. cit.*, p. 21.
[169] Moshe LEWIN, *La formation du système soviétique, Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Gallimard, 1987, p. 317. Sur la question de la définition de l'identité sociale, voir Jean-Paul DEPRETTO, « Les conceptions officielles de la classe ouvrière en URSS (années 1920 et 1930) », *Le*

d'enseignement doit aussi permettre au plus grand nombre de réussir ses études, comme il est dit dans une école à Oufa :

> Cette absence de programme et de minimum de connaissances exigé permet de ne réclamer aucun cens d'instruction à l'entrée de l'école et de rendre ainsi l'école accessible au prolétariat…[170]

Est exclue, en principe, pour les niveaux primaire et secondaire, toute discrimination négative à l'encontre de l'ancienne intelligentsia et des catégories déclassées – les « ci-devant (*byvšie*) » dans le vocabulaire de l'époque. En revanche, aux degrés plus élevés de l'enseignement, les autorités ne se contentent pas d'établir une égalité d'accès juridique. La progression continue des effectifs dans les années 1920 se fait grâce à des mesures actives d'incitation à la poursuite ou la reprise d'études, et à un investissement en moyens impressionnant si on en croit les statistiques : entre 1920 et 1938, le nombre de VUZ passe de 244 à environ 700, et le nombre d'étudiants de 206 000 à 500 000, pour toute l'URSS[171].

Jean-Paul Depretto, à la suite de Sheila Fitzpatrick et de James McClelland, a décrit l'évolution de la « politique de classe » du régime bolchevique dans ce domaine[172]. Selon lui, dès le décret du 2 août 1918, une « volonté de démocratisation » est déjà à l'œuvre : il s'agit, suivant la formule du numéro deux du *Narkompros* Pokrovskij, de « créer sa propre intelligentsia ouvrière-paysanne vraiment démocratique, à la place de cette 'intelligentsia' petite-bourgeoise qui aujourd'hui hait si férocement le gouvernement des ouvriers et des paysans »[173]. Cet effort de « prolétarisation » est étroitement lié à la volonté de bâtir une société nouvelle, et cela d'autant plus que l'émigration d'une grande partie des élites intellectuelles, volontaire ou forcée, rend aigu le manque de cadres, dits aussi « spécialistes » (*specy*)[174]. Ces derniers, indispensables au fonctionnement de l'économie et à l'élaboration d'une culture nouvelle, obsèdent les dirigeants jusqu'au milieu des années 1930, et au-delà. Au début des années 1920, la conception qui accorde la prédominance à l'idéologie et au « contrôle ouvrier et paysan » dans le recrutement des élites l'emporte, aux dépens d'une voie plus technocratique, entendue comme plus pragmatique[175]. La « prolétarisation » du système d'enseignement et de recherche revêt donc une double dimension : il s'agit à la fois de le démocratiser, et de mettre le contenu des savoirs qui y sont transmis et produits en accord avec les principes idéologiques du régime, à savoir la théorie marxiste. Dans le domaine des sciences humaines et sociales, le pouvoir bolchevique crée de nouvelles institutions destinées à concurrencer, puis à absorber l'Académie des sciences et l'Université : l'Académie

---

Mouvement social, n°190, janvier-mars 2000, p. 97-116, et Sheila FITZPATRICK, *Tear Off The Masks!: Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia*, Princeton University Press, 2005, en particulier le chapitre 2 : « The Bolshevik Invention of class ».

[170] *Ibid.*., p. 63.

[171] Collectif, *Podgotovka naučnyh kadrov …*, *op. cit.*, p. 37-38.

[172] Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan, 2001 (ouvrage tiré de son mémoire d'habilitation). Les étapes et les débats sur la prolétarisation de l'enseignement supérieur ont été décrits par Sheila FITZPATRICK, *Education and Social Mobility..., op. cit.* ; voir aussi James C. MCCLELLAND, « Bolshevik approaches to higher education, 1917-1921 », *Slavic Review,* décembre 1971 et « Proletarianizing the student body : the Soviet experience during the New Economic Policy », *Past and Present*, août 1978.

[173] Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale…*, *op. cit.*, p. 232.

[174] Pour une approche générale, voir Jacques SAPIR, « Le 'problème du spécialiste' en URSS : y a-t-il une spécificité soviétique ? », *Cahiers du monde russe et soviétique*, *Spécialistes, bureaucratie et administration dans l'Empire russe et en URSS, 1880-1945*, vol. XXXII (4), octobre-décembre 1991, p. 639-649. Voir aussi la citation en épigraphe.

[175] Voir Ettore CINELLA, « État 'prolétarien' et science 'bourgeoise' : les *specy* pendant les premières années du pouvoir soviétique », *Cahiers du monde russe et soviétique*, *Spécialistes, bureaucratie et administration dans l'Empire russe et en URSS, 1880-1945*, vol. XXXII (4), octobre-décembre 1991, p. 469-499.

socialiste des sciences sociales, devenue ensuite l'« Académie communiste » (1918), et l'Institut des professeurs rouges (1921). Ce dernier devait former un nouveau corps enseignant du supérieur en sciences humaines (économie, histoire et philosophie au début), mais aussi le personnel dirigeant des appareils régionaux et centraux du Parti[176]. Enfin, pour assurer une propagande efficace des valeurs et des réalisations du nouveau régime dans les campagnes, est mis en place tout un système d'éducation politique des masses, qui doit embaucher ses instructeurs parmi les couches du prolétariat rural et urbain[177].

Le recrutement de nouvelles couches sociales assimilées au « prolétariat » véritable est donc l'une des préoccupations fondamentales de la nouvelle législation. Si les premières mesures en matière d'admission aux VUZ, avec le décret du 2 août 1918, peuvent être qualifiées de libérales, elles sont accompagnées par d'autres dispositions visant à faciliter l'accès des « travailleurs » aux formations supérieures. Ainsi sont créées des « facultés ouvrières » (*rabfaki*), dont le statut est fixé par un décret du *Narkompros* le 11 septembre 1919 : il s'agit de cours de niveau secondaire, préparant à l'entrée dans le VUZ auxquels ils sont rattachés. Dès 1920, 54 établissements forment ainsi 18 000 futurs étudiants potentiels – ce nombre atteint 54 000 en 1925/26, et 350 000 à la fin du premier plan quinquennal, en 1932/33[178]. Le critère de classe joue à plein, l'admission en *rabfak* étant réservée aux ouvriers et paysans qui « adhèrent à la plate-forme du pouvoir soviétique »[179], avec une priorité, selon un document concernant l'Oural en 1924, à « ceux qui ont au moins une ancienneté de trois ans de travail physique en qualité d'ouvrier salarié des entreprises industrielles. En outre la préférence doit être donnée aux ouvriers qui n'ont pas rompu leur lien immédiat avec la production au moment de l'entrée à la faculté ouvrière »[180]. Même si on peut douter de la validité de chiffres tirés des enquêtes remplies par les candidats eux-mêmes, cette institution entraîne selon Jean-Paul Depretto une « irruption des classes populaires » dans les VUZ : en 1925 comme en 1935, plus du tiers des étudiants soviétiques sont passés par les *rabfaki*[181].

L'autre versant de cette politique est la mise à l'écart des catégories jugées non fiables par le régime : ici, les données chiffrées manquent, en l'absence d'une enquête approfondie dans les archives de l'époque. Les instruments de filtrage social sont en revanche bien connus : l'entrée en *rabfak* ne peut se faire sans le soutien des syndicats, du Komsomol ou du Parti : en 1921/1922, si on en croit les statistiques officielles, les élèves des *rabfaki* de toute la Russie soviétique sont respectivement 58,9%, 11% et 26% à avoir eu la recommandation d'un de ces trois parrains[182]. De façon générale, en 1921 l'entrée en VUZ est soumise à une « vérification de classe », avec des places réservées pour les différents organes du pouvoir souhaitant envoyer leurs travailleurs acquérir une formation supérieure : Parti, Komsomol, syndicats, républiques fédérées[183]. A ces mesures positives en faveur des ouvriers, paysans ou prétendus tels s'ajoutent des campagnes de purges destinées à ne conserver que les éléments « propres » (*čistye*) à l'exclusion des autres – représentants des anciennes couches possédantes, de l'armée et de l'Église, mais aussi militants et sympathisants des autres partis

[176] L.-D. BERENDT, « Institut krasnoj professury: «kuznica kadrov» sovetskoj partijnoj intelligencii », dans HEINEMANN Manfred, KOLCHINSKY Eduard I. (dir.), *Za « železnym zanavesom »…*, *op. cit.*, p. 166-197.
[177] Alexandre SUMPF, « Devenir 'éducateur politique' en URSS dans les années 1920 : 'recrutement' et 'engagement' en question », *Cahiers du Framespa*, n°1, Le travail, 2006, et *Bolcheviks en campagne: pysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS Éditions, 2011.
[178] Collectif, *Podgotovka naučnyh kadrov…*, *op. cit.*, p. 37.
[179] Directive de Pokrovskij citée par Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale…*, *op. cit.*, p. 235.
[180] *Ibidem.*
[181] *Ibid.*, p. 236 ; p. 245. Il faut remarquer que le pourcentage est bien plus élevé pour les études d'ingénieur de l'industrie et de l'agriculture que pour les études « pédagogiques », ce qui montre les limites du phénomène.
[182] Tat'âna SMIRNOVA, *« Byvšie lûdi »…*, *op. cit.*, p. 258.
[183] Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale..., op. cit.*, p. 246 – citant V.M. SÈLUNSKAÂ (dir.), *Izmeneniâ social'noj struktury sovetskogo obščestva 1921 – seredina 1930x godov*, Moscou, 1979, p. 163.

et forces politiques éliminés par les Bolcheviks[184]. Un témoignage sur cette réalité brutale, qui eut des conséquences pour une grande partie de la population, est livré par le journaliste écrivain Vassili Grossman (1905-1964) dans son roman *Tout passe*, écrit plusieurs décennies après les faits :

> Dans les années 20, un grand nombre de jeunes gens bien doués ne purent faire d'études en raison de leur origine sociale : les enfants des nobles, des officiers tsaristes, des prêtres, des fabricants et des commerçants n'étaient pas admis dans les établissements d'enseignement supérieur.
> Ivan put entrer à l'université car il sortait d'une famille d'intellectuels exerçant une profession. Il passa facilement au travers de cette féroce épuration de l'université qui fut menée selon le critère de la classe sociale.[185]

On peut également citer le récit d'Eugène Zamiatine (1884-1937) *Les Martyrs de la science*, écrit en 1929, soit deux ans avant son départ pour l'émigration. L'héroïne, une veuve d'origine noble, cherche à garantir à son fils Rostislav l'accès à l'université :

> Ne se doutant de rien, Rostislav lisait le journal.
> Soudain son front se contracta, il cria, comme s'il mourait : « Maman ! » Barbara Sergeevna se précipita vers lui :
> - Qu'y a-t-il ? Qu'est-ce que tu as ? Rostislav !
> Il ne pouvait déjà plus rien dire, il lui tendit seulement une page du journal. Elle la saisit, cramoisie, et lut…
> Dans le journal il y avait un article qui disait qu'il était indispensable de changer la composition sociale des étudiants, que cette année, pour la première fois, enfin, l'admission se ferait sur des bases nouvelles, que…
> Ce n'était pas la peine d'en lire plus. Tout était bien clair, comme était claire la composition sociale de Rostislav. Tout était mort pour lui.
> […]
> Soudain elle se leva, ressuscita : non, pas tout ![186]

Il faut expliquer cette dernière ligne : la mère se décide à épouser son ancien serviteur afin qu'il reconnaisse Rostislav comme son propre fils, modifiant ainsi son origine sociale dans le sens souhaité, et lui fournissant le précieux sésame pour entrer en VUZ.

Finalement, prétextant que « la 'préférence de classe' donnait lieu à toutes sortes d'abus et de fraudes », le CC du VKP(b) l'abolit pour l'accès au supérieur en 1926. Il s'agissait peut-être surtout de remédier à la surcharge des établissements universitaires, devenue préoccupante d'après plusieurs sources de l'époque[187]. Michael David-Fox y voit également le résultat de la pression des professeurs à l'encontre de la politique égalitaire du régime : Nikolaï Boukharine regretta d'ailleurs, à cette occasion, que le supérieur « n'eût pas le moins du monde été conquis par les Bolcheviks »[188]. Tat'âna Smirnova mentionne la réaction indignée d'un collectif d'enseignants du Collège supérieur technologique de Moscou

---

[184] Sur l'histoire des purges dans le cas de Petrograd-Leningrad, voir Aleksej MARKOV, *Čto značit byt' studentom. Raboty 1995-2002 godov*, Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2005, le chapitre 2, p. 90-141.
[185] Traduit du russe par Jacqueline Lafond, Le Livre de Poche, Paris, 1993, p. 49. La première édition de ce roman, parue en République fédérale d'Allemagne, date de 1970 ; en URSS, de 1989.
[186] Pour le texte russe, voir *Nouvelles russes contemporaines* (J. Michaut, A. Coldefy, F. Berelowitsch, éd.), Paris, Le Livre de Poche, 1994, p. 64. Ce récit, daté de 1926 ou 1929 selon les sources, aurait été publié pour la première fois à New York en 1962 dans la revue russe émigrée *Novyj žurnal* – au moment même de l'application de la réforme de 1958 en URSS.
[187] Tat'âna SMIRNOVA, *« Byvšie lûdi »…*, *op. cit.*, p. 259.
[188] Michael DAVID-FOX, *Revolution of the mind…*, *op. cit.*, p. 79-80.

(*MVTU*, un des établissements les plus prestigieux en Russie, équivalent de l'École Polytechnique en France), écrivant au *Sovnarkom*, en février 1922 :

> L'admission dans les écoles d'une masse de personnes insuffisamment préparées, voire parfois illettrées, a contraint le personnel des travailleurs scientifiques, si peu nombreux et, partant, particulièrement précieux pour la Russie, à dépenser ses forces pour inculquer aux admis la formation élémentaire, et ce avec un résultat assurément pire que n'aurait pu le faire correctement l'école secondaire existante.[189]

Le tournant de 1926 entraîne à nouveau une diminution significative de la part des ouvriers et des paysans – qui représentent encore, d'après une source officielle soviétique, 49% des étudiants en 1928[190]. Un tel chiffre est sujet à caution, tant le bouleversement social de ces années pouvait brouiller les pistes, mais aussi permettre de multiples stratégies individuelles. Tat'âna Smirnova confirme que des candidats « ci-devant », y compris ceux qui étaient considérés comme « socialement étrangers », parvinrent à entrer en *rabfak* en arguant de leur condition (*položenie*) d'ouvriers, le critère de sélection n'étant pas strict sur ce point[191].

Le premier abandon de la « politique de classe », en 1926, semble donc répondre à la prise de conscience d'une baisse de niveau concomitante dans l'enseignement supérieur, mais aussi de l'inefficacité partielle des mesures discriminatoires. Les soubresauts politiques de la fin de la NEP allaient encore une fois changer la donne, poussant les dirigeants du *Narkompros* à revenir à une ligne offensive de « prolétarisation ».

C. La politique « de classe » : triomphe et abandon (1928-1936)

Avec les débuts de la planification, la collectivisation des campagnes et l'industrialisation forcées, dans le contexte de la « dékoulakisation » et de la traque des « ennemis du peuple », on revient à une politique « de classe » volontariste. Dans ce contexte, la « prolétarisation » ou « bolchevisation » des cadres reprend dans l'enseignement pendant presque une décennie, avant l'arrêt officiel de la « guerre de classe » en 1936. A cette date, le régime adopte une nouvelle ligne conservatrice qui va conduire, en 1940, au rétablissement d'une barrière financière à l'accès aux études secondaires et supérieures.

Dix ans avant la Grande Terreur, l'épuration de ce que les autorités désignent comme « l'intelligentsia bourgeoise » franchit une étape symbolique. Le procès des ingénieurs de Chakhty en 1928 et « l'Affaire académique » en 1929-1931 sont deux moments spectaculaires, mais non isolés, du « Grand tournant » stalinien vis-à-vis des élites[192]. En avril 1928, à propos du procès de Chakhty, le CC du VKP(b) dénonce « la coupure entre l'enseignement et la production » et la « durée des études démesurément longues », et propose de rattacher les établissements supérieurs techniques (désormais : VTUZ) au Conseil de

[189] Cité par Tat'âna SMIRNOVA, *« Byvšie lûdi »…*, *op. cit.*, p. 259.
[190] A.E. BEILIN, *Kadry specialistov* SSSR, Moscou, 1935, p. 311 ; cité par Leopold LABEDZ, « The New Soviet Intelligentsia », article cité, p. 106.
[191] Tat'âna SMIRNOVA, *« Byvšie lûdi »…*, *op. cit.*, p. 260.
[192] Sur « l'Affaire académique », qui tire ses racines de la fronde d'historiens académiciens lors des élections des nouveaux membres de 1928, voir le résumé fait par A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye v usloviâh social'no-političeskih transformacij XX veka. Kurs lekcij*, Saint-Pétersbourg, Nestor, 2006, p. 79-81. A propos des purges dans le personnel de l'administration statistique soviétique, voir Alain BLUM, Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.

l'économie nationale d'URSS – Staline lui-même regrettant le fait que la plupart des jeunes spécialistes « ont étudié de façon livresque, […] sont coupés de la production »[193]. Cette même année, les quotas d'admission supprimés en 1926 sont rétablis, afin de favoriser les prolétaires, mais dans les seuls VTUZ : le changement d'orientation ne concerne pas encore les universités, chargées de former des savants et non des cadres économiques[194]. Mais ce répit est de courte durée, comme le montre l'extrait de la nouvelle de Zamiatine cité précédemment.

Avec la dynamique de promotion sociale qui accompagne les transformations économiques et les purges des années 1930, on assiste à une entreprise sans précédent de « prolétarisation » de l'enseignement supérieur, la part des ouvriers et enfants d'ouvriers atteignant jusqu'à 50% du total certaines années, 70% dans les instituts techniques[195]. Même si ces données ne concernent pas les diplômés mais les étudiants admis en première année, et sont sujettes à caution, on peut admettre avec Jean-Paul Depretto que « la politique de quotas sociaux menée de 1928 à 1935 a atteint ses objectifs », à savoir former des ingénieurs (plutôt que des savants, des enseignants et des médecins) parmi les ouvriers (plutôt que les paysans)[196]. Le zèle des autorités locales s'étend même parfois aux stades inférieurs du système d'enseignement : suite à quelques cas d'expulsion d'enfants de prêtres et de « koulaks » de l'école élémentaire, un décret du gouvernement de l'URSS condamne, en janvier 1931, le fait de vouloir réaliser « l'instruction universelle » des enfants les plus pauvres « au moyen de l'expulsion des enfants de la population non travailleuse »[197].

Il est significatif qu'en août 1956, lorsque l'administration statistique adresse aux dirigeants du pays un rapport détaillé sur la répartition des étudiants suivant leurs catégories sociales, c'est la période 1928-1935 qui est mentionnée comme repère : elle présente les données les plus spectaculaires en la matière, comme l'indique le tableau suivant.

Composition sociale des étudiants en URSS
(en % ; tous niveaux et établissements confondus)

	Ouvriers	Paysans	Autres catégories
1928	25,4	23,9	50,7
1930	33,7	22,1	44,2
1931	46,4	19,3	34,3
1933	50,3	16,9	32,8
1934	47,9	…	…
1935	45,0	…	…

Source : RGAE, 1562/33/2717, p. 226[198]

En échange de conditions de vie difficiles (pénuries et rationnement) et de turbulences politiques et sociales allant jusqu'à la terreur, beaucoup obtiennent la possibilité

[193] Cités par J.-P. DEPRETTO, *Pour une histoire sociale..., op. cit.*, p. 273.
[194] *Ibid.*, p. 274-275.
[195] *Ibid.*, p. 277. Par « instituts techniques », l'auteur entend ici les VUZ scientifiques et techniques.
[196] *Ibid.*, p. 278-279.
[197] Cité par E. Thomas EWING, *The Teachers of Stalinism..., op. cit.*, p. 63.
[198] Il s'agit de données générales, dont l'origine n'est pas précisée. Le tableau est reproduit tel quel. Pour une analyse plus complète de ce document, voir *infra*, chapitre 3.

d'une ascension sociale sans précédent dans l'histoire : c'est le phénomène des « promus » (*vydvižency*) de l'époque stalinienne[199]. L'économiste Jacques Sapir résume ainsi la situation :

> L'accès à l'éducation supérieure, où les admissions dans les *technicum* ont été multipliées par dix entre 1928 et 1930 tandis que celles dans les écoles d'ingénieurs augmentaient d'un facteur 7 entre 1928 et 1932, a été un instrument de légitimation du pouvoir soviétique.[200]

Cependant, avec la fin officielle de la « guerre de classe » que proclame en 1936 la nouvelle Constitution de l'URSS, cette discrimination positive est stoppée : dès 1935, un décret abolit la prise en compte de tout critère « social » dans l'accès à l'enseignement supérieur[201]. La question se pose de savoir si la proportion d'« employés et autres » dans les VUZ l'emporte à nouveau immédiatement sur celle des autres catégories sociales : les soviétologues des années 1950 ayant participé au « projet Harvard », consistant dans l'interview de plus d'un millier d'anciens citoyens soviétiques réfugiés aux Etats-Unis à la fin de la Seconde guerre mondiale, estiment que c'est le cas[202].

Le résultat est une diminution du poids du « prolétariat » dans les nouveaux contingents d'étudiants : en 1938 la part des ouvriers revient à 34%, celle des paysans à 21,5%, et en 1939, d'après les maigres données disponibles, il semble que le total des deux atteigne tout juste 50%[203]. Or, à partir de 1937/38 ces données ne sont plus publiées dans les recueils officiels, comme le constate un soviétologue à la fin des années 1950[204]. Bien plus, les archives de la Direction statistique centrale de l'URSS attestent que les autorités cessent, à cette date, de répertorier l'origine sociale des étudiants[205]. Ce tournant coïncide d'ailleurs avec l'arrêt de la promotion massive d'ouvriers dans l'administration et la bureaucratie, qui avait marqué le début du Premier plan quinquennal[206].

En 1940, une nouvelle étape est franchie : les *rabfaki*, instrument fondamental du mythe de l'égalitarisme soviétique, sont supprimées, et le 26 octobre de la même année un décret rétablit, comme avant 1918, le caractère payant des études dans les établissements du supérieur, du secondaire spécial, ainsi que dans les dernières classes du secondaire[207]. Cette

---

[199] Voir Moshe LEWIN, *La formation du système soviétique, Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Gallimard, 1987 ; Sheila FITZPATRICK, *Education and Social Mobility..., op. cit.* et *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*, Paris, Flammarion, 2002.

[200] Jacques SAPIR, « Penser l'expérience soviétique », dans SAPIR Jacques (dir.), *Retour sur l'U.R.S.S., Économie, société, histoire*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 33. L'entrée en VSSUZ (établissement d'enseignement supérieur ou secondaire spécial) a concerné, entre 1928 et 1933, plus d'un million d'ouvriers, qui ont ainsi quitté leur catégorie d'origine.

[201] Voir Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale…*, *op. cit.*, p. 291. Les raisons de ce revirement restent floues dans l'historiographie : peut-être ne s'agit-il que d'une pause dans la stratégie de contrôle total des élites envisagée alors par la direction du pays.

[202] Alex INKELES, Raymond A. BAUER, *The Soviet Citizen : Daily Life in a Totalitarian Society*, Cambridge, Harvard University Press, 1960 ; voir aussi Alex INKELES, « Social Stratification and Mobility in the Soviet Union: 1940-1950 », *American Sociological Review*, Vol. 15, n°4, août 1950, p. 465-479. S'appuyant sur des données concernant la période des années 1940, ces auteurs arrivent donc à une conclusion différente de celle de Jean-Paul Depretto pour les années 1928-1935.

[203] *Kulturnoe Stroitel'stvo* SSSR, Moscou, 1940, p. 114 et *Socialističeskoe Stroitel'stvo* SSSR, Moscou, 1939, p. 126 ; cités par Leopold LABEDZ, « The New Soviet Intelligentsia », article cité, p. 106.

[204] *Ibid.*, p. 108.

[205] RGAE, 1562/33/2717, p. 225. Sur l'interprétation de ce document tiré de l'inventaire secret du fonds de la *CSU* SSSR, voir *infra*, chapitre 3.

[206] Moshe LEWIN, *La formation…*, *op. cit.*, p. 318.

[207] Le décret du *Sovnarkom* d'URSS « Sur l'établissement du caractère payant des études dans les grandes classes des écoles secondaires et dans les établissements d'enseignement supérieur d'URSS » du 26 octobre 1942 stipulait que les frais devaient être acquittés depuis le 1er septembre de l'année en cours. Le coût était fixé, pour les VUZ, à 400 roubles par an à Moscou et Leningrad, 300 roubles dans les autres villes ; pour le secondaire, respectivement 200 et 150 roubles, payables en deux fois (au 1er septembre et au 1er février) dans tous

mesure n'est nullement anecdotique, car les frais d'inscription étaient loin d'être négligeables : 300 à 400 roubles par an pour l'enseignement supérieur, et 150 à 200 roubles par an pour les trois dernières classes (8ème, 9ème, 10ème) du secondaire – le salaire moyen annuel en URSS avoisinant alors les 1000 roubles par an[208]. Même si les foyers les plus modestes pouvaient bénéficier de la gratuité dans certains cas, il existait de fait désormais une ségrégation par l'argent dans l'accès à l'enseignement en URSS[209]. Aux yeux d'une partie de la population, il s'agissait d'un retour à l'ordre ancien, qui remettait fortement en cause les espoirs de mobilité sociale. C'est vrai dans la paysannerie, qui avait pu soutenir la politique de scolarisation « universelle » du régime stalinien à partir de 1930, comme dans les villes. A Leningrad par exemple, d'après les rapports de police étudiés par Sarah Davies, des élèves écrivent alors à leurs enseignants pour protester contre cette mesure, des cadres locaux du Parti disent en public leur désarroi[210]. On peut estimer, avec Donald Filtzer, que ces droits d'inscription accordent indirectement à « beaucoup de familles de l'intelligentsia un accès privilégié à cet ascenseur social » que constitue une formation supérieure, les autres n'ayant pas les moyens pour payer à leurs enfants des études[211].

Les années suivantes ne voient aucun effort particulier de discrimination positive : la guerre puis la reconstruction mettent à l'ordre du jour d'autres priorités, ce qui n'empêche pas

---

les cas. Pour justifier cette mesure, le texte officiel avançait « le niveau grandissant de bien-être matériel des travailleurs et les dépenses significatives de l'État soviétique pour la construction, l'équipement et le contenu du réseau sans cesse grandissant d'établissements d'enseignement secondaire et supérieur ».

[208] Sarah DAVIES, *Popular Opinion in Stalin's Russia. Terror, Propaganda, and Dissent, 1934-1941*, Cambridge, 1997, p. 70. Les écoliers de Moscou, Leningrad et des capitales républicaines payaient ainsi 200 roubles par an, contre 150 dans les autres villes et régions du pays : voir *Narodnoe obrazovanie v* SSSR, Moscou, 1974, p. 176-177.

[209] Au même moment se met en place un système d'orientation forcée vers le travail « à la production » après l'école, puisque la création du système des « Réserves de main-d'œuvre », nouveau mode de recrutement massif de la main-d'œuvre industrielle, intervient en octobre 1940 : voir *infra*, chapitre 2, I.

[210] Sarah DAVIES, *Popular Opinion..., op. cit.,* p. 70-72.

[211] Donald FILTZER, *The Khrushchev Era. De-stalinisation and the limits of reform in the USSR, 1953-1964*, Londres, Macmillan, 1993, p. 34.

les autorités soviétiques de conserver une vision « de classe » à l'égard des nouveaux pays « frères », contrôlés par l'Armée rouge qui les a libérés du joug nazi. La « prolétarisation » est par exemple d'actualité en Allemagne :

> L'enseignement supérieur allemand était le plus réactionnaire qui fût. L'accès aux enfants d'ouvriers et de paysans était interdit de fait. Ils représentaient moins de 2% de tout le corps étudiant. C'est pourquoi la démocratisation (*demokratizaciâ*) des universités devait commencer par le changement de la composition des étudiants. Dans ce but […] ont été organisés des cours de préparation des bacheliers pour l'entrée à l'université, qui dès 1945-1946 ont formé plusieurs milliers de personnes, dont une partie importante a été admise. En conséquence, dès le début de l'année scolaire 1946-1947, la quantité [*sic*] des enfants d'ouvriers et de paysans était de 22%.[212]

Ainsi, en Russie soviétique, la fin des années 1930 voit l'abandon de la promotion active des enfants issus des milieux ouvriers et paysans dans l'accès à l'enseignement supérieur et technique. Les dirigeants de la période stalinienne se montrent enclins à un certain conservatisme : ils rétablissent un degré élevé de reproduction sociale des élites par l'instruction, dès lors que celles-ci ont été « purgées » des « éléments hostiles ». Comme Léon Trotski, on peut y voir un renoncement au projet bolchevique initial de transformation du système d'enseignement, après le coup d'arrêt de la *polytechnisation*[213]. En 1940, après la proclamation de la « fin de l'antagonisme de classes », le régime semble accepter les inégalités scolaires, en rétablissant les droits d'inscription et en supprimant les *rabfaki*.

Cette ligne allait perdurer dans l'après-guerre, non sans ambiguïté. Le « stalinisme tardif » correspond en effet à un retour de certaines traditions prérévolutionnaires, mais aussi à une centralisation accrue de la recherche pédagogique. Le projet stalinien en matière d'éducation finit par remettre en avant la *polytechnisation*, mais dans une acception différente de celle des années 1918-1931.

III) L'école sous Staline, une restauration pédagogique

Le second conflit mondial, « Grande guerre patriotique » dans le vocabulaire et la mémoire collective russe et soviétique, est un moment de mobilisation extrême dans tous les domaines[214]. Les deux mesures symboliques prises en 1940, quelques mois avant l'invasion allemande confirment le raidissement de la politique scolaire observé depuis la fin des années 1930, et sont suivies d'une véritable restauration pédagogique, malgré les signes d'hésitation visibles au début de la décennie suivante, surtout après 1953.

---

[212] « Rapport du département de l'Instruction publique de l'Administration militaire soviétique en Allemagne sur la réforme et la démocratisation du système d'enseignement » du 23 août 1947, secret. Publié dans N.P. TIMOFEEVA, Â. FOJCIK, *Politika SVAG v oblasti kul'tury, nauki i obrazovaniâ : celi, metody, rezul'taty 1945-1949. Sbornik dokumentov*, Moscou, 2006, p. 367. Cet emploi dans ce sens du terme « démocratisation » est rare dans les documents des années 1940.

[213] Voir la citation placée en épigraphe de ce chapitre.

[214] Sur l'économie, voir par exemple Jacques SAPIR, *Les fluctuations économiques en URSS 1941-1985*, Paris, EHESS, 1989, en particulier le chapitre 2.

A. Le ministère Potëmkin (1940-1946) : retour aux traditions et débuts de l'Académie des sciences pédagogiques

Les années 1940 sont aussi déterminantes sur le plan intérieur que sur le plan extérieur pour l'histoire de l'URSS. Le passage d'une situation de guerre totale (27 millions de morts côté soviétique), point culminant des conflits armés du XXe siècle, à la paix et à la reconstruction et au statut de superpuissance mondiale ne se fait pas sans bouleversements sociaux, économiques, mais aussi politiques et culturels. Sur le plan scolaire et pédagogique, les changements sont moins visibles – étant perdus dans un tourbillon d'événements – et mal éclairés dans l'historiographie existante. Les raisons de ce manque sont à chercher dans les lacunes de la documentation disponible, liées au conflit (ne serait-ce que pour les territoires occupés par les troupes allemandes) et aux nombreuses réorganisations institutionnelles de l'après-guerre, mais aussi peut-être dans le cloisonnement habituel de l'histoire de l'URSS en périodes hermétiquement séparées. Si la mobilisation des écoles et de leurs acteurs (enseignants et élèves) de 1941 à 1945 a fait l'objet de nombreuses monographies à l'époque soviétique, les autres aspects de la sphère scolaire et pédagogique ont été peu explorés. Nous insisterons ici sur le rôle du dernier chef du *Narkompros*, Potëmkin, qui préside notamment à la création de l'Académie des sciences pédagogiques (ou APN) en 1943.

L'homme qui imprime sa marque à la première moitié de la décennie, à la tête du *Narkompros* de 1940 à 1946, est Vladimir Potëmkin (1874-1946)[215]. Poursuivant l'œuvre déjà amorcée par ses prédécesseurs, il accentue le retour aux méthodes de l'ancien régime (apprentissage par cœur, cloisonnement des matières enseignées), tout en favorisant « l'éducation patriotique » des écoliers. Un code de vingt « règles pour les élèves » instaure une discipline quasi-militaire dans tous les établissements scolaires du pays[216]. L'esprit de ces mesures apparaît dans un texte prononcé lors de l'inauguration de l'APN, à la fin de 1943 :

> « Il ne fait aucun doute qu'elle fondera son travail sur les meilleures traditions de la pédagogie nationale russe (*russkaâ*)… Ses traits principaux sont l'humanisme, le démocratisme, une foi éclatante dans la force créatrice de la science et de l'instruction, un profond patriotisme et le sens du peuple (*glubokji patriotizm i narodnost'*), le respect de l'identité de l'enfant et la volonté de développer en lui les meilleurs traits propres à notre grand peuple – l'amour du travail (*trudolûbie*), la modestie, un dévouement plein d'abnégation à la Patrie, l'amour de la liberté. »[217]

Au-delà de ce discours, qui tranche singulièrement sur ceux des Bolcheviks de 1918 à la fin des années 1920, Potëmkin rétablit de nombreux éléments de l'école tsariste : la séparation entre garçons et filles dans les grandes villes, des programmes axés sur la « culture russe », notamment en littérature, mais aussi les examens de passage d'une classe à l'autre et, en 1944, les médailles d'or et d'argent attribuées, à la fin du secondaire, « pour des résultats excellents et un comportement exemplaire »[218]. Instaurées sous Nicolas Ier avec le Statut des *gimnazii* (« gymnases », c'est-à-dire lycées) de 1828, confirmées en 1864 sous Alexandre II puis supprimées en 1917, les médailles d'or et d'argent permettaient à leurs lauréats respectifs d'entrer en VUZ sans avoir à passer d'examen, ou en passant uniquement les épreuves décisives[219]. Leur rétablissement sanctionne la fin des efforts pour « prolétariser » le monde étudiant, survenue en 1940 : désormais, le critère de sélection est purement académique, comme avant 1918[220]. On prête même à Potëmkin une tentative de restaurer dans certains lycées centraux une instruction « classique », comprenant des cours de latin, et surtout la création des premières écoles spécialisées en langue étrangère (anglais, allemand et français) à Moscou et Leningrad[221]. Réservées à une élite urbaine, ces écoles deviennent un instrument de

---

[215] D'origine bourgeoise, historien de formation, académicien de l'AN SSSR entré au Parti en 1919, Potëmkin a servi dans le commandement de l'Armée rouge pendant la Guerre civile, avant d'entrer dans la diplomatie en 1929, occupant les fonctions d'ambassadeur en Grèce, en France et en Italie dans les années 1930. De 1937 à 1940, il a été premier adjoint du *Narkomindel*, avant d'être transféré au *Narkompros*, que dirigeait depuis moins de trois ans le jeune Pëtr Tûrkin (1897-1950), qui sera ensuite une des victimes de « l'affaire de Leningrad ».

[216] Voir Seymour M. ROSEN, *Education and Modernization…*, *op. cit.*, p. 41.

[217] Cité par V.S. GORÂČEV, « Vladimir Petrovič Potëmkin », *Hronos*, n.d. [En ligne]. http://hronos.km.ru/biograf/potemkin_vp.html (page consultée le 4 mai 2008). Souligné par moi.

[218] B.M. BIM-BAD (dir.), *Pedagogičeskij enciklopedičeskij slovar'* (*Dictionnaire pédagogique encyclopédique*), Moscou, Bol'šaâ Rossijskaâ enciklopediâ, 2002, p. 138. Les médailles d'or étaient attribuées aux élèves obtenant la note « excellente » (cinq sur cinq) à toutes les matières, celles d'argent à ceux obtenant un « cinq » aux matières comptant pour le « certificat de maturité » (*attestat zrelosti*), équivalent du baccalauréat, et un « quatre » à moins de trois autres matières d'importance secondaire.

[219] *Ibidem.* La source ne précise pas si la suppression des médailles en 1917 fut le fait du Gouvernement provisoire, ou des Bolcheviks. Le jeune Lénine avait été lui-même lauréat d'une médaille d'or en 1887, comme vingt-neuf autres lycéens de l'Empire russe cette année-là. Depuis 1944, les médailles d'or et d'argent sont restées en vigueur en URSS puis en Russie, sauf de 1968 à 1985 où n'existaient plus que les médailles d'or.

[220] Sur le tournant de 1940 – le rétablissement des frais d'inscription dans le secondaire et le supérieur – voir *supra*, II) C. L'obtention d'une médaille était aussi présentée comme un moyen d'accéder gratuitement au VUZ de son choix : le mythe d'une méritocratie soviétique était sauf.

la forte reproduction sociale des couches dirigeantes à l'époque – malgré les purges régulières qui continuent d'être ordonnées par Staline[222].

L'œuvre de Potëmkin comprend aussi la restructuration des institutions chargées de la recherche en éducation, sur un modèle et avec une appellation qui évoquent fortement les formes étatiques d'avant 1917. Le 6 octobre 1943, deux décrets des *Sovnarkomy* d'URSS et de RSFSR instaurent l'Académie des sciences pédagogiques de RSFSR, en lui confiant pour tâche « l'élaboration scientifique des questions de pédagogie, de psychologie et des méthodes d'enseignement des différentes matières à l'école et de la formation des cadres pédagogiques pour les VUZ et les instituts de recherche » ; Potëmkin en est le premier président, tout en restant commissaire du peuple[223]. Le champ de compétences théoriques de l'APN comprend, d'après la liste des instituts de recherche qui lui sont rattachés, fixée par les statuts de février 1944 : théorie et histoire de la pédagogie, méthodes d'enseignement, psychologie, défectologie[224]. On peut rapprocher sa création de celle de l'Académie des sciences médicales d'URSS (AMN), en juin 1944. D'après le projet adressé au gouvernement par plusieurs responsables de la médecine soviétique, rédigé par le président du Conseil médical savant du commissariat du peuple à la Santé, Nikolaj Burdenko (1876-1946), il s'agit de disposer d'un « organe scientifique d'autorité réunissant les instituts de recherche scientifique, les VUZ médicaux et les praticiens »[225]. On peut y voir un élément de la restauration des structures traditionnelles de l'Etat tsariste (les « commissariats du peuple » sont rebaptisés « ministères » en 1946), mais aussi de la rationalisation institutionnelle liée à l'émergence d'une forme de technocratisme soviétique, qui correspondrait à peu près à l'idée qui émerge alors à l'Ouest d'une volonté de « rationaliser l'organisation politique, économique et sociale »[226]. Toutefois l'idéologie et la politique conservent un rôle fondamental dans le champ scientifique soviétique.

---

[221] Aleksandr RAŠKOVSKIJ, « Tajny biografii narkoma Potemkina i os' Moskva-Berlin-Ankara », *Zametki po evrejskoj istorii*, n°3 (64), mars 2006. D'après l'auteur, le latin existait comme option dans un établissement secondaire moscovite au début des années 1950. D'autres évoquent l'instauration de cours de logique et de psychologie, mais aussi de pédagogie, pour les filles, dans les dernières classes du secondaire. Sur les écoles spécialisées en langue étrangère, réservées de fait à une élite urbaine composée d'enfants de cadres du Parti et de l'administration, voir *infra*, chapitre 7.

[222] Sur le rôle des purges dans la pratique du pouvoir stalinien après la guerre, voir Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace. Stalin and the Soviet ruling circle. 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004, en particulier les chapitres 3 et 4.

[223] Décret du *Sovnarkom* d'URSS n°1092 et du *Sovnarkom* de RSFSR n°832 du 6 octobre 1943. Cité dans l'inventaire 1 du fonds R-10049, au GARF SSSR (dorénavant : GARF, R-10049/1), p. 2. Il s'agit d'une copie du fonds du Présidium de l'APN, l'inventaire 1 comprenant tous les documents relatifs à l'activité du Présidium, depuis les statuts officiels de l'APN jusqu'aux sténogrammes des assemblées générales, en passant par les correspondances avec d'autres institutions.

[224] L'APN comprenait également un Musée et une bibliothèque de l'instruction publique. Fait remarquable, la composition des 26 premiers membres, 13 académiciens « de plein droit » et 13 « membres correspondants », fut fixée par décret du *Sovnarkom* de RSFSR. Parmi les académiciens proprement dits, on comptait cinq académiciens et un membre correspondant de l'AN SSSR, six professeurs et un écrivain – Alexis Tolstoï (1883-1945).

[225] Cette citation de la note de Burdenko du 6 janvier 1944 est tirée de N.A. GRIGOR'ÂN, A.I. GRIGOR'EV (éd.), *Akademik Vasilij Vasil'evič Parin*, Moscou, Nauka, 2003, p. 34. La question de la création de l'AMN aurait été posée officiellement en juin 1943, lors d'une séance du Conseil médical savant du commissariat du peuple à la Santé. Le décret du *Sovnarkom* d'URSS instituant l'AMN est daté du 30 juin 1944.

[226] Citation de Jacques Lagroye dans Vincent DUBOIS, Delphine DULONG (dir.), *La question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique,* Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999, p. 14. L'idée d'une rationalisation de la prise de décision économique, lors de la réorganisation de l'appareil du Conseil des ministres en 1947, est exposée dans Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace…*, *op. cit.*, p. 52-58. Voir aussi Juliane FÜRST, « Late Stalinist society : history, policies and people », dans Juliane FÜRST(dir.), *Late Stalinist Russia : Society between Reconstruction and Reinvention*, Londres, Routledge, 2006, p. 1-20.

La fin des années 1940 est marquée par une série de campagnes de dénigrement et de répression, qui touche des pans entiers de la recherche soviétique[227]. En médecine, on peut mentionner, en février 1947, l'arrestation et la condamnation à dix ans de camp, pour « espionnage », de Vasilij Parin, un des membres fondateurs de l'AMN, l'inspirateur de ses statuts[228]. Il est arrêté juste après son retour d'un séjour aux Etats-Unis, pour y avoir transmis le texte d'un ouvrage de deux cancérologues soviétiques, les docteurs Klûeva et Roskin – lesquels sont alors au centre d'une affaire montée de toute pièce, avec le soutien de Staline lui-même, point de départ de la campagne contre « l'obséquiosité (*nizkopoklonstvo*) et la servilité devant l'Occident »[229]. Un an et demi plus tard est orchestrée, depuis le Kremlin, la reprise des attaques contre les généticiens par l'ingénieur agronome protégé du pouvoir Trofim Lyssenko, lors de la session de l'Académie « Lénine » des sciences agricoles de toute l'Union (VASHNIL), en août 1948[230]. Il faut aussi mentionner la campagne d'inspiration antisémite contre le « cosmopolitisme » et « l'idéalisme », qui se déploie dans la culture et dans les milieux universitaires et scientifiques à partir de janvier 1949[231]. Certains savants résistent à la déstabilisation de leur profession et de leur savoir : en physique, la « lutte contre l'idéalisme », qui met en cause notamment Einstein et la théorie quantique, est rapidement stoppée, grâce à la réaction de nombreux membres du projet atomique soviétique, qui mettent en garde le pouvoir contre les risques qu'il fait courir à ses propres priorités stratégiques[232]. Ces différentes attaques ont ranimé chez les scientifiques le souvenir des répressions sanglantes de 1937-1938, qui avaient déjà décimé leurs rangs, y compris avec la complicité intéressée de certains d'entre eux[233].

Dans ce contexte, auquel s'ajoute en 1949-1950 l'élimination, lors de l'affaire dite « de Leningrad », de plusieurs hauts responsables de l'économie dont Nikolaj Voznesenskij, le développement d'une recherche autonome dans les nouvelles académies – APN et AMN – reste limité[234]. Quelques tentatives sont toutefois à mentionner : Parin avait, en 1945, élaboré

[227] Sur l'atmosphère de l'après-guerre en URSS, voir l'article pionnier de Sheila FITZPATRICK, « Postwar Soviet Society : The 'Return to Normalcy', 1949-1953 », dans LINZ Susan J. (éd.), *The Impact of World War II on the Soviet Union*, New York, Rowman & Allanheld, 1985, mais aussi ZUBKOVA Elena, *Russia after the War : hopes, illusions & disappointments, 1945-1957*, New York, Sharpe, 1998 ; et sur les milieux scientifiques, A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye…*, *op. cit.*, p. 117.

[228] Il obtiendra sa libération anticipée en 1953, sa réhabilitation judiciaire en 1955, et le rétablissement dans toutes ses fonctions en 1956-1957. Voir N.A. GRIGOR'ÂN, A.I. GRIGOR'EV (éd.), *Akademik..., op. cit.*, p. 12, 35, 41, 56.

[229] Voir Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace…*, *op. cit.*, p. 37, mais aussi p. 184, note 100, et p. 185, note 107.

[230] *Ibid.*, p. 38-41 : cette analyse rapide expose les implications politiques de l'événement, qui eut un grand retentissement dans tous les domaines scientifiques en URSS, et pas seulement en biologie. Voir aussi Valerij SOJFER, *Vlast' i nauka. Istoriâ razgroma genetiki v* SSSR, Moscou, 1993 (première édition américaine : 1989), notamment le chapitre VIII, et N.L. KREMENCOV, « Ravnenie na VASHNIL », dans *Repressirovannaâ nauka. Vypusk 2*, Saint-Pétersbourg, Nauka, 1994, p. 83-96. Voir aussi la chronologie, les documents et de nombreux articles accessibles sur le site Internet de Konstantin TOMILIN : http://www.ihst.ru/projects/sohist/ .

[231] Voir Laurent RUCKER, « La 'Jdanovschina' : une campagne antisémite ? », *Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 35, 1996, p. 83-94.

[232] Voir par exemple A.S. SONIN, *« FIZIČESKIJ IDEALIZM ». Istoriâ odnoj ideologičeskoj kampanii*, Moscou, Fizmatlit, 1994.

[233] Sur la signification des répressions de 1937-1938, et notamment l'appréciation portée sur elles par le physicien Piotr Kapitsa, qui écrit à Staline après l'arrestation de Fok en février 1937, voir A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye…*, *op. cit.*, p. 90-91. Les divisions de la communauté scientifique dans l'après-guerre sont exposées dans KOŽEVNIKOV A.B., « Igry stalinskoj demokratii i ideologičeskie diskussii v sovetskoj nauke : 1947-1952 », *Vestnik istorii estestvoznaniâ i tehniki*, 1997, n°4, p. 26-58.

[234] Sur l'affaire de Leningrad, voir notamment Benjamin TROMLY, « The Leningrad Affair and Soviet patronage politics, 1949-1950 », *Europe-Asia Studies*, volume 56, n°5, juillet 2004, p. 707-729. Cette affaire n'est pas sans conséquence dans le domaine de l'enseignement, puisqu'elle coûte son poste (puis la vie) au ministre de l'Instruction de RSFSR, ancien recteur de LGU, Aleksandr Voznesenskij – le frère de Nikolaj. Voir la notice biographique d'Ivan Kairov, son successeur, en annexe.

un projet de réforme de l'enseignement supérieur médical où il citait en exemple les établissements américains[235]. De 1945 à 1955 existe au sein de l'APN, rattaché directement à son Présidium, un « département d'étude de l'expérience étrangère et d'information », par la suite intégré au « secteur de la pédagogie et de l'école » : faible illustration de l'ambition réformatrice qui peut exister chez les responsables de l'après-guerre, malgré le climat de fermeture scientifique et intellectuelle qui règne alors dans le pays[236]. De même, si la « *polytechnisation* de l'école » est théoriquement un des objectifs officiels de l'APN, elle ne fait l'objet d'aucune publication importante, ni campagne de propagande, dans ses premières années d'existence. Ici, comme dans les autres sciences humaines, la recherche authentique laisse la place à un discours convenu, encombré de nombreuses citations de Lénine, Marx et Staline.

Il ne faut pas conclure de la restauration pédagogique des années 1940 et de la relative rationalisation institutionnelle qui l'accompagne à un abandon de l'idéologie « marxiste-léniniste » dans la sphère éducative. C'est bien la promesse d'un avenir radieux qui continue de présider, dans les discours, aux grandes mesures annoncées par le régime en matière d'enseignement. Le mot d'ordre de la *polytechnisation* n'a d'ailleurs pas complètement disparu, loin de là : il redevient central au début de la décennie suivante .

B. Un « retour à l'école polytechnique » en trompe-l'œil[237]

Plusieurs éléments contribuent à réactiver le mythe de « l'école du travail » dans l'immédiat après-guerre et, surtout, dans les années qui précèdent le XIXe Congrès du Parti en 1952. Les besoins matériels poussent à nouveau les autorités à s'intéresser à la piste de la *polytechnisation*, alors que le vide laissé par les répressions des années 1930 est comblé par un véritable culte de l'œuvre du pédagogue-écrivain Anton Makarenko, disparu en 1939. Celle-ci sert de fondement au nouveau canon théorique de la pédagogie soviétique, version très simplifiée des approches des années 1920.

Pendant la guerre déjà, Potëmkin encourage le développement de l'instruction au travail, en particulier en faisant attribuer aux écoles rurales des parcelles agricoles pour subvenir à leurs besoins – mais, à la différence de ce qui s'était passé dans les années 1920, sans en faire un thème central de la propagande du *Narkompros*. Après la victoire de 1945, la situation d'une grande partie des infrastructures scolaires, surtout dans les anciennes zones occupées, reste très difficile sur le plan matériel : la relance de la *polytechnisation* y est d'abord, comme dans les écoles-communes de la Guerre civile vingt-cinq ans plus tôt, une nécessité vitale. Parfois, les écoliers sont envoyés quelques mois dans les sovkhozes et les kolkhozes, mais aussi dans les usines et des ateliers attenants aux écoles et aux orphelinats[238]. Le plus souvent, ils participent directement à la reconstruction des bâtiments scolaires. C'est le cas à l'école de Pavlyš, en Ukraine, où le jeune pédagogue Vasilij Suhomlinskij s'installe comme directeur en 1948[239]. Les élèves y assurent la construction de nouveaux édifices, mais

[235] N.A. GRIGOR'ÂN, A.I. GRIGOR'EV (éd.), *Akademik..., op. cit.*, p. 70-73. Le document cité évoque « notre retard du point de vue de l'équipement vis-à-vis de l'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique » ainsi que la taille réduite, plus adaptée, des *VUZ* américains.

[236] GARF, R-10049 (APN)/1 (Présidium). Inventaire.

[237] L'expression entre guillemets est de Marianne PIZARD, *L'éducation et ses problèmes, op. cit.*, p. 9.

[238] Les orphelinats auraient aussi participé directement à l'effort de guerre, avec la production de pièces pour l'industrie de l'armement, d'après Aleksandr RAŠKOVSKIJ, « Tajny… », article cité.

[239] Il y reste jusqu'à sa mort, en 1970, après avoir été élu membre correspondant de l'APN en 1957. Sa disparition précoce, son charisme et son œuvre écrite sont à l'origine d'un véritable culte dans l'URSS des

aussi l'équipement et l'entretien des locaux scolaires[240]. Même si on peut s'interroger sur l'efficacité réelle de ce mouvement de mobilisation d'une main-d'œuvre juvénile, on constate que le *trud* ou travail physique s'impose dans de nombreuses écoles confrontées aux difficultés de l'après-guerre. Dans ce contexte, une référence domine les publications sur les questions d'éducation, celle d'un praticien dont l'activité remonte à une autre époque de redressement matériel et moral, à savoir les années de Guerre civile et de collectivisation : Anton Makarenko.

Ce dernier est alors le premier pédagogue édité et surtout étudié en Russie soviétique, loin devant d'autres qui sont pourtant bien plus importants sur le plan théorique[241]. Peu après sa mort en 1939, Makarenko fait ainsi l'objet d'un véritable culte qui gagne ensuite, non sans réticences, le *Narkompros* lui-même[242]. Ses talents de prosateur, remarqués par l'Union des écrivains dans les années 1930, expliquent ce succès qui s'appuie aussi sur une biographie de héros de la construction du socialisme en matière éducative. Formé avant la révolution de 1917, il avait dirigé une colonie de travail pour délinquants juvéniles près de Poltava, en Ukraine, de 1920 à 1928, puis la Commune de travail des enfants dans la banlieue de Kharkov, jusqu'à 1935. Si la majeure partie de ses écrits porte sur la réhabilitation des jeunes délinquants, il avait aussi établi, à partir de 1937, des principes de l'éducation communiste dans une langue très proche de celle du régime, parlant de « l'homme nouveau dans une société nouvelle »[243]. Un des autres avantages de sa doctrine tenait à la quasi-absence de références aux auteurs occidentaux – même si Makarenko s'en était inspiré– qui convenait tout à fait au dogme officiel de la supériorité de la « science soviétique », dans ce domaine comme dans les autres[244]. Mettant l'accent sur le lien entre travail manuel et éducation, Makarenko fournit un fondement théorique simple et prestigieux pour les responsables chargés de fixer et de propager la « pédagogie soviétique » – tel est le titre de la principale revue de l'APN. La première édition de ses œuvres complètes date justement de 1950-1952.

Le XIXe Congrès du Parti accélère ce regain de la *polytechnisation*, mais sous la forme de slogans plutôt que de mesures concrètes[245]. La reprise de l'idée de réconciliation entre travail manuel et intellectuel s'inscrit dans la campagne de propagande qui relance le projet soviétique dans les derniers mois de la période stalinienne. Comme l'a montré l'historien Aleksandr Pyžikov, le discours officiel insiste alors sur le prochain passage à la société communiste. Les intervenants au XIXe Congrès, et notamment Georgij Malenkov dans son rapport de clôture, évoquent tous cette perspective, qu'on retrouve aussi dans le dernier ouvrage publié au nom de Staline de son vivant, les *Problèmes économiques du socialisme en URSS*. Ce texte, qui fait l'objet d'une diffusion massive à partir d'octobre 1952, affirme que la construction du communisme est possible, nonobstant l'encerclement capitaliste par le monde extérieur, à condition d'atteindre, notamment, « un niveau de

années 1970 et 1980 : voir sa notice biographique en annexe.

[240] Alan COCKERILL, *Each One Must Shine : The Educational Legacy of V.A. Sukhomlinsky*, New York, Peter Lang, 1999, p. 15.

[241] Voir le graphique 2 – si un bon nombre de travaux des années 1920, voire 1930, manque dans la bibliographie, datée de 1957, qui nous sert de source, celle-ci est plus fiable pour les années 1940 et 1950.

[242] Voir Götz HILLIG, Marianne KRÜGER-POTRATZ, « 'Vtoroe rozhdenie' A. S. Makarenko », *Cahiers du monde russe,* 29/2, 1988. Parmi les réserves exprimées alors à propos des idées de Makarenko, signalons celles de Pavel N. Šimbirev, professeur à l'Institut pédagogique de l'oblast' de Moscou : voir Larry HOLMES, « School and schooling… », article cité, p. 77, et la notice biographique de Makarenko, en annexe.

[243] I.A. KAIROV, article « Makarenko », *Great Soviet Encyclopaedia*, Moscou, 1974, p. 337.

[244] Voir G.N. FILONOV, « Anton Sémionovitch Makarenko », *Perspectives. Revue trimestrielle d'éducation comparée*, vol. XXIV, n°1-2, 1994, p. 83-96. Cela vaut aussi pour les théoriciens russes : Makarenko a ainsi pour beaucoup contribué à son image de pédagogue génial autodidacte.

[245] S.V. UTECHIN, « Khrushchev's Educational Reform », *Soviet Survey* n° 28, avril-juin 1959, p. 66-72, p. 66, et Marianne PIZARD, *L'éducation et ses problèmes..., op. cit.*, p. 9.

croissance culturelle qui puisse assurer à tous les membres de la société un développement harmonieux de leurs capacités physiques et mentales »[246]. L'ouvrage souligne la nécessité « d'introduire une instruction polytechnique (supérieure) universelle, afin que les membres de la société aient la possibilité de choisir librement n'importe quelle profession, au lieu d'être attachés à une seule toute leur vie » : un tel programme est d'autant plus séduisant qu'il décrit une situation inverse de celle que connaît la majorité des citoyens soviétiques à l'époque.

Dans la pratique, l'effet principal du XIXe Congrès est la reprise d'une réflexion préparatoire sur la *polytechnisation*. En novembre 1952 sont mises sur pied, au sein de l'APN, une « commission scientifique sur les questions de l'instruction polytechnique » (a) et une « commission sur les questions de préparation des élèves à leur future activité pratique » (b)[247]. L'enjeu socio-économique est clairement affirmé dans l'intitulé de la commission (b), mais aussi dans le tout premier rapport discuté par la commission (a) : l'objectif est de former des enseignants rompus aux processus de production, afin de permettre aux élèves de choisir un métier en connaissance de cause. Un échange qui a lieu en novembre 1952 entre deux membres de la commission (a) le souligne, à propos de l'étude des processus de production :

> - C'est pour quelle matière ? Est-ce nécessaire pour l'historien ?
> - Ce serait aussi utile à l'historien. Dans les conditions de l'instruction polytechnique chaque pédagogue doit savoir cela. Il faut seulement des gradations dans la précision […] Afin de donner la possibilité de choisir librement une profession, il faut faire connaître les professions qui existent.[248]

En cette fin de l'ère stalinienne les responsables hésitent à s'engouffrer dans des voies nouvelles, et conservent la prudence observée en matière de *polytechnisation* depuis les années 1930. Ainsi, malgré sa position d'autorité, le président de séance Aleksej Kalašnikov, pédagogue devenu ministre de l'Instruction de RSFSR (de 1946 à 1948), n'ose pas approuver le rapport, prétendant qu'il n'a « ni le droit ni les connaissances pour le discuter » – propos surprenant de la part de quelqu'un qui s'est consacré à ce thème depuis plus de trente ans[249]. La question sensible est de savoir s'il faut insister sur la grande industrie, la technique et les machines, ou sur le travail artisanal dont Marx parle avec emphase, comme le notent plusieurs intervenants, parmi lesquels Kalašnikov lui-même. La commission (b), à laquelle il participe également comme vice-président, vise à « mettre fin au verbalisme, à rapprocher l'instruction de la vie, de la pratique, de la production », et stipule qu'il faut « considérer comme erronées deux positions : l'une consistant à ne pas enseigner les bases de la science dans les matières 'polytechniques', l'autre à se contenter d'améliorer l'équipement des cabinets d'études des écoles »[250]. Jusque-là, la définition de l'enseignement polytechnique est négative : ce n'est ni le remplacement des savoirs fondamentaux, ni l'extension des travaux pratiques à l'école – mais alors, qu'est-ce exactement ? En janvier 1953 le nouveau président de la commission (a)

---

[246] Cité par A.V. PYŽIKOV, « Sovetskoe poslevoennoe obŝestvo i predposylki hruŝevskih reform », *Voprosy istorii*, n°2, 2002, p. 33-42.

[247] GARF, R-10049/1/1279 et 1284 (documents relatifs à ces deux commissions).

[248] GARF, R-10049/1/1279, p. 3.

[249] *Ibid.*, p. 7. Aleksej Kalašnikov était l'auteur de plusieurs ouvrages sur la question de l'école du travail, publiés dans les années 1920, et malgré la critique dont il avait été l'objet en 1929-1931 pour « tendance droitière en pédagogie », il avait conservé un rôle de premier plan dans les années 1930 et 1940, jusqu'à succéder à Vladimir Potemkin. En 1949 il avait publié dans la revue *Pédagogie soviétique*, alors dirigée par Ivan Kairov, un article intitulé : « Sur la formation des élèves des écoles septennales et secondaires à une activité pratique » (« O podgotovke učaŝihsâ semiletnih i srednih škol k praktičeskoj deâtel'nosti », *Sovetskaâ Pedagogika* n°9, 1949). Voir sa notice biographique en annexe.

[250] GARF, R-10049/1/1284, p. 3. Cette dernière phrase est une allusion directe aux débats des années 1920, analysés par Douglas Weiner : voir *supra*, I, B.

Mihail Skatkin, pédagogue de terrain formé dans les années 1920 à la station expérimentale de Stanislas Šackij, apporte une réponse :

> …le contenu de l'enseignement polytechnique est fait de trois parties : l'étude des fondements des sciences en liaison avec les techniques, l'étude générale des bases de l'industrie et des principales branches de la production, le travail physique (*trud*)…[251]

Mais ces propos ne sortent pas encore du cercle de spécialistes et de responsables chargés d'élaborer la ligne officielle. Le XIXe Congrès, selon un autre membre de la commission, « oblige à poser de façon plus décisive la question de l'enseignement polytechnique et de sa réalisation », surtout dans la mesure où Staline lui-même a adressé à l'organisation des Pionniers une lettre à ce sujet – mais sans préciser ce qu'il entend par là[252].

Un an plus tard, en janvier 1954, Makarenko est cité comme référence incontournable, pour sa résolution à la fois « théorique et pratique » du problème de l'union entre instruction et travail à la production – appréciation exagérée, mais qui témoigne du statut de pédagogue officiel du régime dont jouit alors Makarenko. Un des participants à la réunion de la commission, Aleksej Šastov, auteur d'un manuel à usage pratique sur l'éducation au travail des enfants des petites classes dans les orphelinats[253], reconnaît le glissement de sens des termes employés :

> Tous connaissent la définition classique donnée par Marx, qui constitue un des trois aspects de l'éducation [avec l'instruction intellectuelle et physique]. Maintenant la définition de l'instruction polytechnique est quelque peu différente de celle de Marx. […] Il faut dire que Marx n'utilise le terme d'instruction polytechnique qu'une seule fois…[254]

Selon lui, l'apprentissage des principes de la production a changé depuis Marx puisque les techniques ont connu des évolutions majeures ; par ailleurs l'instruction polytechnique ainsi comprise reste distincte de l'initiation au travail physique, qui est indispensable aux yeux de cet intervenant[255]. Il pointe aussi du doigt le défaut majeur du système d'enseignement soviétique de son temps, faisant référence au passé prérévolutionnaire :

> … notre école ne fournit pas ce développement complet [de la personne]. Maintenant elle est entrée dans une impasse, elle ne sait pas ce qu'il faut donner à l'enfant. Si on compare avec l'école des temps tsaristes […], alors par essence la méthode verbale (*slovesnyj*) est restée exactement la même, le vecteur de base de l'instruction est la parole (*slovo*). Cette méthode caractérisait déjà l'ancienne école.[256]

Cette critique, même timide, est nouvelle par rapport au discours enthousiaste de l'ère stalinienne. Šastov affirme qu'une telle forme d'instruction traditionnelle ne favorise pas

---

[251] GARF, R-10049/1/1466, p. 4. Voir la notice biographique de Mihail Skatkin en annexe.
[252] *Ibid.*, p. 20. Étaient obligatoirement Pionniers tous les jeunes Soviétiques, de 10 à 14 ans, et l'organisation était sous tutelle du VLKSM, le Komsomol où l'entrée se faisait ensuite, à partir de 15 ans.
[253] A.S. ŠASTOV, *Obšetehničeskaâ trudovaâ podgotovka vospitannikov mladšego vozrasta v detskih domah*, Moscou, Ministerstvo Prosveŝeniâ, 1953. La table des matières de cet ouvrage témoigne de l'influence des idées de Makarenko en ce début des années 1950 : voir « *Za internaty. Internaty v pomoŝ' roditelâm* (*Pour les internats. Les internats au service des parents*) » dans Goetz HILLIG, *Proekt po sozdaniû polnogo sobraniâ sočinenij A.S. Makarenko na professio-nal'nom kompakt-diske* [En ligne]. http://zt1.narod.ru/intrnt-z.htm .
[254] GARF, R-10049/1/1689, p. 6-7.
[255] *Ibid.*, p. 9.
[256] *Ibid.*, p. 7.

les meilleurs élèves, qui ne se montrent pas toujours à la hauteur, une fois parvenus aux études supérieures :

> Le contrôle des connaissances établi sur la méthode orale se fait avec des interrogations tirées au hasard (*na biletah)*. On disait de l'ancienne école qu'on pouvait en sortir avec une médaille d'or tout en étant bête. Chez nous, bien sûr, ce n'est pas le cas, mais ce n'est pas un hasard si dans les VUZ on vérifie en permanence le savoir des médaillistes […] nous avons pris cette habitude et notre école continue de travailler à l'ancienne. Il faut dire clairement que notre école est en retard sur la vie, elle n'apprend pas à appliquer « les savoirs dans la vie », elle fournit un développement bancal.[257]

Ce diagnostic fait allusion à la répétition mécanique des connaissances et à l'apprentissage par cœur. La stigmatisation des médaillistes, admis à titre préférentiel en VUZ (automatiquement pour l'or, avec une épreuve à passer pour l'argent), est significative d'un discours qui considère que l'élite intellectuelle doit être recrutée avec d'autres critères que ceux de l'intelligentsia dite « bourgeoise ». Derrière ce schéma d'opposition binaire entre l'ancien et le nouveau, et l'utilisation du langage officiel (« être en retard sur la vie », etc.), on retrouve certains arguments des réformes des années 1920.

La réactivation du leitmotiv du défaut de « *polytechnisme* », dictée par la direction du Parti, est ainsi l'occasion d'une réflexion critique, encore timide et non publique, sur le

[257] *Ibid.*, p. 7-8.

fonctionnement de l'école soviétique. Si aucune mesure concrète ne suit l'annonce lancée lors du XIXe Congrès du Parti, l'APN est chargée de proposer des pistes pour relancer le projet éducatif officiel. C'est à ce moment que se réveillent des tensions importantes en son sein.

C. Luttes au sommet dans la pédagogie officielle (1952-1954)

Les derniers mois du stalinisme sont marqués par une reprise des dénonciations et des attaques au sein de la partie la plus visible, politiquement et médiatiquement parlant, de l'intelligentsia pédagogique. Elles visent la direction de l'APN, mais ne semblent pas avoir bouleversé sa composition ni son autorité, la mort de Staline ayant peut-être interrompu un

processus de purges massives voire sanglantes – comme dans d'autres domaines du système politique et social à cette époque. S'il est difficile de mettre au clair les motivations des différents acteurs, leurs arguments révèlent le malaise qui traverse alors la sphère pédagogique dans son ensemble.

Pour saisir le fonctionnement de l'APN, il faut aussi avoir à l'esprit l'existence d'un monde de privilèges, qui composent tout un ensemble de « régimes » différents dans lesquels évoluent les différents groupes qui composent la société soviétique à l'époque[258]. Pour beaucoup de professeurs du supérieur, représentants des sciences humaines essentiellement, de directeurs d'écoles et de responsables de l'administration enseignante, le statut d'académicien ou de membre correspondant est avant tout une source de prestige et d'avantages matériels. De cet état d'esprit témoignent indirectement les critiques portées sur le fonctionnement de l'APN dans deux articles de la *Pravda*, parus les 13 et 18 novembre 1952 : ils donnent lieu à une séance spéciale élargie du Présidium de l'institution. La profondeur de la crise est attestée par un document des archives de l'appareil du CC du PCUS : l'ancien président de l'APN (de 1946 à 1950), professeur à l'Institut pédagogique de la ville de Moscou, Ivan Svadkovskij, ne se satisfait pas du rapport d'autocritique présenté par son successeur à cette occasion, et écrit en janvier 1953 au secrétaire du CC du PCUS Nikolaj Mihajlov (un fidèle de Staline qui a dirigé pendant près de quinze ans le Komsomol)[259]. Dans sa lettre, il dénonce l'incurie du président Ivan Kairov et du vice-président Mihail Mel'nikov, parlant de « stagnation » (*zastoj*) dans le développement des sciences pédagogiques, et évoque notamment les critiques formulées dans les revues *Učitel'skaâ Gazeta* (« Journal de l'enseignant »), organe du *Minpros RSFSR* et du CC du syndicat des enseignants, et *Sovetskaâ Pedagogika* (« La pédagogie soviétique »), organe de l'APN, à l'encontre de la position « attentiste » (*vyžidatel'naâ*) du Présidium[260]. Svadkovskij reprend la phraséologie alors en vigueur, dénonçant les « mauvais travaux, idéalistes sur le plan théorique » de ses collègues, et appelant à les remplacer par d'autres « authentiquement marxistes »[261]. Les éléments qui caractérisent selon lui un véritable « régime Arakčejev »[262] dans l'académie sont :

> 1. Etouffement de la critique scientifique ; 2. Calomnie et discrédit des gêneurs par tous les moyens ; 3. Répartition des places non en fonction des qualités professionnelles et politiques, mais de l'appartenance au sérail ou de la flagornerie (*podhalimstvo*) ; 4. Course aux soi-disant « positions clefs » et monopole d'un groupe déterminé sur les postes dirigeants ; 5. Rupture complète entre le groupe dirigeant et la communauté scientifique, ayant conduit à l'isolement de l'académie vis-à-vis des chaires de pédagogie, des instituts

[258] Sur cet usage du mot « régimes », voir Tamara KONDRATIEVA (dir.), *Les Soviétiques : un pouvoir, des régimes*, Paris, Les Belles Lettres, 2010 ; en particulier l'introduction.

[259] RGANI, 5 (appareil du Comité central du PCUS)/18 (Département des écoles du CC du PCUS)/52, p. 4-21. Après avoir été instituteur dès 1914, puis enseignant et chercheur en pédagogie dans les années 1920, formé à l'académie Krupskaâ d'éducation communiste, Ivan Fomič Svadkovskij (1895-1977) avait succédé à la tête de l'APN à Vladimir Potëmkin, à la mort de celui-ci. Après 1950, il se spécialise dans l'histoire et la théorie de la pédagogie, l'éducation morale et la formation des instituteurs du primaire, rédigeant plusieurs manuels sur ces questions.

[260] *Ibid.,* p. 6. Il signale aussi un cas de plagiat concernant un article du rédacteur adjoint de *Sovetskaâ Pedagogika*, sur « L'éducation du rapport communiste au travail manuel ».

[261] *Ibid.*, p. 8.

[262] Cette expression fait allusion au ministre de la guerre d'Alexandre Ier, qui avait établi, dans les années 1810-1820, des « colonies militaires » au régime particulièrement sévère pour les soldats et la population locale. Elle est employée à l'époque soviétique, dans la presse officielle notamment, pour dénoncer des formes d'autoritarisme au niveau local ou institutionnel, y compris pendant la période stalinienne.

> pédagogiques non seulement de province, mais aussi de Moscou ; 6. Epanouissement du « sans-principe ».[263]

Svadkovskij donne des exemples de refus de publication d'articles de différents chercheurs de Leningrad et de Moscou, et d'un compte rendu de lecture qu'il a écrit lui-même, dénonçant les erreurs d'un manuel de pédagogie co-écrit par deux académiciens, qualifié d'« antimarxiste » : le président Kairov aurait ainsi protégé ses alliés au sein de la direction, étouffant la critique au grand dam de notre protestataire. Nul doute qu'une querelle de personnes se cache sous cette dénonciation – il s'agit là peut-être des séquelles de la campagne contre le « cosmopolitisme » et « l'idéalisme », qui a coûté sa place à Svadkovskij en 1950. Ce récit, tout en étant sujet à caution, apporte un éclairage sur les tensions qui existent à l'époque. Svadkovskij conclut sa missive en soulignant qu'il « n'est pas vrai qu'il n'y a pas de conflit d'opinions entre les pédagogues », et en attaquant la direction de l'APN :

> Ce n'est pas que le Présidium annonce sa ligne avec retard, c'est qu'il n'en a pas. Le président de son côté traduit les ordres venus d'en haut, tout en ayant peur d'exprimer son jugement sur telle ou telle idée évoquée au cours des travaux de différents chercheurs et même de départements entiers de l'académie [...] Notre président ne veut pas que l'APN soit un forum des sciences pédagogiques, qu'y bouillonne une pensée créatrice vivante, parce qu'il croit non à la démocratie scientifique, mais à la bureaucratie scientifique.[264]

Cette lettre n'entraîne pas de sanction contre les dirigeants incriminés – ni contre son auteur ; deux ans plus tard, l'institution est à nouveau critiquée, cette fois à huis clos.

Du 13 au 16 décembre 1954 a lieu un événement inhabituel dans l'histoire de l'APN : le Département des écoles du CC du PCUS, qui a pour fonction de préparer toutes les décisions du Parti et du gouvernement sur ces questions, organise une réunion extraordinaire des responsables de l'institution pour réfléchir à la situation de la « science pédagogique soviétique, qui est en retard dans son développement et n'apporte aucune aide significative à l'école pour améliorer radicalement le travail scolaire et éducatif »[265]. Lors de cette réunion, le président Kairov lit à nouveau un long rapport d'autocritique, qui évoque, entre autres défauts, « le développement extrêmement faible des questions de l'instruction polytechnique »[266]. Vasilij Derbinov, chef du Département des écoles du CC du PCUS, dit de lui que « travaillant en même temps au ministère de l'Instruction de RSFSR, il n'accorde pas d'attention au travail de l'académie »[267]. Il s'en prend aussi à certains pédagogues :

> Il y eut aussi des interventions malheureuses. Le professeur A.G. Kalašnikov, académicien de l'APN, a ainsi commis une erreur politique grossière, en affirmant que la seule voie pour sortir de cette situation… résidait dans le retour à l'expérience de l'école des années 1930 [*sic*], c'est-à-dire […] à la méthode des projets, qui fut condamnée dans les décrets historiques du CC du PCUS sur l'école de 1931 et 1932.[268]

---

[263] RGANI, 5/18/52, p. 11.
[264] *Ibid.*, p. 13 ; 15-16.
[265] RGANI, 5/18/63, p. 46. Rapport du chef du département des écoles du CC du PCUS V. Derbinov au CC du PCUS, 25 décembre 1954. Ce département avait été créé, en 1935, par une scission du département de la culture et de la propagande.
[266] *Ibid*., p. 47. Derbinov met en cause la « faible activité d'organisation du Présidium et des instituts de l'APN ».
[267] RGANI, 5/18/63, p. 48.
[268] *Ibid.*, p. 49. Cette remarque n'est pas anodine quand on sait que le même Kalašnikov avait été déjà accusé de « tendance droitière en pédagogie » en 1929-1931. Les parcours comparés de Kalašnikov et de Derbinov sont exemplaires, au-delà de la différence de génération : le premier, diplômé de MGU, a commencé son activité

Au même moment apparaît une amorce de débat public sur le thème de la *polytechnisation*, avec la publication dans la revue *Narodnoe obrazovanie* (« L'instruction publique »), organe du *Minpros RSFSR*, d'un article signé par cinq directeurs d'écoles secondaires moscovites de premier rang[269]. Ils prônent l'organisation de cours de six mois, un ou deux ans, pour former les élèves à des spécialités concrètes (électricien, conducteur de tracteur ou de moissonneuse-batteuse, mécanicien, irrigateur, éleveur). Mais ils constatent que la plupart des écoles de la capitale ne sont pas en mesure de fournir cette formation à la production, et proposent que les élèves des classes supérieures suivent des cours « d'organisation scientifique du travail » pour se familiariser avec le fonctionnement de l'industrie ; ils souhaitent aussi augmenter le nombre d'excursions en usine, et de rencontres avec des représentants du secteur productif. L'absence de référence à cet article dans les archives de l'APN confirme l'impression de « stagnation » dénoncée par Svadkovskij.

En février 1955 parvient aux secrétaires du CC du PCUS Pëtr Pospelov et Nikolaj Šatalin un tapuscrit du professeur Kornilov, consacré à « la situation dans la science pédagogique ». Ce texte, un projet d'article apparemment refusé par sa hiérarchie, reprend une partie des critiques formulées depuis 1952. Kornilov emploie des expressions qu'on trouvait déjà sous la plume de Svadkovskij contre la direction de l'APN, comme « régime Arakčejev »[270]. En outre, il affirme la légitimité de l'évocation des « représentants d'avant-garde de la première période » de la pédagogie soviétique, appelant indirectement à leur réhabilitation :

> Je propose ici des voies de développement de la pédagogie qui, en particulier à partir de 1937, ont été décrétées 'élucubration (*prožektorstvo*) gauchiste' sur l'Olympe pédagogique. Qui connaît l'histoire de la pédagogie sait que, jusqu'au XIXe Congrès du Parti, il était interdit et dangereux ne serait-ce que d'évoquer ces questions.[271]

En réaction, le CC du PCUS met par écrit les reproches formulés par ses membres, dans un décret qui appelle la direction de l'APN à prendre des mesures[272]. En 1956, Kairov laisse son poste de ministre à Evgenij Afanasenko, jeune apparatchik de Moscou, mais reste président de l'académie. Le vice-président Mel'nikov avait été remplacé par Nikolaj Gončarov, fraîchement élu académicien, en 1955.

Les temps ont donc changé en ce milieu des années cinquante : la reprise des débats interrompus au début des années 1930 semble possible. D'après Ann Livschiz, le rétablissement par décret, le 1er juillet 1954, de la mixité garçons-filles dans les établissements qui l'avaient abolie, marque le début de la « déstalinisation » dans le domaine scolaire[273]. Cette mesure est en effet justifiée, dans le texte même du décret du Conseil des ministres, par

---

pédagogique et scientifique dans les années 1920, alors que le second n'a qu'une expérience administrative de l'enseignement – il a dirigé un institut pédagogique dans les années 1930-1937, avant de faire carrière dans l'appareil du Parti. Voir les notices biographiques en annexe, et la typologie esquissée *infra*, chapitre 2.

[269] *Narodnoe obrazovanie*, décembre 1954. Cité par A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie sistemy obrazovaniâ v SSSR v period 'ottepeli' (1953-1964) », *Voprosy istorii*, n°9, 2004, p. 95-104 ; p. 96.

[270] RGANI, 5/18/74, p. 65.

[271] RGANI, 5/18/74, p. 51.

[272] GARF, A-2306 (ministère de l'Instruction de RSFSR)/75 (Inspection auprès du ministre)/276, p. 24. Ce document, daté de février 1957, mentionne le décret de février 1955.

[273] Ann LIVSCHIZ, « De-Stalinizing Soviet Childhood: The Quest for Moral Rebirth, 1953-58 », dans Polly JONES (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, p. 117-134.

la nécessité de « prendre en compte les souhaits (*poželaniâ*) des parents des élèves et l'opinion des enseignants »[274].

Dans les dernières années du stalinisme, la « pédagogie soviétique », comme elle s'intitule officiellement, se voit donc fixer un nouveau cadre institutionnel, mais aussi des objectifs qui renouent avec les mots d'ordre des années 1920, en étroite liaison avec la relance de l'utopie communiste qui caractérise la fin de l'ère stalinienne. Si l'atmosphère qui règne au sein de l'APN est alourdie, au lendemain de la mort du dictateur, par des tensions importantes avec l'appareil du Parti, la *polytechnisation* est désormais perçue comme un objectif prioritaire, et plusieurs signes montrent que les débats internes redeviennent vivaces. Cependant, la discussion publique en matière d'éducation reste limitée à la dénonciation vague des « défauts » de l'institution, et les arguments des acteurs se limitent à l'application de la ligne du Parti, sans mettre en avant les contradictions avec la politique scolaire conservatrice héritée du stalinisme.

[274] *Sbornik prikazov i rasporâženij Ministerstva prosveŝeniâ RSFSR*, Moscou, 1954, n°34, p. 3. Souligné par moi.

Conclusion :
En Russie, la révolution scolaire inachevée

Les deux grandes orientations en matière d'enseignement du nouveau régime mis en place après octobre 1917, à savoir la *polytechnisation* et la « prolétarisation », sont loin d'avoir connu une mise en œuvre linéaire pendant ses trois premières décennies d'existence. Après une phase d'expérimentation féconde et complexe dans les années 1920, puis une longue pause dans les années 1930 et 1940, les orientations du « marxisme-léninisme » sont à nouveau convoquées à la fin des années 1940 pour « rapprocher l'école de la vie ». Ce phénomène est perceptible lors du XIXe Congrès, en octobre 1952, lorsque plusieurs

dirigeants, après Staline, remettent au goût du jour le principe de la *polytechnisation*, dans le cadre de l'utopie du « passage au communisme ». Dix ans plus tôt, la création de l'Académie des sciences pédagogiques avait permis de jeter les bases d'un nouveau projet éducatif officiel, autour de la figure omniprésente de Makarenko, mais sans engendrer de véritable transformation du système éducatif. Tout se passe comme si, malgré le rejeu régulier des slogans révolutionnaires du début du siècle, les dirigeants et Staline au premier chef avaient maintenu le système scolaire dans les cadres fixés à la fin de l'époque tsariste.

Le retour du mot d'ordre de la *polytechnisation*, au début des années 1950, remet à jour les tensions au sein de l'APN. Mais, alors que le souvenir des purges des années 1930 est encore vivace, le débat est encore limité aux réunions internes, et si la presse y joue un rôle,

critiquant sévèrement l'institution, c'est justement sur le ton des campagnes dénonciatrices de l'ère stalinienne. Avant d'étudier plus en détail la reprise d'une discussion véritable, et notamment son développement dans les journaux de l'époque du « Dégel », il nous faut considérer la vision qu'ont les instances centrales, à commencer par la direction du Parti, des enjeux et des finalités du système d'enseignement soviétique, en particulier en Russie, juste après la mort de Staline. Pour ce faire, nous distinguerons entre enseignement secondaire et supérieur, vu la séparation entre les institutions et les personnels de ces deux secteurs.

CHAPITRE 2 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE A DES DIFFICULTÉS : ACTEURS ET PROBLÈMES VUS DU CENTRE (1955-1958)

> *... en Union Soviétique, l'école secondaire a toujours été en danger de se transformer en école professionnelle.*[275]
>
> *Ils se couvrent de ridicule, ces « observateurs (*proricateli*) » et « gratte-papier (*pisaki*) » occidentaux qui s'efforcent d'altérer l'essence de la Loi sur l'école, d'induire en erreur l'opinion publique de leurs pays, en prétendant expliquer la refondation (*perestrojka*) de l'école dans notre pays par le manque de force de travail et par la crise du système d'enseignement actuel.*[276]
>
> *Cher Directeur, et vous, vénérés éducateurs de notre école, vous nous avez enseigné un tas de choses très utiles, vous nous avez donné des connaissances scientifiques, mais vous avez oublié le plus important ! Vous nous avez nourris d'une légende vide, à l'eau de rose et, ainsi préparés, vous nous avez lâchés dans le monde avec ces belles paroles : « Soyez dignes ». Autrement dit : « Débrouillez-vous, comme vous le pourrez ! »*[277]

L'étude d'un événement tel que la réforme de 1958 implique une recherche en amont des facteurs explicatifs et des motivations immédiates. Si le risque, pour l'historien, est de réinterpréter les faits qui la précèdent comme des jalons sur la voie de la décision finale, il importe également de replacer toute rupture proclamée telle par un régime, dans son contexte et ses héritages. En l'occurrence, l'équipe khrouchtchévienne au pouvoir s'empare de la question scolaire à partir de 1955-1956. La coïncidence avec le processus de déstalinisation, qui culmine lors du XXe Congrès du PCUS, n'est pas fortuite : le nouveau Premier secrétaire a conscience de l'importance de l'enjeu, marquant ici comme ailleurs sa différence avec son prédécesseur à la tête du Parti. Dans quelle mesure y a-t-il, après 1955, remise en cause des principes et des pratiques antérieurs dans l'enseignement secondaire soviétique ? Pour retracer la genèse de la politique khrouchtchévienne, il faut analyser la situation au milieu des années cinquante, ainsi que les propositions et mesures qui émergent alors, à différents niveaux institutionnels. Cette étude est nécessaire pour établir la hiérarchie des objectifs et le rôle de tous les acteurs dans la préparation de la réforme de 1958. Ce chapitre a donc pour but de dresser un tableau des principaux problèmes qui touchent l'enseignement secondaire, et de voir quels changements interviennent dans leur appréciation.

---

[275] Elisabeth KOUTAISSOF, « L'explosion scolaire en U.R.S.S. », dans *Annuaire de l'URSS*, Paris, 1965, p. 89-111, p. 93.

[276] Extrait du rapport de Lûbov' Balâsnaâ, secrétaire du CC du VLKSM, au 4ème Plénum du CC du VLKSM, le 25 février 1959 : RGASPI-M, 1 (appareil du CC du VLKSM)/2 (plénums)/378, p. 203.

[277] Anatole Kouznietsoff, *L'étoile dans le brouillard*, Lyon, Emmanuel Vitte, 1958, p. 73. Ce roman, paru en URSS en 1957 dans la revue culturelle pour jeunes *Ûnost'*, passa alors en Occident, pour une œuvre typique du « Dégel » : telle est en tout cas la présentation qu'en fait le traducteur français, un prêtre qui avait vécu sept ans de déportation en Sibérie, Paul Chaleil.

I) L'appareil de l'État-Parti et l'enseignement : quelques parcours significatifs

Après l'élimination de Lavrentij Beria et de ses fidèles, en juillet 1953, les purges au sommet du pouvoir n'impliquent plus la liquidation physique de ceux qui en sont victimes. La continuité qui s'instaure alors aux postes de direction ministériels et équivalents, dans le domaine éducatif notamment, tranche sur l'instabilité des années 1940. A la suite du XXe Congrès du PCUS, les remplacements au sommet de l'appareil entraînent bien quelques remous dans la sphère de l'enseignement, mais sans renouvellement profond.

Avant d'analyser la politique éducative de la seconde moitié des années 1950, il nous faut présenter ce personnel. Il est composé d'hommes – quasiment aucune femme ici – parvenus aux responsabilités pendant la période précédente, mais avec des parcours divers[278] : d'où l'intérêt de regrouper certains d'entre eux en fonction de critères générationnels et professionnels. Leur expérience personnelle, leur formation comme leurs fonctions antérieures dessinent ainsi trois types relativement distincts.

A. Des dirigeants issus de l'époque stalinienne

Les recherches sur les années 1950, en se focalisant sur les soubresauts des luttes au sommet du pouvoir, négligent parfois un trait fondamental de l'histoire des élites administratives soviétiques durant cette période : la grande stabilité des carrières, permise par la fin des purges et des répressions qui avaient ensanglanté les décennies staliniennes. Aux niveaux supérieurs de l'organigramme, dans le secteur éducatif en tout cas, on relève peu de ruptures et de renouvellements aux postes clefs après 1955-1956, et d'importantes continuités avec la décennie antérieure, la guerre ayant souvent joué un grand rôle dans les carrières.

Le premier personnage à évoquer est Khrouchtchev lui-même, devenu Premier secrétaire du PCUS en septembre 1953, à près de 59 ans. Son autorité est renforcée après la mise à l'écart de son principal concurrent Georgij Malenkov, démis de son poste de chef du gouvernement en février 1955. Un an plus tard, à l'issue du XXe Congrès du Parti, il parvient à associer les autres membres de la direction à la dénonciation de certains crimes et erreurs de Staline exposés dans le « Rapport secret », y compris ceux qui, comme lui, avaient participé aux purges et aux répressions de masse orchestrées par le défunt dictateur[279]. Sa prééminence s'affirme à la fin de la décennie : en juin 1957, il parvient non sans peine à déjouer la révolution de palais organisée contre lui par le « groupe anti-Parti », ainsi dénommé après coup. A partir de mars 1958, au faîte de sa puissance, Khrouchtchev cumule la direction du Parti avec le poste de chef du gouvernement d'URSS (comme Staline de 1941 à 1953). Le long itinéraire qui l'a conduit à ce sommet a fait l'objet de nombreux travaux tant par des historiens que par des politologues, russes et occidentaux[280]. Plus intéressantes pour nous sont ses années de formation. Fils d'un paysan parti travailler dans les mines de Donetsk, il s'y embauche lui-même à l'âge de 15 ans. C'est grâce à son entrée au Parti, en 1918, qu'il peut faire des études : à la faculté ouvrière (*rabfak*) de l'Institut industriel de Donetsk, dont il sort en 1925, puis à l'Académie industrielle « Staline » de Moscou, en 1929-1930 – mais sans

[278] Pour le détail des carrières, voir les notices biographiques placées en annexe, accessibles en ligne sur le site du CERCEC : http://www.cercec.fr/ . Elles nous dispensent de multiplier ici dates et appels de notes.
[279] Voir A.V. PYŽIKOV, *Hruščevskaâ ottepel' 1953-1964*, Moscou, Olma-Press, 2002, p. 48.
[280] Voir la bibliographie en annexe.

achever son cursus, puisqu'il entre alors dans l'appareil du Parti de la capitale[281]. Le chef de l'URSS est donc un représentant typique des promotions de la politique « de classe » des années 1918-1930, qui a su profiter de l'atmosphère des purges staliniennes pour faire une carrière politico-administrative. Ce choix explique qu'il n'a jamais atteint le diplôme d'enseignement supérieur, but qu'il affirme pourtant avoir poursuivi toute sa jeunesse[282].

Quelques hommes – et une femme – dirigent alors les organes chargés de l'instruction publique en RSFSR. Il s'agit d'abord d'Ivan Kairov, un contemporain de Khrouchtchev qui a succédé en 1950 à Ivan Svadkovskij comme président de l'Académie des sciences pédagogiques (APN), et le reste jusqu'en 1966. Issu de la petite bourgeoisie moscovite, diplômé de la faculté de mathématiques et de physique de l'université de Moscou (1917), Kairov a fait carrière dans l'administration agricole, puis dans l'enseignement supérieur. A partir de 1949, il est aussi ministre de l'Instruction de la RSFSR, succédant à Aleksej Kalašnikov (1946-1948) et à Aleksandr Voznesenskij (1948-1949), victime de la répression prétextée par l'affaire « de Leningrad » avec son frère Nikolaj[283]. A la différence de ses prédécesseurs, Kairov reste sept ans à ce poste, avant de le laisser en 1956 à un nouveau venu à la tête de l'État, Evgenij Afanasenko, ex-enseignant du secondaire entré dans l'appareil du Parti pendant la guerre[284]. De 1956 à 1965, la direction de l'APN et celle du *Minpros RSFSR* (qui a la tutelle sur toutes les écoles primaires et secondaires générales, ainsi que sur les instituts pédagogiques où sont formés les enseignants) restent dans les mêmes mains. Plusieurs responsables de la décennie précédente conservent un rôle clef dans ces institutions : par exemple, Kalašnikov prend part à la relance de la *polytechnisation* à l'APN, alors que Mihail Mel'nikov, directeur de l'Institut des méthodes d'enseignement et vice-président de l'académie depuis 1951, est nommé secrétaire scientifique du Présidium de l'institution en 1955, à 68 ans. Enfin, Lûdmila Dubrovina, la seule femme responsable de haut niveau dans ce domaine, est vice-ministre de l'Instruction en RSFSR de 1949 à avril 1958, alors qu'elle avait occupé jusque là des fonctions dans des secteurs bien différents, dans le cinéma puis dans les éditions pour enfants.

Dans l'administration des Réserves de main-d'œuvre (*trudovye rezervy*), chargée de la formation et du recrutement de jeunes travailleurs pour l'industrie, la continuité est également forte. La Direction principale des Réserves de main-d'œuvre (GUTR) près le Conseil des ministres d'URSS, créée en octobre 1940, a depuis 1954 à sa tête Genrih Zelenko, qui en avait déjà été le chef (*načal'nik*) adjoint de 1940 à 1947. Comme Khrouchtchev, de dix ans son aîné, cet ouvrier d'origine rurale a été promu par la « politique de classe » des années 1930. Il reste à la tête du GUTR jusqu'à sa retraite en juillet 1964[285]. Son adjoint Afanasij Bordadyn est lui aussi en poste durant toutes les années 1950, mais son parcours est plus complexe : il a occupé auparavant des fonctions administratives dans la recherche en économie. La Direction statistique centrale d'URSS (CSU SSSR) est, quant à elle, dirigée

[281] Pourtant, Khrouchtchev dit avoir beaucoup insisté pour pouvoir reprendre ses études, alors qu'il avait déjà 35 ans. Voir William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 73 .

[282] William TAUBMAN, *Khrushchev..., op. cit.*, p. 81.

[283] Comme son frère Nikolaj, économiste et haut dirigeant du pays, Aleksandr Voznesenskij, ancien recteur de l'université de Leningrad, est arrêté en août 1949 et meurt quelques mois plus tard, ainsi qu'un de ses prédécesseurs, Pëtr Tûrkin. Sur cette affaire, voir Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace. Stalin and the Soviet Ruling Circle, 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004 ; Benjamin TROMLY, « The Leningrad affair and Soviet patronage politics, 1949-1950 », *Europe-Asia Studies*, volume 56, n°5, juillet 2004, p. 707-729 et R.G. PIHOÂ, « Social'no-političeskoe razvitie i bor'ba za vlast' v poslevoennom Sovetskom Soûze (1945-1953 gg.) », *Meždunarodnyj istoričeskij žurnal*, nº6, 1999.

[284] Sur cette relative disgrâce de Kairov, voir *supra*, chapitre 1, III, C.

[285] En 1959, son administration prend le nom de Comité d'Etat près le Conseil des ministres d'URSS pour l'enseignement professionnel et technique.

sans interruption de 1941 à 1975 par Vladimir Starovskij – un statisticien loyal au régime, né en 1905 comme Zelenko, qui a fait toute sa carrière dans cette institution.

A cette relative stabilité des responsables de l'appareil d'Etat (même si l'APN est, officiellement, une « organisation sociale ») s'ajoute celle des hommes chargés de préparer les décisions du Parti en matière scolaire et éducative, dans les Départements (*Otdely*) du CC du PCUS. En mai 1956 a eu lieu l'unification du Département de la science, des VUZ et des écoles, qui met fin à l'éparpillement des attributions des Départements de la science et des VUZ (1951-1952, 1955-1956), de la science et de la culture (1953-1955) et des écoles (1951-1956)[286]. De 1955 (pour la science et les VUZ) à 1962, la direction en est confiée à Vladimir Kirillin, un fils de médecin moscovite devenu professeur et entré directement, à 41 ans, au Ministère de l'enseignement supérieur en position de ministre adjoint en 1954 – promotion exceptionnelle liée à ses compétences scientifiques, en physique des gaz, autant qu'à une protection dont l'origine reste une énigme[287]. Les principaux collègues de Kirillin, plus âgés (nés en 1904 et 1905), sont des hommes d'appareil du Parti aux origines sociales inconnues. Nikolaj Kaz'min, après une formation en sciences humaines pour cadres politiques, dirige le Département des écoles de 1955 à mars 1956, puis celui de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR*[288], jusqu'à sa suppression en 1962. Ce dernier poste est lié à la création, juste après le XXe Congrès, d'un « Bureau du CC du PCUS pour la RSFSR » (*Buro RSFSR*), illustration du souci khrouchtchévien de porter aux réalités russes une attention particulière, et peut-être concession aux pressions nationalistes qui se font jour au sommet du Parti[289]. Kaz'min avait été chargé de la propagande à l'*obkom* du Parti de Leningrad de 1949 à 1955 : c'est donc un homme de confiance du régime stalinien. On peut en dire autant de Vasilij Derbinov, un ancien instituteur qui a fait carrière dans l'appareil du Parti de Vologda, où il a été premier secrétaire de l'*obkom* de 1945 à 1952. En 1955, Derbinov dirige le Département des écoles, avant de laisser la place à Kaz'min ; à partir de 1956, il le seconde à l'*Otdel nauki RSFSR*, au moins jusqu'à 1958.

D'autres membres de l'appareil du CC du PCUS interviennent dans les discussions sur l'enseignement secondaire. C'est le cas de Dmitrij Šepilov, juriste et économiste de formation, secrétaire du CC du PCUS de juillet 1955 à juin 1957, date de son éviction comme « associé » du « groupe anti-Parti », à 52 ans. Un autre dirigeant qui a fait sa carrière dans l'ombre de Khrouchtchev est Aleksej Kiričenko (1908-1975), qui dirige le Parti ukrainien de 1953 à 1957, avant d'entrer au Secrétariat du CC du PCUS – dont il siège depuis 1955 au Présidium. A l'autre extrémité de la hiérarchie, toujours sur la « Vieille Place » (siège du Comité central à Moscou), on peut mentionner le chef de secteur Nikolaj Kuzin et, encore au-dessous, l'instructeur Dmitrij Kukin. Tous deux, nés en 1907-1908 et enseignants de formation, travaillent au Département des écoles, puis de la science, des VUZ et des écoles, de façon continue, de 1954 à 1962 – le second, après une brève carrière dans le supérieur, devenant l'adjoint de Kirillin vers 1956.

Enfin, il faut évoquer les responsables des « organisations sociales », ou plutôt des instances qui sont désignées comme telles à l'époque soviétique (ou par le terme générique *obŝestvennost'*), bien qu'elles soient toutes contrôlées, sans exception mais à des degrés qui

[286] Désormais nous désignerons le Département unifié par l'expression *Otdel nauki*.

[287] Il pourrait s'agir de Malenkov, dont l'épouse a travaillé avec Kirillin dans les années 1940. Voir *infra*, chapitre 3, et la notice biographique en annexe.

[288] Désormais : *Otdel nauki RSFSR*.

[289] A.V. PYŽIKOV, *Hruščevskaâ ottepel'..., op. cit.*, p. 103. Sur la montée en puissance des idées nationalistes au sein de l'appareil du CC du PCUS, voir Nikolaj MITROHIN, *Russkaâ partiâ : dviženie russkih nacionalistov v* SSSR. *1953-1985*, Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2003, p. 77-140. Sur la composition du *Buro RSFSR* à sa création le 27 février 1956, voir A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.2. Postanovleniâ 1954-1958*, Moscou, Rosspèn, 2006, p. 1007, note 3. Cette institution rappelle également celle du « Bureau russe » (*Russkoe Bûro*) qui avait existé de 1903 à mai 1917 au sein du petit parti bolchevik pré-révolutionnaire.

peuvent varier, par le Parti-État. Sur les questions scolaires que nous étudions dans ce chapitre, le Komsomol peut émettre des avis ou des propositions sur les réformes envisagées et en cours[290]. Si l'âge minimal requis pour y entrer est 15 ans, il est traditionnellement bien implanté parmi le corps enseignant des écoles secondaires, dans les dernières classes, et parmi les jeunes travailleurs en général. Le premier secrétaire, de 1952 à 1958, en est Aleksandr Šelepin, fils de fonctionnaire de province entré dans l'appareil du Komsomol en 1940, à 22 ans, à l'occasion de la guerre de Finlande. Comme Kairov à l'APN, Šelepin a donc conservé son poste après la mort de Staline[291]. Nous laissons de côté les syndicats, car ils sont quasiment absents des débats portant sur l'enseignement secondaire *stricto sensu*.

Ainsi, la quasi-totalité des postes de responsabilité touchant aux questions d'éducation sont occupés, à partir de 1955-1956, par des hommes ayant atteint le sommet de l'Etat et du Parti dès l'époque stalinienne – à l'exception de Kirillin et d'Afanasenko. Cette continuité masque cependant une grande diversité de profils.

B. Essai de classification : « pédagogues », « spécialistes » et « administrateurs »

Trois ensembles principaux coexistent, qui correspondent, dans nos sources, à des regroupements par tradition institutionnelle autant que par formation voire par affinités professionnelles, ou générationnelles. Cette esquisse d'une prosopographie ne saurait expliquer les comportements et les réactions que nous allons décrire plus loin[292]. Les profils que nous mettons en valeur n'ont qu'une valeur heuristique relative, en simplifiant la complexité des parcours dans les arcanes du pouvoir soviétique, et visent à éclairer ensuite les processus de décision dans notre domaine.

Le premier groupe, celui des « pédagogues », a une dimension générationnelle évidente. Des hommes comme Ivan Kairov et son prédécesseur au *Minpros RSFSR* Aleksej Kalašnikov, un des théoriciens de l'enseignement polytechnique les plus influents à l'APN, nés tous les deux en 1893, ont été formés avant la Révolution, de même que Mihail Mel'nikov, de six ans leur aîné. Ils ont commencé leur activité pédagogique comme responsables, praticiens ou chercheurs dès les années vingt – pour Mel'nikov, dès 1906 comme instituteur de zemstvo. Tous ont publié travaux et brochures de propagande sur le thème de « l'École unique du travail » et de la *polytechnisation*, Kairov se spécialisant sur la question de l'enseignement agricole et l'agronomie, et Kalašnikov ayant une définition plus ambitieuse de l'instruction polytechnique, comprenant une initiation à la recherche scientifique pour les adolescents[293]. Le coup d'arrêt porté aux recherches en pédagogie dans

[290] Son influence est soulignée par Aleksandr Pyžikov : *Ibid.*, p. 102-103.

[291] Šelepin incarne, à partir du début des années soixante surtout, des positions nationalistes – au point qu'on peut voir en lui un leader de cette tendance dans l'appareil du Parti et de l'État (URSS et RSFSR) : voir Nikolaj MITROHIN, *Russkaâ partiâ, op. cit.*, p. 98-118.

[292] D'une part, faute d'un panorama systématique des personnels subalternes (instructeurs des Départements du Parti et du Komsomol, directeurs des ministères, chefs de section et secrétaires des académies, etc.), et dans l'état des sources biographiques que nous avons consultées, elle reste largement incomplète. D'autre part, malgré certaines marques de stabilité, la diversité des carrières et les soubresauts de la période stalinienne –y compris les purges et les vagues de répression – ont pu gêner la constitution d'identités institutionnelles propres.

[293] Signalons par exemple de Kalašnikov : *Nauka i škola dlâ truda*, Moscou, 1921, *Opyt postroeniâ industrial'no-trudovoj školy bližajšego budušego*, Moscou, 1922, *Industrial'no-trudovaâ škola*, Moscou, 1924 ; et de Kairov : *Kak organizovat' školu krest'ânskoj molodeži*, [Moscou], 1926; *Sel'sko-hozâjstvennoe obrazovanie i agropomoŝ'*, Moscou - Leningrad, 1928; *Obŝestvenno-agronomii, rabota sel'sko-hozâjstvennoj* školy, Moscou-Leningrad, 1929.

les années 1930, et les purges qui l'ont accompagné, expliquent le relatif effacement de ce groupe dans les instances dirigeantes du pays, à la fin du « stalinisme tardif »[294]. Mais l'après-guerre voit l'arrivée d'une nouvelle génération de « pédagogues » : Vasilij Suhomlinskij, directeur d'une école rurale en Ukraine, né en 1918, en est un représentant original, qui s'illustre lors du débat de 1956[295].

A la tête de l'*Otdel nauki*, du *Minpros RSFSR* et du Komsomol, on trouve trois quadragénaires : Kirillin, Afanasenko et Šelepin, nés entre 1913 et 1918. Eux n'ont quasiment rien connu de la Russie d'avant 1917, et ont été peu marqués par « l'école du travail » des années vingt, sinon en tant qu'élèves ou étudiants. Si le premier a bénéficié d'un milieu familial propice aux études (un père médecin à Moscou), les deux suivants doivent leur ascension sociale aux possibilités offertes par le Parti et le Komsomol au cours des années de guerre et d'après-guerre. Leurs formations les renvoient donc à deux groupes distincts. L'un, que nous appellerons celui des « spécialistes », réunit le physicien Kirillin et d'autres hommes plus âgés comme le statisticien Starovskij et le juriste Šepilov, nés en 1904-1905 : ils ont en commun une formation supérieure rigoureuse, en rapport avec leurs fonctions. On peut leur adjoindre Kukin, né en 1908, diplômé de MGU et *kandidat* en histoire, même si son expérience professionnelle (il a enseigné l'histoire du PCUS et travaillé seize ans à l'Académie militaro-politique « Lénine ») est d'ordre plus idéologique[296]. Tous ont fait des études dans les années 1925-1935, dans un VUZ de la capitale, et peuvent en tirer une certaine légitimité scientifique, surtout Kirillin. Mentionnons également ici le cas de Zoâ Tumanova, née en 1922, jeune secrétaire du CC du VLKSM et qui dirige l'organisation des Pionniers en 1957-1958 : elle avait commencé des études d'histoire à l'Institut de philosophie, de littérature et d'histoire de Moscou (établissement créé en 1931 à partir des facultés correspondantes de MGU, puis refondu avec cette dernière en 1941), avant de se consacrer aux tâches d'agitation et de propagande en temps de guerre pour le Komsomol, et de faire une carrière fulgurante qui la propulse à la tête de l'organisation des Pionniers en 1957-1958.

Le dernier groupe sera désigné ici comme celui des « administrateurs » : des dirigeants qui sont parvenus essentiellement par la voie du Parti, du Komsomol ou des syndicats, avec une formation plutôt administrative et idéologique, et non scientifique ou technique. Leur figure tutélaire, sinon leur modèle, est Khrouchtchev lui-même : appartenant à la génération de Kairov et Kalašnikov, le Premier secrétaire du PCUS a, nous l'avons vu, un parcours de *vydviženec* (« promu ») de l'entre-deux-guerres[297]. Lors d'une visite officielle en Bulgarie en 1962, il se présente ainsi : « je suis un produit de l'époque stalinienne. Quand Lénine est mort, j'étudiais dans une faculté ouvrière »[298]. Outre les jeunes Šelepin et Afanasenko, on peut classer dans cette catégorie Dubrovina (née en 1901), Derbinov,

[294] Citons ici le cas de Nikolaj Gončarov, né en 1902, formé à l'Académie Krupskaâ d'éducation communiste, qui est démis du Département des écoles du CC du PCUS en 1950 pour avoir cité dans un ouvrage des pédagogues soviétiques et étrangers condamnés. En 1955, il devient vice-président de l'APN, à la faveur de la disgrâce de Mel'nikov, qui entraîne également celle de chercheurs plus jeunes comme Mihail Skatkin. Le doyen des « pédagogues » est par ailleurs Pavel Šimbirëv, né en 1883 ; après avoir occupé des fonctions importantes au *Minpros RSFSR* de 1946 à 1949, et malgré son expérience et ses travaux, il n'obtient, en 1955, que le statut de membre correspondant de l'APN. C'est pourquoi nous l'avons écarté de la liste des dirigeants de cette période.

[295] Voir *infra*, IV, A.

[296] Nous avons choisi de conserver les termes russes translittérés de « *kandidat* » et « *doktor* » alors que la traduction française « candidat » et « docteur » pouvait prêter à confusion. En effet ils correspondent à la réalité spécifique de l'échelle des grades scientifiques en Russie et dans l'ex-URSS : pour établir une correspondance avec la situation en France à la même époque, on peut dire que la thèse de *kandidat*, qui ouvre la carrière de *docent* (maître de conférences), est proche de la « thèse de troisième cycle » (même si elle est parfois traduite par « licence » dans les dictionnaires du milieu du XXe siècle), alors que celle de *doktor*, qui permet d'avoir le titre de professeur, s'apparente à la « thèse d'État » en France avant 1984.

[297] Sur les *vydvižency*, voir notamment Sheila FITZPATRICK, *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-34*, Bloomington, University of Indiana Press, 1979, p. 245-248, et Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936),* Paris, L'Harmattan, 2001, p. 296-300.

Kaz'min, Zelenko (nés en 1904-1905), Kuzin et Kiričenko (nés en 1907-1908)[299]. A l'exception du dernier, tous ont fait des études supérieures ou secondaires spéciales dans des établissements destinés à la formation des cadres politiques, par exemple l'Académie des sciences sociales près le CC du PCUS, d'où est sorti Kaz'min.

Les frontières sont parfois ténues entre ces différents groupes. Šepilov est ainsi à la fois « administrateur » et « spécialiste » : s'il a accompli une partie de sa formation et de son activité d'enseignant dans les très idéologiques VUZ du Parti (à l'Institut agropédagogique, à l'Institut des professeurs rouges, à l'Institut du commerce coopératif soviétique et à l'École supérieure du Parti), il a également dirigé l'Institut d'économie de l'AN SSSR – recevant le grade de *doktor* dans cette discipline en 1939. Après la guerre, son activité se partage entre le service de propagande et d'agitation du CC du PCUS (de 1947 à 1952), et la direction de la *Pravda* (en 1946-1947, puis à nouveau de 1952 à 1956). Son parcours en fait le « premier véritable intellectuel que Khrouchtchev ait pris sous sa coupe » selon l'historien William Taubman[300].

A un autre niveau, Kuzin, chef de secteur à l'*Otdel nauki* dans les années cinquante, a reçu une formation pédagogique dans les années vingt, avant d'entrer dans le « travail de Parti », selon l'expression consacrée, ce qui le rapproche du groupe des « administrateurs ». Afanasenko, ministre de l'Instruction de RSFSR de 1956 à 1965, a un parcours similaire : formé à l'institut pédagogique de Leningrad, il a enseigné dans le secondaire pendant toutes les années trente, puis entamé à la fin de la guerre une carrière dans l'appareil du Parti, devenant ainsi un « administrateur ». Dubrovina a commencé par enseigner dans le primaire à Tbilissi, avant de gravir les marches du cursus honorum à Moscou dans les années 1930, probablement à la faveur des purges. Tumanova n'a jamais achevé sa formation de « spécialiste », et ses collègues du Komsomol la présentent *a posteriori* comme une redoutable « carriériste »[301].

Issus des promotions de l'ère stalinienne, mais arrivés aux postes de responsabilités le plus souvent après 1953, ces dirigeants présentent donc des profils bien distincts, qui peuvent expliquer en partie certaines de leurs positions lors de la mise en œuvre de la politique scolaire dans les années cinquante, et des débats internes à leurs administrations. Face à la massification du secondaire et aux difficultés matérielles qui en découlent, dans le contexte de la reconstruction d'après-guerre, leurs priorités vont en effet diverger.

II) Les autorités débordées par la massification

Les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre pour l'industrie et l'agriculture focalisent à nouveau l'attention des autorités, à partir du milieu des années cinquante En effet, l'arrivée de générations moins nombreuses – car nées pendant la Deuxième guerre mondiale – accentue la pénurie de jeunes travailleurs dans la production, comme l'avaient remarqué à l'époque plusieurs soviétologues occidentaux[302].

---

[298] AP RF, 52/1/472, p. 126-160 : discours prononcé le 16 mai 1962, reproduit dans *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 128-137 ; p 130 pour la citation.

[299] Malheureusement nous manquons de données précises sur A.F. Bordadyn, notamment son année de naissance ; il est l'auteur d'une brochure de propagande du Komsomol sur la jeunesse ouvrière en 1926.

[300] William TAUBMAN, *Khrushchev..., op. cit.*, p. 313.

[301] Citation de Lûbov' Kuznecova, d'après K.A. ZALESSKIJ, *Kto est' kto v istorii SSSR. 1924-1953 gg.*, Moscou, Veče, 2009.

[302] Voir par exemple S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems of Soviet Secondary Education », *Soviet Survey* n°23, février 1957, p. 10-16 et « Khrushchev's Educational Reform », *Soviet Survey* n° 28, avril-juin 1959, p. 66-72. Voir aussi la citation d'une haut responsable du Komsoml, Lûbov' Balâsnaâ, en épigraphe : elle

Comment les dirigeants ont-ils perçu les difficultés traversées par l'école en Russie soviétique à cette époque ? Quel rôle ont joué ici leur expérience personnelle, leur attachement idéologique au volet éducatif du « marxisme-léninisme », mais aussi les enjeux strictement économiques ?

A. Une forte progression des effectifs : vers l'instruction « universelle » en Russie (RSFSR)

Au début des années 1950, les problèmes liés à la scolarisation des enfants soviétiques sont attestés par de nombreux documents internes, même si la presse de l'époque n'en fait aucun écho. Le contrecoup de la guerre se fait sentir : les effectifs de 1938/1939 sont à nouveau dépassés en 1950/1951 (33 millions d'élèves au total, primaire et secondaire confondus), mais l'effet des « classes creuses » les fait redescendre jusqu'en 1957/1958[303].

Les destructions occasionnées par la guerre en URSS – c'est-à-dire les combats, les bombardements et l'occupation par l'armée allemande entre 1941 et 1944 – sont gigantesques. Les pertes sont estimées aujourd'hui à 27 millions de morts, dont 18 millions de civils[304]. Les années d'après-guerre sont marquées par une pénurie de locaux et de personnels, à laquelle les autorités remédient par divers artifices. Dans l'urgence, elles optent en particulier pour une scolarisation au rabais dans les écoles dites « de la jeunesse ouvrière » et dans les « écoles de la jeunesse paysanne », situées respectivement en ville et à la campagne. Réservées initialement aux jeunes travailleurs ayant quitté l'école avant d'atteindre le niveau minimal (les sept années obligatoires), elles servent après 1945 à rattraper les années de scolarité perdues par de nombreux écoliers pendant la guerre, comptabilisant jusqu'à 1,350 million d'élèves en 1950/1951, parallèlement aux établissements classiques – sur un total de 28 millions d'élèves du secondaire[305].

A la fin de l'année 1952, Vladimir Starovskij, chef de la CSU SSSR, Georgij Perov, président adjoint du Gosplan d'URSS et économiste de formation, et Ivan Kairov, du *Minpros RSFSR* et de l'APN, signalent dans une lettre au Présidium du Conseil des ministres d'URSS, que « jusqu'à présent il n'y a pas eu d'instruction officielle sur la façon de compter les enfants d'âge scolaire et de contrôler l'exécution de la loi sur l'enseignement général obligatoire [qui date pourtant de 1930] »[306]. Ici, deux « spécialistes » (Starovskij et Perov) et un « pédagogue » (Kairov) attirent l'attention du gouvernement sur une question qu'ils jugent insuffisamment prise en compte. Au même moment, l'administration du Gosplan d'URSS adresse elle aussi au Conseil des ministres d'URSS une note consacrée à « l'exécution du plan de l'année 1952 pour la quantité d'élèves dans les écoles ». Elle indique que ce dernier n'est rempli qu'à 94,5%, ce qui représente près de deux millions d'enfants scolarisés en moins (soit 30,75 au

montre le niveau d'information parmi certains dirigeants soviétiques de l'époque – mais aussi leur souci de parer la contre-propagande occidentale, capable *via Radio Free Europe* et des publications clandestines de toucher une partie de la population en URSS même.

[303] Voir les graphiques 1 et 4. Sur la perception des « classes creuses » par les administrations étudiées, voir *infra*, III, B.

[304] Le chiffre de 27 millions correspond à l'excès de mortalité en URSS entre juin 1941 et mai 1945, et aux personnes déportées sans retour (notamment les victimes juives du génocide nazi). Voir Michael ELLMAN, Sergei MAKSUDOV, « Soviet deaths in the Great Patriotic War : a Note », *Europe-Asia Studies*, 46:4, 1994, p. 671-680. A l'époque ces chiffres n'étaient pas officiellement reconnus par les autorités soviétiques.

[305] RGAE, 1562 (CSU SSSR)/327 (activité organisationnelle)/995, p. 6-7. Il s'agit d'un rapport envoyé par la CSU SSSR au CC du PCUS en mai 1958.

[306] RGAE, 1562/327/717, p. 14-15.

lieu des 32,55 millions prévus), la première étape du secondaire (de la 5ème à la 7ème classe) étant la plus déficitaire avec 92,4%[307].

Or, la massification de l'enseignement décennal (appelé aussi « secondaire complet ») est justement annoncée en 1952, lors de la mise en chantier d'une première « réforme » – le terme apparaît dans la presse de l'époque – après le XIXe Congrès[308]. Elle doit aboutir, à terme, à la scolarisation totale des enfants de 7 à 17 ans, d'abord dans les grands centres urbains. C'est la réalisation d'une école décennale « universelle », accessible à tous, étape nécessaire avant qu'elle ne devienne « obligatoire » : le principe en est ensuite repris dans les directives du Comité central publiées après le XXe Congrès du PCUS en février 1956. De fait, le nombre des élèves des deux dernières classes de l'école décennale, tombé après la guerre aux alentours de 500 000 élèves (en 1945-1946), connaît une lente remontée jusqu'au début des années cinquante, dépassant les deux millions en 1953-54, pour atteindre, en 1956-1957, un sommet avec un peu plus de trois millions[309].

Les déclarations du pouvoir sont suivies de mesures concrètes, la plus importante étant probablement le décret du Conseil des ministres d'URSS du 6 juin 1956 « sur la suppression des frais de scolarité dans les dernières classes du secondaire, dans les établissements secondaires spécialisés et les établissements supérieurs », qui abat la barrière financière instaurée en 1940 pour accéder à ces filières, « dans le but de créer les conditions les plus favorables à la réalisation d'une instruction secondaire universelle (*vseobŝee*) et à l'obtention par la jeunesse d'une formation supérieure »[310]. Il s'agit d'un tournant décisif dans la politique scolaire soviétique. Cette décision avait été préparée depuis plusieurs mois : en novembre 1955, Anastas Mikoân, alors premier adjoint au chef du gouvernement soviétique, avait été chargé par décret du Présidium du CC du PCUS de créer une commission en vue de « la suppression du caractère payant des études »[311]. Ainsi les conditions légales sont-elles réunies pour une massification des études secondaires complètes. Le changement a une portée symbolique certaine ; d'ailleurs il donne lieu à une modification de la Constitution, dont l'article 121 stipule désormais « la gratuité de tous les types d'enseignement »[312].

Mais cette mesure ne suffit pas encore à assurer des conditions de scolarisation décentes pour tous les enfants du pays. En particulier, l'objectif de « polytechnisation » affirmé lors du XIXe Congrès reste lettre morte, faute d'équipements et de moyens.

B. Des difficultés matérielles criantes et persistantes

L'économie soviétique de l'après-guerre, orientée par une planification donnant la priorité absolue aux sources de la puissance géostratégique (métallurgie, énergie, biens de production, armement), ne pouvait pas faire face aux besoins élémentaires de la population en

[307] *Ibid.*, p. 36-37. Note du 26 novembre 1952.
[308] *Notes et Etudes Documentaires* n° 2681, p. 4. Voir aussi S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems… », article cité, p. 10.
[309] *Narodnoe Obrazovanie, Nauka i Kul'tura v* SSSR. *Statističeskij sbornik*, Moscou, Statistika, 1977, p. 68. Voir aussi le graphique 4.
[310] *Narodnoe obrazovanie v SSSR : Sbornik dokumentov. 1917-1973*, Moscou, Pedagogika, 1974, p. 192.
[311] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.2...., op. cit.,* p. 113. Le rôle de premier plan de Mikoân, par ailleurs spécialiste de commerce, de ravitaillement et d'industrie agro-alimentaire, s'explique probablement par sa nomination récente au poste de vice-premier ministre d'URSS, et indique que la réforme envisagée est conduite par Khrouchtchev et ses alliés – dont Mikoân – contre l'avis, peut-être, d'autres caciques de la direction stalinienne. Mikoân est ici secondé par Maksim Saburov (1900-1978) et Aleksej Kiričenko (1908-1975), mais Vorochilov et Molotov ont eux aussi participé à l'adoption du décret.
[312] Voir *Hronika Rossii XX vek*, Moscou, Slovo, 2002, p. 663.

matière de logement, voire d'alimentation, dans certaines régions[313]. Dans ces conditions, les autorités ne peuvent pas faire face aux besoins matériels de l'école, et de nombreux établissements fonctionnent encore, dix ans après la fin du conflit, dans des conditions précaires.

Si on considère la part de l'enseignement dans le budget total de l'Etat soviétique, reconstituée par un soviétologue dans les années soixante, on constate qu'après un pic à 6,1% en 1937 (qui correspond à la fin de la campagne pour l'instruction primaire universelle), elle ne représente plus que 4,5% du total en 1953, puis 4,2% en 1957[314]. Bien sûr, durant les vingt années de l'intervalle, le budget soviétique a lui-même fortement augmenté, mais plusieurs indices confirment que l'État n'a pas les moyens de la politique scolaire annoncée lors des déclarations officielles, y compris aux congrès du Parti.

Les difficultés sont perceptibles dans plusieurs documents internes de l'administration statistique. Ainsi, en mars 1955, une lettre d'un « groupe de travailleurs de la CSU (Direction statistique centrale) », adressée personnellement à Khrouchtchev, et que ce dernier a paraphée, évoque la « situation tragique » en RSFSR, sur le seul territoire de laquelle, dit-elle, 1,3 millions d'enfants d'âge scolaire obligatoire ne fréquentent aucune école[315]. L'anonymat de la démarche des statisticiens témoigne de l'atmosphère encore lourde qui pèse sur leur administration, où, à une époque récente, des chiffres trop alarmants pouvaient coûter leur poste ou leur vie à ceux qui osaient les transmettre en haut lieu[316]. Surtout, la CSU mentionne régulièrement, à partir de 1955-56, les difficultés liées au manque de locaux, qui aboutissent à organiser, pour de nombreuses écoles, deux, voire trois « services » (*smeny*), répartis sur la journée et une partie de la nuit, afin de pouvoir faire cours à tous les élèves. 36,2% d'entre eux, citadins en majorité, sont dans ce cas en 1956-57 (contre 34% en 1940/41, mais 40% en 1950/51), et 52% des écoles sont concernées par le phénomène[317].

En novembre 1957, le Département de la santé et de la culture du Gosplan attire lui aussi l'attention de son président, Iosif Kuz'min, sur les perspectives déplorables de la « base matérielle » des écoles générales : après la perte de quinze millions de places, liée aux destructions de la guerre, la reconstruction n'a permis d'en rétablir que moins de la moitié, et la situation est plus grave encore pour les 8-10^{e} classes des écoles décennales, qui accueillent désormais plus de cinq millions d'élèves en 1955-1956[318]. Ces derniers ont souvent cours dans les locaux des écoles primaires ou « septennales » (du secondaire incomplet), c'est-à-dire en deuxième, voire troisième « service », la proportion d'établissements secondaires ayant des locaux prévus pour eux atteignant seulement 42% pour la RSFSR, ce qui a des effets très négatifs non seulement sur la réussite scolaire et l'assiduité, mais aussi sur la qualité de la vue (*ostrota zreniâ*) des adolescents[319]. En d'autres termes, le Département constate que « si des mesures spécifiques ne sont pas prises, il y a dans les prochaines années un risque de non

[313] Sur les conditions de l'après-guerre, et notamment la famine de 1946-1947, voir Elena ZUBKOVA, *Russia after the War: Hopes, Illusions, and Disappointments, 1945-1957*, New York, 1998, p. 31-57.
[314] Nicholas DEWITT, *Education and Professional Employment in the USSR*, National Science Foundation, Washington DC, US Government Printing Office, 1961, p. 72 : cité par Larry E. HOLMES, « School and schooling under Stalin », dans Ben EKLOF, Larry E. HOLMES, Vera KAPLAN, *Educational Reform in Post-Soviet Russia. Legacies and prospects*, Londres et New York, 2005, p. 61.
[315] RGANI, 5 (appareil du CC du PCUS)/18 (Département des écoles)/63, p. 39-40. Khrouchtchev a paraphé cette lettre en avril 1955.
[316] Voir Alain BLUM, Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, 2003, en particulier le chapitre 6.
[317] RGAE, 1562/327/942, p. 31-34 ; note adressée au CC du PCUS en 1957. On la trouve aussi dans les archives de l'appareil du CC du CPUS : RGANI 5/35 (Département de la science, des VUZ et des écoles)/63, p. 73-76.
[318] RGAE, 4372 (Gosplan)/56 (Département de la santé et de la culture, 1957)/245, p. 159.
[319] *Ibid*., p. 160.

application de la loi sur l'enseignement primaire et septennal [qui date de 1930], comme de la directive sur l'instruction secondaire universelle [du XXe Congrès du PCUS] »[320].

Si les régions périphériques, et, au-delà, les républiques rurales d'Asie centrale et du Caucase, sont les plus touchées par ces problèmes, l'ensemble du pays est concerné[321]. Dans ce contexte, les inégalités scolaires perdurent, y compris en RSFSR : la démocratisation sociale qualitative de l'enseignement secondaire est en trompe-l'œil.

C. Un système scolaire segmenté, inégalitaire

Le corollaire de cette situation matérielle difficile est le maintien de fortes inégalités dans l'accès au cycle complet du secondaire (dix années d'études), entre les catégories sociales mais aussi entre les campagnes et les villes, et en particulier les très grandes villes. En conséquence, les grands principes affirmés en 1956 au XXe Congrès, puis lors du rétablissement de la gratuité des études, tardent à être suivis d'effets dans la réalité.

La mesure des inégalités en matière d'accès à l'enseignement s'avère inexistante, dans les publications statistiques de l'époque. En 1957, les tableaux décrivant l'appartenance sociale de la population soviétique continuent de mêler, dans la lignée du discours produit après l'adoption de la Constitution de 1936, les catégories « ouvriers » et « employés » : l'avant-dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique* se contente d'indiquer qu'en 1955, l'URSS comptait 117 millions d'ouvriers, employés et leurs enfants (58,3%), contre 82 millions de kolkhoziens, artisans en coopérative et leurs enfants (41,2%)[322]. Mais aucune publication ne donne d'indication sur la répartition de ces mêmes catégories, aux différents niveaux du cursus scolaire. Nous n'avons pas retrouvé non plus, dans les archives, d'estimation statistique globale des niveaux de revenu des parents d'élèves. En revanche, plusieurs indices permettent d'entrevoir les inégalités du système soviétique, au milieu des années 1950. C'est le cas des données présentées oralement, en septembre 1958 à l'*Otdel nauki*, par Zelenko, chef des Réserves de main-d'œuvre ; certes, ce dernier a tout intérêt à dénoncer les défauts de l'école secondaire, dont il préconise alors de remplacer les dernières classes par une formation du soir, ou en alternance[323]. L'exemple qu'il donne n'en est pas moins saisissant : dans l'arrondissement « Dzerjinskij » de Moscou, au « Bois Marie » (*Mar'ina roŝa*, *Dzeržinskij rajon*), les adolescents qui étudient en écoles d'apprentissage industriel sont, pour 51%, des orphelins de père ou des deux parents, et, pour 52%, issus de familles dont le revenu est inférieur à 200 roubles par mois – pour 70%, inférieur à 300 roubles[324]. Or, la composition sociale des effectifs de l'école secondaire n°235, dans ce même quartier périphérique, annexé au grand Moscou dans les années 1930, traduit l'existence d'un véritable cens, suivant le niveau considéré : en 7e, 46% des élèves sont issus d'une famille dont le revenu est égal ou supérieur à 400 roubles, et la proportion est de 56% en 9e, et 67,8% en 10e. Il faudrait comparer ces données avec celles d'autres quartiers de la capitale, mais

[320] *Ibid.*, p. 163.
[321] *Učitel'skaâ Gazeta*, 1er décembre 1956 ; cité par S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems… », article cité, p. 11.
[322] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 50, « Soûz sovetskih socialističkih respublik », Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1957, p. 106.
[323] Voir *infra*, chapitre 5, la description détaillée des réunions de septembre, et du rôle qu'y joue Zelenko.
[324] RGANI, 5/35/94, p. 123. Le salaire minimal avait été fixé par un décret du Conseil des ministres d'URSS, du CC du PCUS et du VCSPS, au 1er janvier 1957, à 300 roubles en ville / 270 roubles à la campagne : voir *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 50, « Soûz sovetskih socialističkih respublik », Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1957, p. 383.

aussi d'autres villes, pour pouvoir juger de leur représentativité[325]. Elles révèlent en tout cas des différences importantes entre les filières d'enseignement, dont l'origine remonte au moins à l'ère stalinienne.

Le système d'enseignement de l'après-guerre présente un caractère de « bifurcation » séparant, selon le terme de Larry Holmes, dès la fin de l'école de sept ans en théorie, et souvent beaucoup plus tôt dans la réalité, les voies classique et professionnelle[326]. En effet, la jeunesse urbaine est surreprésentée dans les dernières classes du secondaire (de la 8e à 10e), avec 58% du total en 1951[327]. Ce système à deux vitesses entraîne une forte reproduction sociale au sein de la population des grandes villes, dont témoigne le cas extrême des établissements élitistes des capitales de Russie et des autres républiques, comme l'école n°25 à Moscou, où étudiaient les enfants de plusieurs hauts dignitaires[328]. On peut parler d'une véritable « segmentation » des filières, pour reprendre le terme que Frintz Ringer applique aux cas français et prussien avant 1920, et qu'il définit comme « la subdivision des systèmes d'enseignement en écoles et programmes parallèles se distinguant à la fois par les cursus et l'origine sociale de leurs élèves »[329]. En Russie aussi, durant la période stalinienne et au-delà, les élites urbaines ont un accès bien plus large que les autres catégories de la population aux dernières classes du « secondaire complet »[330]. Or, la réussite en 10e offre un débouché quasi-automatique dans le supérieur : dans les années 1930, le nombre de places en VUZ dépasse celui des titulaires du « certificat de maturité » (*attestat zrelosti*), équivalent du baccalauréat, en RSFSR ; en 1953/1954, 75% entrent dans le supérieur[331]. Il semble que les jeunes bacheliers disposent alors d'une grande liberté pour choisir leurs études supérieures, certains essayant même successivement plusieurs établissements[332].

Si l'augmentation des effectifs du secondaire est importante durant cette période, occasionnant un manque aigu de locaux et de moyens, elle ne correspond donc pas à une démocratisation complète de l'accès aux études dans la population : elle est plus quantitative que qualitative. La segmentation scolaire est bien la marque du système scolaire soviétique hérité du stalinisme. Les dirigeants, notamment ceux du Parti, visaient en fait surtout à résoudre un problème fondamental de l'URSS dans l'après-guerre, celui de la main-d'œuvre industrielle et agricole. Le secteur de la production matérielle souffrait d'un manque de bras accru, depuis 1945 : c'est cette situation, et les différentes mesures prises pour y remédier depuis les années trente, qu'il nous faut évoquer à présent, afin de mieux comprendre le changement de politique de l'ère khrouchtchévienne.

---

[325] C'est ce que semble dire le ministre de l'Instruction Afanasenko, qui interrompt Zelenko pour lui demander de préciser de quel quartier il parle : celui du « Bois Marie » est un quartier alors en construction, à la périphérie de la capitale.

[326] Larry HOLMES, « School and Schooling… », article cité, p. 69.

[327] *Ibid.*, p. 70, note 82.

[328] Larry HOLMES, *Stalin's School : Moscow's Model School No. 25, 1931-37*, Tuscaloosa, South Alabama University Press, 1999.

[329] Fritz RINGER, « La segmentation des systèmes d'enseignement. Les réformes de l'enseignement secondaire français et prussien, 1865-1920 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°149, septembre 2003, p. 6.

[330] Voir le graphique 3.

[331] *Narodnoe obrazovanie, nauka i kul'tura v SSSR. Statističeskij sbornik*, Moscou, Statistika, 1977, p. 93 et 246.

[332] Vladimir Falc'man se souvient avoir réussi les examens d'entrée dans quatre VUZ – l'institut « Staline » de l'acier de Moscou, la faculté de philosophie de MGU, la faculté de mathématiques et de physique de l'institut pédagogique de Moscou, et enfin l'institut d'ingénierie économique de Moscou – en 1950-1951 : V.K. FAL'CMAN, *Učenye v kontekste vremeni*, Moscou, Prospekt, 2007, p. 26-30.

III) La crise du recrutement de la « main-d'œuvre productive », une autre conséquence de la déstalinisation

Le milieu des années 1950 voit, en matière de recrutement et de gestion de la main-d'œuvre, le passage d'un modèle fondé sur la contrainte à un autre, fondé sur l'incitation : cet acquis de l'historiographie se vérifie avec la question particulière de l'embauche des jeunes travailleurs dans l'industrie. En 1956, une série de mesures marque une rupture avec l'héritage stalinien, remettant en cause le principe coercitif. Cependant, ce tournant ne règle pas pour autant les problèmes de pénurie de la main-d'œuvre, accrus par la situation démographique de la fin des années 1950.

A. L'héritage stalinien : les Réserves de main-d'œuvre

Depuis le « Grand tournant » de 1929-1930, les dirigeants soviétiques ont été en permanence confrontés à une pénurie de main-d'œuvre pour l'industrie mais aussi pour l'agriculture « dékoulakisée »[333]. Sans revenir sur les enjeux de cette période fondatrice pour l'économie et la société du pays, nous présenterons ici les outils mis à la disposition des entreprises pour former et attirer les jeunes travailleurs dans les secteurs les plus pénibles de la production industrielle et minière. Depuis les années 1940, plusieurs modes de recrutement coexistent, correspondant à différents niveaux de qualification. Nous laissons de côté ici l'exploitation des prisonniers des camps et colonies du système pénitentiaire d'URSS (puis des prisonniers de guerre, ressortissants des pays ennemis et vaincus) comme main-d'œuvre servile – l'effectif du Goulag atteint son apogée en 1950, avec plus de 2,5 millions de détenus et autant de « colons spéciaux » (exilés collectivement à l'intérieur du territoire), avant les libérations massives qui surviennent de 1953 à 1959[334]. L'impact économique de cette main-d'œuvre est discutable : elle coûte alors globalement autant qu'elle rapporte au pays[335]. Parmi les outils à disposition des autorités pour orienter vers l'industrie lourde les jeunes travailleurs peu qualifiés, une administration mise place à la veille de la guerre joue le premier rôle : les Réserves de main-d'œuvre (*Trudovye rezervy*).

En octobre 1940, dans un contexte de mobilisation croissante de l'économie et de la société, afin de suppléer les écoles d'apprentissage de fabrique-usine (FZU) défaillantes, un oukase du Présidium du Soviet suprême d'URSS crée la Direction générale des Réserves de main-d'œuvre (GUTR)[336]. Elle vise à enrôler, de façon théoriquement volontaire, un nombre planifié de jeunes quittant l'école secondaire, à leur apporter une formation technique de base,

[333] On peut rapporter ici la célèbre phrase de Staline prononcée le 4 mai 1935 lors d'un discours devant les nouveaux diplômés des académies militaires, devenue slogan officiel : « Les cadres décident de tout (*Kadry rešaût vsë*) ». Dans l'affiche du même titre de Gustav Klutsis, « cadres » désigne l'ensemble des travailleurs, et pas seulement ceux de qualification élevée : ce photomontage de 1935 montre un Staline géant entouré des visages souriants de représentants de la population : un homme à longue barbe blanche au premier plan (un savant ? un professeur ?), mais aussi un soldat, un conducteur de tank, un mineur, un paysan, des écoliers, une jeune femme à lunettes, etc. Voir Victoria E. BONNELL, *Iconography of Power. Soviet Political Posters under Lenin and Stalin*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1998, illustration 4.16, p. 168.

[334] Voir Marc ÉLIE, *Les anciens détenus du Goulag : libérations massives, réinsertion et réhabilitation dans l'URSS poststalinienne, 1953-1964*, Thèse de doctorat pour le titre de docteur en Histoire, EHESS, 2007, en particulier p. 11-12, 441 pour les chiffres. Dès 1954, il n'y a presque plus de « colons spéciaux » en URSS.

[335] Sur la situation économique du Goulag après la guerre, voir Moshe LEWIN, *Le siècle soviétique..., op. cit.,* p. 199-228, qui reprend notamment Marta CRAVERI et Oleg HLEVNJUK, « Krizis èkonomiki MVD – konec 1940yh-1950e gody », *Cahiers du Monde Russe*, XXXVI (1-2), janvier-juin 1995, p. 179-190.

puis à les envoyer travailler dans les entreprises industrielles ayant les plus forts besoins[337]. Après avoir fait la preuve de son utilité pendant la guerre, le GUTR reçoit le rang de ministère entre 1946 et 1953. Il contribue largement à la reconstruction industrielle du pays avec une main-d'œuvre « semi-forcée » dans les secteurs souffrant d'un manque de travailleurs (mines de charbon, construction, métallurgie), comme l'a montré Donald Filtzer[338]. Initialement, il s'agit de recruter 800 000 à 1 million de jeunes chaque année dans toute l'URSS, pour les former soit, en deux ans, dans des « collèges de métiers » (*remeslennoe učiliŝe*, ou RU), soit, en six mois, dans des « écoles d'apprentissage de fabrique-usine » (*škola fabrično-zavodskogo obučeniâ*, ou FZO), avant de les affecter dans des entreprises déterminées pour une durée d'au moins quatre ans[339]. Sur un modèle proche, selon Filtzer, de celui du recrutement des armées tsaristes au XIXe siècle, les instances centrales du GUTR fixent des objectifs chiffrés pour les différents types d'écoles et de métiers, qu'elles transmettent à leurs sections régionales. Ces dernières, par le biais de « commissions d'appel » (*prizyvnye kommissii*) locales, peuvent soit jouer le jeu du recrutement volontaire, soit imposer une sorte de conscription en utilisant la contrainte, voire la fraude et la tromperie, pour faire signer les jeunes gens[340].

Ce système fonctionne à plein entre 1940 et 1949, avec 600 000 à 1 million de nouveaux élèves chaque année, mais à partir de 1950 leur nombre diminue, pour se stabiliser autour de 350 000 dans les années suivantes. Au total, il transfère une partie importante de la jeunesse rurale vers les mines et l'industrie, malgré les réticences des intéressés[341]. Si les « collèges de métiers » forment à des emplois relativement attirants, les « écoles d'apprentissage de fabrique-usine » (FZO) sont bien moins prisées, du fait des conditions de travail dans l'industrie lourde et minière à laquelle elles sont destinées, ce qui explique la désaffection de la population à leur égard :

> Les collèges de deux ans, qui préparaient les étudiants à des métiers qualifiés dans des industries relativement 'propres', offraient de bien meilleures conditions de vie et d'instruction, et les défections y étaient rares. Au contraire, les FZO étaient le moyen de rassembler des centaines de milliers de jeunes vers des métiers et des secteurs pour lesquels le régime était simplement incapable de recruter des travailleurs libres, et la main-d'œuvre forcée [des camps du Goulag] était inadaptée et insuffisante pour compenser les manques.[342]

L'embauche d'ouvriers pour l'industrie s'effectue également, dans l'après-guerre, par le système de l'*Orgnabor* ou « recrutement organisé », toujours sous les auspices du GUTR : chaque année, de jeunes garçons et filles (surtout dans les campagnes) se font enrôler en signant un contrat de travail. En théorie, ils sont libres, mais en fait leur liberté est grandement limitée, puisque les contrats ont une durée de cinq ans, et que la rupture est assimilée au crime de « désertion » du poste de travail. Après un pic de plus de deux millions en 1946, lié à la démobilisation en masse des anciens soldats de l'Armée rouge, l'*Orgnabor*

[336] Mervyn MATTHEWS, « The 'State Labour Reserve'. An Episode in Soviet Social History », *Slavonic and East European Review*, 61/2, 1983, p. 238-241. Sur les écoles FZU, voir *supra*, chapitre 1.
[337] Sur les transformations de la main-d'œuvre en général dans les années 1941-1945, voir Jacques SAPIR, *Les fluctuations économiques en URSS 1941-1985*, Paris, EHESS, 1989, p. 58-60.
[338] Donald FILTZER, *Soviet Workers and Late Stalinism, Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II,* Cambridge, Cambridge UP, 2002, p. 15.
[339] *Ibid.*, p. 34.
[340] *Ibid.*, p. 120.
[341] Les élèves des FZO contribuent en particulier, dans les années 1950, à la construction des nouveaux immeubles à Moscou et dans d'autres grandes villes du pays : voir la photographie 1.
[342] *Ibid.*, p. 37. Pour compenser le discrédit des FZO sont institués en 1954 de nouveaux « collèges techniques », avec une scolarité d'une année, et les kolkhozes sont contraints de fournir deux jeunes hommes pour cent habitants.

procure à l'industrie soviétique dans son ensemble, entre 1947 et 1952, environ 600 000 nouveaux ouvriers par an[343]. Au total,

> chaque année des centaines de milliers de jeunes gens – surtout la jeunesse paysanne – furent enrôlés et envoyés dans des régions, des industries et des entreprises contre leur gré. Il en résulta des fuites massives des écoles ou des entreprises où ils avaient été assignés avant la fin de leur formation ou de leur contrat de travail.[344]

Ces fuites étaient risquées : le fait de quitter son école de son propre chef était passible, depuis la loi du 28 décembre 1940, d'une peine d'un an de camp de travail[345]. C'est dire le malaise qui régnait dans l'organisation des ressources de main-d'œuvre à la fin de la période stalinienne ; cependant elle assurait encore tous les ans, au début des années cinquante, l'arrivée dans l'industrie de plus de 900 000 jeunes sortis de l'école secondaire ou de l'armée, par les différentes voies évoquées précédemment. Les résultats du recrutement étaient meilleurs à la ville qu'à la campagne, ce qui traduisait le refus d'une partie de la jeunesse rurale de travailler dans les secteurs les plus pénibles. De plus, certaines régions peinaient de façon structurelle à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre : les bassins miniers et sidérurgiques du Donbass en Ukraine, de l'Oural (Sverdlovsk, Tcheliabinsk, Molotov) et du Kouzbass en Sibérie occidentale[346]. Le système présentait donc de nombreux inconvénients, outre qu'il rebutait fortement la population, mais aussi les syndicats qui dénonçaient fréquemment son inefficacité, sa brutalité à l'encontre des jeunes travailleurs, et la mauvaise qualité de la formation reçue dans les écoles des Réserves de main-d'œuvre[347]. Cette mauvaise qualité tenait en particulier au faible niveau d'équipement en instruments et en machines, ainsi qu'à la pénurie de manuels, qui sévissait ici comme dans les autres filières du système d'enseignement soviétique[348]. Un autre problème tenait à la faiblesse des éléments de savoir académiques inculqués dans ces établissements, de même que dans les écoles d'apprentissage habituelles[349]. Pourtant ce système procurait à l'industrie du pays, bon an mal an, le recrutement d'une main-d'œuvre peu qualifiée.

En ce qui concerne la main-d'œuvre de qualification moyenne, l'enseignement dit « secondaire spécial » poursuit, dans les années 1940, le développement rapide amorcé dans la décennie précédente. Les *tehnikum* forment en trois ou quatre ans, après une instruction secondaire incomplète (l'école de sept ans), des jeunes appelés à travailler ensuite comme contremaîtres, techniciens, ou encore instituteurs. En 1939/1940 ils sont au nombre de 3 773 dans tout le pays, accueillant environ un million d'élèves ; ce chiffre est porté à 1,5 million en 1953, année qui voit la promotion de 300 000 nouveaux techniciens passés par ces établissements[350]. Au total en 1953, *tehnikum* et établissements du GUTR recrutent l'équivalent de la moitié de l'effectif des dernières classes du secondaire (de la 8^{e} à la 10^{e}), mais cette proportion est en baisse, avec la massification en cours du secondaire. Comme on

---

[343] *Ibid.,* p. 30-31.
[344] *Ibid.*, p. 40.
[345] *Ibid.*, p. 120.
[346] *Ibid.*, p. 121.
[347] *Ibid.*, p. 131-132.
[348] A titre d'exemple, on peut citer le manuel édité par le ministère des Réserves de main-d'oeuvre sur la réparation des ateliers de découpe du métal, en 1947 : il est tiré à seulement 20 000 exemplaires – à comparer avec le nombre total d'établissements en 1945 : plus de 2500. A.A. Osvetimskij, *Remont metallorežuŝih stankov*, Moscou, Gosudarstvennoe naučno-tehničeskoe izdatel'stvo mašinostroitel'noj literatury, 1947.
[349] Voir l'autocritique formulée par les responsables eux-mêmes, dont le chef du GUTR Genrih Zelenko, dans un ouvrage pourtant voué à en faire la propagande : BLINČEVSKIJ F.L., ZELENKO G.I., *Professional'no-tehničeskoe obrazovanie rabočih v SSSR*, Moscou, Trudrezervizdat, 1957, p. 119.
[350] *Narodnoe obrazovanie…*, *op. cit.*, p. 176.

l'a vu, de plus en plus d'enfants parviennent jusqu'au bout du cycle complet d'instruction, et aspirent à poursuivre des études supérieures.

Le fonctionnement semi-forcé des Réserves de main-d'œuvre, hérité de la guerre, contredit l'orientation nouvelle affichée par les dirigeants soviétiques à partir de 1954-1955. Dans leur volonté de rupture relative avec le stalinisme, ils décident donc d'assouplir le système de recrutement des jeunes travailleurs, sans tenir compte des conditions démographiques particulières du moment.

B. 1955-1956 : « réémergence d'un marché du travail » (D. Filtzer) et prise de conscience des classes creuses

La déstalinisation introduit une rupture, dans le domaine du recrutement des jeunes travailleurs, avec une série de mesures qui défont partiellement, en 1955-1956 l'édifice coercitif bâti à l'époque précédente. Il en résulte un flottement entre l'offre de main-d'œuvre et les besoins des secteurs traditionnellement les plus demandeurs. Au même moment, une nouvelle donnée démographique aggrave la crise de recrutement : l'effet de la baisse de la natalité pendant la dernière guerre. Des observateurs occidentaux de la fin des années 1950 suggéraient que c'était là une des raisons fondamentales de la réforme de l'enseignement[351]. Les archives disponibles permettent de vérifier la validité de cette hypothèse, et d'observer comment le problème fut analysé à différents échelons de la pyramide du pouvoir soviétique.

L'annulation par le Présidium du Soviet suprême du caractère obligatoire des Réserves de main-d'œuvre intervient avec l'oukase du 18 mars 1955[352]. Si son contenu paraît essentiellement technique (sur les collèges d'apprentissage industriel et ferroviaire), la formulation de ses attendus, qui évoquent la « forte aspiration (*stremlenie*) » de la jeunesse, ne laisse aucun doute sur les motivations des autorités : il s'agit de redonner à la population un minimum de choix dans l'acquisition des compétences techniques minimales. Désormais et pour la première fois depuis les années 1930, comme l'a souligné Donald Filtzer, la mobilisation des travailleurs nécessaires à l'économie du pays devait se faire sur la base du volontariat[353]. Une telle mesure répond non seulement aux aspirations de la population, relayées par l'administration syndicale, mais aussi à la volonté d'instauration d'un encadrement plus souple et plus protecteur du monde du travail. On peut la relier aux oukases concernant la création du Comité d'État pour les questions de travail et de salaire (24 mai 1955), ou encore le temps de travail et les congés des travailleurs adolescents (15 août 1955, puis à nouveau 26 mais 1956).

Surtout, l'oukase du 25 avril 1956 supprime la responsabilité pénale des ouvriers et employés qui quittent leur entreprise ou leur administration, ou sont absents sans raison valable – ils pouvaient être condamnés, jusque là, à des peines de camp. C'est cette réforme qui ouvre la voie à un véritable « marché du travail » d'après Donald Filtzer, en redonnant la

[351] François FEJTÖ, « Réforme scolaire et stratification sociale en URSS », dans *L'URSS. Droit, Economie, Sociologie, Politique, Culture*, tome I, Paris, Sirey, 1962, p. 319-328, p. 320. L'auteur s'inspire d'un article de Nicholas DE WITT publié dans *Problems of Communism*, janvier-février 1959, p. 25-34 : selon lui, la baisse des effectifs de la classe d'âge de 18 ans allait s'accentuer encore jusqu'à 1961-62, où sa population ne serait plus que la moitié de celle du même groupe en 1950. Voir aussi S.V. UTECHIN, articles cités, et le graphique 4 qui donne raison à ces auteurs. Voir aussi la dénégation de Lûbov' Balâsnaâ, en épigraphe.

[352] Voir le texte 1, en annexe.

[353] Donald FILTZER, « From mobilized to free labour : de-Stalinization and the changing legal status of workers », dans Polly JONES (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, p. 154-170.

possibilité de changer d'affectation dans l'industrie[354]. Le résultat est une poussée de l'instabilité de la main-d'œuvre : le turn-over concerne en 1956 34% des ouvriers soviétiques, contre 12% deux ans plus tôt – un chiffre qui, sans atteindre les niveaux des années 1930, inquiète les autorités[355]. Or ce phénomène est accentué par la diminution brutale du nombre de jeunes actifs arrivant sur le marché du travail à partir de 1956-1957. Ils appartiennent en effet aux générations nées pendant le conflit. Au total, les années de guerre et d'immédiat après-guerre ont signifié, en plus des pertes directes, entre quatre et cinq millions d'enfants en moins par rapport aux autres années en URSS. Encore ne s'agit-il ici que des enfants scolarisés : d'après des démographes russes il y aurait eu 3,2 millions de naissances en moins pour toute l'URSS pour la seule année 1943, la natalité en RSFSR passant de 33,3 pour mille en 1941 à 9,9 en 1943, 10,5 en 1944 et 10,8 en 1945[356]. Si un tel phénomène a touché d'autres pays européens, il n'a pas d'équivalent par son ampleur : l'Italie et la Belgique ont vu leur natalité diminuer de 10 à 12%, et l'Allemagne a enregistré un déficit de 2 millions de naissances[357]. Signalée dès 1945 par l'administration statistique, cette baisse n'a jamais été publiquement mentionnée à l'époque soviétique, comme l'illustre le caractère confidentiel des documents d'archives qui en attestent[358].

En avril 1955, une note « Sur l'exécution de la loi sur l'enseignement universel obligatoire en 1954/55 » est adressée par l'administration statistique au secrétaire du CC du PCUS Pëtr Pospelov. Indiquant le nombre d'élèves pour toute l'URSS, elle constate qu'il ne représente que 85% des effectifs de 1940/41, et signale dans un commentaire laconique que « la diminution des élèves des 1-7èmes classes […] s'explique par le fait que dans ces classes sont arrivés les enfants nés pendant la Guerre Patriotique, c'est-à-dire dans les années de faible natalité »[359]. Toutefois, le phénomène ne semble pas encore susciter une attention particulière, et le chef adjoint de la CSU SSSR, A. Monahov, insiste davantage sur les dommages causés par les abandons de scolarité, à tous les niveaux[360]. C'est seulement en 1956 que l'administration statistique évoque pour la première fois le manque de jeunes actifs qui menace de toucher l'économie soviétique pendant plusieurs années, suite à ce phénomène des classes creuses[361]. En février, pendant le XXe Congrès, le Conseil des ministres d'URSS reçoit de la CSU SSSR un rapport indiquant l'ampleur de la diminution du nombre d'élèves, passé de 33,2 millions en 1950/51 à 28,1 millions en 1955/56, « du fait de la baisse de la natalité dans les années de guerre »[362]. Fin juin 1956, une nouvelle note envoyée au Conseil des ministres d'URSS et au CC du PCUS témoigne de la prudence de Monahov, face à cette question particulière, alors qu'il prépare l'édition du recueil *La construction culturelle en URSS* (*Kul'turnoe stroitel'stvo v* SSSR), le premier de ce type depuis 1940 :

> La CSU d'URSS demande de prêter attention à la diminution du nombre d'élèves dans les écoles d'enseignement général pour la période de l'après-guerre, qui est le produit d'une natalité réduite dans les années de la Guerre patriotique […].

---

[354] Donald FILTZER, *Soviet Workers and De-Stalinization : The Consolidation of the Modern System of Soviet Production Relations, 1953-1964*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 35-37.
[355] *Ibid.*, p. 47.
[356] Voir *Naselenie Rossii v XX veke. Istoričeskie očerki. T.2. 1940-1959*, Moscou, 2001, p. 100. Cet ouvrage récent, consacré à la démographie de la RSFSR, ne mentionne pas les conséquences du phénomène des classes creuses sur le système d'enseignement et l'économie du pays.
[357] *Ibid.*, p. 223.
[358] Dans un rapport envoyé au Gosplan le 7 décembre 1945. *Ibid.*, p. 222.
[359] RGANI 5/18/66, p. 32 (document classé « secret »).
[360] *Ibidem.* Cette dernière observation a été soulignée au crayon par un fonctionnaire du département de la science, des écoles et des VUZ du CC du PCUS, qui a reçu le rapport.
[361] L'expression « classes creuses » est absente des documents de l'époque.
[362] RGAE, 1562/33 (inventaire déclassifié)/3005, p. 2. Ce document, classé « secret », est daté du 20 février 1956.

> Le nombre total d'élèves est passé de 35,5 millions en 1940 à 30,1 millions en 1955. […] Ces données ont été indiquées dans le recueil *L'économie de l'URSS* publié par la CSU en juin 1956.[363]

La phrase finale montre que Monahov tient à expliquer la baisse qui apparaît dans les tableaux du recueil statistique à paraître : précaution compréhensible dans un régime où la publication d'une donnée peut prendre un caractère politique aigu. La même indication est ajoutée, sous forme de note, au tableau général sur la progression des effectifs figurant dans l'avant-dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*, publié au dernier trimestre 1957[364]. On constate un important écart entre les groupes d'âge parmi les effectifs scolarisés en URSS et en RSFSR, tels qu'ils sont communiqués par la CSU SSSR au Gosplan en janvier 1956, puis au président de la Commission économique d'État du Conseil des ministres d'URSS Mihail Pervuhin, alors membre du Présidium du CC du PCUS, en janvier 1957[365].

A partir de 1956 se multiplient les rapports de la CSU SSSR adressés au CC du PCUS et au Conseil des ministres d'URSS, sur ce thème[366]. On trouve dans l'inventaire « secret » de l'administration statistique, pour les années 1950, un épais dossier composé de tableaux de prospective montrant le nombre d'enfants prévu en URSS dans les années 1957-1976 : signe de l'attention des responsables envers cette question[367]. Or, c'est à partir de l'année 1957/1958 que le phénomène se fait sentir dans les dernières classes du secondaire, de la 8e à la 10e, celles-là même qui sont devenues accessibles au plus grand nombre grâce au retour de la gratuité : un rapport de la CSU, adressé au chef du Gosplan, signale qu'elles comptent alors 700 000 élèves de moins qu'en 1956/1957, et qu'en 1958/1959 la baisse sera encore d'un million, soit de 22%[368]. Pour le moment, toutefois, aucune conclusion n'est tirée quant à l'impact sur le marché du travail. En octobre 1958, le chef de l'administration statistique Starovskij indique simplement que le plan de recrutement des écoles ne sera rempli qu'à 90% en URSS, et à 89% en RSFSR[369].

La coïncidence entre déstalinisation du marché soviétique du travail et arrivée des classes creuses à l'âge actif est lourde de conséquences ; mais à l'époque, seule la baisse des effectifs scolaires est mentionnée dans les rapports de la CSU. Or, rapidement des tensions apparaissent au sein des administrations concernées, avec les premiers échos d'un débat public sur ces questions.

C. Un premier débat public sur l'emploi des jeunes

C'est vers 1956-1957, soit quelques mois après la fin du caractère obligatoire des Réserves de main-d'œuvre, qu'une aggravation de la pénurie de travailleurs est perçue comme imminente, résultat de la situation démographique particulière déjà évoquée, mais aussi des progrès accomplis dans la scolarisation des enfants soviétiques, dans les villes comme dans

---

[363] RGAE, 1562/327/897, p. 10. La note est datée du 22 juin 1956. Il est indiqué que le tirage de ce recueil est prévu à 12-15 000 exemplaires, ce qui est relativement peu pour l'époque. Le recueil *Narodnoe hozâstvo SSSR*, Moscou, Statistika, 1956, cité ici, comprend en effet de nombreuses données sur les effectifs scolaires.

[364] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 50, « Soûz sovetskih socialističkih respublik », Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1957, p. 404. La page précédente contient des graphiques indiquant clairement la diminution du nombre d'élèves, de 1940/1941 à 1956/1957.

[365] RGAE, 1562/33/3007, p. 108 et RGAE, 1562/33/3674, p. 2ob et 4ob.

[366] RGAE, 1562/33/2674, p. 5, 8-18 ; p. 19.

[367] RGAE, 1562/33/3331, *passim*.

[368] RGAE, 1562/33/3675, p. 20-24. Rapport de Starovskij à Kuz'min, daté du 24 octobre 1958. Le graphique 4 confirme cette diminution constatée dans les années 1956-1960, pour les dernières classes du secondaire.

[369] *Ibid.*, p. 23.

les campagnes, et de l'évolution en termes de mentalités qu'ils ont engendrée[370]. Au-delà des chiffres se jouent ici des phénomènes sociologiques complexe, que les responsables semblent ne pas avoir considérés à leur juste mesure. Pourtant, les statisticiens fournissent déjà les outils permettant d'observer cette évolution.

La question de l'orientation des jeunes vers les professions de qualification intermédiaire (cadres moyens et techniciens) attire l'attention du pouvoir en mars 1955, lorsque Khrouchtchev renvoie lui-même au secrétaire du Komsomol Aleksandr Šelepin et au chef du Département des écoles du CC Vasilij Derbinov, une note qui lui a été adressée par l'écrivain Boris Polevoj, député du Soviet suprême. Celui-ci constate que, dans sa circonscription, l'agriculture manque de jeunes travailleurs[371]. En avril-mai de la même année, Genrih Zelenko et Šelepin envoient au CC du PCUS leurs propositions sur les changements à accomplir au sein de l'école secondaire pour améliorer la formation professionnelle et technique ; ils insistent tous les deux sur la *polytechnisation*, qui devrait permettre d'attirer davantage de jeunes travailleurs vers la production[372]. Ainsi, les deux « administrateurs » se rejoignent dans leur analyse de la situation, et des solutions pour l'améliorer, dans une atmosphère marquée par les débuts de la mobilisation massive des jeunes vers les chantiers grandioses de la conquête des Terres vierges, et la construction et l'industrialisation de villes en Sibérie – une des régions les plus touchées par la pénurie de main-d'œuvre[373].

Tout autre est l'approche des statisticiens, au profil de « spécialistes » dans notre classification : ils mettent en avant les réticences de la jeunesse à suivre les appels de la propagande en matière de recrutement, sans proposer de solution radicale. Un document à usage interne et confidentiel de la CSU, qu'on peut dater du mois d'avril 1956 d'après la note manuscrite qui l'accompagne, contient une série de questions à poser concernant, entre autres, « les mœurs et la jeunesse »[374]. Cette page contient plusieurs formulations saisissantes par leur acuité : « demander les causes de la résistance de la jeunesse à l'encontre de l'attribution obligatoire des emplois dans l'industrie et l'agriculture » précède immédiatement « demander qu'on explique les causes de la vision négative qu'a la jeunesse des tâches mises en avant par le Parti »[375]. La diminution des effectifs correspondant aux classes creuses de la guerre prend toute son importance avec l'irruption de ce facteur : si les jeunes délaissent la production, dans les années d'étiage ils auront plus de facilités à poursuivre des études, le nombre de places restant le même, et les filières techniques intermédiaires seront délaissées. C'est ce qu'observe l'administration statistique, qui en juin 1957 envoie un nouveau rapport sur l'évolution des effectifs scolaires à Derbinov, alors chef adjoint de l'*Otdel nauki RSFSR*[376].

Starovskij adresse également un récapitulatif à Aleksej Kosygin, alors premier adjoint du président de la Commission économique d'État du Conseil des ministres d'URSS, le 30 mars 1957, avec ce titre évocateur : « Matériaux statistiques sur certains aspects de la

---

[370] Pour une analyse de ce phénomène sous Khrouchtchev, voir Donald FILTZER, *Soviet Workers and De-Stalinization*, *op. cit.*, p. 59 *sqq*.

[371] RGANI 5/18/67, p. 1-4. Boris Polevoj (1908-1981), auteur de quelques nouvelles et romans, surtout sur la guerre de 1941-1945, est considéré comme un écrivain stalinien typique. A partir de 1962, il dirige la revue littéraire *Ûnost'* qu'il ouvre à quelques auteurs du Dégel.

[372] RGANI, 5/18/67, p. 6-12 et 15-21.

[373] Donald FILTZER, *Soviet Workers and De-Stalinization*, *op. cit.*, p. 66-70.

[374] RGAE, 1562/33/2717, p. 114-124 : document conservé dans l'inventaire « déclassifié » de la CSU pour les années cinquante, non signé ; la note manuscrite (p. 114) demande que soient réunis les responsables concernés le 29 avril 1956 en vue de préparer des données statistiques sur tous les thèmes évoqués : situation des ouvriers, situation des paysans, économie, situation des femmes et des enfants, mœurs et jeunesse, science et art.

[375] *Ibid.*, p. 123. Le terme de « résistance » (*soprotivlenie*) employé ici est peu courant dans les documents administratifs de l'époque.

[376] RGAE, 1562/33/3674, p. 9-14.

balance de l'emploi en URSS »[377]. Outre la répartition annuelle, par secteur, de la population active et des ressources de main-d'œuvre, il indique le nombre « parfaitement secret » des jeunes de 16 à 18 ans au 1er janvier 1956 (13,7 millions, contre 13 millions en 1955), puis de ceux qui ont accompli leur scolarité secondaire complète en URSS : ce dernier chiffre a connu une augmentation spectaculaire durant les dernières années, passant de 227 900 en 1950 à 1,241 million en 1956. En effet, en quelques années, la part des jeunes qui continuent leurs études secondaires au-delà de la 7ème classe en URSS est passée à 91% dans les villes, mais aussi à 50% dans les campagnes[378]. Starovskij avait déjà signalé à Derbinov l'augmentation globale de cette proportion à l'échelle du pays, qui atteint 65,5% en 1956, en URSS comme en RSFSR[379]. A titre de comparaison, en France, de 1945 à 1958, le taux de scolarisation des 12-15 ans passe de 20 à 45% de la génération concernée[380]. Même si les données soviétiques sont quelque peu différentes – l'âge des élèves de 8ème classe est d'environ 15 ans, mais l'école septennale ne scolarise pas toute une génération – elles présentent une tendance semblable, celle d'une « démocratisation quantitative », suivant l'expression forgée par Antoine Prost[381].

La presse se fait l'écho dès l'été 1956 du problème de l'orientation des jeunes, en déployant une propagande agressive. La *Pravda* du 22 août publie un reportage enthousiaste sur un groupe d'élèves qui décide de demander en bloc son admission dans un kolkhoze à la sortie de l'école. Si on peut douter de la véracité des faits relatés, l'article laisse deviner une société rétive au travail dans la production, *a fortiori* dans l'agriculture :

> La plupart de ces élèves sont des enfants d'employés et d'ouvriers du centre du district […] A quoi bon le cacher, le seul mot de « kolkhozien » effrayait jusqu'à présent la plupart des jeunes gens et filles. Après leur scolarité, ils aiment mieux accepter n'importe quel petit travail dans une administration, plutôt que d'aller travailler aux champs.
> L'initiative du groupe d'élèves de dernière année a fait naître bien des rumeurs dans la ville. Les gens s'étonnaient, haussaient les épaules, prédisaient un échec complet, certains ont même fait courir le bruit que ce sont les mauvais élèves qui ont eu cette idée.[382]

On retrouve quelques lignes plus bas l'idée que les adultes sont autant responsables que les jeunes, sinon plus, de cet état d'esprit négatif vis-à-vis des tâches productives :

> Il y avait aussi d'autres parents, aux yeux desquels le départ des enfants pour le kolkhoze était quelque chose d'humiliant, de pas sérieux, une sorte de mauvaise plaisanterie. La mère de Lida Rikant, elle-même dactylo, déclara qu'elle ne laisserait pas partir sa fille, et au besoin l'enfermerait… Instituteurs et élèves eurent fort à faire pour convaincre ces parents-là.[383]

---

[377] RGAE, 1562/33/3084, p. 1-5. L'expression employée en titre (*balans truda*) renvoie à l'idée d'un marché du travail. Les données qui suivent sont tirées de ce document ; voir le texte 5, en annexe.
[378] Voir le graphique 3, réalisé à partir du même document. La différence entre villes et campagnes témoigne des inégalités profondes qui existent encore au sein du système secondaire.
[379] RGAE, 1562/33/3674, p. 13.
[380] Jean-Pierre RIOUX, *La France de la Quatrième République. 2. L'expansion et l'impuissance 1952-1958*, Paris, Seuil, 1983, p. 301.
[381] Antoine PROST, *Education, société et politiques : une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1997, en particulier le chapitre 3.
[382] Traduit et reproduit dans *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°172, 30 novembre 1956, p. 10.
[383] *Ibidem.*

Dans ce reportage, véritable conte de fées à la soviétique, les élèves réussissent finalement leur pari et, non sans embûches, s'intègrent dans la vie du kolkhoze, par leur labeur et leur enthousiasme. Il reste toutefois un personnage essentiel à convaincre, de l'aveu même du journaliste : « il faut que cette initiative soit soutenue non seulement par l'école et les kolkhozes, mais aussi par toute la société (*obŝestvennost'*) ». Mais, pour le moment, les autorités se gardent bien de faire connaître toutes les mesures prises pour compenser le déficit de bras, notamment dans les campagnes. Quelques jours à peine après la publication de cet article, un décret est adopté par le Présidium du CC du PCUS « sur l'envoi d'étudiants et d'élèves des écoles secondaires aux travaux agricoles »[384].

Un an plus tard, les difficultés de recrutement concernent aussi la main-d'œuvre de qualification intermédiaire : en novembre 1957, une lettre de Zelenko, chef du GUTR, et du vice-ministre de l'agriculture de l'URSS G. Petrov, signale au Département du travail et des salaires du Gosplan que les besoins en tractoristes et mécaniciens de moissonneuses-batteuses (*kombajnery*) ne seront pas satisfaits pour la récolte de l'automne 1958[385]. Les deux responsables de rang ministériel demandent qu'on organise la formation rapide, en six mois, de 6 500 techniciens de niveau « secondaire spécial », en sus du plan prévu. Vérification faite, il va manquer plus de 50 000 ouvriers qualifiés de ce type pour la seule RSFSR : aussi le Gosplan donne-t-il son accord[386]. Ce cas est significatif d'une situation commune à la plupart des ministères économiques, où la demande en ingénieurs (de qualification supérieure, formés en VUZ) est paradoxalement mieux satisfaite que celle en techniciens (formés en SSUZ) capables d'appliquer dans la production les améliorations élaborées par les premiers[387]. Ainsi, pour l'agriculture, la CSU indique dans un rapport au CC du PCUS d'août 1958 que le ratio ingénieurs/techniciens parmi les nouveaux spécialistes diplômés dans l'année est passé d'un pour 3,1 en 1950 à un pour 2,4 en 1957[388]. Les statisticiens ne donnant pas d'explication, on peut supposer que cette baisse tient en partie à la stagnation du nombre d'élèves des établissements secondaires spéciaux, mais aussi au peu d'attrait exercé par les emplois de techniciens dans les campagnes[389].

Enfin, une certaine approximation dans la définition des besoins en main-d'œuvre n'est pas rare dans les documents internes au Gosplan, et plusieurs indices montrent que la répercussion des classes creuses nées pendant la guerre n'a été prise en compte que tardivement par cette instance, pourtant censée prévoir à long terme l'évolution de la population active. En janvier 1958, un rapport du Département de la culture et de la santé, adressé au président Kuz'min, est consacré aux « sérieux défauts dans la planification de la formation et de l'utilisation des cadres enseignants dans le pays ». Il relaye une note de la direction des affaires (*Upravlenie delami*) du Conseil des ministres d'URSS qui a, la première semble-t-il, révélé le problème, à savoir un trop-plein de jeunes enseignants à la sortie des établissements d'enseignement pédagogique. La cause en est que « les Gosplans et les

[384] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.2...., op. cit.,* p. 416. Le décret, qui date du 27 août 1956, a été présenté par Khrouchtchev en personne à ses pairs. Il s'agissait d'envoyer les étudiants de VUZ et les élèves de *tehnikum*, ainsi que ceux des 7e à la 9e classes des écoles et des collèges d'apprentissage, participer à la récolte, « en cas de nécessité », pendant une période allant jusqu'à un mois, dans toute l'URSS : *ibid.*, note p. 965. C'est l'instauration discrète d'une pratique que des générations de jeunes Soviétiques allaient connaître.

[385] RGAE, 4372/56/125, p. 57.

[386] *Ibid.*, p. 59-60.

[387] M.J. BERRY, « Science, Technology and Innovation », dans Martin McCAULEY (dir.), *Khrushchev and Khrushchevism*, Bloomington, Indiana University Press, 1987, p. 71-94 ; p. 77. L'auteur se fonde sur les textes publiés des réunions et des résolutions officielles des années 1955-1956. Voir aussi Donald FILTZER, *Soviet Workers and De-Stalinization*, *op. cit.*, p. 76-77.

[388] RGAE, 1562/327/995, p. 36-37.

[389] *Ibid.*, p. 34. Concernant les effectifs des élèves de SSUZ, il faut remarquer l'augmentation entre 1953 et 1957 de ceux qui ont opté pour la spécialité « mécanisation agricole » : or celle-ci permettait souvent aux jeunes ruraux de trouver un emploi comme chauffeur dans les centres urbains, bien plus attrayants que leur kolkhoze.

Minpros des républiques de l'Union, de même que l'ancien Gosplan d'URSS, n'ont pas pris, dans l'élaboration des plans d'admission [pour ces établissements], la pleine mesure de la diminution de la natalité pendant la guerre »[390]. Le document indique, pour toute l'URSS, une baisse de 5,1 millions d'élèves de 1950 à 1955[391].

Une recherche dans les fonds du CC du PCUS montre que, trois ans plus tôt, cette instance avait déjà été saisie du problème, grâce à la lettre d'un haut fonctionnaire du *Minpros RSFSR*, A. Hodyrev, écrivant en tant que « membre du Parti depuis 1928 » à Khrouchtchev en personne, pour dénoncer la gestion calamiteuse des effectifs et de la formation des enseignants par le ministre Kairov et son adjoint Aleksandr Arsen'ev[392]. Le Département des écoles du CC du PCUS, alors dirigé par Kaz'min, avait critiqué Kairov, lui reprochant de ne pas avoir donné d'estimation des effectifs futurs, et d'avoir négligé la question de la qualification des futurs enseignants – sur 625 000 exerçant dans le primaire et le secondaire en Russie, 151 926 (soit près du quart) n'avaient pas le niveau de formation requis[393]. Quelques semaines plus tard, Afanasenko succède à Kairov au *Minpros RSFSR*, ce dernier conservant la présidence de l'Académie des sciences pédagogiques[394]. Cette nomination laisse penser que la direction du pays a peut-être voulu sanctionner les responsables d'une politique de recrutement hasardeuse, menée sans anticipation des besoins.

Ainsi, les organes de planification et l'administration scolaire donnent l'impression d'une gestion par à coups, sans vision d'ensemble, de l'évolution des effectifs dans le secondaire : l'arrivée des classes creuses ne donne pas lieu à l'élaboration de réponses globales, malgré les tensions perceptibles alors, y compris, timidement, dans la presse.

Les conditions d'une crise du recrutement, notamment en cadres techniques (intermédiaires), pour l'industrie et pour l'agriculture sont donc réunies : d'un côté, l'arrivée à l'âge actif de classes creuses, soit environ cinq millions de jeunes gens et jeunes filles en moins sur trois années ; et de l'autre, la possibilité offerte à une majorité d'entre eux, désormais, d'accomplir une scolarité décennale complète, résultat de la politique d'instruction universelle lancée depuis le XIXe Congrès du PCUS. Ce dernier phénomène, en reculant l'âge d'entrée dans la vie active, risque aussi d'amplifier parmi la jeunesse le sentiment de dédain envers le travail « physique », donc envers le secteur productif.

Dans les réformes de la législation du travail de 1955-1956, et notamment de l'embauche et de la formation des jeunes travailleurs, ce sont donc les objectifs politiques qui ont primé sur la vision économique à court et moyen terme. Face à la déstabilisation du marché du travail qu'elle a provoquée, la direction soviétique se tourne alors vers la *polytechnisation*, comme idéal d'un système scolaire assurant la formation de travailleurs accomplis et dévoués à la « construction du socialisme ».

III) Un premier jet khrouchtchévien : les *écoles-internats* ou l'utopie communiste au pouvoir

Les années 1956-1958 voient la mise en œuvre de deux réponses possibles à la faiblesse du recrutement des jeunes travailleurs et des cadres intermédiaires dans l'industrie et dans l'agriculture. Il s'agit, d'une part, de la relance des expérimentations dans le domaine de

[390] RGAE, 4372/57/631, p. 50.
[391] *Ibid.*, p. 51.
[392] RGANI, 5/18/66, p. 61-68. La lettre, adressée à Khrouchtchev en personne, est datée du 31 octobre 1955. Sur Arsen'ev, voir *infra*, chapitre 3, et la notice biographique en annexe.
[393] RGANI, 5/18/66, p. 80-88.
[394] Voir *supra*, chapitre 1, IV.

l'instruction polytechnique, et d'autre part, de la mise en place d'établissements d'un nouveau type, censés correspondre à la société future alors en construction : les « écoles-internats ». Ces orientations s'inscrivent aussi dans le cadre d'un retour du thème de « l'éducation communiste » : l'idéologie est appelée à la rescousse, pour répondre aux problèmes d'indiscipline et de délinquance notamment.

A. Relance de la *polytechnisation* autour du XXe Congrès : vers une professionnalisation de l'enseignement secondaire

Alors qu'en 1952-54 la discussion sur l'instruction polytechnique était restée cantonnée au cercle restreint des chercheurs de l'APN et des lecteurs de la revue *Sovetskaâ pedagogika*, à partir du milieu des années 1950, elle pénètre l'appareil du Parti et les administrations d'État concernées ou sollicitées pour donner leur avis.

L'impulsion personnelle de Khrouchtchev ici ne fait aucun doute. Elle est sensible au printemps 1955, au début de la réflexion sur les besoins en main-d'œuvre dans la production agricole – ce domaine constituant alors une priorité pour le Premier secrétaire, dont la position est encore fragile. Dès ce moment, face aux idées de *polytechnisation* du secondaire venues des Réserves de main-d'œuvre et du Komsomol, le Département des écoles du CC exprime dans une note son inquiétude quant aux conséquences d'une telle politique sur le « développement de la culture » en URSS et sur la formation des jeunes continuant dans le supérieur[395]. Cette modération pèse peu, face à l'inquiétude montante sur les besoins en main-d'œuvre, et à l'insistance habile de certains acteurs, s'adressant directement à Khrouchtchev. Ce dernier fait souvent suivre à l'appareil les courriers qu'il a reçus : ainsi en août 1955 avec les « propositions » de Stasûk, un responsable ukrainien de l'administration scolaire qui parle d'une expérience menée dans des écoles pilotes où les élèves des grandes classes (de 14 à 17 ans) sont initiés au travail (*trud*) dans la production. Il cite Marx, Engels et Makarenko sur l'« importance éducative » d'une telle disposition, surtout lorsque des adolescents se voient investis de la responsabilité de « remplir le plan »[396].

Le Premier secrétaire est d'autant plus séduit que la dimension idéologique du projet polytechnique va de pair avec une volonté de répondre à la crise de recrutement dans l'économie. Cette double préoccupation est perceptible dans un projet de lettre aux instances du Parti, présenté au Présidium du CC du PUCS dans le courant du mois d'août 1955[397]. Ce texte est destiné à accompagner un décret sur le « renforcement de la lutte contre la criminalité pénale », qui pour une raison inconnue n'est finalement pas adopté[398]. Certains passages témoignent de la prise de conscience de la faible adhésion des jeunes générations au régime et à l'effort économique qu'il leur demande, tout en pointant la responsabilité des parents. Le texte insiste sur la nécessité d'éduquer les jeunes « dans un travail qui soit à portée

[395] RGANI, 5/18/67, p. 23.

[396] *Ibid.*, p. 24-60. Voir aussi John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 28, et la note 32 p. 31 pour les références des articles parus dans l'organe du *Minpros RSFSR Učitel'skaâ gazeta* à ce sujet en février-mars 1956.

[397] Voir A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.2...., op. cit.,* p. 114-122. La date donnée (« pas plus tard que le 24 août 1955 ») paraît étrange, vu que le décret qu'elle accompagne remonte à novembre 1955.

[398] *Ibid.*, p. 113. On trouve d'ailleurs à la tête de la commission Roman Rudenko (1907-1981), inamovible procureur général de l'URSS post-stalinienne (à ce poste de 1953 à 1981), assisté de responsables des organes répressifs, comme le ministre de l'Intérieur Sergej Kruglov (1907-1977), mais aussi de Viktor Grišin et Aleksandr Šelepin pour les syndicats et le Komsomol. Sur le contexte de la lutte contre la criminalité, voir Marc ÉLIE, *Les anciens détenus…*, thèse citée.

de leurs forces » (*v posil'nom trude*), pour éliminer les « petites mains blanches » (*« beloručki »*), expression désignant ceux qui fuient tout travail physique[399].

Quelques mois après ce coup d'essai, le Présidium du CC du PCUS adopte, le 8 décembre 1955, un décret « sur l'introduction des fondements de l'instruction polytechnique dans les écoles secondaires générales des campagnes de RSFSR »[400]. A l'origine, on retrouve trois acteurs de premier plan : Kairov, alors ministre de l'Instruction de RSFSR, s'est joint au chef des Réserves de main-d'œuvre Zelenko et au secrétaire du Komsomol Šelepin pour rédiger un projet « Sur la polytechnisation de l'école secondaire en vue de fournir à l'industrie, aux transports, à l'agriculture et à la construction une force de travail qualifiée »[401]. Curieusement, le décret du Présidium du CC du PCUS ne reprend pas dans son intitulé la question de la main-d'œuvre, mais la concordance des dates ne laisse aucun doute sur ses motivations. A la rentrée suivante, en septembre 1956, une place conséquente est accordée, dans les programmes scolaires, à l'instruction polytechnique, au détriment du russe, de la littérature et des mathématiques[402]. Concrètement, les nouveaux textes prévoient l'introduction du travail manuel de la 1e à la 4e, des activités dans les ateliers et les parcelles de jardinage de l'école de la 5e à la 7e, et du travail pratique en mécanique, électricité ou agriculture de la 8e à la 10e[403]. L'application est toutefois très timide : en juin 1958, d'après un rapport publié par l'institut des méthodes d'enseignement de l'APN, seul un quart des écoles de RSFSR ont véritablement adopté les nouveaux programmes[404].

Khrouchtchev intervient publiquement à ce sujet pour la première fois lors du XXe Congrès du PCUS. Cet évènement majeur de l'histoire du pays est, ici comme sur le plan de la déstalinisation politique et de la situation internationale, une étape importante mais ambiguë. D'un côté, le chef du Parti reproche au gouvernement et aux ministères concernés la distance prise par le système d'instruction générale « avec la vie », et accuse l'APN « de ne rien faire pour l'application pratique [de la polytechnisation] »[405]. Selon lui, il est devenu

> indispensable, non seulement d'introduire dans les écoles l'enseignement de nouvelles matières qui donnent les connaissances de base pour les questions de technique et de production, mais aussi d'initier les élèves au travail dans les entreprises, kolkhozes et sovkhozes, sur des parcelles d'essai et dans les ateliers scolaires.[406]

Mais, dans le même temps, il faut aussi

> refonder (*perestroit'*) le programme d'études du secondaire dans le sens d'une plus grande spécialisation à la production, afin que les jeunes gens et jeunes filles qui ont fait leurs dix ans de scolarité aient, d'une part, une bonne formation

---

[399] *Ibid.*, p. 117. Le terme « *beloručki* » est employé avec des guillemets dans le document.

[400] *Ibid.*, p. 135. C'est apparemment Aleksej Kiričenko qui a présenté ce projet à ses pairs. Dans la liste des personnes ayant participé à son élaboration se trouve aussi Ivan Kairov.

[401] Un représentant des syndicats, Vasilij Prohorov, alors secrétaire du VCSPS, a également participé à sa rédaction, mais il ne semble plus jouer de rôle par la suite sur ces questions. Le rapport, initialement adressé au chef du gouvernement Nikolaj Bulganin, a été transmis, au début du mois de décembre 1955, au secrétaire du CC Dmitrij Šepilov, qui l'a probablement transmis au Présidium du CC du PCUS : RGANI, 5/18/67, p. 76-159.

[402] Voir S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems… », article cité, p. 13. D'après lui le retour de l'instruction polytechnique avait déjà eu lieu, pour certaines matières et dans certaines écoles, en 1953-1954.

[403] John DUNSTAN, *Paths to Excellence...*, *op. cit.*, p. 28.

[404] Cité par Mervyn MATTHEWS, *Education in the Soviet Union : policies and institutions since Stalin*, Londres, George Allen & Unwin, 1982, p. 23.

[405] A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie sistemy obrazovaniâ v SSSR v period 'ottepeli' (1953-1964) », *Voprosy istorii*, n°9, 2004, p. 95-104 ; p. 96-97.

[406] *XX c'ezd KPSS : Stenografičeskij otčët,* Tome 1, Moscou, 1956, p. 82.

> générale qui leur ouvre la voie du supérieur, et d'autre part soient préparés à une activité pratique.[407]

La relance de la *polytechnisation* du secondaire mêle ainsi les enjeux idéologiques, voire proprement politiques, à des motivations sociales et économiques complexes. Surtout, un cap est franchi par rapport à la précédente relance de 1952 et à la réforme des programmes à partir de 1955 : les résolutions du Congrès précisent que « pour la réalisation rapide de la *polytechnisation* de l'école, il est indispensable non seulement d'introduire de nouvelles matières apportant les connaissances de base sur les questions de la production industrielle et agricole, mais aussi d'initier les élèves au travail dans les entreprises, les kolkhozes et les sovkhozes »[408].

Concrètement, l'application de cette nouvelle ligne varie beaucoup selon les régions, au gré des initiatives locales. Comme l'annonce publiquement Afanasenko en septembre 1956, 50 établissements de RSFSR où les élèves auront désormais, en plus d'une initiation aux « bases de la production industrielle » ou « agricole », deux heures par semaine consacrées à l'acquisition d'un vrai métier[409]. On peut mentionner aussi les brigades d'élèves (*učeničeskie brigady*) formées dans quelques établissements des régions de Krasnodar et Stavropol, dans le sud de la RSFSR, qui se livrent à l'agriculture et à l'élevage sur des terrains et avec du matériel mis à disposition par les kolkhozes environnants[410].

Ces écoles, comme des centaines d'autres en Ukraine, renouent avec les expériences des années vingt. Mais si elles sont évoquées sans relâche dans les documents de travail de l'APN comme dans la presse de l'époque[411], elles n'enthousiasment pas tous les responsables.

B. Une première controverse : Derbinov contre Suhomlinskij

Les tenants d'une approche modérée, qui verrait seulement l'introduction de quelques notions d'instruction polytechnique, et non la professionnalisation du secondaire, peuvent s'appuyer sur les propos précédemment cités du Premier secrétaire. On le voit lors de l'échange qui oppose dans la revue du CC du PCUS *Partijnaâ Žizn'*, en février-mars 1956, deux personnages de second rang et donc inconnus : Vasilij Derbinov et Vasilij Suhomlinskij.

---

[407] *Ibidem.* Voir aussi la traduction de ce passage dans *XXe Congrès du PCUS, 14-25 février 1956*, Paris, Cahiers du Communisme, 1956, p. 84.

[408] *KPSS v rezolûciâh i rešeniâh s''ezdov, konferencij i plenumov CK (1955-1959 gg.)*, T. 7, Moscou, 1971, p. 108.

[409] *Pravda* et *Literaturnaâ Gazeta* du 1er septembre 1956, citées dans *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°171, 31 octobre 1956, p. 7. Voir aussi GARF, R-10049 (APN)/1 (Présidium)/1897, p. 11 : plan de travail de la « commission de discussion du projet de planification des parcelles scolaires » de l'APN pour 1957.

[410] L'école de Grigoropolis, dans la région de Stavropol, est mentionnée comme une pionnière pour la formation d'une telle brigade par M.V. BOGUSLAVSKIJ, *XX vek*, *op. cit.*, p. 179-180. Les écoliers y travaillaient de 7 à 9h puis de 17 à 19h pendant la semaine. Cet auteur, sans citer ses sources malheureusement, affirme que leurs résultats scolaires en ont progressé de façon spectaculaire : on peut en douter. En revanche il est plus probable qu'une majorité d'entre eux, comme il le dit, est restée travailler au kolkhoze après la fin de la scolarité.

[411] Voir Elisabeth KOUTAISSOF, « L'explosion scolaire en U.R.S.S. », dans *Annuaire de l'URSS*, Paris, 1965, p. 89-111 ; p. 96.

Derbinov, chef adjoint de l'*Otdel nauki RSFSR*, est un « administrateur » type, malgré sa formation initiale d'enseignant. Il défend une conception modérée de la *polytechnisation*, excluant de mettre au travail les élèves sauf pour des travaux pratiques, et condamne la tendance à une « spécialisation » professionnelle qu'il juge incompatible avec une bonne instruction générale. Suhomlinskij, jeune « pédagogue » de trente-huit ans, est alors directeur d'une école secondaire en Ukraine[412]. Il renvoie à l'expérience de son école et d'autres en Ukraine et affirme qu'il est parfaitement possible de combiner début de spécialisation à la production et déroulement normal des études secondaires – évoquant au passage l'argument suivant lequel cela incite les parents kolkhoziens à laisser leurs enfants finir leurs études secondaires[413]. Cette conception de la *polytechnisation* avait déjà été défendue par les autorités ukrainiennes dans les années 1920[414].

Malgré cette réponse virulente d'un pédagogue de terrain, c'est la position de Derbinov qui l'emporte, début mars 1957, au sommet du Parti. Pour le comprendre, il faut probablement tenir compte du rapport remis quelques jours plus tôt par la CSU SSSR sur l'état de l'instruction polytechnique dans les écoles septennales et décennales du pays. Sous la signature de Starovskij, il souligne le manque d'équipements pour l'organisation de l'instruction polytechnique, sauf pour le travail sommaire du bois et des métaux : parmi les écoles de dix ans, 80% n'ont pas de cabinets d'étude des machines, 94% d'électrotechnique, la situation en RSFSR n'étant pas vraiment meilleure, avec 76% et 89% respectivement[415]. Plutôt que d'appeler à la construction de tels équipements, Starovskij préconise le développement des « cercles de jeunes techniciens et de jeunes naturalistes » (*kružki ûnyx tehnikov i ûnyh naturalistov*), orientés vers l'observation scientifique[416]. Au même moment Vladimir Kirillin, directeur, et Dmitrij Kukin, chef de secteur de l'*Otdel nauki*, évoquent en des termes réticents les expériences pilotes de mise au travail des élèves dans la région de Stavropol et en Ukraine[417]. Selon eux, « la réduction du temps de plusieurs matières générales soulève de grands doutes », et l'instruction polytechnique des élèves « est en fait remplacée par une professionnalisation précoce, ce qui se trouve en contradiction avec les décisions du XXe Congrès et les préceptes de Lénine sur la *polytechnisation* de l'école ». Kirillin et son subordonné rejettent donc une instruction polytechnique qui serait en réalité une formation professionnelle précoce. Ils insistent aussi sur les insuffisances du système scolaire en l'état :

> La loi sur l'instruction septennale obligatoire [de 1930], qui est le préalable indispensable au succès de l'accomplissement de l'enseignement secondaire, est appliquée de façon non satisfaisante. D'après les données de la CSU SSSR pour les dernières années le taux d'abandon des élèves des 5^{e}-7^{e} classes a augmenté. Seuls 65% des élèves entrés en 5^{e} finissent la 7^{e}. L'abandon dans les 8^{e}-9^{e} classes a atteint 12,7% en 1956.[418]

Pour finir, ils appellent à la création d'une commission regroupant, sous la direction du Secrétariat du CC du PCUS, les ministres de l'Instruction de Russie et d'Ukraine, le

[412] Voir les notices biographiques en annexe. A l'époque, Suhomlinskij vient de soutenir une thèse de *kandidat* en sciences pédagogiques, et publié quelques articles dans la presse locale et ukrainienne, mais aucun ouvrage théorique.
[413] Voir *Partijnaâ Žizn'*, 1956, n°17 et n°23, et le texte 6, en annexe.
[414] S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems… », article cité, p. 14.
[415] RGAE, 1562/327/942, p. 18-19. Le recueil statistique *Kul'turnoe stroitel'stvo SSSR* publié en 1956 par la CSU mentionne lui aussi le faible nombre d'ateliers et de cabinets d'études en RSFSR : voir S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems… », article cité, p. 13.
[416] *Ibid.*, p. 21. Le document est aussi adressé au Conseil des ministres d'URSS.
[417] RGANI, 5/35/63, p. 10-16. Note de mars 1957 adressée au CC du PCUS.
[418] *Ibid.*, p. 10.

ministre de l'Enseignement supérieur, le président de l'APN, le directeur général des Réserves de main-d'oeuvre, le président adjoint du Gosplan et d'autres responsables dont, en bout de liste, le premier secrétaire du Komsomol. Le contenu de ce document rencontre l'approbation de Šepilov, destinataire de nombreux rapports ; mais ce dernier est écarté quelques mois plus tard, après l'affaire du « groupe anti-Parti », ce qui explique peut-être pourquoi la commission envisagée n'a pas été créée.

En effet, les partisans d'une réforme radicale conservent une influence forte : la création des « écoles-internats » en septembre 1956 annonce ainsi les grandes lignes du projet khrouchtchévien en matière d'enseignement secondaire. Impliquant une professionnalisation de l'instruction, elle est destinée à être diffusée à l'échelle de tout le pays.

C. Les écoles-internats comme solution à la crise du système

Le décret du Conseil des ministres d'URSS et du CC du PCUS du 15 septembre 1956, instaurant les « écoles-internats » (*školy-internaty*), s'inscrit dans un ensemble de mesures visant à améliorer le niveau de vie de la population soviétique, qu'on peut qualifier de politique d'Etat providence[419]. Il annonce aussi une accentuation de la *polytechnisation* et constitue la première manifestation forte du projet éducatif khrouchtchévien.

Dans la discussion qui a lieu en mars 1956 au Comité central du Parti, quelques jours après la clôture du XXe Congrès et la lecture du rapport dit « secret » dévoilant aux délégués du PCUS une partie des crimes de Staline, le Premier secrétaire prend la parole pour défendre en personne cette innovation :

> ...il ne s'agit pas seulement d'éducation des enfants, c'est plus que cela. [...] A côté du confort matériel que nous donnent à présent les plans quinquennaux, il nous faut préparer spirituellement (*duhovno*) l'homme pour la nouvelle société communiste, qui se profile déjà à l'horizon.[420]

Khrouchtchev détaille ensuite les besoins pour créer de tels établissements à travers tout le pays, notamment en termes de construction de bâtiments ; il compte d'ailleurs transférer une partie des fonds alloués à la construction de logements vers celle des écoles internats, ce qui confirme son attachement à ce projet[421]. Outre l'instruction, il s'agissait d'assurer logement et alimentation au plus grand nombre d'enfants possible, mais sur une base payante et non obligatoire, tout en les initiant à des métiers concrets dans l'industrie ou l'agriculture[422]. Il faut distinguer ces internats de ceux réservés aux orphelins de la Seconde

---

[419] Khrouchtchev avait explicitement fait référence à l'exemple des pays capitalistes lors de l'annonce de cette mesure au XXe Congrès : voir S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems… », article cité, p. 14. Sur les enjeux sociaux de leur genèse et de leur mise en place, voir LIVSCHIZ Ann, « De-Stalinizing Soviet Childhood: The Quest for Moral Rebirth, 1953-58 », dans Polly JONES (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, 279 p., p. 135-153.

[420] Document daté du 5 mars 1956, retranscrit dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev : dva cveta vremeni. Dokumenty* Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratiâ », 2009, tome 2, p. 281.

[421] *Ibid.*, p. 282.

[422] *Ibid.*, p. 283-284. Les détails dont l'échelle des frais de scolarité, fixée en fonction du revenu des familles, font l'objet d'une discussion mentionnée lors de la séance du Présidium du CC du PCUS du 16 août 1956, à laquelle prennent part le ministre de l'Instruction Afanasenko, mais aussi le président du Gosplan Nikolaj Bajbakov, et des responsables de l'appareil du CC du PCUS, dont Kaz'min et Kirillin : voir A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.2...., op. cit.,* p. 409-410.

guerre mondiale, qui en 1953 en accueillaient encore 257 300 (les autres enfants mineurs étant confiés à des familles d'accueil) : étant tenus de travailler dès l'âge de douze ans, ils continuaient leurs études dans les établissements du GUTR, dans les collèges d'apprentissage artisanaux et ferroviaires, ou dans les écoles FZO[423]. A partir de 1955 tous les pensionnaires des orphelinats ayant terminé l'école de sept ans et admis en SSUZ devaient recevoir une assistance matérielle de l'État, mais seul un petit nombre put profiter de ces avantages, car la plupart étaient en situation d'échec à l'école, face aux enfants ayant le soutien de leurs familles[424]. Cette situation se perpétue, malgré le décret du Conseil des ministres du 8 août 1956, « sur […] l'amélioration de l'éducation des enfants privés de leurs parents » : seul un petit nombre d'orphelins parvient à achever des études secondaires spéciales dans les années 1950[425].

Les écoles-internats doivent accueillir non seulement des orphelins, mais aussi des enfants retirés à leurs familles, avec l'accord de celles-ci pour acquérir une formation académique et polytechnique à la fois, tout en s'habituant à la vie collective : il s'agit de construire une sorte de communisme scolaire, qui n'est pas sans évoquer les discours et les pratiques de Makarenko[426]. Dans ces établissements payants, dont le prix varie selon les revenus des parents, les élèves entrés dès la 1ère classe suivent pendant sept années une formation à la fois généraliste et polytechnique, qui doit leur permettre d'entrer ensuite en SSUZ, autrement dit d'acquérir un profil de technicien. Pour Khrouchtchev, il s'agit d'une mesure de « grande envergure » destinée, à terme, à provoquer une « refondation (*perestrojka*) de l'éducation des enfants » qui anticipe « la société communiste »[427]. Pour clore la discussion de mai 1957, il dénonce comme « défaut (*defekt*) » de l'école soviétique secondaire le fait que les élèves qui en sortent n'ont pas de compétence professionnelle qui leur permettrait d'envisager un emploi direct dans la production ; il ajoute :

> De cette façon, tout ce qu'on peut faire c'est éduquer des petits seigneurs dans le mépris des gens du travail. 'Comment ça, ma fille, après avoir fini le secondaire, irait dans la production ? Elle ira seulement à la faculté de philosophie ou à l'institut de cinématographie.' (Rires dans la salle).[428]

Pour autant, les écoles-internats n'ont pas connu le développement attendu, en raison d'un manque de moyens et de leur isolement au sein du système d'enseignement général[429]. Il semble que l'administration scolaire n'ait pas obtenu les financements nécessaires pour mener à bien le programme ambitieux fixé à la création des écoles-internats, qui prévoyait un million d'élèves en 1960, ce qui supposait un effort matériel considérable. On en est loin encore fin 1957, comme le constate le Département de la santé et de la culture du Gosplan : à cette date, il n'y en a que 81 800, et pour 1960, seules 400 000 places sont prévues d'après le plan de construction adopté pour toute l'URSS[430]. La CSU confirme ces données, au terme d'une

[423] Mariâ ZEZINA, « Social'naâ zašita detej-sirot v poslevoennye gody (1945-1955) », *Voprosy istorii*, 6/1997, p. 127-136, p. 132. Sur la condition des orphelins en Union soviétique pendant le « second stalinisme », voir Rachel GREEN, « 'There Will Not Be Orphans Among Us': Soviet Orphanages, Foster Care, and Adoption, 1941-1956 », Thesis (Ph. D.), University of Chicago, 2006.
[424] Mariâ ZEZINA, « Social'naâ zašita… », article cité, p. 135.
[425] *Ibidem.*
[426] C'est le cas pour l'école-internat n°12 de Moscou, d'après M.V. BOGUSLAVSKIJ, *XX vek*, *op. cit.*, p. 182.
[427] Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 285-286.
[428] *Ibid.*, p. 287.
[429] L'absence de perspective claire sur les ressources à mobiliser est déjà soulignée lors de la séance du Présidium du CC du PCUS qui évoque le projet, le 16 août 1957 : voir A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.1. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij*, Moscou, Rosspèn, 2003, p. 159. Ce brouillon de sténogramme commence par la remarque suivante : « Il n'y a pas de décompte des moyens qui seront nécessaires ».
[430] RGAE, 4372/56/245, p. 67.

enquête réalisée auprès de 291 des 310 écoles-internats existant au 1er mars 1957, dont elle communique les résultats au Parti et au gouvernement[431]. La situation de la construction d'écoles est telle que le Gosplan alerte les autorités au niveau le plus élevé, comme en témoigne une lettre adressée par son président Kuz'min au chef du gouvernement de RSFSR, Mihail Âsnov, en des termes alarmistes et impératifs à la fois : « Compte tenu du risque sérieux de rupture de l'exécution du plan de construction d'écoles et particulièrement d'écoles-internats, le Gosplan d'URSS demande au Conseil des ministres de RSFSR de prendre des mesures […] sur le territoire de la république »[432]. Un an plus tard, Khrouchtchev affirmera que le Gosplan « a saboté (*sabotiroval*) » les décisions prises à propos des écoles-internats[433].

Certains pédagogues, dont Suhomlinskij, pourtant partisan farouche de l'instruction au travail, rejettent le principe de la séparation systématique des enfants d'avec leurs familles[434]. Néanmoins, d'autres voix s'élèvent pour déplorer que ces institutions n'aient pas connu l'essor escompté, et ne remplissent pas toutes leurs fonctions, notamment sur le plan de l'éducation morale et idéologique. C'est le cas lors de la réunion qui se tient à leur sujet dès avril 1957 à Moscou, sous l'autorité de Dmitrij Šepilov. Ce dernier regrette que, dans une école-internat de RSFSR, le travail manuel soit considéré comme une punition, et conclut son intervention sur un ton accusateur :

> De cette façon, tout ce qu'on peut faire c'est éduquer des petits seigneurs dans le mépris des gens du travail. 'Comment ça, ma fille, après avoir fini le secondaire, irait dans la production ? Elle ira seulement à la faculté de philosophie ou à l'institut de cinématographie.' (Rires dans la salle).[435]

Ces propos recèlent un lieu commun courant à l'époque : la stigmatisation des milieux sociaux privilégiés et de leur mépris pour le travail dans la production. Trois mois plus tard, dans l'organe du *Buro* RSFSR du CC du PCUS, Vasilij Derbinov dénonce lui aussi l'idée que « le travail soit utilisé comme un moyen de punir les enfants ayant mal agi », « une mesure intolérable du point de vue d'un enseignant marxiste »[436]. Toutefois, comme dans l'article de *Partijnaâ žizn'* précédemment cité, il précise que l'initiation à la production doit rester subordonnée aux « tâches éducatives », ciritiquant non les parents, mais l'APN pour « un certain nombre de défauts » dans leur élaboration en fonction de chaque tranche d'âge.

D'après ces indices livrés au public, et les différents rapports internes, il paraît avoir manqué aux écoles-internats des moyens et une implication de tous les acteurs concernés. Cela explique sans doute leur faible succès comme filière d'orientation des jeunes vers la production. Si les statisticiens de la CSU et du Gosplan le déplorent, d'autres responsables peuvent tirer profit de ce mauvais résultat – c'est vrai pour Zelenko, dont l'influence devient prédominante, alors que la question de l'orientation des jeunes après l'école secondaire est traitée de façon plus radicale, au profit des Réserves de main-d'œuvre.

---

[431] RGAE, 1562/327/942, p. 25-30.
[432] RGAE, 4372/56/245, p. 97.
[433] Intervention de Khrouchtchev devant la commission de la *pérestroïka* de l'école, le 4 septembre 1958, retranscrite dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hruŝev…, op. cit.*, tome 2, p. 386.
[434] Alan COCKERILL, *East One Must Shine : The Educational Legacy of V.A. Sukhomlinsky*, New York, Peter Lang, 1999, p. 32.
[435] RGANI 5/35/63, p. 92-147 ; p. 142 pour la citation. Le terme employé est « *barčuk* ».
[436] *Sovetskaâ Rossiâ*, 5 juin 1957, p. 2.

D. Le décret de 1957 sur les Réserves de main-d'œuvre et les prémisses d'un projet plus ambitieux

Au printemps 1957, deux événements passés inaperçus dans l'historiographie annoncent des changements majeurs à venir. En fait, plutôt qu'une coordination entre les différentes administrations et les cercles du pouvoir suprême, il s'agit d'une coïncidence entre deux initiatives convergentes, mais bien distinctes. D'une part, les principaux partisans d'une transformation de l'école secondaire en centre d'orientation précoce vers l'enseignement professionnel et la production, Zelenko et Šelepin, respectivement pour le GUTR et le Komsomol, avancent des propositions concrètes. De l'autre, le Premier secrétaire en personne laisse entrevoir les grandes lignes d'une vaste réforme à venir.

S'adressant simultanément à Šepilov et à Khrouchtchev, Zelenko propose dès mars 1957 de doubler le réseau des établissements des Réserves de main-d'œuvre, en particulier les « collèges techniques » instaurés sans grand succès en 1954, afin de canaliser la totalité des jeunes quittant l'école secondaire, à quelque étape que ce soit[437]. Son argumentation repose sur une présentation catastrophiste des besoins en techniciens et ouvriers qualifiés prévus pour le plan quinquennal, mais aussi des difficultés d'emploi des jeunes à la sortie du secondaire. Il y associe, au détour d'une phrase, le développement de la criminalité juvénile, soulignant que « plus de 40% des crimes commis par la jeunesse provient de personnes sans études ni travail à la production ». Surtout, le chef du GUTR joint à sa requête des lettres envoyées à Kliment Vorošilov (chef de l'Etat soviétique) et à Nikita Khrouchtchev par des enfants de soldats morts pendant la guerre, ne pouvant pas faire d'études techniques : « nous ne voulons pas croire que, dans notre pays, des orphelins puissent rester sans métier (*special'nost'*) » dit l'une d'elles[438]. Zelenko voit probablement ici une occasion de faire reprendre pied à son organisation, qui, après avoir joué un rôle de premier plan pendant la guerre, puis dans la reconstruction du pays, a connu un déclin permanent en termes de prestige et d'effectifs, depuis le début de la décennie[439].

Sans revenir à un système de travail semi-libre, la solution consistant à envoyer une grande partie de la jeunesse acquérir une qualification professionnelle en deux ou trois ans est séduisante, vu les besoins urgents en main-d'œuvre productive, mais aussi lourde de menaces pour les autres types de formation. Le Département du CC, pour donner le change, affirme avoir pris en compte les propositions de Zelenko dans un décret en préparation, dont le contenu a été examiné au secrétariat du CC le 24 avril[440]. Pourtant, Kirillin et Kuzin viennent de se prononcer, dans un document adressé à leurs supérieurs, en faveur de la généralisation progressive de l'école secondaire, aux dépens des collèges d'apprentissage des Réserves de main-d'œuvre[441]. Parallèlement, les responsables du GUTR fourbissent leurs armes : Bordadyn rend compte à Šepilov de la situation de l'enseignement professionnel destiné à la jeunesse en RDA, dont l'industrie surpasse celle des autres pays de l'Est[442].

[437] RGANI, 5/35/63, p. 37-45. Voir le texte 2 en annexe.

[438] *Ibid.*, p. 28. La lettre est datée du 26 octobre 1956. Voir aussi le texte 4, en annexe, qui reprend deux autres lettres de ce type.

[439] Voir Donald FILTZER, *Soviet Workers and Late Stalinism..., op. cit.*, p. 36.

[440] RGANI, 5/35/63, p. 58.

[441] RGANI, 5/35/63, p. 15. Cette note au CC du PCUS « sur le travail de l'école secondaire et le perfectionnement relatif du système d'enseignement dans notre pays » est datée du 6 mars 1957.

[442] RGANI, 5/35/63, p. 148. Il semble que Zelenko trouve alors une oreille attentive dans d'autres administrations importantes : en 1957, le Gosplan soutient la demande du GUTR et du Comité d'État à la construction (*Gosstroj*) d'accorder une aide financière aux sergents, soldats et matelots démobilisés pour qu'ils suivent des études dans les écoles des Réserves de main-d'œuvre (200 roubles au départ et 100 roubles par mois pendant les deux premiers mois, en plus de la nourriture et du logement). Toutefois Nikolaj Bulganin, chef du gouvernement, refuse pour des raisons financières, et cette proposition ne semble pas parvenir au CC du PCUS :

Zelenko et son second ne sont pas les seuls à vouloir professionnaliser l'enseignement secondaire. En mars 1957, Kairov confie à des responsables chargés de réfléchir à la *polytechnisation* qu'il faut « adresser des réclamations aux organisations sociales (*obŝestvennost'*) » pour le manque de moyens alloués à l'instruction au travail, et « peut-être organiser une petite réunion avec les gars qui sortent du secondaire, bavarder un peu avec eux »[443]. Le ton du président de l'APN est bien moins dramatique et pressant que celui de Zelenko, même si la propagande en faveur de l'embauche des jeunes dans la production s'intensifie. Dans le cinquantième et avant-dernier tome de la luxueuse *Grande encyclopédie soviétique*, la section consacrée au Komsomol d'URSS comprend une planche photographique avec, dans un coin, l'image de la « réunion des élèves de dixième classe des écoles de la région de Moscou qui ont émis le vœu d'aller travailler dans la production, après avoir fini leur scolarité », dans la salle du Grand palais du Kremlin, quelques mois plus tôt[444].

Surtout, en mai 1957, deux interventions montrent la volonté de l'équipe dirigeante de lancer une vaste transformation du système scolaire. Pour commencer, le Premier secrétaire du Komsomol Šelepin présente un énième projet de « *polytechnisation* », cette fois à la tribune du Soviet Suprême d'URSS : il envisage une *polytechnisation* de l'école secondaire « jusqu'à l'absurde » selon le jugement d'Aleksandr Pyžikov[445]. Quelques jours plus tard, c'est Khrouchtchev en personne qui présente les grandes lignes de la réforme à venir à ses collègues du CC du PCUS. Elle doit permettre à un maximum d'élèves d'achever leurs études secondaires tout en travaillant dans la production, en particulier par le moyen des écoles du soir. A la vice-ministre de l'Instruction de RSFSR qui lui rétorque qu'il vaudrait mieux d'abord faire appliquer les décisions précédentes en matière de *polytechnisation*, et ne pas tout miser sur l'enseignement du soir, vu la surcharge qui pèse sur les élèves de ce type, Khrouchtchev répond qu'il est lui-même passé par une *rabfak* et que cette voie est la meilleure pour former les générations qui vivront sous le communisme[446]. Une discussion à bâtons rompus s'engage, où Dubrovina paraît complètement isolée, en particulier face à son ministre Kairov, mais aussi à la toute jeune secrétaire du VLKSM et dirigeante de l'organisation des Pionniers Zoâ Tumanova, et au ministre de l'Agriculture d'URSS Vladimir Mackevič. Ce dernier mentionne ses propres années d'études en 1923-1924 dans un collège d'enseignement agricole technique, pour souligner qu'à l'époque on y plantait des jardins, alors que désormais les écoles rurales n'en ont plus[447]. L'enseignement secondaire semble promis à une radicale transformation, même si pour le moment (au printemps 1957) aucun calendrier précis n'est encore fixé.

En revanche, le décret en préparation depuis le mois d'avril à l'initiative de Zelenko est adopté le 12 septembre 1957 par le CC du PCUS et le Conseil des ministres d'URSS. Intitulé « Sur l'orientation (*vovlečenie*) vers la production industrielle et agricole de la jeunesse sortant des écoles secondaires générales », il constate que, « ne maîtrisant pas de profession productive, la jeunesse rencontre des difficultés pour s'embaucher, si bien qu'une quantité significative de jeunes gens et jeunes filles, pendant une longue période, ne s'intègre

RGAE, 4327/56/125, p. 116.

[443] GARF, R-10049/1/2247, p. 5. Voir *infra*, chapitre 4, pour le reste de son intervention.

[444] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 50, « Soûz sovetskih socialističkih respublik », Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1957, entre les pages 272 et 273. Le volume a été imprimé le 15 août 1957, tiré à 300 000 exemplaires.

[445] A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie sistemy obrazovaniâ… », article cité, p. 97-98.

[446] Sténogramme du 29 mai 1957, retranscrit dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 344-364.

[447] *Ibid.*, p. 361. La prise de position de Mackevič, à l'époque à la fois ministre de l'agriculture et vice-président du Gosplan d'URSS, est d'autant plus intéressante que son nom est cité quelques mois plus tôt dans un document du Parti où il est mis en cause par des étudiants du Komsomol pour avoir favorisé l'inscription de la fille en faculté, alors qu'elle n'avait pas obtenu la note nécessaire au concours. Voir *infra*, le chapitre suivant.

pas à la sphère de la production matérielle »[448]. Il connaît un début d'application : un long rapport envoyé en février 1958 par le chef de la CSU Starovskij au président du Gosplan Kuz'min, sur la question de l'emploi (*trudoustrojstvo*) des jeunes sortant du secondaire complet, montre que sur 1,169 million de bacheliers en URSS en 1957, près de la majorité s'est orientée vers un travail dans l'industrie et l'agriculture (558 000, soit 48%), les autres ayant poursuivi leurs études en VUZ ou SSUZ « avec rupture avec la production » (37%) c'est-à-dire sans travailler parallèlement, quelques-uns uns étant enrôlés dans l'armée (5%), alors que 10% d'entre eux restent sans travail[449]. Starovskij conclut :

> Ces données montrent que, malgré le travail accompli sur place en 1957 pour mettre au travail la jeunesse, conformément au Décret du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS du 12 septembre 1957 n°1112 « Sur l'orientation vers la production industrielle et agricole de la jeunesse achevant sa scolarité secondaire générale », il est resté dans le pays 113 000 jeunes gens et filles sans embauche, dont 54 000 en RSFSR et 27 000 en Ukraine.[450]

[448] RGANI, 5/35/63, p. 58.
[449] RGAE, 1652/33/3674, p. 27.
[450] *Ibid.*, p. 30.

Le problème du chômage volontaire des jeunes paraît donc en voie de résorption au début de l'année 1958. Toutefois, les entreprises du secteur productif, même si elles manquent de bras, n'ont pas toujours intérêt à embaucher des jeunes sortis du secondaire et ayant échoué à poursuivre leurs études, car ils risquent de quitter l'usine ou le chantier à la première occasion[451]. Le phénomène est ouvertement signalé à l'époque, ainsi dans un article de la *Literaturnaâ gazeta* (« Journal littéraire », organe de l'Union des écrivains) le 20 novembre 1956 ; il est vrai qu'à cette date la question de l'emploi des jeunes et de la sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur a revêtu un caractère plus dramatique, comme on le verra au chapitre suivant. Elle apparaît d'ailleurs dans un des romans emblématiques du « Dégel » littéraire, *V trudnom podhode* (« Une campagne difficile ») de Lûbovij Kabo, consacré à la vie d'une école secondaire, et montrant l'écart entre les aspirations de la jeunesse d'un côté, et les possibilités d'orientation et de travail de l'autre[452]. Quelques mois plus tard, un autre roman destiné à la jeunesse, *L'étoile dans le brouillard*, par Anatolij Kuznecov, met lui aussi en évidence la distance « entre l'école et la vie »[453].

Ainsi, à la fin de l'année 1957 se dessine, au sommet du pays, un courant influent qui fait de la *polytechnisation* de l'enseignement secondaire l'alpha et l'oméga de toute politique voulant répondre aux enjeux économiques, mais aussi idéologiques, de l'école soviétique. Il a comme principaux inspirateurs le chef des Réserves de main-d'œuvre, Zelenko, et le premier secrétaire du Komsomol, Šelepin[454]. Occasionnellement peuvent se joindre à eux des hauts responsables du Gosplan, dont la vision comptable est liée à la perception des contraintes de main-d'œuvre qui pèsent sur l'économie soviétique, mais aussi aux coûts importants qu'entraîne la massification de la scolarisation secondaire.

La fin de la sélection par l'argent, tout en favorisant la démocratisation des études secondaires, et au-delà, a ainsi accentué la crise du système scolaire soviétique. Les dirigeants ont alors réagi, à différents niveaux, mais de façon non coordonnée et parfois contradictoire. Dans un contexte de forte mobilisation économique, notamment pour les projets agricoles et la construction de logements dans les grandes villes, on comprend qu'ils aient alors adhéré à l'idée d'envoyer un maximum de jeunes vers les secteurs productifs de l'économie, au risque de compromettre la possibilité d'une instruction décennale pour tous, héritée des promesses de l'entre-deux-guerres.

Conclusion : la tentation d'une « révolution par en haut »[455]

En dressant le bilan des années 1955-1958, on peut dire que c'est par la question économique et sociale de la main-d'œuvre que le projet utopique de l'« école du travail » des années 1920 refait irruption dans la vision des dirigeants, et en particulier de Khrouchtchev.

[451] S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems… », article cité, p. 11.

[452] Le roman est publié dans la revue *Novyj Mir* en novembre et décembre 1956. Sa discussion à l'institut pédagogique de Iaroslav en avril 1957 donna lieu à des sanctions contre des étudiants qui avaient critiqué les enseignants du secondaire : voir S. A. GVOZDEV, « Meždu allilujej i anafemoj. Političeskoe soznanie sovetskogo obŝestva v gody hruŝevskoj destalinizacii », *Âroslavskij Pedagogičeskij Vestnik*, n°2, 2000.

[453] Ce roman fut traduit en français l'année suivante : voir la citation en épigraphe, *supra*.

[454] Voir en particulier le 8ème Plénum du CC du VLKSM : RGASPI-M, fonds 1, inventaire 2 (Plénums du CC du VLKSM), dossier 363, *passim*.

[455] L'expression « révolution par en haut » est empruntée à l'historiographie du stalinisme, en particulier des transformations économiques et sociales brutales des années 1930 : voir par exemple Robert C. TUCKER, *Stalin in Power: The Revolution from Above, 1928-1941*. New York, Norton, 1990.

Si ce phénomène est propre à l'URSS, on en retrouve certaines composantes, le facteur idéologique en moins, dans d'autres pays européens qui connaissent des situations semblables au XXe siècle : en France aussi, dans l'entre-deux-guerres, le développement de l'enseignement technique est stimulé par la prise de conscience des conséquences démographiques de la Première guerre mondiale[456]. Une autre piste de comparaison possible concerne la différenciation qui s'instaure entre filières : en URSS, les enfants des milieux les moins aisés, qui ne peuvent s'acquitter des frais d'inscription dans les dernières années du secondaire, à moins d'avoir une bourse, sont mécaniquement orientés vers l'enseignement professionnel, parfois sous sa forme la plus brutale dans les établissements des Réserves de main-d'œuvre. D'un côté, ceux qui n'ont pas les moyens financiers pour achever leurs études secondaires et envisager de poursuivre des études supérieures ou techniques, se retrouvent presque automatiquement enrôlés dans les établissements du GUTR. De l'autre, les enfants de l'intelligentsia, considérée comme une couche sociale regroupant toutes les professions intellectuelles, y compris l'administration, selon la définition officielle de l'époque[457], ont accès aux études secondaires complètes, mais aussi techniques et supérieures. Cette évolution peut être mise en parallèle avec la massification de l'enseignement secondaire en France, qui a démarré en 1946[458]. En URSS, une importante « démocratisation quantitative » au sens où l'entend Antoine Prost, c'est-à-dire un élargissement de l'accès à l'instruction, intervient donc au début des années 1950. Elle ne supprime pas pour autant la sélection par le niveau socio-culturel, mais la déplace d'un ou plusieurs crans en amont, comme dans le cas français[459].

La dispersion des instances consultées et la divergence des intérêts qu'elles représentent empêchent la formulation d'un projet cohérent qui répondrait à tous les défis posés par l'enseignement secondaire soviétique au milieu des années 1950. Les désaccords entre « administrateurs » et « spécialistes » freinent l'application des mesures successives. Quant aux authentiques « pédagogues », ils sont plutôt discrets, leurs positions dans l'appareil étant fragiles. En revanche, les partisans de la *polytechnisation* radicale, souvent des

[456] Jean-Michel CHAPOULIE, « Représentations de la main-d'œuvre, actions parlementaires et administratives. Le développement de l'enseignement technique entre les deux guerres », *Vingtième siècle*, n°88, octobre-décembre 2005, p. 23-47.
[457] Staline l'a définie ainsi lors de son discours du 25 novembre 1936 sur le projet de Constitution ; cité par Boris KAGARLITSKY, *Les intellectuels et l'État soviétique de 1917 à nos jours*, Paris, 1993, p. 95.
[458] Jean-Pierre RIOUX, *La France..., op. cit.*, p. 300.
[459] Voir Pierre MERLE, *La démocratisation de l'enseignement*, Paris, La Découverte, 2002, p. 79.

« administrateurs », poussent leur avantage en profitant du sentiment d'urgence qui gagne la direction du pays sur l'enjeu de la main-d'œuvre, à partir de 1956. L'histoire sociale et culturelle des élites éclaire ainsi la genèse des décisions, sans nier pour autant l'influence directe de Khrouchtchev, dont l'intervention sur le chapitre des écoles-internats est un premier pas vers un changement de grande ampleur. De façon significative, même s'il porte une vision qui se veut en rupture avec la période stalinienne, c'est à celle-ci que le Premier secrétaire emprunte sa méthode, celle d'une « révolution par en haut » sans contestation possible – c'est ce qui ressort de l'annonce faite au CC du PCUS en mai 1957, mais aussi des discours tenus lors du lancement des écoles-internats un an plus tôt. L'usage du mot « *perestroïka* » prouve la volonté de remodeler l'école dans son ensemble, après la parenthèse stalinienne. Réforme de l'enseignement et déstalinisation sont donc liées, dès 1956-1957, dans les premières mesures prises sous l'autorité de Khrouchtchev ; mais c'est une déstalinisation paradoxale.

Entre ici en jeu, outre la relance du projet utopique de « construction du communisme » hérité des années vingt, le vécu de nombreux dirigeants qui ont eux-mêmes connu une ascension spectaculaire, depuis leur poste de travail à l'usine, grâce au Parti ou au Komsomol. C'est ainsi que nous comprenons l'implication personnelle du Premier secrétaire, perceptible dès le printemps 1955, et dont le parcours en *rabfak* est un dénominateur commun à toute une partie du groupe dirigeant. Son aspiration rencontre celle d'un Zelenko, lequel vise à restaurer le crédit et l'influence de son administration, les Réserves de main-d'œuvre. D'un côté donc, on trouve les partisans d'une mise au travail précoce des élèves, qui résoudrait les besoins de main-d'œuvre dans la production et améliorerait leur « éducation politique » : un point de vue partagé par Šelepin au nom du Komsomol. De l'autre, des responsables comme Kirillin, Derbinov, ou encore Dubrovina, élaborent des solutions modérées, dans une perspective de long terme, car ils attendent les résultats des politiques en cours. On peut qualifier leur approche de « pragmatique » ou « technocratique », par rapport à celle plus idéologique, en tout cas visant un but plus sommairement politique, des précédents.

L'historien Aleksandr Pyžikov voit un antagonisme fort entre la conception ukrainienne de la *polytechnisation*, qui consiste en l'acquisition dès le secondaire d'une spécialisation professionnelle, et celle des dirigeants moscovites favorables au maintien d'une formation généraliste de bon niveau[460]. Certes, c'est en Ukraine qu'est instaurée, en 1958, une médaille Makarenko destinée à récompenser les initiatives les plus fécondes en matière d'éducation au travail[461]. Pourtant, la vision professionnelle ukrainienne est aussi partagée par les dirigeants du GUTR et du Komsomol, et elle diffère peu, somme toute, des expériences menées alors en RSFSR : le principal clivage dans la sphère pédagogique, on le verra, est ailleurs. L'examen de la situation dans l'enseignement supérieur confirme qu'une grille de lecture nationale ne convient pas pour expliquer les tensions alors à l'œuvre dans le système soviétique, et la préparation d'un changement majeur.

[460] A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie sistemy obrazovanie… », article cité, p. 97.
[461] I.A. KAIROV, article « Makarenko », *Great Soviet Encyclopaedia*, Moscou, 1974, p. 337.

CHAPITRE 3 :
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PEUT MIEUX FAIRE : LES LACUNES DE L'UNIVERSITÉ ET LE TOURNANT DE 1956

> *… un étudiant exprima sa conviction qu'en URSS, tout comme dans les pays capitalistes, le droit à l'enseignement [supérieur] avait un caractère formel, et que dans les faits il n'était pas accessible à tous. Le chargé de cours fut dépassé et incapable de donner les éclaircissements nécessaires, et le groupe discuta sur ce thème pendant deux heures, sans qu'on parvînt à une clarification.*[462]

> *Les portes de nombreux VUZ leur sont grandes ouvertes. Devant eux le chemin de l'avenir est tout tracé : école-institut-métier. Mais le chemin le plus court n'est pas toujours le plus véridique. Et beaucoup de jeunes gens et jeunes filles en choisissent un autre, plus difficile mais plus correct : école-métier-institut.*[463]

> *Ici on peut prendre l'exemple de la faculté de philosophie de l'université [de Moscou]. [...]Voilà qu'arrive un garçon de 17 ans, juste après le secondaire. Il étudie cinq ans et après cela c'est un philosophe. Mais de quel philosophe s'agit-il ? Voilà pourquoi nous avons eu des désagréments à la faculté de philosophie. Ce garçon commence à étudier Aristote, et au final il ne comprend pas la politique de notre parti.*[464]

Au milieu des années cinquante, le rôle du système d'enseignement dans l'économie et la société soviétiques est mis en question. A propos du supérieur, la question centrale, héritée des années 1920, est celle de la formation des cadres ou spécialistes (*specy*) pour le régime : faut-il privilégier leur loyauté ou leur compétence[465] ? Confrontée au manque de moyens matériels et, surtout, au décalage entre les aspirations de la population et les besoins en main-d'œuvre de l'économie, mais aussi aux conséquences de la « déstalinisation », la direction du pays a le choix entre plusieurs voies possibles. Les 750 établissements d'enseignement supérieur (VUZ) que compte le pays sont concernés[466].

---

[462] RGANI, 5 (appareil du CC du PCUS)/30 (Département général)/181, p. 82-89 : information envoyée au CC du PCUS par le Minpros RSFSR sur la situation dans les instituts pédagogiques, au nom d'Afanasenko, le 28 novembre 1956. Texte reproduit dans Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie v SSSR (konec 1956 g.) », *Voprosy istorii*, n°1, 1997, p. 3-23 ; p. 12-13. Cet épisode s'est déroulé à l'Institut pédagogique de l'oblast' de Moscou (MOPI).

[463] *Izvestia*, 16 juin 1957, p. 13.

[464] Zoâ Tumanova, intervention lors de la séance au Comité central avec Nikita Khrouchtchev le 29 mai 1957, retranscrite dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev : dva cveta vremeni. Dokumenty* Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratiâ », 2009, tome 2, p. 360-361.

[465] En Occident, on parle déjà à l'époque des « cadres », mais le mot russe (*kadry*) a un sens plus général, désignant l'ensemble du personnel d'une branche, administration ou entreprise : voir *supra*, chapitre 2, III, A. Les spécialistes sont donc pour nous les actifs diplômés de l'enseignement supérieur et secondaire spécial – à ne pas confondre avec l'emploi entre guillemets du terme, désignant un type de responsable d'après notre classification.

[466] La plupart des documents disponibles concernant à la fois les VUZ et les SSUZ, ou *tehnikum*, nous évoquerons largement ces derniers dans cette section, suivant la réalité administrative décrite, mais sans développer les problèmes spécifiques de l'enseignement technique et professionnel, qui débordent le cadre de la

En analysant les changements mis en œuvre dans l'enseignement supérieur soviétique autour de 1956, nous tenterons de dégager et d'éclairer les motivations des différents acteurs. Comment le contexte politique et social du « Dégel », et notamment les débuts de la « déstalinisation », pèse-t-il sur cette reformulation des politiques ? Comment ressurgissent les solutions déjà empruntées dans l'entre-deux-guerres ?

I) Lieux et acteurs décisionnels : une forte inertie

Avant d'évoquer les changements qui affectent le système d'enseignement supérieur soviétique au lendemain de la mort de Staline, il faut présenter les principaux responsables qui se trouvent aux commandes dans ce domaine, mais aussi déterminer les équilibres au sein du Parti-État en matière de prise de décision.

A. Stabilité des hommes et des centres de décision au sommet

Comme pour le secondaire, les ministères sont subordonnés à l'appareil central du Parti, le gouvernement n'ayant qu'un faible pouvoir décisionnel. Dans leur grande majorité, les principaux responsables sont en place depuis les dernières années de l'ère stalinienne.

A la différence des années 1920, où le personnel du *Narkompros* avait, dans tout le système d'enseignement soviétique, une autorité et une influence réelles, depuis les années 1930, c'est par les décrets du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS que sont fixées les orientations dans ce domaine. Au sommet, le lieu de décision ultime est, après 1953 en tout cas, le Présidium du CC du PCUS, dont les archives sont fermées aux chercheurs, malgré la parution entre 2003 et 2009 des recueils de documents d'Aleksandr Fursenko, puis de Natalâ Tomilina et Andrej Artizov[467]. Certains de ses membres interviennent à d'autres niveaux de l'appareil du pouvoir, pour lesquels la documentation est accessible. Outre Nikita Khrouchtchev, citons en particulier trois personnages clefs de la période stalinienne : Vâčeslav Molotov, Nikolaj Bulganin et Lazar' Kaganovič. Membres de la direction collective après la mort de Staline, ils sont tous les trois, successivement ou simultanément, vice-premier ministre de 1953 à 1957 – Bulganin devenant chef du gouvernement de l'URSS lors de la disgrâce de Georgij Malenkov en février 1955, jusqu'en mars 1958. S'ils ne s'occupent pas directement de la politique éducative, ils sont amenés à donner leur avis sur elle, en particulier Kaganovič, qui préside le Comité d'État près le Conseil des ministres d'URSS pour les questions d'emploi et de salaire de mai 1955 à juin 1956, mais aussi Molotov, ministre du Contrôle d'État de novembre 1956 à juin 1957.

A l'instar de Khrouchtchev, aucun de ces trois dirigeants n'est diplômé du supérieur. Molotov a étudié deux ans dans un établissement prestigieux de la capitale – mais il s'agissait de l'Institut polytechnique de Saint-Pétersbourg en 1911-1913, alors que le Premier secrétaire est entré à l'Académie industrielle « Staline » de Moscou, réservée aux cadres économiques du Parti, en 1929. Bulganin et Molotov ont en commun d'avoir reçu une formation secondaire

---

présente thèse. Nous laisserons aussi de côté la question de l'attribution des emplois (*raspredelenie*) et de l'utilisation des cadres, qui nous entraînerait trop loin dans l'analyse de l'organisation de la main-d'œuvre qualifiée en URSS.

[467] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.1. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij*, Moscou, Rosspèn, 2003, *T.2. Postanovleniâ. 1954-1958*, Moscou, Rosspèn, 2006 et *T.3. Postanovleniâ. 1959-1964*, Rosspèn, 2008 ; Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev : dva cveta vremeni. Dokumenty* Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratiâ », 2009.

technique complète sous le régime tsariste (dans des établissements du type des *Realschulen* allemandes), alors que Kaganovič, le protecteur de Khrouchtchev à ses débuts, n'a reçu aucune formation particulière, travaillant dans l'industrie dès l'adolescence[468].

A un rang moins élevé, les départements du CC du PCUS connaissent une ample restructuration après la mort de Staline. La mesure la plus significative est l'unification en mai 1956 du Département de la science, des VUZ et des écoles (désormais : *Otdel nauki*), confié à Vladimir Kirillin. Ce dernier, déjà en charge des deux premiers domaines depuis 1955, reste à son poste jusqu'en 1963. Il faut signaler aussi le Département de la science, des écoles et de la culture du CC du PCUS *pour la RSFSR* (*Otdel nauki RSFSR*), dirigé par Nikolaj Kaz'min de 1956 à 1961 : si son champ de compétences ne comprend pas, en principe, l'enseignement supérieur, lui et ses hommes interviennent lors des troubles en milieu étudiant, qui touchent aussi les instituts pédagogiques, dépendant du *Minpros* RSFSR. Le lien avec la politique menée en matière d'enseignement secondaire s'opère donc dans ces instances[469].

Le système ministériel et son personnel connaissent une relative stabilité pendant notre période. Elle est incarnée, après la réorganisation administrative de 1953-1954, par Vâčeslav Elûtin, qui dirige le ministère de l'Enseignement supérieur d'URSS (MVO SSSR ou *Minvuz* dans les documents administratifs) sans interruption de mars 1954 à 1985, soit trente et un ans. Néanmoins, ses compétences réelles sont considérablement affaiblies en juin 1959. Cette date marque en effet un changement important, puisque la quasi-totalité des VUZ est désormais rattachée au ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécial (MVSSO) de chaque république, y compris en RSFSR[470]. Un ministère central continue d'exister pour l'URSS, mais il perd l'essentiel de ses attributions par rapport à l'avant-1959, et ses fonctions se réduisent à la coordination des politiques et aux échanges avec l'étranger. Elûtin conserve ce portefeuille, alors que son ancien adjoint Vladislav Stoletov reçoit la direction du MVSSO RSFSR, contrôlant les VUZ de la première république de l'Union.

La continuité avec la fin de la période stalinienne est aussi forte ici que dans le secondaire, puisque les deux hommes ont travaillé ensemble depuis 1951, date à laquelle Stoletov avait été nommé ministre en remplacement de Sergej Kaftanov, et Elûtin son adjoint. L'inversion des fonctions en 1954, puis dans l'autre sens en 1959, a peut-être une signification politique : Stoletov est arrivé au sommet de l'appareil ministériel grâce au soutien de Trofim Lyssenko, savant officiel du régime pendant les années les plus sombres du stalinisme, fossoyeur de la génétique en URSS. Or si son influence s'est atténuée après la mort de Staline, notamment grâce à Malenkov, le lyssenkisme conserve une forte légitimité aux yeux de Khrouchtchev[471].

Il reste un ensemble de VUZ qui échappe au MVO SSSR : les instituts pédagogiques, qui dépendent des *Minpros* des républiques. La Russie étant le cadre géographique principal de notre étude, nous mentionnerons en particulier le responsable pour cette république, Aleksandr Arsen'ev, resté neuf ans au poste de chef de la Direction principale des VSSUZ du *Minpros RSFSR*, de 1949 à 1958, avec le rang de ministre adjoint[472]. Son supérieur hiérarchique Evgenij Afanasenko intervient lui aussi dans la chaîne de décision. Outre ce ministère, d'autres administrations déjà rencontrées jouent un rôle ici : la CSU SSSR de Vladimir Starovskij et le Gosplan d'URSS de Iosif Kuz'min, ainsi que la

[468] Pour plus de détails, voir les notices biographiques en annexe. Nous nous sommes limités aux informations sur la formation de ces personnages déjà bien connus, ainsi qu'à leurs responsabilités dans les années 1950.
[469] Voir *supra*, chapitre 2, I.
[470] Les MVSSO ont ainsi la tutelle de VUZ jusque là rattachés aux ministères économiques.
[471] William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 260. Le retrait des responsabilités d'Elûtin au profit de Stoletov en 1959, alors que le Premier secrétaire a affermi son autorité, marque peut-être une victoire de ce dernier.
[472] Son successeur à ce poste sera le mathématicien Aleksej Markuševič.

Commission économique d'État près le Conseil des ministres d'URSS qui le complète dans la prospective et la définition des politiques futures. Enfin il faut aussi compter avec le Komsomol, présent dans tous les établissements supérieurs, dirigé par Aleksandr Šelepin de 1952 à 1958. Il faut ajouter l'Union centrale des syndicats soviétiques (VCSPS), qui n'est nullement un contre-pouvoir dans les relations entre l'État patron et les travailleurs, mais un pourvoyeur de services et de protection sociale pour ses affiliés. Son président, de 1956 à 1967, est Viktor Grišin : né en 1914, technicien de formation, il entame une carrière purement politico-administrative dans l'appareil du Parti, local puis régional, via l'École supérieure du Parti où il a étudié « sans rupture avec la production », c'est-à-dire en cours du soir ou par correspondance. Le syndicat des travailleurs de l'enseignement de RSFSR, quant à lui, est à peine mentionné dans les archives que nous avons consultées, preuve de son absence d'initiative et d'influence sur les questions étudiées, à la différence des pays démocratiques.

Derrière cette relative homogénéité des personnels dirigeants, on peut dessiner de façon plus contrastée les profils des principaux responsables alors chargés de faire appliquer les mesures décidées dans les instances du sommet du Parti, mais aussi de les préparer.

B. Kirillin, un « spécialiste » face aux « administrateurs »

Notre typologie simplifiée reprend les catégories proposées au chapitre précédent, en fonction de la formation des acteurs rencontrés dans les lieux de pouvoir de l'enseignement supérieur soviétique. Cet examen nous mènera du centre nerveux qui est la direction du Parti et son appareil, aux grandes universités de Moscou et Leningrad, en passant par les différentes administrations étatiques concernées. Si les profils véritablement scientifiques sont de moins en moins nombreux à mesure qu'on grimpe dans la hiérarchie, ils n'en sont pas totalement absents : l'un en particulier se distingue de façon particulièrement frappante.

Les membres du Présidium et du secrétariat du CC du PCUS forment un groupe à part dont la solidarité est à la fois générationnelle et politique, chacun ayant son institution ou son domaine de compétences propre. Le cas du Premier secrétaire a déjà été évoqué[473]. Comme autres dirigeants intervenant dans les réformes de l'enseignement, on peut citer Molotov, Kaganovič et Bulganin. Leur proximité générationnelle (ils sont nés, comme Khrouchtchev, entre 1890 et 1895), la similitude de leur formation (secondaire technique, ou supérieure inachevée), l'expérience du travail à la production ou du militantisme révolutionnaire, en font un groupe relativement homogène, y compris dans les luttes de pouvoir, comme le prouve le putsch manqué du « groupe anti-Parti » en juin 1957[474]. Cet épisode s'avère politiquement fatal pour les trois figures précédemment évoquées, ainsi que pour Malenkov et Vorošilov. Il peut être lu comme une tentative de renverser le Premier secrétaire au nom de la défense des intérêts de l'industrie lourde et du secteur de la défense (dont Vorošilov et Bulganin sont des représentants), mais aussi au nom d'une approche réaliste de la politique économique : ce groupe reprochait notamment à Khrouchtchev le mot d'ordre « rattraper et dépasser les Etats-Unis d'Amérique » pour la production de viande, de lait et de beurre[475].

Pur produit de ce qu'on pourrait appeler la méritocratie d'usine des années 1920, Khrouchtchev, comme d'autres dirigeants, pense à partir de son propre exemple ce que doit

[473] Voir *supra*, chapitre 2, I.
[474] Sur cet épisode voir par exemple Donald FILTZER, *The Khrushchev Era. De-stalinisation and the limits of reform in the USSR, 1953-1964*, Londres, Macmillan, 1993, p. 30.
[475] *Ibid.*, p. 30 et 44. Voir aussi la notice biographique d'Aleksej Larionov, en annexe.

être la future élite du pays. Aleksej Adjoubeï raconte comment, alors qu'il dirigeait la *Komsomolskaâ Pravda*, son beau-père

> s'intéressait en permanence à la vie de la jeunesse, prenant souvent connaissance du courrier reçu par le journal de tous les coins du pays. Fréquemment, il évoquait la nécessité de promouvoir (*vydvigat'*) des gens formés (*vospitanniki*) au Komsomol à des postes de direction, aux niveaux central et local :'Il faut le faire avec plus d'audace'. Après avoir dit cela il aimait se souvenir 'comment c'était avant, qui dirigeait alors les chantiers, les usines, et ensuite, pendant la guerre, les divisions et même les armées'.[476]

Khrouchtchev a été promu grâce à ses responsabilités dans l'appareil local puis régional et, pour finir, moscovite du Parti. Offrir la possibilité aux générations suivantes de profiter de cette aspiration vers le haut, c'est sans doute ce que sa fille Rada a en tête, quarante ans plus tard, lorsqu'elle évoque « ses conceptions, qu'elles soient utopiques ou non, sur une société juste »[477]. Cette adhésion à une méritocratie par le travail productif et militant est partagée par nombre d'intervenants des discussions des années 1950, ainsi Zoâ Tumanova, jeune cadre du Komsomol, au profil proche de celui du Premier secrétaire, même s'ils ont 28 ans d'écart.

Les « pédagogues » sont bien moins représentés ici que dans la sphère de décision de l'enseignement secondaire. On peut citer Arsen'ev, à la frontière avec les « administrateurs », puisqu'il a été formé à l'Académie d'éducation communiste, établissement supérieur où sont passés de nombreux *vydvižency* de la sphère pédagogique, comme Nikolaj Gončarov. L'élaboration de la politique d'enseignement supérieur implique aussi les responsables de quelques grands VUZ du pays. Les plus célèbres sont les mathématiciens Ivan Petrovskij et Aleksandr Aleksandrov, respectivement recteurs des universités de Moscou (MGU) et de Leningrad (LGU) à partir de 1951 et 1952[478]. On peut leur adjoindre le président de l'Académie des sciences d'URSS, le chimiste Aleksandr Nesmeânov, qui a été d'ailleurs recteur de MGU de 1948 à 1951[479]. Leurs origines sociales – la petite intelligentsia de la Russie tsariste – et leur formation, acquise en partie avant Octobre 1917, les distinguent fortement de la majorité des responsables parvenus par la voie administrative et politique. Fait exceptionnel à ce niveau, Petrovskij n'est pas membre du Parti – mais lui et Aleksandrov ont été nommés, comme Nesmeânov à la tête de l'Académie, avant la mort de Staline, et incarnent de ce fait la continuité de nombreux cadres dirigeants par-delà la rupture de 1953.

Le cas de Stoletov est emblématique de la porosité entre une certaine pratique scientifique et carriérisme politico-administratif. Issu de la petite bourgeoisie, et pour cette raison sans doute privé de la possibilité d'étudier dans sa jeunesse, il a acquis en deux temps une formation supérieure d'orientation économique, à l'Académie agricole « Timirâzev » de Moscou, tout en travaillant dans l'édition liée à ce domaine dans les années trente, au moment de la collectivisation forcée des campagnes. En 1939, il est choisi par Lyssenko pour être son assistant à la présidence de l'Académie « Lénine » des sciences agricoles de toute l'Union (VASHNIL). Entré au Parti l'année suivante, Stoletov obtient ensuite des postes de responsabilité à l'Institut de génétique de l'AN SSSR, toujours sous la tutelle de Lyssenko, et, après la guerre, à la direction de l'Académie « Timirâzev », au paroxysme de la lutte contre le

---

[476] G. Š. SAGATELÂN, *Opyt I uroki organizacii sorevnovaniâ promyšlennyh rabočih v usloviâh èkstensivnogo razvitiâ sovetskoj èkonomiki (1960-1970e gg.)*, Moscou, Institut rossijskoj istorii RAN, 1998, p. 83.

[477] R.N. ADŽUBEJ, « Rešaûšij šag byl sdelan », dans VOLKOV A.I., *et alii*, *Pressa v obŝestve (1959-2000). Ocenki žurnalistov i sociologov. Dokumenty* (La presse dans la société (1959-2000). Jugements de journalistes et de sociologues), Moscou, éditions de l'École d'études politiques de Moscou, 2000, p. 16.

[478] Le terme de « recteur » (*rektor*) en URSS correspond à la fonction de président d'université en France : nous l'emploierons donc dans ce sens, de même que celui de « doyen » (*dekan*) qui désigne un directeur de faculté.

[479] Voir les notices biographiques en annexe.

« cosmopolitisme » et les « influences bourgeoises » dans les milieux scientifique et académique en URSS[480]. En 1951, il est nommé successivement ministre adjoint de l'Agriculture, puis ministre de l'Enseignement supérieur d'URSS – où il remplace un autre *vydviženec*, Sergej Kaftanov. Stoletov reste à ce poste jusqu'en 1954, date à laquelle il est à son tour remplacé par Elûtin, qui semble mieux convenir à la nouvelle équipe au Kremlin. Après des débuts prometteurs dans la recherche (une thèse de *kandidat* sur les ferroalliages), Elûtin s'est lui aussi recentré sur les tâches administratives, notamment la direction d'un VUZ prestigieux, l'Institut de l'acier « Staline » de Moscou, de 1945 à 1951. A cette date il devient l'adjoint de Stoletov, avec pour collègue Mihail Prokof'ev, chimiste formé à l'Université de Moscou (MGU), dont il a dirigé le *partkom*, lui aussi pendant la période de purges des années 1948-1951. Prokof'ev fait ensuite une longue carrière ministérielle, secondant Stoletov puis Elûtin, quinze années de suite, avec la charge des universités, avant de recevoir en 1966 la direction du *Minpros RSFSR* – un cas de changement d'administration relativement rare dans notre sphère. Parmi ces trois hommes nés en 1907 et 1910, Elûtin et surtout Prokof'ev se rapprochent donc de la catégorie des « spécialistes », par leur formation et leur carrière en partie scientifiques, même si ce sont les tâches politico-administratives qui leur ont servi de tremplin pour accéder aux responsabilités. En cela ils diffèrent de Stoletov, dont le bagage se résume à quelques travaux sur la sélection des espèces, probablement d'inspiration lyssenkiste, qui lui ont valu directement le grade de *doktor* en biologie, en 1958.

Paradoxalement, c'est à la tête du Département du CC du PCUS qu'on trouve le plus éminent « spécialiste » parmi les responsables de l'époque, Vladimir Kirillin. De quelques années plus jeune que les précédents, il n'est pas un *vydviženec* puisque, fils d'un médecin moscovite, il a étudié directement, en cours du soir, au prestigieux Institut énergétique de Moscou (MEI), où s'est déroulée la première partie de sa carrière comme chercheur, enseignant puis directeur adjoint. Il est vrai qu'il y dirigeait le *partkom* depuis l'âge de 30 ans, mais son titre de professeur acquis en 1952 ne tient pas à cette seule fonction, comme le prouve son élection au rang de membre correspondant de l'AN SSSR l'année suivante, pour ses travaux sur les propriétés thermiques des gaz et de la vapeur d'eau[481]. Une autre singularité de sa carrière au sommet du Parti-État tient au fait qu'elle a commencé après la mort de Staline, puisque c'est en 1954 qu'il entre au ministère de l'Enseignement supérieur, comme ministre adjoint, avec Stoletov et Prokof'ev pour collègues[482]. Parallèlement, il crée la chaire d'ingénierie et de physique thermique du MEI, qu'il dirigera jusqu'à la retraite en 1982 : c'est donc aussi un authentique chercheur. En 1955, il fait un bref passage au Comité d'Etat pour la technique nouvelle du Conseil des ministres d'URSS (*Gostehnika*), nouvellement créé pour coordonner la recherche et l'innovation ; puis il est choisi pour diriger le Département de la science et des VUZ du CC du PCUS[483]. Il y fait rapidement ses preuves, si bien qu'on lui confie en 1956 l'*Otdel nauki* unifié, qu'il dirige pendant sept années sans

[480] La lutte contre le « cosmopolitisme », lancée en 1949, touche cependant surtout les départements des sciences humaines, notamment dans les universités : voir A.I. AVRUS, *Istoriâ rossijskih universitetov*, Moscou, MOIR, 2001, p. 143.

[481] Ils lui avaient déjà valu le prix Staline, la plus haute récompense civile du pays, en 1951.

[482] Kirillin a probablement bénéficié d'une protection en haut lieu : ce pourrait être Mihail Pervuhin (1904-1977), lui-même un protégé de Malenkov, membre du Présidium du CC du PCUS de 1952 à 1957, qui a eu une carrière de « spécialiste » et « administrateur » à la fois, notamment dans le secteur de l'énergie électrique. On peut ajouter Aleksej Kosygin qui, en 1953-1955 puis après juillet 1957, en tant que premier ministre adjoint d'URSS, avec Frol Kozlov, est amené à prendre plusieurs décisions ponctuelles concernant l'enseignement supérieur : voir *infra*, chapitre 4, et les notices biographiques en annexe.

[483] M.J. BERRY, « Science, Technology and Innovation », *in* Martin McCAULEY (dir.), *Khrushchev and Khrushchevism*, Bloomington, Indiana UP, 1987, p. 71-94 ; p. 80. Le *Gostehnika* de 1955 s'inspire d'un organe ayant déjà existé de 1948 à 1951, le Comité d'État du Conseil des ministres d'URSS pour l'introduction des nouvelles technologies dans l'économie nationale, lui aussi appelé *Gostehnika* : les fonds des deux institutions sont réunies, aux archives d'État de l'économie de Russie : RGAE, fonds 9480, inventaire 11.

interruption. Ce personnage, dont la promotion a été fulgurante en 1954-1956, se distingue à plus d'un titre de ses collègues immédiats, Nikolaj Kaz'min et Vasilij Derbinov, aux profils d'« administrateurs » authentiques[484]. En conséquence, il paraît relativement isolé puisqu'aucun de ses collaborateurs directs ne peut prétendre au rang de savant. Inversement, il conserve des liens importants avec le monde scientifique, et en particulier avec les chercheurs du MEI et de l'Académie des sciences d'URSS.

A l'exception de Kirillin, les « spécialistes » sont donc peu nombreux parmi les responsables chargés d'élaborer la politique d'enseignement supérieur du pays : la direction du Parti et de l'État, où se prennent *in fine* les décisions, est dominée par des « administrateurs ». Cette situation ne diffère pas fondamentalement de celle d'autres pays industrialisés, où élites politiques d'un côté, universitaires et scientifiques de l'autre, sont souvent distinctes. La diversité des acteurs au sommet pourrait bien expliquer celle des visions de l'enseignement supérieur qu'on rencontre dans les documents de l'époque. Les uns privilégient la formation efficace de cadres pour la science et l'économie, alors que les autres insistent sur la nécessité de disposer d'une intelligentsia dévouée au régime et à son idéologie. Ce clivage est surtout marqué à partir de 1956, dans le cadre de la purge timide des structures de l'enseignement supérieur et de la recherche qui accompagne la « déstalinisation ».

II) Quels « cadres » pour le pays ? L'organisation des études en question

L'enseignement supérieur et professionnel a pour fonction première de fournir à l'économie les cadres nécessaires à son fonctionnement. Cet objectif quantitatif commun aux pays industrialisés après la guerre se combine avec deux orientations spécifiques à l'URSS : d'abord le développement des filières « sans rupture avec la production », amorcé au début de la décennie, puis, à partir de 1956, la prise en compte de la « composition sociale » des étudiants, qui n'est pas sans évoquer les politiques discriminatoires des années 1918-1936.

A. Un objectif quantitatif : « améliorer la formation des cadres »

Au milieu des années 1950, plusieurs voies sont proposées pour « améliorer la formation des cadres », une antienne récurrente dans les documents administratifs. En fait, c'est l'approche quantitative qui domine : le souci d'une meilleure qualification scientifique passe après l'accroissement du nombre de *specy* dans l'économie.

Officiellement, les fonctions de l'enseignement supérieur soviétique, si on se réfère aux brochures de propagande éditées en 1947 et en 1957, n'ont guère changé depuis la fin de la période stalinienne. Elles sont définies dans l'ordre qui suit : « l'éducation politico-idéologique » des étudiants sur la base du « marxisme-léninisme », la formation de spécialistes de qualification supérieure « pour toutes les branches de l'économie et de la culture », le développement de la recherche scientifique « pour aider à la résolution des problèmes les plus importants de la construction socialiste », et la diffusion du savoir scientifique et technique « parmi de larges couches de la population »[485]. Le projet soviétique

[484] Voir *supra*, chapitre 2, I, et les notices biographiques en annexe.

[485] E.N. MEDYNSKIJ, *Narodnoe obrazovanie v SSSR*, Moscou, 1947, p. 166 et L.I. KARPOV, V.A. SEVERCEV (dir.), *Vyssšaâ škola*, Moscou, 1957, p. 32 ; cités par Newman A. HALL, « Technological education in the USSR », *Soviet Survey*, n°31, janvier 1960, p. 58-63 ; p. 59.

reste donc fort éloigné de l'idéal humboldtien, alors réaffirmé en Europe occidentale, en particulier en RFA : Karl Jaspers dans son *Idée d'université* (paru en 1946) met en avant la primauté de la recherche, combinée avec la formation d'individus hautement cultivés[486]. Certes, la définition soviétique concerne l'ensemble des VUZ, et pas seulement les universités ; en outre, au-delà des formules officielles, l'ordre des priorités peut varier suivant les acteurs et les institutions, dans les discours comme dans les pratiques administratives.

Dans la seconde moitié des années 1950, les dirigeants se trouvent face à deux défis : la massification de l'enseignement secondaire et l'accélération du progrès technique qui a suivi la période de reconstruction de l'après-guerre. Sur ce dernier point, l'URSS peut se targuer de quelques succès majeurs. Le lancement du premier satellite artificiel en octobre 1957 confirme la justesse des choix opérés à la fin de l'ère stalinienne en matière technologique et scientifique, et provoque aux États-Unis un choc majeur, suivi d'une refonte de la politique éducative et scientifique dans ce pays[487]. Malgré ce succès et d'autres dans le domaine du nucléaire – civil et militaire – en particulier, la direction du pays reste préoccupée par le risque de retard vis-à-vis des autres pays industrialisés, en cette période de « coexistence pacifique » marquée par une compétition ouverte avec l'Ouest, dans tous les domaines[488]. Ainsi, à partir de 1955-1956, l'enseignement supérieur est publiquement critiqué, dans les instances officielles, pour l'insuffisante coordination de son activité de recherche avec celle de l'Académie des sciences d'URSS et des ministères économiques, mais aussi pour sa faible contribution à l'innovation technologique en général[489]. Nikolaj Bulganin, alors chef du gouvernement, dénonce ces faiblesses dans un rapport « sur l'industrie, le progrès technique et l'amélioration de l'organisation de la production », lu au Plénum du CC du PCUS de juillet 1955. Moins d'un an plus tard, le 12 avril 1956, le CC du PCUS et le Conseil des ministres d'URSS adoptent un décret destiné à « améliorer les travaux de recherche scientifique dans les VUZ », qui prévoit de nouveaux moyens et des mesures pour inciter les étudiants à y prendre part – en validant ces travaux dans leur cursus[490]. Khrouchtchev lui-même évoque sans fard, fin mai 1957 au Comité central, les difficultés de l'URSS à bien utiliser ses ressources pour la formation des scientifiques :

> Nos ennemis ne savent pas [tout], ils estiment nos succès de façon globale, en fonction du nombre de diplômés. Mais combien nous avons de déchets parmi les diplômés, cela ils ne le savent pas.[491]

Un autre objectif légèrement différent du premier est la formation de cadres qualifiés pour l'économie en général – et pas seulement pour la science : en 1955, Bulganin déplore que l'URSS compte deux fois plus d'ingénieurs que de techniciens, pointant l'insuffisance

---

[486] Cité par A.I. AVRUS, *Istoriâ rossijskih universitetov*, *op. cit.*, p. 138. Selon l'auteur, les idées de Jaspers auraient aussi influencé les universités russes à la même époque. Sur la situation en Europe occidentale, voir aussi Christophe CHARLE, « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne 1870-1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 148, juin 2003, p. 8-19 ; p. 16-17.

[487] Voir Paul DICKSON, *Sputnik : the Shock of the Century*, New York, Walker & Company, 2002, et, sur la réaction américaine en matière de politique d'enseignement, avec le National Defense Education Act de 1958, Malie MONTAGUTELLI, *Histoire de l'enseignement aux États-Unis*, Paris, Belin, 2000, p. 229-230.

[488] La « coexistence pacifique », expression forgée par Lénine, devient le mot d'ordre officiel de la politique étrangère soviétique lors du XXe Congrès en février 1956, mais est appliquée *de facto* dès 1955 : voir Marie-Pierre REY, « Diplomatie et diplomates soviétiques à l'heure du dégel, de 1953 à 1964 », *Cahiers du monde russe*, n°44/1-2, 2003, p. 309-322, en particulier p. 319-320.

[489] M.J. BERRY, « Science, Technology and Innovation », *in* Martin McCAULEY (dir.), *Khrushchev and Khrushchevism*, Bloomington, Indiana UP, 1987, p. 71-94 ; p. 76. L'auteur se fonde sur les textes publiés des réunions et des résolutions officielles des années 1955-1956.

[490] Cité par E.V. ČUTKERAŠVILI, *Razvitie vyššego obrazovaniâ v SSSR*, Moscou, 1961, p. 48.

[491] Sténogramme de la réunion du 29 mai 1957, cité dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 347

des seconds, appelés « cadres intermédiaires » en Occident[492]. Trois ans plus tard, les besoins en spécialistes de qualification supérieure et secondaire spéciale restent immenses : en août 1958, la CSU indique que, si le nombre de diplômés promus chaque année par les VUZ et les SSUZ a progressé, entre 1953 et 1957, de 20% et 70% respectivement (voir le tableau suivant), il reste encore beaucoup à faire puisque seuls 7% des présidents de kolkhozes ont une formation supérieure, 29% une formation secondaire spéciale, près des deux tiers restant des « praticiens » (*praktiki*)[493]. D'après les statisticiens, il faut donc aller plus loin.

TABLEAU 2

Nombre de nouveaux diplômés promus des VSSUZ en URSS chaque année (en milliers)

	1953	**1956**	**1957**
De tous les VUZ	220,2	259,9	266,5
dont dans les spécialités agricoles	17,9	26,2	29,1
(en pourcentages)	*8*	*10*	*11*
De tous les SSUZ	295,5	510,1	504,0
dont dans les spécialités agricoles	44,3	69,1	69,0
(en pourcentages)	*15*	*13,5*	*14*

SOURCE : RGAE, 1562/327/995, p. 30-33

La progression des effectifs des VSSUZ n'est pas vue sous un œil aussi favorable par tous les responsables. Certains estiment qu'elle diminue d'autant le nombre de jeunes travailleurs pour les secteurs qui sont en pénurie, au milieu des années cinquante. Ainsi, dans un rapport sur la « balance de l'emploi » dans le pays, la CSU SSSR communique en juin 1956 à Lazar' Kaganovič, vice-premier ministre d'URSS, le nombre de personnes âgées de 16 ans et plus qui étudient sans travailler en URSS : il est passé de 3,8 à 7,8 millions entre 1940 et 1955, soit de 3,8 à 7% de la population d'âge actif (dite « ressources de main-d'œuvre » dans le document)[494]. Les statisticiens comparent avec le taux connu pour les Etats-Unis à la même époque : 4,5%[495].

Cet avantage indéniable pour l'URSS, du point de vue de l'accès à l'enseignement, ne suggère-t-il pas aussi que le système offre trop de possibilités d'étudier ?

B. Une solution pratique et conforme à l'idéologie : les études « sans rupture avec la production »

Si l'objectif prioritaire est d'assurer au pays un niveau suffisant de cadres de qualification supérieure et intermédiaire, la dimension idéologique de la mission des VUZ

[492] Voir *supra*, chapitre 2, III, et Donald FILTZER, *Soviet Workers and De-Stalinization : The Consolidation of the Modern System of Soviet Production Relations, 1953-1964*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 76-81.
[493] RGAE, 1562/327/995, p. 30-33. Rapport envoyé au Conseil des ministres d'URSS et au CC du PCUS le 11 août 1958.
[494] RGAE, 1562/33 (inventaire déclassifié)/2171, p. 179.
[495] *Ibid.*, p. 180. Ce chiffre n'est pas commenté par les statisticiens.

soviétiques n'est pas pour autant oubliée. Elle rejoint l'aspect pratique, à savoir la baisse des coûts de formation, en développant une catégorie spécifique d'étudiants.

Dès les années 1920, le régime s'est trouvé face à un dilemme quant à la formation de techniciens et d'ingénieurs. A la fin des années 1940, pour garantir le maintien au travail des ouvriers tout en augmentant leur qualification, et en permettant aux plus méritants de faire des études supérieures, a été généralisée la formation continue, sous forme d'études du soir et par correspondance. Leur importance numérique et symbolique a donné lieu à une typologie spécifique dans le langage officiel : la distinction « en rupture / sans rupture avec la production » (*s otryvom / bez otryva ot proizvodstva*) qu'on retrouve dans tous les documents administratifs sur l'enseignement supérieur et secondaire spécial à partir de 1940, comme l'indique Georges Sokoloff dans une analyse minutieuse des statistiques officielles parue en France au milieu des années 1960[496]. Le vocabulaire employé indique clairement la prédilection du régime pour le type « sans rupture », qui permet de maintenir les travailleurs à leurs postes, avantage évident dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.

La formation de spécialistes capables de travailler tout en faisant leurs études est conforme à la vision officielle de la réussite, où le mérite tient autant à la capacité intellectuelle qu'à l'aptitude à mener de front deux activités, en participant à la « bataille pour le plan » dans la production industrielle ou agricole. Certains dirigeants sont probablement sensibles à cet aspect. Beaucoup d'entre eux, appartenant à la catégorie des *vydvižency*, « promus » du régime soviétique, ont bénéficié de l'ouverture des *rabfaki*, comme Khrouchtchev et Aristov, ou simplement de la prolétarisation des VSSUZ, entre 1918 et 1936, comme Kosygin et Grišin. Cet idéal est mis à l'honneur par la propagande lors de la construction du nouveau bâtiment monumental de MGU sur le « Mont Lénine », de 1949 à 1953. D'après un ouvrage luxueux consacré à cet édifice, paru en 1954, une école du soir avait été spécialement ouverte à l'attention des jeunes ouvriers de ce gigantesque chantier (il n'est bien sûr pas fait mention des prisonniers du Goulag exploités sur ce site), et l'administration de l'université avait organisé des cours de préparation aux concours d'entrée (*vstupitel'nye èkzameny*) pour les plus motivés[497].

Le 30 août 1954, un décret du Conseil des ministres d'URSS et du CC du PCUS « sur l'amélioration de la formation, de la répartition et de l'utilisation des spécialistes de niveau supérieur et secondaire spécial » prévoit le doublement des étudiants et élèves de VSSUZ « sans rupture » entre 1955 et 1960[498]. Cette même année voit l'ouverture d'un département d'études du soir à MGU[499]. D'après un rapport envoyé par la CSU à Molotov, en 1953/1954, sur 1 562 000 étudiants du supérieur, 568 000, soit 36%, étaient inscrits « sans rupture »[500]. Cette proportion, plus ou moins stable depuis la fin des années 1940, était destinée à augmenter. Plus d'un an plus tard, en janvier 1956, un rapport envoyé à Kaganovič indique que la croissance des effectifs en VSSUZ tend à s'accélérer : de 1953 à 1955, la progression atteint presque 20% pour les VUZ, et 26% pour les seuls étudiants « sans

[496] Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie des cadres supérieurs en Union soviétique », *Annuaire de l'URSS*, tome II, Paris, CNRS, 1964, p. 333-365 ; en particulier p. 346-355.

[497] A. Voronkov, S. Balašov, *Dvorec nauki*, Moscou, Moskovskij rabočij, 1954, p. 214-215. Le tirage, 50 000 exemplaires, et le prix (7 roubles 65 kopeks) en font un livre destiné aux élites, pour l'époque – probablement, aux universitaires et aux savants, en plus des membres de la *nomenklatura*. Voir la traduction de ce passage (texte 7), et les photographies 3 à 6, en annexe.

[498] Voir RGANI, 5/35 (Département de la science et des VUZ)/40, p. 22.

[499] RGAE, 4372 (Gosplan)/57 (Département de la santé et de la culture, 1958)/623, p. 304. Lettre du chef du département, Šalin, au président du Gosplan, Kuz'min, justifiant le maintien des effectifs fixés pour la première université du pays, datée de mai 1958.

[500] RGAE, 1562/327/810, p. 20. En 1942, du fait de l'occupation du territoire par les troupes allemandes et de l'évacuation de nombreux VUZ, le nombre d'étudiants était tombé à 227 000 : voir V.V. UKRAINCEV, *KPSS – organizator revolûcionnogo preobrazovaniâ vysšej školy*, Moscou, Vysšaâ škola, 1963, p. 257.

rupture »[501]. Les SSUZ affichent, eux, respectivement 18% et 48%. L'enseignement secondaire spécial suit donc globalement la même dynamique que le supérieur, mais c'est encore dans les VUZ que la part des étudiants « sans rupture » est la plus forte en 1955 : 38%, contre à peine 25% en SSUZ. La préférence accordée à ce type d'études est confirmée au XXe Congrès, où est officiellement fixé l'objectif d'un million d'étudiants du soir et par correspondance en 1960[502]. Ce chiffre est presque atteint dès 1958, avec 977 000 étudiants « sans rupture » : les candidats aux places proposées en VUZ ne manquent pas[503].

Cette augmentation du nombre de places en cours du soir et par correspondance masque un phénomène unique dans l'histoire du pays depuis la guerre – et probablement dans l'histoire des pays industrialisés au XXe siècle : entre 1954 et 1958, comme l'a remarqué G. Sokoloff, l'ensemble des admissions en VSSUZ baisse, diminution plus marquée encore si on prend en compte les seules places « en rupture », autrement dit par la voie normale, comme l'indique le tableau suivant.

TABLEAU 3

Admissions en VSSUZ pour toute l'URSS (en milliers)

Année d'admission	1950	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Etudiants admis en VUZ	349,1	430,8	469,0	461,4	458,7	438,3	455
dont : en cours normaux	228,4	265,1	276,4	257,2	231,2	219,7	215,5
en cours du soir	9,1	16,6	22,7	28,4	32,6	34,7	42,2
en cours par correspondance	111,6	149,1	169,9	178,8	194,9	183,9	198,2
Elèves admis en SSUZ	426,3	558,0	594,8	587,5	594,6	557,2	584,1
dont : en cours normaux	349,5	438,0	509,5*	423,9	386,3	358,4	363,7
en cours du soir	15,6	48,0		54,8	68,0	71,7	75,2
en cours par correspondance	61,2	72,0	85,3	108,8	130,0	127,1	145,2

***** SSUZ en 1954 : somme des admissions en cours normaux et en cours du soir

SOURCE : Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie des cadres supérieurs en Union soviétique », *Annuaire de l'URSS*, tome II, Paris, CNRS, 1964, p. 333-365 ; p. 339[504]

G. Sokoloff voit dans cette stagnation/diminution un choix délibéré, visant à dégager des moyens financiers au profit de la recherche scientifique, aux dépens de la formation des cadres pour la production et l'enseignement[505]. D'autres hypothèses sont possibles : ce gel des places en VSSUZ pourrait être destiné à freiner une croissance trop rapide des effectifs, surpassant les capacités d'accueil en termes de bâtiments, mais aussi de personnels. Les responsables ont donc pu voir dans le développement des études « sans rupture » la panacée

[501] RGAE, 1562/327/897, p. 5.
[502] Cité par GARF, R-9396 (MVO SSSR)/16 (Direction des méthodes)/180, p. 127.
[503] Pour une vue générale, de 1940/1941 à 1957/1958, voir le graphique 8, en annexe.
[504] Les sources de l'auteur sont les publications statistiques de la série *Narodnoe hozâjstvo v SSSR* et *Kul'turnoe stroitel'stvo SSSR*, ainsi que la monographie d'E.V. ČUTKERAŠVILI, *Razvitie...*, *op. cit*. Voir aussi les graphiques 5 et 6, en annexe.
[505] Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie… », article cité, p. 358-360.

qui allait permettre de continuer à améliorer le niveau de formation dans le pays, à dépenses constantes[506]. En octobre 1955, le ministre adjoint Stoletov conclut une réunion de la Direction méthodologique du MVO SSSR en déclarant qu'il est nécessaire de mieux « définir le développement du supérieur », de le « planifier ». Cette obsession planificatrice n'est pas nouvelle, mais elle prend un tour inédit quand le ministre adjoint affirme : « nous avions toujours eu un manque de cadres qualifiés, mais cette période est maintenant révolue »[507]. Les directives du XXe Congrès du PCUS, quelques mois plus tard, le confirment : il s'agit bien de geler voire de réduire le nombre de places pour les admis « en rupture », en laissant croître celui des étudiants « sans rupture ». Le but est de remplacer peu à peu les *praktiki* formés sur le tas dans l'économie, par d'authentiques spécialistes, dans le cadre d'une sorte de formation continue[508]. En mai 1958, pour justifier le refus d'accorder à MGU des places supplémentaires « de jour », le Gosplan souligne que la baisse de cette catégorie est corrélée à l'évolution des besoins en spécialistes, mais aussi au développement des études du soir et par correspondance[509].

Ce choix est lourd de conséquences : comme le souligne G. Sokoloff, les taux de réussite dans l'enseignement du soir et par correspondance sont bien inférieurs à ceux des cours normaux, dans les années 1950 : respectivement 56 à 63% et 63 à 76% contre 78 à 88%[510]. D'ailleurs, le seul responsable à avoir étudié en cours du soir, Vladimir Kirillin, ne s'engage pas pour promouvoir cette forme d'études. C'est peut-être qu'il a conscience des limites de ce type de cursus, qui ne peut égaler les filières de jour, « en rupture ». L'historien Aaron Gurevič, qui les avait expérimentés à la fin des années 1940, confirme que les cours du soir et par correspondance étaient médiocres, comparés aux filières de jour[511]. A la veille de la réforme de 1958, un rapport de la Commission de contrôle soviétique du Conseil des ministres d'URSS souligne les défauts spécifiques de ce type d'études, dans les VSSUZ : mauvaises conditions matérielles, manque de manuels et d'encadrement, etc[512].

On constate aussi un décrochage des effectifs des SSUZ par rapport à ceux des VUZ : à partir de 1956-1957, il y a plus d'étudiants que d'élèves du secondaire spécial en URSS, alors que c'était jusque là l'inverse[513]. Le ralentissement de la croissance des effectifs des SSUZ a de quoi surprendre, alors que la pénurie de cadres intermédiaires est toujours vive. Il peut s'expliquer par la faiblesse des classes d'âge nées pendant la guerre, qui arrivent justement à l'âge de 14 ans à partir de 1955. Surtout, comme le signale un rapport de la CSU adressé au Conseil des ministres d'URSS pendant le XXe Congrès, le nombre d'élèves entrant en *tehnikum* directement après la 7ème classe est en diminution, au profit de ceux qui y sont recrutés après une formation secondaire complète (en fin de 10ème)[514]. L'intérêt pour les responsables des SSUZ tenait sans doute à la meilleure formation initiale des seconds (de bons élèves qui étaient parvenus jusqu'au bout de leur scolarité), mais aussi à l'économie générée par des études courtes : un an et demi à deux ans, au lieu de quatre. Leur progression est spectaculaire dans les années 1950 : de 28% en 1954, ils sont 39% en 1955, puis 50% des effectifs de *tehnikum* de 1957 à 1959[515]. Ainsi, la massification du secondaire complet a eu pour conséquence, du fait du gel des places en VUZ et en SSUZ, une accentuation de la

[506] Sokoloff observe que le budget officiel alloué par l'État soviétique à la formation des cadres stagne durant la période envisagée : *Ibid.*, p. 359. Mais nous n'avons pas rencontré d'allusion à ce fait dans les archives.
[507] GARF, R-9396/16/176, p. 59.
[508] Une « note explicative » à usage interne du MVO SSSR précise, en 1957 probablement, que les études « sans rupture avec la production » servent avant tout à cela : GARF, R-9396/16/176, p. 101.
[509] RGAE, 4372/57/623, p. 304.
[510] Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie », article cité, p. 349.
[511] Entretien avec Aaron Gurevič à Moscou, 21 janvier 2004.
[512] RGANI, 5/35/82, p. 80-90. Ce document, daté du 1er septembre 1958 et adressé au CC du PCUS, a été annoté par Vladimir Kirillin. Voir *infra*, chapitre 4 sur les récriminations des universitaires contre ce type d'études.
[513] Voir le graphique 8, en annexe.
[514] RGAE, 1562/33/3005, p. 5. Ce document, classé « secret », est daté du 20 février 1956.

compétition à l'entrée de ces établissements. Même les *tehnikum* sont devenus de plus en plus prisés par des jeunes qui, à la sortie de l'école décennale, n'avaient pas pu entrer dans le supérieur. De tels candidats ont pu être attirés plus par la possibilité de faire des études, même moins prestigieuses, que par la soif d'apprendre un métier concret dans le secteur productif. Au passage, on comprend la baisse relative et même absolue des effectifs des SSUZ : les études y durent désormais moins longtemps puisque la plupart des élèves y entrent après la 10e : à taux d'admission équivalent, leur contingent ne pouvait que diminuer, comme c'est le cas en 1957 et 1958.

Le phénomène d'« explosion scolaire », selon le terme d'une observatrice occidentale de l'époque, remet ainsi en cause la rente de situation dont bénéficiaient jusque-là les élèves parvenant au terme du secondaire complet[516]. En effet, l'accès à l'enseignement supérieur était encore acquis pour 75% des élèves d'URSS achevant leur scolarité décennale en 1953[517]. Or, brutalement se produit un décrochage spectaculaire entre le nombre de ces bacheliers soviétiques, d'un côté, et celui des places d'études de jour dans l'enseignement supérieur, de l'autre : en 1955, 1,1 million d'élèves achevèrent une scolarité décennale, contre 287 000 places en VUZ, alors que les deux chiffres étaient très proches en 1950 – autour de 250 000[518]. Un document interne au MVO SSSR indique qu'en 1955 il y a eu 285 candidats à l'inscription pour 100 places de jour, contre 145 et 164 pour les études du soir et par correspondance ; en 1956 les chiffres étaient respectivement de 266, 174 et 170, le concours étant de plus en plus difficile[519]. La compétition des élèves à la sortie de l'école décennale est illustrée par le rapport entre leur nombre et celui des places en études de jour, qui va en augmentant dans les années 1950[520]. Ce phénomène, rendu possible par la suppression des barrières financières à l'enseignement en 1956, met ainsi à rude épreuve la logique administrative des décisions censées planifier la formation des cadres soviétiques.

Beaucoup de dirigeants, en effet, continuent de voir dans les études « sans rupture avec la production » le salut pour une économie qui manque de cadres qualifiés, notamment de techniciens. Un texte préparé au Gosplan en 1957, mais qui apparemment n'a pas été finalisé ni transmis à d'autres instances du Parti-État, évoque les difficultés à trouver du travail pour certaines spécialités (ingénieurs géologues, chimistes, pétroliers, etc.) et conclut :

> Tenant compte de cela, et aussi dans le but de fonder des conditions normales pour les études, il serait pertinent dans les prochaines années de réduire quelque peu l'admission en VUZ en rupture avec la production, et en même temps d'augmenter l'admission en cours du soir et par correspondance. Cela permettra d'attirer vers les études des personnes ayant une expérience pratique significative dans la production. L'élévation de la qualité de formation des spécialistes sera rendue possible en accordant la préférence à l'entrée en VUZ en rupture avec la production à la jeunesse ayant travaillé après le secondaire en entreprises pendant au moins deux ans. [Grâce à quoi] une partie significative de la jeunesse sortant de l'école décennale s'efforcera d'aller dans la production.[521]

---

[515] *Narodnoe obrazovanie, nauka i kul'tura v SSSR. Statističeskij sbornik*, Moscou, Statistika, 1977, p. 174. Cité par Larry E. HOLMES, « School and schooling under Stalin », dans Ben EKLOF, Larry E. HOLMES, Vera KAPLAN, *Educational Reform in Post-Soviet Russia. Legacies and prospects*, Londres et New York, 2005, p. 69, note 76. Sokoloff donne des chiffres plus élevés encore : 66% en 1956, et 72% en 1957.

[516] Elisabeth KOUTAISSOF, « L'explosion scolaire en U.R.S.S. », dans *Annuaire de l'URSS*, Paris, CNRS, 1965.

[517] *Narodnoe obrazovanie, nauka i kul'tura v* SSSR. *Statističeskij sbornik*, Moscou, Statistika, 1977, p. 93, 246.

[518] *Narodnoe hozâstvo SSSR*, Moscou, Statistika, 1956, p. 224 et 228.

[519] GARF, R-9396/16/180, p. 104. Ce passage a été barré sur le document original, un rapport qui date probablement de 1957.

[520] Voir le tableau et le graphique 7, en annexe, qui montrent la brutalité de cette évolution.

[521] RGAE, 4372/56 (Département de la santé et de la culture, 1957)/245, p. 140 (texte non signé, non daté).

Cette dernière proposition pour modifier les conditions d'admission en VUZ répond à une autre préoccupation des dirigeants : en orientant les jeunes vers la production, il s'agit aussi de changer la composition du corps étudiant.

C. « Améliorer la composition sociale des étudiants » : retour de la prolétarisation, vingt ans après

Les conditions d'accès à l'enseignement supérieur changent, on l'a vu, avec le décret du 6 juin 1956 supprimant les frais d'inscription dans le secondaire complet et les VSSUZ[522]. Au même moment, certains dirigeants prêtent attention à la représentation des différentes catégories sociales dans les rangs des étudiants, et plaident pour la reprise d'une politique de discrimination positive en faveur des ouvriers et des kolkhoziens. C'est le préalable à une relance de la « prolétarisation » arrêtée dans les années 1930, qui ne dit pas son nom, ou plutôt qui a changé de slogan. L'exigence de démocratisation qualitative est alors ressentie y compris au sommet du pouvoir.

Dans l'après-guerre, les conditions d'accès à l'enseignement supérieur étaient restées figées jusqu'à la mort de Staline. On peut s'en convaincre avec les résultats d'une enquête menée à la fin de l'été 1949 à l'université d'Odessa en Ukraine. Les rapporteurs de l'Inspection près le ministre de l'Enseignement supérieur d'URSS, laquelle avait été saisie d'une plainte d'un professeur adressée directement au CC du VKP(b), établissent qu'à la rentrée 1949-1950, sur 397 nouveaux inscrits, on dénombre 238 employés (60%), 76 ouvriers (19%) et 53 kolkhoziens (13,5%), et, dans ce total, 38 soldats démobilisés de l'Armée rouge (10%), l'information manquant pour les 30 restants (7,5%)[523]. Cette répartition contredit la prétention du régime à former une intelligentsia issue du prolétariat. Mais à l'époque ces chiffres, même s'ils sont adressés au Département de propagande et agitation du CC du VKP(b), ne semblent pas intéresser spécialement la direction du pays, et restent confidentiels. La situation change à partir du milieu des années cinquante.

C'est en 1956 que plusieurs hauts dirigeants s'intéressent à nouveau à l'origine sociale des étudiants, une donnée qui était absente des documents officiels depuis deux décennies. Molotov, le premier, charge la CSU de rendre compte de la « composition sociale » (*social'nyj sostav*) des étudiants admis l'année précédente en cursus de jour (« en rupture avec la production ») dans des VUZ industriels. Cette initiative intervient alors qu'il n'est plus que secrétaire du CC du PCUS et a perdu, au cours du premier semestre 1956, le poste de ministre des Affaires étrangères. D'après la réponse qu'il reçoit de la part du vice-président de la CSU, A. Monahov, en juillet 1956, les ouvriers et leurs enfants représentent 24%, et les kolkhoziens 10% du contingent de 1ère année de douze instituts polytechniques, miniers et énergétiques – dont le prestigieux MEI, qui porte le nom de Molotov[524]. Les motivations de ce dernier posent problème : peut-être a-t-il souhaité affaiblir le Premier secrétaire, son adversaire, en soulignant un défaut de la politique menée en son nom ?

Quelques semaines plus tard, un rapport confidentiel de la CSU, adressé à la fois à Bulganin, Khrouchtchev et Molotov en août 1956, met lui aussi l'accent sur les VUZ techniques (VTUZ), dans le droit fil des priorités de l'entre-deux-guerres. La présentation de

[522] Voir *supra*, chapitre 2.

[523] GARF, R-9396/23 (Inspection auprès du ministre)/54, p. 101-102.

[524] RGAE, 1562/327/897, p. 13-15. Le document a été adressé « à la demande » de Molotov. Voir le graphique 9, en annexe, pour le détail dans quatre établissements aux profils différents. L'auteur du rapport tente d'atténuer la portée de ces chiffres en indiquant que parmi les « employés » sont compris aussi les militaires (*voennoslužaŝie*), mais cette remarque est de peu de valeur puisque au MEI, par exemple, ces derniers ne représentent que 14 % de la catégorie en question : *Ibid.*, p. 15.

ces chiffres, signée par Starovskij en personne, est riche en informations, en particulier sur la coupure des années 1936-1956 pour ce type de données :

> Pendant de nombreuses années, la composition sociale des étudiants n'a pas été estimée. Les dernières données à ce sujet, concernant l'année 1935, ont été publiées en 1936 dans le recueil statistique *La construction culturelle en URSS*. La CSU SSSR a analysé, avec le concours des organes statistiques (sans enquête auprès des étudiants), les données autobiographiques des étudiants admis à l'automne 1955 pour vingt VUZ (sans les facultés du soir et par correspondance) …[525]

Le document fournit également des données sur les années 1928-1935, montrant qu'un coup d'arrêt a été mis, ensuite, à la prolétarisation de l'enseignement supérieur[526]. Les statisticiens suggèrent que le pays est revenu à la situation de 1927-1928, ce que confirme la comparaison entre les années 1935 et 1955[527]. Ces chiffres de l'époque du Grand tournant, dont on sait aujourd'hui les limites (vu les fraudes et la prise en compte des études du soir et par correspondance), ont pu frapper les dirigeants des années 1950[528]. Khrouchtchev le premier, qui y fait allusion lors de sa première grande intervention sur le sujet, face à ses collègues du CC du PCUS le 29 mai 1957 : il déplore le fait que « celui qui fait des études n'est pas celui qui en brûle d'envie (*rvëtsâ k nemu*), mais celui qui en a la possibilité matérielle », et assigne à la transformation du système scolaire l'objectif d'établir « des conditions égales (*ravnye usloviâ*) », autrement dit « de meilleures conditions démocratiques pour tous les citoyens »[529].

Le chercheur soviétique N.I. Feŝenko avait déjà, à la fin des années soixante-dix, identifié le problème de la « composition sociale » comme l'un des principaux enjeux de la réforme de 1958 dans le supérieur[530]. La période 1955-1958 formerait ainsi un continuum marqué par plusieurs tentatives de modifier la composition sociale des étudiants[531]. Un autre signe de cette évolution réside dans l'édition successive à partir de 1955, avant même la suppression des frais d'inscription, des règles d'admission en VUZ et des programmes de révision correspondants[532]. Cette publicité marque une nouvelle étape dans la sélection des étudiants, au même titre que le rétablissement de la gratuité : tout se passe comme si, désormais, les autorités avaient conscience de la concurrence à l'entrée en VUZ, et de la nécessité d'instaurer des règles connues de tous les candidats. En effet, au milieu des années cinquante, avec un nombre de places de plus en plus réduit par rapport au nombre d'élèves sortant du secondaire, les concours d'entrée en VUZ donnent l'avantage aux enfants de

[525] RGAE, 1562/33/2717, p. 225.

[526] Cet arrêt des statistiques est justifié par l'abandon officiel de la politique de discrimination sur critère de « classe » à cette date ; il concerne également la publication de l'annuaire qui donnait notamment l'origine sociale de la population active, *Trud v SSSR* (« Le travail en URSS »), qui cesse de paraître de 1936 à 1968. Voir Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 291.

[527] Voir le graphique 10, en annexe.

[528] Voir *supra*, chapitre 1, II.

[529] Retranscrit dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hruŝev…, op. cit.*, tome 2, p. 354, 357 et 364. Au passage, Khrouchtchev rappelle sa propre expérience dans une *rabfak*.

[530] N.I. FEŜENKO, « Iz istorii sovetskoj vysšej školy konca 50-h godov (Podgotovka i social'nye posledstviâ osuŝestvleniâ zakona ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û », *Vestnik Moskovskogo Universiteta*, Série 8, Histoire, 1979, n°5, p. 17-29 ; p. 20. L'article de Feŝenko sacrifie aux poncifs idéologiques de la période brejnévienne, citant abondamment Lénine et reprochant explicitement à Khrouchtchev, sans pour autant le nommer, le caractère précipité et le « volontarisme » de la réforme de 1958. Toutefois il fournit des données sur la situation d'inégalité d'accès aux VUZ à laquelle le pouvoir prétendait remédier, s'étonnant que ses collègues sociologues, qui ont le plus étudié la question, ne se soient pas servis des documents disponibles dans les archives du MVO.

[531] *Ibid.*, p. 28.

[532] *Pravila priëma i programmy priëmnyh èkzamenov dlâ postupaûŝih v vysšie učebnye zavedeniâ*, Moscou, Sovetskaâ Nauka / Vysšaâ Škola, 1955. Cette publication est renouvelée une fois par an à partir de cette date.

l'intelligentsia, et plus largement à ceux habitant les villes et les régions ayant le meilleur niveau d'enseignement. La jeunesse ayant travaillé dans la production se trouve ainsi face à une concurrence trop rude pour espérer reprendre des études par la voie normale. Survient alors, de plus, l'épuisement du contingent d'anciens soldats mobilisés pendant la guerre, qui disposaient de places réservées hors concours dans les VUZ soviétiques : d'après notre auteur, ils étaient parmi les « étudiants les plus disciplinés, […] idéologiquement (*idejno*) les plus sûrs »[533]. C'est aussi le point de vue des dirigeants de l'époque. Sans avoir examiné en détails la composition sociale des *candidats* à l'entrée en VUZ (ce qui aurait permis de calculer les chances respectives de chaque catégorie au concours), ils estiment que la part des prolétaires est insuffisante parmi les admis. Cette obsession des pourcentages n'est pas nouvelle, et elle caractérise tous les rapports statistiques sur la question à l'époque.

En 1955, il n'est pas encore question d'un changement des règles d'admission en VUZ, ni dans les rapports envoyés par les principales universités au Ministère, ni dans l'organe mensuel de cette institution, le *Vestnik vysšej školy* (« Le Messager de l'École supérieure »)[534]. Mais l'année suivante, la question est discutée à plusieurs reprises aux séances du collège du MVO SSSR. Cette instance présidée par le ministre hésite toutefois sur la ligne à adopter : en janvier 1956, lors d'une première délibération, le système existant des concours d'entrée sans dérogation, sauf pour les médaillistes d'or et d'argent, est confirmé[535]. Un projet de réforme est adopté en mars, qui introduit un concours à part pour les « producteurs » (*proizvodstvenniki*) – on désignait ainsi les personnes ayant un certificat de travail de deux ans ou plus dans l'industrie ou l'agriculture. Une discrimination positive est établie à leur profit, 35 à 40% des places leur étant officieusement réservées[536]. Néanmoins ils étaient tenus d'avoir au moins la note « bien » (3 sur une échelle de 1 à 5) dans les matières correspondant à la spécialité dominante du VUZ ou de la faculté choisie.

D. 1956, une rentrée universitaire sous surveillance

Les résultats de l'admission des étudiants pour la rentrée 1956 ne sont pas conformes aux attentes des artisans de cette politique : dans 53 VUZ, seuls 6,9% des nouveaux inscrits ont une expérience de deux ans ou plus dans la « production »[537]. Le détail des chiffres disponibles montre que la reproduction sociale des élites est un phénomène structurel, qu'une simple mesure administrative ne peut fondamentalement remettre en cause.

La « composition sociale » des nouveaux étudiants change, mais de façon marginale. Si pour 106 VUZ, 31,9% des admis sont des « ouvriers ou leurs enfants », taux en nette progression, et 10,6% des « kolkhoziens ou leurs enfants », dans la société soviétique le MVO évalue alors leurs poids respectifs à 41 et 48%, contre 11% d'« employés »[538]. Un an plus tard, la *Grande encyclopédie soviétique* indique, pour la population active, 32% d'ouvriers, 37% de

[533] *Ibid.*, p. 20.
[534] *Ibid.*, p. 21.
[535] Sur les médailles d'or et d'argent, voir *supra*, chapitre 1.
[536] .I. FEŜENKO, « Iz istorii », article cité, p. 22. Un autre décret, rejeté, prévoyait de leur accorder 45 à 50% des places.
[537] *Ibidem.*
[538] GARF, R-9396/1/771, p. 336-337. Ces chiffres sous-estiment la part du tertiaire, comme d'autres estimations de l'époque qui mettent l'accent sur les secteurs d'activité, et non les types d'emploi. En 1955, les actifs employés dans l'agriculture et l'exploitation forestière, le secteur productif non agricole, et le secteur non productif, constituent respectivement 43, 42 et 15% du total : voir RGAE, 1562/33/3084, p. 1 et le texte 5, en annexe.

kolkhoziens, et environ 25% d'employés[539]. De façon générale, en 1955, l'URSS compte 117 millions d'ouvriers, employés et leurs enfants (58,3%), contre 82 millions de kolkhoziens, artisans en coopérative et leurs enfants (41,2%)[540]. Les limites de la politique de discrimination sont évoquées : un responsable de l'université de l'Oural à Sverdlovsk (aujourd'hui : Ekaterinbourg) estime même que les mesures prises en faveur des « producteurs » n'ont « malheureusement permis à aucun d'entre eux d'en profiter »[541]. D'après ces notes internes au ministère, c'est l'inertie du fonctionnement de l'admission qui explique cette absence de « producteurs » : peu d'entre eux sont capables, après avoir interrompu leur scolarité depuis deux ans, de passer avec succès les concours.

Les résultats communiqués aux dirigeants sont quelque peu différents. En octobre, un rapport adressé séparément par Starovskij à Molotov dresse le bilan de la nouvelle admission de 1956. Son contenu révèle, pour les étudiants de jour, une évolution modeste, mais tangible, par rapport à l'année précédente, comme l'illustre le tableau suivant :

TABLEAU 4

Composition des nouveaux étudiants admis en VUZ en 1955 et 1956 (en %)

	Ouvriers et leurs enfants	Kolkhoziens et leurs enfants	Employés, spécialistes, militaires et leurs enfants
1955 (20 VUZ)	24,4	13,0	62,6
1956 (20 VUZ)	27,6	13,9	58,5

SOURCE : RGAE, 1562/327/897, p. 22.[542]

Le détail par types de VUZ montre que si une légère hausse de la part des ouvriers s'est produite dans les VTUZ (de 24,7 à 29,6%) et à l'institut pédagogique d'Odessa (de 25,5 à 35,5%), il n'en est pas de même dans les instituts agricoles (de 21,9 à 20,6%, mais de 25,7 à 30,5% de kolkhoziens), médicaux (29,5%) et à l'université du Kirghizstan (de 17,6 à 11,6%, mais avec 40% de kolkhoziens)[543]. Remarquons que les établissements choisis dans ce rapport sont loin d'être représentatifs du système d'enseignement supérieur de l'URSS, étant donné qu'ils excluent les universités et instituts pédagogiques de Moscou, Leningrad et des autres grandes villes, pourtant les plus importants en effectifs. D'ailleurs les chiffres diffèrent de ceux donnés par le MVO SSSR avec un échantillon plus large : ils sont un peu plus élevés pour les ouvriers, mais plus bas pour les kolkhoziens. Les données précises pour chaque établissement du pays étaient pourtant disponibles, y compris pour les plus prestigieux : à MGU, ce sont près des trois quarts des nouveaux étudiants qui sont issus des rangs des « employés », ouvriers et kolkhoziens représentant seulement 20,2% et 5,6% du total ; à l'université de Sverdlovsk, ils sont respectivement 27,1% et 4,4%, et à celle de Kazan : 24,4% et 11,2%[544]. Seuls 1,1% de kolkhoziens sont entrés au MVTU (l'équivalent de l'École polytechnique en France) cette année-là – et ils ne représentent que 17% des nouveaux admis à l'Académie agricole « Timirâzev », qui est censée leur être tout particulièrement ouverte[545].

[539] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 50, « Soûz sovetskih socialističkih respublik », Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1957, p. 376, tableau 1. Le dernier chiffre est obtenu en aditionnant celui des « travailleurs ingéniero-techniques, employés, personnel de service, employés de commerce » (10,2%) et celui des travailleurs autres que des secteurs de production matérielle (14,8%).
[540] *Ibid.*, p. 106.
[541] GARF, R-9396/2/1117, p. 18-19. Référence donnée par N.I. FEŠENKO, « Iz istorii… », article cité, p. 22.
[542] Tableau reproduit tel quel.
[543] *Ibid.*, p. 23.
[544] GARF, R-9396/1/771, p. 349. Cité par N.I. FEŠENKO, « Iz istorii… », article cité, p. 22.
[545] GARF, R-9396/16/180, p. 105. Les chiffres donnés par N.I. Feŝenko y sont confirmés.

La presse ne publie aucun de ces chiffres, même lorsqu'elle livre à ses lecteurs les nouvelles règles d'admission en VUZ[546]. Toutefois, à partir de l'été 1956, le thème des conditions d'accès au supérieur a droit à un traitement dans les journaux, d'abord sous l'angle de la dénonciation de cas de corruption. En août 1956, la *Literaturnaâ gazeta* mentionne plusieurs cas dont la représentativité est difficile à établir[547]. L'article évoque, dans la ville de Lvov en Ukraine, un dénommé Sapožnikov qui a comme principale occupation de faire admettre en VUZ les candidats dont les parents peuvent payer « des sommes importantes » (une jeune fille serait rentrée au Conservatoire de la ville moyennant 11 000 roubles)[548]. Le choix d'une localité de taille secondaire est parlant : il permet de présenter comme marginal le phénomène incriminé. Inversement, on ne trouve pas un mot dans la presse sur les privilèges des enfants de dirigeants pour l'accès au supérieur. Au milieu des années 1950, ils semblent pourtant bénéficier de passe-droits pour s'inscrire dans les meilleurs VUZ[549]. Certains sont dénoncés localement, à huis clos : lors de la conférence du Parti de MGU en novembre 1956, le MVO SSSR est critiqué pour avoir « en infraction aux règles d'admission fait inscrire par décret cette année à la faculté d'histoire la fille du c[amarade] Mackevič [alors ministre de l'agriculture et chef adjoint du gouvernement de l'URSS] avec 13 points au lieu des 20 requis »[550]. Ce cas de népotisme n'est pas mentionné dans les journaux.

Ainsi, l'enseignement supérieur devient un objet d'attention renouvelée en 1956 : plusieurs dirigeants se préoccupent du décalage entre les besoins en cadres de l'économie et de la science soviétique, et les capacités limitées du système, mais aussi entre le discours officiel sur la démocratisation des études, et les barrières sociales qui continuent de jouer dans la sélection des étudiants. Le Premier secrétaire lui-même s'inquiète de cet écart entre objectif officiel du régime et réalité sociale, surtout à l'aune des événements qui touchent le pays à la suite du XXe Congrès du PCUS.

III) L'agitation étudiante de la fin 1956 et sa portée

L'impact du Rapport secret « sur le culte de la personnalité [de Staline] » lu par Khrouchtchev au XXe Congrès a fait l'objet d'une réévaluation dans l'historiographie récente. Ce document, élaboré à partir des travaux d'une commission dirigée par le secrétaire du CC du PCUS Pëtr Pospelov, est d'abord diffusé dans les instances de base du Parti pour

[546] Ils sont aussi absents des recueils statistiques *Kul'turnoe stroitel'stvo* et *Narodnoe hozâstvo SSSR*, Moscou, Statistika, 1956 – les premiers publiés depuis la guerre.

[547] Les archives que nous avons consultées – département du CC du PCUS et ministères de la sphère éducative – ne nous ont pas fourni d'autres indications à ce sujet.

[548] 28 août 1956. Cité dans *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°172, 30 novembre 1956, p. 10. D'autres cas sont mentionnés à l'institut des transports de la ville, où un jugement a été particulièrement clément envers les condamnés.

[549] On ignore si la propre fille de Khrouchtchev, Rada, entrée en 1947 à la faculté de biologie de MGU, avait été favorisée au concours. La même question se pose pour le fils du ministre de l'Enseignement supérieur Aleksandr Elûtin, admis en 1956 à l'institut de l'Acier et des Alliages qu'avait dirigé son père quelques années plus tôt.

[550] RGANI, 5/35/44, p. 143-146. Publié dans Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie… », article cité, p. 8-9. Sur le discours sans tâche de Mackevič devant Khrouchtchev quelques mois plus tard, voir *supra*, le chapitre précédent.

être lu à tous les communistes et membres du Komsomol[551]. En fait, d'autres personnes (travailleurs, étudiants et même écoliers) en prennent connaissance[552].

Un fait résume sa portée en URSS même : la période des années 1956-1958 correspond à un pic des répressions politiques après 1953. C'est un document tiré des archives présidentielles russes en 1996 qui l'a révélé : le nombre de personnes jugées pour « agitation antisoviétique » culmine dans les années 1956-1960, le record étant atteint en 1957 avec près de 2 000 condamnations (contre 1 072 au total pour les années 1961-1965)[553]. Certes, il faut distinguer ce que désigne cette catégorie du code pénal soviétique de ce qu'on appellera plus tard la « dissidence ». « L'agitation antisoviétique » recouvre des réactions très diverses, allant de l'indignation face à la répression de la révolte hongroise, dans les couches cultivées favorables à la « légalité léniniste », à la colère du « stalinisme populaire » après l'éviction de Molotov, Kaganovič et Malenkov en juin 1957[554]. A cela s'ajoute une agitation étudiante inédite. Les principaux faits et la réaction des autorités sont assez bien connus grâce à quelques études récentes fondées sur des témoignages et des documents d'archives[555].

A. L'impact de la révolte hongroise en URSS

L'année 1956 voit d'abord s'instaurer dans certains VUZ une sphère d'expression de type alternatif, non contrôlée par le pouvoir. Ce phénomène n'est pas unique dans l'histoire soviétique. Dix ans plus tôt, déjà, Elena Zubkova rapporte que dans le contexte des difficultés de l'après-guerre (la famine de 1946-1947 et la reprise des arrestations de masse), plusieurs groupes clandestins d'étudiants voire de lycéens hostiles au régime stalinien s'étaient manifestés dans plusieurs grandes villes de RSFSR[556]. En 1956, l'agitation résulte à la fois du choc provoqué par la diffusion orale du « Rapport secret », en mars-avril, et de l'atmosphère de discussion qui marque le timide Dégel littéraire et artistique apparu vers 1954-1955. Surtout, à la suite de la vague de révolte qui traverse la Pologne, et surtout la Hongrie, à partir de l'été, et après l'annonce de l'intervention des troupes soviétiques à Budapest en novembre, elle prend la forme d'une contestation naissante, dans les grands centres urbains[557].

---

[551] Sur l'histoire de ce texte, voir Branko LAZITCH, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, *1956 : la Déstalinisation commence*, Bruxelles, Complexe, 1984 et plus récemment V.Û. AFIANI, Z.K. VODOP'ÂNOVA, *Doklad N.S. Hruševa o kul'te ličnosti I.V. Stalina na XX s''ezde KPSS : Dokumenty*, Moscou, Rosspèn, 2002 et Nicolas WERTH, « Histoire d'un pré-rapport secret. Silences et omissions de la Commission Pospelov », *Communisme*, n°67-68, 2001, p. 9-38. Pour une étude de cas sur la diffusion du rapport au niveau local et régional, voir Jean-Paul DEPRETTO, « La réception du XXe Congrès dans la région de Gorki », *Cahiers de Framespa*, n°1, 2006.

[552] Parfois les responsables locaux du Parti ne purent empêcher l'irruption massive d'auditeurs extérieurs, ainsi à MGU : voir William TAUBMAN, *Khrushchev*, *op. cit.*, p. 285-286.

[553] Cité par V.A. KOZLOV, O.V. ÈDEL'MAN, È.Û. ZAVADSKAÂ (éd.), *Kramola. Inakomyslie v SSSR pri Hruševe i Brežneve 1953-1982*, Moscou, Materik, 2005, p. 36.

[554] V.A. KOZLOV *et alii*, *Kramola*, *op. cit.*, p. 37-38. La part des ouvriers dans les personnes condamnées pour « crime contre-révolutionnaire » varie entre 30 et 47% de 1954 à 1957 : *Ibid.*, p. 40. Les moins de 24 ans représentent 24,5% du total, et 58% des auteurs de tracts antisoviétiques : *Ibid.*, p.42.

[555] L'article pionnier est celui de Gennadij KUZOVKIN, « Partijno-Komsomol'skie presledovaniâ po političeskim motivam v period rannej 'ottepeli' », dans EREMINA L.S., ŽEMKOVA E.V. (dir.), *Korni Travy. Sbornik statej molodyh istorikov*, Moscou, Zven''ia, 1996, p. 88-93.

[556] Elena ZUBKOVA, *Russia after the War : hopes, illusions & disappointments, 1945-1957*, New York, Sharpe, 1998, p. 109-116. Jusque là, les étudiants n'avaient connu aucun mouvement d'agitation important depuis celui lié à la soviétisation des universités, dans les années 1920 : voir Peter KONECNY, *Builders and Deserters : Students, State, and Community in Leningrad 1917-1941*, Montréal, McGill Queens UP, 1999, et Aleksej MARKOV, *Čto značit byt' studentom. Raboty 1995-2002 godov*, Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2005.

[557] Pour une autre présentation (et d'autres exemples) de cette agitation, voir Robert HORNSBY, « Political protest and dissent in the Khrushchev Era », Ph.D. thesis, University of Birmingham, 2009, p. 64-67. Voir aussi Benjamin TROMLY, « Intelligentsia Self-Fashioning in the Postwar Soviet Union: Revol´t Pimenov's Political

La diffusion du contenu du Rapport secret donne l'occasion à des communistes et membres du Komsomol de revendiquer une relative liberté d'expression. Il ne s'agit encore que d'individus isolés, mais de nombreux cas sont mentionnés dans les grandes villes et notamment dans les VUZ. Ainsi, un enseignant de la chaire de marxisme-léninisme de l'institut pédagogique de Tomsk critique, en pleine réunion, le CC du PCUS : pour cet « acte de propagande » parmi ses étudiants, il est condamné à dix ans de camp[558]. La sévérité des peines surprend, alors que, quelques mois plus tôt, une circulaire a invité les autorités régionales à ne plus engager de poursuites en vertu du célèbre article 58.10 du Code pénal – celui des déportations de masse à l'époque stalinienne –, considéré comme « n'étant plus d'actualité »[559]. Les autorités de tous niveaux cherchent alors à contrôler les débordements des étudiants, alors qu'elles avaient parfois toléré certaines initiatives qui ne franchissaient pas la ligne de l'opposition au régime ou à ses mots d'ordre. C'est le cas de la floraison de journaux muraux, voire de bulletins tirés ou recopiés à quelques exemplaires dans les VUZ, dans lesquels les étudiants publiaient leur poésie « d'auteur », mais aussi engageaient des débats sur des thèmes de la vie culturelle, artistique et étudiante. Un dossier de l'administration statistique indique, parmi une liste de points considérés comme cruciaux pour la surveillance de la société, la nécessité « d'expliquer les causes de l'apparition de journaux clandestins (*podpol'nye*) dans les universités et la passivité du Komsomol devant ces problèmes »[560].

Le 28 novembre 1956 parvient au CC du PCUS une « information » du *Minpros* RSFSR, signée du ministre Afanasenko[561]. Il y décrit le contenu d'une réunion des directeurs d'instituts pédagogiques, consacrée au « renforcement de l'éducation idéo-politique des étudiants », énumérant une série de faits ayant eu pour acteurs les étudiants de Moscou et de Leningrad essentiellement : discussions à propos du roman de Vladimir Doudintsev, *Ne hlebom edinym* (*L'homme ne vit pas seulement de pain*), paru dans la revue *Novyj Mir* en août et en octobre 1956, qui sera condamné pour « discours nuisible » par la section de Moscou de l'Union des écrivains d'URSS en mars 1957, et de l'exposition Picasso ouverte à Moscou puis à Leningrad ; tentative de manifestation spontanée devant les ambassades de France et d'Angleterre contre l'intervention de Suez ; évocation des différences de salaires entre ouvriers et dirigeants du pays et de l'inégalité d'accès à l'enseignement[562]. A ces comportements inédits, mais pas nécessairement antisoviétiques, s'ajoute la formulation de revendications relatives aux conditions de vie et d'études. Des étudiants de Gorki organisent une délégation pour demander au CC du PCUS une réduction de la charge de cours hebdomadaire et du nombre d'examens, et d'autres signent des pétitions pour faire renvoyer leur doyen de faculté. A l'institut polytechnique de Tomsk, des étudiants de 4e année manifestent, aux yeux de l'*obkom*, des « humeurs malsaines », certains s'opposant à l'introduction d'un « stage » obligatoire, dans la production, pour les diplômés des VUZ : ici

Struggle, 1949–57 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, n° 13/1, 2012, p. 151-176.

[558] GARF, R-428/3/272, p. 24, cité par A.V. PYŽIKOV, *Hruŝevskaâ ottepel' 1953-1964*, Moscou, Olma-Press, 2002, p. 65. Un article du même auteur évoque les débuts de la dissidence dans la jeunesse de l'époque : « Istoki dissidentstva : Molodež' posle XX S'ezda KPSS », *Svobodnaia mysl'*, n°12 (2003), p. 77-85.

[559] O.L. LEJBOVIČ, *Universitetskie istorii. Molotovskij gosudarstvennyj universitet v 1950-e gg*., Perm', ZUUNC, 1997, p. 49. Sur le tournant manqué de 1956 en matière de politique répressive, voir Marc ÉLIE, *Les anciens détenus du Goulag : libérations massives, réinsertion et réhabilitation dans l'URSS poststalinienne, 1953-1964*, Thèse de doctorat pour le titre de docteur en Histoire, EHESS, 2007, en particulier le chapitre 4.

[560] RGAE, 1562/33/2717, p. 123. La note manuscrite qui accompagne ce document est datée du 28 avril 1956 : *Ibid.*, p. 114.

[561] RGANI, 5/30/181, p. 82-89. Publié dans Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie… », p. 11-14. Tous les faits évoqués dans le paragraphe suivant sont tirés de ce document.

[562] Sur ce dernier point, voir la citation placée en épigraphe de ce chapitre.

l'inquiétude des autorités est accrue par le fait qu'il s'agit de la « spécialité n°43 », à savoir la physique nucléaire appliquée[563].

La situation devient plus sérieuse lors de la crise hongroise. Des « discussions enflammées » ont lieu dans les VUZ : des communistes demandent la suppression des examens de marxisme-léninisme ; des membres du Komsomol critiquent leur propre organisation, affirmant que « le manque d'attention envers la jeunesse peut conduire à des événements comme ceux de Hongrie », et qu'ils « exigent la liberté de la jeunesse »[564]. Dans plusieurs grandes universités apparaît ainsi une véritable contestation, au sens d'une remise en cause du régime et de sa politique. Même si elle émane de quelques individus isolés, elle a une résonance importante de par le prestige des lieux de connaissance touchés. Deux faits méritent d'être mentionnés pour donner un aperçu de l'atmosphère de l'époque : le 25 octobre, au club du ministère de l'Intérieur d'URSS, des étudiants de l'Institut d'histoire et d'archivistique de Moscou portent un toast aux événements polonais et hongrois, et à la « quatrième révolution russe » ; lors d'une réunion à l'Institut de prospection géologique de Moscou, Ekaterina Furceva, première secrétaire du *gorkom* du Parti de la capitale, secrétaire et membre du CC du PCUS, ne peut obtenir la parole face à l'hostilité de l'assistance et doit faire mine de prôner la conciliation pour ne pas être huée[565]. Quelques jours plus tard, le 8 novembre, lors d'une visite à la faculté de mathématiques et de physique de MGU, la même Furceva s'inquiète à la lecture d'un numéro du journal mural étudiant *Literaturnyj bûlleten'* (« Bulletin littéraire »). D'après l'appareil du Parti, celui-ci avait pris position contre l'intervention soviétique en Hongrie[566]. A la demande de Furceva, lors d'une séance spéciale organisée à la faculté avec le doyen Andrej Kolmogorov et le recteur Ivan Petrovskij, les auteurs sont exclus de l'université avant d'être, probablement, arrêtés par le KGB[567].

Lors des réunions du Komsomol organisées dans chaque VUZ, l'intervention des troupes soviétiques à Budapest suscite des réactions vives. A la faculté d'histoire de MGU, d'après une enseignante, « la confusion (*putanica*) [est] née dans les esprits de nombreux étudiants en rapport avec les événements en Pologne et en Hongrie »[568]. Le directeur du MEI rapporte également, lors d'une réunion au MVO en février 1957 :

> … récemment en novembre et en décembre (c'était tout récemment) nous nous sommes heurtés à l'incompréhension par nos étudiants des questions de la vie intérieure et internationale. Nous nous sommes heurtés à des états d'esprit malsains parmi les étudiants et même antisoviétiques chez certains, parmi lesquels des membres du Komsomol.[569]

---

[563] RGANI, 5/35/59, p. 9. La lettre en question est classée « parfaitement secrète ».

[564] Cité par A.V. PYŽIKOV, *Ottepel' : idéologičeskie novacii i proekty (1953-1964 gg.*), Moscou, Socium, 1998, p. 62.

[565] Yuri AKSIUTIN, « Popular responses to Khrushchev », dans TAUBMAN William, KHURSHCHEV Sergey, GLEASON Abbott (dir.), *Nikita Khrushchev*, New Haven, 2000, p. 192-193.

[566] Voir Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie… », article cité, p. 5. D'après Vladimir Tihomirov, témoin direct, collaborateur du *Bulletin littéraire*, le numéro incriminé ne contenait aucun élément proprement antisoviétique, mais des articles variés – une note de lecture sur l'ouvrage de John Reed, *Dix jours qui ont changé le monde*, qui soulignait que le nom de Staline n'y figurait pas une seule fois, un compte rendu de la « dispute » sur le roman de Doudintsev déjà cité, un texte de l'écrivain Konstantin Paustovskij dénonçant « l'indigence spirituelle » de certains fonctionnaires du Parti. Voir TIHOMIROV V.M., *Andrej Nikolaevič Kolmogorov, 1903-1987 : žizn', preispolnennaâ sčast'â*, Moscou, Nauka, 2006, p. 159.

[567] RGANI, 4/16/1098, p. 44-47 : rapport de l'instructeur A. Lutčenko au CC du PCUS. Publié dans Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie… », article cité, p. 9-10. D'après Tihomirov, un seul étudiant fut exclu, sur les trois menacés au départ, sans doute grâce à l'intercession de Kolmogorov lui-même : TIHOMIROV V.M., *Andrej Nikolaevič Kolmogorov, op. cit.*, p. 160.

[568] C'est ce qu'écrit à Khrouchtchev, deux ans après, une enseignante membre du Parti qui se plaint des accusations injustes de « révisionnisme » portées contre elle et ses collègues : RGANI, 5/35/87, p. 73.

[569] GARF R-9396/1 (Chancellerie)/818, p. 125-126.

La même escalade est perceptible dans d'autres villes : l'automne 1956 voit ainsi une radicalisation des discours. On parle même, dans les rapports au CC du PCUS, de « plates-formes contre-révolutionnaires », comme à Gorki où trois jeunes gens fondent, à l'automne 1956, une « organisation étudiante politique illégale, l'*OID* » (en russe : *Obŝestvo idejnyh druzej* = « Société des amis d'idées », ou encore *Ot I Do* = « Du [socialisme] Et Vers [le capitalisme] »), qui présente un programme d'action et rassemble plusieurs étudiants de différents VUZ de la ville[570]. A Sverdlovsk, des étudiants de la faculté de lettres de l'université de l'Oural expriment eux aussi leur désaccord avec le régime en éditant une feuille polycopiée à trois exemplaires, qui selon l'inspecteur du CC du PCUS « dénigrait nos réalisations soviétiques », et proposait de faire de la revue de la société scientifique étudiante un organe de « libre discussion »[571]. Des phénomènes similaires se produisent à Molotov, où un étudiant demande en cours si un coup d'État contre-révolutionnaire peut avoir lieu en URSS. A la faculté de physique et mathématiques de cette même ville, un journal mural étudiant publie en novembre 1956 « un numéro raté (*neudačnyj*) », selon les autorités locales du Parti. Un étudiant d'histoire est exclu du Komsomol et de l'université, pour avoir dénoncé en public la persistance du « culte de la personnalité », accusant le monopartisme d'en être la cause[572].

Ces faits sont de gravité variable, mais les organes de répression ne cherchent pas à voir toutes les nuances dans les intentions des « fautifs ». Certains ont clairement pour but de fomenter une conspiration, ou en tout cas d'organiser une forme de subversion clandestine. D'autres disent avoir agi par impulsion, sans penser que leurs propos pouvaient enfreindre la légalité : ainsi cet élève de 10e classe, Vitalij Lazarânc, qui, lors de la célébration de la révolution d'Octobre le 7 novembre 1956, jette depuis la tribune élevée sur une place de la ville de Iaroslav, un tract avec l'inscription : « Nous exigeons le retrait des troupes soviétiques de Hongrie »[573]. Pendant son interrogatoire au KGB, le lycéen déclare :

> En tant que membre du Komsomol je savais que, si quelque chose ne me plaisait pas, j'avais le droit de protester, et c'est pourquoi m'est venue l'idée de protester ainsi…[574]

D'autres encore cherchent la provocation : Krasil'nikov, étudiant en philologie de l'université de Leningrad, le 7 novembre 1956, crie à plusieurs reprises, dans le cortège de la manifestation officielle, « A bas Khrouchtchev », « A bas le pouvoir soviétique », « A bas la clique du Parti », « Vive la Hongrie libre », « A bas le communisme », encouragé par les « Hourra ! » d'un petit groupe de ses camarades[575]. Sans parler des conséquences graves pour leurs auteurs, ces incidents révèlent l'existence d'un bouillonnement contestataire qui, même isolé, ne peut qu'effrayer les dirigeants – lesquels ont expressément demandé, dans un décret du Présidium du CC du PCUS aux instances républicaines, régionales et locales, « d'assurer un haut degré d'organisation pour le déroulement des cortèges, séances officielles et autres manifestations : […] il convient de ne pas courir après le nombre de manifestants, de ne pas laisser traîner les cortèges, de les conduire de façon organisée… »[576].

---

[570] RGANI, 5/37 (Département de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR*)/2, p. 140-143. Ce document du département de la science, des écoles et des VUZ du Bureau du CC du PCUS pour la RSFSR a été lu par les secrétaires du CC du PCUS Suslov et Aristov. Publié dans Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie… », article cité, p. 22-23.
[571] RGANI, 5/37/2, p. 145-147.
[572] O.L. LEJBOVIČ, *Universitetskie istorii…*, *op. cit.*, p. 64-66.
[573] GARF, A-461/2/10996, p. 1. Document publié dans V.A. KOZLOV *et alii*, *Kramola*, *op. cit.*, p. 221.
[574] GARF, A-461/2/10996, p. 17. *Ibid*., p. 222.
[575] *Ibid.*, p. 214.

Le reste de la population prend connaissance de cette agitation, y compris sous forme de rumeurs : en décembre, les journaux, à la suite de l'agence Tass, évoquent en termes vagues quelques « incidents » et « symptômes malsains » dans les instituts pédagogique et polytechnique de Leningrad. La *Pravda* met même en garde ses lecteurs contre les agissements d'« agents ennemis » sur le territoire soviétique, dans une tribune signée du ministre de la Sécurité d'État (ou « Stasi ») est-allemand Ernst Wollweber[577]. La *Komsomolskaâ Pravda*, organe du Komsomol qui, quelques semaines plus tôt, appelait à la discussion sur des questions d'idéologie ou d'histoire, décriant les « méthodes autoritaires » et les cours « pas assez approfondis » de certains enseignants et responsables[578], se met à dénoncer les propos excessifs prononcés dans certains VUZ en matière artistique, ainsi que le contenu de plusieurs revues étudiantes[579]. Le journal fait le portrait de l'étudiant « démagogue » typique :

> Il est capable de propager le boycott de la cantine plutôt que de se joindre à la commission d'amélioration de la nourriture. Il est capable de demander la discussion d'un problème et d'y participer non dans le but d'éclairer le sujet, mais de causer des perturbations et de semer la confusion. Il aspire à manquer les cours, et en même temps il se plaint du niveau insuffisant de l'enseignement.[580]

Les archives du Parquet d'URSS offriraient probablement d'autres cas précis, et on peut évoquer un exemple qui témoigne de la diffusion des rumeurs sur l'agitation étudiante. En février 1957, un mineur (qui se dit « ingénieur ») de 35 ans de la région de Kemerovo, entreprend ses voisins de tramway sur le sujet : « à Budapest il y a eu une révolte (*bunt*) et on envoie notre pain là-bas », puis : « les étudiants se révoltent (*buntuût*) alors que vous, bons à rien (*vahlaki*), vous êtes assis et vous vous taisez ». D'après un autre témoin, il mentionne les villes de Kiev, Tomsk et Omsk comme lieux de contestation étudiante[581]. Du côté des autorités aussi, le discours est parfois exagérément alarmiste : ainsi le secrétaire du *partburo* de l'université de Molotov déclare en novembre 1956 :

> …toute la réaction mondiale s'est entendue pour lutter contre le camp socialiste – et elle pourrait avoir une influence, d'une façon ou d'une autre, pas seulement sur la Hongrie, mais aussi sur l'Oural.[582]

Comme le souligne un historien de l'université de Molotov, les autorités, notamment la direction du Parti, sont alors sans doute plus préoccupées de l'état d'esprit des étudiants que de celui de leurs enseignants[583]. Toutefois, parmi ces derniers, quelques-uns payent le prix fort pour avoir favorisé ou protégé des contestataires : par exemple un jeune assistant de la chaire d'histoire du PCUS de cette université, V.I. Smetanin[584]. Plus étonnant encore : en pleine

---

[576] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T. 2...., op. cit.,* p. 478. Ce document est classé « parfaitement secret. Prioritaire (*vne očeredi*) » et daté du 3 novembre 1956.
[577] *Pravda* du 26 décembre 1956.
[578] Voir par exemple le numéro du 18 octobre 1956.
[579] *Ibid.*, p. 5. Il s'agit des numéros datés respectivement des 4 et 28 décembre 1956.
[580] *Komsomol'skaâ Pravda*, 15 décembre 1956 ; cité dans « Part I : Conflict Between the Generations », *Soviet Survey*, n°12, février 1957, p. 1-7 ; p. 8. Le même journal, le 8 juin 1957, publia un article au nom de deux étudiants de MGU qui dénonçaient le caractère mensonger d'un témoignage paru dans l'hebdomadaire français *Demain*, intitulé « Un étudiant moscovite parle des troubles étudiants », sur les événements de la fin 1956.
[581] GARF, R-8131/31/78158, p. 9. Document publié dans V.A. KOZLOV *et alii*, *Kramola*, *op. cit.*, p. 133-134. Les auteurs affirment dans une note qu'il n'y a pas eu d'agitation dans ces trois villes, pourtant une recherche complémentaire serait nécessaire à notre avis.
[582] Cité par O.L. LEJBOVIČ, *Universitetskie istorii*…, *op. cit.*, p. 64.
[583] *Ibid.*, p. 63.
[584] *Ibid.*, p. 66-68. Il fut exclu de l'université au printemps 1957.

conférence interuniversitaire du Komsomol, le 31 décembre, une enseignante d'économie politique de l'Institut des mines de Moscou, Lenskaâ, prend la défense des étudiants qui ont accusé la presse soviétique d'avoir tu les événements hongrois ; elle n'est pas critiquée par ses collègues, comme le déplore un rapport du ministère en 1957[585].

Cette ébauche de crise étudiante, malgré l'absence de coordination entre ses acteurs, par son écho et la sympathie qu'elle inspire manifestement dans une partie de la population, inquiète donc fortement les autorités. Parallèlement aux sanctions (exclusion des rangs du Komsomol et du VUZ, le plus souvent) et aux poursuites pénales confiées au KGB, on envisage aussitôt d'autres réponses de nature préventive.

B. « Si vous ne voulez pas étudier, allez travailler » : la réponse de Khrouchtchev, du Parti et du Komsomol

La réaction des responsables est conforme aux représentations sociales héritées de leurs parcours et de leur formation : à l'instar de la jeune dirigeante du Komsomol Zoâ Tumanova dont les propos sont cités en épigraphe de ce chapitre, ils dénoncent la coupure entre les étudiants et « la vie », appliquant une grille d'interprétation qui établit un lien direct entre l'origine et la position sociale d'un côté, la loyauté et l'adhésion idéologique de l'autre.

Aleksandr Pižikov souligne qu'à l'époque, « on expliqua la diffusion de tels états d'esprit par le faible pourcentage parmi les étudiants d'ouvriers, de kolkhoziens et de leurs enfants, par la domination d'enfants d'employés, dont l'absolue majorité n'avait travaillé nulle part et ne connaissait pas la vie »[586]. Nikolaj Kaz'min, chef de l'*Otdel nauki RSFSR*, déplore dans la conclusion d'une note adressée au *Buro RSFSR*, que les effectifs de l'enseignement supérieur soient dominés par les enfants des employés et de l'intelligentsia :

> Tous ces défauts dans la sélection du corps étudiant (*komplektovanie studenčeskogo sostava*) des VUZ constituent une cause des états d'esprit malsains et des événements qui ont eu lieu dans certains VUZ. Afin de réduire les défauts dans l'admission en VUZ il est recommandé […] de charger le ministère de l'Enseignement supérieur d'URSS, et les autres ministères ayant des VUZ, d'élaborer des mesures pour assurer une sélection de meilleure qualité à l'entrée en VUZ en 1957.[587]

Ce document est important à plusieurs égards. D'abord son contenu est étonnant : la question de la composition sociale des VUZ n'est pas du ressort du *Buro RSFSR* ni de ses départements, en principe. Il semble que cette instance ait contribué à relancer un thème sur lequel son grand frère, l'*Otdel nauki* dirigé par Kirillin, est silencieux. Surtout, le lien de causalité est formellement établi, dans les propos de Kaz'min, entre la « composition sociale » et l'agitation politique des étudiants.

La plupart des dirigeants partagent l'avis du *Buro RSFSR*. Le 4 novembre, alors que, depuis l'aube, les combats font rage à Budapest entre soldats soviétiques et insurgés, au Présidium du CC du PCUS, entre la discussion des questions de Hongrie et de Suez, est introduit le point suivant : « sur la purge (*očiŝenie*) des VUZ de leurs éléments malsains (*nezdorovye*) »[588]. Sont chargés de présenter des propositions dans ce sens, d'après le brouillon du sténogramme, dans l'ordre : Furceva, Pospelov, Šelepin et Elûtin. Le même jour,

[585] GARF, R-9396/16/180, p. 111 (rapport non signé, qui date probablement de 1957).
[586] A. PYŽIKOV, *Hruševskaâ ottepel'..., op. cit.*, p. 69.
[587] RGANI, 5/37/2, p. 111. La note est datée du 19 novembre 1956.

Khrouchtchev réunit les membres du Présidium, du CC, mais aussi de la Commission centrale de révision, ainsi que les principaux collaborateurs de l'appareil central du PCUS, du *gorkom* et des *rajkom* de la capitale, pour les « informer de la situation en Hongrie et d'autres questions qui y sont liées »[589]. Son intervention, à huis clos, révèle que l'implication de nombreux étudiants dans la révolte hongroise n'a pas échappé au Premier secrétaire[590]. Il raconte en particulier comment les « camarades roumains » ont su mettre fin à un début d'agitation à Cluj, ville à forte minorité hongroise, en passant à tabac quelques-étudiants, en arrêtant deux à trois cents d'entre eux, puis en discutant « comme il faut (*horošen'ko*) » avec eux, ainsi qu'avec leurs parents[591]. Il rapporte le récit de la discussion avec les étudiants, tel que le lui aurait fait le dirigeant roumain Gheorghe Gheorghiu-Dej :

> On demanda aux étudiants :
> - Recevez-vous votre bourse ?
> - Oui, dirent-ils.
> - Avez-vous un logement en foyer ?
> - Oui, il y a un foyer.
> - Les professeurs vous font-ils cours ? Vous étudiez ?
> - Nous étudions, reconnurent les étudiants.
> - Alors étudiez comme il faut. Si vous ne voulez pas étudier, nous allons vous donner une pelle, allez travailler. Quand vous aurez des cals aux mains *d'avoir travaillé comme il faut à la production*, alors vous comprendrez la vie, vous comprendrez ce qu'est la démocratie, ce que signifient les études. (*RIRES DANS LA SALLE*).[592]

Un tel discours vise d'abord à rassurer les hauts responsables du Parti, au moment où l'issue de la crise hongroise est encore incertaine – avec l'idée, répétée un peu plus loin, que les troubles ont un caractère nationaliste. Mais peut-être s'agit-il aussi de mettre en garde l'auditoire contre les aspirations démocratiques qui ont vu le jour en Europe de l'Est comme en URSS. L'assistance compte probablement de nombreux acteurs de l'enseignement secondaire et supérieur, de l'administration économique, des organisations sociales et du milieu académique déjà rencontrés ici, outre les membres du Présidium : les secrétaires (dont Šepilov et Aristov), les collaborateurs et membres du CC du PCUS et de la Commission centrale de révision Vladimir Kirillin, Vasilij Derbinov, Nikolaj Kaz'min, Viktor Grišin, Ivan Kairov, Iosif Kuz'min, Dmitrij Kukin, Aleksej Rumâncev, Aleksandr Nesmeânov, Mihail Suslov, Aleksandr Šelepin, entre autres[593]. Khrouchtchev conclut son récit en soulignant que « par ces conversations (*besedy*) les camarades roumains ont mené un assez bon travail éducatif parmi les étudiants ». Un peu plus loin, il semble s'adresser directement à ceux qui sont en contact avec la jeunesse soviétique :

> Il faut tirer les leçons de ces événements et renforcer notre travail dans le Parti et le pays. Il est indispensable de renforcer le travail politico-partisan dans les

[588] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T. 1...., op. cit.,* p. 202. Notons que les responsables concernés sont tous issus du sérail khrouchtchévien, et plutôt jeunes, à l'exception de Pospelov, né en 1898.
[589] AP RF, 52/1/261, p. 74-110. Le sténogramme complet de cette séance inhabituelle de « réunion de l'active du Parti » (*sobranie partijnogo aktiva*) est reproduit dans *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 63-75. Les citations qui suivent en sont tirées.
[590] Sur le déroulement de cette insurrection, voir François FEJTÖ, *Budapest, l'insurrection : la première révolution anti-totalitaire*, Bruxelles, Complexe, 1981.
[591] *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 68.
[592] *Ibid.*, p. 68-69 (nos italiques). La peur de voir une contagion de l'insurrection hongroise dans d'autres pays voisins était réelle chez Khrouchtchev, mais aussi chez les autorités roumaines qui avaient fermé leur frontière avec la Hongrie à ce moment : voir William TAUBMAN, *Khrushchev*, *op. cit.*, p. 296-297.
[593] Malheureusement la liste précise des présents n'est pas publiée par le document.

> masses, d'améliorer le lien avec les ouvriers, les kolkhoziens, l'intelligentsia et *surtout au sein de la jeunesse, des étudiants*. En Hongrie les étudiants ont fait couler le sang, s'en sont pris à nous. Ils ont été induits en erreur par les forces de la réaction, parce que parmi eux le travail politique n'a pas été [suffisant]. Il faut patiemment mener ce travail, diriger les masses correctement. Bien sûr, quand c'est nécessaire, il faut aussi montrer sa force.[594]

Six jours plus tard, le 10 novembre, la *Pravda* publie une autre intervention de Khrouchtchev devant des représentants du Komsomol à MGU, qui reprend presque mot pour mot l'anecdote sur les étudiants roumains[595]. L'idée de faire intervenir d'authentiques ouvriers paraît avoir fait florès, dans d'autres établissements[596]. Le texte évoque aussi la « nécessité de purger MGU des éléments mauvais (*negodnye*) et de les envoyer travailler dans l'industrie et l'agriculture », rejoignant la conclusion de la note d'Afanasenko déjà citée :

> Le Ministère de RSFSR a donné instruction aux directeurs d'instituts [pédagogiques] d'élever le niveau d'exigences attendu des nouveaux admis et des étudiants […]. En particulier, envers les personnes manquant de sérieux par rapport aux cours ou à leur futur métier d'enseignant, on a recommandé aux directeurs comme méthode d'opter pour l'exclusion temporaire avec droit de reprendre les études *après deux-trois années de travail fructueux* (uspešnoj raboty) *dans la production.*[597]

Il convient donc de distinguer ici entre deux types de réponses. L'une, répressive, est formulée dans la Lettre du CC du PCUS du 19 décembre 1956 « Sur le renforcement du travail politique des organisations du Parti dans les masses, et la mise au pas de l'expression (*precečenie vylazok*) des éléments antisoviétiques hostiles », adressée à toutes les instances du Parti et du Komsomol, mais non publique[598]. Gennadij Kuzovkin estime que cette Lettre, symptomatique du passage d'une répression dirigée par les seuls organes de la sécurité d'État (le KGB) à des formes plus diffuses confiées au Parti et au Komsomol, est le produit de l'influence directe de cette dernière organisation et de son chef Aleksandr Šelepin[599]. Nikita Petrov signale que c'est un groupe de hauts responsables du Parti mené par Leonid Brejnev, récemment promu secrétaire du CC, qui fut chargé « d'une façon indéterminée » de préparer cette lettre : en effet le décret du Présidium du CC du PCUS mentionne, outre la commission de Brejnev, « les camarades Malenkov et Aristov », mais pas directement Šelepin[600]. La première variante du texte, comme la note rédigée par le Premier secrétaire du Parti ukrainien Aleksej Kiričenko sur le même sujet, montrent que les étudiants focalisent l'attention des

---

[594] *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 75 (nos italiques).

[595] Un soviétologue anglo-saxon y voit une « menace spectaculaire » à l'encontre des « étudiants rebelles » : « Part I : Conflict », article cité, p. 2. Quelques années plus tard, le correspondant du journal *Le Monde* souligne à son tour la violence du propos : Bernard FÉRON, *L'URSS sans idole*, Paris, Casterman, 1966, p. 120.

[596] Des ouvriers mais aussi des ingénieurs, des savants et des vétérans de la Guerre civile ont ainsi été invités à l'institut technologique de Leningrad, d'après le témoignage de son directeur : GARF, R-9396/1/818, p. 243. Des réunions entre étudiants, ouvriers et kolkhoziens ont aussi lieu à l'Institut polytechnique de l'Oural (Sverdlovsk) – voir le récit fait par une secrétaire du Komsomol au Plénum du CC du PCUS de décembre 1956 dans *Partijnaâ* Žizn', n°22, 1956.

[597] RGANI, 5/30/181, p. 82-89. Publié dans Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie… », article cité, p. 14.

[598] Ce document a été publié notamment dans : V.Û. AFIANI, Z.K. VODOP'ÂNOVA (éd.), *Doklad N.S. Hruševa*, *op. cit.*, p. 393-401.

[599] Gennadij KUZOVKIN, « Partijno-Komsomol'skie presledovaniâ », article cité. Les propositions de Šelepin furent effectivement envoyées à l'*Otdel nauki RSFSR* : voir RGANI 5/35/58, p. 114-146.

[600] Nikita PETROV, *Pervyj predsedatel' KGB Ivan Serov*, Moscou, Materik, 2005, p. 170-171 ; A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.2.*, p. 493.

autorités – les villes concernées par le problème étant « Moscou, Sverdlovsk, Kaunas, Tallin et quelques autres »[601].

L'autre réponse consiste à faire en sorte de modifier la « composition sociale » des étudiants. L'idée qu'une sélection par la seule réussite académique, en d'autres termes, par les connaissances, ne suffit pas à assurer la qualité du recrutement, apparaît déjà dans le discours de Khrouchtchev à MGU :

> Il faut que notre jeunesse étudiante soit plus proche de la vie. Il faut que les VUZ accueillent réellement la meilleure partie de la jeunesse, sa véritable avant-garde. Il y a encore trop de défauts dans la pratique de l'admission en VUZ, souvent même les médailles d'or ne sont pas attribuées comme il faut, parfois les notes à l'école sont gonflées arbitrairement (*proizvol'no*). Il convient d'améliorer l'admission dans le supérieur, de faire en sorte qu'arrivent en VUZ les meilleurs des meilleurs, que ce soient des gens dévoués à la cause de Lénine, à la cause du peuple. Il est indispensable d'admettre plus de jeunes venant de la production, des usines, des fabriques, des chantiers, des kolkhozes, des MTS et des sovkhozes.[602]

Lors de la réunion de la conférence du Parti de cette université, parmi les propositions pour optimiser « le travail politico-partisan et d'éducation idéologique », il est aussi question d'« améliorer radicalement la composition sociale du corps étudiant en ouvriers, kolkhoziens et leurs enfants »[603]. Sans surprise, Šelepin, « administrateur » et chef du Komsomol, partisan de la polytechnisation à outrance, abonde immédiatement dans le sens de Khrouchtchev. Le 12 novembre, il expose au Comité central du VLKSM un projet de note au CC du PCUS qui est une liste de mesures pour éradiquer et prévenir les désordres dans l'enseignement supérieur. La deuxième est formulée ainsi : « Changer l'admission en VUZ, mettre fin à l'entrée en VUZ de gens peu fiables (*slučajnye*), améliorer radicalement la qualité de la composition du monde étudiant »[604]. Pour ce faire, il suggère de supprimer l'admission hors concours des médaillistes et d'imposer à tout futur étudiant deux ans de travail à la production, mais aussi de permettre aux collectifs de travail de recommander tel ou tel candidat admissible même avec des notes insuffisantes. Ce programme vise aussi à résoudre la question de l'emploi des jeunes à la sortie du secondaire – la note de Šelepin préconise d'organiser un « plan d'utilisation des bacheliers dans l'économie », et d'envoyer les étudiants ayant de mauvais résultats ou un « comportement amoral » travailler trois ans dans la production[605].

A la fin de l'année 1956, l'idée d'envoyer les jeunes travailler dans la production, à la fois pour garantir leur loyauté au régime et pour améliorer l'offre de main-d'œuvre, rencontre l'approbation de la plupart des instances de décision au sommet du pouvoir. Pour N. Feŝenko, qui écrit à la fin des années 1970, le retour à l'objectif de former des « spécialistes »

---

[601] Le mot « étudiant » et ses dérivés apparaît huit fois dans le texte. La variante initiale, datée du 21 novembre 1956, localisait les humeurs antisoviétiques « principalement dans le milieu de l'intelligentsia et de la jeunesse étudiante », mais ce passage est absent du texte final. *Ibid.*, p. 497 ; 507-510 pour les remarques de Kiričenko.

[602] *Pravda*, 10 novembre 1956. Il faut à une membre du Komsomol de la faculté de philologie de MGU une naïveté presque suspecte pour affirmer : « Le camarade Khrouchtchev a eu tort… Pourquoi distinguer les étudiants des ouvriers. Qui sont les étudiants ? Les enfants de ces mêmes ouvriers » : cité par Gennadyj KUZOVKIN, « Partijno-Komsomol'skie presledovaniâ », article cité.

[603] RGANI, 5/35/44, p. 143-146. Rapport d'A. Lutčenko, instructeur du département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS daté de novembre 1956. Il est indiqué que Pëtr Pospelov en a pris connaissance. Publié dans Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie… », article cité, p. 8-9.

[604] Gennadyj KUZOVKIN, « Partijno-Komsomol'skie presledovaniâ », article cité.

[605] *Ibidem.* Le premier secrétaire du Komsomol préconisait aussi le développement des études « sans rupture avec la production », en élargissant le réseau des VUZ du soir et par correspondance.

issus du prolétariat naît ainsi des « processus politiques complexes » de la période, le « rajeunissement brutal » des étudiants « ayant parfois empêché certains d'entre eux d'estimer avec précision le sens de ce qui se passait, de déterminer correctement leur propre position »[606]. Plusieurs mesures concrétisent l'appréciation des élites administratives soviétiques.

C. Nouvelles règles d'admission en 1957 : « ouvrir les portes aux producteurs » [607]

L'enjeu idéologique et politique rejoint ici une autre préoccupation : la prise en compte des besoins en main-d'œuvre de l'économie. Le tournant de 1957, contrecoup de l'agitation de l'automne précédent, confirme aussi des expériences plus anciennes comme la mise en place de cours préparatoires (*podgotovitel'nye kursy*) pour les « producteurs », c'est-à-dire les étudiants fraîchement arrivés du monde du travail.

En décembre 1956, un rapport envoyé par le président adjoint de la Commission économique d'État d'URSS, E. Andreev, à Leonid Brejnev – au moment où il achève de rédiger la Lettre du CC du PCUS –, constate :

> Le recrutement des VUZ se fait principalement à partir de la jeunesse sortie de l'école secondaire de formation générale, et exclusivement en fonction des résultats aux concours d'entrée. Ce système d'admission en VUZ rend difficile l'entrée de la jeunesse ayant une formation secondaire et travaillant dans la production. […] Dans le but d'élever la qualité de formation des spécialistes et d'attirer plus largement en VSSUZ ouvriers, kolkhoziens et employés familiarisés avec la production, fixer qu'à partir de 1957 les personnes ayant travaillé dans la production deux ans ou plus soient admises en VSSUZ en études en rupture avec la production, hors concours.[608]

Cette proposition est incluse dans le projet présenté au secrétariat du CC du PCUS, sans doute le 4 janvier 1957, par l'*Otdel nauki*. Il recommande de privilégier l'admission de jeunes venus de la production. Mais il ne rend pas obligatoire le « stage » de deux ou trois ans dans l'industrie et l'agriculture, même si, depuis la fin novembre, l'appareil du *Buro RSFSR* le préconisait, de même que le Parti de la région autonome du Tatarstan[609]. Comme pour la polytechnisation du secondaire, deux conceptions de la refonte des règles d'admission, l'une radicale et l'autre modérée, s'affrontent ici. L'idée d'un « stage » dans la production obligatoire pour tous les nouveaux étudiants est mise en avant par l'appareil du *Buro RSFSR*, qui reprend ici les prescriptions du Komsomol, ce qui n'était pas le cas pour la réforme du secondaire[610]. Les responsables de l'*Otdel nauki RSFSR*, sont par ailleurs conscients que des incitations ne suffiront pas à modifier la part des *proizvodstvenniki* dans le supérieur :

---

[606] N.I. FEŜENKO, « Iz istorii », article cité, p. 21. Pour éclairer ces formulations vagues, une note de bas de page fait référence, sans en préciser la teneur, à un rapport du MVO SSSR sur l'université de l'Oural (à Sverdlovsk) en 1956-1957, et à ceux « d'autres VUZ », ainsi qu'à l'évocation « plus d'une fois » de « cela » lors de séances du collège du Ministère. On comprend qu'il s'agit de l'agitation étudiante dans le pays.

[607] *Vestnik vysšej školy*, n°6, 1957, p. 3-6. L'auteur de cette tribune, Nikolaj Nazarov, alors chef de la direction méthdologique du MVO SSSR, est aussi le rédacteur en chef de cette revue qui est l'organe de son ministère.

[608] RGANI, 5/35/41, p. 200 et 206. Le second passage a été souligné en marge, peut-être par Brejnev lui-même.

[609] RGANI 5/37/2, p. 100-102, 110-112. Je remercie Benjamin Tromly de m'avoir signalé ce document.

[610] Conformément à l'usage en vigueur dans les publications en français de cette époque, nous employons ici le terme de « stage », même s'il s'agit d'une traduction parfois maladroite du mot russe *staž* – signifiant tantôt « expérience », tantôt « ancienneté » dans le contexte du monde du travail soviétique.

> Le déroulement de l'admission en VUZ de 1956 a montré qu'en plus des changements dans les règles d'admission, il est indispensable de prendre une série de mesures visant à assurer l'inscription de la jeunesse ayant une expérience de travail pratique. […] Ainsi par exemple, dans 14 instituts pédagogiques de la partie centrale du pays, seuls 7,4% des nouveaux admis en 1956 [étaient dans ce cas]. A MGU, sur 2310 nouveaux étudiants, 7,2% […] A l'Institut chimico-technique de Moscou, 2%.[611]

Ces chiffres éloquents circulent alors dans les cercles dirigeants du pays. Lors de la réunion du 29 mai 1957 au CC du PCUS, Khrouchtchev interpelle ses collègues en leur posant la question :

> KH. [Khrouchtchev] : Prenez n'importe quel VUZ. Combien y a-t-il d'enfants d'ouvriers et de paysans ?
> QUELQU'UN : 20%.
> KH. : Cela, c'est en province. Mais prenez les VUZ de la capiale.
> QUELQU'UN : 5%.[612]

En mars 1957, l'*Otdel nauki RSFSR* propose de confier au MVO SSSR la tâche de préparer des mesures pour rendre plus efficaces les nouvelles règles d'admission : créer des « cours préparatoires » dans les VUZ et les grandes entreprises, et mener une propagande active auprès des écoliers, des jeunes ouvriers et paysans sur les avantages dont ils peuvent bénéficier en faisant des études[613]. Notons que ces cours préparatoires avaient déjà été mis en place dans certaines villes, mais que leur capacité d'accueil ne dépassait pas 17 000 places en 1956[614]. Ils avaient eu des effets spectaculaires dans certains cas, comme à l'université de Gorki, qui en 1956 développe toute une propagande en direction des usines, kolkhozes et administrations de l'oblast' pour faire venir aux concours d'entrée des jeunes travaillant dans la production. Le résultat atteint n'est pas négligeable : la part des jeunes ayant une expérience de travail de deux années au moins (et de soldats démobilisés) parmi les nouveaux admis passe de 0,3% en 1956 à 23% en 1957, pour se stabiliser les années suivantes à 30%[615]. Même si on peut douter de la fiabilité de ces chiffres – le faible taux de *proizvodstvenniki* et d'ex-soldats de 1956 laisser penser qu'ils n'étaient peut-être pas comptabilisés rigoureusement jusque-là –, la réforme de 1958, comme l'avait pressenti N. Feŝenko, a surtout renforcé une orientation déjà mise en œuvre depuis deux ans. Le 1er septembre 1958, l'éditorial de la *Pravda* annonce qu'à Novossibirsk, près de 60% des nouveaux admis en VUZ ont une expérience de travail : entre temps, les conditions d'entrée dans le supérieur ont été, il est vrai, profondément remodelées.

Le 19 février 1957, un décret du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS demanda au MVO de préparer des mesures pour modifier les règles d'admission en VUZ[616]. Les dispositions en vigueur depuis 1940 étaient officiellement caduques d'après cet acte

---

[611] RGANI, 5/37/15, p. 44. Cette note « sur les mesures pour assurer en 1957 l'admission dans les VUZ de jeunes ayant une expérience à la production », datée du 8 mars 1957, a été transmise aux ministres de l'Enseignement supérieur d'URSS et de l'Instruction de RSFSR.

[612] Retranscrit dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 354.

[613] RGANI, 5/37/15, p. 44

[614] GARF, R-9396/16/180, p. 105-106. L'administration de MGU avait mis en place de tels cours pendant la construction du bâtiment principal, si l'on en croit l'ouvrage de propagande d'A. Voronkov, S. Balašov, *Dvorec nauki*, *op. cit*., p. 214 : voir le texte 7, en annexe.

[615] GANO, 377 (Université de Gorki)/8 (années 1932-1972)/882, p. 123. Rapport du vice-recteur de l'université pour les années 1958-1961.

[616] GARF, R-9396/16/181, p. 15-16.

officiel[617]. Le 4 mai, la question est discutée au Présidium du CC du PCUS – présentée par Khrouchtchev, selon le brouillon du protocole dont on dispose, avec la mention suivante : « Adopter la proposition. Sur la finition du projet de décret sur l'ordre d'admission dans les VUZ. Réexaminer la question encore une fois. »[618]. De fait, le décret du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS prévu aurait été ajourné sur proposition du Premier secrétaire, ce qui laisse penser que ce texte n'a pas été jugé suffisamment abouti par lui-même et ses pairs[619]. Vingt jours plus tard, suite à une intervention publique de Khrouchtchev lors du vote de la loi sur les *Sovnarhoz* au Soviet suprême d'URSS, le MVO adopte le changement, mais à titre de décision interne[620]. C'est la voie incitative – un avantage donné à ceux qui ont deux ans d'expérience dans la production – et non impérative – l'obligation d'avoir cette expérience – qui est adoptée. Parallèlement, le département du courrier des lecteurs de la *Pravda* choisit vingt-deux lettres de simples citoyens, datées d'avril-mai, pour les transmettre à la Direction méthodologique du MVO SSSR, qui à son tour adresse au ministre adjoint Prokof'ev, fin septembre, un résumé de leur contenu[621]. La proposition de n'accepter en VUZ *que* les personnes ayant travaillé dans la production y est formulée quatre fois ; une lettre préconise d'admettre n'importe qui mais de délivrer le diplôme après deux ans de travail, alors qu'une autre demande, au contraire, qu'on n'admette que les élèves sortant de l'école de dix ans[622].

La disposition retenue par le MVO accorde les mêmes chances aux « producteurs » qu'aux écoliers titulaires des précieuses « médailles d'or », véritable sésame pour entrer en VUZ sans concours, depuis les années 1930[623]. On peut aussi établir un parallèle avec la discrimination positive dont bénéficient les ressortissants de certaines minorités nationales d'URSS, eux aussi sous forme de places hors concours en VUZ, en études de jour[624]. Il y a donc un retour partiel aux pratiques des années 1920 et 1930, lorsque l'origine sociale ou la profession déterminaient les chances d'inscription dans le supérieur. L'idée de discrimination positive en faveur des « prolétaires » est d'ailleurs revenue d'actualité, en cette période de commémoration des premiers temps du régime soviétique : dès 1955, la création des facultés ouvrières (1919-1920) est commémorée dans plusieurs revues spécialisées, ce qui paraît quelque peu étrange, dans la mesure où elles ont disparu en 1940[625]. Un reportage de la *Pravda* vante même le développement, depuis 1950, d'« écoles ouvrières et paysannes » qui fonctionneraient sur le modèle des *rabfaki*, dans la jeune République populaire de Chine[626]. Mais c'est surtout en 1957 que se multiplient les articles évoquant, à l'occasion des quarante

---

[617] *Ibid.*, p. 17-18. Il s'agissait principalement du décret « Sur les règles d'admission en VUZ » du CC du VKP(b) et du *Sovnarkom* d'URSS daté du 11 juillet 1940, et d'autres résolutions des années 1953-1954.

[618] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T. 1...., op. cit.,* p. 255.

[619] *Ibid.*, p. 1007.

[620] GARF, R-9396/16/180, p. 29-30. Voir le texte 8, en annexe.

[621] GARF, R-9396/16/182, p. 99.

[622] *Ibid.*, p. 100. La première de ces propositions avait déjà été formulée fin 1956 : voir *supra,* chapitre 3.

[623] Voir par exemple le cas d'Andreï Sakharov, entré à MGU en 1938 grâce à cette distinction. Les médailles d'or étaient distribuées, semble-t-il, avec parcimonie.

[624] Le nombre de places attribué aux ressortissants des nationalités aborigènes (*korennye*) des républiques fédérées et autonomes et des régions autonomes est stable, passant de 1454 en 1956 à 1405 en 1957 : RGANI, 5/35/58, p. 33-35 (rapport de Stoletov au CC du PCUS, et note de Kaz'min et Kirillin donnant l'avis de leurs départements sur cette question).

[625] Citons par exemple : N.M. Katunceva, « Vozniknovenie rabočih fakul'tetov i ih rol' v formirovanii kadrov novoj sovetskoj intelligencii (1919-1925) », *Istoričeskie zapiski*, n°51, 1955 ; A.V. Krasnikova, « Iz istorii stroitel'stva sovetskoj vysšej školy (35-letie dekreta 'O rabočih fakul'tetah') », *Vestnik vysšej školy*, n°12, 1955.

[626] *Pravda*, 25 janvier 1955. Ce reportage donne une autre clef pour comprendre les motivations de la direction soviétique dans le domaine éducatif : il s'agit aussi de garder le flambeau de la « construction du socialisme », que la jeune et dynamique République populaire de Chine menace de confisquer à son profit, en particulier à l'égard du Tiers monde naissant, mais de l'opinion « progressiste » en général. Pour une référence à la Chine dans un discours de Khrouchtchev, voir *infra*, chapitre 5, son intervention face aux écrivains.

ans de la Révolution d'Octobre, les premières mesures du régime bolchevik en matière d'enseignement supérieur[627]. De fait, conformément au vœu de Nikolaj Kaz'min et de ses subordonnés, une mesure concrète accompagne le changement de 1957 dans les textes officiels : la création de cours préparatoires destinés à préparer aux concours d'entrée en VUZ les jeunes travailleurs et les anciens soldats démobilisés. On peut y voir avec l'historien A. Avrus une « renaissance de fait des *rabfaki*, mais dans des conditions nouvelles puisque les [cours préparatoires] n'acceptent désormais que des candidats ayant une formation secondaire »[628].

Le 2 juin 1957, les *Izvestia* publient les nouvelles règles d'admission en VUZ : les personnes ayant au moins deux ans d'ancienneté professionnelle (*staž*) dans la vie active seront admises en priorité, à condition d'obtenir la note « bien » (3 sur 5) aux concours. Il est précisé que seuls les « meilleurs » jeunes travailleurs se verront octroyer ce privilège, également offert aux soldats démobilisés de l'armée et de la marine soviétiques. Pour les écoliers achevant leur scolarité de dix ou onze ans l'année de l'inscription en VUZ, les règles sont inchangées par rapport à l'année précédente : ceux qui ont reçu une médaille d'or (la plus haute décoration à la fin du secondaire) seront admis sans concours ; les médaillés d'argent le seront à condition d'obtenir la note « bien » à une seule épreuve dans la discipline dominante choisie (si l'établissement offre cette possibilité), tous les autres restant soumis au concours normal. Ces dispositions sont plus modérées que celles préconisées par certains responsables de base du Parti et du Komsomol, notamment à MGU où il était proposé de supprimer tout avantage aux élèves « médaillistes » dans l'accès aux VUZ[629]. Par ailleurs, chaque épreuve se passera désormais devant deux membres au moins de la commission d'admission : sans doute pour limiter les possibilités de corruption.

L'incitation passe aussi par la persuasion du grand public ; mais il s'agit peut-être surtout de convaincre les responsables universitaires, et les enseignants eux-mêmes, du bien-fondé de ces mesures[630]. Une campagne de presse est lancée au printemps pour faire la promotion de ces nouvelles règles. La revue du MVO donne la parole au recteur de LGU, Aleksandrov ; dans sa tribune, le mathématicien, membre correspondant de l'AN SSSR, fait singulièrement écho au discours khrouchtchévien :

> …les étudiants ont parfois oublié qu'ils ont reçu des foyers et des bourses par le travail intensif de nos ouvriers et kolkhoziens […] L'éducation provient du travail pratique…[631]

---

[627] Par exemple : A.I. Apevalov, « Istoričeskoe značenie pervyh dekretov Sovetskoj vlasti (oktâbr' 1917 – ânvar' 1918 goda) », *Trudy Voronežskogo universiteta*, tome 60, n°1, 1957 ; I.Â. Braslavskij, « Pervoe desâtiletie sovetskoj vysšej školy (1917-1927) », *Vestnik vysšej školy*, n°6, 1957 ; G.V. Burcev, « Iz istorii rabfaka Politehničeskogo instituta » et A.M. Zalesskij, « Soveŝanie po reforme vysšej školy v iûle 1918 g. v Moskve (Vospominaniâ delegata) », *Trudy LPI* [Institut polytechnique de Leningrad], n°190, 1957 ; N.M. Katunceva, « Iz istorii rabočih fakul'tetov », *Vestnik vysšej školy* n°3, 1957, « Rabfaki – detiše Oktâbrâ », *Narodnoe obrazovanie*, n°6, 1957, et « Rabočie fakul'tety – osobyj tip obŝeobrazovatel'noj sovetskoj školy », *Sovetskaâ pedagogika*, n° 9, 1957 ; F.F. Korolev, « Velikaâ Oktâbr'skaâ socialističeskaâ revolûciâ i vysšaâ škola (1917-1920) », *Sovetskaâ pedagogika*, n°11, 1957. Voir aussi la publication des principaux décrets, en particulier celui d'août 1918 sur les nouvelles règles d'admission, mais aussi quelques déclarations de dirigeants sur l'enseignement supérieur, dont une de Staline en 1925, dans *Vestnik vysšej školy* n°11, 1957, p. 54-63.

[628] A.I. AVRUS, *Istoriâ rossijskih universitetov..., op. cit.*, p. 148.

[629] RGANI, 5/35/44, p. 143-146. Publié dans Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie… », article cité, p. 8-9. La proposition de supprimer les avantages aux « médaillistes » reparaît lors de la « discussion générale » de l'automne 1958 : voir *infra*, chapitre 6.

[630] Les *proizvodstvenniki* n'étaient pas toujours bien vus par les enseignants, et certains se plaignaient d'être moins pris en considération que les « *škol'niki », sortis directement du secondaire* : sur ce point, voir les interventions des universitaires, *infra*, chapitres 4 et 6.

[631] *Vestnik vysšej školy*, n°3, 1957, p. 12-19. Voir l'analyse d'autres aspects de ce texte *infra,* chapitre 4, et la notice biographique de l'auteur.

En cette période de mobilisation des jeunes vers de nombreux grands chantiers, industriels et agricoles, les études supérieures sont présentées comme un aboutissement et une récompense dans la formation du jeune communiste idéal. Les récits de propagande se multiplient pour faire croire à l'adhésion des masses à ce modèle : dans les *Izvestia* à la mi-juin paraît un article intitulé « Que devons-nous être ? Les écoliers vont dans les projets de construction, les usines et les kolkhozes ». Selon lui des élèves de la région juive autonome du Birobidjan auraient décidé, par classes entières, de travailler dans les Terres vierges après le secondaire complet[632]. Le thème de l'étudiant qui répugne à travailler dans l'industrie ou les Terres vierges de Sibérie et d'Asie centrale fait florès : le terme de *beloručki* (« petites mains blanches »), déjà employé en 1955 par Khrouchtchev, se répand dans les journaux[633]. Le Premier secrétaire et la présidente des Pionniers d'URSS l'emploient également au CC du PCUS fin mai 1957[634].

Les nouvelles règles d'admission combinent donc deux objectifs : l'augmentation du nombre de travailleurs dans les rangs des étudiants, et l'orientation des anciens élèves du secondaire vers la production. S'ils passent d'abord par l'atelier d'usine ou le kolkhoze, les jeunes seront désormais considérés comme des « producteurs ». En jouant sur les conditions d'accès au supérieur, les dirigeants comptent corriger ce qu'ils considèrent être un défaut majeur du système d'enseignement : la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur productif de l'économie. Du même coup, ils espèrent aussi mettre un terme à la contestation apparue en milieu étudiant pendant l'année 1956.

Conclusion : la démocratisation du supérieur, enjeu de la déstalinisation

La question des conditions d'admission des étudiants fait donc débat dans les années 1953-1957. Elle préoccupe plusieurs hauts dirigeants, dont le Premier secrétaire en personne : ils redécouvrent le caractère profondément inégalitaire du système d'enseignement supérieur soviétique. Ceux qui réussissent et accèdent aux filières les plus prestigieuses sont presque exclusivement des « héritiers », au sens que Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron ont donné à ce terme, des élites politiques, sociales et culturelles : non pas par les moyens financiers, mais par les capacités d'influence et de stratégie individuelle qu'ont les représentants de la classe dirigeante au sens large dans la « patrie du socialisme ». Cette situation contredit les aspirations de la population qui, d'après Oleg Lejbovič, considérait alors que « l'enseignement supérieur donnait une chance de promotion sociale »[635].

En Russie comme en Ukraine et dans les autres républiques, la massification est alors limitée, via le développement des filières « sans rupture avec la production » : elles doivent permettre de canaliser le flot d'aspirants aux études supérieures, à moindre coût pour l'État. Une autre question est de savoir si la formation des cadres ou « spécialistes » pour l'économie et la culture, y compris pour le secteur de la recherche scientifique, doit se faire en tenant compte de la « composition sociale » des étudiants. Une vérité oubliée pendant près de

[632] Voir la citation en épigraphe de ce chapitre.
[633] « Part I : Conflict », article cité, p. 4-6. On retrouve cette expression dans le rapport interne du MVO SSSR déjà mentionné : GARF R-9396/16/180, p. 123. Voir aussi le projet de lettre aux instances du Parti d'août 1955, et l'intervention de Dmitrij Šepilov en avril 1957 à la réunion consacrée aux écoles-internats, cités *supra*, chapitre 2, IV, A.
[634] Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 349 et 359.
[635] O.L. LEJBOVIČ, *Universitetskie istorii*…, *op. cit.*, p. 3.

vingt ans resurgit alors : la très faible part d'ouvriers et de paysans en VUZ. Sous Staline, on avait tout simplement cessé de la calculer, *a fortiori* de la publier.

Le tournant majeur se situe en novembre-décembre 1956, pendant et après la crise hongroise. La direction du pays a été ébranlée non seulement par la révolte de Budapest, mais aussi par ses multiples échos dans certaines villes soviétiques, en particulier en Russie. Ces troubles révèlent un risque de divorce entre la jeunesse étudiante et le régime. En conséquence, le Kremlin décide, en plus des mesures répressives, de modifier la composition sociale du corps étudiant en général. Mais le temps des purges et des « ennemis du peuple » étant révolu, c'est par une mesure plus discrète que les autorités comptent peser sur la sélection des futurs cadres : il s'agit de favoriser les « producteurs ».

Cette politique a l'avantage de compléter la polytechnisation du secondaire, censée donner à tous les élèves une qualification technique minimale, et le respect du travail manuel, donc *in fine*, dans l'esprit de nombreux dirigeants, du régime. Elle est ainsi à la fois le résultat et l'instrument de la déstalinisation : pour Khrouchtchev, il s'agit non seulement de remettre le système universitaire sur la voie tracée par Lénine (et abandonnée ensuite sous Staline), mais aussi de répondre au désordre provoqué par les révélations du Rapport secret dans un monde étudiant qu'il ne comprend guère et explique par son caractère « coupé de la vie ». En d'autres termes, les étudiants doivent travailler dans la production pour être de bons étudiants soviétiques. Mais l'adoption des nouvelles règles d'admission peut-elle suffire à atteindre cet objectif sociologique et moral à la fois ?

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE : LES ALÉAS DU PROJET SOVIÉTIQUE À L'ÉCOLE

> *La décision prise en 1958 n'a pas qu'un avenir : elle a également un passé. Elle n'est pas une révolution : elle est simplement une étape importante d'une évolution.*[636]

Si les politiques d'enseignement sont au centre des préoccupations du pouvoir au milieu des années 1950, c'est parce qu'elles semblent capables de consolider un édifice ébranlé par la disparition de Staline et la remise en cause partielle des pratiques de pouvoir antérieures : le système soviétique est alors en proie à une crise multiforme, et la réponse choisie par Khouchtchev est celle d'une relance de l'utopie fondatrice, la « construction du communisme ». L'école en est un des domaines alors privilégié, pour plusieurs raisons à la fois économiques, sociales et morales, autant voire plus qu'idéologiques.

D'une part, la pénurie de jeunes travailleurs est préoccupante à l'échelle du pays, et en particulier de la RSFSR. En effet, le déficit de bras pour les secteurs productifs de l'économie est aggravé par la situation démographique héritée du dernier conflit mondial, d'un côté, et, de l'autre, par l'élargissement de la scolarité décennale, en cours de réalisation. Un changement est perceptible en 1956 : les formes de coercition disparaissent, ainsi que les barrières financières qui empêchaient la majorité des adolescents d'envisager leur avenir sous forme d'études supérieures ou secondaires spéciales. En réponse, la direction du pays engage une politique malthusienne à l'admission en VSSUZ, dont les effets sont ressentis brutalement par les intéressés : le concours d'entrée s'exacerbe, les parents se livrant une véritable compétition. Mais le secteur productif reste un repoussoir aux yeux de la population.

La polytechnisation du secondaire d'un côté, la politique de discrimination des ouvriers et de leurs enfants de l'autre, sont des recettes déjà expérimentées pendant les années de formation du système soviétique, alors qu'il s'agissait de fournir dans l'urgence des « spécialistes » fidèles au nouveau régime. Aussi n'est-il pas étonnant qu'elles resurgissent dès la fin de la période stalinienne, pour le premier, au milieu des années 1950, pour le second, dans les cartons des ministères et de l'appareil du Parti. Les dirigeants aux parcours professionnels et institutionnels convergents, partagent *in fine* les principales options, ou du moins font mine d'y souscrire (même si leur comportement personnel est souvent en contradiction avec leur discours, voir par exemple le cas de Mackevič). Les représentants de l'administration des Réserves de main-d'œuvre, alliés à quelques représentants de la « pédagogie soviétique » (officielle) orientent la direction du Parti, et Khrouchtchev lui-même, dans la direction d'une professionnalisation précoce du secondaire. Le XXe Congrès, où Khrouchtchev déplore la distance « entre l'école et la vie », annonce un grand changement, une « refondation » (*perestroïka*) du système scolaire et universitaire – le terme est prononcé par le Premier secrétaire au printemps 1957.

La polytechnisation du secondaire et la prolétarisation du corps étudiant (appelée désormais « amélioration de la composition sociale ») sont donc les deux faces d'un même projet qui voit le jour au cours de l'année 1956 et se concrétise en 1957, après les remous entraînés par le XXe Congrès et ses suites dans les milieux étudiants. Cette agitation a eu un impact non négligeable dans la réorientation des politiques scolaires et universitaires, que nous pensons avoir démontré grâce à une documentation inédite. On préconise donc d'envoyer un maximum de jeunes gens et jeunes filles dans la production au cours de leur formation, quelle que soit la voie qu'ils ont choisie. Pour le secondaire, la nouvelle ligne

[636] Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie… », article cité, p. 352, note 29.

implique de préparer les élèves à un métier, entre les murs de l'école mais aussi à l'usine et au champ. Dans le supérieur, il s'agit de privilégier l'admission des jeunes passés par la production, et de conserver ce lien avec le monde du travail tout au long des études, par des stages pratiques. La solution trouvée par les dirigeants est ainsi conforme aux fondements idéologiques du régime, sans qu'on sache s'il s'agit bien là de leurs convictions profondes ; d'aucuns, comme le ministre de l'Agriculture Mackevič qui laisse favoriser sa fille au concours d'entrée à MGU, ne semblent pas soucieux de se conformer par leurs actes privés aux discours qu'ils soutiennent en public...

DEUXIÈME PARTIE : UNE DÉCISION CONTESTÉE. DISCUSSIONS ET MODALITÉS D'ADOPTION DE LA *PERESTROÏKA* DE 1958

> *Le dégel est le dégel, ce n'est pas le printemps. Mais la glace fond, se transforme en eau encore froide, et dans l'eau renaît une forme de vie.*[637]
>
> *La société soviétique serait celle dont le régime organise le consensus, comme si elle était la seule dans ce cas.*[638]

Nous avons vu que l'idée d'une transformation en profondeur du système d'enseignement soviétique résulte d'une convergence de facteurs et d'événements. Officiellement annoncée lors du XXe Congrès, la réforme éducative est lancée deux ans plus tard, suivant un mécanisme particulier.

En 1958, une nouvelle intervention publique du Premier secrétaire annonce l'adoption prochaine d'une grande loi. Jamais jusque-là l'URSS n'avait été dotée d'un texte unique régissant toutes les étapes du système d'enseignement, du point de vue organisationnel. La vision personnelle de Khrouchtchev joue un rôle déterminant dans son élaboration ; mais elle est soumise à l'influence de plusieurs interlocuteurs, et fait l'objet de multiples débats, publics ou internes, à plusieurs niveaux institutionnels, y compris dans l'appareil du Comité central du Parti. Ce sont les représentants de la science pédagogique et de l'enseignement supérieur qui ont focalisé notre attention, parce qu'ils constituent les groupes les plus visibles au cours de ces discussions. Quel accueil réservent-ils aux principales mesures inscrites dans la loi ? Comment celle-ci reflète-t-elle, suivant la formule mise en avant par les soviétologues occidentaux à l'époque, un compromis entre les divers intérêts en présence[639] ? Quel rôle a joué la « discussion générale » qui se déploie dans la presse et à tous les niveaux institutionnels, durant l'automne ?

---

[637] Vladimir VOJNOVIČ, *Antisovetskij sovetskij soûz. Dokumental'naâ fantasmagoriâ v 4-h častâh*, Moscou, Materik, 2002, p. 186.

[638] Marc FERRO, « Y a-t-il 'trop de démocratie' en URSS ? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n°4, 1985, p. 811-827 ; p. 813.

[639] C'est l'interprétation de François FEJTÖ, « Réforme scolaire et stratification sociale en URSS », dans *L'URSS. Droit, Economie, Sociologie, Politique, Culture*, tome I, Paris, Sirey, 1962, p. 319-328 ; p. 319.

CHAPITRE 4 :
PÉDAGOGUES ET UNIVERSITAIRES EN PLEIN DÉGEL (1955-1958)

> *Les besoins augmentaient, je dirais même que ce ne sont pas les besoins qui augmentaient, mais les possibilités de parler des besoins.*[640]
>
> *Ce n'est pas la première fois que nous délibérons sur un projet de changement de l'école secondaire, et on peut dire avec certitude que ce n'est pas non plus la dernière.*[641]
>
> *Camarades ! Bien que le précédent orateur ait dit que ce n'est pas des interventions des directeurs de VUZ que dépendra le fonctionnement du supérieur à l'avenir, j'ai l'audace de ne pas être d'accord avec cette thèse, parce qu'autrement cette réunion n'aurait pas de sens. Bien sûr, nos interventions ne feront pas la révolution dans l'activité du supérieur. Néanmoins, si on considère la signification pratique de cette réunion, alors on peut voir qu'elle concerne des questions cruciales […]. Autrement il faudrait avouer qu'on nous a réunis ici pour rien.*[642]

Avant d'étudier le mécanisme de la réforme de 1958, il importe de savoir si son contenu correspond aux aspirations des acteurs directs du système d'enseignement soviétique. Deux questions nous intéressent :

1) Quel était le soutien des milieux pédagogiques aux différentes formes de *polytechnisation* menées dans les écoles secondaires ? ;

2) Qu'inspiraient aux personnels du supérieur les changements dans l'admission en VUZ et l'importance nouvelle accordée au travail des étudiants « dans la production » ?

Pour y répondre, il faut pénétrer le huis clos des réunions, sans négliger la presse de l'époque. En effet, conformément à une pratique qui date des débuts du régime, le lien entre la publication de tribunes et d'articles de « critique », suivant l'expression en vigueur, et la recherche de réponses idoines par les administrations, de façon apparente en tout cas, est une composante dynamique essentielle du fonctionnement du système soviétique. D'où l'intérêt de confronter sources publiées et documents d'archives à différents niveaux, afin d'identifier les discours et les réalisations qui en découlent, dans la politique scolaire et universitaire comme dans d'autres domaines. Dans les années 1955-1958 émerge une diversité d'opinions. Nous voulons montrer en quoi ce phénomène, qui touche la sphère publique (la presse en général), mais aussi les instances de consultation et, parfois, de décision des administrations concernées, constitue un véritable « Dégel » en matière pédagogique et éducative – le terme désignant ici, au-delà de son acception habituelle pour qualifier la période khrouchtchévienne en son ensemble, une relative libération de la parole dans les débats.

---

[640] Phrase extraite des *Mémoires* de Khrouchtchev, citée par Petr VAJL´, Aleksandr GENIS, *60-e. Mir sovetskogo čeloveka*, Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2001, p. 220. Les auteurs y voient « la meilleure formulation du Dégel ».

[641] Propos de l'historien et académicien Aleksej Efimov, consigné dans le sténogramme de la séance du Présidium de l'APN du 15 mai 1958 : GARF, R-10049 (APN RSFSR)/1 (Présidium)/2643, p. 65.

[642] Propos de Čilikin, directeur du MEI, lors de la réunion des directeurs de VUZ du 18 février 1957 ; l'orateur précédent était Merclin, recteur de l'université de Saratov : GARF, R-9396 (MVO SSSR)/1 (Chancellerie)/818, p. 124.

Deux catégories seront étudiées ici. La première est celle des représentants de la sphère pédagogique au sens large, comprenant plusieurs niveaux, des enseignants du secondaire aux académiciens de l'APN. La seconde est celle des universitaires – enseignants et responsables de VUZ, dont les conditions de vie, de carrière et de sociabilité ont été progressivement fixées depuis la fin des années 1940[643]. Dans les deux cas, nous ne traitons pas d'un groupe social dans son ensemble, faute de données exhaustives, mais de sa frange active, c'est-à-dire la plus visible et, le cas échéant, la plus revendicative dans les échanges internes ou publics. C'est donc une approche à la fois socio-professionnelle et culturelle qui permet de distinguer ici « pédagogues » et « universitaires », sans en faire des groupes monolithiques figés[644]. A partir de quelques débats, nous essaierons de déterminer leurs positions sur telle ou telle question[645]. Sans leur attribuer une représentativité définie, nous chercherons à savoir comment leur avis est pris en compte dans les instances de décision, et de quelles voies d'influence ils disposent.

I) Ouverture et débats dans la pédagogie secondaire

Comme l'historien Aleksandr Pyžikov le souligne, « la préparation des transformations dans la sphère [de l'enseignement] commença avec la discussion de ces problèmes par la communauté pédagogico-scientifique »[646], à savoir par les instituts et les revues spécialisées des ministères concernés et de l'APN. Après avoir montré l'existence d'un « Dégel pédagogique » autour des enjeux de l'enseignement secondaire en URSS, nous évoquerons l'opinion dominante sur la question de la « *polytechnisation* », puis l'émergence d'une théorie alternative, celle de la « différenciation ».

A. Réminiscence des années 1920 et nouveautés

L'ère qui s'ouvre au milieu des années 1950 est marquée par un regain des discussions et, en particulier par l'évocation positive, voire nostalgique dans certains cas, des années d'expérimentation théorique et pratique de la pédagogique soviétique, de 1918 à 1930. Ces débats émergent au sein des institutions concernées, et se diffusent rapidement dans la presse, reflétant des interrogations répandues dans le monde pédagogique, voire dans un public plus large : ainsi sur la question de la charge de travail des élèves du secondaire.

Les derniers mois de l'ère stalinienne avaient déjà connu, après le XIXe Congrès du PCUS, un début d'animation dans la science pédagogique : le thème de la *polytechnisation* avait refait son entrée au sein de l'APN, la référence aux années vingt cessant d'être taboue[647]. Ce phénomène était limité, car les responsables ne pouvaient pas réhabiliter totalement des

[643] La stabilisation du groupe des universitaires soviétiques est évoquée par D. A. ALEKSANDROV, « Fritc Ringer, nemeckie mandariny i otečestvennye učenye », *Novoe literaturnoe obozrenie*, n°53, 2002, p. 90-104.
[644] Il existe un sous-groupe qui se trouve à la limite entre les deux : celui des enseignants de VUZ pédagogiques. Nous l'avons classé *a priori* dans l'ensemble des « pédagogues ».
[645] Notre approche se limitera aux prises de position internes sur les questions d'enseignement et d'organisation, excluant la prise en compte de la lutte pour gagner places, influence et autres formes de « capital », dont l'étude dans le contexte soviétique mériterait tout un travail à part. Elle reprend ainsi – la dimension prosopographique et concurrentielle en moins – un aspect de l'étude par Christophe Charle des enseignants du supérieur en France sous la IIIe République : Christophe CHARLE, *La République des Universitaires 1870-1940*, Paris, Le Seuil, 1994.
[646] A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie sistemy obrazovaniâ v SSSR v period 'ottepeli' (1953-1964) », *Voprosy istorii*, n°9, 2004, p. 95-104, p. 95.
[647] Voir *supra*, chapitre 1, IV.

théories qui avaient été condamnées dans le passé. Mais à partir de 1956, la « déstalinisation » provoque des remous dans la sphère pédagogique[648]. La presse joue un rôle de premier plan ici ; c'est dans les titres spécialisés que le phénomène apparaît. L'organe du *Minpros RSFSR*, *Učitel'skaâ gazeta* (« Journal de l'instituteur ») affirme, six mois après le XXe Congrès :

> Durant les dernières années de la vie de Staline, on a commencé à oublier et mettre à l'arrière-plan les directives de Lénine sur l'enseignement. Les gens ont commencé à oublier également les travaux très précieux de Krupskaâ à ce sujet. Il est nécessaire de mettre fin une fois pour toutes à ce genre d'attitude envers l'héritage de Lénine.[649]

Articles et ouvrages de Nadežda Krupskaâ et d'Anton Makarenko sur le thème de l'éducation communiste donnent lieu à plusieurs rééditions[650]. D'autres indices témoignent d'une reprise des travaux sur ces auteurs. Dans le *Vestnik vysšej školy* (« Messager de l'école supérieure »), organe du MVO SSSR, en janvier 1958, l'étudiant de MGU A. Frolov raconte comment, avec quelques camarades déçus par le discours des enseignants de la faculté des lettres, selon lequel « la pédagogie n'était pas une science », il a créé en 1954 un « cercle » (*kružok*) consacré à l'étude de l'héritage pédagogique de Makarenko[651]. Cette initiative est complétée l'année suivante par l'édition d'une « revue manuscrite », *Makarenkovec* (« Le Makarenkiste »). Un engouement moins fort, mais lui aussi perceptible, porte sur les écrits d'Anatolij Lunačarskij.

Cet élan commémoratif, qu'on a déjà constaté à propos de l'enseignement supérieur, avec les *rabfaki*, suscite un regain des thèmes de discussion autrefois en vogue, avant les répressions des années 1930[652]. Au sein des administrations concernées, une certaine nostalgie se fait sentir : certains regrettent un temps où le Parti visait, par ses propres établissements d'enseignement supérieur, à former une intelligentsia distincte de celle héritée du régime précédent, façonnée par la science dite « bourgeoise ». En mars 1957, le chef de la Direction des VSSUZ au *Minpros RSFSR,* Aleksandr Arsen'ev, informe l'*Otdel nauki* qu'un groupe d'anciens élèves et enseignants de l'Académie « Krupskaâ » d'éducation communiste lui a demandé le rétablissement de cette dernière. Arsen'ev rejette cette proposition car, dit-il, « vu l'existence de l'APN, il n'est pas nécessaire d'avoir un deuxième centre scientifique dans ce domaine »[653]. Il rappelle néanmoins l'utilité de l'établissement fermé en 1935, qui permettait notamment aux futurs responsables administratifs de « participer à la préparation des actes étatiques les plus importants dans l'Instruction publique » : ici pointe un certain regret du « *Narkompros* d'alors », qui avait les moyens de peser sur les décisions, beaucoup plus que

---

[648] Sur les changements dans les programmes scolaires après le XXe Congrès, voir notamment Polly JONES, « 'I've held, and I still hold, Stalin in the highest esteem': discourses and strategies of Resistance to destalinisation in the USSR 1953-62 », dans APOR B., BEHRENDS J., JONES P., REES A. (dir.), *The Leader Cult in Communist Dictatorships*, Londres, Palgrave-Macmillan, 2004, p. 227-245.

[649] *Učitel'skaâ gazeta*, 22 août 1956.

[650] Par exemple : N.K. Krupskaâ, *Izbrannye pedagogičeskie proizvedeniâ*, Moscou, Učpedgiz, 1957 (il s'agit de la maison d'édition du *Minpros RSFSR*) et *Pedagogičeskie sočineniâ*, Moscou, APN RSFSR, 1957 (pour le premier des 10 tomes prévus) ; A.S. Makarenko, *Sočineniâ*, Moscou, APN RSFSR, 1957-1958 (réédition des sept tomes déjà parus en 1950-1952), et *O kommunističeskom vospitanii. Izbrannye pedagogičeskie proizvedeniâ*, Moscou, Učpedgiz, 1956 (réédition d'un recueil paru en 1952), etc. Le graphique 2 montre que depuis les années 1940 Makarenko était, loin devant Krupskaâ, l'auteur le plus édité et le plus cité en URSS.

[651] « Izučaem pedagogičeskoe nasledie A.S. Makarenko », *Vestnik vysšej školy* n°3, 1957, p. 74-75.

[652] A la même époque, les questions de droit pénal et de criminologie connaissent un phénomène similaire : voir Peter H. SOLOMON, *Soviet Criminologists and Criminal Policy. Specialists in Policy-Making*, New York, Columbia University Press, 1978 ; en particulier « The Post-Stalin Expansion of Participation », p. 33-51.

[653] GARF A-2306 (*Minpros RSFSR*)/73 (Direction principale des VSSUZ pédagogiques)/1854, p. 14. Les citations qui suivent en sont tirées.

dans le système politique hérité du stalinisme[654]. Les institutions, mais aussi les solutions de l'entre-deux-guerres sont remises à l'honneur dans plusieurs publications de l'époque, à commencer par *Sovetskaâ pedagogika*, principale revue de l'APN dont le rédacteur en chef, Fëdor Korolëv, a un parcours très proche de celui d'Arsen'ev[655]. Ce dernier déclare dans son intervention au Plénum du CC du VLKSM de novembre 1957, en qualité de numéro deux du *Minpros RSFSR* :

> il faut dire qu'une des erreurs les plus répandues dans toute notre refondation (*perestrojka*) a toujours été l'incapacité de garder dans notre champ de vision l'expérience positive des années antérieures. C'est justement cela qui, à maintes reprises, a causé du dommage à la fois à l'éducation et à l'amélioration de la nouvelle génération. Je ne citerai pas d'exemples, car ils sont connus de tous les camarades [ici présents]. […] Nous devons constamment garder en mémoire ce risque, parce qu'il s'est souvent répété dans le passé.[656]

Ces propos sont significatifs de l'état d'esprit d'un responsable qui cherche à restaurer l'héritage du passé, tout en se défendant de vouloir revenir aux excès de « l'école unique du travail » : quelques instants après, Arsen'ev dénonce d'ailleurs « l'agiotage » et le « rapport nihiliste » à la question de la notation à l'école qui se manifeste parfois, y compris dans la *Komsomol'skaâ Pravda*[657]. Si le ministre adjoint reconnaît les défauts dans la pratique du système de notes existant, il déplore qu'on le critique de façon radicale.

Le Dégel pédagogique ne se caractérise pas seulement par un renouvellement du regard porté sur le passé soviétique : le monde extérieur, en premier lieu l'Occident, retrouve droit de cité dans les discours publics sur l'enseignement. Lors de l'annonce de la création des écoles-internats, l'exemple des écoles publiques anglaises revient de façon récurrente, y compris dans le discours de Khrouchtchev au XXe Congrès[658]. La référence à l'étranger est également présente dans un article signé par plusieurs représentants de la médecine soviétique, dans la *Literaturnaâ gazeta* (« Journal littéraire », désormais : *LG*) du 10 mai 1956, sous le titre « C'est très important ». L'organe de l'Union des écrivains héberge alors dans ses colonnes plusieurs débats qu'on pourrait qualifier « de société », suivant une tradition déjà bien établie[659]. D'après Rada Khrouchtchev, Staline aurait demandé à l'écrivain Konstantin Simonov (1915-1979) de diriger la *LG* en ces termes : « Vous comprenez, nous n'avons pas de partis d'opposition, mais nous devons avoir un journal d'opposition. Aussi, vous serez le porte-parole de ces opinions oppositionnelles »[660]. Les médecins signataires de la tribune de mai 1956 soulèvent un problème inédit : les conséquences de la « surcharge (*peregruzka*) incroyable » des adolescents, lesquels étudient huit à dix heures par jour, de 11 à

---

[654] Arsen'ev, qui a lui-même été formé à l'Académie « Krupskaâ », avant d'y enseigner dans les années 1930, recommande d'ouvrir une nouvelle faculté au sein de l'École supérieure du Parti près le CC du PCUS, afin de former des cadres spécialement destinés au secteur éducatif.

[655] Voir leurs notices biographiques en annexe.

[656] RGASPI-M, 1 (CC du VLKSM)/2 (Plénums du CC du VLKSM)/363, p. 118-119.

[657] *Ibid.*, p. 121.

[658] Ainsi dans *Sovetskaâ Pedagogika*, n°6, juin 1956 et *Učitel'skaâ gazeta*, 9 mai 1956. Cette référence avait surpris les soviétologues occidentaux : voir S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems of Soviet Secondary Education », *Soviet Survey* n°23, février 1957, p. 10-16 ; p. 14.

[659] Pour l'année 1956, on peut aussi citer les articles sur l'inemploi des jeunes sortis du secondaire et sur la corruption à l'entrée dans certains VUZ, mentionnés *supra*, chapitres 2 et 3.

[660] R.N. ADŽUBEJ, « Rešaûšij šag byl sdelan », dans VOLKOV A.I. *et alii*, *Pressa v obŝestve (1959-2000). Ocenki žurnalistov i sociologov. Dokumenty*, Moscou, Moskovskaâ škola političeskih issledovanij, 2000, p. 29. D'après la fille de Khrouchtchev, cette anecdote aurait été racontée par Mikoân à son mari, lors de sa nomination à la tête du quotidien *Izvestia*, en 1959. Simonov avait dirigé la *LG* de 1950 à 1954, avant de succéder provisoirement, de 1954 à 1958, à Aleksandr Tvardovskij (1910-1971) à la tête de la revue *Novyj Mir*, véritable emblème du « Dégel » dans la littérature soviétique.

13 ans, devoirs à la maison compris, et jusqu'à douze heures par jour de 14 à 16 ans. Les auteurs disent s'être adressés en vain au *Minpros* et à l'APN : ils en appellent à la presse, afin de corriger la situation en s'appuyant sur l'expérience « de [leurs] collègues étrangers ».

Suite à cet article, l'APN organise avec l'Académie des sciences médicales d'URSS (désormais : AMN SSSR) une réunion commune consacrée à ce thème, le 22 juin 1956. Son sténogramme comprend les interventions de plusieurs membres éminents des communautés pédagogique et médicale, révélant d'importantes tensions entre eux. Pour commencer, Ivan Kairov explique le surcroît de travail scolaire par l'accumulation de nouvelles connaissances liée au progrès de la science en général, et remercie l'organe de l'Union des écrivains d'avoir publié cet article, pourtant éloigné de ses préoccupations habituelles, suscitant « de nombreuses réactions » de parents d'élèves[661]. Il profite aussi de l'occasion pour dénoncer le cadre méthodologique trop rigide des cours en URSS, défaut structurel plus ancien lié, selon lui, à la mauvaise interprétation des textes réglementaires :

> Dans la décision du CC du Parti de 1932 […] il était dit que la leçon (*urok*) constituait la forme fondamentale du travail scolaire. Nous avons commis à l'évidence une erreur très sérieuse en la considérant non comme la forme fondamentale, mais comme la forme unique.[662]

Certains orateurs adoptent un ton plus direct pour évoquer des problèmes propres au système scolaire comme à la société dans son ensemble. C'est le cas d'un jeune enseignant de physique de Moscou, Geršman :

> Je suis venu ici sans invitation, et j'interviens devant un auditoire si distingué. […] Je citerai les propos d'un représentant émérite du métier d'enseignant. Il raconte comment une professeur de Constitution [et éléments de droit] avait parlé du bonheur de vivre au kolkhoze, avant d'avoir à emmener sa classe dans un kolkhoze ; là, les écoliers ont vu que ce n'était pas du tout ainsi [qu'elle l'avait dit]. A quoi bon ce vernissage (*lakirovka*) de la réalité ? A qui est-ce nécessaire ? Prenons par exemple […] la notation. Un élève de 10^{e} a visiblement échoué à un oral. C'est clair, pour lui comme pour tout le monde. Mais on lui met la note satisfaisante [3 sur 5], en argumentant que, de toute façon, il n'entrera pas en VUZ, et que ce n'est pas la peine de se compliquer la tâche (*vozit'sâ*). Comment cela agit-il sur le psychisme des enfants ?[663]

Ce réquisitoire contre l'hypocrisie du système scolaire – dans son contenu, mais aussi dans ses méthodes d'évaluation – ne suscite pas de réaction de la part de ses collègues – peut-être parce que Geršman a un statut inférieur face au parterre d'académiciens et de membres correspondants qui mène les débats. En revanche, plusieurs médecins exigent des changements dans l'organisation des études, afin d'alléger la charge de travail des adolescents. L'un, d'eux, Nesterov, enjoint les responsables pédagogiques de solliciter le corps médical pour fixer des normes d'hygiène scolaire :

> Pourquoi vous taisez-vous ? Qu'attendez-vous ? D'où attendez-vous de l'aide ? […] L'article a été écrit non par des pédagogues, non par des représentants de l'APN, mais par des médecins. Il ressort du message entendu aujourd'hui que vous êtes d'accord avec l'idée que les écoliers sont surchargés à l'extrême. Pourquoi n'avez-vous pas jusqu'à présent fait entendre votre voix, votre autorité pédagogique ?[664]

[661] GARF, R-10049 (APN)/1 (Présidium)/2084, p. 2-3.
[662] *Ibid.*, p. 6.
[663] *Ibid.*, p. 29.
[664] *Ibid.*, p. 81.

Une réaction anonyme dans l'assistance : « On n'a pas publié nos lettres, mais nous avons écrit ! » montre la tension qui règne alors. Toutefois le diagnostic de Nesterov reste dans la grille de lecture habituelle de la critique par voie de presse en URSS, focalisée sur la dénonciation (*signal*) du caractère « bureaucratique » des administrations :

> La position de l'APN, la lenteur de réaction du *Minpros*, ne signifient-elles pas qu'entre les pédagogues et leur ministère, entre ce dernier et l'APN, entre celle-ci et les enseignants existe un élément de bureaucratisme ? Les directives, les ordres [sont là, mais]... l'initiative manque apparemment pour poser avec audace ces mêmes questions[665]

Un autre médecin, Kuznecov, rappelle que la réduction des programmes est à l'ordre du jour au *Minpros* depuis 1943, et dit « ne pas [se] pardonner de ne pas avoir élevé la voix pendant la guerre en faveur de la suppression des examens »[666]. Il suscite une réaction mitigée de la part d'Aleksej Markuševič, vice-président de l'APN, qui dit partager l'avis général des médecins, mais pas celui de Kuznecov quant à la réduction des programmes dans les disciplines scientifiques[667]. Ce mathématicien de formation considère que ceux-ci gagneraient à être réformés en sciences humaines, notamment en littérature, tant ils sont peu ouverts sur l'extérieur :

> Mon avis personnel est que nos écoliers, tout en accordant une attention immense et de nombreuses heures à l'étude de la littérature, en sortent à moitié instruits (*poluznajki*), trop peu lettrés, car ils ne connaissent rien de la littérature mondiale. Les quelques heures consacrées à la présentation de Molière, Shakespeare et Goethe [ne suffisent pas]. […] La partie sur la littérature soviétique est largement hypertrophiée chez nous.[668]

Nikolaj Gončarov, autre vice-président de l'APN, répond que l'article des médecins a « fait peur à la fois aux parents, aux pédagogues et même aux élèves », mais promet aussi de remédier au problème[669]. De fait, la réunion est suivie d'effets tangibles, dès la rentrée 1956/1957 : en plus de réductions dans les programmes, Afanasenko en personne annonce, début septembre, que les examens de fin d'année seront supprimés sauf pour la 7^{e} et la 10^{e} classes, et les épreuves simplifiées[670]. Néanmoins, plus d'un an après, le premier secrétaire du Komsomol Aleksandr Šelepin évoque une nouvelle fois publiquement le problème, face au ministre adjoint Arsen'ev, reprochant au *Minpros* de ne pas avoir fait appliquer toutes les mesures promises. Šelepin affiche son souci de répondre aux attentes de la population, en l'occurrence des parents d'élèves :

---

[665] *Ibid.*, p. 82. La dénonciation du « bureaucratisme » est l'une des tâches officielles de la presse, signalée dans le recueil : *Rešeniâ Partii o pečati*, Moscou, Politizdat, 1941 ; cité par Alex INKELES, *L'opinion publique en Russie soviétique. Une étude sur la persuasion des masses*, Paris, Les Iles d'Or, 1956, p. 183.

[666] GARF, R-10049/1/2084, p. 34. Cette remarque confirme l'ambiguïté des années 1940 en matière pédagogique : la création de l'APN, en 1943, est le produit d'une volonté de rationalisation dans ce domaine, même si, comme nous l'avons vu, elle ne débouche encore sur aucune mesure significative : voir *supra*, chapitre 1, IV.

[667] *Ibid.*, p. 45. Markuševič est aussi un mathématicien, professeur à MGU : voir sa notice biographie en annexe.

[668] *Ibid.*, p. 44.

[669] *Ibid.*, p. 83.

[670] *Učitel'skaâ gazeta*, 8 septembre 1956. Le *Minpros* se rallie ainsi à l'avis de Kuznecov, que Kairov a explicitement défendu pendant la réunion.

> Le peuple s'intéresse à la question de la surcharge des écoliers. […] Vous connaissez la position du CC du VLKSM sur cette question. Je juge d'après l'état d'esprit des gens […].[671]

Un secrétaire de l'*obkom* du Komsomol de Leningrad lui emboîte le pas, prenant pour référence un État occidental d'habitude peu cité en exemple :

> Mais vous, camarade Arsen'ev, savez mieux que nous que dans toute une série de pays, en particulier en France, il existe une disposition suivant laquelle un jour par semaine est consacré à la tenue d'excursions, de manifestations sportives, etc., pour les élèves.[672]

Si les enseignants eux-mêmes sont plutôt silencieux sur ces questions, certains d'entre eux se mobilisent pour la situation des langues étrangères, dans le secondaire comme dans le supérieur. En novembre 1955, deux professeurs de lettres de Moscou signent dans la *LG* une tribune demandant la réhabilitation des langues anciennes dans le système éducatif soviétique. Sous le titre « Pour la défense d'une science oubliée », ils proposent de réintroduire le grec et le latin dans les facultés de lettres, évoquant la commémoration d'Aristophane en 1954 et « la rapidité avec laquelle les œuvres des classiques grecs disparaissent des vitrines des librairies »[673]. S'ils manient prudemment l'héritage de la pensée antique, en n'oubliant pas de la considérer au miroir des Lumières et d'Engels, les auteurs dénoncent aussi, avec un vocabulaire proche de celui des années 1930, les « attaques des nihilistes du *Proletkult*, des adeptes de l'école de Pokrovskij et du nouvel enseignement de la langue ». Leur proposition d'organiser un congrès de philologie ancienne ayant été rejetée par le MVO, ils constatent :

> Un certain parti pris contre les langues mortes a subsisté sous l'influence des souvenirs de la façon dont elles étaient enseignées dans la Russie tsariste.[674]

La situation des langues vivantes préoccupe aussi vivement certains de leurs collègues du supérieur, pas seulement en lettres. Fin 1955, un enseignant de l'Institut énergétique de Moscou (MEI) affirme au détour d'un article du *Vestnik vysšej školy* :

> Une grande liberté, de notre point de vue, doit être laissée aux VUZ pour les questions de méthode. On sait par exemple que les diplômés du supérieur maîtrisent encore faiblement les langues étrangères. Pour corriger ce défaut, le ministère a signé une série de résolutions qui règlementent l'enseignement de cette discipline. Cette réglementation est nécessaire, mais elle ne doit pas limiter l'initiative des enseignants.[675]

Mais c'est le secondaire qui est le plus critiqué pour son insuffisance dans ce domaine. Plusieurs attaques visent directement l'Institut des méthodes d'enseignement de l'APN,

[671] RGASPI-M, 1/2/363, p. 128. Le premier secrétaire du Komsomol déplore certaines règles édictées par le *Minpros* (pas de devoirs pour le lundi, etc.), mal adaptées aux emplois du temps, et explique que la surcharge empêche le développement des activités des pionniers, les élèves n'ayant que très peu de temps libre.

[672] *Ibid.*, p. 136. Arsen'ev subit aussi les sarcasmes de la première secrétaire du Komsomol de Tioumen, Rogova, qui avoue son incrédulité face aux débats sur « je ne sais quelle loi fondamentale de la pédagogie ».

[673] Traduit et reproduit dans *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°160, 30 novembre 1955. Les citations qui suivent en sont également tirées. La mention d'Aristophane, auteur satirique souvent critique envers la société ou le pouvoir de son époque, témoigne d'une aspiration à une certaine libéralisation culturelle et politique.

[674] *Ibidem.*

[675] A.I. Donskoj, « Bol'še vnimaniâ planirovaniû proizvodstvennogo obučeniâ » (« Porter plus d'attention à la planification de l'instruction à la production »), *Vestnik vysšej školy* n°11, 1955, p. 40.

accusé de ne pas avoir amélioré les choses. Le 28 août 1956, l'*Učitel'skaâ gazeta* consacre à cette question toute une page, avec une lettre d'enseignants de l'Institut pédagogique de Moscou intitulée « Est-ce normal ? ». Ils s'indignent du faible niveau des lycéens :

> La plupart des élèves mettent 30 à 45 minutes pour traduire un texte facile en s'aidant du dictionnaire, d'autres ne parviennent pas à le comprendre. Et nous ne parlons même pas de leur incapacité à mener la conversation la plus simple dans une langue étrangère. D'ailleurs, les programmes scolaires ne visent pas ce résultat. L'enseignement des langues dans les VUZ est à peine mieux conçu. Peut-on considérer cet état de choses comme normal ?[676]

Une semaine plus tard, leur cri d'alarme semble entendu : une épreuve de langue est ajoutée à la fin de la 10e classe, la *Pravda* publie elle aussi une tribune intitulée « Pourquoi les élèves sortant du secondaire connaissent-ils mal les langues étrangères ? », signée par 42 enseignants du secondaire[677]. Ils dénoncent en particulier la pénurie de manuels et la mauvaise répartition des effectifs. L'APN finit par réagir : en janvier 1957, son vice-président Markuševič écrit à la rédaction du journal que le Présidium de l'Académie a pris officiellement des mesures pour améliorer la situation, tout en reconnaissant que le décret de 1933, stipulant que chaque élève doit apprendre une langue étrangère, n'est pas appliqué, et que les manuels sont « ennuyeux »[678]. Que sa lettre n'ait pas été rendue publique explique peut-être l'absence d'effet constatée huit mois plus tard. En septembre 1957, l'organe du MVO conclut sur un ton pessimiste que rien n'a changé depuis 1955, comme le prouvent les « multiples articles et courriers qui parviennent à la rédaction »[679]. En mai 1958, dans l'organe du VLKSM *Komsomol'skaâ Pravda*, un enseignant d'anglais de l'institut de transport fluvial de Novossibirsk dénonce à son tour le faible niveau des jeunes Soviétiques, citant l'embarras d'élèves du théâtre étudiant de sa ville face à des Néerlandais venus dans le cadre du Festival mondial de la jeunesse à Moscou l'été précédent[680].

Un véritable Dégel pédagogique se déploie ainsi dans les années 1950 en Russie soviétique ; mais le principal débat porte, comme on pouvait s'y attendre, sur les modalités de la *polytechnisation*.

B. La « *polytechnisation* » controversée

A partir de 1956 la discussion sur ce thème prend une ampleur nouvelle et implique, entre autres, plusieurs responsables de l'APN. Sans reprendre dans le détail tous les travaux réalisés par les différentes commissions de cette institution, ni tous les articles publiés dans la presse sur ce sujet, nous nous arrêterons sur quelques moments significatifs des orientations et des positions des principaux acteurs de ce débat.

Celui-ci ne se cantonne plus au seul cadre des administrations. L'intervention publique de Khrouchtchev au XXe Congrès, suscite, on l'a vu, un vif échange, par voie de presse, entre le responsable du département du CC du PCUS Vasilij Derbinov et le directeur

[676] Cité dans *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°172, 30 novembre 1956, p. 7.
[677] *Pravda* du 30 novembre 1956.
[678] GARF, R-10049/1/2285, p. 24.
[679] « Znat' inostrannye âzyki » (« Connaître les langues étrangères »), *Vestnik vysšej školy* n°9, 1957, p. 59-66 ; p. 60.
[680] *Komsomol'skaâ Pravda*, 14 mai 1958.

d'école Vasilij Suhomlinskij[681]. De simples citoyens interviennent à leur tour. C'est le cas d'une enseignante de Leningrad, qui écrit au Premier secrétaire en mars 1956 pour lui demander de lire les conclusions de sa thèse de *kandidat*, intitulée « La formation à une activité pratique dans le système scolaire américain »[682]. Elle prétend ainsi améliorer la situation de l'instruction polytechnique, « critiquée à juste titre, y compris par [Khrouchtchev] » lors du XXe Congrès, en montrant comment « liquider la rupture de l'école avec la vie » grâce à l'exemple américain, pour l'orientation professionnelle et pour l'apprentissage des langues étrangères[683]. Les comparaisons qu'elle fait sont loin d'être à l'avantage de l'URSS : aux Etats-Unis, comme dans plusieurs autres pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, l'année scolaire serait mieux étalée, les classes moins chargées, et l'organisation de certaines écoles rurales, par exemple au Kansas, serait « idéale » du point de vue de la combinaison entre travail manuel et intellectuel[684].

Tout cela explique l'embarras de la hiérarchie universitaire : le sujet de thèse a ainsi été refusé à l'institut pédagogique « Herzen » de Leningrad. D'après les archives de l'APN, le département du CC du PCUS, en la personne de Vasilij Derbinov, sans informer Khrouchtchev, transmet l'affaire au vice-président Gončarov. Mais ce dernier ne fait rien pour aider la chercheuse isolée : il lui a déjà écrit, fin février, que son article pour la revue *Narodnoe obrazovanie* n'était pas acceptable en l'état, et qu'il lui fallait revoir l'introduction de sa thèse, car « on ne peut pas écrire sur l'école américaine et commencer par parler d'instruction polytechnique »[685]. Ici les limites du Dégel sont perceptibles : la liberté scientifique s'arrête là où commencent les appréhensions des responsables, qui ne veulent pas prendre le risque de cautionner la remise en cause du dogme de l'infaillibilité du « marxisme-léninisme ».

Signe des temps, l'APN et le *Minpros* sont de plus accusés d'inertie. Le 1er décembre 1956, l'*Učitel'skaâ gazeta* souligne que malgré les déclarations d'intention et les changements de programmes, faute de moyens et d'équipements, mais aussi d'enseignants formés *ad hoc*, la majorité des écoles de RSFSR n'a pas véritablement développé, en pratique, l'instruction polytechnique. Trois mois plus tard, le collège du *Minpros* adopte une résolution indiquant que malgré un projet de plan d'études et de programme pour la discipline intitulée « travail et éléments de production (*trud i osnovy proizvodstva*) », et en dépit de plusieurs articles et ouvrages importants, l'APN n'a pas développé une « base expérimentale suffisante » durant l'année précédente[686]. Il suggère de transférer le secteur de l'instruction polytechnique de l'Institut de théorie et d'histoire de la pédagogie à celui des méthodes d'enseignement : preuve qu'aux yeux d'Evgenij Afanasenko et de ses collègues, il faut désormais passer à la réalisation pratique à grande échelle. Un an plus tard, l'inspection du *Minpros*, instance chargée de vérifier l'application des décisions internes, signale au ministre que cette mesure n'a pas été suivie d'effet : la question de la surcharge de travail des élèves n'est pas résolue, les travaux réalisés sur l'instruction polytechnique restent insuffisants, les nouveaux programmes ne sont pas prêts et l'APN n'est pas en mesure d'étendre à toutes les écoles les méthodes expérimentées dans quelques établissements pilotes[687].

---

[681] Voir *supra*, chapitre 2, et la traduction de l'article de Vasilij Suhomlinskij en annexe (texte 6).
[682] GARF, R-10049/1/2048, p. 1-2. Voir le texte 9, en annexe.
[683] *Ibid.*, p. 5-6.
[684] *Ibid.*, p. 6-11.
[685] *Ibid.*, p. 15. Lettre datée du 25 février 1956. Un mois plus tard il la renvoya à nouveau aux instances locales et régionales du *Minpros* : *ibid.*, p. 12.
[686] GARF, A-2306 (*Minpros RSFSR*)/75 (Inspection auprès du ministre)/276, p. 24. Cette décision (*rešenie*) est datée du 28 février 1957.
[687] *Ibid.*, p. 29-30. Lettre du 26 février 1958.

Les archives de l'APN montrent que ses responsables cherchent à restaurer leur crédit. Dès mars 1957, le président Kairov réunit plusieurs responsables et leur demande de préparer « un rapport ou un document avec lequel nous pourrions intervenir (*vystupit'*) pour montrer ce que nous pensons de l'état actuel de l'instruction polytechnique, et ce qu'il serait approprié de faire à notre avis, parce qu'en ce moment des voix s'élèvent tout le temps pour dire que la cause polytechnique ne se porte pas très bien »[688]. Kairov fixe quatre objectifs :

- « définir l'essence du polytechnisme », opposée à la « professionnalisation et spécialisation dans les limites de l'école secondaire générale », en prenant en compte « l'aspect éducatif » et en dressant le bilan de l'expérience des cinquante écoles pilotes de RSFSR[689] ;
- préciser les modalités de la formation des enseignants dans les « matières spéciales – agronomie et mécanisation » introduites dans ces écoles, le cas échéant en créant « des cours de pédagogie pour les spécialistes [de ces matières], et des cours spécialisés pour les pédagogues » ;
- déterminer les besoins de la « base matérielle », à savoir les bâtiments, équipements, cabinets de physique et de chimie, ateliers, machines, etc.[690], à faire financer et réaliser par l'État ;
- fixer un « plan de réalisation de l'instruction polytechnique. *Là où les conditions sont réunies, il peut y avoir polytechnisation* »[691].

La prudence exprimée dans la dernière phrase contraste avec les appels enthousiastes qui se multiplient depuis plusieurs mois : le président de l'APN demande expressément, quelques instants plus tard, qu'on prépare un « plan d'application pratique » tenant compte de toutes les capacités locales, notamment des ressources en équipement et en personnels[692].

Les responsables qui prennent la parole après lui vont dans le même sens, à quelques nuances près : A. Šebanov prône une certaine autonomie pour chaque établissement, estimant que « l'école et ses besoins doivent être nécessairement au centre » de l'attention des autorités[693]. Il suggère de ne pas compliquer la spécialisation dans les zones rurales, et surtout il refuse de voir dans la professionnalisation, et au-delà dans la satisfaction des besoins en main-d'œuvre des secteurs productifs, le seul objectif des transformations projetées :

> Il ne serait pas correct que l'école s'occupe elle-même de trouver un emploi à ceux qui en sortent. Les questions d'emploi doivent être prises en charge par ceux qui s'occupent de la distribution de la force de travail.[694]

Un tel discours tranche avec la ligne officielle, qui insiste, comme on sait, sur la nécessité de préparer les élèves à un véritable métier. On retrouve ici une tension entre « pédagogues » et « administrateurs » des Réserves de main-d'œuvre et du Gosplan, indirectement visés ici. Plusieurs collègues de Šebanov rejettent eux aussi une conception trop utilitariste de l'enseignement secondaire : tout en acceptant l'objectif d'adapter l'école à l'économie, ils estiment que c'est aux entreprises d'assurer le bon déroulement de cette professionnalisation. Un intervenant constate que la situation est confuse, concernant l'organisation du stage pratique des élèves à l'usine ou au kolkhoze :

[688] GARF, R-10049/1/2247, p. 2. Sténogramme de la réunion du 14 mars 1957 à Moscou.
[689] Cette expérimentation avait commencé à la rentrée 1956 : voir *supra*, chapitre 2.
[690] Sur les cabinets et les ateliers, voir RGAE, 1562 (CSU SSSR)/327 (activité organisationnelle)/942, p. 18-19. Ce rapport détaillé préparé par la CSU SSSR quelques jours plus tôt ne semble pas connu du président de l'APN.
[691] GARF, R-10049/1/2247, p. 3-5 (nos italiques).
[692] *Ibid.*, p. 6.
[693] *Ibid.*, p. 7.
[694] *Ibid.*, p. 8.

> Actuellement, cela se fait grâce aux bonnes relations personnelles (*ličnye*) entre la direction de l'école et la direction des entreprises. Il n'y a pas de décret ou de disposition officielle. Il faut à l'avenir disposer d'un tel décret. Le stage pratique productif est dans une impasse. De nombreuses écoles ne peuvent pas l'assurer pour leurs élèves. Ici il est indispensable d'aller plus haut que le seul ministère. Il faut mettre en ordre tout cela.[695]

Mais si les responsables s'accordent tous sur la nécessité d'une « mise en ordre », ils ne sont pas tous d'accord sur son contenu, comme le montre une séance mouvementée de la Commission sur l'instruction polytechnique de l'APN. En mai 1957, le spécialiste de la question, Sergej Šapovalenko, directeur de l'Institut des méthodes d'enseignement de l'APN, présente un rapport intitulé « L'instruction polytechnique à l'étape actuelle du développement de l'économie et de l'école », destiné à être présenté lors d'une séance spéciale de l'APN à Novossibirsk[696]. Fait nouveau et digne d'intérêt, l'intervention de Šapovalenko traduit une vision pragmatique de l'instruction polytechnique, qu'il désigne comme « une catégorie historique, [dont] le contenu et les tâches changeront avec le développement de l'économie, de la technique, et de l'enseignement lui-même »[697]. Il évoque ainsi deux voies possibles, l'une développée en RSFSR, l'autre en Ukraine. L'approche ukrainienne, dite « *monotechnique* », visant à faire acquérir un véritable métier aux élèves durant leur scolarité, a d'après lui le soutien de Genrih Zelenko, chef du GUTR, mais aussi du pédagogue Vasilij Suhomlinskij[698]. Dans un article publié par la *Pravda* en juillet 1958, Šapovalenko apporte, quant à lui, son soutien aux directeurs des cinquante écoles de Russie[699]. Dans ces établissements, les élèves des grandes classes passent la moitié de la semaine à travailler en usine ou au kolkhoze : pour compenser cette diminution du temps alloué aux études, la scolarité dure onze années au lieu de dix, et les élèves obtiennent ainsi, en plus de leur formation secondaire complète, une vraie qualification.

Cette professionnalisation précoce ne satisfait pas tous ses collègues : le président de séance, le vieux théoricien Aleksej Kalašnikov conteste le fait qu'il n'existe pas d'autre voie :

> Je crains, ou plutôt je ne doute pas que cette vision lapidaire nécessite d'être révisée dans quelque temps. […] Le XIXe Congrès a mis fin à la coupure avec les tâches de l'instruction polytechnique, et l'Académie et le Ministère se sont mis à les résoudre… […] j'estime que l'étape léniniste du développement de l'instruction polytechnique qui a débuté en 1919-1920 n'a pas été complètement explicitée au sein de l'APN. Les idées de Lénine, développées dans cette direction par N.K. Krupskaâ, n'ont pas été explicitées.[700]

C'est là un discours marxiste, qui regrette l'abandon de la réflexion théorique sur le lien entre travail manuel et intellectuel au profit d'une simple mise au travail des adolescents dans l'économie. S'il rejette l'école des années 1930, il ne se satisfait pas des expérimentations des années 1950, et porte un jugement très négatif sur la science pédagogique de son époque, qui n'a pu élaborer « aucun système d'instruction polytechnique ». D'après lui, c'est la « méthode des 'correctifs locaux (*mestnyh popravok*)' » qui continue à régner, « depuis 1930 », sur la

[695] *Ibid.*, p. 10. Il demande aussi que l'État planifie mieux les besoins de main-d'œuvre, en particulier ceux en techniciens spécialisés.
[696] Le choix de cette ville est peut-être lié à la création, au même moment, du Département sibérien de l'Académie des sciences : voir *infra*, II.
[697] GARF, R-10049/1/2294, p. 13-17 ; p. 16 pour la citation.
[698] Cette approche est mentionnée par A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie… », article cité, p. 97. Voir aussi *supra*, chapitre 2, IV).
[699] « Na novom puti », *Pravda*, 8 juillet 1958, p. 2.
[700] GARF, R-10049/1/2294, p. 77-78.

politique scolaire en URSS. Sa conclusion fait écho aux thèses de la pédologie condamnée vingt ans plus tôt :

> L'enfant n'existe pas dans [le rapport qui vient d'être lu], il en est exclu. Ses intérêts et ses penchants, ses possibilités, […] le développement dialectique par degrés de l'enfant est absent, ce qui veut dire que l'enfant lui-même est absent. […] Il conviendrait d'évaluer avec plus de modestie l'étape à laquelle nous nous trouvons.[701]

Kalašnikov se trouve cependant isolé : Kairov lui-même a indiqué sa préférence pour la voie « russe » de la *polytechnisation*, qui consiste à développer l'initiation à la production, sans procéder à une refonte des programmes. A la réunion de mars 1957, le président de l'APN rappelle que Šapovalenko a voulu soumettre au CC du PCUS un projet de décret sur la question, mais que le *Minpros* l'a bloqué[702]. Ce fait traduit la réticence d'une partie des responsables ministériels à faire avancer la *polytechnisation*, et confirme la faible autonomie de l'APN, obligée de passer par son ministère de tutelle pour transmettre ses propositions à la direction du pays.

Voilà qui contredit en partie le jugement des soviétologues des années 1960 sur le caractère « conservateur » de l'APN[703]. En fait, des désaccords importants subsistent entre ses membres sur les modalités et sur le sens même de la polytechnisation. En outre, certains représentants du monde pédagogique développent au même moment une solution alternative à la crise théorique et méthodologique dans laquelle se trouve l'école secondaire soviétique, sous le nom de « différenciation » : preuve que l'APN est loin d'être monolithique.

C. Une autre école possible : la « différenciation » des filières

La différenciation des filières scolaires par disciplines était contradictoire avec l'avènement de « l'École unique du travail » proclamé en 1918, même si, dès les années 1920, une segmentation s'est installée entre l'enseignement général et les voies professionnelles et techniques. Pourtant, cette idée de différencier l'enseignement général n'a pas complètement disparu, chez un dirigeant comme Lunačarskij ou un théoricien comme Blonskij, comme l'a souligné le sociologue John Dunstan[704]. La perspective de proposer aux élèves une spécialisation en cours de scolarité, en fonction de leurs intérêts mais aussi de leurs capacités, refait surface dans la seconde partie des années 1950.

De 1955 à 1963, l'APN a pour vice-président Nikolaj Gončarov, professeur à l'Institut pédagogique des langues étrangères « Maurice Thorez » de Moscou. Sans avoir l'envergure d'un grand théoricien dans son domaine, il fait entendre, à partir de 1956 environ, une certaine divergence avec la ligne officielle en matière d'enseignement, telle qu'elle est formulée au même moment par les instances dirigeantes du pays[705]. Ce faisant, il reprend une

[701] GARF, R-10049/1/2294, p. 79-80.
[702] GARF, R-10049/1/2247, p. 2-3. Nous n'avons pas trouvé trace de ce projet dans les archives du *Minpros.*
[703] Voir par exemple Richard D. LITTLE, « The Academy of Pedagogical Sciences – its political role », *Soviet Studies, A quaterly journal on the USSR and Eastern Europe*, vol. XIX, n° 3, janvier 1968, p. 387-397.
[704] John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 21-22.
[705] On peut situer Gončarov entre les « administrateurs » et les « pédagogues » : né en 1902, il cumule une activité pédagogique authentique et une formation supérieure tardive dans un VUZ très idéologique, l'Académie « Krupskaâ » d'éducation communiste. Après la guerre, on lui confie des fonctions dans l'appareil du CC du PCUS puis à l'APN, dont il est élu vice-président en 1955, sans avoir publié aucun travail important dans ce domaine. Voir sa notice biographique en annexe.

orientation partagée, semble-t-il, par un certain nombre de praticiens de l'école secondaire[706]. Déjà, lors de la réunion de l'APN et de l'AMN en juin 1956, l'enseignant de physique Geršman s'était prononcé pour une « différenciation » (*differenciaciâ*) des cursus pour les 8e-10e classes, la considérant comme « indispensable »[707]. Dans le but d'aider les adolescents à définir leur activité future, il s'agissait de les inviter à choisir une première forme de spécialisation scolaire – et non professionnelle. Mais, encore une fois, l'avis d'un obscur inconnu comme Geršman ne pouvait suffire à susciter l'attention des pédagogues en vue. En revanche, en septembre de la même année, le président Kairov formule une idée similaire à propos des futures écoles-internats[708]. Surtout, le 1er décembre, un éditorial de la *Literaturnaâ Gazeta* – encore elle – plaide en faveur de :

> 1) l'augmentation du nombre d'écoles secondaires professionnelles, pour permettre à tous ceux qui le souhaitent d'y entrer après l'école septennale ;
>
> 2) la diversification des écoles secondaires complètes chargées de préparer à l'entrée en VUZ en trois courants : lettres, technique et biologie, avec une instruction polytechnique adaptée pour préparer aussi à un métier pratique[709].

Le fait que ces propositions soient rendues publiques dans l'organe de l'Union des écrivains prouve le manque d'assurance de leur(s) inspirateur(s) : ce n'est ni une institution, ni un responsable en vue, qui les revendique. Mais l'idée, incontestablement, fait son chemin. Le 18 janvier 1957, lors de l'Assemblée générale de l'APN, Gončarov se démarque des partisans de la *polytechnisation* exclusive en prônant une certaine modération. Son discours, reproduit dans l'*Učitel'skaâ gazeta* quelques jours plus tard, défend un juste équilibre entre enseignement général et enseignement professionnel, favorable au premier :

> La transformation des dernières classes du secondaire en écoles techniques ou d'apprentissage serait gravement préjudiciable à l'enseignement général et professionnel. Les partisans de ce système ne tiennent pas compte des possibilités et des besoins du pays. L'économie et la vie culturelle du pays n'exigent nullement que toute la génération des 15-18 ans reçoive une instruction secondaire technique spécialisée […] le secondaire doit former des citoyens soviétiques parfaitement conscients, capables de se consacrer après leurs études secondaires à une activité pratique ou à des études supérieures.[710]

Deux mois plus tard, lors de la réunion déjà mentionnée, Kairov suggère qu'on allonge la scolarité d'une année, pour mettre en œuvre la « spécialisation » des élèves au niveau de la 11ème classe[711]. Mais c'est Gončarov qui est le plus concret. Il propose de différencier les trois dernières classes de l'école décennale existante, en trois sections organisées autour d'une matière dominante : 1) physique, mathématiques et sciences techniques, 2) biologie et agronomie, 3) sciences sociales et humaines[712]. Même si cela n'est pas explicitement dit, une telle réforme conduirait à marginaliser la formation professionnelle au sein du secondaire, en la cantonnant dans des établissements de deuxième ordre. La

[706] L'histoire sociale et culturelle du milieu des enseignants du secondaire, à Moscou et en province, reste à faire pour les années 1950. On consultera les travaux pionniers, dans ce domaine, d'Aleksandr Čaŝuhin, en particulier : A.V. ČAŜUHIN, « Obraz škol'nika v povsednevnom mire učitelej-partijcev 'hruŝevskogo' perioda ».

[707] GARF, R-10049/1/2084, p. 30-32.

[708] Cité dans *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°171, 31 octobre 1956, p. 5.

[709] S.V. UTECHIN, « Part III : Current Problems of Soviet Secondary Education », *Soviet Survey* n°23, février 1957, p. 12. Selon l'auteur de cet article, c'est « la contribution la plus intéressante aux discussions » sur ce thème.

[710] Traduit dans *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°175, 31 février 1957.

[711] GARF, R-10049/1/2247, p. 10.

[712] Voir aussi les mentions de ces interventions dans John DUNSTAN, *Paths to Excellence*, *op. cit.*, p. 151-152.

« différenciation » va donc à l'encontre des approches aussi bien « russe » qu'« ukrainienne » de la *polytechnisation*, qui prévoient de donner un métier à tous les élèves. C'est peut-être pourquoi elle ne suscite pas de commentaires officiels – ni articles, ni discours publics. Au printemps 1958, Gončarov publie pourtant dans l'organe de l'APN un court article de trois pages consacré à l'introduction d'enseignements optionnels dans les grandes classes du secondaire sous Lunačarskij – système désigné par le terme de *furkaciâ*[713].

Parallèlement, certains « administrateurs » semblent vouloir retarder au niveau du supérieur l'initiation des jeunes au travail dans la production. Ainsi, dans une lettre au département des écoles du CC du PCUS pour la RSFSR, Arsen'ev approuve, au nom de son ministère, l'idée d'avantager à l'inscription en VUZ les jeunes ayant deux ans d'expérience dans la production[714]. Un authentique « pédagogue » comme Novickij livre une vision très différente de la vocation professionnelle des jeunes, lors de la réunion de juin 1956 à l'APN :

> A propos du choix de la profession, un élève de 10e ne peut pas savoir à coup sûr quel sera son métier précisément ; il arrive souvent qu'étant sorti de l'école et entré en VUZ, au bout de deux ans d'études il change de VUZ et c'est normal, c'est même un bienfait et pour l'étudiant, et pour l'État. Penser qu'on peut déterminer son métier dès la 7e est incorrect.[715]

Dans un contexte de véritable culte du travail physique et de dénigrement de la jeunesse oisive et indécise, un tel discours détonne, et l'absence de réaction dans l'assistance est difficile à interpréter. Certains responsables du supérieur ont une ligne assez proche. Ainsi D.A. Prokoškin, directeur du prestigieux Collège supérieur technique « Bauman » de Moscou (désormais : MVTU), recommande-t-il d'introduire au lycée à la fois une dose d'instruction polytechnique, afin de liquider « l'analphabétisme technologique », mais aussi des éléments de mathématiques supérieures, et un enseignement intensif des langues étrangères. Il ajoute :

> *Les savants* de notre Collège estiment indispensable de mener une telle expérience : confier à un ou deux VUZ le soin d'élaborer un projet de plan d'études, qui prévoirait une formation pratique dans la production des étudiants reçus en première année, après une période de dix ans sans préparation pratique équivalente dans la production.[716]

L'originalité d'une telle proposition tient d'abord à son présupposé, à savoir que ce sont les « savants » (le mot est employé à deux reprises par Prokoškin pour désigner les universitaires) les plus à même de réfléchir à la réforme. Sur le fond, il s'agit d'allonger la durée de la scolarité secondaire en la faisant passer de dix à onze, voire à douze ans : d'après le directeur du MVTU, trois professeurs du supérieur avaient déjà présenté cette proposition au CC du PCUS trois ans auparavant, mais sans recueillir l'accord du *Minpros* ni de l'APN[717].

Prokoškin dénonce la baisse de niveau, qu'il attribue à la politique récente :

> Il faut protester catégoriquement contre la baisse du niveau de formation de l'école secondaire en mathématiques. Mais le ministère de l'Instruction, en

[713] N.K. GONČAROV, « O vvedenii furkacii v starših klassah srednej školy », *Sovetskaâ pedagogika*, n°6, 1958, p. 19-21. Voir aussi le recueil de textes de Lunačarskij publié cette même année : *A.V. Lunačarskij o narodnom obrazovanii*, Moscou, APN RSFSR, 1958.
[714] GARF, A-2306/73/1439, p. 12. Document daté de mars 1956. Voir le texte 10, en annexe.
[715] GARF, R-10049/1/2084, p. 15.
[716] GARF, R-9396/1/818, p. 11.
[717] *Ibidem.* Malheureusement nous n'avons pas trouvé trace de cette démarche dans les archives du CC du PCUS.

> introduisant des éléments de polytechnisation, a jugé indispensable de le faire au prix d'une diminution du volume des mathématiques.[718]

Ce refrain bien connu des historiens de l'enseignement n'est pas sans fondement dans le contexte de l'URSS des années 1950. En juin 1958, Nikolaj Verzilin, un membre-correspondant de l'APN de Leningrad, publie dans la *LG* des « Réflexions sur la réorganisation de l'école », où il affirme que « l'augmentation des heures d'apprentissage professionnel a abaissé la formation générale », et que les élèves « qui travaillent un jour à l'usine, un jour à l'école, ne peuvent se concentrer ni devant la chaîne de montage, ni à l'école »[719]. La voix des responsables – pédagogues et universitaires – accordant la priorité à l'acquisition des savoirs académiques reste forte, malgré leur soutien public à une refonte des programmes et des cycles d'études au profit de l'instruction polytechnique.

Le monde pédagogique est traversé par plusieurs débats qui transgressent quelque peu sa structuration pyramidale autour de l'APN, en favorisant l'expression d'un certain pluralisme, même si celui-ci n'est pas à proprement parler politique : c'est à un « Dégel » qu'on assiste dans cette sphère de la vie intellectuelle et culturelle soviétique. Le *Minpros* et l'APN sont loin d'être unanimes sur cette question, comme le montre le cas de Kalašnikov, franc-tireur dont l'approche résolument marxiste s'inspire des écrits de Lénine et de Krupskaâ. Surtout, un grand nombre de responsables refusent de voir les intérêts de l'enseignement subordonnés aux besoins en main-d'œuvre de l'économie. De leur côté, les partisans de la « différenciation » des dernières années du secondaire, comme le vice-président Gončarov, peuvent compter sur le soutien de nombreux collègues, enseignants et parents – ces derniers étant particulièrement sensibles au problème de la surcharge de travail des adolescents. Des responsables de VUZ s'intéressent aux discussions sur le secondaire, mais ils ont déjà fort à faire : en cette seconde moitié des années 1950, le milieu universitaire est lui aussi divisé par des débats professionnels, mêlant questions pratiques et fondements théoriques de l'enseignement soviétique.

II) Des universitaires face à la « refondation »

Les phénomènes observés dans la sphère pédagogique impliquent aussi, on l'a vu, des représentants du monde universitaire. Celui-ci paraît se structurer à l'occasion de quelques discussions importantes, mettant aux prises des enseignants et des responsables des VUZ avec des représentants de leur administration. Trois questions ont attiré notre attention : celle de la « pratique productive » des étudiants est la première à émerger, suivie de celle des critères d'admission en VUZ. La troisième est liée à la reprise de la politique de discrimination sociale, et à la volonté de rapprocher le système d'enseignement des besoins du secteur productif, par le développement des filières « sans rupture avec la production ».

A. Les ambiguïtés du Dégel dans le supérieur : trouver le bon ton

L'ébauche de crise étudiante de l'automne-hiver 1956 a eu des conséquences importantes pour la question de l'autonomie des universitaires. Ici se manifeste l'ambivalence des conséquences du XXe Congrès. Dans les mois qui suivent, les autorités invitent

[718] *Ibid.*, p. 10.
[719] *Literaturnaâ gazeta*, 26 juin 1958 ; voir aussi le protocole de la séance du Présidium de l'APN RSFSR du 25 juillet 1958, qui témoigne des remous déclenchés par cet article – il sera étudié plus en détail au chapitre 6.

officiellement les enseignants à établir entre eux, et avec leurs étudiants, un dialogue sur tout un ensemble de problèmes qui vont des conditions matérielles d'études aux questions internationales, mais rapidement, la condamnation des événements de novembre-décembre 1956 et le retour à une répression pénale contre toute forme d'agitation, mettent fin à cette démocratisation politique interne. De même, le discours du ministère de l'Enseignement supérieur sur l'autonomie des VUZ est ambigu, puisqu'ils restent plus que jamais liés aux décisions du Parti et des organisations sociales. La revendication d'autonomie est finalement quasi-inexistante, dans les interventions publiques comme dans les correspondances et sténogrammes de réunions internes : ce fait même témoigne de l'incapacité des universitaires soviétiques à définir une identité propre face au pouvoir politique[720].

L'idée qu'il faut encourager le dialogue entre l'enseignant et ses étudiants, pour ne pas donner l'impression d'imposer autoritairement la doctrine marxiste-léniniste et les décisions du Parti, est un lieu commun de la presse de l'époque. Dès septembre 1955, un éditorial du *Vestnik vyssêj školy* dénonce les défauts – « dogmatisme, disons même talmudisme [*sic*] »– existant dans l'éducation politique des étudiants, et remarque :

> Ce qui entrave la disparition rapide de ces défauts, c'est la crainte de la critique qui existe chez nombre de professeurs. Ne voulant pas offenser un collègue et parfois ne voulant simplement pas approfondir le cours lu par tel ou tel professeur, on tolère la confusion, la vulgarisation du marxisme, une façon primaire de présenter la discipline...[721]

De tels propos sont récurrents lors du pic d'agitation de 1956[722]. Aleksandr Aleksandrov, recteur de l'université de Leningrad (LGU), les tient à nouveau juste après les événements qui ont ébranlé le monde étudiant. Sa tribune dans le numéro de mars 1957 du *Vestnik vyssêj školy* répond sans doute à la proposition formulée quelques mois plus tôt, dans un document confidentiel, par le Premier secrétaire du PC ukrainien Kiričenko, « d'augmenter le rôle de l'intelligentsia soviétique dans l'éducation de la jeunesse, avant tout de la jeunesse étudiant dans les VUZ, les *tehnikum* et les écoles générales »[723]. Dans le même temps, il s'agit aussi d'indiquer aux enseignants du supérieur une ligne de conduite pour faire face aux changements importants effectués dans les programmes[724]. Le nom d'Aleksandrov figure au

---

[720] Nous reprenons ici les catégories d'analyse utilisées à l'égard du cas français dans Christophe CHARLE, *La République..., op. cit.*, p. 291. L'auteur caractérise l'aspiration à une identité commune, comme « englobante, non par la seule spécificité professionnelle, mais par la mise au service de l'universel des valeurs d'autonomie intellectuelle tout particulièrement cultivées par les réformateurs ».

[721] Traduit dans *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°159, 31 octobre 1955. Il ne faut pas voir ici une forme de libéralisme: le même texte déplore que se propagent des « opinions profondément contraires au marxisme-léninisme, certains économistes cherchant à réviser la ligne générale du Parti axée sur le développement prioritaire de l'industrie lourde ». Il s'agit donc de la dénonciation tactique par Khrouchtchev et ses alliés des orientations défendues quelques mois plus tôt par Malenkov.

[722] Voir par exemple la revue du CC du PCUS *Partijnaâ Žizn'* n°22, décembre 1956 : cité dans « Part II :The Political Ferment », *Soviet Survey*, n°12, février 1957, p. 7-10 ; p. 8.

[723] Cette phrase fait partie des suggestions envoyées par Kiričenko au Présidium du CC du PCUS pour le texte de la Lettre du 19 décembre 1956 « Sur le renforcement du travail politique des organisations du Parti dans les masses et la mise au pas de l'expression des éléments antisoviétiques hostiles » ; mais elle n'a pas été retenue dans la version finale. Cité dans A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.2. Postanovleniâ*, Moscou, Rosspèn, 2006, p. 510. Voir aussi *supra*, chapitre 3.

[724] L'inquiétude des enseignants à ce propos est perceptible dans les questions adressées lors de conférences sur le Rapport secret en mars 1956 : voir « Pervaâ reakciâ na kritiku 'kul'ta ličnosti I. V. Stalina'. Po itogam vystuplenij A. M. Pankratovoj v Leningrade v marte 1956 goda », *Voprosy istorii*, n°10, 2006, p. 3-24.

bas d'un long article intitulé : « L'éducation de la jeunesse étudiante est une tâche politique d'une grande importance » – le seul consacré à ces questions ayant pour auteur le recteur d'une grande université[725]. Il y dénonce les manquements à la discipline et autres « agissements amoraux » apparus chez les étudiants, mais attribue aussi une part de responsabilité dans ces actes, dont il ne précise pas la teneur, à l'administration, aux « organisations sociales » (Parti, Komsomol et syndicats) et aux enseignants, certains d'entre eux étant taxés de « dogmatisme ». Cette critique feutrée de l'institution est d'autant plus crédible qu'Aleksandrov est un responsable quelque peu atypique. Il protège, en les accueillant à LGU, des généticiens persécutés par les lyssenkistes, et se démarque souvent des autorités de Leningrad : on lui attribue même un projet d'extension territoriale de son université, auquel il a dû renoncer début 1957, suite à l'agitation étudiante, où s'était illustré un de ses anciens élèves, le mathématicien Revol't Pimenov[726]. Parmi les remèdes proposés dans son article figurent l'établissement d'une « approche communiste du travail physique (*trud*) », mais aussi le développement de discussions au sein des VUZ :

> Une exigence absolue envers les étudiants, pendant les cours, n'est pas contradictoire avec la possibilité d'échanges détendus dans d'autres circonstances. La combinaison de la discipline la plus stricte au travail, et du respect mutuel et des relations de camaraderie constitue d'ailleurs un des éléments indispensables de la démocratie soviétique.[727]

La relation enseignant/étudiant correcte se situe donc, pour Aleksandrov, entre deux extrêmes également néfastes, « l'excès de précaution (*perestrahovka*) et la pression (*zažim*), d'un côté, le libéralisme et l'anarchie, de l'autre »[728]. Selon le recteur de LGU, membre-correspondant de l'AN SSSR, il faut laisser une certaine « initiative » à la jeunesse des VUZ. Il y a peut-être ici un écho de la conception scientiste de la vérité, dans la croyance absolue aux vertus du débat contradictoire :

> Notre expérience a montré que les réunions et les discussions aident les étudiants à distinguer le vrai du faux. C'est justement dans l'éducation de la conscience des masses étudiantes que réside le bienfait des réunions et discussions.[729]

Pour finir, l'article met en avant le rôle intermédiaire des professeurs, les appelant à « discuter individuellement » avec leurs élèves, et à considérer « chaque chaire » comme une « organisation éducative », et chaque responsable de VUZ ou de faculté comme un « dirigeant politique » (*političeskij rukovoditel'*)[730]. On peut voir dans ces lignes, en filigrane, une définition du Dégel aux yeux des dirigeants du MVO et d'une partie du monde universitaire : la possibilité de débattre doit rester contenue dans certaines limites, et s'accompagner d'une forte mobilisation idéologique des enseignants, pour éviter que les étudiants ne mettent en doute le régime soviétique. C'est là aussi, vraisemblablement, un signal adressé à certains

[725] *Vestnik vysšej školy* n°3, 1957, p. 12-19. Le terme *studenčestvo* est traduit par « jeunesse étudiante ».
[726] O.A. LADYŽENSKAÂ, « Očerk o žizni i deâtel'nosti Aleksandra Daniloviča Aleksandrova », dans *Akademik A.D. Aleksandrov*, Moscou, Nauka, 2002, p. 10. Voir aussi Benjamin TROMLY, « Intelligentsia Self-Fashioning in the Postwar Soviet Union: Revol´t Pimenov's Political Struggle, 1949–57 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, n° 13/1, 2012, p. 151-176.
[727] *Vestnik vysšej školy* n°3, 1957, p. 17.
[728] *Ibid.*, p. 18.
[729] *Ibidem*.
[730] *Ibid.*, p. 19.

universitaires préoccupés par le destin de leurs étudiants victimes de la répression discrète, mais réelle, qui s'abat sur eux.

En janvier 1957, un événement insolite défraie la chronique, à la prestigieuse faculté de physique de MGU : trois académiciens, Lev Arcimovič, Mihail Leontovič et Igor Tamm, menacent de démissionner de leurs fonctions d'enseignants, si un étudiant exclu pour « indiscipline » n'est pas rétabli dans ses droits : ils soupçonnent que cette sanction dissimule des raisons politiques. Finalement, ils se rétractent sous la pression du recteur Ivan Petrovskij et d'autres académiciens, comme le mathématicien Mihail Lavrent'ev, dont nous aurons à reparler[731]. Cet épisode souligne la position d'autorité de quelques professeurs de la première université du pays : les trois académiciens sont des figures de premier plan du projet atomique, et c'est pourquoi ils peuvent contester une décision disciplinaire à ce niveau[732]. Néanmoins, le Parti et la direction de l'université conservent la main dans ce domaine[733].

En général, la revendication d'autonomie est quasiment absente du discours public des universitaires, y compris dans la correspondance administrative et les réunions internes[734]. A plusieurs reprises, les directeurs de VUZ se voient même reprocher leur manque d'initiative. Un document général et programmatique interne (non rendu public), la « Lettre d'instructions (*Instruktivnoe pis'mo*) I-100 » du MVO, datée du 15 octobre 1956, prévoit ainsi d'accorder un plus grand pouvoir de décision à chaque établissement ; mais son adoption est toujours repoussée[735]. Le ministre Elûtin évoque lors d'une réunion en février 1957 cette « refondation » (*perestrojka*) – le terme est employé explicitement par analogie avec la réforme des *sovnarhoz*, organes de direction de l'industrie et de la construction[736]. Il s'agit d'élargir les responsabilités des directeurs de VUZ :

> Vous serez dotés de davantage de droits pour résoudre des questions de base. Il faut moins attendre de recettes et d'ordres du ministère, et prendre vous-mêmes les décisions dans tous les secteurs du fonctionnement et de la vie de votre VUZ, en vous orientant à partir des décisions du Parti et du Gouvernement. […] Cependant beaucoup de directeurs travaillent encore sans initiative et interrogent le ministère souvent même pour des broutilles. […] Ici manifestement

[731] RGANI, 5 (appareil du CC du PCUS)/35 (Département de la science, des VUZ et des écoles)/60, p. 2. Ce document, daté du 12 janvier 1957, est reproduit intégralement en annexe (texte 11).

[732] Tamm, Leontovič et Arcimovič s'étaient par ailleurs manifestés, en octobre 1956, en dénonçant le faible soutien accordé au sein de l'Académie des sciences aux adversaires du lyssenkisme, et notamment au généticien Dubinin : ils avaient alors voté contre la réélection du président Nesmeânov : voir G.A. CYPKIN (éd.), *Aleksandr Nikolaevič Nesmeânov – organizator nauki*, Moscou, Nauka, 1996, p. 9-10. Tamm avait auparavant signé la lettre des physiciens, demandant la fin du règne de Lyssenko sur la biologie en URSS : A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye v usloviâh social'no-političeskih transformacij XX veka. Kurs lekcij*, Saint-Pétersbourg, Nestor, 2006, p. 140.

[733] Le doyen de la faculté de mathématiques, le mathématicien Andrej Kolmogorov, se trouve alors, lui aussi, dans une situation délicate, comme en témoigne la lettre qu'il adresse à son étudiant Tihomirov, solidaire de ses trois camarades menacés d'expulsion, suite à la condamnation du journal mural de la faculté, en novembre 1956 : voir TIHOMIROV V.M., *Andrej Nikolaevič Kolmogorov, 1903-1987 : žizn', preispolnennaâ sčast'â*, Moscou, Nauka, 2006, p. 159-160, et *supra*, chapitre 3, III).

[734] On peut citer, à titre d'exception, la lettre adressée en avril 1957 par le président de l'AN SSSR Nesmeânov et le ministre de l'Enseignement supérieur Elûtin, au CC du PCUS. Ils protestent contre l'unification des syndicats des travailleurs de la science, de l'instruction et de la culture, jugeant qu'une telle union « artificielle », déjà expérimentée d'avril 1953 à novembre 1955 – quand l'enseignement supérieur était intégré au ministère de la Culture – avait été « négative ». En revanche, ils plaident pour une réunion des travailleurs et des étudiants du supérieur et des institutions scientifiques, mais aussi des SSUZ. RGANI, 5/35/58, p. 31-32. La réponse du Département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS est évasive, et c'est finalement l'Union des syndicats qui tranche, en août 1957, en regroupant l'instruction, le supérieur et les institutions scientifiques d'URSS, mais en créant une structure fédérale pour la RSFSR.

[735] D'après les mentions qui en sont faites lors de la réunion des directeurs de VUZ du 22 septembre 1958 : voir *infra*, chapitre 6.

[736] GARF, R-9396/1/818, p. 531. Sur la réforme des *sovnarhoz*, voir *infra*, chapitre 5, II.

> l'habitude s'est établie d'attendre des décisions et des recettes toutes prêtes venues d'en haut.[737]

Cette annonce est ambiguë, puisque les directeurs sont invités non seulement à suivre la ligne officielle contenue dans les décrets, résolutions et autres actes normatifs, mais aussi à consulter, en plus de leurs enseignants et étudiants, les « organisations sociales », en d'autres termes le Parti, le Komsomol et l'Union des syndicats, investis d'un rôle plus important dans le fonctionnement de l'établissement. Plutôt que d'une décentralisation, il s'agit là d'une déconcentration des décisions de type organisationnel, et non scientifique et intellectuel – même si elle s'inscrit d'après Elûtin, qui reprend ici un leitmotiv de Khrouchtchev, dans le cadre de la « construction de la société communiste »[738].

Les intéressés ne sont pas tous d'accord sur la marge de manœuvre dont ils souhaitent disposer. Certains, comme Prokoškin, du MVTU, se félicitent de la nouvelle ligne « de démocratisation et d'élargissement des droits des VUZ […] dans l'organisation des études comme dans celle du travail de recherche »[739]. En février 1957, lors d'une réunion de directeurs de VUZ au ministère, il intervient en faveur du développement de la recherche scientifique dans les VUZ, mais se démarque de son collègue de MGU Ivan Petrovskij : il n'est pas d'accord avec ce dernier, ni avec le ministre adjoint Sergej Rumâncev, sur l'idée que les VUZ n'ont pas de tradition scientifique et devraient se rapprocher de l'Académie des sciences. Aleksandrov préconise quant à lui l'union de la science avec l'enseignement supérieur, dans une vision qu'on pourrait qualifier d'humboldtienne : il cite en exemple l'Institut de physique mondiale de Niels Bohr, installé au cœur de l'université de Copenhague[740]. Le recteur de l'université de Kiev, Švec, lui emboîte le pas, évoquant à son tour l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis[741].

En revanche, Smirnov, directeur du non moins réputé Institut polytechnique de Leningrad, voit derrière le nouveau statut à l'étude « un esprit de pseudo démocratisme dont le supérieur n'a absolument pas besoin ». Selon lui, l'élection des représentants au conseil scientifique de chaque établissement prendra trop de temps et n'apportera aucun bien :

> Le nouveau statut complique les choses en créant un comité de direction (*pravlenie*) composé du directeur, de deux adjoints, de deux doyens, de quatre directeurs de chaire et de deux à cinq étudiants. Qu'est-ce que c'est que ce comité de direction, qui et que représentera-t-il, nous n'en savons rien. Il ne fera que gêner le travail de direction, nous le savons parfaitement. (Des voix : C'est vrai !)[742]

Son argumentation fait référence au passé russe, mais c'est pour mieux souligner l'écart entre la « construction du communisme » et la situation à l'époque tsariste :

> Les auteurs de ce projet de statut ont copié celui de l'école supérieure d'avant la révolution. Ce n'est pas correct, camarades, parce que celle-ci se trouvait […] en opposition avec le gouvernement, elle affirmait […] son autonomie vis-à-vis du gouvernement. Or peut-il y avoir chez nous une autonomie de l'école supérieure

[737] *Ibid.*, p. 531-532.
[738] *Ibidem.* Sur le thème du dépérissement de l'État et son importance dans le discours khrouchtchévien à l'époque, voir A.V. PYŽIKOV, « Ot 'diktatury proletariata' k 'obŝenarodnomu gosudarstvu », *Voprosy istorii* n°12, 2003, p. 107-11.
[739] GARF, R-9396/1/818, p. 9. L'emploi du terme « démocratisation » dans un autre sens que celui communément admis alors, en URSS, de « prolétarisation », est exceptionnel.
[740] GARF, R-9396/1/818, p. 194 et 197.
[741] *Ibid.*, p. 253.
[742] *Ibid.*, p. 284.

> vis-à-vis du gouvernement, de notre cher gouvernement soviétique ? Cela ne se peut pas.[743]

A partir de ces deux réactions radicalement opposées, il est difficile de savoir quelle tendance l'emporte parmi les quelque 700 directeurs de VUZ soviétiques (dont une quarantaine d'universités). Quoi qu'il en soit, la réforme projetée par le ministre n'est plus mentionnée par la suite dans les documents préparatoires sur les transformations de l'enseignement supérieur : on peut y voir le signe d'une réticence de la majorité des responsables à son égard, quelles que soient leurs motivations. Il se peut que joue ici un certain ressentiment à l'égard des grands établissements, qui bénéficient de moyens bien supérieurs aux autres, surtout dans un contexte de pénurie de matériel et de locaux. Le directeur de l'institut polytechnique de l'Oural à Sverdlovsk proteste contre le peu d'attention de la direction du MVO SSSR à son égard:

> Durant les quatre ou cinq dernières années, aucun représentant de la direction des instituts polytechniques n'est venu à l'institut. Tout se passe par correspondance, par envoi de papier… J'ai cette impression que si tu veux obtenir quelque chose, il faut obligatoirement te rendre au ministère.[744]

Signe des temps, cette récrimination est mentionnée par le compte rendu officiel paru quelques semaines plus tard dans l'organe officiel du MVO[745]. Pourtant, plusieurs indices laissent penser qu'un système à deux vitesses fonctionne dans l'enseignement supérieur, au profit des « grands » établissements.

Dès octobre 1955, une réunion de la Direction méthodologique du MVO SSSR évoquait dans un projet présenté au gouvernement l'éventualité de distinguer (*vydelit'*) les VUZ ayant les équipes scientifiques et enseignantes les plus importantes, pour en faire des établissements d'élite, qui auraient en particulier « le droit de fixer leurs règles d'admission, leurs programmes […] afin d'assurer l'admission de la jeunesse la plus talentueuse »[746]. Un tel projet s'inscrit dans la lignée du Plénum du CC du PCUS de juillet 1955, où Bulganin a mis en cause le niveau médiocre de la recherche scientifique universitaire[747]. Mais il rencontre l'objection de plusieurs hauts fonctionnaires du MVO, tel Efremov, chargé des établissements d'enseignement supérieur technique agricole :

> Pour leur fonctionnement ces VUZ leaders (*vedušie*) recevront tout, et les autres, rien. Ce n'est pas acceptable […]. Nous ne pouvons pas créer des laboratoires dans les grands VUZ, tout en annonçant que nous ne donnerons des moyens qu'à dix d'entre eux environ.[748]

Dans les faits, le ministère a tendance à classer les établissements en fonction de leur importance : lorsque Elûtin adresse au Gosplan d'URSS, en février 1957, une demande de financement supplémentaire pour permettre au MVO SSSR de construire les bâtiments prévus par un décret du gouvernement (pour créer des laboratoires de physique nucléaire et des centres de calcul, notamment à l'université de Gorki), il joint une liste de chantiers prioritaires, au premier rang desquels est placé le MVTU « Bauman »[749]. L'idée de favoriser

---

[743] *Ibidem*.
[744] GARF, R-9396/1/818, p. 7-9.
[745] *Vestnik vysšej školy* n°3, 1957, p. 46.
[746] GARF, R-9396 (MVO SSSR)/16 (Direction des méthodes)/176, p. 8-10.
[747] Voir *supra*, chapitre 3.
[748] GARF, R-9396/16/176, p. 44.
[749] RGAE, 4372 (Gosplan)/56 (Département de la santé et de la culture, 1957)/246, p. 26-31. Le Gosplan accorde finalement 15 millions de roubles, sur les 80 demandés.

encore plus quelques établissements par rapport aux autres reste donc d'actualité. En mars 1958, un texte émanant du même département du ministère présente un avant-projet sur le développement de l'enseignement supérieur pour les années 1959-1965 qui prévoit « l'organisation de VUZ de type élevé (*povyšennogo tipa*) », « à côté des universités et instituts polytechniques »[750]. Les objections sont toujours aussi fortes parmi les responsables : lors de la réunion des doyens de faculté de mai 1958, le directeur de l'institut minier de Kemerovo indique au ministre que son projet risque de donner naissance à des « nids de noblesse » (*dvorânskie gnezda*)[751]. Cette réaction d'un responsable provincial illustre le sentiment d'injustice que suscite l'extrême concentration des moyens et des voies d'influence, au profit des VUZ des capitales et des grandes villes.

En effet, plusieurs établissements semblent déjà jouir *de facto* d'une certaine autonomie en ce qui concerne l'organisation des études, mais aussi le mode de sélection des étudiants. C'est ce qui apparaît dans la discussion de trois questions fondamentales qui sont au cœur des projets de réforme de l'enseignement supérieur pendant notre période.

B. Réévaluer le « stage pratique dans la production » ?

Le « stage pratique dans la production » (*proizvodstvennaâ praktika*) a déjà suscité un début de discussion publique à la fin des années quarante, sous forme de témoignages sur la situation concrète dans quelques VUZ[752]. Il s'agit d'initier les étudiants, au cours de leurs études, aux métiers concrets de la sphère d'activité qu'ils ont choisie, en leur confiant des tâches d'exécution réservées habituellement aux techniciens et aux ouvriers qualifiés[753]. Cette « pratique productive » avait été codifiée dans un décret du Comité exécutif central d'URSS de 1932, qui la fixait à six ou sept mois sur toute la durée des études supérieures[754]. Dans l'après-guerre, l'idée de faire acquérir aux futurs spécialistes, et notamment aux ingénieurs, une expérience concrète les préparant à leur futur métier, est aussi en vogue dans certains pays occidentaux, comme dans le cas des « *sandwich-courses* » (cours en alternance) au Royaume-Uni[755]. Mais dans l'URSS des années 1950, le phénomène prend une tout autre signification, et il est au cœur des discussions du moment.

De façon récurrente, les rapports internes dénoncent l'insuffisance de « l'instruction à la production » dans les études, au point que ce thème est vu comme le « fil directeur » de nombreux documents directifs du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS[756]. En août 1955, un éditorial des *Izvestia* reproche à l'enseignement supérieur de dispenser une formation trop théorique. Les VUZ sont donc invités à renforcer la place des travaux

[750] GARF, R-9396/16/179, p. 60.
[751] GARF, R-9396/16/187, p. 105.
[752] Voir par exemple les articles sur ce sujet par des enseignants du MEI et du MVTU, V. Kostomarov et V. Kovan, dans le *Vestnik vysšej školy* de janvier 1949.
[753] Il ne faut pas confondre cette « pratique productive » avec l'envoi dans les kolkhozes et les sovkhozes, chaque été, des étudiants et des lycéens pour participer à la moisson, à la récolte du coton, au ramassage des pommes de terre, etc., le plus souvent contre rémunération – phénomène que nous avons laissé de côté dans notre recherche, car il se développe surtout dans les années 1960-1970.
[754] Décret du 19 septembre 1932 « Sur les programmes et le régime des études dans le supérieur et les *tehnikum* ». Ces derniers avaient un stage productif un peu plus long : au total neuf mois sur les quatre à cinq ans. Voir l'article « Proizvodstennaâ praktika », *Bol'šaâ Sovetskaâ èniklopediâ*, Moscou, 1969-1978.
[755] Voir par exemple J. TOPPING, « Sandwich courses », *Physics Education*, 1975, n°10, p. 141-143.
[756] GARF, R-9396/1/870, p. 60. Intervention d'Isaenko, professeur à l'institut métallurgique de Dniepropetrovsk. Cette réunion est évoquée en détails *infra*, chapitre 6, II et des extraits du sténogramme sont reproduits en annexe (texte 20).

pratiques dans leurs cursus. En octobre 1955, une réunion de la Direction méthodologique du ministère évoque pour la première fois la question du stage pratique des étudiants dans la production. Son chef Nikolaj Nazarov résume les différentes options envisagées :

> 1. Une variante correspond au système de formation existant actuellement […]. L'étudiant acquiert son expérience productive lors d'un stage pratique [de six à huit semaines par an] ;
> 2. Une autre (soutenue par la Direction méthodologique) consiste à effectuer un stage [d'un an] pendant la durée des études supérieures et secondaires, lorsque sera réalisée la polytechnisation. En effet, la durée des études sera étendue à six ans sans financement supplémentaire de la part de l'État – la jeunesse travaillera dans la production, et les VUZ ne paieront pas de bourse, donc n'auront rien à dépenser pour leur travail.
> 3. La troisième variante (celle du département de planification et financement et du département des jeunes spécialistes) prévoit un stage dans la production à la sortie du VUZ, après ou avant la soutenance du diplôme.[757]

Le ministre adjoint Stoletov indique en conclusion avoir pris note des « objections » formulées ; il ajoute, citant « la presse anglaise et américaine », que le rapport entre les « travailleurs de bureau » et les « producteurs de biens matériels », en d'autres termes entre cols blancs et cols bleus, est en pleine évolution, et « qu'avec le renforcement du processus de mécanisation, le nombre d'ouvriers va diminuer »[758]. Cette référence aux publications occidentales pour prédire l'avenir socio-économique de l'URSS est surprenante dans la bouche d'un haut responsable soviétique : elle est un signe du relatif « Dégel » en la matière.

Pourtant Khrouchtchev, dans son rapport sur la situation sociale et économique au XXe Congrès, ne l'entend pas de cette oreille : il préconise de « renforcer le lien entre les VUZ et la production », c'est-à-dire le stage pratique des étudiants dans la production. Le 9 mars, Elûtin fixe par *prikaz* de nouvelles instructions, qui font l'objet d'un nouveau règlement (*položenie*) adopté par le Conseil des ministres le 18 avril[759]. Ces orientations sont reprises dans la « Lettre d'instructions I-100 » du MVO du 15 octobre 1956. Surtout, dans un courrier du 18 janvier 1957, Stoletov attire à nouveau l'attention des directeurs de VUZ sur ce problème, citant un article du journal *Večernââ Moskva* du 10 décembre précédent, qui raconte comment les étudiants d'un institut de la capitale travaillent dans une usine de machines-outils, en participant à l'élaboration et à la conception des pièces[760]. Le ministre adjoint évoque d'autres VUZ où une telle pratique a cours, dont l'Institut pédagogique des langues étrangères de Moscou, et certaines universités qui assistent des écoles secondaires, ainsi que des instituts agricoles qui aident les kolkhozes et sovkhozes voisins. Il invite ses subordonnés à élaborer des mesures pour chaque établissement, tout en rappelant que le travail des étudiants doit être organisé sur la base du volontariat, rester en rapport avec leur spécialité, et ne pas exclure les activités de recherche et de conception[761]. Un entrefilet consacré à la missive de Stoletov dans le *Vestnik vysšej školy* de février réitère ces précautions[762]. Le même numéro contient deux articles aux titres évocateurs : « L'usine est un

[757] GARF, R-9396/16/176, p. 21.
[758] GARF, R-9396/16/176, p. 59-60.
[759] Voir *SSSR. Zakony i postanovleniâ. 1-Položenie o proizvodstvennoj praktike sudentov vuzov SSSR, utverždennyj postanovleniem Sovet Ministrov SSSR ot 18 aprelâ 1956 g. № 55. 2-Instrukcii po proizvodstvennoj praktike studentov vuzov SSSR, utverždennye prikazom Ministra vyššego obra-zovaniâ SSSR № 221 ot 9 marta 1956 g.,* Moscou, 1957.
[760] GARF, R-9396/16/180, p. 7-11.
[761] *Ibid.*, p. 10.
[762] « Ukreplât' svâz's proizvodstvom », *Vestnik vysšej školy* n°2, 1957, p. 25-26.

des éducateurs de la jeunesse étudiante » et « Les étudiants acquièrent des savoir-faire professionnels »[763].

Suite à cette relance appuyée, la Direction méthodologique organise la réunion des directeurs d'établissements d'enseignement supérieur déjà mentionnée, en février 1957. Son sténogramme révèle des divergences importantes. Le représentant du MVTU indique que les enseignants de son établissement préfèreraient que des expériences soient d'abord mises en œuvre dans « un ou deux VUZ », avant d'être étendues à tous[764]. Celui de l'institut minier de Kemerovo souhaite instaurer un stage dans la production en deux fois, mais qui n'atteindrait pas une année complète au total[765]. Quant au représentant des VUZ technologiques et forestiers, il estime que l'envoi des étudiants au travail doit être réglementé :

> Dans la pratique, sur cinq ans d'études il n'en reste effectivement que quatre. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le fait que cela nuit à la qualité de la formation des spécialistes. C'est pourquoi nous demandons au ministère de revoir cette question, afin qu'elle soit réglée à l'avantage des étudiants.[766]

Au contraire, le directeur de l'Académie forestière de Leningrad préconise d'envoyer tous les étudiants à la production la première année, mais il semble que la majorité de ses collègues s'y oppose, d'après le sténogramme[767]. Le recteur de l'université industrielle de Donetsk recommande pour sa part que les étudiants ne travaillent qu'à des postes de responsabilité, d'ingénieurs ou de techniciens, et pas la première année[768]. Le directeur de l'institut métallurgique de Sibérie exprime sans doute l'avis général en disant qu'il « ne peut y avoir de solution unique à cette question, vu la diversité des filières » représentées[769]. Lebedev, au nom de la section des VUZ polytechniques, abonde dans ce sens :

> L'avis général est qu'il convient d'allonger la durée du stage pratique dans la production, cependant les avis sont partagés sur la question de savoir s'il faut une ou deux périodes, et on a proposé de […] la résoudre en tenant compte des particularités de chaque spécialité.[770]

Stoletov enjoint les participants à transmettre leur propositions au ministère : c'est chose faite quelques semaines plus tard, puisqu'en mai 1957 Nazarov lui adresse une synthèse de cinq pages pour la soumettre au collège du MVO[771]. Elle préconise que chaque VUZ choisisse le mode d'organisation qui lui convient le mieux, parmi les variantes possibles : l'avis des directeurs semble avoir été écouté par leur hiérarchie. Au même moment, Khrouchtchev en personne dresse un sombre tableau de la pratique des étudiants, lors de son intervention au CC du PCUS :

> A la pratique les étudiants sont mal perçus, on ne leur donne pas de travail. Les usines les considèrent comme un fardeau (*obuza*). Il n'y a pas de matériel ni de local spécial pour la pratique. Si on confie à un étudiant-stagiaire l'exécution d'un

[763] A.A. Mil'cin, « Zavod – odin iz vospitatelej studenčeskoj molodeži », et P. D. Balâsov, « Studenty priobretaût rabočie navyki », *Vestnik vyssšej školy* n°2, 1957, p. 26-29 et 29-32. Les auteurs sont respectivement secrétaire du *partburo* de l'institut « Staline » des machines-outils et directeur adjoint de l'institut textile « Jdanov » de Moscou.
[764] GARF, R-9396/1/818, p. 11. Il emploie le terme « savants » pour désigner ses collègues.
[765] *Ibid.*, p. 29.
[766] *Ibid.*, p. 365.
[767] *Ibid.*, p. 54 ; p. 366.
[768] *Ibid.*, p. 214.
[769] *Ibid.*, p. 246.
[770] *Ibid.*, p. 354.
[771] GARF, R-9396/16/181, p. 25-30.

> travail pratique, alors l'usine ne peut pas remplir son programme. C'est pourquoi à chaque machine se tient l'ouvrier plus un étudiant. L'étudiant regarde l'ouvrier et attend comme une fleur qu'il le laisse approcher de la machine.[772]

La mise en œuvre de ces recommandations n'est pas chose aisée. D'après le long rapport consacré par Nazarov à l'application de la « Lettre d'instructions I-100 », lors de la réunion des doyens de faculté qui a lieu au MVO en mai 1958, il s'agit non seulement d'initier les futurs diplômés au travail productif proprement dit, mais aussi de les associer à la réalisation de petites études et à l'élaboration de « propositions de rationalisation » pour le secteur économique lié à leur cursus[773]. A titre d'exemple sont cités les travaux réalisés pour l'industrie par des étudiants de plusieurs établissements de la capitale comme le MVTU « Bauman », l'Institut des machines-outils (*Mosstankino*) et le MEI « Molotov »[774]. Mais dans l'ensemble, le bilan de la « pratique productive » n'est guère plus reluisant que celui décrit par le Premier secrétaire un an plus tôt. Les entreprises et les VUZ sont accusés de ne pas assurer son bon déroulement, malgré l'adoption du règlement de 1956 :

> Dans la plupart des cas, le stage pratique dans la production a comme autrefois un caractère d'observation contemplative […] Les étudiants disent : « Nous partons bronzer à la pratique ». Ni eux ni les enseignants n'ont conscience qu'elle est une période particulièrement décisive, […]. La majorité des étudiants n'accomplit aucun travail de production concret et ne ressent aucune responsabilité à son poste, ni vis-à-vis du VUZ, ni vis-à-vis de l'entreprise. Pendant le stage pratique, ils ne vivent pas la vie du collectif ouvrier, n'adhèrent pas aux intérêts des ouvriers et des kolkhoziens, ni de l'entreprise. La majorité ne prend aucune part au travail social dans les entreprises, kolkhozes et sovkhozes, ce qui accroît encore leur séparation (*razobŝennost'*) d'avec le collectif des travailleurs.
> Dans ces conditions, […] les enseignants qui font les cours théoriques correspondants ne se servent pas des résultats du stage pratique, ne relient pas leurs cours à l'expérience qu'ont reçue les étudiants. La raison en est que nombre de chaires sous-estiment encore la portée formatrice et éducative du stage pratique, et y voient une affaire de peu d'importance.[775]

Ce constat sans appel, s'il n'est manifestement par sorti des murs du ministère, témoigne de l'absence d'évaluation des mesures censées remédier au caractère abstrait des études. Il a aussi une dimension politique : la coupure entre étudiants et ouvriers est présentée comme un échec, un défaut à corriger impérativement, en cette période où les dirigeants insistent sur la nécessité du rapprochement entre ces deux sphères.

A partir de février 1958, la perspective d'une réforme est explicitement associée à la préparation du premier plan septennal, qui couvrira les années 1959-1965. En juin 1958, une séance de la sous-commission pour la formation des cadres (*specialisty*) du MVO est d'ailleurs consacrée au développement de l'enseignement supérieur durant ces années. A propos de l'organisation des études « en rupture avec la production », la Direction méthodologique présente « plusieurs variantes pour combiner le travail pratique et l'instruction » : 1) dans certains VUZ, on peut envoyer les étudiants dès la première année travailler deux ans, suivant leur spécialité, de préférence en horaires du soir, et

---

[772] Sténogramme du 29 mai 1957, retranscrit dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 348.
[773] GARF, R-9396/16/180, p. 75-131, en particulier p. 85-86.
[774] *Ibid.*, p. 85
[775] *Ibid.*, p. 87-88.

> …les étudiants qui auront passé avec succès ces deux ans, et se seront illustrés au travail, pourront, s'ils le souhaitent, être transférés en études en totale rupture avec la production ; les autres pourront continuer dans le système par correspondance ou du soir[776] ;

2) dans les VUZ « avec des disciplines scientifiques complexes sur le plan théorique, et une grande quantité de travaux expérimentaux et d'évaluation », il est préférable de conserver les trois ou quatre premières années « en rupture », et les deux dernières seront « sans rupture »[777] ;
3) pour former les spécialistes « en mécanique et mathématiques, physique et technique, chimie, ainsi que nouvelle technique [*sic*], médecine, arts, musique, théâtre et quelques autres spécialités » il faut conserver la forme « en rupture ». De plus, dans celles qui sont « les plus importantes pour l'économie », il faut « élever le niveau de formation scientifico-théorique », notamment en admettant « seulement ceux qui ont eu la note excellente [cinq sur cinq] aux concours d'entrée dans les matières les plus importantes […] les mathématiques supérieures, la physique, la chimie, la mécanique, l'électronique, etc. »[778]. A la fin de leurs études « ces spécialistes pourront être fructueusement employés dans les bureaux de conception, les laboratoires des institutions et entreprises de recherche, etc. ». Un système à deux vitesses se profile ainsi, né du souci de préserver certaines filières d'excellence, surtout dans les universités et les VUZ les plus prestigieux – le MVTU, le MEI, l'Institut polytechnique de Leningrad, etc.

Un texte destiné à entrer dans le plan septennal de développement du pays pour les années 1959-1965, rédigé en mars 1958 par la Direction méthodologique du ministère, prône l'allongement des stages pratiques instaurés dans les années 1930, jugés trop courts (de six à huit semaines par an) donc inadaptés aux conditions modernes des processus de production[779]. Deux voies sont proposées : la première, en vigueur dans les instituts métallurgique de Dniepropetrovsk et d'industrie alimentaire de Kiev, comprend une quatrième année dans la production et, durant les trois premières années, quelques excursions[780]. La seconde consiste en une longue période (un à deux ans) de « stage » dans la production « après l'achèvement de la formation théorique », dont le moment et la durée varient en fonction des disciplines et des spécialités[781]. Dans les deux cas, les étudiants sont payés, durant leur travail, par l'entreprise ou l'institution qui les emploie ; pour cette raison, l'application de ces mesures doit être progressive au cours des sept prochaines années[782].

En effet, au dire de certains responsables de VUZ, qui soulignent les obstacles matériels à l'organisation de la « pratique productive », celle-ci reste un véritable défi. Un doyen de l'institut polytechnique de l'Oural, Myl'nikov, constate que malgré un récent décret, les entreprises ne sont capables ni de fournir un logement en foyer aux étudiants que les VUZ leur envoient, ni même de les « digérer » (*perevarit'*), c'est-à-dire de leur donner du travail à faire[783]. Alors qu'en février 1957 Elûtin avait proposé de régler la question au niveau ministériel, tout en reconnaissant qu'il ne pourrait pas trouver de solution « pour 100% » des instituts[784], Myl'nikov suggère d'accorder à chaque établissement une « sphère d'influence » dans laquelle il échangerait avec les entreprises ses futurs diplômés contre des places pour ses stagiaires, au moyen d'un « contrat oral entre gentlemen », comme cela se pratique déjà par

[776] GARF, R-9396/16/179, p. 5.
[777] *Ibidem.*
[778] *Ibid.*, p. 6.
[779] GARF, R-9396/16/179, p. 65 et 114.
[780] *Ibid.*, p. 115.
[781] *Ibid.*, p. 116.
[782] *Ibid.*, p. 117. Voir aussi : GARF, R-9396/16/183, p. 1-8.
[783] GARF, R-9396/16/186, p. 19.
[784] GARF, R-9396/1/818, p. 408.

endroits[785]. C'est une des rares revendications d'autonomie rencontrées dans nos sources – mais son auteur n'est pas directeur. Son collègue de la faculté de mécanique et de mathématiques de LGU, Polâkov, met en garde contre le risque d'affaiblir les matières théoriques, surtout dans les universités :

> Le fait est que ce défaut [le manque d'expérience pratique des cadres], nous le corrigeons, la vie le corrige, et […] les savoir-faire techniques sont acquis à tous les âges, jeune ou mûr ou plus que mûr, alors que les sciences théoriques à l'évidence, j'entends par là le cycle de physique et mathématiques, sont plus faciles à acquérir quand les cerveaux sont plus souples (*gibkie*), plus réceptifs (*vosprimičivye*).[786]

Il propose donc que les études soient allongées de six mois, afin de permettre aux étudiants, sans diminuer le volume de leur formation, d'acquérir des « savoir-faire pratiques », mais sans véritable période de travail dans la production. Par ailleurs, il regrette la « rupture » (*razryv*) qui existe entre l'université et le secondaire, où de nombreux étudiants, à l'instar de ceux des instituts pédagogiques, sont appelés à travailler comme enseignants[787].

Cette position originale fait écho, sans le nommer, à l'article de deux enseignants de l'université de Kharkov, paru dans le *Vestnik vyssšej školy* du mois d'avril 1958. Fait unique parmi les autres contributions à ce débat, leur tribune intitulée « L'université et l'école » est présentée par la rédaction de la revue comme « publiée à titre de discussion » (*v porâdke obsuždeniâ*). Sur cinq pages, les auteurs proposent de rapprocher l'université du secondaire, insistant sur la nécessité d'un stage « pédagogique », et pas seulement « productif ». Ils préconisent aussi une meilleure formation aux méthodes d'enseignement dans les matières scientifiques[788]. En fait cette position ne fait que souligner la spécificité des universités au sein de l'ensemble des VUZ : à côté des instituts pédagogiques (qui dépendent, comme on sait, des *Minpros* des républiques), elles sont vouées à former le personnel de l'école secondaire, plutôt que celui des usines ou des kolkhozes. Le discours visant à « rapprocher les VUZ de la production » trouve ainsi ses limites dans le cas des établissements autres que techniques, industriels et agricoles. Pourtant il semble impossible pour le ministre et ses adjoints de le reconnaître officiellement – la distance prise par la rédaction du *Vestnik vyssšej školy* vis-à-vis de cette intervention le prouve. L'enjeu politique et idéologique – disposer d'une élite intellectuelle formée dans le respect du travail physique et la conscience des tâches de l'économie soviétique – est sans doute trop important aux yeux des dirigeants : l'agitation de 1956, on s'en souvient, avait pour foyer plusieurs universités, et il était impensable de les laisser à l'écart des réformes envisagées.

Dans l'ensemble, la majorité des directeurs de VUZ prône une approche au cas par cas, et la position du ministère semble s'aligner sur leur avis, même si en mai 1958, lors d'une réunion préparatoire avec ses adjoints, Elûtin évoque un schéma global qui consisterait à organiser les deux premières années d'études en cours du soir, parallèlement au travail dans la production[789]. La direction du MVO fait aussi l'apologie des « usines-VTUZ », établissements supérieurs intégrés à des entreprises industrielles, qui suscitent la perplexité dans ses rangs. Un intervenant de la réunion de juin 1958 juge qu'il vaut mieux « ne pas revenir à ce système » correspondant « à une période où il nous fallait former rapidement des ingénieurs et des techniciens ». Mais le ministre adjoint Prokof'ev et un représentant de l'administration

[785] GARF, R-9396/16/186, p. 20-21.
[786] GARF, R-9396/16/190, p. 25.
[787] *Ibid.*, p. 32.
[788] *Vestnik vyssšej školy*, n°4, 1958, p. 33-37.
[789] GARF, R-9396/16/189, p. 40-41. Sténogramme d'une séance du 5 mai 1958.

agricole évoquent alors comme argument définitif l'engagement de la plus haute autorité du pays en faveur de ce type d'établissements :

> PROKOF'EV : […] comme l'a dit N.S. Khrouchtchev au XIIIe Congrès du VLKSM [en avril 1958], […] il faut le faire à titre expérimental et réfléchir à l'organisation de VUZ étroitement liés à la production, où les étudiants travailleront et étudieront à la fois.
> RUVANOV : L'*obkom* a demandé de transférer le sovkhoze à l'institut. Mais le ministère discutaillait (*muryžilo*), alors le secrétaire d'*obkom* a envoyé à Khrouchtchev un télégramme chiffré. Une séance spéciale du Présidium du CC du PCUS fut convoquée et, deux jours plus tard, il y eut une décision du gouvernement sur le transfert de ce sovkhoze. Vous comprenez quelle est l'orientation du CC dans cette affaire.[790]

Dirigeants supérieurs et intermédiaires de l'enseignement supérieur se trouvent donc ici en porte-à-faux, les premiers se voyant imposer par le Parti le calendrier et l'orientation des changements à apporter au « stage dans la production », que les seconds récusent. On retrouve une tension similaire sur la question de la discrimination positive des jeunes ayant une expérience professionnelle légitime (à l'usine ou au kolkhoze) à l'entrée en VUZ.

C. Favoriser les « producteurs » au concours, jusqu'à quel point ?

C'est en 1957 que cette discrimination positive entre en vigueur, accompagnée d'une campagne de presse offensive[791]. La réaction des responsables concernés n'est pas unanime : recteurs et directeurs, soucieux de disposer d'effectifs de meilleure qualité, afin de remplir leurs objectifs chiffrés en termes de diplômés, ne voient pas d'un bon œil ce changement dans les règles d'admission en VUZ.

La compétition accrue à l'entrée des études supérieures, sensible à partir du milieu des années 1950, fait l'objet d'appréciations diverses, voire antagonistes. Le président de l'APN Ivan Kairov exprime son inquiétude, lors de la réunion commune avec l'AMN en juin 1956, face à l'augmentation de la barrière d'admission :

> Bien qu'il y ait avec le MVO un accord pour que les concours correspondent aux programmes, la grande affluence d'élèves [candidats] mène à une situation où les interrogations et les entretiens sont d'un niveau tel que si on mettait les examinateurs à la place des examinés, ils ne les réussiraient pas. De plus les candidats sont inévitablement stressés nerveusement, chacun veut réussir, s'inquiète et cela complique les choses.[792]

Deux ans plus tard, dans le rapport lu par Nazarov en mai 1958, un paragraphe important est consacré aux résultats de l'admission de 1956 :

---

[790] GARF, 9396/16/179, p. 23-24. Il est question du sovkhoze « Karavevskoe » de la région de Kostroma, que Ruvanov décrit comme « connu non seulement en URSS mais aussi à l'étranger ». Nous n'avons pas trouvé de trace de cette séance au Présidium du CC du PCUS dans la seule source accessible aux historiens sur cette instance : A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.1...., op. cit.* – mais il y manque un grand nombre de protocoles. On ne peut exclure que la mention du responsable de l'agriculture ne soit qu'une invention destinée à servir d'argument d'autorité face aux universitaires récalcitrants.
[791] Voir *supra*, chapitre 3, III, C.
[792] GARF, R-10049/1/2084, p. 8.

> Suite à la réalisation dans notre pays de l'instruction décennale universelle, […] il y a de plus en plus de candidats à l'entrée en VUZ, le concours prend plus d'ampleur, ce qui rend possible de choisir la jeunesse la plus capable et la mieux formée. En même temps, de graves difficultés surgissent dans le travail des commissions d'admission et la responsabilité des directeurs de VUZ et des commissions grandit d'année en année, alors que le déroulement de l'admission attire l'attention de pratiquement toutes les organisations sociales (*obŝestvennost'*).[793]

Le texte évoque ensuite les conséquences en termes de composition sociale, faisant implicitement le lien avec la loyauté idéologique des étudiants, en plaçant cette question dans la section consacrée au « travail d'éducation politique parmi les étudiants ». Il déplore aussi que certains directeurs de VUZ aient admis plus d'étudiants que le contingent prévu par le plan, parmi lesquels « peu d'ouvriers, de kolkhoziens et leurs enfants » ; à la suite de quoi le Collège du MVO a dû leur « infliger une sanction »[794]. Et Nazarov et ses collègues de justifier par un raisonnement étrange les changements de l'admission décrétés en 1957 :

> Aujourd'hui, alors que la quantité d'élèves sortant du secondaire dépasse considérablement le nombre d'inscrits en VUZ, une grande partie de la jeunesse va directement travailler dans la production après l'école ; c'est pourquoi il est désormais parfaitement possible de recruter dans le supérieur principalement des jeunes ayant quelque expérience de la vie, après deux à trois ans de travail dans la production.[795]

Le texte admet toutefois que les « producteurs » connaissent des difficultés aux concours d'entrée, et demande au Komsomol d'aider tout particulièrement ces candidats dans leur préparation. Le rôle assigné ici à l'organisation de jeunesse soviétique s'explique par sa présence et par sa fonction d'encadrement à la fois idéologique, culturel et social dans toutes les institutions, qu'il s'agisse des VUZ ou des entreprises et des kolkhozes. C'est aussi un acteur essentiel du fonctionnement interne des établissements, dont l'influence est croissante si on en croit les discours officiels, le nouveau statut des VUZ et le mécanisme des décisions qui ont suivi les événements de 1956[796].

Les nouvelles règles d'admission ne rencontrent pas l'approbation unanime des responsables du supérieur. A la fin de la réunion de février 1957, une question anonyme est formulée ainsi à l'égard du texte présenté par Elûtin :

> Quel est le but du stage de deux ans avant l'entrée en VUZ : l'acquisition de connaissances pratiques dans le domaine de la spécialité choisie, ou bien celle d'un savoir-faire pratique ? Le projet n'en parle pas. Est-ce qu'il faut un simple vieillissement des étudiants ?[797]

---

[793] GARF, R-9396/16/180, p. 104. Ce passage a été barré sur le document original.

[794] GARF, R-9396/16/180, p. 104-105. La possibilité d'admettre plus de candidats que prévu est en effet revendiquée par des directeurs de VUZ à l'époque : elle est formulée par exemple lors de la réunion de février 1957 : voir GARF, R-9396/1/818, p. 450.

[795] GARF, R-9396/16/180, p. 116.

[796] Voir *supra*, chapitre 3, et sur le rôle joué par le Komsomol dans la définition des réponses administratives et pénales aux troubles étudiants : Gennadij KUZOVKIN, « Partijno-Komsomol'skie presledovaniâ po političeskim motivam v period rannej 'ottepeli' », dans EREMINA L.S., ŽEMKOVA E.V. (dir.), *Korni Travy. Sbornik statej molodyh istorikov*, Moscou, Zven''ia, 1996, p. 88-93.

[797] GARF, R-9396/1/818, p. 388.

La même perplexité se fait entendre à la réunion des directeurs de juin 1958, destinée à préparer une synthèse des propositions du MVO, dans une intervention qui provoque une réponse immédiate du ministre adjoint Prokof'ev :

> QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE : Une question se pose ; n'y a-t-il pas une contradiction dans le fait que nous admettons des gens ayant un stage de deux ans dans la production ? Actuellement nous disons le contraire : va en VUZ, tu iras travailler après !
> PROKOF'EV : Je pense qu'il n'y aura pas d'objection […] à l'idée que le supérieur doit recruter des jeunes ayant une expérience de travail pratique dans l'économie.

Quelques instants après, un autre participant revient à la charge :

> QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE : Une question se pose, liée au recrutement : celle de l'appel sous les drapeaux des jeunes gens. Au total nous admettrons avec un stage de deux ans dans la production seulement des personnes de sexe féminin. Il faut mentionner cet élément dans le document donné. Ce sera le problème le plus aigu dans le supérieur à l'avenir. *LA PROPOSITION EST ADOPTÉE.*
> PROKOF'EV : Sur la question du service militaire, nous ne pouvons pas donner de recette toute prête. Il faut ici d'une façon ou d'une autre repenser le problème.[798]

L'embarras du ministre adjoint témoigne du caractère mal préparé de ses propositions. Quelques mois plus tôt, un participant à la réunion de février 1957 avait déjà estimé qu'une mesure comme l'exigence de deux ans d'expérience dans la production pouvait retarder de quatre à cinq ans l'entrée en VUZ[799]. Elûtin en personne, répondant aux questions écrites soumises par les participants, avait alors écarté le problème :

> [*lisant la question*] « La majorité des bacheliers va à l'armée. Ils y passent deux ans, et pendant ce temps il reste principalement des filles. »
> Il me semble que si les uns vont à l'armée, il y en a autant qui sortent de l'armée et ça ne fera pas de différence. Nous prévoyons un point suivant lequel les démobilisés auront les mêmes droits que les *producteurs*, donc il n'y a pas à s'en faire ici.[800]

Lors de la même réunion, le directeur de l'institut polytechnique de l'Oural, Siunov, applaudit aux nouvelles règles et propose d'atteindre les 60% d'admis venant de la production[801]. Celui du MEI, Čilikin, fait de même, ainsi que Lebedev, au nom des VUZ polytechniques, mais sans exiger que le « stage » de travail soit obligatoire pour chaque étudiant[802]. D'autres universitaires sont plus sceptiques, comme le souligne un compte rendu interne au ministère :

> Les savants de certains instituts estiment que si on accepte en première année des gens qui, dans la spécialité choisie, ont une certaine expérience (au moins

[798] GARF, R-9396/16/179, p. 17-18.
[799] GARF, R-9396/1/818, p. 212. Il s'agit du recteur de l'université industrielle de Donetsk, Bogomolov.
[800] *Ibid.*, p. 380. En septembre 1958, l'armée s'inquiète elle aussi pour des raisons similaires : voir *infra*, chapitre 5, III.
[801] GARF, R-9396/1/818, p. 2-3.
[802] *Ibid.*, p. 354.

> deux ans) dans la production, alors il convient dans ce cas d'organiser les études sous la forme de jour.[803]

En bref, ils acceptent soit l'une, soit l'autre mesure, mais pas les deux. Certains doyens de facultés réunis en mai 1958 au MVO affichent une opinion identique[804]. En février 1957, le directeur de l'institut forestier de Leningrad, Nikitin, objecte que :

> …en analysant ce qui s'est passé lors de la dernière admission chez nous, il a fallu se convaincre que les gens reçus avec deux ou trois ans d'ancienneté au travail n'étaient souvent pas ceux qui devaient travailler dans l'industrie forestière.
> De quelle population s'agit-il ? Ce sont des gens qui ont travaillé dans différents bureaux deux ou trois ans, des caissiers de cinéma, des ajusteurs monteurs, bref tous les métiers possibles. […] Ce serait autre chose si on décidait d'envoyer chaque étudiant travailler en première année sur une parcelle forestière.[805]

Il est donc favorable à une première année de travail à la production pour tous les étudiants des VUZ techniques, et demande en tout cas qu'on l'expérimente dans son secteur. Cet avis est partagé par le directeur de l'institut polytechnique de Kaunas, en Lituanie[806]. En revanche, le directeur de l'institut de construction de machines agricoles de l'Altaï, Šabanov, regrette que les comités d'usine du Parti ne prennent plus aucune part à la sélection en VUZ :

> Je suis entré à l'institut quand j'avais 24 ans. En 1934 je travaillais à l'usine automobile de Gorki, on m'a convoqué au comité d'usine et on m'a dit : 'Camarade Šebanov, et si tu allais étudier ?' Pourquoi aujourd'hui les comités d'usine et le Komsomol ne peuvent-ils pas le faire ? Si le CC des syndicats confie aux comités d'usine de s'occuper de cette affaire – orienter les meilleurs camarades vers les études, contrôler leur travail à l'institut – cela nous apportera un grand bienfait et notre cause commune ne pourra qu'y gagner.[807]

Un tel discours semble représentatif d'une partie de la génération des « promus » de l'ère stalinienne, passés par « la production », qui considèrent comme normal que leurs cadets suivent le même chemin pour faire carrière. Mais les recteurs d'universités préfèrent que le niveau des futurs étudiants soit garanti, surtout en mathématiques et en physique. Sarymsakov, pour celle d'Asie centrale, propose même que l'établissement secondaire d'origine fixe le parcours ultérieur des élèves :

> Je pense que le conseil pédagogique peut recommander ses élèves et leur conseiller soit d'entrer directement en VUZ, soit d'aller d'abord travailler un peu dans la production. Si un tel document – une recommandation du conseil pédagogique – est joint à la demande d'inscription, cela ne sera pas gênant, en tout cas.[808]

Le recteur de l'université industrielle de Donetsk, Bogomolov, doute lui aussi du bien-fondé du « stage » de deux ans dans la production, estimant que beaucoup d'élèves et de parents préfèreront alors changer d'école après la huitième classe pour étudier en cours du soir et ainsi

[803] GARF, R-9396/16/183, p. 124.
[804] GARF, R-9396/16/186, p. 17 (intervention d'Arhipovič, de l'institut d'industrie alimentaire de Moscou).
[805] GARF, R-9396/1/818, p. 56.
[806] *Ibid.*, p. 230.
[807] *Ibid.*, p. 88-89.
[808] GARF, R-9396/1/818, p. 148.

avoir la possibilité d'une inscription directe en VUZ[809]. Enfin, Kunicin, de l'institut métallurgique de Sibérie, prédit que beaucoup de responsables des entreprises rechigneront à laisser partir leurs ouvriers pour reprendre ou commencer des études supérieures. Il ajoute :

> Ce sera une tâche encore plus grande de garder ce contingent [venu de la production] dans le supérieur. Je me souviens des années trente, quand il n'y avait rien de pareil. Notre tâche sera de garder ce contingent, qui aura des résultats plus faibles en 1e et en 2e années.[810]

Si ce rapide tour d'horizon confirme la réticence générale des universitaires face à cette mesure, leur administration semble également douter de son efficacité. En effet, à la rentrée 1957, ni les nouvelles règles d'admission, ni la création des « cours préparatoires » n'ont provoqué d'afflux massif de jeunes « producteurs » vers les VUZ. A Moscou, les résultats sont médiocres, y compris dans les établissements d'orientation technique : passe encore pour le prestigieux MVTU, qui a admis 16% de candidats issus du monde du travail, mais les instituts de mécanique automobile, de technologie chimique de pointe et d'industrie alimentaire n'affichent que 8 à 10% d'inscrits provenant de cette catégorie[811]. Dans des rapports internes du MVO, le tableau décrit est plus sombre que dans les correspondances adressées au CC du PCUS et au Conseil des ministres d'URSS. Un document d'avril 1958 dénonce sans ambages le système du *blat* (« piston » ou passe-droit) à l'entrée en VUZ :

> …nous devons prendre les mesures les plus décisives pour déraciner toutes les infractions et dérogations aux règles d'admission en VUZ. Nous devons mettre un terme aux cas honteux où on admet en VUZ non les plus dignes, mais ceux qui ont un accès aux personnes qui décident de l'inscription. Dans ce but, à partir de cette année, le travail des commissions d'admission sera placé sous le strict contrôle des organisations sociales et du MVO. Il faut parvenir à ce que ne passe plus aucun fainéant, à la demande expresse d'un papa entreprenant (*rastoropnyj papaša*) ou d'une maman trop protectrice (*črezmerno zabotlivaâ mamaša*).[812]

Cette remarque suit de quelques mois la charge de Khrouchtchev

Des doyens de VUZ dénoncent, à leur tour, les faux-semblants en matière de sélection, mais cette fois en mettant en cause le coup de pouce aux « producteurs », source de nombreuses supercheries. Ainsi, selon Tereŝenko, de l'université de Kharkov, il est nécessaire de prendre en compte et de vérifier, à l'admission, le lieu de travail pratique des candidats :

> Nous avons à la faculté de radiophysique un aiguilleur, une ancienne secrétaire dactylo, un ancien chef d'entrepôt. Ce sont des étudiants exécrables (*otvratitel'nye*). Il est hautement vraisemblable que ces gens sont partis travailler parce qu'ils ne seraient jamais arrivés en VUZ autrement. On peut déjà entendre les conversations entre les bacheliers, comme quoi il faut se faire embaucher, et […] tous s'efforcent d'obtenir une place de femme de ménage, de laborantin, de secrétaire dactylo. Quelqu'un qui ne sait même pas taper avec un doigt à la machine s'efforce d'obtenir un poste de dactylo dans l'espoir que deux ans plus tard cela lui fera un stage de production et un certificat du lieu de travail.[813]

---

[809] *Ibid.*, p. 213 ; p. 373.
[810] *Ibid.*, p. 251.
[811] GARF, R-9396/16/183, p. 142 (rapport non signé, daté d'octobre 1957).
[812] GARF, R-9396/16/188, p. 62 (texte signé d'un certain S. Zinov'ev (que nous n'avons pas pu identifier), daté du 29 avril 1958.
[813] GARF, R-9396/16/190, p. 8.

Il raconte aussi comment, à la faculté d'histoire, de bons candidats n'ont pas été admis faute du précieux document, et juge indispensable non seulement de sélectionner de façon plus stricte, en tenant compte du lien entre activité passée et spécialité choisie, mais aussi d'établir un quota maximal de 50% d'admis en provenance de la « production »[814]. Polâkov, le représentant de LGU déjà cité, estime qu'il ne faut pas fixer une norme stricte, mais laisser les doyens choisir les candidats qui conviennent au cas par cas, car selon lui « parmi les producteurs, il y a des gens qui veulent recevoir un diplôme pour changer d'échelon de salaire (*popast' v druguû tarifnuû stavku*), ils passent un concours pour le grade (*čin*), à la Tchekhov »[815].

La presse spécialisée se mobilise, quelques mois après, pour faire accepter par les responsables des VUZ le principe d'une admission ouverte en priorité aux « producteurs ». Le *Vestnik vysšej školy* publie au début de 1958 une série de courts articles « qui méritent l'attention des organisations sociales du supérieur (*vuzovskaâ obŝestvennost'*) »[816]. Un professeur de biologie de l'institut de culture légumière « Mitchourine », Tatarincev, y déplore que « dans les VUZ agricoles [soient] parfois inscrites des personnes qui ne manifestent pas le moindre intérêt pour l'agriculture », et recommande, en plus du « stage » de travail, de faire passer aux candidats un entretien (*sobesedovanie*) pour tester leurs motivations et leurs connaissances initiales dans la spécialité choisie[817]. Un professeur de l'institut de construction navale de Leningrad, V. Danilov, propose d'aider les « producteurs » à rattraper leur retard, par exemple en organisant des cours spéciaux en septembre-octobre, lorsque leurs camarades sont occupés aux travaux agricoles[818]. Des étudiants dans ce cas, à l'institut d'ingénierie et de construction de Moscou, demandent qu'on leur réserve des groupes spéciaux, avec une durée d'études allongée[819]. Elûtin et ses conseillers sont conscients du faible niveau des « producteurs », et admettent lors d'une séance du collège du MVO, en mai 1958, qu'il faut « augmenter le niveau d'exigence » à leur égard[820]. Le texte de synthèse adopté un mois plus tard traduit cette préoccupation, tout en reprenant l'idée d'un quota minimal pour les élèves sortant directement du secondaire :

> Le supérieur doit sélectionner en priorité les personnes ayant une expérience de travail pratique dans la production industrielle et agricole ou dans d'autres domaines de l'économie et de la culture, qui se sont bien conduites à leur poste, ou les démobilisés de l'Armée et de la Flotte soviétiques. A côté de cela, il faut donner la possibilité de s'inscrire en VUZ aux jeunes les plus doués et les plus dignes sortant du secondaire spécial ou général, en leur réservant une quantité définie de places dans le plan d'admission.[821]

Cette dernière revendication est peut-être destinée à rassurer les chefs d'établissements, perceptible en cette veille de réforme. De fait, beaucoup s'inquiètent de la part croissante prise par les filières « sans rupture avec la production ».

D. Les études « sans rupture avec la production » sur la sellette

[814] *Ibid.*, p. 9.
[815] *Ibid.*, p. 30.
[816] *Vestnik vysšej školy* n°1, 1958, p. 45-47.
[817] *Ibid.*, p. 45.
[818] *Ibid.*, p. 46. On devine ici combien la mobilisation des étudiants pour la récolte peut perturber leurs études.
[819] *Ibid.*, p. 47.
[820] GARF, R-9396/16/189, p. 42.
[821] GARF, R-9396/16/179, p. 3.

Les préventions des universitaires contre le « stage » de deux ans valent *a fortiori* ici. Or, depuis le milieu des années 1950, l'enseignement du soir et par correspondance est en nette expansion[822]. Alors que les dirigeants soulignent ses avantages, et recommandent une propagande active en sa faveur, des voix discordantes s'élèvent, au sein de l'institution universitaire, pour décrier ce mode de formation.

En mai 1958, Tarsueva, doyenne de faculté de l'Institut des langues étrangères de Moscou, souligne la grande différence entre les filières de jour et les autres :

> Rendez-vous compte : nous formons des enseignants de langues étrangères par correspondance. Naturellement, le spécialiste ainsi obtenu n'est pas d'une qualification très élevée, dans la majorité des cas il ne maîtrise pas la langue.[823]

Elle estime qu'ouvrir des instituts du soir en province serait plus efficace. Un mois plus tard, le sténogramme de la séance de la sous-commission pour la formation des cadres de juin 1958 révèle de nombreuses objections au projet : on lui reproche d'oublier le droit, l'économie et la formation des enseignants pour le secondaire[824]. Certains regrettent que l'enseignement par correspondance ne soit pas réservé à la formation continue des travailleurs ayant déjà une qualification[825]. Pourtant le rapport du ministère reprend la ligne fixée depuis le XXe Congrès, selon laquelle le développement de l'enseignement supérieur doit se faire en priorité « sans rupture avec la production ». En ces temps de diminution du nombre de places en VUZ pour les études de jour, la position du MVO SSSR vis-à-vis des autres administrations est ici délicate : comme l'avoue le numéro deux Mihail Prokof'ev,

> Pour certaines questions nous sommes en désaccord avec le département du Gosplan d'URSS. Ce dernier est d'avis que l'admission dans les filières de jour soit encore plus faible que ce que planifie le MVO, et inversement pour les filières du soir et par correspondance.[826]

Ainsi, l'organe planificateur du pays privilégie les formes les moins chères, afin d'obtenir au meilleur coût l'augmentation du nombre de cadres de qualification supérieure. D'après K. Nožko, un autre responsable du MVO[827], cette attitude s'explique aussi par la pénurie de travailleurs – on retrouve ici une des motivations profondes de la mise en œuvre des réformes des années 1950 dans le domaine éducatif :

> La première cause de l'avis du département du Gosplan est que nous nous attendons à connaître des difficultés en termes de ressources de main-d'œuvre, et il faut prendre toutes les mesures pour éloigner le moins d'actifs possible du travail productif.[828]

Si le ministère n'est pas favorable à cette vision cherchant à orienter un maximum de jeunes vers la vie active, certains directeurs de VUZ y sont franchement opposés. L'un d'eux, non identifié par le sténogramme, s'exprime avec virulence sur le sujet :

---

[822] Voir *supra*, chapitre 3.
[823] GARF, R-9396/16/190, p. 91.
[824] GARF, R-9396/16/179, p. 12.
[825] *Ibid.*, p. 16.
[826] GARF, R-9396/16/179, p. 11.
[827] Nous ignorons ses fonctions précises à l'époque. En 1964, il est directeur du département de la planification et des affaires économiques du MVO SSSR. Voir : K.G. NOJKO, « Méthodes d'évaluation des besoins en spécialistes et de planification de la formation spécialisée en U.R.S.S. », Paris, UNESCO, 1964.
[828] *Ibid.*, p. 14. Sur l'importance de la question de la main-d'œuvre en URSS, voir *supra*, chapitre 2.

> QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE : On ne peut pas dissimuler la situation : la majorité des VUZ de jour fonctionne en deux services (*smeny*), et si on ajoute une section du soir il y en aura trois. En général toutes les sections du soir sont comme des parias (*na položenie pasynkov*). Les instituts du soir sont obligés de louer des locaux scolaires et des adultes se retrouvent assis derrière des pupitres d'écoliers après toute une journée de travail. Nous parlons de faire étudier un plus grand nombre de gens sans rupture avec la production, mais nous ne créons pas les conditions nécessaires pour cela.[829]

C'est là un thème récurrent dans les discours de l'époque. En réponse, le vice-recteur de MGU G. Vovčenko explique, sans pour autant contredire totalement l'intervenant précédent, que dans son établissement, le « retard académique » (*akademičeskaâ zadolžennost'*) de la filière par correspondance a été supprimé en transmettant la responsabilité des études aux responsables du cursus normal. Mais quelques minutes plus tard les objections reprennent :

> QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE : Je ne peux pas être d'accord avec le cam[arade] Vovčenko quand il dit que tout va bien dans l'enseignement par correspondance à MGU. C'est loin d'être le cas. Certains camarades sont d'un tout autre avis. Ils disent que le système par correspondance s'est transformé chez vous en excroissance (*pridatok*) – s'il en existait un autrefois, à présent c'est le 'parent pauvre'. […] Ce n'est un secret pour personne que le système par correspondance est considéré comme de deuxième choix. Voilà ce qu'il en est en réalité.[830]

Ce témoignage est confirmé par une brève note de synthèse adressée début septembre 1958 au CC du PCUS par le président de la Commission de contrôle soviétique du Conseil des ministres d'URSS, Georgij Enûtin[831]. Après avoir rappelé les besoins énormes – plus de cinq millions de cadres de l'économie n'ont pas le niveau secondaire spécial ou supérieur –, ce document évoque le taux d'abandon « immense » dans les filières « sans rupture avec la production », qui atteint 25 à 40% en première année dans certains VUZ. Il explique que la part des diplômés qui en sont issus reste faible au total : 13,7% des spécialistes formés pour l'industrie, la construction et les transports, et à peine 5,6% pour l'agriculture en 1957[832]. Parmi les facteurs qui entravent le développement de ces études, il y a l'absence de « conditions pour une vie normale », à savoir le manque de temps pour le travail personnel des étudiants et élèves, voire l'impossibilité de se rendre aux sessions d'examens dans de nombreux cas, et le non octroi des avantages prévus par la loi à leur égard. Mais sont également mis en cause le fait que beaucoup choisissent des disciplines sans rapport avec leur activité, surtout dans l'agriculture, le manque de manuels et de recueils de documents, qui sont parfois tout simplement introuvables, et le niveau médiocre des enseignants : le MVO est donc le principal accusé[833]. Dans ces conditions, les établissements d'élite cherchent à maintenir leur niveau d'excellence :

> Dans les plus grands VUZ du pays – au MVTU « Bauman », à l'Institut chimico-technologique « Mendeleïev », à l'Institut polytechnique de Leningrad […] seuls 3 à 8% des étudiants le sont sans rupture avec la production, et dans les instituts

[829] *Ibid.*, p. 20. Ces défauts étaient déjà signalés dans le document interne de 1957 : voir GARF, R-9396/16/180, p. 128-130.
[830] GARF, R-9396/16/179, p. 21-22.
[831] RGANI, 5/35/82, p. 80-90.
[832] *Ibid.*, p. 81.
[833] *Ibid.*, p. 82-83.

> de l'acier, des alliages et de l'or, et d'ingénierie et de construction de Moscou, il n'y en a pas. Une telle situation se retrouve dans de nombreux autres VUZ.[834]

Quelques mois plus tôt, un autre rapport interne faisait état de la déperdition (*otsev*) dans les études par correspondance : sur 119 300 admis en 1951, seuls 67 500 (56,5%) étaient arrivés au bout de leur formation supérieure en 1957 – l'année suivante, 76 500 (61,2%) sur 125 000 inscrits en 1952[835]. En février 1958, la sous-commission pour la formation des cadres prévoit de déterminer les avantages respectifs des différentes formes d'études en tenant compte du type d'activité concerné : « recherche scientifique, conception, production et technologie, etc. »[836]. Par souci d'efficacité, le ministère tente de son côté d'infléchir la législation dans une direction plus restrictive que celle vantée par la propagande, qui annonce l'accès aux études pour tous les travailleurs : dans une lettre adressée à Vladimir Kirillin courant 1958, il se plaint que le Parquet d'URSS ait annulé une disposition qui stipulait que les candidats devaient choisir pour leurs études « sans rupture avec la production » la même spécialité que celle dans laquelle ils travaillaient[837]. Les responsables sont ici confrontés à une des nombreuses contradictions du système : la loi soviétique s'avère difficile, voire impossible à appliquer sans compromettre les objectifs assignés à chaque administration.

D'autres formes de contournement de la nouvelle réglementation voient le jour à la veille de la réforme scolaire et universitaire. Elles accentuent encore les inégalités entre établissements : ainsi, la fixation du contingent de places d'études « de jour » fait l'objet d'âpres marchandages de la part de la première université du pays.

E. Des dérogations pour les grandes universités : le cas de MGU

Un phénomène nouveau apparaît en 1957-1958, dont les archives ne conservent pas de trace auparavant : tout se passe comme si quelques universitaires éminents décidaient alors de réagir à la diminution du nombre de places d'études « en rupture avec la production », c'est-à-dire autres que par cours du soir ou par correspondance[838]. Les recteurs et leurs subordonnés, tenus de remplir des objectifs précis, en termes de formation des cadres pour l'économie et pour la science, se tournent vers leur administration. Vers 1957-1958, plusieurs d'entre eux écrivent au MVO et au CC du PCUS, afin d'obtenir une dérogation au numerus clausus fixé à l'avance pour leurs nouveaux étudiants. Vu de l'appareil central du Parti, l'université de Moscou est la plus active dans cette démarche.

A la faculté d'histoire, neuf professeurs, parmi lesquels les académiciens Evgenij Kosminskij, Mihail Tihomirov et Anna Pankratova, mais aussi quatre membres correspondants de l'AN SSSR, écrivent en mars 1957 à l'*Otdel nauki*, pour protester contre la réduction du nombre d'admis dans leur discipline, passé de 200 en 1955 à 100 en 1957, soit

---

[834] *Ibid.*, p. 84.

[835] GARF, R-9396/16/183, p. 100. Ce rapport, intitulé « Sur l'état de l'enseignement par correspondance dans les VUZ et les mesures pour l'améliorer », a été présenté au Présidium du Comité de république du syndicat des travailleurs de l'instruction, de l'enseignement supérieur et des institutions scientifiques le 28 mai 1958. C'est une des rares traces de l'influence de cette instance dans les fonds du MVO, en ce qui concerne les réformes.

[836] GARF, R-9396/16/179, p. 32-33.

[837] GARF, R-9396/16/183, p. 108-110 (lettre non datée, non signée). Cette position était déjà défendue par des hauts responsables comme Efremov, en 1955 : GARF, R-9396/16/176, p. 45.

[838] Leur niveau de 1954 n'est retrouvé qu'en 1961, d'après Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie des cadres supérieurs en Union soviétique », *Annuaire de l'URSS*, tome II, Paris, CNRS, 1964, p. 333-365 ; p. 348. Voir le détail *supra*, chapitre 3, et les graphiques 5, 6 et 7, en annexe.

« presque trois fois moins que le nombre de diplômés » cette année-là[839]. Leur argumentaire insiste sur l'enjeu de la formation de jeunes historiens, et sur leurs perspectives d'emploi :

> [La baisse du nombre de postes d'enseignants d'histoire], à nos yeux, a un caractère provisoire – elle est liée à la diminution du nombre d'élèves du secondaire. A partir de 1957, leur nombre augmentera fortement […] En fixant le contingent d'admission à la faculté d'histoire, il faut prendre en compte le fait que ce sont les universités, et avant tout celle de Moscou, qui forment les travailleurs de qualification supérieure, lesquels vont ensuite travailler non seulement dans le secondaire, mais aussi dans les institutions de recherche, l'édition, les rédactions, [l'agence d'information] TASS, les radios et d'autres institutions analogues. Il convient aussi de tenir compte de la nécessité de former des spécialistes des pays de démocratie populaire et d'Amérique latine, qui ont une grande importance scientifique et politique.[840]

Le recteur Petrovskij écrit personnellement à Dmitrij Šepilov pour soutenir l'initiative de ses professeurs, et elle atteint son but : en avril 1957, le nombre de places remonte à 150[841]. Une revendication semblable émane, au même moment, de la faculté d'économie, et de celle de journalisme, où le nombre d'admis de jour est passé de 120 à 75[842]. Le doyen de cette dernière se plaint directement à Mihail Suslov, secrétaire et membre du Présidium du CC du PCUS, au motif qu'il n'a pas obtenu de réponse de son ministère ; il affirme avoir chaque année près de 400 candidats ayant un stage de travail de deux ans ou plus, ou démobilisés des rangs de l'Armée et de la Flotte soviétiques[843]. Cette démarche n'est pas vaine : après négociation entre le Département de propagande et agitation, le Gosplan, le MVO SSSR, MGU et la rédaction de la *Pravda*, le nombre de places est finalement porté à 125.

Enfin, en janvier 1958, le doyen et le secrétaire du *partburo* de la faculté de géologie écrivent à Ekaterina Furceva pour rétablir le nombre de places pour l'admission de 1958 à 200 par an, au lieu des 110 annoncées (soit 35 de moins qu'en 1957, et 65 de moins qu'en 1956)[844]. La secrétaire du CC du PCUS réunit en avril les vice-recteurs de MGU avec Elûtin et Prokof'ev, pour régler la question de façon plus large : le MVO demande en effet d'augmenter le nombre de places dans plusieurs disciplines jugées « très importantes », à savoir la chimie, la physique, les mathématiques / mécanique et la géologie. Le département fait part du soutien de Furceva, et on trouve dans les documents du Conseil des ministres le fin mot de cette histoire : avec le soutien du vice-président du Gosplan Georgij Perov, Aleksej Kosygin signe le 13 août 1958 un ordre (*rasporâženie*) qui autorise le MVO SSSR à augmenter le plan d'admission « en rupture avec la production » de 460 personnes[845]. Tous les établissements n'ont pas ce traitement de faveur, ce qui explique que certains prennent l'initiative de dépasser les plans qui leur sont fixés par leur ministère : un protocole du collège du MVO, en octobre 1958, préconise de « vérifier encore une fois les causes de l'admission

[839] RGANI, 5/35/60, p. 6-8. Kosminskij (1886-1959) est spécialiste du Moyen Age anglais, Tihomirov (1893-1965) de paléographie et d'histoire ancienne russes, et Pankratova (1897-1957) d'histoire de l'URSS – elle est intervenue en 1956 pour dénoncer le « culte de la personnalité » stalinien dans plusieurs articles et conférences.
[840] *Ibid.*, p. 7.
[841] *Ibid.*, p. 14.
[842] *Ibid.*, p. 15, 57. A la faculté d'économie, il n'y a plus que 40 places, au lieu des 75 qui étaient prévues par un décret de 1954.
[843] *Ibid.*, p. 58.
[844] RGANI, 5/35/87, p. 11-12.
[845] GARF, R-5446 (Conseil des ministres)/92 (Direction des affaires)/125, p. 57 ; voir aussi p. 52-53 la lettre de Perov, datée du 7 août. Au nom du Gosplan, ce dernier soutient l'augmentation du nombre d'admis, précisant explicitement qu'il s'agit de maintenir les effectifs de MGU à 15 000 étudiants de jour, « en tenant compte de la réorganisation de l'enseignement supérieur à venir ».

au-delà du plan d'étudiants dans certains VUZ et de revenir au contingent prévu »[846]. Cependant, le contexte du changement des règles d'admission offre aussi des solutions de repli pour les directions d'établissements. Dès l'été 1958, le secrétaire du PC letton explique à l'*Otdel nauki*, à propos des académies agricoles :

> Lors de la sélection des étudiants en première année, il est indispensable d'autoriser une admission un peu plus grande que le contingent fixé pour tenir compte de la déperdition (*otsev*) des étudiants n'ayant pas réussi le concours pratique.[847]

Le ministre lui-même, tout en prônant la fermeté en interne, profite de la désorganisation qui règne, apparemment, lors des concours d'entrée en VUZ de 1958 : il demande 2 000 places d'études supplémentaires, cette fois « sans rupture avec la production », afin de repêcher les nombreux candidats qui, remplissant tous les critères, n'ont pas été pris – où l'on constate encore une fois l'ampleur de l'aspiration à étudier dans la population[848]. Le Conseil des ministres lui accorde cette rallonge somme toute modeste (moins d'1% des admis dans les filières du soir et par correspondance en URSS, mais près de 2% pour le seul MVO SSSR)[849].

Il ressort de ces initiatives l'impression d'une faible solidarité du corps des recteurs et directeurs de VUZ, chacun cherchant à augmenter ses effectifs et à négocier dans son propre intérêt. Il s'agit de s'adapter aux règles imposées par l'administration centrale dans la gestion planifiée des effectifs : de ce point de vue, toutes les universités, même les plus prestigieuses, sont étroitement dépendantes du bon vouloir du ministère, malgré les promesses d'autonomie. La seule marge de manœuvre consiste, pour les responsables les plus éminents, à court-circuiter leur hiérarchie en passant par le Conseil des ministres ou par l'appareil du Comité central du Parti, voire par le Premier secrétaire en personne. En effet, derrière l'exécution du plan de « spécialistes » à remplir, il y a essentiellement, comme le laisse comprendre Kairov en septembre 1958, une motivation d'ordre comptable :

> Chez nous, on gonfle parfois la quantité d'étudiants dans son VUZ. […] chez nous, les questions quantitatives formelles décident parfois de ton destin. On dit parfois, voilà un deuxième rang pour toi, voici un troisième. […] Or, chez nous on voit les choses ainsi : tu as tant d'étudiants, tu n'auras pas de doyen, tu n'auras pas de doyen adjoint. C'est l'affaire du Comité pour le travail, et il faudra probablement batailler avec le ministère des Finances.[850]

Ainsi, les chiffres présentés par les directeurs de VUZ sont déterminants pour obtenir des moyens et du personnel : voilà qui explique en partie l'insistance des demandes évoquées ci-dessus – et qui peut éventuellement remettre en cause ponctuellement les données statistiques disponibles dans les archives centrales. Quoi qu'il en soit, c'est un des facteurs des tensions déjà constatées entre les responsables de VUZ, dont les statuts sociaux et les conditions de vie peuvent varier considérablement, surtout entre Moscou, Leningrad, et les autres villes[851].

Ainsi, les universitaires moscovites qui s'adressent directement à l'appareil du CC du PCUS ou au CM d'URSS pour bénéficier d'une exception aux règles sur l'entrée en VUZ sont d'éminents représentants de la sphère académique, membres de l'Académie des sciences

[846] GARF, R-9396/1/847, p. 368-369.
[847] RGANI, 5/35/91, p. 150.
[848] GARF, R-5446/92/126, p. 33. Elûtin a obtenu préalablement l'accord de Georgij Perov, pour le Gosplan.
[849] *Ibid.*, p. 34-35. L'ordre (*rasporâženie*), signé par Frol Kozlov, est daté du 15 octobre 1958.
[850] RGANI, 5/35/95, p. 122. Réunion du 27 septembre 1958 à l'*Otdel nauki* : voir *infra*, chapitre 5, III.
[851] Sur les conditions et le niveau de vie des professeurs de MGU et de LGU, voir D. A. ALEKSANDROV, « Fritc Ringer », article cité, et les photographies 7 à 9, en annexe.

d'URSS ou universitaires reconnus. Nous reviendrons plus loin sur ce statut particulier des « savants », la plupart d'entre eux cumulant fonctions et activités scientifiques et charges, voire responsabilités d'enseignement.

Au total, enseignants et responsables de VUZ sont nombreux à accueillir avec méfiance les nouvelles dispositions censées réorganiser le fonctionnement de leurs établissements. Il est difficile d'évaluer l'équilibre entre les « pour » et les « contre », ni de connaître la représentativité des critiques qui s'élèvent face aux projets ministériels et aux orientations fixées par la direction du Parti-État. Les sténogrammes des réunions internes aux différentes institutions ne comportent ni vote ni décompte des partisans et adversaires de telle ou telle proposition, et la sincérité des intervenants n'est jamais acquise. Il n'empêche que les conclusions tirées par certains responsables, notamment les ministres adjoints, montrent qu'ils sont influencés par une partie au moins des objections exprimées au cours des débats. Une forte minorité, sinon une majorité, s'oppose à l'extension de la « pratique productive » au cours des études, ou encore à la généralisation de l'obligation du « stage de deux ans » à l'admission. Parallèlement, des tensions apparaissent entre les responsables de certains établissements occupant une position éminente : ces recteurs et directeurs de VUZ « de type supérieur », comme le ministère les désigne, s'ils usent d'une liberté de ton comparativement plus grande lors des débats internes, sont aussi parfois enviés par leurs collègues.

Conclusion :
Le réveil des « non-conformistes intégrés » et ses limites[852]

Il est délicat de dresser un bilan du Dégel des années 1953-1958 pour la partie qui nous concerne. Les milieux pédagogiques et universitaires, qu'on peut ici considérer, faute de syndicats véritables et actifs dans les échanges avec l'appareil du pouvoir soviétique, comme des corps intermédiaires, semblent incapables de faire entendre publiquement une position commune. Traumatisés par les mises au pas subies par le passé, ils ne sont guère soucieux d'autonomie vis-à-vis des instances supérieures, même s'ils profitent du changement d'atmosphère de la période pour élargir leurs possibilités de discussion et, pour certains, de négociation. Certains de leurs représentants les plus parviennent à obtenir des privilèges non négligeables en matière de recrutement ou de moyens matériels, qui constituent des dérogations de fait par rapport au cas général. Surtout, la libération de la parole par rapport aux années précédentes est frappante[853]. Le renouvellement des thèmes, le nombre croissant de prises de position ouvertement critiques vis-à-vis de la politique du ministère, et de désaccords entre les intervenants, montrent que quelque chose a changé dans l'atmosphère même des échanges. Certes, des garde-fous existent, ainsi la mention qui figure dans le protocole d'une séance au ministère de l'Enseignement supérieur, en mars 1958 :

> Informer tous les camarades participant à l'examen de [ces problèmes] que l'usage *dans la presse, les rapports et les cours* des propositions et projets chiffrés […] préparés par la sous-commission ou certains de ses membres […] est catégoriquement interdit.[854]

[852] Nous empruntons l'expression à la thèse de Ioulia ZARETSKAÏA-BALSENTE *Les intellectuels et la censure en URSS (1965-1985). De la vérité allégorique à l'érosion du système*, Paris, L'Harmattan, 2000 – bien que portant sur une période ultérieure, l'époque brejnéviene, elle paraît particulièrement convenir ici.
[853] C'est l'impression donnée par quelques sondages dans les archives du MVO SSSR et de l'APN RSFSR.

La diversité des instances de débat est aussi un trait constitutif de ce « Dégel ». La presse centrale est la plus visible, et fait donc l'objet d'un contrôle important, même s'il ne s'agit pas d'un verrouillage total[855]. Un autre niveau est celui des commissions et des réunions de l'Académie des sciences pédagogiques, où s'expriment souvent des vues divergentes, voire opposées. Enfin, pour l'enseignement supérieur, l'instance où se déroulent les débats les plus animés est la réunion des directeurs d'établissements, qui a lieu à plusieurs reprises pendant notre période. Quelques figures y sont particulièrement actives, même si leurs avis ne font pas l'unanimité, d'autres sont plus discrètes : ici comme ailleurs, des stratégies individuelles ou collectives sont à l'œuvre. En conséquence, le degré de spontanéité de ces échanges est variable, impossible à mesurer : la perception du Dégel va de pair avec celle de ses limites.

Remarquons, enfin, le caractère essentiellement technique des argumentaires mobilisés par les intervenants : c'est en tant que détenteurs d'un savoir pratique fondé sur leur activité professionnelle qu'ils s'expriment sur les sujets recensés ici. Hormis les références de rigueur aux slogans du XXe Congrès, et les citations de Lénine et de quelques théoriciens connus (dans le cas des discussions à l'APN), aucun dirigeant du Parti n'est mentionné lors de ces débats. Seul le doyen de la faculté de géologie de l'institut polytechnique par correspondance d'URSS cite Khrouchtchev, en mai 1958, en disant vouloir « prendre au vol » une de ses idées – à savoir organiser la dernière année d'études par correspondance dans tous les VUZ[856]. A cette date, le discours du Premier secrétaire prononcé trois semaines plus tôt, le 18 avril 1958, constitue l'annonce d'un tournant majeur dans le domaine de l'enseignement.

[854] GARF, R-9396/16/179, p. 31 (nos italiques). Cette mention, surprenante sur un sujet qui n'est pas d'une importance stratégique ou politique majeure, sonne comme un rappel à l'ordre, qui pourrait faire suite à des cas de « fuites » des informations en question.

[855] Il resterait à accomplir une recherche dans les archives des différents titres mentionnés ici, pour savoir si tel ou tel article a fait l'objet d'une commande spéciale au niveau de la rédaction, voire d'une instance hiérarchique supérieure, ou s'il est le résultat d'une démarche spontanée de la part d'un groupe de personnalités ou d'une administration. Vu le caractère éparpillé et le volume des fonds des journaux, mais aussi la faible chance de trouver une trace écrite de telles indications, nous avons renoncé à ce travail dans le cadre de cette thèse.

[856] GARF, R-9396/16/187, p. 47.

CHAPITRE 5 :
UN LANCEMENT COMPLIQUÉ : L'IMPULSION DE KHROUCHTCHEV ET LA RIPOSTE DES TECHNOCRATES

> *Le système soviétique excellait à mobiliser des masses de gens et de machines, et [Khrouchtchev] aimait croire que lui aussi.*[857]
>
> *On sait qu'au tout début, Khrouchtchev envisageait en fait de ne laisser intacte que l'école de sept ans : par la suite, tous [les élèves] auraient dû travailler le jour et étudier le soir. Cependant, des gens intelligents et influents sont intervenus pour orienter la réforme vers un cours plus tranquille.*[858]

La réforme de l'enseignement soviétique de 1958, ou *perestroïka*, selon le terme fréquemment employé à l'époque qu'on peut traduire par « refondation », porte la marque personnelle du dirigeant suprême du pays. Mais si Nikita Khrouchtchev joue un rôle de premier plan dans son lancement, comme l'ont noté la plupart des observateurs occidentaux à l'époque, elle suscite dès l'origine des réticences au sein de l'appareil du Parti. C'est ce phénomène que nous analyserons ici, en retraçant le cheminement du projet du Premier secrétaire, depuis l'impulsion initiale qui date déjà de mai 1957, jusqu'au texte officiel rendu public à l'automne 1958. La question se pose de savoir comment se déroule le processus de décision : la forme de concertation au sein du Parti-État prend en effet des formes atypiques, qui compliquent le lancement imaginé par son chef.

I) Contexte et mobiles du volontarisme scolaire

La chronologie est ici confuse, en rapport avec les événements politiques majeurs de l'année 1957. Comme on l'a vu, c'est dès le printemps de cette année, alors que des signaux d'une réforme importante sont donnés dans les principales administrations concernées, que le Premier secrétaire a formulé ouvertement, devant le Comité central du Parti, son projet d'une *perestroïka* de grande envergure[859]. En juin se produit l'épisode du « groupe anti-Parti », qui faillit renverser Nikita Khrouchtchev : ce n'est que quelques mois plus tard, au début de 1958, que ce dernier reprend l'initiative dans ce domaine. Surtout, son intervention publique, au printemps 1958, lance publiquement ce nouveau chantier. Pour comprendre les circonstances et les motivations de cette impulsion, il faut rappeler les positions du leader soviétique à cette date, telles qu'il les formule dans les instances du Parti et en public.

A. Khrouchtchev seul aux commandes du pays

[857] William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 262.
[858] M.V. BOGUSLAVSKIJ, *XX vek Rossijskogo obrazovaniâ*, Moscou, Per Sè, 2002, p. 163.
[859] Sténogramme du 29 mai 1957, retranscrit dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hruŝev…, op. cit.*, tome 2, p. 344-364.

Á la fin de 1957, le Premier secrétaire sort renforcé d'une série de confrontations avec ses principaux rivaux politiques. L'initiateur de la « déstalinisation » se trouve ainsi dans une position de leadership incontesté, pour la première fois depuis 1953.

Le « stalinisme » tardif, de 1945 à 1953, était caractérisé par un système de pouvoir autocratique autour de la personne du chef, qualifié d'État « néo-patrimonial » par Yoram Gorlizki[860]. Toutefois dans ce cadre avaient été mis en place, à la fin des années 1940, des espaces de discussion et d'élaboration de la politique intérieure, en ce qui concerne les questions économiques : en particulier, les bureaux sectoriels du Conseil des ministres d'URSS, instaurés en février 1947[861]. Après la mort de Staline, des débats semi-publics ont refait leur apparition au niveau le plus élevé du pouvoir : le Présidium et même les Plénums du CC du PCUS retrouvent un rôle important, or les interventions prononcées dans le cadre de ces derniers sont reprises dans la presse. D'après Aleksandr Pyžikov, on peut dater de septembre 1953, avec l'affrontement de Khrouchtchev et Malenkov au Plénum du CC du PCUS sur les questions agricoles, le retour à « l'exposition ouverte de points de vue alternatifs sur la définition de la stratégie économique du parti », et « la première discussion sérieuse depuis la fin des années 1920 »[862].

Quoi qu'il en soit, les soubresauts politiques de 1956 et surtout l'échec du complot ourdi en juin 1957 contre Khrouchtchev par sept membres du Présidium (sur onze), désignés comme « groupe anti-Parti », compromettent la mise en place d'un véritable pluralisme au sommet (défini ici comme l'acceptation au grand jour de la diversité des points de vue entre les dirigeants)[863]. Après cette date, comme le souligne Nikita Petrov, l'époque de la « direction collective » prend fin[864]. La conjuration de juin 1957 laisse derrière elle un vide d'autant plus important qu'elle a associé quelques unes des principales figures de la direction du pays, toutes sensibilités confondues : Malenkov, son instigateur, apparaissait depuis 1953 au moins comme un partisan des réformes, représentant d'une ligne technocratique, tout comme ses protégés Pervuhin et Saburov, deux économistes occupant des postes ministériels depuis la fin des années 1940. Leurs alliés Molotov et Kaganovič, autrefois membres du « premier cercle » de Staline, considéraient quant à eux le XXe Congrès comme une erreur profonde, et restaient attachés aux priorités traditionnelles de l'économie soviétique – industrie lourde et défense[865]. Sur une ligne assez proche se trouvaient les maréchaux Bulganin et Vorošilov, respectivement chefs du gouvernement et de l'État soviétique, eux aussi associés au complot – le premier, exact contemporain de Khrouchtchev, passant alors aux yeux des occidentaux pour un des artisans du réchauffement des relations Est-Ouest[866]. Reste Šepilov, dirigeant plus jeune parvenu au sommet du pouvoir dans les années 1940, au profil de « spécialiste » chevronné[867].

---

[860] Yoram GORLIZKI, « Ordinary Stalinism: The Council of Ministers and the Soviet Neo-patrimonial State, 1945-1953 », *Journal of Modern History*, n°4 (74), 2002, p. 699-736.

[861] Voir Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace. Stalin and the Soviet ruling circle. 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 52-56.

[862] A.V. PYŽIKOV, *Hruševskaâ Ottepel' 1953-1964*, Moscou, Olma-Press, 2002, p. 43. Les travaux de Gorlizki et Khlevniuk cités précédemment tendent à infirmer la deuxième partie de la citation.

[863] Frustrés d'avoir perdu l'initiative dans la direction du pays, les comploteurs remportèrent d'abord la bataille au Présidium, mais la perdirent au Plénum du CC du PCUS réuni à la hâte trois jours plus tard, grâce aux efforts du maréchal Joukov, ministre des Forces armées, pour acheminer à Moscou les partisans de Khrouchtchev. Sur cet épisode, voir Robert CONQUEST, *Power and Policy in the USSR : the Study of Soviet Dynastics*, Londres, MacMillan, 1961 et Michel TATU, *Du déclin de Khrouchtchev à la direction collective,* Paris, Bernard Grasset, 1967 ; ainsi que William TAUBMAN, *Khrushchev…*, *op. cit.*, p. 310-324.

[864] Nikita PETROV, *Pervyj predsedatel' KGB Ivan Serov*, Moscou, Materik, 2005, p. 165.

[865] William TAUBMAN, *Khrushchev..., op. cit.*, p. 310-311.

[866] Voir par exemple « The Chummy Commissar », *Time*, 25 juillet 1955.

[867] Voir aussi les notices biographiques, en annexe.

Après l'éviction du maréchal Joukov en octobre[868], Khrouchtchev se retrouve, selon William Taubman, « seul au sommet », sans opposition directe au sein du Présidium. Autour de lui s'affirme un petit cercle de conseillers et de proches : outre son gendre Aleksej Adžubej, on peut citer Aleksandr Šelepin, Aleksej Kiričenko, Ekaterina Furceva et Leonid Brejnev[869]. Le Premier secrétaire franchit un pas supplémentaire en mars 1958 dans la concentration des pouvoirs, en se faisant nommer président du Conseil des ministres à la place de Nikolaj Bulganin. Il cumule désormais, pour la première fois depuis Staline, les fonctions de chef du Parti et du gouvernement. Ce faisant, comme le souligne l'historien Rudol'f Pihoâ, Khrouchtchev prend le risque de ne plus contrôler pleinement le fonctionnement de l'une et l'autre instances ; mais sur le moment, il se sent à l'apogée de son pouvoir[870].

Les bonnes récoltes successives et les succès technologiques récents ne peuvent que conforter ce sentiment de puissance : en janvier 1958, il est élu « homme de l'année » 1957 par le magazine américain *Time*, impressionné par « le bond scientifique soviétique »[871]. C'est dans ce contexte que le Premier secrétaire exprime sa gratitude, au nom du Parti, à des représentants de « l'intelligentsia soviétique » reçus au Kremlin le 8 février :

> Les savants soviétiques ont réjoui notre patrie par leurs grandes découvertes et leurs avancées scientifiques. [...] Les savants soviétiques ont, en collaboration avec des ingénieurs, des techniciens et des ouvriers, créé les premiers satellites artificiels de la Terre, et les ont envoyés les premiers dans l'espace. Le mot « spoutnik » est entré dans les langues du monde entier. Tout cela a été fait grâce au talent et à l'intelligence des savants soviétiques de l'ancienne génération et des jeunes savants soviétiques, mais aussi des ingénieurs éduqués par notre enseignement supérieur.[872]

La référence à Spoutnik est un leitmotiv des discours des responsables de l'enseignement à cette époque : Aleksandr Arsen'ev, ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR, y recourt quelques mois plus tôt lors d'un Plénum du Komsomol :

> Je pense que nous savons tous comment nos succès, avec le lancement des satellites artificiels, ont été perçus par nos ennemis. Le ministre de l'Instruction anglais a déclaré sans détour (je sais que cela est connu, puisque la *Pravda* en a parlé) que le satellite artificiel russe envoyait un signal très simple et puissant au monde entier : « Je suis le produit de la science soviétique, je suis le produit de l'enseignement soviétique ». Dans la *Pravda* d'aujourd'hui on apprend que le Sénat des Etats-Unis a examiné ce point.[873]

---

[868] Joukov fut victime de son propre prestige, et de ses velléités d'indépendance vis-à-vis du Premier secrétaire : le 19 octobre, le Présidium l'accusa d'avoir voulu détacher l'armée du Parti et même de préparer un coup d'État, et l'exclut de toutes ses fonctions dirigeantes.

[869] William TAUBMAN, *Khrushchev..., op. cit.*, p. 364-366. Si les deux premiers appartiennent à la génération suivant celle de Khrouchtchev, les trois autres sont des jeunes (nés entre 1906 et 1910), « promus » ayant bénéficié d'une formation supérieure technique, puis d'une carrière fulgurante dans l'appareil régional ou républicain du Parti sous Staline : voir les notices biographiques en annexe.

[870] Rudol'f PIHOÂ, *Moskva. Kreml'. Vlast'. Sorok let posle vojny, 1945-1985*, Moscou, Rus'-Olimp : Astrel : AST, 2007, p. 371.

[871] *Time*, 6 janvier 1958.

[872] Cité dans le *Vestnik vyssšej školy* n°3, 1958, p. 8. Nous avons conservé dans la traduction le terme « éduqués », pour le russe « *vospitany* ».

[873] RGASPI-M, 1(Komsomol)/2(Plénums du CC du VLKSM)/363 (Protocoles et sténogrammes du 8e Plénum du CC du VLKSM, 28-29 novembre 1957), p. 120. Aux États-Unis, le choc provoqué par le lancement de Spoutnik accélère l'adoption par le Congrès de la loi spéciale dite « d'éducation et de défense nationale » (National Defense Education Act), signée par le président Dwight Eisenhower le 2 septembre 1958 : voir Pamela EBERT

Arsen'ev fait part d'un autre défi pour l'école en URSS : « liquider la rupture avec la vie, préparer les enfants non seulement à la poursuite des études, mais aussi à une activité pratique » – reprenant les résolutions officielles du XXe Congrès dans le domaine scolaire[874]. Au même moment, Khrouchtchev décide de lancer une large réforme du système éducatif. Cette dernière se greffe sur un calendrier qui comprend aussi l'adoption du plan septennal[875].

Ainsi, le renforcement de l'autorité interne du Premier secrétaire à partir de l'automne 1957 lui permet d'étendre son projet politique à de nouveaux domaines– parmi lesquels le système éducatif. Il convient à présent de saisir les motifs de cette implication.

B. La moralisation du social, enjeu de cette *perestroïka*

En février 1958, face aux savants réunis au Kremlin, Khrouchtchev parle d'« accorder davantage d'attention à la jeunesse, car elle est appelée à remplacer l'ancienne génération »[876]. Ce poncif cache un véritable projet de transformation sociale qui mêle nécessités économiques et motivations idéologiques. Celles-ci, dans les discours du Premier secrétaire, prennent la forme d'un appel au retour des principes et des pratiques « léninistes ».

Les bases de la nouvelle ligne en matière d'enseignement ont été posées, on l'a vu, en 1955-1956, avec la reprise de la réflexion théorique sur la *polytechnisation*, accélérée par les troubles étudiants qui ont suivi, en URSS, la répression de la révolte hongroise. Le CC du PCUS demande alors au Komsomol et aux syndicats de lui présenter des propositions pour améliorer le « travail idéo-politique dans les VUZ ». Dans sa réponse envoyée au début de l'été 1957, le premier secrétaire du Komsomol Šelepin insiste sur l'éducation par le travail à la production, tout en incriminant les difficultés sociales de l'après-guerre, notamment « l'absence du père » pour de nombreux jeunes, alors que le président du CC de l'Union des syndicats soviétiques, Viktor Grišin, préconise le développement des contacts entre VUZ et entreprises[877]. Tous deux prônent une réorganisation du système d'enseignement, afin de le « rapprocher » du secteur productif : cette idée, que Khrouchtchev a déjà encouragée lors de la création des écoles-internats à la rentrée 1956, emporte sa conviction. Il faut ajouter, enfin, les multiples rapports et lettres allant dans ce sens, envoyés par Genrih Zelenko au nom de l'administration des Réserves de main-d'œuvre[878].

Mais il n'est pas nécessaire de trouver une éminence grise au Premier secrétaire pour connaître ses conceptions en matière sociale et éducative. L'idée que la morale communiste et l'éducation politique sont en jeu dans la configuration sociale du monde étudiant, mais aussi dans les comportements des jeunes et de leurs parents vis-à-vis du travail productif, a déjà été formulée au XXe Congrès par Khrouchtchev :

FLATTAU (*dir.*), *The National Defense Education Act of 1958 : Selected Outcomes*, Washington, Institute for Defense Analyses, 2006, p. I-1 [En ligne]. http://www.ida.org/stpi/pages/D3306-FINAL.pdf (page consultée le 4 mai 2008).

[874] Voir *supra*, chapitre 2.

[875] Les grandes lignes du projet de plan septennal pour les années 1959-1965 avaient été publiées dans la presse le 26 septembre 1957 : voir A.A. FURSENKO, *Prezidium CK KPSS / T.2…, op. cit.*, p. 999. La campagne médiatique culmine lors de son lancement officiel au XXIe Congrès « extraordinaire » du PCUS, en janvier 1959

[876] *Vestnik vyssšej školy* n°3, 1958, p. 7.

[877] RGANI, 5 (appareil du CC du PCUS)/35 (Département de la science, des VUZ et des écoles)/58, p. 114-146 ; p. 111-113. Rapports envoyés en juin 1957.

[878] Voir *supra*, chapitre 2.

> Dans notre famille soviétique, formidable pour son amour du labeur, on rencontre encore, malheureusement, des gens qui ne participent pas au travail productif, et n'effectuent aucune tâche utile ni dans leur famille, ni dans la société […] des gens qui enfreignent sciemment les règles de la vie commune socialiste. Sans l'action des masses elles-mêmes, par des mesures seulement administratives il est impossible de venir à bout de ce genre de phénomène odieux. Ici, nos organisations sociales ont un grand rôle à jouer. Il faut […] que les gens qui enfreignent les normes de comportement, les principes de la morale soviétique, sentent que toute la société condamne leurs actes.[879]

Ce discours moralisateur rappelle le ton d'un autre texte khrouchtchévien, un projet de lettre du CC du PCUS présenté au Présidium en août 1955, non adopté officiellement à l'époque :

> Le fondement de l'éducation communiste s'avère l'éducation dans le travail (*vospitanie v trude*). La famille aussi bien que l'école doit inculquer aux enfants le respect envers les travailleurs (*k lûdâm truda*), l'amour du travail et la capacité à travailler (*trudit'sâ*). Cependant, dans certaines familles, on ne prête pas l'attention nécessaire à ce point. Parfois les gens de la vieille génération raisonnent ainsi : j'ai moi-même travaillé dur (*tâžko trudilsâ*) avant la révolution, j'ai enduré nombre d'adversités et de privations, c'est pourquoi mes enfants ne doivent connaître nul souci ni difficulté. De tels parents tombent involontairement dans l'erreur. Oui, c'est vrai, avant la révolution le travail était pénible, et celui qui travaillait le faisait pour ne pas mourir de faim. Mais dans les conditions de la société socialiste, le travail n'est pas seulement un moyen de survie, c'est aussi une source de création et de joie ; il pose en l'homme les justes bases de la vision du monde et du comportement soviétiques. […]
> Nos organisations sociales se soucient sérieusement de ce qu'une partie de la jeunesse, quittant l'école secondaire sans entrer en VUZ, ne veut pas aller à l'usine ni au kolkhoze. Certains jeunes gens et jeunes filles estiment le travail physique dégradant (*unizitel'nyj*) pour eux, cherchent un travail « propre », ne pensent qu'à la fonction, et non au profit qu'ils apporteront à la société. Dans certaines familles on tolère cette situation, où les fils et les filles adultes n'étudient et ne travaillent nulle part, vivent à la charge de leurs parents, mènent un mode de vie festif (*prazdnyj*), parasite (*parazitičeskij*) dans son essence. N'est-il pas clair qu'une éducation de cette sorte n'apporte aucun bien, qu'elle contredit aux principes de la vie soviétique ?[880]

Dans ce constat qui met en cause les « familles », mais sans la moindre donnée statistique, on ne trouve aucune analyse approfondie des aspirations des individus : la présentation de la réalité sociale par le dirigeant est des plus sommaires, et vise à justifier son indignation, procédé fréquent dans ses discours en public[881]. En novembre 1956, le Premier secrétaire prend à nouveau un ton moralisateur devant les étudiants de MGU, avant d'annoncer au Soviet suprême son intention de réformer les règles d'admission en VUZ[882].

---

[879] Cité dans un rapport du MVO SSSR de 1957 : GARF, R-9396 (MVO SSSR)/16 (Direction des méthodes)/180, p. 109. Sur la moralisation du discours à l'égard de l'enfance, voir aussi Ann LIVSCHIZ, « De-Stalinizing Soviet Childhood: The Quest for Moral Rebirth, 1953-58 », dans Polly JONES (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006.

[880] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.2. Postanovleniâ 1954-1958*, Moscou, Rosspèn, 2006, p. 116-117.

[881] Voir notre présentation rapide « Les appuis rhétoriques du pouvoir soviétique : étude de quelques discours de Nikita Khrouchtchev (1958-1960) », *Hypothèses*, 2003, p. 262-271.

[882] Voir *supra*, chapitre 3, IV, et le texte 8 en annexe. En 1957 est également lancée une réflexion au sujet des « éléments antisociaux, parasites », qui aboutira à la loi de mai 1961 « sur le renforcement de la lutte contre les

En janvier 1958, sept mois après la réunion de mai 1957 au CC du PCUS, un premier texte est soumis par le secrétariat de Khrouchtchev au Présidium de cette institution, qui pose les bases d'une large réforme[883]. Évoquant comme point de départ des « discussions » avec les secrétaires locaux, régionaux et républicains du Parti, il déplore la « coupure (*otorvannost'*) avec la vie » du système existant, et souligne la nécessité de mettre en rapport l'école et le « travail de production »[884]. Sont ensuite dénoncées l'insuffisante représentation des enfants de kolkhoziens et d'ouvriers parmi la jeunesse étudiante, surtout « dans les VUZ moscovites », mais aussi la rupture instaurée par Staline dans le système éducatif, par opposition au début des années 1920 :

> Si dans les premières années de la révolution, lorsque N. Krupskaâ s'occupait des questions d'enseignement, on accordait une grande attention à la polytechnisation de l'école et on faisait de grands efforts dans cette direction, en revanche après les fameux décrets du CC [du VKP(b)] sur l'école primaire et secondaire (ces décrets furent adoptés dans les années 1931-1935 sur proposition de Staline) on prit pour base le programme du vieux lycée classique et le système d'enseignement fut réorganisé.[885]

Cette présentation simpliste des étapes de la politique scolaire soviétique aux membres de l'instance dirigeante du Parti rejoint l'argumentaire de la « déstalinisation » entamée lors du XXe Congrès. La période tsariste y sert d'épouvantail (« vieux lycée classique »), ce qui renforce l'idée d'une trahison des idéaux révolutionnaires sous Staline. Surtout, le texte souligne les défauts d'un système qui n'apporte une instruction secondaire (septennale) qu'à sept enfants soviétiques sur dix, laissant hors de l'école « des millions » d'entre eux[886]. Ce manquement au « démocratisme », terme employé ici au sens de réalisation de l'égalité scolaire, le peu de contacts entre école et monde du travail sont dénoncés comme contredisant les principes léninistes[887]. L'argumentaire reprend en outre des critiques formulées au sein du ministère de l'Enseignement supérieur :

> On peut objecter à cela qu'il existe désormais dans nos VUZ une « pratique dans la production ». Oui, elle existe, mais elle est très mal organisée. [...] Actuellement les étudiants en stage pratique ne font que fainéanter dans l'usine : un seul travaille, et dix à quinze autres le regardent, comme s'ils avaient peur de s'approcher des machines.[888]

Un commentaire écrit du Premier secrétaire, adressé le 10 janvier au Présidium, met encore l'accent sur la dimension morale de la question : il parle de « vice (*poročnoe âvlenie*) » dans l'éducation des enfants, dans la mesure où ceux-ci « n'ont pas le respect du travail physique »[889]. Khrouchtchev transpose donc un problème social – l'inégal accès à l'instruction

---

personnes évitant un travail socialement utile et conduisant un mode de vie antisocial, parasite » : voir Sheila FITZPATRICK, « Social parasites. How tramps, idle youth, and busy entrepreneurs impeded the Soviet march to communism », *Repenser le « Dégel », Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique, Cahiers du Monde russe,* n°47/1-2, p. 377-408.

[883] Il a été publié dans A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ. / T.3. Postanovleniâ. 1959-1964*, Moscou, ROSSPÈN, 2008, p. 803-813. Malheureusement, l'identité des rédacteurs véritables n'est pas mentionnée dans ce document – les archives du secrétariat personnel de Khrouchtchev restant fermées par ailleurs.

[884] *Ibid.*, p. 803.

[885] *Ibid.*, p. 804. Le document s'en prend ensuite à plusieurs restaurations de l'époque stalinienne, notamment le système des médailles, présenté comme la source de véritables « privilèges » au sein des élèves.

[886] *Ibid.*, p. 809-810. Ces données tranchent profondément avec les affirmations habituelles de la propagande.

[887] *Ibidem*.

[888] *Ibid.*, p. 812. Voir un passage similaire dans GARF, R-9396/16/180, p. 87-88, cité *supra*, chapitre 4, II, B.

[889] *Ibid.*, p. 814.

– et économique – l'inadéquation, pour l'emploi des jeunes, entre offre et demande – dans le domaine des valeurs, de l'éthique « communiste ».

Ainsi plusieurs objectifs se mêlent-ils : la résolution des tensions économiques et sociales, mais aussi idéologiques, dans le respect de l'œuvre fondatrice de Lénine (associé ici à Krupskaâ). Le tournant dans la politique scolaire correspond donc à un regain de l'utopie communiste, présenté comme une exigence morale, autant qu'à une réponse à la situation du pays. Or, cette approche risque de se heurter aux conceptions plus pragmatiques de l'appareil du Comité central.

C. L'appareil du Parti sur une position technocratique

Avant 1958, on peut relever des divergences entre l'*Otdel nauki* pour toute l'URSS et l'*Otdel nauki RSFSR*. Si le premier, en la personne de Kirillin, a exprimé des doutes sur les expériences d'instruction polytechnique (en Ukraine et en Russie méridionale) pouvant conduire à une professionnalisation du secondaire et à l'instauration d'un stage obligatoire pour les étudiants, le second s'est montré plus enthousiaste à ce sujet. Dans une note aux accents khrouchtchéviens, Kaz'min a ainsi suggéré, lors des événements de l'automne 1956, de sélectionner en priorité, dans les VUZ pédagogiques, des jeunes issus de la « production »[890]. Mais la différence entre les deux instances s'estompe avec l'entrée au Département pour la RSFSR de Derbinov, partisan d'une *polytechnisation* modérée, qui a fait toute sa carrière à l'*Otdel nauki* jusque-là. Au début de l'année 1958, elles affichent souvent une ligne commune, qu'on peut qualifier de pragmatique et attentiste, donc de technocratique[891].

En effet, les Départements attendent les résultats des politiques en cours, qu'il s'agisse de l'expansion du réseau des écoles-internats, ou de l'amélioration de l'orientation des jeunes vers les secteurs productifs de l'économie, notamment par le décret du 12 septembre 1957[892]. Surtout, ils expriment leur inquiétude face aux risques d'une transformation trop radicale de l'école, craignant qu'on ne fasse travailler les enfants en reléguant au second plan l'élévation du niveau d'instruction, objectif pourtant fixé par les XIXe et XXe Congrès[893]. Enfin, ils constatent l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour accomplir les objectifs. Ainsi, dans une note du 3 janvier 1958, Kirillin et Kaz'min déplorent que les écoles-internats comptent à peine « plus de 100 000 élèves » (loin des 400 000 prévus, en 1957, pour 1960), alors qu'un décret du Conseil des ministres d'URSS du 30 juin 1957 a demandé aux autorités locales de favoriser leur recrutement, y compris en diminuant de 50% les frais d'inscription « pour les enfants des familles défavorisées (*maloobespečennye*) »[894]. Kirillin et Kaz'min proposent aussi, vu l'augmentation attendue des effectifs des classes supérieures (de la 7e à la 9e), que la question de « l'éducation au travail » (*trudovoe*

[890] RGANI, 5/37 (Département de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR*) /2, p. 111. Ce document fait l'objet d'un commentaire *supra*, chapitre 3.

[891] Un autre signe de la collusion entre les deux Départements est la co-signature par Kaz'min et Kirillin des notes adressées aux secrétaires du CC du PCUS, de plus en plus fréquente.

[892] Voir *supra*, chapitre 2.

[893] Cette crainte est visible par exemple dans une note rédigée le 4 décembre 1957 par Kirillin et Kuzin à propos de l'emploi pour la collecte du coton d'écoliers des 5e-10e classes, au-delà de la durée légale, dans les républiques d'Asie centrale : Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Kirghizie et Kazakhstan : RGANI, 5/35/61, p. 110-112, et p. 113 (télégramme de Khrouchtchev demandant qu'on tire au clair cette affaire).

[894] RGANI, 5/35/88, p. 8. Voilà qui souligne le caractère élitiste de ces établissements ; le gouvernement fait donc preuve, ici comme pour la suppression des droits d'inscription, un an plus tôt, d'un souci de démocratisation de l'enseignement secondaire.

vospitanie) soit au centre de la prochaine réunion nationale qui doit être consacrée aux écoles-internats en juin 1958[895]. Cependant, une annotation manuscrite, datée du 19 juin, précise que la réunion « a été ajournée en raison […] de la réorganisation de l'école secondaire ». Ainsi, une réforme chasse l'autre, et l'institution qui devait aider à mieux réguler l'embauche des jeunes à la sortie du secondaire est provisoirement délaissée dans l'agenda en cours. Ce fait, tout anecdotique qu'il est, révèle le caractère déstabilisateur de l'accélération donnée par Khrouchtchev au printemps 1958.

La prudence de Kirillin transparaît aussi dans la conclusion d'une note du 27 mars sur l'amélioration de la formation des techniciens, adressée aux secrétaires du CC :

> Les tâches futures du développement économique et culturel du pays exigent non une baisse, mais une élévation du niveau de formation générale de la population. [Il s'agira] d'un pas décisif dans le passage progressif de notre pays au communisme, qui posera comme tâche primordiale l'élimination de la différence significative entre travail intellectuel et physique, en élevant le niveau de culture technique des ouvriers jusqu'à celui du personnel technique.[896]

Le chef de l'*Otdel nauki*, « spécialiste » ayant une authentique carrière de chercheur en physique, tout en affichant sa confiance dans l'avènement du communisme, prône ainsi indirectement le maintien du système existant. Pragmatique, il propose une meilleure qualification de toutes les catégories de travailleurs : il s'agit bien de réaliser l'idéal de l'instruction polytechnique, prélude à la société sans classes, mais en prenant pour référence la compétence du technicien qualifié, et non celle de l'ouvrier ou du kolkhozien. On retrouve ici une orientation présente dans certains rapports de la CSU SSSR, voire chez Zelenko lorsqu'il s'adresse à Šepilov, quelques mois plus tôt, pour défendre la place du GUTR[897]. Dans le document déjà cité, Kirillin demande à ses supérieurs hiérarchiques l'autorisation d'inviter des représentants des *tehnikumy*, du secteur productif et du ministère de l'Enseignement supérieur, afin d'élaborer des propositions concrètes. Il compte en particulier mettre l'accent sur la formation pratique des jeunes en VSSUZ, pour en faire simultanément des ouvriers très qualifiés[898].

D'autres signes indiquent que l'*Otdel nauki* se satisfait pleinement des politiques en cours. Pour l'enseignement supérieur, si l'on en croit un calendrier de travail conservé dans les archives, le Département a prévu d'examiner, au premier trimestre 1958, les changements des règles d'admission en VUZ et des droits des élèves médaillistes, mais aussi de nouvelles propositions sur le « renforcement du lien entre le supérieur et la production »[899]. Surtout, deux adjoints de Kirillin, Kukin et Kuzin, rédigent en mai une note récapitulative sur l'application du décret de septembre 1957 « Sur l'orientation vers la production industrielle et agricole des jeunes sortant des écoles secondaires générales », à partir des bilans envoyés par les instances locales et régionales du Parti et par la CSU SSSR[900]. Selon eux, l'état d'esprit des principaux acteurs est en train de changer positivement :

> La réunion qui s'est déroulée au *gorkom* du Parti de Moscou, avec des chefs d'entreprise et de chantiers, a montré que cette jeunesse, dans son écrasante

[895] *Ibid.*, p. 9.
[896] *Ibid.*, p. 17. La note est co-signée par Kirillin et le chef de secteur Mohov.
[897] Voir *supra*, chapitre 2, et les lettres de Zelenko adressées à Khrouchtchev et Šepilov en mars 1957, en annexe.
[898] RGANI, 5/35/88, p. 17-18. La réunion, organisée au mois de mai, n'implique finalement que des représentants le MVO, et ne débouche pas sur des propositions nouvelles.
[899] RGANI, 5/35/63, p. 2-7.
[900] La genèse du décret du 12 septembre 1957 a été évoquée *supra*, chapitre 2. Les bilans pour différentes régions de Russie (Kaliningrad, Stavropol, Pskov) avaient été transmis au cours du mois de janvier 1958 à l' *Otdel nauki* pour la RSFSR : RGANI, 5/37/47, p. 1-20.

> majorité, travaille avec succès, acquiert vite et bien les qualifications d'ouvrier. Les directeurs d'avant-garde (*peredovye*) des entreprises de Moscou, Leningrad, Sverdlovsk, Riga, Kharkov, Tachkent, Karaganda et d'autres villes demandent eux-mêmes, à présent, qu'on leur donne plus de jeunes de niveau secondaire, parce qu'ils sont désormais convaincus que cela accroîtra rapidement la culture de production (*kul'tura proizvdostva*).[901]

Même si on peut douter de la véracité de cette dernière affirmation, les hommes de l'*Otdel nauki* évoquent le « travail significatif » déjà accompli, et donnent quelques chiffres encourageants, comme le faible nombre d'anciens élèves du secondaire se retrouvant sans emploi ni occupation à Moscou : 2 879, soit 6,4% de leur promotion[902]. Deux mois plus tôt la CSU SSSR avait pourtant communiqué des chiffres plus inquiétants : le chômage des jeunes ayant quitté l'école secondaire (par rapport au total des bacheliers cette année-là) atteint 18% à Toula, 17% à Tambov, 16% en Tchétchénie-Ingouchie, 14% à Riazan – pour une moyenne de 8% en RSFSR[903]. Dans leur conclusion, de façon quelque peu contradictoire, Kukin et Kuzin mettent en cause les chefs d'entreprise – dont certains refusent, d'après eux, d'embaucher des jeunes de moins de dix-huit ans – et non le système éducatif.

Cette approche des problèmes du déficit de main-d'œuvre et de l'inemploi des jeunes peut être qualifiée de technocratique, tant l'idéologie en est absente – malgré les références obligées à la « construction du communisme ». Les deux hommes d'appareil citent aussi le discours de Khrouchtchev au Congrès du Komsomol, prononcé trois semaines plus tôt, et « la réorganisation de l'école secondaire » à venir. Leur dernière phrase, modèle du genre bureaucratique, exprime déjà une certaine réserve : « la question d'une restructuration radicale de l'école dans la direction donnée exige une élaboration minutieuse »[904].

D. Avril 1958 : le lancement rendu public

Trois mois après la note présentée au Présidium du CC, Khrouchtchev revient à la charge. Le 18 avril 1958, lors du XIIIe Congrès du Komsomol, le Premier secrétaire prononce un discours qui annonce un tournant radical dans la politique scolaire et universitaire.

Dans son allocution, retranscrite le lendemain en première page de la *Pravda*, le Premier secrétaire reprend des passages entiers du texte de janvier. Pour commencer, il met en lumière le décalage entre les aspirations de la population et les capacités du système éducatif :

> Notre école de dix ans ne fait que préparer la jeunesse à l'entrée en VUZ. La vie a déjà montré, depuis longtemps, ce qu'une telle conception de l'école secondaire a d'incorrect. […] Les VUZ du pays peuvent accueillir environ 450 000 personnes par an, dont la moitié en cours du jour. Or, la majorité des jeunes qui sortent du secondaire et échouent aux concours d'entrée en VUZ s'avèrent non préparés à la vie pratique.[905]

---

[901] RGANI, 5/35/89, p. 54-55. Le document est daté du 12 mai 1958.
[902] *Ibid.* Il en reste encore 113 000 dans tout le pays, majoritairement des filles qui ont quitté l'école avant la fin de la scolarité
[903] RGAE 1562 (CSU SSSR)/33 (inventaire déclassifié)/3674, p. 35-36. Rapport adressé à Kuzin, daté du 7 mars 1958. Le graphique 11 montre qu'à Moscou et Leningrad, les conditions des élèves achevant leur scolarité secondaire complète étaient plus avantageuses que dans le reste de la RSFSR : ils avaient une chance sur deux de continuer des études en VSSUZ.
[904] *Ibid.*, p. 58.
[905] Discours reproduit dans la *Pravda* du 19 avril 1958. Toutes les citations qui suivent en sont tirées.

Au total, explique Khrouchtchev, en 1957, 700 000 jeunes sortis de l'école secondaire n'ont pu entrer ni en VUZ, ni en *tehnikum*, et pour les années 1953-56, ils ont été 2,2 millions dans ce cas. Ces chiffres sont tirés d'un document envoyé par la CSU SSSR à Nikolaj Kuzin, chef adjoint de l'*Otdel nauki*, quatre mois plus tôt[906]. Le Premier secrétaire les cite fidèlement, tout en se gardant de révéler la baisse du nombre de places en études de jour en VSSUZ depuis 1955[907]. Surtout, ajoute-t-il, « une part significative des jeunes et des parents ne se satisfait pas de cette situation ». Khrouchtchev prend un ton moralisateur similaire à celui de ses prises de positions internes des mois précédents :

> … certains jeunes gens et jeunes filles, après avoir achevé leur scolarité décennale, vont à contrecœur travailler dans les fabriques, les usines, les kolkhozes et les sovkhozes, estimant que c'est pour eux comme une offense. Un tel dédain de petit seigneur, un tel rapport incorrect au travail physique se retrouvent aussi dans certaines familles. Quand l'enfant étudie mal, certains parents lui disent : « si tu étudies mal, tu ne pourras pas entrer en VUZ, et tu partiras à l'usine comme simple ouvrier ». […] je ne parle pas de ce que de tels raisonnements ont d'offensant pour les travailleurs de la société socialiste.

C'est donc la dévaluation du métier d'ouvrier (et de kolkhozien), par rapport aux emplois de « cols blancs » auxquels se destinent les jeunes voulant à entrer dans l'enseignement supérieur et secondaire spécial, qui est choquante selon lui :

> …le travail physique se distingue encore, chez nous, du travail intellectuel, mais c'est du passé que nous vient ce principe, en vertu duquel [seule] une certaine partie de la jeunesse devrait être entourée de considération.

Les termes employés sont moins directs que dans les projets de 1955 ou la note de janvier 1958, laquelle stigmatisait les comportements des parents exerçant leur « influence » pour faire entrer en VUZ leur progéniture[908]. Mais le message adressé reste le même :

> Le fiston et la petite fille doivent savoir que papa, c'est papa, et qu'ils devront eux-mêmes, par leur propre travail, conquérir le respect d'autrui, et non vivre en comptant sur les mérites de leurs parents.

Une nouvelle fois, l'enjeu socio-économique est donc indissociable de la dimension idéologique : il ne s'agit pas d'un simple habillage, mais d'une formulation résolument morale du problème, liée au souci affiché d'améliorer les chances des jeunes issus des classes laborieuses. On peut identifier ici le volontarisme khrouchtchévien, véritable méthode pratique résumée dans la phrase : « Le plus important dans cette affaire, c'est qu'il faut donner un mot d'ordre et faire en sorte que ce mot d'ordre soit sacré pour tous dans notre société »[909]. Un slogan est effectivement choisi, le « rapprochement de l'école avec la vie »,

---

[906] RGAE, 1562/327 (activité organisationnelle)/942, p. 77. Rapport daté du 18 décembre 1957.
[907] Voir *supra*, chapitre 3, I, et les graphiques 5, 6 et 7.
[908] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.3…, op. cit.*, p. 806.
[909] Cette phrase est reprise, presque mot pour mot (« tous » remplacé par « tous les enfants ») dans le Mémorandum de Khrouchtchev paru le 21 septembre 1958 dans divers journaux. Elle est citée également par A. PYŽIKOV, *Hruševskaâ ottepel'..., op. cit.*, p. 142 avec ce commentaire : « Comme autrefois, tout se limitait seulement à des appels, sans qu'on pensât à les appuyer par des stimulants matériels. Une telle approche ne s'accordait déjà plus avec la nouvelle époque historique. Les modèles mobilisateurs de développement trouvaient auprès des gens, et surtout de la jeune génération, de moins en moins d'écho ». Pour une définition du « volontarisme », voir notre proposition dans : « Les appuis rhétoriques… », article cité, p. 268-270.

formule déjà en usage dans les premiers temps du régime soviétique, et réactualisée au début des années 1950[910].

Ainsi, c'est à nouveau sur un plan moral et idéologique que se place le Premier secrétaire, en exprimant son indignation. Une nouvelle fois, il évoque son propre parcours :

> Ce n'était pas facile à cette époque d'acquérir du savoir, camarades !
> Les gens de ma génération se souviennent du temps des facultés ouvrières, quand les gars et les filles mêlaient les études et le travail. Huit heures à l'atelier et autant derrière un livre. Il restait peu de chose pour le sommeil, mais, comme on dit : « Qui dort beaucoup dans sa jeunesse passe sa vie à se tourner les pouces » (*hilarité dans la salle*).

Au-delà de la fonction rhétorique de cette entrée en matière, l'héroïsation des *rabfaki* sert un objectif politique, autant qu'elle lui sert de faire-valoir personnel[911]. Pour finir, Khrouchtchev propose une solution simple, mais radicale, celle qu'il avait déjà formulé onze mois plus tôt :

> A la ville aussi bien qu'à la campagne et dans les bourgs ouvriers, tous les élèves qui sortent de l'école doivent aller à la production. Personne ne doit en être dispensé.

On comprend que le Premier secrétaire ait choisi de prononcer ce discours au Komsomol, la jeunesse étant la principale catégorie concernée non seulement par les changements à venir, mais aussi par la leçon de morale communiste prononcée à cette occasion – comme le confirme le titre donné à la version imprimée du discours, parue le jour suivant dans la *Pravda* : « Éduquer les bâtisseurs du communisme »[912]. Le mécanisme adopté pour la réforme de l'enseignement rappelle celui de la campagne des « Terres vierges » en 1954[913], dont les « jeunes héros » sont d'ailleurs mentionnés au début du discours : après l'aveu public d'une crise, la formulation d'une solution simple, et l'appel à la mobilisation. Comme à l'époque du lancement du Plan quinquennal ou de l'accélération de la collectivisation des campagnes, le discours d'avril 1958 impose une nouvelle ligne aux institutions concernées, modifiant sans prévenir leur agenda. Ainsi, quelques jours après sa publication, le collège du MVO décide dans l'urgence – ce n'était pas prévu dans son « plan de travail » initial – d'examiner les « propositions et remarques critiques » prononcées lors du XIIIe congrès du Komsomol, en convoquant les doyens de faculté[914]. Dans sa conclusion, le ministre Elûtin insiste sur l'importance de la nouvelle orientation et des moyens pour la faire connaître :

> Il faut, dans chaque VUZ, avoir un paquet de brochures avec le discours du cam[arade] Khrouchtchev, et dès qu'un responsable en fait la demande, lui

---

[910] L'expression « rapprocher l'enseignement de la vie, de la production » apparaît sur les documents de la « commission sur les questions de préparation des élèves à leur future activité pratique » de l'APN, en novembre 1952 : voir *supra*, chapitre 1.

[911] Sur les relations entre Khrouchtchev et l'intelligentsia au sens large, voir la notice biographique en annexe.

[912] On peut y voir un indice, volontaire ou non, de l'importance idéologique et politique accordée au lancement de la réforme par le Premier secrétaire lui-même, et une partie de la direction : il s'agit notamment d'éviter le retour d'une contestation étudiante, telle que celle qui a émergé dans plusieurs VUZ en novembre-décembre 1956.

[913] Les « Terres Vierges (*Celina*) » étaient des territoires destinés à une colonisation agricole rapide et intensive. Leur exploitation, en particulier au Kazakhstan, aboutit à un fiasco total au début des années 1960 : voir Donald FILTZER, *The Khrushchev Era. De-stalinisation and the limits of reform in the USSR, 1953-1964*, Londres, Macmillan, 1993, p. 41-49, et la carte p. 42-43.

[914] GARF, R-9396/1 (Chancellerie)/847 (protocoles du collège du MVO SSSR pour 1958), p. 151. Voir aussi *supra*, chapitre 4.

> donner aussitôt la brochure [en disant] « voilà ce que dit le cam[arade] Khrouchtchev sur la question [de l'admission] ». Car Khrouchtchev a exposé cette question de manière très solide.[915]

Le MVO prend donc au sérieux les injonctions du Premier secrétaire ; son collège prévoit aussi de réfléchir durant l'été à des mesures spécifiques, dans les domaines de l'enseignement supérieur technique, universitaire et économique, et secondaire spécial[916]. Des responsables interviennent dans la presse : le ministre adjoint Stoletov, dans la revue *Kommunist*, dénonce le trop grand nombre de jeunes souhaitant entrer dans le supérieur, « intellectuels en herbe » sans véritable vocation scientifique[917]. En s'attaquant au système méritocratique des médailles d'or et d'argent, qui dispensent leurs titulaires de passer tout ou partie des concours d'entrée en VUZ, il reprend une idée de Khrouchtchev dans sa note de janvier, selon laquelle les précieuses récompenses sont obtenues « non selon les capacités [des élèves], mais selon les possibilités [des parents] »[918].

L'avantage accordé aux jeunes « producteurs » à l'entrée en VUZ est d'ailleurs confirmé quelques semaines plus tard : la *Pravda* du 4 juin 1958 annonce que l'objectif est de leur réserver 80% des places – et non plus 40% comme en 1956 –, en incluant dans ce pourcentage les anciens soldats et marins démobilisés[919]. De nouvelles dispositions limitent les avantages accordés aux médaillistes d'or et d'argent et autres prix scolaires, mais aussi aux enfants des personnes travaillant dans des régions éloignées (en Sibérie et en Extrême-Orient). Les règles d'admission de 1958 prévoient, en outre, l'entrée dans les commissions des concours de représentants des organes locaux du Parti, des syndicats et du Komsomol : cette intrusion des « organisations sociales » soviétiques confirme la volonté de reprise en main idéologique des milieux étudiants par la direction du pays. De fait, la participation aux commissions d'admission en VUZ est mentionnée dans plusieurs documents de l'appareil central du Komsomol[920]. Ce dernier s'intéresse même au plan d'admission général pour toute l'URSS, et aux résultats de son application[921]. On retrouve la marque de l'influence d'Aleksandr Šelepin, qui était intervenu avec des propositions similaires pour remédier aux « états d'esprit malsains » parmi les étudiants, en décembre 1956[922].

Le discours d'avril 1958 est donc le point de départ d'une réforme qui accélère l'agenda et risque de prendre de court les administrations concernées. Les conditions et la forme de ce lancement sont étroitement liées à la personnalité de Khrouchtchev. Son intervention se place dans le registre de la moralisation du social, et appelle à la mise en conformité du réel soviétique avec les principes idéologiques du régime, mais aussi, indirectement, avec le vécu générationnel de dirigeants dont le Premier secrétaire fait partie.

---

[915] GARF, R-9396/16/186, p. 105.
[916] GARF, R-9396/1/847, p. 236-241.
[917] Cité par François FEJTÖ, « Réforme scolaire… », article cité, p. 320. La formule est paradoxale, venant d'un « administrateur » type comme Stoletov.
[918] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.3…, op. cit.*, p. 806.
[919] Voir *supra*, chapitre 3, III.
[920] Par exemple RGASPI-M, 1/46 (Département des étudiants)/223, p. 14-15 : « Décret du secrétariat du CC du VLKSM du 5 juin 1958 sur la participation des organisations du Komsomol à l'admission en VUZ ». Je remercie Benjamin Tromly de m'avoir indiqué cette référence.
[921] *Ibid.*, p. 41-49 : « Note du Département des étudiants au CC du VLKSM sur les résultats de l'admission », datée du 5 novembre 1958.
[922] Voir *supra*, chapitre 3, III.

II) La refondation, premier acte : vers un changement radical

Il faut encore attendre cinq mois avant la diffusion dans la presse des mesures préconisées par le Premier secrétaire : élaborées au début du mois de juin, elles sont d'abord transmises aux responsables régionaux et républicains du Parti et des *Minpros* pour examen. Leur publication sous forme de note (*zapiska*) adressée au Présidium du CC du PCUS, ou « *Mémorandum* », suivant le terme employé à l'époque en Occident, dans la *Pravda* du 21 septembre 1958, est la dernière étape du processus retracé ici.

A. Khrouchtchev, électron libre au Présidium du Parti

Dès janvier 1958, Khrouchtchev propose un mécanisme précis pour élaborer une réforme globale dans le domaine éducatif : discussion au Présidium, puis dans la presse avec l'intervention des « pédagogues et de l'Académie des sciences pédagogiques », et enfin au Plenum du CC du PCUS[923]. La question se pose de savoir dans quelle mesure il y a eu, pour cette première étape, un véritable débat au sein de l'instance suprême du Parti.

Les connexions entre les épisodes de la lutte pour le sommet du pouvoir, et certaines décisions économiques et sociales prises à cette époque, ont été soulignées par les soviétologues et par les historiens. La conjuration du « groupe anti-Parti » aurait ainsi été en partie motivée par les risques de désorganisation de l'économie induits, d'après ses membres, par la réforme de la gestion de l'industrie – la création des *sovnarhoz* – mais aussi par le lancement du slogan irréaliste « rattraper et dépasser les Etats-Unis » pour la production de beurre, de lait et de viande, deux événements survenus en mai 1957[924]. *A contrario*, le décret du CC du PCUS et du CM d'URSS « sur le développement de la construction de logements en URSS », adopté fin juillet 1957, symptomatique de la politique sociale du « Dégel », aurait vu le jour grâce à l'élimination des anciens rivaux de Khrouchtchev – dont certains, on l'a vu, étaient partisans d'une ligne économique privilégiant l'industrie lourde[925]. Malgré son caractère hétéroclite, la défaite de la coalition de 1957 a considérablement réduit le rôle des instances dirigeantes du pays, même si ces dernières conservent un droit de regard sur les grands projets du Premier secrétaire.

C'est le 12 juin 1958 que Khrouchtchev présente la première variante de son *Mémorandum* « sur le système d'enseignement en URSS », datée du 5 juin, au Présidium du CC du PCUS. Les huit membres présents l'approuvent, et adoptent un décret qui prévoit de l'adresser aux membres et aux suppléants du Comité central, de la Commission centrale de révision, ainsi qu'aux instances du Parti des républiques, des arrondissements, des régions et des villes[926]. Surtout, il est prévu de mettre la « discussion » (*obsuždenie*) de cette question à

[923] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.3…, op. cit.*, p. 816.

[924] Donald FILTZER, *The Khrushchev Era*, *op. cit.*, p. 30 ; William TAUBMAN, *Khrushchev*, *op. cit.*, p. 305-306. Sur la réforme des *sovnarhoz* et, notamment, l'opposition initiale de Molotov à ce projet, voir *supra*, II, et Anna TEPTEREVA, « La réforme administrative de 1957 en URSS : les contradictions de la genèse et de l'application », mémoire de fin d'études du Collège universitaire français de Moscou, sous la responsabilité d'Yves Cohen (EHESS), 2007.

[925] N.B. LEBINA, A.N. ČISTIKOV, *Obyvatel' i reformy. Kartiny povsednevnoj žizni gorožan*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, p. 175 : « On a l'impression que l'existence d'une opposition freinait les transformations de N.S. Khrouchtchev dans la sphère du logement ». Ce décret permit la construction massive des immeubles « khrouchtchéviens » de cinq étages, et fournit des appartements à des millions de Soviétiques.

[926] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.1. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij*, Moscou, Rosspèn, 2003, p. 313 –

l'ordre du jour d'une session du Plénum du Comité central, à l'automne. Cette dernière institution est alors particulièrement prisée par la direction khrouchtchévienne, qui l'a convoquée à plusieurs reprises depuis 1953, avec une fréquence croissante – 1958 est d'ailleurs l'année du plus grand nombre de sessions : sept, contre quatre en 1956 et 1957[927]. Le 20 février y a été adopté le texte de la réforme des stations de machines et de tracteurs (MTS), destiné à être soumis au Soviet suprême d'URSS[928].

Opérons un bref retour en arrière : en mars 1957, un épisode avait témoigné de la vitalité des discussions au sommet du Parti, concernant la loi « sur le perfectionnement de l'organisation de la direction de l'industrie et de la construction ». Le Premier secrétaire avait été chargé de revoir son projet « en tenant compte de l'échange d'avis à la séance du Présidium », puis de le transmettre pour discussion aux ministres, présidents de comités et chefs d'agences (*vedomstva*) de tout le pays[929]. Deux jours après l'adoption unanime du rapport (*doklad*) de Khrouchtchev, Molotov mettait pourtant en garde ses collègues, dans une note (*zapiska*) adressée au Présidium, contre les risques d'éclatement et de perte de contrôle de l'industrie que représente, selon lui, la création des *sovnarhoz*[930]. La réponse immédiate du Premier secrétaire montre les limites de la collégialité du pouvoir : « ces jugements s'écartent radicalement de la décision du Présidium du CC du PCUS » et « comme on sait, le camarade Molotov lui-même n'a rien objecté à cette adoption »[931]. Quelques mois plus tard, ses adversaires évincés du Présidium, l'unanimité de celui-ci vis-à-vis du *Mémorandum* sur l'enseignement montre qu'il n'y a plus qu'un seul homme aux commandes. La collégialité a disparu de l'instance suprême de direction.

Pourtant, quelques amendements sont portés au texte de Khrouchtchev entre sa présentation et sa publication. Ainsi, les passages sur les inégalités liées au statut des parents, dans l'enseignement secondaire comme pour l'accès au supérieur, sont sensiblement édulcorés. Le Premier secrétaire évoque toujours une « forte influence de la part de certains parents » sur les enseignants[932]. Mais dans la première variante, il précisait :

> ...une telle influence, ce sont les hauts fonctionnaires et autres responsables d'importance grande ou moyenne, et leurs courtisans (*vyssie služaŝie i drugie otvetstvennye, poluotvetstvennye i pročie okolootvetstvennyh hodâŝie*) qui ont la possibilité de l'exercer. Et cela leur réussit assez souvent. [...] Mais les enfants des autres, ouvriers, paysans ou autres employés, n'ont pas cette possibilité, parce qu'il est plus difficile à leurs parents d'exercer leur influence sur l'école. D'autres fois, ce sont les enseignants eux-mêmes qui estimeront nécessaire de rendre service (*sdelat' odolženie*) aux enfants des parents influents, en leur mettant des notes plus élevées que celles qu'ils méritent par leurs connaissances.[933]

Ce paragraphe est gommé du texte final, de même que la formule « violation du démocratisme » (*narušenie demokratizma*) employée pour qualifier de tels agissements, et peu courante à l'époque. Comment interpréter ce léger caviardage ? Il traduit peut-être, chez les collègues de Khrouchtchev, le souci d'éviter une stigmatisation trop évidente des membres

voir aussi la note p. 1037 ; et A.A. FURSENKO, *Prezidium CK KPSS / T.2…, op. cit.*, p. 835.

[927] Sur la fréquence des Plénums, et l'exploitation de leurs archives, voir Mark KRAMER, « Declassified materials from CPSU Central Committee plenums », *Cahiers du monde russe,* n°40/1-2, 1999.

[928] Le Présidium du CC du PCUS avait fixé le calendrier à la fin du mois de janvier 1958 : 1° convocation d'un Plénum du CC du PCUS ; 2°discussion de la question à la session du Soviet suprême d'URSS d'avril 1957. Voir A.A. FURSENKO, *Prezidium CK KPSS / T.2...., op. cit.*, p. 757 et la note 3, p. 1009.

[929] *Ibid.*, p. 612.

[930] *Ibid.*, p. 613-615. Cette note est datée du 24 mars, et discutée au Présidium le 27 mars 1957.

[931] *Ibid.*, p. 615-619 ; p. 616 pour les citations. La réponse de Khrouchtchev est datée du 26 mars 1957.

[932] A.A. FURSENKO, *Prezidium CK KPSS / T.2...., op. cit.*, p. 839.

[933] *Ibid.*, p. 840.

de la *nomenklatura* ou classe dirigeante. Plutôt que de nourrir les rancœurs entre les groupes sociaux, les dirigeants avaient intérêt à ménager la susceptibilité de leurs clientèles, et pouvaient eux-mêmes se sentir visés par ces accusations. On peut penser que Khrouchtchev s'est vu en partie désavoué sur ce point, qui faisait pourtant la force de son projet, dans la continuité du discours au Komsomol.

D'autres corrections visent à atténuer l'agressivité du verbe khrouchtchévien. Ainsi, la phrase « Bien souvent, nous ne faisons que former des sortes de petits seigneurs (*barčuki*) soviétiques » devient : « nous n'éduquons pas comme il faut nos étudiants ». Le sens reste le même, mais dans le premier cas on pouvait entendre un écho du discours de classe des années 1920[934]. Enfin, plutôt que d'avouer la baisse du nombre de prolétaires dans le supérieur, le Présidium préfère inscrire qu'il y a « encore peu d'ouvriers et de kolkhoziens ». Tous ces changements vont dans le sens d'une atténuation des propos khrouchtchéviens, voire, dans le dernier cas, de la censure d'un aveu gênant pour le régime. La modification est plus substantielle, lorsque l'adjectif « à la production (*proizvoditel'nyj*) » est remplacé par « socialement utile (*obŝestvenno-poleznyj*) » pour qualifier le travail que devront accomplir, à l'avenir, « tous les élèves sans exception » après l'école de sept ans[935]. A nouveau, Khrouchtchev insiste sur le caractère « démocratique » (*demokratično*) d'une telle mesure, qui établira « des conditions plus égales pour tous les citoyens : ni la position des parents, ni leurs sollicitations écrites (*hodatajstva*) ne dispenseront qui que ce soit du travail à la production »[936]. Il souligne, enfin, la dimension éducative d'une telle mesure, « dans l'esprit des traditions héroïques de la classe ouvrière et de la paysannerie kolkhozienne », mais sans évoquer explicitement les troubles étudiants survenus en 1956.

Le texte final est transmis aux principales instances du Parti et aux ministères concernés, sous la forme d'une simple « lettre du Premier secrétaire du CC du PCUS », aussi appelé *zapiska* (*Mémorandum*) dans les documents. Khrouchtchev demande qu'on abandonne l'idée de la généralisation de l'école secondaire complète, et qu'on limite la durée de l'obligation scolaire à sept ou huit années. Ensuite il propose deux possibilités : soit un enseignement secondaire remanié, incluant l'apprentissage professionnel d'un métier, soit – solution la plus chère à ses yeux – la suppression pure et simple des trois dernières années du secondaire. Les jeunes iraient alors directement travailler dans la production, en même temps qu'ils suivraient, par cours du soir ou à mi-temps, un enseignement secondaire qui ne disposerait donc plus d'écoles « de jour » proprement dites. Une réserve au caractère universel de l'introduction du travail productif dans la scolarité tient au maintien, pour une « période transitoire » de trois ou quatre ans, d'un certain nombre d'écoles décennales chargées de sélectionner les meilleurs élèves manifestant un don « pour l'étude de la physique, des mathématiques, de la biologie, du dessin industriel, etc. », afin d'assurer à « nos VUZ spéciaux » un recrutement sûr dans les différentes sciences. Mais les élèves seraient tenus, avant d'entrer dans le supérieur, d'effectuer un « stage » de deux ans de travail « socialement utile ». Conformément à une remarque formulée par Khrouchtchev lui-même en février 1958, des écoles secondaires spéciales, enfin, sont prévues pour « les enfants particulièrement doués, chez lesquels sont apparues de nettes capacités, dans le jeune âge, par exemple en mathématiques, en musique et en art »[937]. Le document prévoit aussi des

[934] *Ibid*., p. 849-850.
[935] *Ibid.*, p. 841.
[936] *Ibidem.* Le texte ajoutait à la première idée un segment lui aussi coupé dans la version définitive : « et cela sera très bien reçu dans la société ». La périphrase « des conditions plus égales pour tous les citoyens » avait pourtant été ajoutée expressément par Khrouchtchev dans un commentaire envoyée au Présidium du CC du PCUS le 13 janvier 1958 : voir A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.3…, op. cit.*, p. 817.
[937] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.3…, op. cit.*, p. 817. De tels établissements existaient déjà en 1958 pour le sport et les arts, notamment pour le ballet, comme le rappelle John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 61. Nous reviendrons plus tard sur le

changements majeurs dans l'organisation du supérieur, dans l'esprit des projets déjà discutés au MVO SSSR : au cours des études, au moins deux ans de travail à la production, combiné avec des cours du soir ou par correspondance[938].

Toutes ces mesures visent à résister à la tendance qui pousse les jeunes, dès que leur niveau de vie et leur environnement le leur permettent, à préférer les études à la vie active, et en particulier à un emploi dans la « production ». Le Premier secrétaire a l'occasion de préciser cet objectif lors d'un discours prononcé devant l'*obkom* du Parti de Smolensk, au milieu du mois d'août, reproduit dans les journaux dix jours plus tard. Stigmatisant les étudiants qui ne sont à la recherche que d'un diplôme, et n'ont pas d'intérêt particulier pour la spécialité qu'ils ont choisie, fréquents d'après lui dans les VUZ agricoles, il livre *a contrario* son idéal en matière d'enseignement :

> De plus en plus de jeunes gens et de jeunes filles vont travailler dans les kolkhozes et les sovkhozes, les centrales et les usines, après avoir quitté le secondaire. Pendant qu'ils travaillent dans la production, ils étudient en même temps dans les VUZ et les *tehnikum*, en cours par correspondance. […] La vie exige que nos écoles secondaires préparent mieux la jeunesse à un métier, et que seuls ceux qui travaillent dans la production, ou y ont déjà travaillé un certain temps, […] fassent des études.[939]

Il y a là un véritable plan de transformation sociale via le système éducatif, l'objectif de relancer une méritocratie soviétique fondée sur le sacro-saint « travail dans la production ». Le souci d'égalité sociale, sinon la volonté d'un retour à la prolétarisation des débuts du régime, est donc bien réel chez le Premier secrétaire, contrairement aux interprétations de certains soviétologues qui avaient fait de lui un Tartuffe ou un Machiavel de la reproduction sociale, voulant faire « se résigner » les « exclus » du système supérieur[940].Signe de l'importance du bouleversement annoncé, dans les instances périphériques et subalternes du Parti ses propositions sont accueillies avec quelques réticences.

B. Des réactions variées, entre retenue et enthousiasme forcé

Le Département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS, et celui de la science, des écoles et de la culture pour la RSFSR (*Otdel nauki* et *Otdel nauki RSFSR*), constituent à eux deux un poste d'observation privilégié pour reconstituer la position des interlocuteurs du pouvoir central sur les questions d'enseignement. En effet, c'est là que convergent la plupart des réactions au *Mémorandum* de Khrouchtchev, selon la procédure mise en œuvre sur décision du Présidium à la fin du printemps. Mais pour prendre la mesure de l'authenticité des courriers qui lui parviennent, nous avons eu aussi recours à d'autres sources, en particulier la presse, et la correspondance avec d'autres institutions.

La première réaction ouvertement critique est celle du pédagogue ukrainien Vasilij Suhomlinskij, membre correspondant de l'APN depuis quelques mois, qui était déjà intervenu dans le débat sur la *polytechnisation* de l'enseignement, au printemps 1956[941]. Dans une lettre adressée directement à Khrouchtchev, à la mi-juillet 1958, il s'inquiète du caractère obligatoire du travail à la production, avant l'entrée en VUZ : cette approche risque, selon lui,

---

débat à propos des écoles spéciales scientifiques.

[938] Voir *supra*, chapitre 4.

[939] *Pravda* et *Izvestia*, 24 août 1958, p. 1.

[940] François FEJTÖ, « Réforme scolaire et stratification sociale en URSS », *L'URSS*, Paris, Sirey, 1962, p. 321.

[941] Voir *supra*, chapitre 2.

de compromettre la véritable « éducation au travail », en présentant le travail manuel comme une corvée, et non comme une source d'enrichissement personnel[942]. Il s'oppose aussi à ce que ce « stage » dispense des concours d'entrée dans le supérieur, et estime, à l'inverse, que « les titulaires d'une médaille d'or ou d'argent, les gens doués qui présentent une valeur particulière pour la science » devraient y être admis directement après le secondaire. Par ailleurs, Suhomlinskij soutient l'idée de rapprocher l'école secondaire du monde du travail, mais à condition de maintenir le niveau d'instruction : il conteste sans ménagement l'idée, exprimée dans le texte du Premier secrétaire, selon laquelle l'école prodigue un « savoir abstrait », en expliquant qu'il ne peut pas y avoir d'instruction sur la base des seules applications pratiques. Surtout, il formule une suggestion fondamentale : que le premier stade de la scolarité passe de sept à huit ans, afin de garantir une meilleure formation pour ceux qui suivront ensuite un enseignement professionnel – que ce soit en SSUZ, ou dans une école d'apprentissage[943].

Le pédagogue ukrainien n'est pas le seul à vouloir modérer certaines orientations du texte khrouchtchévien. Le 12 août 1958, le ministre de l'Enseignement supérieur transmet à l'*Otdel nauki* une liste de propositions concernant les VSSUZ[944]. Elûtin, tout en soutenant le principe d'études combinées avec le travail dans la production, met l'accent sur la nécessité de préserver la formation théorique des étudiants, surtout en physique, mathématiques, chimie et biologie, indiquant aussi les insuffisances de l'enseignement universitaire, particulièrement en sciences humaines, « dépassé par d'autres pays, en premier lieu les Etats-Unis d'Amérique »[945]. Pour défendre l'orientation théorique des études supérieures, il cite l'exemple de la pénicilline, découverte par Flemming dans le cadre d'une recherche fondamentale, avant de permettre la fabrication des antibiotiques[946]. Elûtin suggère d'ailleurs d'organiser, dans certains cas, la « formation pratique » en laboratoire, comme cela se pratique déjà à la faculté de physique de MGU. Le ministre se fait ici, à l'évidence, le porte-parole de ses subordonnés, représentants des VUZ pour qui la « pratique productive » doit varier suivant les filières : tantôt une, tantôt deux années d'études combinées avec un emploi dans la production[947]. Toutefois, il reprend la ligne officielle favorable au recrutement des « producteurs », avec l'aide des syndicats et du Komsomol, afin de sélectionner ceux qui « justifient les dépenses qu'on fait pour eux »[948]. S'il recommande, comme Khrouchtchev, de préserver une sélection directement après le secondaire pour les universités, en revanche, il suggère des quotas de places réservées aux élèves venus directement du secondaire, variables suivant les disciplines : 50% pour la mécanique, la physique, les mathématiques et la chimie, 40% pour la biologie, et 20% pour la géologie, la géographie, la philologie (les lettres), l'histoire et l'économie[949]. Enfin, Elûtin propose d'organiser une réunion avec les « responsables les plus qualifiés de l'école supérieure (directeurs, directeurs adjoints, doyens, savants renommés, secrétaires des organisations du Parti des VUZ) »[950]. Quinze jours plus

[942] Cette lettre, publiée en URSS en 1988, est citée dans Alan COCKERILL, *Each One Must Shine : The Educational Legacy of V.A. Sukhomlinsky*, New York, Peter Lang, 1999, p. 157-159. Les citations qui suivent sont tirées de cette traduction en anglais.
[943] D'après Alan Cockerill, ces propositions s'appuyaient sur l'expérience menée dans son école de Pavlyš.
[944] RGANI, 5/35/90, p. 2-44. Elle avait déjà été adressée en juin par Elûtin aux directeurs de VUZ, sous un titre différent : il n'était pas question de « refondation (*perestrojka*) », mais d'« élévation de la qualité de la formation des spécialistes » : GARF, R-9396/16/183, p. 9.
[945] RGANI, 5/35/90, p. 6.
[946] *Ibid.*, p. 10.
[947] *Ibid.*, p. 19, 25-27. L'opinion de ces « universitaires » a été analysée *supra*, chapitre 4.
[948] GARF, R-9396/16/183, p. 29.
[949] RGANI, 5/35/90, p. 31-32. Le droit et le journalisme sont mentionnés en queue de liste, mais sans pourcentage assigné.
[950] *Ibid.*, p. 1.

tard, Kirillin et Derbinov, au nom de leurs Départements respectifs, transmettent aux secrétaires du CC ces propositions, ajoutant qu'ils les soutiennent sans réserve[951].

Un tout autre traitement est réservé à la lettre enthousiaste du secrétaire de l'*obkom* du Parti de Riazan, Aleksej Larionov, rédigée au même moment, à un jour près. Larionov a un profil d'« administrateur ». Formé à la fin des années 1930, comme d'autres dirigeants du Parti, à l'Institut des professeurs rouges, il a dirigé l'*obkom* de Iaroslav, puis le Département des cadres du VKP(b), avant d'être nommé par Staline à la tête de l'*obkom* de Riazan en 1948[952]. Il s'est adressé directement à Khrouchtchev, et cite d'emblée le *Mémorandum* comme un texte de référence. Celui qui n'est encore qu'un obscur dirigeant régional, quelques mois avant que la campagne pour la production de viande le rende tristement célèbre dans l'historiographie occidentale[953], révèle déjà un goût prononcé pour la médiatisation :

> Le comité d'*oblast'* du Parti et le comité exécutif de l'*oblast'* ont organisé, le 23 mai 1958, une réunion (*sovešanie*) sur l'enseignement, qui a fait le bilan de l'apprentissage par les élèves d'éléments de travail socialement utile. 1 200 personnes y ont assisté, dont des directeurs et enseignants des écoles, des travailleurs de la région, des dirigeants du Parti et des organisations [sociales], des kolkhozes, des sovkhozes, des entreprises industrielles et du bâtiment. Ont participé à la réunion le président de l'APN, l'académicien Kairov, le ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR, Kašin, le chef du Département de la science, des écoles et de la culture du CC du PCUS pour la RSFSR, Kaz'min, le rédacteur en chef de la *Pravda*, Satûkov, et d'autres camarades des revues et journaux centraux. Les intervenants ont largement approuvé les idées que vous avez exposées au XIIIe Congrès du Komsomol sur la refondation (*perestrojka*) de l'école.[954]

C'est un panel impressionnant de responsables de l'enseignement que Larionov a rassemblés dans son fief. Après avoir vanté l'expérience réalisée dans sa région, il conclut : « résoudre de façon radicale les tâches qui attendent l'école dans le temps présent n'est possible qu'à la condition d'une réorganisation décisive du système d'enseignement »[955]. L'importance de ce soutien pour Khrouchtchev est attestée, dans les archives, par un bordereau d'envoi du texte, signé de sa main et adressé à sa collègue Furceva, le 26 septembre[956]. Pourtant, les hommes de l'*Otdel* ne semblent pas partager l'enthousiasme du Premier secrétaire : ils ne font aucun commentaire sur les propos de Larionov. Il est vrai qu'ils sont submergés de courrier, en cette fin d'été 1958.

Il faut mentionner ici le courrier de Zelenko, le 27 août qui fait part au Conseil des ministres d'URSS d'un décalage préoccupant entre les besoins de l'économie prévus par le plan septennal, alors en préparation, et la situation démographique :

---

[951] *Ibid.*, p. 45.

[952] Voir sa notice biographique en annexe.

[953] Cette campagne conduira Larionov au suicide en septembre 1960, après le scandale provoqué par les manipulations des chiffres de la production agricole de son *oblast'*. Voir l'étude bien documentée, à partir de témoignages et d'archives locales, mais fortement apologétique, d'Aleksandr AGARËV, *Tragičeskaâ avantûra*, Riazan, Russkoe Slovo, 2005.

[954] RGANI, 5/53/90, p. 53.

[955] *Ibid.*, p. 59. Larionov revendique même en quelque sorte un rôle d'inspirateur dans la réforme, dans un autre courrier qu'il adresse deux jours plus tard, le 15 août 1958, à Kaz'min, pour l'appareil du *Buro RSFSR* : il y évoque un voyage en train avec Khrouchtchev, au retour de l'inauguration du barrage de Kouïbychev, le 8 août 1954, autour duquel lui et un autre secrétaire de l'obkom auraient rapporté au Premier secrétaire la situation « sur le développement de la culture, le travail des écoles, des VUZ et sur le rôle de la jeunesse » dans leur oblast'. RGANI, 5/37/38, p. 34.

[956] A son tour, Furceva demande au Département de tenir compte de la lettre de Larionov, ce à quoi l'adjoint de Kirillin répond près de deux mois plus tard, le 19 novembre, qu'elle a été utilisée pour préparer les *Thèses* de novembre. RGANI, 5/35/90, p. 63-65.

> D'après les calculs du Gosplan, la croissance du nombre d'ouvriers et d'employés dans ces années [1959-1965] atteindra près de 10 millions de personnes. Dans le même temps, la croissance des ressources de main-d'œuvre en âge de travailler atteindra, en sept ans, à peine 3,9 millions de personnes.[957]

Comme l'avait déjà noté l'*Otdel nauki*, Zelenko se plaint de n'avoir pas été écouté par l'autorité planificatrice suprême, et demande au Premier secrétaire d'arbitrer en sa faveur[958]. Au même moment, il publie une tribune aux accents khrouchtchéviens, dans la *Pravda*, qui reprend le texte d'une note (*zapiska*) adressée au Présidium du CC du PCUS[959]. Par son zèle, il a acquis un statut d'interlocuteur incontournable, comme le montre la suite des événements.

Surtout, entre la mi-août et la mi-septembre, conformément à la procédure fixée au début de l'été, l'*Otdel nauki* reçoit de longs rapports émanant des autorités de plusieurs républiques, en réponse à l'envoi de la première variante du *Mémorandum*[960]. Si la plupart des mesures contenues dans le projet khrouchtchévien y sont approuvées avec enthousiasme, certaines sont contestées. Nous avons laissé de côté les questions linguistiques, qui prennent une acuité particulière, notamment celle de savoir combien de temps allouer à l'enseignement du russe et des langues nationales, et s'il faut conserver ou non le bilinguisme dans certaines écoles[961]. Ainsi, le secrétaire du CC letton critique la systématisation du travail des adolescents dans la production, et préconise le maintien d'écoles secondaires générales, dans l'intérêt de la santé des élèves[962]. Il met en garde contre la baisse de niveau dans les matières scientifiques et littéraires, au nom des besoins de la « production contemporaine », et demande aussi la réduction du service militaire, pour permettre aux jeunes d'entrer dans le supérieur dans de meilleures conditions[963]. Son homologue estonien suggère :

> Pour une série de spécialités de profil universitaire et généraliste, il faut conserver la possibilité d'obtenir une formation ininterrompue du primaire au supérieur, *aspirantura* comprise. Cela concerne par exemple la musique, les langues, les mathématiques et plusieurs autres disciplines théoriques. Une interruption des cours pour quelques années, dans ces domaines, ne peut être que néfaste.[964]

---

[957] GARF, R-9507 (Comité pour l'enseignement professionnel et technique du CM d'URSS)/5/407, p. 173-177. Voir des extraits de cette lettre en annexe (texte 12). Je remercie Marc Elie de me les avoir communiqués.

[958] Voir la note de Kukin et Kuzin de mai 1958 : RGANI, 5/35/89, p. 55. D'après ce document, le réseau des établissements du GUTR est bel et bien insuffisant, mais le Gosplan a limité les extensions d'effectifs proposés par le GUTR pour ses établissements, sans préciser ses motifs. Pour comparer avec les prétentions initiales de Zelenko, voir ses lettres à Khrouchtchev et Šepilov de mars 1957, reproduites en annexe (textes 1 et 2).

[959] « Préparer la jeunesse à la vie, au travail », *Pravda*, 26 août 1958. La note de Zelenko au Présidium du CC du PCUS est mentionnée à plusieurs reprises lors de la réunion du 25 septembre 1958 : RGANI, 5/35/94, p. 116 et 118. Voir *infra*, III.

[960] Ces rapports sont envoyés conformément à une instruction du 24 juin qui demandait à toutes ces instances de rédiger des propositions pour la réforme, en se fondant sur la note de Khrouchtchev présentée au Présidium douze jours plus tôt. Voir A.A. FURSENKO, *Prezidium CK KPSS / T.2...., op. cit.*, note 6, p. 1030.

[961] Pour un aperçu des revendications linguistiques dans ces rapports, voir Jeremy SMITH, « Popular Opinion under Khrushchev : a Case Study of Estonian Reactions to Khrushchev's School Reform, 1958-59 », dans Timo VIHAVAINEN (dir.), *Sovetskaâ vlast' – narodnaâ vlast'?*, Saint-Pétersbourg, Evropeyskiy Dom, 2003, p. 318-337, et Valéria SOUKHOROUKOVA, « La réforme scolaire de 1958 : une russification déguisée ? », mémoire de fin d'études du Collège universitaire français de Moscou, sous la responsabilité d'Alain Blum et Juliette Cadiot (EHESS), Moscou, 2007.

[962] RGANI, 5/35/91, p. 137. Rapport envoyé le 8 septembre 1958.

[963] *Ibid*., p. 142 et 148. La question du service militaire était pourtant totalement absente de la note de Khrouchtchev, comme des documents concernant la réorganisation de l'enseignement au niveau des *Otdely*. Elle sera pourtant évoquée lors des réunions de septembre : voir *supra*, III.

[964] *Ibid.*, p. 51. Rapport daté du 29 août 1958.

Une autre critique plus timide est émise par Nikolaj Podgornyj, alors chef du Parti ukrainien et membre du CC du PCUS[965]. Même s'il affirme approuver en tous points le projet khrouchtchévien, y compris l'organisation des deux premières années d'études supérieures sous forme de cours du soir, il défend le maintien d'une exception pour les universités, en demandant, « pour les disciplines théoriques [*sic*] – la physique, les mathématiques, la mécanique, l'astronomie et d'autres, ainsi que dans les facultés de chimie, biologie et géologie, d'admettre comme contingent principal les personnes ayant une formation secondaire, indépendamment du stage dans la production »[966]. Il estime que cette dernière condition ne doit être exigée, à l'entrée en VUZ, que temporairement, tant que l'école secondaire ne sera pas transformée, et qu'il ne faut pas introduire de stage pratique pour les futurs médecins et enseignants[967]. L'*obkom* de Volinsk, en Ukraine, émet la même réserve face aux orientations proposées par Khrouchtchev :

> Jusqu'à la restructuration définitive du système d'enseignement, on propose que l'admission des étudiants dans les filières d'études de jour reste inchangée. Après la restructuration du secondaire, l'admission et l'évaluation des étudiants doivent avoir lieu indépendamment du stage à la production, sous la forme d'un concours commun.[968]

Certes, l'idée générale, commune à tous ces rapports, est que la « production » doit être au cœur du parcours des élèves puis des étudiants, quel que soit leur profil : l'organigramme présenté par le CC du parti ukrainien est à ce titre explicite[969]. Toutefois, l'enthousiasme est mesuré par rapport à certaines des principales mesures préconisées par le Premier secrétaire.

Ainsi, les premières réactions internes révèlent l'existence de tensions entre des partisans d'une réforme radicale (en premier lieu, Zelenko, mais aussi Larionov et d'autres dirigeants particulièrement zélés), et des responsables plus modérés (Elûtin, des dirigeants des républiques, mais aussi le pédagogue Suhomlinskij).

C. Dans la presse écrite, une campagne qui semble gagnée d'avance

L'étude systématique des interventions parues dans les principaux journaux généralistes d'URSS montre l'ampleur de la campagne officielle suscitée par la *perestroïka* scolaire. Au départ, le point de vue khrouchtchévien semble faire l'unanimité. Toutefois, quelques doutes émaillent la reprise en chœur du slogan « rapprocher l'école et la vie ».

C'est Zelenko qui, dans la *Pravda* du 26 août, s'exprime le premier sur la question de la réorganisation concrète du système scolaire. Il préconise d'envoyer tous les jeunes en enseignement professionnel, après l'école de huit ans – dans les écoles d'apprentissage de fabrique-usines (FZO) et les collèges de métiers (RU) des Réserves de main-d'œuvre. Son article précède de quelques jours un éditorial de l'organe du CC du PCUS qui affirme, tout en soulignant l'idée d'une grande réforme, que « le renforcement du rôle de l'instruction au travail des enfants et des adolescents ne signifie absolument pas que les standards de

[965] Nikolaj Podgornyj (1903-1983), après avoir contribué à l'éviction de Khrouchtchev en octobre 1964, succèdera à Anastase Mikoïan comme président du Soviet suprême d'URSS, de 1965 à 1977.
[966] RGANI, 5/35/91, p. 214 et 243.
[967] *Ibid.*, p. 213 et 217.
[968] *Ibid.*, p. 194.
[969] *Ibid.*, p. 224. Voir le schéma 2, en annexe.

l'enseignement secondaire baisseront »[970]. Le 10 septembre, Zelenko réitère ses propositions, cette fois dans la *Komsol'skaâ pravda* : le schéma qu'il propose implique une extension de ses établissements, à égalité avec les écoles de la jeunesse ouvrière et paysanne (rebaptisées « écoles secondaires urbaines et rurales »), ce qui signifie la suppression de l'enseignement de jour pour les trois dernières classes du secondaire[971].

Entre temps, Ivan Kairov est lui aussi monté au créneau, dans une tribune publiée le 6 septembre dans la *Pravda* : le président de l'APN reconnaît la justesse des reproches subis, lors du XXe Congrès, par son institution et par le *Minpros RSFSR*, et se prononce clairement pour la division du secondaire en deux cycles, le second se déroulant « sans rupture avec la production », dans les écoles de la jeunesse ouvrière et paysanne ou dans les écoles professionnelles d'usine et de kolkhoze[972]. Il préconise ainsi la mise au travail de tous les jeunes de 15-16 ans, renvoyant, comme Zelenko, aux expérimentations pratiquées dans certaines écoles d'Ukraine, mais aussi de Moscou, Leningrad, Stavropol et Riazan. Si Kairov appelle à la « discussion », afin de tirer les enseignements de la « vie », son ton est optimiste :

> Une telle réorganisation des écoles créera des conditions plus favorables à l'augmentation du niveau de l'enseignement secondaire : les connaissances seront assimilées en rapport étroit avec la vie, dans une société socialiste.[973]

Cette tribune reprend ainsi presque mot pour mot les propositions du Premier secrétaire, admettant le principe de la suppression des dernières classes de l'école secondaire générale. Cette position peut paraître surprenante, puisque jusque-là l'APN défendait le maintien de l'enseignement général secondaire, plutôt que sa dissolution dans l'apprentissage professionnel ; en fait, il s'agit d'une manœuvre de diversion, comme le prouve l'envoi, deux jours plus tard, des propositions conjointes du *Minpros RSFSR* et de l'APN au *Buro RSFSR*. Elles sont à la fois ambitieuses, étayées de prévisions chiffrées enthousiastes sur l'envoi dans la production d'une partie des jeunes ayant fini leur scolarité, mais aussi équilibrées dans leurs formulations, et prudentes quant aux garanties du maintien du niveau général d'instruction[974]. Afanasenko et Kairov reprennent également l'idée de créer des écoles spéciales pour les enfants « ayant révélé de grandes capacités dans le domaine des mathématiques et des autres sciences naturelles (*estestvennye nauki*) », en d'autres termes en physique, chimie et biologie, en plus de celles réservées aux matières artistiques[975]. Ainsi, ils valident officiellement, au nom de leurs deux institutions, la proposition formulée par Khrouchtchev dans sa note présentée au Présidium du CC du PCUS.

Quelques jours plus tard, c'est au tour d'Elûtin de signer une tribune dans la *Pravda* : le ministre de l'Enseignement supérieur adopte lui aussi un ton mesuré. Il indique d'abord que les mesures concrètes pour la réorganisation des études sont en pleine discussion, et relaie encore une fois la revendication des universitaires – ne pas imposer aux étudiants quatre années d'affilée de travail à la production :

> Il est souhaitable que les étudiants qui n'ont pas travaillé dans la production, avant d'entrer en VUZ, commencent leurs études, sauf quelques exceptions, en système du soir et par correspondance […] pour les deux ou trois premières

[970] *Pravda*, 1er septembre 1958.
[971] Voir le schéma 1, en annexe.
[972] Les premières, on s'en souvient, étaient des établissements à l'origine destinés aux jeunes adultes n'ayant pas achevé leur scolarité septennale, alors que les secondes sont réservées aux jeunes désirant acquérir une formation qualifiée dans le secteur productif. Kairov ne fait que reprendre les propositions de Khrouchtchev, mais il est significatif qu'il exclue de son projet les établissements des Réserves de main-d'œuvre.
[973] *Pravda*, 6 septembre 1958. Sur les objections de Suhomlinskij à Khrouchtchev, voir *supra.*
[974] RGANI, 5/37/38, p. 37-61.
[975] *Ibid.*, p. 50.

> années et, dans certains VUZ, pour un an. Certains pensent qu'un tel système ne doit pas être appliqué pour les étudiants de première année qui ont deux années ou plus d'expérience de travail. […] Naturellement, les caractères spécifiques de chaque établissement doivent être pleinement considérés dans la réorganisation du supérieur.[976]

Surtout, Elûtin propose d'exclure de la réforme certaines filières, à savoir les mathématiques, la physique, la mécanique, la chimie et la biologie dans les universités, et la technologie dans les principaux instituts : on retrouve l'idée de préserver la qualité de formation dans ces domaines clefs de la recherche scientifique, et un traitement à part pour les grands VUZ.

Khrouchtchev fait enfin paraître son *Mémorandum* le 21 septembre. Dans sa première partie, légèrement remaniée par rapport à la note de juin, le texte reprend les formulations du discours d'avril, en particulier le reproche fait au système actuel d'être calqué sur celui de l'époque tsariste :

> Notre école, en diffusant une formation générale, souffre de ce que nous avons trop emprunté au lycée d'avant la révolution, dont le but était de donner une certaine somme de connaissances abstraites, suffisantes pour obtenir le certificat de maturité.[977]

Ce raccourci historique mettait entre parenthèses quarante ans d'évolution de l'école soviétique ; il blâmait implicitement la période stalinienne pour avoir renoncé à l'idéal de « l'école unique du travail ». Tout en défendant la générosité de l'objectif de rendre « universelle » l'école secondaire complète, Khrouchtchev soulignait l'impossibilité pratique de faire entrer toute une classe d'âge dans le supérieur, et évoquait à nouveau le décalage entre les impératifs de la « production » (ou la « vie »), et les aspirations des adolescents et de leurs parents. Le plus grave, selon lui, tenait à l'attitude de « mépris aristocratique » envers le travail manuel, dans certaines familles : il évoquait la « forte pression » et « l'influence des parents » sur les enseignants, pour obtenir de bonnes notes, et surtout les médailles d'or et d'argent, d'après lui, source d'« inégalités ». Il citait aussi le cas des VUZ moscovites, où seuls « 30 à 40% des étudiants » étaient des enfants de kolkhoziens et d'ouvriers, une situation « évidemment anormale », et les écarts trop importants entre la formation théorique et le travail pratique des jeunes spécialistes, surtout dans l'agriculture.

Dans un second temps, le texte reprenait les principales dispositions présentées en juin au Présidium du CC du PCUS : abandon de la généralisation de l'école secondaire complète, limitation de l'obligation scolaire à sept, ou plutôt huit années, conformément au vœu formulé par Suhomlinskij dans sa lettre, seconde étape du secondaire combinée avec un véritable apprentissage professionnel, ou transformée en enseignement du soir, à mi-temps ou par correspondance (même si des « écoles spéciales » seraient, là encore, réservées aux enfants particulièrement doués dans les matières scientifiques et artistiques). En outre, il comptait rendre obligatoire le « stage » de deux années dans la production, avant l'entrée dans le supérieur, et les deux premières années d'études en VUZ « sans rupture avec la production ».

Ainsi sont formulées de façon publique les propositions du Premier secrétaire ; elles ont l'appui du Présidium, et doivent alors être soumises au Plénum du CC du PCUS, conformément à la procédure prévue. Les quelques réticences exprimées ponctuellement par

---

[976] *Pravda*, 17 septembre 1958. Cette idée avait été formulée à plusieurs reprises depuis 1957 : voir *supra*, chapitre 4.

[977] *Pravda*, 21 septembre 1958, p. 1. Une traduction de ce texte, annonciateur de la réforme, est disponible dans *Notes et Etudes Documentaires* n° 2681, p. 6-9. Les citations qui suivent en sont tirées. Le certificat de maturité (*attestat zrelosti*) est l'équivalent du baccalauréat français.

voie interne ou dans la presse ne semblent pas faire le poids face à l'enthousiasme de Khrouchtchev et de ses soutiens, dont les arguments en faveur de la *perestroïka* de l'école soviétique sont repris en chœur par les médias.

La concertation n'a donc pas eu lieu, malgré les tensions visibles autour du texte du Premier secrétaire, au niveau du Présidium comme au sein de l'appareil du Comité central. Pourtant, celui-ci est au même moment le lieu d'une initiative d'un nouveau genre.

III) La réplique de l'appareil du Comité central : les réunions de septembre 1958

Pendant une dizaine de jours, du 16 au 27 septembre, Kaz'min et Kirillin organisent au siège du Comité central une série de neuf réunions impliquant des personnalités d'horizons divers : des institutions, du Parti et de plusieurs professions concernées par la réforme du système d'enseignement. Sont invités, successivement, des responsables de l'industrie (directeurs d'entreprises et ingénieurs) de Moscou et d'autres villes, de l'agriculture (présidents de kolkhozes, directeurs de sovkhozes et autres), de la science (membres de l'AN SSSR et universitaires – parmi lesquels surtout des physiciens, des mathématiciens et des chimistes), de l'enseignement général et professionnel (enseignants, directeurs d'écoles, cadres de l'administration scolaire et des Réserves de main-d'œuvre), de l'armée, puis à nouveau de l'industrie (ouvriers, contremaîtres). Les trois dernières séances, les 25, 26 et 27 septembre, impliquent les secrétaires à la propagande et les chefs des Départements de la science, des VUZ et des écoles des Comités centraux des partis de toutes les républiques de l'Union, mais aussi, pour les deux dernières, les ministres de l'Instruction et les chefs des Réserves de main-d'œuvre[978].

Si les archives n'informent guère sur la préparation de ces réunions, leurs sténogrammes sont tous accessibles dans leur intégralité[979]. L'étude de leur déroulement montre l'existence d'une véritable stratégie de la part des organisateurs[980].

A. Un événement majeur de la technocratie en actes

Ces réunions uniques en leur genre, à notre connaissance, pour la période 1953-1964, sont officiellement destinées à préparer le texte définitif des *Thèses*, qui doit être soumis au Plénum du CC du PCUS : c'est ce qui fait l'originalité du processus d'élaboration de la réforme de l'enseignement, malgré la similitude de calendrier avec d'autres grandes mesures de l'époque. Pour cette série de consultations les documents de travail sont, de fait, les contributions de l'APN, du GUTR et du MVO SSSR, défendues en personne par leurs dirigeants Kairov, Zelenko et Elûtin. On trouve d'ailleurs la mention « commission pour la

[978] Voir le tableau récapitulatif en annexe (tableau 1).
[979] A l'exception de la réunion avec les responsables de l'armée le 20 septembre : la seule trace en est un bordereau d'envoi adressé à Khrouchtchev le 15 octobre par Kirillin : RGANI, 5/35/90, p. 73 et le compte rendu fait par le maréchal Mereckov en personne : voir *infra*, C.
[980] Pour un exposé plus synthétique de cette partie, voir : Laurent COUMEL, « L'appareil du parti et la réforme scolaire de 1958, Un cas d'opposition à Khrouchtchev », *Cahiers du Monde russe*, n°47/1-2, 2006, p. 173-194.

préparation du projet de Thèses sur le renforcement du lien de l'école avec la vie », en tête de deux rapports datés du début du mois d'octobre[981].

Le principe de ces réunions a été validé par le Premier secrétaire en personne : lors d'une réunion dite de la « commission pour la *perestroïka* de l'école », le 4 septembre 1958, il demande à ses interlocuteurs visiblement de haut rang (parmi lesquels Afanasenko) de lui faire parvenir les jugements négatifs sur son projet en cours de publication[982]. Tout en rappelant une nouvelle fois son passé d'étudiant en *rabfak* et en se plaignant des « élans égoïstes » de la jeunesse soviétique, Khrouchtchev émet en fin stratège l'idée que sa réforme doit être présentée au grand public par des personnalités légitimes de la sphère concernée : il propose nommément de choisir Kairov pour le secondaire, Elûtin pour le supérieur et Zelenko pour l'enseignement professionnel[983]. Il ajoute qu'il a « entendu » que les positions de ce dernier ne faisaient pas l'unanimité, et qu'il faut « régler les questions litigieuses ».

Quelques jours plus tard, Kirillin présente la réunion du 16 septembre comme la première d'un cycle organisé par le CC du PCUS pour entendre différentes « catégories de travailleurs » – et non des institutions –, à savoir des représentants de l'industrie, de l'agriculture, mais aussi des savants, des enseignants et des ouvriers[984]. Après ce tour d'horizon qui inclut également les militaires, consultés le même jour que les enseignants, les trois dernières réunions ont un statut un peu différent : y sont successivement examinés, avec les secrétaires des CC et les ministres des républiques, les textes soumis par les trois contributeurs déjà cités – Kairov, Zelenko et Elûtin. Le 25 septembre, Kirillin confirme que l'*Otdel nauki* les a chargés de préparer l'avant-projet des *Thèses* pour le 5 octobre, à savoir « la synthèse des propositions qui sont parvenues depuis les républiques fédérées, les arrondissements et les régions »[985]. Parmi les participants (une trentaine, en moyenne, à chaque réunion), et surtout les intervenants (entre dix et vingt, sans compter les organisateurs), plusieurs ont déjà joué un rôle dans la réflexion sur l'enseignement, au cours des mois et des années précédentes : outre Kairov, Zelenko et Elûtin, c'est le cas du pédagogue ukrainien – alors encore considéré comme un simple « directeur d'école » – Suhomlinskij, du directeur d'usine de Gorki Ârošenko, et du premier secrétaire de l'*obkom* de Riazan, Larionov[986]. D'autres personnalités de premier plan prennent la parole, en particulier lors de la réunion des savants : les chimistes Nikolaj Semënov (prix Nobel 1956) et Aleksandr Nesmeânov (président de l'AN SSSR), les physiciens Ivan Bardin (vice-président de l'AN SSSR), Piotr Kapica, Pavel Aleksandrov et Mihail Leontovič, les mathématiciens Igor Petrovskij (recteur de MGU), Aleksandr Kolmogorov et Mihail Lavrent'ev, l'économiste Stanislas Strumilin, le statisticien Vasilij Nemčinov, le linguiste Viktor Vinogradov, qui constituent la fine fleur de la communauté scientifique du pays[987]. Le choix des invités n'a donc pas été laissé au hasard, ni à l'improvisation – d'autant qu'il a fallu prévoir la venue de nombreux responsables travaillant ou occupant des fonctions hors de Moscou, comme les représentants des républiques fédérées, présents les 25, 26 et 27 septembre. Au total, ce sont

[981] RGANI, 5/35/93, p. 142, et 5/35/94, p. 2, 113. On peut voir ici l'aboutissement de la proposition faite en mars 1957, par Kirillin et le chef de secteur Kukin, d'élaborer une commission spéciale chargée de préparer des mesures concrètes pour améliorer l'instruction polytechnique : voir RGANI, 5/35/63, p. 10-16. Mais aucun document officiel ne confirme la création de cette commission *ad hoc*.
[982] Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 382-386.
[983] *Ibid.*, p. 384-385.
[984] RGANI, 5/35/93, p. 8.
[985] RGANI, 5/35/94, p. 112. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé trace de ces documents.
[986] Ârošenko avait publié un premier article sur la question de l'enseignement secondaire technique dans la *Pravda* du 26 août 1958. Ses propositions feront l'objet d'une autre publication, deux mois plus tard : voir *infra*, chapitre 6.
[987] RGANI, 5/35/93, p. 202-203. Voir les notices biographiques en annexe.

121 interventions (sans compter celles qui ont lieu le 20 septembre, avec les représentants de l'armée) qui ont été prononcées dans ce cadre, écoutées par plus de deux cents personnes.

Le président de séance est, le plus souvent, Kirillin (six fois), ou son bras droit Kuzin (trois fois) ; Kaz'min dirige aussi les débats une fois, le 19 septembre. A plusieurs reprises, ils insistent sur le caractère ouvert des débats, et l'absence d'une ligne déjà arrêtée par les autorités du Parti. Kirillin est, sans conteste, le plus éloquent dans cet exercice :

> Peut-être qu'il serait pertinent, après l'école de huit ans, d'envoyer tous les élèves au travail, et de les inscrire dans des écoles du soir ou à mi-temps. Ici, pour le moment, il n'y a pas encore de point de vue unique, et il serait intéressant d'écouter votre avis. A propos de l'acquisition d'une qualification, il est aussi intéressant d'écouter votre point de vue, à la fois comme dirigeants d'entreprises, comme pères et mères d'élèves, et simplement comme citoyens, parce que cette question nous intéresse tous, dans une large mesure.[988]

Demande d'expertise à ses interlocuteurs, cette dernière invite n'est-elle pas aussi l'aveu d'une motivation cachée, qui serait la défense des privilèges acquis dont jouissent de fait les enfants des élites ?[989] Kirillin emploie à de multiples reprises les formules : « nous voulons écouter votre avis », « il existe des points de vue divergents », laissant entendre que l'issue est encore incertaine. La différence est frappante avec l'atmosphère qui régnait dans l'appareil du CC du PCUS en 1948, lorsque Staline reprocha au jeune Iouri Jdanov, fils d'Andreï Jdanov (1896-1948) et prédécesseur de Kirillin à la tête de l'*Otdel nauki*, d'avoir exprimé son « point de vue personnel, et non l'officiel », dans un texte lu devant des responsables où il critiquait comme simpliste l'opposition entre deux « camps » (soviétique et bourgeois) au sein de la science, formulée par Lyssenko. La réaction du chef suprême du pays avait été immédiate et sans équivoque, d'après Vâčeslav Malyšev (1902-1957), alors commissaire du peuple à la Construction de véhicules de transport :

> [Staline] nous dit qu'au Parti nous n'avions pas quelque chose comme des opinions personnelles, ou des points de vue personnels ; qu'il n'y avait que les opinions du Parti.[990]

Ce glissement du vocabulaire employé au sommet témoigne d'une évolution propre au « Dégel » que nous avons déjà identifiée par ailleurs, dans la presse et d'autres instances de discussion inférieures : le débat devient le mode légitime de résolution par excellence, mais un débat organisé, contrôlé. Khrouchtchev l'avait indiqué dans une courte note au Présidium :

> … en un mot, il faut quelque peu diffuser (*proventilirovat'*) cette question à travers la presse, et sonder l'opinion publique (*prošupat' obŝestvennoe mnenie*) sur cette question[991]

Lors de la réunion du 25 septembre 1958, Kirillin affirme que les textes élaborés par les différents groupes de travail (sur l'enseignement secondaire, sur la formation professionnelle et sur le supérieur) reflètent « les opinions de la majorité des républiques », tout en appelant à un « échange d'opinions (*obmen mneniâmi*) » avec les intervenants[992]. Kuzin tient un discours similaire, face aux représentants de l'agriculture :

---

[988] RGANI, 5/35/93, p. 10. Souligné par moi.
[989] C'est l'analyse globale de la réforme que fait Donald FILTZER, *The Khrushchev Era…, op. cit.*, p. 37.
[990] Cité par Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace…, op. cit.*, p. 41.
[991] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.3…, op. cit.*, p. 816. Souligné par moi. La note est datée du 10 janvier 1958.
[992] RGANI, 5/35/93, p. 113.

> Vous êtes priés de vous exprimer sur ces questions. Bien entendu, cela n'empêche pas chaque participant à la réunion de s'exprimer sur n'importe quel aspect de la réforme de l'instruction publique.[993]

Ces appels à la discussion sont-ils le signe d'un changement radical, par rapport aux pratiques consultatives qui avaient lieu, jusque-là, dans l'appareil du Parti, ou bien la simple reprise d'une formule bureaucratique banale en de telles circonstances ? Un fait semble plaider en faveur de la première hypothèse : plusieurs intervenants sont aussi les auteurs d'articles parus, au même moment, dans la presse centrale. C'est le cas des trois hauts responsables présents, d'après les sténogrammes, à presque toutes les réunions : Zelenko le 26 août, puis le 10 septembre, Kairov le 6 septembre, et Elûtin le 17 ont été, on l'a vu, publiés dans la *Pravda*. On peut citer également l'académicien Semënov, auteur d'une tribune traitant de la formation des jeunes savants, début septembre, dans l'organe quotidien du Komsomol de Moscou[994]. Le mathématicien Sergej Sobolëv, lui aussi présent le 19 septembre, renvoie au début de son intervention à son article, sur le point de paraître dans la *Komsomol'skaâ pravda*.

Les hommes des *Otdely nauki* font souvent référence à ces textes, pour souligner l'existence de plusieurs avis déjà rendus publics. Le 16 septembre, Kirillin cite celui de Zelenko, paru dans la *Komsomol'skaâ pravda* quelques jours plus tôt, et signale pour le lendemain la contribution du ministre de l'Enseignement supérieur, dont il présente les idées modérées – en l'occurrence, maintenir les deux premières années d'études supérieures « en rupture avec la production » – comme partagées par « la plupart de ceux qui ont réfléchi à la question »[995]. Il ajoute : « Ici, [connaître] votre point de vue serait extrêmement intéressant et utile ». Une autre référence au statut spécifique est, bien sûr, la note du Premier secrétaire, transmise aux différentes instances du Parti et de l'administration durant l'été 1958. Face aux savants, Kaz'min puis Kuzin ouvrent la séance en indiquant, d'emblée :

> Dans la presse a paru une série d'articles à ce sujet. […] Vous connaissez tous le discours du cam[arade] Khrouchtchev au XIIIe Congrès du Komsomol. […] Une majorité d'entre vous connaît probablement aussi la lettre de N.S. Khrouchtchev au Présidium du CC du PCUS. […]
> [Elûtin, dans son article paru deux jours avant] propose que dans une partie des VUZ où la formation théorique a une importance particulière, comme en mathématiques, physique théorique et autres, toutes les études se fassent en établissement de jour (*stacionarnyj*).[996]

De fait, on constate l'existence d'un consensus entre les groupes invités, et même, à un niveau plus général, sur les questions de l'organisation de la deuxième étape du secondaire et des conditions d'entrée en VUZ. Certains représentants du monde du travail sont sensibles aux accents égalitaires du discours khrouchtchévien : une contremaître d'une usine de la capitale, Sidel'nikova, pense qu'en travaillant d'abord deux ans en entreprise, les étudiants « ne se donneront plus d'airs (*ne budut zadirat' nos*) devant un ouvrier »[997]. Loginov, ouvrier au combinat de viande « Mikoân », dénonce le « piston » (*blat*), et ajoute qu'il faut « fermer l'accès aux commissions d'admission à tous les fils à papa et filles à maman » : utilisant les catégories de Khrouchtchev (*papaši i mamaši*), il exige donc une vraie

[993] RGANI, 5/35/93, p. 81.
[994] *Moskovskij Komsomolec*, 7 septembre 1958. Texte reproduit dans le recueil d'articles de Nikolaj Semënov, *Nauka i obŝestvo. Reči i stat'i*, Moscou, Nauka, 1981 (2ème édition), p. 294.
[995] RGANI, 5/35/93, p. 11. Sur le contenu des propositions d'Elûtin, voir *supra*, II.
[996] RGANI, 5/35/93, p. 144. Des scientifiques on pu avoir connaissance du projet de *Mémorandum* par leurs liens avec l'appareil du Parti ou du MVO, ou leurs hautes fonctions au sein de l'Académie des sciences.
[997] RGANI, 5/35/94, p. 87.

discrimination – sans préciser sur quels critères[998]. A un autre niveau, le secrétaire du CC du PC ukrainien Stepan Červonenko soutient l'idée d'organiser la seconde étape du secondaire « sans rupture », citant Khrouchtchev[999]. C'est aussi la position du ministre ukrainien de l'Instruction, Ivan Beloded, qui conclut son intervention comme le Premier secrétaire :

> … j'aimerais finir en disant que nos Thèses doivent refléter le slogan principal de l'étape actuelle du développement de la société. Tous, nous acceptons ce slogan qui est que tous les enfants doivent aller dans la production, et participer au travail productif…[1000]

Mais tous ne sont pas de cet avis. Les savants constituent le groupe le plus rétif à l'envoi systématique des élèves à la production, même s'ils reconnaissent qu'il faut introduire une part de formation professionnelle dans la scolarité. Nombreux sont ceux qui défendent le principe de la continuité (*nepreryvnost'*) des études jusqu'au supérieur, à l'instar de Nesmeânov : selon lui, c'est en vertu de la physiologie du cerveau humain qu'une interruption serait néfaste à l'intellect[1001].

En fait, la majorité des intervenants, toutes catégories confondues, est hostile à une disparition pure et simple des dernières classes du secondaire dans le système de jour. Ce consensus va permettre aux responsables des *Otdely nauki* de discréditer la variante proposée par Zelenko, mais aussi, indirectement, par le Premier secrétaire. C'est ainsi que ces réunions constituent un événement en soi par leurs modalités, comme par leur contenu et leur portée.

B. Zelenko, bouc émissaire de circonstance

Une série d'attaques sont lancées contre l'un des soutiens les plus zélés du projet khrouchtchévien, le chef de la Direction principale des Réserves de main-d'œuvre, qui est aussi un des contributeurs du projet de *Thèses*. Pendant une dizaine de jours, les reproches s'accumulent contre son institution, alors que l'idée de supprimer l'école décennale existante suscite une levée de boucliers. Il faut souligner ici le rôle des chefs des *Otdely* qui, loin d'être des arbitres impartiaux, sont des acteurs à part entière de cette charge contre Zelenko. On peut s'en convaincre en lisant les résumés de séances rédigés par Kaz'min et Kirillin, qu'ils adressent, accompagnés du sténogramme, à un secrétaire du CC du Parti : d'abord Ekaterina Furceva, puis, à partir de la troisième réunion, Leonid Brejnev[1002]. Dans ces comptes rendus apparaît clairement l'intention de neutraliser la variante radicale de la réforme.

D'après Červonenko, outre les articles de Zelenko des 26 août et 10 septembre, ses idées auraient été transmises « à la base » (*na mesta*), sous forme de note (*zapiska*), le chef du GUTR dirigeant aussi le « groupe » chargé du paragraphe des *Thèses* sur la formation

---

[998] *Ibid.*, p. 89.
[999] *Ibid.*, p. 136. Červonenko a une formation universitaire en philosophie, mais un profil d'administrateur : voir sa notice biographique en annexe.
[1000] RGANI, 5/35/95, p. 10. Beloded est par ailleurs membre de l'Académie des sciences d'Ukraine, chercheur en linguistique : voir sa biographie en annexe.
[1001] RGANI, 5/35/93, p. 166. Voir le texte de cette intervention et de celles de ses collègues, en annexe (texte 16). La position des savants fait l'objet d'une analyse détaillée au chapitre suivant.
[1002] L'implication de Leonid Brejnev et Ekaterina Furceva, tous deux proches de Khrouchtchev, est nouvelle. Toutefois, le premier, on l'a vu, avait dirigé la commission chargée de rédiger la Lettre du CC du PCUS de décembre 1956 stigmatisant l'agitation « anti-soviétique », notamment parmi les étudiants ; la seconde a un profil de « spécialiste », car titulaire d'une formation supérieure en chimie, mais aussi des origines ouvrières – elle a commencé à travailler dans une usine textile, comme sa mère.

professionnelle[1003]. Zelenko lui-même, à la fin de la réunion des savants, explique qu'il a pris « une part directe » à leur élaboration, et soumet à l'auditoire des chiffres censés montrer le besoin de former à la production la grande majorité des jeunes[1004]. Cependant, même les responsables les plus concernés par le manque de main-d'œuvre s'avèrent perplexes face à ces propositions. En effet, les dirigeants et les cadres de l'industrie considèrent « que les établissements du système des Réserves de main-d'œuvre forment mal les ouvriers qualifiés »[1005]. Mais les plus réticents sont, comme on pouvait s'y attendre, les représentants de l'école secondaire : d'après le compte rendu de Kaz'min et Kirillin, ils « ont accordé une grande place dans leurs interventions à la critique des propositions de la Direction principale des Réserves de main-d'œuvre, formulées dans les articles du cam[arade] Zelenko publiés dans les journaux *Pravda* et *Komsomol'skaâ Pravda* »[1006]. Plus étonnant, les hommes de l'*Otdel* soulignent, après la réunion du 26 septembre, que « tous les intervenants, y compris les chefs des Directions républicaines des Réserves de main-d'œuvre, ont rejeté les propositions » en question[1007]. Le maréchal Kirill Mereckov, aide du ministre de la défense d'URSS chargé des VUZ militaires, met lui aussi en garde contre le risque que constitueraient, pour le déroulement du service militaire, l'allongement de la scolarité secondaire et l'interruption des études, critiquant ouvertement le point de vue de Zelenko[1008].

Les sténogrammes des réunions confirment ces appréciations négatives, le plus souvent en présence de l'intéressé. Un ingénieur de l'usine automobile « Lihačev » de Moscou, Stroganov, affirme que les Réserves de main-d'œuvre ont « fait leur temps » (*izžili*) et qu'il faut « liquider les collèges d'apprentissage (RU) »[1009]. A son tour, Aleksandr Ârošenko, directeur de l'usine d'aviation « Ordjonikidze » de Gorki, explique qu'il préfère embaucher comme ouvriers les élèves de l'école décennale, initiés au travail à la production grâce aux ateliers construits par son usine, plutôt que ceux qui sont passés par le GUTR[1010]. Lui aussi est opposé au travail des jeunes de 15 et 16 ans, qualifié de « voie simpliste » (*uproŝenstvo*), alors que l'industrie « exige à la fois des techniciens en grande quantité, et beaucoup de cadres de qualification supérieure »[1011]. Vladimirov, de l'usine *Dvigatel' revolûcii* (« Moteur de la révolution ») de Gorki, souligne qu'il « ne faut pas participer à la production avant l'âge de 17 ans »[1012]. Komarov, directeur de l'usine *Frezer* de Moscou, met plus gravement en cause le GUTR, accusé à la fois d'être dépassé techniquement, et incapable de se réformer[1013]. Dans le secteur agricole, Ždanov, directeur de la station de réparation et maintenance technique (RTS) de Detčino de l'oblast' de Kaluga, estime lui aussi que la

[1003] RGANI, 5/35/94, p. 138.
[1004] RGANI, 5/35/93, p. 196-197. Son argumentation est la suivante : sur les 6,2 millions d'élèves entrés en 1e en 1947, seuls 1,3 million, soit 20%, sont arrivés au bout de l'école décennale, alors que 60% ont reçu une instruction de sept ans. Or, seuls 250 000 ont obtenu une place en VUZ de jour, donc il s'agit de s'intéresser à tous les autres, ce million qui va « non pas vers le camarade Sobolëv, mais vers les kolkhozes et les usines ». Cette dernière assertion est inexacte : la plupart des jeunes ayant une formation secondaire complète, en effet, s'embauchent dans différentes administrations, à des postes d'employés, et non comme paysans ou ouvriers.
[1005] RGANI, 5/35/93, p. 4. Ces propos rappellent la vague de critique qui avait accompagné la réduction des effectifs du GUTR, au milieu des années 1950 : elle est mentionnée *supra*, chapitre 2.
[1006] RGANI, 5/35/94, p. 2. Il s'agit des articles publiés le 26 août et le 10 septembre par Zelenko.
[1007] RGANI, 5/35/95, p. 3.
[1008] RGANI, 5/35/90, p. 66-69. Voir le texte intégral de cette lettre en annexe (texte 17). Mereckov cite le journal et la date de parution de l'article de Zelenko, mais pas son auteur.
[1009] RGANI, 5/35/93, p. 29.
[1010] RGANI, 5/35/93, p. 31-32. Il a lui-même eu un parcours atypique : promu essentiellement par ses compétences d'administrateur, mais aussi par ses fonctions au Parti, il est parvenu à la tête de cette usine, cinq ans plus tôt sans avoir de diplôme d'ingénieur : voir sa notice biographique, en annexe.
[1011] *Ibid.*, p. 34-35. Ce disant, il se heurte à une série de questions de la part de Kaz'min, visiblement perplexe.
[1012] *Ibid.*, p. 38. Lui-même a commencé à travailler à l'usine à l'âge de 17 ans, justement, avant de faire des études de jour dans un institut supérieur technique à Kiev : voir sa notice biographique en annexe.
[1013] *Ibid.*, p. 60. Voir des extraits de son intervention en annexe (texte 13).

formation du personnel technique est à revoir[1014]. Les représentants de l'industrie, et particulièrement les « spécialistes », sont donc assez circonspects face aux orientations partagées par Khrouchtchev et Zelenko.

Les Réserves de main-d'œuvre trouvent beaucoup de détracteurs parmi les représentants du *Minpros RSFSR*. Ŝegolev, directeur de l'institut pédagogique « Potemkin » de la ville de Moscou, dénonce leur conception « trop utilitaire » de l'école, tout en défendant une professionnalisation modérée et adaptée aux conditions locales[1015]. Son collègue Zemlânskij, de l'institut pédagogique de Kostroma, soutient lui aussi les orientations de l'APN, contre celles du GUTR, et reproche à son chef d'avoir formulé des critiques excessives contre l'administration du *Minpros RSFSR*[1016]. Rudnev, responsable moscovite non inscrit à la réunion, préconise à son tour le développement parallèle d'écoles secondaires d'un nouveau type, et reproche à Zelenko l'inconsistance de ses propos[1017]. Surtout, dans le sténogramme du 25 septembre est consigné un dialogue d'une rare tension : le chef du GUTR est sous le feu des critiques de plusieurs intervenants. D'emblée, Kairov évoque « la nécessité de conserver la continuité dans les études »[1018]. Le président de l'APN amorce ici un virage par rapport au contenu du *Mémorandum*, mais aussi de son propre article paru dans la *Pravda* le 6 septembre. Kairov prétend avoir « réuni deux propositions de Nikita Sergeevič » en conservant les écoles secondaires existantes, mais sous l'appellation, proposée par « les Ukrainiens », d'« école secondaire générale polytechnique avec instruction à la production »[1019]. Un simple changement de nom, et quelques aménagements, remplacent donc la « réorganisation » attendue sur ce point. Après ce tour de passe-passe, Kairov mentionne un désaccord qui subsiste sur la forme des études. Là encore, son avis contredit le texte qu'il avait signé dans la *Pravda* vingt jours plus tôt : « il serait incorrect de détruire (*uničtožat'*) l'école secondaire générale, de la remplacer uniquement par la seule école des Réserves de main-d'œuvre ».

Zelenko prend la parole immédiatement après, avec des arguments d'ordre essentiellement économique. Il inscrit la réforme dans le cadre de la préparation du plan septennal, rappelant les besoins en main-d'œuvre gigantesques nécessaires à sa réalisation, comme dans sa lettre au CM d'URSS du mois d'août : c'est pour trouver six millions d'ouvriers et de kolkhoziens « qualifiés » que les Réserves de main-d'œuvre doivent, d'après lui, accueillir au moins temporairement 80% de la jeunesse après l'école de huit ans[1020]. « Il ne s'agit pas d'une dispute pédagogique, mais d'une règle (*zakonomernost'*) économique », ajoute-t-il, citant à maintes reprises l'avis favorable du Présidium du CC du PCUS. Il parle d'automatisation et de mécanisation de la production, mais se heurte à l'indifférence, voire à l'hostilité d'une grande partie de l'assistance. Kirillin l'interrompt, pour lui dire qu'il a déjà parlé longtemps (dix minutes), fait rarissime dans ces débats – ce faisant, le chef de l'*Otdel nauki* donne peut-être un signal aux autres intervenants. En réaction, Zelenko s'abrite derrière l'autorité du Premier secrétaire, affirmant que « la seconde voie recommandée dans la note de Nikita Sergeevič [en cours du soir ou à mi-temps] est la plus pertinente et rationnelle ». Il rappelle au passage un autre objectif du Mémorandum, quasiment disparu des discussions : la lutte contre les inégalités scolaires[1021]. Son discours, étayé par de nombreux exemples chiffrés

[1014] *Ibid.*, p. 102.
[1015] RGANI, 5/35/94, p. 43.
[1016] *Ibid.*, p. 49-52. Il s'agit là d'une attaque *ad hominem* particulièrement violente contre Zelenko.
[1017] *Ibid.*, p. 58-59. P. Rudnev, ancien collègue de Krupskaâ, apparaît pourtant, au début des années 1960, comme un défenseur de l'éducation à la production : voir John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 155-156.
[1018] RGANI, 5/35/94, p. 114.
[1019] *Ibid.*, p. 115. En russe : *srednââ obŝeobrazovatel'naâ politehničeskaâ škola s proizvodstvennym obučeniem*.
[1020] *Ibid.*, p. 118-119.
[1021] *Ibid.*, p. 120-122. Zelenko cite Khrouchtchev quatre fois en l'espace de deux pages de sténogramme, et parle de la « différenciation des élèves » (*differenciaciâ učaŝihsâ*).

– sur le niveau de formation dans les usines, et même sur les revenus des parents d'élèves dans un quartier de Moscou – ne semble pas convaincre les orateurs suivants. Représentant les « Ukrainiens », Červonenko conteste la validité des arguments du chef du GUTR pour justifier « que 80% des enfants travaillent dans les Réserves de main-d'œuvre », ce qui constitue « une ligne principale, et non une variante »[1022]. Quelques minutes plus tard, Elûtin laisse entendre que Khrouchtchev lui-même a condamné par avance la solution de Zelenko :

> Dans le projet présenté, nous avons honte de dire que l'école secondaire a aussi pour tâche de former des élèves pour le supérieur. […] Dans les Thèses, il faut le mettre clairement. Nous n'avons pas à avoir honte de former la jeunesse aussi pour le supérieur. […] Quand Nikita Sergeevič nous a réunis, il a dit que ce serait une erreur de mettre tous nos œufs dans le même panier (*vse pod odnu kosu kosit'*).[1023]

Puis vient le tour du ministre de l'Instruction de RSFSR, Afanasenko, qui se dit « absolument d'accord » avec Červonenko, et dénonce une approche purement comptable du problème :

> Je partage l'opinion des autres camarades qui ont parlé de la nécessité de formuler plus nettement, plus clairement l'idée que la présente réforme du système d'enseignement est un moyen historique incontournable de développer la société socialiste, au moment du passage du socialisme au communisme, et pas seulement les tâches de notre plan septennal, cam[arade] Zelenko […] Je prierais le cam[arade] Zelenko d'être plus objectif avec la statistique qu'il utilise, et d'en avoir une approche plus étatique (*po-gosudarstvennomu*), non en responsable des Réserves de main-d'oeuvre, mais du point de vue d'un responsable du Parti et de l'Etat…[1024]

Un échange entre les deux responsables montre toute la tension refoulée jusque-là :

> AFANASENKO […] A propos, je ne peux pas ne pas polémiquer (*popikirovat'sâ*) avec le camarade Zelenko, comme cela nous est déjà arrivé auparavant.
> ZELENKO. Nous étions convenus que les membres de la commission ne polémiqueraient pas entre eux.[1025]

Les mêmes attaques se répètent les 26 et 27 septembre[1026]. De toute évidence, le chef du GUTR est devenu un bouc émissaire pour la plupart des intervenants, à quelques exceptions près comme Beloded, ministre de l'Instruction ukrainien, qui accepte l'idée d'organiser le cycle secondaire complet « sans rupture avec la production »[1027]. Il manque peut-être à Zelenko le soutien du Komsomol, dont le premier secrétaire Aleksandr Šelepin avait été, à plusieurs reprises, sensible à la question de « l'éducation politique » de la jeunesse, proposant dès 1956 la mise au travail des élèves et l'épuration des « éléments

[1022] RGANI, 5/35/94, p. 138.
[1023] *Ibid.*, p. 146-147. L'allusion à cette « réunion » organisée par Khrouchtchev n'est pas explicitée, et elle demeure pour nous énigmatique.
[1024] *Ibid.*, p. 148.
[1025] *Ibidem.* Afanasenko évoque par ailleurs l'importance de l'éducation, de la « propagande politique » et de l'idéologie, dénonçant les « cas d'événements amoraux », y compris parmi les ouvriers : *Ibid.*, p. 149.
[1026] Le 26 septembre, les critiques émanent du ministre adjoint de l'Instruction biélorusse, Umrejko, mais aussi du chef des Réserves de main-d'œuvre du Kazakhstan, Afonov, et des ministres de l'Instruction lituanien, Gedvilas, moldave, Kračun, et kazakh, Šaripov : RGANI, 5/35/95, p. 13 ; p. 21 ; p. 23 ; p. 27 ; p. 30.
[1027] RGANI, 5/35/95, p. 9-10. La position de Beloded confirme l'existence d'un courant en faveur d'une instruction polytechnique tournée vers la professionnalisation, au sein du *Minpros* ukrainien.

malsains » des VUZ[1028]. Mais quelques mois plus tôt, Šelepin a pris la tête du Département des organes du Parti du CC du PCUS, quittant ses fonctions au VLKSM[1029]. Son successeur Vladimir Semičastnyj, présent le 25 septembre, ne prend la parole qu'une fois, pour objecter à Zelenko que « les jeunes ont besoin de prendre l'air, et [qu'] il serait peu avisé de les forcer à travailler et à étudier en même temps, jusqu'à 26 ans »[1030]. On remarque que ces propos s'accordent mal avec la résolution prise le lendemain, sur la réforme de l'enseignement, par le Bureau du CC du Komsomol, dont le contenu est très proche des propositions de Zelenko[1031].

Isolé, ce dernier n'est pas, pour autant, mis au ban de l'assistance. A la dernière réunion, Kairov fait manifestement attention à ne pas humilier son collègue. S'il évoque les « grandes disputes, parfois inutiles, que nous avons eues avec le c[amarade] Zelenko », il suggère que les interventions des chefs des Réserves de main-d'œuvre des républiques fédérées, en désavouant leur chef, ont favorisé un compromis – mais en des termes soigneusement choisis, pour sauver les apparences :

> Il n'y a eu aucun désaccord avec eux. Je crois qu'il n'y en aura pas non plus, ici, avec le c[amarade] Zelenko. Pourquoi le dis-je ? Parce que le c[amarade] Zelenko était assis à côté de moi, et après l'intervention des camarades des Réserves de main-d'œuvre, je lui ai demandé : « Alors, tu es d'accord avec ce qu'ils ont dit ? », et lui : « Qu'est-ce que tu crois, que les camarades interviennent ainsi de façon inattendue, qu'ils l'ont voulu ? ». Je lui ai répondu que, connaissant le caractère du chef des Réserves de main-d'œuvre, je ne croyais pas qu'ils n'allaient pas [le] consulter.[1032]

Quoi qu'il en soit, les attaques contre Zelenko tranchent avec la bienveillance réservée aux propositions des deux autres sous-commissions : Kairov et Elûtin recueillent un soutien quasi-unanime. Ils sont les principaux rapporteurs du texte des *Thèses* issu des réunions de septembre, qui tranche avec celui du *Mémorandum* de Khrouchtchev. D'une version à l'autre, on constate des changements majeurs : l'exclusivité de la voie des études « sans rupture » est abandonnée pour les trois dernières années du secondaire, tout comme l'obligation de travailler deux ans dans la production avant l'entrée en VUZ, dans certaines filières en tout cas. Comme l'avaient remarqué les observateurs occidentaux à l'époque, il y a là le renoncement à deux dispositions phares du premier projet – celles-là même qui avaient

---

[1028] Voir *supra*, chapitres 2 et 3.

[1029] Les raisons de cette nomination, en avril 1958, ne sont pas claires, mais ne semblent pas liées au lancement de la campagne d'opinion sur la « réorganisation » de l'enseignement. Quelques mois plus tard, le 25 décembre 1958, Šelepin sera nommé président du Comité de la Sécurité d'État (KGB).

[1030] RGANI, 5/35/94, p. 121. Zelenko lui rétorque : « Je ne veux pas opposer l'un à l'autre, mais nous étions vous et moi au Komsomol, et il n'était pas question de cela. Or, à présent nous combinons travail utile et études ». Semičastnyj, qui a alors 34 ans, n'a lui-même effectué qu'une année d'études dans le supérieur, avant de suivre une carrière d'« administrateur » dans l'appareil du Komsomol et du Parti, essentiellement en Ukraine.

[1031] RGASPI-M, 1 (Komsomol)/3 (Bureau du CC du VLKSM)/*Kopii postanovlenij Bûro CK VLKSM po škol'noj i pionerskoj rabote za 1955-1963 gody* (Copies des décrets du Bureau du CC du VLKSM sur le travail des écoles et des pionniers, pour les années 1955-1963), p. 130-135 (il s'agit d'un volume relié à part des autres *dela*). Ce texte, adopté le 26 septembre 1958, mentionne l'organisation de réunions locales et centrales au sein du Komsomol, avec des travailleurs et des parents d'élèves, et a été adressé au CC du PCUS – où il est donc arrivé trop tard pour être pris en compte lors des réunions de septembre. Il défend, notamment, l'idée d'envoyer tous les élèves du secondaire dans la production, en développant les écoles du soir et par correspondance, sauf pour les plus doués dans les matières scientifiques et artistiques. Il parle aussi d'organiser les premières années du supérieur « sans rupture avec la production », à l'exception de quelques établissements comme les universités. Il reprend donc presque mot pour mot le texte de Khrouchtchev, avec un paragraphe de plus sur l'amélioration de « l'éducation politico-idéologique » des étudiants.

[1032] RGANI, 5/35/95, p. 120.

été encouragées respectivement par la direction des Réserves de main-d'œuvre et le Komsomol, ainsi que par la Commission économique d'État, depuis 1956[1033].

Ce succès des partisans d'une réforme modérée doit beaucoup à la maîtrise des débats par leurs organisateurs. Pourtant, face aux critiques exprimées à propos du projet officiel, ces derniers ont aussi parfois dû jouer le rôle de censeurs.

C. Un pluralisme assumé et instrumentalisé

L'avant-projet des *Thèses* a donc été rédigé conjointement par plusieurs sous-groupes chargés des différents volets concernés : Kairov, Zelenko et Elûtin en sont les principaux contributeurs. Mais l'arbitrage des Départements du CC du PCUS s'avère décisif. L'analyse des rapports qu'ils fournissent révèle des différences de traitement substantielles entre les points de vue, qui recoupent les grandes lignes du projet finalement retenu pour servir de base à la loi du 24 décembre 1958. Le pluralisme, c'est-à-dire la diversité des opinions qui s'expriment, est réel, bien que limité.

Les organisateurs ont la capacité, en transmettant à leurs supérieurs le contenu des réunions, d'en gommer certaines aspérités, et d'en modifier le sens général. Les débats ne correspondent pas toujours à leurs résumés, sur quelques questions clefs : souvent, il n'est fait mention que de l'avis d'un petit nombre d'intervenants, minoritaires[1034]. Par exemple, des responsables de l'industrie sont censés avoir « émis l'opinion » (*vyskozyvalos' mnenie*) que l'avantage aux « producteurs », à l'entrée en VUZ, devait être accordé à titre provisoire, tant que la polytechnisation du secondaire n'était pas achevée – or, cette idée n'apparaît pas dans le sténogramme[1035]. De même, si les représentants de l'agriculture ont bien exprimé des doutes sur l'extension des écoles du soir à la jeunesse rurale, arguant des conditions pénibles de travail et des distances à parcourir pour les élèves, certains, comme Vetčinkin, directeur d'un sovkhoze d'étude de la région de Kostroma, sont favorables à une réduction de la scolarité[1036]. Lorsqu'ils font référence aux rapports parvenus des instances régionales et républicaines du Parti et aux réunions qui ont déjà eu lieu, les hommes des *Otdely* en transforment parfois le contenu. Kuzin affirme aux savants que tous les Comités centraux et ministres de l'Instruction du pays acceptent l'idée d'une division en deux étapes du secondaire, et que les responsables de l'industrie et de l'agriculture sont pour l'organisation des deux premières années de VUZ « sans rupture », alors que c'est inexact[1037].

Cette légère censure va de pair avec une instrumentalisation évidente. Kirillin met les représentants de l'industrie sur la voie d'une critique du projet khrouchtchévien, en soulignant un impératif qui, s'il apparaissait dans le discours du Premier secrétaire, pouvait paraître contradictoire avec son orientation principale : « bien sûr, il faut garder à l'esprit que, dans toutes les circonstances, le niveau d'instruction (*obrazovatel'nyj cenz*) de la population doit augmenter, et non diminuer »[1038]. Le surlendemain, Kuzin tient un discours semblable aux savants, tout en expliquant qu'à l'avenir, les dernières classes du secondaire se dérouleront probablement « sans rupture »[1039]. Ayant ainsi orienté les débats, les hommes des *Otdely* ont

[1033] Sergei V. UTECHIN, « Khrushchev's Educational Reform », *Soviet Survey* n° 28, avril-juin 1959, p. 66-72.
[1034] Voir le tableau récapitulatif en annexe (tableau 2). Nous avons indiqué les cas où le récit fait par Kaz'min et Kirillin ne correspondait pas, ou en partie seulement, au contenu des débats.
[1035] RGANI, 5/35/93, p. 4. La même remarque vaut avec les responsables de l'agriculture, le lendemain.
[1036] *Ibid.*, p. 74 ; p. 119. Voir les extraits de son intervention en annexe (texte 14).
[1037] RGANI, 5/35/93, p. 145 et 147.
[1038] RGANI, 5/35/93, p. 11.
[1039] *Ibid.*, p. 145. Il y a peut-être ici une part de provocation, de la part de Kuzin.

beau jeu de relater, ensuite, les critiques à l'encontre du *Mémorandum*. Cela fonctionne particulièrement bien avec les cadres des grandes entreprises industrielles, qui reprennent à l'unisson l'idée que le niveau ne doit pas baisser[1040]. Réticents à l'idée de mettre tous les jeunes au travail après l'école de huit ans, ils souhaitent que l'enseignement en SSUZ soit organisé « sans rupture avec la production », mais que les deux à trois premières années de VUZ se déroulent « en rupture » : Mozalevskij, directeur de l'usine *Èlektrosila* de Leningrad, rappelle, citant sa propre expérience, qu'étudier en cours du soir est « très pénible »[1041]. Vladimirov parle du risque baisse du niveau des ingénieurs formés en VTUZ ; Kišin, directeur de l'usine automobile de Minsk, est du même avis, tout comme leur collègue de l'usine électrique de Stalinsk (Ukraine) :

> J'estime incorrecte la proposition dont on a parlé, selon laquelle les étudiants doivent travailler deux ans dans la production et étudier, puis encore deux ans en rupture avec la production. Il ne faut pas les mutiler (*kalečit'*) et former des invalides, mais des ingénieurs. Nous avons besoin d'ingénieurs qualifiés.[1042]

De leur côté, plusieurs responsables de l'enseignement estiment, à la suite d'Elûtin, que les *Thèses* doivent indiquer que le secondaire a aussi pour objectif de former les futurs étudiants du supérieur[1043]. Face à ces réactions, le ministre de l'Instruction Afanasenko paraît mal à l'aise : il fait état des hésitations de son ministère sur les formes de la *polytechnisation*, soulignant que c'est un thème qui « inquiète toute la société (*obŝestvennost'*) soviétique »[1044]. Suhomlinskij, sur un ton plus direct, met en garde contre les risques du « stage de travail » obligatoire à la production, notamment contre l'arrivée en VUZ de personnes munies du précieux document, mais insuffisamment formées[1045]. A leur tour, de nombreux savants « estiment que l'enseignement du soir et par correspondance ne doit pas être la voie principale, pour l'enseignement secondaire général et supérieur »[1046]. En fait, seuls les représentants des travailleurs de l'industrie et les responsables de l'agriculture soutiennent inconditionnellement l'obligation du « stage » avant les études supérieures : plusieurs d'entre eux citent le cas de la prestigieuse Académie « Timirâzev » à Moscou, déjà stigmatisée par Khrouchtchev dans son discours d'avril, où les étudiants ne connaîtraient rien au travail des champs[1047]. Kaz'min et Kirillin affirment cependant, comme pour les cadres de l'industrie, que ce soutien est « à titre provisoire » seulement[1048]. L'opposition entre, d'un côté, les travailleurs et les ruraux, et, de l'autre, les cadres des grandes villes, évidente tout au long de cette consultation, n'est donc pas reconnue officiellement par les organisateurs.

Curieusement, si les inégalités sociales et géographiques entre les élèves sont évoquées à quelques reprises, elles ne font jamais l'objet d'une évaluation ou d'un diagnostic global, ni du moindre débat. Des responsables du secteur productif reprennent l'idée d'avantager les « producteurs » : Vladimirov propose de fixer un seuil de 20% d'étudiants reçus directement en VUZ après l'école, et un de ses collègues rappelle que dans son usine,

---

[1040] RGANI, 5/35/93, p. 3. Certains réclament une amélioration de l'enseignement des langues étrangères, faisant écho au débat public existant depuis quelques années sur ce thème.
[1041] *Ibid.*, p. 4 ; p. 18.
[1042] *Ibid.*, p. 37 ; p. 54 pour la citation.
[1043] RGANI, 5/35/95, p. 11.
[1044] RGANI, 5/35/94, p. 150.
[1045] RGANI, 5/35/94, p. 18.
[1046] RGANI, 5/35/93, p. 4 ; p 142.
[1047] RGANI, 5/35/93, p. 103 et 115. Voir des extraits de ces interventions en annexe (texte 14). On peut douter de la sincérité de la seconde, qui reprend presque mot pour mot les critiques de Khrouchtchev à l'égard de l'Académie agricole « Timirâzev ».
[1048] Voir le tableau 2 en annexe.

on envoie les meilleurs ouvriers faire des études[1049]. Un président de kolkhoze ukrainien estime que le « stage » pratique permettrait d'améliorer les chances de la jeunesse rurale d'étudier dans le supérieur[1050]. En revanche, aucun responsable de l'enseignement n'évoque les différences de niveau social des parents entre les filières générales et professionnelles, ni « l'influence de certains parents » à l'école, à laquelle Khrouchtchev faisait allusion dans son *Mémorandum*, surtout dans sa variante initiale. Certes, plusieurs intervenants déplorent le caractère aléatoire des concours d'entrée en VUZ, parce qu'ils avantagent les élèves des bonnes écoles des grandes villes, en premier lieu de la capitale. Le premier, un directeur d'usine de Leningrad, Mozalevskij, est favorable à une évaluation des connaissances plus étalée dans le temps, car il arrive que des élèves ayant reçu une médaille d'or échouent. Surtout, un grand nombre de savants se prononcent pour une refonte complète des concours[1051]. Mais ces remarques ne sont pas reprises par Kaz'min et Kirillin dans leurs notes.

De même, Nurymbek Džandil'din, jeune secrétaire du PC kazakh (il a quarante ans), regrette le caractère peu argumenté du texte d'Elûtin[1052]. Il conteste la pertinence des mesures proposées, à la fois du point de vue de la jeunesse – qui a besoin, en dehors du travail, de temps libre pour « se reposer, aller au cinéma, au théâtre […] danser et se promener » – et de celui des entreprises, qui ne pourront embaucher des jeunes qu'au prix d'un fort *turnover*[1053]. Ses propos sont, d'ailleurs, longuement cités dans la note de Kirillin et Kaz'min, mais sans la formule qu'il emploie à plusieurs reprises, suivant laquelle il convient de « ne pas transférer mécaniquement » les principes de la réforme du secondaire vers le supérieur[1054]. Džandil'din reprend ici une partie des critiques formulées par les savants quelques jours plus tôt, contestant même le retour d'une *prolétarisation*, car elle n'aurait pas de base légale :

> Dans la note, il est indiqué que, parmi les étudiants des VUZ pédagogiques, il y a très peu de jeunes kolkhoziens, et il est indiqué plus loin qu'il faut qu'il y en ait plus. Chez nous, les règles d'admission sont les mêmes pour tous les VUZ. On ne doit pas les enfreindre, après avoir dit « a » on ne va pas dire « b ». Si nous parlons des jeunes kolkhoziens, cela veut dire que nous voulons qu'il y en ait plus. Si nous ne pouvons pas le dire ainsi, alors à quoi bon surcharger le document de phrases et de considérations générales. [Il est proposé qu'] on admette en *pedvuz* [VUZ pédagogique] en tenant compte de la recommandation (*harakteristika*) fournie par l'école, du penchant (*sklonnost'*) pour le métier pédagogique. Mais si [le candidat] n'a jamais travaillé dans une école, comment peut-on déterminer quels sont ses penchants pour ce métier ? Ce sont là des phrases vaines, qui n'apportent rien.[1055]

Enfin, la lecture des sténogrammes et des rapports envoyés aux secrétaires du CC du PCUS montre que plusieurs questions sont négligées, voire oubliées, au fil des débats. Citons, en premier lieu, l'organisation du service militaire, qui concerne les garçons âgés de 19 ans, à l'exception de ceux admis en VSSUZ et employés dans certains secteurs d'activité. Certes, les militaires s'en préoccupent et s'opposent, d'après le compte rendu du maréchal Mereckov, à un allongement de la scolarité ou à une rupture dans les études ; mais les chefs des *Otdely* en

[1049] RGANI, 5/35/93, p. 38 ; p. 22.
[1050] *Ibid.*, p. 109-111. C'est aussi l'avis de Morozova : *Ibid.*, p. 115-116. Voir le texte 14 en annexe.
[1051] Les propositions de ces académiciens seront étudiées en détail dans le chapitre suivant.
[1052] RGANI, 5/35/95, p. 82.
[1053] *Ibid.*, p. 83-85. Il constate qu'Elûtin et ses collègues n'ont pas pu éviter une certaine « contradiction ».
[1054] *Ibid.*, p. 66-67. Voir le texte intégral de ce rapport en annexe (texte 19). Džandil'din est l'un des rares à insister sur l'insuffisance de la formation *théorique* prodiguée dans les VUZ pédagogiques, dont il est un ancien étudiant.
[1055] *Ibid.*, p. 86-87.

parlent une seule fois, après la réunion du 25 septembre[1056]. La grande majorité des intervenants ignore le problème, peut-être parce qu'il ne concerne, à l'époque, que 10% des garçons sortant de l'école secondaire complète, et qu'il y a donc peu de chances que ces responsables y aient été confrontés en tant que parents[1057]. On n'évoque pratiquement pas non plus le financement de la politique scolaire : seul le ministre de l'Instruction du Kirghizstan, Turgunov, se plaint du manque de moyens pour développer les écoles-internats dans sa république, et regrette que Kirillin soit parti en cours de réunion, car il aurait voulu lui adresser « l'intégralité de [son] intervention »[1058].

Kaz'min et Kirillin négligent de mentionner, dans leurs résumés, certains arguments contre la professionnalisation et l'interruption des études secondaires. En particulier, plusieurs orateurs font référence à leur propre parcours : ils évoquent leurs années de formation avec nostalgie, mais aussi, et surtout, avec une distance critique. Certes, l'époque des *rabfak* est présentée comme un temps héroïque où les meilleurs ouvriers pouvaient espérer une promotion par le savoir : l'ingénieur Bastarov se souvient de la manière dont on l'a envoyé étudier, et regrette qu'il y ait désormais 30 à 50 candidats pour chaque place en VUZ, au lieu de deux à son époque[1059]. Mais il juge impossible de reproduire les mêmes conditions pour la génération actuelle, vu l'inflation des programmes, notamment en mathématiques et en physique, et il soutient résolument le maintien de l'école décennale[1060]. Bardin, vice-président de l'AN SSSR, raconte comment un contremaître lui a conseillé, alors qu'il travaillait pendant ses études, de s'épargner certaines tâches afin de devenir ingénieur et de pouvoir, un jour, les remplacer par le travail des machines[1061]. Un autre type d'argumentation plus conforme, semble-t-il, à ce qu'attendent les chefs des *Otdely*, est le discours d'expert. Mereckov rejette ainsi comme impraticable la division de la semaine en deux moitiés consacrées alternativement aux études et au travail – expérimentée par le *Minpros* et l'APN dans cinquante écoles de RSFSR[1062] – en arguant des avancées de la mécanisation et de l'automatisation, qui rendent caduc ce type d'apprentissage[1063]. Parmi les scientifiques, les avis divergent : Bol'šakova, spécialiste d'hygiène scolaire à l'Institut médical n°1 de Moscou, défend cette solution, alors que le chimiste Semënov, s'appuyant sur son expérience de savant et de formateur de jeunes chercheurs, la rejette[1064].

Le cas de Semënov est caractéristique d'une majorité de savants, qui s'opposent ouvertement au projet qui leur est soumis (en le présentant comme celui « de l'APN »), et plaident pour le maintien du *statu quo*, au prix de quelques adaptations. Avant lui, le mathématicien et académicien Sobolëv, évoque la supériorité du système soviétique sur les autres, qui tient d'après lui à l'âge précoce auquel les sciences sont enseignées[1065]. Une

[1056] RGANI, 5/35/94, p. 110. D'après ce document, plusieurs intervenants à cette réunion ont souligné les risques, pour la qualification des futurs appelés du contingent, d'un retard dans les études. Voir le texte 17 en annexe

[1057] Voir le graphique 11.

[1058] RGANI, 5/35/95, p. 56. Ayant écarté de notre étude la situation des systèmes d'enseignement dans les républiques fédérées, nous ne pouvons évaluer la représentativité d'une telle intervention.

[1059] RGANI, 5/35/94, p. 97. L'augmentation du nombre de prétendants à l'entrée en VUZ est le résultat de la politique de massification du secondaire, et du malthusianisme pratiqué à l'admission, comme nous l'avons vu aux chapitres 2 et 3.

[1060] RGANI, 5/35/94, p. 93. Cette position n'est pas mentionnée dans le compte rendu envoyé à Brejnev, qui cite pourtant Bastarov.

[1061] RGANI, 5/35/93, p. 199. Voir son intervention en annexe (texte 16).

[1062] Voir *supra*, chapitres 2 et 4. Ces 50 écoles vont être rejointes par 200 autres au cours de l'année, d'après une déclaration publique du ministre Afanasenko : voir *Izvestia*, 29 août 1958.

[1063] Voir le texte de son compte rendu en annexe (texte 17).

[1064] RGANI, 5/35/93, p. 177 ; p. 181. Semënov emploie cinq fois le terme « automatisation », en deux pages de sténogramme.

[1065] *Ibid.*, p. 148. Voir des extraits de son intervention en annexe (texte 16). La position des savants sera étudiée en détails au chapitre 6.

réorganisation ruinerait, dit-il, cet avantage, sans pour autant permettre de sélectionner un plus grand nombre de jeunes issus du « peuple ». La plupart de ses collègues lui emboîtent le pas, à l'exception du recteur de l'université de Kiev, l'académicien ukrainien Švec, qui cite quatre fois Khrouchtchev, alors que ce nom est absent des autres interventions[1066].

Certaines remarques des secrétaires de CC et des ministres de l'Instruction, qui vont dans le même sens que celles des savants, ne sont pas mentionnées dans le résumé de la réunion du 27 septembre[1067]. Celui-ci ne tient pas non plus compte d'un problème soulevé à l'extrême fin de l'intervention de Kairov, celui des bourses étudiantes :

> Je pense qu'il ne convient pas d'adopter le principe d'un refus même temporaire des bourses. On ne sait pas encore ce qu'il en sera du salaire pour les étudiants.
> QUELQU'UN : Tant que les bourses existeront, les étudiants se sentiront à l'usine comme en promenade (*budut progulivat'sâ po zavodu*). Il faut que les conditions économiques soient telles que l'étudiant se mette au travail, qu'il soit un ouvrier-étudiant, et non un étudiant-ouvrier.
> KAIROV : Qu'il en soit ainsi, je suis d'accord, c'est juste. Mais il ne faut pas refuser…
> KIRILLIN : Nous n'avons pas assez d'argent pour allonger le cursus d'une année, et payer les bourses.
> KAIROV : Je demande à la commission d'examiner cette question, j'ai peur que nous perdions des étudiants.[1068]

Le président de l'APN exprime sa réserve, comme s'il avait peur des conséquences des choix effectués pour le déroulement des études secondaires et supérieures. Au « rapprochement de l'école avec la vie », s'est pourtant adjoint un nouveau mot d'ordre, comme il vient de le dire explicitement :

> Nous ne devons pas oublier, et Nikita Sergeevič le souligne, que nous devons préparer la jeunesse à la vie, au travail (*k trudu*). Mais il ne faut pas non plus oublier qu'il convient de former aussi des cadres pour le supérieur, et que nous ne pouvons pas abaisser le niveau de formation des élèves.[1069]

Malgré le caractère organisé et strictement encadré des réunions, on constate donc un trouble réel chez les responsables de l'enseignement, et en particulier chez les représentants des VUZ et des grandes institutions scientifiques du pays. Ces derniers, de toute évidence, ont tenté de transformer le cycle de consultations organisé par les Départements du Comité central du Parti en véritable concertation, en critiquant radicalement le projet initial, et en formulant des contre-propositions dont nous aurons à reparler. Quoi qu'il en soit, cette libération de la parole à huis clos a révélé de fortes tensions autour du projet officiel.

Ainsi, la variante initiale proposée par Khrouchtchev a rencontré une véritable opposition interne bien que feutrée, capable de lui substituer un texte modéré donc plus acceptable pour les principaux acteurs des sphères concernées, à l'exception de l'administration des Réserves de main-d'œuvre. Lorsque le *Mémorandum* est publié le 21 septembre, il est déjà rendu caduc par la riposte technocratique des *Otdely*. La tendance constatée dans les documents et les articles de presse, qui consiste à raccourcir le titre des

---

[1066] RGANI, 5/35/93, p. 156.
[1067] C'est le cas de Džandil'din, mais aussi du ministre de l'Instruction moldave, Kračun, qui se demande si les propositions d'Elûtin ne comportent pas un risque d'entraîner les VUZ « vers un autre extrême », par rapport aux défauts constatés jusque là : RGANI, 5/35/95, p. 101.
[1068] RGANI, 5/35/95, p. 124. Le dialogue s'arrête là, sans suite.
[1069] RGANI, 5/35/94, p. 116.

Thèses pour ne les attribuer qu'au Parti – en gommant le rôle du Conseil des ministres – confirme que le gouvernement n'est pas le lieu de décision suprême[1070].

Conclusion : Le projet khrouchtchévien revu et corrigé

Le mécanisme d'élaboration de la loi de 1958 peut être décomposé en plusieurs étapes en apparence contradictoires. Dans un premier temps, Khrouchtchev adopte un style de gouvernement qui n'est pas sans rappeler le stalinisme : la parole d'un leader sert à fixer un objectif et à définir une politique, sans tenir compte de l'avis des instances concernées. La collégialité du pouvoir n'est que de façade, et c'est bien la vision du Premier secrétaire qui paraît s'imposer. Au bout de quelques mois pourtant, son projet rencontre des réticences, puis une véritable opposition interne, capable de lui substituer une variante plus modérée. En lui déléguant la mise en forme des mesures concrètes et l'organisation d'une consultation des principaux acteurs, Khrouchtchev a mis l'appareil du CC du CPUS en position d'amender significativement son projet. Il est possible que le Premier secrétaire se soit désintéressé des modalités pratiques de sa réforme, ou qu'il ait fait une confiance excessive aux hommes de l'*Otdel nauki*.

Pour les organisateurs des réunions, la partie est alors facile : la manœuvre consiste à rejeter sur Zelenko la paternité d'une conception minimale de l'école secondaire, d'une scolarité au rabais. Or, il s'agit bien d'un renoncement au projet initial, donc d'un acte d'opposition à la vision khrouchtchévienne. Les artisans de ce compromis, à savoir Kairov, Elûtin et, probablement, Kaz'min, Kirillin et Afanasenko, ont réussi 1) à conserver des écoles décennales de jour, tout en développant d'autres voies pour la seconde étape du secondaire ; 2) à ne pas laisser les Réserves de main d'œuvre contrôler intégralement la formation professionnelle, après l'école de huit ans ; 3) à rendre provisoire le « stage » obligatoire de deux ans ou plus dans la production, avant l'entrée en VUZ ; 4) à conserver des études entièrement « en rupture » pour certains VUZ, dont les universités. Telles sont les modifications apportées entre le *Mémorandum* du 21 septembre, et les *Thèses*, diffusées dans la presse soviétique le 16 novembre[1071].

L'appareil du CC du PCUS se retrouve ici au cœur de la prise de décision. C'est au cours des réunions de septembre qu'ont lieu la plupart des modifications du texte initial. En revanche le Plénum du Comité central, réuni au milieu du mois de novembre 1958, intervient après la bataille et ne constitue qu'une chambre d'enregistrement[1072]. Difficile, dans ces conditions, de parler d'un fonctionnement démocratique du pouvoir soviétique. Il s'agit plutôt d'une dilution du pouvoir qui profite à l'expression de corps intermédiaires puissants, ou plutôt à une approche technocratique incarnée par Vladimir Kirillin et plusieurs de ses collègues, entre autres. Mais la diversité de points de vue qui s'exprime est aussi instrumentalisée. La « consultation », notion qui revient à plusieurs reprises dans le texte des sténogrammes, ne débouche pas sur une prise de décision collective, concertée, mais sur

[1070] Voir par exemple l'article d'A.N. Kolmogorov paru dans *Trud* le 10 décembre 1958. Une recherche systématique dans les archives de la Direction des affaires (*Upravlenie delami*) du Conseil des ministres d'URSS (GARF, R-5446/92), pour la fin des années 1950, confirme l'absence de travail préparatoire sur la réforme au niveau de cette instance.

[1071] Ces dernières reprennent en effet la plupart des dispositions mentionnées, à l'exception de la troisième, qui n'est pas formulée expressément dans le texte.

[1072] Il manque bien sûr, dans ce processus, une étape essentielle : celle de la réaction des secrétaires du CC du PCUS, qui, comme Brejnev et Furceva, reçoivent les comptes rendus des *Otdely* et prennent les décisions définitives. Malheureusement leurs archives sont toujours inaccessibles aux chercheurs.

l'élaboration par le haut d'un compromis auquel tous les acteurs sont tenus d'adhérer. Un des artisans de cette synthèse, le président de l'APN, souligne d'ailleurs, le dernier jour, l'unanimité censée s'être dégagée au terme des discussions :

> A propos des désaccords (rashoždeniâ) [évoqués par le précédent orateur, Červonenko]. Il me semble que les réunions qui se sont tenues durant les trois derniers jours ont montré qu'il n'y avait pas de désaccord de principe…[1073]

Du point de vue d'une histoire sociale de la prise de décision, depuis la première expression du projet éducatif khrouchtchévien jusqu'à sa version quasi-définitive, on peut dire que la variante mise en avant par le Premier secrétaire, avec l'appui d'un certain nombre d'« administrateurs », a été bloquée au sein de l'appareil du Parti par l'alliance de « spécialistes » et de « pédagogues ». Mais les critiques formulées par certains scientifiques ont montré l'existence d'une contestation plus profonde de la réforme. La campagne de « discussion générale » qui s'ouvre alors la transporte dans la sphère publique.

[1073] RGANI, 5/35/95, p. 118. Kairov se livre ensuite à un raisonnement dialectique alambiqué, pour montrer que ce n'est ni l'étude ni le travail qui sont privilégiés dans le système proposé par les *Thèses*, mais les deux combinés ensemble : *ibid.*, p. 119.

CHAPITRE 6 :
LA « DISCUSSION GÉNÉRALE » DE L'AUTOMNE 1958, MANIFESTATION D'UN PLURALISME AU GRAND JOUR

> *A première vue, le passage de la loi paraît n'être qu'un nouvel exemple du modèle bien connu de prise de décision soviétique : une résolution élaborée au sommet du Parti et du gouvernement, le ralliement de l'opinion publique dans une discussion autorisée et contrôlée de façon officielle, les Soviets suprêmes sanctionnant le texte après un bref débat de pure forme. Mais ce qui rend ce cas particulier hors du commun, c'est l'expression relativement libre de réelles différences d'opinion entre responsables du Parti, enseignants et parents.*[1074]

> *…ici, bien sûr, il peut y avoir des points de vue différents, et c'est pourquoi il est parfaitement naturel que, dans l'article du cam[arade] Khrouchtchev, il soit précisé que cette question sera soumise à une discussion générale.*[1075]

> *Je voudrais exprimer quelques pensées sur les voies concrètes, les détails de la réalisation de cette idée du lien de l'école avec la vie, qui préoccupe désormais toute notre société. Ce n'est pas là seulement mon opinion personnelle, mais aussi celle du collectif d'enseignants de l'école secondaire où je travaille, ainsi que des parents d'élèves.*[1076]

Le *Mémorandum* de Nikita Khrouchtchev, publié le 21 septembre 1958, se terminait par un appel à la « discussion générale (*vsenarodnoe obsuždenie*) » des problèmes de l'enseignement en URSS, et des propositions pour les résoudre. Durant trois mois, jusqu'au vote de la loi le 24 décembre 1958, des réunions se tinrent dans toutes les instances du Parti et du Komsomol, alors que la presse en donnait de larges comptes rendus, et publiait parallèlement une quantité massive d'articles et de tribunes, mais aussi des lettres de simples citoyens, sur les différents sujets concernés. Ce simulacre de débat était en grande partie illusoire, la plupart des arbitrages, on l'a vu, ayant déjà été rendus *a priori* au Comité central, et les échanges étant soigneusement contrôlés par les instances d'agitation et de propagande du pays : un chercheur russe a pu parler, à son propos, de « rituel de discussion démocratique »[1077]. Pourtant, sur le moment, des observateurs occidentaux soulignèrent le caractère inédit des échanges dans la presse, qui comportaient une part d'interventions très critiques, paraissant révéler des tensions importantes dans l'appareil, et dans la société tout

---

[1074] Yaroslav BILINSKY, « The Soviet Education Laws of 1958-9 and Soviet Nationality Policy », *Soviet Studies*, Vol. 14, n° 2, octobre 1962, p. 138-157 ; p. 138. Je remercie Juliette Cadiot de m'avoir indiqué cette référence.

[1075] Extrait de l'intervention de Nikolaj Žavoronkov, directeur de l'institut de l'institut de chimie et de technologie « Mendeleïev » de Moscou, à la réunion des directeurs de VUZ au MVO SSSR, le 22 septembre 1958 : GARF, R-9396/1/870, p. 90.

[1076] Extrait de l'intervention de Vasilij Suhomlinskij à l'Assemblée générale de l'APN, le 25 novembre 1958 : GARF, R-10049 (APN RSFSR)/1 (Présidium)/2441, p. 37.

[1077] E.N. GOLDŠTEIN, « K ocenke škol'noj reformy 1958 g. (Istoriko-sociologičeskij aspekt) » *in Gumanističeskie idei, social'no-pedagogičeskie eksperimenty, bjurokratičeskie izvraščenija v razvitii otečestvennoj školy*, Saint-Pétersbourg, Obrazovanie, 1993, p. 123-140 ; p. 132.

entière[1078]. *A fortiori*, les réunions qui se déroulent à l'automne 1958 sont révélatrices tant du fonctionnement du système administratif soviétique, que de l'état d'esprit des élites qui y sont représentées : on y voit poindre un pluralisme limité, mais bien réel.

Dans ce chapitre, nous aborderons deux formes de cette « discussion générale », en limitant volontairement notre spectre d'analyse aux tribunes publiées dans les journaux centraux par des responsables d'administrations ou d'institutions diverses, à partir des directeurs d'écoles secondaires, et aux réunions organisées, principalement à Moscou, dans les instances centrales du pays : soit une part très réduite de la quantité d'interventions orales ou écrites produite lors de ce débat. En croisant les sources, nous pourrons dresser un tableau des positions des différents acteurs, en particulier des représentants de l'élite administrative, pédagogique et scientifique déjà rencontrés pendant la genèse de la réforme.

Dans un premier temps, l'analyse de la discussion par voie de presse et de son impact permet de reconstituer l'étape finale du mécanisme de décision qui préside à l'adoption de la loi[1079]. Ensuite, nous reviendrons sur le déroulement et le contenu des réunions internes au sommet des appareils du Parti et de l'État, qui sont le lieu de débats plus animés, dans la continuité de ceux des années précédentes. Enfin, à partir du cas spécifique des « savants », nous essaierons, suivant la méthode appliquée par Christophe Charle aux universitaires français sous la IIIe République, de « lier la répartition des opinions… avec les autres données prosopographiques disponibles »[1080]. Se posera alors la question de l'existence des « groupes d'intérêts » mentionnés par les chercheurs soviétologues des années 1960-1970.

I) Le « Dégel » pédagogique s'imprime dans les journaux

L'appel à la « discussion générale » s'inscrit dans une tradition ancienne dans la pratique du pouvoir soviétique : l'organisation d'un vaste débat public destiné à approuver une décision officiellement en suspens, en fait déjà tranchée pour l'essentiel. Mais en 1958, ce débat déborde en partie le cadre fixé : si les réunions chapeautées par l'*Otdel nauki* s'achèvent par un compromis modéré vis-à-vis du projet initial, elles révèlent aussi des réticences plus larges contre les principes mêmes de la réforme.

A partir d'un échantillon réduit, nous voulons montrer l'existence d'un pluralisme relatif sur les questions d'enseignement, prolongeant et amplifiant les débats nés au milieu des années 1950. C'est ici que le « Dégel pédagogique » connaît sa manifestation la plus spectaculaire, en dépit des limites de la liberté d'expression.

A. « Discussion publique » et « opinion » dans la Russie de 1958 : essai de définition dynamique

[1078] Outre l'article de Yaroslav Bilinsky cité en épigraphe, mentionnons George BEREDAY, *The Changing Soviet School*, New York, 1960, George BEREDAY, Jaan PENNAR (dir.), *The Politics of Soviet Education*, New York, 1960, Sergei V. UTECHIN, « Khrushchev's Educational Reform », *Soviet Survey* n° 28, avril-juin 1959, p. 66-72, et François FEJTÖ, « Réforme scolaire et stratification sociale en URSS », dans *L'URSS. Droit, Economie, Sociologie, Politique, Culture*, tome I, Paris, Sirey, 1962, p. 319-328, qui utilise les références précédentes.

[1079] Nous n'avons pas pu, malheureusement, exploiter d'autres sources en particulier audiovisuelles : films documentaires et actualités cinématographiques, et surtout émissions radiophoniques, qui ont dû être nombreuses sur le sujet de la *perestroïka* de l'enseignement soviétique.

[1080] Christophe CHARLE, *La République des universitaires*, Paris, Seuil, 1994, p. 293.

Pour bien comprendre et interpréter la procédure mise en œuvre autour de la réforme de l'enseignement, il importe de replacer cette dernière dans l'héritage des pratiques et des dénominations du pouvoir soviétique. En effet, des « discussions publiques » avaient déjà eu lieu dans l'entre-deux-guerres ; leur résurgence au milieu des années 1950, si elle marque une certaine rupture avec le stalinisme tardif, témoigne d'une conception de « l'opinion » très éloignée de celle fondée sur la liberté d'expression. Mais celle-ci est en mouvement dans la période étudiée : elle peut varier suivant les interlocuteurs, les lieux et les dates.

En septembre 1958, la publication du Mémorandum de Khrouchtchev donne le signal de la discussion : ici fonctionne un schéma courant dans l'après-guerre, y compris pour les vagues de dénonciation publique dans la sphère scientifique[1081]. Mais le recours à la presse écrite pour donner l'illusion d'une discussion démocratique est plus ancien encore, puisqu'il correspond aux fonctions d'agitation et de propagande prévues par Lénine[1082]. D'après Sheila Fitzpatrick, il intervient encore au milieu des années 1930 :

> La « discussion publique » fut une expérience tentée à deux reprises [sous Staline], les deux fois en 1936. Les thèmes abordés étaient la loi sur l'avortement et la nouvelle Constitution. On peut y voir, avec Arch Getty, une tentative de démocratisation inaboutie, ou simplement une nouvelle façon de recueillir des informations sur l'opinion publique.[1083]

Par « opinion publique », l'historienne entend ici l'état d'esprit de la population, qu'en l'absence de liberté d'expression les autorités cherchent à mesurer par de nombreux moyens, en particulier les rapports de la police politique – GPU, NKVD, puis KGB à partir de 1954[1084]. On est donc loin de la définition par Jürgen Habermas d'un « espace de discussion et d'échanges soustrait à l'emprise de l'Etat et critique envers lui »[1085]. Comme l'indique Jean-Paul Depretto à propos des réunions avec lecture du « Rapport secret » qui ont suivi le XXe Congrès : « on ne saurait parler d'une 'opinion publique', inexistante, mais plutôt d''humeurs', comme on dit en russe, ou d'avis sur… »[1086]. L'expression « humeurs (*nastroeniâ*) de la société » est également employée par l'historien Ûrij Aksûtin – qui travaille, il est vrai, à partir de sondages réalisés à plus de quarante ans de distance[1087].

[1081] Ainsi, les articles de Staline parus en mai 1950 et novembre 1951, respectivement sur la question linguistique (contre Marr) et la politique économique (avant d'être regroupés et édités sous formes de brochures), ont été le point de départ de « campagnes » qui se sont soldées par la condamnation de plusieurs courants scientifiques, comme le rappelle A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye v usloviâh social'no-političeskih transformacij XX veka. Kurs lekcij*, Saint-Pétersbourg, Nestor, 2006, p. 128.

[1082] Sur la définition léniniste du rôle de la presse, voir Antony BUZEK, *How the communist press works*, Londres, Pall Mall Press, 1964.

[1083] Sheila FITZPATRICK, *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*, Paris, Flammarion, 2002, p. 270 ; voir aussi J. Arch GETTY, « State and Society under Stalin : Constitutions and Elections in the 1930s », *Slavic Review*, 50, 1, 1991, p. 18-35.

[1084] Pour un exemple de cette mesure de l'opinion pendant la période khrouchtchévienne et au-delà, on peut se reporter au recueil de documents consacré aux « contestations » de toutes natures : KOZLOV V.A., ÈDEL'MAN O.V., ZAVADSKAÂ È.Û. (éd.), *Kramola. Inakomyslie v SSSR pri Hruševe i Brežneve 1953-1982. Rassekrečennye dokumenty Verhovnogo suda i Prokuratury SSSR*, Moscou, Materik, 2005.

[1085] Jürgen HABERMAS, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1997 (première édition allemande : 1962). Cité par Roger CHARTIER, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Point Seuil, 2000 (1ère édition : 1991), p. 37. Habermas s'inspire lui-même du concept de « Lumières » (*Aufklärung*) chez Kant.

[1086] Jean-Paul DEPRETTO, « La réception du XXe Congrès dans la région de Gorki », *Cahiers de Framespa*, n°1, 2006. Le mot russe correspondant est *nastroeniâ*.

[1087] Ûrij V.AKSÛTIN, *Hruševskaâ « ottepel' » i obŝestvennye nastroeniâ v SSSR v 1953-1964 gg.*, Moscou, ROSSPÈN, 2004.

Il faut mentionner toutefois l'existence de deux termes distincts dans le discours des dirigeants et des médias soviétiques : *obŝestvo* (« société ») et *obŝestvennost'*. Le premier désigne l'ensemble de la population, alors que le second évoque sa partie la plus active politiquement, celle qui participe directement à la « construction du communisme » : il s'agit des membres du Parti, du Komsomol et des Syndicats, appelés aussi « organisations sociales ». Les deux paraissent interchangeables, chez certains intervenants lors de réunions publiques ou internes[1088]. Plus rare, la notion d'« opinion publique (*obŝestvennoe mnenie*) », formée sur la même racine que les deux mots précédents, désigne alors l'ensemble des points de vue des « organisations sociales » et de la presse[1089]. L'expression « mobilisation de l'opinion publique » (*mobilizaciâ obŝestvennogo mneniâ*) apparaît dans la bouche de Khrouchtchev, lors d'une réunion du groupe du Parti au Soviet suprême d'URSS, le 8 février 1955[1090]. Dans ce cercle restreint et à huis clos – l'intervention, véritable réquisitoire contre Malenkov, alors encore chef du gouvernement, n'est pas destinée à être publiée –, l'opinion désigne donc une réalité qu'il s'agit de façonner, et non plus seulement de connaître et de surveiller. Près de deux ans plus tard, dans ses remarques adressées au Présidium du CC du PCUS sur la rédaction de la Lettre du 19 décembre 1956 aux instances républicaines, régionales et locales du Parti, le secrétaire Aleksej Kiričenko parle de la nécessité de « créer (*sozdavat'*) une opinion publique intolérante (*neterpimoe*) vis-à-vis » des fauteurs de troubles et des idées hostiles au régime[1091]. En décembre 1958, la secrétaire du CC du Komsomol Lûbov' Balâsnaâ cite ainsi Khrouchtchev : « il faut créer une atmosphère d'intolérance sociale (*obŝestvennaâ neterpimost'*) à l'égard de ceux qui dédaignent le travail »[1092].

Ce glissement dans les discours vient confirmer l'existence d'un important « Dégel » médiatique en URSS[1093]. Les débats par voie de presse sont officiellement encouragés, au lendemain du XXe Congrès : la « monotonie et le manque d'originalité des journaux » sont stigmatisés dans la *Pravda* et les revues *Partijnaâ žizn'* et *Kommunist*, au printemps 1956[1094]. Ainsi, à côté des fonctions traditionnelles de la presse soviétique, définies par les écrits canoniques de Lénine comme « agitation, propagande et organisation », mais aussi du contrôle exercé sur les administrations, par le biais de la « critique » et de l'« autocritique »[1095], le fait nouveau de la fin des années 1950 est le déploiement de discussions de masse[1096]. La direction du pays prend l'habitude de présenter dans la presse, à

[1088] Un médecin qui prend la parole lors de la réunion consacrée à la « surcharge » des élèves du secondaire, en mai 1956, se classe lui-même dans l'*obŝestvennost'*, puis, quelques instants plus tard, demande au ministre adjoint de prévenir son supérieur de « ce qui inquiète la société (*obŝestvo*) » : GARF, R-10049/1/2084, p. 34.

[1089] Certains politologues anglo-saxons de la fin des années 1960 traduisent aussi le terme *obŝestvennost'* par « public informé (*the informed public*) », y voyant la part de la société qui « participe à la vie publique et représente l'opinion publique » en URSS : voir H. Gordon SKILLING, « Group Conflict in Soviet Politics. Some Conclusions », dans SKILLING H.G., GRIFFITHS F. (dir.), *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton UP, 1971, p. 379-416 ; p. 380.

[1090] AP RF (Archives présidentielles de la Fédération de Russie), 52/1/285, p. 1-34. Ce sténogramme, dont la majeure partie est occupée par le discours de Khrouchtchev, est reproduit intégralement dans le numéro spécial d'*Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 29-37 ; p. 29 pour notre citation.

[1091] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.2. Postanovleniâ*, Moscou, Rosspèn, 2006, p. 508. Il faut noter toutefois que cette formulation, employée à deux reprises par Kiričenko, n'apparaît pas dans la version finale du document.

[1092] « Le Komsomol et la *perestroïka* de l'école », *Pravda*, 2 décembre.

[1093] Voir *supra*, chapitre 4.

[1094] Voir *Chroniques étrangères. URSS*, Paris, La Documentation française, n°167, 30 août 1956.

[1095] Le plus souvent, comme à la fin de l'époque stalinienne, la fonction de « critique » de la presse servait à préparer le remplacement d'un responsable, ou un changement de politique. Voir notre étude de quelques cas à partir d'une revue paraissant en France : « Un militant anarchiste lit la presse soviétique : *La Réalité Russe*, 1950-1958 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°9, 1999.

[1096] Pour un exposé précis, bien que daté, des fonctions de la presse soviétique, voir Alex INKELES, *L'opinion publique en Russie soviétique. Une étude sur la persuasion des masses*, Paris, Les Iles d'Or, 1956, p. 146-205.

l'avance, les décisions importantes, en donnant l'apparence d'une procédure consultative[1097]. Plusieurs exemples illustrent cette tendance. Le 14 juillet 1956, la loi sur les retraites est votée avec plusieurs correctifs tenant compte des nombreuses lettres de citoyens soviétiques reçues par la Commission des projets législatifs du Soviet de l'Union, d'après un rapport interne à cette dernière[1098]. En août 1956, à propos du « renforcement de la lutte contre les éléments antisociaux et parasites et de la mise au travail des Tsiganes nomades », le Présidium du CC du PCUS adopte un décret qui prévoit d'« adopter la proposition du c[amarade] Khrouchtchev sur la publication dans la presse du projet de loi, après son examen préalable au CC du PCUS, et sur l'organisation d'une large discussion (*obsuždenie*) du projet de loi dans la population »[1099]. Quelques mois plus tard, l'instauration des *sovnarhoz* donne lieu à une première « discussion générale », avant le vote de la loi du 10 mai 1957 : elle est initiée par la publication d'un rapport (*doklad*) signé du nom de Khrouchtchev[1100]. Les archives regorgent de détails chiffrés sur la participation des citoyens à ces débats :

> Aux réunions de travailleurs et sur les pages des journaux et des revues sont intervenus des ouvriers, des kolkhoziens et des spécialistes de différents domaines de connaissances (*specialisty raznyh otraslej znanij*). Au total, la discussion de ce projet de loi a entraîné la tenue de plus de 514 000 réunions, auxquelles ont assisté 40 820 000 travailleurs, dont plus de 2 300 000 ont présenté des propositions et des remarques.[1101]

On plaint les bureaucrates confrontés à cette consultation de masse, à l'ère pré-informatique – mais il n'est pas exclu qu'elle soit, pour une large part, fantomatique. Si la réforme fiscale, mise sur les rails en septembre 1957, ne donne pas lieu à une telle procédure, la suppression des MTS, en mars 1958, suscite à son tour un débat dans la presse et des réunions massives, avant l'adoption d'un décret du CC du PCUS et du CM d'URSS[1102]. Les Commissions du Soviet suprême recommandent d'étendre ces pratiques à tout nouveau projet[1103]. Pour la réforme de l'enseignement de 1958, la durée de la discussion est plus longue : elle s'étend officiellement du 16 novembre au 24 décembre 1958, mais dépasse en fait largement ces bornes. Si la publication du discours de Khrouchtchev au XIIIe Congrès du Komsomol, le 19 avril 1958, n'est pas immédiatement suivie d'une campagne de presse, le Premier secrétaire avait d'ailleurs parlé dès janvier de « sonder l'opinion publique », en donnant la parole aux pédagogues, aux enseignants de VUZ et aux académiciens[1104].

Mais dans les conditions nouvelles qu'on a décrites ici, et dans un contexte marqué par l'accumulation antérieure de tensions internes fortes, cette procédure banale s'avère riche en désagréments pour le projet officiel.

[1097] Le phénomène concerne même certaines questions internationales : voir G.Š. SAGATELÂN, V.S. SAEČNIKOV, « Sovetskoe obŝestvo: političeskie kampanii 50-h godov », dans PEL'ČUK V.S., SAGATELÂN G.Š. (dir.), *Sovetskoe obŝestvo: budni holodnoj vojny: Materialy «kruglogo stola»*, Moscou, 2000.

[1098] GARF, R-7523 (Soviet Suprême d'URSS)/45 (Commission des projets de lois du Soviet de l'Union)/20, p. 37. Rapport sur l'activité des Commissions des projets législatifs du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités pour les années 1954-1957, s.d. Les Commissions auraient examiné plus de 12 000 lettres.

[1099] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.2., op. cit.*, p. 411.

[1100] *Ibid.*, p. 612 ; et William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 304.

[1101] GARF, R-7523/45/20, p. 41. Le même document parle de la « large discussion par la société (*obŝestvennost'*) soviétique » comme d'une pratique répandue, y compris au niveau des républiques fédérées : *Ibid.*, p. 42.

[1102] *Ibidem*. Il y aurait eu 50 millions de participants, et 3 millions d'intervenants, à propos de la suppression des MTS. Voir aussi A.A. FURSENKO, *Prezidium CK KPSS / T.2., op. cit.*, note 3, p. 1009.

[1103] GARF, R-7523/45/20, p. 68. Cette énième note sur le travail des Commissions, datant de juin 1958, a probablement été transmise au Présidium du Soviet suprême.

[1104] .A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS / T.3…, op. cit.*, p. 816.

B. Les premières critiques ouvertes du projet khrouchtchévien

Entre juin et septembre se met en place un débat diffus, fait d'interventions éparses dans les journaux et les revues spécialisés, à commencer par l'*Učitel'skaâ gazeta*, organe officiel des ministères de l'Instruction de toute l'Union, mais aussi dans d'autres titres généralistes[1105]. La diversité des points de vue exprimés est frappante : le « Dégel » pédagogique connaît alors son apogée.

Lors de la réunion spécialement organisée à l'Académie des sciences pédagogiques en juin 1956 sur la surcharge de travail des écoliers, plusieurs intervenants avaient évoqué le rôle du quotidien *Literaturnaâ gazeta* (désormais : *LG*). L'enseignant de physique moscovite Geršman avait dit sa « profonde reconnaissance » envers le journal, et souhaité que l'*Učitel'skaâ gazeta* imitât son exemple[1106]. Un médecin, Nesterov, s'était dit lui aussi satisfait de voir « sous le feu de l'autocritique » le corps médical et ses instances dirigeantes[1107]. Toutefois, le vice-président de l'APN, Nikolaj Gončarov, avait paru agacé :

> Je ne suis pas d'accord avec l'idée que la *LG* pose toujours avec acuité et correctement les problèmes. Toujours avec beaucoup d'acuité, mais pas toujours correctement.[1108]

Le 25 juillet 1958, le Présidium de l'APN consacre une séance aux conséquences de la publication d'un article du membre-correspondant Nikolaj Verzilin dans la *LG*, un mois plus tôt. Pour sa hiérarchie, ce dernier a commis une « erreur » en affirmant que l'introduction d'une part de formation professionnelle abaisse le niveau général d'enseignement ; elle regrette aussi que la rédaction de la *LG* ait refusé de publier un droit de réponse[1109]. La frilosité des dirigeants pédagogiques est compréhensible : accusés d'avoir peu développé la *polytechnisation* du secondaire durant les dernières années, ils sont tenus de manifester ostensiblement leur soutien au projet khrouchtchévien.

De son côté, la *LG* publie le 3 juillet un article consacré à l'orientation professionnelle des jeunes, évoquant le « grave problème » du manque de places dans les établissements des Réserves de main-d'œuvre, qui prive de nombreux candidats de la possibilité d'acquérir un métier[1110]. L'organe de l'Union des écrivains d'URSS n'est pas le seul à donner la parole aux différents acteurs concernés par la *perestroïka* en gestation.

En juin, les *Izvestia*, organe du Soviet suprême d'URSS, créent une rubrique intitulée : « Discutons les questions de la réorganisation scolaire ». Des représentants du système éducatif s'y font l'écho des doutes et des inquiétudes dans leurs professions. La première, une enseignante de Leningrad, relate les débats en salle des professeurs dans son

---

[1105] Nous nous focaliserons particulièrement sur ces derniers, vu leur audience plus grande dans le pays ; de plus, le débat sur les pages de l'*Učitel'skaâ gazeta* est quasiment permanent, sur les questions d'organisation de l'enseignement du secondaire, depuis 1956. Voir *supra*, chapitre 4.

[1106] GARF, R-10049/1/2084, p. 33.

[1107] *Ibid.*, p. 79.

[1108] *Ibid.*, p. 88.

[1109] GARF, R-10049/1/2443, p. 134-135. L'article, intitulé « Pensées sur la réorganisation de l'école », est paru le 26 juin 1958. Voir le texte 20, en annexe. Cet épisode témoigne de l'autonomie relative dont peut jouir le quotidien, sur une question qui met pourtant en jeu la légitimité de la ligne du Parti.

[1110] V. Eliseeva, « Podrostki », *Literaturnaâ Gazeta*, 3 juillet 1958. L'auteur présente son article comme le résultat d'une rencontre imprévue avec des jeunes étudiant dans les écoles du GUTR qui auraient fait irruption dans les locaux du journal.

établissement[1111]. Selon elle, le désaccord principal porte sur l'alternative entre envoyer les élèves suivre une formation professionnelle après huit ans de scolarité, ou combiner études et acquisition d'un métier (*special'nost'*) pendant onze ans : une majorité penche pour la seconde solution. Fin juin, deux enseignants de Sverdlovsk exposent leur vision des choses : ils estiment que mettre l'accent sur le russe, les mathématiques, la physique et le dessin technique permettrait aux élèves, tout à la fois, de « passer les concours d'entrée en VUZ, et d'apprendre rapidement les techniques de production dans les usines et les centrales »[1112]. Dix jours plus tôt, un *docent* de l'Institut pédagogique de Iaroslav a demandé la tenue d'un « congrès pédagogique » pour discuter tous les problèmes, y compris avec des représentants du grand public[1113]. La suggestion est en fait une annonce déguisée : du 31 juillet au 2 août se tient à Moscou une « réunion pour toute la Russie sur les problèmes de la *perestroïka* de l'école secondaire générale », où Afanasenko et Kairov écartent soigneusement toute discussion sur les principes[1114].

Pourtant, des responsables vont jusqu'à remettre en cause les principes de la réforme : début août, un inspecteur scolaire de l'oblast' de Kujbyšev en RSFSR (aujourd'hui : Samara) décrit de façon peu enthousiaste la situation dans une école pilote de l'arrondissement de Stavropol, où un jour par semaine est consacré au travail au kolkhoze. Il reprend, sans le citer, le jugement du membre-correspondant de l'APN Verzilin :

> … pouvons-nous [la] considérer comme un modèle pour nos futures écoles ? Derrière la façade de bien-être, j'ai découvert d'autres choses […] nous avons d'un côté des réalisations dans l'instruction polytechnique, mais de l'autre une formation très déficiente dans les disciplines les plus fondamentales du cursus.[1115]

L'établissement aurait ainsi sacrifié la formation théorique des élèves, dont 20% n'ont pas le niveau requis en russe et en mathématiques. L'inspecteur va jusqu'à mettre en cause sa hiérarchie, ce qui laisse penser qu'il bénéficie d'une protection en haut lieu – ou que son texte est de pure commande, voire inventé ?

> Nous avons reçu un certain nombre de directives et d'instructions de la part du *Minpros RSFSR* sur toutes sortes de changements dans les programmes, d'expériences, etc. [...] alors que le ministère montre un certain intérêt pour l'introduction de l'instruction polytechnique, il semble rester indifférent à la qualité des connaissances des élèves…[1116]

Quelques jours plus tard, c'est au tour du recteur de l'université de Leningrad, Aleksandr Aleksandrov, de prendre le contre-pied de la ligne officielle. Tout en invoquant « le rapport communiste au travail manuel » et le « lien avec la vie », il fixe comme objectif à l'enseignement supérieur « d'apprendre aux étudiants à penser et à appliquer le savoir qu'ils ont acquis »[1117]. La dimension « pratique » des études se réduit chez lui aux stages pédagogiques et au travail de recherche en laboratoire, en fin de cursus. Il souligne aussi les difficultés des étudiants du soir et par correspondance, propose de leur accorder au moins six mois par an « en rupture avec la production », et demande qu'on ne leur donne pas systématiquement la note passable aux examens.

[1111] *Izvestia*, 7 juin 1958.
[1112] *Izvestia*, 28 juin 1958.
[1113] *Izvestia*, 18 juin 1958.
[1114] E.N. GOLDŠTEIN, « K ocenke… », article cité, p. 133.
[1115] *Izvestia*, 3 août 1958.
[1116] *Izvestia*, 3 août 1958.
[1117] *Izvestia*, 9 août 1958.

Ces prises de position, pour isolées qu'elles soient, sont en décalage avec la ligne officielle déployée dans les médias. L'appel au « rapprochement de l'école et de la vie » s'inscrit en effet dans un contexte de mobilisation de la société qui renoue avec les campagnes des années 1920 et 1930. Au début de l'automne 1958, la *Komsomolskaâ pravda* et la *Pravda* saluent la « compétition socialiste » entre jeunes travailleurs, sous forme de « brigades de travail communiste » : c'est la relance d'un mouvement de type stakhanoviste d'après G. Sagatelân[1118]. Le slogan « apprendre à vivre et à travailler à la communiste ! », cité par Khrouchtchev dans son discours d'avril au congrès du Komsomol, illustre ce tournant. Les articles de Zelenko, Kairov et Elûtin, publiés entre la fin août et la mi-septembre, annoncent un changement radical dans tout le système d'enseignement[1119]. Surtout, le *Mémorandum*, publié le 21 septembre, est suivi d'une multitude d'articles louant ses principales dispositions, et dénonçant la rupture de l'école « avec la vie »[1120].

Comme le souligne un rapport de l'*Otdel nauki* du CC du PCUS en octobre, les grands journaux soviétiques donnent ainsi du système éducatif une image plutôt négative, au nom des grands changements attendus dans ce domaine[1121]. Mais l'heure est à l'enthousiasme : le responsable ukrainien Stepan Červonenko proclame fièrement, à la réunion du 25 septembre au Comité central du Parti :

> Nous avons dès à présent adopté un décret du CC [ukrainien] à propos de la lettre du camarade Khrouchtchev, publiée [dans la presse]. Nous en avons édité 100 000 brochures, pour les diffuser. Autrefois, dans les entreprises, on ne discutait pas de tels documents.[1122]

Le *Mémorandum* cède à son tour la place à une variante plus modérée, celle des *Thèses* approuvées officiellement par le Plénum du CC du PCUS le 12 novembre. Ce texte appelle en conclusion à prendre en compte les « propositions de larges cercles de la société (*obŝestvennost'*) soviétique », à partir de la « discussion générale ». Tout se passe comme si un pluralisme inédit s'était engouffré dans une sphère publique jusque là plutôt atone.

C. La mesure du *pluralisme* dans la presse écrite : méthodologie

A la suite des analyses des soviétologues occidentaux des années 1960 et 1970, le chercheur britannique Jeremy Smith estime que la « large discussion populaire » de la réforme de 1958 en URSS témoigne de l'existence d'« une société pluraliste, ne serait-ce que dans le sens où nombre de groupes d'intérêts et de régions plus ou moins puissants pouvaient prétendre au partage des ressources économiques et à l'accomplissement de leurs objectifs particuliers »[1123]. Cette affirmation mérite examen. Pour donner un aperçu de la diversité des opinions en présence, nous avons analysé un échantillon d'articles parus dans la presse centrale généraliste d'URSS, de septembre à décembre, portant sur les questions d'organisation de l'enseignement secondaire et supérieur, et sur les conditions du passage du

---

[1118] G.Š. SAGATELÂN, *Opyt i uroki organizacii sorevnovaniâ promyšlennyh rabočih v usloviâh èkstensivnogo razvitiâ sovetskoj èkonomiki (1960-1970e gg.)*, Moscou, Institut rossijskoj istorii RAN, 1998, p. 85.
[1119] Voir *supra*, chapitre 5.
[1120] S.V. UTECHIN, « Khrushchev's Educational Reform », article cité.
[1121] RGANI, 5 (appareil du CC du PCUS)/35 (Département de la science, des VUZ et des écoles)/88, p. 31. Voir le texte intégral de cette note en annexe (texte 29).
[1122] RGANI, 5/35/94, p. 136.
[1123] Voir Jeremy SMITH, « Popular Opinion under Khrushchev : a Case Study of Estonian Reactions to Khrushchev's School Reform, 1958-59 », dans Timo VIHAVAINEN (dir.), *Sovetskaâ vlast' – narodnaâ vlast'?*, Saint-Pétersbourg, Evropeyskiy Dom, 2003, p. 318-337 ; p. 318-319.

premier au second[1124]. Le pluralisme ainsi dessiné, bien que marginalisé par le flot de prises de position favorables au projet officiel, peut faire l'objet d'une analyse fine, à partir de l'étude des intervenants et de leurs parcours.

En nous limitant à ces enjeux, nous avons laissé de côté de nombreux volets de la « discussion générale », parmi lesquels : l'enseignement professionnel ; les moyens alloués à l'enseignement supérieur du soir et par correspondance ; la formation et la rémunération des enseignants du primaire et du secondaire ; les méthodes et les moyens de l'apprentissage des langues étrangères ; l'orientation et la coordination des recherches en pédagogie; la formation et la sélection des enseignants du supérieur ; le développement de la recherche scientifique universitaire ; la décentralisation du réseau des VUZ – on n'ose dire « autonomie » vu la timidité des propositions dans cette direction[1125]. Ces problèmes figuraient dans le texte (en 48 points) des *Thèses*, alors que le *Mémorandum* du Premier secrétaire n'en faisait pas toujours explicitement mention[1126]. Mais sont aussi évoqués, en novembre-décembre 1958 : la surcharge et l'archaïsme des programmes (et la nécessité de leur refonte) ; la culture physique des enfants et des adolescents ; leur éducation artistique, et notamment musicale ; l'âge d'entrée en primaire ; la durée de la scolarité dans les républiques autonomes et fédérées (pour les écoles où l'enseignement se fait dans deux langues) ; la différenciation sexuée de l'instruction polytechnique ; l'encadrement du travail des adolescents dans l'agriculture ; l'amélioration de la culture juridique des responsables administratifs ; l'organisation du doctorat (*aspirantura*) ; le fonctionnement de l'inspection scolaire, etc.

Un autre critère de notre sélection tient à la qualité des signataires des articles. Afin de pouvoir relier prise de position et parcours socioprofessionnel, nous avons écarté :

- les dirigeants du Parti et de l'État de rang élevé n'ayant pas participé directement à l'élaboration de la réforme – en l'occurrence secrétaires de CC et ministres[1127] ;
- les ouvriers, contremaîtres et kolkhoziens sollicités comme « héros du travail socialiste » ou à un autre titre, dont le discours reprend mot pour mot la ligne officielle ;
- les enseignants et directeurs d'écoles secondaires, dont les parcours sont impossibles à retracer ;
- les écrivains et les journalistes produisant un récit ou un reportage dont l'authenticité est impossible à vérifier.

Sont donc privilégiés les membres de l'élite administrative, pédagogique et scientifique déjà rencontrés aux étapes précédentes du mécanisme de décision[1128]. Leurs comportements respectifs dans la « discussion générale » tracent quelques tendances

[1124] Cet échantillon comprend des articles publiés entre le 1er septembre et le 24 décembre 1958, signés et figurant en bonne place dans les pages des journaux centraux – pour limiter le corpus, nous avons écarté *l'Učitel'skaâ gazeta*, où les tribunes, exclusivement sur l'enseignement secondaire, doublent souvent celles qui paraissent dans la presse généraliste. Deux instruments ont facilité le dépouillement : la revue américaine *The Current Digest of Soviet Press*, et l'ouvrage édité en décembre 1958, qui couvre une partie de la « discussion générale » (du 17 novembre au 15 décembre) dans la *Pravda*, destiné aux responsables soviétiques, si on en juge par son tirage très restreint (2000 exemplaires) : *Vsenarodnoe obsuždenie voprosa ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û i o dal'nejšem razvitii sistemy narodnogo obrazovaniâ v strane. Materialy, opublikovannye v gazette "Pravda"*, Moscou, «Pravda», 1958, 288 p.

[1125] Voir *supra*, chapitre 4, II.

[1126] On peut interpréter cette inflation (le texte des *Thèses* est presque trois fois plus volumineux que celui du *Mémorandum*) comme un moyen de modérer le projet initial de Khrouchtchev : voir *supra*, chapitre 5.

[1127] Une exception est faite pour Červonenko, qui a pris une part active à la réunion du 25 septembre à l'*Otdel nauki*. En revanche, nous avons conservé quelques interventions de responsables du Komsomol, et des responsables régionaux du Parti. Par ailleurs, il faut souligner qu'après le *Mémorandum* de Khrouchtchev, aucun haut dirigeant – membre du Présidium ou autre –, à part les ministres directement concernés, n'intervient publiquement dans la « discussion générale ».

[1128] Voir le tableau 5, en annexe.

générales. Tout d'abord, les hauts dirigeants en général, et les membres de l'appareil du CC du PCUS en particulier, sont absents, Khrouchtchev mis à part. Nikolaj Kaz'min signe dans la *Pravda* du 9 octobre un bilan de la politique des écoles-internats, évoquant les retards dans leur développement, mais Vladimir Kirillin ne produit aucune intervention écrite, ni d'ailleurs les destinataires des comptes rendus des réunions de septembre, Brejnev et Furceva. Si les ministres ou équivalents que sont Afanasenko, Elûtin, Kairov et Zelenko prennent leur plume, c'est pour soutenir le projet officiel, tout en défendant leurs propres visions. Au niveau des responsables de rang intermédiaire, les échanges sont plus animés. La prédominance des représentants de quelques milieux professionnels directement concernés est ici frappante, au-delà du biais de notre mode de sélection : sur quarante-huit intervenants, les deux tiers (31 personnes) sont soit d'authentiques scientifiques en sciences « exactes » ou « naturelles » (10), soit des chercheurs en pédagogie (11) ou en médecine (4), soit des responsables ou des enseignants du supérieur (22) – beaucoup étant l'un et l'autre à la fois. Le reste (17 personnes) est composé d'« administrateurs » : cinq cadres de l'administration scolaire et du GUTR, cinq secrétaires de CC du Parti (dont Khrouchtchev) et du Komsomol, trois ministres et un responsable syndical, auxquels s'ajoutent trois « spécialistes » (un ingénieur et deux cadres de *sovnarhoz*)[1129]. Géographiquement, on constate une écrasante domination de la capitale (25 articles rédigés depuis Moscou), suivie de Leningrad (trois) et Novossibirsk (ou plutôt : *Akademgorodok*, deux). Parmi les autres républiques, l'Ukraine est la mieux représentée, avec Kiev, Kharkov (deux articles chacune) et Odessa. L'intervenant type est donc un pédagogue ou un scientifique moscovite, travaillant dans l'enseignement supérieur et/ou la recherche. Il semble plus facile à des responsables de rang intermédiaire, aux fonctions politiques modestes ou nulles, d'exprimer leurs vues sur tel ou tel aspect de la réforme, comme l'ont montré les débats antérieurs[1130]. Enfin, notre analyse exclut une catégorie impossible à cerner, celle des parents : ce, même si plusieurs intervenants le sont !

Il serait vain de distinguer les journaux en vertu d'une quelconque ligne éditoriale : la *Pravda* comme les *Izvestia* assènent leur soutien aux *Thèses*, évoquant l'enthousiasme qu'elles rencontrent dans la population, mais sans trancher les questions polémiques. Si les autres titres sont trop peu représentés pour donner une image significative, il est intéressant de constater que la *LG* et la *Komsomol'skaâ pravda*, qui ont la réputation d'être plus ouvertes au débat, accueillent dans leurs colonnes certaines des contributions les plus critiques, celles de Sergej Sobolëv et d'Aleksandr Nesmeânov. Inversement, ni ce dernier, ni le mathématicien de renommée internationale qu'est Andrej Kolmogorov, n'ont été publiés dans les organes du CC du PCUS ou du Soviet suprême d'URSS ; or ils formulent des objections frontales au projet khrouchtchévien. Seul Mihail Lavrent'ev, numéro deux de l'Académie des sciences, dit ouvertement, dans la *Pravda*, sa réprobation des « écoles spéciales » : il est vrai qu'il les présente comme défendues par ses jeunes collègues, les physiciens ÂkovZel'dovič et Andreï Sakharov (à l'époque à peu près inconnu, en URSS comme à l'étranger).

Justement, les références d'un intervenant à l'autre, par article interposé, sont fréquentes. Souvent, dans ces cas-là, le titre ou le sous-titre précise : « réponse à untel », ou « Untel a tort », voire « Untel a raison »[1131]. Le nom de Khrouchtchev apparaît environ dans

[1129] Pour la définition et l'usage des catégories « administrateur » et « spécialiste », voir *supra*, chapitre 2, ainsi que les notices biographiques de certains acteurs de la discussion.

[1130] Voir *supra*, chapitre 4.

[1131] Par exemple : I. Mejrane, « La camarade O. Tûrenkova a tort », *Pravda,* 21 novembre (sur la différenciation sexuée de l'instruction polytechnique, et la fermeture de certains métiers aux femmes) ; A. Ovezov, « Contre la sous-estimation des Réserves de main-d'œuvre. (Réponse au camarade Ârošenko) », *Pravda*, 27 novembre ; V. Ivanov, « Le camarade Donskoj a tort », *Izvestia*, 28 novembre (sur l'organisation des études par correspondance) ; S Černenko, « Mon objection au camarade I. Trâkšin », *Pravda*, 30 novembre (sur le transfert des écoles des chemins de fer au *Minpros*) ; M. Ivanov et V. Vinogradov, « Où nous ne sommes pas d'accord avec le camarade Bordadyn », Izvestia, 4 décembre (sur ; P. Šadrin, « Des classes préparatoires ne sont pas nécessaires. Réponse au camarade Badmacyrenov », *Pravda*, 5 décembre (sur la spécificité linguistique des

un article sur trois : ceux qui le citent sont les ministres, les secrétaires du Parti et du Komsomol, et les rares « spécialistes » présents ici. On ne trouve aucun cas d'opposition directe à son projet, ni au texte des *Thèses* en son ensemble. En revanche, comme aux réunions de septembre à l'*Otdel nauki*, Zelenko fait office de bouc émissaire : les propositions du chef des Réserves de main-d'oeuvre, exposées dans deux articles publiés à la fin de l'été, sont le plus souvent critiquées. Le directeur d'usine Aleksandr Ârošenko (présent à la réunion du 16 septembre, à l'*Otdel nauki*) suggère même de supprimer cette administration ; il est, à son tour, critiqué par d'autres représentants du GUTR. La dynamique du débat engendre d'autres articles « en réponse à ». Du côté des pédagogues, les idées de Nikolaj Gončarov et Aleksej Leont'ev sur la « différenciation » du secondaire suscitent « une majorité » de « pour »[1132]. Chez les scientifiques, c'est Mihail Lavrent'ev qui l'emporte, en dénonçant dans la *Pravda* le projet d'écoles spéciales « pour enfants doués », face à Zel'dovič et à Sakharov[1133]. D'autres polémiques voient le jour entre médecins et pédagogues, et entre responsables de l'enseignement supérieur médical[1134]. Dans certains cas (pour Gončarov et Leont'ev, Lavrent'ev, Zel'dovič et Sakharov notamment), la *Pravda* livre quelques réactions aux tribunes qu'elle a publiées, sous forme de sélection du courrier des lecteurs[1135].

Ce sont là autant de signes d'un relatif pluralisme, concernant certains points délicats des *Thèses* : l'analyse des contenus argumentatifs confirme cette impression.

D. Le débat sur les « écoles spéciales », une controverse sans issue

Le seul véritable antagonisme, si on écarte la polémique opposant Zelenko à ses détracteurs, concerne la « différenciation » et surtout les « écoles spéciales », comme l'avait déjà remarqué John Dunstan, à la fin des années 1970[1136].

L'analyse en termes de « Dégel pédagogique » se justifie d'autant plus qu'il s'agit là de résurgences de discussions antérieures, interrompues à l'époque stalinienne. Ainsi, la « différenciation » avait été condamnée au milieu des années 1930 avec la « pédologie », dont

écoles des républiques autonomes) ; I. Ivanenko, « Des écoles à plusieurs voies ne sont pas nécessaires. Objections aux camarades N. Gončarov et A. Leont'ev », *Pravda*, 8 décembre.

[1132] Voir le résumé du débat dans John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 151-152, et l'entrefilet paru dans la *Pravda* du 10 décembre, retranscrit en annexe (texte 21).

[1133] Gončarov et Leont'ev citent Zel'dovič et Sakharov, dont l'article, intitulé « Des écoles en sciences et en mathématiques sont nécessaires », est paru deux jours avant. Ce dernier suscite aussi des répliques dans d'autres journaux : un certain V. Pugačev, de l'oblast' d'Irkoutsk, repose la question « Des écoles pour les enfants doués sont-elles indispensables ? » dans les *Izvestia*, le 21 novembre ; l'éditorial de l'*Učitel'skaâ gazeta* du 5 décembre a un titre équivalent ; dans le journal satirique *Krokodil* paraît une série de caricatures du dessinateur Nikolaj Nosov, contre l'idée de sélectionner les jeunes « talents ». De son côté, Aleksandr Aleksandrov cite à la fois Gončarov et Leont'ev, Zel'dovič et Sakharov, et le professeur N. Aržanikov (« Le chemin de l'enseignement supérieur », *Izvestia*, 10 décembre), faisant le point sur les propositions déjà exprimées quant aux conditions du passage en VUZ.

[1134] Les médecins-enseignants Bol'šakova et Grombah critiquent les pédagogues Antropova et Salnikova(« Protéger la santé des enfants et des adolescents », *Izvestia* 11 décembre), et Starikov, directeur de l'institut médical de Smolensk, contredit celui de Moscou, Kovanov (« Ce n'est qu'une demi-mesure », *Izvestia*, 14 décembre).

[1135] « Soutien aux propositions de Gončarov et Leont'ev », 10 décembre ; « Des écoles pour les 'spécialement doués' ne sont pas nécessaires. L'académicien Lavrent'ev a raison », 13 décembre – voir des extraits en annexe (texte 21). La seule *Pravda* aurait reçu, entre le 16 novembre et le 15 décembre, « 7000 articles et lettres » concernant la réforme, d'après *Vsenarodnoe obsuždenie voprosa*, *op. cit*., p. 2.

[1136] John DUNSTAN, *Paths to Excellence*..., *op. cit.*, p. 116-122 et 151-153. Son analyse précise du débat n'a pas vieilli, et permet d'embrasser toutes les nuances, mais aussi les contradictions, des différents acteurs en présence.

certains théoriciens, comme Pëtr Blonskij, la défendaient. Ce dernier cherchait notamment des méthodes adaptées aux enfants dotés d'une intelligence supérieure à la normale[1137].

Dans la discussion de 1958, la « différenciation » apparaît, on l'a vu, comme une alternative à la polytechnisation/professionnalisation des dernières années du secondaire[1138]. Elle est défendue par le vice-président de l'APN, Nikolaj Gončarov, et plusieurs de ses collègues, authentiques « pédagogues » de formation, âgés de 55 à 60 ans et occupant des postes éminents à l'APN[1139]. Dans notre échantillon, la plupart des réactions à l'idée de « différenciation » sont positives, sauf dans un cas : le responsable des syndicats de l'enseignement de Koursk, I. Ivanenko, qui dénonce le risque d'aggravation des inégalités entre la ville et la campagne[1140]. Mais c'est la question de la création d'« écoles pour enfants doués » en sciences qui mobilise le plus lecteurs et intervenants des journaux centraux, toutes catégories confondues : les pédagogues et les scientifiques surtout, mais les responsables du système scolaire et du Parti ne sont pas en reste, relayés, dans la critique de cette proposition, par de simples parents d'élèves ou travailleurs[1141].

Même si elles ont pu être instrumentalisées par les rédactions, l'authenticité de ces réactions ne fait pas de doute : en témoigne la présence, dans les archives de la Commission des projets législatifs du Soviet suprême d'URSS, de citations de lettres d'ouvriers et d'enseignants résolument hostiles à de telles écoles, au motif qu'elles risquent de rendre déterminant le facteur « de qui on est le fils ou la fille »[1142]. Les mêmes arguments étaient déjà présents dans les remarques envoyées par les comités républicains et régionaux du Parti à la fin de l'été[1143]. Après les réunions organisées par l'*Otdel nauki* en septembre 1958, Vladimir Kirillin indique aux secrétaires du CC que la plupart des représentants de l'industrie se sont montrés hostiles à la création de telles écoles, « dans la mesure où, de l'avis des intervenants, il est difficile de choisir les enfants réellement doués pour ces écoles, et dans la pratique ce sont les enfants des gens influents (*vliâtel'nye*) qui y feront leur scolarité »[1144]. Les ministres lituanien et moldave sont du même avis, le second estimant que ce sera « une issue (*lazejka*) pour les enfants des responsables et de ceux qui tournent autour d'eux (*otvestvennye rabotniki i hodâŝiesâ vokrug otvestvennyh rabotnikov*), de la même façon que se déroule actuellement la lutte pour inscrire ces mêmes enfants en VUZ »[1145]. A. Šaripov, ministre du Kazakhstan, reprend ce lexique, alors que son collègue ukrainien, I. Beloded, estime qu'on peut tenter l'expérience, à titre provisoire, auprès des universités[1146].

Lors du débat dans la presse, plusieurs scientifiques ont la même réaction de rejet, mais leurs arguments sont plus subtils[1147]. Dans son article, Lavrent'ev met en doute

---

[1137] *Ibid.*, p. 22-25. Blonskij est l'auteur de l'article « Education des enfants doués (*odarennyh*) » de l'*Encyclopédie pédagogique* éditée à Moscou en 1928.

[1138] Voir *supra*, chapitre 4, I, C.

[1139] Il s'agit notamment d'Aleksej Leont'ev, disciple de Vygotskij, et de David Èpštein : voir les notices biographiques en annexe, et le chapitre 4 sur la genèse de cette revendication, au milieu des années 1950.

[1140] I. Ivanenko, « Des écoles à plusieurs voies ne sont pas nécessaires. Objections aux camarades N. Gončarov et A. Leont'ev », *Pravda*, 8 décembre.

[1141] Sur les interventions publiées à ce sujet dans l'organe central des syndicats d'URSS, *Trud*, voir John DUNSTAN, *Paths to Excellence*..., *op. cit.*, p. 119, et la note 26, p. 141.

[1142] Formule d'un ouvrier métallurgiste, I. Sevkevič, de l'oblat' de Tcheliabinsk, retranscrite dans une note interne de la Commission des projets législatifs du Soviet suprême d'URSS : GARF, R-7523/45/212, p. 41.

[1143] RGANI, 5/35/91, *passim*. En revanche, les CC lituanien et biélorusse étaient d'accord sur le principe.

[1144] RGANI, 5/35/93, p. 3. C'est l'opinion du directeur de l'usine automobile de Minsk, Kišin, qui craint « que cela ne se transforme en système de sélection des enfants des familles de responsables qui occupent une position élevée ».

[1145] *Ibid.*, p. 24.

[1146] RGANI, 5/35/95, p. 10. Les deux derniers tiennent le même discours dans la presse : A. Šaripov, « La principale chose est de préparer la jeunesse au travail dans la production », *Sovetskaâ pedagogika*, décembre 1958, et I. Beloded, « Un soutien chaleureux de la société », *Učitel'skaâ gazeta*, 13 novembre 1958.

[1147] Voir *infra*, III, pour une analyse plus fine des discours des scientifiques sur les « écoles spéciales ».

l'efficacité pédagogique de la sélection précoce des jeunes « talents ». Après lui, les chimistes Nikolaj Žavoronkov et Aleksandr Nesmeânov, président de l'Académie des sciences, rejettent eux aussi l'idée de mettre à part les « enfants doués »[1148]. Quelques jours avant, toutefois, le mathématicien Andrej Kolmogorov avait repris les arguments du chimiste Nikolaj Semënov en faveur de telles écoles (à condition de leur assurer un large recrutement), tandis que son collègue Aleksandr Aleksandrov, recteur de LGU, renvoyait dos à dos « différenciation » et « écoles spéciales », sans les condamner totalement[1149]. Les représentants de la science pédagogique qui s'expriment dans la presse sont eux aussi divisés : si le président de l'APN Kairov soutient la proposition, son second Gončarov se prononce contre, par deux fois[1150]. Au total, comme le souligne Dunstan, cet aspect du projet khrouchtchévien est le seul à rencontrer une majorité défavorable parmi les points de vue exprimés dans la presse.

Dans ces conditions, l'abandon de cette mesure est significatif : d'un côté, elle avait été suggérée par le Premier secrétaire en personne, avec le soutien des principaux dirigeants (Kairov et Zelenko, mais aussi Elûtin) et inscrite dans les *Thèses* de novembre. Mais, de l'autre, elle était, sur un plan idéologique, difficilement conciliable avec l'égalitarisme censé justifier la *perestroïka* de l'enseignement, et, à ce titre, elle avait suscité les réticences d'un grand nombre de responsables et d'acteurs. Le législateur en tient compte, consacrant une fois de plus la victoire d'une vision modérée au sein de l'appareil du Parti.

D. Victoire du consensus technocratique : la loi du 24 décembre 1958

La loi votée le 24 décembre 1958, tout en reprenant les principes exprimés dans les *Thèses*, se situe en deçà des propositions antérieures. L'influence du débat public, mais surtout de son instrumentalisation par les partisans d'une voie moyenne, y est sensible.

Les interventions prononcées au Soviet suprême lors de la session consacrée à la réforme de l'enseignement ne font que répéter, presque mot pour mot, les articles laudateurs publiés dans la presse dans les mois précédents[1151]. Pour ce qui est du fonctionnement de cette assemblée désignée lors d'élections non démocratiques (à candidature unique), on peut citer le jugement attribué à l'économiste soviétique d'origine hongroise Eugène Varga (1879-1964), tel qu'il fut diffusé en *samizdat* en URSS à la fin des années soixante :

> Les simples députés sont totalement incapables de changer quoi que ce soit par leur initiative et par leur intelligence. […] Il en va de même pour les députés élus au Soviet suprême et assistant à ses sessions, où ils prononcent des interventions sur des problèmes présentés et résolus à l'avance par les cercles du Parti. Leur rôle consiste toujours soit à « opiner du bonnet » de manière purement verbale, soit à adapter les décisions aux nécessités de leurs domaines territoriaux et professionnels.[1152]

[1148] N. Žavoronkov, « Améliorer la formation des ingénieurs en chimie », *Pravda*, 15 décembre et A. Nesmeânov, *Literaturnaâ gazeta*, 20 décembre.

[1149] A. Kolmogorov, « L'école et la formation des cadres scientifiques », *Trud*, 10 décembre ; N. Semënov, « Regards vers le futur. Notes sur certains problèmes de la *perestroïka* de l'enseignement secondaire et supérieur », *Pravda*, 17 octobre ; A. Aleksandrov, « Les chemins de l'enseignement supérieur », *Izvestia*, 10 décembre. Cette position était proche de celle, plus confuse, de Boris Gnedenko : « L'enseignement des mathématiques », *Izvestia*, 21 novembre.

[1150] Voir le tableau 5, en annexe.

[1151] Les interventions des députés des républiques fédérées et autonomes sont les plus intéressantes, qui soulèvent une nouvelle fois la question linguistique et nationale – mais celle-ci est en dehors de notre champ de recherche.

Plusieurs responsables de l'appareil du CC du PCUS jouent un rôle déterminant dans la rédaction de la loi « sur le rapprochement de l'école avec la vie et sur le développement futur du système d'enseignement dans le pays », qui a comparativement laissé peu de traces dans les archives du Soviet suprême d'URSS[1153]. Il s'agit d'abord des secrétaires Mikhaïl Souslov et Nuritdin Muhitdinov, nouveau promu de l'équipe khrouchtchévienne, chargés de relire le texte final[1154]. Surtout, comme l'indique, le 20 décembre, le président de la Commission des projets législatifs du Soviet de l'Union, Dmitrij Polânskij, également chef du gouvernement de RSFSR, la loi a été préparée « sous la direction du CC du Parti et du Gouvernement, donc c'est un travail collectif »[1155]. En fait, c'est l'œuvre de la « Commission » mise en place par Kirillin, lors de l'élaboration des *Thèses* : une annotation manuscrite le confirme, qui indique : « Variante discutée à la commission du CC du camarade Kirillin, par les camarades Elûtin, Kairov, Zelenko, Mohov, Afanasenko, Kuzin, Derbinov »[1156]. On retrouve ici les principaux acteurs de la genèse de la réforme, une majorité d'entre eux (Elûtin, Kairov, Afanasenko, Derbinov) s'étant prononcés, en interne, en faveur d'une voie modérée[1157].

Le *Buro RSFSR* se met à l'unisson de cette commission. Son Département de la science et des écoles récolte, pendant un mois, des rapports venus de tous les comités de ville et de région, voire d'arrondissement (*kraj*) de la république, sur le déroulement des réunions publiques organisées dans le cadre de la « discussion générale »[1158]. Dans une note de synthèse rédigée le 22 décembre, Nikolaj Kaz'min souligne qu'une majorité de travailleurs, en RSFSR, s'est prononcée pour le maintien d'au moins deux modes de scolarisation secondaire, et contre l'établissement d'écoles spéciales pour « enfants doués » en sciences[1159].

Le même jour, la Commission du Soviet suprême se contente d'introduire quelques correctifs « de caractère rédactionnel » au texte transmis par Kirillin[1160]. Polânskij semble partager la prudence de ce dernier quant au maintien des standards éducatifs. Lorsque son subordonné émet un doute sur une phrase, il rétorque :

> C'est une crainte justifiée. Ces derniers temps, on a vu des présidents de kolkhoze et de comité de village annoncer qu'avec le nouveau système, des locaux allaient se libérer, et qu'ils allaient y installer, à la place des écoles, ceci et cela. Cela peut réellement détériorer l'offre scolaire à la population.[1161]

L'enjeu est de toute façon limité, puisque ce texte de loi doit orienter ceux qui seront adoptés ensuite par les Soviets suprêmes des républiques. Une remarque manuscrite sur la première

---

[1152] Citation traduite en français tirée de *Le testament de Varga*, Paris, Éditions Bernard Grasset, 1970, p. 75-76. Ce document, publié pour la première fois dans la revue *samizdat Phoenix*, en URSS, en 1968, a une origine douteuse mais nous informe, en tout cas, sur l'opinion du milieu intellectuel des « soixantards » soviétiques.

[1153] Ce vide relatif tranche avec la masse de documents préparatoires (correspondance, projets, sténogrammes, etc.) disponibles pour les autres lois votées en 1958 : GARF, R-7523/45/34, 35, 37 et 38, *passim*.

[1154] Souslov est secrétaire du CC du PCUS depuis 1947, alors que Muhitdinov vient de le devenir, en décembre 1957.

[1155] GARF, R-7523/45/36, p. 101. La veille, le président de séance avait indiqué qu'il venait de recevoir les matériaux relatifs à la loi sur l'enseignement : *Ibid.*, p. 92. Dmitrij Polânskij est aussi un jeune « administrateur », qui vient de faire une ascension fulgurante après la chute du « groupe anti-Parti ». Voir les notices biographiques en annexe.

[1156] GARF, R-7523/45/211, p. 141.

[1157] Voir *supra*, chapitres 2, 3 et 5. Mohov est alors chef de secteur à l'*Otdel nauki*.

[1158] RGANI, 5/37(Département de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR*) /45, *passim*.

[1159] RGANI, 5/37/38, p. 78-82.

[1160] On trouve également la liste d'une « sous-commission du Soviet suprême » chargée de préparer cette loi, mais, à part son président Mihail Kiričenko – à ne pas confondre avec son homonyme, Aleksej, secrétaire du CC du PCUS – elle ne semble pas jouer un rôle décisif ici, même si elle comprend quelques personnalités comme le pédagogue Arsen'ev : GARF, R-7523/45/212, p. 28.

[1161] GARF, R-7523/45/36, p. 106. Un autre moment de tension concerne la question de l'allongement de la scolarité pour les écoles des républiques fédérées et autonomes : *Ibid.*, p. 108-109.

variante préconise d'ailleurs de « donner davantage de contenu politique, et de laisser tomber les détails »[1162]. La version finale comprend plusieurs ajouts sur « les idées du communisme », un nouvel article évoquant la nécessité, pour les étudiants, de suivre et d'acquérir en VUZ la « morale communiste »[1163].

Quoi qu'il en soit, le fait que les trois rapporteurs, le jour du vote, soient Kairov, Elûtin et Zelenko – déjà chargés de préparer le projet des *Thèses* en septembre 1958 – témoigne du respect de la procédure suggérée par le Premier secrétaire trois mois plus tôt. Le résultat est un texte modéré, non seulement par rapport au *Mémorandum* de Khrouchtchev, mais aussi vis-à-vis du projet du Comité central : en particulier, il ne comporte plus une ligne ni sur la nécessité d'augmenter la part des ouvriers et des kolkhoziens dans les VUZ, ni sur les écoles pour « élèves spécialement doués »[1164]. Surtout, est abandonnée la proposition de faire des cours du soir « la voie principale » (*osnovnoj put'*) de la seconde étape du secondaire : les « écoles de la jeunesse ouvrière et paysanne » en sont une forme possible, à côté de « l'école générale polytechnique du travail », dont les contours sont encore vagues, et des *tehnikum* (article 4). La variante de Khrouchtchev et Zelenko est donc bel et bien enterrée. De plus, l'initiation au travail productif dans le second type d'école doit se faire « en fonction de la formation spécifique des élèves et des conditions locales » (article 4b), et, durant la période transitoire, les *Minpros* des républiques sont invités à conserver « à titre provisoire » des écoles de dix ans, pour assurer le recrutement des VUZ (article 7). La compétence professionnelle exigée à l'entrée de ceux-ci, pour certains jeunes, sera fonction de la spécialité choisie, « la priorité » devant être accordée à ceux ayant une expérience de travail dans la production, et des recommandations de la part du Parti, du Komsomol et des syndicats (article 28)[1165]. Enfin, l'entrée dans les universités proprement dites n'est pas subordonnée à un stage pratique dans la production, sauf pour les sciences humaines (économie, philosophie, droit, etc.), et l'organisation de la « pratique » au cours des études doit, elle aussi, varier en fonction des spécialités (article 32).

D'autres indices confirment la prise en compte de la « discussion générale » lors de la rédaction du texte. Ce sont d'abord, dans les documents préparatoires, des comptes rendus du débat, avec résumés des positions de quelques intervenants dans la presse[1166], mais aussi des extraits de quelques lettres « de collectifs d'enseignants du secondaire, d'enseignants du supérieur, de savants, de parents et d'autres citoyens », reçues par la Commission du Soviet suprême[1167]. A la fin de son rapport, lu en séance plénière du Soviet suprême le 24 décembre, Kairov rappelle l'existence de quelques objections, notamment sur « le caractère ininterrompu des études », et les « écoles spéciales », lesquelles méritent encore « discussion »[1168]. Ces réserves sont significatives, dans un climat d'enthousiasme général[1169]. Pour autant, le vote du

[1162] GARF, R-7523/45/211, p. 97 (verso). Voilà qui confirme l'importance, aux yeux des dirigeants du Parti, de l'enjeu idéologique – donc « politique » - que revêt la réforme.

[1163] GARF, R-7523/45/212, p. 91-97, pour la liste des modifications, et p. 29-37, pour la version quasi-définitive, imprimée (cet exemplaire est destiné « à N. Khrouchtchev »). Il s'agit de l'article 36.

[1164] Voir le texte 30, en annexe, p. 573-583 (traduction parue dans *Notes et études documentaires*, n°2681, Paris, La Documentation Française, 1960).

[1165] Cet article 28 (dans la version finale) a fait l'objet de plusieurs reformulations au cours de la relecture par les trois secrétaires du CC du PCUS, et par Khrouchtchev lui-même : GARF, R-7523/45/211, p. 35, 95.

[1166] GARF, R-7523/45/211, p. 44-57 La position d'Aleksandr Aleksandrov dans les *Izvestia* du 10 décembre, mais aussi de quatre autres simples citoyens (dont deux ouvriers, un enseignant, et V. Pugačev) , est ainsi réumée : « Il ne convient pas de créer des écoles pour les enfants particulièrement doués » (p. 44).

[1167] *Ibid.*, p. 39-43 et 58-61. Les deux rapports ont été rédigés par A. Šmakov, qui travaille par ailleurs à l'*Otdel nauki* du CC du PCUS.

[1168] Cité dans *Izvestia*, 24 décembre 1958.

[1169] Les interventions prononcées lors de la séance sont contrôlées à l'avance : ainsi, on demande au député chargé de présenter solennellement le texte à ses collègues, Mihail Efremov, alors premier secrétaire de l'*obkom* du Parti de Kujbyšev (actuellement : Samara), de souligner « que la Loi prend en compte tous les points du *Mémorandum* de Khrouchtchev et des *Thèses*… » : GARF, R-7523/45/212, p. 112.

24 décembre n'est qu'une formalité : aucune voix « contre », aucune abstention, mais une adoption à l'unanimité[1170].

Ainsi, l'impact de la « discussion générale » sur la loi du 24 décembre 1958 est limité, mais bien réel. Les controverses publiques constituent l'écho des échanges qui ont lieu à différents niveaux de l'État, du Parti et des « organisations sociales », et que l'appareil du CC du PCUS a pris en compte dans l'élaboration du texte final. Sur les quarante-huit intervenants recensés, de septembre à décembre 1958, quinze, soit près d'un tiers, ont participé ou assisté aux réunions des *Otdely nauki* en septembre 1958, et le même nombre à au moins une réunion interne au niveau central[1171]. Un panorama de quelques-unes de ces rencontres permet de mettre en évidence l'existence de plusieurs groupes distincts et cohérents.

II) L'affirmation de « groupes d'opinion »

La « discussion générale » reflète-t-elle dans la sphère publique des contradictions existant au sein de la société et de l'appareil du pouvoir soviétiques ? Ce sont les archives qui peuvent le dire, en particulier les minutes (sténogrammes) des réunions internes.

A. Institutions ou individus ? Ambivalence des situations d'élocution

Au sommet de la campagne de réunions publiques, auxquelles tous les citoyens soviétiques sont priés d'assister et de participer, sous la tutelle des « organisations sociales », se tiennent à l'automne 1958 plusieurs rencontres exceptionnelles dans les instances centrales du pays, exclusivement consacrées à la *perestroïka* de l'enseignement. Ici, il est possible de mesurer l'état d'esprit des responsables, et leur degré d'adhésion à ses principales dispositions, tout en comparant avec la perception qu'en donnent les journaux au même moment. Ces débats se réduisent par moments à un échange convenu d'arguments en faveur du projet officiel. Cependant, le pluralisme esquissé lors des discussions par voie de presse y est encore plus sensible. Sans correspondre toujours à des rivalités entre institutions, il oppose des groupes inégalement structurés, par des prises de parole personnelles.

Quatre sténogrammes ont retenu notre attention. Il s'agit, tout d'abord, de la séance « des savants » organisée à l'*Otdel nauki* le 19 septembre 1958, avec 31 représentants des milieux scientifique et universitaire, dont 17 prennent la parole. Elle est suivie, trois jours plus tard, par la séance plénière de la réunion des directeurs de VUZ organisée par le MVO SSSR (114 personnes dont 30 orateurs, y compris Elûtin, sur deux jours). Le 25 novembre, l'APN consacre son assemblée générale annuelle à la discussion des *Thèses*, publiées dix jours plus tôt (une centaine de personnes, dont 25 orateurs, y compris Kairov). Enfin, le 29 novembre, le *Minpros RSFSR* se livre à un exercice similaire, dans le cadre d'une séance du plénum de son Conseil des méthodes scolaires (*Učebno-metodičeskij sovet*) (51 personnes, dont 14 orateurs). La séparation des sources ne doit pas masquer les passerelles institutionnelles et professionnelles qui existent entre ces événements : le recteur de l'université de Kiev, Ivan Švec, intervient deux fois, le 19 et le 22 septembre, et son collègue de MGU, Ivan Petrovskij, intervient le 22, mais assiste à la réunion du 19[1172]. Les pédagogues Šackaâ et Šimbirëv

[1170] D'après *Bûlleten n°5. Soviet Soûza*, 1958, p. 37 : conservé dans GARF, R-7523/45/212, p. 141.
[1171] Voir le tableau 5, en annexe. En tout, vingt-huit intervenants sont concernés.

interviennent deux fois, les 25 et 29 novembre, et plusieurs de leurs collègues assistent aux deux réunions.

Le contenu de la séance à l'*Otdel nauki* a déjà été évoqué au chapitre précédent : il montre des scientifiques presque unanimement inquiets, hostiles à l'interruption des études secondaires, ainsi qu'à l'idée d'obliger tous les jeunes à passer par la production, avant d'entrer en VUZ (à l'exception notable de Švec)[1173]. Par ailleurs, l'organisation des études supérieures préoccupe également les savants, qui rejettent la variante « sans rupture avec la production » pour les premières années. Chez les directeurs de VUZ, on retrouve les mêmes positions, mais elle ne font pas toujours l'unanimité – certains représentants du supérieur technique défendant par exemple un autre système de sélection et de formation pour leurs établissements. Quant aux écoles spéciales « pour enfants doués », elles sont rejetées par les deux auditoires avec une fermeté variable : un petit groupe de savants, comprenant les recteurs des universités de Moscou et Leningrad, n'y est pas fondamentalement hostile. De leur côté, la majeure partie des pédagogues de l'APN et des représentants des enseignants du *Minpros* rejoint les savants et les universitaires sur la nécessité de maintenir une voie « de jour » de l'instruction secondaire, et le rejet des « écoles spéciales ». En revanche, ils se divisent sur les conditions d'admission en VUZ, mais aussi sur l'introduction d'une certaine « différenciation » dans les dernières années du secondaire. Les partisans purs et durs de la polytechnisation s'opposent ici aux « *différentialistes* », comme les appelle John Dunstan[1174]. Il apparaît donc que les appartenances institutionnelles ne déterminent pas automatiquement les prises de position. Au contraire, l'écart est souvent considérable entre le discours des hauts responsables, en l'occurrence Elûtin et Kairov, et celui de leurs subordonnés.

Le plus souvent, les interventions orales correspondent aux points de vue exprimés dans la presse, à quelques nuances près. C'est le cas pour les scientifiques Nesmeânov, Sobolëv, Semënov et Kolmogorov, et pour les directeurs de VUZ Žavoronkov et Siunov[1175]. Le seul cas d'écart significatif concerne Aleksandrov, le recteur de LGU : son article dans les *Izvestia* est plus favorable au projet des *Thèses* que sa longue intervention, très critique, le 22 septembre au MVO[1176]. Ici joue, certainement, le devoir de réserve qui incombe en public au recteur de la deuxième université du pays – son collègue Petrovskij, de MGU, s'abstient d'ailleurs de répéter dans la presse les propos qu'il tient le même jour. De son côté, le jeune recteur de l'université de Kazan, Mihail Nužin, réitère dans l'organe du *Buro RSFSR* sa proposition de créer des centres de recherche scientifique à partir des grands VUZ du pays[1177]. Quant au pédagogue Šimbirëv, il publie, avec plusieurs collègues de l'Institut pédagogique de l'*oblast'* de Moscou (MOPI), une tribune très éloignée des thèmes sur lesquels il est intervenu le 25 novembre[1178]. Inversement, ces rencontres ont peu d'écho dans les journaux : la revue du MVO publie des extraits de quelques interventions de la réunion des 22-23 septembre, notamment celle, assez critique par rapport au projet officiel, de Vasilij Smirnov, directeur de

[1172] D'après les sténogrammes, le chef de l'*Otdel nauki* Vladimir Kirillin assiste également, sans prendre la parole, aux réunions des 19 et 22 septembre.

[1173] Voir des extraits du sténogramme, en annexe (texte 16). Une analyse plus fine des positions individuelles sera développée *infra*, III.

[1174] John DUNSTAN, *Paths to Excellence*, *op. cit.*, p. 204. Les « différentialistes » sont opposés aux « égalitaires ».

[1175] I. Siunov, « Sur la formation des ingénieurs », *Pravda*, 3 décembre, et N. Žavoronkov, « Améliorer la formation des ingénieurs en chimie », *Pravda*, 15 décembre. Le professeur P. Silin a moins de chance : son projet de « système d'enseignement coopératif », longuement exposé à ses collègues lors de la réunion du MVO, n'a droit qu'à une dizaine de lignes dans le courrier des lecteurs de la *Pravda*, à qui il l'avait probablement adressé.

[1176] Aleksandrov avait déjà publié, le 9 août, un article assez décalé par rapport à la ligne officielle : voir *supra*, I) B.

[1177] *Sovetskaâ Rossiâ*, 23 novembre 1958.

[1178] « Comment devrait-on former les enseignants ? », *Izvestia*, 19 décembre 1958.

l'institut polytechnique de Leningrad – mais son audience est très limitée[1179]. L'Assemblée générale de l'APN ne donne lieu qu'à un compte rendu rapide dans la *Pravda* deux jours plus tard, largement tronqué[1180]. Une seule intervention en faveur de la différenciation y est mentionnée, celle de l'historienne Nečkina, sans que les noms de Gončarov et Leont'ev soient cités – ce qui déforme considérablement la perception qu'on peut avoir du débat. L'article évoque également le désaccord entre Suhomlinskij et Šimbirëv, d'un côté, et Arsen'ev et Gončarov, de l'autre, sur le bien-fondé de l'enseignement du soir et par correspondance – donnant le dernier mot à ses défenseurs. Quant au plénum du Conseil des méthodes scolaires du *Minpros*, il est ignoré par la presse centrale, à l'exception attendue de l'*Učitel'skaâ gazeta*.

Le 19 septembre, certains discours suscitent la réprobation des organisateurs, Kirillin et surtout Kaz'min – mais il est probable que certains arguments aient trouvé une oreille attentive chez le premier, un « spécialiste » proche de leurs préoccupations. Le rôle de Kirillin dans le processus de décision aurait ainsi permis que la voix des scientifiques y soit partiellement prise en compte. La réunion du MVO SSSR semble avoir eu un impact équivalent, par le biais d'Elûtin : elle a pu le conforter dans la défense de la diversité des formes d'organisation des études, suivant les spécialités[1181]. Il le laisse entendre, le 27 septembre 1958, en présentant le volet « enseignement supérieur » des *Thèses* :

> Pour [le] préparer, nous avons analysé minutieusement les matériaux envoyés par les républiques, les *obkomy* du Parti, puis nous avons tenu une réunion des responsables du supérieur. Nous avions invité 120 personnes, les directeurs des plus grands VUZ, des professeurs, puis nous avons pris en compte les matériaux de la réunion ukrainienne…[1182]

Kirillin est lui aussi présent au MVO, le 22 septembre, et, à deux reprises au moins, prend la parole pour demander à l'orateur de préciser ses vues : preuve que le chef de l'*Otdel nauki* s'intéresse particulièrement aux problèmes du supérieur[1183]. Pour l'enseignement secondaire, en revanche, les réunions du 25 et du 29 novembre ne semblent pas avoir modifié la donne. La seconde, présidée par un adjoint d'Afanasenko au *Minpros*, M. Kašin, aboutit à l'adoption d'une résolution de routine, même si le troisième point stipule :

> Le Plénum demande à la direction du *Minpros RSFSR*, lors de l'élaboration des documents et de l'application des mesures concrètes en rapport avec la *perestroïka* de l'école, de prendre en compte les avis et les remarques critiques des participants de la présente réunion, concernant différents points des *Thèses*, et d'autres propositions...[1184]

Les participants décident de joindre à la décision finale le sténogramme, afin de le diffuser à « de nombreux exemplaires » : ce fait inédit témoigne peut-être de leur attachement à la discussion comme moment d'élaboration collective[1185]. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas.

[1179] *Vestnik Vysšej Školy*, n° 11, 1958.
[1180] « Eduquer d'actifs bâtisseurs du communisme », *Pravda*, 27 novembre 1958.
[1181] Mais Elûtin est depuis longtemps le partisan d'une approche différenciée : voir *supra*, chapitres 4 et 5.
[1182] RGANI, 5/35/95, p. 69. Les archives de Moscou ne contiennent aucun document sur la « réunion ukrainienne ».
[1183] GARF, R-9396/1/870, p. 41 et p. 47. En l'occurrence, Kirillin s'intéresse aux conséquences pour les entreprises qui accueillent des étudiants effectuant leur « pratique » à la production : voir ses interventions dans les extraits du sténogramme, en annexe (texte 22). Ce jour-là (le 22 septembre) il n'y a justement pas de réunion à l'*Otdel nauki*.
[1184] GARF, A-2306 (*Minpros RSFSR*)/75 (Inspection auprès du ministre)/1370, p. 8.
[1185] Pourtant le directeur d'école Cenciper regarde avec lucidité la portée de cette réunion : voir des extraits du sténogramme, en annexe (texte 23).

L'idéal soviétique du responsable fondu avec son collectif et, en dernier recours, avec la « ligne du Parti », tend ainsi à s'effacer devant l'expression plus ou moins affirmée de convictions individuelles. Cette tendance est particulièrement sensible dans le cas des échanges qui portent su la « différenciation » du secondaire.

B. Des pédagogues en faveur de la « différenciation »

L'Assemblée générale de l'APN ne semble pas non plus avoir beaucoup influencé le texte de loi : cela tient probablement aux divisions qui y sont apparues, notamment entre les partisans de la « différenciation » et les autres, Kairov en tête. Cette réunion est en effet marquée par des affrontements inédits dans l'histoire de l'Académie des sciences pédagogiques.

Sans mise en perspective, les débats pédagogiques autour de la réforme de 1958 sont difficiles à interpréter. De multiples enjeux théoriques et socioprofessionnels sous-tendent les controverses de ce moment particulier : d'où la nécessité de prendre en compte les parcours, en mettant en parallèle les préoccupations des praticiens de l'enseignement et celles des pédagogues. Les deux réunions des 25 et 29 novembre s'éclairent ainsi l'une l'autre.

Au *Minpros*, outre les nombreuses questions portant sur l'organisation concrète de l'instruction à la production, s'expriment des intérêts propres à chaque matière. Ainsi, l'historien Aleksej Stražev défend l'utilité de l'enseignement de l'histoire ancienne et médiévale, le cartographe Nikolaj Baranskij plaide en faveur du développement des compétences graphiques des écoliers, alors que Valentina Šackaâ, veuve du pédagogue Stanislas Šackij (1878-1934), s'inquiète de voir reléguer au second plan l'éducation artistique des enfants – qui seule peut leur faire percevoir « la beauté du travail », selon elle[1186]. Devant ces revendications, comme l'exprime un directeur d'école, Cenciper, « nous nous trouvons face à la quadrature du cercle, quand nous discutons les questions de l'instruction à la production, du maintien du niveau d'enseignement en humanités, et que nous parlons en même temps de l'inadmissible surcharge des élèves »[1187]. Plusieurs intervenants proposent donc d'alléger substantiellement les programmes, mais le spécialiste de l'enseignement des sciences et des techniques Vasilij Ûskovič va plus loin : citant les discussions à l'APN, il plaide pour une véritable « différenciation » (*differenciaciâ*), qu'il distingue des systèmes anglais ou français, qualifiés du terme de *furkaciâ*[1188]. Une enseignante du secondaire, Nikolaeva, lui emboîte le pas, proposant d'instituer deux types d'écoles suivant leur « profil » (*uklon*) : en humanités et en sciences[1189]. C'est aussi l'avis d'une enseignante du MGPI, Cetkova. Enfin, le vieux théoricien Pavel Šimbirëv, de l'institut des méthodes d'enseignement de l'APN, estime qu'une approche « différenciée » s'impose, pour l'instruction au travail[1190].

Il ne faut pas confondre la « différenciation » avec la « pluralité des canaux » (*mnogokanal'nost'*) de la seconde étape du secondaire, soutenue par Kairov et tous les

[1186] GARF, A-2306/75/1370, p. 1-9 ; p. 43-44 ; p. 45 ; p. 90-91. Nés respectivement en 1888, 1881 et 1882, ces trois personnalités incarnent la vieille génération des sciences humaines, formée avant la Révolution.
[1187] *Ibid.*, p. 58-59. La référence à l'école tsariste est souvent sollicitée dans son exposé.
[1188] *Ibid.*, p. 59. Il faut supposer que, par *furkaciâ*, l'orateur entend une orientation précoce des enfants en filières très distinctes, déterminant la possibilité de faire des études et donc d'atteindre tel ou tel statut social : c'est en quelque sorte la « segmentation » décrite par Fritz Ringer dans les cas français et allemand, et dont on a vu pourtant, à partir des travaux de Larry Holmes, qu'elle pouvait être transposée à la situation de l'école secondaire soviétique : voir *supra*, chapitre 2.
[1189] *Ibid.*, p.
[1190] *Ibid.*, p.

responsables qui avaient affronté Zelenko en septembre[1191]. L'ambiguïté de la formulation des *Thèses*, qui proposent que les écoles du soir et par correspondance soient la « voie principale », suscite un échange animé entre membres de l'APN, lors de l'Assemblée générale du 25 novembre. Kairov y insiste sur la « construction de l'école du communisme », et cite pour toute référence un document de Vasilij Derbinov, second de l'*Otdel nauki RSFSR*[1192]. En exécutant fidèle des recommandations du Parti, le président de l'APN ajoute que dès lors que les écoles du soir et par correspondance (celles dites « de la jeunesse ouvrière et paysanne ») sont destinées à jouer un rôle de premier plan, il faut « laisser tomber cette froideur et cette méfiance [à leur égard] et réfléchir » à la façon de les améliorer[1193]. Mais tous ne sont pas d'accord. Vasilij Suhomlinskij, présenté encore comme simple « directeur d'école », partisan de longue date de la polytechnisation, met en doute le bien-fondé de la proposition de Kairov :

> Voir dans l'enseignement du soir et par correspondance la forme principale de notre système d'instruction, cela veut dire renforcer une situation anormale, qui consiste à travailler à la fois le jour et le soir. Car l'étude est une sorte de travail (*trud*) sérieux, comme le travail dans la production. L'enseignement du soir et par correspondance n'est acceptable que pour des adultes en pleine force, mais en aucun cas pour des adolescents.[1194]

Le premier à lui répondre est Aleksandr Arsen'ev. Ce proche de Kairov, ex-ministre adjoint de l'Instruction (de 1949 à 1958), prononce d'abord quelques phrases d'autocritique sur la responsabilité de l'*APN* et du *Minpros*, quant au retard pris dans la polytechnisation en Russie[1195]. Puis, tout en critiquant à son tour Zelenko, dont le rôle de bouc émissaire est une fois de plus confirmé, il reproche à Suhomlinskij de ne prendre en compte que les intérêts des élèves du secondaire complet, en oubliant les autres, ceux qui « à quinze ans, n'étudient pas et ne travaillent pas » : d'après Arsen'ev, ils sont nombreux à subir ce « mal social », et la tâche de la « pédagogie soviétique, héritière de la pédagogie russe démocratique », est de s'occuper d'eux[1196]. Cette diatribe ne convainc pas le vieux théoricien Šimbirëv (75 ans), qui réplique :

> Arsen'ev n'a pas tout à fait compris l'intervention du camarade Suhomlinskij. C'était une très bonne intervention, et je suis entièrement d'accord avec lui. Il n'a pas dit qu'il ne fallait pas instruire ces enfants – les adolescents et les jeunes qui ne sont plus à l'école ; il a dit qu'il ne fallait pas remplacer l'école de jour par un système du soir […], et il a parfaitement raison.[1197]

La réaction du vice-président Gončarov, quelques minutes plus tard, est plus nuancée que celle d'Arsen'ev : il répète que le risque de voir organiser le second stade du secondaire entièrement « sans rupture avec la production » n'existe pas, et que dans les *Thèses*, il est prévu de tout faire pour éviter une baisse de niveau.

[1191] RGANI, 5/35/94, p. 114.

[1192] GARF, R-10049/1/2441, p. 7 ; p. 13. Nous n'avons pas retrouvé le document en question, mais Derbinov fait partie, comme Kairov, de la commission chargée de rédiger le texte de la loi : voir *supra*, I) E.

[1193] *Ibid.*, p. 13

[1194] *Ibid.*, p. 37-40. La différence de ton avec l'article publié par le même Suhomlinskij dans *Partijnaâ Žizn'*, en mars 1956, contre Derbinov, est frappante : les positions sont désormais presque inversées. Voir *supra*, chapitre 2.

[1195] *Ibid.*, p. 79-82. Arsen'ev répète à plusieurs reprises « je ne veux montrer personne du doigt ».

[1196] *Ibid.*, 86-87. Arsen'ev reproche également à Suhomlinskij de laisser entendre que les *Thèses* préconisent la généralisation de l'enseignement du soir et par correspondance, alors que « même Zelenko y a renoncé ».

[1197] *Ibid.*, p. 132. La virulence de la réaction de Šimbirëv est d'autant plus remarquable qu'il n'est en aucune façon lié à Suhomlinskij, de 35 ans son cadet ; en revanche, il a peut-être une revanche personnelle à prendre sur Arsen'ev, qui lui a succédé neuf ans plus tôt à la tête de la Direction des instituts pédagogiques du *Minpros RSFSR*.

Dans ce contexte tendu, la « différenciation » passe à l'arrière-plan : or, elle représente un moyen de défendre la place des sciences humaines, tout en proposant une alternative crédible à la polytechnisation/professionnalisation. Mais si Gončarov, son plus éminent défenseur dans la presse, n'en dit pas un mot, d'autres orateurs le font à sa place. Leurs profils sont relativement homogènes, beaucoup appartenant à la même génération, née dans les premières années du XXe siècle. Gončarov, formé à l'Académie d'éducation communiste « Krupskaâ », a eu une carrière plutôt administrative, à la différence d'Aleksej Leont'ev, chercheur et ancien disciple du psychologue Lev Vygotskij (1896-1934). L'historienne Milica Nečkina (1901-1985), la psychologue Nataliâ Menčinskaâ et les pédagogues Nikolaj Verzilin et Vasilij Ûskovič incarnent eux aussi la même génération de chercheurs en sciences humaines, formés à la fin des années 1920. David Èpštejn, spécialisé dans les sciences expérimentales, en particulier la chimie, époux de Nečkina, membre-correspondant depuis septembre 1957, est un peu plus âgé (né en 1898). C'est lui qui intervient le premier, lors de l'Assemblée générale : il affirme que face au « changement de caractère du travail (*trud*) », l'école doit opter pour la « différenciation », car celle-ci permet une polytechnisation conforme aux exigences de l'économie et de la société communiste en construction[1198]. Citant le cas d'un établissement expérimental où existent plusieurs filières distinctes en sciences, Èpštejn conclut avec enthousiasme : « j'estime qu'une telle école est le meilleur moyen pour développer de façon démocratique les talents : là-bas, il n'y a pas d'enfants doués ou non doués… »[1199].

Immédiatement après, Verzilin ajoute que la « science pédagogique soviétique s'est suffisamment préparée » pour une école différenciée – sous-entendant que ce n'était pas le cas dans les années vingt, lors des expérimentations dans cette direction[1200]. Nečkina, au nom de la défense de la place des humanités dans les cursus, estime « qu'il n'y a pas d'autre voie possible » que celle de la « différenciation », et souligne au passage la « faute de l'APN », incapable de produire des « matériaux concrets » sur cette question. Un autre historien, Aleksej Efimov, se prononce également pour la « différenciation », plus adéquate à son avis que la création d'écoles « pour enfants doués » : à ce propos, il rappelle l'expérience malheureuse menée par des pédologues en 1935[1201]. Enfin, Menčiskaâ dit s'exprimer au nom de ses collègues de l'institut de pédagogie de l'APN, en affirmant son soutien aux propos de Gončarov et Leont'ev dans la *Pravda*[1202]. Immédiatement après, c'est un autre représentant de la pédagogie soviétique, Šolom Ganelin, qui se livre à une réhabilitation du terme décrié de « *furkaciâ* » :

> A Leningrad « *furkaciâ* » est devenue un mot odieux [… alors que] c'est l'autre versant d'un développement harmonieux de la personnalité […] et nous avons trop peu dit qu'il doit y avoir largement plus de types d'écoles.[1203]

L'enseignant P. Ševčenko va plus loin encore, estimant qu'il faut, « vu que la majorité des orateurs en ont parlé », adopter officiellement l'élargissement des

---

[1198] GARF, R-10049/1/2441, p. 27-29.
[1199] *Ibid.*, p. 30.
[1200] *Ibid.*, p. 32. L'orateur présente le tournant de 1932 comme salutaire, en ce qu'il a permis la restauration de méthodes d'enseignement rigoureuses.
[1201] *Ibid.*, p. 76-77. Cette référence à un moment controversé de l'histoire de la pédagogie soviétique confirme à la fois l'existence d'une liberté de ton relative, qui permet d'évoquer un passé jusque-là tabou, mais aussi la prévention de nombreux pédagogues et responsables contre toute innovation qui remettrait en cause l'égalitarisme du système. Efimov a fait une carrière d'universitaire et de chercheur dans une discipline idéologiquement très encadrée.
[1202] GARF, R-10049/1/2441, p. 159.
[1203] *Ibid.*, p. 167-168. Ganelin cite également la discussion qui eut lieu à ce propos au parlement, en France, en 1904 (?), « mais pour une raison quelconque nos psychologues n'en parlent pas » : p. 169.

expérimentations dans ce domaine[1204]. Cependant, malgré la supériorité numérique de ses partisans (neuf orateurs sur vingt-cinq, et aucun détracteur déclaré), Kairov refuse d'ajouter, dans la résolution finale, un point explicitement en faveur de la « différenciation », comme le proposent également Nečkina, Verzilin et d'autres. Finalement, Gončarov trouve un compromis pour le moins timide : le Présidium s'engage à « faire la propagande » de cette idée, mais sans modifier la résolution prévue[1205]. On touche ici aux limites du « Dégel » pédagogique : l'autonomie scientifique de l'APN est réduite à néant, dès lors que sa direction bloque toute initiative qui n'aurait pas l'aval du « ministère et des organes dirigeants », comme le dit Kairov.

De fait, dans un rapport adressé quelques jours plus tard à l'*Otdel nauki RSFSR*, le président de l'APN parle de « l'existence de points de vue incorrects », citant les propos de Suhomlinskij et Šimbirëv ; mais l'affrontement à fleurets mouchetés sur la « différenciation » est superbement ignoré. La note de Kaz'min et Derbinov à leur hiérarchie, en réaction, suggère de mieux surveiller le travail de l'APN[1206]. Il est donc inexact de dire qu'Afanasenko et Kairov ont, chacun dans leur administration, empêché toute controverse, étouffant les critiques éventuelles[1207] : celles-ci ont pu s'exprimer, même si les dirigeants ne les ont pas répercutées au sommet, se contentant de dénoncer les « points de vue incorrects ». Ce réflexe ne surprend pas outre mesure, chez des responsables nommés sous Staline.

L'impression qui ressort des échanges survenus les 25 et 29 novembre au sein de l'élite pédagogique est, somme toute, celle de débats tronqués, privés d'aboutissement. Cela explique peut-être que la science pédagogique et l'APN, qui faisaient l'objet d'un passage des *Thèses* de novembre (point 24), ne sont plus mentionnées dans le texte de loi. Dans le cas des universitaires, la configuration est quelque peu différente : la discussion tourne à la confrontation, mais de façon plus constructive.

C. Les universitaires divisés, entre réticence et conformisme

Comme pour la sphère pédagogique, des tensions étaient déjà apparues entre responsables de VUZ, à propos des changements préconisés dans l'organisation des études, depuis quelques années[1208]. Elles s'expriment avec force dans le sténogramme de la réunion des 22-23 septembre 1958. L'accent mis sur ceux que nous avons déjà appelés « non-conformistes intégrés » ne doit néanmoins pas faire illusion : dans leur majorité, les représentants de l'enseignement supérieur sont surtout soucieux de montrer leur loyauté au pouvoir politique, dans une volonté évidente de ne pas faire de vagues.

L'historien N. Feŝenko, qui avait déjà étudié ces documents à la veille de la Glasnost' (mais sans avoir pu publier ses travaux), confirme que la *perestroïka* a bien été imposée par Khrouchtchev aux universitaires, malgré la version officielle selon laquelle elle aurait émané des responsables de VUZ techniques, chargés de la formation des ingénieurs[1209].

[1204] *Ibid.*, p. 188. Pour Ševčenko, l'argument de poids est que la « différenciation » permet d'éviter la création d'écoles spéciales pour « enfants doués ».

[1205] *Ibid.*, p. 199-204. Voir des extraits du sténogramme, en annexe (texte 24).

[1206] RGANI, 5/37/36, p. 48-51. La note du Département est datée du 4 décembre 1958.

[1207] C'est notamment la thèse d' E.N. GOLDŠTEIN, « K ocenke… », article cité, p. 123-124.

[1208] Voir *supra*, chapitre 4.

[1209] Le texte de ce chercheur n'a pas été publié, mais déposé à la bibliothèque de l'Institut d'information scientifique en sciences sociales (INION) de l'Académie des sciences, à Moscou : N.I. FEŜENKO, *Soveŝanie rabotnikov vysšej školy v Moskve 22-24 sentâbrâ 1958 goda i ego rol' v podgotovke « zakona o škole » (1958 g.)*, Gorki, 1986.

Le rapport lu par Elûtin lors de cette réunion avait déjà reçu l'aval du collège du MVO, et donné lieu à la publication début septembre d'une tribune du ministre dans la *Pravda*[1210]. Dans ces conditions, il est probable que la grande majorité des intervenants était dès le départ résignée à l'issue attendue du processus de discussion engagé. En mai 1958, lors de la présentation d'un avant-projet de réforme, un doyen de l'institut polytechnique d'Oural (de Sverdlovsk) manifestait déjà une certaine amertume :

> Avant tout je voudrais dire un mot de l'utilité de cette réunion. Nous sommes très contents d'avoir pu écouter l'intervention du ministre, et reçu ainsi directement des indications pour nous diriger, mais d'un autre côté, […] nous avons l'âme en peine et souhaiterions que nos remarques critiques soient écoutées avec la même attention par les responsables du MVO, vu que sur le terrain il n'a pas été possible de résoudre toute une série de problèmes.[1211]

Et son collègue de la faculté de physique et de mathématiques de l'université de Kharkov d'ajouter :

> J'aimerais souligner l'importance de cette réunion, surtout par rapport au fait qu'à l'évidence, toutes les personnes ici présentes espèrent que son contenu […] sera pris en compte de façon significative par le ministère, dans la suite de son travail.[1212]

Le ministre adjoint Vsevolod Stoletov avait quant à lui précisé, devant un cercle restreint :

> Lors de cette réunion nous ne devons pas dire que [le projet du ministre] est notre solution définitive, mais une version qui est en discussion. *Pourvu qu'ils s'expriment librement*.[1213]

La « liberté » de ton est bien sûr relative, mais elle prend des formes inédites les 22-23 septembre, au point que Stoletov fait, au beau milieu de la séance, un aveu inhabituel :

> Le nombre de participants désirant prendre la parole dépasse nos possibilités. Je demande aux camarades qui n'auront pas eu la possibilité de prendre la parole au plénum de nous excuser, ils pourront exprimer leurs vœux demain, dans les sections.[1214]

La teneur des interventions confirme le caractère inhabituel de cette rencontre[1215]. D'une part, on retrouve des clivages anciens : les responsables de VTUZ sont davantage favorables à l'admission de jeunes ayant déjà une expérience de travail et à l'extension du « stage pratique dans la production », à la différence des recteurs d'université et d'autres VUZ plus orientés vers la recherche. Parmi ces derniers, certains sont particulièrement virulents, au point de mettre en cause les principes de la réforme en gestation. C'est le cas, en premier lieu, des recteurs des grandes universités : Ivan Petrovskij, et surtout Aleksandr Aleksandrov, se

[1210] GARF, R-9396/1/860, p. 244 ; cité par N.I. FEŜENKO, *Sovešanie rabotnikov...*, *op. cit.*, p. 3.
[1211] GARF, R-9396/16 (Direction des méthodes)/186, p. 19. Voir aussi les propos du directeur du MEI cités en épigraphe du chapitre 4, *supra*.
[1212] GARF, R-9396/16/190, p. 8.
[1213] GARF, R-9396/16/189, p. 40 (nos italiques).
[1214] GARF, R-9396/1/870, p. 223-224. Une telle interruption est rarissime, à notre connaisance, au MVO : les sténogrammes des réunions précédentes n'en rapportent pas. La dernière allusion renvoie aux séances prévues les jours suivants – 23 et 24 septembre – « par sections » : pour les universités, pour les VUZ industriels et pour les VUZ agricoles (le découpage habituel au MVO). Malheureusement, nous n'avons pas pu consulter les sténogrammes de ces réunions plus réduites, donc moins importantes que celle du 22, « en plénum ».
[1215] Voir les tableaux 3 et 4, en annexe.

prononcent contre l'interruption des études secondaires, mais aussi supérieures, et l'extension des cours du soir et par correspondance, comme Elûtin le propose. Ils mettent en garde contre les risques que fait courir la réforme à la qualité de formation des cadres en général, et des scientifiques en particulier. Ils sont rejoints et soutenus explicitement par le recteur de l'université d'Erevan, et par des responsables de VUZ techniques prestigieux : Nikolaj Žavoronkov, directeur de l'institut de technologie chimique de Moscou, mais aussi deux professeurs de l'institut d'ingénierie et de construction de Moscou et du MEI, Anisim Bermant et Valentin Fabrikant, respectivement mathématicien et physicien. Tous soulignent la baisse du niveau à l'entrée en VUZ à cause de la présence croissante des « producteurs », et les risques d'une coupure ou d'un allongement des études. Aleksandrov est le plus incisif, qui répète à plusieurs reprises qu'à la différence d'Elûtin, il ne trouve pas que les « questions générales » soient déjà résolues : il s'oppose à plusieurs principes de la réforme, en indiquant qu'ils ne sont pas « évidents » à ses yeux. Dès lors, ses détracteurs, partisans de la réforme, semblent en difficulté pour répondre.

Ils contre-attaquent en mobilisant la rivalité inter-établissements : le camp de la contestation correspond en effet, en gros, à l'élite des directeurs de VUZ, à quelques exceptions près comme le recteur de l'université de Kiev. Ainsi, le directeur de l'institut métallurgique de Dniepropetrosk, M. Isaenko, a beau jeu de dénoncer la morgue des recteurs de MGU et LGU : le premier pour avoir moqué le faible niveau des publications scientifiques des VUZ de province, le second pour avoir déclaré qu'il était dommage de ne pas utiliser à plein l'équipe enseignante travaillant dans son université et celle de Moscou[1216]. Peu après, Siunov, directeur de l'institut polytechnique d'Oural, lui donne raison : loyal défenseur du projet officiel, il conteste le passage de l'article d'Elûtin consacré aux « grands VUZ des capitales », censés bénéficier de conditions privilégiées, et former en priorité des chercheurs[1217]. C'est aussi le point de vue d'Ivan Švec, recteur de l'université de Kiev, qui reproche à Petrovskij et Aleksandrov de ne pas envoyer leurs professeurs dans les VUZ de la périphérie[1218]. Surtout, ils sont accusés de critiquer les principes exposés par Elûtin et Khrouchtchev, au lieu de faire des propositions concrètes pour les appliquer : selon Isaenko,

> il ne s'agit pas […] d'accueillir [la réforme] « avec enthousiasme », il s'agit de l'appliquer dans la vie avec enthousiasme. Et l'université de Leningrad aurait dû intervenir à cette tribune en proposant des schémas, des plans et des programmes d'études au moins dans quelques disciplines, comme le font certains VUZ.[1219]

Ainsi, le principal argument contre les recteurs de MGU et LGU est qu'ils n'ont pas joué le jeu normal en de telles circonstances, à la différence des « camarades qui ont avancé des propositions concrètes, même si elles ont un caractère de discussion (*diskussionnyj harakter*) », *dixit* Švec[1220]. Pourtant, moins de la moitié des intervenants (11 sur 29) s'accorde avec le principe de faire commencer les études par une ou deux années « sans rupture avec la production » ; ils sont autant à exiger ou à préférer que la première année se passe « en rupture ». Une moitié à peine (13) soutient l'idée de recruter en priorité des jeunes ayant une expérience de travail de deux ans, ou « producteurs »[1221]. La mise en cause des principes exposés par le ministre dans son rapport prend donc des proportions inédites. En faisant porter

[1216] GARF, R-9396/1/870, p. 59-60. Auparavant, le directeur adjoint de l'institut d'aviation de Moscou, Bovin avait déjà fait « une remarque » à Petrovskij, concernant sa remarque blessante sur les publications scientifiques des VUZ : *Ibid.*, p. 42.
[1217] *Ibid.*, p. 114-116. Siunov reprend les mêmes arguments, dans son article de la *Pravda* du 3 décembre 1958.
[1218] Ce faisant, Švec reste sur la ligne qu'il avait déjà observée lors de la « réunion des savants » à l'*Otdel nauki*, trois jours plus tôt.
[1219] *Ibid.*, p. 61. Voir des extraits du sténogramme, en annexe (texte 22).
[1220] *Ibid.*, p. 119.

le débat sur les principes mêmes de la réforme, Petrovskij et Aleksandrov ont bouleversé l'ordre implicite de cette réunion, ouvrant la voie à d'autres critiques radicales après eux. C'est ce qui explique, peut-être, la profusion et la longueur des interventions – la réunion se prolonge le jour suivant. Bermant se livre à une critique radicale du système d'enseignement en général, et dépasse largement son temps de parole[1222]. L'intervention finale d'Elûtin confirme l'impression d'une transgression des modalités d'une telle réunion. Plutôt que de répondre aux arguments des contestataires, il les fait passer pour des privilégiés qui s'estiment au-dessus des obligations communes, à savoir des orientations fixées par le Parti et son chef :

> Je comprends l'inquiétude de ceux qui se sont exprimés ici. Mais il nous faut nous restructurer également nous-mêmes, intérieurement. […]Le fait est qu'une partie des camarades ici présents a eu tendance à dire : « tout cela est bien, mais bien pour le voisin, alors que nous, il nous faut conserver notre organisation initiale »[1223].

Pourtant, le ministre emprunte certaines formules aux contestataires : comme Žavoronkov, il évoque désormais la nécessité de faire preuve de « souplesse (*gibkost'*) » dans l'organisation des études, et « d'éviter un modèle unique (*izbežat' šablona*) »[1224]. Tout en présentant le projet du ministère comme le fruit d'une synthèse entre les propositions du Parti (à différents niveaux) et de certains VUZ (notamment celui de Magnitogorsk), il admet la nécessité de réfléchir encore à la transition vers le nouveau système. De fait, plusieurs orateurs préconisent une véritable confrontation des points de vue, au-delà de l'exposé des cas particuliers. Le recteur de l'université d'Erevan l'affirme avec grandiloquence :

> Dans la lettre du camarade Khrouchtchev, il est dit que les problèmes posés exigent une discussion complète (*vsestoronnoe*) ; or, au stade actuel, il est peut-être simplement indispensable d'avoir des visions différentes (*raznye vzglâdy*), pour parvenir à la vérité.

Ce sont les représentants des VUZ les plus prestigieux qui tiennent ce discours, comme le confirme un rapide examen des profils socioprofessionnels. Les mathématiciens Petrovskij et Aleksandrov et le chimiste Žavoronkov, respectivement académicien et membres-correspondants de l'AN SSSR, mais aussi les professeurs Bermant et Fabrikant, chercheurs reconnus dans leurs domaines respectifs, sont les plus virulents contre le projet officiel du MVO. Ils sont aussi tous en poste à Moscou, à l'exception du recteur de LGU. Face à eux, des responsables au profil plus administratif défendent le point de vue exprimé dans la note de Khrouchtchev, et soutiennent qu'il est possible de le mettre en application sans danger : il s'agit des ministres Elûtin et Stoletov, *vydvižency* de la fin des années 1920, mais aussi des représentants de l'enseignement supérieur technique de province, plus éloignés de la recherche : Isaenko, Anosov, Siunov, Bryzgalov, Doroševič et Ladygin[1225]. Ceux qui ont déjà expérimenté des formes d'enseignement « sans rupture avec la production » ne

[1221] Voir le tableau 4, en annexe. Seul Valentin Fabrikant s'exprime ouvertement contre l'admission prioritaire des « producteurs », mais on peu supposer que les recteurs de MGU et LGU, et de quelques autres VUZ d'excellence, sont également rétifs à cette disposition, même s'ils n'osent pas le dire ici.

[1222] GARF, R-9396/1/870, p. 160-170. Voir des extraits du sténogramme, en annexe (texte 22). Bermant propose toutefois une issue acceptable par toutes les parties en présence : distinguer entre la formation des ingénieurs praticiens, et celle des théoriciens. Mais Fabrikant, quelques instants plus tard, rejette cette division comme simpliste et inapplicable.

[1223] *Ibid.*, p. 281-283. Voir des extraits de son intervention, en annexe (texte 22).

[1224] *Ibid.*, p. 279. Aleksandr Aleksandrov parle également de « souplesse » dans son article du 10 décembre.

[1225] Il s'agit de responsables et d'enseignants d'instituts industriels et agricoles : voir le tableau 3 en annexe. Ivan Švec, recteur de l'université de Kiev, constitue une exception notable ; mais l'absence de données biographiques précises dans nos sources laisse penser que son activité scientifique est limitée.

soutiennent pas forcément les orientations proposées : Vasilij Smirnov, chercheur en métallurgie, directeur de l'institut polytechnique de Leningrad, n'est pas partisan de l'admission prioritaire des « producteurs », même s'il est passé par une *rabfak*. Georgij Nikolaev, du MVTU « Bauman », dit explicitement ne pas vouloir généraliser son expérience d'étudiant par correspondance.

Quelques jours plus tard, la direction du MVO prétend avoir rédigé ses « propositions sur la restructuration de l'enseignement supérieur » en tenant compte des remarques des directeurs de VUZ présents du 22 au 24 septembre à Moscou[1226]. De fait, on constate dans le texte des *Thèses*, adopté lors du Plénum du CC du PCUS en novembre, puis dans celui de la loi du 24 décembre, dont Elûtin est l'un des trois rapporteurs, des aménagements substantiels par rapport aux mesures annoncées par Khrouchtchev quelques mois plus tôt : le ministre joue le rôle d'intermédiaire entre la direction du Parti et les responsables de VUZ récalcitrants, mais aussi, d'une certaine façon, entre les représentants des VUZ centraux et ceux de province. Le jugement de Feŝenko, selon lequel la réunion des 22-23 septembre n'a pas eu d'impact sur la prise de décision finale, mérite donc d'être en partie révisé, comme dans le cas des institutions pédagogiques ; à tout le moins, elle a permis de constater l'appréhension et les réserves d'une partie significative des responsables invités à débattre sur la formation des cadres supérieurs, en particulier des ingénieurs. La question se pose de la cohérence et de la signification de ces groupes.

D. Essai d'interprétation : des « groupes d'opinion » spontanés

Plusieurs signes laissent penser que ces intervenants ont des réactions de défense de type corporatiste, constituant de véritables « groupes d'intérêts », au sens où la soviétologie les met en évidence, quelques années après la « discussion générale ». Pourtant, la mise en parallèle des prises de position et des parcours socioprofessionnels révèle des correspondances inattendues, écartant toute interprétation trop déterministe. L'existence de connections d'une institution à l'autre suggère que la contestation de la réforme constitue un phénomène complexe, aux motivations multiples.

Au début des années 1960, des observateurs occidentaux virent dans les débats publics en URSS, la marque de groupes d'influence structurés autour de la défense d'intérêts spécifiques[1227]. Quelques années plus tard naissait la théorie des « groupes d'intérêts (*interest groups*) » : les premiers travaux dans cette direction, aux Etats-Unis et au Canada, y voyaient une manifestation de la rivalité entre institutions, mais aussi entre régions aspirant à capter l'attention et les ressources matérielles distribuées par le centre[1228]. Dans l'enseignement, les polémiques autour de la réforme de 1958 étaient censées illustrer l'affrontement entre différents groupes, lequel devait s'exacerber dans les années suivantes : c'est le point de vue défendu par Joel Schwartz et William Keech, dix ans après la « discussion générale »[1229]. Certains antagonismes exprimés dans la presse à l'automne 1958 sont de nature inter-institutionnelle : c'est le cas entre Zelenko et Bordadyn, d'un côté, et les responsables du

[1226] GARF, R-9396/1/847, p. 343. Protocole de la séance du collège du MVO SSSR du 26 septembre.

[1227] Voir par exemple S.I. PLOSS, *Conflict and decision making in Soviet Russia. A case study of agricultural policy, 1953-63*, Princeton UP, 1963.

[1228] Sur le modèle des *lobbies* qui existaient justement dans les pays accueillant cette théorie : voir l'ouvrage fondamental de H.G.SKILLING, F. GRIFFITHS (dir.), *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton UP, 1971, 419 p. L'idée fondamentale est que le principe de coercition exercé par le pouvoir sur la population rencontre des tendances opposées, à mesure que se développe une société industrielle complexe. Ainsi, les personnels ministériels, soutenus par une partie de leur administration, peuvent peser sur les choix politiques et même constituer des réseaux d'influence qui enserrent les hauts dirigeants eux-mêmes.

[1229] SCHWARTZ Joel J., KEECH William R., « Group influence and the policy process in the Soviet Union », *The American Political Science Review*, vol. LXII, n° 3, septembre 1968, p. 840-851.

Minpros et de l'industrie, de l'autre, à propos du maintien d'un cycle secondaire complet de jour. L'analyse vaut aussi, à un niveau intra-institutionnel, pour des groupes de signataires défendant explicitement leurs intérêts propres : ainsi des enseignants du supérieur pédagogique, ou des enseignants par correspondance, qui réclament à la fois moyens et considération pour leurs établissements[1230].

Nombreux sont les dirigeants, à tous les niveaux, qui soulignent l'unité de vues de tel ou tel groupe : ils considèrent toute prise de position comme émanant d'un ensemble plus large, dépassant le seul orateur. Les responsables des *Otdely nauki*, organisateurs des réunions de septembre, adoptent un découpage en catégories professionnelles et administratives qui témoigne d'une vision compartimentée de la réalité institutionnelle et sociale soviétique[1231]. On la retrouve dans les notes de synthèse transmises aux secrétaires du CC du PCUS par Kirillin et Kaz'min, et dans les propos introductifs et conclusifs de ces derniers[1232]. La présentation des orateurs en tant que « représentants » de tel ou tel groupe, l'évaluation de leurs propos comme « prenant en compte » ou non « les intérêts » du système scolaire ou de l'économie, confirment cette impression. Les intervenants eux-mêmes reprennent cette classification, par souci de clarté, mais aussi de légitimité. Starobinskij, professeur à l'institut médical n°1 de Moscou, explique le 23 septembre, au MVO, que lui et ses collègues de l'enseignement supérieur médical se sont réunis la veille pour « exprimer [leur] point de vue collectif », après avoir eu l'occasion de le faire au ministère de la Santé d'URSS. C'est donc « [leur] opinion générale » qu'il communique à l'auditoire[1233]. Les exemples sont nombreux, du professeur Fabrikant, qui prétend parler « en tant que représentant des physiciens travaillant en VUZ », jusqu'à la psychologue Menčinskaâ, au nom de son institut. Suhomlinskij dit également représenter « l'opinion » des enseignants et des parents d'élèves de son école[1234]. Il n'est pas le seul à considérer que ce dernier groupe, par définition invisible, joue un grand rôle dans l'expression de réticences vis-à-vis du projet en cours de discussion. Dès la mi-septembre, un responsable de l'industrie établissait le diagnostic suivant :

> Ici, nous sommes confrontés à une résistance (*protivodejstvie*) de la part des parents. Il faut dire qu'elle vient aussi des enseignants de tous rangs, et de notre intelligentsia[1235].

Face à ce qu'ils considèrent comme une véritable contestation, les dirigeants sont enclins à l'interpréter comme des réflexes corporatistes, contraires à l'intérêt général, s'opposant à la marche de la « construction du communisme » au même titre que les « survivances du passé » qui sont dénoncées quotidiennement dans la presse, à propos de tel ou tel comportement social : c'est, on l'a vu, la stratégie rhétorique adoptée par Elûtin, face aux directeurs de VUZ qui s'opposent au projet officiel. Dans les rapports locaux sur la « discussion générale » qui remontent jusqu'à l'appareil central du Parti, on retrouve le même découpage terminologique de la société en catégories bien définies. Cela vaut, par exemple, pour les « représentants de l'industrie », dont beaucoup s'inquiètent des conditions

---

[1230] Voir les articles collectifs « Comment on devrait former les enseignants », *Izvestia,* 19 décembre, et « Renforcer l'enseignement supérieur par correspondance par tous les moyens possibles », *Pravda*, 2 décembre (texte 21, en annexe). Les auteurs de ce dernier, parmi lesquels une majorité d'enseignants d'économie, défendent l'existence d'établissements par correspondance autonomes, séparés des VUZ de jour.

[1231] La même vision du social se rencontre, par exemple, à la Commission des projets législatifs du Soviet de l'Union, dont un document interne parle de l'avis des « représentants de la science (*predstaviteli nauki*) » et de « larges cercles de la société », début 1958 : GARF, R-7523/45/20, p. 67.

[1232] Voir *supra*, chapitre 5, et les extraits des documents correspondants, en annexe (textes 13 à 20).

[1233] GARF, R-9396/1/870, p. 139.

[1234] Voir la citation en épigraphe.

[1235] RGANI, 5/35/93, p. 135. Propos de Starikovič consigné dans le sténogramme de la réunion du 17 septembre 1958 au CC du PCUS.

d'embauche de la jeunesse des écoles, censée suivre une formation professionnelle en parallèle à sa scolarité[1236]. Lors de la réunion au MVO, le 22 septembre, le directeur de l'institut de mécanique automobile de Moscou résume ainsi l'état d'esprit dans sa filière :

> Il faut dire que les représentants des usines, en particulier ceux de l'usine automobile « ZIL » de Moscou, accueillent favorablement cette *perestroïka* […] dans la mesure où on ne peut plus former des cadres pour les usines sans usines.[1237]

Mais il ajoute aussitôt qu'une partie soutient la variante des deux premières années d'études « sans rupture », alors que l'autre les préfèrerait « en rupture avec la production »[1238]. On touche ici aux limites de l'interprétation en termes de groupes professionnels ou institutionnels De fait, les lignes de partage ne correspondent pas à ces appartenances, loin de là.

Les préoccupations des « savants », pour la plupart également enseignants ou responsables du supérieur, rejoignent, dans certaines de leurs interventions, celles des directeurs de VUZ. Mais ce n'est pas là le seul point de contact entre institutions : les prises de position dans la presse montrent qu'une unité de vues peut exister entre les représentants de ces différentes sphères socioprofessionnelles. Ainsi, la quasi-totalité des pédagogues et des enseignants s'est prononcée contre les « écoles spéciales », tout comme les académiciens Lavrent'ev et Nesmeânov ; lors des réunions, un front majoritaire se dessine chez les savants, mais aussi les pédagogues, théoriciens et praticiens. Les universitaires sont préoccupés par le sort du secondaire, comme le montre le début de l'exposé du ministre adjoint de l'Instruction Aleksej Markuševič, invité ès qualité à la réunion des responsables de VUZ du MVO, le 23 septembre : lorsqu'il déclare son intention de « dire quelques mots sur la *perestroïka* du secondaire », quelqu'un dans l'assistance s'écrie : « C'est le plus important ! »[1239]. Inversement, les pédagogues chargés de réfléchir à la réforme du secondaire sont sensibles à l'intrusion des scientifiques dans le débat, en particulier à propos des écoles spéciales « pour enfants doués » : Menčinskaâ déclare, lors de l'Assemblée générale de l'APN, qu'elle et ses collègues approuvent l'article de Lavrent'ev publié quelques jours plus tôt dans la *Pravda*[1240]. Au même moment, les idées de Gončarov et Leont'ev sur la « différenciation » reçoivent le soutien des présidents de l'AN SSSR, Nesmeânov, et de l'AN de Géorgie, le mathématicien Nikolaj Mushelišvili (1891-1976), ainsi que du président de l'Académie des sciences médicales d'URSS, Aleksandr Bakulev (1890-1967)[1241].

La situation de l'Académie des sciences pédagogiques est paradoxale. Son président invite depuis plusieurs mois ses collègues à présenter des propositions communes en matière de polytechnisation, afin de restaurer l'autorité d'une institution malmenée sur ce point, on s'en souvient, depuis le début des années 1950. Ivan Kairov avait déclaré, en mars 1957 :

> Il faut formuler toutes nos positions à ce sujet, afin que nous puissions intervenir (*vystupat'*) au nom de l'Académie et dire : voici notre point de vue pour toutes les

---

[1236] C'est le cas, par exemple, dans la région de Moscou : RGANI, 5/37/45, p. 128.
[1237] GARF, R-9396/1/870, p. 73.
[1238] C'était aussi la position des ingénieurs et chefs d'entreprise réunis le 16 septembre à l'*Otdel nauki* : voir *supra*, chapitre 5.
[1239] GARF, R-9396/1/870, p. 146. L'exemple de Markuševič est également intéressant, parce qu'il tient un discours très réservé sur la possibilité d'envoyer travailler les étudiants de première année des instituts pédagogiques : il se trouve ainsi en porte-à-faux par rapport à son propre ministère. Ce mathématicien jouera un rôle important dans les mutations du secondaire au début des années 1960 : voir *infra*, chapitre 8.
[1240] GARF, R-10049/1/2441, p. 158.
[1241] Voir l'article d'A. Bakulev, paru dans le *Vestnik vyssšej školy*, n°12, 1958.

> questions qui concernent la réalisation des décisions du XXe Congrès du Parti pour l'instruction polytechnique.[1242]

En l'occurrence, c'est surtout son image de dirigeant loyal à la ligne du Parti que l'ancien ministre de l'Instruction veut défendre ici : son comportement lors de l'Assemblée générale du 25 novembre le confirme, donnant tort aux soviétologues de la fin des années 1960, qui présentaient l'APN comme « une institution conservatrice, relativement indépendante »[1243]. Si Kairov y écarte toute velléité d'autonomie de ses confrères, nombre d'entre eux aspirent à des réformes importantes, en termes d'organisation des études et de programmes, pour le secondaire : l'APN n'est donc ni indépendante, ni conservatrice, en 1958. Le thème de la baisse de niveau est aussi un fil important qui relie entre eux certains pédagogues et universitaires, surtout parmi les plus « scientifiques ». Ainsi, Šimbirëv, le 25 puis le 29 novembre, dans deux contextes différents, évoque les difficultés des universités de Moscou et Gorki à recruter des candidats valables, surtout en physique[1244]. Deux mois plus tôt, le chimiste Žavoronkov avait dressé un tableau sombre de la situation à l'entrée en VUZ à Moscou, et les professeurs Bermant et Fabrikant avaient également évoqué une « baisse de niveau »[1245]. Inversement, dans l'appareil du CC du PCUS, au moment des attaques d'Isaenko et d'autres contre les universités de Moscou et Leningrad au MVO, Kairov avait lui aussi critiqué les VUZ de prestige :

> Je crois profondément que les quinze mille étudiants de l'université de Moscou sont aussi peu pratiques, pédagogiquement parlant, que [son] bâtiment de 26 étages.[1246]

Il faut dire un mot, enfin, des francs-tireurs qui écrivent directement à Khrouchtchev, dès la publication du *Mémorandum*. C'est le cas de deux « ingénieurs » : le premier, Boris Vannikov, a occupé des postes très élevés dans l'appareil du pouvoir comme constructeur aéronautique et haut responsable du secteur de l'armement, y compris du programme nucléaire soviétique[1247]. En octobre 1958, alors qu'il vient de quitter ses fonctions ministérielles, il adresse au Premier secrétaire une longue lettre de « réflexions tirées de son expérience d'étudiant puis d'enseignant en VTUZ, ainsi que de son travail en entreprises et en institutions »[1248]. Elle se distingue des autres contributions au débat : en effet, plutôt que dans le système scolaire, Vannikov voit la cause des maux dénoncés par Khrouchtchev dans le fonctionnement des entreprises et des administrations, où le niveau de formation obtenu, sous la forme d'un « bout de papier » (le diplôme), compte davantage que les compétences réelles. Plus convenue est la lettre adressée par Ârošenko, directeur de l'usine d'aviation de Gorki. Ce dernier utilise sans doute le canal du Comité central du PCUS pour faire publier ses propositions sur la formation professionnelle et le secondaire : prenant le contre-pied de

---

[1242] GARF, R-10049/1/2247, p. 6.

[1243] Citation de D. Richard LITTLE, « The Academy of Pedagogical Sciences – Its Political Role », *Soviet Studies* n°3, vol. XIX, janvier 1968, p. 387-397 ; p. 393.

[1244] Voir par exemple GARF, R-10049/1/2441, p. 131-132. L'orateur cite des articles parus dans la *Komsomol'skaâ pravda* et l'*Učitel'skaâ gazeta* sur l'organisation de concours d'entrée supplémentaires, vu le niveau insuffisant des sessions précédentes. Mais nous n'en avons pas trouvé trace dans les archives centrales du Parti et du MVO SSSR.

[1245] GARF, R-9396/1/870, p. 91-92, p.165-166 et p. 210-211 – voir les extraits de ces interventions, en annexe (texte 22).

[1246] RGANI, 5/35/95, p. 122.

[1247] Vannikov a été *narkom* sous Staline, puis premier adjoint du ministère de la construction de machines légères après 1953 : voir sa notice biographique en annexe.

[1248] RGANI, 5/35/90, p. 91. L'envoi est daté du 23 octobre 1958. Voir des extraits de cette lettre en annexe (texte 25).

Zelenko, Ârošenko s'appuie sur l'expérience de coopération entre son usine et deux écoles[1249]. Il est significatif que les réflexions iconoclastes de Vannikov, qui évoque en conclusion la « différenciation » du secondaire, ne trouvent pas d'écho direct dans la presse, alors que Ârošenko, fidèle à la ligne officielle du début à la fin, voit son article publié dans la *Pravda* le 21 novembre. Qui plus est, son nom apparaît avec le titre d'ingénieur, alors qu'il n'a pas le diplôme équivalent.

Ainsi, les frontières institutionnelles et professionnelles ne recoupent pas les prises de parole individuelles. Les regroupements existent à une échelle plus fine, et ils franchissent les barrières catégorielles. Les solidarités générationnelles et professionnelles, si elles sont perceptibles, ne sont pas non plus déterminantes. Souvent, le parcours socioprofessionnel est en partie lié à la prise de position, de même que le niveau de responsabilité et le lieu de travail, mais pas toujours : un recteur d'université comme Švec se retrouve isolé face à ses confrères, et deux chercheurs en pédagogie de la vieille école, comme Šimbirëv et Mel'nikov, incarnent des positions presque opposées. C'est pourquoi, plutôt que de « groupes d'intérêts » proprement dit, nous parlerons ici de « groupes d'opinions », avec John Dunstan et Philip Stewart :

> Le débat de 1958 apporte la preuve de l'hypothèse de Skilling d'une identification possible, à l'intérieur de groupes professionnels (*occupational groups*), de solides groupes d'opinion, constellations dont les éléments ne seraient fixes en aucune façon.[1250]

> Les groupes d'opinion […] existent en Union soviétique comme des constructions d'analyse, non comme des organisations concrètes, […] lorsque deux personnes ou plus au sein d'une ou plusieurs institutions expriment publiquement des opinions semblables.[1251]

Cette définition minimale permet d'autres lectures, en termes de cercles ou de réseaux relationnels, mais aussi d'analyse des logiques argumentatives : c'est ce que montre l'étude du cas des « savants », tels qu'ils sont désignés à l'époque.

III) Les « savants », acteurs majeurs de la refondation

La question de l'influence des différentes formes de débat apparues dans le cadre de la « discussion générale » étant résolue, il reste à expliquer l'intensité de certains échanges : les plus animés sont le fait d'une trentaine de scientifiques, parmi les plus en vue du pays. Leurs interventions sont multiples, et leurs argumentations rejoignent en partie celles des pédagogues et des universitaires ; elles aboutissent à une remise en cause radicale des principes du projet officiel de transformation du système scolaire et universitaire, voire à une véritable opposition.

[1249] Cette expérience avait déjà été saluée par l'*obkom* du Parti local : GOPANO, 3/2/904 (Propositions sur la réforme du système d'enseignement), p. 120-128. Document daté du 22 septembre 1958. Ârošenko avait joint à son projet un grand tableau (format A2) représentant le schéma idéal de l'organisation de l'enseignement secondaire et technique : *Ibid.*, p. 139.

[1250] John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 121. Souligné par moi.

[1251] Philip D. STEWART, « Soviet interest groups and the policy process. The Repeal of Production Education », *World Politics, A quarterly Journal of International Relations*, Center of International Studies, Princeton University, vol. XXII, n° 1, octobre 1969, p. 29-50; p. 44. Souligné par moi.

A. Un groupe relativement homogène : aperçu prosopographique

Au-delà de la diversité des parcours et des spécialisations, des solidarités fortes existent parmi les scientifiques qui s'expriment à propos de la réforme de 1958.

Le découpage arbitraire des groupes par les responsables de l'époque ne doit pas nous tromper : nombre d'intervenants déjà rencontrés comme « universitaires » s'avèrent aussi, comme nous l'avions remarqué, d'authentiques « savants »[1252]. Les hommes des *Otdely nauki* avaient ainsi invité, entre autres, les recteurs des universités de Moscou et de Kiev, eux-mêmes présents à la réunion du MVO des 22-23 septembre. On peut leur adjoindre A. Aleksandrov, recteur de Leningrad, mais aussi Žavoronkov, les professeurs Bermant et Fabrikant, et quelques autres[1253]. Le critère de sélection que nous appliquons ici n'est pas seulement l'appartenance à un milieu professionnel bien précis – puisque les passerelles avec d'autres sphères sont nombreuses, y compris celle des « administrateurs » – ou la possession de titres ou de grades témoignant d'une reconnaissance officielle des travaux de recherche – celle-ci, surtout pendant la période stalinienne, a pu être obtenue sur d'autres critères[1254]. C'est la rencontre de l'une de ces caractéristiques avec la présence, dans le discours même de l'intervenant (par écrit ou à l'oral), d'une référence aux enjeux de la formation scientifique, qui justifie à nos yeux l'appellation de « savants », elle-même employée par les organisateurs de la réunion du 19 septembre[1255]. L'échantillon sélectionné comprend vingt-sept noms, parmi lesquels la moitié (13) sont académiciens (y compris le président, Nesmeânov, deux vice-présidents, Bardin et Lavrent'ev), et six sont membres-correspondants de l'AN SSSR. S'ajoutent deux académiciens de l'AN USSR (Gnedenko et Švec), et six simples professeurs de VUZ – 19, soit les deux tiers, ont ce grade au total. L'éventail des disciplines est limité : on compte neuf mathématiciens, huit physiciens, cinq spécialistes en métallurgie et trois chimistes, plus trois spécialistes en aéro- ou thermodynamique – avec parfois des chevauchements. Aucun représentant des sciences humaines n'intervient à leurs côtés, à l'exception des quelques pédagogues que nous avons déjà rencontrés ; mais ils sont absents des réunions des 19 et 22-23 septembre, qui constituent notre source principale ici[1256].

[1252] Nous avons exclu les représentants du monde médical, car ils sont très peu nombreux et insistent sur des problèmes spécifiques à leur système de formation. Citons toutefois le cas de Nikolaj Gračenkov, neurologue et membre-correspondant de l'AN SSSR, qui se prononce, lors de la réunion du 19 septembre, avec les savants, pour le maintien de l'école décennale de jour, et l'accès direct aux VUZ, ensuite « pour certains éléments capables, les gens doués ».

[1253] Le terme de « savants » est d'ailleurs employé pour désigner les enseignants de plusieurs VUZ, dont l'université de Leningrad, dans les rapports internes au Parti : voir par exemple RGANI, 5/37/45, p. 163-164.

[1254] La présence de Vladimir Kirillin, chef de l'*Otdel nauki* et membre-correspondant de l'AN SSSR, s'explique précisément par le fait qu'il mène alors de front son travail d'« administrateur » dans l'appareil central du Parti, et une activité de recherche initiée en 1954 avec la création, sous sa direction, de la chaire d'ingénierie et de physique thermique au MEI – même s'il y délègue l'essentiel de ses tâches à ses collaborateurs. D'autres savants ont aussi occupé des fonctions administratives, dans d'autres organes : Aleksandr Samarin a été ministre adjoint d l'Enseignement supérieur de 1946 à 1951, et on peut considérer Nesmeânov, Lavrent'ev, A. Aleksandrov et Petrovskij comme des « administrateurs » à temps partiel, de même que les autres directeurs de VUZ, dans une moindre mesure.

[1255] Il s'agit du calque du terme russe « učënyj ».

[1256] L'absence ici de certains noms, notamment parmi les physiciens, peut surprendre : Igor' Tamm (1895-1971), Vladimir Fok (1898-1974) et Igor' Kurčatov (1903-1960) se sont illustrés dans la défense de leur discipline contre les attaques idéologiques de type lyssenkiste, mais aussi en faveur des généticiens, à la fin des années 1940. Ils ne semblent pas avoir été conviés à la réunion du 19 septembre à l'*Otdel nauki*, ni d'ailleurs Abram Ioffe (1880-1960) et Lev Landau (1908-1968), connu pour ses jugements sans concession sur le régime en privé, et emprisonné quelques mois en 1938 : les responsables du Parti se sont peut-être méfiés de ces personnalités trop indépendantes. Une autre explication serait leur désintérêt pour ces questions, dont ils laisseraient le soin à leurs disciples et collègues. Ici, les sources sont défaillantes : les éditions de mémoires et de correspondance

Un premier facteur d'homogénéité est l'appartenance, par le titre ou la fonction, à l'Académie des sciences ou à l'une de ses filiales (ukrainienne ou, plus récemment, sibérienne) : elle touche les trois-quarts de nos « savants ». L'étude des parcours socioprofessionnels révèle d'autres traits communs. Ainsi, l'université de Moscou est au cœur d'un ensemble de liens professionnels et scientifiques très forts : plus de la moitié (14) y ont passé tout ou une partie de leurs études, huit y travaillent ou bien y ont travaillé, dont l'ancien et l'actuel recteurs. En termes de solidarités professionnelles et intellectuelles, le cercle scientifique le plus représenté numériquement, dans notre échantillon, est celui des anciens élèves du mathématicien Nikolaj Luzin (1883-1950), chef de file de l'école dite « de Moscou », et surtout point de ralliement d'un groupe de jeunes mathématiciens, la « *Luzitania* », dans les années 1920[1257]. P. Aleksandrov, Lavrent'ev et Kolmogorov en font partie, et dans une moindre mesure Petrovskij, Bermant et Gnedenko, un des premiers élèves de Kolmogorov[1258]. Parmi les chimistes, Nesmeânov a été formé à MGU par Nikolaj Zelinskij (1861-1953), alors que Žavoronkov est attaché depuis les années 1930 à l'institut de technologie chimique de Moscou. Le premier, en tant qu'ancien recteur de MGU (de 1948 à 1951), et surtout président de l'AN SSSR, a côtoyé les physiciens Sergej Vavilov (1891-1951) et Igor' Tamm (1895-1971), lesquels ont formé Fabrikant et Sakharov, entre autres. Ces deux derniers, formés à MGU, ont ensuite travaillé, tout comme Novikov, à l'institut énergétique de Moscou (MEI), dont Kirillin a été le directeur adjoint, avant d'entrer dans l'appareil central du Parti[1259].

Sans surprise, l'université de Saint-Pétersbourg / Petrograd / Leningrad constitue le deuxième pôle important. Kapica et Semënov y ont étudié, pendant la Première guerre mondiale, avec pour maître le physicien Abram Ioffe (1880-1960). L'autodidacte Âkov Zel'dovič a travaillé à l'institut de physique chimique dans l'équipe de Semënov, à partir de 1931. Quelques années auparavant, les mathématiciens Sobolëv et A. Aleksandrov ont étudié ensemble à LGU, sous la direction de Boris Delone (1890-1980). Enfin, trois savants ont pour lieu de travail, au moins sur le papier, le tout récent Département sibérien de l'Académie des sciences (SO AN SSSR), dont les instituts sont encore en construction : il s'agit du vice-président Lavrent'ev et des académiciens Hristianovič et Sobolëv, co-fondateurs (surtout les deux premiers) de ce nouveau pôle scientifique décentré. Ces deux derniers ont pu aussi se rencontrer à l'institut de mathématiques « Steklov » de Moscou, dont Kolmogorov est le directeur (de 1938 à 1960), et Bermant le directeur adjoint, en 1958. Ainsi, les principaux intervenants de la « discussion générale » sont liés entre eux par des affinités scientifiques et professionnelles puissantes – et parfois des amitiés solides (P. Aleksandrov et Kolmogorov, Kapica et Semënov, entre autres)[1260]. On y trouve deux types de profils marqués : les chercheurs qu'on peut appeler fondamentaux, à commencer par les mathématiciens issus de la

épistolaire des savants privilégient les aspects scientifiques ou éminemment politiques de leur biographie. De plus un tel sujet n'a probablement été abordé entre eux que de façon très informelle, lors de conversations orales.

[1257] L'activité de Luzin, professeur à MGU depuis 1917, constitutionnel-démocrate affirmé, fut compromise au début des années 1930, lorsqu'il fut accusé d'être « un savant ennemi sous un masque soviétique », suite à la publication de ses poèmes en Occident, et du fait de ses convictions de constitutionnel-démocrate. Il perdit la plupart de ses attributions et de ses fonctions universitaires, même si ses élèves continuèrent dans les directions qu'il avait fixées. Voir A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye*, *op. cit.*, p. 81-82.

[1258] Justement, dans son article critiquant l'idée de créer des « écoles spéciales », Lavrent'ev cite Luzin comme exemple d'un savant n'ayant pas manifesté de « don » précoce pour sa matière : *Pravda*, 25 novembre. Pour une représentation de l'influence de Luzin sur les écoles mathématiques russes et soviétiques au XXe siècle, et des liens de maître à élève structurant cette communauté scientifique, voir l'arborescence proposée sur le site amateur Math.Ru [En ligne]. http://www.math.ru/history/tree/ (Page consultée le 1er septembre 2007).

[1259] D'autres VUZ de la capitale sont des lieux de rencontre et d'échanges entre nos savants, par exemple l'institut physico-technique de Moscou (MFTI), fondé en 1951, à la demande, entre autres, de Hristianovič, Kapica, Lavrent'ev, Petrovskij, Sobolëv et Semënov. Il venait s'ajouter à l'institut d'ingénierie physique de Moscou (MIFI), créé à l'initiative de Boris Vannikov, en 1946, pour former les chercheurs du projet atomique soviétique.

« *Luzitania* » et les représentants de la chimie organique ou de la « physique de tableau noir », suivant l'appellation courante en Occident, mais aussi des spécialistes de la recherche appliquée, au profil d'ingénieurs – parmi lesquels les représentants du MEI, mais aussi des instituts polytechniques, côtoient des professeurs comme Bermant et Fabrikant. Il semble que les liens entre ces deux groupes se sont tissés d'abord pendant la guerre, puis, surtout, dans le cadre du projet atomique soviétique.

Sur le plan générationnel, on peut distinguer trois sous-ensembles, en écartant les extrêmes : le vétéran Bardin (75 ans), et le benjamin Sakharov (37 ans). Quelques anciens, nés entre 1894 et 1899, incarnent la tradition universitaire et scientifique prérévolutionnaire transmise par leurs maîtres, et occupent des places éminentes depuis le début des années 1930 : Kapica, Semënov, P. Aleksandrov et Nesmeânov. Immédiatement après, un groupe intermédiaire est formé par les mathématiciens Kolmogorov, Lavrent'ev, Petrovskij et Bermant, mais aussi par Samarin et Leontovič, nés entre 1900 et 1903. Ils ont traversé intégralement l'enseignement secondaire prérévolutionnaire, à la différence des plus jeunes, âgés de 42 à 52 ans, qui sont aussi les plus nombreux à intervenir dans la « discussion générale » : Fabrikant, Žavoronkov, Sobolëv, Hristianovič, A. Aleksandrov, Gnedenko, Kirillin, Zel'dovič, Smirnov et Novikov. Au total, le facteur générationnel n'influe pas le contenu des prises de position : si Zel'dovič et Sakharov soutiennent les écoles « pour enfants doués », au grand dam de Nesmeânov et de Lavrent'ev, ils sont partiellement rejoints par Semënov, Kolmogorov, A. Aleksandrov et Petrovskij. Sur l'organisation des études, l'unanimité très forte constatée aux réunions des 19 et 22 septembre témoigne de la défense d'une vision commune de ce que doit être l'enseignement supérieur, au-delà de la diversité des expériences et des parcours personnels. Un critère qui pourrait expliquer la supériorité numérique des quadragénaires est peut-être leur situation de parents d'élèves du secondaire : Hristianovič le souligne, dès les premières minutes de la réunion du 19 septembre : « tous [ici] ont des enfants d'âge scolaire, et savent de quels défauts souffre l'école »[1261]. Chef de l'*Otdel nauki RSFSR*, Kaz'min s'empare de cette idée dans sa conclusion : selon lui, la discussion a été animée parce que « chacun ici a des enfants ». L'argument vise sans doute à discréditer la position de principe des savants contre la *perestroïka* projetée. De fait, les aînés pouvaient se sentir moins concernés, à l'instar de Kapica, dont les deux fils Sergej et Andrej ont alors déjà entamé une carrière scientifique et universitaire, respectivement en physique et en géomorphologie[1262].

Le groupe est très homogène par ses origines sociales : la majorité de nos « savants » est issue de la petite bourgeoisie des fonctionnaires et des professions libérales de l'Empire russe, voire pour certains (Semënov, A. Aleksandrov), de la petite noblesse : on est loin de l'idéal bolchevique d'une intelligentsia « prolétarienne », à quelques exceptions près (Bardin, Žavoronkov et Smirnov, passé par une *rabfak*). Les physiciens Sakharov, Leontovič et Fabrikant sont des héritiers au sens bourdieusien du terme : leurs pères (et grand-père, pour Leontovič) étaient déjà des universitaires, respectivement en physique, en physiologie et en agronomie. Kapica est né sur la base militaire de Kronstadt, où son père travaillait comme ingénieur militaire, et a épousé la fille d'un académicien pétersbourgeois. Kolmogorov a

[1260] Les spécialistes des « sciences techniques » forment un autre sous-groupe à part, mais beaucoup moins uni : le chef de file des « métallurgistes », Bardin, en est la figure principale, qui connaît bien lui aussi les autres membres de l'AN SSSR, de même que Samarin, qui a dirigé l'institut d'histoire des sciences de 1953 à 1955 ; de leur côté, Aržanikov et Hristianovič ont pu se rencontrer à l'institut central d'aéro- et hydrodynamique, et Smirnov et Siunov, à l'institut polytechnique de l'Oural, pendant la guerre. Avec Švec, ces responsables de VUZ de province sont plus isolés les uns des autres, dans des disciplines où le recrutement est souvent local, surtout près des centres industriels.

[1261] RGANI, 5/35/93, p. 153. Hristianovič nie que les élèves du secondaire soient surchargés de travail, se fondant sur l'expérience des enfants de ses collègues, au grand dam d'une représentante de l'Institut médical de Moscou. Voir des extraits des interventions prononcées lors de cette réunion dans le texte 16, en annexe.

[1262] Voir leurs notices biographiques, à la suite de celle de leur père, en annexe.

grandi dans la famille d'un agronome de Tambov, et Kirillin dans celle d'un médecin moscovite. Certains d'entre eux ont subi, directement ou dans leur entourage, les répressions staliniennes contre l'intelligentsia : le père de Fabrikant a été arrêté et déporté comme membre du prétendu « parti du travail paysan », en 1930, puis une deuxième fois en 1948 ; Semënov a échappé de peu à un tel destin en 1936, à cause d'un épisode de sa biographie (il avait passé quelques semaines sous l'uniforme blanc au début de la Guerre civile) ; quant à Gnedenko, il a fait quelques mois de prison en 1937-1938, pour avoir tenu des propos hostiles au régime[1263]. Par ailleurs, un tiers environ des 27 scientifiques sont des membres du Parti d'après nos sources, même si la plupart y sont entrés tardivement, après la guerre (en 1947 et 1952 pour Semënov et Lavrent'ev). C'est là une formalité nécessaire pour l'accès aux postes de direction – mais il n'y a pas là de règle absolue : le recteur de MGU, Petrovskij, n'a jamais pris sa carte.

Leur renommée publique est grande. Semënov a, le premier pour l'URSS, reçu le prix Nobel de chimie, deux ans plus tôt ; avec lui, Kapica et Kolmogorov connaissent une gloire mondiale depuis deux décennies au moins. Nesmeânov et Lavrent'ev sont également des figures de premier plan, tout comme les recteurs des trois premières universités du pays : A. Aleksandrov, Petrovskij et, dans une moindre mesure, Švec. P. Aleksandrov dirige depuis 1932 la Société des mathématiciens de Moscou, dont Bermant est un responsable actif. Bardin et Kolmogorov sont co-rédacteurs en chef, avec d'autres, de la *Grande encyclopédie soviétique* qui vient d'achever la publication de son dernier tome, en avril 1958 – dans lequel Žavoronkov a fait son entrée. A titre d'exemple, Celikov a déjà reçu trois prix Staline, Kapica, Bardin et Lavrent'ev, deux chacun, Fabrikant et Kolmogorov, au moins un[1264]. Bardin, Nesmeânov, Semënov et Lavrent'ev (ces deux derniers depuis 1958) sont députés au Soviet Suprême d'URSS. Cette renommée s'explique par l'ampleur de leurs travaux, aux applications civiles et militaires multiples. Smirnov et Hristianovič ont, malgré leur jeune âge, contribué de façon décisive au succès de la production en masse des lance-roquettes « Katioucha » et des avions à réaction soviétiques, pendant la guerre. Bardin, Semënov, Kapica et Celikov ont eux aussi joué un rôle important dans la mise au point de nombreux armements et munitions. Enfin, plus d'un quart des « savants » présents ici, sept au total, ont pris part au « projet atomique » soviétique, à des degrés divers : les physiciens Sakharov, Zel'dovič, Leontovič, Novikov et Kapica, le chimiste Semënov et le mathématicien Sobolëv ont ainsi aidé à la mise au point des bombes A et H, en 1949 et en 1953, sous l'égide d'Igor' Kurčatov (1903-1960)[1265]. De fait, on retrouve ici nombre de figures de premier rang de la « communauté des physiciens » soviétiques décrite et analysée par Vladimir Vizgin et Aleksandr Kessenih[1266].

[1263] Voir E.I. POGREBYSSKAÂ, « Valentin Aleksandrovič Fabrikant : social'no-političeskie aspekty biografii fizika », dans V.P. VIZGIN, A.V. KESSENIH (dir.), *Naučnoe soobŝestvo fizikov SSSR. 1950-1960-e gody. Dokumenty, vospominaniâ, issledovaniâ. Vypusk 1*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Russkoj Hristianskoj gumanitarnoj akademii, 2005, p. 484-502 ; p. 486 ; p. 493. D'après l'auteure, c'est Sergej Vavilov, son professeur à MGU, qui a aidé Fabrikant à continuer sa carrière dans les années 1930, l'installant à sa place au MEI à la fin des années 1930. Plus tard, c'est Valeria Alekseevna Golubcova (1901-1987), l'épouse de Malenkov, qui a fait sortir A.O. Fabrikant de prison en 1949, pour le transférer dans un hôpital militaire, puis en 1952 dans un hôpital normal. Mais son fils, exclu de la « science académique » en 1930, n'y sera jamais revenu.

[1264] Le prix Staline, rebaptisé dans les années 1960 « prix d'État », est la plus haute décoration du pays, décernée dans différents domaines, dont la science. Les scientifiques reçoivent d'autres titres honorifiques, comme celui de « Héros du travail socialiste », attribué à Sakharov (pour la 2ème fois) et à Zel'dovič (pour la 3ème) en 1956.

[1265] Parmi les acteurs directs du projet atomique soviétique, il faudrait également citer l'ingénieur Boris Vannikov, chargé de 1945 à 1953 de la direction administrative de l'entreprise ; mais, outre son profil d'« administrateur », nous l'avons exclu dans la mesure où la lettre qu'il a adressée à Khrouchtchev le 23 octobre n'a pas trouvé d'écho dans la « discussion générale » sur la réforme : voir *supra*, II, D.

[1266] Voir en particulier l'organigramme détaillé de leurs « écoles scientifiques » dans V.P. VIZGIN, A.V. KESSENIH, « Fizičeskoe soobŝestvo SSSR 1950-1960-h gg. : kadrovyj potencial i naučnye školy », dans VIZGIN V.P., KESSENIH A.V. (dir.), *Naučnoe soobŝestvo fizikov SSSR. 1950-1960-e i drugie gody.*

Ce n'est pas un hasard s'ils sont en première ligne lors du débat sur la réforme de 1958 : sollicités par le pouvoir en raison de l'importance stratégique de leurs travaux, ils sont, plus que d'autres, tentés de s'exprimer sur des thèmes qui débordent leur domaine disciplinaire propre. Le contexte de la fin des années 1950 éclaire cette aspiration.

B. L'autorité scientifique à son apogée

Comment expliquer la surreprésentation des « savants » dans le débat par voie de presse ? L'hypothèse d'un réflexe corporatiste doit être examinée en tenant compte des ressorts institutionnels et professionnels de leur prise de parole. Mais au-delà des solidarités internes à ce groupe, d'autres facteurs d'homogénéité sont à rechercher dans le climat politique, social et culturel du « Dégel » : depuis quelques années, le culte de la science a renforcé la légitimité des « savants », l'étendant à d'autres domaines que leur sphère de compétence.

Se pose donc la question du passage de la légitimité à l'autorité, déjà formulée, pour les statisticiens des années 1930, par Alain Blum et Martine Mespoulet :

> Par légitimité nous entendons la reconnaissance par les autres d'un ensemble de prérogatives qui donne aux personnes ou aux institutions, du fait de leur position dans le processus de décision ou de leurs compétences dans un champ particulier, une voix prépondérante dans les décisions à prendre. L'autorité découle de la reconnaissance de cette légitimité par l'ensemble des personnes ou des institutions auxquelles s'adressent ces décisions.[1267]

L'activité interne de l'Académie des sciences d'URSS n'est pas directement touchée par le débat sur l'enseignement secondaire et supérieur : on n'en trouve aucune mention en assemblée générale, et aucune répercussion sensible aux séances du Présidium, entre janvier 1958 et décembre 1959[1268]. C'est la réforme des statuts, en discussion dans les cercles dirigeants depuis la mort de Staline, qui occupe alors l'esprit des responsables, à commencer par le président Nesmeânov[1269]. Toutefois, outre ce dernier, de nombreux membres du Présidium de l'AN SSSR – les vice-présidents Bardin et Lavrent'ev, l'académicien-secrétaire Semënov – mais aussi Kapica et Hristianovič, qui y siègent fréquemment, participent à la « discussion générale » des *Thèses* sur l'enseignement. Cet engagement s'explique en partie par la position de force qu'ils occupent, à la fois dans leurs rapports avec l'appareil du Parti-État, et dans la sphère publique et médiatique en URSS.

Un an après le lancement de la première fusée intercontinentale et du premier satellite artificiel dans l'espace, le prestige de la « science soviétique », comme l'appelle le discours officiel, est à un niveau inédit[1270]. Dans un régime qui, depuis sa fondation, prétend être édifié sur des bases scientifiques, celles du « marxisme-léninisme », il est logique que les

---

Dokumenty, vospominaniâ, issledovaniâ. Vypusk 2, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Russkoj Hristianskoj gumanitarnoj akademii, 2007, p. 15-82 ; p. 32. On retrouve ici les grands maîtres Ioffe et Tamm, mais aussi Fok, Kapica, Semënov, Arcmiovič, Zel'dovič et Leontovič – tous des chefs d'école dans la physique soviétique des années 1950 et 1960. Ajoutons Aleksandr Minc qui, comme Kapica, assiste en silence à la réunion du 19 septembre 1958.

[1267] Alain BLUM, Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003, p. 352-353.

[1268] D'après un sondage systématique effectué dans les archives de cette instance : ARHIV RAN (Archives de l'Académie des sciences, Moscou), 2 (Présidium)/3 (sténogrammes des séances)/ 217 à 254.

[1269] Voir K.V. IVANOV, « Nauka posle Stalina : Reforma Akademii 1954-1961 gg. », *Naukovedenie* 2000, 1. Cet article éclaire les stratégies des principaux intervenants de la réforme de l'institution.

« savants » aspirent à jouer un rôle qui dépasse leurs seuls travaux de recherche, surtout ceux qui ont déjà atteint une reconnaissance nationale, voire internationale. De ce point de vue, les physiciens « atomistes » sont à la pointe – ayant été habitués, dès l'époque stalinienne, à vivre sur « un îlot d'autonomie intellectuelle dans une société totalitaire », suivant la formule de David Holloway[1271]. D'après Vizgin et Kessenih, le milieu des années 1950 voit la mise en place d'un véritable « culte de l'atome », qui d'une certaine façon compense l'abandon du « culte de la personnalité », et débouche sur un véritable « culte de la physique »[1272]. En outre, depuis l'ère stalinienne, les physiciens ont eu l'occasion de s'affirmer comme une « communauté scientifique » particulièrement solidaire : en témoignent les interventions (par lettres adressées à Staline et à ses adjoints) de Kapica pour obtenir la libération de ses collègues Vladimir Fok et Lev Landau, arrêtés en 1937-1938[1273]. A la fin des années 1940 et au début des années 1950, ils ont à plusieurs reprises résisté aux tentatives de soumission de leur discipline à un contrôle idéologique obscurantiste, au nom de la lutte contre les influences « bourgeoises » de l'Occident[1274]. Leur ascendant s'étend sur leurs collègues des autres sciences, comme en témoignent plusieurs événements de cette décennie. Il est probable, que le travail des « atomistes » sur des projets secrets, hautement privilégiés en termes de ressources, leur ait conféré une expérience unique de négociation avec les autorités, dont ne jouissaient pas leurs collègues des autres branches. Vizgin et Kessenih parlent d'une « élite morale » constituée par certains d'entre eux : Kapica, Tamm et Leontovič en font partie[1275]. Les deux derniers ont d'ailleurs, avec Lev Arcimovič, menacé de démissionner de MGU quelques mois plus tôt pour défendre un étudiant exclu pour des raisons disciplinaires[1276].

En 1955, les physiciens sont nombreux à ajouter leurs noms (parmi lesquels Tamm, Kapica, Landau et Sakharov) à la lettre dite des « 300 biologistes », demandant, avec succès, le départ de Lyssenko de la tête de la VASHNIL[1277]. L'appareil central du Parti prend note du comportement revendicatif de certains d'entre eux : en juin 1958, lors des élections à l'AN SSSR, un rapport de l'*Otdel nauki* signale la présence de personnes « inadéquates » (*neugodnye*) parmi les physiciens, dont Zel'dovič et Leontovič, signalés pour leur « indépendance de vues »[1278]. Le texte de la note rédigée par un responsable de l'*Otdel nauki* à ce sujet est éloquent :

> Au département de physique et de mathématiques de l'AN SSSR s'est instaurée une situation incorrecte, puisqu'une série de savants non-membres du Parti (*becpartijnye*), au premier rang desquels les académiciens Arcimovič LA, [...] Landau LD, Leontovič MA et Tamm IE, ignorent l'opinion des organisations du

[1270] Un indicateur parmi d'autres est la place accordée à la section « Science et institutions scientifiques » dans le 50ème et avant-dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*, imprimé en août 1957, uniquement consacré à l'URSS : 136 pages, contre 99 pour la description de l'économie soviétique et de ses réalisations.
[1271] Cité par A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye*, *op. cit.*, p. 143.
[1272] V.P. VIZGIN, A.V. KESSENIH, « Fizičeskoe soobŝestvo SSSR 1950-1960-h godov », dans VIZGIN V.P., KESSENIH A.V. (dir.), *Naučnoe soobŝestvo…*, *op. cit.*, p. 30.
[1273] Voir A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye…*, *op. cit.*, p. 90-91.
[1274] Ainsi, fin 1952, un groupe de physiciens écrit à Lavrentij Beria, chef du projet atomique, pour obtenir la publication d'un article de Fok contre Maksimov, contempteur de la physique relativiste et quantique, dite « bourgeoise ». Parmi les signataires, on trouve notamment Sakharov et Leontovič, ce dernier prenant aussi la parole à ce sujet, en février 1953, lors d'une séance du conseil scientifique de l'institut de physique de l'AN SSSR. Voir V.P. VIZGIN, A.V. KESSENIH (dir.), *Naučnoe soobŝestvo…*, *op. cit.*, p. 112-113 ; p. 117.
[1275] V.P. VIZGIN, A.V. KESSENIH, « Fizičeskoe soobŝestvo… », article cité, p. 20. Les auteurs soulignent également qu'à l'époque, les effectifs de diplômés des facultés de physique du pays étaient très élevés, assurant un recrutement plus que satisfaisant aux instituts et centres de recherche dans ce domaine.
[1276] Voir *supra*, chapitre 4, II, A.
[1277] A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye…*, *op. cit.*, p. 140.
[1278] V.P. VIZGIN, A.V. KESSENIH (dir.), *Naučnoe soobŝestvo…*, *op. cit.*, p. 147. Malgré cela, Zel'dovič est élu académicien cette année-là.

> Parti et *tentent d'opposer à l'influence* (vliânie) *du Parti leur autorité* (avtoritet) *scientifique élevée*, en particulier pour la résolution des questions de cadres, qui ont toujours été et sont de la prérogative exclusive du Parti.[1279]

Dans ces conditions, on comprend mieux la remarque du pédagogue Šimbirëv, à l'assemblée générale de l'APN, pour dénoncer les risques de la *perestroïka* du secondaire :

> Nous lisons souvent dans la *Pravda*, en ce moment, des physiciens qui s'expriment pour saluer la réforme, mais disent que pour leur science, une instruction ininterrompue est nécessaire, qu'il est indispensable d'entrer en VUZ directement depuis les bancs de l'école. Chaque représentant de la science s'exprime ainsi, et pour résumer, on peut dire qu'ils saluent la réforme comme le roi dans *Hamlet* : un œil pleure et l'autre sourit.[1280]

L'emploi du terme « physiciens », pour désigner la communauté scientifique en général, alors que les mathématiciens sont plus nombreux à intervenir dans la presse, est significatif. L'argument fait mouche, puisque Kaz'min s'empresse de rapporter la phrase de Šimbirëv à ses supérieurs[1281]. La légitimité des scientifiques est alors établie dans toutes les strates de la population soviétique, si on en croit Pëtr Vajl' et Aleksandr Genis, critiques littéraires émigrés, revenant, à la fin de la Perestroïka, sur la décennie des « soixantards ». Ils en font de véritables « mages », garants d'une certaine intégrité morale :

> Aux yeux de la société, les savants possédaient une vertu décisive : l'honnêteté. On pourrait dire aussi : la sincérité, la rigueur, la recherche de la vérité (*pravdolûbie*). […] Les connaissances exactes semblaient l'équivalent de la vérité morale. Entre honnêteté et mathématiques, on mit le signe « égal ».
> Après qu'il devint clair que les mots étaient mensongers, on fit davantage confiance aux formules scientifiques. Les savants vivaient à côté, ils étaient de simples gens soviétiques. Mais ils étaient différents.[1282]

On peut s'interroger sur l'ampleur de ce phénomène, qui paraît toucher essentiellement les couches urbaines ; il n'en reste pas moins que les savants les plus en vue du régime pouvaient se sentir fondés à donner leur avis sur différents problèmes, dont l'orientation future du système d'enseignement. Du reste, le thème de la « formation des savants » était couramment abordé, y compris à l'époque stalinienne, dans les publications universitaires et académiques[1283]. Néanmoins il s'agissait de revues spécialisées, où les savants s'exprimaient sur leur propre discipline, parfois pour la défendre[1284]. En 1958, ils sortent de ce cadre, et c'est une autre tradition qui est réactualisée : celle qui amenait les scientifiques, à la fin du XIXe et au début du XXe siècles, à se prononcer sur des questions

---

[1279] RGANI, 5/35/68, p. 80. Cité par S.S. ILIZAROV, « Partapparat protiv Tamma », *in* A.V. BÂLKO, N.V. USPENSKAÂ (dir.), *Kapica. Tamm. Semenov. V oč*er*kah i pis'mah*, Moscou, Vagrius/Priroda, 1998, p. 339-350, p. 346 (nos italiques).

[1280] GARF, R-10049/1/2441, p. 132. Voir d'autres citations de cette intervention, *supra*, II) B.

[1281] RGANI, 5/37/36, p. 48-51. La note, cosignée par Derbinov, est datée du 4 décembre 1958.

[1282] Petr VAJL´, Aleksandr GENIS, *60-e. Mir sovetskogo čeloveka*, Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2001 (3ème édition. 1ère édition à New York, 1988), p. 100.

[1283] Voir par exemple les articles et discours de Ioffe, publiés de 1918 à 1955, reproduits dans *Naučno-organizacionnaâ deâtel'nost' akademika A.F. Ioffe. Sbornik dokumentov*, Leningrad, Nauka, 1980, p. 267-302. Voir aussi l'article de Sergej Vavilov, alors président de l'AN SSSR, dans le *Vestnik vyssšej školy*, en 1949 (n°1) : il y défend l'idée d'une formation généraliste des physiciens, alors qu'un autre contributeur, dont la tribune est publiée « à titre de discussion » par la rédaction de la revue du MVO, préconise une « *perestroïka* » de l'enseignement de la physique dans le supérieur, « dans l'esprit du matérialisme ».

[1284] C'est le cas de l'article « Les fondements de la cybernétique » publié en 1955 par les mathématiciens Sergej Sobolëv, Aleksandr Kitov et Aleksej Lâpunov dans *Voprosy filosofii*, n°4, p. 136-148.

sociales et politiques parfois fort éloignées de leur domaine[1285]. On retrouve ici une image européenne – en particulier, allemande et française – du savant « représentant de la science et d'une autre façon d'aborder les problèmes politiques et sociaux en fonction des méthodes spécifiques de leur spécialité »[1286]. Quelques années auparavant, certains des intervenants du débat de 1958 s'expriment sur le thème de la protection de l'environnement, jusque-là très peu présent dans la sphère publique en URSS[1287]. En janvier 1958, Nesmeânov écrit personnellement à Frol Kozlov, chef du gouvernement de RSFSR, pour demander la création d'un comité d'État de protection de la nature dans sa république, après l'échec d'un tel comité au niveau de toute l'Union[1288]. L'année précédente, un événement clef de la stratégie de « coexistence pacifique » mise en œuvre à Moscou a encore renforcé leur autorité : au Canada, la première conférence du mouvement Pugwash a rassemblé des scientifiques de tous les pays, dans le but de discuter en commun les grandes questions mondiales, au nom du maintien de la paix[1289]. L'image du chercheur s'impliquant pour des causes dépassant le cadre de ses propres travaux est donc très présente en cette fin des années 1950.

Ainsi, les scientifiques et en particulier les physiciens – mais le terme, à l'époque, peut avoir une portée plus large que le strict champ disciplinaire qu'il recouvre – ont acquis une autorité particulière au moment où le pouvoir met officiellement fin au « culte de la personnalité », c'est-à-dire de Staline, dans les esprits. Leur faculté de prendre position hors de leur domaine de compétence semble donc établie, lorsque débute la discussion sur la réforme de l'enseignement. L'étude détaillée de leur argumentation permet de mieux cerner leurs motivations, et la conception qu'ils ont de leur propre rôle.

C. Entre experts et intellectuels

Un examen des différents types d'arguments mobilisés par les scientifiques révèle la coexistence de plusieurs stratégies discursives, qui renvoient à autant de conceptions du rôle public du savant. Si la figure de l'expert tend à s'imposer, pour justifier la prétention des

[1285] Voir la figure emblématique de Vladimir Vernadskij : son activité de « publiciste » l'emmène dans les sphères les plus éloignées de sa spécialité initiale, la géologie, et en fait un véritable « encyclopédiste » selon sa biographe L.S. Leonova. L.S. LEONOVA, *« Â ne mogu ujti v odnu nauku… ». Obŝestvenno-političeskie vzglâdy V.I. Vernadskogo*, Saint-Pétersbourg, Aletejâ, 2000.

[1286] Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels » : 1880-1900*, Paris, Les éditions de Minuit, 1990, p. 33 (voir aussi la citation de Marcellin Berthelot de 1886, sur le rôle public du savant). La définition de « l'intellectuel spécifique » de Michel Foucault reprend, sur un mode volontariste et dans un autre contexte médiatique, cette conception : Michel FOUCAULT, *Dits et Ecrits*, « *La fonction politique de l'intellectuel* », n° 184, Politique-Hebdo, 29, 1976, p. 109, tome II, Paris, Gallimard, 1995. La première figure de l'intellectuel spécifique aux yeux de Foucault a été, après la Seconde Guerre mondiale, celle du physicien atomiste (à partir des prises de position d'Oppenheimer et Einstein contre les dangers de la bombe).

[1287] Les précurseurs sur ce terrain, dans notre groupe, ont été Kolmogorov et P. Aleksandrov (« L'eau et l'air doivent être propres ! sur la propreté de la rivière Kliazma », *Literaturnaâ gazeta*, 30 juin 1953) ; quatre ans plus tard, le président Nesmeânov, fondateur en 1955 d'une Commission pour la défense de la nature au sein de l'AN SSSR, aborde ce thème de façon plus globale (« La protection de la nature est une affaire d'État », *Pravda*, 13 juillet 1957).

[1288] Douglas R. WEINER, *A little corner of freedom. Russian nature protection from Stalin to Gorbachev*, Berkeley, University of California Press, 1999, p. 258.

[1289] Voir Jean KLEIN, « Des savants contre la guerre nucléaire. Le mouvement Pugwash » dans Michel GIRARD (dir.), *Les individus dans la politique internationale*, Paris, Economica, 1994, p. 251-268. Les savants soviétiques envoyés à la conférence – parmi lesquels Aleksandr Topčiev – étaient plutôt des « administrateurs » fidèles du régime soviétique, que des grandes figures de la communauté scientifique.

scientifiques à contrôler les modes de formation de leurs successeurs, certains empruntent aussi aux rhétoriques des « intellectuels », au sens français du terme[1290].

La plupart s'appuient sur leur compétence scientifique pour étendre leurs jugements du particulier au général. Le premier qui, peut-être, montre la voie dans cette direction, en 1958, est Semënov : son article, publié dans l'organe du Komsomol de Moscou au début du mois de septembre, insiste sur l'importance de la continuité des études pour la formation des jeunes savants[1291]. Sobolëv lui emboîte le pas quelques jours plus tard[1292]. C'est à ce moment, on l'a vu, qu'intervient la « réunion des savants » à l'*Otdel nauki*, au cours de laquelle d'autres scientifiques éminents joignent leurs voix à celles de Semënov et Sobolëv. Ce dernier souligne que « les Américains commencent à instruire leurs jeunes très tard, essaient d'abord de leur donner une expérience de la vie », et obtiennent ainsi des résultats moins bons qu'en URSS[1293]. La solidarité des intervenants sur ce point est remarquable, comme le souligne P. Aleksandrov :

> C'est en toute conscience que je commencerai par répéter ce qui a déjà été dit, parce que je crois extrêmement important de faire la démonstration d'une unité de vues (*prodemonstrirovat' edinstvo toček zreniâ*) sur quelques questions fondamentales.[1294]

Un caractère prosopographique éclaire cette quasi-unanimité des savants contre la coupure et l'allongement des études, prévus dans le projet officiel : la plupart d'entre eux ont franchi avec une rapidité extrême les étapes de la carrière scientifique, obtenant avant trente-cinq ans le grade de professeur, voire le titre d'académicien[1295]. Mais l'analyse des discours montre que c'est à la fois au nom de leurs compétences et de la défense de principes supérieurs que les « savants » s'insurgent contre le projet de réforme, se positionnant tantôt en experts, tantôt en intellectuels : la défense d'une certaine idée de la formation scientifique n'est pas leur seul argument.

Beaucoup font référence à leur expérience personnelle : Nesmeânov met en avant ses nombreuses années de travail à MGU, Semënov son travail en institut auprès des futurs scientifiques, alors qu'A. Aleksandrov cite l'avis des enseignants qu'il a rencontrés en tant que recteur. Même Bardin raconte son parcours chaotique d'étudiant, pour en conclure qu'il n'est pas indispensable au futur chercheur ou ingénieur de faire l'expérience du travail physique. Certains justifient la nécessité d'accomplir des études le plus tôt possible par des critères scientifiques, en l'occurrence les différences de capacités à chaque âge de la vie. A.

[1290] Cette confusion n'est pas sans rappeler le cas français, où la transition d'un modèle à l'autre est encore plus nette, au XXe siècle, si on en croit Michel PINAULT, « L'intellectuel scientifique : du savant à l'expert », dans Michel LEYMARIE et Jean-François SIRINELLI (dir.)*, L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris, PUF, 2003, p. 229-254.

[1291] « Sois un chevalier de la science », *Moskovskij Komsomolec*, 7 septembre 1958.

[1292] *Komsomol'skaâ Pravda*, 19 septembre 1958 ?

[1293] Cette référence aux Etats-Unis est, à notre connaissance, unique dans la discussion sur la réforme – c'était le sujet de thèse d'une chercheuse en pédagogie privée de directeur de recherche : voir *supra*, chapitre 4.

[1294] RGANI, 5/35/93, p. 172.

[1295] Sobolëv est devenu académicien à 31 ans, Sakharov à 32 ans ; au même âge, Petrovskij et Leontovič sont nommés professeurs à MGU, soit un an de plus que Lavrent'ev, et un an de moins que P. Aleksandrov. Kolmogorov, lui, l'a été à 28 ans, avant d'être élu, huit ans plus tard, académicien. Semënov a lui aussi été élu académicien à 36 ans, après avoir reçu, un an plus tôt, la direction d'un institut spécialement créé pour lui. Kapica avait obtenu la même chose, à son retour forcé d'Angleterre, en 1934. Nesmeânov est devenu professeur à MGU à 35 ans ; dans un VUZ moins prestigieux, Bermant l'a été à 29 ans, Aržanikov à 30 ans, Zel'dovič à 32 ans, Novikov à 33 ans, Žavoronkov et Smirnov à 35 ans, et Fabrikant à 36 ans. Enfin, deux d'entre eux au moins, P. Aleksandrov et Sakharov, ont obtenu, au cours de leurs études secondaires, la fameuse médaille d'or les exemptant de concours à l'entrée en VUZ.

Aleksandrov donne les exemples des poètes Lermontov, Dobrolioubov et Pisarev, morts entre 26 et 28 ans, pour illustrer l'idée que la création, y compris en littérature, survient souvent dans les jeunes années. Nesmeânov invoque les lois de la physiologie du cerveau humain – sans en être un spécialiste[1296].

Un autre argument est que l'évolution du progrès technique ôte tout son sens à l'instruction au travail physique. Semënov est, sur ce thème, le plus virulent : il reproche au projet de commettre une erreur « de principe », « politique », en considérant qu'il faut « susciter l'amour du travail physique », alors que « la science existe justement pour [le] liquider ». Un mois plus tard, dans la *Pravda*, il prédit que l'usine du futur emploiera autant de chercheurs et d'ingénieurs que d'ouvriers préposés à la maintenance des chaînes de production automatiques, et reprend l'idée que « le jeune âge et la continuité sont des conditions très importantes pour le développement de la créativité scientifique »[1297]. Auparavant, Sobolëv avait affirmé : « demain, l'ouvrier sera presque un ingénieur. Le travail physique a fait son temps (*otživaet*) ». Il est suivi sur cette voie, quelques minutes plus tard, par Hristianovič[1298]. A leur tour, Žavoronkov, Bermant, Fabrikant et Davtân estiment que le meilleur moyen de rapprocher l'enseignement supérieur « de la vie » est de familiariser les étudiants avec les découvertes récentes de la science. Ce leitmotiv n'est pas l'apanage des seuls « savants » : le membre-correspondant de l'APN Èpštejn, chargé d'élaborer les méthodes et les manuels du secondaire en sciences, rappelle, lors de l'Assemblée générale de son institution, l'avènement de « l'automatisation » dans l'économie soviétique, en s'appuyant sur les chiffres déjà publiés pour 1959-1965, et sur des citations de Khrouchtchev[1299]. Ce discours reprend habilement un des thèmes de prédilection du Premier secrétaire : l'exaltation du progrès scientifique et technique, qu'on retrouve alors dans les programmes scolaires soviétiques[1300]. Mais il correspond aussi, chez les scientifiques, à une mise en garde contre le risque d'un retour à l'obscurantisme des années antérieures, lorsque tout résultat scientifique était mesuré à l'aune du « lien avec la production ». Le mathématicien Bermant rappelle d'ailleurs, le 22 septembre, qu'à deux reprises au moins, dans un passé proche, les travaux sur l'atome puis sur la cybernétique ont pâti d'une telle vision de la recherche[1301].

Les « savants » font d'autres emprunts – conscients ou non – à la rhétorique déployée par le Premier secrétaire depuis le lancement de la réforme. A plusieurs reprises, ils ont recours comme lui au registre de l'indignation, à propos des inégalités en matière d'enseignement. Certes, sur la question des écoles spéciales « pour enfants doués », les avis sont partagés. Semënov, tout comme son élève Zel'dovič (avec Sakharov, dans la presse), mais aussi Kolmogorov, Petrovskij, P. et A. Aleksandrov, admettent la création d'écoles ou de classes d'élite, à condition que la sélection soit organisée sur des critères scientifiques[1302].

[1296] Il reprend cet argument matérialiste dans son article paru le 20 décembre dans la *LG*. Un an et demi plus tôt, le doyen de la faculté de mathématiques de LGU, Polâkov, avait tenu un discours similaire lors d'une réunion au MVO SSSR en février 1957 : voir *supra*, chapitre 4.

[1297] « En regardant vers les lendemains… Quelques remarques sur les questions de réorganisation de l'enseignement supérieur », *Pravda*, 17 octobre 1958. Cité dans SEMËNOV N.N., *Nauka i obŝestvo. Stat'i i reči*, Moscou, Nauka, 1981 (2ème édition), p. 323-328.

[1298] RGANI, 5/35/93, p. 155.

[1299] GARF, R-10049/1/2441, p. 25. Les « chiffres de contrôle » sur le futur plan septennal avaient été publiés dès septembre 1957, dans la presse.

[1300] Sur ce sujet, voir Michael FROGGATT, « Renouncing dogma, teaching utopia: science in schools under Khrushchev », dans JONES Polly (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, 279 p., p. 250-266.

[1301] Au même moment, le même type d'argumentation est déployé par les physiciens atomistes pour défendre leurs positions au sein de l'AN SSSR, contre les attaques de ceux qui leur reprochent de privilégier la recherche fondamentale. Voir K.V. IVANOV, « Nauka posle Stalina… », article cité.

[1302] On peut leur adjoindre Gnedenko, élève de Kolmogorov, et Aržanikov, même si la proposition de ce dernier – créer des cours complémentaires pour préparer à l'entrée en VUZ, après le secondaire – est un peu différente.

Petrovskij estime qu'il serait « incorrect, injuste et contreproductif » de ne pas les ouvrir à un large public. En revanche, Lavrent'ev (dans la presse), Nesmeânov et Hristianovič dénoncent résolument l'idée de telles écoles, le dernier avec des termes très forts : « C'est une chose horrible. Jusqu'où allons-nous revenir ?». Pourtant, à y regarder de plus près, la question des inégalités scolaires rassemble les savants, peut-être autant qu'elle les divise. Le 19 septembre, ils sont nombreux à dénoncer, à l'instar de Nesmeânov et Kolmogorov, l'existence d'une « intelligentsia héritée », voire d'une « caste » ayant mis la main sur la reproduction des élites, notamment scientifiques. Les scientifiques retrouvent ici les accents du discours khrouchtchévien sur la nécessité de démocratiser l'enseignement supérieur. Toutefois, leur grille d'analyse diffère sensiblement.

Ils rejettent les remèdes proposés par le Premier secrétaire pour augmenter la part des « travailleurs » : lorsque le vice-ministre de l'Enseignement supérieur, Stoletov, demande dans la revue du CC du PCUS la suppression des avantages octroyés aux élèves « médaillistes », au motif qu'il s'agit là de « privilèges », Kolmogorov rétorque que la véritable inégalité réside dans la différence entre les écoles des grandes villes, et les autres[1303]. Le 19 septembre, il avait déjà soulevé, au cours de la discussion, une question peu abordée par ailleurs : celle des modalités concrètes de la sélection à l'entrée en VUZ. Comme Nesmeânov, le mathématicien dénonce la « loterie » des concours, qui privilégie les élèves des écoles de Moscou et Leningrad, au détriment des enfants de la « périphérie », autrement dit de province. P. Aleksandrov ironise sur les « jeunes filles moscovites », qui ne savent pas grand-chose et réussissent mieux les examens que les candidats capables, mais moins bien préparés, venus des campagnes. En conséquence, Kolmogorov, Semënov, Petrovskij et Žavoronkov proposent de simplifier les concours, en introduisant des entretiens individuels dans la spécialité choisie. Ces suggestions font écho, en l'amplifiant, à celle de Khrouchtchev lui-même, lors de la réunion préliminaire du 4 septembre à l'*Otdel nauki*, parlant de la nécessité de « revoir la répartition géographique des VSSUZ », dans la mesure où « la jeunesse de la capitale (*stoličnaâ molodež'*) a plus de possibilité » de faire des études et, une fois diplômée, « ne veut pas partir travailler en périphérie »[1304]. Mais elles ne sont pas prises en compte dans la loi du 24 décembre, qui évoque pourtant la mise en place de commissions d'admission composées de représentants des « organisations sociales », c'est-à-dire du Komsomol et des syndicats.

Si les savants ne parviennent pas à imposer leurs vues sur l'ensemble de la réforme éducative, leur fronde illustre l'émergence d'une opinion autonome, revendiquée ouvertement par certains d'entre eux.

D. La naissance d'une opinion élitaire

Au-delà des divergences et des différents types d'argumentation déployés, les scientifiques affirment ici leur légitimité à se prononcer sur des problèmes extérieurs à la science : il ne s'agit pas tant d'influencer directement la prise de décision, que de voir leur avis considéré avec l'attention nécessaire. Cette revendication d'une « opinion » libre, mais limitée à une élite auto-désignée, est indissociable de l'affirmation des intérêts propres des « savants », concernant la réforme de l'enseignement.

De façon significative, nombreux sont les orateurs à réclamer la prise en compte de leur position commune. Après P. Aleksandrov, déjà cité, le président de l'AN SSSR

[1303] V. Stoletov, *Kommunist*, n°16, 1958, et A. Kolmogorov, *Trud*, 10 décembre 1958.
[1304] Sténogramme retranscrit dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev : dva cveta vremeni. Dokumenty* Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratiâ », 2009, tome 2, p. 383-386 ; p. 385.

Nesmeânov regrette que la réunion du 19 septembre ne se déroule pas devant les membres du Secrétariat, voire du Présidium du CC du PCUS :

> La question que nous discutons aujourd'hui est hautement préoccupante. Pour beaucoup de ceux qui sont assis dans cette salle, c'est la question de toute une vie, parce que beaucoup d'entre nous avons donné toute notre vie à l'enseignement supérieur, et de ce point de vue je regrette que la direction n'entende pas directement les interventions qui seront prononcées ici.
> KAZ'MIN : [Elle les aura] par le sténogramme.
> NESMEÂNOV : Un sténogramme – chacun ici le sait d'expérience – transmet souvent un discours vivant d'une façon extrêmement imparfaite.[1305]

Il rejoint indirectement la position de Kapica, qui assiste en silence à la réunion du 19 septembre : ce dernier, qui jouit d'une grande autorité parmi les physiciens soviétiques, entretient depuis deux décennies une correspondance régulière avec les principaux dirigeants du pays. Au milieu des années 1950, il défend la nécessité d'une « opinion publique », comprise dans un sens restreint, regroupant les principaux savants[1306]. Le 21 octobre 1958, alors que la discussion publique sur l'enseignement est encore balbutiante, Kapica demande à Khrouchtchev d'autoriser la création d'une revue destinée à débattre des questions d'organisation de la science en général :

> …on oublie souvent chez nous que pour que […] soit véritablement atteint un lien étroit entre la science et les demandes de la vie et de l'économie nationale, il est indispensable que ce plan soit soutenu par l'opinion publique (*obŝestvennoe mnenie*) de tous les savants. […] Outre le développement planifié de la science, une science audacieuse et en pointe ne peut exister dans notre pays que si elle est fondée sur l'opinion publique. On ne peut découvrir et éradiquer les fainéants (*bezdel'niki*), les bavards (*boltuny*) et les faux savants (*lžeučenye*) qu'en s'appuyant sur l'opinion publique.[1307]

Même s'il se place dans la perspective de la lutte contre la « fausse science », non sans ambiguïté en ces temps de résistance à Lyssenko, protégé de Khrouchtchev, Kapica formule ici, de façon plus générale, l'idée que les « savants » doivent jouir d'une autorité particulière, parmi les autres représentants de la société soviétique. De cette façon la science, par le biais de ses représentants, influencerait directement les décisions importantes pour l'avenir du pays. Cette conception explique peut-être la ténacité des critiques de plusieurs scientifiques, y compris à propos des « écoles spéciales », qui auraient pu constituer une garantie suffisante pour assurer la formation de leurs successeurs. Au début de la réunion du 19 septembre, le bras droit de Kirillin, Kuzin, avait d'ailleurs indiqué :

> Il doit y avoir peu d'écoles de ce type, mais elles sont indispensables pour donner à une partie de la jeunesse la possibilité de recevoir une formation supérieure, dans un délai plus court que les autres […].[1308]

[1305] RGANI, 5/35/93, p. 165. Sténogramme de la réunion du 19 septembre 1958 organisée par les *Otdely nauki* du CC du PCUS, avec des savants.
[1306] Voir par exemple la citation donnée par A.V. PYŽIKOV, *Ottepel' : idéologičeskie novacii i proekty (1953-1964 gg.*), Moscou, Socium, 1998, p. 76. La correspondance de Kapica avec les hauts dirigeants du pays, sur les questions scientifiques, a fait l'objet d'une publication à la fin de la Perestroïka : P.L. KAPITSA, P.E. RUBININ (éd.), *Pis'ma o nauke. 1930-1980*, Moscou, Moskovskij rabočij, 1989.
[1307] *Ibid.*, p. 334. Dans son *post scriptum*, Kapica reprend un des arguments de son ami Semënov sur la mutation technologique des processus de production : selon lui, dans cinquante ans la part des actifs occupés par la science aura rattrapé ceux qui travaillent dans l'industrie, et grâce au progrès de l'automatisation « le moment n'est pas loin où le rôle du travail physique sera pratiquement réduit à néant ».
[1308] RGANI, 5/35/93, p. 147.

Mais, comme on l'a vu, loin de l'accepter, une partie des intervenants dénonce le risque d'abus que recèle, à ses yeux, une telle institution. Beaucoup préfèrent continuer à s'opposer aux principes de la réforme que sont l'interruption des études et leur combinaison avec une expérience de travail, alors qu'à partir des *Thèses* il est justement prévu des exceptions pour les sciences, dans les universités. De ce point de vue, l'article de Nesmeânov paru dans la *LG* le 20 décembre, quatre jours avant le vote de la loi, est étonnant : on peut se demander si le président de l'APN ne le signe pas surtout pour rendre public son argument physiologique, déjà exposé le 19 septembre.

Quelle réception ces tribunes ont-elles pu avoir dans la population ? Les traces écrites en sont très rares, et difficiles à interpréter. On trouve une réaction à l'article de Nesmeânov dans les archives de l'Académie des sciences, celle d'une enseignante du secondaire :

> C'est avec une grande satisfaction que j'ai lu votre article dans la *LG* du 20 décembre 1958. C'est tellement bien que vous défendiez la bonne direction dans la réorganisation de l'école. Une chose m'a rendue un peu perplexe. C'est votre attitude envers les excellents élèves. Je dois avouer que je n'attendais pas une chose pareille de votre part. Mais, après réflexion, je me suis dit : « cet homme n'a jamais enseigné à l'école secondaire, voilà pourquoi il ne sait pas que c'est un vrai plaisir d'écouter leurs réponses profondément riches ».[1309]

La tribune de Lavrent'ev dans la *Pravda* a également suscité de nombreuses réactions des lecteurs, la plupart positives[1310]. Avec l'intervention de Šimbirëv déjà citée, en pleine Assemblée générale de l'APN, ce sont là les principaux échos externes de la contestation des « savants ».

Mais le plus important est ailleurs : la reprise par Kairov lui-même, six jours après leur réunion à l'*Otdel nauki*, des arguments de Nesmeânov et ses collègues. Le président de l'APN parle sous le contrôle des responsables du Parti, lorsqu'il déclare :

> Beaucoup parlent de la nécessité de conserver la continuité dans les études, dans la mesure où cela est pertinent sur un plan psychologique et pédagogique […] parce que les jeunes gens qui n'ont pas encore de famille sont plus libres, et physiologiquement, comme nous l'ont récemment démontré les savants, à partir des lois de la physiologie du cerveau, il leur est plus facile d'étudier sans interruption, et à un âge plus précoce.[1311]

L'autorité de l'avis du président de l'AN s'est donc imposée aux auteurs du projet de *Thèses*, dont nous avons vu le rôle déterminant dans le mécanisme de décision. On retrouve d'ailleurs dans leur texte, à la différence de celui du *Mémorandum* de Khrouchtchev, une partie des thèmes chers aux savants, comme celui de l'évolution technique de la production :

> L'accélération du développement de la mécanisation, de l'automatisation et de la chimisation de la production, l'utilisation élargie de l'électronique, d'équipements de calcul, l'essor continu de l'électrification et d'autres méthodes de haute

[1309] Lettre d'A. Zenkovič du 22 décembre 1958. ARHIV RAN, 1647 (Fonds personnel d'Aleksandr Nesmeânov)/1/249. Sa lettre vise surtout à faire connaître sa propre proposition : avancer le plus tôt possible l'âge de l'apprentissage de la lecture.

[1310] Deux semaines après Lavrent'ev, un ingénieur de Stalingrad répercute, dans l'organe du CC du PCUS, sa demande d'augmentation du tirage des revues de vulgarisation scientifique à destination des enfants et des adolescents : M. Zabavin, « Des revues scientifiques pour la jeunesse », *Pravda*, 11 décembre. Samarin formule la même revendication le 19 septembre : RGANI, R/35/93, p. 195 – voir le texte 16, en annexe.

[1311] RGANI, 5/35/94, p. 114. Souligné par moi.

> productivité modifient de façon radicale le caractère du travail (*trud*). Le travail des ouvriers et des kolkhoziens s'approche de plus en plus, par sa nature, de celui des ingénieurs, des techniciens, des agronomes et des autres spécialistes de l'agriculture.

Dès lors, le silence de Lavrent'ev, de Kapica, mais aussi de Kirillin, lors de la réunion du 19 septembre, peut s'expliquer par la réserve qu'imposent leurs hautes fonctions dans l'appareil de la science et du Parti, mais aussi par le choix d'une stratégie d'affrontement feutré, indirect avec le sommet du pouvoir. Dans leur compte rendu adressé à Brejnev, Kirillin et Kaz'min critiquent l'attitude de leurs collègues :

> A notre avis, de nombreux intervenants n'ont pas encore analysé de façon suffisamment sérieuse les défauts existant dans notre système d'enseignement, ni les moyens de les supprimer. Bien que tous les intervenants aient reconnu la nécessité de renforcer le lien entre l'école et la vie, et formulé plusieurs propositions intéressantes, de nombreuses interventions ont été faites sans prendre en considération les intérêts du développement futur de l'économie nationale du pays en général, et de l'élévation culturelle du peuple tout entier.[1312]

Pendant la séance, le chef de l'*Otdel nauki RSFSR* avait pointé l'écart existant entre l'avis des scientifiques et celui du Parti – suivant un schéma présent dans les discours de Khrouchtchev depuis 1956, opposant l'avis du « peuple » et l'attitude de « certaines familles » :

> …le fait est que ce système suscite maintenant de très sérieux reproches (*narekaniâ*) de la part des travailleurs, il ne satisfait pas la majorité des citoyens d'Union soviétique. Avant la présente discussion, nous avons beaucoup conversé avec le peuple, y compris à Novossibirsk, et à Irkoutsk. Et tous, nous sommes arrivés à la conclusion que l'école de dix ans actuelle ne convient pas (*ne ustraivaet*).[1313]

Et de citer à son tour le Premier secrétaire, pour dire qu'il n'est pas question de faire baisser le niveau général d'instruction, « comme certains ont essayé de le présenter »[1314]. Pourtant le discours des scientifiques n'est pas sans effet : en témoignent les dérogations accordées pour certaines filières dans le texte de loi. Il est possible aussi que des coups de téléphone et des entretiens informels aient permis aux savants de faire prendre en compte leur avis.

Au final, loin de rechercher un compromis, beaucoup ont utilisé les tribunes qui leur étaient offertes pour dénigrer la conception de l'enseignement mise en avant par Khrouchtchev et ses relais, au nom de leur idée de la science et de l'enseignement[1315]. Profitant d'un contexte favorable à leur propre vision de la « construction du socialisme », où science et technologie rendront caduc le culte du travail manuel, et s'appuyant sur des solidarités fortes, des réseaux solides y compris au sein de l'appareil du Parti, les savants ont ainsi porté la contestation à un degré inédit, dans le huis clos des réunions officielles et dans la presse. Ce faisant, ils ont pu faire reconnaître leur légitimité à se prononcer sur des

[1312] RGANI, 5/35/93, p. 143. Voir le texte intégral de ce document en annexe (texte 15).
[1313] *Ibid.*, p. 200.
[1314] Cette remarque en dit long sur le divorce entre les prises de position des savants, et la ligne adoptée par le Premier secrétaire, dont Kaz'min se fait ici, beaucoup plus que Kirillin et Kuzin, le porte-parole. Ces deux derniers ont d'ailleurs souvent tendance à atténuer le rôle du Mémorandum, qu'ils citent très peu.
[1315] Leur argumentation fait d'ailleurs écho à celle des pédagogues comme Boris Raikov qui, dans les années 1920, défendait l'utilité des sciences exactes face aux partisans d'une professionalisation radicale de l'instruction, avant d'être arrêté et déporté au début des années 1930 : voir *supra,* chapitre 1, I) B et, pour plus de détails, Douglas R. WEINER, « Struggle over the Soviet Future : Science Education versus Vocationalism during the 1920s », *Russian Review*, Vol. 65, n°1, janvier 2006, p. 72-97.

questions sortant de leur compétence. On retrouve ici un phénomène propre à d'autres sphères de la politique intérieure et extérieure soviétique : le poids croissant des « spécialistes », qui font entendre leurs vues lors de véritables « conflits d'autorités », profitant de l'orientation réformatrice et modernisatrice adoptée par la direction du pays – et suscitant, ainsi, à une échelle réduite, l'émergence d'une véritable opinion[1316].

Pierre Bourdieu rappelle qu'« on a d'autant plus d'opinions sur un problème que l'on est plus intéressé par ce problème, c'est-à-dire que l'on a plus intérêt à ce problème »[1317]. Même s'il renvoie aux démocraties libérales, son propos semble rejoindre le paradigme interprétatif de la théorie des « groupes d'intérêts », appliquée à l'URSS des années 1950 et 1960 :

> On parle communément de « prises de position » ; il y a des positions qui sont déjà prévues et on les *prend*. Mais on ne les prend pas au hasard. On prend les positions que l'on est prédisposé à prendre en fonction de la position que l'on occupe dans un certain champ. Une analyse vigoureuse vise à expliciter les relations entre la structure des positions à prendre et la structure du champ des positions objectivement occupées. […] Dans les situations réelles, les opinions sont des forces et les rapports d'opinion sont des conflits de force entre des groupes.[1318]

Mais dans le cas des savants impliqués dans l'opposition à la réforme de 1958, ce schéma explicatif vaut dans une certaine mesure seulement. Si la proximité des parcours et des positions académiques explique en partie celle des prises de position, l'aspiration à peser comme un groupe autonome l'emporte sur les autres considérations. Les intervenants ne veulent pas seulement défendre leur « champ » scientifique, ils veulent faire valoir leurs propres critères intellectuels et leur position, leur « autorité (*avtoritet*) » d'experts en général, face aux dirigeants suprêmes du pays. L'autorité du Parti est contestée, dans la mesure où sa hiérarchie habituelle (citations des auteurs du marxisme-léninisme, voix du Premier secrétaire, avis des instances centrales), est rejetée au profit d'une autre, fondée sur les titres et les grades, mais aussi sur des réseaux scientifiques et intellectuels.

Les savants soviétiques sont donc sortis de leur champ pour s'exprimer, et donner tort à la parole du Parti, en tentant de lui substituer une autre source d'autorité, très différente. En ce sens, ils constituent le groupe d'acteurs le moins conforme du débat sur la réforme scolaire de 1958, mais aussi sans doute le plus influent. L'historien Douglas Weiner a parlé d'une « opinion publique scientifique » à propos des efforts entrepris par une partie des biologistes, des géologues et des géographes soviétiques pour défendre les acquis de la « protection de la nature » en URSS pendant la période stalinienne et au-delà : le terme paraît aussi convenir pour désigner l'engagement mesuré mais déterminé des « savants » dans le processus de discussion de 1958[1319].

[1316] Voir par exemple, sur la construction et l'ameublement des logements, Susan E. REID, « Khrushchev Modern. Agency and modernization in the Soviet Home », *Cahiers du Monde russe*, n°47/1-2, 2006, p. 227-268, en particulier p. 236-238 ; et sur l'évolution de la mode vestimentaire, Larissa ZAKHAROVA, « Fabriquer le bon goût. La Maison des modèles de Leningrad à l'époque de Hruščev », *Ibid.*, p. 195-225, en particulier p. 220-223.

[1317] Pierre BOURDIEU, « L'opinion publique n'existe pas », dans *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984, p. 222-235 ; p. 232.

[1318] *Ibid.*, p. 231.

[1319] Douglas WEINER, *A little corner*…, *op. cit.* Certains savants sont d'ailleurs intervenus parallèlement dans les deux champs de débat : voir *surpa*, III, B.

Conclusion :
Du pluralisme au « polymorphisme institutionnel »

Au total, la « discussion générale » n'est pas tant une véritable consultation destinée à résoudre les contradictions inhérentes au projet proposé, qu'un moyen pour différents groupes d'opinion (et non simplement institutionnels) d'exprimer et d'affirmer leurs vues sur la politique d'enseignement. Si la campagne publique est dominée par un enthousiasme de façade, l'ampleur des critiques sur certains points du projet officiel, et des tensions apparues entre plusieurs groupes informels, témoigne d'un vrai Dégel dans ce domaine. Ainsi, la volonté khrouchtchévienne de *fabriquer* « l'opinion » soviétique rend possible, dans les conditions de relative liberté de ton de la fin des années 1950, l'expression d'un véritable pluralisme – sans qu'on puisse parler pour autant d'*opinion publique*, au sens d'Habermas à propos des démocraties libérales.

Les « savants » sont ceux qui vont le plus loin dans la controverse : lors des débats internes, ils mettent en avant leur propre autorité à propos de l'enseignement secondaire, comme du supérieur. Dans leur cas, dans celui des universitaires, et dans une moindre mesure des pédagogues de l'APN, le schéma habituel des réunions soviétiques en est transgressé. Jusque-là, dans les instances concernées, chacun était tenu d'apporter propositions et remarques en fonction de la situation locale, précise, de son institut ou établissement. Or, des recteurs d'universités et des scientifiques remettent en cause ce dispositif : ils donnent leur avis personnel (ou collectif) sur les orientations générales de la réforme en cours, et proposent d'autres voies pour réaliser les buts envisagés. Voilà qui confirme le caractère non monolithique des institutions auxquels ils appartiennent, beaucoup d'entre eux – le masculin est de mise ici car, dans une sphère encore très peu gagnée par l'égalité entre les sexes, il s'agit surtout d'hommes – étant liés à plusieurs d'entre elles à la fois : le Parti, mais aussi les Académies et les universités ou instituts, voire d'autres administrations. Cette variété des situations et des parcours corrobore la thèse du « polymorphisme institutionnel » popularisée en France par Marc Ferro au milieu des années 1980. D'après cette théorie, la variété des points de vue dans les instances soviétiques relève plus de l'existence de solidarités interinstitutionnelles que de corporatismes ou de lobbies définitivement constitués[1320].

Ainsi, Kirillin, Elûtin, mais aussi Kairov et Afanasenko, et plusieurs de leurs adjoints et subordonnés, sont confrontés à une critique sans précédent des projets officiels, et on peut supposer, faute de preuve documentaire définitive à ce sujet, qu'ils en tiennent compte lors de la rédaction de la loi de 1958 et de ses différents décrets d'application ultérieurs. L'impact des discussions sur ces textes, même s'il est impossible à évaluer précisément, est donc décisif. Surtout, il ne se limite pas aux grandes décisions de 1958 mais se prolonge pendant les années d'application de la refondation scolaire et universitaire.

[1320] Marc FERRO, « Y a-t-il 'trop de démocratie' en URSS ? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n°4, 1985, p. 811-827 ; p. 820. L'expression « polymorphisme institutionnel » est empruntée à Timothy S. Colton, à propos de son étude sur l'armée soviétique, exemple choisi par Ferro pour appuyer sa démonstration : selon lui, le régime n'est pas tant le lieu de rivalités entre les différentes institutions, que l'organisateur de multiples interactions entre elles, les responsables ayant des carrières multiples, passant d'une administration à une autre.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE : UN CONSENSUS TECHNOCRATIQUE ET L'ÉMERGENCE D'UNE « OPINION »

Ici une grande souplesse est de mise. Il est très difficile d'écrire des lois qui conviennent à tout le monde.[1321]

Deux conclusions en apparence contradictoires semblent se dessiner à l'issue de l'étude du processus de prise de décision de la *perestroïka* de 1958. D'un côté, le soviétologue François Fejtö a partiellement raison, quelques années plus tard, d'y voir le résultat d'un compromis entre différentes « tendances dont les porte-parole se sont exprimés avec une relative franchise lors de la discussion déclenchée par le fameux Mémoire de Khrouchtchev »[1322]. Mais de l'autre, les archives de l'appareil du CC du PCUS ont surtout révélé l'énergie déployée par l'*Otdel nauki*, dirigé par Vladimir Kirillin, pour désamorcer la version initiale, radicale, proposée par Nikita Khrouchtchev et Genrih Zelenko : l'appareil du parti ne s'est pas contenté d'une « position d'arbitre »[1323], il a réussi à imposer sa propre décision, fruit de la consultation raisonnable des principaux acteurs, dans une démarche qu'on peut qualifier de technocratique, car éloignée autant que possible des préoccupations idéologiques. Ainsi, un groupe composé essentiellement d'« administrateurs » et de quelques « spécialistes » influents (Kirillin, Kaz'min, Kairov, Afanasenko, Elûtin), modifie un projet qui risquait de mettre en péril un des acquis du système existant : le recrutement d'une élite scientifique et technique performante, mais aussi la stabilité d'ensemble d'un système scolaire qui, à juste titre ou non, représente pour une grande partie de la population une promesse d'ascension sociale.

Certains points, en l'occurrence le maintien des écoles de jour pour la seconde étape du secondaire, et le rejet des écoles spéciales « pour enfants doués » en sciences, illustrent ce consensus, tout en servant d'alibi pour démontrer le caractère démocratique de la discussion. En fait ces questions avaient déjà été résolues lors de l'élaboration à huis clos, à l'avance, de l'avant-projet de loi officiel (les *Thèses*). La procédure de décision tient compte de façon indirecte des avis exprimés et rassemblés à la base, comme on le voit à propos de l'enseignement supérieur : mais si l'opinion des directeurs de VUZ est prise en compte, c'est par le biais de leur ministre Elûtin, qui dispose d'une marge de manœuvre dans le cadre de l'élaboration collégiale de la réforme, plus que par l'intermédiaire des sténogrammes et des résolutions adoptées au cours des réunions organisées au MVO à ce sujet.

Par ailleurs, les débats ont permis à différents groupes d'opinion de se structurer, en l'absence d'une « opinion publique » proprement dite : ce n'est pas le moindre paradoxe d'une « discussion générale » qui, sous une apparence démocratique, prétendait faire approuver unanimement un projet né d'un relatif consensus au sommet. Dès lors, le compromis trouvé risquait d'être fragilisé par l'expression des tensions qu'il prétendait apaiser – certains intervenants, surtout les savants, adoptant une posture d'opposition. Le déploiement et la confrontation de ces visions concurrentes, parfois contradictoires, ne pouvaient être sans incidence sur les conditions d'application et les résultats de la loi de 1958.

[1321] Extrait de l'intervention d'Ivan Petrovskij, recteur de MGU, à la réunion des directeurs de VUZ au MVO SSSR, le 22 septembre 1958 : GARF, R-9396 (MVO SSSR)/1 (Chancellerie)/870, p. 25.
[1322] François FEJTÖ, « Réforme scolaire et stratification sociale en URSS », *L'URSS*, Paris, Sirey, 1962, p. 319.
[1323] *Ibidem*.

TROISIÈME PARTIE :
UNE APPLICATION INACHEVÉE
RÉSULTATS ET PERCEPTIONS DE LA REFONDATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE EN RUSSIE (années 1960)

> *Les exhortations à remédier aux défauts ont souvent été utilisées, en URSS, comme un moyen de critiquer une politique donnée, tout en faisant mine de la soutenir. Le début des années 1960 vit une prolifération inhabituelle d'appels de ce type.*[1324]

Toute réforme peut être évaluée de multiples façons ; celle qui s'impose au premier abord, et qui sert de fil directeur à cette partie, consiste à comparer les résultats obtenus après quelques années et les objectifs affichés au départ, mais aussi à reprendre les analyses qui en sont faites par les différents acteurs, et à rechercher des fissures dans le consensus affiché autour de la loi de 1958. Le fonctionnement de l'administration soviétique se prête particulièrement à cette approche, mettant en regard l'idéal et la réalité, tels que se les représente chaque institution concernée. Ces perceptions s'avèrent parfois contradictoires : les statistiques globales – la RSFSR restant le lieu principal de notre étude – seront ici confrontées aux rapports internes qui mettent à jour des « défauts » dans l'application de la loi du 24 décembre 1958, mais aussi aux prises de position ultérieures des intervenants de la discussion qui l'a précédée. Ainsi apparaît indirectement tout un ensemble de stratégies propres aux acteurs concernés – responsables scolaires et universitaires, savants, dirigeants économiques, parents d'élèves influents, etc. Leurs visées peuvent diverger : efficacité et rentabilité pour les uns, réussite individuelle pour les autres, formation d'une élite ou d'une société nouvelle pour quelques uns. Elles risquent ainsi de compromettre le projet éducatif khrouchtchévien : c'est particulièrement vrai dans l'enseignement secondaire, où l'écart entre établissements se renforce, avec le soutien des professionnels et d'un groupe de théoriciens, partisans de la « différenciation » des cursus. Mais c'est aussi le cas dans le supérieur, où les responsables des universités tendent de plus en plus à marquer leur différence avec le commun des VUZ, surtout dans les principaux centres scientifiques du pays.

Le point de vue administratif que nous adoptons ici explique la séparation arbitraire entre les deux cycles d'enseignement touchés par la réforme : le secondaire, puis le supérieur. Dans les faits, les problèmes sont davantage imbriqués, comme le soulignent nombre d'intervenants du débat de l'automne 1958, qu'on retrouve au début des années 1960, à commencer par les « savants ». Ces derniers revendiquent plus que jamais un rôle prépondérant dans l'élaboration des politiques d'enseignement, surtout pour la formation des cadres scientifiques. Un des enjeux de la présente partie est de montrer l'évolution, mais aussi l'influence de leur discours. Comment le projet officiel est-il affecté par ces tensions ? Jusqu'où va son application, et comment est-elle perçue par les différents acteurs ?

[1324] Mervyn MATTHEWS, *Education in the Soviet Union : Policies and Institutions since Stalin*, Londres, George Allen & Unwin, 1982, p. 30.

CHAPITRE 7 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE ÉCLATÉE :
FAIBLE *POLYTECHNISATION* ET FORTE DIVERSIFICATION

> *…malheureusement, de tout l'héritage de l'école et de la pédagogie des années vingt, ce furent les années les moins fécondes – de 1929 à 1931 – qui furent le plus réutilisées [en 1958] avec leurs idées d'entraînement des écoliers à un travail social et productif ininterrompu. Cela a grandement contribué au rejet de toute la réforme de l'enseignement de Khrouchtchev de la part de la communauté pédagogique et des élèves.*[1325]
>
> *Comme autrefois, tout se limitait exclusivement à des appels, sans qu'on pensât à les appuyer par des stimulants matériels. Une telle approche ne s'accordait déjà plus avec la nouvelle époque historique. Les modèles mobilisateurs […] trouvaient auprès des gens, et surtout de la jeune génération, de moins en moins d'écho.*[1326]
>
> *L'opinion (obŝestvennost') soviétique s'intéresse vivement aux voies de développement de notre enseignement secondaire. C'est compréhensible, vu que la question concerne des dizaines de millions de personnes. […] Je ne pense pas qu'il sera possible, dans un court délai, de régler toutes les questions […]. Il faut pour cela un travail de longue haleine, et il faut des expérimentations. Des expérimentations, c'est ce qu'il nous faut…*[1327]

L'application de la réforme scolaire est difficile à évaluer de façon globale : le chercheur se heurte ici aux limites des archives soviétiques, dont la raison d'être – justifier l'administration dont elles émanent – biaise inévitablement le regard. Toutefois, en tirant partie de la diversité des sources aujourd'hui accessibles, notamment statistiques, on parvient à un tableau équilibré, restituant la diversité des situations et des visions en présence. En effet, le pluralisme apparu lors des débats préparatoires de la fin des années 1950 continue de marquer le fonctionnement du système d'enseignement soviétique, au point d'en remettre en cause l'unité. C'est ce processus que nous voudrions retracer. D'une part, la réforme est confrontée à des difficultés pratiques importantes, au point d'être réduite, dans certaines représentations, un demi-siècle plus tard, à des mesures anecdotiques : « couture et cuisine pour les filles, menuiserie pour les garçons », se souvient David Konstantinovskij, alors écolier[1328]. D'autre part, les réformateurs se heurtent à la poursuite d'une contestation interne. Le débat de l'automne 1958 a laissé des traces : la question se pose notamment de savoir comment les pédagogues et les savants, qui avaient contesté les principes du projet officiel, ont réagi lors de sa mise en œuvre. La coexistence de visions concurrentes du système d'enseignement soviétique ne menace-t-elle pas alors son unité même ?

[1325] Mihail V. BOGUSLAVSKIJ, *XX vek Rossijskogo obrazovaniâ*, Moscou, Per Sè, 2002, p. 163.
[1326] A.V. PYŽIKOV, *Hruščevskaâ ottepel' 1953-1964*, Moscou, Olma-Press, 2002, p. 142 (à propos de la réforme de l'enseignement de 1958).
[1327] I.G. PETROVSKIJ, « Sokrovišnica – ne sklad », *Moskovskij universitet*, 9 décembre 1963. Publié dans E.V. IL'ČENKO, *Akademik I.G. Petrovskij-rektor Moskovskogo Universiteta*, Moscou, Izd. Moskovskogo Universiteta, 2001, p. 361-363.
[1328] Entretien du 4 avril 2002, Moscou.

I) Une école enfin polytechnique ?

L'un des buts affichés par le législateur en décembre 1958 était de combler le fossé existant, dans les cursus scolaires, entre les savoirs inculqués et « la vie », autrement dit, dans l'esprit des dirigeants d'alors, entre les savoirs et la réalité pratique du travail dans la production. Il s'agissait donc de reprendre en l'accélérant le processus engagé en décembre 1955 avec l'introduction d'une instruction au travail dans les programmes, processus directement inspiré de l'expérience de « l'École unique du travail » des années 1920. Dans ces conditions, la mise en œuvre de ces mesures nécessitait plus qu'un changement d'emploi du temps pour les classes concernées, de la première à la onzième année : il fallait aussi prévoir la formation spécifique d'un nouveau personnel enseignant, le recrutement de techniciens et d'ingénieurs capables d'assurer ces heures supplémentaires, ainsi que la construction et l'équipement de locaux appropriés, dans chaque établissement scolaire. Surtout, il fallait organiser, en accord avec les acteurs économiques du pays – entreprises industrielles et kolkhozes essentiellement – l'embauche systématique de millions d'écoliers qui devaient acquérir une formation sur le tas, pour achever leur scolarité avec une véritable qualification professionnelle, même modeste.

Tels étaient les objectifs de la réforme, dans un contexte de mobilisation intense de l'économie : en janvier 1959, quelques jours après le vote de la loi « sur le rapprochement de l'école avec la vie », Khrouchtchev annonce solennellement, en un congrès extraordinaire du Parti, les chiffres ambitieux du premier plan septennal de l'histoire de l'URSS, mais aussi l'avènement du communisme « à l'horizon des années 1980 ». Dans ces conditions, les moyens disponibles pour le système éducatif ne peuvent être que limités ; en conséquence, sa « restructuration » reste en grande partie lettre morte. C'est ce qui explique le renoncement progressif, à partir de l'été 1964, à plusieurs aspects du projet khrouchtchévien.

A. Des objectifs ambitieux…

L'introduction de nombreuses heures d'instruction au travail et d'expérience pratique dans la production n'allait pas de soi. L'allongement d'une année de la scolarité était destiné à amortir cette charge supplémentaire, dans des programmes déjà réputés pour leur volume excessif. Ainsi, la polytechnisation devait permettre à la fois d'améliorer la formation des jeunes « bâtisseurs du communisme » et de généraliser l'instruction secondaire. Les ambitions affichées étaient considérables.

Au printemps 1959 furent adoptées les lois « sur la *perestroïka* du système d'enseignement » censées répercuter dans chaque république les injonctions du 24 décembre 1958[1329]. Parallèlement, en mai un nouveau décret consacré au développement des écoles-internats relança cette institution qui avait été la première incarnation du projet khrouchtchévien[1330]. Ainsi était réaffirmée la dimension utopique du chantier de l'enseignement : le Premier secrétaire avait annoncé quelques mois plus tôt, dans son rapport au XXIe Congrès du Parti, que dans un avenir proche tous les enfants du pays seraient éduqués dans ce type d'établissement. Dans un article publié en juillet 1960 par la revue littéraire *Novyj Mir*, l'économiste Stanislas Strumilin, qui jouit d'une forte autorité dans son domaine, prévoit lui aussi que, sous le communisme, les jeunes Soviétiques auront tous une

[1329] La loi pour la RSFSR fut adoptée en avril : voir *Sbornik postanovlenij pravitel'stva RSFSR*, Moscou, 1959, n°10, p. 93-96.
[1330] Voir *supra*, chapitres 2 et 5.

éducation collective[1331]. Pourtant, les chiffres communiqués alors par la CSU au CC du PCUS signalent le retard pris dans la construction des écoles-internats : en février 1960, 375 000 enfants y sont scolarisés, au lieu du million annoncé lors de leur création, en 1956[1332]. Cela n'empêche pas la propagande du ministère de l'Instruction d'annoncer fièrement 1 million d'élèves en 1962, puis 2,4 millions en janvier 1964[1333]. Ces résultats ont été obtenus par une astuce qui consiste à inclure les écoles « à journée allongée » (*prodlennogo dnâ*), créées en 1959 avec un fonctionnement particulier : les enfants y restent onze à douze heures par jour, y reçoivent deux repas, pour un coût représentant environ 40% des frais d'inscription d'un interne[1334]. Il est possible que certains parents haut placés aient préféré y inscrire leurs enfants, plutôt que de les voir subir le lot commun de la polytechnisation, avec l'obligation d'un stage pratique dans la production avant l'entrée en VUZ : en effet, pour les candidats sortant des écoles-internats, une dispense est accordée, justifiée par le caractère très polytechnique des programmes, sur le papier en tout cas[1335]. Dans le cadre d'un système progressif de frais d'inscription, en fonction des revenus du foyer, en 1960 37% des familles payent au moins 100 roubles et 5%, plus de 270 roubles par mois [1336]. Ce sont des sommes importantes, puisque le salaire mensuel minimal en URSS à la même époque est fixé à 350 roubles, et qu'on estime que celui d'un ouvrier qualifié avoisine les 1000 roubles, et celui d'un professeur d'université dans une grande ville, ou d'un directeur d'usine « de première catégorie », 2500 roubles[1337]. Un document récemment publié montre qu'en août 1963, le Premier secrétaire est toujours attentif au développement des écoles-internats : dans une note apparemment non publiée, il déplore leur faible importance dans le système scolaire soviétique et préconise d'« aider davantage les parents à l'éducation des enfanst » par ce moyen[1338].

Ainsi, la dimension idéologique et morale reste prédominante dans la vision qu'a le dirigeant suprême de sa « refondation » scolaire. En janvier 1959, lors du XXIe Congrès extraordinaire du PCUS, Khrouchtchev affirme :

> Lorsque nous avons posé la question de réorganiser l'école, certains 'prophètes' à l'étranger se sont écriés : 'Ils manquent de main-d'œuvre, et c'est pourquoi ils veulent faire travailler les adolescents.' Ces dénigreurs peuvent croasser tant qu'ils veulent, ils n'arriveront jamais à nous comprendre. Si nous réorganisons l'école, ce n'est pas parce que nous manquons de main-d'œuvre, mais parce que nous voulons organiser encore mieux l'instruction publique et resserrer encore les liens de l'école avec la vie. (*Applaudissements*)[1339]

Et de citer ensuite Lénine sur la combinaison entre l'enseignement et le travail :

[1331] Cité par Albert L. WEEKS, Jr., « The Boarding School », *Soviet survey*, n°56, juillet 1965, p. 86.
[1332] RGAE, 1562/17/3370, p. 91-113. Rapport daté de juin 1960, adressé au CC du PCUS.
[1333] Albert L. WEEKS, Jr., « The Boarding School », article cité, p. 85.
[1334] RGANI, 5 (appareil du CC du PCUS)/37 (Département de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR* (1956-1962))/60, p. 95-100. Rapport du Département des écoles du 18 septembre 1959.
[1335] Cette hypothèse pourrait expliquer le doublement des effectifs constaté en 1959/1960, par rapport à l'année précédente : ils passent de 145 000 à 332 000, d'après le document mentionné.
[1336] RGAE, 1562 (CSU SSSR)/17 (« enseignement public et instruction » (1931-1960))/3370, p. 93-94.
[1337] D'après le témoignage d'un ingénieur français ayant séjourné en URSS cette année-là : R. Guibert, *Regards sur la vie et l'enseignement en URSS*, Paris, France Aviation, 1961, p. 20-21. Les documents de l'administration statistique de l'époque donnent des valeurs équivalentes : voir par exemple RGAE, 1562/33 (inventaire déclassifié)/2717, p. 74 et 80 (rapport de la CSU SSSR au chef du Gosplan Nikolaj Bajbakov, 29 avril 1956).
[1338] Note retranscrite dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev : dva cveta vremeni. Dokumenty* Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratiâ », 2009, tome 2, p. 420-421.
[1339] Nikita KHROUCHTCHEV, *Les chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'URSS pour 1959-1965. Rapport au XXIe Congrès extraordinaire du PCUS. 27 janvier 1959*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1959, p. 74.

> … On ne saurait se représenter dans l'avenir une société idéale où l'instruction ne serait pas associée au travail productif de la jeune génération : l'instruction et l'éducation ne pourraient, sans le travail productif, atteindre le niveau exigé par le développement de la technique et l'état des connaissances scientifiques ; et il en va de même du travail productif sans une instruction et une éducation parallèles appropriées. (*Œuvres*, t. II, p. 440)[1340]

Quelques instants plus tôt, le Premier secrétaire avait insisté sur le « tort que cause l'influence bourgeoise à la jeunesse soviétique ». Le 9 juillet 1960, il revient, lors du Congrès panrusse des enseignants (du primaire et du secondaire) sur l'objectif de la réforme de 1958, « instruire et éduquer les dignes constructeurs du communisme » :

> Nous sommes en train de résoudre deux tâches historiques : l'établissement de la base matérielle et technique du communisme et l'éducation de l'homme nouveau. En fait c'est là un processus unique. Si nous prenons du retard dans l'instruction et l'éducation des Soviétiques, alors toute la construction du communisme sera inéluctablement freinée.[1341]

Ces déclarations confirment le tour de vis idéologique opéré pour les contenus en sciences humaines[1342]. Surtout, elles ont des échos dans l'administration scolaire. Ainsi le nouveau ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR, P.V. Zimin, finit-il par confondre éducation au travail et propagande des succès de l'URSS, comme en témoignent ces paroles prononcées lors du congrès des enseignants de la région de Leningrad, en décembre 1959 :

> Le rapport du labeur (*trudovoe*) au concept de communisme, c'est le travail (*trud*) personnel des élèves, plus la connaissance et la compréhension profonde des exploits au travail des Soviétiques. Malheureusement, nous n'avons pas suffisamment travaillé dans cette direction jusqu'à présent. Beaucoup d'élèves ne connaissent que par ouï-dire de nombreux faits magnifiques de notre réalité, car l'école ne les initie pas à toutes les richesses des avancées créatrices qu'apporte quotidiennement le travail héroïque des ouvriers soviétiques, des kolkhoziens soviétiques et de l'intelligentsia soviétique.[1343]

Pour réaliser cette utopie, les différentes voies de la polytechnisation sont sollicitées. En juin 1959, un rapport conjoint du Gosplan et du *Minpros RSFSR* prévoit que la part des écoles du soir et à mi-temps dans l'instruction secondaire complète connaîtra une progression sans précédent au cours du plan septennal (voir le tableau suivant).

Les effectifs prévus des 8e – 11e classes du secondaire en RSFSR suivant les types d'écoles (en milliers)[1344]

Année	1958	1965	Evolution 1958-1965
Nombre total d'élèves des dernières classes de tous les	2252,1	4643,4	206%

[1340] *Ibid.*, p. 74-75.
[1341] *Pravda*, 10 juillet 1960.
[1342] Pour l'histoire, on peut lire par exemple les citations récoltées par Annie TEYSSIER TCHERNYCHEV, *L'enseignement de l'histoire en URSS. La formation des jeunes Soviétiques par l'étude de l'histoire de la Russie et des pays occidentaux*, Thèse de doctorat de IIIe cycle, Université Paris IV, 1984, p. 21-22.
[1343] GARF, A-2306 (*Minpros RSFSR*)/75 (Inspection auprès du ministre)/337, p. 86. Sténogramme de la séance du 19 décembre 1959.
[1344] GARF, A-259 (Direction des affaires du Conseil des ministres de RSFSR) / 42 (groupe des institutions socio-culturelles) / 4075 (Sur les mesures concernant l'exécution de la Loi sur le renforcement du lien de l'école avec la vie…), p. 43. Données envoyées au CM de RSFSR le 13 juin 1959.

types d'écoles, dont :			
Dans les écoles secondaires générales du soir (à mi-temps) ou dans celles de la jeunesse ouvrière et paysanne	699,1 (*31%*)	1947,8 (*42%*)	278%
Dans les écoles décennales et secondaires avec instruction à la production	1553 (*69%*)	2695,6 (*58%*)	173%
Nombre d'élèves promus [bacheliers] issus de tous les types d'écoles, dont :	789,1	1273,0	160%
Des écoles secondaires générales du soir (à mi-temps) ou des écoles de la jeunesse ouvrière et paysanne	147,3 (*19%*)	542,0 (*43%*)	370%
Des écoles décennales et secondaires avec instruction à la production	641,8 (*81%*)	731,0 (*57%*)	114%

Le résultat global fut, d'après les publications de l'époque en tout cas, à la hauteur des prévisions, puisqu'en 1965 on comptait officiellement 1 350 000 bacheliers (soit 77 000 de plus qu'attendu), mais les deux tiers (900 000) venaient encore des établissements de jour, au lieu des 57% planifiés[1345]. Autrement dit, la généralisation de l'instruction secondaire complète (passée à onze années en 1959) s'était moins faite par les écoles du soir et par correspondance que ce qu'attendait la direction du pays, même si elle était en passe d'être achevée[1346]. Il y avait là une première ombre au tableau, car le développement des écoles du soir visait implicitement à réaliser à moindres frais l'ancienne promesse de généralisation du secondaire, sans avoir à construire de nouveaux établissements. Le « rapprochement avec la vie » devait donc aussi engendrer une réduction des dépenses consenties pour chaque élève.

En RSFSR, selon Mervyn Matthews, le nombre total d'heures allouées aux travaux pratiques, aux excursions et au travail dans la production devait passer, après l'adoption des nouveaux programmes d'août 1959, à 2729 heures sur dix années de scolarité, soit plus d'un sixième du total, contre 716 dans les programmes de 1955 (voir le tableau suivant).

Les programmes scolaires en RSFSR de 1955 à 1966 (en volume horaire total, pour toutes les classes)[1347]

Année	1955	1959	1966
Langue et littérature russe	2 788	2 926	2 584
Mathématiques	1 980	2 139	2 077
Travaux manuels et pratiques + excursions et stages pratiques dans la production	716	2 729	901

[1345] Voir Tamara REVENKO, *L'enseignement supérieur en U.R.S.S.*, *Notes et Études Documentaires* n°4176-4177-4178, Paris, La Documentation française, 10 avril 1975, p. 106, et le graphique 12, tiré du même ouvrage, en annexe.

[1346] En RSFSR, pour 1000 habitants, on compte 337 diplômés du secondaire en 1959, mais 574 en 1979 (841 et 891 pour les classes d'âge de 10 à 19 ans et de 20 à 29 ans), d'après les recensements réalisés ces années-là. Voir Collectif, *Naselenie Rossii v XX veke: Istoričeskie očerki. V 3-h t. T.3. Kn.1. 1960-1979 gg.*, Moscou, ROSSPÈN, 2005, p. 211.

[1347] Tableau réalisé d'après celui de Mervyn MATTHEWS, *Education in the Soviet Union : Policies and Institutions since Stalin*, Londres, George Allen & Unwin, 1982, p. 19.

Éducation physique et militaire	660	800	716
Histoire	660	728	642
Langue étrangère	660	726	572
Physique	544	631	568
Biologie	396	511	428
Géographie	479	434	394
Chimie	347	407	355
Musique	198	287	252
Art	198	330	216
Dessin industriel	132	71	107
Sciences sociales / Constitution de l'URSS	33	70	70
Astronomie	33	39	35
Matières facultatives (optionnelles)[1348]	-	-	638
TOTAL	**9 857**	**12 828**	**10 771**

Cette explosion des heures de cours est spectaculaire, malgré la baisse constatée pour quelques disciplines (géographie et … dessin industriel)[1349]. Tout se passe comme si la capacité d'instruction des écoliers soviétiques se trouvait du jour au lendemain augmentée d'un quart.

Le discours officiel fournit ainsi une image idéale de l'enseignement secondaire en Union soviétique, que les autorités de chaque république sont tenues d'appliquer : le slogan « apprendre de la vie, apprendre pour la vie » (*Učit'sâ u žizni, učit'sâ dlâ žizni*) illustre parfaitement le contenu idéologique d'une réforme censée accompagnée un effort économique grandiose, celui du plan septennal lancé officiellement en 1959[1350]. Cette image d'une progression constante des effectifs, où le savoir et le respect du travail manuel, la connaissance de la production et le progrès technique et scientifique, vont ensemble, est omniprésente dans la propagande de l'époque. On la retrouve aussi sur d'autres supports. Ainsi deux timbres édités en août 1959, à 1,5 million d'exemplaires chacun, représentent sous le slogan « Renforcer le lien entre l'école et la vie » des scènes intitulées :

[1348] Voir *infra*, D.

[1349] Sur l'enseignement des sciences durant cette période, voir Michael FROGGATT, « Renouncing dogma, teaching utopia: science in schools under Khrushchev », dans Polly JONES (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, p. 250-267.

[1350] Voir l'affiche du même titre, reproduite en couverture et en annexe (photographie 10) : y figurent les chiffres de la croissance des effectifs de l'enseignement secondaire et du nombre de diplômés du supérieur, qui dominent un groupe de personnages en ombres chinoises, représentant la jeunesse travailleuse et étudiante à la fois – ils brandissent, alternativement, des outils, des instruments d'ingénieurs, des livres, des plans, une fusée et un satellite artificiel.

- « écoliers dans un atelier d'apprentissage à la production » (où l'on voit deux garçons apprendre auprès d'un ouvrier reconnaissable à sa blouse le fonctionnement d'une presse d'imprimerie) ; et
- « cours dans une école d'enseignement général du soir » (où l'on voit quatre adolescents, deux filles et deux garçons, suivre dans une classe de mathématiques, alors qu'une grande fenêtre montre que la nuit est tombée dehors)[1351].

Il existe aussi deux enveloppes prétimbrées et illustrées, datant respectivement du 30 mai et du 8 juin 1959, qui figurent :

- une leçon de confection d'habits dans un atelier où des écolières travaillent à la machine à coudre ou à l'aiguille, sous le contrôle d'ouvrières souriantes ; et
- une scène sur un chantier de construction (un professeur en chemise, mais protégé par une blouse, assiste la truelle à la main un jeune garçon qui pose une brique sur un mur en construction, alors qu'une jeune fille en blouse, à l'arrière-plan, guide avec un petit drapeau rouge une grue qui est en train de décharger un panneau de béton ou une poutrelle métallique, suspendue dans les airs[1352].

Loin de ces images d'Épinal, les conditions locales et régionales s'avèrent souvent incompatibles avec la mise en œuvre d'une polytechnisation efficace et réelle, comme le montrent plusieurs sources et témoignages de l'époque.

B. … mais des moyens réduits

Comme le suggère la citation de Mervyn Matthews placée en épigraphe de cette partie, les décrets et résolutions sur les « défauts » éventuels du fonctionnement du système peuvent être interprétés comme le signe de réticences à mettre en œuvre la réforme, perçue comme irréaliste. En effet, celle-ci se heurte d'emblée à un besoin criant de moyens matériels et humains : il manque à la fois des locaux, du matériel et des enseignants pour assurer l'instruction à la production. En RSFSR, seules quelques écoles pilotes sont véritablement équipées[1353]. Les autres sont soumises au saupoudrage des crédits que veulent bien leur allouer les administrations compétentes. Plusieurs rapports de la Direction statistique centrale du pays (CSU SSSR) témoignent de ces difficultés, au début des années 1960.

Déjà, lors de la « discussion générale », des responsables du *Minpros RSFSR* avaient dénoncé le manque de moyens pour mettre en œuvre la polytechnisation du secondaire[1354]. A la fin de l'année scolaire 1959/1960, donc plus d'un an et demi après le vote de la loi, seul un tiers des écoles de toute l'URSS offre une « instruction à la production » ; en RSFSR, cette proportion tombant à 17%, contre 97% en Ukraine, république en pointe dans ce domaine[1355]. Parmi les élèves de ces établissements, seuls 82% reçoivent effectivement une telle instruction dans toute l'URSS, 59% en RSFSR : soit 7% des écoliers des 8^{e}-12^{e} classes, dans cette

[1351] Les informations sur ces timbres, que nous avons eu l'occasion de trouver dans un fonds d'archives sans autre précision, proviennent du site dédié à la philatélie : http://chstamp.ru (page consultée le 12 juillet 2013). Ils sont attribués au graphiste soviétique E. Gundobin.

[1352] Des reproductions de ces enveloppes, sans autre précision, sont visibles sur le site dédié à la philatélie : http://www.stampost.com (page consultée le 12 juillet 2013).

[1353] Voir *supra*, chapitre 2.

[1354] Un court article souligne la pénurie de matériel et de littérature ; il est signé d'un haut fonctionnaire du *Minpros RSFSR* (G. Vlasov, chef de la direction de l'approvisionnement de l'Instruction) : « Au Gosplan de RSFSR, on sous-estime la polytechnisation des écoles », *Pravda*, 25 novembre 1958.

[1355] RGAE, 1562/327 (activité organisationnelle (1941-1963))/1104, p. 138. Rapport daté du 19 novembre 1960, adressé au CM d'URSS et au CC du PCUS. L'écart considérable entre les républiques laisse douter de la fiabilité de ces pourcentages, transmis par les ministères de l'Instruction eux-mêmes.

république[1356]. Dans le détail, les conditions en sont assez sommaires. Si le nombre de professions proposées atteint une moyenne de trois dans les villes et de deux dans les campagnes, celles-ci évoquent les cours de travail manuel des années 1920, bien plus que les nouveaux métiers liés à la mécanisation de la production et à l'automatisation : les professions de couturière (*šeâ*), d'agriculteur (*polevod*), d'éleveur, de maraîcher et d'horticulteur, de chauffeur et de conducteur de tracteur représentent plus de la moitié du total. Du côté ouvrier, les métiers d'ajusteur-monteur (*slesar'*) et de tourneur (*tokar'*), qui représentent 1/5 du total, sont eux aussi rudimentaires (voir le tableau suivant).

Les principales professions proposées aux élèves du secondaire comme instruction à la production en 1959/1960[1357]

	Nombre d'élèves concernés	
	milliers de pers.	%
toutes professions	*574*	*100*
couturière	80	14
agriculteur	64	11
ajusteur/monteur de différents profils	59	10
tourneur de différents profils	47	8
conducteur de tracteur	41	7
éleveur	38	7
maraîcher	32	6
chauffeur	31	5
menuisier	21	4
horticulteur	13	2
ouvrier de différentes spécialités	9	2
manipulateur et assistant de laboratoire	7	1
téléphoniste, télégraphiste	3	0,4

Un autre signe du caractère rudimentaire de cette instruction est le faible niveau de qualification des formateurs : en URSS, plus des deux tiers sont de simples « ouvriers qualifiés » (72%, en RSFSR), contre à peine un cinquième d'ingénieurs et de techniciens[1358]. Quelques mois plus tôt, le ministre de l'Instruction de RSFSR Evgenij Afanasenko avait transmis à son gouvernement une lettre d'enseignants de l'institut pédagogique de Krasnodar, estimant impossible d'organiser la formation des enseignants chargés de la nouvelle matière « bases de l'agriculture » dans le secondaire[1359]. Avec le temps, les problèmes ne s'atténuent pas : en novembre 1961, le chef de la direction des VUZ du *Minpros* écrit à nouveau au

[1356] *Ibid.*, p. 140 ; p. 148.
[1357] RGAE, 1562/327/1104, p. 145.
[1358] *Ibid.*, p. 160. Le reste se répartit entre « agronomes et spécialistes d'agriculture » (4%), enseignants (4%) et « autres spécialistes » (1%).
[1359] GARF, A-2306/73 (Direction principale des VSSUZ pédagogiques)/2555, p. 28-29. Lettre datée du 5 mars 1959. La réponse du ministère est qu'il convient, à titre provisoire, de dispenser des cours spéciaux à des agronomes disposant déjà d'une formation supérieure, sélectionnés sur leur lieu de travail.

ministre sur ce thème, expliquant qu'il ne dispose « ni des moyens, ni des cadres » pour former les enseignants en mécanisation et en électrification agricole prévus dans les écoles rurales avec instruction à la production[1360]. Comme le souligne une brochure publiée par l'Union centrale des émigrants politiques d'URSS (COPÈ), basée à Munich, se fondant sur des articles parus dans la presse soviétique, l'équipement des écoles en ateliers et machines pour initier les élèves au travail moderne est insuffisant[1361]. Quant à la réalisation de l'instruction secondaire « universelle » à l'échelle de l'URSS, que le régime se vante d'avoir atteint vers 1963, elle masque des écarts encore considérables entre les conditions de scolarité selon les territoires.

L'essor des « écoles de la jeunesse ouvrière et rurale », autrement dit des écoles du soir dans les villes et les campagnes, était plus avantageux, car beaucoup moins coûteux. Il nécessitait néanmoins une organisation en termes de locaux et de personnel, malgré la stagnation des effectifs des dernières années du secondaire, conséquence des « classes creuses » de la guerre[1362]. En 1959/1960, d'après la CSU SSSR, 21 000 établissements de ce type assuraient la scolarisation de 2,1 millions de personnes dans toute l'URSS (respectivement 9 800 et 1,275 million en RSFSR), primaire et secondaire compris, soit 360 000 de plus que l'année précédente[1363]. Mais outre qu'on était encore loin des 31 millions d'élèves du système scolaire de jour, la composition par âges de ces effectifs restait obscure : s'agissait-il d'adultes, ou bien d'adolescents qui avaient choisi cette voie pour accomplir leurs études secondaires ? Le document indiquait seulement qu'au total 1,385 million étaient inscrits en 8e-11e classes, contingent en progression extrêmement rapide par rapport aux années précédentes. En revanche, il soulignait le principal défaut de ces écoles : le fort taux d'abandon en cours d'études, atteignant 31% dans les villes et 37% dans les campagnes, en 1958/1959[1364]. L'explication de ce phénomène pouvait être que, depuis un décret d'avril 1959, les ouvriers qui s'inscrivaient dans ces écoles, appelées aussi « écoles du soir / en alternance » bénéficiaient d'avantages substantiels : un jour de congé par semaine payé à 50% du salaire, et le droit de demander d'autres journées de repos non payées[1365].

Quoi qu'il en soit, la propagande continuait de vanter la massification de ces formes nouvelles d'enseignement, tout en reconnaissant la persistance des difficultés. Plusieurs orateurs du XXIIe Congrès du Parti, en février 1961, avaient déjà signalé publiquement les retards dans l'application de la réforme. Le 30 mai, un décret du CM d'URSS annonça que la moitié des établissements d'enseignement secondaire général avaient mis en place une instruction à la production ; mais le texte insistait sur les problèmes, surtout matériels, rencontrés dans son déroulement, et il préconisait de limiter à deux par classe le nombre de qualifications proposées aux élèves du dernier cycle du secondaire[1366]. Le 25 juillet 1962, le Soviet suprême de RSFSR émit à son tour un document stigmatisant les retards pris dans la réorganisation des enseignements, et mettant en cause les responsables ministériels[1367]. Le « rapprochement de l'école avec la vie » était donc encore bien fragile : il consistait surtout,

[1360] GARF, A-2306/73/3204, p. 17. La lettre est signée du 9 novembre. Le dossier ne contient pas la réponse d'Afanasenko.
[1361] I. Nikomidov, *Tragediâ sovetskoj molodeži. O škol'noj reforme v SSSR*, Munich, COPÈ, 1961, p. 26-28.
[1362] De la 9e à la 11e, il devait y avoir environ 2 millions d'élèves potentiels en moins, de 1958 à 1960 (voir *supra*, chapitre 2). Ainsi s'explique la décrue spectaculaire du nombre de diplômés du secondaire à partir de 1958/1959 : elle résulte aussi de l'allongement des études d'une année, à partir de 1959/1960. Voir le graphique 12, reproduit d'après l'ouvrage de Tamara Revenko.
[1363] *Ibid.*, p. 114-116. Rapport adressé au CM d'URSS, au CC du PCUS et au Gosplan, daté du 30 mars 1960.
[1364] *Ibid.*, p. 121.
[1365] Cette explication est donnée, pour le cas de Leningrad, par N.B. LEBINA, A.N. ČISTIKOV, *Obyvatel' i reformy. Kartiny povsednevnoj žizni gorožan*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, p. 293.
[1366] Cité par Mervyn MATTHEWS, *Education…*, *op. cit.*, p. 30. L'auteur y voit « la première modification de principe » de la loi de 1958.
[1367] *Ibid.*, p. 31.

pour les entreprises industrielles et les kolkhozes, à accueillir les écoliers et à leur montrer quelques tâches simples à exécuter. Le ministre adjoint de l'Instruction Aleksej Markuševič remarqua, en novembre 1960, que la polytechnisation était, dans les campagnes, prétexte à l'utilisation massive des élèves comme main-d'œuvre non qualifiée, pour des tâches pénibles[1368]. Ce phénomène, déjà mentionné dans des républiques périphériques à la fin des années 1950, témoignait de la persistance du manque des travailleurs agricoles[1369]. Un autre document constatait que le taux d'abandon dans les écoles dites « de la jeunesse rurale » (du soir et en alternance) restait élevé (38,8%), alors que les « brigades d'élèves » se voyaient confier des travaux non mécanisés, dans la plupart des régions agricoles du pays[1370].

Comme le souligne John Dunstan, la nouvelle législation « causa plus de problèmes qu'elle n'en résolut », exigeant de la part des autorités dans chaque république, mais aussi au niveau de chaque administration régionale, municipale, et de chaque établissement, des changements pour lesquels n'étaient pas prévus les moyens matériels et humains nécessaires[1371]. Dans ces conditions, les critiques ne tardèrent pas à recommencer, à l'encontre d'un projet qui n'avait pas été accepté unanimement par les groupes professionnels et les institutions chargées de l'appliquer.

C. La réforme fond comme neige au soleil…

Les années 1962-1964 sont marquées par la reprise d'une discussion publique sur les questions d'enseignement. Alors que l'Académie des sciences pédagogiques est à nouveau critiquée officiellement pour son manque d'entrain à l'égard de la polytechnisation, des voix s'élèvent pour mettre en doute la pertinence de la politique khrouchtchévienne. Selon Mervyn Matthews, une véritable « opposition » à la réforme voit alors le jour à travers le pays[1372]. On note en effet la convergence de plusieurs formes de contestations, qui aboutissent au retrait d'une de ses dispositions fondamentales.

Chez une partie des pédagogues, la fronde est apparue dès la « discussion générale » de 1958[1373]. Lors de l'assemblée générale du 25 novembre, Pavel Šimbirev s'était fait le porte-parole d'une grande partie de ses collègues, en déplorant :

> … si autrefois la meilleure école était celle qui avait le taux de réussite le plus élevé, et le moins de redoublants, à présent c'est celle qui a gagné le plus de journées de travail ; ce n'est pourtant pas un kolkhoze ?[1374]

Le malaise est perceptible face au discours officiel, marqué par une approche de plus en plus économique et comptable de l'enseignement. On peut citer cette phrase extraite de l'intervention d'un responsable syndical, lors du congrès des enseignants de l'*oblast'* de Leningrad, en novembre 1959 – apparemment, il s'emmêle dans les chiffres :

[1368] GARF, A-2306/75/340, p. 67-68. Rapport daté du 16 novembre 1960.
[1369] Voir *supra*, chapitre 5, I) B.
[1370] GARF, A-2306/75/388, p. 138-142. Rapport non daté, qu'on peut estimer aux premiers mois de 1961.
[1371] John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 28.
[1372] Mervyn MATTHEWS, *Education…*, *op. cit.*, p. 31.
[1373] Voir *supra*, chapitre 6.
[1374] GARF, R-10049 (APN RSFSR)/1 (Présidium)/2441, p. 132.

> Les écoliers ont élevé 20 964 lapins, 85 393 têtes de volaille, 3124 porcs, 3195 veaux, 190 poulains. On a formé, à partir des écoliers, 3124 spécialistes différents.[1375]

L'idée que le travail manuel est au fondement de la société sans classe et du bonheur communiste est mise à mal par la place croissante prise par la science et la technique dans l'économie. Aleksandr Pyžikov souligne l'évolution du discours officiel à cet égard :

> Peu à peu, on cessa de ne voir l'homme que comme un outil de production, maîtrisant une somme de savoir-faire techniques et professionnels pour exécuter telle ou telle opération. Dans un tel contexte, la thèse du caractère créatif du travail manuel dans le processus de la construction communiste ne pouvait manquer d'éveiller un doute. La possibilité de créer était désormais placée dans l'union d'au moins deux prémisses déterminantes : la croissance du niveau culturel et technique de chacun et, surtout, l'amélioration des conditions de travail, de vie (*byt*) et de repos.[1376]

Un article publié en 1961 dans la très sérieuse revue *Voprosy filosofii* (*Questions de philosophie*) montre le chemin parcouru depuis le début des années 1950 : son auteur reprend certaines des objections faites à la vision sommaire de l'unification entre travail manuel et intellectuel, qui avaient pu s'exprimer lors du débat sur la réforme de 1958[1377]. En particulier, il soutient l'idée, avancée par Nikolaj Semënov et Pëtr Kapica, entre autres, que l'avènement du progrès va libérer l'homme des tâches physiques. Une nouvelle fois, la communauté pédagogique se trouve divisée sur le sens et la place à accorder à la « polytechnisation ».

Le 30 janvier 1959, lors d'une nouvelle séance spéciale du Conseil des méthodes scolaires du *Minpros RSFSR*, les inquiétudes sont palpables quant à l'élaboration des nouveaux contenus : un des intervenants déclare même que la tâche de réformer, tout en l'allégeant, le programme de physique, est « impossible »[1378]. Quelques minutes plus tard, un autre admet ouvertement que ses collègues physiciens de l'institut pédagogique « Lénine » de Moscou estiment « que le plan de l'Académie [des sciences pédagogiques] ne mène nulle part (*nikuda negodnyj*) »[1379]. Dans ce climat peu enthousiaste, le ministre adjoint Kašin, qui préside la séance, paraît gêné lorsqu'un membre de la commission des nouveaux plans d'études demande s'il est possible d'en changer la composition :

> Non, nous ne pouvons pas modifier, à cette étape, les membres officiellement nommés des sections […]. Mais nous pouvons inviter dans toutes les sections des gens qui peuvent nous aider. Qu'untel s'exprime (*Pust' vyskažetsâ*), son avis sera reflété dans le sténogramme, etc. Cela revient à donner une voix consultative à l'assistance (*pravo soveŝatel'nogo golosa*). C'est décidément une excellente idée, il faut chercher ces gens nouveaux, à la fois parmi les savants, et parmi les praticiens (*praktiki*).[1380]

[1375] GARF, A-2306/75/310, p. 40. Sténogramme daté du 26 novembre 1959. L'insistance sur les résultats agricoles rappelle que le pays est alors en pleine campagne de mobilisation pour « rattraper et dépasser les Etats-Unis » pour la production de viande, de lait et de beurre.

[1376] A.V. PYŽIKOV, *Hruševskaâ ottepel' 1953-1964*, Moscou, Olma-Press, 2002, p. 75-76. A la fin des années 1960 l'expression « révolution scientifico-technique » s'impose dans le langage officiel soviétique pour désigner l'accélération brutale du progrès depuis les années 1950.

[1377] S. MANEVICH, « O likvidacii različij meždu umstvennym i fizičeskim trudom », *Voprosy filosofii*, n°9, 1961, p. 17-27.

[1378] GARF, A-2306/75/1515, p. 24.

[1379] *Ibid.*, p. 57.

[1380] *Ibid.*, p. 37.

A partir de 1962 la presse se fait de plus en plus l'écho des difficultés et des doutes rencontrés sur le terrain pour appliquer la loi de 1958. En particulier, l'organisation du travail dans la production pose d'énormes problèmes, les écoles n'ayant pas la possibilité d'imposer leurs exigences aux entreprises économiques environnantes. Comme le souligne un article publié dans la revue du CC du PCUS *Partijnaâ žizn'* en mai 1963, de nombreux écoliers se retrouvent ainsi à des postes inutiles, chargés de faire fonctionner des appareils défectueux, livrés à eux-mêmes. En janvier 1964, un enseignant de Leningrad estime publiquement que le système existant coûte cher et rapporte peu : d'après les exemples qu'il donne, moins de 10% des élèves ayant eu une formation pratique continuent ensuite à travailler dans la même profession[1381]. Ce chiffre spectaculaire correspondait peut-être aux recherches pionnières conduites alors par des sociologues à Novossibirsk un an plus tôt. Comme le note Janina Markiewicz-Lagneau :

> Quels furent les résultats obtenus par cette nouvelle réforme ? Une enquête menée en 1963 par des sociologues de Novosibirsk suggère qu'ils furent plutôt minces, et cela aussi bien pour la jeunesse que pour l'État. 80% des élèves consultés étaient décidés à poursuivre des études supérieures, et cela bien qu'ils aient été théoriquement préparés pour un travail et en dépit des perspectives de salaire élevé et de vie indépendante ; 12 % voulaient étudier tout en travaillant. En fait, malgré les efforts déployés pour appliquer strictement laréforme, au lieu des 75 % de jeunes terminant leurs études qui devraient se trouver devant les machines et sur les tracteurs, on n'en trouve que 32%, parmi lesquels seulement 11% peuvent travailler dans la profession à laquelle ils ont été préparés.[1382]

L'objectif de garantir au secteur productif un meilleur recrutement en main-d'œuvre est loin d'être atteint. A son tour, l'économiste et académicien Stanislas Strumilin argumente, en avril 1964, en faveur d'un retour à une conception générale de l'instruction secondaire, capable d'améliorer véritablement la productivité du travail : selon lui, « un an d'instruction scolaire donne, en moyenne, une qualification supérieure d'environ 2,6 fois à celle d'une année d'apprentissage en usine »[1383].

Ces articles s'inscrivent dans l'offensive par voie de presse qui, dans les années 1962-1964, vise à la diminution, au cours des dernières années d'enseignement secondaire, de la part du travail dans la production. Ce mouvement, analysé à la fin de la décennie par le politologue américain Philip Stewart comme l'illustration d'une action réussie d'un groupe d'intérêts dans le contexte soviétique, confirme l'existence d'un pluralisme sur les questions d'enseignement[1384]. Nombreux sont les acteurs à revendiquer leur rôle dans la politique éducative : Aleksandr Arsen'ev, élu académicien de l'APN en 1959, directeur de l'institut de l'enseignement général et polytechnique, déclare dans la presse centrale, en octobre 1963, que son institution est favorable à un retour à l'école décennale, et que de façon générale il faut

---

[1381] *Sovetskaâ Rossiâ*, 11 janvier 1964 ; cité par Bernard FÉRON, *L'URSS sans idole*, *op. cit.*, p. 127.

[1382] Janina MARKIEWICZ-LAGNEAU, « Les problèmes de mobilité sociale en URSS », Cahiers du monde russe et soviétique, 1966, n°7-2, p. 161-188, p. 182. Voir aussi, du même auteur, « École et changement social : le rôle de l'enseignement secondaire en URSS », *Revue française de sociologie*, 1967, n°8, p. 80-97 et *Éducation, égalité et socialisme : théorie et pratiques de la différenciation sociale en pays socialistes*, Paris, Anthropos, 1969.

[1383] « Proizvoditel'nost' i obrazovanie v SSSR », *Ekonomičeskaâ gazeta*, 2 avril 1964. Voir aussi « Kommunizm i proizvodstvennaâ èstetika », *Voprosy èkonomiki*, n°2, 1963. Strumilin avait établi, dans les années 1930, un mode de calcul de l'optimum économique de la formation des travailleurs, qui faisait autorité. Il avait participé à l'élaboration du plan d'industrialisation du pays.

[1384] Philip D. STEWART, « Soviet interest groups and the policy process. The Repeal of Production Education », *World Politics, A quarterly Journal of International Relations*, Center of International Studies, Princeton University, vol. XXII, n° 1, octobre 1969, p. 29-50. Le décret se serait inspiré d'une demande du Conseil de l'économie nationale de RSFSR, adressée en septembre 1963 au Soviet suprême de RSFSR : *Ibid.*, p. 35.

associer systématiquement les pédagogues aux décisions, et « non de façon épisodique comme dans le passé »[1385]. Alors que le président Kairov s'efface derrière ses subordonnés, il ne semble rester à Khrouchtchev qu'un allié de poids en faveur de l'instruction à la production, telle qu'elle était fixée dans la loi de 1958 : le ministre de l'Instruction de RSFSR Afanasenko, qui continue de répéter son attachement à cette réforme, dans toutes ses interventions. Le Premier secrétaire lui-même se fait plus discret sur ce thème : après le XXIIe Congrès du Parti, il ne prononce qu'une seule intervention sur la réforme, en avril 1964[1386]. Occupé par des problèmes intérieurs et extérieurs d'une tout autre gravité, le dirigeant suprême semble avoir perdu le contrôle – ou la volonté de contrôle – sur ce domaine qui lui était si cher, six ans plus tôt. A moins qu'il ait préféré rabaisser ses ambitions initiales, pour ôter à ses adversaires un motif de mécontentement supplémentaire.

Le tournant décisif s'opère lors d'une séance du Présidium du CC du PCUS où, pour la première fois depuis longtemps, la prise de décision sur ce sujet redevient dans une certaine mesure collégiale : en l'occurrence, c'est l'un des alliés les plus fidèles de Khrouchtchev, en la personne de Mikoân, qui prend l'initiative d'un affrontement avec le dirigeant suprême. Le 23 décembre 1963, il prend la défense de l'école de onze ans, et du maintien en cours diurnes des trois dernières années, que le Premier secrétaire cherche toujours à supprimer, cinq ans après le vote de la loi de 1958[1387]. Alors que Brejnev intervient pour se ranger derrière son patron, le vice-premier ministre de l'URSS argue que « les gens influents parviendraient toujours [dans le système voulu par Khrouchtchev] à caser leur progéniture en études de jour, en téléphonant ici ou là ». Mikoân ajoute que le développement des jeunes cerveaux pourrait pâtir d'une interruption à l'âge de 15-17 ans – argument déjà avancé en 1958, on s'en souvient, par le président de l'Académie des sciences de l'époque Nesmeânov. Le Premier secrétaire ne s'avoue pas vaincu, et sa mémoire excellente lui fait rappeler à l'auditoire comment, en mai 1957, il avait déjà dû s'opposer à la vision de la vice-ministre de l'instruction de RSFSR de l'époque, Dubrovina. Cependant, alors qu'il qualifie les positions de cette denière de « staliniennes », une voix dans l'assistance (Mikoân ?) rétorque que c'étaient plutôt celles de Krupskaâ[1388].

Quelques mois plus tard, une décision vient pourtant clore le rêve khrouchtchévien d'une généralisation absolue de l'enseignement « sans rupture avec la production » dans les dernières classes du secondaire. Par le décret du 10 août 1964, le CC du PCUS et le CM d'URSS décident de réduire à deux ans (au lieu de trois) le dernier cycle du secondaire, dès 1965/1966 : autrement dit, on revient à l'école décennale antérieure à 1958[1389]. Un rapport d'Afanasenko, publié dans l'organe du *Minpros RSFSR*, justifie cette décision en expliquant que la dernière année constituait le plus souvent « une perte de temps », qui suscitait « l'insatisfaction parmi les élèves, leurs parents et l'opinion (*obŝestvennost'*) »[1390]. En février 1966, un nouveau décret sanctionne une situation déjà largement répandue : il stipule que les élèves du secondaire n'auront de formation professionnelle que là où « les conditions seront requises ». C'est l'aboutissement logique de la décision d'août 1964[1391]. En mars 1966, la place accordée à l'instruction professionnelle obligatoire est réduite à deux heures par classe,

[1385] *Izvestia*, 20 octobre 1963.
[1386] *Pravda*, 9 avril 1964.
[1387] Le brouillon de la séance est retranscrit dans A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ / T.1. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij*, Moscou, Rosspèn, 2003, p. 783-813 ; p. 809-810.
[1388] *Ibid.*, p. 813. Sur l'altercation entre Khrouchtchev et Dubrovina en mai 1957 au CC du PCUS, voir *infra*, chapitre 2, IV, D.
[1389] La *Pravda* et les *Izvestia* du 13 août 1964 annoncent l'adoption par le Comité Central du PCUS et le Conseil des Ministres de l'URSS de cette résolution « Sur le changement de la durée des études dans les écoles secondaires d'instruction générale et de travail polytechnique avec formation à la production » (tel est le nom des écoles secondaires classiques depuis la réforme de 1958).
[1390] *Učitel'skaja gazeta*, 13 août 1964.

et en décembre de la même année un tiers seulement des écoles de RSFSR assurent encore une formation à un métier en partenariat avec des entreprises locales. Une fois de plus dans l'histoire de la Russie soviétique, le « rapprochement avec la vie » s'essouffle presque aussi vite qu'il avait été réinstauré dix ans plus tôt.

Notons que les scientifiques revendiquèrent une influence directe sur cet abandon rapide d'une des dispositions les plus décriées de la *perestroïka* de 1958, comme en témoigne le récit publié, trente ans après les faits, par la radiophysicienne Ol'ga Marčuk, épouse du mathématicien Gurij Marčuk (1925-2013) qui fut successivement directeur d'institut à Novossibirsk (1964-1980), président du Département de Sibérie et vice-président de l'AN SSSR (1975-1980), et enfin président de l'AN SSSR sous Gorbatchev (1986-1991) :

> Le Conseil pour la science examinait les questions les plus diverses. Un jour, la discussion porta sur l'enseignement général. A cette époque, les enfants étudiaient pendant onze ans, donc finissaient leur scolarité très tard. […] Les savants estimèrent qu'il fallait que les jeunes gens et les jeunes filles deviennent des étudiants le plus tôt possible […] Pour économiser ne serait-ce qu'une année, le Conseil scientifique recommanda de passer de onze à dix ans d'études, ce qui fut fait.[1392]

L'institution mentionnée aurait été créée par le mathématicien Mihail Lavrent'ev, alors vice-président de l'AN SSSR, à l'invitation de Khrouchtchev, dans les mois précédents son éviction, et composée de 17 savants éminents et autres responsables du monde scientifique, dont plusieurs avaient participé aux débats de 1958 : Vâčeslav Elûtin, Vladimir Kirillin, Pëtr Kapica, Nikolaj Semënov, Nikolaj Mushelišvili, Aleksandr Celikov, sans compter Lavrent'ev lui-même[1393]. Ce dernier avait pourtant, notons-le, pris la défense du projet khrouchtchévien lors de la séance déjà évoquée au Présidium du CC du PCUS en décembre 1963 : il avait soutenu que nombre d'élèves de lycée « bons à rien (*bezdel'niki*) [...] faisaient perdre leur temps aux enseignants », confirmant ainsi sa vision élitiste de l'enseignement[1394]. Il en avait profité pour suggérer de faire intervenir des ingénieurs dans les grandes classes du secondaire, pour les familiariser avec la science et la technique[1395]. De son côté, le recteur de MGU Ivan Petrovskij avait dénoncé en 1963 devant la Commission idéologique du CC du PCUS le caractère tardif de la sortie du secondaire comme le principal défaut du système éducatif soviétique, par rapport aux autres pays du monde industrialisé[1396].

Quelques années plus tard, des sociologues soviétiques confirment les défauts de la nouvelle organisation des études dans le secondaire, et le changement de conception qui

---

[1391] Celle-ci avait d'ailleurs immédiatement suivi la mise à la retraite anticipée (à 59 ans) de Genrih Zelenko, un des fervents partisans de la professionnalisation du secondaire : en juillet 1964, il perd la direction du Comité d'État du CM d'URSS pour l'enseignement professionnel et technique, héritier de l'administration des Réserves de main-d'œuvre depuis la refonte des institutions éducatives de 1959. Voir sa notice biographique, en annexe.

[1392] O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen. Akademgorodok v pervye dvadcat' let*, Novosibirsk, Sibirskij hronograf, 1997, p. 73. Sur le rôle joué par Lavrent'ev dans la fondation de la « cité académique » de Sibérie, voir *infra*, D.

[1393] *Ibid.*, p. 70-71. On peut supposer que l'auteure parle du Comité d'État du Conseil des ministres d'URSS pour la coordination des travaux de recherche scientifique, qui a succédé au *Gostehnika* et que préside Vladimir Kirillin de 1963 à 1980, puis Gurij Marčuk de 1980 à 1986 : cette instance joue un rôle essentiel dans la période brejnévienne, pendant la détente des années 1970 en particulier, en matière de transfert de technologies de l'Occident vers l'URSS.

[1394] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS... T.1…*, *op. cit.*, p. 811.

[1395] *Ibid.*, p. 812.

[1396] Document tiré des archives de la famille Petrovskij, cité par E.V. IL'ČENKO, *Akademik I.G. Petrovskij...*, *op. cit.*, p. 363-364, non daté. Sur l'enseignement des sciences durant cette période, voir Michael FROGGATT, « Renouncing dogma, teaching utopia: science in schools under Khrushchev », dans Polly JONES (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, p. 250-267.

préside à la nouvelle politique dans ce domaine. En août 1968, dans un nouveau contexte politique, Lev Kogan et Mihail Rutkevič écrivent que « la technique nouvelle réclame impérieusement le relèvement du niveau d'instruction générale des ouvriers et que leur qualification [… atteigne] un niveau secondaire spécial, voire une instruction supérieure »[1397]. Selon la formule de Georges Sokoloff, la propagande met alors l'accent sur le « devoir » d'accéder à l'instruction : chaque responsable d'un collectif de travail est chargé d'encourager les membres de son atelier, de son équipe ou de son bureau à suivre des études du soir ou par correspondance pour améliorer sa qualification. Kogan et Rutkevič regrettent aussi que l'élévation de l'instruction générale et spéciale ne soit pas prise en compte dans les distinctions accordées aux collectifs et aux « travailleurs de choc du travail communiste » (*udarniki kommunističeskogo truda*)[1398].

Le décret du 10 août 1964 est donc un aveu d'échec discret mais sans appel, qui renforce la position de ceux qui, depuis plusieurs années, plaidaient en faveur d'un développement de l'enseignement plus adapté à la diversité des élèves. La « différenciation » du secondaire refait alors son entrée dans le débat public, modifiant le climat à l'intérieur de la sphère pédagogique, et les rapports de force entre les divers courants.

D. … et la « différenciation » s'installe.

Dans la sphère pédagogique, les aléas de l'application de la réforme ne sont pas sans conséquence sur les prises de position : des évolutions sont perceptibles, y compris au sommet de l'APN. Les différents groupes sont ainsi traversés de multiples nuances que nous ne ferons qu'esquisser, nous gardant de figer les rapports de force, comme avaient tendance à le faire les observateurs occidentaux à la recherche de nouveaux « groupes d'intérêts »[1399].

La loi votée pour la RSFSR, en avril 1959, prévoit que certaines écoles pourront avoir une spécialisation dans une ou plusieurs matières – physique, langues étrangères, biologie, mathématiques, chimie – et qu'il en sera tenu compte pour l'instruction à la production des élèves[1400]. Dans l'immédiat, la seule application en est la création de classes spéciales avec un enseignement renforcé en mathématiques, et l'introduction d'une initiation à l'informatique : le phénomène concerne d'abord l'école n°425 du District Pervomajskij de Moscou, en septembre 1959, associant à la fois l'université de Moscou, le département des mathématiques de l'APN et le centre d'informatique de l'AN SSSR[1401]. Au même moment, Mihail Mel'nikov, académicien aux positions très proches de celles du président Kairov, supervise l'introduction d'un enseignement différencié, suivant les classes, dans une école expérimentale de Moscou : ce fait témoigne de l'évolution de la direction de l'APN depuis quelques mois[1402]. Pour autant, les adversaires de la « différenciation » ne sont pas inactifs : le 12 mars 1959, Sergej Šapovalenko et Mihail Skatkin envoient au président de la Commission

[1397] « Kul'turnyj rost sovetskih rabočih », *Kommunist*, 1963, n°8. Cité par Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie des cadres supérieurs en Union soviétique », *Annuaire de l'URSS*, tome II, Paris, CNRS, 1964, p. 333-365 ; p. 334.

[1398] *Ibid*., p. 346.

[1399] Nous suivons en cela l'analyse de John Dunstan, plus prudent que celle de Philip D. Stewart, qui s'efforce de présenter les institutions – *Minpros* contre APN – comme les journaux – *Učitel'skaâ gazeta* contre *Literaturnaâ gazeta* et *Izvestiâ* – comme incarnant des points de vue opposés. Voir John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 157-158, et Philip D. STEWART, « Soviet interest groups… », article cité, p. 33 et suivantes.

[1400] A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie sistemy obrazovaniâ v SSSR v period 'ottepeli' (1953-1964) », *Voprosy istorii*, n°9, 2004, p. 95-104 ; p. 101.

[1401] John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 153-154. D'après l'auteur, d'autres écoles furent associées à l'expérience : en 1960 à Moscou, puis en 1961 à Gorki.

idéologique du CC du PCUS, Mihail Suslov, un ensemble de propositions « pour améliorer le fonctionnement de l'APN », qui sont surtout des critiques à l'encontre de Nikolaj Gončarov, Aleksej Leont'ev et Nikolaj Verzilin, trois partisans déclarés de la « différenciation »[1403]. Ces derniers sont accusés de cumuler les rémunérations, mais aussi de ne pas mériter leurs titres :

> L'APN est la seule Académie où sont élus des gens qui n'ont réalisé aucun travail dans la science pour laquelle ils sont élus (en pédagogie ou en méthode d'enseignement), alors que le personnel pédagogique proprement dit y est considéré comme un personnel de second rang.[1404]

Les deux hommes co-signent un article intitulé « *Žizn' i APN* » (« La vie et l'APN ») dans l'*Učitel'skaâ gazeta* du 17 mars 1959, où ils réitèrent certaines de leurs accusations sur les retards en matière de polytechnisation. Leur démarche est, à l'évidence, dictée par la volonté de gagner en influence au sein de leur institution, en s'attaquant à des collègues reconnus, mais en délicatesse avec la ligne officielle – on se souvient de l'article de Verzilin condamné par la direction de l'APN, en juillet 1958. Quelques mois plus tard, pourtant, certains des plus éminents savants qui s'étaient engagés dans le débat de 1958 apportent leur soutien aux « différenciateurs », alors que les noms de Šapovalenko et de Skatkin passent à l'arrière-plan.

Mihail Lavrent'ev est le premier à intervenir publiquement. A cette époque, il jouit d'une grande renommée sur le plan national et international, en tant qu'inspirateur et président, depuis 1957, du Département sibérien de l'AN SSSR (SO AN SSSR), installé dans le nouveau quartier *Akademgorodok* (« La cité académique ») spécialement conçu pour lui à Novossibirsk[1405]. En octobre 1960, il publie dans la *Pravda* un article au titre évocateur : « Les jeunes doivent prendre le chemin de la science ! », vantant l'expérience des écoles de Kazan, qui pratiquent une différenciation réussie, en élevant le niveau d'exigences dans certaines matières[1406]. Ses arguments sont à la fois d'ordre économique – il faut une formation scientifique et technique poussée pour former les cadres de l'industrie de demain – et idéologique : il faut donner leur chance aux enfants doués, d'où qu'ils viennent. Mais sa tribune constitue aussi une critique du fonctionnement du système scolaire en vigueur, et invite à une réforme dans un sens très différent de celui de la *perestroïka* en cours : Lavrent'ev propose « d'élargir au maximum l'influence des VUZ sur l'école secondaire », pour sélectionner les futurs étudiants, y compris en mettant sur pied des « écoles spéciales » dont le recrutement serait pris en charge par les responsables et les enseignants du supérieur, dans les grandes villes du pays (Moscou, Leningrad, Kiev, Kazan, Novossibirsk).

Un an plus tard, dans l'organe du Komsomol, le vice-président de l'AN SSSR reprend la même antienne : partant d'une réflexion sur la première partie de la définition du communisme « de chacun selon ses capacités… », il met en avant la nécessité de déceler et de

---

[1402] Voir R.B. VENDROBSKAÂ, N.M. ŠAHMAEV, « Differenciaciâ obučeniâ », dans DAVYDOV V. (dir.), *Rossijskaâ pedagogičeskaâ ènciklopediâ*, 2 tomes, Moscou, Bol'šaâ Rossijskaâ ènciklopediâ, 1993-1999 [En ligne] http://www.otrok.ru/teach/enc/index.php?n=5&f=64 (Page consultée le 1er juin 2007).

[1403] RGANI, 5/37/61, p. 18-23.

[1404] *Ibid.*, p. 23.

[1405] Sur l'histoire d'*Akademgorodok*, voir A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye*, *op. cit.*, p. 143-149 ; Paul R. JOSEPHSON, *New Atlantis revisited : Akademgorodok ; the Siberian city of science*, Princeton UP, 1997, mais aussi les mémoires de l'épouse du mathématicien Gurij Marčuk, second puis successeur de Lavrent'ev à la tête de SO AN SSSR (de 1975 à 1980) – avant de présider l'AN SSSR pendant la Perestroïka : O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen. Akademgorodok v pervye dvadcat' let*, Novosibirsk, Sibirskij hronograf, 1997, et la notice biographique de Lavrent'ev, en annexe.

[1406] « Molodym – dorogu v nauku ! », *Pravda*, 18 octobre 1960. La référence aux écoles de Kazan est surprenante : à cette époque, seule une école est sur le point d'acquérir une spécialisation en physique et mathématiques, avec le soutien du recteur de l'université de Kazan, Mihail Nužin : voir sa notice biographique, en annexe.

développer les aptitudes scolaires, surtout en mathématiques et en physique[1407]. C'est là un pas supplémentaire vers la différenciation, au profit des élèves les plus forts dans ces disciplines. Mais pour l'heure, Lavrent'ev ne parle que d'organiser des « olympiades » par correspondance à l'échelle de toute l'URSS, et de récompenser les enseignants qui ont formé les vainqueurs. En juin 1962, un autre fondateur de l'*Akademgorodok*, le mathématicien Sergej Sobolëv, va plus loin et propose une véritable bifurcation des études secondaires. Un mois plus tard, l'APN présente un rapport plus modéré sur la question, coordonné par Mel'nikov. Il préconise la poursuite de l'expérimentation, en attendant de généraliser le système, éventuellement, au début des années 1970[1408]. Pourtant, les résistances sont encore vivaces, notamment de la part d'un responsable moscovite du *Minpros*, P.V. Rudnev[1409]. Pour lui répondre, le vice-président Gončarov souligne dans la revue de son institution qu'il ne s'agit en aucun cas de contourner la *perestroïka* en cours[1410].

Un tel propos ne doit pas nous tromper : en avril 1963, le nom d'Andrej Kolmogorov s'ajoute à la liste des savants qui, après s'être opposés en 1958 à l'interruption des études secondaires, soutiennent à présent la voie différenciée[1411]. De son côté, la direction de l'APN amorce un revirement : le 17 avril, elle adopte une déclaration visant à promouvoir la différenciation, sous couvert de renforcer le « lien avec la vie ». Le slogan khrouchtchévien paraît pourtant bien détourné dans cette nouvelle mouture de la doctrine pédagogique oficielle. De fait, la direction de l'APN répond ainsi à ceux qui l'accusent d'inaction, tel le psychologue Leonid Zankov, en décembre 1964[1412]. Partisan d'une « différenciation » modérée, il reproche au président Kairov d'avoir tenu depuis dix ans les mêmes propos d'autocritique, sans modifier profondément le travail de l'académie. Depuis plusieurs mois, ce dernier fait l'objet d'attaques répétées : il s'en était plaint en 1962 au secrétaire du PCUS Leonid Il'ičëv, proche de Khrouchtchev et alors à la tête de la Commission idéologique du CC du PCUS, qui a succédé au Département de la science, des VUZ et des écoles pour l'URSS[1413]. Paradoxalement, l'APN et le *Minpros* sont accusés de n'avoir pas su proposer de nouveaux programmes réalisables, et donc d'avoir provoqué l'échec de la réforme. Après avoir tenté une nouvelle fois, en mars 1965, de jouer la carte de l'autocritique, Kairov quitte son poste, remplacé par un nouveau venu dans la sphère pédagogique, l'historien Vladimir Hvostov. Quelques mois plus tard, en mai 1965, le ministre Afanasenko doit lui aussi laisser son poste à l'ancien vice-ministre de l'Enseignement supérieur, Mihail Prokof'ev, et

---

[1407] « Iskat' talanty ! », *Komsomol'skaâ pravda*, 19 novembre 1961. Quelques mois plus tôt, lors de la réunion solennelle consacrée à l'enseignement supérieur, Ivan Kairov avait, au nom de l'APN, évoqué la nécessité de faire intervenir les VUZ auprès des écoles, afin de repérer les jeunes talents dans les disciplines scientifiques, en rappelant la proposition de Khrouchtchev de créer des écoles à part pour eux : *Vsesoûznoe soveŝanie rabotnikov vysšej školy v Kremle*, Moscou, Vyssâa škola, 1961, p. 128.

[1408] M.A. Mel'nikov (dir.), *Svâz' obučeniâ s trudom v srednej škole s differencirovannym obučeniem* (*Le lien de l'instruction avec le travail dans le secondaire et l'instruction différenciée*), Moscou, 1962.

[1409] « Sur la question de l'instruction différenciée à l'école secondaire », *Narodnoe obrazovanie*, n°1, 1963.

[1410] *Sovetskaâ pedagogika*, n°2, 1963.

gika, n°2, 1963.

[1411] « Poisk talanta » (« La recherche du talent »), *Izvestia*, 7 avril 1963.

[1412] *Učitel'skaâ gazeta*, 24 décembre 1964. Cet article, publié cinq ans, jour pour jour, après la loi de 1958, est longuement cité par D. Richard LITTLE, « The Academy of Pedagogical Sciences – its Political Role », *Soviet Studies, A quaterly journal on the USSR and Eastern Europe*, University of Glasgow, vol. XIX, n° 3, janvier 1968, p. 387-397 ; p. 391-394. Leonid Zankov (1901-1977), qui a été un élève de Lev Vygotskij, y défend en particulier Skatkin et Šapovalenko, bridés dans leurs travaux, d'après lui, par la direction de l'APN.

[1413] Arhiv RAO, 71 (fonds personnel d'Ivan Kairov)/289, p. 1-10. Kairov cite une série d'articles parus dans l'*Učitel'skaâ gazeta*, en janvier-février 1962, qui accusent la direction de l'Académie de « se taire sur les conséquences du culte de la personnalité » dans la pédagogie, mais aussi de ne rien faire pour améliorer la situation de l'enseignement des langues étrangères, préférant « les slogans sur la *perestroïka*, au lieu de la *perestroïka* ».

commence une carrière d'ambassadeur dans des pays africains de second rang[1414]. En novembre 1966, c'est donc une nouvelle équipe dirigeante qui est chargée d'appliquer le décret du CC du PCUS et du CM d'URSS stipulant notamment :

> Dans le but d'approfondir les connaissances des élèves en mathématiques et en physique, en sciences naturelles et en arts, ainsi que de développer leurs divers intérêts et capacités, des cours optionnels au choix de l'élève seront introduits à l'école à partir de la 7ème classe. […] Au vu de l'expérience positive accumulée par ces écoles, il est permis d'avoir un certain nombre d'écoles et de classes du secondaire avec un enseignement théorique et pratique approfondi, en 9ème et 10ème (ou 11ème) classes, en mathématiques et en technologie informatique, en physique et en agrobiologie, en chimie et en technologie chimique, en biologie et en agrobiologie, et en arts.[1415]

Ainsi, les divisions constatées lors de la genèse, puis de la « discussion générale » de la réforme, se sont avérées plus fortes que la solidarité de corps supposée de l'APN. Celle-ci, étroitement dépendante du *Minpros*, est constituée de groupes de recherche et d'opinion finalement plus autonomes que sa propre direction. Si Kairov finit sa longue carrière comme bouc émissaire de l'échec du projet éducatif de Khrouchtchev, avec son ministre de tutelle Afanasenko, moins de deux ans après l'éviction de ce dernier, ses collègues n'en restent pas moins divisés sur la meilleure voie possible pour l'enseignement secondaire. L'évolution de la pédagogie soviétique comme sphère professionnelle n'est donc pas uniquement dictée par le sommet du pays : elle est le produit de dynamiques internes, dont les discussions théoriques et pratiques ne sont pas absentes. Le débat qui s'est déroulé au grand jour en 1958 a laissé des séquelles : forts de leur nombre et de la validité scientifique de leurs arguments, les partisans de la « différenciation » (Gončarov, Verzilin, Nečkina et, dans une moindre mesure, Leont'ev) sont parvenus à ébranler la domination des « égalitaristes », en fait surtout des immobilistes soucieux de donner l'image de la fidélité à la ligne du Parti (Kairov, Mel'nikov, Arsen'ev), et des partisans de la polytechnisation (Kalašnikov, Šapovalenko, Skatkin)[1416]. Si les stratégies individuelles et les luttes pour le pouvoir au sein de l'institution jouent ici, en particulier pour expliquer la perte d'influence du dernier groupe cité, on ne peut nier un changement de perception des enjeux de la « polytechnisation », et la prise de conscience des réticences des responsables économiques, comme des parents d'élèves. Cette conjonction d'oppositions et de doutes finit par sceller le destin du projet éducatif khrouchtchévien.

Dès les premiers mois de la mise en œuvre de la réforme, dans la continuité du débat de 1958, une majorité de pédagogues, d'économistes et de sociologues a donc rendu un jugement négatif sur la polytechnisation du secondaire. Cette convergence, liée aux résistances administratives et au mécontentement du public, a provoqué son échec : un retrait partiel, en août 1964, puis total, une fois Khrouchtchev écarté du pouvoir, moins de deux ans plus tard. Dans le même temps, un autre groupe d'opinion s'est affirmé, de façon relativement unitaire, pour profiter de l'opportunité que lui laissait la direction du pays : il s'agit des scientifiques, et en particulier des mathématiciens, dont l'influence sur la création d'« écoles spéciales » d'un nouveau type est décisive.

[1414] Voir leurs notices biographiques, en annexe.

[1415] Cité par John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 158.

[1416] Pour les prises de position des uns et des autres, voir *supra*, chapitre 6, et les notices biographiques, en annexe.

II) L'essor des « écoles spéciales » : une vision alternative élitiste

Alors que les pédagogues restent divisés sur les formes de la « différenciation », un autre phénomène, qui voit le jour au début des années 1960, contredit lui aussi les principes initiaux de la réforme de 1958 : il s'agit de la création d'établissements secondaires spécifiques, dédiés à une formation intensive dans tel ou tel domaine de la connaissance, en particulier en sciences dures (mathématiques et physique). Produit du lobbying de plusieurs « savants » éminents, ces écoles peuvent être vues comme une base de repli pour les élites, dans un contexte favorable à leur autonomisation sociale et professionnelle. Pourtant, elles correspondent aussi à un idéal à la fois professionnel et politique, dont la question de la « démocratisation » de l'enseignement, chère à Khrouchtchev, n'est pas absente. L'examen de leur création et de leur mise en place confirme les divergences entre la vision du Premier secrétaire et celle des scientifiques, sur l'organisation et la modernisation du système d'enseignement soviétique.

Après avoir évoqué les conditions qui rendent possible, au début des années 1960, la multiplication d'écoles sélectives, y compris sous des formes nouvelles, il convient d'évaluer l'implication des savants dans le phénomène des « écoles-internats de mathématiques et de physique », apparues en 1963[1417]. Enfin, un aperçu des résultats publiés à l'époque, en termes d'accès aux VUZ et de composition sociale, permet de confronter les différents points de vue sur ces écoles, tout en répondant à la question du risque d'éclatement du système éducatif soviétique, posée au début de ce chapitre.

A. Des « olympiades » aux écoles-internats de physique et mathématiques : le savant calcul de Kolmogorov et de Lavrent'ev

Les années qui suivent l'adoption de la loi « sur le rapprochement de l'école avec la vie » sont marquées par un paradoxe. D'un côté, le discours officiel dénonce le système méritocratique antérieur, et prône l'égalité de tous les enfants devant l'accès aux études, en particulier par le biais de l'expérience d'un travail pratique. De l'autre, apparaissent et se renforcent les formes de sélection ponctuelle dans différents domaines, légitimées par l'intérêt de l'État et le progrès scientifique et technique. On retrouve ici la contradiction inhérente au *Mémorandum* de Khrouchtchev, qui plaidait pour la création de filières sélectives ouvertes aux meilleurs dans les disciplines scientifiques, tout en voulant supprimer l'avantage des élèves suivant une instruction secondaire complète, par rapport aux autres.

Lors de la « discussion générale », la question des « écoles spéciales pour enfants doués » avait été l'une des plus débattues, tant en public qu'en interne, et les avis étaient partagés sur l'opportunité de créer des établissements à part pour former, dès la fin du secondaire, les futurs scientifiques du pays. Bien vite, pourtant, les scientifiques qui s'étaient opposés par principe à cette mesure se rallièrent à des formes de sélection. Il s'agit d'abord de développer, dans un cadre extrascolaire, des « olympiades », compétitions semblables à l'institution française du « concours général ». C'est en mathématiques qu'elles furent créées en 1934, à Leningrad, à l'initiative du professeur Boris Delone (1890-1980). Elles étaient alors organisées au niveau des grandes villes universitaires du pays : en 1935 déjà, Kolmogorov et son collègue Pavel Aleksandrov faisaient parti du comité organisateur de celle

[1417] Nous les désignerons désormais par l'acronyme utilisé dans la langue russe, dès cette époque : *fizmatškola*.

de Moscou[1418]. C'est en 1961, à leur initiative, que sont organisées les premières olympiades de mathématiques pour toute la Russie, à Moscou[1419]. Un an plus tard, deux événements marquent l'extension de ce type de concours. D'une part, l'institut physico-technique de Moscou (MFTI) organise des olympiades de physique, avec 6000 écoliers venus de 68 villes du pays ; d'autre part, Lavrent'ev préside les premières olympiades sibériennes. Cette compétition, qui se déroule à la fois en mathématiques et en physique, prend une signification nouvelle puisque les vainqueurs sont invités à suivre une école d'été spécialement organisée pour eux à l'*Akademgorodok*. Enfin, en 1963, Kolmogorov préside le Comité des olympiades de physique et de mathématiques organisées par MGU, avec une assise territoriale encore élargie, puisqu'elle comprend les écoliers de toute la partie européenne de l'URSS.

Kolmogorov et Lavrent'ev ont ainsi réussi à faire accepter l'idée, déjà exprimée plus ou moins ouvertement lors du débat de 1958, que ce sont les scientifiques eux-mêmes qui doivent présider à la sélection des meilleurs. Comme l'indique Aleksandr Abramov (né en 1946), ancien élève de Kolmogorov :

> Andrej Nikolaevič estimait que ces compétitions ne devaient pas être purement sportives. Le but du mouvement des olympiades était de recruter des gens capables pour les mathématiques, et non de les préparer à un certain type de problème ou de former des « champions ». C'est pourquoi il s'occupait davantage non des compétitions elles-mêmes, mais du travail préparatoire, et en premier lieu des cours faits aux écoliers, ainsi que des cercles de mathématiques, dont la thématique ne devait pas, à ses yeux, se limiter à la résolution des problèmes des olympiades.[1420]

Les deux académiciens pouvaient compter sur l'appui de leur collègue – et, pour Lavrent'ev, ancien élève – de MGU, le mathématicien et pédagogue (académicien de l'APN) Aleksej Markuševič, vice-ministre de l'Instruction de RSFSR depuis 1958. Celui-ci avait déjà, dans le passé, participé à ce type de manifestation, étant chargé de faire cours aux futurs candidats[1421]. Mais ils pouvaient aussi, par le biais de leurs amis physiciens, solliciter le soutien des milieux de l'appareil d'État chargés de veiller au succès des programmes scientifiques, en particulier des les plus stratégiques comme celui du nucléaire civil et militaire[1422]. C'est dans ce contexte qu'intervient, de façon quasi-simultanée, la naissance des deux premières *fizmatškoly*. Celles-ci sont en fait le prolongement des « écoles d'été » instituées d'abord à Novossibirsk (1962), puis à Moscou (1963).

Le récit qu'en fait Ol'ga Marčuk, alors enseignante à l'université de Novossibirsk, témoigne de l'enthousiasme ressenti par les participants à cette manifestation :

> Et voici qu'en juillet [1962] arrivèrent à la Cité plusieurs centaines d'enfants. Nombre d'entre eux ne s'étaient jamais séparés d'avec leurs parents […]. On installa les enfants dans le camp de tentes d'été, et on leur fit des cours en mathématiques, en physique, en chimie et dans d'autres matières. C'étaient des académiciens et des membres-correspondants connus qui leur faisaient cours, et d'autres grands spécialistes. Les enfants allaient en excursion dans de nombreux instituts scientifiques de la Cité. Deux mois plus tard, on leur proposa

[1418] A.M. ABRAMOV, « O pedagogičeskom nasledii A.N. Kolmogorova », dans *Âvlenie črezvyčajnoe. Kniga o Kolmogorove*, Moscou, Fizmatlit, 1999, p. 99-146 ; p. 102-103.
[1419] Voir N.B. Vasil'ev, « A.N. Kolmogorov i matematičeskie olimpiady », dans *Âvlenie črezvyčajnoe. Kniga o Kolmogorove*, Moscou, Fizmatlit, 1999, p. 167-172.
[1420] A.M. ABRAMOV, « O pedagogičeskom nasledii… », article cité, p. 103.
[1421] Voir sa notice biographique en annexe.
[1422] Même si les archives du gouvernement et du *Minpros* de RSFSR ne comportent pas de mention explicite à ces instances, les liens existant entre mathématiciens, chimistes et physiciens « atomistes », à cette époque, rendent cette hypothèse hautement probable.

> de passer des examens. Tous ceux qui réussirent partirent avec un diplôme, et les autres, avec une attestation d'assistance à l'école d'été. […] Pour la plupart c'étaient de très talentueux éléments, et il était dommage de se séparer d'eux. C'est pourquoi le Présidium du SO [AN SSSR] décida d'organiser à la Cité académique une école-internat spécialisée en physique et en mathématiques…[1423]

De fait, Lavrent'ev semble avoir quelque peu forcé la main aux autorités centrales du pays : d'après Marčuk, l'académicien se serait vu refuser l'autorisation de Moscou, lors d'une première demande, et la *fizmatškola* de Novossibirsk, ouverte en janvier 1963 aurait ainsi fonctionné quelques mois, avec ses 116 premiers élèves, dans l'illégalité[1424]. En effet, c'est le 23 août que le Conseil des ministres d'URSS adopte un décret prévoyant à titre expérimental l'ouverture d'écoles spécialisées en sciences (physique-mathématiques, et chimie-biologie), dans quatre grandes villes du pays : Moscou, Novossibirsk, Leningrad, Kiev. Il répond ainsi au voeu du recteur de MGU, le mathématicien Ivan Petrovskij : celui-ci avait déclaré dans les *Izvestia*, en mai, que leur création était souhaitable, recommandant d'y sélectionner les élèves sur concours, au moyen des olympiades[1425]. Le 2 décembre 1963, l'école-internat n°18 ou *fizmatškola* est officiellement ouverte auprès de MGU (*pri MGU*), avec pour directeur scientifique Kolmogorov. Le 28 septembre, un décret du gouvernement ukrainien en avait déjà institué une auprès de l'université de Kiev, à partir d'une école qui venait de recevoir une spécialisation en sciences[1426]. Notons que le discours de Lavrent'ev dans le premier cercle du pouvoir politique pour faire accepter son innovation est on ne peut plus explicite et habile à la fois, ainsi le 23 décembre 1963, à la séance du Présidium du CC du PCUS déjà citée :

> Si vous confiez cette tâche [l'organisation d'un enseignement d'élite] à des savants, en même temps qu'à nos ministères [*sic*], je pense que nous saurons le faire mieux que ne l'a fait l'Académie des sciences [pédagogiques]…[1427]

Les mathématiciens sont donc les principaux acteurs de cette naissance relativement discrète, cinq ans après la loi « sur le renforcement du lien de l'école avec la vie ». D'après John Dunstan, c'est en 1961 que Lavrent'ev aurait changé d'avis sur la question des « écoles spéciales », qu'il avait ardemment combattues durant l'automne 1958 – à la différence de Kolmogorov, qui s'était montré alors plus circonspect. Parmi les inspirateurs de cette forme d'enseignement inédite en URSS, il faut citer également le mathématicien et « cybernéticien » Aleksej Lâpunov (1911-1973), qui quitte sa chaire de professeur à MGU, en 1962, pour rejoindre ami Sergej Sobolëv, à Novossibirsk : il seconde Lavrent'ev dans l'organisation des olympiades, avant de présider le conseil scientifique de l'école de physique et mathématiques pendant ses premières années d'existence[1428]. A Moscou, le physicien Isak Kikoin, professeur à MGU et académicien réputé du groupe des « atomistes », est un allié de poids pour l'ouverture de l'école de Kolmogorov[1429]. Le chercheur Vladimir Vizgin inclut d'ailleurs

[1423] O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen…*, *op. cit.*, p. 53.
[1424] *Ibid.*, p. 99.
[1425] « Uvlečennost', talant, professiâ », *Izvestia*, 17 mai 1963. Des extraits de cet article sont publiés dans E.V. IL'ČENKO, *Akademik I.G. Petrovskij...*, *op. cit.*, p. 360-361. Voir aussi l'extrait d'un autre article, cité en épigraphe.
[1426] On peut signaler également l'obtention du statut d'école « spéciale » en physique et mathématiques à celle n°42 de Tbilissi, en Géorgie, dès 1963.
[1427] A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS... T.1…*, *op. cit.*, p. 812.
[1428] Lâpunov est présenté comme un savant « à la Kapica » par Ol'ga Marčuk, qui y voit « un savant de l'ancien type avec des connaissances encyclopédiques » : O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen…*, *op. cit.*, p. 117.
[1429] Proche d'Igor' Kurčatov, avec qui il a travaillé depuis 1943 au programme nucléaire soviétique, Isak Kikoin (1908-1984), académicien depuis 1953, est aussi lauréat de quatre prix Staline (1942, 1949, 1951, 1953) et d'un prix Lénine (1959).

Kolmogorov, mais aussi Petrovskij et Sobolëv dans la « communauté » des savants atomistes à l'époque, groupe qui comprend, entre autres, Kikoin et tous les grands noms du « projet atomique soviétique »[1430]. Il est évident que ces scientifiques éminents ont reçu un soutien au niveau ministériel, voire au-dessus, pour mener à bien leurs projets : en revanche, il n'existe pas de trace, au *Minpros RSFSR*, d'une initiative venue d'en haut, par la voie administrative. Le schéma de la prise de décision qui aboutit à la mise en place des écoles-internats en sciences est donc inverse de celui qui a présidé à la réforme de 1958, lorsque Khrouchtchev avait proposé l'idée d'écoles spéciales « pour enfants doués ». Une preuve supplémentaire de l'autonomie relative des « savants » dans ce processus est l'implication minimale du ministère de l'Enseignement supérieur et secondaire spécial (désormais : MVSSO) de la RSFSR, à présent séparé du ministère de toute l'Union : le 27 juin 1963, la principale remarque du ministre Vsevolod Stoletov adressée au CC du PCUS concernant le décret en préparation porte sur la nécessité d'exempter des droits de scolarité, comme dans les autres écoles-internats du pays, les parents d'élèves « à bas revenus »[1431].

Justement, la question reste posée de l'accès des différentes catégories de la population à ce type d'enseignement ouvertement sélectif et élitiste. Au même moment, les sociologues soviétiques s'interrogent sur les différences de perspectives professionnelles entre les groupes sociaux, alors qu'une partie de la nomenklatura profite des dérogations prévues par la loi de 1958 pour tenter de conserver ses avantages dans l'accès aux études secondaires et supérieures.

B. Des écoles pour enfants « doués » ou « privilégiés » ? les inégalités toujours sensibles

Alors qu'à l'automne 1958 une coalition hétéroclite, regroupant des hauts responsables du Parti et des scientifiques, avait bloqué la création d'écoles spéciales « pour enfants doués », celles-ci sont donc devenues, à l'été 1963, une réalité officiellement admise et encouragée. Le danger dénoncé par les opposants à cette mesure, lors de la « discussion générale », avait-il disparu cinq ans plus tard ? L'étude du discours de quelques acteurs, mais aussi des données statistiques publiées à l'époque, montre que l'appellation « école spéciale » regroupe alors des situations très distinctes.

Il convient de traiter à part le cas des écoles secondaires spécialisées en langues étrangères (anglais, allemand, français ou espagnol), qui existent depuis les premières années d'après-guerre à Moscou et Leningrad, à l'instigation du commissaire du Peuple à l'instruction des années 1940-1946, Vladimir Potëmkin[1432]. Ces établissements accueillent plutôt les enfants privilégiés ou « pistonnés (*blatnye*) » des responsables du parti et de l'État[1433]. Le 27 mai 1961, un décret du Conseil des ministres d'URSS prévoit la création de 700 établissements de ce type dans les cinq années à venir. Même si ce chiffre ne fut pas atteint, puisqu'on comptait à peine 600 écoles secondaires « de langue » dans tout le pays en 1970, leur développement confirme le changement de climat constaté au sommet, concernant

[1430] V.P. VIZGIN, « Ponâtie âdernogo soobŝestva – klûč k ponimaniû sociokul'turnyh osobennostej sovetskogo atomnogo proekta », dans *IIET RAN. Godičnaâ naučnaâ konferenciâ. 2004*, Moscou, Dipol'-T, 2004, p. 326-328

[1431] GARF, A-605 (MVSSO RSFSR)/1 (Chancellerie)/1620, p. 166. Stoletov recommandait également de créer une école de ce type auprès de l'université de Gorki, mais pas de celle de Sverdlovsk, où la « base scientifique » était insuffisante selon lui.

[1432] Voir *supra*, chapitre 1, III) A.

[1433] Selon le terme employé par l'ancienne secrétaire du Komsomol, et ancienne vice-ministre de l'Instruction de RSFSR Lûbov' Balâsnaâ. Entretien du 9 février 2004, Moscou.

l'idée même de spécialisation de l'enseignement[1434]. La sélection très stricte qui devait y être instaurée visait à répondre aux défauts de l'enseignement en langues étrangères, dénoncés à maintes reprises depuis le milieu des années 1950, en particulier lors des débats de1958. Mais cette entorse au principe de l'école unique, au nom de l'amélioration, sur le plan linguistique, de la formation des cadres hautement qualifiés, répondait également, de toute évidence, à une aspiration forte dans les élites urbaines. D'après la sociologue Galina Čeredničenko, le recrutement de ces écoles resta orienté vers les couches privilégiées de la société soviétique, à savoir les dirigeants ou membres de la « *nomenklatura* » au sens large, mais aussi « l'intelligentsia »[1435]. D'une part, ces écoles assuraient une formation intensive en langues, et multipliaient donc les chances d'entrer ensuite dans un VUZ linguistique ou diplomatique ; d'autre part, les élèves y étaient exemptés du travail dans la production, à la différence de leurs camarades des établissements normaux. Ces deux facteurs expliquent probablement leur succès au cours des années 1960, même si elles ne concernent, en termes d'effectifs, qu'1% à peine des élèves du secondaire au milieu de la décennie suivante[1436].

Les écoles spéciales en arts et en musique, dont certaines existaient depuis l'époque tsariste, connurent elles aussi un développement important au cours des années 1960 : dès l'automne 1958, le journal satirique *Krokodil* notait avec ironie la multiplication des vocations de musiciens et d'artistes dans les grandes villes[1437]. John Dunstan confirme que leur nombre augmenta significativement entre la fin des années 1950 et celle des années 1960 : on comptait alors 18 écoles de ballet, une cinquantaine d'écoles d'arts plastiques, et une trentaine d'écoles de musique (à ne pas confondre avec les conservatoires) pour toute l'URSS[1438]. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur la composition sociale des effectifs de ces établissements à part, même si, comme le suggère le sociologue britannique, « toute généralisation est impossible ». En 1966, la directrice de l'institut pédagogique des langues étrangères de Moscou, Maria Borodulina, s'inquiéta dans la *Pravda* du fait que certaines écoles spéciales commençaient à ressembler aux *gimnazii* (lycées) de l'Ancien régime, par leur recrutement limité aux enfants de familles aisées[1439]. Mais cet appel resta relativement isolé, même si d'autres indices témoignaient du caractère prestigieux de ces établissements, et de la « compétition des parents », suivant l'expression employée en 1958, qui existait autour d'eux. Ainsi se perpétuait, sous des formes nouvelles, l'inégalité entre les écoles des centres-villes et celles des quartiers périphériques, et plus largement entre les villes et les campagnes.

Lors des réunions de septembre organisées par les *Otdely nauki* du CC du PCUS, peu d'intervenants avaient osé évoquer en détails la question de la démocratisation de l'enseignement. Seul Zelenko avait cité des chiffres précis sur le niveau social des parents d'élèves d'une école d'un quartier périphérique de Moscou, en les comparant à ceux d'un établissement d'apprentissage professionnel[1440]. Cet exemple pourtant très parlant n'avait pas suscité de réaction de la part de ses collègues, plus occupés à saper ses propres propositions radicales pour le secondaire. Au début des années 1960, ces inégalités n'apparaissent toujours pas dans les statistiques officielles, dont le caractère général dissimule les disparités régionales et locales, ni dans les rapports internes de la CSU ; mais elles sont confirmées par plusieurs témoignages convergents. Ainsi, en 1960, un projet de fusion entre l'institut

[1434] Mervyn MATTHEWS, *Education…*, *op. cit.*, p. 28.
[1435] TCHEREDNITCHENKO Galina, « Les écoles des élites en Russie : leurs transformations et le devenir des élèves », *Social science information*, 1995, vol. 34, n°3, p. 471-490 ; p. 471-475.
[1436] John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 97.
[1437] Cité par Benard FÉRON, *L'URSS sans idole*, Paris, Casterman, 1966, p. 123. Au même moment, *Krokodil* tournait en dérision le projet d'écoles spéciales pour « enfants doués » en sciences : voir *supra*, chapitre 6.
[1438] John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 61.
[1439] « La soif de connaître les langues », *Pravda*, 26 octobre 1966.
[1440] RGANI, 5/35 (Département de la science, des VUZ et des écoles)/94, p. 123. Pour le détail, voir *supra*, chapitre 2.

pédagogique d'État « Lénine » de Moscou (MGPI) et l'Institut pédagogique « Potemkine » de la ville de Moscou (MPI) est reporté, suite à la protestation écrite d'un groupe d'enseignants du second, au nom de la différence de niveau entre les établissements. Dans leur lettre à Khrouchtchev, tout en lui rappelant qu'il avait lui-même pris l'initiative, près de trente ans auparavant, de la création du MPI, les professeurs et *docenty* concernés soulignent que la formation d'enseignants pour la capitale s'opère suivant des cursus spécifiques, ce qui rend « impossible » la fusion avec le MGPI, où sont formés des enseignants pour les écoles de la « périphérie », c'est-à-dire de province[1441]. L'inégalité structurelle entre Moscou (et Leningrad), et le reste du pays, signalée par Thomas Ewing pour les années 1930, reste donc toujours en vigueur au début des années 1960 : les enseignants du secondaire de la capitale ont une formation plus spécialisée, donc une plus grande maîtrise de leur discipline[1442]. Les professeurs appellent ainsi au maintien d'une institution unique, prestigieuse, irremplaçable :

> Il suffit de rappeler le fait que… [par décret du Conseil des Ministres d'URSS] a été confiée à seulement trois VUZ pédagogiques la possibilité de soutenir des thèses de doctorat (*doktorantskaâ dissertaciâ*), MGPI, LGPI et notre MPI. […] L'institut a fourni des cadres enseignants pour les écoles de Moscou : actuellement plus de la moitié des cadres enseignants de Moscou sont des diplômés de cet institut. […] Il a toujours répondu aux demandes de Moscou…[1443]

Le 7 juin, Nikolaj Kaz'min, chef de l'*Otdel nauki RSFSR*, indique que « les remarques émises par les professeurs méritent une attention sérieuse » ; le ministère de l'Enseignement supérieur de RSFSR transmet cet avis à son gouvernement[1444]. Les hauts responsables de la république ne paraissent pas soucieux de réduire l'écart entre la capitale et la « périphérie », du point de vue scolaire en tout cas.

Au même moment, les sociologues soviétiques, alors en plein renouveau disciplinaire, s'intéressent aux disparités existant entre villes et campagnes, quant à l'accès à l'enseignement supérieur et aux ambitions professionnelles : il faut mentionner ici les travaux de l'équipe de Vladimir Šubkin, basée à Novossibirsk[1445]. Ce chercheur installé à l'*Akademgorodok* lance en 1962 un projet de recherche destiné à étudier le destin des jeunes à la fin du secondaire : sont ainsi collectées des données sur un territoire comprenant Novossibirsk et sa région[1446]. D'après les premiers résultats, publiés en 1964-1965, les élèves achevant leur scolarité décennale en ville ont presque deux fois plus de chances d'entrer en VUZ que ceux qui le font à la campagne ; par ailleurs, les aspirations des écoliers à faire des études supérieures, et donc à entrer dans « l'intelligentsia », sont plus faibles chez les enfants de kolkhoziens que chez ceux des ouvriers, et *a fortiori* de « l'intelligentsia »[1447]. Les chercheurs occidentaux rendent compte de ces travaux pionniers au fur et à mesure de leur publication : ainsi de Janina Markiewicz-Lagneau dans la seconde moitié des années 1960, puis de Mervyn Matthews et de Murray Yanowitch dans la décennie suivante[1448]. A leurs

[1441] GARF, A-605/1/361, p. 63.
[1442] Thomas E. EWING, *The Teachers of Stalinism. Policy, Practice, and Power in Soviet Schools of the 1930s*, New York, Peter Lang, 2002, p. 161.
[1443] GARF, A-605/1/361, p. 63.
[1444] *Ibid.*, p. 62. Note du 15 juin 1960.
[1445] Voir Martine MESPOULET, « La « renaissance » de la sociologie en URSS (1958-1972). Une voie étroite entre matérialisme historique et « recherches sociologiques concrètes ». », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2007, n° 16, p. 57-86.
[1446] Pour une vue d'ensemble de ce programme de recherche, qui s'acheva en 1998, voir David KONSTANTINOVSKIJ, « L'égalité en Russie : mythes et réalités », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2000, vol. 31, n°3, p. 69-97.
[1447] Cité par Mervyn MATTHEWS, *Class and Society in Soviet Russia*, Londres, Allen Lane, 1972, p. 263.
[1448] Mervyn MATTHEWS, *Class and Society in Soviet Russia*, Londres, Allen Lane, 1972 et Murray YANOWITCH, *Social and Economic Inequality in the Soviet Union. Six studies*, White Plains, New York, M.E.

travaux il convient d'ajouter l'ouvrage d'Evelina Karlovna Vasil'eva, consacré à la jeunesse de Leningrad, publié en URSS en 1973 et traduit en anglais deux ans plus tard[1449].

Les écarts socioprofessionnels sont perceptibles à travers les résultats d'une autre étude réalisée dans l'*oblast'* de Gorki en 1964, intitulée d'une façon qui peut paraître rétrospectivement ironique « La classe ouvrière et le progrès technique »[1450]. D'après cette enquête, les enfants de cadres supérieurs ont presque deux fois plus de chances de parvenir au bout du secondaire que ceux des « travailleurs qualifiés », catégorie vague comprenant à la fois les techniciens, les ouvriers d'industrie et les employés (voir le tableau suivant).

Origine sociale des élèves de 4e et 10/11e d'école générale dans l'*oblast'* de Gorki, 1964[1451]

Profession du père	Proportion d'enfants (en %) suivant les classes	
	4e	10 – 11e
Spécialiste (cadre)	25,8	42,8
Travailleur qualifié	43,6	23,1
Travailleur non qualifié	6,6	1,5
Retraité ou invalide	4,6	7,9
Père absent	13,4	16,6

Parallèlement se renouvelle, au début des années 1960, la réflexion sur le choix d'une profession par les écoliers : un véritable débat public voit le jour, alimenté par des études de sociologie et de psychologie, certaines étant aussi réalisées par l'APN[1452]. Une d'entre elles, publiée dans la presse au milieu des années 1960, porte sur des écoliers de Nijni Tagil, ville moyenne de l'Oural devenue célèbre à partir des années 1930 pour sa production industrielle, en particulier de wagons de chemins de fer, puis de tanks de combat, dont les célèbres T-34 qui jouèrent un rôle décisif dans la Grande guerre patriotique de 1941-1945. Elle montre que 55% des garçons et 78% des filles dont les parents appartiennent à « l'intelligentsia », c'est-à-dire, dans le vocabulaire de l'époque, occupent un emploi intellectuel ou créatif, souhaitenant poursuivre des études secondaires complètes après la 8ème classe (équivalent de la 3ème ou dernière classe du collège d'enseignement général en France), alors qu'ils ne sont respectivement que 28% et 48% des enfants d'ouvriers[1453]. Notons le différentiel sexué, également fort pour le choix d'un enseignement secondaire technique, auquel aspire 41% des garçons issus de l'intellientsia, mais seulement 13% des filles – alors que les chiffres sont sensiblement identiques chez les employés et les ouvriers (de 31 à 36%)[1454]. Quelques mois plus tôt, Šubkin avait publié dans la revue *Voprosy filosofii* des résultats similaires pour la région de Novossibirsk : 71% des enfants de l'intelligentsia voulaient suivre la voie tracée par leurs parents, alors qu'ils n'étaient que 25% à souhaiter

Sharpe, 1971.

[1449] Evelina Karlovna VASIL'EVA, *The Young People of Leningrad. School and work options and attitudes*, White Plains, New York, International Arts and Science Press, 1975.

[1450] G.V. Osipov, *Rabočij klass i tehničeskij progress*, Moscou, Nauka, 1965.

[1451] *Ibid.*, p. 127 ; cité dans Mervyn MATTHEWS, *Class and Society…*, *op. cit.*, p. 265. Il manque 6 et 8%, respectivement, dans la source.

[1452] Voir Georges SOKOLOFF, « Travail, Jeunesse, Profession », *L'URSS. Droit, Economie, Sociologie, Politique, Culture*, tome I, Paris, Sirey, 1962, p. 341-369.

[1453] *Molodoj kommunist*, n°6, 1966, p. 54 ; cité dans Mervyn MATTHEWS, *Class and Society…*, *op. cit.*, p. 264.

[1454] *Ibidem.*

devenir ouvriers, et 1% agriculteurs… les chiffres étant respectivement de 36%, 56% et 4% chez les enfants d'employés (transports et commerce surtout), mais de 60%, 35% et 0% chez les ouvriers de l'industrie et du bâtiment (catégorie mieux payée, donc socialement supérieure à la précédente).[1455] Quelques années plus tard, même dans une très grande ville comme Leningrad (la deuxième du pays, considérée comme « seconde capitale » par une partie de ses habitants), on trouve un fort écart dans l'achèvement d'une scolarité secondaire complète entre les jeunes dont les parents ont une formation supérieure (77 à 89%, suivant leurs résultats), et les enfant d'ouvriers qualifiés (38 à 69%), et non-qualifiés (19 à 41%)[1456]. L'environnement familial reste donc un facteur déterminant dans la poursuite des études.

Voilà qui contredit indirectement le mythe d'une formation d'élite ouverte à tous, recrutant dans toutes les catégories sociales, revendiqué par les « écoles spéciales ». Certes, les fondateurs des écoles-internats de physique et de mathématiques insistent sur l'extension du recrutement des futurs savants à des catégories jusque-là à l'écart des circuits permettant la poursuite d'études supérieures. On retrouve ici un leitmotiv déjà présent chez plusieurs savants lors des réunions de septembre 1958[1457]. D'après Aleksandr Abramov,

> En fondant l'école de physique et mathématiques, A.N. Kolmogorov partait du principe que de telles écoles-internats étaient indispensables aux jeunes vivant hors des centres universitaires ; il estimait que les grandes villes avaient leurs propres possibilités pour assurer le développement complet des élèves capables. Pour cette même raison, il fut établi qu'on admettrait obligatoirement à l'internat, en priorité, les jeunes des campagnes et des petites villes (à la seule exception des vainqueurs des olympiades de toute l'Union). Cette règle fut rigoureusement observée. Les multiples tentatives d'obtenir une dérogation, entreprises par des gens très influents, se souciant des jeunes de leurs familles, furent sans succès.[1458]

La sévérité de ces règles rejoint, dans l'esprit, la démarche de Lavrent'ev à Novossibirsk : soucieux de trouver des cadres pour sa Cité académique, ce dernier considère les vastes espaces sibériens qui l'entourent comme un vivier potentiel de jeunes talents, qu'il veut drainer vers la *fizmatškola*. Selon lui, c'est pour garantir aux jeunes de la « périphérie » la possibilité d'y accéder qu'il faut adopter cette forme d'institution[1459]. Quant à l'école-internat ouverte auprès de l'université de Leningrad quelques mois plus tard, elle se veut elle aussi tournée vers un public différent de celui des quartiers urbains centraux. En octobre 1965, lors d'une réunion des secrétaires de Komsomol des universités du pays, le représentant de LGU souligne qu'elle sélectionne ses candidats dans toute la région environnante :

> ...ce sont nos étudiants qui choisissent les élèves. Ils vont dans toute la région du Nord-Ouest et sélectionnent les jeunes doués en mathématiques pour les envoyer dans cette école spéciale. Nous ne prenons pas des Léningradois, mais justement des gens d'ailleurs. Nous avons des statistiques et nous savons que la majorité des étudiants [de LGU] vient de la catégorie des employés. La composition sociale laisse donc à désirer, et ici il nous faut sérieusement réfléchir. C'est pourquoi les organisateurs ont adopté une bonne politique : ils choisissent les jeunes dans les petites villes et les villages.[1460]

[1455] *Voprosy filosofii*, n°8, 1964, p. 24. Cité dans Mervyn MATTHEWS, *Class and Society…*, *op. cit.*, p. 263.

[1456] Evelina Karlovna VASIL'EVA, *The Young People of Leningrad, op. cit.*, p. 50. Dans un autre tableau, l'auteur indique que seuls 3% des enfants de l'intelligentsia suivent une formation professionnelle quelle qu'elle soit, contre 50% des enfants d'ouvriers non qualifies :*ibid.*, p. 51

[1457] Voir *supra*, chapitre 6, III, C.

[1458] A.M. ABRAMOV, « O pedagogičeskom nasledii… », article cité, p. 112.

[1459] « Kadry – bol'šoj nauke », *Izvestia*, 17 novembre 1962.

On peut toutefois mettre en doute la parole de l'orateur, y compris lorsqu'il présente la *fizmatškola* comme le produit d'une initiative du Komsomol[1461].

En effet, le recrutement réel ne correspond pas aux objectifs généreux affichés au départ : d'après les données recueillies par John Dunstan, le groupe très limité des enfants scolarisés dans les trois écoles spéciales scientifiques de RSFSR (un élève de 8e-10e sur 4 000 en 1968) est composé en majeure partie de jeunes citadins : respectivement 85 et 80% à Moscou et Novossibirsk, en 1965 (mais la proportion des ruraux était en hausse)[1462]. En janvier 1968, le collège du *Minpros RSFSR* regrette dans son organe officiel la faible représentation des enfants d'ouvriers et de kolkhoziens en leur sein[1463]. Ici, il faut distinguer entre les situations locales : à l'*Akademgorodok*, confronté à une pénurie de cadres criante, surtout dans ses premières années d'existence, les commissions d'admission sont apparemment moins regardantes quant aux critères sociaux et géographiques de sélection[1464]. On peut citer le témoignage d'Ol'ga Marčuk, dont le mari Gurij est alors directeur du centre de calcul de l'institut de mathématiques de SO AN SSSR, avant de poursuivre une brillante carrière scientifique et politique :

> Nos trois fils passèrent tous par l'école de physique et mathématiques. A l'école générale (plus précisément, à l'école anglaise) [où ils étaient scolarisés jusque-là], ils étudiaient assez bien, mais pas de façon excellente – paresseusement. En prenant part aux olympiades de physique et de mathématiques, ils commencèrent déjà à exploiter toutes leurs forces. Mais quand ils passèrent le concours et entrèrent à l'école de physique et mathématiques, alors il fallut les soutenir dans leurs études.[1465]

Il n'est pas surprenant que dans cette petite communauté spécifique qu'est le monde d'*Akademgorodok*, les enfants des savants, bénéficiant de conditions privilégiées dans leurs études, soient particulièrement bien représentés dans les effectifs de la *fizmatškola* de Lavrent'ev. C'est peut-être pour masquer cette réalité que ce dernier, inlassablement, fait au cours des années 1960 et 1970 la promotion de la méritocratie soviétique, offrant à tous les mêmes chances d'accès aux études et à la carrière scientifique[1466]. Kolmogorov, lui aussi, s'avère un défenseur zélé de la cause des « écoles spéciales » : lorsque Kapica, dans un discours prononcé en septembre 1970, les juge insuffisamment démocratiques, il répond aussitôt qu'elles sont au contraire le lieu d'une méritocratie authentique, par-delà les disparités sociales[1467]. Une étude publiée en URSS, un an plus tard, semble donner raison au probabiliste de MGU : selon elle, en 1966, les enfants d'ouvriers avaient autant de chances d'entrer à la faculté de mathématiques de l'université de Novossibirsk que ceux issus de

---

[1460] RGASPI-M, 1 (Komsomol d'URSS)/5 (Réunions au CC du VLKSM)/1095, p. 71. Sténogramme de la réunion des secrétaires du Komsomol des universités, 5 octobre 1965.

[1461] L'idée que le Komsomol est à l'origine du développement des « écoles spéciales » en sciences est un leitmotiv repris par plusieurs responsables, y compris l'ancienne vice-ministre de l'Instruction de RSFSR Lûbov' Balâsnaâ : entretien du 9 février 2004, Moscou.

[1462] John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 124-126. Voir aussi la remarque du ministre de l'Enseignement supérieur et secondaire spécial Stoletov, citée *supra*, A.

[1463] *Učitel'skaâ gazeta*, 27 janvier 1968.

[1464] Sur cette question, voir : N.A. KUPERŠTOH, *Kadry akademičeskoj nauki Sibiri (seredina 1950-h – 1960-e gg.)*, Novosibirsk, Sibirskoe Otdelenie RAN, 1999, en particulier le chapitre 2, « Formirovanie naučnyh kollektivov SO AN SSSR », p. 34-78.

[1465] O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen…*, *op. cit.*, p. 103.

[1466] Le fonds de Mihail Lavrent'ev (n°1804) aux archives de l'Académie des sciences de Russie à Moscou, renferme un grand nombre de coupures de presses et de documents consacrés à cette question ; voir par exemple la traduction d'un de ses articles parue en français dans la revue *Perspectives*, volume 5, n°2, en 1975.

[1467] Leur correspondance à ce sujet sera publiée, deux ans plus tard, dans la revue *Voprosy Filozofii*, n°9, 1972. Cette revue avait publié le discours de Kapica, quelques mois plus tôt. Voir les notices biographiques, en annexe.

« l'intelligentsia » (82 et 84%), s'ils étaient passés par la *fizmatškola*, alors qu'ils en avaient deux fois moins, proportionnellement, à partir des écoles classiques (13 et 30%)[1468]. Mais aucune enquête ne paraît avoir été réalisée sur une plus longue période.

Ainsi, les écoles de physique et mathématiques créées en 1963 ne sont pas tant, dans le cas de Moscou et de Leningrad en tout cas, des instruments de reproduction sociale, que des tentatives de réalisation d'un idéal éducatif partagé par une communauté de chercheurs, distinct de celui qu'impose l'idéologie régnante. Avec le temps, l'écart grandit entre le projet pédagogique des fondateurs et la réalité sociologique qu'ils façonnent, mais les principes scientistes et différentialistes restent intacts.

C. L'idéal scolaire des savants : sous le signe de la science

Si les scientifiques mettent en avant le caractère « démocratique » du recrutement de leurs écoles, ils insistent d'abord sur le besoin pour eux de familiariser précocement une partie des élèves avec les dernières avancées de la science, un argument déjà rencontré lors des débats de 1958. Quelles formes cette injonction prend-elle dans leurs établissements ?

L'une des justifications indirectes de la création des *fizmatškoly* est la baisse supposée du niveau de l'instruction secondaire, déjà soulignée par certains participants à la « discussion générale », surtout parmi les professeurs du supérieur. Ce thème est récurrent chez les scientifiques et les responsables du supérieur, au point d'être évoqué par le président de l'APN lui-même, lors d'une réunion solennelle organisée au Kremlin en juillet 1961 :

> Dans les disciplines mathématiques, à côté de bonnes connaissances, nous observons, avec certains indicateurs, une baisse du niveau pour tout un ensemble d'élèves.[1469]

Lors d'une réunion organisée au département de l'Instruction publique de l'*oblast'* de Gorki, trois ans après le lancement de la loi, une responsable évoque également le problème :

> …il me semble que les connaissances des élèves sont devenues nettement plus faibles en mathématiques, que chez ceux que nous formions il y a de cela quelques années. On peut en juger d'après les résultats des examens d'entrée en VUZ.[1470]

C'est dans ces conditions que survient le revirement d'un Lavrent'ev, lequel défend ouvertement, en août 1963, la nécessité de travailler à la mise en valeur des jeunes talents dans les sciences[1471]. Concrètement, l'organisation de la scolarité dans les écoles-internats de Novossibirsk et de MGU témoigne de cet objectif. Dans les deux cas, les fondateurs choisissent personnellement les enseignants, et invitent leurs collaborateurs, collègues et étudiants déjà avancés à y prodiguer des cours dans leurs spécialités. Témoins et acteurs soulignent la particularité de ces écoles, dont le fonctionnement était calqué sur celui des

[1468] V.N. TURČENKO, *Naučno-tehničeskaâ revolûciâ i revolûciâ v obrazovanii*, Moscou, Politizdat, 1973, p. 109. Cité par John DUNSTAN, *Paths to Excellence...*, *op. cit.*, p. 134.
[1469] *Vsesoûznoe sovešanie rabotnikov vysšej školy v Kremle*, Moscou, Vyssšaâ škola, 1961, p. 126.
[1470] GANO, 2732 (Département de l'instruction publique du Conseil des députés et des travailleurs de l'*oblast'* de Gorki) /11/119, p. 11. Sténogramme de la réunion du 3 juillet 1962 « Sur l'exécution dans l'*oblast'* de Gorki de la Loi sur le renforcement du lien de l'école avec la vie et sur le développement futur du système d'enseignement ».
[1471] « Priglašenie v nauku » (« L'invitation à la science »), *Komsomol'skaâ pravda*, 17 août 1963.

facultés universitaires où travaillaient leurs administrateurs. Ainsi Lâpunov dirige-t-il le conseil scientifique de la *fizmatškola* de Novossibirsk en invitant des enseignants de l'université récemment fondée, ainsi que des chercheurs des instituts environnants, qualifiés par Ol'ga Marčuk d'« enthousiastes », car ils étaient payés un rouble la leçon, une somme dérisoire[1472]. Il est difficile de savoir dans quelle mesure le degré d'adhésion de ces scientifiques au projet scolaire de Lavrent'ev et Lâpunov n'était pas aussi lié à leurs positions de pouvoir dans la communauté socioprofessionnelle d'*Akademgorodok* :

> Les élèves de l'école étaient talentueux, mais difficiles. Si on avait placé au poste de directeur quelqu'un venu d'une école générale classique, accordant la préférence aux gens moyens mais obéissants, il les aurait rapidement tous exclus comme délinquants. C'est pourquoi [Lavrent'ev] mit à ce poste ses propres jeunes collaborateurs enthousiastes.

A Moscou, ce sont aussi des chercheurs de haut niveau qui participent à l'instruction. En mathématiques, Andrej Kolmogorov suit de près le fonctionnement de « son » internat. En été, lui et son ami Pavel Aleksandrov font cours aux jeunes recrues, avant de leur envoyer leurs meilleurs étudiants[1473]. Le niveau de qualification des enseignants est donc exceptionnel, comme le rappelle l'hymne de l'école, composé par un de ses élèves, le futur chanteur Ûlij Kim, en 1966 : « Ici, la densité de l'élément savant est très élevée : un doctorant et un demi-*docent* par pourcentage d'élève »[1474]. L'objectif est d'établir une proximité et une familiarité très grandes entre les écoliers et leurs maîtres, chercheurs de renom. Certains trouvent ainsi, dès la fin du secondaire, leur futur directeur de recherche à l'université ; en effet, c'est bien l'entrée dans le supérieur qui est, plus que la gloire et le prestige du succès aux olympiades et autres compétitions internationales, le but principal de Kolmogorov et de son équipe. La plupart des élèves de la *fizmatškola* de MGU réussissent ensuite les concours d'entrée en VUZ, beaucoup étant admis à la faculté de mécanique et mathématiques de MGU[1475]. La situation est encore plus avantageuse pour les élèves ayant achevé leur scolarité dans la *fizmatškola* de Novossibirsk : avec 7 à 8 heures de mathématiques, et 5 à 7 heures de physique par semaine, ils n'ont aucune difficulté à réussir les examens d'entrée à l'université de la ville – même si, en 1965, plusieurs d'entre eux en furent exclus pour échec aux examens[1476].

A côté de cet enseignement d'exception, les savants cherchent parallèlement à corriger certains défauts du système d'enseignement général. S'ils se montrent particulièrement actifs à partir de l'abandon partiel de la polytechnisation du secondaire, certains, tels Petrovskij, se prononcent pour une collaboration accrue entre les VUZ et l'enseignement secondaire, notamment par le biais de la formation continue des enseignants[1477]. Aleksandr Abramov souligne que Kolmogorov s'est intéressé dès la fin des années 1950 à l'instruction différenciée ; comme on l'a vu, Lavrent'ev et lui expriment publiquement leur soutien au développement de cette direction nouvelle de la pédagogie soviétique. Le 25 juin 1964, lors d'une réunion organisée au *Minpros RSFSR* pour discuter de l'opportunité de cette mesure, qui constitue, on l'a vu, une contre-réforme par rapport à la polytechnisation du secondaire, le chef de file des probabilistes soviétiques affirme :

[1472] O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen…*, *op. cit.*, p. 100.
[1473] A.M. ABRAMOV, « O pedagogičeskom nasledii… », article cité, p. 105-107.
[1474] « *Zdes' učenogo èlementa plotnost' očen' velika: aspirant i poldocenta na procent učenika*. ». Cité par *Ibid.*, p. 110.
[1475] John DUNSTAN, *Paths to Excellence…*, *op. cit.*, p. 131.
[1476] *Ibid.*, p. 133.
[1477] I.G. PETROVSKIJ, « Sokrovišnica – ne sklad », *Moskovskij universitet*, 9 décembre 1963, article cité.

> …il faut tenir compte des penchants des élèves. […] Pour ceux qui souhaitent se consacrer à un travail dans le domaine des sciences physiques et mathématiques, ou devenir ingénieurs, il est indispensable de développer, à côté des écoles-internats de physique et de mathématiques, un large réseau d'écoles du type des écoles secondaires générales avec instruction à la production, où existerait une spécialité de calculateurs-programmistes. Il serait pertinent de scolariser 10 à 15% de tous les élèves des dernières classes du secondaire dans de tels établissements.[1478]

Par la suite, avec la préparation du décret sur la différenciation de 1966, Kolmogorov s'intéresse à l'introduction de cours optionnels dans les écoles générales, « une forme plus démocratique et plus simple à réaliser que la spécialisation des classes, qui nécessite un grand nombre d'enseignants qualifiés » : il participe personnellement à l'élaboration de leurs contenus[1479]. Après la démission forcée de Khrouchtchev, la refonte des programmes du secondaire franchit une nouvelle étape avec la création d'une commission spéciale de l'Académie des sciences pédagogiques et de l'Académie des sciences d'URSS, sous la direction d'Aleksej Markuševič, alors vice-président de l'APN[1480]. De nombreux acteurs des débats publics et internes de 1958 – Kolmogorov, Zel'dovič, Leontovič, Sobolëv et A. Aleksandrov, entre autres, mais aussi l'historienne Nečkina – confirment ainsi leur intérêt pour la réorganisation de l'enseignement secondaire[1481]. Kolmogorov prend la tête de la section des mathématiques, et Kikoin, de la physique : c'est le début de l'épopée de la réforme dite « de Kolmogorov », qui aboutit à un début d'application, puis à un retrait, au cours des années 1970[1482]. Il est intéressant de remarquer qu'à chaque étape de l'élaboration des nouveaux programmes, une discussion donne lieu à la publication des projets et des objections en présence, en particulier par la revue spécialisée *Matematika v škole* (*Les mathématiques à l'école*)[1483]. Ce mode opératoire illustre l'idéal de la discussion comme base d'élaboration d'une solution juste et vraie par les scientifiques, qui s'était manifesté ponctuellement dans les discussions des années 1950,au *Minpros* RSFSR, au MVO SSSR, à l'APN ou encore à l'*Otdel nauki*.

Ainsi, la seconde partie des années 1960 est marquée par le succès des scientifiques en matière de refondation du secondaire : celle-ci occulte la variante officielle légitime, celle de la loi de 1958, qui n'est plus qu'un vague souvenir surtout après le décret de 1964 qui met fin au rêve khrouchtchévien d'une scolarité finale entièrement « sans rupture avec la production ». Mais cette vision d'ensemble dissimule des différences très importantes, à plusieurs niveaux et à plusieurs échelles géographiques : les inégalités scolaires restent fortes.

D. Bilan à la fin des années 1960 : un système scolaire éclaté

[1478] *Ibid.*, p. 113. Ce texte parut à l'époque dans la revue *Matematika v škole*, n°6, 1964, p. 90-91.
[1479] *Ibid.*, p. 118.
[1480] Pour une présentation générale de cette commission et des conceptions d'Aleksej Markuševič, voir Aleksandr ABRAMOV, « K programme obnovleniâ soderžaniâ obŝego srednego obrazovaniâ », *Pervoe Sentâbrâ*, n°51, 2000.
[1481] Kolmogorov fut lui-même élu académicien de l'APN en 1966 : voir les notices biographiques en annexe.
[1482] Voir Svetlana PETROVA, « La réforme de Kolmogorov de l'enseignement des mathématiques en Union soviétique », dans BELHOSTE Bruno, GISPERT Hélène, HULIN Nicole, *Les sciences au lycée. Un siècle de réformes des mathématiques et de la physique en France et à l'étranger*, Paris, Vuibert, INRP, 1996, p. 311-318. Je remercie Hélène Gispert de m'avoir communiqué cet article.
[1483] A.M. ABRAMOV, « O pedagogičeskom nasledii… », article cité, p. 115-116.

Le système d'enseignement secondaire en RSFSR dans la seconde partie des années 1960 est peu homogène. D'un côté, une masse d'élèves qui, après avoir connu des formes variées d'instruction à la production, y compris un apprentissage « sur le tas » réduit, le plus souvent, à l'observation du travail à l'usine ou au kolkhoze, ou à l'exécution de tâches rudimentaires, se voit confrontée à la réalité d'un concours d'entrée de plus en plus difficile, pour le supérieur. De l'autre, une minorité qui bénéficie d'expérimentations et de formes d'instruction qui lui donnent plus de chances d'entrer en VUZ et d'obtenir un emploi de col blanc, aspiration de plus en plus répandue dans la population. Les enfants des familles aisées habitant les quartiers urbains centraux, qu'elles soient membres de la nomenklatura ou de l'intelligentsia scientifique et universitaire, ont les meilleures chances de réussite dans leur scolarité. Parallèlement, un courant pédagogique informel s'affirme, bénéficiant d'une visibilité nouvelle en ces années de transition entre le « Dégel » khrouchtchévien inachevé, et la « stagnation » à venir.

La différenciation, adoptée officiellement à l'échelle du pays par le décret de mars 1966, n'en est encore qu'à ses débuts : en février 1968, le ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR, Mihail Kašin, annonce dans l'organe officiel de l'APN que la république compte environ 200 écoles offrant des cours à options dans les matières théoriques, avec une écrasante majorité des mathématiques et de l'informatique (voir le tableau suivant).

Répartition des écoles avec cours théoriques optionnels en RSFSR en 1967/1968[1484]

Disciplines concernées	Nombre d'écoles
Mathématiques et informatique	98
Physique et radiotechnique	40
Chimie et technologie chimique	41
Autres matières	Plus de 21

La même source précise que 72% des établissements de ce type se trouvent à Moscou : c'est dire l'avantage dont continuent de bénéficier les élèves de la capitale, du moins ceux qui ont accès à cet enseignement différencié. Avec les écoles « spéciales », elles aussi concentrées dans les grandes villes et particulièrement à Moscou et Leningrad, c'est une infime minorité d'élèves qui échappe au système général de l'école « avec instruction à la production », cette dernière ayant pourtant été singulièrement réduite depuis la rentrée 1965/1966. Enfin, outre les trois écoles-internats spécialisées en physique et en mathématiques (Novossibirsk, Moscou et Leningrad), les écoles-internats classiques, dont l'orientation concerne plutôt l'instruction à la production et l'apprentissage professionnel, scolarisent au début de l'année 1968/1969 environ 1,6 million d'enfants, soit moins de 4% des effectifs totaux du primaire et du secondaire en URSS – un pourcentage équivalent pour la RSFSR[1485]. Le tableau de

[1484] *Sovetskaâ pedagogika*, n°2, 1968, p. 15.
[1485] *Učitel'skaâ gazeta*, 3 décembre 1968.

l'enseignement secondaire au terme de plus d'une décennie de réformes est donc très contrasté.

Au même moment, la « science pédagogique soviétique », comme on l'appelle officiellement, est entrée dans une nouvelle crise de légitimité, avec le changement de direction de l'APN et les doutes publiquement émis sur l'efficacité et l'utilité de cette dernière – alors même que sa compétence vient d'être étendue, en 1966, à toute l'Union. Un phénomène nouveau témoigne de cette perte de confiance dans l'institution créée en 1943 : le développement au grand jour de formes de pédagogie alternatives, renouant avec les projets utopiques des années 1920. Au début des années 1960, le mouvement dit des « communards (*kommunary*) », se développe parallèlement dans quelques grandes villes du pays. Reprenant certaines des conceptions de Makarenko – vie en collectivité, autogestion, système de sanctions internes, refus des valeurs dites « bourgeoises », de la propriété, etc. – ce mouvement tient plus de l'expérience intellectuelle de vie en communauté, que d'une tentative de construire un modèle social et économique alternatif. L'un de ses fondateurs, Igor' Ivanov, appartient à un groupe d'enseignants qui, selon l'historien Aleksandr Šubin, « ont mis leur carrière en péril pour tenter des expérimentations ». Reprenant les écrits de Makarenko, Ivanov fonde à la Maison de la culture « Frunze » de Leningrad une « Commune des jeunes Frunzéens (*Kommuna ûnyh frunzencev*) » qui finit par l'exclure pour ses prises de positions radicales[1486]. Entre temps, le mouvement avait fait l'objet d'une certaine médiatisation par le journaliste Simon Solovejčik, animant une rubrique de la *Komsomol'skaâ pravda* consacrée aux pédagogues « enthousiastes »[1487]. D'autres expériences de communauté pédagogique autonome sont tentées, au même moment, par d'anciens animateurs du camp de pionniers Orlenok (« l'Aiglon »), à Petrozavodsk et à Ŝelkovo, dans les environs de Moscou[1488]. Ce courant « communard » constitua une forme de « *subculture* », avant de connaître une institutionnalisation et un affaiblissement, au début des années 1970, au sein du Komsomol[1489]. Les écrits d'Anton Makarenko, puis, à partir de la fin des années 1960, de Vasilij Suhomlinskij, ont exercé une grande influence sur ces expériences isolées, malgré la concurrence des théories dites « libérales », en fait libertaires et alternatives, qui commencent à pénétrer en URSS à la même époque[1490].

Si les tentatives de pédagogie « communarde » ne sont plus qu'un écho atténué du courant utopique qui avait fait naître « l'école unique du travail » et d'autres expériences de collectivisme scolaire, dans les années 1920, c'est aussi que la polytechnisation manquée du secondaire n'est plus en phase avec les conceptions d'une partie influente de la communauté scientifique et pédagogique. Ce groupe d'opinion, en obtenant des dirigeants le retrait des dispositions les plus contraignantes de la loi de 1958, et surtout les dérogations permettant la mise en place d'un enseignement d'élite, a conforté son influence jusqu'à parvenir, au milieu des années 1960, à faire adopter sa propre vision d'une réforme des contenus et des méthodes de l'école secondaire. Mais la victoire des « différenciateurs » et des partisans des « écoles spéciales » que sont, en particulier, les mathématiciens, s'accomplit au prix de la mise en péril de l'unité d'ensemble du système éducatif. Les inégalités scolaires, selon la position sociale et géographique, se creusent, malgré la vision généreuse et méritocratique des savants. Plus que

[1486] Voir A.V. ŠUBIN, *Ot zastoâ k reformam (1917-1985)*, Moscou, ROSSPÈN, 2001, p. 523-527.
[1487] *Ibid.*, p. 525. D'après Aleksandr Šubin, qui cite le témoignage d'un autre pédagogue, Valerij Hiltunen, Solovejčik était davantage attiré par l'influence libérale de l'Occident, que par le collectivisme.
[1488] *Ibid.*, p. 526-527. Il s'agit de Valerij Hiltunen et Ričard Sokolov.
[1489] *Ibid.*, p. 528-530. La pédagogie « informelle » renaîtra au cours des années 1980, pour connaître une explosion au cours de la Perestroïka et au début des années 1990.
[1490] *Ibid.*, p. 533. Il pourrait s'agir en particulier des écrits du pédagogue écossais Alexander Neil (1883-1973), fondateur de l'école de Summerhill, et auteur en 1960 du best seller *Summerhill: A Radical Approach to Child Rearing*. Je remercie Benjamin Guichard pour cette référence.

jamais, ce sont les sciences exactes et expérimentales qui sont privilégiées, au détriment des lettres, si l'on excepte l'essor fulgurant des écoles spécialisées en langue étrangère, à partir des années 1960.

Conclusion : Échec du projet khrouchtchévien et apparition d'un nouveau « coin de liberté »[1491]

Au terme d'une décennie de « refondation » inachevée, l'enseignement secondaire en Russie présente un tableau contrasté : la diversité des situations et des expériences s'est considérablement accrue. Si la « *différenciation* » n'était officiellement pas à l'ordre du jour en 1958, elle s'impose rapidement comme une variante alternative à la loi « du rapprochement de l'école avec la vie », pour garantir le niveau de l'instruction théorique face à une polytechnisation sommaire et loin d'être appliquée de façon homogène sur le territoire de RSFSR. Le groupe de pédagogues qui la défend gagne alors en autorité et en influence, au point d'obtenir une introduction progressive de l'enseignement différencié. De leur côté, certains savants qui étaient intervenus lors du débat de 1958 n'hésitent pas à s'engager en faveur de cette même direction, mais aussi à développer leurs propres filières d'excellence, en marge du système scolaire existant. Il en résulte une impression d'éclatement du système d'enseignement secondaire en Russie. D'une part, les inégalités se perpétuent, voire s'accentuent, entre villes et campagnes, entre centres-villes et quartiers périphériques – comme dans tous les pays industrialisés à l'époque –, par l'ouverture massive d'écoles de langues et d'écoles spécialisées en mathématiques et en sciences. D'autre part, l'instauration d'une sélection fondée sur des critères académiques crée une frontière nouvelle au sein du système d'enseignement. L'écart est encore plus grand dans les méthodes, et dans le profil des intervenants extérieurs, enseignants d'un nouveau type : doctorants et parfois savants pour les élèves des *fizmatškoly* de Kolmogorov et Lavrent'ev, ouvriers d'usines pour ceux des établissements périphériques des grandes villes industrielles, ou kolkhoziens pour ceux des campagnes.

Khrouchtchev a ainsi échoué sur le plan de la démocratisation du secondaire : celle-ci ne paraît pas progresser après 1958, au contraire. Ainsi, les « écoles spéciales » en sciences n'ont un recrutement sociologique et géographique assez large que dans leurs premières années de fonctionnement. Surtout il s'agit là d'une infime minorité d'élèves, quoi qu'en dise le discours officiel sur la méritocratie soviétique. La continuité qu'elle suggère, depuis l'école de village jusqu'à l'université de Moscou, est en grande partie illusoire, même si plusieurs grandes figures scientifiques d'URSS comme Kolmogorov et Lavrent'ev, depuis leurs établissements d'élite, en font l'apologie. Parallèlement, des écoles « spéciales » destinées à la formation des élites sont ouvertes dans d'autres pays du bloc socialiste : en République démocratique allemande, le décret qui officialise leur existence date du 3 juillet 1963, l'année même de leur ouverture en Russie et en Ukraine[1492].

Remarquons toutefois, à la décharge du Premier secrétaire, les similitudes entre la situation soviétique et celle des pays occidentaux, qui laissent penser que les phénomènes

[1491] Nous reprenons cette expression employée dans un autre domaine et pour une période plus large par l'historien Douglas Weiner, pour désigner la faculté de plusieurs scientifiques à défendre une certaine conception de l'environnement, en particulier par la voie de zones de protection intégrales, les *zapovedniki* : Douglas R. WEINER, *A little corner of freedom. Russian nature protection from Stalin to Gorbachev*, Berkeley, University of California Press, 1999.

[1492] Voir Emmanuel DROIT, *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)*, Presses Universitaires de Rennes, collection Histoire, 2009, p. 212.

sociaux à l'œuvre laissent alors peu de marges de manœuvre aux politiques. En France, la réforme Berthoin de 1959 modifie l'organisation de l'enseignement secondaire, dans un souci d'améliorer l'orientation des jeunes et de leur permettre une formation plus adéquate à leurs capacités et aux besoins du marché du travail, tout en allongeant la durée de la scolarité obligatoire à 16 ans[1493]. Aux Etats-Unis, l'administration Kennedy s'occupe à partir de 1961 de lutter contre les « inégalités raciales et sociales », ce qui aboutit à la loi *Elementary and Secondary Education Act* d'avril 1965[1494]. Mais les résultats de ces mesures sont mitigés, comme le soulignent la publication, en France en 1964, un an après une nouvelle réforme, du célèbre ouvrage de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers*, et aux Etats-Unis, en 1966, du rapport Coleman sur les inégalités dans les études[1495]. Dans les deux cas, il ressort que le milieu social détermine fortement les chances de réussite. Les sociologues de l'éducation soviétiques des années 1960 et 1970 ne disent pas autre chose, même si leurs travaux n'ont peut-être pas la même résonance dans un pays dont les dirigeants, Khrouchtchev en tête, ne prêtent qu'une attention lointaine à la complexité du social. Les résultats de la discrimination à l'entrée en VUZ le confirment…

[1493] Pierre MERLE, *La démocratisation de l'enseignement*, Paris, La Découverte, 2002, p. 29-30.
[1494] Malie MONTAGUTELLI, *Histoire de l'enseignement aux Etats-Unis*, Paris, Belin, 2000, p. 236-240.
[1495] *Ibid.*, p. 240.

CHAPITRE 8 :
UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉPARGNÉ : REPRODUCTION SOCIALE ET SUCCÈS DES SAVANTS

> *Nous n'étudions absolument pas les résultats statistiques de notre travail. Nous voyons les résultats de l'enseignement supérieur sous la forme des spoutniks, de l'énergie atomique et d'autres choses, qui n'en sont que le fruit extrêmement général. Mais si on demande à l'ancien recteur de l'université de Moscou et à l'actuel comment les diplômés sont orientés et employés, ou ce que deviennent les « cours du soir », ni l'université, ni même le ministère de l'Enseignement supérieur ne répondront à cette question.*[1496]

> *La course au pourcentage ne doit pas conduire à une baisse des exigences. Mieux vaut un pourcentage plus bas, mais sans baisser les exigences, parce que dans le cas contraire cela ne fera que tromper à la fois l'État et les gens qui viendront étudier chez nous.*[1497]

> *Il nous semble que la perestroïka de l'enseignement supérieur n'est pas traitée de manière tout à fait correcte dans les conversations. On rapporte chez nous que certains étudiants et certains enseignants disent que nous avons dévalisé (obokrali) les étudiants, que nous les avons privés de la possibilité d'étudier, que nous les avons surchargés avec la participation au travail dans la production, etc.*[1498]

Dès le milieu des années 1960, les observateurs occidentaux estiment que la réforme de 1958 s'est heurtée, dans l'enseignement supérieur, à « la clientèle des universités, [aux] enseignants et responsables des entreprises », unis dans la même « hostilité », selon la formule d'Hélène Carrère d'Encausse[1499]. L'éviction de Khrouchtchev accentue le sentiment que sa *perestroïka* des études, comme celles de l'administration industrielle et de l'organisation du Parti, s'est heurtée à un front commun d'opposition silencieuse. L'examen des archives aujourd'hui disponibles confirme cette lecture, mais pose aussi plusieurs questions. Quelles sont les modalités du « contournement » de la loi de 1958, notamment en ce qui concerne son objectif de démocratiser l'enseignement ? Quel rôle les « universitaires », et surtout les « savants », déjà largement impliqués, on l'a vu, dans la remise en cause de la réorganisation du secondaire, ont-ils joué dans cet échec supplémentaire du projet khrouchtchévien, et quelles ont été leurs motivations ?

[1496] RGANI, 5 (appareil du CC du PCUS)/35 (Département de la science, des VUZ et des écoles)/93, p. 167-168. Intervention d'Aleksandr Nesmeânov à la réunion de l'*Otdel nauki* du CC du PCUS, le 19 septembre 1958. Nesmeânov a été recteur de MGU de 1948 à 1951.

[1497] GARF, R-9396 (MVO SSSR)/1 (Chancellerie)/822, p. 22. Protocole de la séance du collège du MVO SSSR, mars 1958.

[1498] RGASPI-M, 1 (Komsomol)/5 (réunions au CC du VLKSM)/730, p. 18. Sténogramme du séminaire des secrétaires des comités du Komsomol des instituts pédagogiques de toute l'Union sur l'état et les mesures d'amélioration de la formation des cadres pédagogiques en rapport avec la loi « Sur le renforcement du lien de l'école avec la vie… », 5 avril 1960, Leningrad. Intervention du haut fonctionnaire du *Minpros RSFSR* V. Orlov.

[1499] Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, *Le pouvoir confisqué. Gouvernants et gouvernés en URSS*, Paris, Flammarion, 1980, p. 61.

Pour répondre à ces questions, nous reviendrons successivement sur deux aspects de la réforme, et les limites de leur application : la démocratisation sociale des études et leur réorganisation, tournée vers la pratique et la « vie ». Enfin, nous nous focaliserons sur les divergences persistantes entre le discours des autorités et celui des scientifiques. Ces derniers parviennent à concrétiser partiellement leur idéal, autour de la fondation d'une université « d'un nouveau type », à Novossibirsk – elle répond aux aspirations déjà exprimées antérieurement d'une formation supérieure étroitement liée à la recherche.

I) Une fausse démocratisation

L'un des objectifs affichés de la réforme était de faciliter l'accès aux études des catégories sous-représentées jusque-là dans le corps étudiant : ouvriers et kolkhoziens. Mais l'impossibilité d'évoquer ouvertement la discrimination de classe, officiellement caduque dans un pays en marche vers le communisme, rendait confuses la fixation des règles et l'évaluation des résultats : il s'agissait de mesurer la part des « producteurs » (*proizvodstvenniki*), tout en surveillant, en interne, les différentes catégories sociales. Mais quelle valeur accorder aux statistiques rassemblées, à tous les niveaux, pendant cette période ?

S'inscrivant dans la continuité des années précédentes, les dispositions adoptées en 1959 pour réglementer l'accès à l'enseignement supérieur ont modifié la donne. Pourtant, des artifices comptables masquent la réalité des résultats obtenus, dévoyés par un certain nombre de stratégies individuelles et les réticences des établissements les plus prestigieux. L'objectif de prolétariser le monde étudiant se heurte ainsi à des résistances fortes, surtout au sein des universités, plus que jamais attachées aux dérogations obtenues en décembre 1958.

A. 1959 : nouvelles mesures pour favoriser les « producteurs »

Quelques mois après la loi de 1958, sur le modèle des ministères de l'Instruction républicains dans le secondaire, une réforme administrative institue des ministères de l'Enseignement supérieur et secondaire spécialisé dans toutes les républiques : c'en est fini du monopole du MVO SSSR (rebaptisé : MVSSO SSSR) sur la quasi-majorité des VUZ du pays, ce dernier se contente désormais d'établir des règles et un contrôle globaux sur le secteur, alors que la gestion des établissements lui échappe. De là peut-être le caractère fragile des mesures adoptées au printemps 1959 pour concrétiser les dispositions de la loi du 24 décembre 1958 concernant l'accès aux études supérieures.

Dans son Mémorandum, Khrouchtchev avait évoqué la « compétition des parents » pour trouver une place en VUZ à leurs enfants. Plusieurs solutions distinctes se dessinent alors, pour combattre l'influence du milieu social et culturel sur l'accès aux études. Mais malgré la profusion des propositions avancées lors de la « discussion générale », c'est l'approche traditionnelle, depuis les années 1920, de la discrimination positive à l'admission qui l'emporte. Toutefois, dans la mesure où le critère de classe n'a plus officiellement cours, la promotion des jeunes ayant une véritable expérience de travail y supplée. Ce n'est plus la profession des parents qui compte, mais le fait pour le futur étudiant d'avoir, ou non, une expérience professionnelle. Il s'agit, par ce moyen, de réduire un phénomène dénoncé par Khrouchtchev dans la première variante de son projet de réforme, en janvier 1958 :

> Il ne faut pas non plus oublier comment les jeunes choisissent une profession chez nous, alors qu'ils viennent de terminer leur scolarité et d'entrer en VUZ. Dans de nombreux cas, peut-être dans la majorité, ce choix s'avère le fruit du hasard. C'est pourquoi il arrive souvent que le jeune homme ou la jeune fille n'arrive pas à entrer dans le VUZ souhaité, ils sont prêts à faire une demande d'inscription dans n'importe quel autre établissement, d'un tout autre profil, du moment qu'ils obtiennent ainsi une formation supérieure. Il y a aussi beaucoup de cas où de jeunes diplômés, qui viennent de recevoir leur diplôme supérieur, ne ressentent aucun goût pour la profession qu'ils ont rejointe, et soit entrent dans un autre VUZ, soit se mettent à travailler dans une autre spécialité (*ne po special'nosti*).[1500]

Lors de la réunion des « savants » à l'*Otdel nauki*, la question de l'élargissement de l'accès au supérieur avait semblé préoccuper plusieurs intervenants. Après avoir vanté le caractère démocratique du système d'enseignement soviétique, faisant référence à « l'école unique du travail », Sergej Sobolëv reconnaît que « ce n'est un secret pour personne » que dans les VUZ s'opère la « reproduction de l'intelligentsia »[1501]. Le mathématicien assume pourtant le caractère élitiste de l'enseignement supérieur en URSS ; il ajoute, en citant l'exemple de Lomonossov, figure officielle du panthéon de la science soviétique, en raison de ses origines modestes – c'est aussi le patron de l'université de Moscou – que dans un système où la scolarité s'interrompt, les enfants d'ouvriers auraient plus de mal que les autres à étudier[1502]. Quelques jours plus tard, le secrétaire du CC du PC ukrainien Červonenko émet une suggestion que certains savants (en particulier Nikolaj Semënov) avaient formulée lors de la séance du 19 septembre : ajouter aux concours d'entrée des entretiens individuels (*sobesedovanie*) avec les candidats. Mais l'article qu'il signe dans la *Pravda* deux mois plus tard s'en tient à une approche comptable du problème, en termes d'objectifs chiffrés :

> Dans le nombre des admis, la part des ouvriers et des kolkhoziens a grandi. Si en 1957 les VUZ de la république ont admis 38,6% de jeunes ayant une expérience d'au moins deux ans de travail dans la production, ou sortant de l'Armée soviétique, en 1958 cette catégorie représente déjà de 60 à 70%.[1503]

En octobre 1958, alors que la discussion interne des dispositions de la réforme battait son plein, le collège du MVO SSSR avait envisagé des dispositions originales pour améliorer l'admission en VUZ, très différentes de celles qui étaient préconisées dans le *Mémorandum* de Khrouchtchev :

> l'introduction d'un mode fermé de déroulement des concours d'entrée, dans lequel les examinateurs ne connaîtront pas les noms de famille des candidats (sous pseudonyme), afin de garantir la sélection la plus démocratique et la plus objective…[1504]

Toutefois cette proposition n'est pas retenue : le ministère s'en tient à la ligne qu'il a adoptée depuis 1957, à la demande du CC du PCUS, en accordant l'avantage, puis la priorité, aux « producteurs ». En obligeant les candidats à l'entrée en VUZ à avoir travaillé pendant une durée minimale à l'usine ou au kolkhoze, voire dans un bureau, on s'attend à une meilleure

[1500] Extrait de la note de janvier 1958 publiée dans A.A. FURSENKO (éd.), *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ. / T.3. Postanovleniâ. 1959-1964*, Moscou, ROSSPÈN, 2008, p. 812 : voir *supra*, chapitre 5, I, A. Le propre gendre de Khrouchtchev, Adžubej, avait commencé à la fin des années 1940 des études à l'école-studio du Théâtre d'art académique de Moscou (MHAT), avant de s'inscrire au département de journalisme de la Faculté des lettres de MGU.
[1501] RGANI, 5/35/93, p. 150. Voir *supra*,chapitre 6, III).
[1502] *Ibid.*, p. 151.
[1503] « Le plus important dans le système d'enseignement », *Pravda*, 25 novembre 1958. Le chiffre de 1958 est faux, comme le montrent les données statistiques fournies par les archives : voir *infra*, B.
[1504] GARF, R-9396/1/847, p. 369 (protocole du 10 octobre 1958).

répartition des différentes catégories sociales. En fait, il y ici l'aboutissement du glissement qui a commencé à s'opérer en 1956, lorsque le premier réflexe face à la crise étudiante a été d'envoyer les récalcitrants et les rebelles faire l'expérience du « travail », c'est-à-dire de la « vie ». Un enseignant du supérieur arménien résume cette stratégie, en disant ouvertement ce qu'aucun dirigeant n'a encore formulé de façon aussi directe :

> Je propose de rédiger le point sur l'admission comme suit : il faut admettre en VUZ uniquement les jeunes ayant au moins deux ans d'expérience au travail, comme le disait la lettre du camarade Khrouchtchev. De cette façon, ce n'est plus la peine de spécifier qu'il faut privilégier les ouvriers et les kolkhoziens. Ayant travaillé deux ans, le nouvel admis sera soit un ouvrier, soit un kolkhozien.[1505]

La prolétarisation escomptée est ici, plus qu'une sélection par les origines sociales des individus, une transformation sociale et morale imposée, sous la forme d'un stage ouvrier ou paysan, à tout une partie de la population : le terme n'est d'ailleurs plus employé en tant que tel, y compris dans les documents internes.

Le 20 janvier 1959, le Premier secrétaire revient, devant les nouveaux diplômés de la faculté de physique de MGU, sur le « caractère non démocratique » (*nedemokratičnost'*) de la sélection en VUZ, où dominent les enfants de parents aisés. Conformément à son discours antérieur, il lie ce phénomène à des cas de corruption récemment élucidés, où « des communistes ont accepté des pots-de-vin »[1506]. Dans son image idéale du VUZ de la société communiste, les étudiants sont tous passés par une expérience à l'usine et au kolkhoze, ce qui les a en quelque sorte « démocratisés » : on retrouve ici le thème d'une purification sociale, voire morale des individus issus de la production, déjà présent dans ses discours antérieurs[1507]. Khrouchtchev encourage aussi l'indignation et la moquerie de son auditoire à l'égard des membres de l'élite dirigeante qui aimeraient bien pouvoir échapper à la règle commune : il raconte comment l'épouse d'un haut responsable lui a demandé de repousser la réforme de l'enseignement quelques mois, le temps que sa fille entre en VUZ.

En avril 1959 sont publiées les nouvelles dispositions pour l'entrée en VUZ, beaucoup plus strictes que les précédentes[1508]. Ne sont désormais dispensés des concours que les anciens combattants de la Grande guerre patriotique qui ont, de plus, obtenu la note d'excellence, ou une médaille d'or ou d'argent, à la sortie du secondaire. Ensuite, seront admis, après succès au concours, les candidats ayant une expérience d'au moins deux ans de travail pratique ou « socialement utile » – condition absolument obligatoire pour l'inscription dans les disciplines suivantes : journalisme, droit, lettres, philosophie et économie politique. Fait nouveau, la priorité est accordée à ceux qui ont déjà été employés dans la spécialité choisie – même si cela pose quelques problèmes pour les disciplines littéraires. Si les anciens combattants et les conscrits ayant fini leur service militaire dans l'Armée ou la Marine conservent les mêmes droits que les « producteurs », il est établi que la part totale de ces trois groupes ne peut excéder 80% de l'ensemble des admissions : le directeur de VUZ doit donc réserver 20% des places aux bacheliers en provenance directe du secondaire, participant au « concours général », c'est-à-dire sans avantage particulier. Cette disposition, qui montre que les responsables s'attendent à un afflux massif des catégories « prioritaires », constitue une maigre concession accordée aux responsables du supérieur réticents à l'idée d'une domination

[1505] GARF, R-7523 (Soviet Suprême d'URSS)/45 (commission des projets de lois du Soviet de l'Union)/212, p. 41. Extrait d'une lettre d'A.M. Osepân (Erevan) à la Commission des projets législatifs du Soviet suprême d'URSS, automne 1958.
[1506] Texte reproduit dans *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 97-100 ; p. 98 pour la citation. Voir des extraits en annexe (texte 28).
[1507] Voir *supra*, chapitre 5.
[1508] *Pravda* et *Izvestia*, 4 avril 1959.

écrasante des « producteurs » et des soldats démobilisés (jusque là minoritaires dans le nombre des admis). Une autre innovation, par rapport aux règles d'admission établies pour les années précédentes, réside dans l'attention particulière accordée au détail du déroulement des concours : le texte du décret ministériel précise l'importance et le type (écrit ou oral) des épreuves, dans chaque spécialité[1509]. Le jour suivant sont publiées les règles concernant l'enseignement supérieur du soir et par correspondance : ici aussi, la priorité est donnée aux personnes ayant travaillé dans la spécialité choisie. Mais, à la différence de l'accès aux études de jour, les lauréats de médailles d'or et d'argent du secondaire ont eux aussi la priorité sur les autres, à condition de travailler dans la production[1510].

Les cours préparatoires (*podgotovitel'nye kursy*), qui existaient dans certaines universités, comme à Gorki, depuis 1957, avec pour but de préparer aux examens d'entrée en VUZ les jeunes ayant quitté depuis quelques années l'école secondaire, font alors l'objet d'une attention nouvelle. En septembre 1958, Červonenko avait insisté sur la nécessité, évoquée par Elûtin dans son projet, de les développer de façon plus efficace :

> Voilà ce que doivent faire les [VUZ], et non ce qu'ils font à présent – ils organisent des cours pour filles dactylos et sténographes. Il faut que les mineurs, les métallurgistes, les kolkhoziens aillent maintenant dans les VUZ, il faut les sélectionner et les former, parce qu'ils auront une coupure (*pereryv*), puisque nous-mêmes leur créons les conditions de cette coupure. Il faut le dire ouvertement.[1511]

Un mois plus tard, le collège du MVO SSSR recommande qu'on leur accorde les « enseignants les plus qualifiés » et « une aide quotidienne »[1512]. En 1960, d'après un rapport enthousiaste du MVSSO RSFSR, ministère formé à partir du MVO SSSR, en janvier 1959, en héritant de la majeure partie des VUZ de la république[1513], les cours préparatoires accueillent 120 000 personnes, soit plus du double des effectifs de l'année précédente[1514]. Certaines universités accusent encore un certain retard : à MGU, ils n'apparaissent qu'en 1961[1515]. Héritiers des « facultés ouvrières (*rabfak*) » des années 1920 et 1930, les cours préparatoires semblent enfin pouvoir remplir la mission qu'on leur a confiée. De cette façon, le nombre des candidats potentiels à l'admission est maintenu à un niveau supérieur à ce qu'il devrait être en raison de l'arrivée des classes creuses, nées pendant la guerre, à l'âge de 16-18 ans[1516]. Théoriquement, en décalant de deux ans la classe d'âge pouvant prétendre à l'entrée en VUZ, on garantit une plus grande compétition : une seconde chance est, en quelque sorte, donnée à ceux qui sont partis travailler depuis deux ans, comme l'expose l'étude de Tamara Revenko, publiée en France au milieu des années 1970[1517].

[1509] Le décret prescrit également l'anonymat des copies, et la double correction.

[1510] *Pravda* et *Izvestia*, 5 avril 1959.

[1511] RGANI, 5/35/95, p. 112. Le même affirme que ce changement ne doit pas entraîner une baisse de niveau, même temporaire, car « nous ne sommes plus dans les années 1920, lorsqu'il nous fallait de toute urgence recruter en VUZ, à la sortie des *rabfaki*, des gens sans formation ».

[1512] GARF, R-9396/1/847, p. 369 (protocole du 10 octobre 1958).

[1513] Voir le schéma 3, reproduit à partir de Tamara REVENKO, *L'enseignement supérieur en U.R.S.S.*, *Notes et Études Documentaires* n°4176-4177-4178, Paris, La Documentation française, 10 avril 1975, p. 17.

[1514] GARF, A-605 (MVSSO RSFSR)/1 (Chancellerie)/362, p. 2. Le texte précisait aussi que 1 258 places en VUZ (sur 215 800), pour toute la RSFSR, étaient réservées aux représentants des « minorités locales » : c'était là la continuation d'une politique de discrimination ethnique remontant aux années 1920.

[1515] CMAM (Archives centrales de la ville de Moscou) 1609 (MGU)/2 (séances du rectorat)/567. Protocole du 20 juin 1961 sur la création de cours préparatoires dépendant de MGU, avec des filiales dans d'autres villes. Je remercie Benjamin Tromly pour cette référence.

[1516] Voir *supra*, chapitre 2.

[1517] Tamara REVENKO, *L'enseignement supérieur…*, *op. cit.*, p. 62-63. Les graphiques 13 et 14 en sont directement tirés : ils présentent une image simplifiée et théorique de la situation, ne tenant pas compte des

Concrètement, les « producteurs » se trouvent ainsi aidés à plusieurs étapes de l'admission dans le supérieur ; mais quel est l'impact de ces mesures sur la « composition sociale » proprement dite, et comment déterminer celle-ci dans les conditions nouvelles de la *polytechnisation* du secondaire ?

B. Des résultats ambigus : un changement de paradigme

En quelques années, de la reprise des études statistiques sur la « composition sociale » (*social'nyj sostav*) des étudiants soviétiques en 1956, jusqu'au milieu des années 1960, celle-ci connaît d'importantes modifications. Mais un changement s'opère alors dans la définition des catégories qui forment la « composition sociale » des étudiants : on peut y voir, au-delà de la volonté affichée de démocratiser sur le plan qualitatif l'enseignement supérieur, une façon d'embellir la réalité statistique en Russie comme dans le reste du pays.

Comme l'avait remarqué N. Feŝenko dans un article paru en 1977, en URSS, la « refondation » ne constitua pas une rupture, dans la mesure où la discrimination positive des « producteurs » avait déjà commencé dans les années précédentes[1518]. Ainsi, la progression de cette catégorie dans les nouveaux admis, en études de jour, est modeste, entre 1958 et 1959 : elle passe de 45 à 49% pour toute l'URSS, de 44 à 48% pour la RSFSR[1519]. Toutefois, la part des candidats disposant d'un certificat attestant de deux années d'expérience de travail augmente considérablement dans cette république : d'un tiers en 1958, elle atteint la moitié en 1961[1520]. Dans le cas de l'université de Gorki (GGU), le changement, en quelques années, fut considérable, comme l'indique le tableau suivant. Le chiffre presque nul de 1956 laisse cependant planer un doute sur la fiabilité des données : si le nombre de « producteurs » a explosé, n'est-ce pas aussi en grande partie parce que beaucoup ont cherché à obtenir par tous les moyens ce statut synonyme d'avantage au concours ?

Part des « producteurs » et des soldats démobilisés dans les nouveaux admis à GGU (en %)[1521]

1956	1957	1958	1959	1960
0,3	23	30	50	48

Il faut souligner qu'en 1960, la situation varie radicalement d'une faculté à l'autre : les candidats admis de façon prioritaire (*na l'gotah*) représentent 80% du nouvel effectif dans les facultés d'histoire, de biologie et de chimie, mais seulement 40% en radiotechnique, 35% en mécanique et mathématiques, et 27% en physique[1522]. Ces trois dernières spécialités

pratiques réelles à l'admission en VUZ.

[1518] N.I. FEŜENKO, « Iz istorii sovetskoj vysšej školy konca 50-h godov (Podgotovka i social'nye posledstviâ osuŝestvleniâ zakona ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û », *Vestnik Moskovskogo Universiteta*, Série 8, Histoire, 1979, n°5, p. 17-29 ; p. 18.

[1519] RGANI, 5/37/75, p. 131. Rapport de la CSU SSSR au CC du PCUS, non daté. Voir aussi le graphique 18.

[1520] GARF, A-605/1/817, p. 53. Rapport d'activité du MVSSO RSFSR adressé au Conseil des ministres de RSFSR, novembre 1961.

[1521] GANO, 377 (université de Gorki)/8 (années 1932-1972)/882, p. 123. Séance du collège de GGU, novembre 1960.

[1522] *Ibid*, p. 171.

bénéficiaient donc d'un traitement à part, conformément au texte de loi de 1958 (article 32)[1523]. Cette différence était ouvertement justifiée par le niveau de formation insuffisant des « producteurs », par rapport aux critères de sélection dans ces facultés les plus prestigieuses. Quoi qu'il en soit, en chiffres globaux, la « composition sociale » des étudiants de l'établissement s'améliorait, du point de vue des autorités de l'époque :

Composition sociale des nouveaux admis à GGU (en %)[1524]

Année	Ouvriers et leurs enfants	Kolkhoziens et leurs enfants	Employés et leurs enfants
1958	27	8	65
1959	46	6	48

Malgré cette évolution dans la troisième plus grande ville du pays, la composition sociale des étudiants de toute l'URSS, en 1959/1960, n'est pas à l'avantage des « prolétaires » : les employés et leurs enfants en constituent 58% toutes filières confondues, et 49% dans les études de jour ; en RSFSR, respectivement 61% et 53%[1525]. La situation est encore plus caricaturale à Moscou, où les VUZ les plus prestigieux recrutent plus des deux tiers des étudiants chez les « cols blancs », comme on les désigne en Occident[1526]. Surtout, il apparaît que les ouvriers et les kolkhoziens profitent moins que les autres de la possibilité d'étudier par correspondance : les employés et leurs enfants représentent 72% des étudiants à distance, et 65% des nouveaux admis dans cette filière. Les autorités en ont conscience, comme le montre un rapport adressé au Conseil des ministres d'URSS par la Commission de contrôle soviétique qui en dépend, en juin 1959, intitulé : « sur les défauts dans l'admission préférentielle en VUZ de la jeunesse ouvrière et kolkhozienne », qui souligne la situation particulièrement « mauvaise », de ce point de vue, à MGU[1527].

Pourtant, la propagande n'hésite pas à enjoliver les chiffres fournis par les statisticiens : d'après une monographie parue en URSS au début des années 1960, plus de la moitié des admis en 1959 auraient eu une expérience de travail d'au moins deux ans, au lieu des 49% susmentionnés[1528]. La part des ouvriers et des kolkhoziens est également exagérée dans cette publication : 58%, quand l'administration statistique indique 47%, toutes filières confondues[1529]. La production de données falsifiées vise à marquer la différence entre la situation en URSS, et celle dans les pays capitalistes : dans le même ouvrage, il est fait mention d'une étude publique commandée par la commission de financement de l'enseignement supérieur aux Etats-Unis, selon laquelle les étudiants y sont à 80% issus de la bourgeoisie aisée, représentant 10% de la population[1530]. La France et l'Italie sont également citées, comme exemples de pays où les enfants d'ouvriers et de paysans ne représentent

[1523] Voir le texte 30 en annexe, p. 573-583.
[1524] GANO, 377/8/886, p. 27 et 377/8/932, p. 2.
[1525] RGANI, 5/37/75, p. 126 et suivantes. On trouve le même document dans les archives de la CSU SSSR : RGAE, 1562 (CSU SSSR)/327 (activité organisationnelle (1941-1963))/1104, p. 117-136. Voir les graphiques 15, 16 et 17.
[1526] *Ibidem*. Voir les graphiques 19 et 20.
[1527] GARF, R-5446 (Conseil des ministres d'URSS)/ 93 (Direction des affaires)/150, p. 67-71. Le document, signé par le président de la Commission, Georgij Enûtin, est daté du 22 juin 1959.
[1528] E.V. ČUTKERAŠVILI, *Razvitie vysšego obrazovaniâ v SSSR* (*Le développement de l'enseignement supérieur en URSS*), Moscou, Vysšaâ škola, 1961, p. 229.
[1529] RGAE, 1562/17/3370, p. 20.
[1530] E.V. ČUTKERAŠVILI, *Razvitie…*, *op. cit.*, p. 234. Il s'agit de l'ouvrage de Byron Sharpe Hollinshead, *Who should go to the college*, New York, Columbia University Press, for the Commission on Financing Higher Education, 1952, 190 p.

qu'une infime minorité (5 à 7%) des étudiants[1531]. Sans truquage, l'écart était déjà important, mais pas assez sans doute, aux yeux des auteurs. Il est aussi indiqué qu'aux Etats-Unis, « les enfants d'ouvriers qui arrivent parfois en VUZ ne bénéficient pas de l'aide de leurs familles et sont obligés de travailler pour continuer leurs études. Très souvent, ils abandonnent avant la fin »[1532]. Un tel jugement est, ironiquement, tout à fait transposable à la situation de l'enseignement supérieur soviétique « sans rupture avec la production ».

Deux ans plus tard, lors de la réunion des responsables du supérieur à Moscou, Elûtin annonce qu'en 1960, 57% des nouveaux admis avaient travaillé deux ans dans la production, ou bien étaient démobilisés de l'armée, en URSS comme en RSFSR[1533]. A cette occasion, Vasilij Smirnov affirme que l'institut polytechnique de Leningrad, qu'il dirige, peut désormais recruter en première année uniquement à partir des « producteurs ». Ces derniers représentent 65% de l'admission dans les VUZ de Leningrad, toutes filières confondues, de 1959 à 1963[1534]. Même si un doute persiste sur l'authenticité de leurs « stages », l'augmentation des candidatures à l'entrée en VUZ est bien perceptible à partir de 1960 : cette année-là, GGU reçoit trois fois plus de demandes d'inscription qu'en 1959[1535]. On peut y voir le résultat d'une campagne de propagande intense à destination des entreprises, invitées à recommander leurs meilleurs éléments pour qu'ils reprennent des études. Par ailleurs, le décret du CM d'URSS et du CC du PCUS du 20 janvier 1960, qui précise les conditions d'embauche et de réintégration dans la vie civile des soldats démobilisés dans le cadre de la Loi « sur la diminution significative des Forces armées d'URSS », a également une forte incidence, comme le confirme la lettre adressée par Elûtin à tous les ministères et directeurs de VUZ du pays[1536]. De même que les « producteurs », les anciens soldats bénéficient d'une priorité à l'inscription. Toutefois, la question se pose de la capacité de ces étudiants atypiques à suivre leurs études avec succès : la nécessité d'une aide spécifique est évidente, à la lecture des documents de l'époque pointant leur faible taux de réussite aux examens. Pourtant, le ministère ne semble pas prendre de mesures *ad hoc*, laissant aux comités du Komsomol le soin d'encadrer les « producteurs »[1537].

Au total, Feŝenko estime que la représentation de la classe ouvrière dans l'enseignement supérieur s'est accrue, mais de façon très ponctuelle, avec des variations importantes suivant les VUZ : à GGU, le phénomène n'aurait duré que jusqu'à 1959, alors qu'il se prolonge jusqu'en 1961 à Sverdlovsk, et jusqu'en 1963 à Moscou[1538]. Le fait que ce mouvement se soit interrompu avant même la remise en cause de la priorité accordée aux « producteurs » montre que celle-ci n'a pas eu les effets escomptés. Si la part des ouvriers a augmenté, ils n'ont pas détrôné les employés, et de leur côté les kolkhoziens ont très peu profité des possibilités qui leur étaient, en théorie, offertes comme aux autres. Cinq ans après la mise en application de la loi, un ouvrage de sociologie publié en URSS mentionne que la

[1531] E.V. ČUTKERAŠVILI, *Razvitie…*, *op. cit.*; p. 237.
[1532] *Ibid.*, p. 233.
[1533] *Vsesoûznoe soveŝanie rabotnikov vysšej školy v Kremle*, Moscou, Vyssâà škola, 1961, p. 25.
[1534] *Vestnik vysšej školy*, n°4, 1964, p. 33.
[1535] GANO, 377/8/995, p. 18.
[1536] Un exemplaire de cette missive, tirée à 7 000 exemplaires, se trouve dans les archives de GGU : GANO, 377/8/934, p. 273. Le texte du décret du 20 janvier 1960 est paru dans *Sobranie postanovlenij pravitel'stva SSSR*, 1960, n°3, p. 15. La réduction des forces armées concerna plus d'un million de personnes.
[1537] La question est par exemple évoquée par le secrétaire du Komsomol de l'institut polytechnique de Kuibyshev, lors de la réunion spéciale consacrée à l'application de la loi dans cette ville : RGASPI-M, 1/5/688, p. 22-23. Sténogramme du séminaire des secrétaires du Komsomol des VUZ des villes de la Volga, 10 avril 1959. Voir aussi le témoignage d'un responsable de l'institut pédagogique de Tcheliabinsk, indiquant que les étudiants de son institut aident les ouvriers de l'usine de tracteurs de la ville à se préparer aux concours : RGASPI, 1/5/719, p. 55. Sténogramme de la réunion de l'active des Sociétés scientifiques étudiantes de toute l'Union, séance de la section des universités et des instituts pédagogiques, 5 février 1960. Sur cette réunion, voir *infra*, III) A.
[1538] N.I. FEŜENKO, « Iz istorii… », article cité, p. 28-29.

part des ouvriers et de leurs enfants atteint 39,4%, pour 19,5% de kolkhoziens et 41,1% d'employés, en études de jour, en 1964/1965[1539]. Pour les années suivantes, une étude publiée en 1971 sur l'université de Novossibirsk montre que la réalité n'est pas aussi conforme aux objectifs officiels : d'après son auteur, F.L. Liss, sociologue à l'université de Tartu (Estonie), 57% des candidats dont les parents ont fait des études supérieures ont réussi le concours d'entrée en 1967, et cette proportion atteint 66% en 1968 et 71% en 1970 – de leur côté, seuls 28% des enfants dont les parents ont quitté l'école au milieu du secondaire ont obtenu le précieux sésame en 1967, et ils sont 36% en 1970[1540].

Pourtant, ces chiffres, s'ils sont avérés dans les archives du ministère de l'Enseignement supérieur, ne sont pas au-dessus de tout soupçon : le mode de comptabilité des différentes catégories sociales risque de masquer les stratégies individuelles des candidats aux études, et on peut s'interroger sur sa fiabilité dans le cadre d'un assouplissement de l'appartenance de classe.

C. Stratégies de contournement et limites de la discrimination positive

La lecture de ces chiffres, même ceux qui émanent de façon authentique des données envoyées par les VUZ à leur administration centrale, n'est pas évidente. Dans un contexte où le critère de classe redevient, de façon masquée certes, décisif pour l'accès à l'enseignement supérieur, quelle confiance accorder aux déclarations des jeunes candidats ? La même question se pose quant à la réalité de leur « stage pratique » dans la production, au vu de plusieurs témoignages signalant des fraudes et des contournements, dès le début de l'application des nouvelles règles.

Les travaux en sociologie de l'éducation réalisés en URSS à ce moment-là témoignent du caractère fictif de cette démocratisation : la composition sociale des universités n'a pas beaucoup changé en 1964, par rapport à la période stalinienne, les cours du soir étant souvent le refuge des candidats non « producteurs » ayant échoué aux concours d'entrée aux filières de jour[1541]. D'après les archives du MVSSO RSFSR, ce sont surtout les cours par correspondance qui semblent jouer ce rôle. Ainsi, l'essor des formes d'études « sans rupture », tout en accueillant un certain nombre de producteurs, aurait servi à compenser le blocage du nombre de places en filières de jour. Les candidats malheureux à l'entrée en VUZ pouvaient s'inscrire directement par correspondance, dans des instituts qui, pour atteindre leurs objectifs chiffrés, ne regardaient pas dans les détails si leurs nouveaux étudiants remplissaient tous les critères requis.

Le principal artifice comptable porte sur la distinction entre « l'origine (*proishoždenie*) » et « la position (*položenie*) » sociales : l'écart entre les deux atteint une ampleur suspecte à GGU, où elle est apparue en 1958 (voir le tableau suivant), ainsi que dans d'autres universités du pays[1542].

[1539] Collectif, *Sovetskaâ intelligenciâ. Istoriâ formirovaniâ i rosta. 1917-1965 gg.*, Moscou, 1968, p. 406. De façon significative, les auteurs ne précisent pas s'il s'agit là de « position » ou d'« origine » sociale.

[1540] Cité dans Murray YANOWITCH, *Social and Economic Inequality*, *op. cit.*, p. 165.

[1541] Cité par Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, *Le pouvoir…*, *op. cit.*, p. 61.

[1542] Elle est alors pratiquée à MGU : voir CMAM, 1609/2/529. Rapport sur le déroulement de l'admission de 1959. Je remercie Benjamin Tromly pour cette référence.

Répartition des nouveaux étudiants admis à GGU comme « producteurs » en 1958, d'après les catégories sociales déclarées[1543]

Par position sociale	Par origine sociale
Employés : 6%	Enfants d'employés : 47%
Ouvriers : 54%	Enfants d'ouvriers : 33%
Paysans : 12%	Enfants de paysans : 20%
Soldats démobilisés : 27%	

Deux ans plus tard, les écarts sont toujours perceptibles entre les deux modes de calcul : les résultats de l'admission aux études de jour pour toute l'université sont encore plus confus, puisque apparaît une catégorie jusque-là inédite, et délicate à interpréter, celle des « apprenants (*učaŝiesâ*) » : il pourrait s'agir des anciens élèves du secondaire, mais le document ne le dit pas (voir le tableau suivant). Au passage, on constate que certains étudiants de milieux prolétaires préfèrent aussi se classer dans cette catégorie, plutôt que de rappeler leurs origines sociales. Faut-il voir dans cette pratique une stratégie de la part des candidats à l'admission, mais aussi de l'administration, ou bien le signe d'un glissement dans la définition de l'appartenance sociale, de l'origine (profession du père) à l'occupation (métier exercé) ? Les deux interprétations sont complémentaires : plusieurs dynamiques sont à l'œuvre ici, qu'on retrouve au niveau de certaines facultés de GGU[1544].

Répartition des nouveaux étudiants admis à GGU en 1960, par catégories sociales déclarées[1545]

Par position sociale	Par origine sociale
Employés : 32%	Enfants d'employés : 58%
Ouvriers : 34%	Enfants d'ouvriers : 37%
Paysans : 2%	Enfants de paysans : 5%
Apprenants (*učaŝiesâ*) : 32%	

Feŝenko remarque aussi que la baisse de la part des « producteurs » en 1963 (32% contre 50% en 1959), n'entraîne pas de diminution majeure de la proportion d'ouvriers et leurs enfants (42%, contre 46% en 1959)[1546]. On peut aller plus loin dans l'analyse, et supposer que certains ouvriers déclarés « de position » sont des enfants d'employés ayant tout juste accompli le « stage pratique », constituant alors un sésame à l'entrée en VUZ. Encore une fois, il y avait là un glissement du mode de désignation de l'appartenance sociale. Or, celui-ci était loin de faire l'unanimité parmi les chercheurs, comme en témoignage le jugement sévère de deux sociologues, Mihail Rutkevič et F. Filippov sur les « stagiaires (*stažisty*) », à la fin des années 1960 :

> …deux ans de travail (la plupart du temps comme apprentis, des ouvriers auxiliaires et peu qualifiés, et avec la conscience du caractère « temporaire » de cet état) ne signifient pas qu'un jeune homme s'est coulé de façon organique dans la classe ouvrière.[1547]

[1543] GANO, 377/8/885, p. 1-2.
[1544] Voir par exemple les résultats de l'admission dans les facultés de chimie et de radiotechnique, en 1962 : GANO, 377/8/988, p. 68-69.
[1545] GANO, 377/8/996, p. 56. Sur 670 admis, au total, en 1960, 310 (soit 46%) avaient une expérience de travail d'au moins deux ans, mais seulement 10 (1,5%) étaient recommandés par leur entreprise.
[1546] N.I. FEŜENKO, « Iz istorii… », article cité, p. 27.
[1547] M.N. RUTKEVIČ, F.R. FILIPPOV, *Social'nye peremeŝeniâ*, Moscou, 1970, p. 133. Le fait que Rutkevič ait été, un an plus tard, placé à la tête de l'institut des recherches sociologiques de l'AN SSSR, en 1972, à la place d'Aleksej Rumâncev, alors qu'en étaient exclus d'autres chercheurs moins dogmatiques comme Ûrij Levada,

Manifestement, après l'éviction de Khrouchtchev, le discours sur le passage progressif au communisme – censé, précisément, atténuer la signification de l'appartenance de classe – est remisé au profit d'une conception plus rigide des critères de classe[1548]. D'une certaine façon, Rutkevič et Filippov refusent de prendre en compte un phénomène analogue à celui qu'Antoine Prost observe en Occident au début des années 1990 :

> [La vieille histoire sociale] comportait d'abord une faiblesse intrinsèque et constitutive : elle négligeait de s'interroger sur la construction même de l'objet étudié. Les groupes sociaux étaient donnés comme déjà là, déjà constitués : il y avait les ouvriers, les paysans, les bourgeois et la question de la légitimité de ce découpage n'était pas posée. Or les autres sciences sociales en se développant remirent en question ces axiomes fondamentaux. L'étude sociologique de la mobilité sociale oblige les historiens à s'interroger sur les groupes intermédiaires et sur les sous-groupes. Les frontières des classes sociales sont mouvantes, et leurs déplacements mêmes objet d'étude.[1549]

D'autres solutions s'offrent aux enfants des élites pour contourner l'obligation du stage productif de deux ans instauré en 1958, outre la production de fausses attestations, fréquente si on en croit plusieurs témoignages : certains s'inscrivent en *tehnikum* ou dans une école d'apprentissage professionnel dès la fin de la 8e classe, avec l'intention d'entrer ensuite directement en VUZ. De telles stratégies sont observées y compris après la remise en cause des avantages aux « producteurs » : au début des années 1970 encore, il n'était pas rare de voir des enfants de la nomenklatura, fils et filles de responsables de l'administration ou du parti, s'inscrire dans une école professionnelle à la surprise de leurs camarades, qui ne comprenaient pas les raisons de ce passage d'un an ou deux dans un établissement réputé peu prestigieux, avant de retrouver les dits élèves à l'entrée en VUZ, assurés d'être pris de par leur parcours et leur statut de « travailleur de la production »[1550].

Comme on l'a vu, les universités avaient aussi la possibilité de conserver un mode de sélection sur concours dans certaines spécialités. C'est le cas à GGU, comme le confirme un rapport du prorecteur sur les années 1958-1961 :

> Aux facultés de physique et de mathématiques, voilà déjà deux ans de suite que nous n'admettons pas plus de 30 à 40% de producteurs. Ce pourcentage ne dépassera probablement pas les 40 à 50% l'an prochain. Les facultés de radiotechnique, de physique et de mécanique-mathématiques recruteront donc, comme auparavant, au moins 50% d'anciens écoliers du secondaire. Sera donc entièrement conservée la tâche d'améliorer le travail avec les écoliers, dans le but d'attirer à l'université la jeunesse la plus préparée et la plus capable pour l'étude des sciences physico-mathématiques.[1551]

éclaire son hostilité à l'égard de cette conception plus souple de l'appartenance de classe. Cette dernière pouvait correspondre, à ses yeux, à un signe de l'influence de la sociologie « bourgeoise », qu'il prétendait combattre. Voir B.M. FIRSOV, *Istoriâ sovetskoj sociologii 1950-1980-h godov : kurs lekcij*, Saint-Pétersbourg, Evropejskij Universitet, 2001, p. 39.

[1548] Voir Martine MESPOULET, « La « renaissance » de la sociologie en URSS (1958-1972). Une voie étroite entre matérialisme historique et « recherches sociologiques concrètes ». », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2007, n° 16, p. 57-86.

[1549] Antoine PROST, « Pour une histoire sociale du temps présent », dans *Écrire l'histoire du temps présent. Études en hommage à François Bédarida*, Paris, Editions du CNRS, 1993, p. 356-358. Cité dans DELACROIX Christian, DOSSE François, GARCIA Patrick, *Histoire et historiens en France depuis 1945*, Paris, ADPF, 2003, p. 229-231.

[1550] Entretien avec E. Voznesenskaiâ à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie (Moscou), avril 2002.

[1551] GANO, 377/8/882, p. 146. Rapport « sur les études et le travail éducatif », daté du 15 septembre 1962.

A MGU également, les responsables s'appliquent à limiter les effets des nouvelles dispositions sur la sélection des nouveaux étudiants. A la faculté de physique, celle-ci se déroule toujours en fonction des critères académiques[1552]. De façon générale, le recteur Ivan Petrovskij veille à ce que les commissions d'admission fassent passer les capacités théoriques des candidats avant leurs origines sociales. D'après Vladimir Dimov,

> Il préférait les bacheliers « excellents » et vérifiait en personne les résultats des examens en mécanique-mathématiques, physique et chimie, et pouvait se mettre en colère en cas « d'erreur monstrueuse » de la commission d'admission. Il estimait inadmissible qu'à cause de deux ou trois virgules mal placées en russe, on refusât à l'université des talents évidents. « Il nous faut nous-mêmes apprendre à repérer les talents », disait-il.[1553]

L'académicien Konstantin Skrâbin prône une sélection des étudiants « qui ne laisse pas de place au libéralisme [*sic*], qui ne soit pas soumise à l'influence des demandes et des recommandations (*zavereniâ*) écrites ou par téléphone »[1554]. Un exemple parmi d'autres est donné par la lettre du recteur de GGU, Vladimir Širokov, qui demande à Aleksandr Aleksandrov d'inscrire son propre fils, étudiant de 1ère année, à l'université de Leningrad où il est envoyé pour des raisons médicales, en septembre 1959[1555]. Si les pressions sur les responsables universitaires se sont accentuées avec la réforme, d'autres signes de tension entourent la question de l'accès à l'enseignement supérieur : en septembre 1960, le ministère de l'Intérieur de la RSFSR annonce au *Buro RSFSR* l'arrestation à Leningrad de trois responsables ayant accepté, depuis 1958, des pots-de-vin pour faciliter l'inscription en VUZ, dont un inspecteur de l'administration de l'Instruction d'un quartier de la ville[1556]. L'ensemble de ces pratiques, dont l'importance est impossible à mesurer précisément, faute de sources appropriées, explique le maintien d'une forte inertie sociale, à la sortie du secondaire. Les chiffres recueillis par l'équipe de Vladimir Šubkin montrent qu'à Novossibirsk, en 1963, ceux qui accèdent au supérieur sont pour 16,4% des enfants de « dirigeants », pour 39% des enfants de « spécialistes » (ayant déjà une formation supérieure), et pour 21,9% des enfants de simples « employés », les « ouvriers » ne comptant que pour 18,9%[1557]. La distinction opérée par les sociologues du Département sibérien de l'AN SSSR, plus subtile que celle des statistiques officielles et même des rapports internes, dévoilait ainsi les limites de la démocratisation du secondaire.

Les sources qui rendent compte de l'application de la réforme de 1958 passent sous silence d'autres questions essentielles, en matière de démocratisation des études : ainsi, on ignore la proportion des « producteurs », ou encore des « ouvriers » comptabilisés à l'entrée, dans l'effectif réel de diplômés, au bout de quatre à cinq années d'études. Seul Rutkevič aborda ce sujet délicat, dans l'organe du MVSSO SSSR, au milieu des années 1960 : mais

---

[1552] Entretien avec Ûrij Gaponov, ancien étudiant de la faculté de physique de MGU, 2 décembre 2006, Moscou.

[1553] V. DIMOV, *Universitet Lomonosovyh. Krug osnovatelej, klâtvy Vorob'evyh gor, Èpoha I.G. Petrovskogo*, Moscou, Izdatel'stvo Moskovoskogo universiteta, 2003, p. 212.

[1554] *Vsesoûznoe soveŝanie…*, *op. cit.*, p. 121. Konstantin Skrâbin (1878-1972), spécialiste en biologie animale, est alors vice-président de la VASHNIL.

[1555] GANO, 377/8/934, p. 58. On ignore si le fils de Širokov, lui-même passé par une *rabfak*, après plusieurs années de travail à l'usine, avait lui aussi une expérience de travail pratique lors de son entrée en VUZ, en septembre 1959.

[1556] RGANI, 5/37 (Département de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR*)/75, p. 203-204. Les trois coupables prenaient 5 000 roubles (soit le double du salaire mensuel d'un professeur d'université dans une grande ville) pour l'inscription à l'institut de chimie fine et d'industrie pharmaceutique de Leningrad.

[1557] D.L. KONSTANTINOVSKIJ, « L'égalité en Russie : mythes et réalités », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2000, vol. 31, n°3, p. 69-97 ; schéma 3 p. 90.

c'était surtout pour revenir sur les tâches du Komsomol et des responsables de VUZ, que pour donner une image précise et fouillée de ce phénomène[1558]. Quarante-cinq ans après les faits, Lûbov' Balâsnaâ, alors secrétaire du Comité central du Komsomol chargée des questions scolaires, admet qu'il « y a eu des erreurs » dans la mise en œuvre du principe de promotion des élèves par le travail dans la production[1559]. Citant l'exemple d'une jeune fille, lauréate d'une médaille d'or, dont le travail scientifique accompli pour un concours à la fin de ses études secondaires avait été remarqué par des savants, mais qui, envoyée deux années dans un kolkhoze pour y travailler, n'a pu ensuite passer le concours d'entrée d'un institut de médecine, elle estime que « cette voie était erronée » et que les autorités ont « péché par excès » dans cette direction : « nous avons privé des élèves talentueux de la possibilité d'étudier ». On peut citer également le cas d'une candidate à l'inscription à la faculté de biologie de GGU qui, malgré ses bons résultats au concours d'entrée, fut recalée parce qu'elle ne disposait d'une expérience de travail que d'un an et dix mois : sa mère écrit au prorecteur pour plaider sa cause, en vain[1560]. L'abolition du caractère obligatoire du stage de deux ans dans la production à l'entrée en VUZ fut donc, selon Balâsnaâ, un retour en arrière justifié.

En effet, en 1965, quelques mois après l'éviction de Khrouchtchev, de nouvelles règles d'admission restaurèrent l'avantage accordé aux « médaillistes », quel que fût leur parcours, à l'entrée en VUZ, supprimant ainsi la priorité accordée aux « producteurs » : cette année-là, la part de ces derniers dans les nouveaux admis tomba à 27%, contre 60% en 1961 et 52% en 1963. Pour comprendre ce revirement, il faut aussi revenir aux critiques et aux réticences constatées, dans la communauté universitaire et scientifique, vis-à-vis des dispositions de 1958-1959.

II) Un « rapprochement avec la vie » illusoire et critiqué

Le second volet de la réforme de l'enseignement supérieur porte sur l'organisation des études, avec pour objectif le « rapprochement avec la vie », c'est-à-dire une meilleure correspondance entre les contenus et les modalités de la formation dispensée, d'un côté, et, de l'autre, les exigences et les besoins concrets du fonctionnement de l'économie et de l'administration du pays. Pour combler le fossé existant, d'après les promoteurs de la loi de 1958, Elûtin en tête, entre la réalité des VUZ et celle des entreprises industrielles et agricoles, il est question d'améliorer et d'allonger le fameux « stage pratique dans la production (*proizvodstvennaâ praktika*) », qui avait déjà fait l'objet de nombreuses réunions ministérielles depuis le milieu des années 1950. Une autre idée force consiste à faire passer progressivement des étudiants de plus en plus nombreux dans les filières « sans rupture avec la production » : outre l'économie réalisée en termes d'utilisation des locaux et d'équipement, le but d'un tel transfert était de mener de front qualification et connaissance du monde du travail. Les étudiants, familiarisés au quotidien avec leur future profession, devaient être d'autant plus enclins à étudier la spécialité choisie, sans risque de défection en fin ou en cours d'études.

Cette approche à la fois technocratique (l'État était sûr de dispenser une formation aux bonnes personnes) et idéologique (les futurs cadres allaient avoir un profond respect pour le travail dans la production) se heurtait cependant à des difficultés matérielles. Surtout, elle rencontra rapidement les réticences de nombreux acteurs du système d'enseignement, qui, malgré les garde-fous promis pour certaines disciplines, voyaient d'un mauvais œil la

[1558] M.N. RUTKEVIČ, « Počemu student ne prihodit k finišu », *Vestnik vysšej školy*, 1965, n°7.
[1559] Entretien du 9 février 2004, Moscou.
[1560] GANO, 377/8/934, p. 22-25. La lettre est datée du 25 août 1959.

formation théorique sacrifiée sur l'autel de l'apprentissage d'un métier qui n'avait qu'un lointain rapport avec les attributions d'un spécialiste de qualification supérieure. Comme en 1958, ce sont les universitaires et les savants issus de la sphère des sciences exactes et expérimentales qui émirent les plus grands doutes, dans le prolongement de la contestation apparue lors de la « discussion générale ».

A. De nouveaux plans d'études contestés

Le premier principe du « renforcement du lien de l'école avec la vie » concernait l'amélioration du stage pratique dans la production, véritable serpent de mer des discussions internes sur le travail des VUZ, depuis le milieu des années 1950, voire au-delà. La contestation d'une partie des universitaires et des scientifiques sur ce point particulièrement sensible ne cesse pas avec le vote de la loi. Au-delà des discours publics des « savants », les signes d'un mécontentement sont perceptibles dans les sources administratives.

Dès janvier 1959, deux académiciens prolongent les critiques qu'ils avaient adressées au principe de la combinaison des études avec un travail dans la production : le physicien Igor' Tamm et le biologiste Nikolaj Kuznecov, disent dans l'organe du MVO SSSR leur hostilité à la généralisation de l'enseignement du soir en physique, en biologie et en chimie[1561]. Dans le même numéro, Nesmeânov publie un article directement inspiré de son intervention du 19 septembre 1958 : il appelle les enseignants du supérieur à transmettre les clefs d'un véritable « travail intellectuel », au détriment du « bagage mort » imposé en masse, selon lui, aux étudiants. Ce texte est cité dans un rapport interne du conseil scientifique de GGU, en février 1959 : le prorecteur regrette que les enseignants n'aient pas encore appliqué les préceptes du président de l'AN SSSR[1562]. Trois ans plus tard, le spécialiste en radiotechnique Aleksandr Minc publie une tribune du même ton dans la presse centrale[1563]. Au début de l'été 1962, dans la revue plutôt conservatrice de l'Union des écrivains d'URSS *Ûnost'* (« La jeunesse »), le mathématicien Sergej Sobolëv constate :

> Les futurs physiciens et mathématiciens qui ont eu une coupure dans leurs études secondaires ont une connaissance plus limitée, moins solide et, chose plus importante, ils sont moins capables d'assimiler les méthodes de travail créateur que ceux qui viennent directement de l'école sans qu'il y ait eu un entracte dans leur éducation.[1564]

Dans les années qui suivent l'adoption de la loi de 1958, s'installe, dans le discours officiel, l'idée que la réorganisation des études supérieures aurait été inspirée par l'institut minier et métallurgique de Magnitogorsk : c'est ce que réaffirme Elûtin lors de la réunion solennelle organisée au Kremlin les 4-7 juillet 1961, avec de nombreux responsables de VUZ[1565]. Cette vision erronée, comme l'a prouvé Feŝenko, avait une fonction quasi mythique : faire croire que l'initiative de la généralisation des études du soir était venue de la base, et quelle base – un lieu concentrant à lui seul tout l'héroïsme de la « construction socialiste » et

[1561] *Vestnik vyssšej školy*, 1959, n°1.
[1562] GANO, 377/8/886, p. 28. Le rapport a été discuté et adopté lors du conseil scientifique de GGU du 25 février 1959.
[1563] *Izvestia*, 14 septembre 1962.Aleksandr Minc (1895-1974), académicien depuis 1958, avait assisté à la réunion à l'*Otdel nauki* du CC du PCUS le 19 septembre 1958, mais sans prendre la parole.
[1564] *Ûnost'*, n°6, 1962. La revue est alors dirigée par l'écrivain Boris Polevoj, qui avait été un des premiers à signaler à Khrouchtchev les difficultés rencontrées, dans les campagnes, à l'embauche de jeunes travailleurs qualifiés : voir *supra*, chapitre 2.
[1565] *Vsesoûznoe soveŝanie…*, *op. cit.*, p. 28.

de l'industrialisation des années 1930[1566]. En fait, la transformation des deux premières années d'études en années « sans rupture avec la production » ne va pas de soi, comme le montrent les réserves exprimées plus ou moins ouvertement, au niveau de chaque établissement. Dans certains cas, elles prennent la forme d'un véritable mécontentement, comme le suggère la citation du responsable du *Minpros RSFSR* citée en épigraphe de ce chapitre.

D'une spécialité à l'autre, les conceptions varient radicalement sur la teneur et le contenu du « stage pratique ». Ainsi, les enseignants de LGU suggèrent de faire travailler les étudiants comme laborantins et préparateurs dans les instituts de recherche scientifique[1567]. Beaucoup de facultés rechignent à élaborer et à appliquer de nouveaux programmes d'études, qui comporteraient une période plus ou moins longue de travail dans la production : la difficulté, ici, consistait aussi à passer des accords avec les entreprises de la région, et de préférence du secteur concerné, pour y envoyer les étudiants. La désorganisation des études est attestée, près d'un an après la loi, par une note interne de l'*Otdel nauki* à ses supérieurs hiérarchiques, les secrétaires du CC du PCUS[1568]. Vladimir Kirillin y souligne les difficultés rencontrées avec les étudiants des deux premières années : les programmes n'ont pas pu être adaptés à une situation quasi inextricable, car une partie d'entre eux travaille, et l'autre – possédant déjà l'expérience de travail nécessaire – non. Il en résulte une grande confusion dans le calendrier des cours et des travaux dirigés. Les prévisions de certains savants qui, comme le mathématicien Valentin Fabrikant, redoutaient le mélange entre les « producteurs » et les anciens écoliers « recrutés sur concours (*konkursniki*) », s'avéraient fondées[1569].

D'après Aleksandr Kessenih, alors jeune chercheur à la faculté de physique de MGU, les meilleurs élèves, entrés grâce à leur médaille d'or ou grâce à des notes excellentes aux concours, étaient admis à y travailler dans des laboratoires des instituts de recherche auxquels leurs enseignants appartenaient[1570]. Les savants écrivaient eux-mêmes des recommandations pour leurs meilleurs étudiants – ce système servait également à substituer une activité de recherche au « stage pratique » obligatoire durant la 3ème année d'études. Deux ans après l'entrée en vigueur de cette disposition, peu de choses avaient été faites, y compris dans les VUZ technologiques, pour assurer la mise au travail des futurs diplômés. Ainsi, lors de la réunion déjà citée, Smirnov, recteur de l'institut polytechnique de Leningrad, demande qu'on supprime une partie du paragraphe 30 de la loi, stipulant que dans certaines spécialités théoriques, il faut organiser les études « en rupture avec la production », au motif que

> l'existence de ce passage ne fait que générer les tendances malsaines, chez une certaine partie des responsables de VUZ, à contourner (*obojti*) les dispositions principales de la Loi sur le rapprochement du supérieur et de la vie et du travail.[1571]

Quelques minutes plus tard, Stoletov, devenu en 1959 ministre de l'Enseignement supérieur et secondaire spécial pour la RSFSR, regrette lui aussi que « certains recteurs

---

[1566] N.I. FEŜENKO, *Soveŝanie rabotnikov vyssšej školy v Moskve 22-24 sentâbrâ 1958 goda i ego rol' v podgotovke « zakona o škole » (1958 g.)*, Gorki, 1986. Voir aussi *supra*, chapitre 6.

[1567] RGANI, 5/37/45, p. 163-164. Note sur le déroulement de la « discussion générale » dans la ville de Leningrad envoyée par le *gorkom* au Département de la science et des écoles pour la RSFSR, décembre 1958.

[1568] RGANI, 5/35/120, p. 204-212. Rapport daté du 27 novembre 1959.

[1569] Voir *supra*, chapitre 6, et les extraits de son intervention lors de la réunion du 22 septembre 1958 au MVO SSSR, en annexe, en particulier p. 209-210 du document.

[1570] Entretien du 6 juin 2002, Moscou.

[1571] *Vsesoûznoe soveŝanie…*, *op. cit.*, p. 59. Quelques heures plus tard, le ministre de l'Instruction de RSFSR, Afanasenko, lui répond que le maintien de places réservées aux écoliers du secondaire à l'admission en VUZ constitue un stimulant important, qu'il vaut mieux ne pas remettre en cause, et ajoute sur un ton pessimiste : « le sentiment d'inquiétude ne doit pas nous quitter ». *Ibid.*, p. 352.

oublient » le principe de l'union des études avec le travail dans la production[1572]. V. Venikov, professeur à l'institut énergétique de Moscou (MEI), dénonce l'insuffisance de la formation théorique et « le changement perpétuel des plans et de la structure des études ». Le secrétaire du *partkom* de MVTU, G. Kiselev, estime pour sa part que la forme de combinaison des études avec le travail dans la production n'est pas idéale : selon lui, il vaudrait mieux envoyer les étudiants en entreprise à partir de la 3ème année[1573]. A.P. Vinogradov, géochimiste et académicien, estime dommageable à la science qu'on retarde trop l'âge de sortie de l'université. Čilikin, directeur du MEI, juge que « le travail productif des étudiants n'est pas un but en soi, mais un moyen de leur développement harmonieux »[1574].

Beaucoup de responsables partagent alors le point de vue d'un *docent* de chimie de GGU, qui refuse que les étudiants du soir aient la possibilité de passer dans la filière de jour : d'après lui, l'écart entre les programmes et les niveaux est trop important[1575]. Il s'agit là d'un élément d'une critique plus profonde de tout un pan de la politique d'enseignement de la période khrouchtchévienne : le développement des études « sans rupture avec la production », vouées à remplacer, à terme, les études de jour dans de nombreuses spécialités.

B. Les filières « sans rupture avec la production » toujours dénigrées

Le développement des filières « sans rupture », censées devenir, à moyen terme, la voie majoritaire de formation des cadres soviétiques, pose plusieurs problèmes au début des années 1960. Ces défauts, déjà classiques, sont essentiellement le manque de moyens et le taux très élevé d'échecs et d'abandons. Ils contribuent à fragiliser un système de plus en plus critiqué sur le plan interne.

Les autorités avaient pourtant pris des mesures non négligeables pour améliorer les choses, dans ces filières déjà critiquées au cours des années précédentes : le 2 juillet 1959 est produit un décret du CM d'URSS, qui fixe de nouveaux « avantages (*l'goty*) » substantiels au profit des étudiants du soir et par correspondance : jours de congé supplémentaire à leur lieu de travail, défraiement partiel des voyages occasionnés par les examens ou les soutenances, etc. Les résultats de ces mesures tardèrent à se faire sentir, peut-être en raison des lenteurs administratives dans leur exécution. En avril 1960, la direction du MVSSO RSFSR se plaint que, malgré l'annonce du doublement de la quantité de diplômés du supérieur formés « sans rupture avec la production » entre 1959 et 1965, leur nombre réel ne fait toujours pas l'objet d'un comptage systématique centralisé[1576]. Plus que jamais, et malgré les mesures prises pour faciliter l'inscription des ouvriers et des kolkhoziens dans ces filières, les étudiants du soir et surtout par correspondance sont les parents pauvres du système éducatif. En octobre 1960, Stoletov constate qu'il n'existe toujours pas de manuels en nombre suffisant pour ces derniers, et adresse un appel énergique et solennel au *Buro RSFSR*, sur ce thème :

[1572] *Ibid.*, p. 77.
[1573] *Ibid.*, p. 259. Au MVTU, des professeurs de la faculté de mécanique et de technologie avaient déjà demandé, en juin 1959, que la durée du « stage pratique dans la production » soit réduit de deux à une année : GARF, R-5446 (CM d'URSS)/ 93 (Direction des affaires)/150, p. 53
[1574] *Vsesoûznoe sovešanie…*, *op. cit.*, p. 236-237.
[1575] GANO, 377/8/862, p. 83. Protocole de la séance du Conseil scientifique de la faculté de chimie du 27 décembre 1962.
[1576] GARF, A-259 (Conseil des ministres de RSFSR)/42 (Direction des affaires)/6281, p. 9-11. Lettre datée du 2 avril 1960.

> Il en résulte que les étudiants par correspondance sont privés de la possibilité d'étudier auprès de nos meilleurs savants (alors que c'est justement cette possibilité qui est un des aspects déterminants de l'importance positive de l'enseignement à distance), et le niveau de scientificité de l'enseignement supérieur en entier (avec actuellement plus d'un million d'étudiants par correspondance) s'en trouve inévitablement abaissé. Finalement, c'est le principe même de l'enseignement par correspondance qui est discrédité (*oporočivaetsâ*). Dans ces conditions, le manque de littérature pour les étudiants par correspondance prend la proportion d'une affaire d'État.[1577]

Le ministre dénonce aussi l'attitude des grandes universités comme MGU et LGU, qui n'ont toujours pas formé de faculté par correspondance, et se contentent de donner des cours du soir à un nombre limité d'étudiants[1578].

Les grandes universités rechignaient en effet à développer les cycles d'études « sans rupture avec la production », moins prestigieux et surtout moins attractifs. Les chiffres des plans d'admission pour 1959 et 1960 témoignent des écarts existant entre des VUZ équivalents, à Moscou, Leningrad, Gorki ou Novossibirsk : certains n'avaient pas encore formé de faculté par correspondance, ou donnaient la priorité à l'admission aux études de jour, malgré les nouvelles orientations ministérielles (voir le tableau suivant)[1579].

Le plan d'admission dans quelques VUZ de Moscou, Leningrad, Gorki et Novossibirsk, en 1959 et en 1960, par types d'études (en nombre d'étudiants)[1580]

	1959			1960		
	De jour	**Du soir**	**Par corr.**	**De jour**	**Du soir**	**Par corr.**
MGU	2526	1262	851	2615	1440	965
LGU	1410	730	775	1513	875	750
GGU	535	225	**0**	670	310	100
NGU	175	150	**0**	205	80	**0**
MVTU	1698	850	**0**	1825	963	**0**
Institut polytechnique de Leningrad	1685	385	**0**	1680	525	**0**
Institut polytechnique de Gorki	870	675	535	1085	720	675
Institut d'ingénierie et de construction de Moscou	800	650	**0**	800	650	**0**
Institut d'ingénierie et de construction de Leningrad	455	200	525	485	350	750

[1577] GARF, A-605/1/355, p. 233. Lettre datée du 30 octobre 1960.
[1578] *Ibid.*, p. 239.
[1579] Le cas particulier de l'université de Novossibirsk (NGU) est étudié plus en détails, *infra*, III) C.
[1580] GARF, A-605/1/367, p. 111-130. Tableau reconstitué.

Institut d'ingénierie et de construction de Gorki	270	50	76	300	100	150
Institut d'ingénierie et de construction de Novossibirsk	695	100	200	725	100	200

En décembre 1960, Stoletov signale d'ailleurs au Comité central qu'à Gorki, comme à Moscou, l'augmentation des effectifs dans les filières « sans rupture » est encore insuffisante[1581]. Au même moment, reprenant une pratique déjà courante à la fin de la décennie précédente, le recteur de MGU Ivan Petrovskij s'adresse lui aussi au CC du PCUS pour demander des places supplémentaires en études de jour, pour plusieurs facultés : mécanique et mathématiques, géographie, géologie, économie et journalisme, principalement[1582]. Mais la réponse immédiate de Stoletov, à qui l'*Otdel nauki* a transmis la demande, est négative : il accepte seulement d'accorder encore quelques places du soir et par correspondance[1583]. Pourtant, de son côté, le MVSSO RSFSR s'efforce aussi d'élargir sa marge de manœuvre : la question de la planification des effectifs fait l'objet d'une correspondance intense avec le Gosplan d'URSS, au début des années 1960. Les autorités républicaines demandent à plusieurs reprises une augmentation du « plan d'admission (*plan priëma*) », surtout en études de jour, en particulier pour des spécialités très déficitaires, comme les nouvelles technologies (mécanisation complexe, automatisation des processus de production, etc.)[1584].

D'autres nuages obscurcissaient le tableau idéal d'un enseignement supérieur accessible à tous les travailleurs du pays : d'abord, une grande partie des étudiants ne travaillaient pas dans les secteurs correspondant à leur spécialité. Ainsi, dans les facultés par correspondance des instituts agricoles de Kazan, Sverdlovsk et Gorki réunis, 43% ne travaillaient pas dans l'agriculture, alors que la part totale des kolkhoziens dans le total des étudiants par correspondance de toute la RSFSR était de 4,4%[1585].

Mais le principal défaut des études « sans rupture » était la mauvaise qualité des formations reçues. Un rapport de la Commission de contrôle soviétique du Conseil des ministres d'URSS, en mai 1961, souligne que la plupart des questions posées par la loi du 24 décembre 1958 ne sont toujours pas résolues, et que la situation reste « insatisfaisante » dans ce domaine[1586]. Son auteur, Georgij Enûtin, un « administrateur » au profil de « spécialiste » (il a une formation et quelques années d'expérience en ingénierie métallurgique), reprend les principales critiques qu'il avait déjà adressées à ce type d'études, dans un rapport daté de septembre 1958[1587]. En premier lieu, elles connaissent une très forte déperdition du nombre d'étudiants : dans le cas extrême de l'institut polytechnique de toute l'Union (par correspondance), seuls 17% des inscrits en 1953, comme en 1954, ont obtenu, six ans après, leur diplôme dans les délais normaux[1588]. D'après Enûtin, « dans la majorité des VUZ et des *tehnikum*, le taux de réussite aux examens des étudiants par correspondance ne dépasse pas 35 à 40% », et plus de la moitié des étudiants de 1ère année par correspondance abandonne ou est exclue pour échec[1589]. L'enquête de la Commission de contrôle a montré que certains instituts,

[1581] GARF, A-605/1/355, p. 238.
[1582] GARF, A-605/1/354, p. 80-82. Lettre datée du 21 janvier 1960.
[1583] *Ibid.*, p. 74. Lettre du 23 janvier 1960.
[1584] Voir par exemple GARF, A-259/42/ 6112, p. 12. Lettre du vice-premier ministre de RSFSR V. Râbikov, adressée au Gosplan d'URSS, datée du 16 mai 1960. Un mois plus tard, le Gosplan donne son accord à une augmentation de 11 725 admis supplémentaires, dont 7 600 en études de jour, pour toute la RSFSR : *Ibid.*, p. 13.
[1585] *Ibid.*, p. 29.
[1586] GARF, A-259/42/7799, p. 5-14. Rapport daté du 8 mai 1961.
[1587] Voir *supra*, chapitre 5, et la notice biographique d'Enûtin, en annexe.
[1588] GARF, A-259/42/7799, p. 7.
[1589] *Ibid.*, p. 7-8.

pour gonfler leurs chiffres d'admission, acceptent des candidats qui ne présentent pas les conditions requises, puisqu'ils ne disposent pas de certificats ni de recommandations de leur lieu de travail. Ces abus prennent parfois des proportions graves, laissant flotter un soupçon de corruption et de passe-droit sur le déroulement de l'admission :

> Ainsi, l'institut agricole de toute l'Union d'enseignement par correspondance a admis en 1960, en 1ère année, 858 personnes (50% du total d'admis) qui étaient diplômés de *tehnikum* agricoles. Ce sont des enseignants de ces mêmes *tehnikum* qui leur ont fait passer les examens d'entrée, et leur inscription en VUZ a eu lieu alors qu'ils ne travaillaient pas encore. Dans le nombre des inscrits, presque personne n'a d'expérience de travail dans l'agriculture. Il résulte de cette admission bâclée (*ogul'nyj*) que 60% des étudiants n'ont toujours pas commencé à remplir leur plan d'études.[1590]

Un autre rapport, émanant cette fois de la Commission de contrôle soviétique du CM de RSFSR, transmis deux mois plus tôt au gouvernement russe, confirme la gravité des « défauts » signalés[1591]. L'institut agricole déjà cité a réussi à diplômer seulement 428 (20%) des 2 057 étudiants admis en 1955, dans les délais normaux[1592]. De plus, alors que la demande pour recevoir une formation supérieure « sans rupture avec la production » est croissante, l'offre de places reste limitée : sur 145 VUZ de jour du MVSSO RSFSR, 46 (un tiers) ne disposent pas de facultés par correspondance, et 19, de facultés du soir.

Dans ces conditions, le taux d'abandon en cours d'études était élevé : le rapport de la CSU déjà cité rappelait que, depuis 1955/1956, il était de 8% dans les filières « sans rupture avec la production », contre moins de 2% dans les autres[1593]. Une des conséquences des difficultés des filières « sans rupture » fut le décrochage entre les besoins en cadres et la production de nouveaux diplômés. Un document émanant du gouvernement russe, adressé au *Buro RSFSR* et intitulé « Sur l'amélioration de la planification et l'augmentation de la formation des jeunes spécialistes… », révèle que la demande de cadres des secteurs de l'industrie, des transports et de la construction n'a été satisfaite qu'à 60% en 1959, puis à 48% en 1960, et à 30% en 1961[1594]. Les rapports internes s'accumulent, à cette époque, sur l'immensité des besoins en cadres de formation supérieure et intermédiaire (« secondaire spéciale »). Dans de nombreuses entreprises de premier ordre, les « praticiens » (*praktiki*), sans formation correspondante, restent majoritaires parmi les ingénieurs et les techniciens : c'est le cas à l'usine de tracteurs de Tcheliabinsk (55%), à celle de machines-outils « Ordjonikidze » de Moscou (53%), ou encore à celle de moteurs de Iaroslav (82%)[1595]. Stoletov signale à son gouvernement, au printemps 1961, que l'objectif inscrit dans le projet de décret alors en préparation, à savoir satisfaire, en 1965, 70% des besoins en spécialistes de toutes qualifications, est irréaliste[1596]. Deux ans plus tard, le Gosplan de RSFSR confirme que le taux de satisfaction est passé de 63% en 1960 à 47% en 1961, puis 31% en 1962[1597]. Georges Sokoloff avait déjà relevé la stagnation du nombre de nouveaux diplômés de formation supérieure au tournant des années 1960, résultat de la limitation des admissions en

---

[1590] *Ibid.*, p. 12.
[1591] *Ibid.*, p. 21-30. Rapport daté du 4 mars 1961.
[1592] *Ibid.*, p. 28.
[1593] RGANI, 5/37/75, p. 134.
[1594] GARF, A-259/42/7803, p. 7. Document non daté. La pénurie est plus sensible encore dans les nouvelles technologies : dans la construction de machines électriques, la construction d'instruments et en radiotechnique, la demande n'est satisfaite qu'à 20-23%.
[1595] GARF, A-259/42/7804, p. 43. Document non daté.
[1596] GARF, A-259/42/7804, p. 53. Lettre du 17 mars 1961.
[1597] GARF, A-605/1/1562, p. 347. Document date de mars 1963.

VUZ « en rupture avec la production » à la fin de la décennie précédente[1598].

Khrouchtchev avait annoncé en janvier 1959 que le plan septennal devait former 2,3 millions de spécialistes de niveau supérieur et secondaire spécial, contre 1,7 au cours des sept années précédentes[1599]. Même si les statistiques publiées dans les années suivantes donnent un chiffre proche, avec 2 millions de nouveaux diplômés du supérieur, toutes filières confondues, pour cette période, il semble que la mauvaise fiabilité de la planification des diplômes inquiète de plus en plus les responsables[1600]. Le 20 juin 1964, Elûtin annonça un raccourcissement des études pour certaines spécialités (médecine, agronomie, technique, économie, etc.) ainsi qu'un allégement des programmes : le système ne parvenant pas à fournir suffisamment de cadres au pays, il fallait donc accélérer son fonctionnement[1601]. Cette mesure visait aussi à répondre aux conséquences qu'avaient, sur les étudiants, les changements survenus depuis la fin des années 1950.

C. Alertes sur la santé et l'état d'esprit des étudiants

La question du bien-être des étudiants n'est pas posée en tant que telle dans les documents consacrés à l'application de la réforme de l'enseignement supérieur. Pourtant, dans la lignée des débats survenus au milieu des années 1950, des voix s'élèvent au début des années 1960 pour dénoncer les conditions d'études, jugées trop difficiles, des futurs cadres du pays. La prise en compte de cette donnée entraîne une nouvelle mise en cause du principe du « rapprochement avec la vie », en tout cas une autre lecture que celle proposée par la direction du pays ; elle est d'autant plus légitime que l'une des causes immédiates de la réforme, l'ébauche, en 1956, d'une agitation étudiante sur des positions politiques hostiles au régime ou à sa politique, semble avoir disparu dans les années suivantes.

Les arguments des médecins avaient eu moins de portée, lors de la « discussion générale », que ceux des représentants des sciences exactes, en particulier des académiciens : en conséquence, les nouveaux programmes adoptés dans le secondaire avaient été marqués par une inflation spectaculaire du volume horaire. Dans le supérieur, les responsables sont rapidement confrontés à un problème insoluble : comment maintenir le niveau de formation des deux premières années d'études, tout en les conciliant avec un « stage pratique », voire un emploi à temps complet dans « la production » ? Ceux qui effectuent cette partie de leurs études « sans rupture », c'est-à-dire qui suivent des cours du soir ou par correspondance pendant deux ans, sont dans une situation particulièrement difficile, comme le signale un enseignant de VUZ de Gorki, Pankratov, lors d'une réunion à l'*obkom* du Parti, en octobre 1959 :

> Nous avons calculé que les étudiants de certaines spécialités ont la possibilité de dormir 5 ou 6 heures par jour. Le reste du temps est partagé ainsi : 8 heures de travail, 4 heures de cours obligatoires, ensuite le trajet, la cantine, et il reste peut-

[1598] Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie des cadres supérieurs en Union soviétique », *Annuaire de l'URSS*, tome II, Paris, CNRS, 1964, p. 333-365 ; p. 350.
[1599] Nikita KHROUCHTCHEV, *Les chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'URSS pour 1959-1965. Rapport au XXIe Congrès extraordinaire du PCUS. 27 janvier 1959*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1959, p. 76.
[1600] Voir Tamara REVENKO, *L'enseignement supérieur…*, *op. cit.*, p. 107, et la reproduction de ce tableau, en annexe.
[1601] La durée des différents cycles d'études n'excédait plus cinq ans et six mois – pour la médecine, « stage pratique » compris. Voir les données par branches dans Tamara REVENKO, *L'enseignement supérieur…*, *op. cit.*, p. 19.

> être une heure pour le travail personnel. Il est clair que cet état de choses est anormal. On a dit ici, et c'est très juste, qu'on doit habituer notre jeunesse aux difficultés, à les surmonter, pour qu'ils suivent leur chemin vers les sommets de la science à travers les difficultés, mais ce que j'ai exposé là, ce ne sont plus des difficultés, c'est un scandale. (QUELQU'UN : Très juste !) Si les étudiants travaillent ainsi tout un semestre, ils attraperont un épuisement nerveux ou une tuberculose. Notre objectif est pourtant de former des cadres, des bâtisseurs du communisme en bonne santé. Il est clair que les organes directifs doivent prendre des mesures extraordinaires. Lesquelles ? il m'est difficile de le dire mais cette question doit être immédiatement résolue, autrement, même si j'ai peur de prononcer ce mot, l'existence même de la loi sur le lien entre l'école et la vie va être discréditée chez nous[1602].

La réponse du ministre adjoint de l'Enseignement supérieur, N.F. Krasnov, est proportionnelle à la charge précédente. Il affirme que ces effets ne sont pas encore prouvés, et rappelle en termes peu amènes, que la loi n'en est encore qu'au stade de l'expérimentation, qu'il est trop tôt pour s'inquiéter :

> Chez nous aussi, à Moscou, nous avons eu ce genre de scène. Par exemple, un directeur adjoint d'institut a pris la parole et lui aussi est tombé dans l'hystérie à ce propos. […] le temps va passer, nous allons rassembler les faits, les analyser et ensuite on réfléchira aux nouvelles formes conformes à la loi promulguée par le Soviet Suprême. Faut-il abroger la loi demain ? Non. Alors, réfléchissons à partir de là. Si vous avez des propositions, envoyez-les, venez et nous discuterons de ces sujets.[1603]

Mais une autre participante à la réunion, Dmitrieva, prend la défense de Pankratov, au nom de ses compétences dans le domaine de la santé :

> Je suis secrétaire d'une organisation du Parti et médecin, et j'ai déjà fait une intervention à ce propos à l'*obkom*. Je n'ai peut être pas raison, je parle comme médecin et je pèse bien mes mots. Si nous menons jusqu'au bout cette expérience, nous pouvons récolter de bien tristes résultats en ce qui concerne la santé des étudiants. Je peux citer les noms (…) les garçons rentrent chez eux à minuit. Non seulement ils ne peuvent pas revoir leurs cours à la maison, mais en plus ils dorment entre 4,5 et 5 heures.[1604]

Plusieurs témoins confirment l'état de fatigue des étudiants de 1ère et 2ème années à cette époque, dont certains devaient étudier la nuit, alors qu'ils travaillaient le jour : Mihail Narinskij, qui effectua son « stage pratique » en tant qu'assistant de laboratoire d'une école secondaire, se souvient que plusieurs de ses camarades de la faculté d'histoire de MGU avaient dû s'embaucher dans des usines ou des blanchisseries, pour des emplois pénibles[1605]. La tension qui s'exprime localement autour de ces questions n'est pas sans écho au niveau ministériel. Avec le temps, les autorités sont de plus en plus conscientes de la surcharge de travail qu'imposent les nouvelles formes d'études : en mars 1963, Stoletov expose lors d'une réunion à son ministère les résultats d'une enquête du laboratoire de sociologie de LGU parmi les étudiants du soir et par correspondance. A la question : « Parvenez-vous à étudier et à

[1602] GOPANO, 3 (*Obkom* du PCUS de Gorki)/2/1022, p. 38-39. Sténogramme de la réunion des enseignants de sciences sociales du 14 octobre 1959.
[1603] *Ibid.*, p. 65.
[1604] *Ibid.*, p. 64.
[1605] Entretien du 20 mars 2002, Moscou.

trouver le temps de vous reposer et de vous divertir ? », seuls 10 à 12% des physiciens, des mathématiciens et des géographes, et 15% des biologistes, ont répondu par l'affirmative[1606]. Il semble que la prise de conscience de ces problèmes, depuis les milieux concernés (médical et universitaire), gagne progressivement l'espace public, comme cela avait été le cas au milieu des années 1950.

Dans ces conditions, on peut s'interroger sur la perception par les intéressés des principales dispositions de la *perestroïka* du supérieur. Si les diverses formes de contestation de la décennie 1953-1964 sont désormais assez connues, il manque encore beaucoup de données aux chercheurs pour se faire une idée de la situation dans les années précédant la déposition de Khrouchtchev. L'état d'esprit du monde étudiant n'est pas forcément plus favorable au régime qu'il ne l'était en 1956 – la seule différence, peut-être, est que l'efficacité de la répression et de la surveillance, et la désillusion idéologique qui a suivi la lecture du « Rapport secret », puis la répression de la révolte hongroise, ont rendu les tentatives d'expression alternative plus rares et plus discrètes. C'est ce que confirme le nouveau chef du KGB, Vladimir Semičastnyj, dans un rapport consacré à l'atmosphère dans le pays lors de l'éviction de Khrouchtchev, à la fin de l'année 1964. L'ancien premier secrétaire du Komsomol constate que des groupes ou des individus prétendent encore renverser le régime (et non plus le corriger comme auparavant), et que parmi la jeunesse des VUZ règnent plutôt « l'apathie et un rapport indifférent aux problèmes sociaux et politiques, au passé révolutionnaire de notre peuple », parfois « une tendance à la critique sous prétexte de la lutte contre le culte de la personnalité »[1607]. Les deux travers n'étaient pas contradictoires : l'indifférence à l'idéologie officielle était perçue, à tort ou à raison, comme une insuffisance, un premier pas vers la déviance. Mais alors que les ouvriers – comme les prisonniers des camps – étaient capables d'attaquer violemment les dirigeants dans des tracts ou des bulletins de vote, voire de se révolter et de conduire une émeute, comme c'est arrivé à plusieurs reprises durant la période khrouchtchévienne[1608], les étudiants incarnaient encore l'espoir de réformer encore le régime, d'aller plus loin que le XXe Congrès[1609].

Pourtant, au début des années 1960, une nouvelle catégorie désignée par « étudiants et écoliers » fait son entrée dans les tableaux élaborés par le KGB à l'attention du CC du PCUS : elle représente respectivement 20 et 26% des « documents antisoviétiques anonymes » traités par les organes de la Sécurité d'État en 1962 et 1965, soit, dans le second cas, le premier groupe social, devant les ouvriers (respectivement 35% puis 25%)[1610]. On peut douter du degré de détermination et de dangerosité de cette contestation : seule une minorité a l'audace – ou l'inconscience – de passer aux actes. Le 7 novembre 1963, Mihail Kapranov, étudiant en histoire à GGU, manifeste lors de la cérémonie commémorant l'anniversaire d'Octobre son rejet du gouvernement khrouchtchévien et, avec un groupe de camarades d'études, proclame l'instauration de son propre gouvernement, avec pour programme l'élargissement de la démocratie, soit en particulier l'instauration d'élections avec au moins deux candidats « comme en Hongrie ». Après les avoir exclus de l'université et les avoir envoyés travailler à l'usine pendant quelque temps, le KGB les laissa reprendre leurs études.[1611]

[1606] GARF A-605/1/1563, p. 21-22. Sténogramme de la réunion des recteurs de RSFSR, 19 mars 1963.

[1607] GARF, R-5/30/462, p. 251. Cité par V.A. KOZLOV, O.V. ÈDEL'MAN, È.Û. ZAVADSKAÂ (éd.), *Kramola. Inakomyslie v SSSR pri Hruševe i Brežneve 1953-1982*, Moscou, Materik, 2005, p. 46.

[1608] Sur les révoltes de la période khrouchtchévienne, et en particulier la plus célèbre, à Novotcherkassk en juin 1962, qui fit au moins 23 morts, voir V.A. KOZLOV, *Protivostoânie naroda i vlasti, 1953-1985*, Moscou, 2006.

[1609] Voir Benjamin K. TROMLY, *Re-Imagining the Soviet Intelligentsia: Student Politics and University Life, 1948-1964*. Thesis (Ph.D.), Harvard University, 2007.

[1610] RGANI, 89/51/1, p. 2 et 89/6/28, p. 2 ; cité par V.A. KOZLOV *et alii*, *Kramola*, *op. cit.*, p. 227.

[1611] Natal'â GERASIMOVA, «Sobiraâ ustnye svidetel'stva… Professora i studenty 1960-h godah», dans EREMINA L.S., ŽEMKOVA E.V. (dir.), *Korni travy. Sbornik statej molodyh istorikov*, Moscou, Memorial, 1996. Cinq ans plus tard, Kapranov, à nouveau exclu pour avoir tenté de fonder un parti politique clandestin,

Localement, les autorités stigmatisent des comportements où agitation et petite délinquance sont souvent confondues. Ainsi, un rapport interne de GGU souligne, en 1962, que la plupart des « actes amoraux (*amoral'nye prostupki*) » sont le fait d'étudiants venus de la production, en d'autres termes de « producteurs » favorisés par les nouvelles règles d'admission de 1959[1612]. Mais il s'agit davantage ici d'atteinte à l'ordre public (fêtes, bagarres, ivrognerie) que de contestation du régime, même si ces catégories sont délibérément mêlées dans le discours officiel[1613]. Au total, il est impossible d'évaluer l'impact sur le monde étudiant des mesures destinées aussi, du point de vue de Khrouchtchev, à l'assagir.

Le « renforcement du lien entre l'école et la vie » aboutit à des interprétations contradictoires, au milieu des années 1960 : d'un côté, les autorités prennent conscience des risques provoqués, dans la planification des cadres de qualification supérieure, par une politique qui privilégie des types de formation moins fiables, comme les études du soir et par correspondance. Parallèlement, de nombreux responsables et enseignants ne parviennent pas à concilier le « travail dans la production » avec le maintien d'un niveau minimal, l'exigence de répondre aux évolutions scientifiques et techniques du moment, et la bonne forme physique des étudiants. De fait, universitaires et scientifiques développent et mettent en pratique une autre version du « lien entre les études et la vie » que celle qui leur est proposée dans les textes et les discours officiels.

II) La vision alternative des savants : renforcer le lien entre recherche et formation

Comme pour l'enseignement secondaire, les académiciens qui se sont impliqués dans la discussion de 1958 n'abandonnent pas leurs positions dans les années suivantes. Forts du soutien d'une partie des enseignants et responsables de VUZ, mais aussi de membres de l'appareil du CC du PCUS et du gouvernement haut placés, ils mettent alors en avant leurs propres conceptions en matière d'enseignement supérieur, souvent à l'encontre des injonctions et des orientations officielles. Du reste, il ne faut pas non plus exagérer le fossé entre leur culte de la science, tel qu'il a pu être souligné quelques années plus tard par les observateurs des « soixantards », et les convictions de bon nombre de dirigeants soviétiques, dont la foi en la science procède d'une certaine façon de la théorie marxiste et en particulier du « matérialisme dialectique »[1614]. Khrouchtchev lui-même, dans une note préparée au printemps 1963 et destinée à présenter au Présidium du CC du PCUS les grandes lignes de la réforme de l'AN SSSR qu'il envisage à l'époque, adopte un ton enthousiaste à son égard :

> Comme vous le savez, nous accordons beaucoup d'attention à la science, estimant à juste titre qu'elle est une des principales sources de la force de développement de la société soviétique. La science permet le progrès technique dans l'économie nationale et elle enrichit également la vie spirituelle de l'homme.

---

sera condamné à sept ans de camp de régime sévère, pour avoir collé des tracts sur les murs de l'université appelant à la solidarité avec le « Printemps de Prague ».

[1612] GANO, 377/8/882, p. 283. Rapport « sur les études et le travail éducatif », daté du 15 septembre 1962.

[1613] Sur la fabrication du phénomène du « parasitisme » et le traitement de la délinquance à l'époque khrouchtchévienne, voir Sheila FITZPATRICK, « Social parasites. How tramps, idle youth, and busy entrepreneurs impeded the Soviet march to communism », et Brian LAPIERRE, Making hooliganism on a mass-scale. The campaign against petty hooliganism in the Soviet Union, 1956-1964, *Cahiers du monde russe,* n°47/1-2, Repenser le Dégel, p. 377-408 et p. 349-376.

[1614] Sur le culte de la science dans les années 1960, voir en particulier Petr VAJL´, Aleksandr GENIS, *60-e. Mir sovetskogo čeloveka*, Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2001, et *supra*, chapitre 6, III, B.

> Tous nos plans sur le futur sont liés de manière significative au développement de la science.[1615]

Si la presse reste une tribune privilégiée pour l'expression de leur modèle scientifico-universitaire, ils trouvent aussi, dans le fonctionnement des VUZ, l'occasion de mettre en pratique leurs idées sur le développement de la recherche dès les premières années, en particulier dans le cadre des « Sociétés scientifiques étudiantes ». Mais comme pour le secondaire, ces aspirations trouvent leur expression la plus visible dans l'expérience conduite à Novossibirsk, autour de Mihail Lavrent'ev. Au cœur de l'*Akademgorodok* apparaît une université « d'un nouveau type », selon le vœu de ses fondateurs parmi lesquels on retrouve, encore une fois, bon nombre de contradicteurs du projet officiel de 1958.

A. Le développement des Sociétés scientifiques étudiantes

Au début des années 1960, l'activité scientifique des VUZ est l'objet d'un intérêt particulier de la part de l'administration, mais aussi des « organisations sociales », à commencer par le Komsomol, et des scientifiques. Un des signes de cette attention est l'expansion du mouvement des Sociétés scientifiques étudiantes (SNO ou NSO), dont les représentants revendiquent alors une plus grande visibilité dans l'organisation de l'enseignement supérieur.

Un décret du gouvernement du 12 avril 1956 avait insisté sur l'importance de la participation des étudiants à des activités de recherche au cours de leur formation, instituant des médailles pour les meilleures contributions[1616]. Existant sous d'autres formes (brigades de travail de recherche, cercles (*kružki*) scientifiques, etc.) depuis les débuts du régime, et même depuis l'époque tsariste pour certaines, dans les VUZ les plus prestigieux du pays, les SNO sont constituées d'étudiants volontaires, qui accomplissent des recherches ponctuelles, sous la tutelle de leurs enseignants. Leur développement, dans la seconde moitié des années 1950 et surtout au début des années 1960, est salué et encouragé par le Komsomol. L'organisation des Jeunesses communistes aspire à les encadrer : depuis 1958, le MVSSO SSSR et le CC du VLKSM organisent des concours du meilleur travail scientifique étudiant en sciences exactes, techniques et humaines. Surtout, en février 1960 se tient à Moscou une première réunion de l'active des SNO de toute l'Union[1617]. Vâčeslav Elûtin, toujours en charge – plus symboliquement que concrètement– des VUZ de toute l'URSS, tente alors, par la rhétorique, de raccrocher ces petits groupes de recherche aux principes de la réforme de l'enseignement :

> Dans l'activité scientifique il y a aussi beaucoup de travail pénible, et c'est pourquoi une large participation des étudiants (*studenčestvo*) aux recherches scientifiques nous aidera à éduquer la jeunesse en accord avec les exigences du Parti, formulées par N.S. Khrouchtchev.[1618]

Pourtant, l'écart est considérable entre l'aspiration qui préside au développement des SNO, et les injonctions du Premier secrétaire au respect du travail manuel, telles qu'il les a

---

[1615] Citée dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev : dva cveta vremeni. Dokumenty* Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratiâ », 2009, tome 2, p. 409.
[1616] Cité dans GARF, R-9396/16/180, p. 115. Ce rapport datant du courant 1957 appelle l'administration des VUZ à organiser cette compétition entre les étudiants.
[1617] RGASPI-M, 1/5/716 : sténogramme de la réunion de l'active des Sociétés scientifiques étudiantes de toute l'Union, 4-5 février 1960.
[1618] *Ibid.*, p. 47.

répétées un an plus tôt aux futurs diplômés de la faculté de physique de MGU[1619]. Certains intervenants se plaignent de la faiblesse des soutiens accordés aux SNO, alors que la *perestroïka* de l'enseignement supérieur aurait dû être l'occasion d'un renforcement de leur place au sein des VUZ[1620]. Un responsable du comité de ville de Moscou, N. Trofimov, souligne l'enjeu de cette activité, dans le cadre de la réforme générale de l'enseignement[1621]. Si certains, comme Kononenko, de l'université de Kiev, déplorent le caractère « éloigné de la vie » des travaux effectués dans ce cadre, la plupart reconnaissent avec lui que :

> La participation à un cercle [de recherche] est utile non seulement à ceux qui se destinent à devenir des savants, mais aussi, et non moins, à ceux qui aiment leur métier et qui veulent entrer le plus loin possible dans les profondeurs de la science, pour devenir de véritables créateurs dans leur travail.[1622]

Plusieurs intervenants profitent de la tribune qui leur est offerte pour demander qu'on remplace les examens traditionnels par la soutenance d'un mémoire de recherche[1623]. Parallèlement, Kononenko en appelle à la coopération de « nos savants », dont certains, qui sont pourtant « des autorités », rechignent à participer à cette activité bénévole[1624]. Précisément, Mihail Dejč, professeur de physique et directeur scientifique de la SNO du MEI, estime que c'est là une tâche très difficile pour les professeurs, même si les résultats sont à la hauteur de l'investissement[1625]. Ses arguments se placent dans l'esprit du discours officiel sur le « rapprochement des études avec la vie » :

> Vous pouvez venir dans certains de nos laboratoires et voir des étudiants à 8-9h du soir travailler activement, faire des expériences et cela avec bien plus d'attention que nos jeunes travailleurs scientifiques et doctorants. Le résultat de leur travail de recherche d'études apporte aussi une aide pratique à l'industrie. […] Je veux attirer l'attention de la direction du ministère sur le fait qu'il est extrêmement utile d'envoyer les étudiants dans les entreprises industrielles pour effectuer ce travail. Cela apporte beaucoup aux étudiants, lesquels, en discutant les résultats avec les représentants de l'industrie, comprennent mieux quels sont leurs besoins.[1626]

Le succès de ces associations est bien réel : d'après un responsable de Moscou, alors qu'il n'y avait, en 1958, qu'un seul « bureau d'études (*konstruktorskoe bûro*) étudiant », au MVTU, il y en a désormais 35 à Moscou[1627]. Il faut souligner néanmoins les tensions qui se manifestent sur la question organisationnelle: tous ne sont pas d'accord sur la nécessité d'une structure commune pour toute l'Union, au point qu'un des intervenants propose de « déployer la discussion dans les pages de la *Komsomo'lskaâ pravda*[1628]. Surtout, beaucoup d'interventions de la salle témoignent de l'hostilité à la tutelle du ministère :

> QUELQU'UN : [...] Au MVO, on connaît son affaire, mais il faut dire ce qui doit être pour les SNO : cela doit venir de l'activité autonome (*samodeâtel'nost'*) des étudiants. [...]

[1619] Voir des extraits de son intervention, en annexe.
[1620] RGASPI-M, 1/5/720, p. 85-86.
[1621] RGASPI-M, 1/5/716, p. 60-62.
[1622] *Ibid.*, p. 72.
[1623] RGASPI-M, 1/5/719, p. 177.
[1624] RGASPI-M, 1/5/719, p. 84-85 ; p. 87.
[1625] *Ibid.*, p. 94-98. Mihail Dejč (1916-1994), chercheur réputé en mécanique des liquides et des gaz, formé à l'institut polytechnique de Leningrad, est professeur au MEI depuis 1958.
[1626] *Ibid.*, p. 100 ; p. 103.
[1627] RGASPI-M, 1/5/716, p. 55.
[1628] *Ibid.*, p. 177.

> QUELQU'UN : Nous protestons catégoriquement contre l'instauration d'un centre de coordination au sein du MVO, parce que cela deviendra un organe administratif, et pas une SNO, qui écrira des petits papiers (*pisul'ki*), comme aujourd'hui. Pour parler sérieusement, la SNO doit être un organe autonome (*samodeâtel'nyj*), fondé sur des bases électives. […] il faut fonder un centre de coordination sur la base du centralisme démocratique, sur la base de l'électivité.[1629]

Pourtant, le vote donne une majorité en faveur de la tutelle du MVO. Le jour suivant, Trofimov a beau défendre le slogan « Le travail des SNO doit être contrôlé par le Komsomol (*Rabotu SNO – pod kontrol' komsomola*) », il ne semble pas non plus faire l'unanimité[1630].

Les SNO existent également en sciences humaines : ainsi, à l'institut pédagogique de Voronej, des étudiants travaillent, entre autres, sur deux projets intitulés « Lénine et l'instruction publique » et « L'activité de l'organisation du Parti de l'*oblast'* de Voronej pour la *perestroïka* du système d'enseignement »[1631]. Aaron Gurevič, alors enseignant à l'institut pédagogique de Kalinin (Tver'), se souvient lui aussi de son activité dans un « cercle scientifique » appartenant à la SNO de son institut, où il pouvait diriger ses meilleurs étudiants dans différentes recherches – alors que le niveau du public assistant à ses cours ne lui permettait pas, en règle générale, d'approfondir les analyses qu'il était en train de développer dans ses recherches personnelles, à Moscou[1632]. Les SNO devinrent aussi, dans certains cas, des lieux de discussion non seulement scientifique, mais aussi politique ; un exemple extrême de la liberté de ton qui pouvait y régner est l'intervention du jeune poète Joseph Brodsky (il a alors 18 ans) à la faculté de philosophie de LGU, en 1958 :

> Il décida de se mêler à la discussion du rapport [qui venait d'être lu] et commença son propos par une citation des œuvres de celui qui était alors vu comme « l'ennemi juré du léninisme », Léon Trotski. Le directeur de la SNO, un professeur […], fut choqué.[1633]

Plusieurs représentants des SNO réunis en février 1960 suggèrent, comme le fait un responsable de Riazan, qu'elles soient prises en compte dans les horaires de travail des enseignants[1634]. L'implication des universitaires varie selon les VUZ : à l'université de Leningrad existe un Conseil scientifique de la SNO, composé pour moitié d'enseignants et de professeurs, grâce au soutien du recteur Aleksandr Aleksandrov[1635]. L'idée, formulée lors de la discussion finale, selon laquelle les travaux des étudiants « doivent être considérés comme une des œuvres socialement les plus utiles », est alors partagée par les savants[1636]. Elle reflète l'influence de leur discours sur les jeunes chercheurs : en effet ce discours s'est amplifié, depuis l'automne 1958.

B. Le rapprochement des VUZ avec la science, un acquis discret

[1629] RGASPI-M, 1/5/719, p. 174 ; p. 181.
[1630] RGASPI-M, 1/5/720, p. 52.
[1631] RGASPI-M, 1/5/716, p. 165.
[1632] Entretien du 21 janvier 2004, Moscou.
[1633] Cité par N. LEBINA, A. ČISTIKOV, *Obyvatel' i reformy. Kartiny povsednevnoj žizni gorožan*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, p. 307.
[1634] RGASPI-M, 1/5/719, p. 41.
[1635] *Ibid.*, p. 163-164 ; p. 166. Aleksandrov met toutefois en garde les étudiants contre les risques d'une institutionnalisation, et l'établissement d'un statut « formel » de membre de la SNO.
[1636] Une allocution du président de l'AN SSSR, Aleksandr Nesmeânov était d'ailleurs prévue en clôture de la réunion des représentants des SNO, mais elle fut annulée au dernier moment parce qu'il était souffrant : RGASPI-M, 1/5/721, p. 67. Sténogramme de la séance finale du 6 février 1960.

L'expression publique des savants sur la question de la formation des scientifiques a pris à la fin des années 1950 une ampleur nouvelle, on l'a vu, avec la reconnaissance croissante de la légitimité des chercheurs à donner leur avis sur ces questions. Face à une réforme dont ils ont combattu les principales dispositions, c'est l'inquiétude qui domine, succédant à l'appréhension des premiers temps : plusieurs indices montrent que, loin de se soumettre aux principes qu'ils avaient, pour la plupart, contestés, les savants continuent d'affirmer ceux sur lesquels ils estiment indispensable de se fonder, pour assurer le succès de leurs travaux.

Beaucoup de représentants des VUZ restent préoccupés par le décalage existant entre le contenu des savoirs enseignés et les avancées continuelles de la science et de la technique. Venikov, qui prône une refonte complète des disciplines et des méthodes, en mettant l'accent sur l'informatique, estime que la relève des scientifiques n'est pas assurée : il reprend ainsi un discours déjà entendu à l'automne 1958 chez ses collègues Fabrikant et Bermant[1637]. L'académicien Skrâbin revient sur ce thème :

> …mon credo est le suivant : la force, la gloire et la grandeur de la science soviétique ont toujours été fondées, hier comme demain, sur la symbiose saine, amicale et harmonieuse entre trois générations de savants : l'ancienne, la moyenne et la jeune.[1638]

Cette formulation fait écho à la phrase prononcée, peut-être avec un soupçon de provocation – le slogan des années 1930 renvoyait au souci des dirigeants de veiller à la formation et à la stabilisation de la main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie – par Aleksandr Nesmeânov, lors de l'assemblée générale de l'AN SSSR, le 26 mars 1959 : « dans la science, les cadres décident de tout »[1639]. Cette reprise audacieuse du slogan stalinien des années 1930, mais dans un contexte tout à fait différent, pouvait être une provocation à l'égard du Premier secrétaire, dont les rapports avec le président de l'Académie étaient alors tendus[1640].

Nesmeânov est peut-être associé d'une façon ou d'une autre au choix de la direction de MGU de faire placer au sommet du bâtiment central de l'université sur le Mont Lénine, au dernier étage où se trouve alors un musée et une salle d'apparat, une plaque comportant deux citations pour le moins étonnantes dans leur association, en pleine application du slogan officiel de « rapprochement de l'école avec la vie » (photographies 1 et 2). La première, est tirée d'un décret du *Sovnarkom* d'URSS et du CC du VKP(b) du 23 juin 1936 :

> Sans travail de recherche scientifique un VUZ ne peut pas réaliser la formation de spécialiste au niveau des exigences de la science contemporaine et la formation de cadres d'enseignement scientifique est impensable, de même que l'élévation de leur qualification.

La seconde, extraite de la loi du 24 décembre 1958, stipule :

> Les tâches de la construction du communisme exigent un rapprochement de l'école supérieure avec la vie, avec la production, une élévation du niveau

---

[1637] *Vsesoûznoe soveŝanie…*, *op. cit.*, p. 94-95. Le postulat de ce discours est que « le jour d'aujourd'hui va rapidement se transformer en jour d'hier », du point de vue de l'organisation de la science.
[1638] *Ibid.*, p. 123.
[1639] Cité par G.A. CYPKIN (éd.), *Aleksandr Nikolaevič Nesmeânov – organizator nauki*, Moscou, Nauka, 1996, p. 119.
[1640] Sur l'origine et l'interprétation de ce slogan, lancé par Staline en 1935, voir *supra*, chapitre 2, III.

> théorique de la formation des spécialistes conformément aux dernières avancées de la science et de la technique.

Photographie 1 : au dernier étage de MGU (juin 2003)

Photographie 2 : gros plan sur la plaque de marbre posée sur le mur.

Cette confrontation inattendue du texte de la refondation de 1958 avec un décret plus classique de la période stalinienne semble destinée à atténuer la portée de la réforme khrouchtchévienne, en rappelant le caractère prioritaire de la dimension scientifique de la formation inculquée dans les VUZ du pays, et en particulier dans le premier d'entre eux[1641].

Par la suite, l'académicien qui prend la plus grande part dans ce débat est Mihail Lavrent'ev. Le 18 octobre 1960, il signale dans la *Pravda* les difficultés pour former les futurs savants en VUZ et préconise de renvoyer ou de transférer d'un institut à l'autre les étudiants en difficulté – on compenserait les pertes dans les filières du jour en y admettant alors les meilleurs étudiants par correspondance. Lavrent'ev regrette aussi qu'une part importante des « savants » soit « coupée des VUZ », et insiste sur leur responsabilité :

> Il faut amener toute l'opinion scientifique (*naučnaâ obŝestvennost'*) à résoudre la tâche de la formation des cadres de qualification supérieure. Aider quelqu'un de talentueux à entrer dans la science, c'est, pour un savant, quelque chose de plus important et de plus honorable que le résultat de ses propres travaux scientifiques.[1642]

Cette formulation enthousiaste marque une évolution depuis 1958 : d'un droit à donner son avis, le savant se voit octroyer, sous la plume de Lavrent'ev, un devoir de le faire. Pour finir, le mathématicien suggère qu'on transmette « quelques universités » à l'AN SSSR : d'après lui, cela « donnera aux savants une grande responsabilité […] et, en même temps, la possibilité de sélectionner de façon plus souple et juste, pour la science, les plus forts, et de les instruire directement chez eux ». On ne saurait formuler de façon plus limpide la conception qu'ont plusieurs scientifiques de la formation de leurs successeurs. Lavrent'ev réitère son appel deux ans plus tard : en novembre 1962, dans un article publié cette fois par les *Izvestia*, il met en garde contre le manque de cadres pour la « grande science », et préconise un renforcement de la collaboration entre VUZ et instituts de recherche, pour initier les étudiants le plus tôt et le plus profondément possible aux travaux scientifiques, et pour multiplier les contacts entre savants et étudiants, « très importants »[1643]. Il revient sur les conditions d'admission en VUZ, soulignant la difficulté d'une sélection au cours d'un entretien très rapide, et la différence de niveaux entre les élèves des écoles centrales et celles de « la périphérie ». De son côté, Aleksandr Aleksandrov signe en novembre 1961, dans la *Komsomol'skaâ pravda*, une tribune où il regrette que les étudiants de son université ne lisent pas assez de littérature scientifique « en dehors du programme » ; il invite les enseignants à être plus exigeants, surtout à l'égard des plus doués. Cet article suscite, de la part des enseignants et d'autres personnalités du monde scientifique, un afflux de réactions dont certaines sont publiées par l'organe central du Komsomol, et rééditées un an plus tard dans une brochure spéciale, au tirage limité (un peu plus de 100 000 exemplaires)[1644].

[1641] Les clichés sont de l'auteur.

[1642] « Molodym – dorogu v nauku ! », *Pravda*, 18 octobre 1960.

[1643] « Kadry – bol'šoj nauke », *Izvestia*, 17 novembre 1962.

[1644] *Poisk na zarle*, Moscou, Pravda, Bibliothèque de la *Komsomol'skaâ pravda*, 1962, 80 p. ; p. 3-12 pour l'article d'Aleksandrov. Suit un court texte d'Aleksandr Nesmeânov, appelant lui aussi à encourager davantage les jeunes talents à l'université (p. 12-16).

Quelques mois plus tôt, lors de la réunion extraordinaire de juillet 1961, Stoletov avait publiquement souligné la légitimité des savants à peser sur les choix en matière d'enseignement supérieur :

> L'État soviétique a toujours mis à la tête du supérieur les savants eux-mêmes. Là réside la force immense de notre démocratie socialiste. Aujourd'hui, il faut encore élargir la participation des savants à la résolution des problèmes du supérieur, à sa direction. A l'évidence, le temps est venu […] d'inviter les savants […] sous forme de commissions spéciales temporaires, de comités dont les membres seraient, le temps de leur travail, libérés de leur activité d'enseignement.[1645]

Même si on peut s'interroger sur le sens qu'accorde au terme de « savant » cet ancien promu du lyssenkisme, son propos témoigne d'une volonté d'ouverture à l'égard de ceux qui avaient contesté le projet officiel d'Elûtin, en septembre 1958. Peu après, c'est au tour du président de l'APN, Kairov, de reconnaître deux fois, à propos du niveau de connaissances exigé à la sortie du secondaire, puis de la surcharge des programmes : « ici, ce sont les savants-spécialistes qui doivent dire ce qu'ils pensent (*Zdes' svoe slovo dolžny skazat' učenye-specialisty*) ». Le vice-président de l'AN SSSR, Aleksandr Topčiev, chimiste de formation devenu, après la guerre, un « administrateur » de la science soviétique, propose même que le collège du MVSSO SSSR comprenne un représentant de l'académie. A un autre niveau, Ivan Petrovskij, recteur de MGU, regrette que de nombreux VUZ « ne prennent pas en compte l'opinion de la communauté scientifique au sens large » pour nommer professeurs et enseignants[1646]. Le recteur de l'université de Tartu, Fëdor Klement, suggère de donner aux commissions d'admission le droit de sélectionner individuellement les étudiants, sans appliquer à la lettre toutes les règles en vigueur ; quant à Mihail Nužin, recteur de l'université de Kazan, il affirme sa conviction que « le processus de développement de la science et celui de la formation des cadres ne font qu'un seul »[1647]. Peu après, le chimiste Žavoronkov préconise à son tour le renforcement des liens entre VUZ et instituts de recherche[1648].

Dans cet ensemble de revendications, l'accent est donc mis sur l'importance de la recherche et des critères académiques : l'échelle des valeurs s'écarte de celle des slogans de l'époque, tel le fameux « apprendre de la vie, apprendre pour la vie » (*Učit'sâ u žizni, učit'sâ dlâ žizni*)[1649]. A l'injonction officielle du « rapprochement avec la production », les universitaires substituent ainsi leur propre définition du mot « vie » : Lavrent'ev, lors de son rapport au XXIe Congrès du Parti, en janvier 1959, entend par ce terme l'actualité de la recherche[1650]. Parallèlement, le prestige et l'autorité des savants atteignent un niveau inédit, au début des années 1960. On connaît le succès du film *Neuf jours d'une année* (*Devât' dnej iz odnogo goda*), tourné par Mikhaïl Romm en 1962 à Moscou : il montre le sacrifice d'un jeune physicien atomiste, qui accepte de subir des doses mortelles de radiations, dans l'intérêt de la science et du progrès qu'elle va apporter à l'humanité, malgré la souffrance de ses proches. A cette époque, d'après une enquête menée par Vladimir Šubkin, la profession de « savant » vient au premier rang des aspirations des écoliers[1651].

[1645] *Vsesoûznoe soveŝanie…*, *op. cit.*, p. 84.
[1646] *Ibid.*, p. 161.
[1647] *Ibid.*, p. 193.
[1648] *Ibid.*, p. 248-249. En outre, Žavoronkov évoque la lettre d'instructions I-100 du MVO SSSR, datant de 1957, qui prévoyait d'octroyer une plus grande autonomie à chaque VUZ : voir *supra*, chapitre 4, II).
[1649] Voir *supra*, chapitre 7, I), et la photographie 10, en annexe.
[1650] Intervention citée dans M.A. LAVRENT'EV, *Nauka. Tehničeskij progress. Kadry. Sbornik statej i vystuplenij*, Novossibirsk, Nauka, 1980, p. 83-86 ; voir en particulier p. 83-84.
[1651] Entretien avec David Konstantinovskij du 4 avril 2002, Moscou.

Le fait que cette dernière réponse émerge à Novossibirsk n'est pas anodin : dans la « Cité académique » de cette ville, les scientifiques ont entrepris la construction d'un système de formation et de recherche inédit qu'ils comptent proposer, grâce à sa médiatisation, au reste du pays.

C. Novossibirsk, université « d'un nouveau type »

La naissance à *Akademgorodok* d'une université spécialement orientée vers la recherche coïncide avec le lancement de la grande réforme khrouchtchévienne de l'enseignement secondaire et supérieur : s'il ne faut y voir qu'un hasard de calendrier, en revanche l'analyse des discours et des modalités de fonctionnement de cet établissement, considéré comme hors du commun par ses inspirateurs, montre qu'il se place sur une voie marginale, par rapport aux tendances générales imposées au même moment à la plupart des VUZ du pays. L'influence de Lavrent'ev est, à nouveau, déterminante : mais, au-delà d'une histoire officielle qui fait de lui le « grand homme » du SO AN SSSR, c'est plus largement l'idéal d'une large partie de la communauté scientifique qui s'exprime ici[1652]. On y retrouve, au passage, l'écho du modèle humboldtien, qui a également cours dans les milieux universitaires occidentaux, en particulier en République fédérale d'Allemagne mais aussi en France, après 1945[1653].

L'université de Novossibirsk (désormais : NGU) fut créée le 9 janvier 1958 par décret du CM d'URSS, suite à une décision du secrétariat du CC du PCUS du 4 septembre 1957[1654]. Le projet initial, présenté par le Présidium de l'Académie en octobre 1957, prévoyait de faire de cet établissement un VUZ à part, sur de nombreux points, en particulier avec « des règles d'admission spécifiques »[1655]. Mais la direction du pays avait alors préféré suivre les indications du Gosplan, préconisant d'attendre la mise en route de NGU pour résoudre les questions concernant son fonctionnement[1656]. Lavrent'ev, enseignant à MGU, a occupé plusieurs postes de direction dans les institutions scientifiques de l'Ukraine et de toute l'Union. Sa position de vice-président de l'AN SSSR (en tant que président du SO AN SSSR) lui permet de s'adresser directement à Khrouchtchev, le 17 juin 1958, pour demander au nom de l'Académie le droit de sélectionner, au moyen des commissions de MGU, 250 étudiants, afin qu'ils poursuivent leurs études à Novossibirsk, quand l'université sera construite[1657]. La réponse du Gosplan, dont l'avis est encore une fois suivi par le CM d'URSS, est négative : le

[1652] Sur la question du recrutement et de l'évolution du personnel scientifique d'*Akademgorodok*, voir : N.A. KUPERŠTOH, *Kadry akademičeskoj nauki Sibiri (seredina 1950-h – 1960-e gg.)*, Novosibirsk, Sibirskoe Otdelenie RAN, 1999, en particulier le chapitre 2, « Formirovanie naučnyh kollektivov SO AN SSSR », p. 34-78.

[1653] Voir à ce sujet Christophe CHARLE, « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne 1870-1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°148, 2003, p. 8-19.

[1654] GARF, R-5446 (Conseil des ministres d'URSS)/92 (Directions des affaires)/123, p. 19-20. Le décret du CM d'URSS est signé d'Aleksej Kosygin, et précise les conditions de la construction des bâtiments, qui doivent être prêts pour l'ouverture de l'université, en 1959. Elles sont conformes à ce que demandait Nesmeânov au nom de l'AN SSSR : voir *infra*.

[1655] GARF, R-5446/92/123, p. 11-13. Le document, envoyé par le président de l'AN SSSR, Aleksandr Nesmeânov, n'explicite pas cette dernière formule, mais on devine qu'il s'agit de ne pas admettre hors concours les jeunes *proizvodstvenniki*. Voir des extraits en annexe (texte 26).

[1656] *Ibid.*, p. 16. La lettre, datée du 26 octobre 1957, propose que les questions d'organisation des études, d'admission et de conditions matérielles des étudiants et des enseignants soient étudiées quand l'université ouvrira.

[1657] GARF, R-5446/92/125, p. 7. Voir le texte intégral de cette lettre en annexe (texte 27).

responsable chargé du dossier, A. Šalin, préconise avec Mihail Prokof'ev, ministre adjoint de l'Enseignement supérieur, de sélectionner les futurs étudiants de NGU au sein des VUZ existant déjà à Novossibirsk, comme l'Institut d'ingénierie et de construction – ajoutant que le SO AN SSSR pourra toujours embaucher par la suite des diplômés en sciences de MGU[1658].

Ce récit tranche avec les souvenirs de certains acteurs de l'aventure de l'*Akademgorodok*. Ol'ga Marčuk, arrivée en 1962 à NGU, reproduit, quarante ans après, l'image d'une méritocratie scientifique ouverte aux catégories populaires :

> Qui admettre dans la future université ? Des centaines de jeunes gens et de jeunes filles étaient venus des quatre coins du pays pour construire un centre scientifique en Sibérie : beaucoup avaient une instruction secondaire, et voulaient prolonger leurs études. En décembre 1958, des jeunes de l'institut de mécanique se présentèrent au comité du Komsomol et proposèrent d'organiser des cours préparatoires pour les personnes désirant entrer à l'université. Ils se disaient prêts à travailler gratuitement dans ces cours. Le comité soutint cette idée, et les cours commencèrent.[1659]

Très vite, NGU semble logée à la même enseigne que les autres VUZ du pays, avec 10 à 12 bacheliers par place, au début des années 1960. Marčuk, alors secrétaire de la Commission d'admission de l'université, se souvient que « des centaines de jeunes gens et leurs parents venaient pour les entretiens, afin de prouver leurs droits à une inscription prioritaire »[1660]. Beaucoup tentaient alors de faire jouer leurs relations :

> Les discussions avec les parents étaient particulièrement difficiles, surtout avec ceux qu'on connaissait. Heureusement pour moi, à cette époque je connaissais très peu de monde à Novossibirsk. Le recteur m'accorda le droit de trancher seule en tout, et pas une fois il ne modifia ma décision.[1661]

Le plus délicat était de définir les critères prioritaires, pour départager les candidats ayant obtenu le même nombre de points au concours d'entrée : avoir un diplôme des olympiades de physique et mathématiques, faire bonne impression lors de l'entretien, avoir travaillé deux ans dans la production, avoir fait son service militaire… D'après Marčuk, le recteur de NGU trouvait toujours la décision juste, et ne reçut aucune plainte de la part des intéressés ; il est probable que l'université de Novossibirsk avait, dans ce domaine, une marge de manœuvre plus ample que les autres VUZ de rang équivalent.

Sans disqualifier totalement ce témoignage, il faut remarquer l'ambiguïté qui caractérise le recrutement de cet établissement : elle est similaire à celle qui prévaut, quelques années plus tard, pour la *fizmatškola* de Novossibirsk. D'un côté, les savants se défendent de vouloir créer un lieu de reproduction sociale endogène ; de l'autre, le public convoité est celui des enfants de l'intelligentsia urbaine, même si on leur adjoint ceux qui sont recrutés au moyen des olympiades et de l'école-internat, depuis 1963[1662]. Cette ambivalence tient à l'impératif qui commande la création de NGU, considérée comme vitale pour le succès du SO AN SSSR. Sobolëv confirme que c'est l'obsession d'assurer une postérité académique à leurs travaux qui a poussé les scientifiques à faire naître NGU :

[1658] RGAE, 4372 (Gosplan SSSR)/57 (Département de la santé et de la culture pour l'année 1958)/623, p. 171-172.
[1659] O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen. Akademgorodok v pervye dvadcat' let*, Novosibirsk, Sibirskij hronograf, 1997, p. 24.
[1660] O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen…*, *op. cit.*, p. 96.
[1661] *Ibidem*.
[1662] Voir *supra*, chapitre 7, II).

> L'idée de la fondation de l'université à *Akademgorodok* était dans l'air du temps. A mon avis, elle s'imposa simultanément à tous les initiateurs du SO AN, parce que tous, nous comprenions que sans un flux constant de jeunes gens, il était impossible de fonder de véritables écoles scientifiques.[1663]

Non seulement Sobolëv rejette implicitement une vision du passé qui se focaliserait sur la figure de Lavrent'ev, présenté comme le père de toutes les réalisations du Département sibérien (« ici, il n'y a pas d'auteur unique »), mais en outre, il souligne l'héritage direct des physiciens atomistes, dont il est personnellement assez proche :

> La fondation de l'université est logiquement liée à l'expérience de l'institut physico-technique de Moscou (MFTI). Il était clair qu'il fallait poursuivre à *Akademgorodok* dans la ligne tracée par le MFTI (*Fizteh*), de sorte que le système de NGU n'est pas sorti du néant : nous avons adapté, en la modifiant, une expérience déjà existante. Celle de la faculté de physique et de technique de l'institut polytechnique de Leningrad nous a également influencés. On sait que c'est justement là que s'est formée une école qui a donné au pays ses physiciens atomistes, que la faculté de physique et de technique de Leningrad était liée à un institut de recherche scientifique. C'était un établissement d'enseignement absolument à part, et c'est là qu'on a commencé à former des cadres comme on l'a fait ensuite au MFTI et à NGU.[1664]

La filiation avec le MFTI est déterminante : elle est confirmée par les témoignages de certains savants appartenant au groupe qui a fondé ce dernier, en 1951, parmi lesquels on compte Nikolaj Semënov, Lev Landau, Pëtr Kapica[1665]. On retrouve donc certains des liens qui s'étaient révélés dans la composition du groupe d'intervenants critiques à l'égard du projet khrouchtchévien, en 1958[1666]. Le « système MFTI » est en effet le produit d'une réflexion engagée dès les débuts du « projet atomique soviétique » : inspiré d'un décret du Conseil des commissaires du peuple d'URSS du 28 novembre 1946 « sur les mesures concernant la formation des spécialistes en physique », il mettait en relation la recherche fondamentale et ses applications, dans un souci de relier en permanence connaissances théoriques, expériences et processus de production[1667]. Kapica, lors d'une allocution prononcée en 1963 au MFTI, avait d'ailleurs rappelé qu'il était né de la volonté de rapprocher les mondes de la recherche et de la formation des jeunes cadres scientifiques, dans l'intérêt de ces derniers, mais aussi de leurs aînés, car « un bon savant, quand il enseigne, en apprend toujours lui-même quelque chose »[1668]. Il avait ajouté qu'il y avait encore « beaucoup à faire » dans cette direction[1669]. Par ailleurs, certains étudiants des établissements mentionnés par Sobolëv furent, en plus de ceux de MGU, invités à poursuivre leurs études à NGU : c'est le cas de V. Štern, alors étudiant en 3ème année à la faculté de physique et de technique de l'institut polytechnique de Leningrad : il arrive à Novossibirsk en novembre 1959[1670]. Il est

---

[1663] Propos publiés dans la revue *Universitetskaâ žizn'*, n°25, 1984. Voir aussi dans ce numéro l'interview du physicien Spartak Belâev (né en 1923), installé à *Akademgorodok* en 1962 : il confirme que l'objectif unique de NGU était, à l'origine, de former des cadres pour le SO AN SSSR.

[1664] *Ibidem*.

[1665] Voir les notices biographiques, en annexe.

[1666] Voir *supra*, chapitre 6.

[1667] Voir la courte présentation donnée dans Collectif, *Podgotovka naučnyh kadrov v sisteme vysšego obrazovaniâ Rossii* (*La formation des cadres scientifiques dans l'enseignement supérieur en Russie*), Moscou, INION RAN, 2002, p. 51-52. D'après les auteurs de cet ouvrage, il fut ensuite étendu à d'autres VUZ moscovites, à partir des années 1960.

[1668] Cité dans P.L. KAPICA, *Èksperiment – teoriâ – praktika*, Moscou, Nauka, 1981, p. 259-261.

[1669] *Ibid.*, p. 264.

[1670] *Universitetskaâ žizn'*, n°26-27, 1984.

ainsi probable que plusieurs des enseignants-chercheurs invités à Novossibirsk aient suivi l'exemple de Lavrent'ev lui-même, qui amena avec lui à l'*Akademgorodok* quelques élèves du MFTI, où il enseignait depuis 1955[1671].

Ûrij Rešetnâk, ancien étudiant d'A. Aleksandrov à Leningrad, raconte comment il a décidé de partir pour Novossibirsk, dès 1957. Aux côtés de Sobolëv, il met en place l'institut mathématique d'*Akademgorodok*, et participe aussi aux débuts de NGU, véritable « creuset (*kuznica*) de cadres » pour le SO AN SSSR, comme le montrent les contenus enseignés :

> L'élaboration et la discussion des premiers plans d'études pour les mathématiciens eurent lieu sous la direction d'I.N. Vekua, avec la participation de M.A. Lavrent'ev et d'A.I. Mal'cev. Ces derniers s'appuyèrent sur la riche expérience accumulée par les meilleures universités du pays, en s'efforçant d'insuffler dans l'enseignement de la faculté de mathématiques l'actualité de la science, en tenant compte des principales tendances du développement des mathématiques et de leurs applications. En particulier, pour la première fois dans une université fut introduit un cours de logique mathématique. Les physiciens s'inspirèrent de l'organisation des facultés de physique et de technique.[1672]

Le mathématicien Il'â Vekua, le premier recteur de NGU, officiellement nommé en janvier 1959, a d'ailleurs enseigné au MFTI de 1951 à 1957[1673]. Ainsi se met en place, par le biais des relations personnelles entre scientifiques, un système cohérent, prêt à l'emploi, même si les débuts en sont marqués, du point de vue de l'organisation pratique et matérielle, par une grande part d'improvisation. En septembre 1959, les cours commencent alors que la cité universitaire n'est pas encore achevée : les premiers étudiants habitent dans des tentes de fortune, et les cours ont lieu le soir dans le bâtiment de l'école secondaire, qui vient d'ouvrir. D'après Ol'ga Marčuk,

> c'est ainsi que les académiciens Lavrent'ev, Sobolëv, Vekua, le *doktor* ès sciences physico-mathématiques Lâpunov et d'autres savants se mirent à venir chaque soir chez les étudiants, et à leur parler de la science et des savants. En septembre, en Sibérie, il fait déjà froid, surtout la nuit […] Malgré cela, les conversations autour d'un feu de camp avec ces grands savants les inspirèrent à tel point que presque aucun étudiant n'abandonna, et ils supportèrent la vie sous des tentes pendant tous les mois de septembre et d'octobre.[1674]

Ce récit des premiers temps n'est pas exempt d'une part d'héroïsation, dont les raisons sont à rechercher à la fois dans la nature de notre source, et dans le contexte de sa rédaction – la fin des années 1990, époque d'incertitude et de déclin, en termes de position sociale, pour les savants de l'*Akademgorodok*[1675]. La qualité des enseignants de NGU est soulignée à maintes reprises par les témoins et les acteurs eux-mêmes : Marčuk parle des « coryphées » (Štern, des « astres (*svetila*) »), parmi lesquels figurent, sans surprise, Lavrent'ev, Hristianovič, Vekua,

---

[1671] *Ibidem*.

[1672] *Ibidem*. Anatolij Mal'cev (1909-1967), élu académicien en 1958, est un élève d'Andrej Kolmogorov, qui l'a dirigé en *aspirantura* à MGU. Il est arrivé à *Akademgorodok* en 1959, à l'invitation de Lavrent'ev, et c'est lui qui s'intéresse aux applications des mathématiques en logique.

[1673] Voir sa notice biographique, en annexe.

[1674] O.N. MARČUK, *Sibirskij fenomen…*, *op. cit.*, p. 25.

[1675] Voir, à ce propos, la conclusion de l'ouvrage de Marčuk : « Malheureusement, ces dernières années ont été marquées par de grandes difficultés dans le financement des recherches scientifiques. Cela ne nous réjouit pas. Mais ce qui nous réjouit, c'est que le phénomène d'introduction de la science en Sibérie existe toujours. Dans les cités académiques, nos successeurs, des enthousiastes de la science, continuent à œuvrer en vue du rayonnement (*procvetanie*) de notre pays. Ce livre s'adresse aussi, en premier lieu, à eux. » (*Ibid.*, p. 228).

Lâpunov, Sobolëv, et d'autres[1676]. L'université-champignon fondée au cœur de la Sibérie en 1959 peut ainsi rivaliser avec celles de Moscou et Leningrad. Les responsables locaux défendent alors cette conception élitiste de l'université d'*Akademgorodok* : le secrétaire de l'*obkom* du Parti écrit ainsi à l'*Otdel nauki RSFSR*, en mai 1960, que l'université a été « pensée comme un VUZ d'un nouveau type, assurant la formation des cadres scientifiques avec l'aide des forces scientifiques des instituts de SO AN SSSR, sur la base de leur équipement »[1677]. Vingt jours plus tard, Nikolaj Kaz'min, chef de l'*Otdel nauki RSFSR*, confirme que l'université doit avoir un fonctionnement particulier, notamment en ne recrutant pour les cours que des chercheurs déjà sur place[1678]. La liste des 57 enseignants est impressionnante : on y compte huit académiciens, quatorze membres-correspondants, plus sept *doktor* et vingt-huit *kandidat* ès sciences[1679]. En octobre 1960, Lavrent'ev réaffirme dans la *Pravda* la conception particulière qui préside au fonctionnement de NGU :

> Chez nous, à l'*Akademgorodok*, c'est sur le principe du rapprochement de la science et des études qu'a été fondée l'université de Novossibirsk. Le département sibérien de l'Académie des sciences la considère comme la chair de sa chair, mais pour lui accorder de l'aide nous nous heurtons à nombre de désagréments de la part des autorités financières.

Cette tribune montre, une fois de plus, le sens de la médiatisation du fondateur d'*Akademgorodok* : comme pour l'enseignement secondaire, sa position consiste à présenter l'intérêt des savants comme celui de la « science soviétique » en général, en insistant sur l'enjeu du développement des régions « périphériques ». Cet argument ne pouvait que plaire aux dirigeants, comme Khrouchtchev, prompt à dénoncer la domination de Moscou sur le reste du pays[1680]. Déjà, le 13 juin 1959, Vekua avait affirmé dans la *Pravda* :

> L'université de Novossibirsk est appelée à devenir un des principaux foyers de la formation des cadres hautement qualifiés pour les régions orientales du pays. L'université de Novossibirsk n'est pas seulement un nouveau VUZ. C'est une université d'un nouveau type. Elle n'aura pas de laboratoires propres, toute l'activité d'études et de recherche scientifique de l'université se fera sur la base des instituts de recherche et des entreprises industrielles. Les étudiants, parallèlement aux études, travailleront dans les centres de recherche du SO AN SSSR et dans les laboratoires d'usines et les bureaux d'études de la ville de Novossibirsk. En outre, chaque étudiant bénéficiera de la possibilité de se familiariser avec les dernières avancées de la science et de la technique, de se servir des nouveaux outils et appareils, de participer directement à la résolution de problèmes scientifiques et pratiques actuels.[1681]

[1676] *Ibid.*, p. 25.

[1677] RGANI, 5/37/77, p. 57. Lettre du 5 mai 1960. L'*obkom* s'adresse directement au CC du PCUS pour lui demander d'accélérer la construction et le financement des installations de la « Cité académique », probablement suite à une demande de Lavrent'ev, mais aussi d'autoriser NGU, à titre dérogatoire, à rémunérer des académiciens, des membres-correspondants et des chercheurs de SO AN SSSR, à hauteur de 50% des salaires prévus pour des charges d'enseignement à plein temps.

[1678] *Ibid.*, p. 74. Note du 25 mai 1960. Le document porte une indication manuscrite : « communiqué aux camarades Stoletov, Lavrent'ev, Vekua », et est accompagné d'une lettre de ce dernier au CC du PCUS, qui insiste sur la vocation de NGU à former des scientifiques pour la Sibérie et l'Extrême-Orient.

[1679] *Ibid.*, p. 76-80.

[1680] Rappelons que c'est en mars 1957 que le Premier secrétaire a lancé la réforme créant les *sovnarhoz* : voir *supra*, chapitre 5, I).

[1681] Cité par L.I. MGALOBLIŠVILI, *Tri prezidenta Akademii nauk Gruzii. Štrihi k portretam N.I. Mušelišvili, I.N. Vekua, E.K. Haradze*, Moscou, Nauka, 2003, p. 67-68.

Par « nouveau type », les académiciens entendaient à la fois une forme de décentralisation – argument efficace, encore une fois, pour recevoir les crédits demandés – et un rapprochement entre recherche et enseignement qui renvoyait, indirectement, au modèle de *L'idée d'université* de Karl Jaspers[1682]. Parallèlement, ce qualificatif leur permettait de se distinguer des orientations prises dans les autres VUZ (développement des filières « sans rupture avec la production », et « rapprochement avec la vie »). En témoigne l'absence de faculté par correspondance à NGU, dans les premières années. En juillet 1961, lors de la réunion des responsables du supérieur au Kremlin, Vekua défend une nouvelle fois la spécificité de son établissement : insistant sur le rôle central des universités dans la formation des scientifiques, il préconise le renforcement des contacts entre les VUZ et les instituts de recherche scientifique, sur l'exemple de ce qui se passe dans son université : à partir de la 3ème année, les étudiants suivent des travaux pratiques et des séminaires dans les instituts environnants[1683]. Il propose également qu'on crée à Novossibirsk une institution chargée d'organiser des cours et des conférences de scientifiques soviétiques et étrangers à travers le pays[1684]. Cet article a été remarqué au sommet de l'appareil du Parti : le Premier secrétaire y fait référence dans un document de travail préparé en 1963 en vue d'améliorer la formation des jeunes chercheurs scientifiques[1685]. Avec NGU, la communauté scientifique est ainsi devenue un acteur à part entière de la politique conduite en matière d'enseignement supérieur, et l'idée de transférer cet établissement à l'AN SSSR, évoquée, entre autres, par Lavrent'ev, traduit à la fois l'aspiration à l'autonomie, et l'ambition de voir le modèle des savants influencer l'ensemble des VUZ du pays[1686].

Sur le moment, les autorités centrales de RSFSR semblent ignorer le phénomène NGU : Stoletov n'accorde pas une grande importance à cette expérience, préoccupé qu'il est par les retards pris dans la formation des cadres de formation supérieure et intermédiaire. Il est vrai que la part des universités est toujours très minoritaire dans l'ensemble du système : en 1963/1964, elles représentent à peine 310 000 étudiants sur les 3,260 millions que compte toute l'URSS, soit moins de 10%[1687]. En mars 1963, lors d'une réunion des directeurs de VUZ de la république organisée sous l'égide du MVSSO, A. Gorbanev, vice-président du Comité pour la coordination de la recherche scientifique de RSFSR, fait référence aux rapports établis entre l'université et les instituts de recherche de Novossibirsk comme « une des formes les plus importantes d'amélioration de la formation des cadres, par le biais du rapprochement des savants et des étudiants »[1688]. Khrouchtchev lui-même le reconnaît dans une note préparatoire à une séance du Présidium du CC du PCUS sur la réforme de l'AN SSSR au printemps 1963 – mais il n'en fait pas état publiquement, ni aucun autre grand dirigeant[1689].

[1682] Voir *supra*, chapitre 3, II) et l'article de Christophe CHARLE, « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne 1870-1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 148, juin 2003, p. 8-19.

[1683] *Vsesoûznoe sovesanie…*, *op. cit.*, p. 132-133 ; p. 135.

[1684] *Ibid.*, p. 134.

[1685] Dans une note non datée de 1963 sur la réforme de l'Académie des sciences, retranscrite dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 411-412.

[1686] Sur les autres prises de position des scientifiques d'*Akademgorodok*, et la construction d'une identité propre à ce groupe, voir E.G. VODIČEV, N.D. KUPERŠTOH N.D., « Formirovanie ètosa naučnogo soobšestva i ego èvolûciâ v 1960-e gg. (na primere Novosibirskogo naučnogo centra) », dans *Duhovnaâ kul't'ura narodov Sibiri : tradicii i novacii*, Novossibirsk, 2001, p. 85-124.

[1687] Chiffre donné par Tamara REVENKO, *L'enseignement supérieur…*, *op. cit.*, p. 17. A l'échelle de la RSFSR, même si on compte les établissements d'élite que sont, entre autres, les instituts polytechniques, le MVTU et le MFTI, l'effectif concerné par ce système de formation reste faible proportionnellement.

[1688] GARF, A-605/1/1562, p. 176. Sténogramme de la séance plénière de la réunion des recteurs d'université de toute la Russie, 19 mars 1963.

[1689] Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 412.

NGU est donc devenu un modèle pour une partie des hauts responsables de l'enseignement supérieur, même si l'administration ministérielle est plus réservée dans ses déclarations. Le pouvoir central, quant à lui, ne semble guère prêter attention aux spécificités de cet établissement, et lui préfère d'autres vitrines pour sa propagande extérieure : en particulier la toute récente université de l'Amitié des peuples (UDN), fondée en 1960 à Moscou et destinée à former les élites des pays du Tiers monde naissant[1690]. Cette dernière illustre le caractère démocratique de l'enseignement soviétique, gracieusement ouvert à toutes les « races ».Vu du Kremlin, le prestige du système éducatif soviétique passe d'abord par les chiffres fantastiques de l'augmentation du nombre de diplômés en URSS, ainsi que par les performances scientifiques et techniques telles que le premier vol spatial d'un humain : Iouri Gagarine le 12 avril 1961[1691]. L'innovation pédagogique et la relation entre enseignement et recherche intéressent bien moins les dirigeants que ces événements abondamment médiatisés.

Conclusion : Vers une « recherche et développement » à la russe ?

La démocratisation sociale comme le « rapprochement avec la vie » sont finalement deux mirages qu'une lecture des archives des ministères et des témoignages des acteurs de l'époque permet de dissiper. Une des preuves les plus convaincantes du désaveu de la politique du Premier secrétaire dans ces années est la promotion discrète mais résolue, par certains scientifiques, d'un nouveau modèle d'université à Novossibirsk. S'y retrouvent de nombreux intervenants des débats qui ont eu lieu sur l'enseignement depuis 1958, autour de l'idéal scientiste qu'ils déploient, à la même époque, dans l'enseignement secondaire, au nom d'une autre forme de méritocratie. Dans un cas comme dans l'autre, la tendance à l'autonomie de la communauté scientifique et universitaire peut être confondue avec la défense d'intérêts particuliers, voire d'une reproduction sociale en circuit fermé. Pourtant, *Akademgorodok* est plus qu'un microcosme construit à l'abri des directives centrales : les scientifiques y proposent aussi une voie alternative pour le système scolaire et universitaire. Il s'agit, dans un espace encore vierge, de concilier science et formation, mais aussi industrie : recherche et développement, tel pourrait être le credo des savants groupés autour de Lavrent'ev, Sobolëv et Hristianovič[1692]. Portés par leur autorité intellectuelle et sociale, voire morale, et le soutien institutionnel qu'ils tirent de l'importance stratégique de leurs travaux, ils se servent de leur prestige comme d'une tribune d'expertise et de proposition.

A l'échelle du pays, le résultat de cette initiative est encore modeste, au milieu des années 1960. Le contraste existant entre les meilleurs VUZ centraux et les petits instituts périphériques se renforce, malgré les velléités décentralisatrices de la direction du MVSSO RSFSR. Le modèle de Novossibirsk inspire les grands pôles universitaires, où recherche et études, mais aussi développement technique sont étroitement associés, alors que les filières

[1690] Sur le contexte et les débuts de cette fondation, voir Laurent COUMEL, « Moscou, 1960 : la fondation de l'Université de l'Amitié des Peuples », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* n°12, 2001.

[1691] L'affiche « apprendre de la vie, apprendre pour la vie » (*Učit'sâ u žizni, učit'sâ dlâ žizni*) rend compte de ces deux phénomènes mis en avant par la propagande interne : voir la photographie 10.

[1692] Sur la politique scientifique et industrielle en général, et les effets de la « révolution scientifique et technique (*NTR*) en particulier, voir BERRY M. J., « Science, Technology and Innovation », dans McCAULEY Martin (dir.), *Khrushchev and Khrushchevism*, Bloomington, Indiana UP, 1987, p. 71-94 ; BEZBORODOV A.B., *Vlast' i naučno-tehničeskaâ politika v SSSR serediny 50-h-serediny 70-h godov* (*Le pouvoir et la politique scientifique et technique en URSS du milieu des années 1950 au milieu des années 1970*), Moscou, Mosgorarhiv, 1997 ; KOZLOV B.I., *Akademiâ nauk SSSR i industrializaciâ Rossii. Očerk social'noj istorii 1925-1963*, Moscou, Academia, 2003. Ces trois auteurs montrent que le pouvoir central n'a pas su alors accompagner les mutations techniques annoncées par les scientifiques, et déjà en cours dans les autres grands pays industrialisés.

d'enseignement « sans rupture avec la production » restent une forme de qualification au rabais, d'où travailleurs de l'industrie et de l'agriculture ne tirent qu'un faible bénéfice, quand ils y ont accès. Faute de moyens appropriés, et d'un consensus entre les différents acteurs, l'enseignement supérieur en RSFSR ne se démocratise donc qu'en apparence, et le fossé entre les contenus enseignés et les besoins de l'économie reste fort dans nombre de filières.

Pour autant, tout n'est pas sombre dans le tableau qu'on peut faire des transformations du supérieur à l'époque khrouchtchéviene. En 1965, au moment où se clôt notre étude des réalités du système d'enseignement soviétique, un ouvrage est édité par le Massachussets Institute of Technology à Boston, dont le titre évoque « La recherche et développement soviétique »[1693]. Il porte en épigraphe une phrase d'Aleksandr Aleksandrov, recteur de l'université de Leningrad que nous avons déjà rencontré, extraite d'un article publié dans les *Izvestiâ* trois ans plus tôt, et surtout il mentionne comme centres de recherche majeurs du pays, en plus des grandes universités des capitales, l'institut physico-technique de Moscou (MFTI), pointant sa relation privilégiée avec l'Académie des sciences[1694]. Ainsi, l'orientation nouvelle d'une partie de l'enseignement supérieur soviétique vers une recherche fondamentale et appliquée plus offensive n'est pas passée inaperçue auprès des observateurs les plus intéressés des réalités soviétiques, à savoir les soviétologues occidentaux, au coeur de la puissance scientifique et intellectuelle des États-Unis.

[1693] Alexander G. KOROL, *Soviet Research and Development: its Organization, Personnel and Funds*, Cambridge, Massachusetts, The M.I.T Press, 1965.
[1694] *Ibid.*, p. 176-177.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE : UNE REFONDATION INABOUTIE ET AUSSITÔT DÉPASSÉE

> *S'est instaurée la pratique suivante : dans une certaine mesure, les meilleures années de jeunesse sont dédiées non pas à la science véritable, non pas à une activité créatrice dans ce domaine, mais à la préparation et à la soutenance de thèses de peu de valeur.*[1695]
>
> *Il faut oser accorder une plus grande possibilité à l'intelligentsia créatrice de s'exprimer, d'agir, de créer. Oui, de créer !*[1696]

L'étude de l'application, puis du retrait de la *perestroïka* khrouchtchévienne de l'enseignement permet ainsi de suivre les tensions qui étaient apparues lors de son élaboration, nous informant aussi sur le fonctionnement de l'appareil de direction du pays, et la possibilité pour des visions concurrentes de coexister en son sein, dans le cadre de l'opinion élitaire qui émerge alors, portée par plusieurs scientifiques éminents. Ce qui est en jeu, c'est la possibilité même de conduire une politique reposant sur la prise en compte des processus sociaux, et sur un compromis entre les différents groupes en présence. Ainsi se mettent en place les éléments d'une réforme *bis*, ou plutôt plusieurs contre-réformes qui minent à leur tour l'autorité du projet officiel, et contribuent fortement à son abandon au milieu des années 1960. La coexistence de ces visions concurrentes a ainsi raison du mot d'ordre de « rapprochement de l'école avec la vie », au profit de changements plus conformes aux aspirations des différents acteurs du système éducatif.

Un des événements significatifs de l'influence acquise par le groupe des « savants » est en effet la création, en 1962-1963, de plusieurs « écoles spéciales » ouvertes et contrôlées par les scientifiques eux-mêmes, destinées à former leurs successeurs dès le niveau secondaire. Le rôle joué ici par l'académicien Lavrent'ev, depuis le Département sibérien de l'Académie des sciences, témoigne d'un nouveau compromis entre, d'une part, la direction du pays soucieuse de sauver les apparences et les grands principes qui ont présidé à la réforme de 1958, et, d'autre part, des savants attachés au renforcement de leur autonomie et de leur reconnaissance publique. Au même moment, dans le supérieur, le projet d'un système d'études « sans rupture avec la production » suscite à la fois les réticences des acteurs (VUZ et entreprises), mais aussi les doutes des administrations centrales, chargées de planifier la formation des cadres : là encore, la construction d'une université « d'un nouveau type » à Novossibirsk oppose au modèle idéologique du « rapprochement avec la vie » une vision alternative.

Philip D. Stewart conclut son article consacré au retrait partiel de la refondation de 1958 en estimant que « les groupements d'intérêts sont capables d'exercer une influence et de partager le pouvoir politique dans le processus d'élaboration de la politique soviétique »[1697]. Avec une grille d'interprétation quelque peu différente, nous pouvons dire que la formation de

---

[1695] Nikita Khrouchtchev, note non datée de 1963 sur la réforme de l'Académie des sciences, retranscrite dans Natalâ TOMILINA, Andrej ARTIZOV (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev…, op. cit.*, tome 2, p. 411.

[1696] Dernière phrase des mémoires de Nikita Khrouchtchev, datée de septembre 1971 : citée par V.Û. AFIANI, S.S. ILIZAROV, « …My razgonim k čertovoj materi Akademiû nauk », *Vestnik istorii estestvoznaniâ i tehniki* n°1, 1999, p. 167-173 ; p. 173. La phrase qui sert de titre à cet article, « Nous allons dissoudre et envoyer au diable l'Académie des sciences », a été prononcée par Khrouchtchev le 11 juillet 1964 après les attaques de trois physiciens - dont Andreï Sakharov contre le généticien préféré du Premier secrétaire, Trofim Lyssenko.

[1697] Philip D. STEWART, « Soviet interest groups and the policy process. The Repeal of Production Education », *World Politics, A quarterly Journal of International Relations*, Center of International Studies, Princeton University, vol. XXII, n° 1, octobre 1969, p. 29-50 ; p. 50.

groupes d'opinion à partir de la « discussion générale » de 1958, et l'octroi d'une autonomie croissante à certains d'entre eux, leur a permis de contester et de suspendre l'application d'une réforme pour laquelle ils n'avaient été consultés que de façon formelle. Plutôt qu'une lutte d'influence au sommet, la contestation a pris la forme d'un affrontement à la fois public, voire médiatique, et interne, au sein des administrations et des établissements. S'y juxtaposent des images contradictoires de ce que devait être, pour chacun des groupes en présence, le système d'enseignement soviétique. Cela vaut pour le secondaire, où l'utopie d'une école professionnalisée et collectivisée se heurte au manque de moyens et aux aspirations individualistes de la population, mais aussi à l'idéal scientiste, exprimé par les savants, d'une méritocratie fondée sur l'excellence académique. Et cela vaut, bien sûr, pour le supérieur, où l'autorité de ces derniers, et leurs relais au sommet du pouvoir, leur permettent de constituer un lieu autonome vis-à-vis des directives centrales, en ce qui concerne le recrutement, l'organisation des études et leurs contenus. Ce faisant, ils instituent un nouveau modèle de formation des cadres, qui est aussi un cas d'application du modèle de « Recherche et Développement » qu'on trouve dans d'autres pays en pointe dans l'essor scientifique et technique à cette époque : *Akademgorodok*. Les dirigeants soviétiques, qui voient leur intérêt dans l'entreprise, tolèrent et parfois soutiennent cette forme de combinaison entre recherche et études, même si elle contrevient partiellement aux principes de 1958. Khrouchtchev en particulier – comme le montre la première citation proposée en épigraphe – témoigne toujours, cinq ans après le lancement de sa *perestroïka*, de sa méconnaissance profonde des mécanismes de la production du savoir aux yeux des scientifiques et des universitaires.

Il faut pourtant lui reconnaître d'avoir laissé Lavrent'ev et d'autres scientifiques ambitieux réaliser leur projet particulier, malgré les différences évidentes avec ses propres vues sur le système universitaire soviétique. Le succès d'Akademgorodok et de NGU est aussi d'une certaine façon un héritage khrouchtchévien, et on trouve encore, plus d'un demi-siècle après la refondation de 1958, des échos de son slogan principal, il est vrai dans un tout autre contexte économique et social. En juillet 2013, un entrepreneur belge exprime ainsi sa fierté de contribuer au développement de la région de Tcheliabinsk, dans l'Oural :

> … Encore un aspect des plus importants : il s'agit de l'université et de la science universitaire, *étroitement liée avec la pratique et avec la production*. En Russie actuellement on parle beaucoup de la réforme de [l'Académie des sciences de Russie], de la réforme de la science… et voilà un bel exemple : ce n'est pas Moscou, ce n'est pas l'académie, mais une université. […] Tout le monde en tire profit. Voilà ce qu'est le capitalisme d'innovation.[1698]

[1698] Johan Vanderplaetse, « Malen'koe Skolkovo – 2. Kak postroit' internacional'nyh biznes v Rossii » (« Comment établir un business international en Russie »), *Novaâ gazeta*, 15 juillet 2013, p. 12 (mes italiques).

CONCLUSION GÉNÉRALE :
Le projet éducatif soviétique, victime du Dégel

> *La cause des difficultés et des défauts de l'école tient précisément aux transformations révolutionnaires, réalisées à la hâte et sans précaution suffisante […]. Assez de révolutions, il faut respecter l'école et ses enseignants.*[1699]

> *Dans les relations entre Khrouchtchev et l'intelligentsia ont joué la précipitation du premier, et sa tendance à se mêler de n'importe quelle question pour la résoudre rapidement.*[1700]

Le problème posé au seuil de cette recherche tenait en une question : la genèse, l'élaboration et l'application de la réforme de 1958 ont-elles été le résultat d'un projet unique, ou de la prise en compte, de gré ou de force, des intérêts et des aspirations des impliqués dans son processus ? Si l'étude du mécanisme de décision a prouvé que la consultation publique menée au nom de la direction du pays a été en grande partie factice, les modalités de son adoption et de son application sont complexes : à l'injonction initiale – « rapprocher l'école et la vie » – a succédé une pluralité d'images du système d'enseignement soviétique. Ce pluralisme relatif, limité à un domaine précis, n'a pas jailli spontanément de la « discussion générale » censée apporter la preuve du soutien de « l'opinion » au texte officiel : il tire ses origines de tensions et de contradictions antérieures. Le « Dégel », ici, a consisté dans leur mise en lumière, et parfois en scène, sans déboucher pour autant sur une démocratisation réelle de la vie politique.

Une histoire administrative de la loi du 24 décembre 1958 a donc éclairé les difficultés rencontrées par l'équipe dirigeante dans l'élaboration puis la mise en œuvre de cette réforme, conduisant à son abandon au milieu des années 1960. D'une part, les mesures voulues par le Premier secrétaire, largement inspirées par une vision idéologique et morale de l'enseignement, n'ont pas produit les résultats escomptés. D'autre part, elles se sont heurtées à la constitution de véritables groupes d'*opinion*, parmi lesquels scientifiques, universitaires et pédagogues ont contesté leur légitimité. Le projet khrouchtchévien a donc pâti de l'atmosphère de libéralisation qu'il avait lui-même suscitée, ce qui nous renvoie à la question de l'existence de sphères publiques autonomes en URSS, et au cas très particulier des savants.

La modernité khroutchévienne prise dans ses contradictions

Les enjeux de la *perestroïka* de l'enseignement lancée en 1958 s'inscrivent dans la continuité de l'histoire du régime soviétique : de ce point de vue, elle est davantage une étape qu'un tournant radical. Ses motivations sont complexes, dans la mesure où elle répond à une accumulation de problèmes, dont il n'est pas sûr que les responsables de l'époque aient eu une vision d'ensemble. Prétendant concilier, en quelque sorte, modernité et utopie, le projet khrouchtchévien en matière d'enseignement n'obtient pas les résultats escomptés.

[1699] Aleksandr Aleksandrov, cité par Svetlana PETROVA, « La réforme de Kolmogorov de l'enseignement des mathématiques en Union soviétique », dans BELHOSTE Bruno, GISPERT Hélène, HULIN Nicole, *Les sciences au lycée. Un siècle de réformes des mathématiques et de la physique en France et à l'étranger*, Paris, Vuibert, INRP, p. 311-318 ; p. 318. La citation est datée, sans autre précision, du début des années 1970.

[1700] F. BURLACKIJ, « Hrušev. Štrihi k političeskomu portretu », *in* Û.V. AKSÛTIN (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev. Materialy k biografii*, Moscou, Politizdat, 1989, p. 9-23 ; p. 19.

Plusieurs défis se posaient à la direction du pays : à long terme, transformer le système d'enseignement dans un sens plus conforme à l'idéologie marxiste, par une « polytechnisation » visant la fusion entre travail manuel et intellectuel ; à moyen terme, garantir une main-d'œuvre suffisante à certains secteurs de l'économie, face à la massification inéluctable de l'enseignement général et à une conjoncture démographique délicate (les « classes creuses ») ; à court terme, briser la montée d'une contestation perceptible dans le milieu étudiant, en le faisant adhérer clairement à l'idéal « communiste ». Tels sont les éléments majeurs d'une modernisation d'un type particulier, entre lecture morale des tensions sociales et référence au passé glorieux des débuts du pouvoir bolchevique. Parmi les causes directes qui mènent à l'adoption de la loi du 24 décembre 1958, l'attachement de Nikita Khrouchtchev à la réalisation de l'utopie fondatrice du régime, c'est-à-dire à la « construction du communisme », joue donc un grand rôle. Ici, plus qu'une mise en œuvre des grands textes de Marx ou Lénine, c'est un certain rapport à la réalité sociale, lue à travers le prisme de son expérience personnelle, qui anime le Premier secrétaire, ancien étudiant de *rabfak* fier de cet épisode de sa biographie. On pourrait dire que Khrouchtchev, étudiant inaccompli, a conservé toute sa vie une admiration pour les études, mais aussi une méfiance envers l'intelligentsia dont il était, peut-être avant tout, profondément envieux[1701].

C'est pourquoi il a repris l'objectif, à la fois social, politique et moral, d'un « rapprochement entre l'école et la vie », c'est-à-dire entre les études et l'usine ou le kolkhoze, donc *in fine* entre l'élite intellectuelle et le monde du travail. Il s'agit là d'une reprise de la « prolétarisation » mise en avant dans la première décennie du régime soviétique, mais celle-ci ne dit plus son nom et repose sur une définition de l'identité de classe qui n'est plus figée (par filiation ou « origine sociale », innée) comme à l'époque stalinienne, mais mobile (déterminée par la « position sociale », ou l'expérience professionnelle acquise, voire l'influence des parents dans les milieux dirigeants du pays). C'est le sens de la mesure phare de la réforme de 1958 : obliger tout élève du secondaire à avoir travaillé au moins deux ans « dans la production » pour pouvoir devenir un étudiant. Elle vise autant à permettre aux ouvriers et aux kolkhoziens d'accéder aux études, qu'à transformer les jeunes citadins aisés en authentiques prolétaires. Le Premier secrétaire le résume à sa façon lors de sa première intervention au Comité central sur le sujet, en mai 1957 : « [les étudiants] iront tous comme un seul homme à la production » et « nous créerons des conditions égales » pour les études[1702].

Si l'intention est conforme au dogme léniniste tel qu'il est perçu par Khrouchtchev, le lancement de cette *perestroïka* de l'enseignement manque de préparation : il tient plus à la volonté d'étendre son ambition réformatrice à un nouveau terrain, qu'à un calendrier réfléchi et cohérent, fondé sur une analyse précise des succès et des failles du système existant. Surtout, il reprend sans l'avouer la méthode héritée de l'ère stalinienne, celle d'une campagne d'opinion rapide suivie ou précédée d'un changement important et qui se veut radical dans les structures existantes : de ce point de vue, la réforme de 1958 participe bien de la déstalinisation, tout en montrant son caractère paradoxal. L'échec du projet khrouchtchévien a probablement poussé son auteur à délaisser cette sphère jugée trop difficilement contrôlable. Après avoir lancé son « mot d'ordre » en 1957-1958, malgré plusieurs discours fleuves et nombre d'interventions dans les instances centrales du Parti, le Premier secrétaire semble se désintéresser des modalités d'application de la réforme. Cette impression est confortée par ses propos liminaires, en mai 1957 puis en septembre 1958, face aux responsables chargés de concrétiser les grands principes qu'il a fixés. Ce choix de déléguer aux instances *ad hoc* la mise en œuvre précise de sa politique, assumé ouvertement devant la « commission » de septembre 1958, a pesé dans le destin de la loi « sur le rapprochement de l'école et de la vie ».

[1701] Voir la notice biographique en annexe, et les citations en épigraphe.
[1702] Voir *supra*, le chapitre 3.

Quel bilan peut-on en tirer, au vu des sources consultées pour cette recherche ? Dans un contexte budgétaire serré, la polytechnisation du secondaire se réduit, pour l'écrasante majorité des écoles, à un apprentissage sommaire des métiers les plus simples, dans des ateliers sous-équipés, en plein champ ou à des postes d'usine de second ordre. Les responsables industriels et agricoles, ayant été peu associés à la phase d'élaboration, sont souvent dans l'impossibilité de remplir les nouvelles obligations que leur fixait la loi ; mais il n'est pas sûr que les directeurs d'écoles eux-mêmes, déjà occupés par de multiples tâches, aient eu le temps et l'envie d'organiser au mieux cette instruction à la production. C'est pourquoi l'annonce de la réduction de la durée de la scolarité secondaire, en août 1964, puis celle de la fin de l'instruction à la production obligatoire, deux ans plus tard, sont accueillies avec soulagement.

Parallèlement, la compétition à l'entrée en VUZ ne diminue pas avec la généralisation d'une scolarité décennale. Certes, la démocratisation quantitative des années 1959-1979 ne fait pas de doute, si on compare la proportion des diplômés dans la population de la RSFSR à ces deux dates[1703]. En revanche, l'amélioration de la part des catégories sociales les moins aisées (ouvriers, paysans et petits employés) parmi les étudiants est difficile à mesurer. De 1957 à 1965, les autorités portent une attention particulière à cette question, qui avait été délaissée après 1936. Mais les résultats de la « composition sociale » des étudiants sont faussés par des artifices statistiques, qui correspondent au glissement déjà évoqué dans la définition de l'appartenance de classe, mais aussi à des stratégies individuelles de contournement, de la part des jeunes et de leurs familles. Surtout, il n'existe aucune donnée sur le suivi des candidats après l'entrée en VUZ. Combien de « producteurs » ont réussi leurs examens, et finalement reçu leur diplôme ? Les chiffres catastrophiques des taux de réussite dans l'enseignement supérieur du soir et par correspondance, à la même époque, suggèrent que la part des ouvriers et des kolkhoziens qui ont profité jusqu'au bout des avantages créés pour eux est ténue. L'impression d'une reproduction sociale forte marque donc les années de la réforme khrouchtchévienne, même si l'instauration de la gratuité des études, en 1956, a constitué un tournant réel. Les travaux sur l'orientation des jeunes après le secondaire confirment que les enfants des catégories socioprofessionnelles élevées ont conservé les meilleures chances d'entrer en VUZ, durant toute la période qui va de 1963 à la fin des années 1990[1704]. L'accès aux études supérieures est bloqué pour les autres, alors même que la généralisation de l'instruction secondaire, promise dès 1952, est réalisée[1705].

La formule magique prônée par Khrouchtchev – « tous iront à la production » – n'a pas donné les résultats escomptés, mais au moins ce dernier a-t-il été soucieux d'intervenir dans ce domaine. Après lui, un voile pudique sur une réalité qui contredisait ouvertement les principes proclamés par le régime. L'absence d'intérêt des historiens des années 1960 et 1970 pour la « composition sociale » des étudiants, soulignée par N. Feŝenko, témoigne de l'instauration d'une certaine autocensure sur ces questions, à l'heure de la « stagnation » brejnévienne :

> … pour des raisons obscures, la question de la composition sociale du corps étudiant est pratiquement évitée par les auteurs des monographies les plus importantes et générales sur l'histoire de l'intelligentsia et de l'enseignement

[1703] Rappelons qu'en RSFSR, pour 1000 habitants, on compte 337 diplômés du secondaire et 19 du supérieur, en 1959, contre respectivement 574 et 71, en 1979. Voir Collectif, *Naselenie Rossii v XX veke: Istoričeskie očerki. V 3-h t. T.3. Kn.1. 1960-1979 gg.*, Moscou, ROSSPÈN, 2005, p. 211 et 227.

[1704] D.L. KONSTANTINOVSKIJ, « L'égalité en Russie : mythes et réalités », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2000, vol. 31, n°3, p. 69-97 ; en particulier le schéma 3 p. 90, qui porte sur le cas de Novossibirsk.

[1705] Voir aussi P. Theodore GERBER, Michael HOUT, « Educational stratification in Russia during the Soviet period », *American Journal of Sociology* vol. 101, n° 3, 1995, p. 611-660.

> supérieur soviétiques publiées dans les années soixante. Malheureusement, cette « tradition » s'est perpétuée dans les travaux des années soixante-dix.[1706]

L'interprétation des résistances à la réforme de 1958 est souvent liée à cet échec durable de la démocratisation qualitative des études. En effet, la tentation est grande de voir derrière les réactions des représentants de la sphère pédagogique et scientifique la défense des privilèges acquis d'une intelligentsia soucieuse de sa seule reproduction sociale : la plupart des chercheurs, de Mervyn Matthews à Aleksandr Pyžikov, ont suivi cette voie. Mais la présente recherche a permis de montrer que c'est aussi la brutalité des mesures décidées par le Premier secrétaire qui lui a aliéné le soutien des principaux acteurs. Sans nier le conservatisme des institutions concernées, on peut considérer que le projet khrouchtchévien, fondé sur une lecture sommaire et idéologique de la réalité sociale, a suscité l'hostilité de ceux-là mêmes qui auraient pu contribuer à transformer, et donc à démocratiser l'école et l'université. Le fait que la réforme soit préparée dans le huis clos de l'appareil du Comité central, et non au sein de l'Académie des sciences pédagogiques, montre le décalage qui existe entre le milieu éducatif et le lieu de la prise de décision en URSS à cette époque.

Ainsi, la « modernisation » proposée par Khrouchtchev, suivant le terme de Jeremy Smith, n'est pas sans arrière-pensées ni sans ambiguïtés[1707]. Elle ouvre la voie à une technocratie qui n'est pas forcément en accord avec la vision du Premier secrétaire : toute l'histoire de la réforme de 1958 consiste dans l'émergence d'un pluralisme contrôlé, mais dévastateur pour l'autorité suprême qui l'a toléré.

Pluralisme sous contrôle et échec de la « refondation » de 1958

Le paradoxe ou la spécificité du khrouchtchévisme tient à la volonté de laisser s'ouvrir de réels débats dans la sphère publique, tout en prétendant diligenter « par en haut », à la mode stalinienne, des réformes non concertées. Dans la *perestroïka* de l'enseignement, plusieurs acteurs ont pu faire valoir des conceptions divergentes, parfois contradictoires avec le projet officiel : c'est la leçon principale qu'on peut tirer de l'analyse de la « discussion générale » de l'automne 1958 et des mécanismes internes qui l'ont précédée et accompagnée. Or, cette contestation ne cesse pas avec le vote de la loi : elle s'amplifie et aboutit à la mise en œuvre de pratiques et d'expériences à contre-courant du modèle initial du « rapprochement de l'école avec la vie ».

Fait remarquable, si un certain pluralisme s'exprime dans les institutions, ce n'est pas, dans le cas de la réforme de l'enseignement de 1958, au Plénum du Comité Central ni au Soviet suprême, ou encore au gouvernement, mais au sein de l'appareil du Parti. Celui-ci joue en effet à plein son rôle d'arbitre. Les Départements de la science, des VUZ et des écoles situés sur la Vieille Place à Moscou ne se contentent pas d'être les exécutants des décisions prises au sommet : ils les préparent voire, dans le cas de la réforme de 1958, les modifient. Recevant l'information envoyée par chacune des institutions centrales du pays (Gosplan, CSU, ministères, académies, etc.), les hommes des *Otdely nauki* acquièrent une vision d'ensemble et peuvent trancher entre les différents intérêts en présence. De ce point de vue, un changement s'opère au cœur de la période. Jusqu'en 1956-1957, les remarques et les

[1706] N.I. FEÊENKO, « Iz istorii sovetskoj vysšej školy. (Istoriografiâ voprosa ob izmenenii social'nogo sostava sovetskogo studenčestva v 60-70 gody) », Gorki, 1986, p. 6. Manuscrit non publié, déposé à la bibliothèque de l'INION RAN à Moscou.

[1707] Jeremy SMITH, « Khrushchev and the Path to Modernisation through Education », dans Markku KANGASPURO et Jeremy SMITH (dir.), *Modernisation in Russia since 1900*, Helsinki, SKS, 2006.

propositions du Komsomol et de l'administration des Réserves de main-d'œuvre sont presque toujours suivies à la lettre. Progressivement, pourtant, Vladimir Kirillin et certains de ses collaborateurs s'affranchissent de la conception qui veut orienter massivement la jeunesse vers la production – ce faisant, toutefois, ils ont pu être en porte-à-faux avec d'autres responsables de l'appareil, en particulier ceux de l'*Otdel nauki RSFSR*. On le voit en février-mars 1956, avec la confrontation, par voie de presse, des points de vue de « l'administrateur » Vasilij Derbinov, et du « pédagogue » Vasilij Suhomlinskij, qui défend la professionnalisation de l'école en Ukraine. La ligne qui l'emporte dans l'appareil du Comité central est celle d'une polytechnisation modérée, garantissant l'élévation du niveau d'instruction général de la population. L'annonce faite par Khrouchtchev, au printemps puis à l'été 1958, de mesures radicales dans ce domaine, se heurte alors à une opposition interne inédite dans l'histoire de la politique scolaire soviétique.

Le point d'orgue en est la tenue de réunions spéciales destinées à élaborer le projet officiel du Parti et du gouvernement, en septembre 1958. Sous couvert d'organiser une consultation des groupes institutionnels et professionnels impliqués dans la réforme, conformément à la demande de Khrouchtchev en personne, les *Otdely nauki* prennent en main une importante réécriture du projet officiel. Pour éviter un affront direct, ils trouvent en Genrih Zelenko, le zélé chef des Réserves de main-d'œuvre, un bouc émissaire idéal : ce dernier fait l'objet d'une pluie de critiques, et la mesure la plus radicale du projet initial, à savoir la suppression de l'enseignement secondaire de jour, est retirée du texte officiel (Zelenko est maintenu à son poste à la tête de l'enseignement professionnel soviétique). Le débat au sommet n'a pourtant pas résolu toutes les tensions : certains scientifiques et universitaires, mais aussi des pédagogues comme le jeune Vasilij Suhomlinskij, et son aîné Pavel Šimbirëv, profitent de la tribune qui leur est offerte au Département du Comité central, puis dans les institutions auxquelles ils sont rattachés, et enfin dans la presse, pour critiquer les fondements du projet khrouchtchévien. Dans ce contexte, la « discussion générale » publique de l'automne, mise en scène d'un pluralisme sous contrôle, s'écarte sensiblement du scénario voulu par ses organisateurs : l'opposition interne débouche sur une contestation ouverte, même si elle se trouve circonscrite aux discussions internes des différentes instances de décision, avant l'étape législative qui elle n'est que purement formelle dans le système soviétique. Contestation ou lobbying ? Nous avons préféré le premier terme, nous focalisant sur la perte de légitimité qu'elle induisait pour le pouvoir du chef suprême du pays, en matière de politique intérieure ; mais une mise en parallèle avec d'autres régimes politiques, en particulier les démocraties libérales occidentales, aboutirait probablement à préférer le second, en considérant le « pluralisme institutionnel » qui caractérise l'un et l'autre régimes[1708].

Les années suivantes voient cette contestation feutrée se poursuivre, au point de miner l'autorité du projet officiel : elle aboutit, en août 1964, au retrait d'une des dispositions fondamentales de la réforme, quelques mois avant l'éviction de Khrouchtchev, à savoir la suppression de la dernière année d'études conjuguée à une formation professionnelle. Dans l'enseignement supérieur, les formes d'études « sans rupture avec la production » (du soir ou par correspondance) sont ouvertement critiquées, et les responsables s'interrogent sur la pertinence des mesures décidées en 1958-1959. Mais la manifestation la plus éclatante des résistances au projet khrouchtchévien réside dans la mise en œuvre de formes d'enseignement très éloignées de la lettre et de l'esprit de la loi sur le « rapprochement de l'école avec la vie ». Dans le secondaire, il s'agit de la « différenciation » des études à partir de la 8e classe, et de la multiplication des « écoles spéciales » en langues, mais aussi des « écoles-internats » (ou « écoles spéciales ») de physique et de mathématiques (*fizmatškoly*). Soutenues

[1708] C'est en particulier l'analyse, déjà classique, développée par Jerry F. HOUGH, *The Soviet Union and social science theory*, Cambridge, Harvard University Press, 1977.

respectivement par des pédagogues qui avaient été mis à l'écart de l'élaboration de la réforme de 1958 et par des savants (pour la plupart aussi universitaires) qui en avaient contesté les principes directeurs, ces initiatives bouleversent le paysage scolaire des années 1960. Au même moment, l'université de Novossibirsk incarne elle aussi un contre-modèle dans l'enseignement supérieur : reprenant l'expérience de VUZ prestigieux, elle associe formation et recherche, délaissant le « travail dans la production » cher à Khrouchtchev. Ce dernier semble alors en porte-à-faux avec l'intelligentsia scientifique, mais aussi avec ce qu'on pourrait appeler un courant technocratique dans l'appareil du Parti-État, autour de Kirillin et d'autres hauts responsables qu'il n'a pas toujours été possible d'identifier, faute d'accès aux sources correspondantes[1709]. Vingt ans plus tard, paraphrasant une remarque attribuée au Secrétaire général d'alors, Konstantin Tchernenko, Marc Ferro se demandait dans un article devenu célèbre : « Y a-t-il trop de démocratie en URSS ? » ; le mot *démocratie* ayant le sens particulier que nous avons préféré attribuer ici à *pluralisme*, désignant l'existence non de libertés fondamentales dans ce pays, mais de divergences de vues et d'intérêts entre responsables et administrations, de « contradictions non antagonistes » comme le dit Ferro en reprenant un vocabulaire marxiste[1710]. On pourrait dire que la loi scolaire et universitaire de 1958 a été victime d'un excès de « pluralisme institutionnel », le consensus étant fabriqué dans un cadre qui a en partie échappé à son initiateur.

De là à voir dans les discussions publiques sur l'enseignement, au début des années 1960, le reflet de la lutte entre plusieurs « groupes d'intérêts », il n'y a qu'un pas que certains franchirent sans hésiter. Pourtant, comme l'avait remarqué John Dunstan à propos des discussions pédagogiques, et conformément à l'image du *polymorphisme institutionnel* reprise par Ferro[1711], les clivages ne correspondent pas forcément à des lignes de partage institutionnelles ou professionnelles. Nous avons donc préféré adopter l'expression de « groupe d'opinion » pour désigner le plus actif et le plus visible d'entre eux, au début des années 1950, celui des « savants », principalement des mathématiciens et des physiciens.

Des savants engagés, entre volonté d'influence et idéal scientiste

L'émergence d'une opinion publique véritable étant impossible, faute de liberté d'expression et de moyens pour contourner la censure officielle, on retrouve ici la pertinence d'une analyse en termes de « sphères publiques », espaces autonomes où se déploient parfois des propos sensiblement distincts de celui du pouvoir central. De plus en plus, des scientifiques revendiquent eux-mêmes un rôle à part dans cet ensemble flou que le discours officiel appelle « opinion » (*obŝestvennost'* ou *obŝestvennoe mnenie*)[1712]. Ainsi, une élite de savants et de pédagogues (certaines personnalités, comme l'académicien Mihail Lavrent'ev, étant les deux à la fois), cherche et finit par obtenir la prise en compte de ses positions.

[1709] On peut citer ici le nom d'Aleksej Kosygin, protecteur de Kirillin, mais qui n'apparaît que de façon ponctuelle dans les documents concernant l'enseignement soviétique.

[1710] Marc FERRO, « Y a-t-il 'trop de démocratie' en URSS ? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n°4, 1985, p. 811-827 ; p. 822. Voir aussi la citation en épigraphe de notre introduction.

[1711] *Ibid.*, p. 820. L'expression « polymorphisme institutionnel » est empruntée à Timothy S. Colton, à propos de son étude de l'armée soviétique, qui est l'exemple choisi par Ferro pour appuyer sa démonstration : selon lui, le régime n'est pas tant le lieu de rivalités entre les différentes institutions, que l'organisateur de multiples solidarités et interactions entre elles, les responsables ayant parfois des carrières multiples, passant d'une administration à une autre.

[1712] Il est, à nos yeux, délicat de qualifier d'« opinion publique » la collection de rapports, de lettres de citoyens et de données statistique brutes qui alimente régulièrement les instances dirigeantes du pouvoir en URSS.

Chez les enseignants et les responsables du supérieur, il n'existe pas de solidarité professionnelle à l'échelle du pays. Comme le constate l'historien Oleg Lejbovič à propos de l'université de Molotov (Perm), sur le plan politique « les travailleurs des VUZ ne formaient pas alors un groupe corporatif spécifique, avec son propre système de valeurs et de normes [… mais plutôt] un collectif ouvert à l'immixtion permanente de l'extérieur », donc facile à contrôler par les autorités[1713]. Les « universitaires », c'est-à-dire les représentants des établissements les plus prestigieux, semblent surtout veiller à la préservation de leur cadre de travail, pédagogique et scientifique. Si Ivan Petrovskij à Moscou, mais aussi Lavrent'ev à Novossibirsk, peuvent négocier avec le Parti une marge de manœuvre en termes d'effectifs et de moyens, la plupart de leurs collègues, à défaut d'être des académiciens mondialement célèbres, se contentent d'entériner les orientations fixées par le centre, et de lui renvoyer des données les plus adéquates possibles, au prix de quelques manipulations statistiques sur la « composition sociale » des étudiants. On retrouve en quelque sorte ici le *modus vivendi* résumé par Moshe Lewin, pour la période brejnévienne : les « développements spontanés concernent tous les groupes sociaux, quel que soit le régime : les personnes haut placées ne pensent qu'à leurs affaires, et leurs subordonnés font tout (que ce soit licite ou non) pour satisfaire leurs intérêts propres »[1714]. La formule employée par Ioulia Zaretskaïa-Balsente pour désigner les élites artistiques de la période brejnévienne semble déjà convenir à ces figures de renom du monde scientifique et universitaire : des « non-conformistes intégrés »[1715].

La prise de parole des scientifiques n'en est que plus remarquable. Une lecture approfondie y révèle une quête de reconnaissance sociale, mais aussi la volonté de constituer un véritable groupe d'*opinion*, formulée telle quelle par le président de l'Académie des sciences Aleksandr Nesmeânov, ou encore par le physicien Piotr Kapitsa. Les intéressés sont confortés dans cette quête par l'image véhiculée dans les médias de l'époque, des journaux jusqu'au cinéma. Dans le cas soviétique, comme dans la France de la fin du XIXe siècle, la « croyance dans la science » a engendré la « croyance dans le savant »[1716]. Recourant à la fois à des arguments d'experts et d'intellectuels, mathématiciens et physiciens font valoir leur propre vision du système d'enseignement, mais aussi de ses problèmes, y compris des inégalités dans son recrutement. Une fois le débat de 1958 achevé, ils continuent à intervenir publiquement sur ces questions, montrant qu'elles n'ont pas cessé de les préoccuper. Surtout, ils obtiennent les soutiens nécessaires pour réaliser une voie alternative au système éducatif existant. Il faut donc dissocier les réactions des savants de la fronde d'une partie de l'appareil dirigeant et de la *nomenklatura* contre le projet khrouchtchévien en général. La position des scientifiques, auxquels se joignent certains universitaires, ne se réduit pas à la défense d'avantages acquis, mais à l'affirmation d'un rôle social et politique spécifique.

Leur vision de l'enseignement soviétique concerne à la fois le secondaire, avec l'utopie d'une méritocratie fondée sur l'excellence académique, et le supérieur, où les savants élaborent, grâce à leurs relais au sommet du pouvoir, un modèle éloigné des directives centrales, pour le recrutement et la formation des élites scientifiques : *Akademgorodok* et l'université de Novossibirsk, où le rapprochement entre enseignement et recherche a remplacé le « lien entre l'école et la vie ». La direction khrouchtchévienne, affaiblie par des échecs à répétitions (effondrement de la production agricole, pénuries à la consommation, désorganisation de la direction économique, mécontentement des cadres du Parti, affaiblissement international), accompagne ces initiatives, et les intègre à ses propres

[1713] O.L. LEJBOVIČ, *Universitetskie istorii. Molotovskij gosudarstvennyj universitet v 1950-e gg.*, Perm', ZUUNC, 1997p. 4.
[1714] Moshe LEWIN, *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard-Le Monde diplomatique, 2003, p. 408.
[1715] ZARETSKAÏA-BALSENTE Ioulia, *Les intellectuels et la censure en URSS (1965-1985). De la vérité allégorique à l'érosion du système*, Paris, L'Harmattan, 2000.
[1716] Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels » : 1880-1900*, Paris, Les éditions de Minuit, 1990, p. 28-29.

institutions. Une nouvelle fois dans l'histoire soviétique, comme le suggère Gábor Rittersporn, « les modes d'action, les modèles de conduite, les styles de vie, les solidarités et les opinions ont interagi avec l'État et ont contribué à le modeler »[1717].

Allons plus loin dans l'analyse. Pour ces scientifiques soviétiques des années 1960 qui créent leurs propres écoles élitistes (certains, comme Lavrent'ev, après en avoir combattu le principe) et s'apprêtent à refondre les programmes en fonction des acquis de la recherche dans leurs disciplines, le progrès qui va libérer l'homme de toute servitude est étroitement associé aux avancées de la science, plus qu'au travail physique vénéré par Khrouchtchev. Ainsi se met en place – et en pratique – une idéologie alternative au « marxisme-léninisme » officiel : un socialisme des savants, très éloigné de la conception moralisatrice et ouvriériste du maître du Kremlin, bâti cette fois autour du culte de la science, de l'effort intellectuel et de la solidarité de groupe. Dans ce contexte, il est difficile de distinguer entre « conservateurs » [1718]et « réformateurs », voire « libéraux » : deux visions de l'avenir sont en présence, toutes deux également réactionnaires, c'est-à-dire soucieuses de préserver un certain héritage du passé, et également novatrices. L'une, khrouchtchévienne, prétend forger une nouvelle société grâce au système d'enseignement, suivant la chimère habituelle à toute idéologie révolutionnaire, là où l'autre compte sur l'intelligentsia existante, conformément à son idéal scientiste, pour forger le meilleur système d'enseignement possible. Entre ces deux utopies, le changement d'équipe dirigeante de 1964 aidant, l'affrontement a semble-t-il laissé place au compromis au cours des années 1960. Ou plutôt, pour reprendre une terminologie empruntée à la Chine des années 1980, de nombreux organismes officiels deviennent alors des « institutions amphibies » susceptibles d'être utilisées « pour des objectifs opposés à ceux qu'[elles] sont censées remplir, la même institution pouvant poursuivre des objectifs contradictoires ». Le département sibérien de l'AN SSSR, mais encore l'APN, et pourquoi pas même l'*Otdel nauki* à certains moments de la discussion de 1958, donnent l'impression de cette ambivalence radicale, que nous avons pu appeler ponctuellement « opposition » voire « contestation », même si elle ne vise pas à remettre en cause les fondements du régime.

Quoi qu'il en soit, c'est bien le Dégel comme phénomène culturel, médiatique, social et politique qui a provoqué l'échec partiel de la réforme de 1958. L'émergence d'une opinion publique partiellement autonome dans ses contenus sinon dans ses formes, a eu raison du consensus préparé à l'avance, au nom et à la demande du Premier secrétaire, par les hauts responsables du Parti et des institutions concernées. La déstalinisation n'a pas laissé de chance à un projet conçu de façon autoritaire, malgré ses bonnes intentions en termes d'égalité sociale, ou plutôt scolaire et universitaire.

Il y a dans cette capacité des savants, parmi d'autres, à occuper la sphère publique et à influencer les politiques d'enseignement et de recherche, un des aspects de la relation complexe entretenue par le régime soviétique avec ses élites scientifiques et, plus largement, avec cette frange de la population qui se désigne elle-même comme « intelligentsia ». Quarante ans après les faits, le mathématicien Vladimir Tihomirov estime que son maître, Andreï Kolmogorov, a investi plus que son intérêt professionnel et scientifique dans la refonte des programmes de 1966 :

[1717] Gábor T. RITTERSPORN, « Reflexes, Folkways, Networks: Public Spaces in Soviet Society », intervention au colloque « Solidarities and Loyalties in Russian Society, History and Culture », University College London, School of Slavonic and East-European Studies, Londres, mai 2007. (Ma traduction. Je remercie l'auteur pour son aimable autorisation.)

[1718] La citation est reprise par Archie BROWN, *Seven Years that Changed the World. Perestroika in Perspective*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 161. Je remercie Marie-Hélène Mandrillon d'avoir attiré mon attention sur cette approche, et de m'en avoir fourni la référence.

> Souvenez-vous : à douze ans Andrej Kolmogorov avait réfléchi à la constitution d'un État idéal – d'un État où, comme on pouvait le supposer, devraient régner la Raison, le Travail (*Trud*), la Conscience et la Justice. Ma conviction est qu'en réfléchissant à la réforme de l'enseignement, [il] avait en vue cet État idéal, peuplé de gens aux qualités morales élevées, profonds, cherchant la vérité, magnanimes et créatifs. […] Mais nous vivions dans un autre État. Et la réalité se trouvait souvent en flagrante contradiction avec les conceptions idéales de Kolmogorov.[1719]

Un tel discours illustre la permanence de l'image idyllique de l'engagement public du savant russe, en ce début du XXIe siècle. Pour certains, comme Andreï Sakharov, la prise de position sur la réforme de l'enseignement aurait même été une étape vers une opposition globale au régime et à sa politique – tel est l'avis de son biographe Charles Rhéaume :

> Les premiers pas de ce dernier vers la dissidence découlent donc de son travail scientifique même. La démarche s'articule d'abord autour de trois problèmes qui pourraient être qualifiés de 'techniques' : les essais nucléaires, les difficultés de la génétique soviétique et l'éducation scientifique.[1720]

Ce jugement mérite examen : si l'opposition à la politique éducative est un moment important de la confrontation entre les scientifiques et certains dirigeants, il n'est pas avéré que la dissidence en soit l'étape suivante. Parmi les acteurs les plus impliqués dans les débats des années 1950 et 1960 sur l'enseignement, aucun, si on excepte Sakharov, ne rompra véritablement avec le régime. La contestation du projet éducatif khrouchtchévien n'est pas une dissidence, ne comportant aucune interpellation des autorités pour faire respecter les droits des citoyens[1721].

Ni rejet, ni adhésion profonde au projet officiel : la position des savants en URSS, tout comme celle des pédagogues et d'autres groupes professionnels rencontrés au cours de cette recherche, mérite d'autres études pour être appréhendée dans toute sa complexité. Aussi notre travail aura-t-il surtout contribué à mieux voir les ambiguïtés et les contradictions du Dégel, période de sortie d'un moment totalitaire sans alternative véritable autre que la chimérique « construction du communisme » ; et ce faisant, à dépasser « *cette frontière entre dirigeants et dirigés* » dénoncée par Marc Ferro comme étant quelquefois « un leurre » dans notre compréhension de l'histoire russe et soviétique, tant il est vrai que le *pouvoir* est ici une notion complexe, dont l'exercice ne garantit pas l'exécution des décisions même prises au plus haut niveau.

Ainsi pourrait-on résumer l'histoire de l'enseignement russe entre 1918 et 1964, et en particulier du rapprochement manqué « entre l'école et la vie » sous Khrouchtchev. Ses interactions complexes entre le politique, le culturel et le social font écho, toutes choses égales par ailleurs, à d'autres connues dans des pays très différents, et ce jusqu'à nos jours.

[1719] V.M. TIHOMIROV, *Andrej Nikolaevič Kolmogorov, 1903-1987 : žizn', preispolnennaâ sčast'â*, Moscou, Nauka, 2006, p. 154.

[1720] Charles RHÉAUME, *Sakharov. Science, morale et politique*, Saint-Nicolas (Québec), Les presses de l'université Laval, 2004, p. 80.

[1721] Sur la définition de la dissidence, voir Cécile VAISSIÉ, *Pour votre liberté et pour la nôtre, Le combat des dissidents de Russie*, Paris, Robert Lafont, 1999 ; sur les dissidents venus du monde scientifique, voir B. BEZBORODOV, *Fenomen akademičeskogo dissidentstva*, Moscou, RGGU, 1998.

ANNEXE I : SOURCES

1. FONDS D'ARCHIVES[1]

1. Archives centrales du Parti et de l'État

1. Archives russes d'histoire contemporaine (RGANI, Moscou)

- Fonds 2, inventaire 1 : plénums du CC du CPUS (1941-1966)

- Fonds 5 : appareil du CC du PCUS

- inventaire 17 : Département de la science et des VUZ (1951-1952), devenu celui de la science et de la culture (1953-1955)
- inventaire 18 : Département des écoles (1951-1956)
- inventaire 35 : Département de la science et des VUZ (1955-1956), devenu celui de la science, des VUZ et des écoles (1956-1962)
- inventaire 37 : Département de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR* (1956-1962)

2. Archives d'État de la Fédération de Russie, fonds de l'URSS (GARF SSSR, Moscou)

- Fonds R-5446 : Conseil des ministres d'URSS (CM d'URSS)

- inventaire 92 : Direction des affaires (1946-1958)
- inventaire 93 : Direction des affaires (après 1958)
- inventaire 118 : dossier de Frol Kozlov
- inventaire 124 : dossier de Nikita Khrouchtchev

- Fonds R-7523 : Soviet suprême d'URSS

- inventaire 45 : Commission des projets de lois du Soviet de l'Union

- Fonds R-9396 : Ministère de l'Enseignement Supérieur de l'URSS (MVO SSSR) (1946-1959)

- inventaire 1 : Chancellerie [comprend en particulier les protocoles des séances du Collège du ministère et les sténogrammes des réunions des directeurs de VUZ]
- inventaire 16 : Direction des méthodes
- inventaire 23 : Inspection auprès du ministre
- inventaire 30 : Premier département [département secret]

- Fonds R-10049 : Académie des sciences pédagogiques de RSFSR (APN RSFSR)[2]

- inventaire 1 : Présidium

3. Archives d'État de la Fédération de Russie, fonds de la RSFSR (GARF RSFSR, Moscou)

- Fonds A-259 : Conseil des ministres de RSFSR (1924-1974)

- inventaire 42 : Direction des affaires

- Fonds A-605 : Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de RSFSR (MVSSO RSFSR) (1959-1988)

- inventaire 1 : Chancellerie (1959-1967)

- Fonds A-2306 : ministère de l'Instruction de RSFSR (*Minpros RSFSR*)

- Inventaire 73 : Direction principale des VSSUZ pédagogiques
- inventaire 75 : Inspection auprès du ministre

4. Archives russes d'État de l'économie (RGAE, Moscou)

- Fonds 1562 : Direction statistique centrale d'URSS (CSU SSSR)

- inventaire 17 : « enseignement public et instruction » (1931-1960)
- inventaire 33 : inventaire déclassifié
- inventaire 327 : activité organisationnelle (1941-1963)

- Fonds 4372 : Gosplan SSSR

- inventaire 56 : Département de la santé et de la culture (pour l'année 1957)
- inventaire 57 : Département de la santé et de la culture (pour l'année 1958)

2. Archives centrales d'organisations et d'institutions non étatiques

1. Archives russes d'histoire sociale et politique, fonds des organisations de jeunesse (RGASPI-M, Moscou)

- Fonds 1 : Comité central du VLKSM (Komsomol)

- inventaire 2 : plénums du CC du VLKSM (1919-1978)
- inventaire 5 : réunions au CC du VLKSM (1920-1973)
- inventaire 3 : Bureau du CC du VLKSM (1919-1961)
- inventaire 46 : Département de la jeunesse étudiante (1941-1965)

1. Archives centrales de l'Académie des sciences de Russie (Arhiv RAN, Moscou)

- Fonds 2 : Présidium
- inventaire 3 : sténogrammes des séances
- Fonds 1647 : fonds personnel d'Aleksandr Nesmeânov (président de l'AN SSSR de 1951 à 1961)

2. Archives centrales de l'Académie russe d'éducation (Arhiv RAO, Gorki Leninskie)

- Fonds 25 : Présidium de l'Académie des sciences pédagogiques (APN) de RSFSR
- inventaire 1 : Chancellerie [contient en particulier les décrets, la correspondance, les protocoles des séances du Présidium, les protocoles et les sténogrammes des assemblées générales de l'APN, etc.][1]
- Fonds 71 : fonds personnel d'Ivan Kairov (président de l'APN de 1946 à 1966)

1. Archives centrales de documentation scientifique « Archives populaires » (CDNA « *Narodny Arhiv* », Moscou)

- Fonds 397 : N.A. Antoničev (enseignant du secondaire à Krasnoïarsk, RSFSR)

3. Archives régionales et locales

1. Archives d'État de l'*oblast'* de Nijni Novgorod – anciennement Gorki (GANO)

- Fonds 377 : université de Gorki (GGU)
- inventaire 8 : années 1932-1972
- Fonds 2372 : Département de l'instruction publique du Conseil des députés et des travailleurs de l'*oblast'* de Gorki

1.3.2. Archives d'État sociales et politiques de l'oblast' de Nijni Novgorod (GOPANO)

- Fonds 3 : *Obkom* du PCUS de Gorki

1. SOURCES PUBLIÉES

1. Documents d'archives

AFIANI V.Û., VODOP'ÂNOVA Z.K. (éd.), *Doklad N.S. Hruševa o kul'te ličnosti I.V. Stalina na XX s''ezde KPSS: Dokumenty*, Moscou, ROSSPÈN, 2002, 912 p.

Apparat CK KPSS i kul'tura. 1953-1957: Dokumenty (*L'appareil du CC du PCUS et la culture. 1953-1957 : documents*), Moscou, ROSSPÈN, 2001, 808 p.

Apparat CK KPSS i kul'tura. 1958-1964 : Dokumenty, Moscou, ROSSPÈN, 2005, 872 p.

BURTIN Û.G., LÛBARSKIJ K.A. (éd.), « Studenčeskoe broženie v SSSR (konec 1956 g.) » (« L'agitation étudiante en URSS à la fin de 1956 »), *Voprosy istorii*, n°1, 1997, p. 3-23.

AJMERMAHER Karl *et alii* (éd.), *Kul'tura i vlast'. Ideologičeskaâ komissiâ CK KPSS. 1958-1964 : Dokumenty (« La culture et le pouvoir. La commission idéologique du CC PCUS 1958-1964. Documents »)*, Moscou, ROSSPÈN, 1998, 544 p.

FURSENKO A.A. (éd.),

- *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ. / T.1. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij* (*Le Présidium du CC du PCUS 1954-1964. Notes au brouillon des protocoles des séances. Sténogrammes. Décrets. / Tome 1. Notes au brouillon des protocoles des séances*), Moscou, ROSSPÈN, 2003, 1344 p.
- *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ. / T.2. Postanovleniâ. 1954-1958* (*Le Présidium du CC du PCUS 1954-1964. Notes au brouillon des protocoles des séances. Sténogrammes. Décrets. / Tome 2. Décrets. 1954-1958*), Moscou, ROSSPÈN, 2006, 1120 p.
- *Prezidium CK KPSS 1954-1964. Černovye protokol'nye zapisi zasedanij. Stenogrammy. Postanovleniâ. / T.3. Postanovleniâ. 1959-1964* (*Le Présidium du CC du PCUS 1954-1964. Notes au brouillon des protocoles des séances. Sténogrammes. Décrets. / Tome 2. Décrets. 1959-1964*) Moscou, ROSSPÈN, 2008, 1271 p.

KOZLOV V.A., ÈDEL'MAN O.V., ZAVADSKAÂ È.Û. (éd.), *Kramola. Inakomyslie v SSSR pri Hruševe i Brežneve 1953-1982* (*Contestation. La dissidence en URSS sous Khrouchtchev et Brejnev 1953-1982*), Moscou, Materik, 2005, 432 p.

Istočnik, n°6 (66), 2003 – numéro spécial du *Vestnik Arhiva Prezidenta Rossijskoj Federacii*

« Pervaâ reakciâ na kritiku 'kul'ta ličnosti I. V. Stalina'. Po itogam vystuplenij A. M. Pankratovoj v Leningrade v marte 1956 goda » (« La première reaction à la critique du 'culte de la personnalité de J. Staline'. Bilan des interventions d'A.M. Pankratova à Leningrad en mars 1956 ») , *Voprosy istorii*, n°10, 2006, p. 3-24.

TOMILINA Natalâ, ARTIZOV Andrej (éd.), *Nikita Sergeevič Hrušev : dva cveta vremeni. Dokumenty* (*Nikita Sergeevič Hrušev : deux visages du temps. Documents)*, Moscou, Meždunarodnyj fond « Demokratiâ », 2009, 1552 p. (2 tomes)

1. Publications officielles soviétiques : textes législatifs, ouvrages de propagande, recueils de statistiques

BLINČEVSKIJ F.L., ZELENKO G.I., *Professional'no-tehničeskoe obrazovanie rabočih v SSSR* (*L'enseignement professionnel et technique des ouvriers en URSS*), Moscou, Trudrezervizdat, 1957, 160 p.

ČUTKERAŠVILI E.V., *Razvitie vysšego obrazovaniâ v SSSR* (*Le développement de l'enseignement supérieur en URSS*), Moscou, Vyššaâ škola, 1961, 342 p.

« Documents sur la réorganisation de l'enseignement en URSS », n° 2681 de la revue *Notes et Etudes Documentaires*, Paris, La Documentation Française, 7 juillet 1960 :

- « Thèses du Comité Central du Parti sur la réforme de l'enseignement » (traduites de la *Pravda* du 16 novembre 1958), p. 9-18
- « Loi sur le renforcement du lien entre l'école et la vie et le développement du système de l'enseignement public en URSS » du 24 décembre 1958, p. 18-25

KHROUCHTCHEV Nikita, *Les chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'URSS pour 1959-1965. Rapport au XXIe Congrès extraordinaire du PCUS. 27 janvier 1959*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1959, 207 p.

KPSS v rezolûciâh i rešeniâh s''ezdov, konferencij i plenumov CK (1955-1959 gg.) (*Le PCUS dans les résolutions et les décisions des congrès, conférences et plénums du Comité central*), T. 7, Moscou, 1971, 558 p.

Kul'turnoe stroitel'stvo SSSR. Statističeskij sbornik (*La construction de la culture en URSS. Recueil statistique)*, Moscou, Statizdat, 1956, 332 p.

Narodnoe hozâjstvo SSSR. Statističeskij sbornik (*L'économie de l'URSS. Recueil statistique*), Moscou, Statizdat, 1956, 262 p.

Narodnoe obrazovanie, nauka i kul'tura v SSSR. Statističeskij sbornik (*L'Instruction Publique, la Science et la Culture en URSS. Recueil statistique*), Moscou, Statistika, 1977, 448 p.

Narodnoe obrazovanie v SSSR. Sbornik dokumentov, 1917-1973 (*L'enseignement public en URSS. Recueil de documents*), Moscou, Pedagogika, 1974, 558 p.

NOJKO K.G., « Méthodes d'évaluation des besoins en spécialistes et de planification de la formation spécialisée en U.R.S.S. », Paris, UNESCO, 1964, 58 p. [En ligne]. http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001317/131740fb.pdf

Notes et Etudes Documentaires, Paris, La Documentation Française :

- n° 430, 5 août 1946 « Le régime scolaire en URSS »
- n° 2335, 3 octobre 1957 « L'organisation de l'enseignement en URSS – I »
- n° 2336, 10 octobre 1957 « L'organisation de l'enseignement en URSS – II »
- n° 2681, 7 juillet 1960 « Documents sur la réorganisation de l'enseignement en URSS » [contient notamment des traductions en français du mémorandum de Khrouchtchev (septembre 1958), des thèses du Comité central du Parti (novembre 1958), et de la loi du 24 décembre 1958]

Pravila priëma i programmy priëmnyh ėkzamenov dlâ postupaûŝih v vysšie učebnye zavedeniâ (*Les règles d'admission et les programmes des concours d'entrée en VUZ*), Moscou, Sovetskaâ Nauka / Vysšaâ Škola, 1955-1967

PROKOF'EV M.A., *Narodnoe obrazovanie v SSSR. 1917-1967* (*L'instruction publique en URSS*), Moscou, Prosveŝenie, 1967, 543 p.

PROKOFIEV M.A., *et alii*, *L'enseignement supérieur en URSS*, Paris, UNESCO, 1962, 58 p.

Sbornik prikazov I rasporâženij Ministerstva prosveŝeniâ RSFSR (*Recueil des décrets et ordonnances du Ministère de l'Instruction de RSFSR*), Moscou, 1954, n°34

SMIRNOV V.Z. (dir.), *Sovetskaâ istoriko-pedagogičeskaâ literatura (1918-1957). Sistematičeskij ukazatel'* (*Bibliographie soviétique des ouvrages d'histoire de la pédagogie (1918-1957). Guide systématique*), Moscou, Academiâ pedagogičeskih nauk RSFSR, 1960, 559 p.

SSSR. Zakony i postanovleniâ. 1-Položenie o proizvodstvennoj praktike sudentov vuzov SSSR, utverždennyj postanovleniem Sovet Ministrov SSSR ot 18 aprelâ 1956 g. № 55. 2-Instrukcii

po proizvodstvennoj praktike... utverždennye prikazom Ministra vysšego obrazovaniâ SSSR № 221 ot 9 marta 1956 g. (*URSS. Lois et décrets. 1. Règlement sur la pratique productive des étudiants des VUZ d'URSS, instaurée par le décret du Conseil des Ministres d'URSS du 18 avril 1956 n°55. 2. Instructions sur la pratique productive… instaurées par le décret du Ministre de l'Enseignement supérieur d'URSS n°221 du 9 mars 1956*), Moscou, 1957

UKRAINCEV V.V., *KPSS – organizator revolûcionnogo preobrazovaniâ vysšej školy* (*Le PCUS, organisateur d'une transformation révolutionnaire dans l'enseignement supérieur*), Moscou, Vyssšaâ škola, 1963, 298 p.

VORONKOV A., BALAŠOV S., *Dvorec nauki* (*Le palais de la science*), Moscou, Moskovskij rabočij, 1954, 238 p.

Vsenarodnoe obsuždenie voprosa ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û i o dal'nejšem razvitii sistemy narodnogo obrazovaniâ v strane (*La discussion générale de la question du renforcement du lien entre l'école et la vie et du futur développement de l'instruction publique dans le pays*), Moscou, «Pravda», 1958, 288 p.

Vsesoûznoe soveŝanie naučnyh rabotnikov v Kremle 12-14 iûnâ 1961 g. Stenogrammy, materialy, Moscou, Vyssšaâ škola, 1961, 440 p.

Vyssšee obrazovanie v SSSR. Statističeskij sbornik (*L'enseignement supérieur en URSS. Recueil statistique*), Moscou, Gosstatizdat, 1961, 255 p.

1. Ouvrages et recueils de textes de pédagogie

A.V. Lunačarskij o narodnom obrazovanii, Moscou, APN RSFSR, 1958, 560 p.

GOTOVITCH Louise, *Makarenko*, Paris, PUF, 1996, 128 p.

HILLIG Goetz, *Proekt po sozdaniû polnogo sobraniâ sočinenij A.S. Makarenko na professional'nom kompakt-diske* (*Projet de compilation des œuvres complètes d'A.S. Makarenko sur un compact-disc professionnel*) [En ligne]. http://zt1.narod.ru

LENIN Vladimir I., *O narodnom obrazovanii* (*Sur l'Instruction publique*), Moscou, Stat'i i reči, 1957, 464 p.

O kommunističeskom vospitanii. Izbrannye pedagogičeskie proizvedeniâ (*Sur l'éducation communiste. Œuvres pédagogiques choisies*), Moscou, Učpedgiz, 1956

1. Recueils d'articles et de textes de discours

CYPKIN G.A. (éd.), *Aleksandr Nikolaevič Nesmeânov – organizator nauki* (*Aleksandr Nikolaevič Nesmeânov, organisateur de la science*), Moscou, Nauka, 1996, 268 p.

IL'ČENKO E.V., *Akademik I.G. Petrovskij-rektor Moskovskogo Universiteta* (*L'académicien I.G. Petrovskij, recteur de l'Université de Moscou*), Moscou, Izd. Moskovskogo Universiteta, 2001, 559 p.

KAPICA P.L., *Èksperiment – teoriâ – praktika* (*L'expérience, la théorie, la pratique*), Moscou, Nauka, 1981, 494 p. (1ère édition : 1974) [En ligne]. http://www.vitart.ru/kapitsa/

LAVRENT'EV M.A., *Nauka. Tehničeskij progress. Kadry. Sbornik statej i vystuplenij* (*La science. Le progrès technique. Les cadres. Recueil d'articles et de discours*), Novossibirsk, Nauka, 1980, 290 p.

Naučno-organizacionnaâ deâtel'nost' akademika A.F. Ioffe. Sbornik dokumentov (*L'activité d'organisation scientifique de l'académicien A.F. Ioffe. Recueil de documents*), Leningrad, Nauka, 1980, 365 p.

SEMËNOV Nikolaj N., *Nauka i obŝestvo. Stat'i i reči* (*Science et société. Articles et discours*), Moscou, Nauka, 1981 (1ère édition : 1973), 487 p.

SOLOV'EV Ûrij I. (éd.), *Akademik Nikolaj Nikolaevič Semenov – vice-prezident AN SSSR* (*L'académicien N.N. Semenov, vice-président de l'AN SSSR*), Moscou, Vladmo Graf-Press, 2002, 232 p.

1. Écrits autobiographiques, correspondances et témoignages

FAL'CMAN V.K., *Učenye v kontekste vremeni* (*Les savants et leur temps*), Moscou, Prospekt, 2007, 264 p.

FÉRON Bernard, *L'URSS sans idole*, Paris, Casterman, 1966, 229 p.

GUIBERT R., *Regards sur la vie et l'enseignement en URSS*, Paris, France Aviation, 1961, 96 p.

HALL Newman A., « Technological education in the USSR », *Soviet Survey*, n°31, janvier 1960, p. 58-63.

IDLIS G.M. (éd.), *Akademik Aleksandr Danilovič Aleksandrov. Vospominaniâ. Publikacii. Materialy* (*L'académicien Aleksandr Danilovič Aleksandrov. Souvenirs. Publications. Matériaux*), Moscou, Nauka, 2002, 399 p.

KAPICA P.L., RUBININ P.E. (éd.), *Pis'ma o nauke. 1930-1980* (*Lettres sur la science 1930-1980*), Moscou, Moskovskij rabočij, 1989, 400 p.

MARČUK O.N., *Sibirskij fenomen. Akademgorodok v pervye dvadcat' let* (*Le phénomène sibérien. Les vingt premières années de la cité académique*), Novosibirsk, Sibirskij hronograf, 1997, 238 p.

Nauka i vlast'. Vospominaniâ učenyh-gumanitariev i obŝestvovedov (*La science et le pouvoir. Souvenirs des savants en sciences humaines et sociales*), Moscou, Nauka, 2001, 311 p.

NESMEÂNOVA Marina Anatol'evna, *Svet lûbvi: Vospominaniâ ob A.N. Nesmeânove* (*L'éclat de l'amour : souvenirs sur A.N. Nesmeânov*), Moscou, Nauka, 1999, 318 p.

NIKODIMOV I., *Tragediâ sovetskoj molodeži. O škol'noj reforme v SSSR* (*La tragédie de la jeunesse soviétique. Sur la réforme scolaire en URSS*), Munich, COPÈ, 1961, 80 p.

NUZOV Vladimir (interview), « Akademik A.E. Šejndlin : 'Nado celenapravlenno privlekat' molodyh v nauku' » (« L'académicien A.E. Šejndlin : 'Il faut attirer comme il se doit les jeunes vers la science. »), *Vestnik* n°23 (204), 8 novembre 1998. [En ligne]. http://www.vestnik.com/issues/98/1110/win/nuzov.htm

ŠILOV A.E. (éd.), *Vospominaniâ ov akademike N.N. Semenove* (*Souvenirs sur l'académicien N.N. Semenov*), Moscou, Nauka, 1993, 301 p.

SUMAROKOV Vladimir, *Vstreči s interesnymi lûd'mi. Akademik V. Kirillin, Akademik E. Velihov, Èks-ministr Izrailâ I. Modai* (*Rencontres avec des gens intéressants. L'académicien V. Kirillin, l'académicien E. Velihov,l'ex-ministre d'Israël I. Modai*), Miniblog, novembre 2005 [En ligne]. http://www.viperson.ru/wind.php?ID=241042&soch=1

TIHOMIROV V.M., *Andrej Nikolaevič Kolmogorov, 1903-1987 : žizn', preispolnennaâ sčast'â* (*Andrej Nikolaevič Kolmogorov, 1903-1987 : une vie remplie de bonheur*), Moscou, Nauka, 2006, 199 p.

VOLKOV A.I., *et alii*, *Pressa v obŝestve (1959-2000). Ocenki žurnalistov i sociologov. Dokumenty* (*La presse dans la société (1959-2000). Jugements de journalistes et de sociologues*), Moscou, Moskovskaâ škola političeskih issledovanij, 2000, 616 p.

1. ENTRETIENS ORAUX

1. <u>Anciens responsables politiques et scientifiques et leurs proches</u>

- Lûbov' Kuz'minična Balâsnaâ, ancienne secrétaire du Comité central du VLKSM, président du Conseil central de l'organisation des Pionniers de Lénine de 1958 à 1964,

ministre adjointe de l'Instruction publique en RSFSR de 1964 à 1987 : le 9 février 2004 à Moscou

- Evgenij L'vovič Fejnberg (1912-2005), ancien chercheur en physique et académicien de l'Académie des sciences d'URSS : en décembre 2004 à Moscou

- Aaron Âkovlevič Gurevič (1924-2006), ancien enseignant d'histoire à l'institut pédagogique de Kalinin (Tver'), puis chercheur à l'institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences d'URSS à Moscou : le 21 janvier 2004 à Moscou

- Marina Anatol'evna Nesmeânova, ancienne interprète et enseignante de français, veuve d'Aleksandr Nesmeânov, président de l'Académie des sciences d'URSS de 1951 à 1961 : en janvier-mars 2002 à Moscou

2. Anciens étudiants des années 1950

- Aleksandr Vladimirovič Kessenih, ancien étudiant à la faculté de physique de l'université de Moscou (MGU), chercheur en histoire de la physique à l'institut d'histoire des sciences et de la technique de l'Académie des sciences de Russie : 6 juin 2002 à Moscou

- David L'vovič Konstantinovskij, ancien étudiant en sociologie, chercheur à l'institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie : 4 avril 2002 à Moscou

- Mihail Matveevič Narinskij, ancien étudiant en histoire à Moscou, professeur à l'Institut international d'État des relations internationales (MGIMO, Moscou) : le 20 mars 2002 à Moscou

1 Nous avons donné, dans la mesure du possible, le détail des fonds (*fondy*) et des inventaires (*opisi*).

2 Il s'agit d'une copie du fonds 25 de l'Arhiv RAO : voir *infra*.

3 Voir GARF SSSR, fonds R-10049, inventaire 1, qui est une copie de ce fonds.

ANNEXE II : BIBLIOGRAPHIE

1. OUTILS ET MÉTHODES EN HISTOIRE ET AUTRES SCIENCES SOCIALES

1.1. Instruments de travail sur l'histoire de l'URSS et de l'enseignement

1.1.1. Encyclopédies, chronologies sur la Russie soviétique

Bolšaâ Sovetskaâ Enciklopediâ (*Grande Encyclopédie soviétique*),
- Moscou, 2ème édition, 1949-58, 51 tomes
- Moscou, 3ème édition, 1969-78, 30 tomes. [En ligne]. http://www.cultinfo.ru/fulltext/ [1722]

Hronika Rossii XX vek (*Chronique de la Russie au XXe siècle*), Moscou, Slovo, 2002, 1104 p.

1.1.2. Portails Internet et bibliographies en ligne sur l'histoire de l'URSS

Bibliographic Research Guide to Soviet History : bibliographie réalisée par Andrea GRAZIOSI [En ligne]. http://www.fas.harvard.edu/%7Ehpcws/biblioguide.htm

Sher's Russian Index : site de Benjamin SHER proposant un index de sites et de bibliographies sur l'histoire de la Russie et de l'URSS [En ligne]. http://www.websher.net

1.2. Quelques approches en sciences humaines et sociales

1.2.1. Méthodes et éléments de comparaison en histoire politique, sociale et culturelle

CHARLE Christophe,
- *La République des Universitaires 1870-1940*, Paris, Le Seuil, 1994, 511 p.
- « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne 1870-1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°148, juin 2003, p. 8-19

DAVID-FOX Michael, « Multiple Modernities vs. Neo-Traditionalism : On Recent Debates in Russian and Soviet History », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 54, n°4, 2006, p. 535-555

[1722] Tous les liens Internet mentionnés dans cette bibliographie ont été vérifiés le 10 septembre 2007. Pour ne pas alourdir les références, nous avons préféré ne pas mentionner à chaque fois « Page consultée le… », comme le veut la convention pour une citation de page Internet, d'après Rosaire CARON, « Comment citer un document électronique? ». In Université Laval. Bibliothèque. *Site de la Bibliothèque de l'Université Laval*, [En ligne]. http://www.bibl.ulaval.ca/doelec/citedoce.html (Page consultée le 7 juillet 2007).

DEPRETTO Catherine, « Les journaux personnels de la période soviétique », *Cahiers de Framespa*, n°1, Le Travail, 2006 [En ligne].
http://w3.univ-tlse2.fr/framespa/revue/articles_fiche.php?id=98

DEPRETTO Jean-Paul, « Pour une histoire sociale de la dictature soviétique » dans DEPRETTO J.-P. (dir.), *Pouvoirs et société en Union soviétique*, Paris, Éditions de l'Atelier-Éditions ouvrières, 2002, 207 p. (réédition de la revue *Le Mouvement social*, n°196, juillet-septembre 2001, « Le social en proie à l'Etat soviétique »)

DUBOIS Vincent, DULONG Delphine (dir.), *La question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique,* Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999, 256 p.

DROIT Emmanuel, *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)*, Presses Universitaires de Rennes, collection Histoire, 2009, 354 p.

GISPERT Hélène,
- (dir.), *L'école et ses contenus, Recherches historiques sur le XIXe et le XXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2004, 164 p.
- « L'enseignement scientifique supérieur et ses enseignants, 1860-1900 : les mathématiques », *Histoire de l'Éducation*, n°41, mai 1992, p. 47-78

GODIN Benoît,
- *La science sous observation : cent ans de mesure sur les scientifiques (1906-2006)*, 1 vol. ([Saint-Nicolas]: Presses de l'Université Laval, 2005, 96 p.
- « Research and development: how the 'D' got into R&D », *Science and Public Policy*, volume 33, no 1, février 2006, p. 59-76 http://www.csiic.ca/PDF/Godin_28.pdf

MARROU, Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1975, 318 p. (1ère édition : 1954)

NOIRIEL Gérard, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001, 400 p.

PESTRE Dominique, « Pour une histoire sociale et culturelle des sciences. Nouvelles définitions, nouveaux objets, nouvelles pratiques », *Annales HSS*, mai-juin 1995, p. 487-522

WERTH Nicolas, « Totalitarisme ou révisionnisme ? L'histoire soviétique, une histoire en chantier », *Communisme*, 1996, n°47-48, p. 57-70 ; republié dans TRAVERSO Enzo (éd.), *Le totalitarisme. Le XXe siècle en débat*, Paris, Le Seuil, 2001, 923 p., p. 878-896.

1.2.2. La question de la démocratisation de l'enseignement en France et ailleurs

CHAPOULIE Jean-Michel, « Les nouveaux spécialistes de sciences sociales comme 'experts' de la politique scolaire en France 1945-1962 », *Genèses*, 2006, n°64/3, p. 124-145

MERLE Pierre, *La démocratisation de l'enseignement*, Paris, La Découverte, 2002, 123 p.

MONTAGUTELLI Malie, *Histoire de l'enseignement aux Etats-Unis*, Paris, Belin, 2000, 345 p.

PROST Antoine,
- *L'École et la Famille dans une société en mutation (1930-1980)*, t. IV de l'*Histoire de l'enseignement et de l'éducation en France*, Paris, Perrin, 2004, 808 p. (1ère édition : 1981)
- *L'enseignement s'est-il démocratisé ? Les élèves des lycées et collèges de l'agglomération d'Orléans de 1945 à 1980*, Paris, Presses Universitaires de France, collection « Sociologues », 1986, 206 p.
- *Éducation, société et politiques : une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1997, 263 p. (notamment le chapitre 3, « La démocratisation de l'enseignement : histoire d'une notion », absent de la 1ère édition de 1992)

RINGER Fritz, « La segmentation des systèmes d'enseignement. Les réformes de l'enseignement secondaire français et prussien, 1865-1920 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°149, septembre 2003, Les contradictions de la « démocratisation » scolaire, p. 6-20

1.2.3. Essais de définitions des « intellectuels », des « savants » et de « l'opinion »

BOURDIEU Pierre,
- « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°2-3, 1976, p. 88-104
- « L'opinion publique n'existe pas », dans *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984, p. 222-235 (première publication dans *Les temps modernes*, n°318, janvier 1973, p. 1292-1309)

CHARLE Christophe,
- *Naissance des « intellectuels » : 1880-1900*, Paris, Les éditions de Minuit, 1990, 272 p.
- *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Le Seuil, 2001 (1ère édition : 1996), 457 p.

FOUCAULT Michel,
- « La fonction politique de l'intellectuel », *Politique-Hebdo*, 29, 1976, dans *Dits et écrits : 1976-1988*, tome II, Paris, Gallimard, 1995, p. 109
- « Le sujet et le pouvoir » (1982), dans *Dits et Ecrits : 1976-1988*, tome IV, Paris, Gallimard, 1994, p. 222-243

PINAULT Michel, « L'intellectuel scientifique : du savant à l'expert », dans Michel LEYMARIE et Jean-François SIRINELLI (dir.)*, L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, Actes du Colloque « Où en est l'histoire des intellectuels ? », Paris, Presses Universitaires de France, 2003, p. 229-254

WEBER Max, *Le savant et le politique. Une nouvelle traduction. La profession et la vocation de savant. La profession et la vocation de politique*. Préface, traduction et notes de Catherine Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, 2003, 207 p.

2. LA RUSSIE DU « DÉGEL » (1953-1964) : LE POLITIQUE ET LE SOCIAL

2.1. Généralités sur l'histoire de l'URSS après 1945

2.1.1. Manuels et ouvrages généraux

DULLIN Sabine, *Histoire de l'URSS*, Paris, La Découverte, 1994, 125 p.

LEWIN Moshe, *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard-Le Monde diplomatique, 2003, 526 p.

WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 600 p. (1ère édition : 1990)

2.1.2. Synthèses sur l'économie soviétique de l'après-guerre

DAVIES Robert W., *Soviet economic development from Lenin to Khrushchev*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 100 p.

SAPIR Jacques,
- *Les fluctuations économiques en URSS 1941-1985*, Paris, EHESS, 1989, 241 p.
- (dir.), *Retour sur l'U.R.S.S., Économie, société, histoire*, Paris, L'Harmattan, 1997, 255 p.

VISHNEVSKI Anatoli, *La faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en U.R.S.S.*, Paris, Gallimard, 2000, 465 p. (1ère édition russe : 1998)

2.1.3. Quelques repères démographiques

BLUM Alain, *Naître, Vivre et Mourir en URSS 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, 273 p.

ELLMAN Michael, MAKSUDOV Sergei, « Soviet deaths in the Great Patriotic War : a Note », *Europe-Asia Studies*, 46:4, 1994, p. 671-680 [En ligne]. http://www.findarticles.com/p/articles/mi_m3955/is_n4_v46/ai_15654726

Collectif, *Naselenie Rossii v XX veke: Istoričeskie očerki. V 3-h t.* (*La population de la Russie au XXe siècle : aperçu historique en trois tomes*)
- *T.2. 1940-1959 gg.*, Moscou, ROSSPÈN, 2001, 416 p.
- *T.3. Kn.1. 1960-1979 gg.*, Moscou, ROSSPÈN, 2005, 304 p.

2.2. Le système soviétique après 1945 : institutions et dirigeants

2.2.1. Ressources biographiques et guides sur les institutions soviétiques

LESAGE Michel, *Le système politique de l'URSS*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987, 504 p.

BELOUS V.I., GORDEEVA L.P., KOLOBOV O.A., SMIRNOV V.V. (éd.), *Promyšlenno-hozâjstvennaâ èlita Nižegorodskoj oblasti. 1916-1996 : Naučno-spravčnoe izdanie* (*L'élite industrielle et économique de l'oblast' de Nijni Novgorod. 1916-1996*), Nijni Novgorod, KiTizdat, 1996, 256 p.

GORÂČEV Û.V. (éd.), *Central'nyj komitet KPSS, VKP(b), RSDRP(b) : Istoriko-biografičeskij spravočnik* (*Le Comité central du PCUS, VKP(b), RSDRP(b) : guide historico-biographique*), Moscou, Izdatel'skij dom « Parad », 2005, 496 p.

IVKIN I.V., *Gosudarstvennaâ vlast' SSSR. Vysšie organy vlasti i upravleniâ i ih rukovoditelej. 1923-1991. Istočniko-biografičeskij spravočnik* (*Le pouvoir d'État en URSS. Les instances suprêmes du pouvoir et du gouvernement et leurs dirigeants. 1923-1991. Guide historico-biographique*), Moskva, ROSSPÈN, 1999, 637 p.

MESÂC S.A., *Istoriâ vysših organov KPSS* (*Histoire des instances suprêmes du PCUS*), Moscou, Institut « Otkrytoe obŝestvo », 2001 ; ouvrage accessible sur le site de la bibliothèque virtuelle de l'institut « Société ouverte » (Fonds Soros) : [En ligne]. http://www.auditorium.ru/books/478/index.htm

Spravočnik po istorii Kommunističeskoj partii i Sovetskogo soûza 1898-1965 (Guide d'histoire du Parti communiste et de l'Union soviétique 1898-1965) (Organigramme année par année, notices biographiques et bibliographie sur le parti et les principales institutions de l'URSS) [En ligne]. http://www.knowbysight.info/index.asp

« Kto est' kto v pravitel'stvah SSSR (« Qui est qui dans les gouvernements d'URSS ») », *Kadrovaâ politika (Politique du personnel)* n°1 et n°2, 2002 [En ligne]. http://www.whoiswho.ru/kadr_politika/12002/who.htm et http://www.whoiswho.ru/kadr_politika/22002/prav.htm

2.2.2. Administration et cercles dirigeants

AGARËV Aleksandr, *Tragičeskaâ avantûra* (*L'aventure tragique*), Riazan, Russkoe Slovo, 2005, 192 p.

BULGAKOVA N., « Aleksej Larionov. Biografiâ pervogo sekretarâ râzanskogo obkoma KPSS A.N. Larionova » (« Aleksej Larionov. Biographie du premier secrétaire de l'*obkom* du PCUS de Riazan A.N. Larionov »), *Râzanskie Vedomosti*, 27 novembre 1998, p. 232-233 [En ligne]. http://www.starina.ryazan.ru/3a.htm

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *Le pouvoir confisqué. Gouvernants et gouvernés en URSS*, Paris, Flammarion, 1980, 302 p.
CONQUEST Robert, *Power and Policy in the USSR : the Study of Soviet Dynastics*, Londres, MacMillan, 1961, 485 p.

FARMER Kenneth C., *The Soviet Administrative Elite*, New York, Praeger, 1992, 296 p.

GILL Graeme, « Khrushchev and Systemic Development », dans McCAULEY Martin (dir.), *Khrushchev and Khrushchevism*, Bloomington, Indiana University Press, 1987, p. 30-45

GORLIZKI Yoram, « Ordinary Stalinism: The Council of Ministers and the Soviet Neo-patrimonial State, 1945-1953 », *Journal of Modern History*, n°4 (74), 2002, p. 699-736

GORLIZKI Yoram, KHLEVNIUK Oleg, *Cold Peace. Stalin and the Soviet Ruling Circle, 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004, 248 p.

KRAMER Mark, « Declassified materials from CPSU Central Committee plenums », *Cahiers du monde russe,* n°40/1-2, 1999 [En ligne].
http://monderusse.revues.org/docannexe.html?id=1780

MITROHIN Nikolaj, *Russkaâ partiâ : dviženie russkih nacionalistov v SSSR. 1953-1985*, (*Le parti russe : le mouvement des nationalistes russes en URSS, 1953-1985*) Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2003

PETROV Nikita, *Pervyj predsedatel' KGB Ivan Serov* (*Le premier president du KGB Ivan Serov*), Moscou, Materik, 2005, 416 p.

PIHOÂ R.G.,
- *Sovetskij Soûz: Istoriâ vlasti 1945-1991* (*Union soviétique : histoire du pouvoir 1945-1991*), Moscou, Izdatel'stvo Rossijskoj Akademii Gosudarstvennoj Služby, 1998, 680 p.
- *Moskva. Kreml'. Vlast'. Sorok let posle vojny, 1945-1985* (*Moscou. Le Kremlin. Le pouvoir. Quarante années après la guerre, 1945-1985*), Moscou, Rus'-Olimp : Astrel: AST, 2007, 715 p.
- « Social'no-političeskoe razvitie i bor'ba za vlast' v poslevoennom Sovetskom Soûze (1945-1953 gg.) » (« Evolution sociopolitiques et lutte pour le pouvoir dans l'URSS d'après-guerre (1945-1953) »), *Meždunarodnyj istoričeskij žurnal*, nº6, 1999, [En ligne]. http://history.machaon.ru/all/number_06/analiti4/ussr/index.html

REY Marie-Pierre,
- « Diplomatie et diplomates soviétiques à l'heure du dégel, de 1953 à 1964 », *Cahiers du monde russe*, n°44/1-2, 2003, p. 309-322 [En ligne]. http://monderusse.revues.org/docannexe4083.html
- REY, « Le Département International, le MID et la politique extérieure soviétique de 1953 à 1991 », *Communisme*, n°74-75, 2003, p.180-215

TATU Michel, *Le Pouvoir en URSS. Du déclin de Khrouchtchev à la direction collective,* Paris, Bernard Grasset, 1967, 605 p.

2.2.3. Nikita Khrouchtchev et sa pratique du pouvoir

BURLACKIJ F.M.,

- *Voždi i sovetniki. O Hruševe, Andropove i ne to'lko o nih* (*Chefs et conseillers. Sur Khrouchtchev, Andropov, et pas seulement*), Moscou, Politizdat, 1990, 384 p.
- *Nikita Hrušev i ego sovetniki – krasnye, černye, belye* (*Nikita Khrouchtchev et ses conseillers : les rouges, les noirs, les blancs*), Moscou, Eksmo, 2002, 448 p.
- *Nikita Hrušev* (*Nikita Khrouchtchev*), Moscou, Ripol-Klassik, 2003, 350 p.

COUMEL Laurent, « Les appuis rhétoriques du pouvoir soviétique : étude de quelques discours de Nikita Khrouchtchev (1958-1960) », *Hypothèses*, 2003, p. 262-271 [En ligne]. http://www.cairn.info/revue-hypotheses-2002-1-page-261.htm

McCAULEY Martin, « Khrushchev as Leader », dans McCAULEY Martin (dir.), *Khrushchev and Khrushchevism*, Bloomington, Indiana University Press, 1987

MEDVEDEV Roy et Jaurès, *Khrouchtchev – les années de pouvoir*, Paris, François Maspero, 1977, 220 p.

MEDVEDEV Roy, *Khrushchev*, New York, Anchor Books, 1983, 292 p.

TAUBMAN William, KHURSHCHEV Sergey, GLEASON Abbott (dir.), *Nikita Khrushchev*, New Haven, 2000, 464 p.

TAUBMAN William, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, 768 p. (1ère édition : 2002)

AKSÛTIN Û.V. (dir.), *Nikita Sergeevič Hrušev. Materialy k biografii*, Moscou, Politizdat, 1989, 367 p.

PIHOÂ R.G., « Počemu Hrušev poterâl vlast' » (« Pourquoi Khrouchtchev a perdu le pouvoir »), *Meždunarodnyj istoričeskij žurnal*, nº8, 2000 [En ligne]. http://history.machaon.ru/all/number_08/analiti4/khrushchev/index.html

Collectif, *Hrušëv N.S.: Materialy naučnoj konferencii* (*Khrouchtchev : matériaux du colloque scientifique*), Moscou, Gorbačev-Fond., 1994, 198 p.

2.2.4. « Déstalinisation » et « Dégel » : définitions et interprétations

CARRÈRE D'ENCAUSSE Hélène, *1956 : la Déstalinisation commence*, Bruxelles, Complexe, 1984, 209 p.

FILTZER Donald, *The Khrushchev Era: De-Stalinisation and the Limits of Reform*, Londres, MacMillan, 1993, 92 p.

LAZITCH Branko, *Le rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976, 190 p.

PIHOÂ R.G., « Medlenno taûšij led (1953-1957) » (« Une glace fondant lentement (1953-1957) », *Meždunarodnyj istoričeskij žurnal*, nº 7, 2000, [En ligne]. http://history.machaon.ru/all/number_07/analiti4/ice/index.html

PYŽIKOV A.V.,

- *Ottepel' : ideologičeskie novacii i proekty (1953-1964 gg.)* (*Le Dégel : innovations idéologiques et projets (1953-1964)*), Moscou, Socium, 1998, 196 p.

- *Hruševskaâ ottepel' 1953-1964* (*Le dégel khrouchtchévien 1953-1964*), Moscou, Olma-Press, 2002, 511 p.
- « Sovetskoe poslevoennoe obŝestvo i predposylki hruševskih reform » (« La société soviétique de l'après-guerre et les prémisses des réformes khrouchtchéviennes »), *Voprosy istorii*, n°2, 2002, p. 33-42
- « Ot 'diktatury proletariata' k 'obŝenarodnomu gosudarstvu » (« De la 'dictature du prolétariat' à 'l'État du peuple tout entier' »), *Voprosy istorii* n°12, 2003, p. 107-113

WERTH Nicolas, « Histoire d'un pré-rapport secret. Silences et omissions de la Commission Pospelov », *Communisme*, n°67-68, 2001, p. 9-38

2.2.5. Analyses en termes de « groupes d'intérêts », d'« experts » et de « pluralisme »

BROWN Archie, *Seven Years that Changed the World. Perestroika in Perspective***,** Oxford, Oxford University Press, 2007, 350 p.

FERRO Marc, « Y a-t-il 'trop de démocratie' en URSS ? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 40e année, n°4, 1985, p. 811-827

HOUGH Jerry F., *The Soviet Union and social science theory*, Cambridge, Harvard University Press, 1977, 336 p.

SKILLING H.Gordon, GRIFFITHS Franklyn (dir.), *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1971, 419 p.

SOLOMON Peter H., « Specialists in Policymaking : Criminal Policy, 1938-1970 », dans Karl RYAVEC (dir.), *Soviet society and the Communist Party*, Amherst, The University of Massachusetts Press, 1978, p. 153-176.

SOLOMON Susan Gross (dir.), *Pluralism in the Soviet Union: Essays in Honour of H. Gordon Skilling*, Londres, Palgrave Macmillan, 1983, 179 p.

TEPTEREVA Anna, « La réforme administrative de 1957 en URSS : les contradictions de la genèse et de l'application », mémoire de fin d'études du Collège universitaire français de Moscou, sous la responsabilité d'Yves Cohen (EHESS), 2007

2.3. <u>La société russe et soviétique dans les années 1950 et 1960</u>

2.3.1. Les héritages : quelques études sur la période stalinienne

BONNELL Victoria E., *Iconography of Power. Soviet Political Posters under Lenin and Stalin*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1998, 385 p.

Cahiers du monde russe et soviétique, *Spécialistes, bureaucratie et administration dans l'Empire russe et en URSS, 1880-1945*, vol. XXXII (4), octobre-décembre 1991

CAROLI Dorena, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique, 1917-1937*, Paris, L'Harmattan, 2004, 368 p.

DEPRETTO Jean-Paul,

- *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 367 p.
- « Les conceptions officielles de la classe ouvrière en URSS (années 1920 et 1930) », *Le Mouvement social*, n°190, janvier-mars 2000, p. 97-116

DAVIES Sarah, *Popular Opinion in Stalin's Russia. Terror, Propaganda and Dissent, 1934-1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 236 p.

FILTZER Donald, *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 276 p.

FITZPATRICK Sheila,
- (dir.) *Cultural Revolution in Russia, 1928-1931*, Bloomington, University of Indiana Press, 1978, 309 p.
- *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*, Paris, Flammarion, 2002, 415 p.
- *Tear Off The Masks!: Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia*, Princeton University Press, 2005, 304 p.

FÜRST Juliane (dir.), *Late Stalinist Russia : Society between Reconstruction and Reinvention*, Londres, Routledge, 2006, 288 p.

LEWIN Moshe, *La formation du système soviétique, Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Gallimard, 1987, 466 p. (1ère édition : New York, 1985)

NÉRARD François-Xavier,
- *Cinq pour cent de vérité, la dénonciation dans l'URSS de Staline*, Paris, Tallandier, 2004, 500 p.
- « Protestation et dénonciations dans l'URSS stalinienne. Étude d'une pratique sociale et politique (1928-1941) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°18, 2004 [En ligne]. http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article211

TUCKER Robert C., *Stalin in Power: The Revolution from Above, 1928-1941*. New York, Norton, 1990, 707 p.

WERTH Nicolas, « Les formes d'autonomie de la 'société socialiste' », dans Henry ROUSSO (dir.), *Stalinisme et Nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe/ IHTP-CNRS, 1999, 388 p., p. 39-79; 99-129;145-185

Tatâna SMIRNOVA, *« Byvšie lûdi » Sovetskoj Rossii : Strategii vyživaniâ i puti integracii. 1917-1936 gg.* (*« Les ci-devant » de Russie soviétique : stratégies de survie et voies d'intégration. 1917-1936*), Moscou, Mir istorii, 2003, 296 p.

ZEZINA Mariâ R., « Social'naâ zaŝita detej-sirot v poslevoennye gody (1945-1955) » (« La protection sociale des enfants orphelins dans les années d'après-guerre (1945-1955) »), *Voprosy istorii* 1/1999, p. 127-136

2.3.2. Études récentes sur les années 1945-1964

DOBSON Miriam, « The Post-Stalin Era: De-Stalinization, Daily Life, and Dissent », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, 2011, 12 (4), p. 905-924

ÉLIE Marc, *Les anciens détenus du Goulag : libérations massives, réinsertion et réhabilitation dans l'URSS poststalinienne, 1953-1964*, Thèse de doctorat pour le titre de docteur en Histoire (sous la direction d'Yves Cohen), EHESS, 2007

FILTZER Donald,
- *Soviet Workers and De-Stalinization : The Consolidation of the Modern System of Soviet Production Relations, 1953-1964*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 318 p.
- « From mobilized to free labour : de-Stalinization and the changing legal status of workers », dans JONES Polly (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, 279 p., p. 154-170

FITZPATRICK Sheila,
- « Postwar Soviet Society : The 'Return to Normalcy', 1949-1953 », dans LINZ Susan J. (éd.), *The Impact of World War II on the Soviet Union*, New York, Rowman & Allanheld, 1985
- « Social parasites. How tramps, idle youth, and busy entrepreneurs impeded the Soviet march to communism », *Repenser le « Dégel », Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique, Cahiers du monde russe,* n°47/1-2, p. 377-408

GREEN Rachel, « 'There Will Not Be Orphans Among Us': Soviet Orphanages, Foster Care, and Adoption, 1941-1956 », Thesis (Ph. D.), University of Chicago, 2006, 302 p.

LEBINA N.B., ČISTIKOV A.N., *Obyvatel' i reformy. Kartiny povsednevnoj žizni gorožan* (*L'homme de la rue et les réformes. Tableaux de la vie collective des citadins*), Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, 340 p.

MOINE Nathalie, « Le miroir des statistiques. Inégalités et sphère privée au cours du second stalinisme », *Les pratiques administratives en Union soviétique, 1920-1960*, *Cahiers du monde russe*, n°44/2-3, 2003, p. 481-518

REID Susan E., « Khrushchev Modern. Agency and modernization in the Soviet Home », *Repenser le « Dégel », Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique, Cahiers du Monde russe*, n°47/1-2, 2006, p. 227-268

ZAKHAROVA Larissa, « Fabriquer le bon goût. La Maison des modèles de Leningrad à l'époque de Hruščev », *Repenser le « Dégel », Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique, Cahiers du Monde russe*, n°47/1-2, 2006, p. 195-225

ZUBKOVA Elena, *Russia after the War : hopes, illusions & disappointments, 1945-1957*, New York, Sharpe, 1998, 250 p.

2.3.3. Études sociologiques sur les institutions et les catégories sociales

INKELES Alex, « Social Stratification and Mobility in the Soviet Union: 1940-1950 », *American Sociological Review*, Vol. 15, n°4, août 1950, p. 465-479

KERBLAY Basile, *La société soviétique contemporaine*, Paris, Armand Colin, 1977, 304 p.

2.4. Médias et opinion publique après Staline

2.4.1. Généralités sur les médias

BUZEK Antony, *How the communist press works*, Londres, Pall Mall Press, 1964, 287 p.

HOPKINS Mark, *Mass Media in the Soviet Union*, New York, Praeger Press, 1970

MOND Georges, *Le régime de l'information dans les pays socialistes*, Paris, Institut Français de Presse, brochure dactylographiée, 1969, 79 p.

2.4.2. Opinion et espace public : définitions et vecteurs

AKSÛTIN Ûrij V., *Hruševskaâ « ottepel' » i obŝestvennye nastroeniâ v SSSR v 1953-1964 gg.* (*Le « dégel » khrouchtchévien et les humeurs de la société en URSS*), Moscou, ROSSPÈN, 2004, 488 p.

DEPRETTO Jean-Paul, « La réception du XXe Congrès dans la région de Gorki », *Cahiers de Framespa*, n°1, 2006 [En ligne].
http://w3.univ-tlse2.fr/framespa/revue/articles_fiche.php?id=97

GRUŠIN Boris A., *Četyre žizni Rossii v zerkale oprosov obŝestvennogo mneniâ: Očerki massovogo soznaniâ rossiân. Kn. 1 Èpoha Hruševa* (*Quatre vies de la Russie au miroir des sondages d'opinion : essais sur la conscience de masse des Russes*), Moscou, Progress-Tradiciâ, 2001, 619 p.

INKELES Alex, *L'opinion publique en Russie soviétique. Une étude sur la persuasion des masses*, Paris, Les Iles d'Or, 1956 (1ère édition américaine : 1955), 340 p.

JONES Polly, « 'I've held, and I still hold, Stalin in the highest esteem': discourses and strategies of Resistance to destalinisation in the USSR 1953-62 », dans APOR B., BEHRENDS J., JONES P., REES A. (dir.), *The Leader Cult in Communist Dictatorships*, Londres, Palgrave-Macmillan, 2004, 298 p., p. 227-245

KOZLOV V.A., ÈDEL'MAN O.V., ZAVADSKAÂ È.Û. (éd.), *Kramola. Inakomyslie v SSSR pri Hruševe i Brežneve 1953-1982. Rassekrečennye dokumenty Verhovnogo suda i Prokuratury SSSR* (*Contestation. La dissidence en URSS sous Khrouchtchev et Brejnev 1953-1982. Documents déclassifiés de la Cour suprême et du Parquet d'URSS*), Moscou, Materik, 2005, 432 p.[1723]

KOZLOV V.A., *Protivostoânie naroda i vlasti, 1953-1985* (*L'affrontement entre le people et le pouvoir, 1953-1985*), Moscou, Olma-Press, 2006, 448 p.
RITTERSPORN Gábor T., ROLF Malte, BEHRENDS Jan C. (dir.), *Sphären von Öffentlichkeit in Gesellschaften sowjetischen Typs/Public spheres in Soviet-type societies,* Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2003, 457 p.

[1723] Les articles introductifs de ce recueil de documents tirés des archives de la Cour suprême et du Parquet de l'URSS justifient qu'il soit placé en bibliographie.

SAGATELÂN G. Š., *Opyt i uroki organizacii sorevnovaniâ promyšlennyh rabočih v usloviâh èkstensivnogo razvitiâ sovetskoj èkonomiki (1960-1970e gg.)* (*L'expérience et les leçons de l'organisation de la compétition des ouvriers de l'industrie dans les conditions du développement extensif de l'économie soviétique (années 1960-1970)*), Moscou, Institut rossijskoj istorii RAN, 1998, 314 p.

SAGATELÂN G.Š., SAEČNIKOV V.S., « Sovetskoe obŝestvo: političeskie kampanii 50-h godov » (« La société soviétique : les campagnes politiques des années 1950 »), dans PEL'ČUK V.S., SAGATELÂN G.Š. (dir.), *Sovetskoe obŝestvo: budni holodnoj vojny: Materialy «kruglogo stola»* (*La société soviétique : le quotidien de la guerre froide. Matériaux d'une table ronde*), Moscou, Arzamas, 2000, 200 p.

2.5. Intelligentsia, monde étudiant et contestation : quelques repères[1724]

2.5.1. L'intelligentsia : définitions et enjeux

CHURCHWARD L.G., *The Soviet Intelligentsia. An essay on the social structure and role of Soviet intellectuals during the 1960's*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1973, 204 p.

KAGARLITSKY Boris, *Les intellectuels et l'État soviétique de 1917 à nos jours*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993 (1ère édition russe *samizdat* : 1982), 342 p.

LODGE Milton, « Soviet elite participatory attitudes in the post-Stalin period », *The American Political Science Review*, vol. LXII, n° 3, septembre 1968, p. 827-839

LABEDZ Leopold, « The new Soviet intelligentsia », *Soviet Survey*, n° 29, juillet-septembre 1959, p. 103-111

SHLAPENTOKH Vladimir, *Soviet Intellectuals and Political Power : The Post-Stalin Era*, Princeton, Princeton University Press, 1990, 366 p.

SUROVCEVA E.V., *Žanr « pis'ma voždû » v totalitarnuû èpohu 1920-e – 1950-e gg.* (*Le genre de la « lettre au dirigeant » à l'époque totalitaire, années 1920 – années 1950*), Moscou, Airo-XXI, 2008, 168 p.

VAJL´ Petr, GENIS Aleksandr, *60-e. Mir sovetskogo čeloveka* (*Les années soixante. Le monde de l'homme soviétique*), Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2001 (3ème édition. 1ère édition : New York, 1988), 368 p.

ZARETSKAÏA-BALSENTE Ioulia, *Les intellectuels et la censure en URSS (1965-1985). De la vérité allégorique à l'érosion du système*, Paris, L'Harmattan, 2000, 401 p.

ZEZINA M.R., *Sovetskaâ intelligenciâ v usloviâh razvitogo socializma: Količestvennye i kačestvennye izmeneniâ v sostave intelligencii soûznyh respublik* (*L'intelligentsia soviétique dans les conditions du socialisme développé : changements quantitatifs et qualitatifs dans la composition de l'intelligentsia des républiques fédérées*), Moscou, MGU, 1982, 141 p.

[1724] Les travaux concernant spécifiquement les milieux scientifiques en URSS sont référencés dans la section 4.

2.5.2. Les mouvements d'opposition et l'agitation étudiante de la fin des années 1950

« The Ferment among Soviet Youth. Part I : Conflict Between the Generations » et « Part II : The Political Ferment », *Soviet Survey*, n°12, février 1957 (numéro spécial), p. 1-10.

ALEXEYEVA Ludmilla, GOLDBERG Paul, *The Thaw Generation – Coming of Age in the Post Stalin Era*, Boston, Little, Brown and Company, 1990, 339 p.

CHIAMA Jean, SOULET Jean-François, *Histoire de la dissidence, Oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires de la mort de Staline à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1982, 501 p.

GERASIMOVA Natal'â, « Sobiraâ ustnye svidetel'stva… Professora i studenty 1960-h godah » (« En recueillant des témoignages oraux... Professeurs et étudiants des années 1960 »), dans EREMINA L.S., ŽEMKOVA E.V. (dir.), *Korni travy. Sbornik statej molodyh istorikov* (*La jeune pousse. Recueil d'articles de jeunes historiens*), Moscou, Memorial, 1996, 227 p. [En ligne]. http://www.memo.ru/library/books/korni/Chapter16.htm

GVOZDEV S.A., « Meždu allilujej i anafemoj. Političeskoe soznanie sovetskogo obŝestva v gody hruŝevskoj destalinizacii » (« Entre alleluia et anathème. La conscience politique de la société soviétique dans les années de la déstalinisation khrouchtchévienne »), *Âroslavskij Pedagogičeskij Vestnik* (*Le messager pédagogique de Iaroslav)*, n°2, 2000 ; [En ligne]. http://www.yspu.yar.ru/vestnik/novosti_i_problemy/11_2/

HORNSBY Robert, « Political protest and dissent in the Khrushchev Era », Ph.D. thesis, University of Birmingham, 2009, 330 p. [En ligne].
http://etheses.bham.ac.uk/405/1/Hornsby09Phd.pdf

KUZOVKIN Gennadij, « Partijno-komsomol'skie presledovaniâ po političeskim motivam v period rannej 'ottepeli' », dans EREMINA L.S., ŽEMKOVA E.V. (dir.), *Korni Travy. Sbornik statej molodyh istorikov* (*La jeune pousse. Recueil d'articles de jeunes historiens*), Moscou, Zven'ia, 1996, 227 p. ; p. 88-93. [En ligne].
http://www.memo.ru/library/books/korni/Chapter10.htm

LEJBOVIČ O.L., *Universitetskie istorii. Molotovskij gosudarstvennyj universitet v 1950-e gg.* (*Histoires universitaires. L'université d'État de Molotov dans les années 1950*), Perm', ZUUNC, 1997, 102 p. [En ligne]. http://www.auditorium.ru/books/6167/

PYŽIKOV A.V., Istoki dissidentstva : Molodež' posle XX S'ezda KPSS » (« Les sources de la dissidence : la jeunesse après le XXe Congrès du PCUS »), *Svobodnaia mysl'*, n°12, 2003, p. 77-85

SILINA Lada Vladimirovna, *Nastroeniâ sovetskogo studenčestva, 1945-1964* (*L'état d'esprit des étudiants soviétiques, 1945-1964*), Moscou, Russkij Mir, 2004, 233 p.

ŠUBIN A.V., *Ot zastoâ k reformam (1917-1985)* (*De la stagnation aux réformes*), Moscou, ROSSPÈN, 2001, 768 p.

TROMLY Benjamin, « Intelligentsia Self-Fashioning in the Postwar Soviet Union: Revol´t Pimenov's Political Struggle, 1949–57 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, n° 13/1, 2012, p. 151-176

VAISSIÉ Cécile, *Pour votre liberté et pour la nôtre, Le combat des dissidents de Russie*, Paris, Robert Lafont, 1999, 440 p.

3. LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT DE 1958

3.1. Généralités sur l'histoire de l'enseignement en Russie et en URSS

3.1.1. Bibliographies, catalogues

BRICKMAN William W., ZEPPER John T., *Russian and Soviet Education, 1731-1989 : A Multilingual Annotated Bibliography (Garland Reference Library of Social Science, vol. 200)*, New York, Garland, 1992, XIX-538 p.

MUCKLE James, *Education in Russia past and present : an introductory study guide and select bibliography*, Nottingham, Bramcote Press, 1993

YOO Yushin, *Soviet Education : an annotated bibliography and reader's guide to works in English, 1893-1978*, Westport, Connecticut, Greenwood Publishing Group, 1980, XVI-408 p.

3.1.2. Dictionnaires, encyclopédies et chronologies

Scholastic and Pedagogical Russian-English Dictionary, Cambridge, Cambridge University Press, 1959, 302 p.

BIM-BAD B.M. (dir.), *Pedagogičeskij enciklopedičeskij slovar'* (*Dictionnaire pédagogique encyclopédique*), Moscou, Bol'šaâ Rossijskaâ enciklopediâ, 2002, 528 p. [De nombreuses notices ont été intégrées au dictionnaire accessible sur le site de la Bibliothèque nationale de Russie : *Terminologičeskij slovar' po pedagogike. Elektronnaâ versiâ* (*Dictionnaire terminologique de pédagogie. Version électronique*) [En ligne]. http://www.nlr.ru/cat/edict/PDict/]

BOGUSLAVSKIJ Mihail V., *XX vek Rossijskogo obrazovaniâ* (*Le XXe siècle de l'enseignement en Russie*), Moscou, Per Sè, 2002, 336 p. [Certaines notices biographiques et citations sont disponibles [En ligne]. http://biblio.narod.ru/gyrnal/vek/vek_kalend.htm]

DAVYDOV V. (dir.), *Rossijskaâ pedagogičeskaâ ènciklopediâ* (*Encyclopédie pédagogique de Russie*), 2 tomes, Moscou, Bol'šaâ Rossijskaâ ènciklopediâ, 1993-1999, 1340 p. [En ligne]. http://www.otrok.ru/teach/enc/

SMIRNOV V.Z. (dir.), *Sovetskaâ istoriko-pedagogičeskaâ literatura (1918-1957). Sistematičeskij ukazatel'* (*La literature historico-pédagogique soviétique (1918-1957). Répertoire systématique*, Moscou, Academiâ pedagogičeskih nauk RSFSR, 1960, 252 p.

Istoriâ inženernogo dela : site d'histoire de l'enseignement supérieur technique en Russie et en URSS, rattaché à l'Université technique d'État d'Irkoutsk, avec le soutien de l'Institut « Société ouverte » (Fonds Soros). [En ligne]. http://library.istu.edu/hoe/bibl/default.htm

3.1.3. Synthèses et approches comparatives

ANWEILER Oskar (éd.), *Bildung und Erziehung in Osteuropa im 20. Jahrhundert*, Berlin, Berlin Verlag, 1982, 216 p.

AVRUS A.I., *Istoriâ rossijskih universitetov* (*Histoire des universités en Russie*), Moscou, MOIR, 2001, 191 p.

EKLOF Ben (éd.), *School and society in tsarist and Soviet Russia* / selected papers from the Fourth world congress for Soviet and East European Studies, Harrogate, 1990, New York, St-Martin's Press, 1993, XIV-333 p.

JARAUSCH Konrad H. (éd.), *The Transformation of higher learning, 1860-1930 : expansion, diversification, social opening, and professionalization in England, Germany, Russia, and the United States*, Chicago, University of Chicago Press, 1983, 375 p.

NAVE-HERZ Rosemarie, « Vorberuflicher Unterricht in Europa und Nordamerika. Eine Übersicht », Institut für Bildungsforschung in der Max-Planck-Gesellschaf zur förderung der Wissenschaften, Berlin, 1966, 152 p. [En ligne]. http://library.mpib-berlin.mpg.de/dl/Studien/Studien_008/pdf/Studien_Berichte_MPIB_008.pdf

3.1.4. Repères sur l'enseignement supérieur en Russie avant 1917

GUTNOV Dmitrij Alekseevič, *Russkaâ vyssšaâ škola obŝestvennyh nauk v Pariže (1901-1906 gg.)* (*L'école supérieure russe des sciences sociales à Paris (1901-1906)*), Moscou, ROSSPÈN, 2004, 336 p.

KASSOW Samuel D., *Students, Professors, and the State in Tsarist Russia*, Berkeley, University of California Press, 1989, 480 p. [En ligne].
http://ark.cdlib.org/ark:/13030/ft9h4nb67r/

3.2. Etudes sur la période 1917-1953

3.2.1. Pédagogie et polytechnisation du secondaire

AUNOBLE Eric, « S'éduquer à part pour mieux s'intégrer ? Les communes pédagogiques en Ukraine soviétique (1920-1924) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »,* n°7, 2005, p. 201-227

CHAUVEAU Gérard, « L'école du travail dans la pensée ouvrière », *Ville Ecole Intégration*, n° 113, juin 1998 [En ligne]. http://www.cndp.fr/RevueVEI/chauveau113.htm

FILONOV G.N., « Anton Sémionovitch Makarenko », *Perspectives. Revue trimestrielle d'éducation comparée*, vol. XXIV, n°1-2, 1994, p. 83-96 ; [En ligne]. http://www.ibe.unesco.org/publications/ThinkersPdf/makarenf.pdf

GARRETA Guillaume, « L'école en révolution, l'application des méthodes deweyennes en Russie soviétique » dans JAQUET-FRANCILLON F. et KAMBOUCHNER D. (dir.*), La Crise de la culture scolaire. Origines, interprétations, perspectives*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, 504 p.

GOCK Anna, *Polytechnische Bildung und Erziehung in der Sowjetunion bis 1937 : Bildungspolitische und pädagogische Diskussionen und Lösungsversuche*, Berlin, Osteuropa-Institut, 1985, 347 p.

HILLIG Götz et KRÜGER-POTRATZ Marianne, « Die 'zweite Geburt' des A.S. Makarenko. Zugleich ein Beitrag zu einem kaum bekannten Kapitel der Geschichte des sowjetischen Pädagogik, 1939-1941 », dans DILGER Bernhard, KÜBART Friedrich, SCHAEFER Hans-Peter (dir.), *Vergleichende Bildungsforschung : DDR, Osteuropa und interkulturelle Perspektiven*, Berlin, Verlag Arno Spitz, 1986 [version russe : HILLIG Götz et KRÜGER-POTRATZ Marianne, « 'Vtoroe rozhdenie' A. S. Makarenko », *Cahiers du monde russe,* 29/2, 1988]

HOLMES Larry, « Magic into Hocus-Pocus : The Decline of Labor Education in Soviet Russia's Schools, 1931-1937 », *Russian Review* n°51, octobre 1992, p. 558-564

WITTIG Horst, « Philosophical origins of communist pedagogy », *Soviet Survey* n° 30, octobre-décembre 1959, p. 77-81

3.2.2. Institutions et politiques d'enseignement

BALAŠOV E.M., *Škola v rossijskom obŝestve 1917-1927 gg. Stanovlenie « novogo čeloveka »* (*L'école dans la société en Russie 1917-1927. L'avènement de « l'homme nouveau »*), Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, 238 p.

BYDFORD Andy, JONES Polly (dir.), *Policies and Pratices of Transmission in Soviet Education from the Revolution to the End of Stalinism*, numéro spécial d'*History of Education*, 35/4-5, 2006, 426 p.

BERELOWITCH Wladimir, *La soviétisation de l'école russe 1917-1931*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1990, 214 p.

FITZPATRICK Sheila,
- *The Commissariat of Enlightenment. Soviet Organization of Education and Arts under Lunacharsky 1917-1921*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, 380 p.
- *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-34*, Bloomington, University of Indiana Press, 1979, X-355 p.

HOLMES Larry E.,
- *The Kremlin and the Schoolhouse : Reforming Education in Soviet Russia, 1917-1931*, Bloomington, Indiana University Press, 1991, XV-214 p.
- « School and schooling under Stalin », dans EKLOF Ben, HOLMES Larry E., KAPLAN Vera, *Educational Reform in Post-Soviet Russia. Legacies and prospects*, Londres et New York, Frank Cass, 2005, 350 p., p. 56-101

KOZLOVA Galina Nikolaevna, *Vospitanie v sisteme deâtel'nosti otečestvennoj obŝeobrazovatel'noj srednej školy (pervaâ polovina XX v.)* (*L'éducation dans le système*

d'activité de l'école secondaire générale russe (première moitié du XXe siècle), Thèse pour le grade de *doktor* ès sciences pédagogiques, Institut pédagogique de Nijni Novgorod, 2005, 364 p. [En ligne]. http://orel3.rsl.ru/dissert/kozlova_g_n/EBD_638A_kozlovaGN.pdf

LAZARÉVITCH Ida et Nicolas, *L'école soviétique (enseignements primaire et secondaire)*, préface de Pierre Pascal, Paris, Les Iles d'Or, 1954, 211 p.

SUMPF Alexandre,

- « Devenir 'éducateur politique' en URSS dans les années 1920 : 'recrutement' et 'engagement' en question », *Cahiers du Framespa*, n°1, Le travail, 2006 [En ligne]. http://w3.univ-tlse2.fr/framespa/revue/articles_fiche.php?id=96
- *Bolcheviks en campagne: pysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS Éditions, 2011, 412 p.

3.2.3. Enseignement secondaire : personnel et méthodes

EWING E. Thomas,

- *The Teachers of Stalinism. Policy, Practice, and Power in Soviet Schools of the 1930s*, New York, Peter Lang, 2002, 333 p.
- « Restoring Teachers to their rights : Soviet Education and the 1936 Denunciation of Pedology », *History of Education Quaterly* Vol. 41, n°4, 2001, p. 471-493

HOLMES Larry E., *Stalin's School : Moscow's Model School No. 25, 1931-37*, Tuscaloosa, South Alabama University Press, 1999, 288 p.

PARTLETT William, « The Cultural Revolution in the Village School : S. T. Shatskii's Kaluga School Complex, 1919–1932 », *Journal of the Oxford University History Society*, n°3, 2005. [En ligne]. http://users.ox.ac.uk/~jouhs/michaelmas2005/Partlett03.pdf

RAŠKOVSKIJ Aleksandr, « Tajny biografii narkoma Potemkina i os' Moskva-Berlin-Ankara » (« Des secrets de la biographie du commissaire du Peuple Potëmkin et de l'axe Moscou-Berlin-Ankara »), *Zametki po evrejskoj istorii*, n°3 (64), mars 2006 [En ligne]. http://berkovich-zametki.com/2006/Zametki/Nomer3/Rashkovsky1.htm

3.2.4. Enseignement supérieur et technique

ALEKSANDROV D.A., « Sovetizaciâ vysšego obrazovaniâ i stanovlenie sovetskoj naučno-issledovatel'skoj sistemy » (« La soviétisation de l'enseignement supérieur et l'avènement du système de recherche scientifique soviétique »), dans HEINEMANN Manfred, KOLCHINSKY Eduard I. (dir.), *Za « železnym zanavesom ». Mify i realii sovetskoj nauki* (*Derrière le « rideau de fer ». Mythes et réalités de la science soviétique*), Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2002, p. 152-165

BEHRENDT L.-D., « Die Institute der Roten Professur : Kaderschmieden der sowjetischen Parteiintelligenz (1921-1938) », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, vol. 45, n°4, 1997, p. 597-621 ; version russe : BERENDT L.-D., « Institut krasnoj professury: «kuznica kadrov» sovetskoj partijnoj intelligencii », dans HEINEMANN Manfred, KOLCHINSKY Eduard I. (dir.), *Za « železnym zanavesom ». Mify i realii sovetskoj nauki*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2002, p. 166-197

DAVID-FOX Michael,
- *Revolution of the mind : higher learning among the Bolsheviks, 1918-1929*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 256 p.
- « Political Culture, Purges and Proletarianization at the Institute of Red Professors, 1921-1929 », *The Russian Review*, vol. 52, janvier 1993, p. 20-42

DEMIDOVA Elena Igorevna, *Stanovlenie i razvitie sovetskoj vysšej školy v 1920-1930 gg.* (*L'avènement et le développement de l'enseignement supérieur soviétique dans les années 1920-1930*), Résumé de thèse pour le grade de *doktor* en histoire, Saratov, 2007, 44 p. [En ligne]. http://vak.ed.gov.ru/announcements/istorich/DemidovaEI.doc

KONECNY Peter, *Builders and Deserters : Students, State, and Community in Leningrad 1917-1941*, Montréal, McGill Queens University Press, 1999, 358 p.

MATTHEWS Mervyn, « The 'State Labour Reserve'. An Episode in Soviet Social History », *Slavonic and East European Review*, 61/2, 1983, p. 238-241

McCLELLAND James C.,
- « Bolshevik Approaches to Higher Education, 1917-1921 », *Slavic Review*, n°30, décembre1971, p. 818-831
- « Proletarianizing the student body : the Soviet experience during the New Economic Policy », *Past and Present*, vol. 80, n°1, 1978, p. 122-146

MARKOV Aleksej, *Čto značit byt' studentom. Raboty 1995-2002 godov* (*Ce qu'être étudiant veut dire. Travaux 1995-2002*), Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2005, 264 p.

OSTROVSKIJ E.G., *Razvitie teorii professional'no-tehničeskogo obrazovaniâ v SSSR : 1917-1940* (*Le développement de la théorie de l'enseignement professionnel et technique en URSS : 1917-1940*), Moscou, Vyššaâ škola, 1980, 287 p.

WEINER Douglas R., « Struggle over the Soviet Future : Science Education versus Vocationalism during the 1920s », *Russian Review*, Vol. 65, n°1, janvier 2006, p. 72-97

3.3. Études sur l'après-1953

3.3.1. Synthèses et ouvrages généraux

GRANT Nigel, *Soviet Education*, Harmondsworth, Penguin, 1972, 192 p. (1ère édition : 1965)

MATTHEWS Mervyn, *Education in the Soviet Union : Policies and Institutions since Stalin*, Londres-Boston-Sydney, George Allen & Unwin, 1982, 230 p.

PIZARD Marianne, *L'éducation et ses problèmes en U.R.S.S. et en Russie, de Khrouchtchev au début des années quatre-vingt-dix*, Thèse de doctorat en Histoire des Slaves, Université Paris 1, 1999, 428 p.

ROSEN Seymour M., *Education and Modernization in the USSR*, Reading, Massachusetts, Addison-Wesley Pub. Co., 1971, 234 p.

3.3.2. Études sur l'enseignement secondaire général

COCKERILL, Alan, *Each one must shine : The educational legacy of V. A. Sukhomlinsky*, New York, Peter Lang, 1999, 240 p.

SHTURMAN Dora, *The Soviet secondary school*, Londres, Routledge, 1988, 313 p.

SOLTYS Dennis, *Education for Decline: Soviet Vocational and Technical Schooling from Khrushchev to Gorbachev*, Berkeley, University of California Press, 1997, 272 p.

TEYSSIER TCHERNYCHEV Annie, *L'enseignement de l'histoire en URSS. La formation des jeunes Soviétiques par l'étude de l'histoire de la Russie et des pays occidentaux*, Thèse de doctorat de IIIe cycle, Université Paris IV, 1984

3.3.3. Enseignement supérieur

RUFFLEY David L., *Children of Victory: Young Specialists and the Evolution of Soviet Society*, Westport, Praeger/Greenwood, 2003, 224 p.

BARSUKOV V.N., *Vyssšaâ škola Rossii : opyt rukovodstva (60-e – 80-e gody)* (*L'enseignement supérieur en Russie : une expérience de direction (années 60 – années 80)*), Moscou, Prometej, 1993, 88 p.

3.3.4. Personnels enseignants et administratifs du secondaire et du supérieur[1725]

ALEKSANDROV D. A., « Fritc Ringer, nemeckie mandariny i otečestvennye učenye », *Novoe literaturnoe obozrenie*, n°53, 2002, p. 90-104 [En ligne]. http://nlo.magazine.ru/philosoph/sootech/sootech34.html

ČAŜUHIN A.V.,

- « Obraz škol'nika v povsednevnom mire učitelej-partijcev 'hruŝevskogo' perioda » (« L'image de l'écolier dans le monde quotidien des enseignants membres du Parti de la période khrouchtchévienne ») [En ligne]. http://www.auditorium.ru/aud/v/index.php?a=vconf&c=getForm&r=thesisDesc&id_thesis=2843
- « Nomenklaturnyj âzyk v rečevyh praktikah sovetskih pedagogov-partijcev vtoroj poloviny 1950-h gg. » (« La langue officielle dans les pratiques discursives des enseignants soviétiques membres du Parti dans la seconde moitié des années 1950 ») [En ligne]. http://elis.pstu.ru/tschaschukhin.htm
- *Pedagogičeskij korpus v social'nom prostranstve formiruûšegosâ goroda (1950-pervaâ polovina 1960-h gg.)*, (« Le corps pédagogique dans l'espace social d'une ville en formation (1950-première moitié des années 1960) »), thèse pour le grade de *kandidat* en histoire, Université technique de Perm, 2006 ; voir le résumé ou *avtoreferat* [En ligne]. http://www.psu.ru/psu/files/1080/Chashuhin.doc

FEŜENKO N.I., « Professorsko-prepodavatel'skie kadry vyssšej školy SSSR nakanune reformy vtoroj poloviny 50-h godov » (« Les cadres enseignants du supérieur en URSS à la veille de la réforme de la seconde moitié des années 1950 »), *Ukreplenie soûza rabočego*

[1725] Voir aussi la sous-section 4.3. (« Les milieux scientifiques »).

klassa, krest'ânstva i intelligencii v period socialističeskogo stroitel'stva (*Le renforcement de l'union de la classe ouvrière, de la paysannerie et de l'intelligentsia dans la période de la construction socialiste*), Gorki, 1988, p. 153-171 (tapuscrit déposé à la bibliothèque de l'INION RAN à Moscou)

GOLUBEVA N.A., «Vklad učënyh vysših pedagogičeskih učebnyh zavedenij v razvitii obŝestvennogo proizvodstva v 1946-1958 gg.» (« L'apport des savants des établissements d'enseignement supérieur pédagogiques dans le développement de la production sociale en 1946-1958 »), dans *Intelligenciâ i razvitie proizvoditel'nyh sil socialističeskogo obŝestva* (*L'intelligentsia et le développement des forces productrices de la société soviétique*), Leningrad, 1976

HODÂČIJ F.Z., LITVINOVA N.M., *Pedagogičeskaâ intelligenciâ: social'no-političeskie problemy. Mežvuzovskij sbornik naučnyh trudov* (*L'intelligentsia pédagogique : problèmes sociaux et politiques. Recueil interuniversitaire de travaux scientifiques*), Leningradskij gosudarstvennyj pedagogičeskij institut im, A.I. Gercena, Leningard, 1988

LONG Delbert et Roberta, *Education of Teachers in Russia (Contributions to the Study of Education n° 75)*, New York, Greenwood Publishing Group, 1999, 250 p.

3.4. La réforme de 1958 et ses interprétations

3.4.1. Travaux des sociologues et des politologues des années 1950 et 1960

BEREDAY George, *The Changing Soviet School*, New York, 1960, 514 p.

BEREDAY George, PENNAR Jaan (dir.), *The Politics of Soviet Education*, New York, 1960, 218 p.

BILINSKY Yaroslav, « The Soviet Education Laws of 1958-9 and Soviet Nationality Policy », *Soviet Studies*, Vol. 14, n° 2, octobre 1962, p. 138-157

FEJTÖ François, « Réforme scolaire et stratification sociale en URSS », dans *L'URSS. Droit, Economie, Sociologie, Politique, Culture*, tome I, Paris, Sirey, 1962, p. 319-328

GRANT Nigel, « Recent changes in Soviet Secondary Schools », *International Review of Education/Internationale Zeitschrift für Erziehungswissenschaft/Revue internationale l'éducation*, Vol. 11, n°2, juin 1965, p. 129-143.

KOUTAISSOF Elisabeth, « L'explosion scolaire en U.R.S.S. », dans *Annuaire de l'URSS*, Paris, CNRS, 1965, p. 89-111

LITTLE D. Richard, « The Academy of Pedagogical Sciences – its Political Role », *Soviet Studies, A quaterly journal on the USSR and Eastern Europe*, University of Glasgow, vol. XIX, n° 3, janvier 1968, p. 387-397

MAXWELL Anthony, « Juvenile Unemployment in the USSR », *Soviet Survey* n° 25, octobre-décembre 1958.

NOAH Harold J., « Soviet Education's Unsolved Problems », *Saturday Review*, 21 août 1965, p. 54-56, 64-65 [En ligne]. http://www.hku.hk/cerc/4a.html

SCHWARTZ Joel J., KEECH William R., « Group influence and the policy process in the Soviet Union », *The American Political Science Review*, vol. LXII, n° 3, septembre 1968, p. 840-851

SOKOLOFF Georges,
- « Travail, Jeunesse, Profession », *L'URSS. Droit, Economie, Sociologie, Politique, Culture*, tome I, Paris, Sirey, 1962, p. 341-369
- « Reproduction élargie des cadres supérieurs en Union soviétique », *Annuaire de l'URSS*, tome II, Paris, CNRS, 1964, p. 333-365

STEWART Philip D., « Soviet interest groups and the policy process. The Repeal of Production Education », *World Politics, A quarterly Journal of International Relations*, Center of International Studies, Princeton University, vol. XXII, n° 1, octobre 1969, p. 29-50

UTECHIN Sergej V.,
- « Part III : Current Problems of Soviet Secondary Education », *Soviet Survey* n°23, février 1957 (numéro spécial intitulé « The Ferment among Soviet Youth »), p. 10-16
- « Khrushchev's Educational Reform », *Soviet Survey* n° 28, avril-juin 1959, p. 66-72
- « Educating the new man », *Soviet Survey* n° 38, octobre 1961, p. 126-136

WEEKS Albert L., Jr., « The Boarding School », *Soviet survey*, n°56, juillet 1965, p. 83-94

3.4.2. La genèse et le mécanisme de la réforme : contexte, motivations, discussions

COUMEL Laurent,
- « Les enseignants et le pouvoir en URSS autour de la réforme scolaire de Nikita Khrouchtchev (1958) », Mémoire de DEA sous la direction de Marie-Pierre Rey, Université de Paris 1, 2000, 150 p.
- « Sovetskie fiziki i voprosy obrazovaniâ : nepriâtie reformy 1958g. » (« Les physiciens soviétiques et l'enseignement : résistances à la réforme de 1958 »), dans V.M. Orel (éd.), *Institut istorii estestvoznaniâ i tehniki im. S.I. Vavilova RAN. Godičnaâ naučnaâ konferenciâ. 2003 (Institut d'histoire des sciences et des techniques « Vavilov » de RAN. Conférence scientifique annuelle. 2003)*, Moscou, IIET, 2003 [En ligne]. http://www.ihst.ru/projects/sohist/papers/ihst/2003/coumel.htm
- « Obrozovanie v epoxu Xruščeva : ottepel' v pedagogike ? » (L'enseignement à l'époque de Khrouchtchev : un dégel pédagogique ?), *Neprikosnovennyj Zapas*, n°2 (28), 2003 [En ligne]. http://www.nz-online.ru/index.phtml?aid=25011011
- « L'appareil du parti et la réforme scolaire de 1958, Un cas d'opposition à Khrouchtchev », *Repenser le « Dégel », Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique, Cahiers du Monde russe,* n°47/1-2, 2006, p. 173-194

FEŜENKO N.I.,
- « Soveŝanie rabotnikov vysšej školy v Moskve 22-24 sentâbrâ 1958 goda i ego rol' v podgotovke 'zakona o škole' (1958 g.) » (« La réunion des responsables du supérieur à Moscou des 22-24 septembre 1958 et son rôle dans la préparation de la 'loi sur l'école' (1958) »), Gorki, 1986, 17 p. (tapuscrit déposé à la bibliothèque de l'INION RAN à Moscou)

- « Iz istorii sovetskoj vysšej školy konca 50-h godov (Podgotovka i social'nye posledstviâ osuŝestvleniâ zakona ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û » (« Sur l'histoire de l'enseigement supérieur soviétique de la fin des années 1950 (la formation et les conséquences sociales de la réalisation de la loi sur le renforcement du lien de l'école avec la vie »), *Vestnik Moskovskogo Universiteta*, Série 8, Histoire, 1979, n°5, p. 17-29

GOL'DŠTEJN Ė.N., « K ocenke škol'noj reformy 1958 g. (istoriko-sociologičeskij aspekt) » (« Une estimation de la réforme scolaire de 1958 (aspect historico-sociologique) »), dans *Gumanističeskie idei, social'no-pedagogičeskie èksperimenty, bûrokratičeskie izvraŝeniâ v razvitii otečestvennoj školy, Mežduvuzovskij sbornik naučnyh trudov (Idées humanistes, expériences socio-pédagogiques, dénaturations bureaucratiques dans le développement de l'école nationale. Recueil interuniversitaire de travaux scientifiques)* Saint-Pétersbourg, Obrazovanie, 1993, p. 123-140

LIVSCHIZ Ann,
- « De-Stalinizing Soviet Childhood: The Quest for Moral Rebirth, 1953-58 », dans JONES Polly (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, 279 p., p. 117-134
- *Growing Up Soviet Childhood in the Soviet Union, 1918-1958*. Thesis (Ph. D.), Stanford University, 2007

PYŽIKOV A.V., « Reformirovanie sistemy obrazovaniâ v SSSR v period 'ottepeli' (1953-1964) » (« La réforme du système d'enseignement en URSS pendant la période du 'Dégel' »), *Voprosy istorii* n°9, 2004, p. 95-104

SMITH Jeremy,
- « Popular Opinion under Khrushchev : A Case Study of Estonian Reactions to Khrushchev's School Reform, 1958-1959 », dans VIHAVAINEN Timo (dir.), *Sovetskaâ vlast' – narodnaâ vlast' ? Očerki istorii narodnogo vospriatiâ sovetskoj vlasti v SSSR* (« Pouvoir soviétique, pouvoir populaire ? Essais d'histoire de la réception populaire du pouvoir soviétique en URSS »), Saint-Pétersbourg, Evropeyskiy Dom, 2003, p. 318-337
- « Republican Authority and Khrushchev's Education Reform in Estonia and Latvia, 1958-59 », dans MERTELSMANN, O (dir.), *The Sovietization of the Baltic States, 1940-1956,* Tartu, Kleio, 2003,
- « Khrushchev and the Path to Modernisation through Education », dans Markku KANGASPURO et Jeremy SMITH (dir.), *Modernisation in Russia since 1900*, Helsinki, SKS, 2006, 341 p.

SOUKHOROUKOVA Valeria, « La réforme scolaire de 1958 : une russification déguisée ? », Mémoire de fin d'études du Collège universitaire français de Moscou, sous la responsabilité d'Alain Blum et Juliette Cadiot (EHESS), Moscou, 2007

TROMLY Benjamin K., *Re-Imagining the Soviet Intelligentsia: Student Politics and University Life, 1948-1964*. Thesis (Ph.D.), Harvard University, 2007

Les transformations de l'enseignement en Russie soviétique dans les années 1960

ABRAMOV Aleksandr, « K programme obnovleniâ soderžaniâ obŝego srednego obrazovaniâ », *Pervoe Sentâbrâ*, n°51, 2000

BEGAUX-FRANCOTTE Colette, « L'évolution de la réforme scolaire en URSS », *Bulletin du Centre d'Études des Pays de l'Est et du Centre National pour l'Étude des États de l'Est*, Bruxelles, n°2, novembre 1965

COUMEL Laurent, « Moscou, 1960 : la fondation de l'Université de l'Amitié des Peuples », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* n°12, 2001 [En ligne]. http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article52

DUNSTAN John, *Paths to excellence and the Soviet school*, Windsor, Humanities Press, 1978, 302 p.

FROGGATT Michael, « Renouncing dogma, teaching utopia: science in schools under Khrushchev », dans JONES Polly (dir.), *The dilemmas of destalinisation : a social and cultural history of reform in the Khrushchev era*, Londres, Routledge-Curzon, 2006, 279 p., p. 250-266

PENNAR Jaan, BAKALO Ivan I., BEREDAY George, *Modernization and diversity in Soviet education, with special reference to nationality groups*, New York, Praeger, 1971, XIX-395 p.

REVENKO Tamara, *L'enseignement supérieur en U.R.S.S.*, *Notes et Études Documentaires* n°4176-4177-4178, Paris, La Documentation française, 10 avril 1975, 135 p.

PETROVA Svetlana, « La réforme de Kolmogorov de l'enseignement des mathématiques en Union soviétique », dans BELHOSTE Bruno, GISPERT Hélène, HULIN Nicole, *Les sciences au lycée. Un siècle de réformes des mathématiques et de la physique en France et à l'étranger*, Paris, Vuibert, INRP, 1996, 330 p., p. 311-318

ČAŜUHIN A.V., « Zakon 24 dekabrâ 1958 g ego vliânie na izmenenie vnutriškol'noj žizni (na primere školy n°22 g. Permi) » (« La loi du 24 décembre 1958 et son influence sur le changement de la vie scolaire (sur l'exemple de l'école n°22 de la ville de Perm »), dans *Formirovanie gumanitarnoj sredy i vneučebnaâ rabota v vuze, tehnikume, škole: Materialy V Vserossijskoj naučno-praktičeskoj konferencii (27 maâ 2003 g.)* (*La formation du milieu humanitaire dans le travail extrascolaire au VUZ, au* tehnikum *et à l'école : Matériaux du 5e colloque scientifique et pratique de toute la Russie*), T.3., Perm, RIO PGTU, 2003, p.162-164

ŠTURBA Viktor Aleksandrovič, *Razrabotka gosudarstvennoj politiki v oblasti narodnogo obrazovaniâ i ee realizaciâ v RF v 60-90-e gg. (na materialah Ûga Rossii)* (*L'élaboration de la politique d'État dans le domaine de l'enseignement et sa réalisation en République de Russie dans les années soixante-quantre-vingt-dix (d'après des documents sur la Russie du Sud)*, Thèse pour le grade de *doktor* en histoire, Moscou, 2001 ; voir le résumé ou *avtoreferat* [En ligne]. http://humanities.edu.ru/db/msg/63309

3.4.3. Les inégalités scolaires en RSFSR et leur mesure

Collectif, *Sovetskaâ intelligenciâ. Istoriâ formirovaniâ i rosta. 1917-1965 gg.*, Moscou, 1968

Collectif, *Obrazovanie v sociokul'turnom vosproizvodstve : mehanizmy i konflikty (L'enseignement dans la reproduction socioculturelle : mécanismes et conflits)*, Moscou, Institut Sociologii RAN, 1994, 170 p.

GERBER Theodore P., HOUT Michael, « Educational stratification in Russia during the Soviet period », *American Journal of Sociology* vol. 101, n° 3, 1995, p. 611-660

KONSTANTINOVSKIJ D.L.,
- *Dinamika neravenstva : Rossijskaâ molodež' v menâûŝemsâ obŝestve : Orientaciâ i puti v sfere obrazovaniâ (ot 1960-x gg. k 2000-mu)* (*La dynamique de l'inégalité : la jeunesse de Russie dans une société en mutation : l'orientation et ses voies dans la sphère de l'enseignement, des années 1960 à 2000*), Moscou, Editorial URSS, 1999
- « L'égalité en Russie : mythes et réalités », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2000, vol. 31, n°3, p. 69-97

MARKIEWICZ-LAGNEAU Janina,
- « Les problèmes de mobilité sociale en URSS », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1966, n°7-2, p. 161-188
- « École et changement social : le rôle de l'enseignement secondaire en URSS », *Revue française de sociologie*, 1967, n°8, p. 80-97
- *Éducation, égalité et socialisme : théorie et pratiques de la différenciation sociale en pays socialistes*, Paris, Anthropos, 1969, 173 p.

MATTHEWS Mervyn, *Class and Society in Soviet Russia*, Londres, Allen Lane, 1972, 366 p.

RUTKEVIČ M.N., FILIPPOV F.R., *Social'nye peremeŝeniâ*, Moscou, 1970,

RUTKEVIČ M.N., « Počemu student ne prihodit k finišu » (« Pourquoi l'étudiant n'arrive pas jusqu'au bout »), *Vestnik vysšej školy*, 1965, n°7

TCHEREDNITCHENKO Galina, « Les écoles des élites en Russie : leurs transformations et le devenir des élèves », *Social science information*, 1995, vol. 34, nº3, p. 471-490

VASIL'EVA Evelina Karlovna, *The young people of Leningrad. School and work options and attitudes*, White Plains, New York, International Arts and Science Press, 1975, 177 p. [ouvrage de sociologie publié en URSS en 1973, et traduit en anglais]

YANOWITCH Murray, *Social and Economic Inequality in the Soviet Union. Six studies*, White Plains, New York, M.E. Sharpe, 1971, 197 p.

4. LA SCIENCE DANS L'URSS DU « DÉGEL » : INSTITUTIONS ET ACTEURS

4.1. <u>Généralités sur l'histoire des sciences en Russie et en URSS</u>

4.1.1. Dictionnaires biographiques

HRAMOV, Û. A., *Fiziki : Biografičeskij spravočnik* (*Les physiciens : guide biographique*), Moscou, Nauka, 1983, 400 p.

SOLOV'EV Û.I. (éd.), *Himiki o sebe* (*Les chimistes par eux-mêmes*), Moscou, Bladmo, Graf-Press, 2001, 348 p.

4.1.2. Guides bibliographiques et portails Internet

GRAHAM Loren R., « Russian and Soviet Science and Technology », *History of Science Society Newsletter*, Volume 18 n°4, 1989 [En ligne]. http://www.hssonline.org/teach_res/essays/graham/graham.html

Virtual Guide to the History of Russian Science and Technology : site d'Alexei KOJEVNIKOV proposant une liste de liens et des bibliographies sur l'histoire des sciences et des techniques en Russie et en URSS [En ligne]. http://web.mit.edu/slava/guide/

Social'naâ istoriâ otečestvennoj nauki (*Histoire sociale de la science nationale)* : site de Konstantin TOMILIN proposant une chronologie, des articles et des documents – archives, mémoires et entretiens – sur l'histoire des sciences et des scientifiques en URSS [En ligne]. http://www.ihst.ru/projects/sohist/

Sibirskoe otdelenie Rossijskoj akademii nauk. Istoriâ Sibirskogo otdeleniâ RAN (*Le Département sibérien de l'Académie des sciences de Russie. Histoire du Département sibérien de RAN*) : site officiel du Département sibérien de l'Académie des sciences de Russie [En ligne]. http://www.nsc.ru/win/sbras/history.html

The MacTutor History of Mathematics Archive : site de la School of Mathematics and Statistics de l'université de Saint-Andrews, Ecosse, avec de nombreuses biographies des mathématiciens russes [En ligne]. http://www-history.mcs.st-andrews.ac.uk/

4.1.3. Généralités sur le XXe siècle et la période stalinienne

ANDREWS James T., *Science for the Masses : The Bolshevik State, Public Science, and the Popular Imagination in Soviet Russia, 1917-1934*, Austin, Texas A&M University Press, 2003, 234 p.

EREMEEVA A.N., *Rossijskie učenye v usloviâh social'no-političeskih transformacij XX veka. Kurs lekcij* (*Les savants de Russie dans les conditions des transformations socio-politiques du XXe siècle. Cours magistral*), Saint-Pétersbourg, Nestor, 2006, 186 p.

GRAHAM Loren R.

- *Science in Russia and the Soviet Union: A Short History*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 1993, 351 p.
- *What Have We Learned About Science And Technology from the Russian Experience?*, Stanford, Stanford University Press, 1998, 177 p.

KOLČINSKIJ È.I., (dir.) *Nauka i krizisy. Istoriko-sravnitel'nye očerki*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, 1040 p.

KREMENTSOV Nikolai L., *Stalinist Science*, Princeton, Princeton University Press, 1997 (1ère édition : 1996), 392 p.

Nauka i tehnika SSSR, 1917-1987: Hronika (*Science et technique en URSS, 1917-1987*), Moscou, Nauka, 1987, 758 p.

4.2. Les institutions et la politique scientifiques en URSS sous Khrouchtchev

4.2.1. L'Académie des sciences d'URSS

AFIANI V.Û., ILIZAROV S.S., « …My razgonim k čertovoj materi Akademiû nauk » (« Nous allons dissoudre et envoyer au diable l'Académie des sciences »), *Vestnik istorii estestvoznaniâ i tehniki* n°1, 1999, p. 167-173 [En ligne].
http://www.ihst.ru/projects/sohist/papers/viet/1999/1/167-173.pdf

IVANOV Konstantin V., « Nauka posle Stalina : Reforma Akademii 1954-1961 gg. » (« La science après Staline : la réforme de l'Académie, 1954-1961 »), *Naukovedenie* 2000, n°1

JOSEPHSON Paul R., *New Atlantis revisited : Akademgorodok ; the Siberian city of science*, Princeton, Princeton University Press, 1997, 351 p.

LOWENHARDT J., « The Reorganization of the USSR Academy of Sciences, 1954-1961 », dans *Decision Making in Soviet Politics*, New York, St. Martin Press, 1981, p. 127-182

4.2.2. La politique scientifique et technique

BERRY M. J., « Science, Technology and Innovation », dans McCAULEY Martin (dir.), *Khrushchev and Khrushchevism*, Bloomington, Indiana University Press, 1987, p. 71-94

BEZBORODOV A.B., *Vlast' i naučno-tehničeskaâ politika v SSSR serediny 50-h-serediny 70-h godov* (*Le pouvoir et la politique scientifique et technique en URSS du milieu des années 1950 au milieu des années 1970*), Moscou, Mosgorarhiv, 1997, 216 p.

KOZLOV B.I., *Akademiâ nauk SSSR i industrializaciâ Rossii. Očerk social'noj istorii 1925-1963*, Moscou, Academia, 2003, 271 p.

4.2.3. Propagande, sciences et idéologie

DICKSON Paul, *Sputnik : the Shock of the Century*, New York, Walker & Company, 2002, 562 p.

FROGGATT Michel J., *Science in Soviet Propaganda and Popular Culture*, PhD, Oxford University, 2006, 496 p.

FIRSOV B.M., *Istoriâ sovetskoj sociologii 1950-1980-h godov : kurs lekcij* (*Histoire de la sociologie soviétique dans les années 1950-1980 : cours magistral*), Saint-Pétersbourg, Evropejskij Universitet, 2001, 294 p.

SOJFER Valerij, *Vlast' i nauka. Istoriâ razgroma genetiki v SSSR* (*Le pouvoir et la science. Histoire de la déroute de la génétique en URSS*), Moscou, Lazur', 1993, 706 p. (1ère édition américaine : 1989)

4.2.4. La formation des cadres scientifiques : quelques repères

Collectif, *Podgotovka naučnyh kadrov v sisteme vysšego obrazovaniâ Rossii* (*La formation des cadres scientifiques dans l'enseignement supérieur en Russie*), Moscou, INION RAN, 2002, 184 p.

GORELIK G.E., « Fizika unversitetskaâ i akademičeskaâ » (« La physique universitaire et la physique académique »), *Vestnik Istorii Estestvoznaniâ i tehniki*, 1991, 2, p. 31-46

KOROL Alexander G., *Soviet Research and Development: its Organization, Personnel and Funds*, Cambridge, Massachusetts, The M.I.T Press, 1965, 375 p.

KUPERŠTOH N.A., *Kadry akademičeskoj nauki Sibiri (seredina 1950-h – 1960-e gg.)* (*Les cadres de la science académique en Sibérie (milieu des années 1950 – années 1960*), Novosibirsk, Sibirskoe Otdelenie RAN, 1999, 149 p.

MARKIEWICZ-LAGNEAU Janina, « La fin de l'intelligentsia ? Formation et différenciation de l'intelligentsia soviétique », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1976, volume 7, n°4, p. 7-71

4.3. Les milieux scientifiques : approches sociales, culturelles et politiques

4.3.1. Les années 1917-1953

ALEKSANDROV D.A., KREMENCOV N.L., « Opyt putevoditelâ po neizvedannoj zemle : Predvaritel'nyj očerk social'noj istorii sovetskoj nauki (1917-1950 gg.) » (« Tentative de guide pour une terre inexplorée : essais préliminaires d'une histoire sociale de la science soviétique (1917-1950) »), *Vestnik istorii estestvoznaniâ i tehniki*, 1989, n°4, p. 67-80[1726]

BLUM Alain, MESPOULET Martine, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003, 372 p.
[Voir aussi les annexes [En ligne]. http://www-census.ined.fr/histarus/]

DMITRIEV Aleksandr, « Akademičeskij marksizm 1920-1930-h godov : zapadnyj kontekst i sovetskie obstoâtel'stva » (« Le marxisme académique des années 1920 et 1930 : contexte occidental et circonstances soviétiques »), manuscrit non publié, 2006

GRAHAM Loren R., *The Ghost of the Executed Engineer. Technology and the Fall of the Soviet Union*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1993, 128 p.

KOJEVNIKOV Alexei,
- *Stalin's Great Science. The Times and Adventures of Soviet Physicists*, Imperial College Press, 2004, 384 p.
- « Piotr Kapitza and Stalin's Government: A Study in Moral Choice », *Historical Studies in Physical and Biological Sciences*, n°22, 1991, p. 131-164 ; version russe : KOŽEVNIKOV A.B., « Učenyj i gosudarstvo : fenomen Kapicy », *Filosofskie issledovaniâ*, n°3, 1993, p. 418-438 [En ligne]. http://www.ihst.ru/projects/sohist/papers/koj93sp.htm
- « Igry stalinskoj demokratii i ideologičeskie diskussii v sovetskoj nauke : 1947-1952 » (« Jeux de la démocratie stalinienne et discussions idéologiques dans la science soviétique : 1947-1952 »), *Vestnik istorii estestvoznaniâ i tehniki*, 1997, n°4, p. 26-58

KLEIN Jean, « Des savants contre la guerre nucléaire. Le mouvement Pugwash » dans Michel GIRARD (dir.), *Les individus dans la politique internationale*, Paris, Economica, 1994, p. 251-268

LEONOVA L.S., *« Â ne mogu ujti v odnu nauku… » Obščestvenno-političeskie vzglâdy V.I. Vernadskogo* (*« Je ne peux pas m'en aller dans la seule science… » Les vues socio-politiques de Vernadskij*), Saint-Pétersbourg, 2000, 400 p.

[1726] Voir aussi les articles de D.A. ALEKSANDROV référencés en 3.2.2. et 3.3.6.

ORËL V.M. (dir.), *Moskva naučnaâ* (*Moscou scientifique*), Moscou, Ânus-K, 1997, 520 p.

SONIN A.S., *« FIZIČESKIJ IDEALIZM ». Istoriâ odnoj ideologičeskoj kampanii* (*« L'idéalisme en physique ». Histoire d'une campagne idéologique*), Moscou, Fizmatlit, 1994, 323 p.

VIZGIN V.P., « Ponâtie âdernogo soobŝestva – klûč k ponimaniû sociokul'turnyh osobennostej sovetskogo atomnogo proekta » (« Le concept de communauté nucléaire, clef pour la compréhension des particularités socioculturelles du projet atomique soviétique »), dans *IIET RAN. Godičnaâ naučnaâ konferenciâ. 2004 (Institut d'histoire des sciences et des techniques « Vavilov » de RAN. Conférence scientifique annuelle. 2004*), Moscou, Dipol'-T, 2004, p. 326-328 [En ligne]. http://www.ihst.ru/projects/sohist/papers/ihst/2004/vizgin.htm

VIZGIN V.P., KESSENIH A.V., « Fizika i fiziki SSSR na rubeže 40-h i 50-h gg. (načalo i istoki 'zolotogo perioda' v razvitii sovetskoj fiziki) » (« La physique et les physiciens d'URSS à la frontière des années 1940 et 1950 (début et sources de 'l'âge d'or' du développement de la physique soviétique) », dans *Institut istorii estestvoznaniâ i tehniki im. S.I. Vavilova RAN. Godičnaâ naučnaâ konferenciâ. 2002* (*Institut d'histoire des sciences et des techniques « Vavilov » de RAN. Conférence scientifique annuelle. 2002*), Moscou, IIET RAN, Dipol'-T, 2002, p. 253-255.

4.3.2. L'après-1953

ANDREEV A.V., *Fiziki ne šutât* (*Les physiciens ne plaisantent pas*), Moscou, Progress-Tradiciâ, 2000, 320 p.

BÂLKO A.V., USPENSKAÂ N.V. (dir.), *Kapica. Tamm. Semenov. V očerkah i pis'mah*, Moscou, Vagrius/Priroda, 1998, 576 p.

BEZBORODOV A.B., *Fenomen akademičeskogo dissidentstva* (*Le phénomène de la dissidence académique*), Moscou, RGGU, 1998, 74 p.

JONES Polly, « Du Prix Staline au Prix Lénine : l'émulation honorifique dans la Russie soviétique », *Genèses*, n°55, Juin 2004, p. 41-61

MESPOULET Martine, « La « renaissance » de la sociologie en URSS (1958-1972). Une voie étroite entre matérialisme historique et « recherches sociologiques concrètes ». » *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 16, 2007, p. 57-86

VIZGIN V.P., KESSENIH A.V. (dir.),

- *Naučnoe soobŝestvo fizikov SSSR. 1950-1960-e gody. Dokumenty, vospominaniâ, issledovaniâ. Vypusk 1* (*La communauté scientifique des physiciens d'URSS, années 1950 et 1960. Documents, mémoires, recherches. Volume 1*), Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Russkoj Hristianskoj gumanitarnoj akademii, 2005, 720 p.
- *Naučnoe soobŝestvo fizikov SSSR. 1950-1960-e i drugie gody. Dokumenty, vospominaniâ, issledovaniâ. Vypusk 2* (*La communauté scientifique des physiciens d'URSS, années 1950 et 1960 et autres. Documents, mémoires, recherches. Volume 2*), Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Russkoj Hristianskoj gumanitarnoj akademii, 2007, 752 p.

VODIČEV E.G., KUPERŠTOH N.D., « Formirovanie ètosa naučnogo soobŝestva i ego èvolûciâ v 1960-e gg. (na primere Novosibirskogo naučnogo centra) » (« La formation de l'éthos de la communauté scientifique et son évolution dans les années 1960, sur l'exemple du centre scientifique de Novossibirsk »), dans *Duhovnaâ kult'tura narodov Sibiri : tradicii i novacii* (*La culure spirituelle des peuples de Sibérie : traditions et novations*), Novossibirsk, 2001, p. 85-124

WEINER Douglas R., *A little corner of freedom. Russian nature protection from Stalin to Gorbachev*, Berkeley, University of California Press, 1999, 556 p.

4.3.3. Biographies de quelques scientifiques[1727]

COCKERILL Alan, *Each One Must Shine : The Educational Legacy of V.A. Sukhomlinsky*, New York, Peter Lang, 1999, 240 p.

Collectif, *Âvlenie črezvyčajnoe. Kniga o Kolmogorove* (*Un phénomène extraordinaire. Livre sur Kolmogorov*), Moscou, Fizmatlit, 1999, 256 p.

DIMOV V., *Universitet Lomonosovyh. Krug osnovatelej, klâtvy Vorob'evyh gor, Èpoha I.G. Petrovskogo* (*L'université des Lomonossov. Le cercle des fondateurs, les serments du Mont des moineaux, l'époque d'I.G. Petrovskij*), Moscou, Izdatel'stvo Moskovoskogo universiteta, 2003, 416 p.

GRIGOR'ÂN N.A., GRIGOR'EV A.I. (éd.), *Akademik Vasilij Vasil'evič Parin* (*L'académicien Vasilij Vasil'evič Parin*), Moscou, Nauka, 2003, 182 p.

GORBUNOV N.V., ŠILOV A. E., « Nikolaj Nikolaevič Semenov (1896-1986) », *Voprosy istorii*, 1999, n°6, p. 64-85

LEONT'EV A.A., LEONT'EV D.A., SOKOLOVA E.E., *Aleksej Nikolaevič Leont'ev. Deâtel'nost', soznanie, ličnost'*, Moscou, Smysl', 2005, 540 p.

MGALOBLIŠVILI L.I., *Tri prezidenta Akademii nauk Gruzii. Štrihi k portretam N.I. Mušelišvili, I.N. Vekua, E.K. Haradze*, Moscou, Nauka, 2003, 147 p.

PIVOVAR E.I., PANOVA G.A., « Saharov : put' ot nauki k dissidentstvu 1955-1968 » (« Sakharov : le chemin de la science à la dissidence 1955-1968 »), dans STUDENIKI A.I. (dir.), *Intelligenciâ i vlast'*, Moscou, URSS, 1999, 222 p.

RHÉAUME Charles, *Sakharov. Science, morale et politique*, Saint-Nicolas (Québec), Les presses de l'université Laval, 2004, 443 p.

[1727] Il s'agit de savants qui sont intervenus dans les débats, publics ou internes, sur la réforme de l'enseignement de 1958.

ANNEXE III : TEXTES

TEXTE 1

Oukase du Présidium du Soviet suprême d'URSS du 18 mars 1955

SUR L'ABROGATION DE L'APPEL (LA MOBILISATION) DE LA JEUNESSE DANS LES COLLEGES D'APPRENTISSAGE INDUSTRIEL ET FERROVIAIRE

Tenant compte de la forte aspiration de la jeunesse à recevoir une formation professionnelle technique dans les collèges d'apprentissage industriel et ferroviaire, du fait de laquelle l'organisation de la mobilisation dans les établissements mentionnés ne s'avère plus indispensable, le Présidium du Soviet suprême d'URSS décrète :

1. d'abroger de l'appel (la mobilisation) de la jeunesse dans les collèges d'apprentissage industriel et ferroviaire entrant dans le système de la Direction générale des Réserves de main-d'œuvre près le Conseil des ministres d'URSS [GUTR], fixé par l'Oukase du Présidium du Soviet suprême du 2 octobre 1940 « Sur les Réserves de main-d'œuvre d'Etat d'URSS ».

2. de fixer que pour suivre une formation dans les collèges d'apprentissage industriel et ferroviaire du GUTR sont admis les jeunes hommes de 14 à 17 ans et les jeunes femmes de 15 à 17 ans qui y ont déposé leur candidature.

3. de charger le Conseil des ministres d'URSS d'élaborer l'ordre et les conditions d'admission dans les collèges d'apprentissage industriel et ferroviaire et autres collèges du GUTR.

4. d'estimer caducs sur la partie de la mobilisation de la jeunesse dans les collèges d'apprentissage industriel et ferroviaire :

- les articles 7, 8 et 9 de l'Oukase du Présidium du Soviet suprême d'URSS du 2 octobre 1940 « Sur les Réserves de main-d'œuvre d'Etat d'URSS » ;

- l'article 1 de l'Oukase du Présidium du Soviet suprême du 19 juin 1947 « Sur l'âge des jeunes admis (mobilisés) pour étudier dans les collèges d'apprentissage industriel et ferroviaire et les écoles d'apprentissage de fabrique-usine.

Le président du Présidium du Soviet suprême d'URSS
K. VOROŠILOV
Le secrétaire du Présidium du Soviet suprême d'URSS
N. PEGOV

TEXTE 2

Lettre de Genrih Zelenko à Nikita Khrouchtchev, mars 1957

(Source : RGANI, 5/35/63, p. 37-45 (document non daté))

Au camarade N.S. Khrouchtchev

La situation difficile de l'emploi (*trudoustrojstvo*) et de la formation professionnelle d'une masse significative de la jeunesse, sortant de l'école secondaire générale, ainsi que des adolescents âgés de 14 à 16 ans et qui pour diverses raisons interrompent leur scolarité avant la fin du secondaire, m'amènent à vous rendre compte de certaines données et réflexions sur cette question et à vous demander, Nikita Sergeevič, d'aider à la résoudre.

I. Sur la formation professionnelle et l'emploi des élèves ayant terminé le secondaire

A mesure de la réalisation dans le pays de l'instruction secondaire universelle, la quantité de jeunes sortant de l'école secondaire générale et ayant besoin d'une formation professionnelle et d'un emploi croît de façon continue. Les données suivantes le confirment :

	1956	**1957**	**1956-1960**
Nombre total d'élèves terminant le secondaire (en milliers)	1240	1320	6630
Dont : jeunesse urbaine	710	750	3580
jeunesse rurale	530	570	3050
Parmi eux,			
- Entrent en VUZ ou en *tehnikum*[1728]	369	374	1343
- Ont besoin d'une formation professionnelle et d'un emploi	871	946	4787
Dont : jeunesse urbaine	470	507	2382
jeunesse rurale	401	439	2405

Après la fin de leur scolarité, une grande masse des élèves sortant du secondaire général ne peuvent pas obtenir d'emploi et se retrouvent dans une situation extrêmement difficile.

Les entreprises industrielles de Moscou, Leningrad et de nombreux *oblast', kraj* et républiques, du fait de la faible augmentation du nombre d'ouvriers prévue par leurs plans, et dans certains cas d'excédent de force de travail (construction de machines, industrie aéronautique, transport ferroviaire et autres), n'embauchent qu'une partie insignifiante de ces jeunes, surtout pour leur donner une instruction préliminaire, sous forme d'apprentissage individuel et en brigade (*individual'no-brigadnoe učeničestvo*), dans des professions basiques et faiblement qualifiées.

Les difficultés sont particulièrement grandes dans les centres des *rajon* où il n'y a pas ou peu d'entreprises industrielles. Seule une partie insignifiante de la jeunesse a la possibilité de trouver un emploi dans les institutions locales administratives (*sovetskie*) et économiques ; la majorité s'efforce de chercher du travail dans les centres industriels, et le nombre de jeunes ayant besoin d'un emploi y est en augmentation.

[1728] Ces chiffres sont fantaisistes, si on en croit ceux adressés par la CSU SSSR à la Commission économique d'État au même moment : en 1956 614 000 jeunes entrent en VSSUZ, en cours du jour : voir RGAE, 1562/33/3084, p. 5 (LC).

Pour la formation d'ouvriers qualifiés et de personnel technique et productif intermédiaire (*mladšij proizvodstvenno-tehničeskij personal*) à partir des anciens élèves de l'école secondaire générale, et leur répartition dans la production en fonction des besoins de l'économie, des collèges techniques (*tehničeskie učiliŝa*) furent créés en 1954 dans le système de la Direction principale des réserves de main-d'œuvre [GUTR]. Dans ces collèges sont assurées les conditions indispensables aux jeunes pour acquérir la spécialité professionnelle choisie, et les organisations du Parti et du Komsomol accomplissent un travail sérieux d'éducation politique. Les collèges techniques jouissent d'une autorité croissante parmi les élèves sortant du secondaire général. Toutefois, le réseau de ces collèges est extrêmement insuffisant, et son développement est artificiellement retenu par les organes de planification et de financement. Il est aussi gêné par des barrières administratives considérables dans la gestion de notre industrie et de la construction.

En tout, dans le système du GUTR, il y a seulement 434 collèges techniques, dans lesquels étudient 130 000 personnes.

Dans l'établissement des plans de formation de travailleurs qualifiés pour l'économie nationale, il n'est pas prévu d'utiliser à plein le potentiel des collèges techniques des Réserves de main-d'œuvre. Par exemple, ils pourraient admettre chaque année pas moins de 115 000 élèves, mais le plan pour 1956 a prévu une admission d'à peine 104 000, et pour 1957 seulement 90 000, soit environ 10% des jeunes de niveau secondaire ayant besoin d'une formation professionnelle et d'un emploi planifié.

Du fait du développement insuffisant de leur réseau, les collèges techniques forment actuellement du personnel pour un ensemble limité de domaines de l'économie, comme l'indique le tableau suivant :

Domaine de l'économie	Quantité de collèges techniques	Contingent d'élèves (en milliers)
Industrie énergétique	42	12,1
Industrie métallurgique et chimique	37	11,3
Construction de machines	151	50,0
Industrie forestière et papetière	7	2,0
Industrie locale, commerce, entreprises d'alimentation et de services municipaux du logement	8	2,4
Transports et communications	60	16,6
Construction	42	13,8
Agriculture	55	14,3
Autres domaines	15	3,7
TOTAL	434	130,0

Comme on le voit d'après ces données, les collèges techniques assurent principalement la formation d'ouvriers qualifiés et de personnel technique intermédiaire pour l'industrie lourde[1729]. De cette façon, le faible développement du réseau des collèges techniques empêche l'orientation organisée de la jeunesse de formation secondaire vers des domaines de l'économie comme la construction, qui manquent cruellement d'ouvriers qualifiés, et rend impossible l'orientation à grande échelle des élèves du secondaire vers les entreprises d'alimentation, de commerce, les ateliers de couture, etc., ce qui faciliterait énormément l'embauche des jeunes, et en premier lieu des jeunes filles.

[1729] Formule surprenante puisqu'elle comprend ici la construction de machines (*mašinostroenie*) (LC).

La mise au travail des jeunes filles rencontre des difficultés particulières, alors qu'elles représentent une grande partie de la jeunesse sortant du secondaire général, comme le montrent les données suivantes :

	1956	**1957**	**1956-1960**
Nombre total d'élèves sortant du secondaire (en milliers)	1240	1320	6630
Dont : jeunesse urbaine	710	750	3580
Parmi elle : garçons	266	282	1342
filles	444	468	2238
jeunesse rurale	530	570	3050
Parmi elle : garçons	230	246	1310
Filles	300	324	1740

Le réseau des collèges techniques n'est absolument pas développé pour la jeunesse sortant du secondaire dans les campagnes. Il y en a en tout 55 dans le système des Réserves de main-d'œuvre, qui forment du personnel pour l'agriculture.

Nos collèges de mécanisation admettent une certaine partie de ces jeunes, pour leur donner une formation professionnelle et un emploi correspondant dans les MTS et les sovkhozes. Il y a 892 collèges de mécanisation agricole dans notre système, dans lesquels sont formés en moyenne 250 à 270 000 mécaniciens [par an]. Il serait judicieux de modifier le mode de recrutement fixé pour ces établissements, afin d'admettre principalement la jeunesse rurale ayant une formation secondaire générale, et les soldats démobilisés de l'Armée soviétique.

Toutefois, les collèges de mécanisation agricole ne forment qu'à deux professions (conducteur de tracteur de profil élargi, et mécanicien de moissonneuse-batteuse), c'est pourquoi leurs capacités sont également limitées. Il en résulte que la jeunesse rurale est massivement attirée par la ville pour y recevoir une quelconque spécialité et trouver un emploi, alors que de nombreux kolkhozes et sovkhozes ressentent un besoin aigu de personnel qualifié pour la culture céréalière et l'élevage, la construction de kolkhozes, l'électrification rurale, etc.

On pourrait significativement réduire le départ des jeunes ruraux pour la ville, en créant dans les campagnes un réseau de collèges techniques, dans lesquels la jeunesse locale recevrait une spécialisation pour exercer des métiers qualifiés dans la production agricole.

Dans le but d'améliorer radicalement l'emploi des jeunes (*trudoustrojstvo molodeži*) sortant des écoles générales, en leur assurant une formation professionnelle et une répartition planifiée, suivant les domaines de la production et les régions économiques, en fonction des besoins planifiés de l'économie, j'estime qu'il est absolument indispensable d'élargir dans les prochains deux à trois ans le réseau existant de collèges techniques du GUTR, afin qu'une plus grande partie des élèves sortant du secondaire puisse acquérir des professions productives et trouver un emploi de façon organisée.

II. Sur la formation professionnelle et l'emploi des adolescents ayant quitté l'école secondaire

La question de l'instruction professionnelle et de l'emploi des adolescents âgés de 14 à 16 ans quittant l'école secondaire générale avant la fin est encore plus aigue.

Leur nombre total est très élevé, comme le confirment les données suivantes :

	1956	**1957**	**1956-1960**
Nombre total d'adolescents ayant suivi			

sept années d'école secondaire (en millions)	3,0	2,3	11,1	
Parmi eux, entrent en 8e ou en *tehnikum*	2,1	1,7	8,3	
ont besoin d'une formation et d'un emploi après la 7e	0,9	0,6		2,8
quittent l'école de la 8e à la 10e	0,8	0,6	2,6	
Quittent l'école de la 5e à la 7e (de 14 ans et plus)	0,5	0,3	1,5	
En tout adolescents qui ont interrompu leur scolarité et ont besoin d'une formation et d'un emploi	2,2	1,5	6,9	

D'après la législation en vigueur, le travail des adolescents de moins de quinze ans est interdit dans la production, et la durée de la journée de travail est réduite jusqu'à 18 ans. Ces dispositions parfaitement justes, qui reflètent la grande sollicitude de l'État à l'égard de la santé de la nouvelle génération, conduisent toutefois à une forte limitation de l'accès des adolescents directement aux entreprises industrielles, à la construction et aux transports. En pratique, l'intégration de cette jeunesse à la production n'est possible qu'au moyen de l'instruction dans les établissements d'enseignement professionnels et techniques stationnaires [de jour].

Pour l'instruction professionnelle et l'éducation communiste de ces adolescents, ainsi que leur formation comme ouvriers qualifiés pour l'économie nationale, ont été fondés les collèges d'apprentissage (*remeslennye učiliŝa*) des Réserves de main-d'œuvre.

En tout, dans le système des Réserves de main-d'œuvre on compte 691 collèges d'apprentissage, dans lesquels étudient 208 000 adolescents. En 1957 y seront admis, en comptant les écoles FZU et de type FZU qui existent dans les entreprises de différents ministères et administrations, 220 000 adolescents.

De cette façon, dans les collèges d'apprentissage des Réserves de main-d'œuvre et les écoles FZU pourront entrer en 1957 seuls 14% du nombre total d'adolescents ne continuant pas leur scolarité secondaire. Si on admet dans ces établissements seulement la jeunesse urbaine, alors même dans ce cas près de la moitié, soit 170 à 200 000 personnes n'étudieront pas et ne pourront pas trouver un travail en 1957.

Cette jeunesse est composée dans sa majorité d'enfants des catégories de travailleurs faiblement rémunérés, d'enfants de familles nombreuses de mères seules et d'invalides, qui ont du mal à nourrir leurs enfants jusqu'à la fin de leurs études secondaires.

Sans avoir la possibilité d'obtenir un travail dont ils ont un besoin extrême, ces adolescents se trouvent souvent sous l'influence néfaste de la rue et parfois suivent le chemin des crimes (*put' prestuplenij*). D'après les données du Parquet de RSFSR, plus de 40% des crimes commis par la jeunesse provient de personnes sans études ni travail à la production.

La situation difficile d'une partie significative des adolescents entre 14 et 16 ans, qui ne peuvent pas recevoir de formation professionnelle et ne sont pas embauchés dans les entreprises, est confirmée par le grand nombre de plaintes et de lettres tout à fait fondées concernant les questions de recrutement, dans les collèges d'apprentissage ou dans la production. Ci-joint des extraits de ces lettres qui arrivent sans discontinuer au CC du PCUS, au Présidium du Soviet suprême, au Conseil des ministres, et à d'autres organes étatiques, de la part des adolescents eux-mêmes et de leurs parents.

De nombreux organes locaux du Parti et de l'État, parmi lesquels l'*obkom* et le Comité exécutif d'*oblast'* de Moscou, l'*obkom* et le Comité exécutif d'*oblast'* de Mourmansk, le Conseil des ministres de Lettonie, et d'autres, exigent avec insistance de la part du GUTR une augmentation significative de l'admission de jeunes dans ses collèges.

Tout cela témoigne de la nécessité de prendre sans délai des mesures pour augmenter le nombre de collèges d'apprentissage et le contingent de leurs élèves, en les multipliant par deux à trois.

Dans le système des Réserves de main-d'œuvre d'État, il existe 753 écoles de construction de dix mois, qui chaque année préparent 130 à 140 000 ouvriers de spécialité dans la construction. Actuellement, le Conseil des ministres d'URSS examine un projet de Décret intitulé « sur les mesures pour améliorer la formation d'ouvriers-constructeurs qualifiés ». Ce projet prévoit, dans le but d'augmenter la qualification des ouvriers-constructeurs, la réorganisation des écoles de construction des Réserves de main-d'œuvre en collèges d'apprentissage de construction avec une durée d'études de deux à trois ans. L'acceptation de ce projet permettra d'admettre et de former chaque année pour le travail dans la construction (en tenant compte du développement ultérieur du réseau et de l'augmentation de l'admission dans les collèges existants) 150 à 160 000 adolescents âgés de 15-16 ans, qui, au moment de la fin de leurs études, atteindront la majorité.

La réalisation de toutes les mesures évoquées plus haut permettrait dans les deux à trois années à venir de former professionnellement et d'envoyer au travail de façon organisée, en fonction des besoins de l'économie nationale, chaque année, jusqu'à 1,5 à 2 millions de jeunes, ce qui liquiderait la plupart des difficultés susmentionnées dans l'emploi des élèves sortant du secondaire et des adolescents quittant l'école générale avant la fin.

Malgré le fait que l'élargissement du réseau des collèges techniques et d'apprentissage et l'augmentation du nombre de leurs élèves exigeront des coûts supplémentaires, j'estime possible de les proposer dans la mesure ou ils seront complètement rentabilisés puisqu'ils vont, en même temps, aider à augmenter le niveau de qualification du personnel ouvrier des entreprises et la croissance de la productivité du travail.

Comme on sait, le poids exceptionnellement important dans nos entreprises des préparateurs (*naladčiki*), réparateurs, monteurs électriques, contrôleurs et ouvriers d'autres professions de services s'explique par le fait que les ouvriers ne peuvent pas eux-mêmes mettre en route le matériel, régler les problèmes les plus simples, contrôler la qualité de la production. L'instruction dans des établissements professionnels et techniques stationnaires [de jour] peut permettre à l'ouvrier d'avoir la formation élargie et fondamentale indispensable pour le travail à forte productivité dans les conditions modernes.

En outre, nous allons rechercher les possibilités de diminuer les dépenses pour l'instruction d'un élève dans les établissements des Réserves de main-d'œuvre.

Tenant compte de la grande importance politique et économique de l'instruction professionnelle, de l'éducation et de l'emploi des jeunes, je vous prie instamment, Nikita Sergeevič, de trouver la possibilité d'examiner cette question personnellement, et de confier à un groupe de camarades au CC du PCUS la tâche de préparer les propositions correspondantes au Présidium du CC du PCUS, concernant les questions de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes sortis de l'école secondaire avant ou à la fin de leur scolarité.

G. ZELENKO

TEXTE 3

Fin de la lettre de Genrih Zelenko à Dmitrij Šepilov, 14 mars 1957

(Source : RGANI, 5/35/63, p. 23)

[…]

La formation des ouvriers effectuée dans les entreprises au moyen de l'instruction individuelle et en brigade s'avère une forme arriérée (*otstalaâ*), qui ne donne pas à l'ouvrier d'aujourd'hui les connaissances techniques et les savoir-faire professionnels indispensables.

Comme l'a montré l'étude menée par le GUTR sur l'apprentissage individuel et en brigade dans beaucoup d'entreprises de l'industrie, des transports et de la construction, la brièveté des délais, l'absence de système et d'organisation de cette formation ne garantit pas à la jeunesse l'acquisition voulue des métiers productifs. Étant insuffisamment formés, les jeunes ouvriers, dans beaucoup de cas, ne se sentent pas étroitement liés à leur profession et à leur entreprise, ce qui a des conséquences négatives sur la productivité du travail, conduit à l'augmentation du turn-over (*tekučest'*) des ouvriers, et à la perte irrationnelle de ressources de l'État. Il convient de conserver cette forme d'instruction pour la seule formation d'ouvriers destinés à accomplir des travaux simples et peu qualifiés.

En outre, il faut remarquer que dans les pays capitalistes techniquement en pointe (*peredovye*), on forme en général les ouvriers qualifiés dans des établissements d'enseignement professionnel et technique stationnaires, avec une durée d'études de trois à cinq ans. […]

En prenant en compte la grande importance politique et économique de l'instruction professionnelle, de l'éducation et de l'emploi des jeunes, nous avons envoyé une note analogue et un projet de décret au CC du PCUS, en l'adressant au camarade N.S. Khrouchtchev[1730].

[1730] Le projet de décret sera adopté le 12 septembre 1957 : voir *supra*, chapitre 2 (LC).

TEXTE 4

Lettres de jeunes Soviétiques adressées aux dirigeants du pays

(Transmises par Genrih Zelenko en annexe à ses lettres à Dmitrij Šepilov et Nikita Khrouchtchev de mars 1957)

(RGANI, 5/35/63, p. 29-32)

Cher cam[arade] Khrouchtchev !

Nous avons tous fini cette année la dixième classe. Nous sommes tous sans pères, nos pères ont donné leur vie pour la liberté et l'indépendance de notre Patrie.

Ayant fini dix classes nous n'avons pas réussi le concours d'entrée aux établissements d'enseignement [supérieur] et c'est pourquoi nous avons décidé d'acquérir un métier (*special'nost'*) dans un collège technique (*tehničeskoe učiliše*), puisque nous n'avons pas les moyens d'étudier dans un autre établissement ; il n'y a pas de possibilité de commencer à travailler dans notre ville. Le moment est venu de choisir un métier (*special'nost'*), nous souhaitons devenir des ouvriers qualifiés (*kvalificirovannymi rabočimi*), aidez-nous à entrer dans le collège technique n°6 de la ville de Moscou, puisque nous voulons acquérir un métier qui existe dans ce collège.

La guerre a mutilé toute notre enfance, nos mères nous ont éduqués dans de dures conditions. Etant sortis du secondaire nous ne recevons plus de pension et nous n'avons pas de moyens d'existence. Nous sommes tous membres du komsomol, qui en nous éduquant a fait de nous des gens fermes (*stojkimi*) et assurés, nous ne trahirons jamais votre confiance. Nous marchons sur les pas de nos pères (*my idem po tradiciam naših otcov*), s'il faudra donner sa vie pour la Patrie, nous serons toujours prêts.

Servez-nous de père en ces temps difficiles et indiquez nous le chemin pour vivre.

Nous espérons que vous nous aiderez en cela et quand nous aurons acquis un métier envoyez-nous dans n'importe quel coin (*ugolok*) d'Union soviétique, nous accomplirons toujours votre confiance de façon honnête.

Nous vous demandons de nous installer au collège technique d'Etat n°6 de Moscou, qui se trouve dans l'arrondissement de Krasnaâ Presnâ, rue Presnenskij val, nous avons appris l'existence de ce collège dans le journal et le métier qui s'y trouve nous plaît beaucoup.

Signé : Makeeva Galina, Eliseeva Alla, Vasil'eva Zoâ, Semenov Aleksandr.

Ville de Staryj Oskol, région de Belgorod, rue Internationale, 40, Makeeva G.I.

Camarade Kliment Efremovič Vorošilov, soyez un vrai père, aidez-moi à entrer dans un institut pour étudier. Je suis une orpheline complète. Mon père a été pris par les odieux hitlériens allemands dans les combats autour de Smolensk. Ma mère était une kolkhozienne, elle travaillait honnêtement, au point d'avoir reçu plusieurs fois la reconnaissance des responsables de kolkhozes, et le gouvernement l'a décorée de la médaille « Pour vaillance au travail ». Mais la mort cruelle l'a ôtée à la vie au moment de la récolte en 1947. Et nous sommes restées ma sœur et moi (elle avait sept ans, moi dix) à la charge de notre grand-mère. Et voici que j'ai fini ma dixième classe, étant toujours passée d'une classe à l'autre avec des 4 et des 5, et en dixième j'ai eu des 4 et des 5[1731]. Mais cette année est survenu encore un malheur : ma grand-mère est morte. Et nous sommes restées tout à fait orphelines. Entrer pour étudier dans un quelconque institut, nous n'avons aucunement les moyens pour cela, mais je veux étudier. Je suis capable de supporter n'importe quelle difficulté, à condition d'étudier. Et voici qu'à 40 kilomètres environ de notre arrondissement sur l'Anomalie magnétique de Koursk (*KMA*) il y a un collège technique destiné aux orphelins. J'y suis allé plusieurs fois. Le directeur du collège a promis de me prendre. Il a même dit qu'avec un tel certificat (*attestat*) il me prendrait en priorité, mais le dernier jour de l'admission pour une raison inconnue il a dit qu'on ne prenait que des enfants de la région de Belgorod. Et voici tous mes rêves détruits. Est-ce que vraiment les portes des écoles se sont fermées pour moi ? Je veux étudier.

Camarade Vorošilov, soyez un père, aidez-moi à entrer dans cet institut pour étudier. C'est vrai, les cours ont commencé là-bas depuis le 1er novembre, mais je ferai tous les efforts pour rattraper le temps passé.

J'attends votre réponse rapide et j'espère que vous m'aiderez.

Signé : Menšikova Nionila Petrovna, région de Koursk, arrondissement de Manturovo, village de Manturovo, rue Kuzin.

[1731] C'est-à-dire les notes « bonne » et « excellente » dans le système de notation russe et soviétique. (LC)

TEXTE 5

Rapport de la CSU SSSR adressé à la Commission économique d'État en mars 1957

(Source : RGAE, 1562/33/3084, p. 1-5)

P. 1

A A[leksej] KOSYGIN[1732]

Matériaux statistiques sur certains aspects de la balance de l'emploi en URSS

[De :] V. Starovskij, le 30 mars 1957.

P. 2 **SECRET**

Répartition de la population active dans l'économie de l'URSS
Par secteurs de production matérielle et non productifs en moyenne par année
(Bilan)

	Millions de personnes			En % du total		
	1950	1954	1955	1950	1954	1955
Total des actifs occupés dans l'économie du pays (sauf les militaires)	83,8	88,1	90,0	100	100	100
DONT Dans les secteurs de la production matérielle	72,2	75,0	76,7	86,2	85,1	85,2
Parmi lesquels : Dans l'industrie	18,2	21,5	21,9	21,7	24,3	24,4
Dans la construction	4,8	5,7	5,7	5,8	6,5	6,4
Dans l'agriculture et l'exploitation forestière (y compris exploitation personnelle)[1733]	39,9	37,8	38,9	47,6	42,9	43,2
Dans les transports de marchandises et les communications	3,5	4,4	4,5	4,2	5,0	5,0
Dans l'approvisionnement matériel et technique, les réserves, le commerce et l'alimentation sociale	3,9	4,2	4,3	4,7	4,8	4,7
Dans d'autres secteurs de la production matérielle	1,9	1,4	1,4	2,2	1,6	1,5
Dans les secteurs non productifs	11,6	13,1	13,3	13,8	14,9	14,8
Parmi lesquels : Dans l'instruction, l'art et la science	4,4	5,3	5,4	5,2	6,0	6,1
Dans la santé et la culture physique	2,1	2,6	2,7	2,5	2,9	3,0
Dans les transports et les communications (au service de la population et dans les secteurs non productifs)	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5
Dans l'exploitation des logements communautaires	1,5	1,7	1,7	1,8	2,0	1,9
Dans les organes de direction étatique (sauf appareil de direction économique) et dans l'appareil de direction des organisations sociales, des institutions juridiques et d'assurance	2,4	2,2	2,1	2,9	2,5	2,3

P. 3 **SECRET**

Répartition des ressources de main-d'œuvre de l'URSS

[1732] Aleksej Kosygin est alors premier adjoint du président de la Commission économique d'État du CM d'URSS (LC).

[1733] En russe : *ličnoe podsobnoe hozâjstvo*. Il s'agit vraisemblablement des lopins de terre des kolkhoziens et des citadins qui possèdent une datcha (LC).

par occupation en moyenne par année (Bilan)

	Millions de personnes			En % du total		
	1950	**1954**	**1955**	**1950**	**1954**	**1955**
Ressources de main-d'œuvre totales (sauf militaires)	102,1	111,4	114,9	100,0	100,0	100,0
DONT : Actifs occupés dans l'économie	83,8	88,1	90,0	82,1	79,1	78,3
Elèves âgés de 16 ans et plus (en rupture avec la production)	4,2	7,5	7,8	4,1	6,7	6,8
Actifs au foyer[1734]	14,1	15,8	17,1	13,8	14,2	14,9

1. Les ressources de main-d'œuvre incluent les hommes de 16 à 59 ans et les femmes de 16 54 ans, ainsi que les adolescents et personnes plus âgées qui travaillent dans les entreprises et institutions d'État et coopératives et les kolkhozes. Les invalides des 1er et 2ème groupes qui ne travaillent pas ne sont pas comptés dans les ressources de main-d'œuvre.
2. Parmi les actifs occupés dans l'économie sont comptées les personnes occupées dans l'exploitation personnelle des kolkhoziens, ouvriers et employés.
3. Le nombre de personnes occupées dans l'économie inclut les membres des familles des ouvriers et employés, puisque dans la pratique parmi les gens capables de travailler des familles de kolkhoziens il n'est personne qui soit seulement occupé dans l'économie domestique. Tous les membres des familles des kolkhoziens capables de travailler qui ne participent pas à la production commune des kolkhozes, sont en général occupés dans l'exploitation personnelle.

P. 4 PARFAITEMENT SECRET

Nombre de jeunes en URSS âgés de 16 à 18 ans (millions de personnes)
Au 1er janvier 1955 13,0
Au 1er janvier 1956 13,7

(*Au dos* :) 2 ex[emplaires]. 1er ex. Commission économique d'État / 2ème ex. Dans le dossier n°

P. 5
Nombre d'élèves achevant leur scolarité secondaire en URSS
(dans les écoles des ministères de l'Instruction et le ministère des voies de communication, sans les écoles de la jeunesse ouvrière et paysanne et les écoles pour adultes, en milliers de personnes)

	1950r.	1955r.	1956r. (prévisions)
Total	**227,9**	**1067,0**	**1241,6**
Villes	**142,4**	**630,1**	**713,0**
Campagnes	**85,5**	**436,9**	**528,6**

Dans le total pour l'URSS sont inclus les élèves sortis de la 11e classe en Géorgie, de la 10e et de la 11e en Lettonie, Lituanie et Estonie, conformément aux systèmes scolaires de ces républiques.
Rapport entre le nombre d'élèves sortis de la 7e et le nombre d'élèves qui continuent leur scolarité en 8e dans les écoles secondaires en URSS (en %)

	1950/51	1955/56	1956/57

[1734] En russe : *Zanâto v domašnem hozâjstve* (LC).

Total	**53**	**62**	**65**
Villes	**72**	**87**	**91**
Campagnes	**39**	**46**	**50**

Dans le tableau est indiqué le pourcentage d'élèves admis en 8e par rapport au nombre d'élèves sortis de 7e l'année précédente

P. 6 **Nombre d'élèves sortis de 10e classe des écoles de la jeunesse ouvrière et paysanne et des écoles pour adultes (en milliers)**

	1950г.	1955г.	1956г. (prévisions)
Total	56,0	178,6	212,1
Dont écoles de la jeunesse ouvrière	48,8	157,2	187,5
écoles de la jeunesse paysanne	0,3	1,1	2,7
écoles pour adultes, y compris par correspondance	6,9	20,3	21,9

(P.7) **Nombre de diplômés des collèges et des écoles de la Direction principale des Réserves de main-d'œuvre près le Conseil des ministres d'URSS**

	1950г.	1955г.	1956г.
Total	493,4	650,6	664,6
Dont des collèges techniques[1735]	_	27,2	90,2
Dont des collèges d'apprentissage, ferroviaires, miniers et spéciaux	224,5	144,5	118,0
Dont des collèges de mécanisation agricole et des collèges d'apprentissage de mécanisation agricole	_	283,6	255,0
Dont des écoles FZO, des écoles de construction et des mines	268,9	195,3	201,4
En outre diplômés de l'apprentissage de fabrique-usine (FZU) et du type FZU d'autres ministères et administrations	92,6	99,8	100,6

P. 8 **Nombre de spécialistes diplômés des VSSUZ (en milliers)**

	1950г.	1955г.	1956г. (prévisions)
Diplômés des VUZ - total	176,9	245,8	259,9
Dont en rupture avec la production	145,8	179,2	185,3
Diplômés des *tehnikum* et SSUZ	313,7	387,8	507,0
Dont en rupture avec la production	279,0	345,1	446,1

P. 9 Admission en VUZ, *tehnikum* et autres SSUZ (en milliers)

	1950г.	1955г.	1956г. (prévisions)
Étudiants admis en VUZ - total	349,1	461,4	455,1
Dont en rupture avec la production	228,4	257,1	227,6
Élèves admis en SSUZ - total	426,3	587,5	595,1
Dont en rupture avec la production	349,5	423,9	386,2

[1735] Ils ont été créés en 1954 (LC).

TEXTE 6

Article de Vasilij Suhomlinskij « *Est' i drugoj opyt* »

(« Une autre expérience est possible »)

(Source : *Partijnaâ žizn'*, 1956, n°23, p. 65-67[1736])

Dans le n°17 de la revue *Partijnaâ žizn'* est paru un article de V. Derbinov, intitulé « L'école et la vie ». Cet article a attiré l'attention des lecteurs, ne serait-ce que parce que les questions qu'il aborde sont très importantes – l'auteur développe une série de positions de principe qui indiquent un chemin déterminé dans la réalisation de l'instruction polytechnique et de l'éducation au travail, à l'école. L'une de ces positions ne prend pas en compte la diversité des formes d'activité scolaire et éducative qui ont vu le jour ces dernières années, en particulier l'expérience qui a cours dans les écoles d'Ukraine.

L'auteur de cet article se dit insatisfait de ce que « certains travailleurs des écoles et parents d'élèves exigent que la formation au travail dans les écoles d'enseignement général se fonde sur les principes de la formation professionnelle habituelle, et soit menée jusqu'à une catégorie définie, jusqu'à un degré défini de spécialisation ». Il estime que si l'école aspire à donner aux élèves une spécialité à la production en même temps que l'enseignement secondaire, cela conduira à une spécialisation précoce, à la diminution des connaissances générales que donne l'école, impliquant de grandes pertes sur le plan scolaire et matériel. Mais notre pratique montre que ces craintes ne sont pas justifiées. En Ukraine, il existe actuellement des centaines d'écoles dans lesquelles l'enseignement secondaire général est combiné avec l'acquisition d'une spécialité à la production, sans que cela lui nuise, au contraire.

Voici à quoi ressemble l'instruction à la production dans notre école rurale, depuis déjà quatre ans. Chaque écolier de la 8ème à la 10ème classe non seulement s'entraîne au travail à la production, mais en plus acquiert une spécialisation. Dans sa situation, notre école peut donner aux élèves celles de conducteur de tracteur et de moissonneuse-batteuse, de serrurier, d'électricien (*èlektrotehnik, èlektromontër*), d'éleveur, d'agrotechnicien pour les céréales et les cultures fourragères, d'agrotechnicien pour les légumes, de jardinier-sériciculteur. Les élèves de 8ème choisissent un profil d'instruction à la production, en fonction de leurs penchants et de leurs intérêts. Ces derniers se sont déjà manifestés et développés grâce au travail actif effectué de la 3ème à la 7ème, dans le cadre de divers cercles de travail polytechnique (agricoles et techniques).

Les parents exigeaient avec insistance que leurs enfants « apprennent quelque occupation » (*« priučalis' k kakomu-nibud' delu »*). Et quand on a introduit l'instruction à la production, le taux d'abandon des grandes classes a fortement diminué[1737]. Il y a deux ans, l'instruction à la production se déroulait hors des cours (en tant qu'activité extrascolaire), mais désormais, des horaires sont prévus à cet effet.

Les élèves portent un grand intérêt non seulement aux travaux pratiques, mais aussi à l'étude des questions théoriques qui concernent leur spécialité. Ces leçons sont données par les meilleurs travailleurs de la production (*proizvodstvenniki*), des mécaniciens et des spécialistes dans le domaine agricole. A présent, nos diplômés reçoivent, en plus de leur baccalauréat (*attestat zrelosti*), un certificat de maîtrise d'une spécialité. En général, tous les ans un tiers de nos élèves passe en VUZ, et les deux tiers restants vont dans la production, que ce soit dans les entreprises industrielles ou dans l'agriculture. Bien sûr, la spécialité

[1736] Texte en russe édité par HILLIG Goetz, P*roekt po sozdaniû polnogo sobraniâ sočinenij A.S. Makarenko na professio-nal'nom kompakt-diske* [En ligne]. http://zt1.narod.ru/za1profi.htm (page consultée le 10 mars 2006). (LC)

[1737] Il s'agit là d'un argument tout à fait pragmatique : l'introduction de l'instruction polytechnique dans les grandes classes garantit l'accomplissement d'une scolarité complète, car les élèves ne sont pas rappelés au kolkhoze sous la pression des parents, qui voient mal ce que leurs enfants, déjà en âge de travailler, peuvent gagner à l'école. (LC)

donnée par l'école n'a pas le statut d'une qualification véritable, ni supérieure ni moyenne. Mais les élèves acquièrent la technique et la technologie d'un type d'activité productive, si bien qu'on peut dire sans exagérer qu'ils sont prêts au travail, à une vie indépendante (*k samostoâtel'noj žizni*).

La pratique montre que dans la résolution des tâches de l'éducation au travail, il faut partir non de l'interprétation scolastique des citations, mais des exigences de la vie. Il ne faut pas opposer la polytechnicisation à la spécialisation, ni inversement. V. Derbinov estime que si un élève d'une école d'enseignement général a acquis quelque spécialité, cela conduira à une spécialisation précoce et cela nuira à la polytechnicisation. Au contraire, l'instruction polytechnique obtient alors une base solide, la vision (*krugozor*) de l'élève s'élargit s'il approfondit sa connaissance d'une seule occupation. C'est un fait : la majorité des jeunes gens de la 8ème à la 10ème dans notre école acquièrent des spécialités techniques de mécanicien. Une année durant, ils travaillent régulièrement, deux à trois fois par semaine, dans un atelier de mécanique ou de MTS. L'été, ils ont un long stage pratique (de 25 à 30 jours). Le fait que les écoliers ont un savoir-faire dans une spécialité n'entraîne aucun affaiblissement de leur intérêt pour les connaissances scientifiques (*estestvoznanie*), qu'il s'agisse des mathématiques, de la physique ou de la chimie. Ils se font une idée plus rapide et plus profonde des lois scientifiques fondamentales. La maîtrise d'une spécialité irait au détriment du polytechnisme, si elle n'était pas combinée avec l'enseignement secondaire général.

Il n'y a donc aucune raison de craindre que l'acquisition d'une spécialité au travail conduise à une diminution des connaissances générales. Encore une fois, il ne s'agit pas d'un métier de qualification supérieure ou intermédiaire, mais d'une spécialité qui correspond justement aux savoir-faire et aux compétences valables pour des domaines entiers de la production agricole et de la technique (ajustage et montage, électricité, moteur à combustion, amendement et culture, etc.). L'auteur de l'article se contredit lui-même : il dit qu'il faut armer les élèves de compétences et de savoir-faire dans ces domaines très importants, et en même temps il a peur du mot « spécialité » lui-même. Mais la vie prouve qu'on ne peut pas donner de savoir-faire hors du travail manuel, sans l'acquisition d'une spécialité concrète. En allant sur cette voie, nous ferions du travail manuel un jeu. Or l'article « L'école et la vie » nous oriente justement par là. Il faut que la maîtrise des compétences et savoir-faire résulte d'un objectif productif, économique. Les élèves qui obtiennent une spécialité d'éleveur porcin travaillent 25 à 30 jours, pendant les vacances d'été, dans une ferme. L'objectif de leur stage pratique n'est pas de maîtriser tel ou tel ensemble de compétences et de savoir-faire, mais d'atteindre une productivité du travail élevée. Par lui-même le travail manuel entraîne la maîtrise de compétences et de savoir-faire. Et cela apporte du sérieux dans l'activité, cela éduque chez les jeunes gens et les jeunes filles une authentique maturité morale. Voilà ce qu'est une authentique instruction polytechnique.

L'auteur de cet article a peur que l'acquisition d'une spécialité prive l'apprenant du libre choix de sa profession. Apparemment, il voit la liberté de choix d'une profession dans le fait d'étudier un peu de tout, et rien de façon fondamentale. Mais en sortant de l'école cet élève-là se trouve impuissant, ne sait pas quoi faire, a peur du travail manuel. Et ce ne sont pas ses compétences et ses rudiments épars en technique et en agriculture qui peuvent le sauver, vu qu'il les a acquis juste pour avoir une note, et non pour atteindre le résultat matériel du travail manuel. Etre prêt à une vie laborieuse, c'est avoir fait l'expérience morale du travail manuel, avoir atteint des résultats matériels, c'est, enfin, avoir perçu un salaire.

Il ressort de cet article que l'élève peut aimer le travail manuel sans avoir aimé un travail concret. Voilà un très mauvais conseil pour les éducateurs (*vospitateli*). Il n'y a pas d'amour du travail « en général », il y a l'amour d'un travail concret. L'éducation de notre jeunesse s'améliorera seulement dans le cas où, à côté de l'enseignement secondaire, elle pourra acquérir des spécialités, obtenir une première expérience de vie laborieuse. Dans la vie de notre école, une règle s'est établie : l'élève qui achève ses études secondaires devra s'acheter avec l'argent qu'il a gagné par son propre travail vêtements et chaussures, et aider

ses parents. Du reste, il est très important que ce soit l'activité liée aux spécialités que les jeunes gens et les jeunes filles ont acquises qui leur procure un salaire. L'été dernier, de nombreux écoliers employés dans la brigade potagère du kolkhoze, avec la spécialité d'agrotechnicien pour les légumes, ont gagné de 900 à 950 roubles et plus.

Les parents expriment leur grande satisfaction de voir que leurs enfants acquièrent à la fois une formation secondaire et une spécialité. Ils disent : « Ce que l'élève a acquis à l'école ne peut être porté sur les épaules. Dans la vie, tout est utile ». Et, de fait, les spécialités reçues à l'école trouvent dans la vie les formes les plus diverses d'application et de développement. Elles ne privent pas les jeunes gens et les jeunes filles de la liberté de choisir une profession, au contraire elles les incitent à persévérer dans leur choix.

V. Derbinov a tort quand il définit une seule et unique voie pour l'éducation au travail. Il faut mieux observer ce qui se passe dans la vie. On ne peut pas ignorer le travail des écoles qui développent avec succès une expérience d'instruction à la production. De telles écoles, il y en a des centaines en Ukraine. Leurs enseignants et leurs dirigeants sont convaincus de se trouver sur la bonne voie.

V. Suhomlinskij, directeur de l'école secondaire de Pavlyš du *rajon* d'Onufrievo de l'oblast' de Kirovograd

TEXTE 7

Les possibilités d'études offertes aux jeunes bâtisseurs de MGU

Extraits d'un ouvrage de propagande (1954)

(Source : A. Voronkov, S. Balašov, *Dvorec nauki* (*Le palais de la science*), Moscou, Moskovskij rabočij, 1954, p. 214-215)

Sur le chantier fut créée une école de la jeunesse ouvrière, dans laquelle beaucoup, parallèlement à leur travail dans la production, reçurent une instruction secondaire et passèrent leurs examens pour l'obtention du baccalauréat (*attestat zrelosti*). L'école fut logée dans un immeuble de deux étages, avec des salles de classe lumineuses et une bibliothèque, ainsi que des cabinets de physique, de chimie et de biologie. Avec l'aide de MGU, elle fut correctement équipée des appareils nécessaires. Des enseignants de l'université tinrent systématiquement des permanences (*konsul'tacii*) pour les élèves.

Le tailleur de granit Parškov, l'ajusteur monteur (*slesar'*) Morin, la couvreuse (*oblivcovŝica*) Larionova, des dizaines d'autres jeunes gens et jeunes filles ont réussi leur scolarité et ont passé avec la meilleure note leurs examens.

« Aujourd'hui ouvrier du bâtiment, demain étudiant ». Cette rubrique a commencé à paraître systématiquement sur les pages du journal de la construction, tiré à de nombreux exemplaires. Là étaient publiées des informations sur la scolarité des jeunes ouvriers du bâtiment qui s'efforçaient de devenir étudiants du VUZ le plus ancien du pays. Pour satisfaire à l'avance les désirs de cette jeunesse, la direction de MGU « Lomonossov » organisa à l'automne 1950 des cours pour les ouvriers du bâtiment qui souhaitaient passer le concours d'admission à l'université.

Chaque soir, après la journée de travail, des dizaines d'ouvriers partaient pour la rue Mohovaâ, là où se trouve le vieux bâtiment de l'université. Les gens qui avaient édifié les murs du Palais de la science, qui l'avaient couvert de céramique, qui avaient aménagé ses salles de cours et ses cabinets de travail, se préparaient le soir pour devenir eux-mêmes des étudiants. Les cours étaient dispensés par des professeurs et des doctorants (*aspiranty*) de l'université. Le temps passa, et furent inscrits en première année de MGU les jeunes ouvriers du bâtiment : le monteur Ziberov, la géodésiste Timohina, les ajusteurs Kozlov et Pavlov, le chauffeur Pavlovksij et d'autres[1738].

Ainsi fut confirmée cette vérité immuable qui veut que dans notre pays chacun se voit accorder la possibilité d'acquérir des connaissances, de concevoir des sciences. « Nous bâtissons, donc nous étudions ! » Cette devise des Komsomol du chantier est confirmée par les faits. De nombreux jeunes ouvriers, arrivés sur le chantier sans profession, ont reçu une formation en *tehnikum*, sont entrés en VUZ.

Encore quelques années, et à la prochaine soirée de promotion de MGU, au nombre des jeunes spécialistes ayant reçu leurs diplômes, on trouvera aussi ceux qui ont construit le Palais de la science sur le Mont Lénine.

[1738] Voir aussi les photographies 3 à 6, en annexe. (LC)

TEXTE 8

Le changement des règles d'admission en VUZ (mai 1957)

(Source : GARF, R-9396/16/180, p. 29-30)

Au ministre adjoint de l'Enseignement supérieur d'URSS
Le cam[arade] I.G. Borozdin

Conformément au souhait exprimé dans l'exposé du cam[arade] N.S. KHROUCHTCHEV à la VIIe session du Soviet suprême d'URSS, de recruter prioritairement en VTUZ la jeunesse ayant une expérience dans la production après la fin de l'école secondaire, le ministère de l'Enseignement supérieur d'URSS a ajouté aux règles d'admission en VUZ de jour, du soir et par correspondance, pour 1957, les points suivants :

1) Dans le projet des règles d'admission dans les VUZ d'URSS pour 1957 (en rupture avec la production) :

« XIII. L'inscription parmi les étudiants de VUZ a lieu dans les dispositions suivantes :

Sont inscrits en priorité (hors concours), après obtention aux concours d'entrée en vigueur de la note bonne[1739], les personnes ayant un stage de travail pratique dans la production industrielle et agricole, ou dans d'autres domaines de l'économie et de la culture, d'une durée d'au moins deux ans, et s'étant bien conduits au travail, ainsi que les anciens combattants de la Grande guerre patriotique et les personnes démobilisées de l'Armée et de la Flotte soviétiques.

Parmi ces personnes, celles qui ont reçu une médaille d'or à la fin de l'école secondaire passent les concours dans les disciplines conformément au point IV, et s'inscrivent en VUZ hors concours quelle que soit leur note.

L'admission hors concours dans les spécialités de culture physique et de sport, d'architecture et des arts se déroule en tenant compte des résultats du concours dans la spécialité choisie. »

2) Dans les règles d'admission en VUZ, facultés et départements du soir et par correspondance pour 1957 :

« P(oint) IV. Parmi les personnes ayant franchi les concours d'entrée, jouissent d'un droit préférentiel à l'inscription :

a) les démobilisés de l'Armée et de la Flotte soviétiques, au terme de leur service actif
b) les citoyens ayant une ancienneté au travail plus longue et une qualification plus élevée dans la spécialité choisie en VUZ. »

Le chef de la Direction méthodologique N. Nazarov
23 mai 1957

[1739] A savoir 3 sur un barème de 5. (LC)

TEXTE 9

Lettre d'une enseignante de Leningrad à Nikita Khrouchtchev (mars 1956)

(Source : GARF, R-10049/1/2048, p. 1-2)

Avant tout je vous prie de lire personnellement les conclusions de ma thèse et de ne pas confier cette tâche à quelqu'un d'autre. Cela vous prendra peu de temps dans la mesure où je les ai spécialement pour vous réduites à 18 pages, en sélectionnant le plus important.

Je sais, oh je sais combien vous êtes occupé ! Mais il s'agit de notre cause commune, qui nous tient à cœur (*krovnoe*) et qui intéresse l'État, à savoir la préparation de notre jeunesse à une activité pratique ; or l'instruction polytechnique, à l'adresse de laquelle le XXe Congrès vit s'exprimer une juste critique, y compris de votre part, fait toujours du « sur place ». Il est temps de mettre fin à ce « sur place » (*toptanie*). Il me semble que les conclusions de ma thèse qui a pour sujet, appuyées sur l'expérience américaine et adaptées par moi de façon critique aux conditions de notre réalité socialiste et à l'établissement d'une base polytechnique, aideront à en finir à jamais avec l'écart entre la théorie et la pratique dans le système de l'école secondaire d'URSS.

Cependant, il dépend beaucoup de vous : notamment de savoir si ma thèse verra ou non le « jour » en 1956 (j'ai terminé trois chapitres et il ne me reste qu'à écrire un chapitre et l'introduction). Aussi j'ai un grand service à vous demander : m'aider à faire accepter le sujet de ma thèse et à recevoir un directeur officiel, si vous voyez dans mes conclusions des propositions del'nye et importantes[1740].

Durant les deux années de travail sur ma thèse je n'ai reçu aucune aide de l'institut pédagogique Herzen où j'avais passé avec succès les examens pour être *kandidat* (je n'ai pas pu entrer en *aspirantura* à cause de mon âge). En bref, je me suis assistée moi-même, j'ai moi-même fixé le plan de la thèse, et vous êtes de fait mon premier professeur-consultant auquel je m'adresse.

Durant ces deux années j'ai rassemblé un matériau vaste et très intéressant et je me suis mise à écrire. Le 6 mars dernier je me suis adressée au chef de la chaire de pédagogie de l'institut Herzen, le professeur N.N. Petuhov, en lui demandant d'accepter mon sujet et de m'attribuer un directeur, ce à quoi Petuhov a répondu que tous les professeurs étaient surchargés de travail ; le professeur E.Â. Golant qui était présent a dit que d'après lui, mon sujet avait été pris par le Secteur de l'expérience étrangère de l'APN RSFSR à Moscou, qu'il me fallait partir là-bas et tout éclaircir sur place, et que de toute façon « seuls des Moscovites » pouvaient diriger un sujet comme le mien.

C'est bien beau de partir à Moscou pour une consultation, mais je n'ai nulle part où m'y arrêter, et puis il faut des ressources pour un voyage personnel, et ce n'est pas sûr que l'école me laissera y aller. Après ma discussion avec le professeur Golant, pendant laquelle je lui ai fait part de quelques unes de mes conclusions, il m'a paru qu'il était intéressé par ma thèse. Quoi qu'il en soit il m'a donné un conseil d'ami – de ne pas les révéler à Moscou, dans la mesure où elles peuvent être utilisées là-bas.

[1740] Souligné dans le texte. (LC)

Je suis rentrée à la maison dépitée. Se peut-il que les fruits de deux ans de travail acharné se perdent ? Pourrai-je lutter avec le Secteur de l'expérience étrangère et son équipe de chercheurs, de traducteurs, de dactylos, etc. ? J'ai passé une nuit blanche perdue dans ces pensées, et le jour suivant j'ai décidé de m'adresser à vous.

Vous seul devez résoudre la question de savoir si je dois renoncer à mon cher, *vypestovannogo* enfant, ou non. Je dédierai ma thèse au XXe Congrès du PCUS, et vous en recevrez le premier exemplaire, en tant que son « parrain » (*krestnyj*).

Signé : Fokina, Leningrad, quai de la Fontanka, n°24, appartement 77.

TEXTE 10

Lettre d'Aleksandr Arsen'ev à Vladimir Derbinov (mars 1956)

(GARF, A-2306/73/1439, p. 12)

Au directeur adjoint du département des écoles du CC de PCUS
Le cam[arade] Derbinov V.N.

Dans une lettre adressée au Département des écoles du CC du PCUS le *docent* Šipov F.N. condamne très justement le fait qu'une part importante de la jeunesse à la fin des études secondaires ne va pas travailler dans la production mais, nourrie par la famille, attend la possibilité d'être admise dans un VUZ.

Pour corriger cette situation, le camarade Šipov propose pour l'admission en VUZ d'introduire un système complexe de points accumulés pour chaque année d'ancienneté dans la production et d'abolir le concours d'entrée. Les mesures proposées pas le camarade Šipov ne permettent pas de résoudre fondamentalement les problèmes posés dans sa lettre.

Le ministère de l'Instruction de RSFSR considère que si ces mesures sont adoptées, les jeunes terminant l'école secondaire vont considérer le travail dans la production comme une nécessité temporaire sur le chemin vers les études supérieures. On n'arrivera pas ainsi à développer l'aptitude au travail qui peut être inculquée aux élèves seulement à la suite d'une transformation sérieuse du fonctionnement de l'école secondaire.

Pourtant, l'idée du camarade Šipov selon laquelle les personnes ayant un stage de travail à la production auraient des avantages en passant le concours d'entrée en VUZ est digne d'attention. Selon les règles en vigueur toutes les personnes ayant un stage de travail à la production disposent (toutes conditions égales) d'un droit préférentiel à l'admission.

Le ministère de l'Instruction de RSFSR considère que cette disposition peut être étendue par la suite.

Voir les annexes, 5 pages

Signé : A. Arsen'ev

Le 27 mars 1956

TEXTE 11

Rapport sur l'exclusion d'un étudiant de physique de MGU (janvier 1957)

(Source : RGANI, 5/35/60, p. 2)

Au CC du PCUS

A la demande du doyen de la faculté de physique de MGU, le prorecteur de l'université le c[amarade] Vovčenko a pris, le neuf janvier dernier, un ordre (*prikaz*) sur l'exclusion de l'université de l'étudiant de 2e année de la faculté de physique V.A. Denisik, pour échec dans les études et indiscipline.

Denisik ne s'est pas préparé aux examens, a manqué des cours sans raison valable, à la suite de quoi il a échoué à deux examens (*začet*) : en mathématiques et en histoire du PCUS. De plus, pour avoir manqué de respect à l'enseignant Zubov, la direction de la faculté (*dekanat*) lui avait auparavant signifié un blâme. Pour ses mauvais résultats et ses manquements à la discipline, le c[amarade] Denisik méritait l'exclusion de l'université.

Le bureau du Parti de la faculté de physique estime correcte la décision d'exclure Denisik de l'université.

Cependant, trois académiciens, Arcimovič, Leontovič et Tamm, ont pris la défense de l'étudiant Denisik. Ils ont indiqué au recteur de l'université, le c[amarade] Petrovskij, que l'exclusion du c[amarade] Denisik, à leur avis, constituait une punition (*rasprava*) pour sa participation à l'affichage à la faculté d'un journal mural honteux.

Les académiciens en question ont indiqué que, si l'étudiant n'était pas rétabli à l'université, alors ils la quitteraient eux-mêmes, en signe de protestation.

Le ministre adjoint de la construction de machines intermédiaires (*srednee mašinostroenie*) le c[amarade] Vannikov, le membre du Présidium de l'AN SSSR, le c[amarade] Lavrent'ev, des responsables du département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS, se sont entretenu (*besedovali*) avec les c[amarades] Arcimovič, Leontovič et Tamm ; au cours de ces conversations, ils leur ont signifié que leur comportement était incorrect.

Le dix janvier dernier, le recteur de MGU le c[amarade] Petrovskij s'est entretenu avec les c[amarades] Arcimovič, Leontovič et Tamm ; le c[amarade] Petrovskij leur a exposé les raisons de l'exclusion de l'université de l'étudiant Denisik.

Au terme de cette conversation, les c[amarades] Arcimovič, Leontovič et Tamm ont reconnu le caractère erroné de leur comportement, et ont indiqué qu'ils seraient d'accord avec la décision concernant l'étudiant Denisik que le recteur de MGU trouverait appropriée.

Le rectorat de l'université a maintenu en vigueur son ordre, dans la mesure où il n'y avait pas de fondement pour le modifier.

Nous estimons indispensable de porter cela à votre attention.

Le chef du département de la science,
des VUZ et des écoles du CC du PCUS V. Kirillin
L'instructeur A. Lutčenko

12 janvier 1957

TEXTE 12

Lettre de Genrih Zelenko au Conseil des ministres d'URSS (27 août 1958)

(Source : GARF, R-9507/5/407, p. 173-177)

(Copie. Secret)

Remarques de la Direction principale des Réserves de main-d'œuvre [GUTR] sur le projet de chiffres de contrôle du développement de l'économie nationale de l'URSS pour 1959-1965[1741].

Dans le projet de chiffres de contrôle présenté par le Gosplan d'URSS, […] il est prévu l'admission dans les établissements des Réserves de main-d'œuvre, pour sept ans, de 4,8 millions de personnes, dont 4,5 millions en sortiront diplômés. Le GUTR ne peut pas être d'accord avec ces propositions, dans la mesure où elles ne correspondent pas au besoin de l'économie nationale en ouvriers, et ne prennent pas en compte la nécessité d'enrôler au maximum la jeunesse dans l'enseignement professionnel. […]

Partant de la tâche indiquée par le cam. Khrouchtchev, dans son discours au 13ème Congrès du VLKSM, de préparer la jeunesse au travail socialement utile, et de transformer dans ce sens le système d'enseignement dans le pays, le GUTR a présenté au Conseil des ministres et au Gosplan un projet de plan dans lequel il prévoyait l'admission dans les établissements des Réserves de main-d'œuvre, en 1959-1965, de 5,7 millions de personnes, et un élargissement significatif du réseau de ses établissements, pour parvenir en 1965 à accueillir dans les collèges d'apprentissage des Réserves de main-d'œuvre jusqu'à 80% de la jeunesse sortant de l'école générale de huit ans. […]

D'après les calculs du Gosplan, la croissance du nombre [nécessaire] d'ouvriers et d'employés dans ces années [1959-1965] atteindra près de 10 millions de personnes. Dans le même temps, la croissance des ressources de main-d'œuvre en âge de travailler représentera en sept ans à peine 3,9 millions de personnes.

Dans ces conditions, l'orientation maximale de la jeunesse vers les établissements d'enseignement professionnel, afin de l'envoyer ultérieurement dans les secteurs de l'économie nationale qui en ont besoin, revêtira une très grande importance. […] il est indispensable d'organiser durant ces sept années, dans les villes et les campagnes, 12 400 nouveaux collèges professionnels et techniques, pour accueillir 400 élèves chacun.

[…]

[1741] Voir la référence dans les Sources. (LC)

TEXTE 13

Extraits du sténogramme de la réunion des directeurs et ingénieurs d'usines de Moscou et d'autres villes d'URSS du 16 septembre 1958, à l'*Otdel nauki*

(Source : RGANI, 5/35/93, p. 31-35, 60-61)

[…]

P. 31 **ÂROŠENKO – directeur de l'usine Boîte postale n°200 de Gorki**[1742]

Il ne fait pas de doute que les questions soulevées dans la lettre de Khrouchtchev sont pour nous d'une extrême actualité. Je me permettrai de vous exposer quelle est la situation dans notre usine, qui est du reste une usine de grande taille, à la technologie complexe, changeant tous les six mois.

Nous avons neuf écoles, dont six décennales, pour 7 500 élèves, deux écoles à mi-temps de la jeunesse ouvrière, représentant 1 115 élèves, et un collège professionnel au sein de l'usine, qui compte 600 personnes, plus un collège technique qui accueille à partir de la 10e classe 870 personnes, un *tehnikum* d'aviation où 1 800 personnes sont en études de jour, 920 en études du soir, et de nombreuses autres formes d'instruction directement à l'usine.

L'analyse du personnel […] montre que, surtout dans les deux dernières années, les jeunes sortis de l'école décennale sont valables, du reste ce sont des écoles décennales qui disposent de bons ateliers de production, construits par l'usine. Au passage, non seulement nous les instruisons à la polytechnisation dans ces deux écoles, mais en plus nous accueillons les élèves de 8e, 9e, 10e classes pour des initiations à la pratique.

Ainsi les diplômés de nos deux écoles, quand ils arrivent à l'usine, deviennent en six mois de fantastiques ouvriers, avec lesquels on peut travailler et créer une technologie complexe. La technologie chez nous exige un niveau de connaissances élevé.

[…]

P. 32 Deuxièmement, l'école décennale et le collège technique qui se trouve au sein de l'usine nous envoient un personnel assez bon. Il s'agit essentiellement d'enfants d'ouvriers de notre usine, on peut bien travailler avec eux, on en obtient rapidement des ouvriers qualifiés. Après avoir travaillé deux ans à l'usine, ils vont étudier en cours du soir ou de jour dans les instituts qui se trouvent à Gorki.

En ce qui concerne le personnel issu des collèges professionnels de l'usine, cette forme a fait son temps (*sebâ izžila*) et il faut s'en débarrasser une fois pour toutes, car elle estropie (*uroduet*) la jeunesse et ne lui donne rien. Bien qu'ils aient reçu quatre ou cinq degrés de formation, en un an, un an et demi ou plus, on n'obtient rien d'eux, et les jeunes filles vont s'embaucher n'importe où comme coursiers, messagers, partout sauf à la production. Ce système d'études a fait son temps, et avec une technologie aussi complexe, comme celle qui va se développer désormais, il nous faut renoncer à cette forme d'instruction.

[…]

Que convient-il de faire à notre avis ? L'analyse montre que la majeure partie des ouvriers (et nos ouvriers sont assez bons), les ouvriers qui ont des familles nombreuses (*mnogosemejnye rabočie*) s'efforcent de retirer leur fils ou leur fille de l'école en 7e ou 8e et de le (la) mettre au travail. Les gars savent que tous ne pourront pas entrer à l'institut […]

[1742] Il s'agit de l'usine d'aviation « Ordjonikidze » : voir V.I. BELOUS, L.P. GORDEEVA, O.A. KOLOBOV, V.V. SMIRNOV (éd.), *Promyšlenno-hozâjstvennaâ èlita Nižegorodskoj oblasti. 1916-1996 : Naučno-spravčnoe izdanie*, Nijni Novgorod, KiTizdat, 1996, p. 158.

Notre avis est qu'il faut alléger la charge de ces ouvriers, surtout ceux qui ont des familles nombreuses, en créant après la 8e des écoles de deux niveaux d'instruction secondaire complète en trois ans, mais avec des ateliers propres […] pour qu'ils puissent gagner une certaine somme d'argent, et l'apporter à leur famille.

P. 33 […]

Au fait, je dirais qu'il faudrait recommander cette partie comme transitoire, parce que quand nous aurons des écoles avec polytechnisation, avec des ateliers, il faudra la liquider dans trois à quatre ans. […]

Après avoir achevé cette scolarité secondaire complète […] l'impétrant atteindra 18 ans. Il ne faut pas que nous envoyions à l'usine des enfants, parce qu'ils peuvent s'y faire estropier, mutiler, sans parler de l'éducation physique incorrecte. C'est pourquoi doivent arriver à l'usine des garçons et des filles d'âge adulte, de 18 ans […]

P. 34 […]

C'est pourquoi il serait simpliste d'admettre des jeunes de quinze ans à la production. Il faut aller sur la voie d'une scolarité de onze ans avec polytechnisation, tout en conservant à titre provisoire les collèges techniques. Notre industrie a besoin à la fois et de techniciens en grande quantité, et de beaucoup de cadres de qualification supérieure. […]

P. 35 […] **KAZ'MIN :** Y a-t-il, dans votre usine, des ouvriers de 17 ans ?

ÂROŠENKO : Il y en a […] Nous admettons aussi dès 15 ans, mais en règle générale ce sont des adultes. L'expérience montre qu'il ne faut pas employer les enfants de 15 ans.

KAZ'MIN : Et de 16 ans ?

ÂROŠENKO : 16 ans, c'est encore un enfant, c'est un âge enfantin et ce n'est pas la peine d'estropier les enfants, il y a assez d'adultes dans le pays, mais il faut donner la possibilité de gagner une certaine somme d'argent déjà en 8e – 11e classes. […]

P. 60 **KOMAROV – directeur de l'usine *Frezer* de Moscou**

[…] Bien sûr, ce sont des gens sérieux et adultes qu'on doit prendre à la production. Il y a énormément de conditions spécifiques à la production, comme l'ont déjà dit des camarades – le travail en trois-huit, et tout un ensemble d'autres exigences auxquelles nous sommes confrontés tous les jours. C'est pourquoi il faut que l'école secondaire donne une instruction et une qualification.

Il aurait donc fallu se mettre à l'organisation de telles écoles. J'ai soumis cette question à la Direction principale des Réserves de main-d'œuvre [GUTR], dans la mesure où cette question était posée par la vie.

Nous nous occupons maintenant de nombreux problèmes d'automatisation de la production. Nous avons besoin de gens complètement différents. La formation du personnel par les Réserves de main-d'œuvre et les collèges d'apprentissage [RU] existants a déjà vieilli. Tous les camarades partagent cette opinion, même les travailleurs des Réserves de main-d'œuvre. Nous avons besoin de gens de qualification élevée. Et il me semble qu'il faudrait organiser, dans tout un ensemble de grandes villes, plusieurs écoles expérimentales de ce type. Cela nous coûtera moins cher que la formation du personnel par les Réserves de main-d'œuvre.

Par exemple, j'ai proposé au GUTR d'organiser, sur la base de notre usine, une telle école secondaire de trois ans, qui formerait des *instrumental'ŝiki* pour la ville de Moscou.

Nous avons besoin de *rez'bošlifovŝiki* qualifiés, de *zatylovŝiki* qualifiés, de *zatočniki*, toute une série de métiers qualifiés, que le système des Réserves de main-d'œuvre ne forme pas. De plus, les chaînes automatiques doivent être contrôlées par des gens qualifiés, de large profil, ayant une large qualification, ce doivent être à la fois des *rez'bošlifovŝiki*, des *zatylovŝiki* et des ajusteurs monteurs. C'est pourquoi il aurait fallu déjà organiser de telles écoles.

KUZIN : Mais ont-ils accepté votre proposition ?

KOMAROV : Ils disent « Oui, nous partageons entièrement votre proposition ». Aujourd'hui j'ai encore eu une entrevue avec un camarade du GUTR, j'ai dit que j'étais venu en prenant exprès un congé, que je voulais lui parler de l'organisation de cette école.

P. 61 […]

A présent, [quelques mots] à propos de l'enseignement supérieur. J'estime que la forme fondamentale doit être confiée aux instituts de jour. Tout de même, les instituts du soir, ce n'est pas la même chose. Moi aussi, j'ai suivi des études du soir, comme certains camarades ont dit, parce que les conditions ne permettaient pas d'entrer à l'institut de jour. Mais l'institut de jour doit connaître une transformation (*perestrojka*) sérieuse. […]

Les diplômés du supérieur, les jeunes cadres vont à contrecoeur travailler à la chaîne, ils ne veulent pas y aller, mais veulent aller dans le département d'études, technologique, etc. Une des causes de cela, à mon avis, est le fait que dans le programme actuel du supérieur on accorde beaucoup trop peu d'attention aux questions de formation économique et d'organisation de la production. De jeunes ingénieurs arrivent, ils se perdent et ne savent pas par quoi commencer l'organisation du travail dans leur section. C'est un défaut très grave dans le travail de l'école supérieure.

TEXTE 14

Extraits du sténogramme de la réunion des présidents de kolkhozes, directeurs de sovkhozes et autres responsables de l'agriculture du 17 septembre 1958, au CC du PCUS

(Source : RGANI, 5/35/93, p. 102-103 ; 115-116 ;119-120 ; 135)

ŽDANOV – directeur de la station de réparation et maintenance technique (RTS) de Detčino de l'oblast' de Kaluga

Je dirais qu'à côté du processus des études dont nous parlons – de la réforme de l'instruction publique – se tient une deuxième question subsidiaire – qui porte sur la culture et l'élévation de la culture du travail (*trud*) à la production. […] Nous avons besoin de tractoristes pour des tracteurs complexes, des [conducteurs] pour toutes les marques de moissonneuses-batteuses… Mais les Réserves de main-d'œuvre, qui ont leurs écoles de mécanisation et d'électrification forment trop peu de cadres de niveau élevé (*gramotnye*). Ils les forment apparemment en coupure avec les processus de production, sans liaison sérieuse avec le RTS, le MTS, le kolkhoze et le sovkhoze. C'est pourquoi, si on regarde les choses du point de vue de l'État, on dit parfois : pas de moyens pour construire des écoles. Pour le prix des machines cassées à cause d'un personnel insuffisamment formé on pourrait construire une magnifique école dans chaque *rajon*. Il faut que le personnel connaisse son métier, aime son travail (*trud*) et sa machine. Il s'agit ici de lier à la réforme de l'instruction publique l'élévation de la culture du travail à la production, afin d'intéresser notre jeunesse à aller dans la production de façon plus décisive et avec passion (*s lûbov'û*).

[…] Il est temps de mener une vérification sérieuse des cadres qui finissent leurs études et qui travaillent. Les VUZ forment en partie du personnel insuffisamment qualifié, ne portant attention qu'à la quantité de diplômes, et certains le font de notre faute à nous, les parents, et peut-être aussi à cause du manque d'attention des organisations sociales (*obŝestvennost'*) – il y a une course pour assurer à ses enfants une formation supérieure. Comme qui dirait une formation supérieure n'est pas une mauvaise affaire. Mais comment travaillent-ils, comment considèrent-ils le travail socialement utile à la production ? Travaillent-ils conformément à leur spécialité ? On oublie de se le demander. Si nous menions une vérification dans les fabriques, les usines, les RTS, les MTS, les kolkhozes et les sovkhozes, nous trouverions beaucoup de faits regrettables. Premièrement, beaucoup ne travaillent pas conformément à leur spécialité (*ne po specia'lnosti*), parfois ce fait même diminue l'autorité du cadre soviétique, qu'il n'occupe pas la place qu'il faut. Parfois nous sommes confrontés à encore pire : dans les fabriques et les institutions où doit travailler un ingénieur c'est quelqu'un qui n'a qu'une formation secondaire décennale. Pourquoi ? Parce que la place était libre, on l'a embauché et on le rémunère suivant son poste, en l'appelant ingénieur. Il y a des cas de ce genre. […] chaque diplômé de VUZ coûte 80 et plus milliers de roubles. Autrement dit, [cette vérification] augmentera l'autorité, améliorera le rapport au métier choisi.

A propos de la formation des spécialistes en VUZ. Nous recueillons les fruits de l'Académie « Timirâzev ». Autrefois son autorité était grande, mais durant les dernières années, du fait d'une pratique productive insuffisante, les cadres sont insuffisamment préparés à la production. Vous connaissez bien la caricature de la revue *Krokodil* où on voit un cadre venu à la pratique productive qui prend peur quand des agneaux l'entourent dans une ferme. Nous n'aurons de bons organisateurs dans la production agricole que lorsque les VUZ agricoles développerons plus de liens avec la pratique productive, qui donne *zakalka* à ces futurs cadres.
[…]

MOROZOVA – présidente du kolkhoze « Kirov » du *rajon* de Himki (oblast' de Moscou)

[…] Des étudiants de l'Académie « Timirâzev » viennent mais ils ne s'intéressent pas au travail aux champs, ils prennent tous les plans du kolkhoze et commencent à tous les recopier. Dans quel but, je ne sais pas, apparemment ils rassemblent des matériaux pour leurs mémoires de fin d'études. Ils ne prennent aucune part sérieuse au processus de production. Parfois peut-être, il participent de façon formelle à tel ou tel travail, parce qu'ils sont mal à l'aise de ne rien faire, parce que le kolkhoze assure leur existence, leur donne un appartement et la nourriture. Ils vont très rarement dans les champs. C'est incorrect. […]
C'est pourquoi il me semble que nous risquons de perdre une jeunesse valable, et il ne faut pas morceler (*drobit'*) l'enseignement secondaire, mais le réduire à neuf ans, voire huit, en revoyant les programmes, afin que les jeunes gens, en sortant de l'école, n'aient le droit d'entrer en VUZ qu'après avoir travaillé dans la production.
[…]

VETČINKIN – directeur du sovkhoze d'études « Karaevo » de l'oblast' de Kostroma (base d'études de l'institut agricole de Kostroma)

[…] Je travaille dans l'agriculture depuis 23 ans. Je suis moi-même passé par une école complexe. En 1920 je suis parti comme volontaire dans l'Armée rouge. Ensuite j'ai étudié en collège trois ans, puis quatre ans dans un collège supérieur. Cela fait sept ans. J'ai reçu une bonne formation. Ensuite j'ai étudié en *tehnikum* et j'ai été diplômé d'un institut, trois ans et demi en cours du soir, un an et demi en cours de jour. Ayant travaillé dix ans au Parquet, j'ai commencé à étudier à l'institut vétérinaire de Voronej. Aussi ai-je une représentation plus ou moins claire du système d'enseignement. Mais à présent elle n'est pas claire. Je travaille dans l'établissement « Karaevo » depuis onze ans. Qui nous formons et ce que nous formons, voilà qui n'est pas clair pour moi, parce que nous avons l'école décennale, et justement elle gâche tout. S'ils avaient étudié huit ans, ils commenceraient à se mettre au travail, mais du moment qu'un jeune a fait dix ans de scolarité, il commence à penser qu'il est déjà quelqu'un de savant, et sa maman le pense, et sa grand-mère le pense, et son grand-père le pense, tous le pensent. Bien sûr, ces pensées ne sont pas mauvaises, mais elles nous procurent certaines difficultés.

[… les étudiants] étudient pour devenir des savants, et pas autrement. Voilà toute la misère.
[…]

STARIKOVIČ – président du kolkhoze « Dzerjinski » de l'oblast' de Grodnensk en Biélorussie

[…] Depuis le 5 septembre 1931, après le célèbre décret du CC de notre Parti sur l'école, celle-ci s'est mise à inculquer les fondements de la science. Tout était dirigé principalement vers la réussite académique (*akademičeskaâ uspevaemost'*). Alors c'était correct, et nous sentions que c'était indispensable. Mais dans le temps présent, comme nous le voyons, l'académisme (*akademizm*) s'est transformé simplement en une science nue à l'école. Aujourd'hui notre jeunesse (je le vois d'après des exemples dans mon kolkhoze et au travail) ne fait des efforts que pour avoir d'une façon ou d'une autre des bonnes notes, des 4 ou des 5 suivant les matières, et ensuite, après l'école décennale, aller en VUZ, en *tehnikum*, ou dans quelque cours que ce soit, ou bien à un poste de travail pour l'intelligentsia (*na intelligentskuû rabotu*). C'est un grand défaut. Nous le voyons dans les interventions et je veux le confirmer. Donc, la question de la réforme de l'école est arrivée à maturité. C'est une question qui intéresse l'État (*obŝegosudarstvennyj*) et qu'il nous faut absolument résoudre. Ici nous sommes confrontés à une résistance (*protivodejstvie*) de la part des parents. Il faut dire que la résistance vient aussi de la part des enseignants de tous rangs (*prepodavateli vseh rangov*), et de notre intelligentsia. Ils disent : 'Nous sommes des gens qui travaillons comme intelligentsia (*lûdi inteligentskogo truda*), et nos enfants iraient travailler comme tractoristes, contrôleurs de moissonneuses-batteuses, mécaniciens, électriciens, etc. ?' Ces gens se tiennent sur une position incorrecte. Dans cette question il nous faut accomplir un travail immense avec le corps enseignant (*prepodavatel'skij sostav*). Je suis confronté au

corps enseignant des écoles secondaires, des SSUZ dans notre *rajon*. On sent qu'il y a ça même dans les VUZ. Je le sais par des conversations avec mes fils. L'un d'eux est sorti diplômé cette année de l'institut de l'eau et est parti travailler en Yakoutie, et l'autre étudie en 5^{e} année à l'académie de droit de la marine militaire.

TEXTE 15

Compte rendu de la réunion du 19 septembre 1958

avec des savants, à l'*Otdel nauki*

(Source : RGANI, 5/35/93, p. 142-143)

Au secrétaire du CC du PCUS camarade Brejnev L.I.

Le 19 septembre dernier, la commission de préparation du projet de Thèses sur le renforcement des liens entre l'école et la vie et le développement ultérieur de l'enseignement secondaire et supérieur dans le pays a tenu une réunion avec un groupe de savants. 31 personnes y ont participé, 17 ont pris la parole.

Les participants ont été d'accord sur la nécessité d'introduire des changements importants dans le système et le contenu de l'enseignement secondaire et supérieur. Tous ceux qui ont pris la parole ont soutenu les propositions visant à renforcer l'éducation au travail à l'école, et l'association de la formation des étudiants avec un travail productif, l'établissement d'un lien organique en *tehnikum* et en VUZ, entre la formation théorique et la pratique.

Dans leur majorité, les intervenants ont souligné qu'ils étaient extrêmement réservés à l'égard de l'augmentation du délai de formation secondaire et supérieure des jeunes gens et jeunes filles. Ils ont fondé leur avis sur le fait qu'en raison des caractères physiologiques de l'organisme humain, les connaissances théoriques s'assimilent plus facilement, plus vite et de façon plus fiable quand on est jeune. Il a été également souligné que les jeunes dispensés de la responsabilité du bien-être de leur famille ont plus la possibilité de concentrer leur attention sur l'acquisition des connaissances. Les intervenants ont défendu l'idée que la formation des jeunes, en VUZ, est la plus efficace entre 17 et 22 ans. Les académiciens **Sobolëv** [*souligné par moi. LC*] S.L., **Hristianovič** S.A. et certains autres considèrent que l'achèvement des études supérieures par la jeunesse de notre pays en un délai aussi court constitue une grande avancée, qui avantage notre système d'enseignement, par rapport à ceux de nombreux pays capitalistes.

Nombre de participants à la réunion (les membres correspondants de l'AN SSSR **Celikov** A.I. et **Novikov** I.I., son président **Nesmeânov** A.N., et d'autres) considèrent que les cours du soir et par correspondance ne doivent pas constituer la voie principale pour acquérir une instruction secondaire générale et une formation supérieure. « Si on compare objectivement les jeunes cadres ayant terminé les cours de jour et du soir, nous devons en conclure que les cadres sortis des cours de jour, malgré leur faible préparation pratique, sont considérablement mieux formés que les ingénieurs sortis des cours du soir », a remarqué le c[amarade] **Celikov**.

La majorité des intervenants s'est prononcée pour que les deux premières années d'études en VUZ se déroulent en rupture avec le travail, parce qu'on y étudie les cours théoriques les plus difficiles à assimiler, et que les étudiants n'ont pas encore l'habitude de travailler avec des ouvrages scientifiques sérieux, de façon autonome.

Beaucoup ont affirmé que le nombre d'écoles où les jeunes achèvent leur scolarité secondaire sans rupture avec la production ne doit pas diminuer. Selon eux, une partie importante des jeunes ouvriers et paysans ne pourra pas recevoir une formation secondaire complète sans rupture avec la production, ce qui diminuera considérablement la possibilité de repérer (*vyâvlât'*) les jeunes les plus capables (*sposobnye*).

Certains intervenants se sont exprimés contre la création d'écoles pour les enfants doués, parce que l'organisation de tels établissements diminuerait le repérage de ceux qui sont issus du peuple (*iz naroda*). Les académiciens **Kolmogorov** A.N. et **Semënov** N.N. ont évoqué la nécessité de trouver des voies pour repérer les jeunes talents dans la masse des élèves, ce qui permettrait d'assurer l'admission dans les VUZ physico-techniques et les universités, ainsi que de satisfaire les besoins des laboratoires de production en laborantins, calculateurs, etc., qui doivent avoir une formation secondaire complète.

Les participants à la réunion ont formulé des propositions concrètes pour l'amélioration du travail de l'école supérieure. Ces propositions concernent le recrutement des professeurs et des enseignants dans les VUZ, l'invitation à l'enseignement de praticiens (*praktiki*) venus de la production, l'équipement des VUZ en matériel moderne, la création d'ateliers de production fabriquant des articles destinés à la vente, la sélection des jeunes capables en VUZ.

A notre avis, de nombreux intervenants n'ont pas encore analysé de façon suffisamment sérieuse les défauts existant dans notre système d'enseignement, et les moyens de les supprimer. Bien que tous les intervenants aient reconnu la nécessité du renforcement du lien entre l'école et la vie, et aient formulé plusieurs propositions intéressantes, de nombreuses interventions ont été faites sans prendre en considération les intérêts du développement ultérieur de l'économie nationale du pays en général, et de l'augmentation de la culture de tout le peuple. A l'heure actuelle, de nombreux scientifiques sont appelés à participer à l'élaboration du projet de Thèses.

Ci-joint la liste des participants de la réunion et son sténogramme.

Signé : V. Kirillin
4 octobre 1958 N. Kaz'min

TEXTE 16

Extraits du sténogramme de la réunion au CC du PCUS avec un groupe de savants

(Source : RGANI, 5/35/93, p. 148- 200)

Encart : liste des participants de la réunion du 19 septembre 1958
(Source : RGANI, 5/35/93, p. 202-203)

1. ALEKSANDROV Pavel Sergeevič – académicien (mathématiques)
2. BARDIN Ivan Pavlovič – vice-président de l'AN SSSR (métallurgie)
3. BOL'ŠAKOVA Mariâ Dmitrievna – chef de chaire à l'Institut médical n°1 de Moscou (hygiène scolaire)
4. VINOGRADOV Viktor Vladimirovič – académicien (philologie)
5. GRAČENKOV Nikolaj Ivanovič – membre-correspondant de l'AN SSSR (neurologie)
6. KAPICA Pëtr Leonidovič – académicien (physique)
7. KOLESNEV Samuil Georgevič – professeur à l'Académie agricole « Timirâzev », Moscou
8. KOLMOGOROV Andrej Nikolaevič – académicien (mathématiques)
9. KOTEL'NIKOV Vladimir Aleksandrovič – académicien (radiotechnique)
10. LEONTOVIČ Mihail Aleksandrovič – académicien (physique)
11. LAVRENT'EV Mihail Alekseevič – académicien (mathématiques)
12. MINC Aleksandr L'vovič – académicien (radiotechnique)
13. NEMČINOV Vasilij Sergeevič – académicien (statistique)[1743]
14. NESMEÂNOV Aleksandr Nikolaevič – président de l'AN SSSR [chimie]
15. NOVIKOV Ivan Ivanovič – membre-correspondant, directeur de l'Institut d'ingénierie et de physique de Moscou (MIFI)
16. ODING Ivan Avgustovič – membre-correspondant (construction de machines)
17. OSTROVITÂNOV Konstantin Vasil'evič – vice-président de l'AN SSSR[1744]
18. PANOV Dmitrij Ûr'evič – professeur (technique de calcul [informatique])
19. PETROVSKIJ Ivan Georgevič – recteur de MGU [mathématiques]
20. RABOTNOV Ûrij Nikolaevič – académicien (mécanique)
21. ROSTOVCEV Nikita Fedorovič – académicien secrétaire de l'Académie des sciences agricoles d'URSS
22. SAMARIN Aleksandr Mihajlovič – membre-correspondant (métallurgie)
23. SLEZKIN Nikolaj Alekseevič – professeur à MGU (mathématiques)
24. SEMËNOV Nikolaj Nikolaevič – académicien (chimie)
25. SOBOLËV Sergej L'vovič – académicien (mathématiques)
26. STRUMILIN Stanislav Gustavovič – académicien (économie)
27. TERPIGOREV Aleksandr Mitrofanovič – académicien (mines)
28. TRET'ÂKOV Petr Nikolaevič – membre-correspondant (histoire)
29. HRISTIANOVIČ Sergej Alekseevič – académicien (mécanique)
30. ŠVEC Ivan Trofimovič – académicien de l'AN USSR (thermotechnique)
31. CELIKOV Aleksandr Ivanovič – membre-correspondant, directeur du CHIITMAŠ[1745]

[1743] Nemčinov préside aussi le Conseil pour l'étude des forces productives. (LC)
[1744] Vieux Bolchevik, Ostrovitânov est aussi membre suppléant du CC du PCUS – le seul dans ce cas, ici. (LC)
[1745] Il s'agit de l'institut central de recherche scientifique en technologie et en construction de machines, fondé en 1929.

P. 148 **Académicien SOBOLEV S.L. (mathématiques)**

Il faut dire que beaucoup de mes pensées ne s'accordent pas tout à fait avec ce que nous a raconté à l'instant l'orateur. Je vois beaucoup de dangers sur cette voie, et je voudrais en parler. Il est clair que les succès de l'école soviétique, à la fois secondaire et supérieure sont très grands. Les satellites artificiels qui volent au-dessus de la Terre sont la preuve de la force et de la puissance de la science et de la technique soviétiques, et permettent de penser que notre école recèle quelques traits fondamentaux qui la distinguent fortement de l'école américaine, peut-être aussi européenne dans quelque mesure. Quels sont ces traits ? Il y en a deux. L'âge extrêmement précoce auquel les étudiants apprennent non seulement les mathématiques, mais aussi la technique. Les Américains en ont parlé. A 17 ans, un jeune a une tête efficace. […] Selon Pavlov, la science exige qu'on y consacre toute sa vie. […] Deuxième point : la révolution d'Octobre à ouvert le chemin du supérieur à tout le peuple, c'est-à-dire à tous les jeunes achevant leurs études secondaires et réussissant les concours [d'entrée].

Une autre chose, c'est que nous avons une série de défauts dans la situation de l'école secondaire. Je suis d'accord. Mais je veux dire qu'il ne faut en aucune façon mettre au rang des vertus la création de lycées et collèges spéciaux privilégiés pour former les futurs savants – notre vertu (*dostoinstvo*), notre fierté réside dans cette grandiose avancée de la révolution qu'est l'école soviétique unique du travail. C'est ainsi qu'elle s'appelait dans les premières années du pouvoir soviétique, quand j'étudiais. J'ai fini l'école n°190 à Leningrad en 1924. Nous étions fiers qu'il y ait une école soviétique unique du travail. Après neuf ans d'études, les gens allaient en VUZ et cherchaient le chemin vers la science et l'art. Beaucoup ont participé à la création des satellites artificiels, ont fait avancer la science soviétique. Ainsi, notre système a deux avantages : l'âge précoce et la possibilité de recruter en VUZ, pour la science, à partir du peuple entier.

Dans ces conditions, il est extrêmement dangereux d'allonger le délai d'obtention de l'instruction secondaire de quatre ans, comme le propose l'APN. C'est une pause dans les études. […]

Il y a quelque temps a paru un article du professeur Bulankin, recteur de l'université de Kharkov, où il louait ceux qui sont entrés en VUZ ayant déjà une expérience de la vie. Or, mon expérience à moi me prouve qu'ils ont des difficultés à étudier. […]

Les Américains commencent à instruire leurs jeunes très tard, essaient d'abord de leur donner une expérience de la vie. On envoie les enfants vendre des journaux. Ils ont leur propre représentation de l'expérience de la vie. Ils ne font que s'initier au business (*poprostu priučaût k biznesu*), et ensuite ils ne veulent plus étudier. Un collègue français m'a dit que si l'immigration s'arrêtait en Amérique, elle se retrouverait sans aucun savant dans cinq à dix ans. L'Amérique se nourrit continuellement de l'arrivée de cadres venus d'ailleurs. Nous ne devons pas perdre la supériorité de notre système. Je ne suis pas un grand spécialiste dans le domaine de l'instruction publique. Il m'est très difficile de proposer quelque chose de concret pour répondre à ce qu'a fait l'APN. Mais ces deux points me paraissent extrêmement importants.

P. 152 **Académicien HRISTIANOVIČ S.A. (mécanique)**

[…] Je suis d'accord avec Sobolev. Le travers du système proposé tient à ce que nous voulons allonger les délais d'instruction. […] Il ne faut pas s'en prendre à ce qui est stable. Nous connaissons tous les défauts de notre école. […] [Dans les premières années du régime] il fallait former en un court laps de temps notre intelligentsia pour l'industrie et l'agriculture. Il nous fallait disposer d'une masse de diplômés, et nous y sommes parvenus, mais à quel prix ? Au prix de tout un ensemble de travers. Les professeurs et les enseignants de nos VUZ se sont coupés de la production, ont préparé les étudiants suivant le manuel (*po učebniku*) et les ont tous logés à la même enseigne (*strigli pod odnu grebenku*), les VUZ sont insuffisamment dotés et équipés. Voici tous les défauts dont nous avons conscience.

P. 153 Qu'est-ce qui s'est passé avec l'école ? Tous [ici] ont des enfants d'âge scolaire, et savent de quels défauts souffre l'école. A quoi cela a-t-il conduit ? A ce dont parle N.S.

Khrouchtchev. On termine sa scolarité, on ne peut pas entrer en VUZ, car tout le monde n'est pas capable de devenir savant, ingénieur qualifié, etc. On ne sait pas où aller (*devât'sâ nekuda*), on cherche du travail, on n'a pas reçu de qualification professionnelle. C'est un fait qu'on ne peut pas nier. Il faut changer cela, le corriger, mais en aucune façon il ne faut allonger la durée de l'instruction. Je suis d'accord pour abaisser plutôt un peu le niveau d'instruction générale, peut-être à neuf ans, mais bien rempli (*nasyŝennyj*) et sans pause. Huit ans pour une formation secondaire, c'est peu.

KAZ'MIN : Mais la surcharge de travail est déjà grande.

HRISTIANOVIČ : C'est des histoires, là aussi. Nous connaissons nos enfants et les enfants de nos amis et nous voyons comme ils n'ont rien à faire (*boltaûtsâ*). La jeunesse a des forces illimitées. Par quoi les enfants sont-ils surchargés à l'école ? Par ce que leur racontent continuellement leurs enseignants. C'est la vérité. Mais s'ils étudient en laboratoire, en atelier, à la chaîne, s'ils font quelque chose de leurs mains, alors les gamins se sentiront autrement, et il n'y aura plus de surcharge de travail. Nous n'avons pas initié cela. Être assis six heures dans une classe, être assis de nombreuses heures à la maison devant un livre, oui, c'est pénible. C'est là une activité insupportable, et voilà pourquoi les écoliers sont surchargés de travail. Mais si on réfléchit à la réorganisation des études, dont il est question, et, comme disent les Chinois, il vaut mieux voir une fois qu'entendre cent fois, alors la situation sera différente. Alors on peut former en neuf ans des gens très valables, qui pourraient parfaitement aller en VUZ et en *tehnikum*.

Pourquoi liquider les *tehnikum* ? Il y en a qui admettent les jeunes après sept ans d'école. Pourquoi renoncer à cela ? C'est une chose admirable. Les gens qui sortent de *tehnikum* sont des travailleurs très valables. Pourquoi y renoncer ? Elargissons plutôt le réseau des *tehnikum*, et réduisons peut-être la durée de la scolarité générale d'un an. Pourquoi ne pas augmenter l'admission dans les écoles professionnelles après sept ans d'école ?

Pour ma part, je trouve simplement affreux d'entendre parler d'écoles pour la jeunesse douée. C'est une chose horrible. Jusqu'où allons-nous revenir ? Est-ce qu'on peut vraiment faire une chose pareille ? Il y aura là les enfants d'un milieu bien connu (*izvestnogo kruga*). Vous et moi savons qui étudiera là : non pas celui qui est capable. Les gens du peuple (*iz gušî naroda*) ne pourront pas y entrer.

P. 154 Qu'a fait la Révolution d'Octobre ? Non seulement elle a créé une intelligentsia dévouée au peuple, mais elle a promu les strates populaires (*tolŝi naroda*), et y a choisi des gens. Voici notre supériorité. Et à présent, après tant d'années, nous voulons revenir à l'ordre ancien.

Il me semble que la pratique que nous avons introduite maintenant, qui a été à nouveau instituée de sorte qu'on entre en VUZ après quelques années, environ deux ans de travail dans la production, est parfaitement néfaste. Que se passe-t-il maintenant dans la jeunesse ? Tous décident d'aller en VUZ depuis la production. Mais il ne s'agit pas de gens venus de la production, ils ne sont pas devenus des producteurs. Il faut donner l'accès en VUZ à de larges couches de la jeunesse, qui puissent y entrer après une instruction secondaire unique. Il ne faut en aucune façon détruire cela.

Je voudrais m'arrêter sur la question de l'admission dans le supérieur. C'est une question très importante, et Sobolev en a déjà parlé. Nous sommes arrivés à un point où les VUZ ne recrutent pas à partir de la masse. Je connais les statistiques pour plusieurs établissements, à savoir combien y entrent d'ouvriers, de paysans, d'enfants d'ouvriers et de paysans, et de l'intelligentsia. Le tableau obtenu est peu reluisant. De nombreux VUZ se trouvent à Moscou, alors que le peuple ne vit pas seulement ici. A Moscou est concentrée la majeure partie de notre intelligentsia. C'est la première chose.

Deuxièmement, à propos du système des points aux examens : j'en suis franchement très mécontent. Si on n'obtient pas un « cinq » là où il faut, on est recalé[1746]. A y réfléchir, c'est terrible. Nous avons eu ce cas : un jeune garçon est arrivé de province, passionné par la spécialité, mais il a reçu un « trois » en russe, alors qu'un Moscovite a mieux réussi son examen en russe, mais ne comprend rien à la spécialité. Nous avons admis le garçon avec un « trois »[1747]. Il s'est avéré un très bon élément – un des meilleurs, peut-être qu'il s'est notamment occupé des satellites. Il faut repenser le concours, pour qu'il ne soit plus

[1746] Il s'agit de la note 5/5, « excellent », dans le système russe et soviétique. (LC)

[1747] Il s'agit de la note 3/5, « passable ». (LC)

carnassier. Dans les premières années du pouvoir soviétique, on donnait la priorité aux enfants d'ouvriers et de paysans – il faut peut-être conserver cette priorité d'une façon ou d'une autre. Les bourses contribuaient à améliorer les choses. Il faut repenser les conditions fondamentales de l'admission en VUZ.
…
Il est difficile d'intervenir avec un programme entièrement formulé. Ça ne vaut pas la peine de tout détruire, en aucun cas il ne faut pas allonger la durée de formation.

Académicien de l'AN USSR ŠVEC I.T. – recteur de l'université de Kiev

[…] J'ai voulu rappeler [ce que disait Lénine] pour souligner que les enfants comme les gens d'âge mûr peuvent étudier. On peut prendre des exemples dans les biographies des savants majeurs nationaux et étrangers. Certains ont fait leurs études à un âge assez mûr. […]

P. 160 **Académicien KOLMOGOROV A.N. (mathématiques)**

Camarades, dans l'article du camarade Elûtin dans la *Pravda* est séparé le groupe des VUZ physico-mathématiques, chimiques, universités, et autres. Je pense qu'une telle séparation est justifiée. En particulier, ce sont ces VUZ qui sont liés à la production. […] je ne peux qu'être d'accord avec les camarades Hristianovič et Sobolev, qui « se font du souci » pour ce groupe de VUZ dans notre pays.
Je suis également d'accord avec le camarade Hristianovič sur le fait que dans les VUZ il y a actuellement un risque que se crée une intelligentsia d'héritiers (*nasledsvennaâ intelligenciâ*). Dans les VUZ techniques [*sic*] entrent les enfants des savants eux-mêmes, et il faut y réfléchir.
[…] Il me semble que mes prédécesseurs n'accordent pas assez d'attention à la possibilité, lors de la réorganisation du système d'enseignement, en moyenne, dans chaque classe, de sélectionner (*otbirat'*) un ou deux élèves les plus doués pour leur faire poursuivre directement leurs études. Cela donnera la possibilité d'admettre en VUZ des jeunes pleinement formés. […] *P. 161* C'est pourquoi je pense qu'en principe ce que propose l'Académie des sciences pédagogiques est finalement acceptable : il doit y avoir un passage à l'école de huit ans. Je ne parle pas des talentueux : pour eux est conservée la possibilité d'entrer immédiatement en VUZ. Mais la faiblesse du projet de l'APN réside dans ceci : on prend des jeunes de 15 ans dans les départements de mathématiques, physique, chimie, et on établit des écoles au sein des universités. Il me semble que c'est une mauvaise façon de faire. Pour les VUZ de type supérieur (*vuzy povyšennogo tipa*) – physico-mathématiques, physico-techniques, il est besoin de 20 à 30 000 nouveaux inscrits chaque année, vraisemblablement.
Or nous avons largement plus de jeunes capables. A 15 ans se fixent les dispositions (*zadatki*) à la recherche en mathématiques, en physique, en innovation (*konstrukstorskie*), se développe la capacité de résoudre n'importe quel problème mathématique, de construire différents transistors. Il faut donner un débouché à cette jeunesse, non seulement dans les écoles au sein des universités, mais aussi à l'admission sur concours libre, avec un pourcentage un peu plus faible dans les VUZ techniques de profil habituel et les VUZ pédagogiques.
[…]
P. 162 En ce qui concerne la formation des cadres dans le domaine de la science physique et mathématique et des nouvelles technologies, sans cet appui nous risquons de nous retrouver dans une situation très difficile.
En guise de contre-projet à celui de l'APN, je voudrais qu'on examine la question de bourses pour les élèves, surtout venant de la périphérie (*s periferii*). Quand on parle ici de la promotion (*vydviženie*) des physiciens, des mathématiciens et des spécialistes des nouvelles technologies des campagnes, la seule possibilité est de leur donner des bourses pour deux ans.

P. 165 **Académicien NESMEÂNOV A.N.**

La question que nous discutons aujourd'hui est hautement préoccupante (*volnuûŝij*). Pour beaucoup de ceux qui sont assis dans cette salle, c'est la question de toute une vie, parce que beaucoup d'entre nous avons donné toute notre vie à l'enseignement supérieur, et de ce point de vue je regrette que la direction n'entendra pas directement les interventions qui seront prononcées ici.

KAZ'MIN : [Il les aura] par le sténogramme.

NESMEÂNOV : Un sténogramme – chacun d'entre nous le sait d'expérience – transmet souvent un discours vivant d'une façon extrêmement imparfaite. Je suis lié à l'enseignement supérieur depuis 41 ans. Je suis lié à l'Université d'Etat de Moscou, mais je connais aussi d'autres VUZ.

Notre système d'enseignement supérieur, malgré les défauts qui ont été notés à juste titre, et que tous reconnaissent, est notre fierté, c'est l'une des plus grandes conquêtes de la révolution. En Occident on envie ce système, on s'en étonne et on essaie de le copier. C'est pourquoi il faut aborder toute réforme avec une grande prudence. Il faut améliorer, et non détruire le fondement existant.

L'état de l'école suscite-t-il l'inquiétude ? Justifie-t-il une *perestroïka* ? Il justifie qu'on pose la question. En quoi précisément ?

Premièrement, dans le secondaire l'enseignement et l'éducation sont établis, psychologiquement et par leur caractère même, de telle façon que tous les bacheliers aspirent à entrer en VUZ. Mais la majorité d'entre eux ne le peut pas : nous ne pouvons pas assurer du travail à une telle quantité de diplômés du supérieur. C'est pourquoi il existe un fossé, et l'école secondaire se trouve dans une impasse. Il est indispensable qu'une part significative, vraisemblablement la majorité des bacheliers aille directement dans la vie et ne se sente pas offensée par là-même.

P. 166 Deuxièmement, c'est un fait que dans de nombreux VUZ (je parle en premier lieu de l'université de Moscou) il existe un certain phénomène de caste (*kastovost'*). A l'entrée de l'université de Moscou (apparemment cela concerne de très nombreux autres VUZ, en particulier les VUZ de haute réputation (*vysokoj marki*)) les enfants de l'intelligentsia sont favorisés, et de cette façon se crée une intelligentsia héritée (*nasledstvennaâ intelligenciâ*), coupée de la classe ouvrière, et parfois avec un certain « relent » (*dušok*), comme nous avons pu l'observer, en quelque sorte, lors des événements hongrois.

C'est un facteur très sérieux qu'il faut prendre en compte, et auquel il faut réagir.

Je crains que la suite de mon intervention ne déçoive beaucoup l'assistance, parce que je suis tenu par le règlement et que je pourrai seulement dire ce qu'il ne faut pas faire, de mon point de vue, pour la réforme du supérieur, mais je ne dirai pas ce qu'il faut faire, parce que je ne dispose pas d'une telle recette. A l'évidence, les propositions doivent être élaborées après de longues discussions collectives (*v rezul'tate dlitel'nyh kollektivnyh obsuždenij*).

En premier lieu, je voudrais souligner la chose suivante. Le cerveau se développe par stades. On apprend le mieux une langue avant cinq ans. […] Essayez d'apprendre les mathématiques à un cerveau âgé de cinq ans : cela ne donnera probablement rien. Essayez aussi sans l'entraînement préalable correspondant à 30-40 ans : c'est également impossible. De cette façon, le cerveau a ses propres exigences et on ne peut les transgresser sans détruire l'école [en son ensemble]. Je suis convaincu que le meilleur âge pour le supérieur est compris environ entre 17 et 22 ans. Dans ces limites très étroites, on peut peut-être dépasser cet âge d'une année, mais il faut achever ses études avant 25 ans. C'est malheureusement une exigence catégorique, extrêmement stricte, qui découle de la physiologie de notre organisme. De ce point de vue quelle conclusion s'impose ? Il est impensable d'allonger la scolarité secondaire.

DES VOIX : C'est juste.

P. 167 **NESMEÂNOV :** […] Je pense qu'on trouvera la possibilité de réduire le programme du secondaire. Nous oublions souvent que ce n'est pas l'entraînement du cerveau, mais le poids du mort (*skvernyj bagaž*) qui est inculqué en quantité excessive et pèse sur les frêles épaules. Il faut un entraînement pour la forme « sportive », afin d'alléger le poids en question, il faut qu'il apporte non un bagage énorme, mais un cerveau bien développé.

Autre chose. Je pense qu'il ne faut pas mettre un tel accent, comme c'est proposé, sur l'école du soir. L'école du matin et l'école du soir sont deux grandeurs incomparables. Le soir, le cerveau fatigué est sourd à l'étude. Ici on a parlé des différentes variantes pour

combiner l'étude et le travail. Nous sommes vraisemblablement beaucoup, dans cette assistance, à avoir accompli cela également. Personnellement, j'ai travaillé en même temps que j'étudiais à l'université, pour gagner de quoi vivre. Mais il ne faut pas prendre comme norme le fait d'étudier après une journée de travail complète. Je pense, au contraire, qu'il faut travailler le soir, et étudier le jour...
[...] Je suis sûr que la réorganisation de l'école secondaire et supérieure est nécessaire, mais elle doit se réaliser en tenant compte des exigences physiologiques.
La suggestion de diviser les écoles en privilégiées et en non privilégiées ne me plaît pas. Une telle division arrangerait une certaine catégorie d'individus. [...] Ce serait un phénomène de caste (*kastovost'*), la création d'une intelligentsia d'héritiers (*nasledstvennyh kadrov*). J'estime que l'intelligentsia soviétique, ses savants doivent provenir des meilleures forces de tout le pays, et non d'une caste.
[...]
P. 168 Un facteur extrêmement essentiel, surtout à l'avenir, sera celui de la sélection (*otbor*) en VUZ. Celle-ci n'est pas bien établie. Je dois avouer que je suis assez sceptique à l'égard des concours d'entrée. Il s'agit d'une loterie. [...] Les concours sanctionnent le bachotage (*nataskivanie-trenirovka*) dont a parlé l'académicien Kolmogorov, peut-être la rapidité de réflexion et l'ingéniosité, une certaine faculté d'adaptation à la situation, des nerfs solides. Voilà en substance ce qui est vérifié. Or ce n'est pas ce qu'il faut. On demande, encore une fois, un bagage, alors que le bagage est la dernière chose qui soit chère à la science.
Je pense qu'il faut, à l'avenir, repenser complètement l'organisation de la sélection. Il doit y avoir un système : sur quelles bases ? Il existe une pratique dans ce domaine, par exemple chez les mathématiciens de MGU. Ils sont liés à une école secondaire, ne serait-ce qu'avec un cercle étroit de l'école. On peut élargir cette pratique, en s'appuyant sur les cercles d'écoliers du secondaire, et à partir de ce contingent, l'université choisit des mathématiciens capables. Il y a aussi un côté négatif dans cette pratique : l'université se limite aux écoles de Moscou. Ne peut-on la diffuser plus largement ? Il me semble qu'il est extrêmement important de révéler plus tôt les penchants (*sklonnosti*). Je suis devenu chimiste à l'âge de dix ans, chimiste à la maison, mais cela m'a aidé dans la vie et je ne me suis jamais plaint de cette orientation unique précoce.
Il me semble qu'il est important d'organiser des cercles auprès des écoles, de révéler tôt les talents, les penchants, parce que le penchant est déjà la moitié du talent. Dans la pratique nous n'avons rien de cela aujourd'hui. Et c'est pourquoi nous organisons une loterie à l'entrée en VUZ. Ceux qui gagnent sont ceux qui ont les meilleures conditions chez eux, la meilleure connaissance de la grammaire. Essayons de faire une dictée, et je suis sûr que nous la raterons tous. (**RIRES**)
Enfin je voudrais faire référence à l'autorité, peut-être quelque peu douteuse, mais quand même réelle, du grand savant Osval'd. Ce dernier a étudié le problème de l'apparition des talents. *P. 169* En étudiant les biographies de grandes personnalités de la science, il est arrivé à une conclusion qui est aussi la mienne. Il a dit : n'attendez pas que les grands hommes soient parmi ceux qui ont des « cinq » en série[1748]. Au contraire, cherchez parmi ceux qui ont des « deux »[1749]. Je modifie un peu ses propos. Il faut chercher les futurs grands chercheurs parmi les rebelles qui ne se satisfont pas du secondaire, qui protestent en recevant des « deux ». [...]

Professeur PANOV D.Û. (technique de calcul)

L'académicien A.N. Nesmeânov a évoqué la prudence avec laquelle il faut envisager la réforme de notre enseignement. D'un autre côté, l'importance exceptionnelle de l'augmentation de la préparation pratique des gens que forme notre système est évidente. En rapport avec cela, j'aimerais en deux mots vous parler [...] de l'expérience de l'institut de physique et de technique de Moscou, dont a déjà parlé ici l'académicien Hristianovič. C'est une expérience, au passage, à l'inverse de ce qu'a dit A.N. Nesmeânov, [...] dont les résultats ont été spécialement étudiés, et se sont avérés assez bons. [...]

[1748] *Pâtërki*. Il s'agit de la note 5/5, « excellent », dans le système russe et soviétique. (LC)
[1749] *Dvojki*. Il s'agit de la note 2/5, « insuffisant ». (LC)

Parallèlement aux études, un travail obligatoire dans les instituts de base a été prévu, c'est-à-dire un travail dans la production, en fonction de la future spécialité des étudiants. Mais à la différence de la pratique dont on a déjà parlé, celle-ci se déroule dans les dernières années. En première année elle est peu importante, et en troisième et quatrième elle occupe trois à quatre jours par semaine, puis en cinquième et sixième années l'étudiant travaille déjà complètement dans les instituts de base correspondants, et y achève sa formation.
P. 170 […] Il est mieux, nous semble-t-il, que la jeunesse soit habituée à un régime de travail intense, dans la mesure où l'expérience montre que si l'étudiant n'est pas chargé d'un travail sérieux, il commence à chanter des chansons lyriques et sentimentales dans l'esprit de Bernes et organise des soirées. Cela agit plus négativement sur l'organisme qu'un travail intense et que l'étude des sciences.
[…]

P. 172 **Académicien ALEKSANDROV P.S. (mathématiques)**

C'est en toute conscience que je commencerai par répéter ce qui a déjà été dit, parce que j'estime extrêmement important de faire la démonstration d'une unité de vues (*prodemonstrirovat' edinstvo toček zreniâ*) sur quelques questions fondamentales. Tous les représentants des sciences exactes considèrent les questions données, à quelques variations près, de la même façon.
Il est indispensable d'obtenir [...] le maintien d'un âge précoce [17 ans lors de l'entrée en VUZ].
En réponse à cela, j'ai entendu un discours assez général, disant que les gens éminents se forment à tous les âges. Cette façon de remplacer les choses concrètes par des phrases générales peut être très nuisible. Considérons les faits et regardons les biographies des mathématiciens éminents, aussi bien soviétiques, encore vivants, que dans toute l'histoire des mathématiques, disons des cent cinquante dernières années. Nous voyons qu'à quelques très peu nombreuses exceptions près, tous les mathématiciens ont commencé leur travail créateur environ à l'âge de vingt ans. [...] C'est un fait historique, que chacun peut vérifier. Et si nous retirons à nos jeunes gens cette possibilité de commencer une activité créatrice en mathématiques justement à cet âge tout à fait précoce, alors cela ne peut qu'être néfaste à nos mathématiques, et par conséquent à nos sciences exactes.
P. 173 C'est pourquoi j'estime absolument indispensable, pour le cercle de VUZ décrit dans l'article du ministre Elûtin et dans l'intervention de l'académicien Kolmogorov, d'assurer l'accès sans rupture avec l'école secondaire. [...]
Je ne pense pas que ce qui a reçu l'appellation d'« écoles pour enfants prodiges » serait une solution correcte. Les auteurs de cette recette, à mon avis, ont manqué de sens de l'humour. Figurez-vous la scène : deux petits garçons se rencontrent, à quinze ans : « Tu étudies où ? – Dans telle école. Et toi ? – Je suis un talent. J'étudie dans une école d'enfants particulièrement doués. ». C'est là une chose terriblement absurde (*nelepaâ*). Entre parenthèses, nous allons voir que les écoles pour enfants particulièrement doués seront des écoles pour les seuls enfants des papas et des mamans privilégiés.
Une spécialisation doit être obtenue, mais sur une large base démocratique. Je pense réellement que si dans chaque école un ou deux des meilleurs mathématiciens sont envoyés dans ces écoles, ce sera une solution simple et un risque très faible, bien moindre que si on choisit les enfants les plus doués par tout un ensemble de signes possibles et imaginables.
J'estime que de ce point de vue il est bien mieux de faire confiance aux enseignants et d'envoyer les deux meilleurs mathématiciens dans ces écoles. C'est là une seule et même tâche : assurer un âge précoce et un accès élargi.
La deuxième tâche est d'assurer un accès réellement élargi, c'est-à-dire depuis la périphérie, dans nos meilleurs VUZ de la capitale. Il faut dire directement qu'actuellement cette tâche n'est absolument pas résolue de façon satisfaisante. En général, les jeunes de province ont peur des institutions comme l'université de Moscou, estimant qu'il faut avoir des connaissances hors du commun (*sverhdannye*) pour y entrer. En fait il ne faut avoir nulle connaissance hors du commun. La compétition y est peu importante. *P. 174* Cette année, deux personnes par place, et toutes les jeunes filles de Moscou (*moskovskie devicy*) y

entrent parfaitement bien (**RIRES**), sans avoir la moindre base de connaissances particulière.
A présent où est la difficulté ? Je suis complètement d'accord avec Nesmeânov sur le fait que les concours sont une loterie, et une loterie malheureuse. La compétition est par essence une solution non satisfaisante du problème, mais je crains ne rien avoir de mieux à proposer maintenant. Qu'est-ce qui serait un début de sortie du problème ? De mon point de vue, ce serait d'ouvrir les facultés à tous ceux qui le souhaiteraient, sans aucun examen, et ensuite après un semestre, de les renvoyer ou de les inscrire, au cas par cas. On nous reproche chaque « deux » superflu, mais c'est là un moyen réel pour élever la qualité des étudiants, contrairement à la risible lutte pour 100% de succès.
Je comprends qu'il est physiquement impossible de faire en sorte que tous ceux qui le souhaitent puissent entrer en VUZ. Mais il faut appeler les choses par leur nom, il y a chez nous, à la périphérie, énormément de mauvaises écoles. Celles de Moscou et de Leningrad sont meilleures que celles de la périphérie. Qu'en résulte-t-il ? Que les jeunes filles de Moscou susmentionnées, qui n'ont pas d'aptitudes, mais les meilleures connaissances, passent, alors que les élèves des écoles de la périphérie de peuvent pas concourir avec elles, parce qu'ils n'ont pas assez de connaissances, et ce n'est pas faute d'aptitudes. On voit très souvent que la personne est apte, mais n'a pas assez étudié.
Que peut-on dire ? Si nous adoptons formellement la même approche pour ceux qui sortent des écoles moscovites comme de celles de la périphérie lointaine, alors nous ferons entrer des élèves moyens. Il faut donner un avantage aux élèves capables des écoles périphériques. Peut-être revenir à l'ordre ancien, comme dans les premières années, en organisant une nouvelle version du *rabfak*, en créant des cours préparatoires pour nous permettre de faire entrer des jeunes gens afin de les préparer à l'université.
Je ne suis absolument pas d'accord quand on dit : « qu'ils travaillent autant qu'il le faut ». Je suis d'accord avec les représentants de la médecine, avec l'idée qu'il faut prendre en compte les particularités de l'âge, qu'il ne faut pas surcharger la jeunesse. C'est une chose néfaste.
[…]

P. 177 **CELIKOV A.I. – membre correspondant de l'AN SSSR, directeur du CHIITMAŠ**

Les réflexions exposées par le c[amarade] Elûtin dans la *Pravda* sont en grande partie exactes. Mais les cadres formés en cours de jour sont meilleurs que les ingénieurs formés le soir. [...] Passer complètement en enseignement du soir – ce serait l'équivalent de la destruction des semailles qui ont été déposées dans l'école supérieure depuis vingt à trente ans. Nous devons avant tout faire attention à remédier aux défauts du système d'enseignement, et non le réorganiser. [...]
Quand j'étais étudiant, les professeurs étaient des gens qui avaient longtemps travaillé dans la production. Aujourd'hui les professeurs sont recrutés de cette façon : doctorant, *kandidat* ès sciences, *docent*, *doktor* ès sciences. […]
P. 179
Les étudiants des instituts de jour obtiennent un sursis pour le service militaire, alors que ceux du soir n'en obtiennent pas. Il me semble que c'est incorrect, il doit y avoir des conditions égales pour les étudiants du jour et du soir.
[…]
Ensuite, j'estime indispensable, pour ma part, de souligner, comme représentant de la pratique, que je partage entièrement le point de vue qu'ont exprimé les mathématiciens et les physiciens, ainsi qu'A.N. Nesmeânov, suivant lequel il faut que les jeunes gens et jeunes filles sortent de VUZ avant l'âge de 22 ans. C'est indispensable non seulement pour les mathématiques, mais aussi pour les sciences techniques. Je me souviens, je suis entré en VUZ assez tôt, à 18 ans. C'était en 1921, et les premières années je me trouvais le mieux préparé parmi les autres étudiants du MVTU, dans les matières théoriques. Je me demandais pourquoi c'était le cas : avec moi étudiaient des gens qui avaient fait la Guerre civile, qui avaient participé à la guerre impérialiste, et qui pour telle ou telle raison n'avaient pas pu, alors, entrer en VUZ. Pourquoi donc est-ce que je réussissais mieux que mes camarades ? Je l'explique par le fait que j'étais beaucoup plus jeune qu'eux ; bien qu'ils eussent une grande expérience de la vie, ils ne pouvaient pas réussir dans les études,

autant que la verte jeunesse. […] De ce point de vue, je me souviens des paroles de notre célèbre métallurgiste Grum-Gržimajlo, qui termina ses études à l'institut polytechnique de Leningrad en 1921. Il disait toujours qu'il avait obtenu des succès dans son travail pratique grâce au fait qu'il avait fini ses études encore jeune, plein d'énergie.
P. 180 Ensuite, je pense qu'il faut encore prendre en considération le fait que l'instruction pratique doit toujours être une instruction pratique, et non la simple inculcation de l'amour du travail physique à l'étudiant. Cela ne suffit pas. Par exemple, à la fin de l'école secondaire, avant d'entrer en VUZ j'ai travaillé environ un an dans la production. J'ai travaillé six mois au marteau. Cette expérience ne m'a servi qu'une seule fois par la suite, pour montrer à un ouvrier comment se servir du marteau pour le montage d'un blooming. Aujourd'hui il existe des moyens modernes, on n'a plus besoin de travailler avec un marteau, grâce aux techniques nouvelles. Pourquoi apprendre à un jeune homme des méthodes archaïques dans son travail pratique ?
C'est pourquoi désormais, lorsque nous regardons vers le futur, nous entrons dans le siècle de l'automatisation, il est particulièrement indispensable de donner aux jeunes des compétences techniques qui lui serviront encore dix ans après la fin de l'institut. […] Hristianovič l'a dit, et je suis entièrement d'accord.
Dans le cas présent, il est indispensable que la pratique, et elle est nécessaire, se mette au diapason d'une instruction théorique profonde. Admettons que nous prenons comme norme pour l'enseignement secondaire, disons l'école de la jeunesse ouvrière, ce sera, me semble-t-il, non pas un progrès pour notre formation secondaire, mais une régression. Quelles connaissances peut acquérir un petit gars, lorsqu'il a travaillé six à huit heures dans la production ? Je pense que le meilleur système d'établissement secondaire serait le suivant : au bout de dix ou neuf ans d'école, l'élève acquiert une quelconque spécialité, qui lui permet de se mettre directement au travail productif après la fin du secondaire. […] Ensuite il doit y avoir un système construit non seulement sur la base de l'institut supérieur du soir, mais aussi sur la base de l'institut de jour, avec introduction d'une pratique obligatoire pendant un ou deux ans, en même temps que le déroulement d'une instruction théorique.
P. 181 Enfin, à propos de nos concours à l'entrée en VUZ. A.N. Nesmeânov s'est exprimé justement, je suis entièrement d'accord et je partage son point de vue. J'ai tenu une petite statistique, pour voir comment un petit gars a étudié à l'école secondaire, en VUZ et comment il travaille. Les données obtenues sont divergentes. Quelqu'un qui étudie mal dans le secondaire donne un constructeur très capable. C'est pourquoi, à l'évidence, il est important de prendre en compte les réponses aux concours dans les matières décisives. A l'entrée dans un établissement technique, il faut juger à partir des examens en mathématiques et en physique.
[…]

Académicien N.N. SEMENOV (chimie)

Je n'ai pas pu me préparer à la discussion de ce problème. Hier j'ai essayé de formuler mes pensées, mais n'ai pas pu le faire complètement.
On a dit ici une chose étrange, qu'il faudrait inculquer l'amour du travail physique. En fait, la science existe justement pour liquider par tous les moyens le travail physique à la production. Là est sa tâche. Et la question est de savoir comment faire pour liquider les contradictions entre travail mental et physique sur la base de l'automatisation. Il ne doit pas y avoir de travail physique pénible. Entre le travail du savant, du musicien et de l'ouvrier, il ne doit pas y avoir la moindre différence. [Dire le contraire] est hautement inexact sur le principe, je dirais que c'est inexact sur un plan politique.
Aleksandr Nikolaevič a parlé de l'âge. Le plus capable par essence, c'est le nouveau-né. Il tombe et se met debout, trébuche, tombe à nouveau, et l'expérience grandit, augmente. Pour une ballerine, il faut relativement peu d'expérience. Les collèges de ballet accueillent à l'âge de neuf ans. Pour les mathématiques l'expérience doit être plus grande, pour la physique encore plus, pour la biologie également. […] il faut étudier le plus tôt possible. Cela donne un avantage.
Il y a une chose qui me préoccupe. Les rythmes de la science et de la technique sont un des facteurs les plus importants du développement de la production et de l'économie. *P. 182*

Dans ces rythmes se trouve la clef de la compétition entre les systèmes socialiste et capitaliste. Aujourd'hui les questions de science et de technique deviennent de plus en plus décisives. Le développement de l'automatisation de la production et l'amélioration du fonctionnement des usines, d'un côté, l'augmentation colossale des possibilités de créer de nouveaux processus de production, plus performants, grâce au développement de la science, d'un autre côté, l'automatisation de masse, tout cela va grandir et il y aura de plus en plus de nouvelles valeurs. Ces processus vont continuer de plus en plus : des chaînes hautement automatisées et spécialisées, d'un côté, et de l'autre des laboratoires d'usine et des bureaux d'études puissants, la réalisation et le testage rapide des configurations d'usine les plus variées, avec l'application d'instruments chimiques, radiotechniques, et de machines, etc. Voilà l'avenir de la majorité des usines.
Déjà de tels processus commencent à se produire dans certaines usines : encore à faible échelle, mais de plus en plus vite. Il n'est pas exclu que les mêmes processus se produiront dans les kolkhozes et les sovkhozes, en rapport avec l'automatisation des travaux agricoles. Bien sûr ce n'est pas pour bientôt, mais cela viendra, cela doit être. En vertu de cela, les instituts de recherche centraux, aussi bien industriels que scientifiques, doivent se transformer… et doivent véritablement mettre en mouvement la science et la technique, créer de nouvelles avancées […], et les résoudre correctement dans les laboratoires et les bureaux d'études. Pour que la science soit élevée, il faut un haut développement de l'enseignement. […]
Quelle conclusion en tirer ? […] *P. 183* Il me semble que le développement du travail de recherche pose la question inévitable de la division du système des VUZ. […]
Il me semble qu'il faut distinguer les VUZ comme sont distincts entre eux les universités et les instituts pédagogiques. La tâche des universités est de former non des pédagogues, mais des gens capables de conduire un travail de recherche. […]
La deuxième question. Les travaux de recherche et de prospective nécessitent la formation d'un personnel spécialement qualifié, et actif sur le plan créatif et scientifique. Ce n'est nullement là une quantité négligeable, ce n'est pas un élève par classe […] Avec cela, il est parfaitement clair qu'aller jusqu'au front de l'avancée de la science n'est permis qu'aux gens doués, mais surtout qui s'efforcent d'y arriver, qui aiment la science. Car au fond, plus que du don naturel, beaucoup dépend de l'amour pour la science. Ce doivent être des gens qui sont simplement sélectionnés pour l'activité de recherche scientifique, comme ceux qui ont des aptitudes pour la musique, etc. Une personne qui aime la science en fera vingt fois plus, il en remplacera vingt autres. […] C'est bien compréhensible, c'est pourquoi la sélection est même plus importante que l'enseignement. […]
P. 184 Celui qui aime la science s'en sort même dans de mauvaises conditions. L'activité scientifique et technique apparaît dans la majorité des cas entre 12 et 16 ans. Peut-être, Aleksandr Nikolaevič [Nesmeânov], en connaissez-vous, mais moi je ne connais pas un seul grand savant ou concepteur (*konstruktor*) qui n'ait pas fait un peu de technique à l'école secondaire. [...] Si on crée des cercles, si on leur accorde véritablement de l'attention, alors l'écolier qui ira dans ces cercles montrera ses aptitudes et ses penchants par un simple entretien. Quand il y avait des entretiens, il n'y avait pas d'erreur, le taux d'échec (*otsev*) était d'un sur cinquante. Voilà quel était le résultat ! Simplement, à la place des concours, il y avait des entretiens. Si vous faites cela dans une école, en huitième, vous pourrez déjà voir qui cette école a formé. Si les enseignants aident consciencieusement au choix de ceux qui finissent leurs études secondaires, s'il n'y a pas de piston (*blat*), s'il n'y a pas cette approche unilatérale, par laquelle la personne doit faire ses preuves socialement (il faut prendre en compte que l'occupation de la science elle-même est un fait social), alors nous pourrons révéler véritablement qui sont les jeunes gens aptes et désireux pour la science.
Aussi, la deuxième étape [du secondaire] ne doit pas être interrompue, mais ce ne doit pas être une école pour enfants prodiges, mais une école de masse. [...] cette école doit être créée pour que ses diplômés acquièrent les connaissances indispensables pour entrer en VUZ [...]. Comment fonctionneront ces écoles de trois ans à la deuxième étape du secondaire ? Deux ans pour l'étude des matières générales [...], et un an pour les matières spécifiques. Dans une telle école, les élèves pourront se spécialiser dans les travaux de laboratoire et dans certaines matières complémentaires générales. Alors le diplômé pourra partir, s'il n'entre pas en VUZ, vers les laboratoires scientifiques et autres. [...] il faut recruter

pour les écoles du second stade de façon à ce que les deux tiers des diplômés entrent en VUZ.
Dans la mesure où ces gens seront peu nombreux, on pourra les suivre, pour savoir sans examens (même si les examens seront toujours nécessaires) ce qu'ils valent.
P. 185 A présent, quelques mots à propos des VUZ. […]
Il me semble qu'en fait quatre ans de VUZ suffiraient. Pour les VUZ de recherche il faudrait allonger la durée des études d'un an et demi à deux ans pour le mémoire de fin d'études. […]
Pour récapituler ce que j'ai dit, à l'école de huit ans il faut se concentrer sur les connaissances, au deuxième stade il faut s'intéresser aux connaissances et au travail dans la production, mais ce dernier doit être lié avec un VUZ. Les VUZ qui forment des producteurs (*proizvodstvenniki*) exigent davantage d'ouvriers. Peut-être qu'ils y entreront plus tard ; peut-être qu'ils doivent y aller non pas *via* l'usine, mais *via* le *tehnikum* ; peut-être que dans ces VUZ doivent entrer des ouvriers avec de l'expérience, il arrive que les gens y soient plus âgés, mais cela est dû au service militaire. C'est pourquoi il arrive que des gens entrent en VUZ à 23-24 ans. C'est tout à fait mauvais.
J'ai parlé de façon un peu décousue, mais mon idée de base doit être comprise : aujourd'hui les problèmes de la recherche deviennent les problèmes de la production. C'est, pour ainsi dire, un grand, un énorme secteur de la production, au même titre que l'agriculture, qui exige un enseignement et une approche spécifiques. Et nous devons prendre en compte le fait que la relation entre les travailleurs à la chaîne et les chercheurs va se déplacer.

LEONTOVIČ M.A.

Il y a deux jours, j'ai lu dans le journal l'article du camarade Elûtin, et je dois dire que sa lecture a fait naître en moi une grande inquiétude pour le destin du supérieur. Si on réalise à la lettre *P. 186* ce qui y est écrit, alors cela portera un coup à notre enseignement supérieur. Je n'en parlerai pas, [car] il me semble que les éléments principaux qui suscitent cette inquiétude ont été suffisamment clairement formulés par une série de camarades : Sobolev, Nesmeânov, Celikov. […]

P. 187 **NOVIKOV I.I. – directeur de l'institut d'ingénierie et de physique de Moscou, membre-correspondant del'AN SSSR**

J'aimerais vous faire part de ma préoccupation à propos d'une proposition qui a été formulée ici pour la réorganisation du supérieur. Il s'agit de remplacer l'enseignement en première année de VUZ, actuellement de jour, par un enseignement du soir ou par correspondance.
Nous, responsables (*rabotniki*) du supérieur et de l'Académie des sciences, savons bien que les trois premières années de VUZ sont fondamentales. C'est là que sont posées les bases des connaissances en physique, aussi bien qu'en mathématiques et qu'en chimie, mais aussi des connaissances techniques. C'est pourquoi ces trois années, et surtout la première, sont les plus difficiles pour les étudiants.
Tout le monde sait pourtant qu'ici, il y en a qui optent pour les études par correspondance. Que peut-il résulter de cela ? Simplement, les étudiants n'acquerront pas suffisamment de connaissances dans les matières scientifiques générales, et deuxièmement, ce sera très dommageable à l'étude de la physique et des mathématiques dans les VUZ.
En effet ce n'est pas un secret pour nous que les VUZ et les départements du soir et par correspondance ont un autre rapport enseignants/étudiants que ceux de jour. Si dans les VUZ de jour il y a un enseignant pour 11-12 étudiants, dans ceux du soir il y en a un pour 20 à 25. Les conditions d'études sont donc deux fois moins bonnes dans les départements du soir.
Il me semble que si nous voulons obligatoirement introduire des études par correspondance ou du soir, il faut le faire dans les dernières années, alors le travail de l'étudiant dans la production sera directement lié avec sa formation. […]
P. 188 Il me semble que la proposition [d'organiser les premières années d'études « sans rupture avec la production »] ne doit en aucune façon être adoptée. Je ne parle pas de mon propre institut, nous avons été placés dans le nombre des VUZ privilégiés, qui ne sont pas

touchés par cette mesure, mais cela doit être là le privilège de tous les VUZ. Pourquoi propose-t-on ce système ? On dit qu'il permettra une meilleure sélection des étudiants les plus capables. Mais il me semble que dans les conditions du VUZ de jour, cette sélection peut se dérouler de façon plus minutieuse.

On dit qu'un tel système donnera la possibilité de réaliser l'éducation au travail des étudiants. En effet, l'éducation au travail a une grande importance, mais il me semble qu'il y a d'autres moyens, meilleurs que celui-là. Je me permets de donner l'exemple des VUZ chinois, que j'ai eu l'occasion de côtoyer l'été dernier. Là-bas existent, dans tous les VUZ polytechniques, de beaux ateliers. Les Chinois ont dépensé des sommes énormes pour eux, alors que notre ministère n'en fait pas autant. Ils ont créé des ateliers modernes […] Chaque institut, en fonction de son profil, fabrique un type de produit, et ne se contente pas de le fabriquer comme cela se fait chez nous, où un étudiant monte un produit d'études, et le lendemain un autre étudiant le démonte. [Les Chinois] fabriquent de véritables produits, c'est pourquoi le travail en ateliers y ressemble à un travail dans la production, et les étudiants de tous niveaux y travaillent de huit à dix heures par semaine, en passant d'une chaîne de montage à l'autre. De cette façon, les étudiants acquièrent des compétences artisanales, et, en plus, une véritable éducation au travail. […]

P. 189 Ensuite, il faut augmenter considérablement le nombre de travaux pratiques et en laboratoire. Aujourd'hui, dans de nombreux VUZ, toute l'explication se passe encore à la craie. […] Il faut faire en sorte que les laboratoires d'études soient partout, et pas seulement dans certains VUZ choisis de Moscou. Le problème de l'équipement matériel des VUZ est essentiel dans la nécessaire *perestroïka* du supérieur.

[…]

P. 190 **KOLESNEV S.G. – professeur à l'académie agricole « Timirâzev » de Moscou**

J'ai écouté avec attention les autres intervenants, et j'estime qu'ils ont raison. Ils ont raison en ce qu'il s'agit non de réorganiser, mais d'améliorer le travail de l'enseignement supérieur. […]
Nous, responsables de l'Académie agricole, le sentons chaque jour. Où est l'erreur, en quoi consiste le défaut principal ?
Le défaut principal consiste, à mon avis, dans le fait que l'admission est chez nous mal organisée. Jusqu'à ces dernières années entraient par vagues à l'Académie, en particulier dans une faculté comme celle des cultures légumières, où se trouve le département de floriculture, des jeunes filles de Moscou, éduquées sur le parquet (*vospitannye na parkete*). Et lorsqu'on envoyait telle étudiante au kolkhoze pour l'instruction à la production, elle le prenait comme un grand malheur. Dans ses souliers sur hauts talons, elle avait peur de s'approcher de la vache, qu'elle estimait aussi dangereuse qu'un tigre. Et bien sûr, si elle ne s'était pas mariée à temps et si elle était obligée d'aller travailler selon sa spécialité, elle donnait un travailleur exécrable. Cela provoquait souvent une critique justifiée à notre adresse[1750].
P. 191 C'est pourquoi il me semble qu'il faut confier la sélection des étudiants à des gens qui répondront du destin de l'enseignement supérieur. A qui faisons-nous confiance pour cela aujourd'hui ? Nous faisons appel à des gens qui savent très bien comment mettre les virgules, des jeunes assistants en physique et en chimie. En ayant travaillé vingt-cinq ans à l'académie, je n'ai jusqu'à présent jamais pris part à la sélection, et aucun de mes collègues professeurs non plus.
QUELQU'UN : Et pourquoi donc ?
KOLESNEV : Vous savez, c'est une tradition chez nous. Je me souviens qu'une fois j'ai demandé à participer à l'admission, et figurez-vous que je suis entré en grand conflit avec les gens qui d'année en année assuraient la sélection. Par exemple, j'ai proposé d'admettre la meilleure partie des candidats « passables », qui m'avaient paru être sérieux, capables, aimant l'agriculture, et de ne pas admettre ces jeunes filles en hauts talons. L'affaire est allée jusqu'au ministère, et le ministère, en vertu des règles formelles d'admission, bien entendu, s'est mis du côté de ces gens-là, qui savent mieux que moi les règles de placement des virgules, etc. Ainsi, comme vous voyez, cela ne dépend pas seulement du manque de désir subjectif des professeurs de prendre part à l'admission.
ZELENKO : Pourquoi les professeurs sont-ils absents durant cette période ? Où se trouvent-ils ?
KOLESNEV : Ils sont en congé, en expédition. En agriculture on ne peut pas laisser passer la période végétative, c'est pourquoi il faut réserver la période estivale à la science, ou bien on prend du retard sur la vie. […]

P. 193 **SAMARIN A.M. – membre-correspondant de l'AN SSSR**

Ici se pose une question : que faire, faire subir au système une réorganisation, ou une amélioration conséquente ? Il me semble quand même que nous avons très peu fait dans l'esprit de l'amélioration. […]
P. 195 Les jouets qui correspondent aux attentes modernes sont si chers que ne peuvent les acheter que ceux qui sont assis dans cet auditoire. De plus, vous ne pouvez pas acheter un marteau bon marché : on vent un ensemble d'instruments qui coûte presque 400 roubles. […] *Le jeune technicien*, c'est une bonne revue, mais tous ne peuvent pas s'y abonner, on ne peut s'y abonner qu'à l'Académie des sciences. Pourquoi ne pas éditer en masse cette revue, pour qu'on puisse la vendre en kiosque ? Ensuite, je suis d'accord avec N.N. Novikov. Une personne entre en VUZ, passe, comme on dit, d'un système d'études et de travail à l'autre, et voilà qu'on lui dit : va travailler deux ans dans la production. Avant tout, au nom de quoi cela se fait-il ? Il faut répondre à cette question. A apprendre à cette personne à faire

[1750] Il y a ici une référence directe aux propos tenus par Khrouchtchev dans son discours au XIIIe Congrès du Komsomol, repris dans son *Mémorandum*. On peut donc douter de la sincérité de ce discours très convenu, mais aussi de la suite où Kolesnev se met visiblement en valeur. (LC)

quelque chose ? Je pense bien qu'il apprendra quelque chose en deux ans, mais est-ce que cela lui sera utile, en tant qu'ingénieur ? […]
Ensuite, on dit qu'il faut inculquer le respect du travail physique. Il doit être chez tout le monde, mais tout de même l'ingénieur doit s'efforcer de remplacer le travail physique par le travail d'un mécanisme. Il faut organiser la pratique productive en conséquence. C'est parfaitement évident. Je ne comprends pas pourquoi nous devons changer tout le système d'enseignement. Nous avons sept ans de scolarité [obligatoire], ensuite on peut aller dans le secondaire [complet], acquérir des connaissances dans un SSUZ, et, enfin, partir travailler à l'usine. Vous dites qu'il faut se préparer à cela ? Combien de temps faut-il pour qu'une personne qui a dix ans d'école apprenne à travailler sur un tour (*tokarnyj stanok*) ? Au maximum deux mois. Mais cela n'en fera pas un tourneur qualifié. Il devra travailler longtemps, pour en devenir un.
Notre jeunesse a donc la possibilité entière, après l'instruction septennale, de partir dans le secondaire ou dans le supérieur. Que faut-il laisser *P. 196* et que faut-il liquider dans notre pays ? Aujourd'hui on rencontre cet état d'esprit (*suŝestvuet takoe mnenie*) : du moment que je suis diplômé du secondaire, je n'irai pas labourer ni faucher, ni travailler à l'usine. Cependant avec l'élargissement de l'enseignement secondaire, cet état d'esprit va changer, et la situation des ouvriers va elle aussi changer, ainsi que le rapport entre le rôle de l'ingénieur et celui de l'ouvrier dans la production. Premièrement, le travail lui-même sera de plus en plus qualifié, sans efforts physiques particuliers, et deuxièmement, la coupure extrême qui existait et qui existe encore entre le salaire des ouvriers qualifiés et celui des ingénieurs se réduira.

ZELENKO G.I. – chef du GUTR

J'ai demandé la parole, camarades, parce que je prends une part directe à l'élaboration du problème de la *perestroïka* de l'école générale, et de l'enseignement professionnel. A cette réunion ont été exprimées des idées très intéressantes, et j'ai le sentiment que ce n'est pas la dernière. Nous aurons encore à nous rencontrer sur ces problèmes…
P. 197 La principale force productive du pays est la classe ouvrière, armée grâce à la science de la technique moderne. La classe ouvrière doit maîtriser cette technique. Donc les 5/6^{e} de la jeunesse ne vont pas vers le camarade Sobolëv, mais au kolkhoze et à l'usine, or notre école générale ne les prépare pas à la production. […]
Il faut construire une école qui prépare la jeunesse à un labeur productif et qualifié concret. Et le camarade Samarin a tort de dire que dans la production moderne, on peut former un ouvrier tourneur en deux mois. On peut, mais ce ne sera pas un travailleur qualifié, or le travail non qualifié diminue en permanence.

Académicien BARDIN I.P. – vice-président de l'APN

N'ayant jamais été moi-même professeur, ayant longtemps été privé du contact avec les gens, mais étant passé par plusieurs établissements d'enseignement, je voudrais dire ce qui m'a plu et ce qui m'a déplu. Je suis passé par une école de faible niveau – un collège d'apprentissage de Saratov pendant un an et demi, et une école secondaire agricole du début à la fin. En outre, j'ai étudié quatre ans dans une école supérieur d'agriculture en Pologne, mais sans y finir mes études, et environ deux ans et demi à l'université de Kiev, à la faculté de chimie. Comme vous le voyez, j'ai eu un parcours assez long et varié.
P. 198 Il faut dire que le collège où je suis tombé […] était un collège secondaire agricole. […] Là-bas, justement, il fallait savoir tout faire : faucher, moissonner, labourer […] Autant que je sache, pour d'autres camarades et moi cela n'a pas gêné nos études. Tous ceux qui en sommes sortis en avons gardé un très bon souvenir.
[…]
Ensuite, j'en viens aux VUZ. Ici on a parlé des instituts. Je suis sorti de l'institut polytechnique de Kiev. Je dois dire qu'il m'en est resté une très bonne impression. […]
P. 199 Enfin, à propos du travail physique et non physique [*sic*]. Il m'a fallu travailler physiquement dans diverses conditions.

J'en viens à la question des ingénieurs et au travail purement physique pour l'éducation de la jeunesse. Je suis d'accord avec ceux qui disent qu'il faut se représenter l'avenir, le passé proche et la journée d'hier. Vous voyez que le travail physique suit quand même une autre ligne : il vous faut penser non à la façon d'imiter et de savoir ce qui est pénible, ce qui est facile, mais il faut faire en sorte que ce soit plus facile, il faut mettre en route des machines qui remplaceront les gens.
[…]
Encore un exemple. J'avais un chef que j'estime beaucoup, Mihail Konstantinovič Kurakin. Il était lui-même ouvrier, et connaissait toutes les opérations. J'étais aussi un gars assez robuste physiquement. Quand je suis arrivé à la chaîne du haut-fourneau et que j'ai tenté de tout faire, il m'a pris de côté et m'a dit : « Laisse tomber cela. Tu seras vite fatigué, et ça ne te servira à rien, de toute façon les ouvriers savent mieux le faire que toi. Mais toi, futur ingénieur, fais plutôt des machines qui pourront remplacer ces gestes ».
C'est pourquoi mon jugement sur le travail physique, malgré le fait que j'ai moi-même plutôt beaucoup travaillé, serait : ce n'est pas obligatoire.
Et enfin, la question la plus délicate : je suis entièrement d'accord avec les camarades, plus vite on sort de l'institut, mieux c'est.
[…]
P. 200 Ce n'est pas la première fois que les défauts de notre enseignement supérieur sont évoqués. Je me souviens très bien, quand j'étais à l'institut polytechnique il y avait une série de textes bien argumentés,avec de belles données à propos de la différence entre notre enseignement technique et celui à l'étranger. C'était la période de 1905, la différence consistait en ce qu'ils avaient davantage de travaux en laboratoire. Il serait souhaitable d'augmenter les travaux en laboratoire. […]

N.D. KAZ'MIN

Camarades, la question de la *perestroïka* du système d'enseignement est complexe, bien sûr, et il est naturel qu'elle suscite une discussion animée, y compris à notre réunion. Elle concerne chacun, car chacun a des enfants, chacun est confronté aux questions d'enseignement. C'est pourquoi il est naturel d'avoir une discussion si animée y compris ici, entre les savants. Mais je voudrais faire les remarques suivantes. Vous dites, camarade Hristianovič, que nous ne devons en aucune façon amoindrir les avancées que nous avons obtenues dans le domaine de l'enseignement. Nous sommes fiers de ces avancées… Cela va de soi. Mais le fait est que ce système suscite maintenant de très sérieux reproches (narekaniâ) de la part des travailleurs, il ne satisfait pas la majorité des citoyens d'Union soviétique. Avant la présente discussion, nous avons beaucoup conversé avec le peuple, y compris à Novossibirsk, et à Irkoutsk. Et tous, nous sommes arrivés à la conclusion que l'école de dix ans actuelle ne convient pas (*ne ustraivaet*). Il faut changer, améliorer, parfaire le système d'enseignement. Cela ne veut pas dire, comme certains ont essayé de le faire croire, que la *perestroïka* va conduire à une baisse du niveau des connaissances. En aucun cas nous ne pouvons permettre cela. Le camarade N.S. Hrušev a souligné que, non seulement nous ne devons pas permettre d'abaisser le niveau des connaissances de notre jeunesse, surtout de ceux qui iront en VUZ, mais que l'objectif est justement que le nouveau système d'enseignement, que nous devons adopter après une large discussion au sein du peuple, verra la qualité du niveau général d'instruction augmenter.
Tel est l'objectif. C'est pourquoi ce qu'a raconté N.P. Kuzin est absolument juste. […] Et ce qui a été proposé ici nous aidera à retravailler correctement les voies de l'amélioration de l'instruction générale à la seconde étape. Il faut aussi examiner les propositions qui ont été prononcées à propos de l'enseignement supérieur. Nous nous rencontrerons encore, probablement, avec certains camarades, peut-être même avec tous, nous discuterons encore une fois ce problème. Je prie les camarades qui souhaiteraient ajouter des propositions concrètes de les transmettre au Département de la science, des VUZ et des écoles. Je voudrais, premièrement, remercier les camarades qui ont pris part à la réunion, deuxièmement, il faut nous mettre à l'élaboration des propositions concrètes sur le nouveau système d'enseignement.

TEXTE 17

Lettre du maréchal Mereckov au CC du PCUS sur la réunion des responsables du ministère de la Défense à propos de la réforme de l'enseignement (19 septembre 1958)

(Source : RGANI, 5/35/90, p. 66-69)

Au CC du PCUS

La question posée par le cam[arade] Khrouchtchev N.S. concernant le système d'enseignement a été examinée avec les camarades invités au CC du PCUS sous tous les points de vue. […]

La discussion nous a permis de formuler l'opinion suivante.

La transformation de l'enseignement secondaire d'Union soviétique prévue par le Comité Central, en conséquence de laquelle la jeunesse entrera dans la vie adulte en ayant non seulement un niveau secondaire complet, mais aussi une formation professionnelle, vient à propos et répond pleinement aux besoins de la construction du communisme dans notre pays.

Cette transformation répond également aux besoins du recrutement de soldats et d'officiers pour les Forces armées d'URSS, et de la formation des officiers et autres spécialistes. De cette façon, la sélection de la jeunesse recrutée dans les Forces armées va changer de façon remarquable par rapport à aujourd'hui. Le changement le plus important consiste en ce que les recrues vont avoir une formation dans des spécialités techniques. La quantité des recrues ayant une compétence industrielle augmentera considérablement.

Pourtant, en réalisant cette mesure très positive, il faut prendre en considération les qualités spécifiques des jeunes recrues dans les Forces armées, notamment :

1. Dans plusieurs variantes de la nouvelle organisation de l'enseignement parues dans la presse périodique, on ne prend pas tout à fait en considération les exigences de la loi sur le service militaire obligatoire, d'après laquelle on recrute les citoyens qui fêtent leur 19e anniversaire, étant donné qu'on termine l'école secondaire ou l'équivalent à 18 ans.

Par exemple, la variante de la transformation du secondaire publiée dans le journal *Komsomolskaia Pravda* du 10 septembre 1958[1751] prévoit qu'un jeune homme, au terme de ses huit ans d'études, soit envoyé à la production pendant un ou deux ans pour acquérir un savoir-faire manuel ; ensuite pendant trois ou quatre ans, avec ou sans rupture avec la production, il achèverait sa formation secondaire et professionnelle. Ainsi, selon ce système, le jeune homme finirait sa formation secondaire générale et professionnelle seulement vers l'âge de 20 ou 22 ans. Selon d'autres variantes, le délai s'allongerait jusqu'à quatre et demi ou cinq ans.

Par conséquent, conformément à la loi sur le service obligatoire, si ces variantes sont mises en œuvre, dans la formation des jeunes il y aura une rupture correspondant au service militaire ; autrement, il faudra changer la loi sur le service militaire obligatoire, en élevant l'âge du recrutement de 19 à 20 ou 22 ans, ce qui, dans les conditions actuelles, ne conviendrait pas aux Forces armées.

Par ailleurs, s'il y a une rupture dans la formation des jeunes de l'âge du recrutement, les personnes sélectionnées pour le service auront pour la plupart une formation secondaire inachevée, c'est-à-dire une formation de huit ans. Pourtant, les Forces armées, en raison du caractère de plus en plus complexe de la technique, surtout dans l'aviation, la défense anti-aérienne, la marine militaire, l'artillerie, les troupes techniques de destination spéciale, ont besoin de plus en plus de personnes de niveau secondaire général et technique complet.

[1751] Il s'agit d'un article de Genrih Zelenko, chef du GUTR : voir *supra*, chapitre 5. (LC)

2. La rupture dans la formation prévue par la variante mentionnée, après huit ou neuf ans d'études à l'école primaire et secondaire, retarde la fin des études secondaires d'un ou deux ans, et repousse d'autant l'âge du recrutement dans les Forces armées. Ceci peut également conduire à une baisse de la préparation théorique de la jeunesse, surtout en physique et en mathématiques, ce qui aura un impact négatif sur le recrutement dans les Académies militaires.

En outre, l'âge de la sélection admise dans les établissements d'enseignement militaire, où sont recrutées les personnes ayant une formation secondaire complète, augmentera de 18-19 à 20-22 ans, ce qui, à son tour, entraînera une élévation de l'âge des officiers reçus dans les académies et autres VUZ militaires.

3. On sait que la sélection dans les Forces armées, mise à part une bonne formation théorique et technique, exige une bonne santé et une bonne préparation physique.

Aujourd'hui, comme en témoigne le rapport du comité militaire de Moscou, jusqu'à 20 à 25% des jeunes sont écartés du service militaire à cause de problèmes de santé. L'année prochaine, ce chiffre pourrait augmenter, surtout parmi les personnes nées pendant la Grande guerre patriotique, voilà pourquoi, en prévoyant l'emploi et les études des jeunes, il est indispensable de le prendre en considération.

Suite à la discussion de la présente question, nous considérons comme indispensable de transmettre à la commission du CC du PCUS les propositions suivantes :

1. Vu que les Forces armées sont équipées avec une technique nouvelle et compliquée, le contingent d'appelés, dans sa majorité, doit avoir une formation secondaire générale équivalente à dix ans d'école actuelle, surtout dans les matières telles que la physique, les mathématiques et la chimie.

2. Dans l'intérêt du recrutement pour les Forces armées, il est indispensable de prévoir que la jeunesse sorte de l'école secondaire générale et professionnelle à l'âge de 19 ou 20 ans, c'est-à-dire, pas plus de quatre ans après l'école de huit ou neuf ans, et que le niveau de la formation corresponde à l'école décennale actuelle et soit même plus élevé en physique, mathématiques et chimie. Dans ce cas, la loi sur le service militaire obligatoire restera sans changement. Pour cela, il nous paraît préférable de commencer l'achèvement de l'école secondaire générale et professionnelle tout de suite après l'école de huit (neuf) ans, sans interruption dans les études.

Au terme de l'école de huit (neuf) ans, le jeune homme doit entrer directement dans un SSUZ avec ou sans rupture avec la production (cours du jour, du soir ou par correspondance) pour un délai d'études de trois ou quatre ans, où il doit achever sa formation secondaire générale et professionnelle (technique), et acquérir le savoir-faire manuel d'une profession technique.

La transition vers le nouveau système d'enseignement doit être effectuée selon un plan qui prévoira des conditions spéciales de recrutement pour l'armée pendant une période de trois à cinq ans, afin d'assurer pendant ces années le recrutement des jeunes sortant du secondaire.

Le Maréchal de l'Union Soviétique

K. Mereckov

19 Septembre 1958

TEXTE 18

Compte rendu de la réunion du 20 septembre 1958 avec des enseignants, des responsables de l'Instruction publique et des Réserves de main-d'œuvre

(Source : RGANI, 5/35/94, p. 2-3)

Au secrétaire du CC du PCUS camarade Brejnev L.I.

Le 20 septembre, la commission de préparation du projet de Thèses sur la réorganisation du système d'enseignement a organisé une réunion avec un groupe d'enseignants, de travailleurs de l'enseignement et des Réserves de main-d'œuvre des républiques de l'Union, des *kraï* et des *oblast'*. 27 personnes ont été invitées à la réunion, 21 ont pris parole.

Tous les participants ont soutenu l'idée de la nécessité de la réorganisation du système d'enseignement, dans le sens du renforcement du lien avec le travail productif, et d'une meilleure préparation des écoliers et des étudiants à une activité pratique. La plupart des intervenants jugent correcte la division de l'instruction secondaire en deux étapes. La première étape, selon eux, serait l'école d'enseignement général et polytechnique de 8 ans.

Cependant, certains camarades se sont prononcés contre la division de l'école secondaire en deux étapes. La camarade Rukavišnikova, enseignante, secrétaire de l'organisation du parti de l'école secondaire n°615 de Moscou, a déclaré que l'école secondaire avait accumulé une expérience positive importante. Avec le collectif pédagogique de son école, elle considère « qu'il n'y a aucune nécessité de réaliser un bouleversement radical de l'école secondaire ». La camarade Fedorova, enseignante de l'école secondaire n°494 de Moscou, estime que la division de l'enseignement secondaire en deux étapes peut nuire considérablement au travail éducatif à l'école. Dans une école de 8 ans, il n'y aura pratiquement pas d'organisation du Komsomol.

Les camarades Bojko, responsable de l'*oblono* de Kharkov, Pavlova, directrice de l'école d'Ermišino, de la région de Riazan', Belaš, responsable des études (*zavuč*) de l'école secondaire n°129 de Kiev, et quelques autres ont proposé une école secondaire de 11 ans au terme de laquelle, avec le certificat de maturité (*attestat zrelosti*), les élèves acquerraient également une profession dans la production. Ils ont justifié leur opinion en citant des exemples tirés de la pratique des écoles de 11 ans qui prodiguent aussi une instruction à la production.

Une place importante dans les interventions a été donnée à la critique des propositions de la Direction générale des Réserves de main-d'œuvre près le Conseil des Ministres d'URSS, formulées dans les articles du camarade Zelenko, publiés dans les journaux *Pravda et Komsomol'skaâ pravda*.

Les camarades Zemlânskij, directeur de l'institut pédagogique de Kostroma, Bojko, responsable de l'*oblono* de Kharkov, Suhomlinskij, directeur de l'école secondaire de Pavlyš, de la région de Kirovograd (Ukraine), et quelques autres ont remarqué que les propositions du camarade Zelenko témoignaient d'une sous-estimation des objectifs de l'instruction secondaire dans le pays, d'une négation de l'école secondaire. « Si nous prenons ce chemin, nous arriverons à une chute du nombre de gens ayant terminé l'école secondaire, donc, ce sera un pas en arrière », à déclaré le camarade Širinskij. D'après ces intervenants, le camarade Zelenko, en critiquant les défauts de la formation professionnelle au sein de l'école secondaire, n'est pas objectif dans son estimation du travail des écoles et ne prend pas en considération le fait que le lien des études avec le travail productif et la préparation professionnelle des élèves dans les écoles n'est qu'une première expérience dans ce domaine, qui a besoin d'être améliorée.

Le point de vue contraire a été exposé par les camarades Zvon (Institut de mécanisation de l'agriculture, région de Stalino, Ukraine), Nalbat (collège d'industrie minière, Makeevka, région de Stalino), Vitte (collège technique de métallurgie n°1, Dniepropetrovsk, Ukraine), Klement'ev (collège d'apprentissage n°12, Leningrad). Ils se sont prononcés contre

l'apprentissage des métiers à l'école d'enseignement général, et pour la concentration de la formation professionnelle au sein des écoles des Réserves de main-d'œuvre.

Le camarade Kremez, directeur de l'école secondaire de Gorodej, région de Nesviža, dans l'*oblast'* de Minsk, a déclaré dans son intervention que les écoles du soir de la jeunesse ouvrière ne devaient pas constituer la forme principale de la deuxième étape de l'instruction. Selon lui, il faudrait développer autant que possible les écoles du type FZU et *sel'hozuč*, donnant une instruction secondaire et une qualification d'ouvrier. Le directeur de l'école secondaire de Prigradnensk, dans la région de Stavropol, le camarade Gorbačev, s'est prononcé également pour une école de trois ans avec une formation professionnelle où seront admis les élèves ayant terminé l'école de huit ans.

La nécessité de l'amélioration de la formation des enseignants a été évoquée par le directeur de l'institut pédagogique « Potemkin » de la ville de Moscou, le camarade Ŝegolev. Selon lui, la formation par correspondance des enseignants ne peut pas constituer à l'avenir la forme principale des études, mais seulement une forme auxiliaire. Le camarade Ŝegolev estime correct que le recrutement dans les établissements d'enseignement supérieur se fasse essentiellement parmi les personnes ayant travaillé dans la production pendant au moins deux ans. « Mais, a-t-il souligné, les instituts pédagogiques doivent rester accessibles à la jeunesse qui vient de terminer l'école secondaire ».

Ci-joint le sténogramme de la réunion.

(Signature) V. Kirillin
(Signature) N. Kaz'min

6/10/58

TEXTE 19

Compte rendu de la réunion du 27 septembre 1958 avec les secrétaires à la Propagande et les chefs des Départements de la science, des VUZ et des écoles des CC des PC, les ministres de l'Instruction et les chefs des directions des Réserves de main-d'œuvre des républiques

(Source : RGANI, 5/35/95, p. 66-68)

Au secrétaire du CC du PCUS, le camarade Brejnev L.I.

Le 27 septembre, une réunion de la commission de préparation du projet de Thèses sur la transformation du système d'enseignement dans le pays a eu lieu, avec la participation des secrétaires à la propagande et des chefs des Départements de la science, des VUZ et des écoles du CC des partis communistes, des ministres de l'Instruction publique et des chefs des Réserves de main-d'œuvre des républiques de l'Union.

Au total, 47 personnes ont participé à la réunion, 11 personnes ont pris la parole. Tous les intervenants ont souligné que la partie du projet des Thèses présentée répond aux idées principales exposées dans la note au Présidium du CC du PCUS « sur le renforcement du lien entre l'école et la vie et sur le développement futur du système d'enseignement dans le pays ». Cependant, plusieurs camarades ont fait différentes remarques sur la partie du projet des Thèses consacrée à la formation secondaire spéciale et supérieure.

Selon le secrétaire du CC du PC de Biélorussie, le camarade Gorbunov, il serait utile de parler dans les Thèses d'un élargissement de l'enseignement universitaire et, en sciences humaines, de la création dans le pays de nouvelles universités qui engloberaient plusieurs petits VUZ, de la réduction du réseau des instituts de recherche scientifique des académies des sciences locales, et du transfert de leurs fonctions vers les universités.

La chef du Département de la science, des écoles et de la culture du CC du PC letton, la camarade Lapina, a proposé de mentionner plus précisément, dans les Thèses, que tous les *tekhnikum* doivent dispenser non seulement un enseignement général et spécial, mais aussi donner une qualification d'ouvrier.

Le secrétaire du CC du PC du Kazakhstan, le camarade Džandil'din, a soutenu que la formation supérieure dispensée en cours du soir ou par correspondance ne doit pas constituer la forme principale de formation des spécialistes de qualification élevée, parce qu'il est très difficile de travailler et de faire des études en même temps. Cela peut avoir des conséquences négatives pour la santé des jeunes. Pour ce qui est de l'expérience à la production, les jeunes gens vont l'obtenir à l'école secondaire. Par ailleurs, la multiplication des stages pratiques des étudiants de VUZ techniques serait contraire aux intérêts des entreprises, en créant du *turnover* (*tekučest' kadrov*). Il considère que la transformation de l'école devrait consister en l'élargissement du réseau des usines-VTUZ et des sovkhozes-instituts. Dans les VUZ dispensant des cours de jour, on devrait améliorer le stage pratique à la production, et renforcer l'équipement des laboratoires. Le réseau des études du soir et par correspondance devrait également se développer par tous les moyens possibles. Selon lui, il serait irrationnel d'envoyer à la production encore une fois les étudiants des premières années d'études pédagogiques qui ont déjà travaillé à la production durant deux ou trois ans, comme il est proposé dans le projet de Thèses. Cette remarque a été faite par plusieurs autres participants de la réunion.

Le camarade Simonân, ministre de l'Instruction de la RSS d'Arménie, considère qu'il faudrait préciser dans les Thèses que les conservatoires et les instituts pédagogiques forment aussi des enseignants de musique et de dessin. Il serait utile de changer le système de formation des scientifiques : il faudrait les former à la production et réduire l'*aspirantura*. Selon le camarade Simonân, il serait préférable de combiner le travail et les études pendant les dernières années, au moment où on étudie des matières spécialisées.

Le ministre adjoint de l'instruction de la RSFSR, le camarade Markuševič, considère, quant à lui, que les enseignants devraient être formés principalement dans les établissements dispensant des cours de jour, parce qu'un futur enseignant a besoin lui-

même d'éducation, plus que n'importe quel autre spécialiste, et cette éducation peut difficilement être réalisée par correspondance. Le stage pratique pédagogique des étudiants des facultés pédagogiques devrait être considérablement modifiée, et complétée par un stage pratique à la production. Il serait utile, à part les cours du jour, de préparer les pédagogues en cours mixtes : les deux premières années d'études, les cours sont suivies par correspondance, et ensuite on continue en cours du jour. Il faudrait considérer les études par correspondance comme un moyen pour des travailleurs d'augmenter le niveau culturel et d'acquérir des connaissances scientifiques, et non comme une façon de former de nouveaux cadres enseignants. Il faudrait réfléchir aux mesures pour augmenter l'intérêt de la profession d'enseignant auprès de la jeunesse. Il faudrait, par ailleurs, résoudre la question de la préparation militaire des étudiants des instituts pédagogiques.

Le chef adjoint du Département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PC d'Ouzbékistan, le camarade Sultanov, considère qu'il est impossible d'envoyer les étudiants admis en première année de médecine, et n'ayant pas de formation dans ce domaine, travailler comme personnel de service de second rang dans des établissements de soins médicaux, comme le propose le projet de Thèses.

Le secrétaire du CC du PC géorgien, le camarade Dolidze, a posé la question de la modification de la règle de la présence obligatoire aux cours, pour les étudiants. Selon lui, ces derniers devraient pouvoir travailler de façon autonome (*samostoâtel'no*). Il juge nécessaire de déléguer aux républiques le droit de décider des dates du début de l'année scolaire dans les VUZ et dans les écoles secondaires, du fait de la participation des étudiants et des élèves aux travaux agricoles.

Selon le secrétaire du CC du PC ukrainien, le camarade Červonenko, on devrait mentionner de façon très nette dans les Thèses les moyens pour renforcer la situation matérielle des VUZ. Dans ceux qui forment des enseignants pour les écoles de masse, on devrait introduire des cours d'esthétique pour que chaque enseignant puisse s'y connaître en beaux-arts et en musique. Les facultés de médecine des grandes villes devraient avoir des cours du soir, pour que les travailleurs médicaux puissent acquérir une formation supérieure sans rupture avec la production. Il faudrait prêter attention à la formation dans des ateliers (sans rupture avec la production) des travailleurs de l'art et de la culture.

Plusieurs intervenants ont parlé de la nécessité de mentionner clairement, dans les Thèses, que la transformation de l'école supérieure ne doit pas entraîner une détérioration de la qualité de la formation des spécialistes, mais, au contraire, contribuer à l'augmentation de leur formation théorique.

Les camarades Gorbunov, Sultanov, Červonenko et Kairov ont signalé que le passage des Thèses concernant le travail éducatif était assez faible.

Plusieurs intervenants de la réunion se sont prononcés pour la création, dans les républiques, d'une direction unique de tous les établissements d'enseignement supérieur, secondaire spécialisé et professionnel.

Ci-joint le sténogramme de la réunion.

(Signature) V. Kirillin
(Signature) N. Kaz'min

TEXTE 20

Extrait du protocole de la séance du Présidium de l'APN RSFSR du 25 juillet 1958

(Source : GARF, R-10049/1/2443, p. 134-135)

[…]

I. Sur l'article du membre-correspondant de l'APN RSFSR N.M. Verzilin « Réflexions sur la réorganisation de l'école », publié dans la *Literaturnaâ gazeta* n°76 (3887) du 26 juin 1958.

Message d'I.A. Kairov

[…]

Le Présidium de l'APN d-é-c-r-è-t-e :

Estimer comme erroné le point de vue de […] Verzilin exprimé dans [cet] article […]. Il y est dit que « l'augmentation des heures de formation professionnelle a considérablement abaissé le niveau général d'enseignement… », que « …la tentative d'unir les études avec le travail productif à l'usine donne aussi des résultats négatifs », que « … les élèves qui travaillent un jour à l'usine, et l'autre jour à l'école, ne peuvent pas se concentrer ni à leur machine (*stanok*), ni à l'école[1752] », etc. Ces affirmations de Verzilin sont infirmées par les résultats du travail expérimental présentés à la réunion spéciale convoquée par le ministère de l'Instruction et l'APN, les 27-29 mai derniers.

Proposer au Conseil scientifique de l'institut de pédagogie de Leningrad d'organiser une séance spéciale pour discuter l'article de […] Verzilin […] et le qualifier de manière appropriée.

Suite au refus de la rédaction de la *Literaturnaâ gazeta* d'imprimer un droit de réponse (*otvetnoe pis'mo*) du Présidium de l'Académie à l'article de Verzilin, lequel déforme la position de l'APN RSFSR sur la question de la réorganisation de l'école, charger :

N.F. Četveruhin, A.M. Arsen'ev et S.G. Šapovalenko de préparer un article spécial sur la question donnée, et de le publier dans la presse.

Demander à I.A. Kairov, dans son rapport « sur le rôle de l'APN par rapport à la réforme imminente de l'école » à la réunion des travailleurs de l'instruction publique de toute la Russie, de clarifier la position du Présidium de l'Académie vis-à-vis de l'article de N.M. Verzilin […].

[1752] Le texte original disait « … ni en classe », et la phrase suivante précisait : « D'après l'enseignement qu'on peut tirer des travaux de Pavlov, leur état habituel est perturbé, et leur attention se disperse ». Voir GARF, R-10049/1/2443, p. 137. (LC)

TEXTE 21 Extraits de la Pravda du 18 novembre et du 2 décembre 1958[1753]

DISCUSSION GÉNÉRALE DE LA QUESTION DU RENFORCEMENT DU LIEN DE L'ÉCOLE AVEC LA VIE ET DU DÉVELOPPEMENT FUTUR DU SYSTÈME D'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LE PAYS

Le Plénum du Comité central du PCUS qui s'est tenu le 12 novembre a adopté le projet de thèses du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS « sur le renforcement du lien de l'école avec la vie, et le développement futur du système d'enseignement dans le pays ».

Les thèses furent publiées dans la presse pour une discussion générale. Ce document d'une extrême importance a provoqué une réaction animée (*živoj otklik*) de la part de toutes les couches de la population de notre pays. La rédaction de la *Pravda* reçoit des articles et des lettres, dans lesquels les gens d'URSS (*sovetskie lûdi*) expriment leur profonde satisfaction face à l'attention que porte le Parti communiste au développement de l'instruction publique. Ils font part de leurs réflexions, apportent des suggestions visant au perfectionnement immédiat de notre enseignement secondaire et supérieur, au renforcement de leur lien avec la vie.

La *Pravda* a institué une section « Discussion générale de la question du renforcement du lien de l'école avec la vie et du développement futur du système d'instruction publique dans le pays ». Cette section accueillera articles, lettres, propositions et remarques des travailleurs sur la réorganisation de l'enseignement secondaire et supérieur, des comptes rendus des réunions, où les thèses seront discutées. Notre journal commence aujourd'hui à publier les matériaux qui sont envoyés à la rédaction sur cette question.

ÉDUCATION AU TRAVAIL DES ÉCOLIERS

(*Sélection de lettres envoyées à la* Pravda*)*

Impossible de trouver ces jours-ci, dans notre pays, quelqu'un qui n'aurait pas pris une part active à la discussion des Thèses du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS sur la réorganisation du système d'enseignement existant. Chaque jour, la poste apporte à la rédaction des centaines de lettres, dans lesquelles *des ouvriers, des kolkhoziens, des enseignants (pedagogi), des savants (učenye)*[1754] – des gens de différents âges et professions – expriment leurs vues sur la *perestroïka* de l'école, font des remarques, apportent des propositions concrètes sur tel ou tel point des Thèses.

Chaque lettre est un document personnel, à sa façon. On y trouve en général de nouvelles idées et des arguments (*sporov*). Mais, raisonnant sur les voies de la *perestroïka* du système d'enseignement, toutes s'accordent sur une chose : l'école doit éduquer la jeunesse dans le travail (*v trude*). Tous les jeunes gens et jeunes filles, à partir de l'âge de 15-16 ans, doivent être prêts à travailler dans la sphère de la production des biens matériels.

[…]

[1753] Cité d'après *Vsenarodnoe obsuždenie voprosa ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û i o dal'nejšem razvitii sistemy narodnogo obrazovaniâ v strane. Materialy, opublikovannye v gazette "Pravda"*, Moscou, «Pravda», 1958, p. 41 et 163-164. (LC)

[1754] Mes italiques. (LC)

TEXTE 21 (suite) Extraits de la Pravda du 10 et du 13 décembre 1958[1755]

SOUTIEN AUX PROPOSITIONS DE N. GONČAROV ET A. LEONT'EV

J'aimerais faire une remarque à propos du 17ème point des Thèses. Il y est question des enfants doués. L'idée de base de la *perestroïka* de l'enseignement est l'éducation d'un individu harmonieusement développé, bâtisseur d'une nouvelle société, communiste. C'est pourquoi il est très important de donner à la jeunesse la possibilité de se trouver (*najti sebâ*), de créer les conditions pour la floraison et le développement des capacités innées de l'individu.

De nombreuses années d'observations et d'expérience de travail font dire à notre collectif pédagogique qu'il n'y a rien de plus nuisible que d'inculquer à un enfant dès son plus jeune âge qu'il est « talentueux », « doué », et différent des autres (*ne takoj, kak vse*). De tels enfants, une fois devenus grands, sont en général des prétentieux (*zaznajki*), des petits seigneurs (*barčuki*), des égoïstes sans coeur, des gens qui se dressent contre le collectif. C'est pourquoi je suis d'accord avec les propositions de N. Gončarov et A. Leont'ev, formulées dans l'article publié par la *Pravda* le 21 novembre. La différenciation des études à l'école aidera à révéler et à développer par tous les moyens les capacités de chaque élève, dans tel ou tel domaine des connaissances, et ainsi à résoudre avec succès la tâche de la formation de la jeunesse au travail et à la continuation des études.

I. TEPLÂKOV, enseignant-éducateur, Arkhangelsk

* * *

A la rédaction de la *Pravda* continuent d'arriver les réactions (*otkliki*) à l'article de Gončarov et Leont'ev. La majorité d'entre elles soutient l'idée de la différenciation des études pour la seconde étape de l'enseignement secondaire.

[*... cite sept lecteurs, puis une liste de quinze autres noms, « et de nombreux autres »*.]

DES ÉCOLES POUR « PARTICULIÈREMENT DOUÉS » NE SONT PAS NÉCESSAIRES.
L'académicien M. Lavrent'ev a raison

C'est avec un grand plaisir que j'ai lu dans la *Pravda* du 25 novembre l'article de l'académicien M. Lavrent'ev [...] Il faut développer les jeunes talents non pas dans des conditions particulières, mais directement dans le collectif, par le biais de cercles bien organisés, en activant de ce fait le travail amateur (*samodeâtel'nost'*) des adolescents.

Moi, vieil ouvrier métallurgiste, membre du PCUS depuis 1920, je soutiens pleinement le camarade Lavrent'ev. C'est à tort que certains craignent que dans le travail soit étouffé, avec les années, le talent des mathématiciens, des physiciens et des chimistes. Au contraire, la participation active à une activité de production l'aidera à s'épanouir.

P. LITVINENKO, ouvrier métallurgiste, Kiev

* * *

L'article de l'académicien Lavrent'ev a suscité un grand afflux de lettres à la *Pravda*. [...*cite des lettres d'ouvriers, d'un médecin, d'un professeur, d'un agronome, d'un économiste et de responsables de l'enseignement, allant dans le même sens*.]

La majorité des auteurs de ces lettres arrive à la conclusion qu'il faut révéler et développer les capacités des écoliers dans *toutes* les écoles. Et ici un rôle déterminant revient à l'enseignant. Cet accent spécial, les auteurs des lettres le placent dans le travail extrascolaire, qui doit se dérouler de façon différenciée (*differencirovanno*), en fonction des différents intérêts et capacités des écoliers. Un rôle particulièrement important doit être joué dans ce travail extrascolaire par les cercles scientifiques scolaires, différentes olympiades, etc. [...]

[1755] Cité d'après *Vsenarodnoe obsuždenie voprosa ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û i o dal'nejšem razvitii sistemy narodnogo obrazovaniâ v strane. Materialy, opublikovannye v gazette "Pravda"*, Moscou, «Pravda», 1958, p. 237 et p. 264-265. (LC)

TEXTE 22

EXTRAITS DU STÉNOGRAMME DE LA RÉUNION PLÉNIÈRE DES DIRECTEURS DE VUZ AU MVO SSSR, 22 et 23 SEPTEMBRE 1958[1756]

(Source : GARF, R-9396/1/870, p. 26-285)

[…]

P. 25 **I.G. PETROVSKIJ – recteur de MGU**

[…] Ici une grande souplesse est de mise. Il est très difficile d'écrire des lois qui conviennent à tout le monde. Il me semble que ce qu'a dit aujourd'hui Vâčeslav Petrovič faisait montre de beaucoup de souplesse et de prudence.

Quand on a dit qu'il fallait une instruction décennale universelle[1757], je dois avouer que cela m'a beaucoup enthousiasmé, car je pensais que de cette façon la route vers les VUZ sera largement ouverte à la jeunesse talentueuse. Mais à présent je suis convaincu que ce n'est pas le cas, qu'il ne faut pas forcer tout le monde à suivre dix ans d'enseignement. Il n'y a rien de honteux à s'intéresser plutôt à une activité pratique, à vouloir être un tourneur qualifié, c'est tout autant honorable qu'être un savant. Alors que lorsque nous forçons tout le monde, dans les grandes villes comme Moscou, à suivre l'école de dix ans jusqu'au bout, par là même nous abaissons la qualité de la formation dans le secondaire, parce que les gens qui ne voulaient pas étudier tirent le niveau vers le bas. Peut-être sera-ce utile, si la personne travaille un peu dans la production et peut-être ensuite sera intéressée par la reprise de sa scolarité. Ce sera mieux pour elle et pour les autres.

[…] *P. 26* Je suis d'accord qu'il existe un certain nombre de spécialités (facultés de journalisme, de droit) où il serait incorrect d'admettre en première année immédiatement après une instruction secondaire ininterrompue. Disons qu'à la sortie de la faculté de droit, il est impossible d'envoyer travailler un juge, un inspecteur sans expérience pratique, sans connaissance de la vie. Je comprends qu'il existe beaucoup de spécialités techniques où ce serait également absolument impossible.

Mais je suis tout à fait d'accord qu'il faut conserver une partie des écoles secondaires actuelles, en réfléchissant à la façon de les améliorer. A la sortie de ces écoles, les élèves seraient admis directement aux facultés de mécanique et de mathématiques, de physique, de chimie, etc., peut être aussi dans une partie des VUZ scientifiques[1758], où la différence entre un physicien et un ingénieur est difficile à tracer […]. L'expérience montre aussi que pour ces spécialités théoriques, il est bon de commencer et de finir tôt ses études.

[…] Il est absolument nécessaire, avant tout, que tous les citoyens de l'Union Soviétique (les gens normaux) terminent l'école de sept ou de huit ans. Le fait que ce n'est pas le cas me préoccupe : ces études sont nécessaires à tout le monde.

Après quoi il faudrait visiblement laisser une partie se préparer aux disciplines théoriques dont j'ai parlé, c'est-à-dire qu'on aurait besoin de cours complémentaires. Je pense que ces cours complémentaires doivent exister un peu partout dans le pays, *P. 27* pour que la jeunesse douée ait l'accès à une formation supérieure théorique partout, et pas seulement ceux qui habitent dans le centre. Je pense qu'on pourrait les y admettre sur concours ; je ne peux rien proposer d'autre, même si je comprends que certaines erreurs sont possibles ici.

Je suis très préoccupé par le fait que l'accès à ces écoles puisse être fermé aux jeunes dont les parents ont un faible revenu. Cela serait incorrect, injuste, et contraire à notre intérêt (*nepolezno*). Il faut établir des bourses pour une partie des élèves de ces écoles.

Maintenant, à propos de l'admission en VUZ : je pense que l'admission (je parle des VUZ qui me sont proches) doit se faire sur concours, mais seulement dans les disciplines proches de la future spécialité du candidat. Par exemple, je ne comprends pas pourquoi les candidats à la faculté de mécanique et de mathématiques doivent passer un examen de

---

[1756] Voir aussi le tableau synoptique des interventions.

[1757] C'est-à-dire pour tous : il s'agit de la résolution du XIXe Congrès du Parti, en octobre 1952. (LC)

[1758] Nous traduisons ici par « VUZ scientifique » l'expression russe « *tehničeskij VUZ* ». (LC)

russe ou de langue étrangère. Parfois, une virgule empêche quelqu'un d'entrer en VUZ, et pourtant on établit de nouvelles règles chaque année [dans la grammaire russe]. Ces pratiques devraient cesser une fois pour toutes. […]

Maintenant, à propos du fonctionnement des VUZ : je pense que le stage pratique doit avoir lieu dans les dernières années d'études (je parle des VUZ qui me sont proches) et non dans les premières. Quel travail peut-on confier à un étudiant des premières années ? Seulement celui qui n'exige aucune qualification : comment pourrait-il être utile pour son futur métier ! Par contre, si l'étudiant a accompli trois ans d'études, s'il possède une base théorique, dans ce cas le travail à la production lui sera sans doute très utile.

Toujours à propos du fonctionnement des VUZ : il me semble que nos VUZ souffrent d'un grand péché qui est leur isolement non seulement l'un de l'autre, mais de tout le reste. Chaque VUZ est une forteresse. Chaque VUZ s'efforce d'avoir sa propre édition. Ce n'est pas grave si personne ne la lit, *P. 28* parfois même cela vaut mieux, parce qu'il arrive qu'on y écrive de pures sornettes. (RIRES DANS L'ASSISTANCE)

[…] A propos des études du soir et par correspondance : je pense qu'ici une grande souplesse est nécessaire. Chaque praticien, chaque ingénieur ne doit pas obligatoirement faire un cursus par correspondance à la faculté de mécanique et de mathématiques, par exemple. Il s'intéresse peut être à une seule question, par exemple, la théorie des oscillations, il faut donc organiser un cours correspondant sans l'obliger à étudier l'ensemble du programme.

Vâčeslav Petrovič [Elûtin] a dit qu'il fallait prendre en compte les questions correspondantes en distinguant les domaines des sciences humaines et exactes.

[…] *P. 49* **A.D. ALEKSANDROV – recteur de LGU**

Si j'ai bien compris, il s'agit d'améliorer le système des études supérieures, en assurant une meilleure préparation pratique, et en encourageant l'activité et le travail personnel des étudiants. Cette idée a rencontré un enthousiasme unanime dans le collectif de l'université de Leningrad. Même les plus âgés et conservateurs des professeurs l'ont accueillie avec chaleur.

Pourtant, je ne peux pas être d'accord avec Vâčeslav Petrovič [Elûtin] quand il dit que les questions générales sont déjà claires pour tout le monde, et qu'il ne nous reste qu'à discuter les détails de la réorganisation du travail dans chaque VUZ. Dans ce cas, cette réunion aurait peut-être été inutile : les représentants d'université peuvent difficilement juger raisonnablement (*razumno*) de ce qu'il faut faire à l'institut du transport naval, et inversement les représentants de cet institut ne pourront pas savoir ce qu'il faut faire pour les spécialités d'histoire de l'art. Il y a certaines questions générales qui ne me paraissent pas tout à fait claires.

La première question, c'est celle de la longueur des études ; je crois que le rapport n'en parle pas. Si la durée des études à l'école secondaire augmente, si on exige un stage pratique de travail ou le service militaire, et si la durée des études universitaires passe à six ans, on va terminer les études à 26-28 ans. Comme on sait, Lermontov a été tué en duel à l'âge de 26 ans, pourtant c'était un littéraire et non un mathématicien génial, chez qui « les talents se développent plus tôt ». *P. 50* Dobrolioubov est mort à 26 ans, Pissarev[1759] à 28 ans – et je ne nomme pas les mathématiciens qui ont laissé une trace inoubliable dans la culture de l'humanité, et qui l'ont fait dans leurs jeunes années. Il faut réfléchir sérieusement à cela. De plus, à 25 ans on possède plus d'énergie, d'activité créatrice et de capacité à trouver de nouvelles directions. Pourquoi retarder leur développement ? Il faut y réfléchir à deux fois. Pour moi c'est une question tout sauf claire, et je ne suis pas sûr que ce qu'on propose sera mieux.

Comment l'enseignement secondaire sera établi, comment sera assurée la possibilité à ces jeunes d'entrer dans la vie active le plus tôt possible, voilà qui n'est pas clair […].

P. 51 La deuxième question est celle des études par correspondance. On dit qu'il faut les développer, mais le rapport [du ministre] ne donne pas le pourcentage des étudiants par

[1759] Il s'agit de Dmitri Pissarev (1840-1868), révolutionnaire et nihiliste russe. Il fréquenta le critique littéraire Nicolaï Dobrolioubov (1836-1861), cité juste avant.

correspondance qui abandonnent leurs études dans toute l'Union Soviétique, ni l'explication de ces chiffres, ni le niveau de préparation des étudiants par correspondance par rapport aux étudiants de jour, ni enfin, comme l'a demandé Ivan Georgievič Petrovskij, les données médicales sur l'état de santé des étudiants par correspondance.

Nous avons tous l'habitude d'être débordés : on travaille le jour comme recteur ou directeur, et comme scientifique par correspondance (RIRES DANS L'ASSISTANCE). Mais tout le monde sait que le pourcentage d'infarctus et d'attaques parmi ces gens dépasse de beaucoup le taux moyen dans le pays.

Ce qui me paraît le plus dur dans les études supérieures, c'est leur commencement. Celui qui commence une formation supérieure doit maîtriser un nouveau système de concepts. Un ingénieur qui ne s'est pas approprié les bases de l'analyse mathématique, et qui ne comprend pas ce qu'est la dépendance fonctionnelle, un ingénieur qui ne comprend pas les bases de la physique ne sera jamais un ingénieur cultivé (*kul'turnyj inženier*). Or ceci demande des efforts intellectuels : le plus dur est de commencer une formation supérieure. Et si un jeune homme fait ses études par correspondance pendant trois ans, de deux choses l'une : soit il sera débordé de travail et deviendra un spécialiste de haut niveau vers 40 ans (ce qui va beaucoup l'épuiser), soit il ne maîtrisera pas les concepts fondamentaux pour le niveau exigé. Il est facile pour quelqu'un qui a une expérience pratique de comprendre des choses comme les pièces des machines […]. *P. 52* Mais comprendre les bases théoriques, c'est une autre affaire.

Un chauffeur s'y connaît mieux, dans le fonctionnement d'une voiture, qu'un théoricien. Notre grand spécialiste en thermodynamique et en statistique, Leontovič à échoué à son permis de conduire parce qu'il ne s'y connaissait pas bien en moteur (RIRES DANS L'ASSISTANCE). Une chose est d'avoir une connaissance pratique de la voiture, mais la connaissance théorique en est une autre, et beaucoup plus difficile.

Voilà pourquoi il nous apparaît que la question des études par correspondance être envisagée de manière beaucoup plus approfondie. Elle n'a pas encore été sérieusement posée ici parce qu'il n'y a pas eu d'analyse concrète de ce que signifient les études par correspondance. Je viens de parler avec un des professeurs ici présents (je ne citerai pas son nom) qui m'a dit qu'il avait quitté un VUZ par correspondance, parce qu'il ne pouvait pas y travailler, parce que « c'est quelque chose d'horrible ». On doit en parler non dans les couloirs, mais à haute voix.

Dans ma chaire, les mêmes enseignants qui font des cours de jour travaillent aussi dans les sections du soir et par correspondance, ce sont de bons enseignants. J'ai parlé avec eux et je connais leur point de vue : ils ne peuvent pas exiger des étudiants par correspondance la même chose que des autres sinon ils les « enverraient tous au casse-pipe ». Telle est la réalité (*praktika*), et il faut la regarder en face. *P. 53* Cette question doit être posée de façon concrète en analysant des données concrètes et des statistiques. Alors seulement, nous pourrons parler sérieusement des études par correspondance, et savoir s'il est rationnel ou non d'organiser les trois premières années de VUZ par correspondance. […]

P. 54 Prenons la question de la diminution de l'admission à l'université de Moscou. Il y a là-bas 460 professeurs. Où trouve-t-on ailleurs un tel nombre de professeurs ? Nulle part. Plût à Dieu qu'il y en eût en moyenne dans chaque VUZ un dixième. Alors pourquoi devrions-nous, dans le but d'améliorer la situation de l'enseignement supérieur, priver le jeune provincial de la possibilité d'aller à Moscou et d'écouter ces professeurs, parmi lesquels il y a véritablement des savants de niveau mondial ? La crainte, peut-être, que les places à MGU soient accordées aux Moscovites haut placés, en détournant le système d'admission et le système de réservation des places pour les candidats des contrées éloignées d'Union soviétique. Mais à quoi bon laisser tourner à vide (*puskat' na holostoj hod*) cet immense collectif de bons savants ? […]

P. 56 Pour finir, je voudrais dire qu'il est dommage que nous n'ayons pas entendu de représentant du ministère de l'Instruction sur ce qu'ils comptent faire avec le secondaire, car le travail des VUZ en dépend de manière essentielle. Il faut savoir comment organiser l'admission, quel public sera formé dans le secondaire. C'est une question très importante, et nous ne pouvons discuter sérieusement de notre travail sans l'aborder.

Il semblerait qu'il est nécessaire de permettre aux personnes capables de commencer leurs études supérieures le plus tôt possible, mais comment le faire ? Cette

question doit nous intéresser. Il fallait nous lire ici un rapport d'un représentant du ministère de l'Instruction, qui nous aurait raconté ce qu'ils pensent à ce sujet.

KIRILLIN : Il y a eu l'article de Kairov, son point de vue y est exposé.

P. 57 **ALEKSANDROV :** Je sais, mais Vâčeslav Petrovič a aussi écrit un article en y exposant son point de vue, on peut dire aussi que ce n'était pas la peine d'écouter son rapport ? (RIRES) Surtout que son article est paru récemment.

En ce qui concerne les problèmes des universités, j'ai déjà dit que les idées de l'amélioration du système des études supérieures ont été accueillies avec un enthousiasme général par les enseignants de l'université de Leningrad. Dans les facultés de sciences exactes, de physique et de mathématique, la forme principale doit rester l'enseignement de jour, mais on doit introduire un grand et véritable stage pratique, pendant lequel l'étudiant apprendra à travailler de façon autonome et responsable, et non une simple *praktika* d'études.

Il est tout à fait clair aussi que le fonctionnement des facultés de journalisme et de droit devrait être différent, mais pour les autres sciences humaines, c'est moins clair. Faut-il rendre obligatoire les études par correspondance pendant les trois premières années, ou non ? Je ne suis pas sûr que la réponse doive être affirmative : j'ai déjà parlé des difficultés des études par correspondance.

Ce que je voulais dire principalement, c'est que nous avons affaire à de grandes et difficiles tâches et questions générales, qui ne paraissent pas parfaitement claires, contrairement à ce qu'a dit Vâčeslav Petrovič. Il faut étudier en profondeur ces questions générales, et les résoudre avant que d'en venir aux problèmes concrets.

QUELQU'UN DU PRESIDIUM[1760] : Ce qui n'est pas clair, seulement, c'est ce qui a rencontré de l'enthousiasme chez vous !

ALEKSANDROV : L'enthousiasme est lié à la tâche qui nous est fixée : élever le niveau *P. 58* de l'enseignement supérieur, offrir une meilleure formation pratique, développer les compétences de travail autonome et actif. C'est ainsi que nous nous représentons la tâche à LGU : elle est extrêmement importante, extrêmement à propos. Et nous sommes prêts à nous occuper concrètement de la réorganisation correspondante des plans et des processus d'études. Voilà ce qui a rencontré l'enthousiasme, mais il y a certaines questions, en rapport avec cela, qui sont loin d'être évidentes.

P. 59 **M.H. ISAENKO – directeur de l'institut métallurgique de Dniepropetrosk**

Camarades, la réunion d'aujourd'hui est très importante, et nous devons forcément nous attendre à ce qu'il y ait des points de vue divergents sur certaines questions de principe, sur le fonctionnement et l'activité du supérieur, et la formation des spécialistes pour notre économie.

Cela s'explique à mon avis par le fait que la réalisation des propositions du camarade Khrouchtchev, exposées dans sa note adressée au Présidium du CC du PCUS, entraînera une restructuration radicale du travail du supérieur. Or, les principaux dirigeants du supérieur les connaissent depuis longtemps, depuis plusieurs mois. C'est pourquoi, personnellement, je me suis senti un peu mal à l'aise en écoutant les interventions des dirigeants des universités de Moscou et de Leningrad, parce que nous avons pris l'habitude de considérer ces établissements comme avant-gardistes (*peredovye*) dans tous les domaines.

Et voilà que les dirigeants de ces universités parlent devant nous et essaient de se cacher derrière des formules générales comme « accueilli avec enthousiasme » mais, en réalité, tels des hérissons, ils ont lancé leurs aiguilles contre ces idées nouvelles, et pensent que nous ne voyons pas ce petit jeu.

Quelle honte, camarades ! Il faut dire que les premiers temps, quand nous avons pris connaissances des idées exposées dans la lettre du camarade Khrouchtchev […], des humeurs (*nastroeniâ*) de ce genre étaient répandues parmi de nombreux travailleurs

[1760] Traduction de la formule « *S Prezidiuma* », par opposition à « *S mesta* » = « quelqu'un dans l'assistance ». (LC)

scientifiques du supérieur, y compris à notre institut métallurgique Dniepropetrovsk, et dans plusieurs autres VUZ d'Ukraine. […]

P. 60 Cependant, au fur et à mesure qu'ils étudiaient en profondeur ces idées, ceux qui n'en comprenaient pas les principes […] étaient de moins en moins nombreux, et Vâčeslav Petrovič a été témoin du fait que lors d'une réunion à ce sujet, dans un auditoire comprenant trois à quatre fois plus de monde qu'aujourd'hui, il ne s'est trouvé qu'un seul camarade, non pour s'opposer sur le principe à la façon de présenter les choses, mais pour expliquer que son propre schéma [de travail des VUZ] s'approchait plus des idées en question[1761].

[…] Le fait est que durant les trois à cinq dernières années, le CC du PCUS et le Conseil des Ministres ont plus d'une fois produit des documents qui exposaient des questions de principe et des propositions pour améliorer l'organisation de la formation en VSSUZ. En considérant tous ces documents, vous verrez que l'idée du retard de l'instruction à la production par rapport à la formation théorique, de son insuffisance, en est le fil directeur (*krasnoj nit'*). A présent, la question consiste à obliger le supérieur à se restructurer, pour augmenter le niveau de l'instruction à la production. Je crois que la question est posée de façon tout à fait claire, *P. 61* mais il ne s'agit pas […] de l'accueillir « avec enthousiasme », il s'agit de l'appliquer dans la vie avec enthousiasme. Et l'université de Leningrad aurait dû intervenir à cette tribune en proposant des schémas, des plans et des programmes d'études au moins dans quelques disciplines, comme le font certains VUZ.

Il y a deux points de vue sur l'instruction à la production. Certains considèrent que la formation sans rupture avec la production doit être effectuée durant les deux premières années d'études, d'autres la proposent pendant les dernières années. Le camarade Petrovskij dit qu'il faut le faire pendant les dernières années, parce qu'alors, ayant la formation théorique suffisante, l'étudiant pourra occuper une place de travail plus qualifiée. C'est là un point de vue absolument incorrect. Plusieurs d'entre nous, camarade Petrovskij, sommes beaucoup plus âgés que ces étudiants, et étudions la théorie depuis non trois ou quatre ans, mais 30 ou 40 ans. Pourtant, si on nous met devant un tour, nous serons certainement moins compétents qu'un tourneur fraiseur de septième rang.

Pour résoudre cette question, il faut prendre en considération la spécificité de certaines spécialités, mais dans la majorité absolue des VUZ, le stage dans la production doit avoir lieu durant les premières années d'études.

Certains prétendent qu'un étudiant qui travaille à la production et qui fait ses études en cours du soir ou par correspondance sera en retard dans les disciplines théoriques, que le supérieur va tomber en ruines et que nous allons perdre tout ce que nous avons acquis durant les 40 années d'existence du pouvoir soviétique, que le niveau des ingénieurs va baisser. En avançant cela, ces personnes désignent les étudiants du soir et par correspondance et disent : regardez où ce système peut nous conduire.

P. 62 Le camarade Elûtin considère pour sa part qu'en effet, une grande partie des étudiants du soir et par correspondance ont un niveau de connaissances inférieur aux autres. Mais le problème, il faut le chercher non dans le système, mais dans l'attitude des gens qui le dirigent. Je partage la remarque de Vâčeslav Petrovič et vais la développer un peu. Regardons les programmes d'études. Quel volume de connaissances proposons-nous à nos étudiants ? En cours de jour, ils reçoivent 5 000 heures par an, tandis qu'en cours du soir et par correspondance, près de 3 000. Comment pourraient-ils avoir une formation théorique élevée ?

A l'institut métallurgique de Dniepropetrovsk, il existe des cours du soir depuis 30 ans. Actuellement, nous avons près de 1 500 étudiants du soir. Chaque année, nous diplômons une grande quantité de spécialistes et nous vérifions leur travail. Je voudrais infirmer l'affirmation de certains camarades, selon lesquels les étudiants travaillant dans la production et faisant leurs études en même temps auront de mauvais résultats dans leurs études.

L'année dernière, nous avons recruté près de 300 personnes à la section du soir, dont la majorité ont eu des notes excellentes ou bonnes (BRUIT DANS L'ASSISTANCE).

[1761] Malheureusement, nous n'avons pas trouvé trace de cette réunion dans les archives centrales du MVO SSSR. (LC)

QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE : Quel est le taux de réussite dans la section du soir, par rapport à celle de jour ?

ISAENKO : Dans la section du soir, le taux de réussite est de 75-78%, et dans la section du jour, de 98%. Les camarades qui doutent de ces chiffres et qui soupçonnent une attitude laxiste (*liberal'noe*) de notre part aux examens, peuvent venir chez nous, et juger par eux-mêmes.

Je peux nommer plusieurs diplômés de notre institut *P. 63* ayant fait leurs études dans la section du soir, qui occupent des postes techniques supérieurs dans la production. Or, avant leurs études, c'étaient des ouvriers.

Il est vrai que, vu que leur formation théorique est insuffisante, parmi eux il y en a peu qui font des recherches scientifiques, écrivent des livres ou font des thèses. Mais ce n'est pas la faute du système, c'est nous qui faisons de mauvais programmes d'études. Si la durée des études est allongée jusqu'à sept ans, et que le volume des connaissances atteint celui de la section de jour, les étudiants du soir seront aussi forts en théorie que les étudiants de jour.

Nous avons plusieurs fois discuté la question de la transformation du système d'enseignement supérieur au Conseil scientifique de l'institut, aux réunions des travailleurs scientifiques et lors de rencontres aux niveaux régional et républicain, et nous avons conclu presque à l'unanimité que, pour conserver le caractère continu des études entre le secondaire et le supérieur, il n'est pas obligatoire d'accorder de grands avantages (*l'goty*) à ceux qui ont travaillé dans la production pendant deux ou trois ans : il faut recruter obligatoirement ceux qui travaillent dans la production.

Si un nouvel étudiant admis à l'institut métallurgique travaille dans un kolkhoze ou dans une autre branche industrielle, il doit changer pour le secteur qui correspond à la spécialité choisie. Dans ce but, il faut rattacher de grandes entreprises aux VUZ correspondants, et ainsi, en travaillant dans sa spécialité, l'étudiant passera en même temps deux années dans la production et les études du soir ou par correspondance, en fonction de son lieu d'habitation.

Il est nécessaire que les programmes d'études des sections du soir et par correspondance soient les mêmes que ceux de la section de jour. Alors, *P. 64* deux ans plus tard, on peut organiser un second concours auquel participent toutes les trois sections.

Il faut allonger jusqu'à six années la durée des études de la section de jour.

Il n'est pas nécessaire de décrire en détail notre plan d'études, conçu par les enseignants de notre institut d'après ce schéma. Je ne vais pas en parler, pour ne pas prendre du temps aux camarades qui n'ont pas de rapport direct avec notre spécialité.

Je dirai seulement que la troisième et la quatrième années d'études sont proposées en rupture avec la production. C'est durant cette période que se concentre l'essentiel de la partie théorique de la formation. En cinquième année, les étudiants suivent une instruction à la production comme ouvriers hautement qualifiés de l'industrie métallurgique.

En sixième année, ils ont un stage pratique destiné à rassembler les matériaux pour le mémoire de fin d'études, la fin des cours à option (*speckursy*) et la rédaction du mémoire. Nous croyons que ce schéma répond complètement aux propositions du camarade Khrouchtchev, grâce à la réalisation desquelles nous obtiendrons une amélioration importante dans la formation des spécialistes. […]

P. 76 **P.M. SILIN – professeur, travailleur émérite de la science et de la technique, institut technologique de l'industrie alimentaire de Moscou**

Camarades ! Vous avez écouté les interventions des représentants des plus grands VUZ. J'ai même un peu peur de parler après eux. Je vais le faire comme professeur, et non comme représentant d'un institut. Ce qui m'encourage, c'est le fait que je travaille en VUZ depuis 44 ans, après avoir étudié pendant six ans, donc au total j'ai affaire avec des VUZ depuis 50 ans. Avec cela, il est clair que je maîtrise différentes méthodes et différents plans d'études, et je considère comme un devoir de partager mon expérience. Il est en effet indispensable d'utiliser toutes les mesures pour rapprocher le supérieur de la production. Il est en effet temps de poser cette juste question.

Nous avons entendu plusieurs interventions, et il s'agit toujours d'améliorer ce que nous avons. Or qu'est-ce que nous avons ? Nous avons trois formes d'études dans le supérieur : les études de jour, du soir et par correspondance. Chaque forme a ses inconvénients, et nous essayons de lutter contre.

Etudes de jour. Ici l'enseignement théorique est bon, à tel point que l'étudiant perd parfois toute autonomie et marche où on lui dit d'aller. C'est le premier défaut. Par ailleurs, un étudiant de jour ne peut pas se familiariser étroitement avec la production. Il s'y sent comme un invité, il n'est pas dans la production, mais « en stage dans la production », et tout le monde doit le dorloter. *P. 77* Nous essayons de lutter contre ce défaut, mais quoi qu'on fasse un étudiant de jour se sentira toujours mal à l'aise dans une usine, ce n'est pas un ouvrier, mais un stagiaire (*praktikant*) à qui on a demandé d'être ouvrier. Quels que soient les efforts déployés pour améliorer la situation, l'étudiant de jour sera toujours un corps étranger, l'usine le considèrera toujours comme un élève, comme une dépense supplémentaire.

Je comprends Vâčeslav Petrovič [Elûtin] quand il exprime ses craintes à propos de l'augmentation du stage pratique dans la production : pourvu qu'on aille pas trop loin et que les usines ne commencent pas à protester. Il existe une certaine incertitude avec les VUZ de jour, on essaie de les réduire, en s'appuyant davantage sur les sections du soir et par correspondance.

Etudes par correspondance. Ici aussi nous avons des problèmes. L'étudiant par correspondance est avant tout un producteur, et si c'est un bon producteur, il pense à la production en travaillant et même en dormant : comment voulez-vous qu'il étudie ! D'habitude, il ne fait rien tant qu'il est à la production. Il ne fait pas d'études par correspondance, il fait ses études pendant les examens : il révise vite fait (*podzubrivaet koe-kak*) et réussit avec ça, mais le niveau de ses connaissances reste à coup sûr très bas. Et tous les enseignants le savent. On peut exiger d'eux plus de connaissances, on peut faire pression sur eux, mais déjà qu'ils sont instables, ils vont alors abandonner et les instituts par correspondance perdront leur rentabilité.

P. 78 Les étudiants du soir, ce sont des gens qui, après leur journée de travail, viennent suivre des cours en mathématiques et dans d'autres sciences. La tête lourde et fatiguée, ils n'en retiennent pas grande chose, et on a dit ici très justement que les connaissances des étudiants du soir sont plus basses que celles des autres. En effet, il faut être un homme supérieur (*svehčelovek*), avoir une application au travail et une santé sans pareil pour pouvoir tenir le coup, et en savoir autant que les étudiants de jour.

Ainsi, les trois systèmes ont des inconvénients qu'il est pratiquement impossible d'éliminer. Nous pouvons seulement améliorer la situation […].

En vertu de ma longue et riche expérience pédagogique, j'estime de mon devoir de vous faire part d'une méthode que seuls mes élèves connaissent, qui l'ont éprouvée : la méthode que j'appellerais « méthode coopérative d'enseignement supérieur ». Avant tout, je l'ai testée moi-même. J'ai étudié il y a longtemps à l'institut technologique, mais je n'avais pas d'argent. Que faisaient les étudiants avant la révolution, dans ce cas ? Ils donnaient des cours particuliers : je l'ai fait aussi, mais j'en ai eu assez et je suis entré à l'usine, où j'ai commencé à travailler. Ma spécialité était la production de sucre, et les usines sucrières travaillent de façon saisonnière. […] Je me consacrais entièrement à la production pendant toute la saison, […] c'est-à-dire tout l'automne, et au semestre de printemps seulement, j'avais la possibilité d'étudier. Trois années passèrent (1911-1913). Au lieu de cinq ans, j'en ai mis six à tout apprendre. […] *P. 79* C'est ainsi que j'ai étudié par la « méthode coopérative ».

[…] *P. 80* En me fondant sur ma propre expérience et sur celle du département technologique de l'institut agricole de Voronej, je me permets donc de vous proposer la « méthode coopérative » d'enseignement supérieur. Elle convient sans doute à toutes les productions saisonnières. On peut envoyer les étudiants à la production durant la saison en tant qu'ouvriers à part entière, et ensuite les faire étudier. Cela allongera la durée des études à sept années, mais sans les rendre plus chères, parce que l'étudiant, en travaillant comme un ouvrier normal, touchera un salaire et aura besoin d'une bourse seulement pendant trois ans et demi.

Que faire avec les autres spécialités non saisonnières ?

P. 81 La méthode convient également et ne coûtera rien aux entreprises. Il faut qu'un pourcentage des postes à l'usine, par exemple 5%, soit réservé aux étudiants. Et ces postes doivent être de vrais postes de travail. Au premier semestre l'étudiant travaille comme simple ouvrier, au second il fait ses études. Il doit avoir un binôme (напарник) : quand cet étudiant reprend les cours, celui qui avait étudié pendant le premier semestre reprend son poste. L'année est divisée en deux : une partie des étudiants font leurs études pendant la première moitié de l'année, l'autre pendant la seconde. Ainsi, ils travaillent en alternance à la production.

[…]

Comment appeler cette forme d'études ? De jour, mais qui n'arrache pas l'étudiant à la production. Il se sent un ouvrier, mais l'usine ne l'empêche pas d'étudier, et l'institut ne l'empêche pas de travailler dans la production. On devrait peut être réfléchir et choisir un tel système, qui pourrait apporter les résultats espérés. Je n'invente rien, je raconte comment moi-même j'ai fait mes études, et comment j'ai formé des gens qui n'ont pas souffert, mais sont devenus de bons spécialistes.

P. 82 Si ce système fait ses preuves, il peut devenir l'unique mode d'organisation des études, dans la mesure où les formes du soir et par correspondance deviendront inutiles.

[…] *P. 90* **N.M. ŽAVORONKOV - directeur de l'institut de technologie chimique « Mendeleïev » de Moscou**

Tous, nous partageons la critique des défauts du travail du secondaire et du supérieur placée dans le rapport du camarade Khrouchtchev, qui nous a été présentée dans le rapport du camarade Elûtin […]. Mais en ce qui concerne les formes et les méthodes de l'amélioration, ici, bien sûr, il peut y avoir des points de vue différents, et c'est pourquoi il est parfaitement naturel que, dans l'article du cam[arade] Khrouchtchev, il est précisé que cette question sera soumise à une discussion générale (*vsenarodnoe obsuždenie*). Si la question avait été aussi claire que le croit le directeur de l'institut de Dniepropetrovsk, il n'aurait pas été indispensable de la discuter. Au contraire, si une discussion générale est proposée, c'est qu'il y a plusieurs points incertains qui ne peuvent être tranchés que par le débat, la discussion. C'est seulement par cette voie que nous pourrons indiquer les principes de l'amélioration du travail du secondaire et du supérieur.

Je pense qu'en réfléchissant à ces principes, il ne faut pas chercher un modèle unique (*šablon*). Adopter un modèle unique, appliquer des méthodes générales aux VUZ scientifiques, c'est ce qu'il y a de pire à faire. *P. 91* Chaque VUZ doit avoir son propre modèle, pour faire disparaître les défauts dont nous parlons.

Je suis tout à fait d'accord avec les camarades qui appellent à ne pas oublier cette grande et positive expérience qu'a constituée l'école soviétique depuis 40 ans. Nous ne sommes pas les seuls à la reconnaître, ces succès sont aussi reconnus par nos adversaires (*vraždebno nastroennye k nam lûdi*).

Tout récemment j'ai eu l'occasion de parler avec des responsables de VUZ des Etats-Unis d'Amérique. Ils sont étonnés et effrayés non par le fait que nous diplômons largement plus d'ingénieurs qu'eux. Ils diplôment 25 000 ingénieurs pour une quantité d'étudiants bien plus grande, alors que cette année nous en avons diplômé 75 000, soit trois fois plus. Mais ils sont effrayés par le fait que la jeunesse états-unienne est très peu attirée par les disciplines scientifiques et techniques. Une grande partie va dans les VUZ de sciences humaines, en art, mais très peu va dans la science et la technique, et cela les effraie.

Il faut dire que lors de la discussion des défauts du supérieur, l'an dernier, on a fait des remarques sur la surcharge de travail des jeunes, comme quoi il fallait la faire baisser, etc. Mais ce n'est pas le fait qu'il y a eu une certaine baisse de charge (*razgruzka*) l'an passé qui explique que les concours d'entrée de cette année doivent nous inquiéter, car dans les VUZ techniques ils ont révélé un niveau plus bas que dans les VUZ généraux. Dans les facultés de mathématiques et de physique, le concours ne s'est pas si bien passé, *P. 92* cela aussi doit nous alerter (*nastorožit'*).

Je reviens au point évoqué par les camarades Petrovskij et Aleksandrov, quant à l'âge des jeunes spécialistes diplômés. […] il ne doit pas augmenter beaucoup et, pour une

partie des spécialistes, rester à 22 ou 23 ans. […] la science exige de grands efforts, une énergie intellectuelle du peuple. Si le peuple veut aller de l'avant, si nous le voulons, nous devons envoyer les jeunes dans la science à l'âge le plus créatif, assez tôt. Voilà pourquoi l'élévation de l'âge des diplômés peut avoir des conséquences néfastes et doit donc nous alerter.

Pourquoi suggère-t-on d'augmenter l'instruction pratique ? Je citerai deux objectifs : 1) l'éducation au travail (*trudovoe vospitanie*) ; 2) l'acquisition de compétences pour la future profession. […]

Le premier de ces objectifs doit, sans aucun doute, être à la base [de la formation] et ce, pour tous sans exception. L'éducation au travail peut être effectuée dans le cadre du système actuel. Il faut dire que depuis deux ou trois ans, l'admission de candidats ayant une expérience de travail dans la production a beaucoup amélioré les choses. Non seulement on recrute des gens qui ont une certaine expérience de la vie, mais ces jeunes […] *P. 93* ont aussi une influence éducative sur ceux qui n'en ont pas.

Je dirais que pour nous, pour les branches scientifiques et techniques, il faut conserver l'ordre ancien : en recruter une partie avec une expérience de deux ans de travail, et l'autre – la partie capable (*sposobnaâ čast'*) – sans expérience. Ici, il faut absolument s'arrêter sur le terme « doué (*odarennyj*) » : j'estime incorrect de l'employer à propos du jeune âge. Les dons se révèlent avec l'expérience au travail. Je pense que la jeunesse capable (*sposobnaâ*) doit avoir la possibilité de faire des études supérieures sans expérience de travail physique ; en premier lieu, celle issue de cette catégorie sociale que N.S. Khrouchtchev a mentionnée dans sa lettre – la jeunesse paysanne. Si on regarde les statistiques, cette année ont été recrutés dans nos instituts environ 3% d'enfants de kolkhoziens, et moins encore les années précédentes. Je ne crois pas que dans les autres VUZ ce pourcentage soit plus élevé. Cela doit nous alerter. Il n'est pas acceptable qu'un si petit pourcentage d'enfants dans nos VUZ représente un groupe social si important dans notre pays. La population rurale doit certainement constituer plus de 50% de la population au total, et cela doit nous inquiéter. Pour cette catégorie d'enfants, je crois, on devrait annuler l'exigence d'expérience à la production, parce que les gars des kolkhozes participent aux travaux agricoles en été, ont une expérience de la vie, ont passé leur école du travail : on peut donc les libérer de l'expérience de travail physique, *P. 94* et leur donner la possibilité d'être admis en VUZ, alors qu'à présent ils ont les mêmes conditions que les autres aux concours. Ils sont beaucoup plus timides, ils connaissent moins les choses simples auxquelles les enfants de la ville sont habitués dès le plus jeune âge – il faut le prendre en considération, ainsi que le fait que leurs connaissances moins solides qui les désavantagent aux concours ne sont pas dues à des capacités moins bonnes, mais au fait que leur enseignants sont moins bons que ceux des écoles urbaines.

Et donc, en prenant en compte cette situation, j'insiste sur ma proposition de dispenser les enfants des kolkhoziens de la nécessité d'avoir une expérience de travail, et de leur donner la possibilité d'accéder directement aux VUZ.

A l'avance, je ne suis pas d'accord avec la thèse avancée par V.P. [Elûtin] dans son rapport sur l'obligation d'avoir effectué une expérience de travail pratique dans l'agriculture si l'on veut étudier dans un VUZ agricole. L'expérience de travail ne doit pas être spécialisée. Autrement, nous priverons les jeunes ouvriers de la possibilité de faire des études agricoles, si telle est leur vocation. […]

Cela a été bien et justement dit par le camarade Khrouchtchev : *P. 95* l'expérience de travail doit être comprise en général, le lieu où elle s'est déroulée n'a pas d'importance.

[…] Notre système d'enseignement secondaire et supérieur est très justement critiqué parce qu'il conserve trop de traits d'un enseignement classique. Il faut dire que les forces progressistes se sont toujours prononcées, dans le passé, contre la formation classique comme un moule contraignant, qui étouffe le développement des capacités créatrices des enfants et de la jeunesse. Chez nous ce classicisme ne s'exprime plus par l'enseignement du grec et du latin, comme c'était le cas dans les écoles d'antan, mais, à y regarder de près, il y a beaucoup de « latinisme » (*latynŝina*) dans le secondaire, mais aussi dans le supérieur.

A cette tribune on a dit que, pour mieux former les spécialistes, il fallait ajouter et augmenter, mais personne n'a dit qu'il fallait réduire [les plans d'études]. Car au bout du

compte, les capacités humaines sont limitées. En restructurant et en améliorant le supérieur, nous devons avant tout penser à décharger les étudiants. Notre premier défaut est la grande quantité des matières étudiées (*mnogopredmetnost'*). Dans le supérieur, comme dans le secondaire, on enseigne beaucoup de matières importantes, qui le sont tout de même moins que les matières fondamentales. En prenant en considération le fait que les capacités humaines sont limitées, *P. 96* il faut résolument en enlever une partie, diminuer leur nombre dans les programmes, et en renvoyer certaines directement dans la production.

Si nous sommes tous d'accord qu'il faut améliorer l'instruction à la production, il y a des divergences concernant la forme, à savoir s'il faut commencer par l'instruction à la production en cours du soir ou par correspondance ou si l'instruction à la production doit être organisée après trois années d'études théoriques : c'est là le seul point obscur. Mais tout le monde est d'accord qu'il faut améliorer et augmenter la part de l'instruction à la production.

[…] *P. 97* Inversement, nous sommes souvent très légers sur l'introduction de nouvelles matières. C'est le cas par exemple avec le guidage automatique, le téléguidage de la production. Pour l'industrie chimique, cette matière est d'une importance exceptionnelle : c'est le domaine le plus prometteur de l'industrie, qui à l'avenir aura des usines entièrement automatisées, d'ailleurs il y en a déjà. […] mais il est impossible d'introduire cet enseignement et l'étude de cette discipline par un simple décret (*prikaz*) [au niveau de l'institut] disant : « introduire tel cours, pour tel nombre d'heures, dans le plan d'études ». Pour [le faire], il faut modifier en profondeur le plan d'études, *P. 98* il faut donner des cours élargis de théorie des probabilités et d'analyse vectorielle. Ici, on ne peut pas être léger dans la formation des cadres qui résoudront les problèmes d'automation dans l'industrie, la mise au point de systèmes automatiques, etc., ils doivent être armés en mathématiques et en physique pour cela.

A présent, des propositions parfaitement concrètes pour la formation des ingénieurs chimistes. […] aujourd'hui, dans certains secteurs de la production, la quantité des ingénieurs atteint 45% du personnel total de l'entreprise, et continue d'augmenter. La majorité des secteurs de l'industrie chimique se caractérisent par la faiblesse du nombre d'ouvriers. Son développement, son progrès sont impensables sans un renforcement de la formation théorique générale (mathématiques et physique). Une personne qui ne maîtrise pas ces sciences de base ne peut pas travailler à la synthèse de nouveaux polymères. Certains s'imaginent que c'est là une sorte de cuisine qui s'opère dans un matras, mais pour qu'elle donne de nouveaux polymères, ceux-ci doivent naître dans un cerveau humain. La synthèse d'une nouvelle matière chimique se réalise scientifiquement, et non empiriquement. Le siècle de l'empirisme est révolu.

P. 99 De ce point de vue, il me semble, et nous avons discuté cette question au conseil scientifique, notre opinion unanime est que les trois premières années de formation des ingénieurs chimistes pour les secteurs fondamentaux de l'industrie chimique,surtout pour les nouvelles technologies, pour les polymères, pour l'accompagnement chimique de l'industrie atomique, doivent s'effectuer en rupture avec la production, avec un réel renforcement de la préparation de nos étudiants en physique et en mathématiques. C'est à cette condition uniquement que nous pourrons former des cadres pour le futur progrès dans cette branche.

A vrai dire, nous formons déjà aujourd'hui des spécialistes pour toutes sortes de productions, et même pour certaines branches de l'industrie chimique qui n'existent pas encore mais qui vont exister seulement dans cinq ans. Or nous devons penser à former des cadres avec douze à seize ans d'avance, tout en sachant que la moindre faute dans nos calculs aura de très graves conséquences pour le pays.

De ce point de vue, notre équipe enseignante […] est unanime. Ceci n'exclut pas que les études du soir et par correspondance se développent de leur côté. Il y a beaucoup de praticiens avec une formation secondaire spécialisée, dans l'industrie chimique, qui désirent acquérir une formation supérieure, et dont l'expérience pratique est assurément très précieuse. […] *P 100* Mais pour assurer le progrès de l'industrie et de la science chimiques, nous ne devons pas oublier qu'il faut en permanence forger de nouveaux jeunes cadres.

Même si leur période d'incubation sera un peu plus longue, entre la sortie du VUZ et le moment où ils maîtriseront la production technique, en revanche ils seront armés sur le plan théorique, ils seront en état de réaliser ce progrès.

Nous n'avons pas encore fini de réfléchir sur cette question, nous continuons à travailler dans cette direction. Ce n'est pas une grande affaire d'esquisser le plan d'études et de le colorier de différentes couleurs, mais il faut réfléchir soigneusement, parce que c'est une question avec beaucoup d'inconnues. […]

P 101 parfois nous pouvons fournir de vrais postes de travail aux étudiants, parfois c'est impossible, surtout dans les nouvelles entreprises qui sont encore en pleine création. […]

Enfin, il est évident que la *perestroïka* qui doit avoir lieu doit résoudre un problème fondamental : celui du bachotage (*školârstvo*) et celui de l'absence de compétences autonomes pour la maîtrise de la science, chez nos étudiants. Nous l'écrasons avec une multitude de matières et quantité d'heures de cours, à tel point qu'il a perdu l'habitude de travailler par lui-même et de lire des livres : il révise à partir des résumés des cours (*po konspektam*). La *perestroïka* doit toucher aussi certaines formes de la formation. Dans notre cursus, 40% du temps est consacré au travail en laboratoire. *P. 102* Mais je pense, et mes collègues me soutiennent, que cette part doit être augmentée, et le nombre de cours magistraux, réduit.

Je pense que nous avons accordé trop d'importance aux cours magistraux, considérant que c'était le nectar de l'enseignement supérieur. C'est une erreur : pour certaines disciplines, les cours magistraux restent sans doute une forme d'instruction très importante, mais pour d'autres, il est temps de passer des cours magistraux aux travaux en laboratoire et, au besoin, à l'étude personnelle. Les cours magistraux ont été introduits au moyen âge, quand Jan Huss parlait de la tribune de l'université de Prague, il y a 500 ans. A l'époque, il n'existait pas d'autre moyen de transmettre la science aux étudiants, mais aujourd'hui c'est devenu anachronique…

KIRILLIN : Alors il en résulte que les formes du soir et par correspondance ne sont pas si mauvaises ?

ŽAVORONKOV : Je ne le nie pas, mais une chose me fait peur. Les camarades veulent former en six ans un ingénieur, en même temps qu'un travail pénible à la production. Les forces de l'être humain sont quand même limitées, et on ne peut pas être aussi léger à ce sujet. Je suis d'accord avec les camarades qui voudraient entendre l'avis des médecins sur cette question…

QUELQU'UN DU PRESIDIUM : Quel pourcentage pourra le supporter ?

ŽAVORONKOV : Tout le monde n'est pas capable de le supporter. Je pense que dans ce cas, l'attrait des jeunes va s'affaiblir, et nous pouvons en détourner des études, justement à cause de leur très grande pénibilité. J'estime que toutes les formes d'enseignement – de jour, par correspondance et du soir – ont le droit d'exister ; les deux dernières ont besoin d'amélioration, plus que la première, mais elles ne s'excluent pas entre elles, elles doivent être conservées et exister, se développer et s'améliorer.

[…]

N.S. SIUNOV – Directeur de l'institut polytechnique d'Oural

[…] *P. 116* Les questions de la *perestroïka* de l'enseignement supérieur préoccupent au plus haut point le collectif des travailleurs scientifiques, et en écoutant attentivement les interventions, on voit que s'expriment des points de vue plutôt contradictoires. Il est évident qu'une discussion ouverte comme celle qui a lieu à notre réunion aujourd'hui permettra de trouver des solutions acceptables pour tout un groupe de VUZ de tel ou tel type, et qui ouvriront la voie à une élévation substantielle de la qualité de formation des spécialistes dans l'enseignement supérieur soviétique.

P. 117 **I. ŠVEC – recteur de l'université de Kiev**

Je veux commencer mon intervention par une petite remarque concernant celles de mes collègues qui sont à la tête des universités de Moscou et de Leningrad qui, je parlerai

sans détours, j'ai assisté à plusieurs réunions de ce genre, n'arrêtent pas de souligner directement et indirectement la position à part, privilégiée des deux universités, sans que ce soit vraiment nécessaire. Qui d'entre nous ne connaît pas les universités de Leningrad et de Moscou, ces VUZ absolument remarquables ? Qui n'est pas au courant que c'est là que sont concentrés des cadres scientifiques excellents ? Qui parmi tout le peuple soviétique n'est pas fier de ces établissements ? Nous en sommes tous fiers et ce n'est pas étonnant. Ce qui est étonnant, c'est qu'un collectif aussi important comme celui de l'université de Moscou, qui compte 460 professeurs, selon Ivan Grigor'evič [Petrovskij], n'a pu présenter à notre réunion rien de concret, aucun schéma […] de réorganisation du supérieur […] à la lumière des idées de Khrouchtchev sur le rapprochement de l'école secondaire et supérieure avec la vie et avec la production.

P. 118 Je ne peux pas croire qu'un aussi grand collectif n'ait pas travaillé sur les questions de la réorganisation du supérieur après le 13e congrès du Komsomol, je ne crois pas non plus que le collectif de l'université de Leningrad n'ait pas travaillé là-dessus, mais alors, pourquoi les recteurs de ces universités ne font-ils pas de propositions, pourquoi ne prennent-ils pas l'exemple des interventions des kostromiens, du camarade Siunov ou d'autres ?

Ce serait beaucoup mieux si ces deux centres […] s'étaient donné pour but de devenir des pionniers dans la réorganisation des études, ne serait-ce que pour nos universités ; ce serait beaucoup mieux si nous entendions que ces universités désirent de toutes leurs forces aider les autres, envoyer leurs professeurs faire des cours magistraux dans les VUZ de la périphérie, voire convaincre quelques professeurs éminents en mathématiques de s'installer complètement en province : il n'y a pas de honte à cela, le gouvernement et le ministère de l'Enseignement supérieur nous appellent à le faire.

L'université de Kiev n'a pas jugé impossible d'envoyer à Moscou […] les mathématiciens Lavrent'ev et Bogolûbov, ou l'inventeur de la machine à calculer, Lebedev, et nombre d'autres savants. Pourquoi les Moscovites et les Leningradois n'enverraient-ils pas leurs mathématiciens dans nos VUZ de périphérie ? Voilà ce que je voulais dire.

P. 119 Hier, comme tous les présents, j'ai encore une fois lu avec attention les idées de Nikita Sergeevič Khrouchtchev. Ce dernier, comme vous le savez tous, ne sépare pas la question de la formation des cadres pour notre économie de l'instruction secondaire et supérieure. […]

C'est de ce point de vue qu'il faut aborder la résolution des tâches qui nous attendent, et ils ont bien fait, les camarades qui ont avancé des propositions concrètes, même si elles ont un caractère de discussion (*diskussionnyj harakter*). […]

P. 121 Pour les universités, nous proposons de recruter les étudiants des facultés théoriques (physique, mathématiques, astronomie, mécanique, etc.) et des facultés de chimie, géologie et biologie parmi les personnes ayant une formation secondaire complète, sans exiger d'expérience dans la production. Ces jeunes auront acquis certaines compétences de travail dans la production, grâce à la réorganisation du secondaire. Dans les facultés de lettres, historiques, géographiques, économiques et juridiques, nous proposons de recruter les diplômés du secondaire ayant une expérience dans la production de deux ans minimum. Dans le futur, quand le secondaire donnera des compétences de travail à la production, il ne sera peut être plus nécessaire de le demander lors du recrutement pour ces facultés non plus.

La grille du plan d'études que nous proposons coïncide avec les propositions du MVO SSSR et avec celles des camarades ayant pris la parole. Dans toutes les facultés théoriques (physique, chimie, mathématiques, mécanique, astronomie, etc.), nous proposons que les études se déroulent entièrement en rupture avec la production, mais avec une augmentation considérable du nombre de travaux en laboratoire et de l'instruction à la production, et avec un stage d'un an en 5e année dans des laboratoires de production ou dans des instituts de recherche scientifique.

Dans les facultés chimique, biologique et géologique, nous proposons d'organiser les deux premières années d'études sans rupture avec la production. Ensuite, en 5e année, les étudiants passeront également une année à la production, en fonction de leur spécialité.

P 122 Une question tout à fait naturelle se pose : durant quelles années, les premières ou les dernières, vaut-il mieux organiser les études sans rupture avec la

production ? Nous considérons qu'il vaut mieux travailler sans rupture avec la production dans les premières années d'études. Et ce n'est pas si grave si c'est dans les premières années qu'on reçoit des connaissances fondamentales […]

P. 124 […] A propos des manuels et des recueils de documents, Ivan Grigor'evič [Petrovskij] a manifestement exagéré lorsqu'il a dit que tout, ou presque, de ce qui est écrit dans les travaux et les recueils des VUZ de province est de mauvaise qualité.

Je ne suis pas d'accord avec ce jugement. Il faut donner plus d'autonomie aux VUZ « provinciaux », j'emploie le terme entre guillemets, parce que je ne peux pas appeler ainsi des établissements comme l'université de Kazan, l'institut polytechnique d'Oural et beaucoup d'autres. […]

P. 146 […] **A.I. MARKUŠEVIČ – ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR**

[…] le Présidium m'a indiqué qu'il serait souhaitable de dire quelques mots sur la *perestroïka* du secondaire

STOLETOV : Oui, c'est un souhait de l'assistance.

QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE : C'est le plus important ! […]

P. 157 […] Pour conclure, je voudrais dire quelques mots des soi-disant écoles pour enfants doués, qui au cours de la discussion rencontrent les doutes que vous savez, et même une véritable résistance de la part de nombreux responsables de l'enseignement. Lors de la réunion organisée au niveau de la RSFSR par notre ministère, fin juillet-début août, les participants ont dit que ce seraient là « des écoles non pour enfants doués, mais pour parents doués » (RIRES).

A partir de là, beaucoup ont objecté à cette proposition. Or il me semble, à moi, que si ces craintes sont en soi fondées, il est temps de renoncer aux préjugés traditionnels (*tradicionnye predubeždeniâ*). Si on admet que l'État a parfaitement intérêt à avoir des écoles qui nous fournissent les futurs Chaliapine, Oulanova[1762], Répine, Sérov et autres, alors il doit aussi y avoir des écoles dans lesquelles seront décelés, de la façon la plus attentive, les dons (*darovaniâ*) des futurs éminents mathématiques, physiciens et linguistes. Il y a pour cela des moyens objectifs, que donnent la science et *P. 158* la psychologie moderne, laquelle permet de déceler les capacités précoces en mathématiques ou en langues, avec une plus grande certitude que pour celles des futurs peintres ou musiciens. Le but est d'assurer à ces gens capables, par une organisation appropriée des études, la possibilité de recevoir un enseignement approfondi.

Comme je me le représente, personnellement (*Mne lično predstavlâetsâ*), ce n'est pas la peine de chercher et d'inventer quelque chose de complètement nouveau, de jamais vu jusqu'ici : il suffit de mettre à profit l'expérience des écoles dites « différenciées » (*differencirovannye*) ou « à instruction forcée » (*forcirovannye*), qui existent en Occident depuis des décennies. A savoir, organiser dans plusieurs villes du pays un certain nombre d'écoles qui possèdent, après la 8e année d'études, une section de physique et de mathématiques, de sciences exactes, une de langues et tout un ensemble d'autres sections. Les élèves y seront admis, après de très sérieux contrôles appropriés, pour y achever leur instruction secondaire polytechnique, dans une situation où le travail physique (*trud*) ne serait pas inclus dans un arsenal de mesures éducatives, mais où ils pourraient acquérir une formation approfondie en fonction de leurs capacités, en vue de poursuivre des études dans le VUZ correspondant.

C'est ainsi que je me représente cette réforme. […]

P. 160 **A.F. BERMANT – professeur à l'institut d'ingénierie et de construction de Moscou**

[1762] Il s'agit probablement de la célèbre ballerine Galina Oulanova (1910-1998). (LC)

Je serais tenté de commencer par [réagir à] l'intervention d'Aleksej Ivanovič [Markuševič], parce que nous avons tout un ensemble d'objections essentielles à faire aux indications du ministère de l'Instruction, mais il faudra les réserver à une conversation à part.

[…] La grande conversation initiée à l'invitation de Nikita Sergeevič [Khrouchtchev] concerne les grands plans qui sont au fondement du développement de tout le système d'enseignement, et déterminera, assurément, pour de longues années, ce que nous vivrons et ce pour quoi nous travaillerons.

De ce point de vue, la discussion d'hier, ici, fut quelque peu décevante. Je ne parle même pas de la discordance (*raznoboj*) entre les propositions qui ont été livrées, sur les plus petits détails, depuis cette tribune. Je veux parler […] des questions de principe qui ont été discutées, à commencer par les arguments fondés, de mon point de vue, et l'appréhension des recteurs des universités de Moscou et Leningrad, les professeurs Petrovskij et Aleksandrov, et jusqu'à un exposé très enjoué (*trubadurnoe*), enthousiaste comme celui du directeur de l'institut minier et métallurgique de Dniepropetrovsk.

P. 161 Je voudrais dire que j'ai écouté avec un intérêt et approbation l'intervention du directeur de l'institut « Mendeleïev », le professeur Žavoronkov. Ses arguments étaient, il me semble, très fondés, et réfléchis.

[…] permettez-moi de donner un exemple historique. Au temps de Napoléon, lorsque la célèbre *École polytechnique* de Paris avait déjà conquis une place de choix, l'académie militaire napoléonienne [*sic*] accorda de moins en moins d'attention au travail de cette école polytechnique, mais […] d'après les historiens, Napoléon mit un terme à cela, en disant qu'il ne voulait pas tuer une couveuse qui lui apportait des œufs d'or. Il me semble qu'il vaut la peine de garder à l'esprit cet exemple, quand on discute de la démolition (*slom*) rapide d'un système qui a produit de grandes avancées.

Je suis d'accord avec ceux qui ont dit que les collectifs d'enseignants de l'université de Moscou et de Leningrad ne se sont pas suffisamment préparés à cette réunion : ils auraient pu fournir des propositions plus réfléchies, et pas seulement indiquer l'absence de clarté, Aleksandr Danilovič [Aleksandrov].

QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE : Camarades, je peux résumer un programme, si on me donne cinq minutes pour le faire…

BERMANT : Si vous pouvez résumer un grand programme en cinq minutes, je pense que le président de séance vous les donnera.

J'aurais voulu parler des questions de principe.

P. 162 La thèse fondamentale de Nikita Sergeevič et de l'article de Vâčeslav Petrovič, à savoir que le défaut majeur de notre système tient au décalage (*otstavanie*) par rapport à la vie, j'aimerais la considérer au sens large, et non sur le seul plan de la formation pratique des diplômés. [...] je veux voir cette coupure avec la vie dans le fait que nos diplômés sont insuffisamment formés sur le plan théorique.

[...] Si on considère cette thèse au sens large, alors il me semble que la panacée que beaucoup voient dans la démolition totale, et le passage à l'alternance continuelle de l'instruction théorique et productive, exige encore une réflexion sérieuse, et nous sommes encore loin de pouvoir l'adopter.

Permettez-moi de vous dire deux mots sur les défauts de notre enseignement supérieur. Peut-être pourrons-nous les supprimer, améliorer sous tous les angles la formation des spécialistes, et liquider le décalage dont on parle très justement [...] *P. 163* Je vais nommer cinq défauts, liés les uns aux autres.

1) Tout le régime établi au sein du supérieur conduit non à l'autonomie, mais à son contraire : à l'infantilisme (*infantilizm*), à l'enfantillage (*rebâčlivost'*), au bachotage (*školârstvo*).

2) L'approche quantitative est inadmissible, quand tous les résultats sont évalués en fonction de données quantitatives, et non de la qualité. Cela conduit très souvent au système : plus de chiffre, moins de valeur. J'ai peur que ce qu'a avancé le directeur de l'institut de Dniepropetrovsk, à savoir que tous ses étudiants ont des notes bonnes ou

excellentes, est le résultat de ce même système. Cela conduit à l'abaissement des exigences […].

3) […] la construction des plans d'études ne prend pas en compte l'importance de la matière [pour la profession future]. J'aimerais considérer nos plans d'études du point de vue du physicien qui établit le bilan énergétique d'un système. […] prenez l'enseignement des mathématiques dans les premières années de VUZ et de VTUZ […] *P. 164* De l'avis non seulement des mathématiciens, mais de tous ceux qui ont affaire avec la formation des spécialistes, de tous les ingénieurs, l'étudiant doit dépenser, pour maîtriser cette matière, entre 20 et 30% de son travail, de son temps et de ses efforts. […] tel est l'avis de tous ceux avec qui nous avons pu converser, et nous avons eu de nombreuses conversations dans les instituts, à la commission, avec des ingénieurs praticiens, des théoriciens, des spécialistes.

Quel est actuellement le pourcentage dépensé pour cette discipline ? Il n'excède pas 10% : telle est la situation réelle, d'où provient l'abaissement des exigences, la baisse du niveau, le caractère superficiel des connaissances, etc. […]

4) J'estime qu'il n'existe pas de véritable direction ni inspection de la part du ministère de l'Enseignement supérieur, il n'y a qu'une direction administrative et économique, il y a une direction méthodologique générale, mais pas de direction sur l'essentiel, qui ferait vérifier par des spécialistes le travail scientifique et les études. […] *P. 165*

5) Cela vous concerne, Aleksej Ivanovič [Markuševič] : c'est le niveau insuffisant de formation des candidats à l'entrée en VUZ. […] Il y a une forte baisse des connaissances. Voici les données pour notre institut : je prends le pourcentage de notes passables[1763] aux concours d'entrée […] : en 1955, 14% ; en 1956, 21%, en 1957, 34%. Je parle de mon institut d'ingénierie et de construction. Cette année, grâce à d'importantes mesures diverses et variées, nous avons réduit ce pourcentage, c'est-à-dire augmenté celui des notes bonnes et excellentes (RIRES DANS L'ASSISTANCE, BRUIT). Je comprends votre ironie. Mais outre ce qui suscite vos rires, nous avons réellement pris des mesures pour augmenter les notes des candidats. […]

Que se passe-t-il ? Il n'est pas facile de le dire dans cette assistance grande et honorable, j'emploierai un autre terme, il se produit une grande « médiocrité (*serost'*) » des candidats, la quantité des « trois » augmente, celle des « quatre » et des « cinq » diminue.

QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE : Ce sont les exigences qui augmentent. (BRUIT)

P. 166 **BERMANT :** Excusez-moi, mais je le dis ici de façon certaine, parce que j'ai suivi ces questions et je les connais bien. L'opinion des plus grands de nos VUZ est que, cette année, le niveau de formation des candidats a fortement baissé. Cela, les représentants des instituts de l'aviation, de l'énergie, de chimie, de la construction de machines peuvent le dire. […]

Que se passe-t-il avec l'enseignement par correspondance ? […] Nous avons pris et transposé, sans réflexion critique (*nekritičeski*) dans le système par correspondance toutes les caractéristiques du système de jour, et nous voulons nous persuader nous-mêmes, et les autres, qu'il est possible de les appliquer. Par exemple, on exige de l'étudiant par correspondance en VTUZ qu'il apprenne le même cours de mathématiques que l'étudiant de jour. Mais c'est de la pure métaphysique, c'est une approche irréaliste, et je vous assure que nous nous trompons nous-mêmes, pour une raison qui m'échappe : cela ne peut pas être ainsi. Si l'expérience de la vie et du travail dans la production aide à l'apprentissage des disciplines spécialisées, elle n'aide pas, mais au contraire elle empêche celui des disciplines théoriques générales. C'est ainsi. […]

P. 167 Quelle conclusion tirer de ce qui précède ? Devons-nous entièrement abandonner le système de jour, tel qu'il est ? A mon avis il n'en est pas question dans la lettre de Nikita Sergeevič, lequel dit qu'à l'avenir, la forme principale d'enseignement technique doit être par correspondance et du soir. […] Dans l'article de Vâčeslav Petrovič, il est dit que pour les nouvelles technologies, les mathématiques, la biologie, etc. on peut conserver le système existant. [...]

[1763] « *trojki* » = note de trois sur cinq. (LC)

P. 169 Enfin, je voudrais revenir sur le slogan « rapprocher de la vie ». Encore une fois, je serai parfaitement franc : lorsque nous disons « rapprocher de la vie, de la production », il faut se souvenir que nous devons nous référer non pas au jour d'aujourd'hui, encore moins à celui d'hier, mais à celui de demain. Si l'ingénieur-praticien est destiné à maîtriser la production d'aujourd'hui et de demain, les VTUZ de profil large doivent former l'ingénieur d'après-demain.

Permettez-moi de donner deux exemples ; peut-être ne seront-ils pas très agréables. Le premier concerne la situation des travaux sur l'atome au début. Comme on sait, en 1940-1941 ils étaient presque considérés comme criminels. On les considérait comme éloignés de la production. Je connais des physiciens qui ont été déshonorés publiquement pour avoir travaillé sur autre chose que ce qui était « nécessaire à la production d'aujourd'hui », mais grâce à Dieu nous avons rattrapé notre retard sur l'atome, et nous sommes même en avance. Je vois deux raisons à ce succès : premièrement, le nombre de physiciens talentueux et désobéissants, et deuxièmement, un désordre suffisant dans la direction (*dostatočnyj besporâdok v upravlenii*).

Si on les avait surveillés pour de vrai, et si on les avait forcés à faire ce qu'on leur disait, les physiciens n'auraient pas travaillé sur l'atome. Voilà les deux raisons. (RIRES DANS L'ASSISTANCE). Les physiciens me corrigeront [si je me trompe]. Je peux donner les noms des savants remarquables, dont nous sommes fiers à présent, mais qui se cognaient la tête contre les murs *P. 170* en 1942, sous mes yeux, pour qu'on leur permette de travailler sur l'atome, en leur donnant les moyens de le faire. A présent nous sommes fiers de ces camarades.

[Le second exemple]. Encore tout récemment, on considérait comme une chose honteuse, coupée de la vie d'aujourd'hui, de la production, l'étude des machines de guidage, du calcul électronique, du calcul informatique, bref de ce qu'on appelle la cybernétique, la science du guidage. Je peux citer le titre d'un article : « La cybernétique est une science d'obscurantistes ». Nous sommes tellement en retard dans ce domaine que c'en est à pleurer. Et ce n'est pas parce que le slogan « rapprocher de la vie » est incorrect, mais son application unilatérale dans le sens de l'orientation pratique. A présent, nous essayons de rattraper à grands pas notre retard en cybernétique.

Il faut toujours garder à l'esprit ces deux exemples très caractéristiques et vivants, quand nous voulons exécuter ce slogan judicieux, « rapprocher de la vie ».

Enfin, à propos du travail physique (*trud*). C'est vrai qu'il enrichit, qu'il embellit, qu'il porte toute l'humanité. Mais s'il perd sa pertinence éducative aux yeux des jeunes, s'il n'est pas justifié psychologiquement, ni pédagogiquement, au lieu d'être une joie il deviendra quelque chose d'odieux.

Si nous ne relions pas la tâche du travail avec celles du processus éducatif, si le jeune le ressent comme une corvée, comme aujourd'hui le ramassage des pommes de terre (*posylka na kartošku*)… C'est un fait que, parfois, il arrive que le travail se transforme en quelque chose de tout à fait injustifié, comme quand on envoie dans des conditions affreuses les jeunes du conservatoire ramasser les pommes de terre. Ce n'est pas la peine d'expliquer pourquoi c'est injustifié (BRUIT DANS L'ASSISTANCE).

Si on réfléchit à la question de l'importance éducative du travail physique, c'est une vaste question qui est devant nous… (DANS L'ASSISTANCE : CELA SUFFIT ! LE REGLEMENT !). […]

DAVTÂN – recteur de l'université d'Erevan

[…] *P. 199* Sur la question des VUZ il y a en effet encore beaucoup de choses à éclaircir. Il ne faut pas s'étonner si certains camarades expriment leur préoccupation (*ozabočennost'*). Dans la lettre du camarade Khrouchtchev, il est dit que les sérieux problèmes qui sont posés exigent une discussion complète (*vsestoronnoe*), et à son stade actuel, il est peut-être simplement indispensable d'avoir des visions différentes (*raznye vzglâdy*), pour parvenir à la vérité.

P. 200 Les dirigeants de MGU et LGU ont manifesté une grande préoccupation. Plutôt que de rester indifférent et de se taire, au stade de la discussion, il est au contraire indispensable d'accueillir favorablement les avis qui s'expriment, même les doutes. […]

Il s'agit de bien prendre conscience de ce que signifie « rapprocher les VUZ de la vie ». Il faut y réfléchir. J'estime que […] la faculté de physique et de mathématiques d'une université serait coupée de la vie, si les mathématiques calculatoires n'y étaient pas assez développées. […] parce que la vie et la production contemporaines exigent un niveau très élevé de technique et de science. Si un diplômé ne possède pas les savoirs [nécessaires], alors c'est une coupure avec la vie. […]

P. 201 Je dirai quelques mots sur l'enseignement universitaire, en exprimant l'avis de mes camarades de l'université d'Erevan.

Il nous semble que la tâche principale de l'université est de former des cadres hautement qualifiés sur le plan scientifique et pédagogique, pour les académies des sciences, les instituts de recherche scientifique, les laboratoires, les VUZ, les *tehnikum*, les laboratoires des usines et des fabriques, et, dans certaines spécialités, pour le secondaire. L'enseignement universitaire se distingue essentiellement de celui des instituts spécialisés : l'université a vocation à assurer une large formation théorique, académique, à armer ses pupilles des connaissances des dernières avancées de la science. La formation de tels cadres est absolument indispensable pour le progrès continu de la science et de la technique, *P. 202* surtout quand le pays effectue son passage à la société communiste, où le niveau de développement de la science et de la technique, mais aussi celui du développement intellectuel des membres de la société doit être très élevé. […]

Pour réussir dans ces tâches, il nous faut réfléchir sérieusement à tous les moyens d'améliorer le travail des universités. Ici il s'agit avant tout de revoir les plans et les programmes d'études […].

Il est indispensable que les candidats à l'entrée à l'université disposent de recommandations des organisations sociales, reçues dans la production ou dans leurs études, et certifiant qu'ils ont manifesté capacités et intérêt pour tel ou tel domaine scientifique.

P. 203 Chaque faculté doit avoir une commission d'admission dirigée par le doyen. Après avoir examiné individuellement le candidat, cette commission doit avoir le droit de refuser l'admission aux personnes qui ne conviennent pas à la faculté en question. Nous proposons de modifier l'ordre des examens par matières à l'entrée à l'université […].

La commission comprend ainsi les dirigeants de la faculté en question, les professeurs les plus éminents, les représentants des organisations du Parti, du Komsomol, du Syndicat, et l'admission se décide non en fonction des points accumulés, qui laissent passer en partie de sérieuses erreurs – parfois derrière ces notes, on ne voit pas la personne ! La commission peut dépenser une heure à une heure et demie par bachelier […].

P. 204 Quelques mots sur l'enseignement par correspondance. Ici on s'est beaucoup disputé sur ce thème. Nous estimons qu'un tel enseignement n'est pas pertinent pour des spécialités ayant un grand volume de travaux en laboratoire, et pratiques. Il est indispensable d'organiser des cours du soir pour ces spécialités, et de […] réduire par décret la journée de travail des étudiants du soir, de deux heures. […]

P. 207 **V.A. FABRIKANT – professeur à l'institut énergétique de Moscou**

Camarades ! J'interviens comme représentant des physiciens travaillant en VTUZ. […]

Je ne crois pas qu'à cette tribune, et dans cet auditoire, il faille dire l'utilité et le caractère indispensable des sciences physico-mathématiques, pour les ingénieurs. Cela sonnerait comme une banalité. Mais avec cela, la majorité des camarades ici présents, lorsqu'ils se mettront après cette réunion, au travail concret de rédaction des nouveaux plans d'études, prenant en compte la réforme que nous nous apprêtons à mettre en œuvre, écraseront à nouveau, d'une main parfaitement froide, les intérêts des disciplines physico-mathématiques, tout en prononçant un discours sur leur utilité pour la formation des ingénieurs.

Nous approuvons tel quel le dernier document que nous avons reçu du ministère, nous n'avons rien à objecter à ce qu'il contient. Mais nous avons des objections à faire sur le fait qu'il ne contient pas toute une série de points concrets très importants, qui auraient pu garantir la mise en œuvre de la partie déclarative du document.

P. 208 Ici la situation est assez complexe pour nous. On a proposé ici de diviser les ingénieurs en deux sortes, les uns qui auraient besoin de beaucoup de théorie, les autres moins[1764]. Cette solution m'apparaît incorrecte sur le principe. Soyons honnêtes jusqu'au bout : ceux que nous voulons appeler « ingénieurs » avec une formation théorique plus légère, formons à leur place des techniciens, en respectant une certaine proportion. Pourquoi se tromper soi-même ?

Ici le professeur Nikolaev de MVTU a dit que, pour les ingénieurs travaillant à des postes techniques, la théorie n'était pas nécessaire dans les mêmes proportions que pour ceux des bureaux d'études (*konstruktory*). Je me trouve dans une situation inconfortable, dans la mesure où je suis un physicien, alors que le professeur Nikolaev est un ingénieur. Mais, en l'occurrence, je connais des physiciens qui sont confrontés à la production de masse. Et je sais ce que c'est que lancer une production de masse, je sais ce que c'est que le travail d'un ingénieur technique (*inženier-tehnolog*) dans la production. Si tout se passe normalement, l'ingénieur technique ne fait que remplir des obligations administratives (*kancelârskie*), il n'est pas si indispensable à la production, et alors peu importe la manière dont il a été formé. Mais le rôle de l'ingénieur technique, son rôle de créateur, commence avec les désagréments qui peuvent surgir dans la production, quand celle-ci est défectueuse (*brak*), quand il faut en rechercher et analyser les causes, et trouver le moyen de corriger ces défauts. C'est justement ici que l'ingénieur doit faire appel à toute sa formation. Il se jette sur des manuels scolaires, parce que c'est parfois d'une toute petite loi scolaire dont dépend la résolution du problème d'une production défectueuse. Beaucoup seront d'accord avec moi sur le fait que je n'invente rien, je parle de ce que j'ai vu et vécu moi-même, en étant dans une telle situation.

P. 209 Le deuxième point d'importance [qu'il ne faut pas négliger], ce sont les rythmes de croissance de la technique contemporaine, et la durée de l'instruction des étudiants. La situation est la suivante : nous courons en permanence pour atteindre quelque chose d'insaisissable. […]

Comment sortir de cette situation ? Il faut sobrement (*trezvo*) regarder les choses : ce que l'étudiant peut acquérir en VTUZ, il doit l'acquérir, mais ce qu'il ne peut pas saisir en VTUZ, il doit l'acquérir dans la vie. Nous ne formons pas, à la sortie du VUZ, un ingénieur prêt, au sens où il maîtrisera la pratique sur le terrain – et ce n'est pas nécessaire. Car il me semble que le principal est d'avoir une bonne formation sur le plan théorique, qui lui donne une souplesse d'esprit et de raisonnement, qui lui permettra de maîtriser et de réaliser rapidement de nouveaux pas, de nouveaux courants dans la technique.

Vu le développement actuel de la technique, toute autre voie est illusoire, parce que ce qu'on raconte aujourd'hui sera demain déjà un peu dépassé, et les étudiants auront des réclamations à vous faire.

En ce qui concerne le fonctionnement concret des chaires de notre faculté, en rapport avec la réforme, il faut avant tout parler de la situation actuelle dans les VTUZ : elle est difficile, de mon point de vue. Le directeur de l'institut industriel d'Oural a parlé hier sur un ton quelque peu idyllique, peignant le processus des études en cours avec les producteurs (*proizvodstvenniki*) et les recrutés sur concours (*konkursniki*) travaillant ensemble dans le même VUZ, comme s'ils se plaisaient les uns avec les autres.

P. 210 L'expérience du MEI montre que ce processus est douloureux, par le fait que nous avons accordé des avantages aux uns, et pas aux autres. Le résultat est que nous avons créé un contingent d'étudiants très disparate (*pestryj*). La situation est malsaine. […]

Pour la réforme à venir, il faut essayer d'avoir une admission homogène, des exigences homogènes. Bien sûr, il y aura d'excellents étudiants, ils sortiront du lot commun, mais il ne faut pas faire comme me l'a raconté un *docent*. Il entre dans la salle et commence à faire cours (c'est à la faculté de radio), devant une moitié qui s'ennuie, et l'autre qui ne comprend rien. Il fait cours à un niveau moyen de connaissances, qui est justement entre le niveau des producteurs et celui des recrutés sur concours. *P. 211* Il faut éviter ce genre de choses dans une salle de cours. Par conséquent, dans tous les cas de figure il faut impérativement avoir une salle de cours homogène. Je ne suis pas pour couper tout ce qui dépasse de la moyenne (*strič' vsex pod serost'*). Bien sûr, il y a chez nous d'excellents

[1764] Cette proposition a été faite par le professeur Bermant. (LC)

éléments, et plût à Dieu qu'il y en ait davantage, mais on ne peut pas laisser coexister deux groupes impossibles à mélanger. […]

A propos des propositions qui ont été faites ici : bien sûr, la coupure de deux ans dans les études diminue fortement la possibilité d'étudier les disciplines théoriques. […]

Beaucoup ont dit du mal de l'enseignement par correspondance et du soir, sur le plan de la qualité. J'aurais pu moi aussi ruer dans les brancards et raconter beaucoup de choses désagréables, je connais l'enseignement du soir, moins celui par correspondance. Mais l'essentiel n'est pas là. Il me semble, d'après mon expérience, que l'État doit faire un pas significatif pour le régime de travail [des étudiants du soir].

[…]

Conclusion de V.P. ELÛTIN – ministre de l'Enseignement supérieur de l'URSS

P. 279 […] Tout un ensemble d'intervenants ont exprimé doutes et inquiétude quant au destin de l'enseignement supérieur […]. Cela se comprend parfaitement, et montre une fois de plus leur haut degré de responsabilité […]

Je pense qu'il serait judicieux de faire parvenir le document que nous allons pouvoir rédiger (*sozdat'*), avec votre aide – et les interventions de la présente réunion ont déjà apporté beaucoup – jusqu'au projet de Thèses. Bien sûr, il faudra encore plus tenir compte de la souplesse (*gibkost'*) des solutions au problème posé, en évitant tout modèle unique (*izbežat' šablona*). Mais je voudrais dire que nous ne pouvons pas nous en tenir à l'inquiétude, il faut à présent élaborer des propositions concrètes.

P. 281 […] les interventions de certains camarades résonnent de façon quelque peu illogique, qui disent que si nous commençons en première ou dans les deux premières années par des cours sans rupture avec la production, nous allons ruiner la formation des spécialistes […]. Ces camarades oublient qu'actuellement, 45% des étudiants le sont justement dans le système du soir et par correspondance […]. Comment peut-on dire que deux ans d'études sans rupture avec la production ruineront un spécialiste ? […]

Regardons ces choses telles qu'elles sont. Il y a beaucoup de défauts dans l'enseignement par correspondance et du soir, y compris dans la qualité des diplômés. Mais personne n'oserait dire que tout ce système de formation, c'est du bluff (*blef*), qu'il ne forme aucun spécialiste, et que dans les usines ne travaillent pas des milliers d'ouvriers, dans l'agriculture des agronomes, et des juristes, formés [de cette façon]. […]

Je comprends l'inquiétude de ceux qui se sont exprimés ici. Mais la *perestroïka* doit nous aussi nous concerner nous-mêmes, intérieurement, et cela est difficile à faire. […] Vous vous souvenez comme c'était difficile avec l'industrie, comme on n'arrivait pas à faire rentrer les nouveaux schémas de production dans les esprits : mais plus nous travaillions, mieux cela rentrait. La même chose a lieu à présent dans notre domaine.

P. 282 […] Le fait est qu'une partie des camarades ici présents a eu tendance à dire :

P 283 « tout cela est bien, mais bien pour le voisin, alors que nous, il nous faut conserver notre organisation initiale ». Dans certaines interventions, on trouvait la proposition suivante : réorganiser le système pour le voisin, mais pour soi, se limiter à augmenter de deux semaines le stage pratique dans la production. […] Nous avons suffisamment de ressources pour résoudre ces tâches du mieux possible, si nous le faisons directement au niveau du VUZ, et non en passant par le ministère. Et ici je voudrais apporter mon soutien total aux critiques qui ont été prononcées à l'encontre du ministère : selon lesquelles, parfois, il résout les problèmes avec un modèle unique (*šablonno*), et étouffe l'initiative […] à la base (*na meste*). *P. 284* J'accepte plutôt cette critique, parce que nous sommes parfois obligés de résoudre les problèmes avec un modèle unique, dans la mesure où nous ne voyons pas toujours de propositions suffisantes à la base.

[…] Je crois qu'il n'est pas indispensable de répondre aux questions précises, même à ceux qui ont fait débat (*spornym*), parce que les propositions qui ont été énoncées ici ne sont pas définitives – c'est pour cela que nous avons convoqué cette réunion, pour entendre différents points de vue, et non un seul, celui qui vous a été transmis – mais qui, encore une fois, n'est pas le point de vue seulement du ministère, car il synthétise un grand nombre de propositions venues des républiques, des *obkomy*, de certains VUZ…

Pour finir, je pense que demain, dans les sections, nous essaierons d'écouter des propositions concrètes sur ce document, et ensuite nous aurons encore la possibilité *P. 285*

d'y revenir, lorsque la discussion générale (*vsenarodnoe obsuždenie*) aura lieu. Nikita Sergeevič dit que celle-ci est indispensable, et ensuite, probablement, nous pourrons élaborer un plan de mise en œuvre de la *perestroïka* pour trois ou quatre ans, car il faut réfléchir à la transition, parce que le secondaire commencera à fonctionner sur le nouveau système dans quatre ou cinq ans, donc jusque là nous aurons des écoliers comme actuellement. Dans ces conditions, il faut également résoudre la question de la transition.

STOLETOV

Je déclare close la séance plénière de notre réunion.

TEXTE 23

Extraits du sténogramme de la séance du Plénum du Conseil des méthodes scolaires du *Minpros RSFSR* du 29 novembre 1958

(Source : GARF, A-2306/75/1310, p. 79-122)

[...] **CENCIPER – directeur de l'école n°437**

P. 79 Disons-le, si on parle du travail du Conseil des méthodes scolaires, la convocation même d'un plénum, comme aujourd'hui, est une chose inutile au plus haut point. Beaucoup d'entre nous ne sommes absolument par armés [préparés]. Ici ou là, des camarades ont pris connaissance, par hasard, du document [discuté], pour ma part je ne l'ai pas eu. C'est pourquoi je pense que la présente discussion a peu d'intérêt. En tout cas, son intérêt est minime.
Prenons les problèmes sur lesquels il y a possibilité d'avoir une influence depuis ce bâtiment. Il me semble que la discussion dans nos revues professionnelles devrait se distinguer de quelque façon de celle qui est menée par la *Pravda* ou la *Komsomol'skaâ pravda*. La discussion dans l'*Učitel'skaâ gazeta* tourne autour de problèmes trop généraux.
Il me semble qu'il est nécessaire, dès maintenant, de publier les plans, de tracer le cadre des études, […] les exigences fondamentales du programme. Tout cela se trouve hors de portée (*za sem'û zamkami*). C'est très vexant et inadmissible, parce que le Parti conduit une tout autre ligne. […]
Il me semble qu'ici c'est le ministère qui peut exercer quelque influence.
Qu'est-ce qui nous inquiète dans l'école ? Ici des voix ont évoqué la Constitution, disant que la journée de travail est trop longue pour les élèves. C'est le cas, mais nous tombons ici dans un cercle vicieux, parce qu'il est dit en même temps qu'il faut augmenter le nombre d'heures pour les humanités. Cela fait de nombreuses années que nous tournons dans ce cercle.
[...]

> *P. 119* **BARANSKIJ :** Adopter la résolution en entier, mais dans la mesure où celle-ci a été rédigée à l'avance, elle ne correspond pas, bien sûr, à l'esprit de la discussion. On n'a pas pu prévoir comment se passerait la discussion, or une énorme majorité s'est exprimée de façon critique. Je dirais qu'il est nécessaire d'ajouter : « faire taper le sténogramme des interventions en nombre suffisant d'exemplaires, et le joindre à la résolution ».
>
> **LE PRESIDENT :** N.N. Baranskij propose de joindre à notre résolution le sténogramme de la séance du Plénum. (LE POINT EST ADOPTE)

P. 120 **QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE :** Il ne serait pas superflu de poser la question même du rôle et du caractère du Conseil des méthodes scolaires, qui ces dernières années sont devenus assez flous. Le fait est que les conceptions des droits et des obligations du Conseil des méthodes scolaires ont changé. C'est l'unique organe du *Minpros* où on entend la voix de l'enseignant lui-même, mais dans quelle mesure sont pris en compte ses décisions et ses avis (*mneniâ*), voilà une question très sérieuse. Je propose [...] de poser la question [...]

LE PRESIDENT : Le collège du *Minpros* s'apprête à examiner la question du Conseil des méthodes scolaires. Mais visiblement, on peut adopter cela dans le protocole (LE POINT EST ADOPTE). [...]

> **CENCIPER :** La partie de mon intervention qui concernait la critique de notre réunion d'aujourd'hui, je suppose que ce n'est pas seulement mon opinion. Il me

semble que le président, dans son mot d'introduction, a dit que nous devions discuter le système de travail du Conseil des méthodes scolaires, car ses membres sont éloignés à un très haut point des tâches qui leur incombent. C'est un fait. Il me semble qu'à côté des propositions qui ont été introduites, il faut en adopter une pour qu'il y ait une sorte de plan du Conseil des méthodes scolaires pour l'année, pour que ses membres sachent et puissent voir à l'avance les choses.

LE PRESIDENT : Je crois que nous avons noté dans le protocole : « Elaborer un plan de travail du Plénum du Conseil des méthodes scolaires ».

TEXTE 24

Extraits du sténogramme de l'Assemblée générale de l'APN du 25 novembre 1958

(Source : GARF, R-10049/1/2441, p. 199-204)

P. 199 **MEL'NIKOV :** Quelles sont les propositions sur le projet de résolution ? Adopter

NEČKINA : Le problème de l'instruction différenciée, qui a grandement occupé l'attention de notre assemblée, y est à peine mentionné. Il faut préciser la position de notre assemblée sur ce problème, peut-être dire : « organiser une vérification sur le terrain » ? Sans cela, la résolution ne reflètera pas complètement l'opinion de notre assemblée.

GONČAROV : […] adopter une proposition sur les plans et les programmes d'études, où sera prise en compte la possibilité d'un enseignement différencié…

LEONT'EV : On peut laisser telle quelle la résolution : « faire avancer l'étude expérimentale de ce problème » […] ajouter la mention de l'attention de l'assemblée à la pertinence de l'introduction de l'enseignement différencié.

P. 200 **KAIROV :** Je suis contre cette phrase, dans la mesure où nous ne l'avons pas assez sérieusement discutée. Pour pouvoir mettre une telle phrase, il faut faire une réunion spéciale avec des spécialistes, des enseignants. C'est pourquoi je soutiens la seconde phrase : « organiser une vérification expérimentale ».

NEČKINA : On peut dire : « organiser une vérification sur une base plus large que jusqu'à présent » […]

KAIROV : Je suis d'accord avec tout cela, mais les camarades ont des avis divergents, nous n'avons pas le quorum pour trancher cette question, les camarades qui sont absents peuvent émettre une protestation (*vyrazit' protest*).

GONČAROV : [D'après les données] de la discussion préparatoire, les républiques baltes sont pour l'enseignement différencié. D'autres républiques ont soutenu cette proposition. Nous avons discuté très activement cette question au Présidium, mais sans la poser de façon organisée. Si l'Assemblée générale *P. 201* se prononce en faveur de cette proposition, alors on peut passer à la réalisation pratique sur une base [expérimentale] plus large.

KAIROV : J'objecte catégoriquement contre l'adoption d'une telle proposition. Si nous la fixons sous cette forme catégorique, alors que le *Minpros* et les organes dirigeants (*direktirvnye organy*) ont des doutes, alors par cela-même nous la condamnons à l'échec, au prochain collège [du *Minpros*] il y aura une protestation. […]

P. 202 **PETROVA :** Je n'en ai pas eu la possibilité ici, mais j'aurais pu parler du travail fait à Leningrad sur l'école différenciée. Nous sommes loin d'être désarmés sur cette question. […] Il me semble qu'on peut la poser de façon plus résolue, non dans l'idée qu'on va adopter et mettre en œuvre ces écoles dès l'an prochain, mais dire : « élaborer (*razrabotat'*) la question de l'école différenciée ». Ce sera quand même autre chose que dire : « étudier le problème ».

KAIROV : La position du Présidium à ce sujet est claire, il s'agit seulement de savoir s'il faut noter – recommander – introduire ce point. […]
P. 203 **GANELIN :** Il me semble qu'on peut laisser la formule proposée par la commission, mais ajouter : « comme l'un des types possibles » [de seconde étape du secondaire].

LEONT'EV : Camarades, en soutenant la première formulation de Milica Nečkina, je ne pensais pas formuler la résolution sous la forme « proposer d'introduire l'instruction différenciée ». Je disais qu'il est indispensable que la résolution de l'assemblée reflète ce qui s'y est réellement passé, c'est-à-dire exprime l'approbation de l'instruction différenciée qui a eu lieu. […] Bref, il s'agit de refléter objectivement ce qui s'est passé aujourd'hui à l'assemblée.

MEL'NIKOV : Dans le plan de 1958, approuvé par les instances idoines, un des thèmes concerne l'instruction différenciée dans les écoles […]. On parle de l'élaboration future dans le plan de travail de l'Académie, *P. 204* on parle d'une élaboration élargie. […]

VERZILIN : Je propose la formule : « achever de façon résolue et rapide l'élaboration des questions de différenciation

(**QUELQU'UN DANS L'ASSISTANCE :** Ce n'est pas nécessaire) (LA PROPOSITION EST REJETEE)

GONČAROV : Pour mettre tout le monde d'accord : laisser comme c'est, ne rien ajouter, mais faire la propagande et résoudre la question de l'introduction de la différenciation (ADOPTE).

[…]

LA RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.
L'ASSEMBLEE GENERALE EST CLOSE.

TEXTE 25

Extraits de la lettre de Boris Vannikov au CC du PCUS (octobre 1958)

(Source : RGANI, 5/35/90, p. 92-102)

SUR L'ECOLE SECONDAIRE ET SUPERIEURE

Le mémorandum du cam[arade] Khrouchtchev « Sur le renforcement du lien de l'école avec la vie et le développement futur du système d'enseignement dans le pays » contient une analyse exacte et profonde qui révèle les défauts caractéristiques du système actuel d'instruction secondaire et supérieure.

Le contenu du mémorandum éclaire la situation et répond à la question de savoir pourquoi une partie de notre jeunesse s'efforce d'obtenir une formation supérieure, non par vocation intérieure profonde née d'aspirations, de capacités et d'une soif de savoir longuement mûries, ou de l'influence bénéfique des bons exemples, mais sous la pression soit des parents, soit d'une vision incorrecte de l'enseignement supérieur comme moyen qui offre la possibilité de « mieux construire sa vie ».

Chez de tels prétendants aux études supérieures, l'objectif principal est de recevoir un diplôme, ce document magique auquel on accorde aujourd'hui une importance excessive. Certains considèrent à tort le diplôme comme un « laissez-passer pour la vie (*putëvka v žizn'*) » sans lequel celle-ci sera mal construite.

De tels états d'esprit ne sont pas sans fondement. Malheureusement, le fait de dire ou d'écrire « je n'ai pas de formation supérieure » ou « pas de diplôme » prédétermine beaucoup de choses. Au début de sa vie active indépendante, on commence par remplir un formulaire qui restera jusqu'au bout un compagnon de voyage inchangé. Parmi les premières questions de la plupart des formulaires, figure en général : « Avez-vous une formation supérieure ? » ou « Quelle formation supérieure avez-vous ? », etc. […] Est-ce que cette case restera vide, comment sera-t-elle remplie ? La réponse pèse sur l'évaluation, et en seront peut-être déduites toutes les autres qualités exposées dans le reste du formulaire.

Le diplôme de fin d'études supérieures est devenu un but en soi. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si on s'efforce autant que possible d'effacer l'impression laissée par ce point du formulaire en ne le laissant pas incomplet, et en écrivant au moins par exemple : « j'ai une formation supérieure inachevée (*nezakončennoe*) », même s'il s'agit d'une ou deux années passées dans les murs d'un VUZ. Pour plaisanter, on raconte qu'un candidat inventif, pour ne pas laisser la case vide […], écrivit : « j'ai une formation supérieure non commencée (*nenačatoe*) ». Cette plaisanterie grossière est parlante, ne serait-ce que parce qu'elle nous apprend qu'il existe une approche formelle des évaluations, et qu'on juge la formation supérieure comme le facteur principal, faute duquel les autres qualités perdent leur importance.

Après la fin de la guerre, il y eut une courte période où on vérifiait la correspondance des données des formulaires sur le niveau de formation avec les faits. Il y eut des cas où les gens ne purent pas confirmer avec des documents ce qu'ils avaient écrit, présenter un diplôme ou quelque autre document analogue, parce qu'ils ne l'avaient jamais eu. S'étant inscrits comme « personnes de formation supérieure », ils occupaient des fonctions dites d'ingénieurs (*tak nazyvaemye inženernye dolžnosti*) et s'acquittaient de façon parfaitement satisfaisante des obligations liées à leurs fonctions.

Dans la pratique, les « fonctions d'ingénieurs » […] sont occupées par des personnes qui n'ont pas de diplôme et s'acquittent bien de leur travail, souvent même mieux que leurs collègues diplômés. De tels responsables, indépendamment du fait qu'ils s'acquittent très bien de leur travail, subissent une sorte de vexation (*pritesnenie*), et leur position est instable.

Quel est le fin mot de cette histoire ? C'est que les « fonctions d'ingénieurs » et leur nomenclature embrassent tout ; toutes les fonctions d'ingénieurs ne sont pas véritablement

telles qu'on peut le croire, nécessitant la mobilisation d'un immense bagage théorique acquis au terme de longues années d'études en VUZ.

C'est pourquoi les cadres (*specialisty*) diplômés à de telles fonctions n'utilisent pas le large cercle de connaissances théoriques qu'ils ont obtenues et, en général, ils les oublient parce qu'ils n'en ont pas la nécessité, vu le caractère de leur travail. […]

Un grand nombre de « fonctions d'ingénieurs » dans les nomenclatures recensées peuvent parfaitement et sans dommage être attribuées à des gens capables ayant une expérience pratique suffisante du travail et de la vie.

Je prendrai comme exemple une petite annonce dans un journal, au contenu suivant (cité de mémoire) : « Le département du personnel recherche un ingénieur sachant taper à la machine ». Ce souhait est vraisemblablement justifié dans la mesure où pour exercer la « fonction d'ingénieur » en question, il est plus utile de taper à la machine que de savoir résoudre des équations différentielles et des intégrales, ou bien disons des constructions et des processus technologiques complexes. Et pourtant, l'accès à de telles fonctions est fermé à des gens de niveau secondaire, même s'ils ont l'expérience pratique suffisante.

Cette situation pousse aussi la jeunesse, en influençant fortement les parents, à chercher le salut dans l'enseignement supérieur. C'est pourquoi ce n'est pas l'amour des sciences ou la capacité à les étudier qui attire beaucoup d'entre eux vers le supérieur, mais l'aspiration à obtenir un diplôme.

J'étais récemment dans une usine de l'Oural, et on m'a rapporté le dicton suivant, qui circule dans la jeunesse : « Sans petit bout de papier je ne suis rien, mais avec, je suis quelqu'un (*Bez bumažki â bukaška, a s bumažkoj – čelovek*) ». Dans cette usine, on m'a montré les droits et les obligations d'un contremaître (*master*) : il y est dit qu'« à la fonction de contremaître sont nommés des ingénieurs et des techniciens, ainsi que, dans certains cas, des ouvriers techniquement entraînés, hautement qualifiés ». Ce statut du contremaître n'est pas l'œuvre du seul ministère concerné, il reflète une orientation commune à l'ensemble de l'industrie.

Comprenez-moi bien : je ne nie pas que les gens ayant une formation supérieure et une expérience pratique maîtrisent plus de données que ceux qui n'ont qu'un niveau secondaire ou qu'une expérience pratique, et l'idéal serait que tous aient la possibilité de recevoir la formation théorique maximale. Mais il faut partir des possibilités réelles. Est-il correct de fixer qu'on ne puisse nommer contremaître qu'un ingénieur ou un technicien […] ?

Autant que je sache, de telles exigences n'existent que chez nous en URSS. Je me suis rendu dans beaucoup de grandes entreprises à l'étranger, j'ai pris connaissance de l'administration de la chaîne technique, et je n'ai pas observé de tendance à attribuer de telles fonctions à des cadres diplômés. Au contraire même, le contingent principal des contremaîtres, même dans les grandes entreprises, est composé d'anciens bons praticiens (*praktiki*), parmi lesquels beaucoup n'ont pas de formation secondaire complète.

Cette approche qui consiste, dans toutes les entreprises et unités de production, à exiger la nomination d'ingénieurs aux postes de contremaîtres, sans tenir compte du volume et du niveau de qualification requis, est incorrecte et même nuisible.

[…]

Quelles conclusions tirer de ce qui précède ? Il faut :

- permettre qu'on réexamine l'établissement d'un cens de formation (*obrazovatel'nyj cenz*), surtout supérieure, dans toute l'industrie, pour les fonctions techniques, administratives et organisationnelles des appareils de direction d'usine, des institutions et des organisations ; […]

- instituer une rémunération en fonction du travail accompli et de la qualité d'exécution, et ne pas faire de distinction en fonction d'un cens de formation ;

- établir un cens de formation obligatoire (supérieure ou secondaire) seulement pour des fonctions qui par le volume, le caractère et la qualification, exigent véritablement une formation théorique élevée en VSSUZ (équipement complexe et hautement qualifié, processus technologiques de travaux scientifiques, de recherche, de calcul et de conception, etc.) ;

- […] dans le cadre de la réorganisation du système d'enseignement secondaire, dispenser pendant huit ans une formation généraliste (sans accumulation de matières ni

d'heures superflues), et pour les deux ou trois dernières années […] offrir une spécialisation en rapport avec l'orientation (*uklon*) de l'école.

[…]

Avec cette formation dans la nouvelle école secondaire, et en y ajoutant les savoir-faire liés à la production, aux instituts et aux établissements correspondants, les jeunes qui ont débuté en travaillant sur une machine (*na stanke*) […] constitueront de bons candidats aux fonctions d'organisateurs, de dirigeants et d'exécutants dans les entreprises et institutions. Il faut réorganiser les écoles secondaires de cette façon en écoles techniques, commerciales, de planification, de comptabilité, de langues étrangères, etc. […]

Sur lesVTUZ

[…]

Tous les cadres d'une même spécialité formés en VTUZ, indépendamment de leur activité ultérieure, ont-ils besoin d'une formation unique en mathématiques et dans d'autres connaissances théoriques ?

Par exemple, les cadres qui se préparent à travailler dans la production ou dans un autre métier technique doivent perdre moins de temps à l'étude des mathématiques supérieures et autres disciplines théoriques pendant leurs études supérieures, davantage se familiariser avec la production, établir un lien étroit (réciproque) entre le VTUZ et la production.

Les cadres d'une même spécialité qui se destinent à un travail de recherche, de calcul, de conception ou autre, doivent recevoir une importante formation en sciences théoriques.

Quelles conclusions tirer de ce qui précède ?

[…]

La différenciation dans l'enseignement des mathématiques supérieures et des autres sciences théoriques doit être mise en œuvre, non seulement en fonction des spécialités, mais en tenant compte du caractère de la future activité pratique du cadre.

Dernier point, mais d'une importance cruciale : à notre époque, marquée par l'automatisation généralisée, qui gagne tous les domaines de la production et de la vie quotidienne, y compris les jouets pour les enfants, il faut dans tous les VTUZ, indépendamment de leur spécialisation, dispenser des connaissances en électronique et en automatique.

B. Vannikov
23/10/1958

TEXTE 26

Extraits du projet de Décret du CM d'URSS sur l'organisation de l'université de Novossibirsk, envoyé par le président de l'AN SSSR Nesmeânov au ministre de l'Enseignement supérieur Elûtin, octobre 1957

(Source : GARF, R-5446/92/123, p. 11-14)

CONSEIL DES MINISTRES D'URSS
DECRET N°_____

Moscou, Kremlin, du … ~~octobre~~ 1957

Sur l'organisation de l'université d'État de Novossibirsk (NGU)

Le Conseil des ministres d'URSS DECRETE :

1. Adopter la proposition du Conseil des ministres de RSFSR et du ministère de l'Enseignement supérieur d'URSS (MVO) sur l'organisation en 1959 de NGU sur le territoire de la cité scientifique du Département sibérien de l'Académie des sciences d'URSS (AN) et inclure sa construction dans l'ensemble de ses dotations.

2. Obliger le MVO SSSR à réaliser en 1957-1958 le projet d'un bâtiment d'études pour NGU de l'ordre de 60 000 m^3, des foyers étudiants pour 1 200 personnes, et des immeubles d'habitation pour 96 appartements, à livrer à l'AN avant le 1er mars 1958 […]

[…]

7. Autoriser le MVO SSSR :

   a_ à établir pour NGU des règles particulières d'admission des étudiants ;

   b_ à établir pour les étudiants de NGU une durée d'études de 5 ans et demi.

~~8~~[1765]. Accorder à NGU le droit de conduire des séances spéciales de travaux dirigés (*special'nye zanâtiâ*) et pratiques dans les laboratoires des centres de recherche scientifique de la cité scientifique de Novossibirsk.

[…]

13. Autoriser un transfert facilité vers les dernières années de NGU des excellents (*otlično uspevaûŝih*) étudiants d'autres VUZ et VTUZ, s'ils ont passé avec succès des concours d'entrée spéciaux sur un programme fixé par le Conseil de l'université[1766].

[1765] Ce point est rayé au crayon à papier, probablement par la chancellerie du MVO SSSR. (LC)
[1766] La fin de la phrase, à partir de « s'ils ont passé… », semble rayée au crayon à papier. (LC)

TEXTE 27

Lettre de Mihail Lavrent'ev à Nikita Khrouchtchev
sur le premier contingent d'étudiants de l'Université d'État de Novossibirsk (juin 1958)

(Source : GARF, R-5446/92/125, p. 7)

[*blason de l'URSS*]

ACADEMIE DES SCIENCES
DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Le 17 juin 1958
N° 367-300

AU PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES D'URSS
LE CAMARADE N.S.KHROUCHTCHEV

L'Académie des sciences d'URSS demande d'autoriser l'université d'État de Novossibirsk à effectuer l'admission de 250 étudiants pour l'année prochaine dans les matières : mathématiques, mécanique, physique, chimie, géologie-géophysique et biologie, de plus il serait souhaitable de confier l'admission et la formation de ce contingent d'étudiants à l'université d'État de Moscou « Lomonossov », où ils effectueront leurs études pendant les deux premières années. En troisième année les étudiants seront transférés dans la ville de Novossibirsk, où la nouvelle cité scientifique fournira à ce moment-là les conditions matérielles correspondant à la poursuite de leurs études.

L'Académie des sciences d'URSS estime que la mise en œuvre de cette mesure aura une importance essentielle pour l'accélération de la formation des jeunes cadres destinés à permettre le déploiement rapide du Département sibérien de l'Académie des sciences d'URSS.

Le vice-président de l'AN SSSR, l'académicien M.A. Lavrent'ev
[*signature*]

TEXTE 28

Extraits de l'allocution de Khrouchtchev à la cérémonie de remise des diplômes de la faculté de physique de MGU, le 20 janvier 1959

(Source : AP RF, 52/1/309, p. 165-174[1767])

Tous ici font la fête, et le secrétaire du *partkom* m'a moi aussi chargé de dire quelques mots chaleureux. (RIRES)

On dirait que cette journée pardonne tout. Les orthodoxes ont un jour, je ne sais pas quand exactement (bien qu'étant moi-même issu d'une famille orthodoxe), où on pardonne tout, et les étudiants ont tous les yeux fixés sur cette table (*montre la table avec les diplômes*) en se disant qu'ils sont arrivés au moment où on cessera de les appeler « les petits gars (*rebâta*) », et où on s'adressera à eux d'une autre façon.

Permettez-moi, chers camarades, de vous féliciter au nom du Comité central du Parti communiste, pour la fin de vos études, ces longues cinq années et demie : c'est court pour la construction, la *perestroïka* d'une société, mais pour la vie d'un homme, c'est un délai important […] Vous allez entrer à cette si belle époque dans la vie active, bouillonnante de création, de notre société soviétique : c'est là une chose agréable, et je vous en félicite. (APPLAUDISSEMENTS SOUTENUS)

Je veux aussi vous souhaiter beaucoup de choses, mais un peu différentes de celles qui vous ont été souhaitées […] par le doyen de la faculté, le recteur de l'université, et vos chers professeurs et enseignants. […]

Le recteur de l'université m'a dit que maintenant, une cinquantaine d'entre vous vont recevoir leur diplôme, seulement ceux qui ont eu la note excellente. Je voudrais vous lancer rien qu'un petit grain de sable, je ne dis pas une petite pierre, mais un petit grain de sable (RIRES), non pour vous offenser ou vous diminuer, ou abaisser vos succès. Non, mais gardez à l'esprit que dans la vie il arrive que ce soit le contraire : celui qui sort de l'université avec la note excellente ne l'obtient pas toujours dans la vie. (APPLAUDISSEMENTS). […]

Mais je ne veux en aucune façon dénigrer les diplômes reçus avec la note excellente. J'ai un fils qui est sorti de l'institut avec la note excellente, et je l'ai bien sûr reçu avec respect, quand il m'a apporté ce document qui dit qu'il a bien étudié, parce que cela veut dire qu'il a bien travaillé à la première étape [de sa vie]. Donc, à présent il lui faut persévérer dans son effort […]

Je crois que mon grand âge m'a trop fait verser dans la leçon de morale (*nravoučenie*), et la jeunesse n'aime pas beaucoup écouter les vieux sur ce thème.

Je crois qu'il nous faut repenser la structure de nos établissements d'enseignement et de nos institutions scientifiques. Elle est très imparfaite. […] Je m'adresse aux académiciens et aux professeurs [ici présents]. Nous voyons qu'il y a chez nous beaucoup de choses qui fonctionnent à vide. (APPLAUDISSEMENTS SOUTENUS) J'estime que la résolution adoptée sur la réorganisation de l'école est très sensée. Et là-dessus, bien entendu, pour parler dans cette salle avec un langage commercial, nous allons y gagner. Pourquoi ? J'étais personnellement mécontent de la façon dont se déroulait la sélection (*otbor*) dans nos VSSUZ. Nous avons voulu y mettre un terme. Notre école était orientée dans une mauvaise direction : on disait qu'il était obligatoire de faire des études supérieures, de préférence à l'université de Moscou. (RIRES) Si on n'y entrait pas, c'était un grand malheur pour les parents. […] Mais voilà, nous avons pensé réorganiser le système, ne plus admettre directement depuis l'école. Je ne sais pas si vous le savez, moi je le sais de par mes fonctions : à l'admission, il est même arrivé qu'on donne aux professeurs des pots-de-vin (*vzâtki*), pour être admis dans un établissement supérieur, même des communistes ont accepté des pots-de-vin. On les a jugés. Mais il ne s'agit pas seulement de les attraper et de les juger. Il faut faire en sorte que de tels phénomènes ne se produisent pas. C'est à cela que nous réfléchissons.

Une de mes connaissances m'a dit cet automne, quand la décision sur la *perestroïka* de l'école était en préparation, que son épouse (je la connais, c'est une honnête femme)

[1767] Texte reproduit dans *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 97-100.

disait en substance : « si ma petite Macha pouvait finir sa scolarité décennale et entrer en VUZ, ensuite vous pourriez faire votre *perestroïka* de l'école ». (RIRES) On la comprend, sur un plan humain ; mais justement cela témoigne d'un grave défaut.

Ce que je dis là n'est pas pour la presse. Il y a ici des correspondants, ce sont des gens horribles. (RIRES) Je parle de défauts qui apparaissent lorsque l'État n'obtient pas l'effet escompté. Car l'État prend un étudiant, lui consacre des moyens, les dépense pour lui, le forme à son activité future pour le bien de la société. Or, il arrive que l'argent soit perdu, si on a fait un mauvais choix, il a beau avoir étudié pendant cinq ans, et être comptabilisé comme ayant reçu son diplôme, l'État ne reçoit pas son dû. En conséquence, nous abaissons nos possibilités, parce qu'au lieu de former mille personnes, nous en recevons… combien en recevons-nous ? J'ai peur de le dire devant les diplômés que vous êtes, vous pourriez penser que je parle de vous, mais je raisonne ici en général. (*S'adressant au présidium de la séance*) On peut en perdre ainsi 20%, ou 35%. Qu'en pensez-vous ?

QUELQU'UN : C'est possible

KHROUCHTCHEV : Et c'est là un pourcentage élevé. C'est pourquoi je crois que lorsque l'école préparera les gens aux usines, aux fabriques, aux kolkhozes, alors c'est là-bas […] que se fera la sélection. Ce ne sera plus une sélection du papa ou de la maman. Parce qu'une fois sur deux on entre à l'université non parce qu'on est très capable et doué, mais parce que son papa ou sa maman sont très « doués ». (RIRES, APPLAUDISSEMENTS) Mais vous savez, les papas et les mamans doués n'ont pas toujours des fils et des filles aussi doués qu'eux. Et cela crée une certaine inégalité, une certaine entorse au caractère démocratique (*nedemokratičnost'*) dans le choix et l'octroi des droits matériels et spirituels, dans leur répartition, avec de grandes conséquences pour la société.

Je pense que le nouveau système que nous avons adopté sera plus juste. […]

Vous devez vous dire : voici la remise des diplômes, et Khrouchtchev nous cherche des noises (*šišek podbrasyvaet*). Mais vous allez arriver, après l'université, dans des instituts [de recherche], et là vous serez ceux qui formeront l'opinion publique, c'est pourquoi il nous faut déterminer notre position vis-à-vis de ces défauts, et les supprimer.

Je finirai par cela.

Je vous souhaite de vous intégrer activement dans la vie, et de ne pas avoir peur des travaux pénibles (*černovaâ rabota*). […]

TEXTE 29

Note du département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS, 21 octobre 1958

(Source : RGANI, 5/35/88, p. 31)

Au CC du PCUS

Le chef de la Direction principale pour la défense des secrets militaires et étatiques dans la presse près le Conseil des ministres d'URSS le c[amarade] Romanov signale que la Bibliothèque d'État « Ušinskij » de l'Académie des sciences pédagogiques de RSFSR a commandé au titre de l'échange international entre bibliothèques la brochure antisoviétique de Nikodimov « Sur l'instruction polytechnique en URSS », publiée sur les rotatives de l'Institut d'études de l'URSS de Munich[1768].

Il s'est trouvé que la brochure en question n'était pas comprise dans les listes de littérature pédagogique étrangère publiées par l'Académie dans son bulletin d'information systématique, mais qu'elle avait été commandée sans la moindre vérification préalable à la demande du membre correspondant de l'Académie le c[amarade] Skatkin[1769], à qui des membres d'une délégation de pédagogues polonais l'avaient citée lors d'une conversation à l'APN. En outre la demande avait été envoyée en RDA, et non en RFA où cette brochure a été publiée.

Le présidium de l'Académie a examiné cette question en séance, a remarqué les actes incorrects de la direction de la bibliothèque « Ušinskij », a attiré l'attention des directeurs des instituts de l'Académie sur la nécessité de vérifier les demandes d'ouvrages des chercheurs et a créé une commission spéciale du présidium chargée de l'examen et de la confirmation des listes de littérature commandée au titre de l'abonnement international de la bibliothèque.

Dans le même temps il serait nécessaire de porter la brochure de Nikodimov à la connaissance des rédacteurs des journaux *Pravda*, *Učitel'skaâ gazeta, Komsomol'skaâ gazeta*, dans la mesure où cette brochure utilise une série d'articles publiés dans ces journaux, dans lesquels parfois sont livrés de façon outrancière des faits négatifs de la vie scolaire qui permettent aux éléments antisoviétiques à l'étranger de les utiliser dans leur propagande calomnieuse contre l'Union soviétique.

Le chef du département de la science, des VUZ
et des écoles du CC du PCUS V. Kirillin

Le 21 octobre 1958

[1768] Il s'agit de la brochure *Tragediâ sovetskoj molodeži. O škol'noj reforme v SSSR*, Munich, COPÈ, 1961, 80 p.
[1769] Voir sa notice biographique en annexe.

TEXTE 30

Loi sur le renforcement du lien entre l'école et la vie et sur le développement futur du système de l'instruction publique en U.R.S.S.

(Source : « Documents sur la réorganisation de l'enseignement en URSS », n° 2681 de la revue *Notes et Etudes Documentaires*, Paris, La Documentation Française, 7 juillet 1960)

Le Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialiste Soviétiques constate que la question du renforcement du lien entre l'école et la vie et celle du développement futur du système d'instruction publique dans le pays, question soumise pour examen au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. par le Comité central du parti communiste de l'Union Soviétique et le Conseil des ministres de l'U.R.S.S., présente une importance exceptionnellement grande pour la solution fructueuse des tâches de l'éducation communiste.

La discussion nationale de cette question a montré que le programme du développement futur de l'instruction publique, élaboré par la Comité central du parti communiste et le Conseil des ministres de l'U.R.S.S., à reçu une approbation et un soutien unanimes des travailleurs. Le peuple soviétique, groupé autour du parti communiste, a remporté de nouvelles victoires historiques dans le développement de l'industrie, de l'agriculture, de la science et de la culture, dans l'essor du bien-être matériel des travailleurs, a réalisé des transformations grandioses, permettant à notre pays d'entrer dans une phase nouvelle, capitale de son évolution, celle de l'éducation générale de la société communiste. Une véritable révolution culturelle s'est accomplie en Union Soviétique.

L'école soviétique y a joué un rôle décisif, elle a contribué à élever l'essor culturel des peuples de notre Patrie multinationale. Par suite de l'application suivie de la politique nationale, léniniste, tous les peuples en Union Soviétique possèdent une école en langue maternelle, tous ont largement accès à l'instruction et à la culture, l'enseignement général de sept ans se trouve établi ; l'enseignement secondaire, professionnel et technique ainsi que l'enseignement supérieur, ont reçu un large développement, la littérature et l'art progressent à un rythme sans précédent. Un des principaux vices de l'ancienne société était l'abîme qui séparait le travail manuel du travail intellectuel. Pendant des siècles, la culture a été le fruit défendu pour des millions de simples gens. L'ancienne société a organisé l'école de façon à la rendre en fait inaccessible aux larges masses de travailleurs. La doctrine marxiste-léniniste, confirmée dans la pratique par l'édification du communisme en U.R.S.S., ainsi que par l'expérience de l'évolution des autres pays socialistes, a détruit la légende bourgeoise selon laquelle il serait fatal qu'existent perpétuellement, d'une part une masse indistincte de gens voués à un dur travail manuel et d'autre part une poignée de gens soi-disant appelés par la nature même à penser, à diriger, à faire progresser la science, la technique, la littérature et l'art.

Dans la société socialiste où s'effacent graduellement les différences fondamentales entre le travail manuel et le travail intellectuel, où s'affermit leur fusion, on assiste à un développement gigantesque non seulement de la production matérielle sous tous ses aspects, mais aussi de l'activité spirituelle des masses les plus larges de travailleurs, à un épanouissement général et illimité de la personnalité. En régime socialiste, les acquisitions culturelles du monde entier deviennent le bien du peuple. Au fur et à mesure de l'édification générale de la société communiste, de la croissance future des forces productives et de l'augmentation de la richesse sociale, la journée de travail diminuera de plus en plus et les travailleurs disposeront de plus de loisirs qu'ils pourront employer à élargir les horizons de leurs connaissances et à satisfaire leurs besoins spirituels.

Le développement accéléré de la mécanisation, de l'automatisation et de l'utilisation de la chimie appliquée dans la production, le large emploi de l'électronique et des machines à calculer, le développement harmonieux d'électrification et d'autres réalisations scientifiques et techniques transforment radicalement le caractère du travail. Le travail de l'ouvrier et du kolkhozien se rapproche, de par sa nature, de plus en plus du travail des ingénieurs, des techniciens, des agronomes et des autres spécialistes. Les travailleurs de la production

socialiste doivent maintenant savoir utiliser des machines-outils perfectionnées, des appareils et instruments de mesure et de contrôle très précis, comprendre les calculs et les dessins techniques les plus compliqués. Les perspectives de développement technique et économique de l'Union Soviétique posent des exigences de plus en plus grandes à tous les travailleurs de notre société. Des connaissances variées sont pour eux une nécessité vitale.

C'est une erreur très grave d'affirmer que dans la société communiste avec l'automatisation de la production disparaîtra le travail physique. Les gigantesques progrès techniques allègeront considérablement le travail physique, de nombreuses professions épuisant l'homme disparaissent et disparaîtront à l'avenir. Mais le travail physique subsistera. Le développement harmonieux de l'homme est inconcevable sans le travail physique, créateur et joyeux qui fortifie l'organisme et renforce les fonctions vitales.

Lénine, le grand fondateur de l'Etat soviétique, nous a enseigné que la jeunesse doit nécessairement allier l'étude au travail, à la lutte pour la réorganisation de l'industrie et de l'agriculture, pour la culture et l'instruction du peuple. La transformation communiste de la société est inséparablement liée à l'éducation de l'homme nouveau qui doit concilier harmonieusement la richesse spirituelle, l'intégrité morale et la perfection physique.

L'Etat socialiste bâtit son école de manière à servir le peuple, il dispense des connaissances aux travailleurs, contribue au développement de tous les talents du peuple. L'école soviétique éduque la jeune génération dans l'esprit des idées les plus progressistes dans l'idée du communisme, forme la jeunesse dans une conception matérialiste du monde, fondement de la connaissance authentiquement scientifique du monde.

La société soviétique a éduqué une génération admirable de jeunes qui a consacré son savoir, ses forces, ses capacités et ses dons à l'édification du communisme. La jeunesse soviétique a brillamment révélé ses hautes qualités morales sur les fronts du travail de l'édification du socialisme au cours des premiers plans quinquennaux, pendant la Grande Guerre Nationale, et en mettant héroïquement en valeur les terres vierges ou en friche, en construisant de grandes centrales, des puits de mine, des hauts fourneaux, en bâtissant de nouveaux centres industriels à l'Est et au Nord du pays, dans de nombreux autres exploits de travail du temps présent. L'enseignement supérieur et les établissements d'enseignement secondaire technique ont joué un rôle important dans les grandes victoires remportées par le peuple soviétique. Aujourd'hui près de six millions et demi de spécialistes, diplômés de l'enseignement supérieur ou secondaire technique travaillent dans économie nationale. Une des plus importantes réalisations du parti communiste et de l'Etat soviétique est d'avoir formé de nombreux cadres de spécialistes.

L'Union Soviétique a pris une des premières places dans le monde de la science et de la technique : elle dépasse par le rythme et la qualité de la formation des spécialistes des pays capitalistes les plus évolués. Par leur travail plein d'abnégation dans l'industrie, la construction, les transports, les sovkhoz et les kolkhoz, dans tous les domaines de l'économie et de la culture, les spécialistes soviétiques résolvent avec succès les tâches de l'édification communiste.

L'évolution de l'Union Soviétique au cours des sept prochaines années se caractérisera par l'essor futur de la culture socialiste, par accroissement du patrimoine de la société soviétique, par l'élévation du niveau de la conscience des travailleurs, constructeurs actifs du communisme. Aussi, les questions de l'éducation communiste des travailleurs, notamment celles de la jeune génération, revêtent-elles dans les conditions présentes une importance toute particulière, deviennent-elles le problème central dans l'activité DEL des organisations publiques et sociales.

Malgré les succès éclatants obtenus dans le développement de l'école soviétique et la formation de cadres de spécialistes pour toutes les branches de l'économie nationale et la culture, nos écoles d'enseignement secondaire général et technique et nos écoles d'enseignement supérieur sont en-deçà des exigences de l'édification communiste, accusent de sérieux défauts. Leur principal défaut consiste dans une certaine coupure avec DEL la vie, une préparation faible des diplômés à l'activité pratique. A l'étape actuelle de l'édification communiste, ce défaut dans le système de l'instruction publique est d'autant plus intolérable.

Il est indispensable de procéder à la réorganisation de l'instruction publique pour que l'enseignement secondaire -- professionnel et technique -- et l'enseignement supérieur jouent un rôle plus actif dans toute l'activité créatrice du peuple soviétique.

L'enseignement secondaire soviétique est destiné à former des hommes instruits, connaissant bien les bases des sciences et en même temps aptes à un travail manuel systématique ; il doit donner à la jeunesse l'aspiration d'être utile à la société, de participer activement à la production des valeurs nécessaires à la société. Les dimensions de l'enseignement secondaire doivent être considérablement étendues, avant tout par là voie d'une large extension d'un réseau d'écoles pour la jeunesse qui travaille dans l'économie nationale. La réalisation de cette tâche constituera une condition essentielle de l'élévation future du niveau culturel et technique des travailleurs, de l'augmentation de la productivité du travail et du succès de l'édification du communisme.

Le progrès technique futur dans tous les domaines de l'économie nationale accroît sans cesse les exigences de qualification pour la grande masse des travailleurs. Dés maintenant, le niveau professionnel et technique insuffisant d'une partie des ouvriers freine, dans certains cas, l'augmentation de la production. Aussi est-il primordial de donner aux jeunes une formation professionnelle et technique plus étendue et d'améliorer la qualité de la préparation des cadres des ouvriers.

Les nouvelles tâches de l'édification du communisme exigent l'élimination des défauts qui existent dans l'organisation de l'enseignement supérieur et de l'enseignement technique.

L'école supérieure soviétique est appelée à former des hommes ayant une vaste culture générale, connaissant bien les domaines correspondants de la science et de la technique. Une attention particulière doit être portée à l'élévation de la qualité de la préparation de spécialistes pour l'industrie, l'agriculture et la construction. La production moderne, basée sur les nouvelles découvertes de la science et de la technique, exige des diplômés des écoles supérieures ou secondaires techniques un niveau élevé de formation théorique et une bonne connaissance de 1a pratique.

Dans les nouvelles conditions, la formation des spécialistes dans les écoles supérieures et secondaires techniques prend par l'enseignement par cours du soir ou par correspondance une importance particulière. Ce dernier système doit être conçu de façon que les personnes qui effectuent un travail utile dans la société puissent, pendant leur temps libre, soit poursuivre, si elles le désirent, leurs études supérieures ou secondaires, soit élever leur qualification.

Il est indispensable d'améliorer d'une façon décisive le travail des écoles supérieures et secondaires techniques pour la formation chez les étudiants de la conception du monde marxiste-léniniste et l'élévation de leur conscience et activité communistes, l'éducation des jeunes spécialistes dans l'esprit DEL du collectivisme et de l'amour du travail, de la conscience du devoir social, de l'internationalisme socialiste et du patriotisme, du respect des principes élevés de la morale communiste.

Tout travail dans l'usine ou dans le kolkhoz, dans les entreprises industrielles, dans le sovkhoz, dans les stations techniques de réparation ou dans l'administration, honnête et utile à la société, est le devoir sacré de tout homme qui vit dans la société socialiste et jouit de ses biens.

Tout homme vivant dans la société communiste doit contribuer par son travail à l'édification et au développement futur de cette société.

Le développement progressif des forces productives dans le processus d'édification de la société communiste, de perfectionnement des rapports dans la société socialiste, d'évolution ultérieure de la démocratie soviétique, crée les conditions favorables pour résoudre avec succès les nouvelles tâches d'éducation et d'instruction communistes de la jeunesse qui se posent à l'école.

Le Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques décide :

D'approuver les thèses du Comité central du parti communiste de l'Union Soviétique et du conseil des ministres de l'U.R.S.S. : « sur le renforcement du lien entre l'école et la vie et sur le développement futur du système d'instruction publique dans le pays », thèses qui ont reçu une approbation générale lors de leur discussion publique.

De reconnaître la nécessité de préparer, dès les premières années de la scolarité, les enfants au devoir de prendre dans l'avenir une part active au travail socialement utile. Dès l'âge de 15-18 ans, tous les jeunes doivent commencer à effectuer un travail à leur portée, socialement utile, à lier l'enseignement futur à un travail productif dans l'économie nationale.

I. -- L'école secondaire

Article premier. - La tâche principale de l'école soviétique est de préparer les élèves à la vie, au travail socialement utile, de relever le niveau de l'instruction générale et polytechnique, de former des personnes instruites, connaissant bien les bases des sciences, d'élever la jeunesse dans l'esprit du profond respect des principes de la société socialiste, dans l'esprit des idées du communisme.

Le principe directeur de l'instruction et de l'éducation dans l'enseignement secondaire doit être la liaison étroite des études avec le travail, avec la pratique de la construction du communisme.

Art. 2. - Substituer en U.R.S.S. à l'enseignement de sept ans général et obligatoire, l'enseignement de huit ans général et obligatoire.

L'école de huit ans est une école secondaire incomplète, d'instruction générale, pratique et polytechnique, qui doit donner aux élèves des bases solides de connaissances polytechniques et d'instruction générale ; elle doit leur apprendre à aimer le travail et à se préparer à mener une activité socialement utile, assurer l'éducation morale, physique et esthétique des enfants.

Dans l'école de huit ans, le travail d'instruction et d'éducation doit reposer sur la combinaison de l'étude des fondements des sciences, de l'enseignement polytechnique et de l'éducation du travail, d'une large participation des élèves au travail socialement utile, sous des formes correspondant à leur âge.

Art. 3. - Etablir que l'enseignement secondaire complet de la jeunesse, dès l'âge de 15-16 ans, se réalise sur la base de l'association de l'enseignement avec un travail productif, de façon que tous les jeunes de cet âge effectuent un travail socialement utile.

Art. 4. - Etablir les types principaux suivants d'établissements scolaires dispensant une instruction secondaire complète :

a) Ecoles de la jeunesse ouvrière et rurale, écoles d'enseignement général secondaire du soir (par rotation) où les personnes ayant quitté l'école de huit ans et travaillant dans une des branches de l'économie nationale poursuivent leurs études secondaires et élèvent leur qualification professionnelle. La durée des études dans ces écoles est fixée à trois ans.

Afin de créer les conditions nécessaires pour les élèves des cours des écoles d'enseignement général secondaire du soir (par rotation) le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. établira la réduction de la journée ou de la semaine de travail pour les élèves qui font de bonnes études sans détachement de la production.

b) Ecoles secondaires d'enseignement général polytechnique du travail, avec formation professionnelle, où les personnes ayant terminé l'école de huit ans recevront pendant trois ans l'enseignement secondaire et la formation professionnelle pour travailler dans une des branches de l'économie nationale ou de la culture.

La proportion de la théorie et de la pratique dans l'instruction professionnelle ainsi que l'ordre des périodes de cours et de travail seront fixés selon la nature de la préparation spéciale des élèves et les conditions locales. Dans les écoles rurales, l'année scolaire doit être organisée en fonction du caractère saisonnier des travaux agricoles.

La formation professionnelle et le travail socialement utile peuvent être effectués dans les ateliers d'études et de production des entreprises voisines, au sein des brigades d'élèves des kolkhoz et sovkhoz, dans les exploitations expérimentales, dans les ateliers d'enseignement professionnel scolaires ou interscolaires.

v) Technicums et autres écoles secondaires spéciales, où les personnes ayant terminé l'école de huit ans feront leurs études générales et spéciales.

Art. 5. - Dans le but d'accroître le rôle de la société et d'aider les familles à élever leurs enfants, élargir le réseau des écoles-internats, et augmenter le nombre des écoles et des groupes avec journées prolongées. Etablir que les écoles-internats seront organisées sur le type des écoles de huit ans ou des écoles secondaires d'enseignement général et polytechnique avec formation professionnelle.

Art. 6. - Reconnaître qu'il est nécessaire d'améliorer sérieusement le travail d'éducation à l'école, pour inculquer aux élèves l'amour de l'étude, du travail, le respect des travailleurs, pour leur donner une conception du monde communiste, pour les élever dans

l'esprit du dévouement à toute épreuve à la Patrie, au peuple, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Les enseignants, les parents et les organisations sociales ont pour[DEL] mission primordiale d'améliorer le travail en vue de créer des habitudes d'une conduite civilisée (kul'turnogo) des élèves à l'école, dans leur famille, dans la rue.

Art. 7. - Reconnaître la nécessité de transformer les écoles existantes de dix ans (leurs classes supérieures) en différents types d'écoles secondaires d'enseignement général urbaines et rurales.

Effectuer la réorganisation du système de l'instruction publique de façon méthodique et organisée, en tenant compte au maximum des particularités locales, sans permettre en aucun cas une dégradation quelconque du service scolaire à la population. Attirer l'attention sur la nécessité d'une augmentation du contingent de jeunes filles d'origine autochtone dans les classes supérieures des écoles des Républiques fédérées et autonomies de l'Est.

Le plan de passage au nouveau système d'enseignement devra être élaboré dans chaque République fédérée, en l'adaptant aux particularités de son évolution économique et culturelle. Il est en même temps nécessaire de commencer le passage des écoles de sept ans aux écoles de huit ans et l'organisation des différents types d'écoles secondaires complètes à partir de l'année scolaire 1959-1960 pour achever le passage dans un délai de trois à cinq ans. Les élèves des huitième, neuvième et dixième classes actuelles doivent être assurés de pouvoir terminer leurs études secondaires conformément aux plans et programmes existants, mais renforçant leur formation professionnelle.

En élaborant les plans de réorganisation des écoles secondaires, on devra veiller à ce qu'un nombre suffisant d'élèves sortis des écoles secondaires entre dans les écoles supérieures pour éviter que l'afflux dans l'économie nationale des nouveaux spécialistes hautement qualifiés ne soit interrompu. Dans ce but, un certain nombre d'écoles secondaires du type actuel devra être maintenu durant la période de transition dans chaque République fédérée, en cas de besoin.

Art. 8. - Les dispositions relatives aux écoles de huit ans obligatoires, aux écoles secondaires d'enseignement général du soir (par rotation) et aux écoles secondaires d'enseignement général et polytechnique avec formation professionnelle, seront approuvées par les Conseils des ministres des Républiques fédérées.

Art. 9. - Les dates du commencement et de la fin de l'anale scolaire et des vacances des écoles de huit ans et des écoles secondaires d'enseignement général seront fixées par la législation des Républiques fédérées.

Art. 10. - Le conseil des ministres de l'U.R.S.S. et les Conseil des ministres des Républiques fédérées devront prendre toutes mesures utiles pour renforcer la base matérielle des écoles, supprimer la trop grande alternance des travaux, organiser la formation professionnelle ainsi que les mesures assurant aux élèves des classes supérieures des écoles secondaires des places pour l'enseignement professionnel et la pratique de la production.

Art. 11. - Les Conseils des ministres des Républiques fédérées doivent prendre toutes mesures utiles pour former les cadres enseignants et compléter les corps des maîtres d'écoles dont l'instruction réponde aux nouvelles tâches des écoles d'enseignement général, ainsi que pour améliorer leurs conditions de travail et leur situation matérielle et élever leur niveau idéologique et théorique.

II. L'enseignement processionnel et technique

Art. 12. - Les perspectives di développement technique et économique de l'Union Soviétique posent des exigences de plus en plus élevées dans la qualification professionnelle des cadres des travailleurs de toutes les branches de l'économie nationale. Dans ces conditions, un large développement de l'enseignement professionnel et technique de la jeunesse revêt une importance de premier plan.

La tâche principale de cet enseignement est de former de façon méthodique et organisée, pour toutes les branches de l'économie nationale, des ouvriers et des travailleurs agricoles cultivés et ayant une haute qualification technique, de donner aux élèves une éducation communiste, une formation idéologique, de créer dans la jeunesse étudiante une attitude communiste à l'égard du travail.

Art. 13. - Fonder des écoles professionnelles et techniques urbaines et rurales pour donner une formation professionnelle et technique aux jeunes qui entrent dans la production après leur sortie de l'école de huit ans.

Les écoles professionnelles et techniques se spécialisent selon les différentes branches de la production et assurent un travail d'enseignement et d'éducation sur la base de la participation active et systématique des jeunes au travail productif, en liaison étroite avec les entreprises, chantiers, sovkhoz et kolkhoz.

Art. 14. - Réorganiser les écoles d'apprentissage des fabriques et des usines, les écoles professionnelles d'artisanat, des chemins de fer, des mines, du bâtiment et les écoles professionnelles techniques agricoles pour les réserves de main-d'œuvre, les écoles professionnelles techniques, 1es écoles d'apprentissage de fabrique et d'usine ainsi que les autres établissements d'enseignement professionnel des sovnarkhoz et services, en écoles professionnelles et techniques urbaines du jour et du soir avec études de un à trois ans ou en écoles professionnelles et techniques rurales avec études d'un ou deux ans.

La réorganisation des établissements d'enseignement professionnel existants en écoles professionnelles et techniques urbaines ou rurales devra être réalisée dans un délai de trois à cinq ans, en tenant compte des particularités des régions administratives économiques.

Art. 15: - Afin que les écoles professionnelles et techniques arrivent progressivement à couvrir une partie de leurs frais, le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. et les Conseils des ministres des Républiques fédérées devront élaborer et par la suite prendre les mesures propres à élargir et à augmenter la rentabilité de l'activité productrice de ces établissements d'enseignement.

En raison de l'aisance matérielle croissante des travailleurs et afin d'augmenter l'intérêt des élèves à un meilleur apprentissage de leur métier, il est rationnel de modifier les conditions d'assistance matérielle aux écoliers, de leur payer un salaire d'apprentissage au lieu de fournir gratuitement l'uniforme et la nourriture.

L'assistance de l'Etat doit être intégralement maintenue pour les élèves orphelins, les pensionnaires des maisons d enfants et les enfants de famille nombreuse.

Recommander aux kolkhoz d'examiner l'affectation des sommes nécessaires au financement des études des jeunes kolkhoziens dans les écoles professionnelles et techniques.

Art. 16. - Les ministères, départements, conseils de l'économie nationale, entreprises, administrations et organisations devront assurer aux écoles professionnelles et techniques un équipement productif pour les ateliers d'étude des postes d'ouvriers rémunérés dans les entreprises pour la pratique des élèves, et également créer les conditions nécessaires assurant le succès de l'enseignement et permettant de faire acquérir à la jeunesse la technique moderne, la technologie d'avant-garde et les méthodes de travail hautement productives.

Art. 17. - Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. et les Conseils des ministres des Républiques fédérées devront élaborer les plans perspectifs ainsi que les plans annuels d'enseignement professionnel et d'organisation du travail des jeunes ayant quitté l'école d'enseignement gênerai de huit ans, les écoles professionnelles et techniques et les écoles secondaires avec un stage dans la production, en songeant à instituer dans les entreprises

des garanties strictes de la défense du travail et de la technique de sécurité.

Art. 18. - La réforme de l'enseignement professionnel et technique pose des exigences sans cesse croissantes pour le niveau de préparation technique, idéologique, politique et pédagogique des maîtres de la formation professionnelle et des professeurs des écoles professionnelles et techniques. Le développement du réseau de ces écoles entraîne l'accroissement des besoins en maîtres et professeurs. Aussi, est-t-il nécessaire de former avec le plus grand soin les cadres dans les technicums et les établissements d'enseignement supérieur.

Il faut améliorer la qualité et augmenter la quantité des manuels et du matériel didactique, produire davantage de films d'enseignement technique et de vulgarisation scientifique, et utiliser largement la radio et la télévision dans l'enseignement professionnel et technique.

Art. 19. - Le règlement des écoles professionnelles et techniques devra être approuvé par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S.

Art. 20. - Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. et les Conseils des ministres des Républiques fédérées doivent prendre toutes mesures utiles pour améliorer radicalement la formation des ouvriers au moyen de cercles d'études d'enseignement individuel et de cours, et élever la qualification des cadres ouvriers employés dans la production.

III. - L'enseignement secondaire spécial

Art. 21. - Dans la production industrielle et agricole comme dans les institutions culturelles d'instruction et dans les services de la Santé Publique, une place importante revient aux techniciens qui organisent directement la production et aux autres travailleurs qui ont fait des études secondaires spéciales.

Les intérêts de la production moderne, basée sur les nouveaux progrès scientifiques et techniques, exigent des élèves sortant des technicums un niveau élevé de formation théorique et une bonne connaissance de la pratique.

Par conséquent, on reconnaît la nécessité de perfectionner l'enseignement secondaire spécial et d'améliorer la formation des spécialistes de qualification moyenne à partir d'un lien étroit entre l'enseignement et le travail socialement utile et d'un large développement de l'enseignement par cours du soir et par correspondance.

Art. 22. - La préparation des spécialistes dans les établissements d'enseignement secondaire spécial doit être effectuée sur la base de l'école de huit ans, mais dans certaines spécialités, sur celle de l'enseignement secondaire complet.

Selon les différents secteurs de l économie nationale pour lesquels on prépare les spécialistes ainsi que selon les conditions de travail dans les entreprises, les chantiers de construction et autres organisations, la durée générale des études et la durée des .périodes scolaires, avec ou sans arrêt du travail dans la production, pourront être différentes.

Art. 23. - Etablir que les études dans lès établissements d'enseignement secondaire spécial devront donner aux élèves des connaissances générales correspondant à celles de l'école secondaire, ainsi qu'une formation théorique et pratique dans la spécialité choisie ; dans les établissements d'enseignement secondaire spécial techniques et agricoles, les élèves devront recevoir une qualification et un rang dans une des catégories professionnelles.

Art: 24. - Reconnaître qu'il est rationnel de doter les technicums industriels d'ateliers assurant une production industrielle grâce aux élèves ; de doter les technicums agricoles d'importantes exploitations où les élèves effectueront eux-mêmes l'essentiel des travaux.

Art. 25. - Etendre le réseau des établissements d'enseignement secondaire spécial en les rapprochant de la production et en tenant compte des besoins des régions économiques en cadres ; coopérer étroitement avec les sovnarkhoz, les ministères et services ministériels dans la formation des spécialistes ayant une instruction secondaire.

Etendre et améliorer l'enseignement par correspondance et du soir, forme fondamentale de préparation des spécialistes ayant une instruction secondaire spéciale, en renforçant les technicums par correspondance et du soir ainsi qu'en créant des cours par correspondance et du soir près des établissements scolaires existants disposant de cadres qualifiés de professeurs et de la base matérielle et scolaire correspondante.

Admettre aux cours du soir et par correspondance en premier lieu les personnes exerçant un métier de même nature que la spécialité choisie.

Art. 26. - Les règlements relatifs aux établissements d'enseignement secondaire seront approuvés par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S.

IV. - L'enseignement supérieur

Art. 27. - Les tâches de l'édification du communisme exigent le rapprochement de l'enseignement supérieur avec la vie et la production, l'élévation du niveau de préparation théorique des spécialistes, conformément aux derniers progrès scientifiques et techniques.

Le développement et le perfectionnement futur de l'enseignement supérieur dans notre pays doivent assurer aux spécialistes une meilleure formation pratique et théorique, amener une amélioration notable de l'éducation communiste des jeunes et la participation active de tout le corps enseignant à l'éducation des étudiants.

Les tâches essentielles de l'enseignement supérieur sont :

- la formation de spécialistes de qualification élevée, éduqués dans l'esprit de la théorie marxiste-léniniste, connaissant les derniers progrès scientifiques et techniques réalisés en Union Soviétique et à l'étranger ayant des connaissances pratiques sérieuses, capables non seulement d utiliser la technique moderne, mais aussi de bâtir celle de l'avenir ;
- la poursuite de travaux de recherche scientifique favorisant l'exécution des .tâches de l'édification du communisme ;
- la formation de personnel scientifique et enseignant ;
- l'élévation de la qualification des spécialistes employés dans les différents secteurs de l'économie nationale, de la culture et de l'instruction ;
- la diffusion des connaissances scientifiques et politiques parmi lés travailleurs.

Art. 28. - La préparation des spécialistes dans les établissements d'enseignement supérieur doit se faire sur la base de l'enseignement secondaire complet et de l'association de l'enseignement à un travail socialement utile. Les formes concrètes d'association des études avec la pratique, avec le travail, devront être déterminées conformément à l'orientation des établissements supérieurs, à l'effectif des étudiants qui les fréquentent, ainsi qu'aux particularités nationales et locales.

L'admission dans les établissements| supérieurs sera effectuée sur la base des attestations délivrées par les organisations du parti, des syndicats du Komsomol et autres organisations sociales, par les dirigeants des entreprises industrielles et l'administration des kolkhoz en vue, grâce à la sélection par concours, d'admettre dans les établissements d'enseignement supérieur les personnes les plus dignes, capables et préparées qui se sont distinguées dans la production. Lors de l'admission, priorité doit être donnée aux personnes qui ont déjà effectué un stage pratique.

Art. 29. - Reconnaître la nécessité d'améliorer et d'étendre au maximum les cours du soir et par correspondance en renforçant les établissements de ce type, en développant leur réseau sur la base des établissements d'enseignement supérieur existants, en organisant des cours de préparation de spécialistes du soir ou par correspondance auprès des grandes entreprises industrielles ou agricoles.

Art. 30. - Les cours destinés aux ingénieurs devront être associés au- travail productif de façon à aider les étudiants à mieux apprendre leur futur métier, à leur permettre d'étudier sérieusement le processus technologique de la production. Dans la majorité des établissements supérieurs techniques, il est rationnel d'associer le travail productif à des cours du soir ou par correspondance, pendant les deux premières années.

Pour une série de spécialités où les étudiants doivent étudier d'abord un cycle de disciplines théoriques complexes et effectuer d'importants travaux pratiques de laboratoire, il est rationnel de consacrer les deux ou trois premières années aux seules études, puis il faudra prévoir pour les étudiants un an de travail pratique dans les cadres existants, directement dans la production, les laboratoires ou les bureaux d études.

En perfectionnant le système d'enseignement supérieur, une grande attention doit être portée à la préparation des cadres d'ingénieurs pour les branches nouvelles de la technique, pour le développement futur du travail scientifique et du travail dans les bureaux

d'étude.

Art. 31. - Les spécialistes de l'agriculture devront être formés dans les instituts organisés sur la base des gros sovkhoz agricoles, disposant d'importantes installations où le travail sera assuré par les étudiants. La formation des spécialistes doit être effectuée en tenant compte des particularités des régions déterminées de l'Union Soviétique ; le travail productif devra être associé aux études en tenant compte du caractère saisonnier de la production.

Art. 32. - Reconnaître la nécessité de développer à l'avenir l'enseignement universitaire, notamment d'augmenter considérablement les promotions des différents spécialistes dans les nouveaux domaines des sciences mathématiques, biologiques, physiques, chimiques, d'intensifier la formation théorique et pratique des étudiants ; d'élever considérablement le rôle des universités dans la solution des problèmes importants des sciences naturelles et humaines. Le recrutement dans les universités, l'association des études au travail devront être organisés de manière que, au cours des études, les étudiants acquièrent l'habitude du travail dans une spécialité et que les spécialistes des sciences humaines (économistes, philosophes, .juristes, etc.) aient en outre une certaine expérience du travail socialement utile.

Art. 33. - Reconnaître la nécessité de donner une meilleure formation pédagogique aux enseignants dans les instituts pédagogiques et les universités ; de développer la préparation des maîtres d'écoles primaires afin de pourvoir dans l'avenir toutes les écoles de professeurs ayant reçu l'instruction supérieure ; d'organiser la préparation de professeurs d'agronomie, de zootechnie, de techniques et d'autres disciplines spéciales ; d'élever le niveau scientifique et théorique de l'enseignement dans les instituts pédagogiques ; d'accroître le rôle de la pratique dans la formation professionnelle et pédagogique des enseignants.

Art. 34. - Pour la formation des médecins, il faudra tenir compte dans les écoles de médecine des exigences spécifiques de la profession médicale ; on devra recruter par priorité dans les facultés de médecine les jeunet ayant effectué un stage pratique dans le personnel subalterne des hôpitaux et des établissements de cure et de prophylaxie ; les études devront obligatoirement être associées à la pratique continue dans les établissements de cure et de prophylaxie ainsi que dans ceux de la Santé et de l'Hygiène.

Pour les personnes ayant fait des études médicales secondaires et un stage pratique dans leur spécialité, organiser les cours dans les facultés de médecine sans détachement du travail.

Art. 35. - Pour la formation des spécialistes ayant reçu l'instruction supérieure et secondaire dans le domaine de la musique, des beaux-arts, de l'art théâtral et des autres formes de l'art; le système d'études et d'activité professionnelle poursuivies simultanément devra se généraliser afin de garantir la possibilité de recevoir cette instruction aux larges couches de travailleurs et de permettre aux dons nationaux de se manifester.

Art. 36. - Considérer comme indispensable d'intensifier l'éducation idéologique et politique des étudiants, d'améliorer l'enseignement de la doctrine marxiste-léniniste, d'éduquer la jeunesse dans l'esprit des principes élevés de la morale communiste, de l'amour du travail, de l'intransigeance à l'égard de l'idéologie bourgeoise. Lors de la formation des spécialistes ayant une instruction supérieure, on devra particulièrement veiller à apprendre aux étudiants les méthodes scientifiques de connaissance, les former à aborder dans un esprit créateur l'assimilation des sciences, à se comporter dans l'étude avec un grand sens des responsabilités, à montrer de l'initiative dans leur travail. Les personnes ayant terminé l'école supérieure soviétique doivent s'acquitter de façon exemplaire de leur devoir public et social.

Art. 37. - Considérer qu'il est rationnel de faire participer largement à l'activité pédagogique, dans les établissements d'enseignement supérieur, les ingénieurs et techniciens les plus qualifiés des entreprises, des chantiers, des bureaux d'études, des instituts de recherche scientifique, les agronomes et médecins et les autres travailleurs praticiens, ces personnes devant être capables d'enseigner et d'utiliser les méthodes les plus modernes de production et les dernières découvertes scientifiques et techniques.

Art. 38. - Etant donné que le travail scientifique doit constituer une partie intégrante de tout établissement d'enseignement supérieur, reconnaître qu'il est nécessaire de

renforcer la part des établissements d'enseignement supérieur dans 1es recherches scientifiques ayant un niveau élevé de connaissance théoriques et une grande importance pour le développement de l'économie nationale, la science et la culture.

Considérer qu'il est rationnel d'organiser des instituts et laboratoires de recherche près des établissements d'enseignement supérieur, de leur adjoindre certains établissements de recherche scientifique.

Les sovnarkhoz, ministères, départements ministériels et d'administration de l'agriculture doivent aider les établissements d'enseignement supérieur à mettre en pratique leurs découvertes scientifiques et à mettre en œuvre les expériences de production.

Art. 39. - Les sovnarkhoz, entreprises, administrations et organisations doivent réserver emplois et postes techniques rémunérés aux étudiants des établissements secondaires spéciaux et supérieurs, assurer leur formation pratique, leur fournir le logement et des vêtements de travail.

Art. 40. - Le règlement relatif aux établissements d'enseignement supérieur est approuvé par le Conseil des ministres de l'U.R.S.S.

Art. 41. - Le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. et les Conseils des ministres des Républiques fédérées doivent élaborer et appliquer les mesures propres à développer l'enseignement supérieur dans le pays, découlant de la présente loi, en prévoyant :

a) la mise en ordre du réseau d'établissements d'enseignement supérieur dans le pays, en ayant en vue l'accroissement du nombre de ces établissements dans les nouvelles régions industrielles, le rapprochement de la production et le regroupement des établissements de même type ;

b) l'extension et le renforcement de la base matérielle et technique des établissements d'enseignement supérieur, l'équipement des laboratoires des Universités et des écoles supérieures techniques en machines électroniques, en accélérateurs de particules et autres appareils ultramodernes ;

v) l'organisation d'écoles supérieures-usines, ainsi que d'entreprises industrielles et ateliers rattachés aux écoles supérieures, où les étudiants assurent la production ;

g) la création de nouvelles éditions spécialisées et d'imprimeries destinées à couvrir intégralement les besoins en manuels des étudiants des établissements supérieurs et secondaires spéciaux, particulièrement de ceux qui font leurs études sans quitter la production ;

d) l'octroi d'avantages supplémentaires aux étudiants des dernières années des établissements supérieurs et des technicums qui font leurs études sans quitter la production ;

e) le renforcement de la base matérielle et technique des établissements secondaires spéciaux et supérieurs du soir ou par correspondance, garantissant la large utilisation du cinéma, de la radio, de la télévision et des autres moyens scientifiques et techniques modernes.

Art. 42. - La réorganisation de l'enseignement supérieur et secondaire spécial sera réalisée dans un délai de trois à cinq ans, à partir de l'année scolaire 1959-1960, en tenant compte des particularités nationales et locales, de façon que le nombre de spécialistes diplômés chaque année pour l'économie nationale, la science et la culture s'accroisse toujours proportionnellement aux besoins croissants.

Les Conseils des ministres des Républiques fédérées soumettront à l'examen des Soviets Suprêmes des Républiques fédérées les propositions découlant de la présente loi, garantissant le renforcement du lien de l'école avec la vie, la réalisation de l'instruction de huit ans générale et obligatoire, le développement futur dans les Républiques de l'enseignement général secondaire, professionnel et technique, secondaire spécial et supérieur. .

Le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. estime que le rapprochement de l'école avec la vie créera les conditions nécessaires à une meilleure éducation de la génération montante appelée à vivre et à travailler en régime communiste, La réorganisation du système de l'instruction publique aura une grande importance pour le développement matériel et spirituel futur de la souillé soviétique, accroîtra le rôle de l'école soviétique dans la formation et l'éducation de la jeunesse, garantira mieux la préparation des cadres hautement qualifiés dans toutes les branches de l'économie nationale, de la science et de la culture, et dans une

mesure encore plus grande contribuera à renforce la puissance de l'Union Soviétique.

Moscou, le Kremlin, 24 décembre 1958.

TABLE DES TEXTES

Liste des sigles et acronymes utilisés.....7
Ordre hiérarchique, traduction et équivalence de quelques grades, titres et fonctions.....10

.....13
INTRODUCTION :
L'école russe et soviétique entre héritage et changement.....14
I)1958, apogée du débat sur l'enseignement en URSS.....15
II)Une historiographie parcellaire et parfois biaisée.....19
III)L'abondance des sources,
une chance et un risque pour le chercheur.....24
IV)Plan indicatif :
trois moments de l'école russe et soviétique au XXe siècle.....28
PREMIÈRE PARTIE :
LES HÉRITAGES. L'ENSEIGNEMENT SOVIÉTIQUE ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME (1918-1958).....33
CHAPITRE 1 :
LES BOLCHEVIKS À L'ÉCOLE :
POLYTECHNISATION ET PROLÉTARISATION (1918-1954).....36
I) La polytechnisation des années 1920,
entre chimère idéologique et controverses pédagogiques.....38
II) La prolétarisation interrompue : ouvriers et kolkhoziens dans l'enseignement supérieur et technique.....52
III) L'école sous Staline, une restauration pédagogique.....63
Conclusion :
En Russie, la révolution scolaire inachevée.....78
CHAPITRE 2 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE A DES DIFFICULTÉS :
ACTEURS ET PROBLÈMES VUS DU CENTRE (1955-1958).....81
I)L'appareil de l'État-Parti et l'enseignement :
quelques parcours significatifs.....82
II)Les autorités débordées par la massification.....87
III) La crise du recrutement de la « main-d'œuvre productive », une autre conséquence de la déstalinisation 93
III)Un premier jet khrouchtchévien : les écoles-internats ou l'utopie communiste au pouvoir 102
Conclusion :
la tentation d'une « révolution par en haut ».....113
CHAPITRE 3 :
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PEUT MIEUX FAIRE :
LES LACUNES DE L'UNIVERSITÉ ET LE TOURNANT DE 1956.....116
I) Lieux et acteurs décisionnels : une forte inertie.....117
II) Quels « cadres » pour le pays ?
L'organisation des études en question.....122
III) L'agitation étudiante de la fin 1956 et sa portée.....133
Conclusion :
la démocratisation du supérieur, enjeu de la déstalinisation.....147
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE :
LES ALÉAS DU PROJET SOVIÉTIQUE À L'ÉCOLE.....149

DEUXIÈME PARTIE :
UNE DÉCISION CONTESTÉE. DISCUSSIONS ET MODALITÉS D'ADOPTION DE LA PERESTROÏKA DE 1958....151
CHAPITRE 4 :
PÉDAGOGUES ET UNIVERSITAIRES EN PLEIN DÉGEL (1955-1958)....152
I)Ouverture et débats dans la pédagogie secondaire....153
II)Des universitaires face à la « refondation »....166
Conclusion :
Le réveil des « non-conformistes intégrés » et ses limites....189
CHAPITRE 5 :
UN LANCEMENT COMPLIQUÉ : L'IMPULSION DE KHROUCHTCHEV ET LA RIPOSTE DES TECHNOCRATES....191
I)Contexte et mobiles du volontarisme scolaire....191
II)La refondation, premier acte :
vers un changement radical....203
III)La réplique de l'appareil du Comité central :
les réunions de septembre 1958....213
Conclusion :
Le projet khrouchtchévien revu et corrigé....227
CHAPITRE 6 :
LA « DISCUSSION GÉNÉRALE » DE L'AUTOMNE 1958, MANIFESTATION D'UN PLURALISME AU GRAND JOUR....229
I)Le « Dégel » pédagogique s'imprime dans les journaux....230
II)L'affirmation de « groupes d'opinion »....244
III)Les « savants », acteurs majeurs de la refondation....258
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE :
UN CONSENSUS TECHNOCRATIQUE
ET L'ÉMERGENCE D'UNE « OPINION »....275
TROISIÈME PARTIE :
UNE APPLICATION INACHEVÉE
RÉSULTATS ET PERCEPTIONS DE LA REFONDATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE EN RUSSIE (années 1960)....276
CHAPITRE 7 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE ÉCLATÉE :
FAIBLE POLYTECHNISATION ET FORTE DIVERSIFICATION....277
I)Une école enfin polytechnique ?....278
II)L'essor des « écoles spéciales » :
une vision alternative élitiste....295
Conclusion :
Échec du projet khrouchtchévien
et apparition d'un nouveau « coin de liberté »....309
CHAPITRE 8 :
UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉPARGNÉ :
REPRODUCTION SOCIALE ET SUCCÈS DES SAVANTS....311
I)Une fausse démocratisation....312
II) Un « rapprochement avec la vie » illusoire et critiqué....323
II)La vision alternative des savants :
renforcer le lien entre recherche et formation....333
Conclusion :
Vers une « recherche et développement » à la russe ?....346
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE :
UNE REFONDATION INABOUTIE ET AUSSITÔT DÉPASSÉE....348

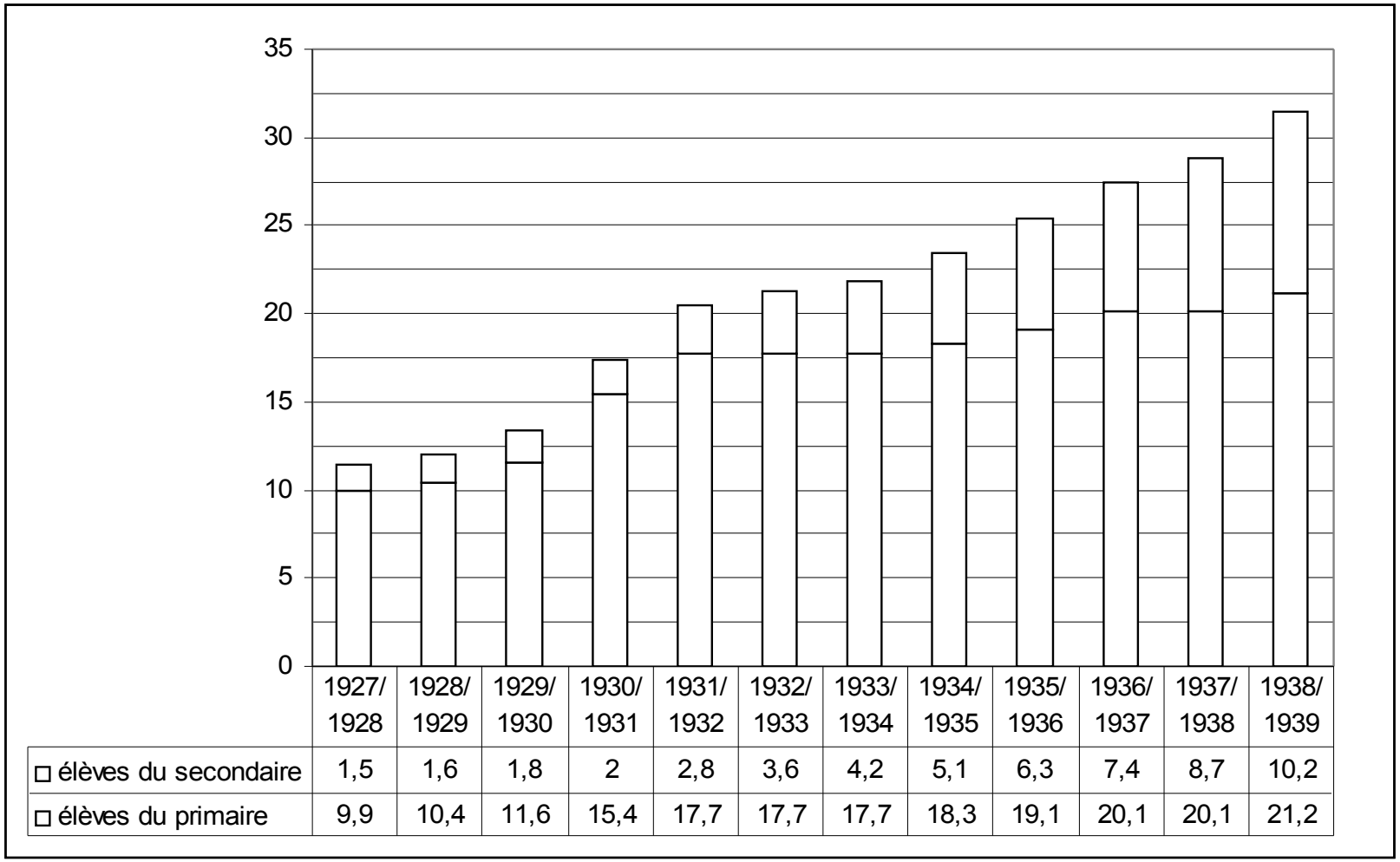
CONCLUSION GÉNÉRALE :
Le projet éducatif soviétique, victime du Dégel.....350
ANNEXE I : SOURCES.....359
ANNEXE II : BIBLIOGRAPHIE.....93
ANNEXE III : TEXTES.....122
ANNEXE V : GRAPHIQUES.....93
ANNEXE VI : TABLEAUX SYNOPTIQUES.....95
Izvestia.....106

ANNEXE V : GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1

Evolution des effectifs de l'école primaire et secondaire en URSS de 1927/1928 à 1938/1939 (en millions)

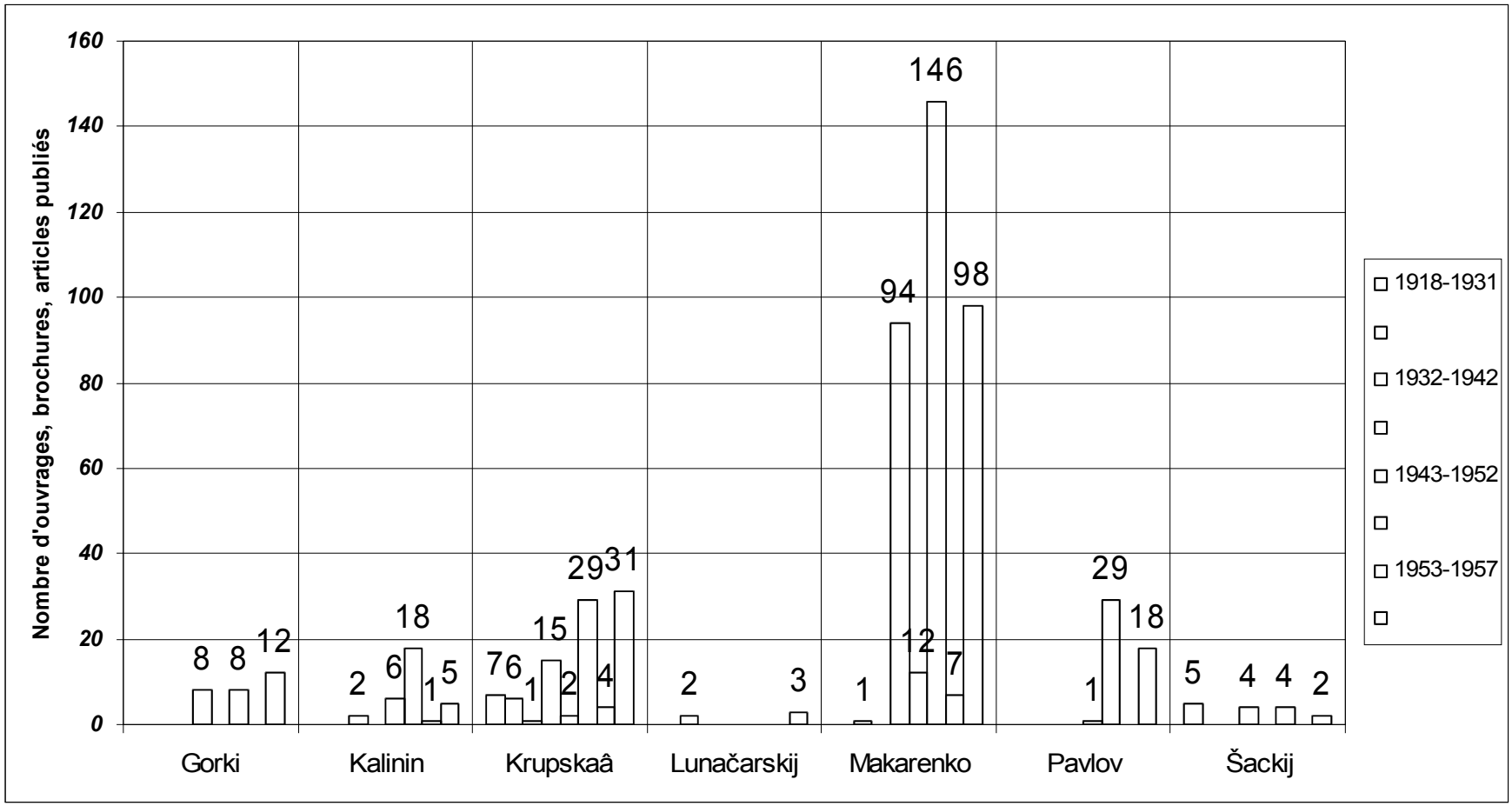
(Source : Thomas E. EWING, *The Teachers of Stalinism. Policy, Practice, and Power in Soviet Schools of the 1930s*, New York, Lang, 2002, p. 60)



	1927/ 1928	1928/ 1929	1929/ 1930	1930/ 1931	1931/ 1932	1932/ 1933	1933/ 1934	1934/ 1935	1935/ 1936	1936/ 1937	1937/ 1938	1938/ 1939
□ élèves du secondaire	1,5	1,6	1,8	2	2,8	3,6	4,2	5,1	6,3	7,4	8,7	10,2
□ élèves du primaire	9,9	10,4	11,6	15,4	17,7	17,7	17,7	18,3	19,1	20,1	20,1	21,2

GRAPHIQUE 2

Nombre d'ouvrages, brochures et articles publiés par/sur les principaux pédagogues russes et soviétiques et mentionnés par l'APN en 1957, par périodes (1918-1957) (Source : d'après SMIRNOV V.Z. (dir.), *Sovetskaâ istoriko-pedagogičeskaâ literatura (1918-1957). Sistematičeskij ukazatel'*, Moscou, Academiâ pedagogičeskih nauk RSFSR, 1960. NB : pour chaque période, la première colonne correspond au nombre d'ouvrages / brochures / articles *de* ces auteurs, la seconde – au nombre d'ouvrages / brochures / articles publiés *sur* eux)



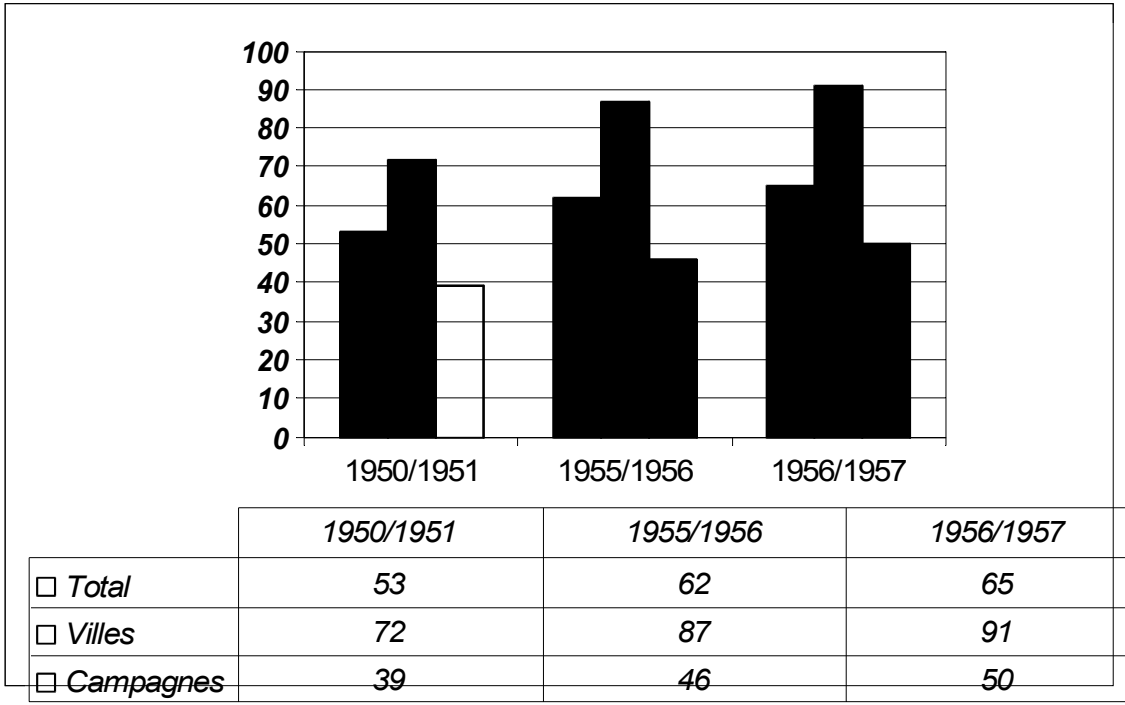
GRAPHIQUE 3

PROPORTION D'ELEVES DE 7e CLASSE

POURSUIVANT LEURS ETUDES SECONDAIRES EN 8e CLASSE

EN URSS (en %)

(Source : RGANI, 1562/33/3084, p. 5)

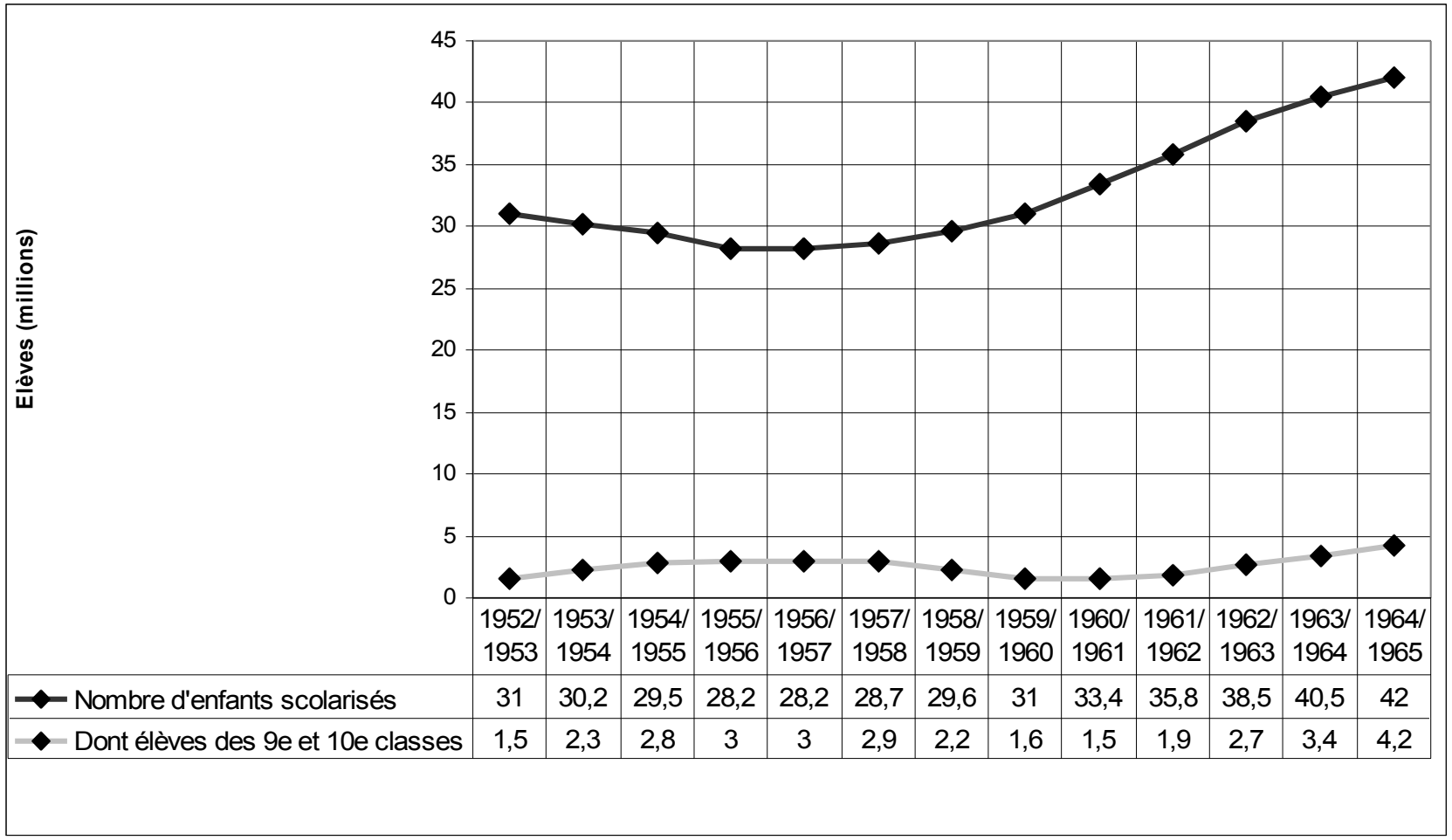


	1950/1951	*1955/1956*	*1956/1957*
☐ *Total*	*53*	*62*	*65*
☐ *Villes*	*72*	*87*	*91*
☐ *Campagnes*	*39*	*46*	*50*

GRAPHIQUE 4

EFFECTIFS DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE EN URSS DE 1952 A 1964 (en millions)

(Source : *Narodnoe obrazovanie, nauka i kul'tura v SSSR. Statističeskij sbornik*, Moscou, Statistika, 1977, p. 69)[1770]



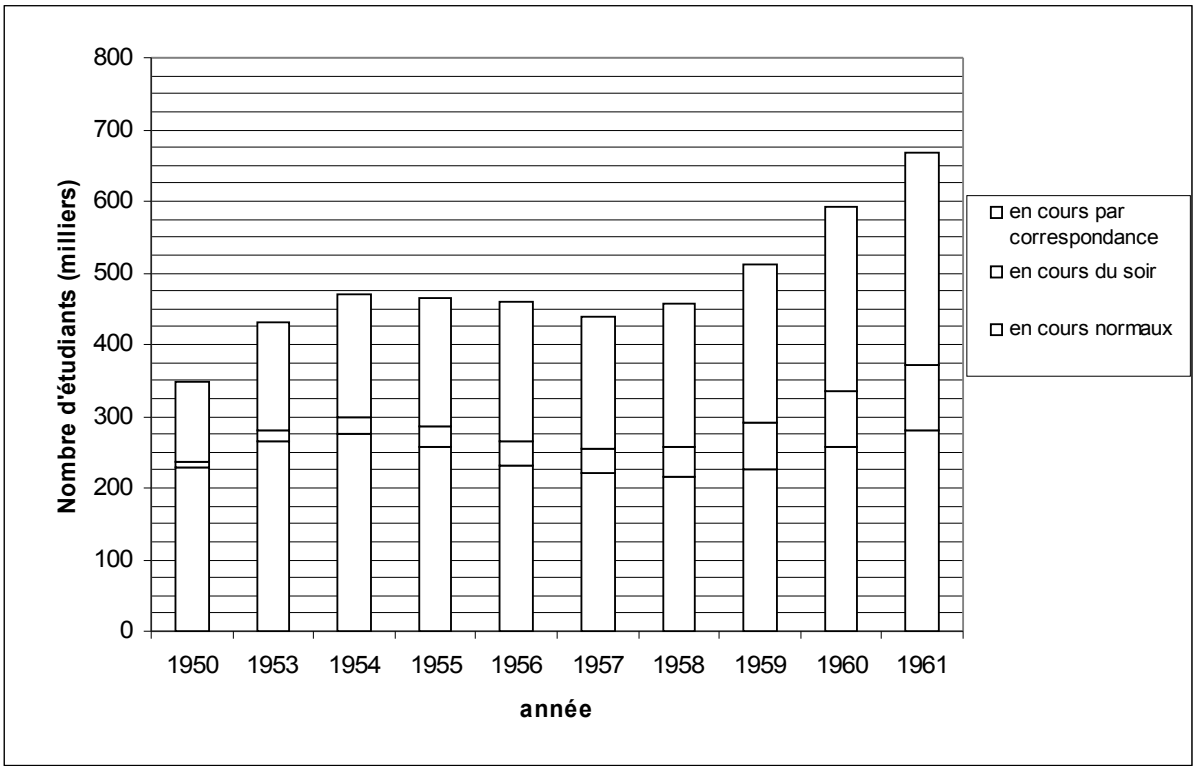
	1952/1953	1953/1954	1954/1955	1955/1956	1956/1957	1957/1958	1958/1959	1959/1960	1960/1961	1961/1962	1962/1963	1963/1964	1964/1965
Nombre d'enfants scolarisés	31	30,2	29,5	28,2	28,2	28,7	29,6	31	33,4	35,8	38,5	40,5	42
Dont élèves des 9e et 10e classes	1,5	2,3	2,8	3	3	2,9	2,2	1,6	1,5	1,9	2,7	3,4	4,2

[1770] La même source indique pour 1927/1928 11,5 millions d'enfants scolarisés dont 52000 en 9-10e classes, et pour 1940/1941 respectivement 34,8 et 1,2 millions. (LC)

GRAPHIQUE 5

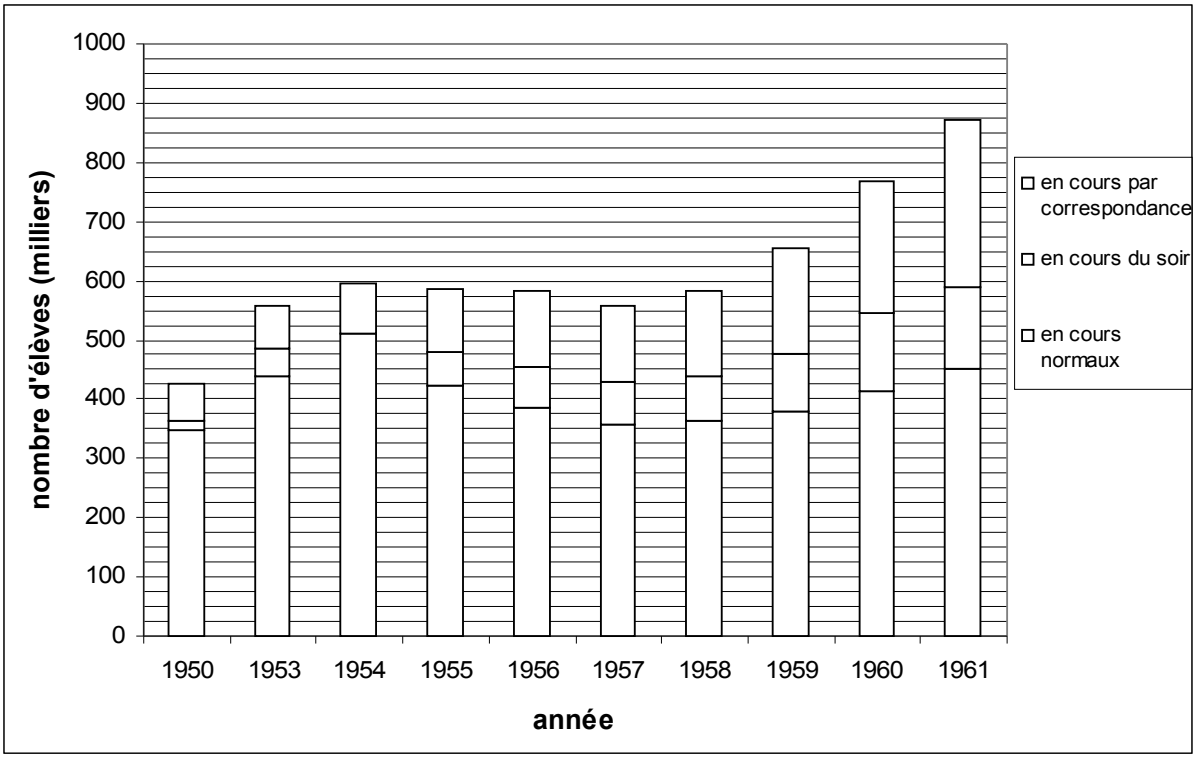
Admission dans les VUZ d'URSS de 1950 à 1961

(Source : Georges SOKOLOFF, « Reproduction élargie des cadres supérieurs en Union soviétique », *Annuaire de l'URSS*, tome II, Paris, CNRS, 1964, p. 333-365 ; p. 339)



GRAPHIQUE 6

Admission dans les SSUZ d'URSS de 1950 à 1961 (Source : *Ibidem*)



GRAPHIQUE 7

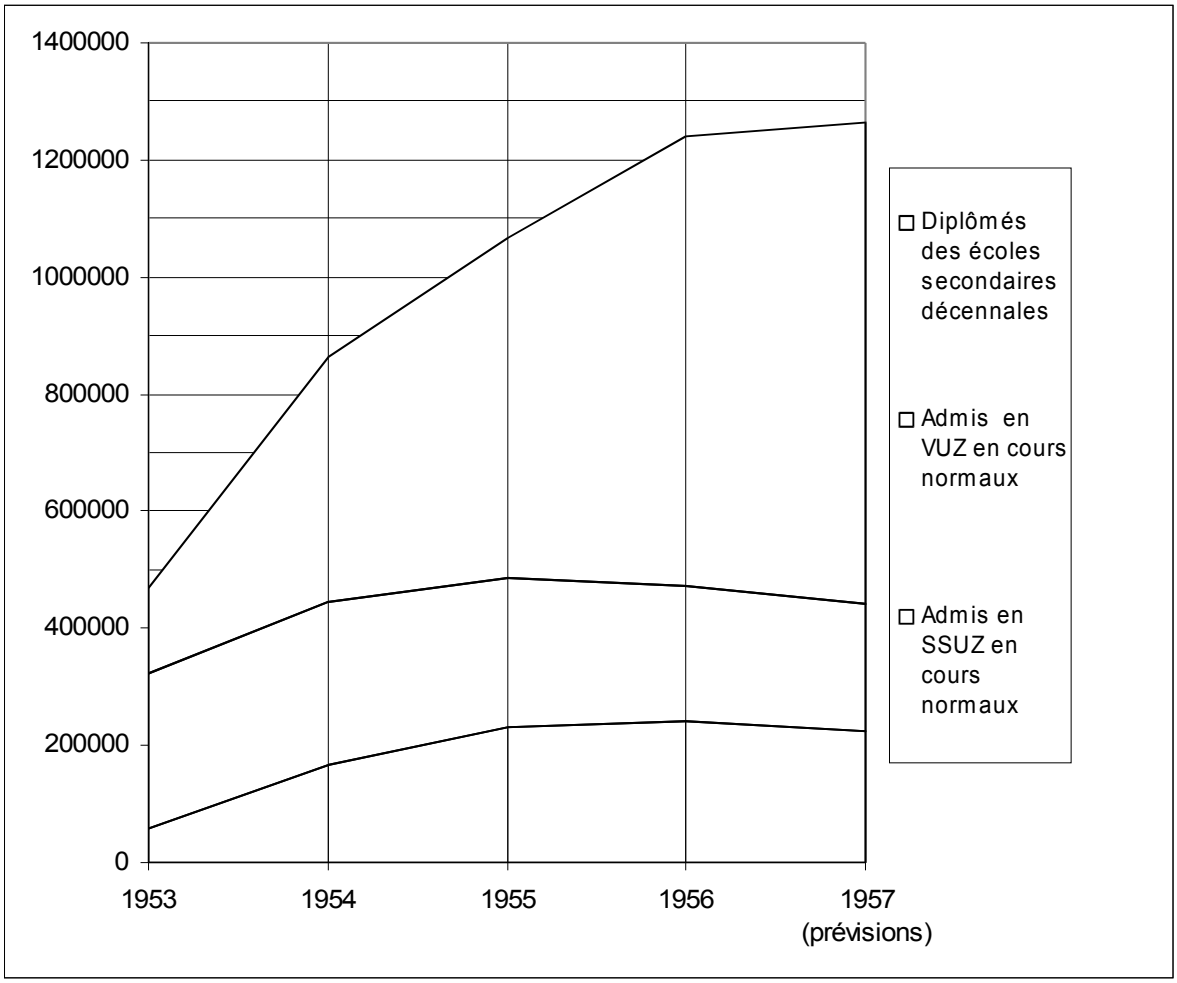
Nombre d'admis en 1ère année de VSSUZ, en cours du jour[1771]

par rapport au nombre de diplômés de l'enseignement secondaire décennal

en URSS, de 1953 à 1957

(Source : RGAE, 1562/327/942, p. 77)

	1953	1954	1955	1956	1957 (prévisions)
Diplômés des écoles secondaires décennales	468835	864394	1066988	1241797	1264000
Admis en VUZ en cours normaux	265147 (*56%*)	276320 (*32%*)	257173 (*24%*)	231221 (*19%*)	218533 (*17%*)
Admis en SSUZ en cours normaux	57126 (*12%*)	167509 (*19%*)	229980 (*22%*)	239913 (*19%*)	224773 (*18%*)



[1771] Pour les SSUZ, il s'agit du nombre d'admis sortant directement, diplômés, de l'école générale secondaire décennale. Pour les VUZ, ce n'est pas précisé. (LC)

ANNEXE VI : TABLEAUX SYNOPTIQUES

TABLEAU 1

Les réunions au département du CC du PCUS, du 16 au 27 septembre 1958

(Source : RGANI, 5/35/93, 94 et 95, *passim*)

Date	**Institutions et professions représentées**	**Président de séance ; *autres intervenants de la « Commission »* ; (destinataire du rapport)**	**Nombre de participants / intervenants**
16.09	Directeurs et ingénieurs en chef de grandes entreprises industrielles de Moscou et d'autres villes	Kirillin *Kaz'min, Kuzin, Zelenko, Elûtin, Kairov* (Furceva)	29 / 17
17.09	Présidents de kolkhozes, directeurs de sovkhozes et autres travailleurs de l'agriculture	Kuzin (Furceva)	27 / 18
19.09	Savants	Kaz'min *Zelenko, Kuzin* (Brejnev)	31 / 17
20.09	Enseignants, responsables de l'Instruction publique et des Réserves de main-d'œuvre	Kuzin *Rudnev* (Brejnev)	29 / 21
20.09*	Responsables de l'armée et de la flotte soviétiques*	(Mereckov au CC du PCUS)*	? / ?*
23.09	Travailleurs de l'industrie	Kirillin *Afanasenko* (Brejnev)	34 / 10
25.09	Secrétaires à la propagande et chefs des départements de la science, des VUZ et des écoles des CC des républiques fédérées	Kirillin *Kairov, Zelenko, Elûtin, Semičastnyj, Afanasenko* (Brejnev)	15 / 9
26.09	Secrétaires à la propagande et chefs des départements de la science, des VUZ et des écoles des CC, ministres de l'Instruction et chefs des Réserves de main-d'œuvre des républiques fédérées	Kirillin puis Kuzin *Zelenko* (Brejnev)	? / 18
27.09	Secrétaires à la propagande et chefs des Départements de la science, des VUZ et des écoles des CC, ministres de l'Instruction et chefs des Réserves de main-d'œuvre des républiques fédérées	Kirillin *Kuzin, Elûtin, Zelenko, Afanasenko, Kairov* (Brejnev)	47 / 11
TOTAL			212 / 121

*Avec les responsables de l'armée : il manque le sténogramme de cette réunion, ainsi que le rapport de Kirillin et Kaz'min et la liste des participants. Le seul témoignage écrit est celui du maréchal Mereckov, adressé en général au CC du PCUS : voir le texte 17.

TABLEAU 2

Les positions des différents groupes invités lors des réunions de septembre 1958, d'après les rapports de Kirillin et Kaz'min

(Source : RGANI, 5/35/93, 94 et 95, *passim*)

Catégorie / groupe	Seconde étape du secondaire	Formation professionnelle	Obligation d'accomplir un « stage » de deux ans avant le VUZ	Déroulement des études en SSUZ	Déroulement des deux premières années d'études en VUZ
Responsables et ingénieurs de l'industrie	Maintenir les écoles de jour	Réduire la part des établissements du GUTR	Pour, à titre provisoire*	« sans rupture »	« en rupture »
Représentants de l'agriculture	Pas en cours du soir ; en 9-10e introduire une spécialisation	Améliorer	Pour, à titre provisoire*	« sans rupture »	« sans rupture »
Savants	Maintenir les écoles de jour	-	Pour, à titre provisoire*	« sans rupture »	« en rupture »
Enseignants	Maintenir les écoles de jour	Au cours de la 2e étape du secondaire, de préférence en 3 ans^	Pour, mais avec des exceptions dans les instituts pédagogiques^	-	Pas par correspondance dans les instituts pédagogiques^
Travailleurs de l'industrie	Combiner avec le travail à la production et une formation professionnelle	Au sein du GUTR	Pour	« sans rupture »	« sans rupture »^
Secrétaires et chefs des Départements des CC républicains	Maintenir les écoles de jour	Pas par le seul GUTR (contre Zelenko)	-	-	-
Les mêmes, plus les ministres de l'Instruction et les chefs républicains des Réserves de main-d'œuvre	Maintenir les écoles de jour	Pas par le seul GUTR (contre Zelenko) ; au cours de la 2e étape du secondaire^	-	-	Pas en cours du soir ou par correspondance, en cas de « stage » avant^ ; pas dans les instituts pédagogiques^ ; pas dans les instituts médicaux^

Notice : 1) « ***** » Idée ou proposition non mentionnée dans le sténogramme ; 2) « **^** » Idée ou proposition émise par un ou plusieurs intervenant(s) ; 3) « **-** » question non abordée. (Les idées conformes au contenu du Mémorandum de Khrouchtchev sont soulignées.)

TABLEAU 3

Tableau récapitulatif des interventions à la réunion des directeurs de VUZ des 22-23 septembre 1958 (par ordre de passage)

N°	Intervenant	Fonction, VUZ (titre, spécialité)	Sur l'admission en VUZ	Sur l'organisation des deux premières années d'études	Sur la généralisation des études « sans rupture avec la production »
1.	I.G. Petrovskij	Recteur de MGU (membre-correspondant AN SSSR, mathématicien)	Pour des concours simplifiés et des cours complémentaires	De jour obligatoirement	Contre
2.	P.D. Balâsov	Directeur adjoint de l'institut textile de Moscou	NSPP	Pour une alternance hebdomadaire études / travail	NSPP
3.	I.I. Krakovskij	Directeur adjoint de l'institut d'ingénierie et de transport navals de Gorki	NSPP	De jour, si possible	NSPP
4.	V.G. Bovin	Directeur adjoint de l'institut d'aviation de Moscou	Pour l'avantage aux « producteurs »	De jour, si possible	NSPP
5.	A.D. Aleksandrov	Recteur de LGU (membre-correspondant AN SSSR, mathématicien)	NSPP[1772]	De jour obligatoirement	Contre
6.	M.H. Isaenko	Directeur de l'institut métallurgique de Dniepropetrovsk	Pour l'admission exclusive des « producteurs »	Du soir et par correspondance	Pour
7.	G.A. Dmitriev	Directeur de l'institut de mécanique automobile de Moscou	Pour l'avantage aux « producteurs »	Du soir et par correspondance, ou de jour	NSPP
8.	P.M. Silin	Professeur à l'institut technologique de l'industrie alimentaire de Moscou	NSPP	Pour une alternance semestrielle études / travail (« méthode coopérative »)	NSPP
9.	S.I. Filippov	Directeur adjoint de l'institut de l'acier de Moscou	NSPP	La première dans la production, les 2e, 3e et 4e : de	NSPP

[1772] Sur la question de l'admission en VUZ, Aleksandrov reprend dans son article du 10 décembre, publié dans les *Izvestia*, la position de Petrovskij le 22 septembre.

				jour	
N°	**Intervenant**	**Fonction, VUZ (titre, spécialité)**	**Sur l'admission en VUZ**	**Sur l'organisation des deux premières années d'études**	**Sur la généralisation des études « sans rupture avec la production »**
10.	N.M. Žavoronkov	Directeur de l'institut de technologie chimique de Moscou (membre-correspondant AN SSSR, chimiste)	Pour des concours simplifiés, et la dispense d'expérience de travail pour les kolkhoziens	De jour, si possible, mais variable suivant les VUZ	Pour leur amélioration, et le développement de toutes les formes d'études
11.	V.N. Anosov	Directeur adjoint de l'institut textile de Kostroma	Pour l'avantage aux « producteurs »	La 1ère de jour, puis alternance quotidienne études / travail, les deux dernières dans la production	NSPP
12.	N.S. Siunov	Directeur de l'institut polytechnique d'Oural, Sverdlovsk (métallurgie)	Pour l'avantage aux « producteurs »	Par correspondance	NSPP
13.	I.T. Švec	Recteur de l'université de Kiev (académicien de l'AN USSR, thermodynamique)	Pour l'avantage aux « producteurs », sauf dans les sciences dures	« Sans rupture avec la production », sauf dans certaines facultés	Pour
14.	G.A. Nikolaev	Directeur adjoint du MVTU « Bauman » (métallurgie)	NSPP	La 1ère à l'usine, puis cinq années « en rupture avec la production »	Nécessite des aménagements
15.	I.M. Starobinskij	Chef de chaire à l'institut médical n°1 de Moscou	NSPP	« En rupture avec la production »	Nécessite des aménagements
16.	A.I. Markuševič	Ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR, académicien APN (mathématicien)	NSPP	Par correspondance, un ou deux ans suivant les spécialités	NSPP
17.	A.F. Bermant	Professeur à l'institut d'ingénierie et de construction de Moscou (mathématicien)	NSPP mais évoque la « baisse de niveau » des candidats	Variable en fonction du profil des spécialistes	Nécessite des aménagements
18.	Bryzgalov	Directeur de l'institut agricole de Leningrad	Pour l'avantage aux « producteurs » de même spécialité	« Sans rupture avec la production »	Pour

N°	Intervenant	Fonction, VUZ (titre, spécialité)	Sur l'admission en VUZ	Sur l'organisation des deux premières années d'études	Sur la généralisation des études « sans rupture avec la production »
19.	V.S. Smirnov	Directeur de l'institut polytechnique de Leningrad (métallurgie)	Pour l'avantage aux « producteurs »	De jour, si possible	Nécessite des aménagements
20.	M.A. Davtân	Recteur de l'université d'Erevan	Pour une commission dans chaque faculté	De jour, si possible	Nécessite des aménagements
21.	V.A. Fabrikant	Professeur à l'institut énergétique de Moscou (physicien)	Contre l'avantage aux « producteurs »	De jour	Nécessite des aménagements
22.	D.F. Parfenov	Ministre adjoint des transports d'URSS	Pour l'avantage aux « producteurs »	Pour une alternance semestrielle	NSPP
23.	M.V. Doroševič	Directeur de l'institut polytechnique de Biélorussie	Pour l'avantage aux « producteurs »	Variable suivant les VUZ	Pour
24.	A.V. Svešnikov	Professeur au conservatoire de musique de Moscou	NSPP	De jour	NSPP
25.	N.S. Kurbatova	Directrice de l'institut énergétique d'URSS par correspondance	NSPP	NSPP	Pour
26.	Ostapenko	Directeur de l'institut juridique de Sverdlovsk	Pour l'avantage aux « praticiens »	Variable suivant les VUZ	Nécessite des aménagements
27.	M.T. Nužin	Recteur de l'université de Kazan (métallurgie)	NSPP	NSPP	NSPP
28.	Ladygin	Directeur de l'institut agricole de Gorki	Pour l'admission exclusive des « producteurs »	« Sans rupture avec la production »	Pour
29.	A.P. Ûŝenko	Chef de chaire à l'institut d'ingénierie navale de Leningrad	Pour l'avantage aux « producteurs »	« Sans rupture avec la production »	NSPP

TABLEAU 4

Tableau récapitulatif des positions déclarées lors de la réunion des directeurs de VUZ des 22-23 septembre 1958

Lieu de travail des intervenants	Sur l'avantage aux « producteurs » à l'entrée en VUZ		Sur l'organisation d'une ou deux premières années d'études « sans rupture…»		Sur l'élargissement des études du soir et par correspondance		TOTAL
	POUR	*CONTRE*	*POUR*	*CONTRE*	*POUR*	*CONTRE*	
VUZ technique de Moscou ou Leningrad (dont MVTU)	5	1	4	5	0	0	12
VUZ technique de province	4	0	4	1	3	0	6
Université de province	1	0	1	1	1	0	3
Université de Moscou ou Leningrad	0	0	0	2	0	2	2
Autre type de VUZ	2	0	0	2	1	0	4
Autre ministère	1	0	2	0	1	0	2
TOTAL (pourcentage)	*13 (45%)*	*1*	*11 (38%)*	*11 (38%)*	*6 (21%)*	*2*	***29 (100%)***

TABLEAU 5

Tableau récapitulatif de quelques interventions dans la presse quotidienne centrale d'URSS, de septembre à décembre 1958[1773]

N°	Date	Journal	Signataire(s)[1774]	Titre, fonction, spécialité… (ville)	Niveau(x) d'enseignement concerné(s)	Résumé des positions exprimées ; autres intervenants cités
30.	06.09	*Pravda*	I. Kairov*	Président de l'APN (Moscou)	Secondaire	Pour la polytechnisation du secondaire à plusieurs voies, pour les écoles spéciales
31.	07.09	*Moskovskij komsomolec*	N. Semënov	Académicien, chimiste (Moscou)	Supérieur, formation des scientifiques et des ingénieurs	Contre l'interruption dans les études
32.	10.09	*Komsomol'skaâ pravda*	G. Zelenko	Chef du GUTR d'URSS (Moscou)	Secondaire	Pour la prédominance du GUTR dans l'organisation du secondaire complet, pour les écoles spéciales
33.	12.09	*Pravda*	V. Elûtin*	Ministre de l'Enseignement supérieur d'URSS (Moscou)	Supérieur	Pour la polytechnisation et le passage aux études « sans rupture avec la production » deux ans dans chaque VUZ
34.	17.09	*Komsomol'skaâ pravda*	A. Arsen'ev*	Membre-correspondant de l'APN (Moscou)	Secondaire	Pour la polytechnisation du secondaire à plusieurs voies, critique Zelenko
35.	?.09	*Komsomol'skaâ pravda*	S. Sobolëv	Académicien, mathématicien (Novossibirsk)	Secondaire, supérieur, formation des scientifiques	Contre l'interruption dans les études, contre les écoles spéciales
36.	21.09	*Pravda*	N. Khrouchtchev	Premier secrétaire du PCUS, Premier ministre d'URSS	Secondaire, supérieur, formation des scientifiques	[*cf. le chapitre 5*]
37.	09.10	*Pravda*	N. Kaz'min	Chef de l'*Otdel nauki RSFSR* du CC du PCUS (Moscou)	Secondaire	Sur les écoles-internats : déplore le retard dans leur construction, et vante leur modèle de combinaison études + travail
38.	17.10	*Pravda*	N. Semënov	Académicien, chimiste (Moscou)	Secondaire, supérieur, formation des scientifiques	Pour une initiation précoce à la science ; pour des écoles spéciales à large public

[1773] Cette recension non exhaustive a été faite à partir du *Current Digest of the Soviet Press*, de l'ouvrage *Vsenarodnoe obsuždenie voprosa ob ukreplenii svâzi školy s žizn'û i o dal'nejšem razvitii sistemy narodnogo obrazovaniâ v strane. Materialy, opublikovannye v gazette "Pravda"*, Moscou, «Pravda», 1958, et du rapport « Sur certaines propositions des travailleurs à propos des thèses du CC du PCUS et du CM d'URSS… » conservé parmi les documents préparatoires de la loi du 24 décembre 1958, à la Commission des projets législatifs du Soviet suprême d'URSS (GARF, R-7523/45/212, p. 44-57). N'ont été retenus que les articles concernant les problèmes de l'organisation du secondaire et du supérieur, et du passage du premier au second.

[1774] Sont soulignés les noms des participants des réunions de l'*Otdel nauki* au CC du PCUS (16-27 septembre), et marqués d'une étoile * ceux des réunions des directeurs de VUZ au MVO SSSR (22 septembre), de l'assemblée générale de l'APN RSFSR (25 novembre) et/ou du plénum du Conseil des méthodes scolaires au *Minpros RSFSR* (29 novembre).

39.	18.11	*Pravda*	E. Afanasenko	Ministre de l'Instruction de RSFSR (Moscou)	Secondaire	Pour les *Thèses* et la journée de travail allongée à l'école de huit ans
40.	18.11	*Izvestia*	A. Bordadyn	Chef adjoint du GUTR d'URSS (Moscou)	Secondaire	Pour la polytechnisation, et pour le maintien des écoles du GUTR
41.	19.11	*Pravda*	Â. Zel'dovič et A. Saharov	Académiciens, physiciens	Secondaire, supérieur, formation des scientifiques	Pour les écoles spéciales, pour une refonte des programmes
42.	21.11	*Pravda*	N. Aržanikov	Professeur, scientifique (*deâtel' nauki*) de RSFSR	Secondaire, supérieur	Pour la refonte des programmes et la sélection des meilleurs élèves à la fin du secondaire, avec une préparation d'un ou deux ans avant l'entrée en VUZ
43.	21.11	*Pravda*	N. Gončarov* et A. Leont'ev*	Vice-président et académicien de l'APN (Moscou)	Secondaire	Pour les *Thèses* et la différenciation du secondaire, contre les écoles spéciales (citent Zel'dovič et Saharov)
44.	21.11	*Pravda*	A. Ârošenko	Ingénieur, spécialiste en mécanique[1775] (Gorki)	Secondaire	Critique la direction du GUTR et ses établissements ; pour le maintien de plusieurs voies d'admission en VUZ
45.	25.11	*Pravda*	S. Červonenko	Secrétaire du CC du PC ukrainien (Kiev)	Secondaire	Critique Zelenko, pour le maintien de plusieurs voies dans le secondaire
46.	25.11	*Pravda*	M. Lavrent'ev	Académicien, mathématicien (Novossibirsk)	Secondaire	Pour les Thèses, contre les écoles spéciales « pour enfants doués » (cite Zel'dovič et Saharov)
47.	27.11	*Pravda*	A. Ovezov	Chef du GUTR du Turkménistan (Achkhabad)	Secondaire	Défend le GUTR, contre Ârošenko
48.	02.12	*Pravda*	L. Balâsnaâ	Secrétaire du CC du VLKSM (Moscou)	Secondaire	Pour les *Thèses*, propose d'ouvrir des camps de travail de jeunes
49.	02.12	*Pravda*	A. Žukov	Directeur de l'institut agricole « Karaevo » (Kostroma)	Supérieur agricole	Pour les *Thèses*, Pour l'instauration de *VUZ-sovkhoz*
50.	02.12	*Pravda*	M. Antropova* et G. Salnikova*	*Kandidat* en médecine, collaboratrices scientifiques de l'institut de culture physique et d'hygiène scolaire de l'APN (Moscou)	Secondaire	Pour la limitation des journées de travail dans le secondaire

[1775] En fait, Ârošenko est directeur d'usine, mais n'a pas de diplôme d'ingénieur, encore moins en mécanique : voir *supra*, chapitre 6, II) D. et sa notice biographique en annexe.

51.	03.12	*Pravda*	N. Siunov*	Directeur de l'institut polytechnique d'Oural « Kirov » (Sverdlovsk)	Supérieur (formation des ingénieurs)	Pour les *Thèses*, pour l'admission en VUZ des « producteurs », pour le renforcement des grands VUZ, et pour une combinaison des études par correspondance / de jour
52.	03.12	*Izvestia*	V. Kovanov	Professeur, directeur de l'institut médical n°1 (Moscou)	Supérieur médical	Pour une refonte des programmes, pour l'autonomie des VUZ dans ce domaine
53.	04.12	*Izvestia*	M. Ivanov et V. Vinogradov	Membres de la direction du *sovnarhoz* de la région de Moscou	Secondaire	Contre le projet du GUTR, pour le maintien de plusieurs voies
54.	05.12	*Pravda*	K. Dadaev	Chef de chaire à l'institut pédagogique de Lugansk	Supérieur pédagogique	Pour des études en alternance avec des stages pratiques
55.	05.12	*Pravda*	M. Lûtikov	Directeur de l'institut agricole « Kirov » (Omsk)	Supérieur agricole	Pour les *Thèses*, mais propose en plus de modifier les règles d'admission en faveur des jeunes des campagnes
56.	06.12	*Pravda*	K. Kovalenko	Secrétaire de l'*obkom* du Parti d'Odessa	Supérieur	Pour les *Thèses*, propose aussi d'unifier les VUZ et certains instituts de recherche, de les faire travailler en contact avec la production
57.	07.12	*Izvestia*	M. Kropačeva*	Membre-correspondant de l'APN, enseignante émérite (Leningrad)	Secondaire	Pour les *Thèses*, mais avec un encadrement strict du travail des adolescents, pour des écoles spéciales en humanités
58.	07.12	*Izvestia*	A. Karpenko	Directeur adjoint du *gorono* de Kharkov	Secondaire	Contre l'interruption dans les études, pour une polytechnisation sans remise en cause du système existant
59.	08.12	*Pravda*	I. Ivanenko	Chef de l'*obkom* des syndicats de l'enseignement de Koursk	Secondaire	Contre la différenciation proposée par N. Gončarov et A. Leont'ev, parce qu'elle risquerait d'aggraver les inégalités
60.	09.12	*Pravda*	M. Mel'nikov*	Membre de l'APN	Secondaire	Pour les *Thèses*, présente les nouveaux programmes
61.	09.12	*Izvestia*	N. Gončarov*	Vice-président de l'APN	Secondaire	Pour les *Thèses* et la différenciation du secondaire, contre les écoles spéciales
62.	10.12	*Pravda*	N. Vasadze	Secrétaire du CC du VLKSM	Supérieur	Pour les *Thèses*, sur le rôle du Komsomol
63.	10.12	*Trud*	A. Kolmogorov	Académicien, doyen de MGU, mathématicien (Moscou)	Secondaire, supérieur	Pour des écoles spéciales, mais avec un large recrutement ; pour le maintien des critères de sélection « académiques » et des avantages pour les « médaillistes »

64.	10.12	*Izvestia*	A. Aleksandrov*	Recteur de LGU, mathématicien (Leningrad)	Secondaire, supérieur	Pour une refonte des programmes et des méthodes ; examine les propositions d'Aržanikov, Zel'dovič et Saharov, Gončarov et Leont'ev : pour des expérimentations, des cours complémentaires avant l'entrée en VUZ, et des concours simplifiés
65.	10.12	*Izvestia*	B. Esipov*	Membre-correspondant de l'APN	Secondaire	Pour les *Thèses*, défend l'idée de faire travailler les adolescents
66.	11.12	*Pravda*	**M. Bojko**	Chef de l'*oblono* de Kharkov	Secondaire	Pour les *Thèses*
67.	11.12	*Izvestia*	M. Bol'šakova et S. Grombah	Médecins, chercheurs dans des instituts d'hygiène (Moscou)	Secondaire	Pour la polytechnisation, l'allègement des programmes et l'aménagement du travail des adolescents ; contre l'idée d'Antropova et Salnikova, selon laquelle ces problèmes peuvent être réglés par le *Minpros*
68.	12.12	*Izvestia*	A. Leont'ev*	Académicien de l'APN, professeur (Moscou)	Secondaire	Pour une refonte des programmes, qui donne plus d'autonomie aux élèves
69.	14.12	*Izvestia*	G. Starikov	Directeur de l'institut médical (Smolensk)	Supérieur médical	Contre la position d'A. Kovanov : critique l'idée d'organiser des études médicales par cours du soir ou par correspondance
70.	15.12	*Pravda*	N. Žavoronkov*	Directeur de l'institut de technologie chimique, membre-correspondant de l'AN SSSR, chimiste (Moscou)	Secondaire, supérieur chimique	Pour le maintien de concours, pour une refonte des programmes, pour les trois premières années d'études « en rupture », contre les écoles spéciales, pour un travail scientifique autonome des étudiants
71.	17.12	*Izvestia*	P. Polânskij	Docteur en pédagogie (Kalinine)	Secondaire	Critique le travail de l'APN, pour une réflexion sur l'instruction polytechnique et sur le choix de la profession
72.	19.12	*Izvestia*	*Collectif, dont* I. Andronov* et P. Šimbirëv*	Professeurs au MOPI, membres-correspondants de l'APN	Supérieur pédagogique, formation des scientifiques	Pour la division des tâches entre instituts pédagogiques (formation des enseignants) et universités
73.	20.12	*Literaturnaâ gazeta*	A. Nesmeânov	Président de l'AN SSSR, chimiste (Moscou)	Secondaire, supérieur	Contre l'interruption des études, contre les écoles spéciales
74.	21.12	*Izvestia*	B. Gnedenko	Académicien de l'AN USSR, mathématicien (Kiev)	Secondaire, supérieur	Contre les « écoles pour enfants doués », mais pour des écoles spéciales liées aux universités

TABLE DES TABLEAUX SYNOPTIQUES

Liste des sigles et acronymes utilisés.....7
Ordre hiérarchique, traduction et équivalence de quelques grades, titres et fonctions.....10

.....13
INTRODUCTION :
L'école russe et soviétique entre héritage et changement.....14
I)1958, apogée du débat sur l'enseignement en URSS.....15
II)Une historiographie parcellaire et parfois biaisée.....19
III)L'abondance des sources,
une chance et un risque pour le chercheur.....24
IV)Plan indicatif :
trois moments de l'école russe et soviétique au XXe siècle.....28
PREMIÈRE PARTIE :
LES HÉRITAGES. L'ENSEIGNEMENT SOVIÉTIQUE ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME (1918-1958).....33
CHAPITRE 1 :
LES BOLCHEVIKS À L'ÉCOLE :
POLYTECHNISATION ET PROLÉTARISATION (1918-1954).....36
I) La polytechnisation des années 1920,
entre chimère idéologique et controverses pédagogiques.....38
II) La prolétarisation interrompue : ouvriers et kolkhoziens dans l'enseignement supérieur et technique.....52
III) L'école sous Staline, une restauration pédagogique.....63
Conclusion :
En Russie, la révolution scolaire inachevée.....78
CHAPITRE 2 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE A DES DIFFICULTÉS :
ACTEURS ET PROBLÈMES VUS DU CENTRE (1955-1958).....81
I)L'appareil de l'État-Parti et l'enseignement :
quelques parcours significatifs.....82
II)Les autorités débordées par la massification.....87
III) La crise du recrutement de la « main-d'œuvre productive », une autre conséquence de la déstalinisation 93
III)Un premier jet khrouchtchévien : les écoles-internats ou l'utopie communiste au pouvoir 102
Conclusion :
la tentation d'une « révolution par en haut ».....113
CHAPITRE 3 :
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PEUT MIEUX FAIRE :
LES LACUNES DE L'UNIVERSITÉ ET LE TOURNANT DE 1956.....116
I) Lieux et acteurs décisionnels : une forte inertie.....117
II) Quels « cadres » pour le pays ?
L'organisation des études en question.....122
III) L'agitation étudiante de la fin 1956 et sa portée.....133
Conclusion :
la démocratisation du supérieur, enjeu de la déstalinisation.....147

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE :
LES ALÉAS DU PROJET SOVIÉTIQUE À L'ÉCOLE.....149
DEUXIÈME PARTIE :
UNE DÉCISION CONTESTÉE. DISCUSSIONS ET MODALITÉS D'ADOPTION DE LA PERESTROÏKA DE 1958.....151
CHAPITRE 4 :
PÉDAGOGUES ET UNIVERSITAIRES EN PLEIN DÉGEL (1955-1958).....152
I)Ouverture et débats dans la pédagogie secondaire.....153
II)Des universitaires face à la « refondation ».....166
Conclusion :
Le réveil des « non-conformistes intégrés » et ses limites.....189
CHAPITRE 5 :
UN LANCEMENT COMPLIQUÉ : L'IMPULSION DE KHROUCHTCHEV ET LA RIPOSTE DES TECHNOCRATES 191
I)Contexte et mobiles du volontarisme scolaire.....191
II)La refondation, premier acte :
vers un changement radical.....203
III)La réplique de l'appareil du Comité central :
les réunions de septembre 1958.....213
Conclusion :
Le projet khrouchtchévien revu et corrigé.....227
CHAPITRE 6 :
LA « DISCUSSION GÉNÉRALE » DE L'AUTOMNE 1958, MANIFESTATION D'UN PLURALISME AU GRAND JOUR.....229
I)Le « Dégel » pédagogique s'imprime dans les journaux.....230
II)L'affirmation de « groupes d'opinion ».....244
III)Les « savants », acteurs majeurs de la refondation.....258
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE :
UN CONSENSUS TECHNOCRATIQUE
ET L'ÉMERGENCE D'UNE « OPINION ».....275
TROISIÈME PARTIE :
UNE APPLICATION INACHEVÉE
RÉSULTATS ET PERCEPTIONS DE LA REFONDATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE EN RUSSIE (années 1960).....276
CHAPITRE 7 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE ÉCLATÉE :
FAIBLE POLYTECHNISATION ET FORTE DIVERSIFICATION.....277
I)Une école enfin polytechnique ?.....278
II)L'essor des « écoles spéciales » :
une vision alternative élitiste 295
Conclusion :
Échec du projet khrouchtchévien
et apparition d'un nouveau « coin de liberté ».....309
CHAPITRE 8 :
UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉPARGNÉ :
REPRODUCTION SOCIALE ET SUCCÈS DES SAVANTS.....311
I)Une fausse démocratisation.....312
II) Un « rapprochement avec la vie » illusoire et critiqué.....323
II)La vision alternative des savants :
renforcer le lien entre recherche et formation.....333

Conclusion :
Vers une « recherche et développement » à la russe ?.....346
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE :
UNE REFONDATION INABOUTIE ET AUSSITÔT DÉPASSÉE.....348
CONCLUSION GÉNÉRALE :
Le projet éducatif soviétique, victime du Dégel.....350
ANNEXE I : SOURCES.....359
ANNEXE II : BIBLIOGRAPHIE.....93
ANNEXE III : TEXTES.....122
ANNEXE V : GRAPHIQUES.....93
ANNEXE VI : TABLEAUX SYNOPTIQUES.....95
Izvestia.....106

ANNEXE VII : NOTICES BIOGRAPHIQUES

Des principaux dirigeants, responsables et autres acteurs intervenant dans la genèse et la discussion de la réforme de 1958[1776]

ADŽUBEJ (ADJOUBEÏ)[1777] Aleksej Ivanovič (1924-1993)

Né à Samarkand, fils d'un riche paysan russe, il suit sa mère lorsque celle-ci se remarie avec un juriste moscovite : elle devient une couturière réputée de la capitale (elle confectionne des robes pour les femmes des dirigeants). Après avoir combattu pendant la guerre, Adžubej commence des études à l'école-studio du Théâtre d'art académique de Moscou (MHAT), puis change de formation et s'inscrit au département de journalisme de la Faculté des lettres de MGU (devenu en 1952 une faculté à part entière). Il y rencontre Rada, la fille de Nikita Khrouchtchev, et l'épouse en 1949, après avoir divorcé de sa première femme.

L'appui de son beau-père, dont il gagne rapidement la confiance, lui permet de faire une carrière rapide, mais inachevée. De 1952 (un an avant son entrée au Parti) à 1959, il travaille à la *Komsomol'skaâ pravda*, à des postes divers – jusqu'à celui de rédacteur en chef, de 1957 à 1959, au moment où l'autorité de Khrouchtchev est à son apogée. En 1959, à trente-cinq ans, Adžubej est nommé rédacteur en chef des *Izvestia*, organe du Soviet suprême d'URSS – un poste prestigieux, au sommet de la *nomenklatura* du pays. Parallèlement il devient le secrétaire de la direction de l'Union des journalistes d'URSS, entre au Comité central en 1961, et est élu député au Soviet suprême. Après la chute de son beau-père, il est relégué en

---

[1776] A l'exception notable d'Anton Makarenko, mort en 1939, mais souvent invoqué dans les textes et les débats sur l'enseignement dans les années 1950, nous n'avons retenu ici que les responsables et personnalités d'URSS et de RSFSR ayant joué un rôle effectif, à notre connaissance, dans la réforme de 1958 et sa genèse. Parmi nos sources, mentionnons : I.V. IVKIN, *Gosudarstvennaâ vlast' SSSR. Vyššie organy vlasti i upravleniâ i ih rukovoditelej. 1923-1991. Istočniko-biografičeskij spravočnik*, Moskva, Rosspèn, 1999 ; S.A. MESÂC, *Istoriâ vyšših organov KPSS*, Moscou, Institut « Otkrytoe obŝestvo », 2001 ; ouvrage disponible sur le site de la bibliothèque virtuelle de l'institut « Société ouverte » (Fonds Soros) : http://www.auditorium.ru/books/478/index.htm ; *Bol'šaâ Sovetskaâ ènciklopediâ*, Moscou, 1969-1978, 30 tomes ; V. DAVYDOV (dir.), *Rossijskaâ pedagogičeskaâ ènciklopediâ,* 2 tomes, Moscou, Bol'šaâ Rossijskaâ ènciklopediâ, 1993, 1340 p. – la plupart des articles sont disponibles en ligne : http://www.otrok.ru/teach/enc/ ; le site d'un projet commun de la « Fédération de l'enseignement par Internet », fondé avec le soutien de la firme Ioukos en 1999-2000 : http://dictionary.fio.ru ; le site officiel de l'Académie de l'enseignement de Russie (ex-APN): http://rao.edu.ru ; deux numéros de la revue *Kadrovaâ politika* publiés sur le site du *Who's Who* soviétique : http://www.whoiswho.ru/kadr_politika/12002/who.htm http://www.whoiswho.ru/kadr_politika/22002/prav.htm ; *Hronos*, un site amateur fondé sur de nombreuses sources publiées : http://www.hrono.ru ; un site de chercheurs israéliens et russes donnant les organigrammes de toutes les instances centrales du Parti communiste en URSS de 1898 à 1965, et les carrières de nombreux responsables et dirigeants : http://www.knowbysight.info/index.asp . Pour les scientifiques, nous avons notamment utilisé les biographies contenues dans V.P. VIZGIN, A.V. KESSENIH (dir.), *Naučnoe soobŝestvo fizikov SSSR. 1950-1960-e gody. Dokumenty, vospominaniâ, issledovaniâ. Vypusk 1*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Russkoj Hristianskoj gumanitarnoj akademii, 2005, p. 213-264 ; Û.I. (éd.) SOLOV'EV, *Himiki o sebe* (Les chimistes par eux-mêmes), Moscou, Bladmo, Graf-Press, 2001 et le site d'histoire sociale des sciences en URSS de Konstantin TOMILIN : http://www.ihst.ru/projects/sohist.

[1777] Nous avons indiqué entre parenthèses la translittération courante en français des noms propres de personnes, lorsqu'elle existe et est différente de la translittération ISO.

novembre 1964 chef de département à la rédaction de la revue secondaire *Sovetskij Soûz*[1778]. Conseiller écouté de Khrouchtchev, il a contribué, depuis la direction de la *Komsomol'skaâ pravda* et dans une moindre mesure des *Izvestiâ*, à l'émergence d'un débat public sur différents sujets de société.

AFANASENKO Evgenij Ivanovič (1914-1993)

Diplômé de l'Institut pédagogique de Leningrad, il enseigne dans le secondaire dans les années 1930, avant d'être mobilisé en 1941. En 1943 il entre au Parti, ce qui lui ouvre une seconde carrière de pur « administrateur ». En 1950 il devient secrétaire du *rajkom* Frunze de Moscou, poste qu'il occupe pendant six ans, avant de connaître une promotion spectaculaire : en 1956, il succède à Ivan Kairov comme ministre de l'Instruction de la RSFSR, et le reste jusqu'en 1965 (parallèlement, il est membre suppléant du CC du PCUS de 1961 à 1966)[1779]. Initiateur de quelques mesures importantes, notamment pour diminuer la charge de travail dans les écoles secondaires, en 1956-1957, il participe peu à l'élaboration de la réforme de 1958, laissant Kairov s'occuper de la rédaction du projet officiel, à la demande de l'appareil du Parti[1780]. En revanche, il intervient lors de la réunion du 25 septembre à l'*Otdel nauki* du CC du PCUS : il prend à partie Genrih Zelenko, le chef du GUTR, qu'il accuse de ne voir que les intérêts à court terme de l'économie et du plan septennal. En bon « administrateur », il signe ensuite dans la presse un article dont le titre reprend celui du discours de Khrouchtchev au Komsomol quelques mois plus tôt : « Éduquer des bâtisseurs actifs du communisme »[1781]. Afanasenko y évoque les expériences des écoles des régions de Stavropol et de Riazan (où l'initiation à la production prend la forme d'un véritable travail pour les élèves) et défend l'idée que les enseignements secondaire général et professionnel sont amenés à se rejoindre à l'avenir. Il ajoute aussi qu'il soutient l'expérience d'une école de huit ans à journée de travail allongée, comme dans l'école n°630 à Moscou – une solution qui n'est pas reprise ailleurs, à notre connaissance. Par la suite, il publie en tant que ministre plusieurs brochures et articles sur la réforme (avec Kairov : *Cinq ans d'écoles-internats*, 1961 ; « Le XXIIe Congrès du PCUS et les tâches des organes de l'instruction publique et des enseignants », *L'instruction publique (Narodnoe obrazovanie*), n°12, 1961). Il dirige la réédition du tome 2 de l'*Encyclopédie pour les enfants* (1964) ; on lui attribue l'instauration en 1965 de la fête des enseignants (den' učitelâ), le 1er octobre.

En 1961 il accède au rang de membre suppléant[1782] au CC du PCUS. Mais il n'a pas le temps d'y entrer comme membre à part entière, car il est éloigné du pouvoir central après avoir quitté son ministère. Il commence alors une carrière de diplomate en Afrique, étant successivement ambassadeur au Rwanda (de 1966 à 1972) puis au Congo (de 1972 à 1978) et en même temps à Sao Tomé et Principe et en Angola (de 1976 à 1978)[1783].

[1778] Sur son activité de journaliste et de rédacteur, voir ADŽUBEJ R., ZASURSKIJ Â., KUZNECOV I *et alii* (éd.), *Aleksej Adžubej v koridorah četvertoj vlasti*, Moscou, Izvestiâ, 2003, 526 p.

[1779] Nous avons traduit par « membre suppléant » l'expression russe *kandidat v členy*, littéralement « candidat pour devenir membre », qui existe aussi pour l'adhésion au Parti proprement dite.

[1780] Voir les chapitres 4 et 5.

[1781] *Pravda*, 18 novembre 1958 – soit deux jours après la publication des *Thèses*.

[1782] Nous traduisons ainsi le terme russe de *kandidat v členah* (« candidat aux membres », littéralement).

[1783] A.A. GROMYKO, *et alii*, *Diplomatičeskij slovar'*, Tome 1, Moscou, Nauka, 1985, p. 7.

ALEKSANDROV Aleksandr Danilovič (1912-1999)

Né dans une famille d'enseignants de la capitale de l'ex-empire tsariste. Son père, de petite noblesse, avait été renvoyé temporairement de l'université pour son rôle actif dans le mouvement étudiant des années 1900 ; il perdit son poste de directeur d'école en 1930 sous prétexte de non appartenance au Parti. Aleksandr put malgré tout faire des études brillantes à la Faculté de physique de l'université de Leningrad, de 1929 à 1933. Il travaille ensuite à l'Institut de physique de LGU, sous la direction de Boris Delone (1890-1980) et Vladimir Fok, y soutenant sa thèse de *kandidat* en 1935, puis de *doktor* en 1937. Cette rapide carrière est justifiée par ses travaux en géométrie, qui le font élire membre correspondant de l'AN SSSR en 1946 ; il entre au Parti à cette époque. Aleksandrov est, avec Aleksej Markuševič et sous l'autorité d'Andrej Kolmogorov, un des rédacteurs-consultants de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958), pour les mathématiques.

Recteur de LGU de 1952 à 1964, il traverse toute la période khrouchtchévienne à la tête de la deuxième université du pays. Sa nomination et sa longévité à ce poste gardent une part de mystère, de même que celle d'Ivan Petrovskij à la tête de MGU un an plus tôt : ni l'un ni l'autre ne sont des « administrateurs », Petrovskij n'est même pas membre du Parti, et Aleksandrov a ouvertement résisté au lyssenkisme en refusant de renvoyer les généticiens de son établissement, tout au long de la période. Il suscite une réaction brutale de Khrouchtchev en refusant d'engager comme biologiste un des protégés du Premier secrétaire : ce dernier l'aurait accusé de « menchevisme »[1784]. Aleksandrov promeut aussi des disciplines nouvelles, comme la sociologie, l'économie mathématique, et même… l'astrologie. C'est donc un responsable « connu pour son indépendance », d'après les mémoires d'un physicien juif soviétique publiés dans les années 2000[1785]. En 1956, il élabore un projet d'extension territoriale de LGU, mais se voit contraint de le retirer suite à l'agitation étudiante de décembre, dans laquelle est fortement impliqué son ancien étudiant Revol't Pimenov, arrêté et condamné à plusieurs années de camp (il sera élu au Soviet des députés du peuple en 1989). En octobre 1958, il défend la théorie de la relativité et attaque les adversaires d'Einstein au sein de la physique et de la philosophie soviétiques, lors de la Première réunion sur les questions philosophiques posées par les sciences naturelles de toute l'Union[1786].

A plusieurs reprises, comme en février 1957 lors d'une réunion au MVO SSSR, Aleksandrov préconise l'union de la science avec l'enseignement supérieur, dans une perspective humboldtienne, citant le cas de l'Institut de physique mondiale de Niels Bohr, qui se trouve au sein même de l'université de Copenhague [1787]. A cette occasion, le recteur de l'université de Kiev, Ivan Švec, lui emboîte le pas, et fait référence à l'Allemagne, à l'Angleterre et aux Etats-Unis[1788]. En mars 1957, Aleksandrov signe dans le *Bulletin de l'école supérieure* un long article consacré aux problèmes de l'éducation politique et sociale des étudiants[1789]. Un an et demi plus tard, à la veille du lancement de la « discussion nationale », il publie dans les *Izvestia* un long texte qui propose quelques pistes pour la réorganisation des études dans le supérieur, assez éloignées des propositions de

[1784] En octobre 1990, seul mathématicien dans un groupe de biologistes, il sera officiellement décoré pour sa contribution à la défense de la génétique.
[1785] A.I. BURŠTEIN, « Odisseâ sovetskogo evreâ, genezis passionarnosti », dans VIZGIN V.P., KESSENIH A.V. (dir.), *Naučnoe soobŝestvo fizikov SSSR. 1950-1960-e i drugie gody. Dokumenty, vospominaniâ, issledovaniâ. Vypusk 2*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Russkoj Hristianskoj gumanitarnoj akademii, 2007, p. 432-497 ; p. 453.
[1786] Cité par V.P. VIZGIN, A.V. KESSENIH, « Sovetskie fiziki v 'zone obmena' fiziki i filosofii », dans VIZGIN V.P., KESSENIH A.V. (dir.), *Naučnoe soobŝestvo… Vypusk 2*, *op. cit.*, p. 83-100 ; p. 95.
[1787] GARF, R-9396/1/818, p. 194-197.
[1788] *Ibid.*, p. 253.
[1789] Voir *supra*, chapitre 4.

Khrouchtchev, publiées un mois plus tard. Surtout, il est l'un des plus virulents critiques du rapport prononcé par Elûtin lors de la réunion plénière des directeurs de VUZ au MVO, le 22 septembre 1958. Avec Petrovskij, il prend la tête d'une véritable fronde, dénonçant les risques que constitue la généralisation des études du soir et par correspondance, ou encore l'interruption des études, dans le secondaire comme dans le supérieur. Deux mois plus tard, il signe un article d'apparence plus modéré dans les *Izvestia*, mais qui reprend en fait les mêmes positions : sur le passage du secondaire au supérieur, Aleksandrov y préconise l'instauration d'une certaine différenciation, sous la forme de cours complémentaires, ouverts à tous, y compris aux « producteurs » : c'est un moyen de démocratiser le recrutement en VUZ, sans entraîner de baisse du niveau d'instruction générale[1790].

En 1964, il quitte ses fonctions de recteur de LGU, et part pour Novossibirsk, où il a été invité par son collègue Sergej Sobolëv. Elu cette année-là académicien, il poursuit ses recherches dans la « Cité académique » de Sibérie, à l'Institut de mathématiques du SO AN SSSR, tout en enseignant à l'université. En 1986, il regagne Leningrad, où il travaillera jusqu'à sa mort à l'Institut de mathématiques de l'AN SSSR. En plus de ses travaux en géométrie, il s'est intéressé à la philosophie des mathématiques et de la physique théorique. Il a donné également des cours d'histoire des mathématiques, à Leningrad comme à Novossibirsk[1791]. Marxiste convaincu, il n'en gardait pas moins une distance critique vis-à-vis du régime et de l'idéologie officielle. Ses biographes affirment que « les travaux de philosophie et les interventions orales d'Aleksandrov embrassent un cercle exceptionnellement large de questions ». Dans les années 1980, il prend une part active à la rédaction de nouveaux manuels de géométrie pour le secondaire – aussi bien pour les établissements généraux que pour les écoles qui proposent un approfondissement en mathématiques.

ALEKSANDROV Pavel Sergeevič (1896-1982)

Né dans la ville industrielle de Bogorodsk (actuellement : Noginsk), dans la région de Moscou, il termine sa scolarité dans le lycée privé de sa ville avec une médaille d'or, ce qui lui permet d'entrer directement à l'université de Moscou, en 1913. Il y étudie au département de mathématiques, à partir de 1915 auprès de Nikolaj Luzin (1883-1950). Son diplôme obtenu, il revient enseigner à l'université à partir de 1921, y fondant peu à peu l'école dite « de topologie » mathématique ; parallèlement, il se lie d'amitié avec Andrej Kolmogorov, lui aussi élève de Luzin. Devenu professeur en 1929, il est élu membre correspondant de l'AN SSSR la même année, avant de soutenir sa thèse de *doktor* en 1934. Il a peut-être alors souffert de la campagne officielle lancée contre Luzin : président de la Société des mathématiciens de Moscou de 1932 à 1964, lauréat du prix Staline en 1943, il n'est élu académicien qu'en 1953, après de multiples autres distinctions. A la fin des années 1950, Aleksandrov est donc au sommet de sa carrière, et participe d'ailleurs comme rédacteur-consultant à la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

Il intervient le 19 septembre 1958 à la réunion des savants de l'*Otdel nauki* à Moscou, en soulignant l'unité de vues entre ses collègues et lui, contre l'interruption des études. Par la suite, il participe avec son ami Kolmogorov à la mise en place de l'école de physique et de mathématiques de MGU, et y enseigne.

[1790] Cette solution avait été proposée par Ivan Petrovskij, recteur de MGU, lors de la réunion du 22 septembre.

[1791] Son fils Daniil s'est, à son tour, spécialisé dans l'histoire sociale des sciences exactes. Voir notre bibliographie.

Le 15 février 1974, il cosigne avec Kolmogorov, dans la *Pravda*, un article intitulé « La trahison ne se pardonne pas », où il félicite le président du Soviet Suprême d'avoir déchu Soljenitsyne de la nationalité soviétique.

ARCIMOVIČ Lev Andreevič (1909-1973)

Issu d'une famille noble désargentée, fils d'un statisticien des chemins de fer de la région de Moscou, il part avec sa famille pour la Biélorussie, pendant la Guerre civile. En 1924, le jeune Arcimovič entre, à quinze ans, à l'université de Minsk où son père travaille comme statisticien. En 1928, il gagne Moscou, où il travaille dans différentes bibliothèques, avant de soutenir son diplôme en physique. Puis il se rend à Leningrad, pour y travailler à l'Institut de physique et de technique comme simple préparateur : il y participe à plusieurs découvertes importantes en radioactivité, avant de se consacrer, à partir de 1933, à la physique atomique et nucléaire. Il est, entre autres, le collaborateur d'Igor Kurčatov (1903-1960), père de la bombe A soviétique (1949). A partir de 1944, sous la direction de ce dernier, Arcimovič est l'un des artisans, avec Mihail Leontovič, Andreï Sakharov, Âkov Zel'dovič et d'autres, de la réaction thermonucléaire, puis de la mise au point de la bombe H, en 1953. Cette année-là, il est élu académicien, et reçoit le prix Staline. Parallèlement, il participe aux débuts du l'Institut d'ingénierie physique de Moscou (MIFI), créé en 1946 à l'initiative de Kurčatov et de Boris Vannikov, alors commissaire du peuple aux Munitions de guerre : il y enseigne, avec son maître Igor' Tamm, Leontovič et d'autres.

Au cours des années 1950, il se signale à plusieurs reprises comme un jeune savant engagé : en 1956, il fait partie, avec Tamm et Leontovič, du groupe de physiciens atomistes qui conteste la réélection de Nesmeânov à la tête de l'AN SSSR, dénonçant l'insuffisance du soutien accordé par ce dernier aux victimes du lyssenkisme, en l'occurrence au généticien Nikolaj Dubinin (1906-1998). En janvier 1957, c'est le même trio qui menace de démissionner de MGU si un étudiant exclu de la Faculté de physique, Denisik, n'est pas réintégré[1792]. Signe de son autorité, il est élu cette année-là académicien-secrétaire du Département de physique générale et d'astronomie de l'AN SSSR – il est aussi un des rédacteurs-consultants de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

ARSEN'EV Aleksandr Mihajlovič (1906-1988)

Né dans un village de la région de Moscou, il y devient instituteur avant d'étudier à l'Académie « Krupskaâ » d'éducation communiste de la capitale (comme Nikolaj Gončarov et Fëdor Korolëv) : il travaille ensuite comme directeur d'un collège pédagogique, puis comme responsable des études à cette même Académie, de 1931 à 1939 – et entre au Parti à cette époque. Peut-être est-il victime des purges dans cette institution ? Quoi qu'il en soit, après cette date il sert dans l'armée puis enseigne dans un établissement d'enseignement militaire. De là, il est directement nommé, en 1949, ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR, chargé de la formation des cadres pédagogiques – succédant ainsi à Pavel Šimbirëv à la tête de la Direction principale des VSSUZ du ministère. Il reste à ce poste important neuf

[1792] Voir le chapitre 4.

ans, jusqu'à l'année de la réforme, en 1958 – avant la « discussion générale » de l'automne. La première partie de sa carrière fait de lui un administrateur plus qu'un théoricien – sa thèse de *kandidat* porte sur les séminaires d'enseignants du milieu du XIXe siècle en Russie. En 1958 il reprend des activités de recherche, ou plutôt de coordination de la recherche en pédagogie : en décembre 1959, il est élu académicien à l'APN (après en avoir été membre correspondant en septembre 1957), y dirige l'Institut de théorie et d'histoire de la pédagogie (1958-1960), puis celui de l'enseignement général et polytechnique (de 1960 à 1969), et siège au Présidium de l'institution. Parallèlement il obtient aussi la direction de la chaire de pédagogie de l'école primaire au MGPI, avant même d'être *doktor* puisqu'il ne soutiendra sa thèse pour ce grade qu'en 1974, avant d'être professeur l'année suivante. Il publie un ouvrage sur la formation continue des instituteurs (1962), et participe à deux manuels destinés aux étudiants dans cette discipline, dont les titres signalent l'évolution d'une décennie à l'autre, *Les bases de l'éducation communiste* (1964) et *Les problèmes méthodologiques de la pédagogie marxiste-léniniste* (1971). Par ailleurs il dirige pendant quinze ans le conseil central de la Société pédagogique de RSFSR, et coordonne la publication des œuvres complètes de Krupskaâ. Il passe pour avoir protégé plusieurs pédagogues des attaques idéologiques voire de la répression[1793]. Dans les années soixante, il a participé à la refonte des programmes scolaires, qui marque une certaine libéralisation par rapport aux décennies précédentes, et a été un défenseur prudent des écoles spéciales et des enseignements à option – sans soutenir véritablement la « différenciation »[1794].

En mars 1956, il fait part à Vasilij Derbinov, alors chef adjoint du Département des écoles du CC du PCUS pour la RSFSR, de la proposition d'un enseignant du supérieur de comptabiliser le stage pratique des travailleurs pour l'entrée en VUZ : Arsen'ev la rejette, arguant de la nécessité d'une réforme plus large du secondaire[1795]. Il a aussi, en 1957, donné un avis défavorable au rétablissement de l'Académie d'éducation communiste « Krupskaâ »[1796]. En 1958, il est un des premiers hauts responsables à publier un article sur la réforme, avant même la parution du *Mémorandum* de Khrouchtchev : mais il n'est plus vice-ministre de l'Instruction, ayant laissé ce poste à Aleksej Markuševič. C'est en tant que « membre correspondant de l'APN » qu'il défend, dans la *Komsomol'skaâ pravda* du 17 septembre 1958, le principe de la réorganisation de l'enseignement secondaire, tout en critiquant les propositions de Zelenko qui aboutiraient à une scolarité à interruptions. Il soutient l'idée que le travail à la production doit être au cœur du processus d'instruction, citant les exemples des écoles d'Ukraine, de Stavropol et de Riazan[1797]. Par ailleurs, il répond à Vasilij Suhomlinskij lors de l'assemblée générale de l'APN consacrée aux *Thèses*, le 25 novembre 1958. En décembre 1958, il est membre de la sous-commission du Soviet suprême, chargée de la rédaction finale de la loi sur l'enseignement.

Après avoir joué un rôle de premier plan, Arsen'ev est plus discret lors de la reprise du débat sur l'enseignement, affichant ses doutes quant au bien-fondé de la « différenciation » de l'enseignement, défendue par nombre de ses collègues. Néanmoins, en octobre 1963, il participe au concert de critiques à l'encontre de l'allongement de la durée de la scolarité secondaire à dix ans, déclarant que « l'Académie [des sciences pédagogiques] défend » le même point de vue[1798]. Par la suite, il est chargé d'analyser le recrutement des écoles à « profil

[1793] M.V. BOGUSLAVSKIJ, *XX vek Rossijskogo obrazovaniâ*, Moscou, Per Sè, 2002, p. 168.
[1794] John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 160-165, 178.
[1795] GARF, A-2306/73/1439, p. 12. Voir le texte en annexe.
[1796] Voir le chapitre 4.
[1797] Sur Riazan, voir *infra*, la notice d'Aleksej Larionov.
[1798] Voir le chapitre 7.

spécial », tout en secondant Markuševič à la présidence de la Commission centrale de l'APN et d l'AN SSSR pour la réforme des programmes du secondaire[1799].

ARŽANIKOV Nikolaj Sergeevič (1905-1982)

Après des études à MGU, dont il sort diplômé en 1926, il travaille comme chercheur en aérodynamique à l'Institut central d'aéro- et hydrodynamique (CAGI), tout en enseignant à l'Institut d'aviation de Moscou (MAI). Ses travaux lui valent d'obtenir, à trente ans, le titre de professeur (1935), et il joue un rôle important, pendant la guerre, dans la mise au point des armements soviétiques. Par la suite, il se consacre à l'enseignement, après avoir reçu le titre d' « acteur méritant de la science de RSFSR » en 1955. Il est aussi l'un des auteurs de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

En 1958, il écrit dans la *Pravda* le 21 novembre un article proposant de créer des classes complémentaires d'un ou deux ans, après la fin du secondaire, pour que les meilleurs élèves puissent préparer l'entrée en VUZ. Aleksandr Aleksandrov reprend cette proposition, tout en la critiquant en partie, dans sa tribune parue le 10 décembre dans les *Izvestia* ; elle avait aussi été mise en avant par Ivan Petrovskij, recteur de MGU, lors de la réunion du 22 septembre au MVO SSSR.

ÂROŠENKO Aleksandr I'lič (1912-1970)

Né dans un village de l'oblast' de Donetsk, en Ukraine, fils d'ouvrier, il travaille dans la production dès l'âge de seize ans, après avoir fini sa scolarité septennale : de 1928 à 1932, il est employé sur le chantier de la construction de l'usine hydroélectrique sur le Dniepr, et parallèlement s'inscrit en études « sans rupture avec la production » au *tehnikum* aéronautique de Zaporojie. De 1932 à 1934, il travaille dans une usine d'aviation n°202 à Novossibirsk, comme technicien puis contremaître du bureau d'études[1800]. Il entre ensuite dans l'armée, espérant sans doute y faire carrière : il reprend des études par correspondance, cette fois à l'Institut polytechnique de Sverdlovsk – mais il les interrompt, en 1936, sans avoir obtenu son diplôme. De 1935 à 1953, il travaille à nouveau à l'usine n°202 à Novossibirsk, à différentes fonctions techniques et administratives – il finit chef de la production, et surtout représentant du CC du Parti (dont il est devenu membre en 1939) à l'usine[1801]. Cette dernière fonction lui permet d'être délégué au XIXe Congrès, en octobre 1952 – il y entend notamment les rapports consacrés à la relance de la polytechnisation. Surtout, de 1953 à 1970, date de sa mort soudaine, à 58 ans, il occupe le poste très important de directeur de l'usine d'aviation « Ordjonikidze » de Gorki.

Pourtant, il signe dans la *Pravda* en tant qu'« ingénieur en mécanique » un article consacré à la réforme. Cette usurpation bénigne illustre parfaitement les réflexions de Vannikov sur le culte du diplôme qui a cours en URSS à cette époque ; par ailleurs Ârošenko a été deux fois décoré de l'ordre de Lénine, et une fois de l'ordre de l'Insigne du travail rouge.

[1799] John DUNSTAN, *Paths to Excellence…, op. cit.*, p. 165 ; p. 178.

[1800] Cette numérotation dénote la vocation militaire de l'usine.

[1801] V.I. BELOUS, L.P. GORDEEVA, O.A. KOLOBOV, V.V. SMIRNOV (éd.), *Promyšlenno-hozâjstvennaâ èlita Nižegorodskoj oblasti. 1916-1996 : Naučno-spravčnoe izdanie*, Nijni Novgorod, KiTizdat, 1996, p. 158.

BAJBAKOV Nikolaj Konstantinovič (1911 - …)

Fils d'ouvrier russe de la province de Bakou (Azerbaïdjan), il fait des études à l'Institut pétrolier d'Azerbaïdjan, puis travaille comme ingénieur dans les champs pétrolifères de sa ville natale, gravissant les échelons au sein de son administration pour devenir ingénieur principal du trust « Leninneft' » en 1939. Cette année-là, il entre au Parti, et sa carrière prend une amplitude nouvelle : il devient le numéro deux du ministère de l'industrie pétrolière d'URSS pendant la guerre (1940-1944), puis le numéro un onze années durant : 1944-1946, 1946-1948 pour les régions méridionales et occidentales d'URSS, puis à nouveau pour toute l'URSS de 1948 à 1955. Il acquiert alors le grade de *doktor* ès sciences techniques. En mai 1955, alors que l'éviction de Malenkov redistribue les cartes au sein de la direction soviétique, il obtient la présidence du Gosplan, qu'il garde jusqu'à 1958. Mais, sans doute impliqué dans la tentative manquée du « groupe anti-Parti » en juin 1957, il est alors envoyé diriger les *sovnarhoz* de Krasnodar, puis du Caucase Nord. En mars 1963, il revient dans la capitale, à la tête du comité d'État pour l'industrie chimique et pétrolière, dépendant du Gosplan d'URSS.

Un an après la chute de Khrouchtchev, en octobre 1965, il retrouve la direction de cette institution, et la conserve jusqu'en 1985, avec le rang de vice-premier ministre d'URSS. Parallèlement, il a été membre du CC du PCUS pendant 32 ans mais avec une interruption (1952-1961 puis 1966-1989), et député du Soviet suprême d'URSS en 1946-1950, 1954-1962, 1966-1989. A la fois spécialiste et administrateur, Bajbakov appartient à ce courant technocratique qui, autour d'Aleksej Kosygin et Vladimir Kirillin, aborde les problèmes du pays d'une façon pragmatique, en faisant appel aux scientifiques comme experts – sur les questions économiques, technologiques, etc. Toutefois, son rôle dans la préparation de la réforme de 1958 se limite à sa participation à une réunion pour fixer les frais d'inscription dans les écoles-internats, en fonction du revenu des familles[1802].

BARDIN Ivan Pavlovič (1883-1960)

Né dans un village de la province de Saratov, il étudie dans un collège d'apprentissage d'agricole, puis à l'école supérieure agricole en Pologne, et enfin à l'Institut polytechnique de Kiev, de 1905 à 1910, tout en travaillant à différents emplois. En 1910-1911, il part travailler un an, comme simple ouvrier, aux Etats-Unis, avant de revenir en Russie dans les usines métallurgiques du sud du pays. Il y gravit les échelons de la carrière d'ingénieur, y compris sous le nouveau régime : de 1929 à 1936, il est l'un des responsables de la construction du combinat métallurgique de Kouznetsk ; en 1932, à 49 ans, il est élu académicien. Sa carrière prend alors une tournure plus administrative : en 1937, il travaille au commissariat du peuple à la sidérurgie, comme ingénieur en chef, puis comme président du Conseil technique. En 1939, il prend la tête de l'Institut de métallurgie de l'AN SSSR, devenu en 1944 Institut de sidérurgie ; en 1942, il devient vice-président de l'AN SSSR : pendant la guerre, il joue un grand rôle dans la mobilisation des ressources industrielles aux fins de la défense du pays. Ses travaux sur l'organisation de la production métallurgique lui valent de nombreuses récompenses, notamment le prix Staline en 1942 et 1949, et le prix Lénine en 1958. Il est

[1802] Voir le chapitre 2.

aussi un des rédacteurs en chef de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958), et siège au Soviet suprême d'URSS de 1940 à sa mort. Lors de la discussion sur la réforme de 1958, il ne publie aucune tribune dans la presse, mais intervient à la réunion du 19 septembre avec une position très proche de celle des autres « savants » en sciences exactes : il conteste la nécessité de faire effectuer un métier manuel à tous les futurs ingénieurs et scientifiques, et met en garde contre le risque d'être en retard par rapport au progrès technique.

BELODED Ivan Konstantinovič (1906-1981)

Né dans un village de la région de la région de Kirovograd, il étudie la linguistique à l'université de Kharkov, puis, dans les années 1930, enseigne en VUZ à Kharkov et à Lvov. Entré au Parti en 1943, il dirige, de 1946 à 1957, l'Institut de linguistique de l'Académie des sciences d'Ukraine (AN USSR). En 1957, il est élu académicien, et simultanément nommé ministre de l'Instruction de la république: cette promotion est suprenante, dans la mesure où il n'avait occupé aucune fonction dans l'appareil d'Etat jusque-là. Il le reste jusqu'à 1962, avant de retrouver des fonctions dans son institut, et d'être élu vice-président de l'AN USSR en 1963. Ses travaux portent, notamment, sur le développement des langues slaves dans la société socialiste, sur les contacts linguistiques et sur le bilinguisme.

Lors de la discussion de la réforme de 1958, il participe à la réunion du 26 septembre à l'*Otdel nauki* du CC du PCUS. C'est un des rares à soutenir sur le principe la variante proposée par Zelenko, même s'il ne cite pas son nom, et se contente de plaider pour l'envoi de tous les élèves à la production[1803]. C'est aussi un des rares ministres à accepter la création d'écoles spéciales pour les « enfants doués », à titre expérimental, auprès des universités[1804].

BERMANT Anisim Fedorovič (1904-1959)

Né à Ûzovsk (actuelle Donetsk) dans le Donbass – là où Khrouchtchev commença à travailler –, il étudie à l'université de Rostov-sur-le-Don, au début des années 1920, puis part à Moscou pour faire une thèse de *kandidat* à l'Institut de mathématiques et de mécanique de MGU : il y travaille dans un groupe dirigé par Mihail Lavrent'ev, de quatre ans son aîné. En 1933, à 29 ans, il devient professeur, avant de soutenir sa thèse de *doktor*, en 1941. Membre de la direction de la Société des mathématiciens de Moscou, dirigée par Pavel Aleksandrov, il travaille à l'institut Steklov de mathématiques de l'AN SSSR, dont il devient directeur adjoint dans les dernières années de sa vie. Parallèlement, il est rédacteur en chef adjoint de la revue *Le recueil mathématique*, et enseigne dans différents VUZ techniques de la capitale. Son activité de recherche est intimement liée à son travail pédagogique : en 1954, il crée un séminaire scientifique unissant les chaires de mathématiques des VUZ techniques de Moscou, bientôt intégré à la Société des mathématiciens de Moscou. Il est aussi le co-auteur du manuel « Court précis d'analyse mathématique », réédité maintes fois en URSS.

[1803] Voir le chapitre 5.

[1804] Il défend aussi cette position dans l'article « Un soutien chaleureux de la société », *Učitel'skaâ gazeta*, 13 novembre 1958.

En septembre 1958, c'est en tant que professeur à l'Institut d'ingénierie et de construction de Moscou qu'il intervient lors de la réunion des responsables de VUZ, au MVO. Il y déploie un réquisitoire violent contre le système d'enseignement supérieur, et le projet de réforme soumis par le ministre Elûtin.

BORDADYN Afanasij Fedorovič (?-?)

Il est probablement né à la fin du XIXe siècle ou dans les premières années du XXe siècle, car en 1926 il est l'auteur d'un article dans la revue du Komsomol *La jeune garde* (*Molodaâ Gvardiâ)* : « La jeunesse ouvrière telle qu'elle est »[1805]. Dans les années 1930, il est directeur adjoint de l'Institut de l'économie mondiale et de la politique mondiale de l'AN SSSR, dirigé par l'économiste hongrois Eugène Varga. Sa trace se perd pendant la guerre.

De 1952 à 1957 au moins, il est premier adjoint du chef de la Direction principale des Réserves de main-d'œuvre (GUTR) d'URSS. Second de Genrih Zelenko, il partage ses positions en faveur de la généralisation de l'enseignement « sans rupture avec la production » au moyen des établissements de son administration. Ainsi, en avril 1957 il se manifeste au Département du CC du PCUS en envoyant un rapport sur son séjour en RDA : il y constate le bien fondé des brigades de jeunes travailleurs dans les usines est-allemandes. Il participe aussi à la réunion organisée le 20 septembre 1958. Deux mois plus tard, et deux jours après la publication des *Thèses*, il publie dans les *Izvestia* une tribune intitulée « Le progrès technique et la formation professionnelle ». Il y met en cause, sur un ton amer, l'idée « de certains camarades » qu'il faut transférer l'enseignement professionnel dans les écoles secondaires générales – variante de la *polytechnisation* qui n'est pas favorable aux intérêts du GUTR, et qui est finalement retenue par la loi du 24 décembre 1958. Selon Bordadyn, « les éducateurs expérimentés sont grandement alarmés par les propositions qui tendent à substituer à l'enseignement professionnel la polytechnisation ».

En novembre 1959, le Présidium de l'APN propose son nom parmi une liste de candidats au rang de membre correspondant[1806]. Sa carrière semble moins brillante par la suite, mais dans les années 1980 il fréquente différents instituts de recherche ; il est notamment le coauteur d'un manuel du supérieur sur l'organisation internationale du travail, publié en 1983.

BREŽNEV (BREJNEV) Leonid Il'ič (1906-1982)

Nous nous tiendrons ici aux grandes lignes d'une carrière très connue, surtout après 1964. Né à Dnieprodzerjinsk en Ukraine (région de Dniepropetrovsk), dans une famille ouvrière, il suit une formation secondaire technique dans un collège agricole et travaille comme ouvrier dans les années vingt. Entré au Parti en 1931, il reprend alors des études supérieures à l'Institut métallurgique de Dnieprodzerjinsk. A sa sortie en 1935, il fait son service militaire, est directeur de *tehnikum* pendant une année (1936-1937), puis fait une

[1805] *Molodaâ Gvardiâ*, n°3, 1926 ; cité par Sheila FITZPATRICK, « Ascribing Class: the Construction of Social Identity in Soviet Russia », *The Journal of Modern History*, décembre 1993.
[1806] RGANI, 5 (appareil du CC du PCUS)/37 (Département de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR*)/61, p. 188.

carrière fulgurante dans les organes locaux et régionaux du Parti, à la faveur des purges et de la Grande Terreur. De 1939 à 1950 il occupe les fonctions de secrétaire puis premier secrétaire du *partkom* de Dniepropetrovsk, sauf la parenthèse de la guerre pendant laquelle il est responsable de la direction politique du front méridional. En 1950, il est nommé premier secrétaire du PC moldave, puis en 1952-1953 secrétaire du CC du PCUS, avant d'être à nouveau éloigné de Moscou, en 1954-1955, comme premier secrétaire du PC kazakh. De 1956 à 1960 il retrouve un poste de secrétaire au CC du PCUS – dont il est également fait membre du Présidium, après l'échec du « groupe anti-Parti », en juillet 1957. En janvier 1958, parallèlement, il est fait président adjoint (avec Aristov) du *Buro RSFSR*, sous la houlette de Khrouchtchev – mais il quitte cette instance deux mois plus tard. En 1958, il fait partie des nouveaux dignitaires ayant droit à un portrait photographique en pleine page, dans le dernier tome de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (avec Averkij Aristov, Frol Kozlov et Nuritdin Muhitdinov, entre autres)[1807]. En 1960, il remplace Kliment Vorochilov au poste de Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, avant de le laisser en 1964 à Anatase Mikoïan. En octobre 1964, lors de l'éviction de Khrouchtchev qu'il a soigneusement préparée avec Mikhaïl Souslov et Aleksandr Šelepin, il devient premier secrétaire, puis en 1966, lors du XXIIIe Congrès, secrétaire général du PCUS, et à nouveau après 1977, Président du Présidium du Soviet suprême d'URSS. Par ailleurs, de 1964 à 1966 il a dirigé le *Buro RSFSR* et a siégé au Soviet Suprême pendant huit mandatures d'affilée (de 1950 à 1982).

BULGANIN (BOULGANINE) Nikolaj Aleksandrovič (1895-1975)

Fils d'un fonctionnaire de Nijni Novgorod (Gorki de 1932 à 1991), il fait des études dans un lycée technique (*real'noe učiliŝe*) et travaille dans la production électrique. Entré au Parti en 1917, il s'engage dans les organes de sécurité (Tchéka) chargés du contrôle des chemins de fer pendant la guerre civile, applique la « terreur rouge » contre les syndicats et d'autres opposants au pouvoir bolchevique, de 1918 à 1922. Puis il gagne Moscou où il entame une carrière dans l'appareil de direction économique du pays. En 1927, il est nommé directeur de la centrale électrique de la capitale, avant d'être propulsé, en 1931, à la tête du comité exécutif de Moscou (équivalent du poste de maire). Cette ascension rapide doit évidemment beaucoup au contexte de purges au sommet du pays. De même, en 1937, tout en entrant au CC du VKP(b), il est promu chef du gouvernement soviétique en titre (1937-1938), puis adjoint (1938-1944). Il dirige ensuite la Banque d'État soviétique (de 1938 à 1945) tout en siégeant aux conseils militaires de plusieurs fronts pendant la guerre. De 1944 à 1949 il est ministre adjoint, puis ministre de la Défense (des Forces armées après 1946). De mars 1947 à mars 1953 il est aussi chef-adjoint du gouvernement d'URSS, titre qu'il conserve après la mort de Staline, jusqu'en février 1955, tout en retrouvant le poste de ministre de la Défense.

Considéré par Staline – d'après les souvenirs de Khrouchtchev – comme la seule personne véritablement capable de lui succéder, Boulganine atteint alors le sommet de sa carrière, mais sans parvenir à s'imposer face au Premier secrétaire. Il doit attendre la disgrâce de Malenkov pour devenir, en février 1955, chef du gouvernement soviétique, poste qu'il conserve jusqu'en mars 1958. A cette date, conséquence de l'exclusion du « groupe anti-Parti » auquel il avait été associé en juin 1957, Boulganine laisse sa place à Khrouchtchev, et perd même son titre de maréchal. Quelques mois plus tard, en septembre 1958, il quitte le Présidium (ex-Politburo) du CC du PCUS, où il avait siégé dix années de suite. Après un bref

[1807] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.

retour à la tête de la Banque d'État, Boulganine est alors relégué à la présidence du *sovnarhoz* de Stavropol, de 1958 à 1960. En 1961, lors du XXIIe Congrès, il quitte le CC du PCUS, et en 1962 son mandat de député au Soviet suprême d'URSS (où il siégeait depuis 1937) n'est pas renouvelé.

CELIKOV Aleksandr Ivanovič (1904-1984)

Après des études au MVTU « Bauman », dont il sort diplômé en 1928, il travaille dans différentes usines métallurgiques. A partir de 1935, il enseigne en VUZ : à partir de 1949 et jusqu'à sa retraite, il est professeur au MVTU. Auparavant, en 1945, date de son entrée au Parti, il a été nommé chef du bureau d'études central de la construction de machines métallurgiques (CKB MM), au sein de l'Institut central de recherche scientifique en technologie et en construction de machines CHIITMAŠ qu'il dirige en continu jusqu'aux années 1980. Renommé en 1959 Institut de recherche scientifique en construction de machines métallurgiques de toute l'Union, cet organe a joué un rôle fondamental dans le développement industriel du pays. D'après l'économiste Vladimir Fal'cman, il était « capable de concurrencer les firmes étrangères » dans le domaine de la technologie militaire[1808]. Auteur de travaux importants dans son domaine, Celikov est élu membre correspondant (1953), puis académicien (1964) de l'AN SSSR, après avoir reçu trois fois le prix Staline (1947, 1948 et 1951). Lors de la « discussion générale » sur la réforme de l'enseignement, il ne publie aucun article dans la presse ; mais c'est l'un des intervenants les plus critiques lors de la réunion du 19 septembre 1958 à l'*Otdel nauki* du CC du PCUS.

ČERVONENKO Stepan Vasil'evič (1915-2003)

Né dans un village de la province de Poltava, dans une famille de paysans, il étudie à l'université de Kiev et soutient une thèse de *kandidat* en philosophie, à la fin des années 1930. Entré au Parti en 1940, il combat pendant la guerre, puis, en 1944, commence une carrière d'enseignant et d'administrateur. En 1949 il est promu dans l'appareil du CC ukrainien : il en est le secrétaire de 1956 à 1959. En septembre 1958, c'est lui qui représente sa république lors des réunions préparatoires aux *Thèses* du CC du PCUS, organisées par l'*Otdel nauki*. Il s'y montre un défenseur zélé des positions de Khrouchtchev, mais aussi un adversaire de Zelenko, scellant probablement le destin des propositions du chef du GUTR. Il l'attaque à nouveau par voie de presse, dans une tribune publiée en novembre 1958[1809].

En 1959, il commence une carrière diplomatique à des postes très élevés, en tout cas prestigieux : il est successivement ambassadeur d'URSS en Chine (1959-1965), en Tchécoslovaquie (1965-1973), puis en France (1973-1983). De 1983 à 1988, il termine sa carrière à la tête d'un département du CC du PCUS, avant d'être mis à la retraite sous Gorbatchev. Il a été député au Soviet suprême de 1958 à 1962, puis de 1982 à 1986.

[1808] V.K. FAL'CMAN, *Učenye v kontekste vremeni*, Moscou, Prospekt, 2007, p. 137-139.
[1809] « Le plus important dans le système d'enseignement », *Pravda*, 25 novembre 1958.

DERBINOV Vasilij Nikitič (1905-1960)

Né à Moscou, entré au Parti en 1926, il a une formation d'instituteur (diplômé d'un *tehnikum* pédagogique) mais commence à travailler comme responsable local dans le *politprosvet*, puis le Komsomol, l'instruction publique et le Parti de la région de Vologda (de 1926 à 1930). De 1930 à 1937 il dirige le Collège pédagogique de Vologda, puis à la faveur de la Grande Terreur il entre à nouveau dans l'appareil du Parti, dirigeant le Département des écoles du *gorkom* de Vologda de 1937 à 1939. Il entre ensuite à l'*obkom*, comme « lecteur » (*lektor*) au Département de la propagande puis comme chef adjoint, de 1939 à 1941. Il en est nommé secrétaire chargé de la propagande (1941-1942) puis second secrétaire (1942-1944), et finit la guerre comme président du Comité exécutif de l'oblast' (1944-1945). Les années d'après-guerre marquent le sommet de cette carrière régionale, puisqu'il est premier secrétaire de l'*obkom* de Vologda de mars 1945 à août 1952. Cette année-là, on l'envoie faire des études à Moscou (à 46 ou 47 ans !)[1810].

Nous n'avons pas pu retracer précisément son parcours dans la capitale, mais en décembre 1954 on le retrouve à la tête du Département des écoles du CC du PCUS. Cependant il est bientôt remplacé, en 1955, par Nikolaj Kaz'min. Il est à partir de 1956 (et au moins jusqu'en juin 1957) chef adjoint du Département de la science, des écoles et de la culture du CC du PCUS *pour la RSFSR*, sous l'autorité de Kaz'min. Son rôle dans les réformes de l'enseignement est important. Le 19 août 1955 Derbinov signe deux notes assez critiques à l'égard des propositions en faveur de la professionnalisation des études dans les établissements secondaires. A l'été 1956, Derbinov publie dans la revue *Partijnaâ Žizn'* un article où il met en garde contre les risques d'une spécialisation trop précoce dans le secondaire : il exprime ainsi une vision proche de celle de Vladimir Kirillin, qu'on peut qualifier de technocratique. Trois mois plus tard dans la même revue, Vasilij Suhomlinskij lui répond. Le pédagogue ukrainien, qui n'est alors que le directeur de l'école secondaire expérimentale de Pavlyš, dans l'oblast' de Kirovograd en Ukraine (il sera élu membre correspondant de l'APN en 1957 seulement), explique qu'il « y a une autre expérience » de l'instruction polytechnique[1811]. Derbinov est par ailleurs l'auteur d'un article qui tire le bilan de la première année des écoles-internats[1812]. Un an plus tard, il est cité par Ivan Kairov comme l'auteur d'une « communication » (*soobŝenie*) dont il partage les vues, lors de son discours d'ouverture de l'assemblée générale de l'APN consacrée à la discussion des *Thèses*, en novembre 1958[1813]. Il est l'artisan, avec Kairov mais aussi, au sein de l'appareil du CC du PCUS, Kirillin, de la victoire de la variante modérée de la réforme de l'enseignement.

DŽANDIL'DIN Nurymbek Džandil'dinovič (1918-1990)

Formé à l'Institut pédagogique kazakh, dont il est sorti diplômé en 1941, il poursuit des études à l'École supérieure du Parti à Moscou, à la fin de la guerre, puis à l'Académie des sciences sociales près le CC du VKP(b), dont il est diplômé en 1949. Il entre alors, à l'âge de

[1810] *Putevoditel' po fondam Vologodskogo oblastnogo arhiva novejšej političeskoj istorii*. Document accessible en ligne sur le site de l'administration des archives de la Fédération de Russie : http://www.rusarchives.ru/guide/voanpi/127psv.shtml .
[1811] *Partijnaâ Žizn'*, n°23, 1956, p. 65-67. Voir *supra*, chapitre 2, et la traduction du texte de Suhomlinskij en annexe.
[1812] *Sovetskaâ Rossiâ*, 5 juin 1957.
[1813] GARF, R-10049/1/2441, p. 13.

31 ans, dans la carrière de bureaucrate kazakh, en « administrateur » type : directeur de chaire à l'école du Parti de la république (1949-1951), puis chef de Département au CC du PC kazakh (1951-1955), chef du secteur de la philosophie et du droit de l'AN kazakhe, directeur de l'Institut d'histoire du Parti près le CC du PC kazakh (1955-1956), et surtout secrétaire du CC du PC kazakh de 1957 à 1965. Cette période le voit jouer un rôle important dans les questions d'enseignement, puisqu'il est le représentant du PC kazakh lors de la réunion du 27 septembre 1958, à l'*Otdel nauki* à Moscou. Il y tient un discours assez critique vis-à-vis du projet d'Elûtin, contestant la nécessité de réorganiser le système des études – mais deux mois plus tard, il publie un article dans lequel il défend résolument la réforme du secondaire[1814].

La période brejnévienne le renvoie dans l'enseignement supérieur et la recherche : *doktor* ès sciences philosophiques en 1965, il devient professeur (1967) puis membre correspondant de l'AN kazakh (1970) – alors qu'il avait déjà occupé les fonctions d'académicien-secrétaire du Présidium de la même académie, de 1965 à 1967. De 1967 à 1976, il dirige l'Institut pédagogique d'Alma Ata, avant de finir sa carrière comme chef de la chaire de philosophie à l'Institut des ingénieurs du transport ferroviaire de la même ville, de 1976 à 1990. Il a publié plusieurs ouvrages et brochures sur les problèmes des rapports entre les nationalités en URSS, le développement de la culture kazakh et la psychologie sociale.

EFIMOV Aleksej Vladimirovič (1896-1971)

Né à Bakou, dans une famille noble, il étudie au lycée à Tbilissi, puis au Département de mécanique de l'Institut technologique de Petrograd (de 1913 à 1916) ; la guerre, puis la révolution interrompent ces études, qu'il reprend à l'université de Moscou en 1919, cette fois en histoire. A la sortie, il enseigne à la *rabfak* de MGU, de 1922 à 1927. Cette carte de visite – ainsi qu'une année de travail comme technicien – lui permet de continuer, malgré ses origines sociales, dans la recherche : il soutient même sa thèse de *kandidat*, en 1930, à l'Institut d'histoire de l'Association russe des instituts de recherche en sciences sociales (RANION), qui s'est substituée en 1924 à l'Académie des sciences, jugée défaillante du point de vue idéologique[1815]. Il est alors envoyé comme *docent* à l'université du Caucase Nord, puis directeur du Département d'histoire et d'économie (à Rostov-sur-le-Don, de 1930 à 1932), et enfin collaborateur scientifique au Département moscovite de l'Académie de la culture matérielle. Il entre alors, en 1933, au Département d'histoire de l'Académie communiste de l'AN SSSR, dont il est chef du secteur d'histoire moderne de 1939 à 1941, après avoir reçu le grade de *doktor*, et avoir été élu membre correspondant. Il reprend ensuite une carrière universitaire, comme *docent* à MGU en 1943-1944, puis professeur et chef de la chaire d'histoire moderne à l'université de Molotov (Perm) de 1945 à 1947. Entre temps, il est intégré comme collaborateur scientifique dans l'Institut des méthodes de l'APN RSFSR. Revenu à Moscou, il est élu membre correspondant de cette académie en 1947 ; il travaille au Département de la didactique et des méthodes individuelles (*chastnye*). Il est l'auteur de manuels d'histoire pour le secondaire (1934, plusieurs fois réédité), pour le supérieur (1939), et de programmes ainsi que de recueils de textes pour les enseignants du secondaire et du supérieur. Ses travaux portant sur l'histoire des Etats-Unis et des explorateurs russes en

[1814] *Pravda*, 18 novembre 1958.

[1815] Sur RANION, voir l'article synthétique d'Aleksandr DMITRIEV, « Akademičeskij marksizm 1920-1930-h godov : zapadnyj kontekst i sovetskie obstoâtel'stva », manuscrit non publié, 2006 (avec l'autorisation de l'auteur).

Amérique, il se voit confier la direction du secteur des peuples d'Amérique à l'Institut d'ethnographie de l'AN SSSR en 1956.

En 1958, il fait partie des nouvelles personnalités ayant leur notice biographique dans le dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*[1816]. Cette année-là, il publie un ouvrage d'épistémologie : *Quelques questions de méthode de l'histoire comme science*, mais rien sur la réforme de l'enseignement. Il participe néanmoins à l'Assemblée générale de l'APN où sont discutées les *Thèses*, critiquant l'idée d'écoles spéciales pour les « enfants doués », et soutenant l'idée de « différenciation » dans les études secondaires.

ELÛTIN Vâčeslav Petrovič (1907-1993)

Né à Saratov dans la famille d'un fonctionnaire, il suit des études supérieures à l'institut Staline de l'acier de Moscou, dont il est diplômé en 1930, après être entré au Parti en 1929. Il est alors embauché comme ingénieur dans une usine sidérurgique à Tcheliabinsk, où il travaille à la mise au point de différents alliages ferreux. En 1933 il obtient le grade de *kandidat* pour sa thèse sur ce thème, et enseigne deux ans à l'institut Staline de l'acier de Moscou. Ce VUZ technique, créé en 1930 à partir de l'Académie minière de Moscou, est l'un des plus prestigieux à une époque où la sidérurgie est une priorité de l'économie. En 1935, Elûtin est promu simultanément doyen de la Faculté métallurgique et directeur adjoint de l'Académie industrielle Staline de Moscou – où Nikita Khrouchtchev avait entamé des études sept ans plus tôt. Combattant de 1941 à 1943, il revient ensuite comme *docent* à l'Institut de l'acier, dont il devient le directeur après la guerre, de 1945 à 1951.

En 1951, il est promu dans l'appareil du MVO SSSR, comme ministre adjoint, sous l'autorité de Vsevolod Stoletov. Il garde cette fonction dans la réorganisation administrative de 1953 (qui le fait passer dans l'appareil du ministère de la Culture d'URSS), puis en mars 1954, lorsque le MVO SSSR est reconstitué, il en prend la tête, échangeant sa place avec Stoletov. Ce dernier reprend la main en 1959, lors de la distribution des compétences du MVO SSSR au MVSSO RSFSR, ainsi qu'à ceux des autres républiques. Elûtin reste ministre d'URSS jusqu'en juillet 1985 : un record de trente et un ans (inégalé même par le ministre des Affaires étrangères Andrej Gromyko, resté 28 ans en poste, de 1957 à 1985).

Son rôle dans l'élaboration et la discussion de la réforme de 1958 est important, mais ambigu. Représentant du pouvoir auprès de ses subordonnés, les directeurs et recteurs de VUZ, il tient un discours conforme à la ligne du CC du PCUS et de son Premier secrétaire, ce que confirme la tribune qu'il publie le 12 septembre dans la *Pravda*[1817]. Mais quand il s'adresse au Département de la science et des VUZ, ses positions sont modérées : que ce soit dans la note envoyée dès le mois d'août, ou lors des réunions spéciales organisées par Vladimir Kirillin et ses adjoints, il défend une approche souple et différenciée, en fonction des spécificités de chaque type de VUZ. Cela dit, le 22 septembre au MVO, face à la fronde d'une partie de ses subordonnés, il est visiblement dépassé, et leur reproche de ne voir que leurs intérêts particuliers.

De nombreuses brochures de propagande lui sont attribuées : *L'école supérieure du pays du socialisme*, parue en 1959 et traduite en plusieurs langues (en français en 1962), et *Le développement de l'école supérieure en URSS* (1970). Il a également publié le manuel pour VUZ métallurgiques *La production des alliages ferreux* (1951, réédité en 1957). En 1958, il fait partie des nouvelles personnalités ayant leur notice biographique dans le dernier tome de

[1816] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.
[1817] Voir le chapitre 5.

la *Grande encyclopédie soviétique*[1818]. Sur le plan scientifique, il a publié quelques travaux sur les ferro-alliages et les matériaux réfractaires à haute température, ce qui lui vaut d'être élu membre correspondant de l'AN SSSR en 1962. Après 1959, il dirige aussi la Commission d'attestation supérieure (VAK) qui attribue les grades universitaires. Sa carrière politique culmine dans les années soixante : élu membre suppléant du CC du PCUS au XXe Congrès, il y siège de 1961 à 1976. Parallèlement, il est élu au Soviet suprême d'URSS de la 6ème à la 11ème mandature (de 1962 à 1986).

Son fils Aleksandr Elûtin, né en 1937, entre à la fin des années 1950 à l'Institut de l'acier et des alliages qu'a dirigé son père quelques années auparavant, avant d'en être diplômé en 1960 (à 23 ans), et de commencer une carrière de chercheur dans ce domaine. Lauréat du prix d'État en 1976, et d'autres décorations dans les années suivantes, il est élu académicien de l'Académie des sciences de Russie en 2000, et dirige toujours, en 2007, une chaire à son institut d'origine.

ENÛTIN Georgij Vasil'evič (1903-1969)

Né dans un village de la province d'Ekaterinoslav (aujourd'hui en Ukraine, région de Donetsk) de père ouvrier, il commence à travailler à l'âge de 17 ans comme ajusteur monteur (*slesar'*), à l'instar de Kirillin, de dix ans son cadet. En 1923 il occupe une place de secrétaire du *rajkom* du Komsomol dans le Donbass, et étudie à la *rabfak*, comme Khrouchtchev. Puis il suit des études supérieures et entre au Parti en 1924, avant d'étudier à l'Institut métallurgique de Dnepropetrovsk, d'où il sort diplômé en 1932. Ensuite, il travaille dans une usine de sa ville natale, Mariupol, comme ingénieur-constructeur, chef de chaîne, ingénieur en chef adjoint. En 1939, il entame une carrière d'administrateur au Parti, entrant au *partorg* du CC à Moscou. De 1941 à 1951, il occupe des postes de secrétaire dans plusieurs *obkom* (successivement : Stalino, Novossibirsk, Kemerovo, Stalino, Zaporojie). A partir de 1951, il travaille à nouveau dans l'appareil du CC du PCUS : d'abord instructeur, puis chef adjoint du Département des organes du Parti, des syndicats et du Komsomol. De 1954 à 1957, il connaît une période de disgrâce, dans une contrée éloignée : il est premier secrétaire de l'*obkom* de Kamen, au Kamtchatka. Puis il est rappelé dans la capitale, cette fois au gouvernement : de décembre 1957 à 1962, il préside la Commission de contrôle soviétique du CM d'URSS (après 1961 : Commission de contrôle d'État du CM d'URSS). De 1962 à 1968, il est placé à la tête du nouveau Comité de contrôle d'État et de Parti du *Buro RSFSR* et du CM de RSFSR (devenu Comité de contrôle populaire de RSFSR en 1965), avec le rang de vice-premier ministre de RSFSR[1819]. En 1958, il avait fait partie des nouvelles personnalités ayant leur notice biographique dans le dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*[1820].

Sa carrière politique épouse la période khrouchtchévienne, puisqu'après être entré à la Commission centrale de révision du PCUS, il est membre du CC de 1956 à 1966, soit entre les XXe et XXIIIe Congrès. En septembre 1958, il adresse au CC du PCUS un rapport accablant sur la situation de l'enseignement supérieur et secondaire spécial « sans rupture avec la production », qui confirme Vladimir Kirillin et ses alliés dans l'idée qu'il serait dangereux d'en faire l'unique mode de formation des spécialistes en URSS[1821]. Trois ans plus tard, en mai 1961, il est l'auteur d'un nouveau rapport pointant les défauts dans la formation

[1818] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.
[1819] Sur la réorganisation de l'administration du contrôle d'État, voir Rudol'f PIHOÂ, *Moskva. Kreml'. Vlast'. Sorok let posle vojny, 1945-1985*, Moscou, Rus'-Olimp : Astrel : AST, 2007, p. 453-462.
[1820] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.
[1821] RGANI, 5/35 (Département de la science, des VUZ et des écoles)/82, p. 80-90. Voir les chapitres 3 et 4.

des spécialistes de qualification supérieure et secondaire spéciale « sans rupture avec la production » : en particulier, il suggère que beaucoup d'étudiants inscrits dans ces filières sont en fait d'anciens écoliers, n'ayant pas pu s'inscrire en VUZ de jour[1822]. Entretemps, en juin 1959, il a aussi souligné l'écart entre la nouvelle réglementation et la pratique, en ce qui concerne l'admission prioritaire des jeunes « ouvriers et kolkhoziens » en VUZ.

ESIPOV Boris Petrovič (1894-1967)

D'origine paysanne, il fait des études à la Faculté d'histoire et de langues de l'université de Saint-Pétersbourg juste avant la révolution, et dans les premières années du régime il se fait remarquer par les articles qu'il publie dans la *Pravda* sur les questions d'enseignement[1823]. En 1920, employé du Département de l'instruction publique de l'*uezd* de Glazov, il est invité à Moscou à travailler dans l'appareil du *Narkompros RSFSR*, au Département de l'école unique (du travail). Il y est bientôt responsable des programmes et des plans d'études, mais aussi de la préparation des congrès et des conférences, en une période riche en expérimentations. Nadežda Krupskaâ elle-même le remarque. Mais c'est après la Seconde guerre mondiale qu'Esipov, qui n'avait pas été victime des répressions des années 1930, voit son autorité scientifique reconnue, dans le domaine de l'organisation des « processus éducatifs » et du travail autonome des élèves en classe. En 1941, il participe avec d'autres comme Solomon Rives à la fondation du culte d'Anton Makarenko, véritable « seconde naissance » du théoricien disparu quatre ans plus tôt[1824]. En 1957, il est le co-auteur, avec Nikolaj Konstantinov, de l'article « Sciences pédagogiques » de l'avant-dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*, consacré à l'URSS.

Il intervient tardivement dans le débat sur la réforme, et avec une position plutôt favorable à la ligne officielle – son article est intitulé « On ne doit pas retourner à l'ancienne façon », mais le titre fait référence à la proposition faite par certains de ses collègues de retarder l'âge scolaire à huit ans, qu'Esipov dénonce, comme d'autres pédagogues et enseignants avant lui[1825]. Pour ce qui concerne la question de l'instruction polytechnique, il affirme, contre d'autres intervenants du débat, que faire travailler les jeunes à l'âge de 16-18 ans est tout à fait acceptable, dès lors qu'ils bénéficient de conditions adaptées (journées plus courtes) ; il ne se prononce pas sur la différenciation du secondaire. Il est un des rédacteurs de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

FABRIKANT Valentin Aleksandrovič (1907-1991)

[1822] GARF, A-259 (CM de RSFSR)/42/7799, p. 5-14 et 21-30. Voir le chapitre 8.
[1823] M.V. BOGUSLAVSKIJ, XX vek Rossijskogo obrazovaniâ, Moscou, Per Sè, 2002, p. 158.
[1824] Voir Götz HILLIG et Marianne KRÜGER-POTRATZ, « Die 'zweite Geburt' », article cité. des A.S. Makarenko. Zugleich ein Beitrag zu einem kaum bekannten Kapitel der Geschichte des sowjetischen Pädagogik, 1939-1941 », dans DILGER Bernhard, KÜBART Friedrich, SCHAEFER Hans-Peter (dir.), *Vergleichende Bildungsforschung : DDR, Osteuropa und interkulturelle Perspektiven*, Berlin, Verlag Arno Spitz, 1986.
[1825] *Izvestia*, 10 décembre 1958. Esipov s'appuie sur l'argument d'autorité des physiologues et des psychologues de l'enfance, mais aussi sur le bon sens et l'expérience (« Qui d'entre nous ne savait pas lire et écrire à l'âge de six ans ? [*sic*]), y compris celle des pays asiatiques et occidentaux – la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Il propose même d'ajouter dans les *Thèses* l'idée d'expérimenter l'apprentissage de la lecture à l'âge de six ans.

Fils de l'agronome Aleksandr Fabrikant, il étudie à la Faculté de physique et de mathématiques de MGU, où il suit les cours de Sergej Vavilov (1891-1951). Il devient son élève, mais l'arrestation de son père en 1930, pour appartenance au prétendu « parti du travail paysan », lui coûte sa carrière académique. Néanmoins, la protection de Vavilov lui permet de s'embaucher à l'Institut électrotechnique de Moscou, tout en entrant à la chaire de physique de l'Institut énergétique de Moscou (MEI) : il y reste toute sa vie durant, comme professeur. A ce titre, il parvient à continuer ses recherches en optique, qui lui valent l'obtention du grade de *kandidat*, sans avoir soutenu de thèse, en 1935. Quatre ans plus tard, il obtient celui de *doktor* pour sa thèse soutenue à l'Institut de physique de l'AN SSSR. Mais les portes de cette institution lui restent fermées, vu les antécédents de son père. Cela ne l'empêche pas de recevoir le prix Staline, en compagnie de Vavilov et d'autres physiciens, en 1951, au terme d'une période difficile (son père a de nouveau été arrêté en 1948). C'est aussi un des auteurs de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

L'importance de ses travaux en électronique quantique est reconnue tardivement (au début des années 1960), mais il jouit d'une forte autorité dans son institut, et auprès de la communauté des physiciens du pays[1826]. Professeur et chef de la chaire de physique du MEI de 1943 à 1977, il s'intéresse aussi aux questions d'enseignement de sa discipline[1827]. C'est à ce titre qu'il est invité à intervenir à la réunion du MVO SSSR le 22 septembre 1958 : il est l'un des plus sévères à l'égard du projet de réforme soumis par son ministre Elûtin, avec le mathématicien Anisim Bermant. Ensuite, le nom de Fabrikant n'apparaît plus dans les discussions de l'automne 1958 et du début des années 1960. En revanche, il est élu directement académicien de l'APN en janvier 1968 (au Département d'enseignement général). Parallèlement, il est membre de la société de diffusion des connaissances « *Znanie* », peut-être grâce à son collègue Vladimir Kirillin, qui la préside de 1963 à 1966, ainsi que des comités de rédaction des revues *Radiotechnique et électronique*, *Quanta*, et *La physique à l'école*.

FURCEVA (FOURTSEVA) Ekaterina Alekseevna (1910-1974)

Née dans une famille ouvrière du textile de la région de Tver : son père étant mort pendant la Première guerre mondiale, elle suit dans les années 1920 une formation en FZU (Collège d'apprentissage de fabrique-usine), le niveau le plus bas de l'enseignement professionnel, mais parvient ensuite à s'embaucher à la fabrique *La Bolchevique* de Moscou. Entrée au Parti en 1930, elle est envoyée dans la région de Koursk, puis à Leningrad où elle rencontre son mari, pilote d'avion, et enfin à Moscou : elle y est instructeur du Département des étudiants du Komsomol, ce qui l'amène à reprendre des études supérieures, à l'Institut de technologie et de chimie fine « Lomonossov ». A la sortie, en 1942, elle reste dans la capitale, avec une petite fille mais sans son mari qui l'a quittée. Après être entrée en *aspirantura*, elle devient secrétaire du Parti de son institut, puis secrétaire du *rajkom* « Frunze ». Son ascension continue lentement, à la suite d'une rencontre avec Staline en 1949 : deuxième secrétaire du Parti de la capitale en 1950, elle y fait la connaissance de Khrouchtchev, qui dirige alors l'*obkom* de Moscou. Elle lui fait une forte impression, notamment par sa formation de

[1826] Voir E.I. POGREBYSSKAÂ, « Valentin Aleksandrovič Fabrikant : social'no-političeskie aspekty biografii fizika », dans VIZGIN, A.V. KESSENIH (dir.), *Naučnoe soobŝestvo fizikov SSSR. 1950-1960-e gody. Dokumenty, vospominaniâ, issledovaniâ. Vypusk 1*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Russkoj Hristianskoj gumanitarnoj akademii, 2005, p. 484-502.

[1827] Comme en témoigne par exemple son article sur « G. S. Landsberg comme auteur et rédacteur de manuels de physique », paru dans *Succès en sciences physiques* T. 63, n°2, 1957, p. 455-460.

« spécialiste » en chimie, et à la mort de Staline elle obtient la direction du *gorkom*, qu'elle garde de 1954 à 1957.

Parallèlement, lors du XXe Congrès, elle devient membre de plein droit, et secrétaire du CC du PCUS. Elle conserve cette place très importante, y compris sur le plan symbolique – elle y est la seule femme à l'époque – jusqu'en 1960, date d'une relative disgrâce. Entre temps, en 1956, elle est aussi entrée au Présidium comme membre suppléant, puis, à la faveur de l'élimination du « groupe anti-Parti » contre lequel elle avait prudemment défendu Khrouchtchev, comme membre de plein droit. Elle le reste jusqu'au XXIIe Congrès, date à laquelle elle perd toute fonction dans l'appareil du Parti (tout en restant membre du CC) avant de siéger à nouveau au Présidium (puis Politburo), après l'éviction de Khrouchtchev, de 1964 à sa mort, en 1974. Elle occupe aussi le poste de ministre de la culture d'URSS, de 1960 à 1974, ce qui lui vaut le surnom de « Grande Catherine » parmi les artistes et les responsables de ce secteur. De 1954 à 1974, elle fut aussi députée au Soviet suprême d'URSS.

Sa position dans les discussions sur la réforme de 1958 s'aligne sur les conceptions de Khrouchtchev, dont elle fait partie de l'entourage proche, pendant la période de son apogée, dans les années 1957-1960. On peut supposer qu'elle lui transmet fidèlement les rapports rédigés par Vladimir Kirillin et Nikolaj Kaz'min sur les réunions des 16 et 17 septembre 1958[1828].

GANELIN Šolom Izrailovič (1894-1974)

Ses études à la Faculté de droit de Petrograd (1915-1917) ayant été interrompues par la Révolution, il les reprend à l'Académie pédagogique. Parallèlement, il enseigne l'histoire et la pédagogie dans différents instituts de la ville. En 1924, il entre à l'Institut pédagogique « Herzen », où il travaillera jusqu'à son départ à la retraite en 1971. Parallèlement, il enseigne aussi à l'université de Leningrad de 1931 à 1947. Son activité de chercheur le fait entrer à l'Institut de pédagogie scientifique avant, puis après la guerre (de 1945 à 1960). En 1947, il est élu membre correspondant de l'APN, mais n'obtiendra jamais le rang d'académicien, peut-être en raison de ses prises de position indépendantes, souvent distinctes de la ligne officielle. En 1958, lors du débat sur la réforme, il fait partie des défenseurs de la « différenciation ». C'est surtout en tant qu'historien de l'enseignement et de la pédagogie en Russie qu'il est reconnu par ses pairs. Il est l'un des rédacteurs de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

GNEDENKO Boris Vladimirovič (1912-1995)

Né dans la petite ville d'Oulianovsk, il étudie les mathématiques à l'université de Saratov, puis entre en *aspirantura* à MGU, en 1934. En juillet 1937, après avoir soutenu sa thèse en théorie des probabilités, il est arrêté pour avoir tenu des propos critiques envers le régime : il passe quelques mois en prison, puis obtient grâce à son professeur Andrej Kolmogorov, en septembre 1938, une place de *docent* à la Faculté de MGU. Continuant à travailler sous la direction du célèbre académicien, Gnedenko est nommé professeur en 1942, après avoir soutenu sa thèse de *doktor*, toujours en théorie des probabilités. En 1945, il est élu

[1828] Voir le chapitre 5.

membre correspondant, puis en 1948 académicien de l'Académie des sciences d'Ukraine : il s'installe à Lvov puis, en 1950, à Kiev où il travaille à l'Institut de mathématiques et à l'université. Il travaille aussi à la création du centre informatique de l'AN USSR, et écrit le premier manuel de programmation du pays, en 1961. En 1960, il revient à MGU travailler à la chaire de théorie des probabilités, qu'il dirige pendant près de trente ans ; de 1966 à sa mort. Auteur d'un manuel de théorie des probabilités réédité à maintes reprises (de 1949 à 2005), il s'intéresse aussi à l'histoire et à l'enseignement des mathématiques, étant associé à l'Institut des méthodes d'enseignement de l'APN. S'il ne participe à aucune réunion centrale sur la réforme de l'enseignement, Gnedenko publie le 21 décembre 1958, à la toute fin de la « discussion générale », un article où il soutient, entre autres, la création à titre expérimental d'écoles spéciales, si elles sont placées sous la tutelle des universités : il reprend ainsi la position de son mentor Kolmogorov. En 1967, il déplore dans une tribune publiée par la *Literaturnaâ gazeta*, avec d'autres mathématiciens, le faible niveau des candidats à l'entrée en VUZ[1829].

GONČAROV Nikolaj Kirilovič (1902-1978)

Né dans une petite ville de la région de Moscou, il commence à travailler à 18 ans comme instituteur d'une école de village, puis fait des études à l'Académie Krupskaâ d'éducation communiste (comme Aleksandr Arsen'ev et Fëdor Korolëv), dont il sort en 1930 – cette institution, fondée en 1923 sur les bases de l'Académie d'éducation sociale (1919-1923), accueillait alors les jeunes communistes et membres du Komsomol ayant une formation secondaire, travaillant dans le système scolaire et destinés à constituer les futurs cadres de l'administration scolaire, des organes de « propagande et agitation », ou encore des établissements supérieurs pédagogiques. C'est cette dernière voie qu'il choisit. Elle le mène à des postes de direction dans différents VUZ, de l'Institut pédagogique de Kaluga (1932-1934) à l'Institut supérieur communiste de l'instruction (1936-1938, année de la dissolution de cet établissement chargé de former des enseignants et des chercheurs en sciences humaines), puis au prestigieux Institut pédagogique Maurice Thorez des langues étrangères de Moscou (1942-1959 puis 1963-78, soit jusqu'à sa mort). Parallèlement, de 1937 à 1942, il dirige la revue *Sovetskaâ pedagogika* (*La pédagogie soviétique*), et de 1944 à 1950 il est chef de secteur au Département des écoles du CC du PCUS : d'après son successeur, Vlasov, il est « démis de son poste pour n'avoir pas, en le cumulant avec la direction de la chaire de pédagogie [dans son institut], accordé l'attention voulue au travail du secteur, et pour avoir publié le livre *Fondements de pédagogie* dans lequel étaient cachés de sérieux défauts »[1830]. L'ouvrage incriminé, publié en 1947, contenait des références aux pédagogues soviétiques des années vingt, et à des auteurs étrangers. Il est malgré tout l'un des rédacteurs de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

En mars 1950, il est élu membre correspondant de l'APN puis, en avril 1955, membre de plein droit et aussitôt vice-président, succédant ainsi à Mihail Mel'nikov. Désormais, jusqu'à 1963, il y seconde le président Ivan Kairov, tout en participant à des travaux au Département de théorie et d'histoire de la pédagogie (le plus important à l'APN) et en dirigeant, à nouveau, *Sovetksaâ pedagogika*. Il soutient le projet de loi de 1958, avec la

[1829] *Literaturnaâ gazeta*, 16 août 1967. Cité par John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 202.

[1830] RGANI, 5/18 (Département des écoles)/74, p. 24-25. Cette note contient de courtes biographies de plusieurs personnalités du monde pédagogique qu'il est question de nommer académiciens de plein droit ou membres-correspondants de l'APN.

brochure de propagande parue sous son nom *La réorganisation de l'école soviétique* (1959). Il y défend la ligne officielle, ce qui lui vaut par la suite une réputation de « pédagogue orthodoxe du Parti »[1831]. Pourtant, il profite de la discussion publique de l'automne pour exposer un point de vue original, dans un article cosigné avec un autre membre du Présidium de l'APN, le psychologue Aleksej Leont'ev, intitulé « Différencier l'enseignement au second niveau du secondaire »[1832]. Ce texte, qui rencontre un écho important d'après les allusions qu'y font d'autres articles, propose une alternative à la création d'écoles spéciales en sciences, suggérée par Nikita Khrouchtchev dans la première variante de la réforme, et défendue ensuite par plusieurs savants. Cette idée de la différenciation (*furkaciâ*) des études secondaires entre les classes est partagée par de nombreux pédagogues de l'époque, si on en juge d'après les débats au sein de l'APN. S'il ne modifie pas immédiatement le cours pris par la réforme, fixé par le compromis des *Thèses* du 16 novembre 1958, le point de vue de Gončarov et Leont'ev ouvre la voie à une politique parallèle dans le secondaire. Sous prétexte de chercher le moyen d'appliquer la réforme de 1958, les partisans de la « différenciation » font pression sur la direction de l'APN, et finissent par obtenir une expérimentation à l'échelle du pays, avec le décret du 10 novembre 1966[1833].

Dans les années 1960 et 1970, Gončarov publie plusieurs ouvrages de vulgarisation et manuels (*Questions de pédagogie*, 1960, *Encyclopédie pour les enfants* en 10 tomes, 1958-1962, *Eléments de pédagogie historique*, 1963, *Eléments d'histoire de la pédagogie soviétique*, 1970 et *Le système pédagogique de K.D. Ušinskij*, Moscou, 1974). Le fait qu'il quitte son poste trois ans avant son supérieur marque peut-être une disgrâce – surtout qu'après 1963, il n'occupe plus de fonctions administratives importantes. Son engagement pour la « différenciation » des études secondaires semble ainsi avoir été peu profitable à sa carrière.

GRIŠIN Viktor Vasil'evič (1914-1992)

Né à Serpoukhov (dans l'*oblast'* de Moscou) d'un père ouvrier, il fait des études secondaires spéciales dans un *tehnikum* de Moscou, à la sortie duquel, en 1932, il travaille comme géomètre. Il décide alors de reprendre des études secondaires spéciales, toujours à Moscou, cette fois au *tehnikum* d'économie des locomotives. A la sortie, en 1937, tout en travaillant dans le dépôt ferroviaire de Serpoukhov, il s'inscrit comme étudiant par correspondance à l'Ecole supérieure du Parti. Il fait ensuite deux ans de service militaire, au cours desquels il entre au Parti (1939), puis retrouve son emploi précédent. C'est pendant la guerre qu'il entame sa carrière, au *gorkom* du Parti de Serpoukhov (1942-1950), puis à l'*obkom* du Parti de Moscou, y dirigeant le Département de la construction de machines (1950-1952), avant d'en devenir secrétaire, de 1952 à 1956. Entré au CC du PCUS en 1952 (il y restera jusqu'en 1986), il obtient après le XXe Congrès une nouvelle promotion : en mars 1956, à 42 ans, il est nommé directement président de l'Union des syndicats d'URSS (VCSPS), sans avoir jamais gravi aucun échelon de cette « organisation sociale ». C'est donc un homme d'appareil, même s'il possède une expérience de travail réelle, à des postes de technicien. Resté onze ans à la tête du VCSPS, il quitte son poste en juin 1967, remplacé par Aleksandr Šelepin (qui, alors secrétaire du CC du PCUS, verra dans cette succession une sanction pour l'écarter du pouvoir). Parallèlement, Grišin est aussi le vice-président de la

[1831] M.V. BOGUSLAVSKIJ, XX vek Rossijskogo obrazovaniâ, Moscou, Per Sè, 2002, p. 108.
[1832] *Pravda* du 21 novembre 1958 – soit cinq jours après la parution des *Thèses* du CC du PCUS et du CM d'URSS.
[1833] Voir John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 158, et le chapitre 7, I).

Fédération mondiale des syndicats (de 1956 à 1967), et multiplie les voyages officiels, notamment en conduisant les délégations de son pays aux trois congrès mondiaux des syndicats qui se tiennent de 1957 à 1965. En 1958, il fait partie des nouvelles personnalités ayant leur notice biographique dans le dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*[1834].

Après 1967 sa carrière dans le Parti atteint son apogée : premier secrétaire du *gorkom* de Moscou (jusqu'à sa retraite en 1985), il est aussi membre du Politburo du CC du PCUS de 1971 à 1986 – mais aussi membre du Présidium du Soviet suprême en 1967 (dont il est député pendant six mandats, de 1950 à 1974). Il est impliqué dans des scandales politico-financiers (en rapport avec des réseaux mafieux) au début des années 1980.

HRISTIANOVIČ Sergej Alekseevič (1908-2000)

Après des études à l'université de Leningrad, il travaille à l'Institut hydroélectrique dans cette ville, travaillant à la résolution des problèmes hydrauliques. Ses découvertes en physique des ondes seront ensuite applicables à l'aérodynamique des vitesses supersoniques, entre autres. En 1935, il entre à l'institut Steklov de mathématiques de l'AN SSSR, à Moscou, et y soutient en 1938, simultanément, deux thèses de *doktor* en physique-mathématiques, et en technique. L'année suivante, il est élu membre correspondant de l'AN SSSR, à 31 ans : il est transféré dans le nouvel Institut de mécanique de l'académie, qui vient d'être créé. Puis, en 1940, il entre à l'Institut central d'État d'aérodynamique, prenant la tête du laboratoire des grandes vitesses : ses travaux sur le mouvement des gaz, pendant la guerre, contribuent à la mise au point des avions à réaction soviétiques. Il perfectionne aussi le fonctionnement des lance-roquettes « Katioucha », qui jouent un rôle décisif sur les champs de bataille du front de l'Est, contre l'armée allemande Elu académicien de l'AN SSSR en 1943, Hristianovič se fait alors l'avocat du passage de la construction aéronautique du pays à l'ère supersonique (le mur du son étant franchi pour la première fois aux Etats-Unis en 1947). Parallèlement, il participe à la création d'un VUZ hors du commun, l'Institut physico-technique de Moscou, créé à partir d'une faculté de MGU : il en est le prorecteur en 1951. De 1953 à 1956, il dirige le Département des sciences techniques de l'AN SSSR, travaillant avec l'Institut de physique chimique de Nikolaj Semënov à l'étude des explosions. En 1957, il est le co-inspirateur, avec Mihail Lavrent'ev, du Département sibérien de l'AN SSSR (SO AN SSSR) : il y fonde l'Institut de mécanique théorique et appliquée, qu'il jusqu'à 1965 – tout en étant vice-président du SO AN SSR. Il y travaille notamment à la mise au point de stations électriques écologiquement propres, et enseigne à l'université de Novossibirsk, elle aussi nouvellement créée. C'est à ce moment qu'il intervient à la réunion du 19 septembre 1958, pour affirmer son attachement au système d'enseignement secondaire existant.

En 1961, Hristianovič perd la vice-présidence du SO AN SSSR, suite à un différend avec Lavrent'ev[1835]. Quatre ans plus tard, il rentre à Moscou, où il travaille à l'Institut des mesures physico-techniques et radiotechniques, tout en siégeant au collège du Comité d'État pour la science et la technique, sous la direction de Vladimir Kirillin. A partir de 1972, il travaille à l'Institut des problèmes de mécanique de l'AN SSSR, sur les questions de plasticité.

[1834] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.
[1835] O.N.MARČUK, *Sibirskij fenomen. Akademgorodok v pervye dvadcat' let*, Novosibirsk, Sibirskij hronograf, 1997, p. 32.

HRUŜËV (KHROUCHTCHEV) Nikita Sergeevič (1894-1971)

Né dans une famille de paysans, il passe environ deux ans à l'école de son village de Kalinovka, avant que son père ne l'en sorte pour l'envoyer travailler aux champs (il voulait faire de lui un cordonnier) ; mais son institutrice, d'après ce qu'il raconte dans ses mémoires, lui conseille de continuer, et lui montre des brochures et des livres interdits[1836]. D'après Wiliam Taubman, il acquiert pendant sa jeunesse « une foi naïve dans l'instruction et la culture », qu'il manifeste ensuite à de nombreuses reprises. A l'âge de 14 ans, il arrive dans la ville minière de Ûzovsk (aujourd'hui Donetsk) et s'y engage comme métallurgiste, de 1908 à 1917. Jeune homme énergique et bricoleur, il se marie et se construit un vélo, puis une motocyclette. Ambitieux, il rêve d'être ingénieur mais n'y parvient pas ; en revanche il lit Marx. Lorsque la révolution éclate, il se range du côté des socialistes, mais progressivement, n'entrant au Parti bolchevique qu'à la fin de 1918. Bon orateur, il est un militant efficace et se voit attribuer une place de directeur adjoint d'usine ; c'est alors qu'il reprend des études, au *tehnikum* minier de Donetsk, témoignant d'une soif d'instruction très répandue parmi les jeunes cadres bolcheviks, qu'il justifie dans le formulaire qu'il remplit cette année-là, en 1922, par le désir « d'obtenir le savoir technique nécessaire pour un travail plus productif dans l'industrie »[1837]. Il entre à la faculté ouvrière (*rabfak*) avec l'espoir d'en sortir plus tard avec le rang d'ingénieur, mais son activité politique reprend le dessus rapidement : il est devenu le secrétaire du Parti au *tehnikum* où il est censé étudier et n'obtient pas son diplôme ; en revanche il rencontre sa troisième et dernière épouse, Nina Petrovna, institutrice de formation dont il suit même les cours en 1922-1923, ce qui illustre encore une fois, selon William Taubman, sa fascination pour un milieu plus éduqué que le sien[1838]. Des années plus tard, lors d'une visite officielle en Bulgarie, il se présente ainsi à ses interlocuteurs, les dirigeants de la ville de Varna : « je suis un produit de l'époque stalinienne. Quand Lénine est mort, j'étudiais dans une faculté ouvrière »[1839]. Dans ses mémoires, Khrouchtchev rapporte une réflexion de Staline qui l'avait écarté comme successeur éventuel : « Khrouchtchev ? Non, c'est un ouvrier, il nous faut quelqu'un de plus éduqué »[1840].

En 1925, il est délégué au XIVe Congrès du VKP(b) à Moscou, et il découvre ainsi la capitale de son nouveau pays, l'URSS. Une fois de retour en Ukraine, il se montre un zélé combattant des opposants à la « ligne du Parti » incarnée par Staline. Travaillant désormais à Kiev, il s'y sent rejeté par les milieux intellectuels nationalistes et cherche à partir pour Moscou, afin de reprendre des études – Nina Petrovna y a elle-même fait un séjour à l'Institut pédagogique Krupskaâ. Il y parvient finalement en 1929, à 35 ans, et grâce au soutien de son protecteur Lazar Kaganovič entre à l'Académie industrielle Staline de Moscou, récemment créée pour fournir à l'économie soviétique de nouveaux spécialistes destinés à remplacer leurs collègues « bourgeois ». Mais, cette fois encore, Khrouchtchev ne tient pas les trois ans nécessaires pour obtenir son diplôme. Du fait de son niveau général assez bas, et surtout de son ambition de jeune apparatchik, il se retrouve rapidement en difficulté : on lui fait comprendre l'insuffisance de sa formation antérieure[1841]. A nouveau, il se replie donc sur son activité politique, peut-être pour « compenser son propre sentiment d'inadéquation [à ce

[1836] William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 23-26.
[1837] *Ibid.*, p. 55.
[1838] *Ibid.*, p. 61.
[1839] AP RF, 52/1/472, p. 126-160 : discours prononcé le 16 mai 1962, reproduit dans *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 128-137 ; p 130 pour la citation.
[1840] Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace. Stalin and the Soviet ruling circle. 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 94.
[1841] *Ibid.*, p. 73.

milieu] et se protéger contre la possibilité d'un échec »[1842]. Selon son gendre Adžubej, des années plus tard, il devait regretter de ne pas avoir été diplômé et de ne pas avoir eu plus de chance en général avec les études[1843]. L'Académie industrielle est toutefois une étape essentielle dans sa carrière : il peut y montrer son zèle contre les « droitiers » qui critiquent la ligne du Parti alors incarnée par Staline, et son action reçoit un écho direct auprès du maître du Kremlin, dont l'épouse, Nadežda Allilueva, étudie dans le même établissement[1844]. Khrouchtchev entre alors dans l'appareil du *gorkom* de Moscou, une place inespérée pour lui – même s'il reconnaît dans ses mémoires qu'« accepter ce travail signifiait abandonner tout espoir d'achever un jour [sa] formation supérieure »[1845]. Il en devient le premier secrétaire, de 1934 à 1938. Puis, en pleine Grande Terreur, on l'envoie en Ukraine pour y orchestrer les répressions dans l'appareil de cette république.

Après avoir été l'homme fort de l'Ukraine de 1938 à 1949, chef du gouvernement de 1944 à 1947, et avoir traversé les moments pénibles de la guerre avec l'occupation allemande de la République dont il était chargé (mais aussi la mort de son fils Leonid, accusé *post mortem* de passage à l'ennemi), Khrouchtchev qui s'est illustré comme commissaire politique durant la bataille de Stalingrad rejoint à nouveau la capitale. De décembre 1949 à mars 1953, il est à la tête de l'*obkom* du Parti de Moscou. Même s'il est toujours membre du CC (depuis 1934) et du Politburo/Présidium (depuis 1939), Khrouchtchev ne fait pas parti du cercle restreint dans lequel sont prises les décisions cruciales. Il habite un appartement voisin de Georgij Malenkov, dont le fils devait décrire plus tard l'ancien Premier secrétaire, fossoyeur de la carrière de son père, comme « complètement fruste, [ayant] un sens de l'humour vulgaire et choquant, et apparemment ne [lisant] pas et ne [connaissant] pas la littérature »[1846]. Moshe Lewin tempère ce jugement de Khrouchtchev, en soulignant que s'il « détestait » ceux qui s'opposaient à sa réforme de l'enseignement supérieur « car ils n'avaient jamais tenu le manche d'une pioche », il n'en a pas moins apprécié la lecture de Soljenitsyne et la conversation d'Andrej Tvardovskij, alors rédacteur en chef de la revue *Novyj Mir*, parce qu'ils parlaient une langue proche de la sienne[1847]. D'après ses proches, Khrouchtchev s'est toujours montré fasciné par les scientifiques et les ingénieurs, surtout ceux capables de mettre à sa portée leur savoir, quitte à faire valoir des théories erronées. C'est le cas avec Trofim Lyssenko, que Khrouchtchev a rencontré en Ukraine à la fin des années 1930[1848]. Aleksej Adžubej confirme que son beau-père avait « une soif extrême de culture et de savoir », et passait le plus clair de son temps libre à regarder des films documentaires, surtout sur la science, la construction et l'agriculture[1849]. En 1951, Khrouchtchev publie dans la *Pravda* un article vantant les mérites des « agrovilles », projet empreint de scientisme utopique visant à transformer les kolkhoziens en citadins, par le regroupement des villages. Mais la désapprobation de Staline le pousse à s'excuser pour le caractère « erroné » de ses positions, dans une lettre adressée personnellement au tyran.

Au terme des péripéties de l'année 1953, Khrouchtchev, avec l'appui d'alliés plus influents que lui, l'emporte finalement sur Beria dans la succession de Staline. Premier secrétaire du PCUS à partir de septembre 1953, il parvient en 1955 à écarter du pouvoir Malenkov, puis Molotov. Le XXe Congrès et les révélations incomplètes du « Rapport secret » du 24 février 1956 sont un risque assumé personnellement par Khrouchtchev, malgré les limites de la dénonciation des crimes staliniens. L'insurrection hongroise, malgré

[1842] *Ibid.*, p. 80.
[1843] *Ibid.*, p. 81.
[1844] *Ibid.*, p. 85.
[1845] *Ibid.*, p. 89.
[1846] Cité par *Ibid.*, p. 224.
[1847] Moshe LEWIN, *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard-Le Monde Diplomatique, 2003, p. 305.
[1848] William TAUBMAN, *Khrushchev..., op. cit.*, p. 131.
[1849] *Ibid.*, p. 231.

l'efficacité de la répression par les troupes soviétiques, entame un moment son autorité au sein du Parti. Mais il la rétablit magistralement : en juin 1957, face à une première tentative de renversement, Khrouchtchev parvient à se débarrasser de ses adversaires du « groupe anti-Parti », grâce au soutien du plénum du CC du PCUS. Après la disgrâce de son allié le maréchal Joukov, quelques mois plus tard, il remplace même Boulganine à la tête du gouvernement en mars 1958. Il atteint alors le sommet de son autorité et de son influence dans l'appareil.

Dans ces années marquées par le lancement du premier satellite artificiel « Spoutnik » en octobre 1957 et la création du Département sibérien de l'Académie des sciences, soutenue personnellement par le Premier secrétaire, ce dernier paraît se rapprocher des milieux scientifiques. Pourtant, il manifeste à plusieurs reprises sa méfiance envers l'intelligentsia. Lors d'un discours prononcé devant des agriculteurs en avril 1957, Khrouchtchev se moque des intellectuels qui sont incommodés par l'odeur d'une vache, et conclut : « nous les travailleurs, qui sommes issus des rangs des ouvriers, des kolkhozes et de l'intelligentsia laborieuse, nous ne pourrons jamais penser que le travail rural est sale »[1850]. Quelques semaines plus tard, en juin, à l'occasion d'une rencontre avec des écrivains, il ne cache pas son agacement face à certaines de leurs remarques, traitant de « libérale » l'écrivaine Mariètta Šaginân pour avoir évoqué la pénurie de produits alimentaires dans les campagnes arméniennes[1851]. Au passage, il annonce en termes vagues un nouveau chantier pour le secondaire :

> Il va apparemment nous falloir réfléchir aux élèves de dixième classe qui sortent de l'école. Il nous faut réfléchir là-dessus. Qu'est-ce que cela veut dire ? La production a augmenté, la productivité a augmenté, la mécanisation a augmenté. C'est un désastre pour les pays capitalistes, où les chômeurs sont une armée, mais nous, nous allons passer à la journée de travail de sept heures, et si ça continue, de six heures.[1852]

La réforme de l'enseignement, dont le Premier secrétaire a lancé l'impulsion initiale, est critiquée par un groupe de « savants » influents, mais aussi par une partie des couches dirigeantes. Dans les mois qui suivent, Khrouchtchev se heurte à la résistance des académiciens face à son projet de réforme de l'AN SSSR (fondé sur la division entre sciences exactes et sciences humaines). Le président Aleksandr Nesmeânov incarne cette résistance, qui déclare au Premier secrétaire, au cours d'un entretien, une phrase devenue célèbre parmi les savants : « Pierre Le Grand a fondé l'Académie, et vous allez la fermer… » ; Nesmeânov perd son poste aux élections suivantes, en mai 1961[1853].

Les événements qui suivent, notamment à partir de 1961-1962 (crises de Berlin et des Fusées sur le plan international, mauvaises récoltes et difficultés économiques sur le plan intérieur) et ses réformes administratives (*sovnarhoz* et surtout division du Parti en deux branches, avec limitation du nombre de mandats successifs aux postes de direction) facilitent la cristallisation contre lui d'une opposition multiforme. Lors du plénum d'octobre 1964, il est démis de toutes ses fonctions par ses pairs, au cours d'une séance mémorable. Il est alors mis à la retraite. Il en profite pour dicter ses mémoires, qui seront transmis et publiés en Occident.

[1850] Cité par William TAUBMAN, *Khrushchev*, *op. cit.*, p. 375.
[1851] Document reproduit dans *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 87.
[1852] *Ibid.*, p. 86. La loi « sur l'accomplissement du passage en 1960 de tous les ouvriers et employés à la journée de travail de sept / six heures » sera adoptée par le Soviet suprême d'URSS le 7 mai 1960. Nous n'avons pas trouvé, dans les documents concernant la réforme de l'enseignement, d'autre référence à cette mesure annoncée lors du lancement du Plan septennal pour les années 1959-1965 : le lien entre les deux est donc peu clair, et tout porte à croire qu'il s'agit d'une simple association d'idées chez Khrouchtchev.
[1853] M.A. NESMEÂNOVA, *Svet lûbvi. Vospominaniâ ob A.N. Nesmeânove*, Moscou, Nauka, 1999, p. 175.

Parallèlement il a été député du Soviet suprême d'URSS de 1937 à 1966, et membre du Présidium de cet organe de 1938 à 1946, puis de 1950 à 1958. Il a reçu trois fois la décoration de « Héros du travail socialiste » pendant ses années de pouvoir (en 1954, 1957 et 1961), et a été fait « Héros de l'Union soviétique » en 1964.

Son fils préféré, Sergej, né en 1935, est devenu un savant spécialiste des fusées, alors que son premier fils, Leonid, qui n'était pas aussi doué pour les études, avait d'abord suivi une école professionnelle, puis une école d'aviation civile, avant de mourir au combat comme pilote de l'Armée rouge en 1943[1854].

IL'IČËV Leonid Fëdorovič (1906-1990)

Né à Krasnoârsk dans une famille de paysans, il travaille dans une usine, entre au Komsomol, puis au Parti (1924), ce qui lui permet de suivre des études supérieures à l'Université communiste du Nord-Caucase à la fin des années 1920. Il y enseigne un an (1930-1931), puis entre au *partkom* local et dans plusieurs instituts agricoles de la région. Il se rend ensuite à Moscou, au moment de la Grande Terreur, et sort diplômé en philosophie de l'Institut des professeurs rouges en 1938. Cette institution d'enseignement supérieur a pour vocation de former les cadres idéologiques du Parti : Dmitrij Šepilov, Mikhaïl Souslov, Aleksej Larionov, et d'autres, sont passés par ses bancs[1855]. Plus tard, Il'ičëv obtient le grade de *doktor* en philosophie grâce à sa thèse sur le matérialisme dialectique et historique. Il travaille alors dans les rédactions de plusieurs journaux centraux : *Le Bolchevik* (1938-40), la *Pravda* (1940-44) et pour finir, comme rédacteur en chef aux *Izvestia* (1944-48). Cette ascension est couronnée, en juillet 1948, par son entrée dans l'appareil du CC du PCUS, comme premier adjoint du chef du Département de propagande et agitation. Mais il quitte ce poste dès 1949, pour diriger la chaire de journalisme à l'Ecole supérieure du Parti, tout en prenant la direction de la *Pravda* (rédacteur en chef adjoint en 1949, puis rédacteur en chef en 1951-1952). En octobre 1952, à l'occasion du XIXe Congrès, il devient membre suppléant du CC du PCUS, mais cette promotion est sans lendemain, puisqu'il ne sera nommé ni membre ni suppléant, lors du XXe Congrès – en revanche, il siège dans la Commission centrale de révision de 1956 à 1961. Il passe quelques années au Ministère des affaires étrangères, dont il est membre du Collège – ce qui laisse penser qu'il est proche de Molotov, ministre de 1953 à 1956 ; cependant, après l'éviction de ce dernier de la direction du pays en juin 1957, Il'ičëv réintègre l'appareil du CC du PCUS, prenant la tête du Département de propagande et agitation pour les républiques fédérées (1958-61). Il fait alors partie du petit groupe de conseillers qui informent le Premier secrétaire et s'occupent de mettre en forme ses discours en vue de leur publication[1856].

Lors du XXIIe Congrès (octobre 1961), à la faveur d'une nouvelle promotion, il devient à la fois membre et secrétaire du CC du PCUS, à 55 ans. Quelques jours plus tard, il est nommé à la tête de la Commission idéologique du CC du PCUS, nouvelle instance chargée d'émettre des propositions au Secrétariat et au Présidium du CC sur tout un ensemble de questions, parmi lesquelles l'enseignement[1857]. Il y reste jusqu'à la suppression de cet organe par l'équipe brejnévienne, en mars 1965, cumulant ce poste, à partir de décembre 1962 avec

[1854] William TAUBMAN, *Khrushchev..., op. cit.,* p. 155-157.
[1855] Voir L.-D. BERENDT, « Institut krasnoj professury: «kuznica kadrov» sovetskoj Partijnoj intelligencii », in : HEINEMANN Manfred et KOLCHINSKY Eduard I. (dir.), *Za « železnym zanavesom ». Mify i realii sovetskoj nauki*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, p. 166-197.
[1856] William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 366.

la direction du Département idéologique du CC du PCUS – lequel est né de la fusion des Départements de la culture, de la science, des VUZ et des écoles, et de propagande et agitation du CC du PCUS. A cette occasion, il est élu directement académicien à l'AN SSSR.

A double titre donc, Il'ičëv est, comme Vladimir Kirillin avant lui, chargé de superviser la politique scolaire et universitaire des années 1962-1965. En 1962, c'est à lui qu'Ivan Kairov écrit, pour se plaindre du dénigrement de l'APN RSFSR dans le journal *Učitel'skaâ gazeta*, organe des *Minpros* et des syndicats des enseignants d'URSS[1858]. Cependant, vu l'étendue du domaine de ses attributions, on peut douter qu'il joue un rôle direct dans les questions précises comme la mise en œuvre de la réforme de 1958 durant cette période. Il est aussi député du Soviet suprême d'URSS de 1962 à 1966. En mars 1965 il quitte toutes ses fonctions au CC du PCUS, et finit sa carrière en restant vingt-quatre ans au poste d'adjoint au ministre des affaires étrangères (alors Gromyko), de 1965 à 1989, avant de prendre sa retraite.

KAFTANOV Sergej Vasil'evič (1905-1978)

Né dans un village de la province d'Ekaterinoslav (actuellement région de Luga en Ukraine), de père ouvrier, il s'embauche à l'usine dès l'âge de quatorze ans, et y travaille sept ans avant d'entrer au Parti, et simultanément dans l'appareil du Komsomol, en 1926. Il obtient alors la possibilité de faire des études supérieures dans la capitale, au prestigieux Institut de technologie chimique Mendeleïev de Moscou. Il en sort diplômé en 1931 et y reste comme collaborateur scientifique puis chef adjoint de la chaire de technologie organique. De 1934 à 1937, preuve de ses qualités intellectuelles, il est inscrit en *aspirantura* à l'Institut de recherche physico-chimique « Karpov ». En même temps, il y devient secrétaire du *partkom*. Cette place, en une période de purges nombreuses contre les « spécialistes bourgeois », lui permet sans doute de se faire remarquer par son zèle – comme Khrouchtchev quelques années plus tôt, à l'Académie industrielle[1859]. C'est donc un véritable *vydviženec* de la période stalinienne.

Sa carrière s'accélère d'ailleurs avec la Grande Terreur : en août 1937 il entre dans l'appareil du CC du VKP(b), comme instructeur du Département des organes dirigeants du Parti. Il y reste très peu de temps, puisque dès le mois de décembre, âgé de 32 ans, il préside le nouveau Comité de toute l'union pour les affaires de l'école supérieure près le *Sovnarkom* d'URSS – devenu en 1946 le ministère de l'Enseignement supérieur d'URSS. Il garde ce poste jusqu'en février 1951, date à laquelle il est remplacé par Vsevolod Stoletov – qui écarte son ancien adjoint, le savant métallurgiste Aleksandr Samarin. Ce remaniement est peut-être lié aux purges et à la suspicion qui gagnent alors les milieux scientifiques et universitaires (« lutte contre le cosmopolitisme », « affaire de Leningrad », etc.), le profil de Stoletov semblant plus proche de celui des défenseurs de la « science soviétique », avec sa carrière effectuée dans l'entourage de Trofim Lyssenko. Kaftanov est alors nommé directeur de l'institut Karpov et obtient le titre de professeur en 1952. En 1953, il devient premier adjoint du ministre de la Culture, avant de prendre, en 1959, la tête du Comité d'État pour la radio et la télévision, preuve qu'il conserve une certaine influence alors que Khrouchtchev est à son apogée. De 1962 à 1973, il succède à Nikolaj Žavoronkov à la tête de l'Institut de technologie

[1857] Sur cette commission, la deuxième de ce type, voir notamment Karl AJMERMAHER *et alii* (éd.), *Kul'tura i vlast'. Ideologičeskaâ komissiâ CK KPSS. 1958-1964 : Dokumenty*, Moscou, 1998, p. 25.
[1858] Voir le chapitre 7, I).
[1859] Sur l'offensive contre les représentants de « l'intelligentsia bourgeoise » dans les années 1930 voir par exemple Jean-Paul DEPRETTO, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan, 2001.

chimique Mendeleïev de Moscou, où il avait étudié, avant de prendre sa retraite, à l'âge de 68 ans.

Parallèlement, il a été membre suppléant du CC du VKP(b) de 1939 à 1952, et député du Soviet suprême d'URSS de 1946 à 1950 : la mort de Staline a donc mis fin à sa carrière politique.

KAGANOVIČ Lazar' Moiseevič (1893-1991)

Nous nous limiterons ici à la formation et aux fonctions exercées après la guerre de cette figure centrale de la période stalinienne.

Né dans la famille d'un artisan rural de la province de Kiev, il s'embauche dès l'âge de 14 ans dans cette ville comme manœuvre dans un entrepôt, puis une meunerie, une scierie, une tannerie, une confiserie, avec des périodes de chômage. A 18 ans il entre au Parti social-démocrate révolutionnaire de Russie, comme bolchevik, et commence alors une carrière de révolutionnaire professionnel qui va le conduire à la clandestinité, puis, grâce à la révolution d'Octobre et à la Guerre civile, aux plus hauts postes à responsabilités. A partir de 1925 il est alternativement secrétaire général du Parti ukrainien, premier secrétaire du *gorkom* de Moscou, tout en étant secrétaire du CC du VKP(b) et en occupant diverses fonctions dans l'appareil du Parti. C'est lui qui parraine l'ascension de Nikita Khrouchtchev, lui permettant de faire des études à l'Académie industrielle de Moscou en 1929-1931 puis lui confiant des postes à responsabilités dans la capitale. A partir de 1935, il est plusieurs fois commissaire du peuple (ministre) : aux voies de communication, à l'industrie lourde, à l'industrie du combustible, à l'industrie pétrolière, avec le rang d'adjoint du chef du gouvernement (poste occupé par Staline après 1941) de 1938 à 1947 (sauf quelques mois en 1944). Après la guerre, pendant laquelle il a été membre du Comité de la défense d'État, où se prenaient les décisions stratégiques les plus importantes, il est ministre de l'industrie des matériaux de construction d'URSS, puis après un bref retour en Ukraine en 1947, à nouveau adjoint de Staline à la tête du gouvernement d'URSS. Il s'agit alors d'un poste d'importance, puisque cette date correspond justement à un renforcement du poids de cette instance, conformément à la rationalisation de la prise de décision encouragée par le dirigeant suprême, en matière économique surtout[1860]. Parallèlement, Kaganovič dirige le Comité d'État d'approvisionnement matériel et technique de l'économie nationale de 1948 à 1952.

Après 1953, il conserve son poste de vice-premier ministre d'URSS, sous Malenkov puis Boulganine. Justement, on trouve ces trois hommes, ainsi que Molotov et Vorošilov, dans le noyau organisateur de la tentative d'éviction du Premier secrétaire qui a lieu en juin 1957, et qui restera dans l'histoire sous la dénomination officielle de « groupe anti-Parti », donnée par ses adversaires, partisans de Khrouchtchev, qui l'emportèrent. Membre du CC à partir de 1924 sans interruption, Kaganovič a siégé aussi au Politburo (après 1952 : Présidium) du CC du VKP(b) / PCUS de 1930 à juin 1957, date de son élimination de la direction du pays. Il est alors nommé à la tête d'un trust industriel dans l'*oblast'* de Sverdlovsk, avant de prendre sa retraite en 1959, et d'être exclu du Parti en décembre 1961, tout comme Molotov peu après.

Son rôle dans les réformes de l'enseignement est modeste, par rapport à d'autres domaines où il est intervenu directement, y compris sous Khrouchtchev – par exemple pour la loi sur les retraites d'État du 14 juillet 1956, dont le projet avait été élaboré et déposé alors

[1860] Voir Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace. Stalin and the Soviet ruling circle. 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 52-58

qu'il présidait le Comité d'État près le CM d'URSS pour les questions d'emploi et de salaire. Justement, son passage à ce poste, de mai 1955 à juin 1956, témoigne de son intérêt pour des problèmes qui sont au cœur de la genèse de la loi sur l'enseignement de 1958 – même si ensuite, de septembre 1956 à mai 1957, il a retrouvé le ministère de l'industrie des matériaux de construction.

KAIROV Ivan Andreevič (1893-1978)

Né à Riazan, fils d'un petit responsable de la banque d'État, il étudie à la Faculté de mathématiques et de physique de l'université de Moscou, dont il sort diplômé en 1917, année où il entre au Parti (c'est donc un Vieux bolchevik). En 1920 il obtient un poste administratif à la direction des sovkhozes et en 1923-24 il est à la tête du Département d'enseignement agricole de l'administration scolaire de l'oblast' de Moscou (*Mosoblono*), puis de la direction de l'enseignement professionnel de la RSFSR (*Glavprofobr*), jouant un rôle actif dans la création d'établissements agricoles techniques. Dans le même temps il entame une carrière pédagogique et scientifique à l'Académie agricole Timiriazev de Moscou en 1925, où il devient professeur, en 1929, avant de recevoir le grade de *doktor* ès sciences pédagogiques, en 1935. Ses seuls travaux théoriques datent de cette période, et sont consacrés à l'instruction agricole et aux écoles rurales. A la fin des années vingt, il est chargé de collecter des informations sur certains pays étrangers, qu'il consigne dans une brochure intitulée « L'enseignement agricole de masse en Allemagne et au Danemark » (1929). A cette époque il est entré dans l'appareil du CC du VKP(b), prenant la tête en 1935-36 du secteur des écoles d'enseignement agricole. Ce passage à la direction du Parti, en pleine Terreur stalinienne, le propulse à la direction de la chaire de pédagogie de MGU puis du MGPI, où il reste de 1937 à 1948. Il est un des auteurs, avec entre autres Nikolaj Gončarov, d'un *Manuel de pédagogie pour les* VUZ, édité en 1939, puis à nouveau en 1948 et en 1956, qui a exercé une grande influence sur le travail des enseignants du supérieur, prônant notamment la prise en compte de l'âge des étudiants tout au long des études. Il est aussi l'un des rédacteurs-consultants de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

L'après-guerre accélère sa carrière : Kairov est élu directement membre, vice-président (1944), puis président de l'APN (1946), succédant à Vladimir Potëmkin, également ministre de l'Instruction de RSFSR en 1940-46. A partir de 1949, Kairov cumule lui aussi ces deux fonctions, ayant remplacé au ministère Aleksandr Voznesenskij, frère de l'économiste Nikolaj – les deux ayant été victimes de « l'affaire de Leningrad » cette année-là (avec le prédécesseur de Potëmkin au *Narkompros*, Pëtr Tûrkin). En 1956, Kairov laisse le ministère à Evgenij Afanasenko, tout en conservant la présidence de l'APN. Sa mauvaise gestion des effectifs enseignants semble lui avoir coûté sa place de ministre, suite à une lettre de dénonciation envoyée par un employé du *Minpros RSFSR* et traitée au Département du CC du PCUS[1861]. Mais les reproches formulés quelques mois plus tôt à l'encontre de l'APN ont probablement aussi joué un rôle, le CC du PCUS préférant mettre fin au cumul des deux postes. Après avoir quitté la tête de l'APN en 1966, l'année où celle-ci s'étend officiellement à toute l'URSS, il reste membre de son Présidium jusqu'en 1971, et y dirige jusqu'à sa mort un des laboratoires de recherche. Son départ s'explique sans doute en partie par la contestation interne croissante qui s'est exprimée au sein de l'APN, surtout dans les dernières années ; par ailleurs, il est probable que la nouvelle équipe au pouvoir reproche à Kairov sa

[1861] RGANI, 5/18/66, p. 50-88 : ce long dossier comprend la lettre en question, d'un certain A. Hodyrev, la réponse de Kairov, mais aussi la note très critique de Nikolaj Kaz'min à son propos. Voir *supra*, chapitre 2.

soumission passée à la politique khrouchtchévienne[1862]. Sa carrière comporte d'autres gratifications et postes honorifiques : élu à la Commission centrale de révision du PCUS lors du XXe Congrès, il est aussi député au Soviet suprême de 1954 à 1966.

En plus d'être un homme d'appareil, ayant bénéficié des voies de promotion du stalinisme (y compris les purges), Ivan Kairov a mis en avant ses compétences dans une sphère stratégique pour le régime : la « pédagogie agronomique », la « propagande des connaissances agricoles », et l'organisation de l'enseignement technique dans ce domaine clef de l'économie. Il est donc particulièrement bien placé pour relancer la *« polytechnisation »* de l'instruction, en particulier dans les campagnes, puis pour faire approuver la réforme de 1958, à laquelle il a apporté une contribution décisive. Mais c'est une figure très controversée : il fait l'objet de nombreuses critiques internes dès le début des années 1950 sur sa gestion de l'APN, puis dans les années 1960, au point que des soviétologues occidentaux voient en lui l'artisa d'une résistance « conservatrice » au pouvoir[1863]. Certes, Kairov s'est opposé à Zelenko lors des réunions de septembre 1958, et il a obtenu la confiance de l'appareil du Comité central pour rédiger la section des *Thèses* consacrée à l'enseignement secondaire, en partie avec Afanasenko. Il est le rapporteur principal de la loi, lors de son vote au Soviet suprême. Pendant la discussion publique de l'automne 1958, il incarne la ligne officielle, suivant toutes ses évolutions. Ainsi, après avoir défendu dans la presse la première variante radicale prévoyant la suppression des écoles secondaires (*Pravda* du 6 septembre), il ouvre l'assemblée générale de l'APN du 25 novembre en soulignant la justesse des *Thèses* publiées quelques jours avant. Dans le même temps, il évoque les « doutes » concernant la création d'écoles spéciales « pour enfants doués ». Sa position est si proche de celle des Départements du CC du PCUS qu'il cite alors Vasilij Derbinov comme auteur d'une position correcte sur la question du type d'école secondaire[1864].

Sur le plan scientifique, Kairov n'a pas été l'instigateur d'une ouverture particulière de sa discipline. Rédacteur en chef de la revue *Pédagogie soviétique* (*Sovetskaâ Pedagogika*) de 1942 à 1950, il participe alors à l'édition des œuvres d'Anton Makarenko : quatre livres en 1949, puis sept tomes en 1950-1952, réédités en 1957-1958, lors de la relance des idées de *polytechnisation*[1865]. Il collabore aussi à l'édition des œuvres de Nadežda Krupskaâ (de 1957 à 1963) et Stanislas Šackij (de 1962 à 1965), et dirige la publication du *Dictionnaire pédagogique* (2 tomes, 1960) et de l'*Encyclopédie pédagogique* (4 tomes, 1964-68). En 1963, il signe encore un ouvrage à la gloire de Makarenko, pour le 75ème anniversaire de la naissance du pédagogue ukrainien. Ainsi son travail de recherche est à peu près nul, sauf un ouvrage général intitulé *Problèmes contemporains de la science pédagogique et rôle des recherches scientifiques*, en 1962, mais en revanche il figure dans un grand nombre d'entreprises éditoriales prestigieuses, et rémunératrices. Il fut d'ailleurs mis en cause par le ministère du Contrôle d'État de RSFSR, en 1954, dans une affaire de rémunérations excessives pour des publications de l'APN, avec d'autres responsables et théoriciens, mais protesta de sa bonne foi et resta en place, malgré le limogeage du directeur de l'édition[1866].

[1862] Son remplacement par Vladimir Hvostov (1905-1972), un historien des relations internationales à la carrière d'apparatchik – il a dirigé l'institut d'histoire de l'AN SSSR de 1959 à 1967, après avoir travaillé dans l'appareil du ministère des Affaires étrangères puis du Comité central du Parti, entre autres – confirme l'impression d'une reprise en main de l'institution depuis l'extérieur. A sa mort lui succèdera un autre nouveau venu dans la sphère pédagogique, mais à la longue carrière ministérielle : Vsevolod Stoletov, président de l'APN SSSR de 1972 à 1981.

[1863] Richard D. LITTLE, « The Academy of Pedagogical Sciences – its political role », *Soviet Studies, A quaterly journal on the USSR and Eastern Europe*, vol. XIX, n° 3, janvier 1968, p. 387-397.

[1864] GARF, R-10049/1/2441, p. 13.

[1865] En août 1956, c'est Ivan Kairov qui obtient du département de la science, des écoles et de la culture du CC du PCUS pour la RSFSR la réédition de 100 000 exemplaires des œuvres de Makarenko en sept tomes : RGANI, 5/37/1, p. 35-37.

[1866] RGANI, 5/18/63, p. 1-30.

KALAŠNIKOV Aleksej Georgievič (1893-1962)

Diplômé, tout comme Ivan Kairov dont il est l'exact contemporain, de la Faculté de mathématiques et de physique de l'université de Moscou, il entre dans l'appareil du Narkompros de RSFSR dès 1919 (à l'âge de 26 ans) et enseigne dans différents VUZ et écoles secondaires moscovites dans les années 1920, avec le titre de professeur en 1926. Il passe alors pour un partisan et un théoricien de l'enseignement polytechnique, qu'il définit comme « une expérience de travail scientifiquement élaborée » par les adolescents, faisant appel à des disciplines complexes (étude des machines, de l'énergétique de la production, des matériaux, etc.) et donc aux sciences appliquées, mais aussi à l'histoire de la technique et de l'organisation sociale du travail. Il prône la transformation du deuxième cycle du secondaire (les dernières classes) en cursus professionnel : c'est une idée qui sera reprise lors de la préparation du projet de réforme de 1958, défendue notamment par Genrih Zelenko et Nikita Khrouchtchev au début, mais cette fois en laissant de côté, ou presque, toute la dimension scientifique.

Kalašnikov est l'initiateur et l'un des auteurs de la première *Encyclopédie pédagogique soviétique* (1927-1930). Mais en 1929-1931, au moment du Grand tournant et de la campagne contre les spécialistes bourgeois, il est critiqué pour « tendance droitière en pédagogie » en raison de sa définition de l'éducation (*vospitanie*) comme « l'auto-changement organisé et conscient de l'individu impliqué dans le processus de changement de ses conditions d'existence »[1867]. Pourtant, il continue de travailler comme chercheur à l'Institut de l'enseignement polytechnique fondé à Moscou en 1931, devenu en 1937 l'Institut de l'école secondaire, puis, après cette date, dans un tout autre domaine : à l'Institut de physique de la Terre de l'AN SSSR, auquel il reste rattaché jusqu'à 1953.

En 1945, sa carrière dans l'appareil connaît un élan nouveau : il devient l'adjoint, puis le ministre de l'Instruction de RSFSR, succédant à Vladimir Potëmkin. Mais il reste à ce poste moins de deux ans (1946-1948) : c'est le passage à ce ministère le plus court de toute l'histoire du pays avant 1991 (si on excepte son successeur Aleksandr Voznesenskij, victime de « l'affaire de Leningrad » avec son frère Nikolaj en 1949). Parallèlement, Aleksej Kalašnikov entre à l'APN, d'abord comme membre correspondant (septembre 1945) puis comme membre actif (février 1947). Curieusement, c'est en sciences physico-mathématiques qu'il obtient son doctorat (1946) ; mais c'est bien dans les institutions pédagogiques qu'il termine sa carrière, travaillant au Département des méthodes d'enseignement des disciplines de base à l'école primaire et secondaire puis, de 1953 à 1961, à l'Institut des méthodes d'enseignement de l'APN. A ce titre, il joue un rôle important dans la relance de la réflexion et des expérimentations sur la *polytechnisation* en 1952 : chef de la section pour les questions de contenu et de méthode de l'enseignement polytechnique, dépendant de la « commission scientifique sur les questions de l'instruction polytechnique », il anime de nombreuses discussions sur ce thème (voir *supra*, chapitre 1).

En 1957 il se voit confier la rédaction d'une nouvelle revue, *L'instruction polytechnique* (*Politehničeskoe obučenie*), qui devient en 1960 *L'école et la production* (*Škola i proizvodstvo*) ; il y publie plusieurs articles qui revendiquent une approche scientifique, et non idéologique ou utilitariste, des réformes en cours (par exemple : « Les principes polytechniques dans l'étude des bases des sciences fondamentales », paru dans le n°2,

[1867] M.V. BOGUSLAVSKIJ, article « Kalašnikov A.G. », *Rossijskaâ Pedagogičeskaâ Ènciklopediâ*.

1961)[1868]. En 1958, dans les discussions au Présidium de l'APN, il se montre pourtant un partisan acharné de la polytechnisation, et, avec Mihail Skatkin et d'autres, un adversaire de la « différenciation » défendue notamment par Nikolaj Gončarov.

KAPICA (KAPITSA) Pëtr Leonidovič (1894-1984)

Fils d'un ingénieur militaire basé à Cronstadt, il étudie à l'Institut polytechnique de Petrograd dont il sort diplômé en 1918 ; il fait alors la connaissance de Nikolaj Semënov, qui étudie à l'université de Petrograd – ils ont, comme professeur commun, le physicien Abram Ioffe (1880-1960), par ailleurs organisateur et directeur de l'Institut physico-technique de l'AN SSSR à Leningrad[1869]. Il y travaille pendant la guerre civile, à la chaire de Ioffe (ses premiers résultats sont l'œuvre d'un travail collectif avec Semënov), avant d'être envoyé en 1921 en Angleterre pour continuer des recherches expérimentales sous la direction du physicien britannique E. Rutherford. Il est accompagné par son épouse, Anna Alekseevna Krylova, fille du savant et ingénieur léningradois Aleksej Krylov, lui-même académicien depuis 1916 (et lauréat du prix Staline en 1941). Les résultats des travaux de Kapica, alors qu'il est directeur adjoint, puis directeur de laboratoire à Cambridge, puis à Londres à partir de 1930, lui permettent d'être élu membre correspondant (1929) puis académicien (1939) de l'AN SSSR. Mais en 1934, il est contraint, au cours d'un séjour dans sa patrie, de rester en URSS et d'y faire venir sa famille et ses documents de travail. En échange, il obtient que soit créé spécialement pour lui l'Institut des problèmes de physique de l'AN SSSR. Lauréat du prix Staline en 1941 et en 1943, puis Héros du travail socialiste en 1945, il connaît pourtant une disgrâce pour avoir osé demander par écrit à Staline, cette année-là, de lui laisser les mains libres (en particulier à l'égard de Lavrentij Beria) dans sa recherche pour fabriquer de l'oxygène liquide dans le cadre du projet atomique soviétique : il doit quitter son institut, dont la direction est confiée à Anatolij Aleksandrov (1903-1994). Kapica conserve quelques fonctions, notamment celle de professeur à MGU, puis à l'Institut physico-technique de Moscou, qu'il a contribué à fonder, à partir de la faculté du même nom, avec d'autres physiciens et mathématiciens, et poursuit parallèlement ses expériences dans sa maison des environs de Moscou.

En 1955, il retrouve la direction de son institut, mais aussi de la rédaction de la *Revue de physique expérimentale et théorique*, créée à sa demande pour réunir les contributions des physiciens de son pays. Il devient membre du Présidium de l'AN SSSR à partir de 1957. Parallèlement, il devient le rédacteur en chef de la *Revue de physique expérimentale et théorique*. Membre du mouvement international Pugwash créé en 1957, il se manifeste peu sur la scène publique soviétique, publiant peu d'articles sur des questions s'écartant du domaine scientifique. En revanche, il entretient toute sa vie une correspondance écrite avec les plus hauts dirigeants du pays – plus exactement, il adresse à Staline, Molotov, Beria, Malenkov, Khrouchtchev et d'autres encore une multitude de lettres dont les plus importantes ont fait l'objet d'une édition sous forme de livre au moment de la Perestroïka[1870]. Ami de Semënov, Kapica n'intervient pas ouvertement, comme ce dernier, dans le débat sur la réforme de l'enseignement – que ce soit dans la presse ou lors des réunions internes (même s'il assiste, sans dire un mot, à celle du 19 septembre 1958). Cependant, la lettre qu'il adresse

[1868] Certains textes ont été regroupés dans le recueil *Problèmes de l'enseignement polytechnique*, paru en 1990.
[1869] Voir le tableau des deux jeunes hommes réalisé par le peintre Boris Kustodiev au début des années 1920, reproduit sur le site de l'encyclopédie en ligne Wikipedia : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/b/b2/KustodiyevSemenov_Kapitsa.JPG .
[1870] KAPICA P.L., P.E. RUBININ (éd.), *Pis'ma o nauke. 1930-1980*, Moscou, Moskovskij rabočij, 1989.

à Khrouchtchev le 21 octobre comporte une allusion indirecte à son *Mémorandum*, publié un mois plus tôt : Kapica y estime que« le moment n'est pas loin où le rôle du travail physique sera pratiquement réduit à néant ».

Dans les années qui suivent, le physicien intervient peu sur les questions d'éducation ; mais en septembre 1970, lors d'un discours devant des physiciens hongrois, il met en cause le bien-fondé des écoles spéciales en mathématiques et en physique, les jugeant « néfastes » pour le développement général du secondaire[1871]. Ce texte, publié ensuite dans la *Komsomol'skaâ pravda* et dans la revue *Voprosy Filosofii*, suscite de nombreuses réactions, parmi lesquelles celle d'Andrej Kolmogorov : il en résulte un échange épistolaire, publié en 1972 par *Voprosy Filosofii*. Kapica reconnaît avoir exagéré, et affirme son soutien à ces établissements[1872]. En 1978, à la suite de nombreuses tractations, il reçoit le prix Nobel de physique.

Ses deux fils ont eux aussi embrassé la carrière scientifique :

- Sergej Petrovič Kapica, né en Angleterre en 1928

Après des études à l'Institut d'aviation de Moscou (1949), il travaille à l'Institut des problèmes physiques de l'AN SSSR, fondé par son père, dès 1953, et enseigne à l'Institut physico-technique de Moscou (MFTI), où il dirige la chaire de physique générale de 1965 à 1998. A partir des années 1970, il se consacre à la vulgarisation de la science, en animant une émission de télévision célèbre, « Évident mais incroyable (*Očevidnoe – neveroâtnoe*) » (de 1973 au début des années 1990) et en dirigeant plusieurs publications et collections dans ce domaine. Il est aussi académicien de l'Académie des sciences exactes de Russie (RAEN), depuis 1990.

- Andrej Petrovič Kapica, né en Angleterre en1931

Après des études à la Faculté de géographie de MGU au début des années 1950, il se spécialise dans la géomorphologie de l'Antarctique, où il effectue quatre expéditions, à partir de la fin des années 1950. Parallèlement, il fait carrière à MGU à partir de 1953 : à 35 ans, il est nommé professeur et doyen de la Faculté de géographie (1966-1970). De 1967 à 1969, il dirige l'expédition de géophysique de l'AN SSSR en Afrique, avant d'en être élu, en 1970, membre correspondant, et de recevoir en 1971 un prix d'État pour sa participation à l'*Atlas de l'Antarctique* (1969). En 1987, il fonde la chaire d'exploitation rationnelle de la nature (*racional'nogo prirodopol'zovaniâ*) à la Faculté de géographie de MGU ; dans les années 1990 et 2000 il est connu pour ses prises de position iconoclastes dans la communauté scientifique, en particulier sur le réchauffement climatique (il nie l'impact des activités humaines sur ce dernier).

KAZ'MIN Nikolaj Dmitrievič (1904-1963)

[1871] Texte reproduit dans P.L. KAPICA, *Èksperiment – teoriâ – praktika*, Moscou, Nauka, 1981, p. 244-257.

[1872] Voir le texte intégral de cette correspondance sur le site Vivo Vocos [En ligne]. http://vivovoco.rsl.ru/VV/PAPERS/BIO/KOLMOGOR/KOLM_KAP.HTM (Page consultée le 5 septembre 2007).

Membre du Parti depuis 1928, il y entame une carrière qui va le conduire, pendant la période stalinienne, de l'*obkom* d'Ivanovo (dont il est secrétaire en 1939) à l'appareil central. Pour ce faire il passe par la direction des cours de Leningrad près le CC du PCUS (école pour les cadres du Parti), puis soutient, en 1946, une thèse de *kandidat* à l'Académie des sciences sociales près le CC du PCUS. En 1948, il entre dans l'appareil du CC du PCUS, comme chef de secteur du travail d'agitation de masse au Département de propagande et agitation. En 1949, lors de l'« Affaire » qui décime les cadres de cette ville et le ministre de l'Instruction Voznesenskij, il repart pour Leningrad diriger le Département de la propagande de l'*obkom* du Parti, jusqu'en 1955 (il en devient secrétaire en 1953). Il intervient à ce titre dans la surveillance des écrivains de cette ville (notamment Anna Akhmatova et Mikhaïl Zochtchenko)[1873]. Après août 1955, il revient à Moscou, nommé à la tête du Département des écoles du CC du PCUS (où il succède à Vasilij Derbinov) ; il n'y reste qu'un an, avant de laisser la place à Vladimir Kirillin et de prendre, en 1956, la direction du tout nouveau Département de la science, des écoles et de la culture du CC du PCUS *pour la RSFSR*, secondé par Derbinov. Il la conserve jusqu'en 1961, date à laquelle il quitte ce poste, supprimé, pour se voir confier, en guise de courte retraite, la direction du Musée central Lénine (actuel Musée historique sur la place Rouge).

En mai 1958, il se rend, à l'invitation d'Aleksej Larionov, à la « réunion » (rassemblant 1200 personnes) organisée par ce dernier dans son fief du Comité d'oblast' de Riazan, et consacrée à l'expérience de travail à la production des élèves des écoles secondaires. Par la suite, il joue un rôle de premier plan dans le déroulement et la portée des réunions qui ont lieu du 16 au 27 septembre à l'*Otdel nauki* du CC du PCUS. Membre de la commission chargée d'élaborer le projet des *Thèses*, puis le texte de loi de la réforme, il joue un rôle actif, poursuivant ses rapports à sa hiérarchie sur les débats en cours en RSFSR. Exprimant rarement, en bon travailleur du Parti, sa position personnelle, il est ferme face aux savants réunis le 19 septembre, leur reprochant de ne pas tenir compte des aspirations du « peuple » en matière d'enseignement. Il semble avoir été le partisan d'une polytechnisation modérée, mais débouchant à terme sur une transformation sociale profonde : en octobre, il signe dans la *Pravda* un article appelant les responsables à redoubler d'efforts pour développer les écoles-internats, mais ensuite il reste en retrait pendant toute la « discussion générale », tout comme Kirillin.

KIRILLIN Vladimir Alekseevič (1913-1999)

[1873] Voir les extraits du journal et les lettres d'une écrivaine de cette époque, Elena Katerli, cités par Nina KATERLI,
« Skvoz' sumrak bytiâ », *Zvezda*, n°12, 2002 [En ligne]. http://magazines.russ.ru/zvezda/2002/12/kater.html (Page consultée le 5 octobre 2006).

Fils d'un médecin moscovite, il travaille d'abord comme ajusteur monteur (*slesar'*), et commence en 1931 des études supérieures « sans rupture avec la production », selon la formule consacrée à l'époque soviétique, dans l'un des plus prestigieux instituts supérieurs de la capitale, l'Institut énergétique de Moscou (MEI). Il en sort diplômé en 1936, et membre du Parti (depuis 1932 ou 1937, suivant les versions de sa biographie). Il travaille alors à la centrale hydro-électrique de Kachirie puis fait son service militaire dans la marine. Il obtient ensuite un emploi d'ingénieur qui lui permet de soutenir une thèse (sur les propriétés thermiques des gaz) et de revenir, comme enseignant cette fois, au MEI. Combattant en 1941-1943, il reprend son travail de recherche et obtient le grade de *doktor* ès sciences techniques en 1951. Sa thèse, portant sur les propriétés thermiques de l'eau et de la vapeur, lui vaut la même année le prix Staline, et il obtient logiquement le titre de professeur en 1952. Il faut peut-être trouver l'explication de ce succès, en plus de ses compétences, dans les fonctions qu'il exerce parallèlement depuis 1943 : secrétaire du *partkom*, puis directeur adjoint de son institut (de 1951 à 1954), il est dès lors devenu un administrateur autant qu'un chercheur : sa carrière paraît liée à celle de l'épouse de Georgij Malenkov, Valeriâ Golubcova, qui dirige le MEI de 1941 à 1952[1874].

Kirillin a peut-être aussi été remarqué par Mihail Pervuhin, un autre protégé de Malenkov, d'une dizaine d'années son aîné, qui a dirigé la centrale de Kachirie en 1936-1937 (au moment où Kirillin y a travaillé), puis a détenu plusieurs portefeuilles industriels après la guerre, tout en étant membre du Présidium du CC du PCUS de 1952 à juin 1957. Après la mort de Staline, Kirillin, élu membre correspondant de l'AN SSSR (1953), accède à des responsabilités importantes dans les institutions étatiques : d'abord ministre adjoint de l'Enseignement supérieur et vice-président de la Commission supérieure d'attestation (VAK) (1954-1955), il se voit confier la vice-présidence du Comité d'Etat pour la nouvelle technologie du CM d'URSS (*Gostehnika*) durant quelques mois, en 1955. Parallèlement, il crée et dirige la chaire d'ingénierie et de physique thermique du MEI (de 1954 à 1982). Surtout, il est de 1955 à 1963 à la tête du Département de la science et des VUZ (il y succède à Aleksej Rumâncev), devenu en mai 1956 Département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS (y succédant à Nikolaj Kaz'min)[1875]. En 1958, il fait partie des nouvelles personnalités ayant leur notice biographique dans le dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*[1876]. Il quitte son poste de chef de Département pour un autre moins stratégique, mais plus prestigieux car plus visible : celui de vice-président de l'AN SSSR (1963-1965), un an après en être devenu membre de plein droit (1962) tout en prenant la tête de la société « *Znanie* » chargée de diffuser savoirs et connaissances dans la population (1963-1966). Après la chute de Khrouchtchev, il atteint le sommet de sa carrière avec le rang de vice-Premier ministre d'URSS que lui procure la présidence du Comité d'État pour la science et la technique (successeur du *Gostehnika*), qu'il conservera aussi longtemps que son supérieur direct, Kosygin, de 1965 à 1980 – en étant parallèlement membre du CC du PCUS de 1966 à 1981, et député au Soviet suprême (cinq mandats de 1962 à 1984). Certains observateurs, dont le correspondant du *Times*, virent dans son départ du Comité d'État pour la science et la technique, annoncé le même jour que l'arrestation de son voisin de datcha Andreï Sakharov (début d'un long exil intérieur dans la ville de Gorki), un limogeage traduisant la victoire des

[1874] D'après un ancien collègue et ami de Kirillin, l'académicien A.E. Šejndlin, Golubcova aurait joué un grand rôle dans le développement du MEI, et exercé une grande influence sur son mari : « Akademik A.E. Šejndlin : 'Nado celenapravlenno privlekat' molodyh v nauku' », *Vestnik* n°23 (204), 8 novembre 1998.

[1875] En 1962-1963, son poste est encore transformé : il est chef du sous-secteur de la science et des VUZ du Département idéologique et chef adjoint du Département, en même temps membre de la Commission idéologique.

[1876] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.

partisans d'une ligne dure contre les dissidents[1877]. En 1979, alors que la direction du pays avait apparemment abandonné l'idée de réformes importantes dans l'économie depuis la fin des années soixante, il passe pour l'instigateur d'une tentative d'introduction d'innovations dans ce domaine. Mais son rapport est alors rejeté par les hauts dirigeants[1878]. Un an plus tard, il est mis à la retraite, alors qu'il est relativement jeune par rapport à la moyenne en ces temps de gérontocratie.

Ce personnage à la brillante carrière d'administrateur paraît donc être aussi un savant authentique, son profil de « spécialiste » étant confirmé par ses travaux scientifiques : au nombre de 160 environ, ils lui ont valu, ainsi qu'à ses collègues, de nombreux prix, pour leurs applications dans la production et le transport de l'énergie (ainsi le prix Lénine reçu en 1959 avec M.P. Vukalovič et A.E. Šejndlin). Mais c'est aussi un homme d'appareil et de pouvoir, qui a atteint, grâce à diverses protections, le sommet institutionnel de la science et de l'Etat. Proche de Kosygin si on en croit sa carrière, Kirillin a un profil de technocrate, parvenu à des postes élevés grâce à ses mérites intellectuels, et ne dédaignant pas les responsabilités purement administratives pour faire valoir ses vues fondées sur une approche technicienne des problèmes. Sa gestion de la préparation de la réforme de 1958, et notamment l'organisation de réunions avec les représentants de différents groupes et institutions de la société et de l'Etat, en septembre, montre qu'il a voulu canaliser les réticences d'origines diverses pour contrer le projet initial jugé dangereux pour la stabilité du système scolaire, universitaire et scientifique du pays. Un témoignage publié en 2005 en Russie le décrit ainsi :

> Il parlait avec une grande aisance, et toujours sans « antisèches ». Il jouissait d'une immense, inégalable autorité dans le monde scientifique, et avait des relations très chaleureuses avec les gens qui formaient la fine fleur de la science de notre pays.[1879]

KOLMOGOROV Andrej Nikolaevič (1903-1987)

Né à Tambov, dans la famille d'un agronome, devenu avec la révolution d'Octobre un collaborateur du commissariat du peuple aux Cultures agraires (*zemledelie*), Kolmogorov s'installe en 1910 à Moscou, où il entre au lycée privé d'E.A. Repman (devenu ensuite l'école secondaire n°23 de la capitale). La qualité des enseignants et l'organisation originale des cours (le jeune Kolmogorov a même, un moment, la possibilité de suivre des cours de mathématiques dans la classe supérieure à la sienne) en font un des meilleurs établissements scolaires de Russie à l'époque, d'après ses biographes[1880]. En 1942, il épousera sa camarade de lycée Anna Egorova, fille d'un historien célèbre. A la fin de ses études secondaires, le jeune Kolmogorov doit travailler pour gagner sa vie – on est en pleine Guerre civile, et son père vient de mourir : en 1920 il s'engage comme bibliothécaire dans un train du

---

[1877] Charles RHÉAUME, *Sakharov. Science, morale et politique*, Saint-Nicolas (Québec), Les presses de l'université Laval, 2004, p. 262 et 289.

[1878] Vladimir SHLAPENTOKH, *A normal totalitarian society. How the Soviet Union Functioned and How it Collapsed*, New York, M.E. Sharpe, 2001, p. 178.

[1879] Vladimir SUMAROKOV, *Vstreči s interesnymi lûd'mi. Akademik V. Kirillin; Akademik E. Velihov, Èks-ministr Izrailâ I. Modai*, Miniblog, novembre 2005 [En ligne] http://www.viperson.ru/wind.php?ID=241042&soch=1 (Page consultée le 1er juin 2007).

[1880] A.M. ABRAMOV, « O pedagogičeskom nasledii A.N. Kolmogorova » (Sur l'héritage pédagogique d'A.N. Kolmogorov), dans Collectif, *Âvlenie črezvyčajnoe. Kniga o Kolmogorove*, Moscou, Fizmatlit, 1999, p. 99-146 ; p. 100-101 ; V.M. TIHOMIROV, *Andrej Nikolaevič Kolmogorov, 1903-1987 : žizn', preispolnennaâ sčast'â*, Moscou, Nauka, 2006, p. 23.

Glavpolitprosvet, pendant quelques mois (sur la ligne Moscou-Ekaterinbourg). Mais au cours de l'été 1920, il reçoit son certificat de fin d'études (sans avoir à passer d'examen, ce qui suscite une grande frustration pour lui), et décide de poursuivre des études : l'inscription n'étant à cette époque qu'une formalité, il s'inscrit à MGU, d'abord à la Faculté d'histoire. Mais, au bout de quelques mois, il décide de devenir *metallurg* (spécialiste en métallurgie) – une profession alors promise à un meilleur avenir que celle de savant. Il entre donc à la Faculté de métallurgie de l'institut Mendeleïev de technologie chimique (après un simple entretien avec le recteur), et simultanément à la Faculté de physique et mathématiques de MGU. Au bout de deux mois, l'intérêt pour les mathématiques est plus fort que tout, et il abandonne l'institut Mendeleïev. Ses maîtres sont Vâčeslav Stepanov (1889-1950), et surtout Nikolaj Luzin (1883-1950), futur académicien, victime d'une campagne publique de dénigrement, au début des années 1930, en raison de ses convictions politiques hostiles au régime. Autour de lui se constitue un groupe d'étudiants, qui s'appellent entre eux « *luzitaniâ* » : en font partie, notamment, Pavel Aleksandrov (qui enseigne déjà à la faculté) et Mihail Lavrent'ev.

En 1931, après deux voyages qui le conduisent, avec Pavel Aleksandrov, à Göttingen et Paris, Kolmogorov est nommé professeur à MGU (à l'âge de 28 ans), et prend la tête de la toute nouvelle chaire de théorie des probabilités ; huit ans plus tard, il est élu académicien de l'AN USSSR. Si ses contacts avec l'étranger sont désormais limités, sa renommée internationale reste intacte, ce qui lui permet de maintenir une correspondance avec le mathématicien français Maurice Fréchet. De 1938 à 1960, il dirige l'institut Steklov de mathématiques de l'AN SSSR à Moscou. Durant cette période, très productive sur le plan scientifique, il s'impose comme chef de file des mathématiques soviétiques. Ne dédaignant pas la vulgarisation scientifique, il est, avec Ivan Bardin, un des rédacteurs en chef de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958), et l'auteur en 1952 d'une brochure rééditée plusieurs fois, distribuée comme prix à de nombreux écoliers soviétiques : « Sur la profession de mathématicien ». En 1954, il devient chef du département de mathématiques et doyen de la Faculté de mécanique et mathématiques de MGU ; vu la charge administrative que lui imposent ces nouvelles fonctions, il les quitte en 1956 et en 1958, non sans avoir introduit un certain nombre d'innovations dans l'enseignement des mathématiques de la première université du pays. Cette année-là, il enseigne un semestre à l'université de Paris ; c'est à son retour que commence la « discussion générale » sur l'enseignement. Kolmogorov y prend part à deux reprises : le 19 septembre, lors de la réunion des « savants » à l'*Otdel nauki*, il défend un point de vue nuancé, critiquant les risques de l'interruption des études, mais acceptant l'idée de créer des « écoles spéciales » pour les enfants doués en sciences. Puis, le 10 décembre, il publie une tribune dans l'organe syndical *Trud* (*Le travail*), où il reprend les mêmes arguments, et prend la défense du système méritocratique existant (l'existence des médailles dans le secondaire, en particulier). Au début des années 1960, il s'exprime à plusieurs reprises en faveur de la création d'écoles qu'il appelle « scientifiques », mais aussi en faveur de la différenciation du secondaire[1881]. Impliqué dans l'organisation des olympiades de mathématiques depuis les années 1930 (il préside le comité organisateur des éditions moscovites de 1937, 1951, 1963 et 1975), Kolmogorov contribue à l'instauration d'olympiades au niveau de toute la Russie (1961), puis de toute l'Union (1967) – il en présidera le jury à quatre reprises dans les années suivantes. Il est surtout la cheville ouvrière de l'école-internat de mathématiques et de physique près l'université de Moscou, qui ouvre ses portes en septembre 1963, quelques mois après celle de Novossibirsk, créée à l'initiative de Mihail Lavrent'ev. Kolmogorov la dirige et l'anime, avec plusieurs de ses collègues de MGU : il entend accepter en priorité des enfants « de la périphérie », n'ayant pas accès aux VUZ centraux. A plusieurs reprises, il défend

[1881] Voir le chapitre 7.

publiquement son institution, notamment en 1970-1971, face à Piotr Kapica qui critique ce type d'établissement[1882]. En octobre 1989, l'école, appelée depuis longtemps « internat de Kolmogorov » par ses anciens élèves, reçoit officiellement le nom de Kolmogorov, décédé deux ans plus tôt.

Parallèlement, il prend la direction de la sous-coumission des mathématiques dans la réforme des programmes lancée, à partir de 1964, sous la tutelle du mathématicien et pédagogue Aleksej Markuševič, redevenu alors vice-président de l'APN. C'est le début de l'épopée de la réforme dite « Kolmogorov », qui aboutit, au terme de nombreuses discussions, à un début d'application puis à un retrait au cours des années 1970[1883]. En 1966, Kolomogorov est élu académicien de l'APN, pour ses fonctions dans la réforme des programmes ; par ailleurs il dirige le département de mathématiques de la revue de vulgarisation *Kvant* (*Quanta*), fondée en 1970.

KOROLËV Fëdor Filippovič (1898-1971)

Fils de paysan, il étudie dans un séminaire rural pour instituteurs en Biélorussie, puis enseigne dans un SSUZ local. Pendant la Guerre civile, il se retrouve à Moscou, où il suit les cours scientifico-pédagogiques de MGU. Puis il enseigne à l'Académie « Krupskaâ » d'éducation communiste (comme Aleksej Leont'ev, Aleksandr Arsen'ev et Nikolaï Gončarov), tout en publiant plusieurs travaux sur le mouvement des Pionniers. Actif dans le courant de la « pédologie » soviétique, il disparaît pendant dix ans après la condamnation de cette discipline, en 1936[1884]. Il revient en 1947 à la recherche pédagogique, comme simple collaborateur scientifique. Ses ennuis ne sont pas terminés puisqu'il passe quelques mois dans les caves de la Lubânka (siège de la police politique à Moscou) en 1952-1953. Il retrouve des postes de responsabilité, cette fois dans l'appareil de l'APN, à la fin des années 1950. Après avoir été l'un des rédacteurs-consultants de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958), il obtient alors, à soixante ans passés, le grade de *doktor* (1959) et le titre de professeur (1961). Surtout, il dirige l'Institut de théorie et d'histoire de la pédagogie de 1960 à 1965, année où il est, enfin, élu académicien, et membre du Présidium de l'APN. S'il ne semble pas avoir joué de rôle dans les débats de cette période, se consacrant à des travaux historiques, il est aussi, de 1963 à 1971, rédacteur en chef de la principale revue de l'APN, *Pédagogie soviétique* (*Sovetskaâ Pedagogika*). Il ressort alors de l'oubli plusieurs pédagogues victimes des répressions staliniennes, comme Al'bert Pinkevič (1884-1937) et Mojsej Pistrak (1888-1937), et contribue à la remise en lumière des années 1917-1920, par ses articles sur cette période (publiés en 1954-1955).

En novembre 1957, il signe également un article important sur l'enseignement supérieur soviétique pendant la guerre civile[1885]. Cette publication survient au moment où la politique de

[1882] Voir la notice biographique de Pëtr Kapica, et le texte intégral de la correspondance entre les deux savants, publiée à l'époque par la revue *Voprosy filozofii*, n°9, 1972, sur le site Vivo Vocos [En ligne]. http://vivovoco.rsl.ru/VV/PAPERS/BIO/KOLMOGOR/KOLM_KAP.HTM (Page consultée le 5 septembre 2007).

[1883] Voir Svetlana PETROVA, « La réforme de Kolmogorov de l'enseignement des mathématiques en Union soviétique », dans BELHOSTE Bruno, GISPERT Hélène, HULIN Nicole, *Les sciences au lycée. Un siècle de réformes des mathématiques et de la physique en France et à l'étranger*, Paris, Vuibert, INRP, 1996, p. 311-318. Je remercie Hélène Gispert de m'avoir communiqué cet article.

[1884] Il avait lui-même écrit un ouvrage contre la théorie du « dépérissement de l'école » quelques années plus tôt : *Protiv antilenininskoj teorii otmiraniâ školy*, Moscou, Molodaâ Gvardiâ, 1932.

[1885] « Velikaâ Oktâbr'skaâ socialističeskaâ revolûciâ i vysšaâ škola (1917-1920) », *Sovetskaâ pedagogika*, n°11, 1957.

sélection des étudiants à l'entrée en VUZ renoue avec l'esprit des premières mesures du régime. Mais lors de la préparation de la réforme de 1958, il n'intervient dans aucun débat, public ou interne. En revanche il continue ses travaux sur l'histoire de la pédagogie et des méthodes d'enseignement : il est notamment l'auteur d'ouvrages sur l'école dans les années du Grand tournant (1959), et dans les années 1920 (1961) – ce dernier livre évoquant avec réserve les idées les plus radicales de « l'école unique du travail »[1886]. Korolëv sera aussi une des rares grandes figures de l'APN à prendre ouvertement la défense de Vasilij Suhomlinskij lors de sa mise à l'index par l'APN pour « humanisme abstrait », en 1968[1887].

KOSYGIN (KOSSYGUINE) Aleksej Nikolaevič (1904-1980)

Fils d'un ouvrier de Saint-Pétersbourg, il fait des études secondaires spéciales au *tehnikum* coopératif de Leningrad puis travaille en Sibérie dans le secteur de la consommation, de 1924 à 1930. Entré au Parti en 1927, il reprend alors des études supérieures, à l'Institut textile de Leningrad, dont il est diplômé en 1935. Il travaille alors comme responsable de chaîne dans une fabrique, avant de devenir, en 1937, directeur de l'usine de filature et de tissage « Octobre ». En juillet 1938, il quitte ce poste pour celui de chef du Département de l'industrie et des transports à l'*obkom* du Parti de Leningrad. La Grande Terreur a donc favorisé sa carrière dans l'appareil régional, à un rythme impressionnant : à 34 ans il est président du comité exécutif (l'équivalent de maire) de la ville de Leningrad (octobre 1938-janvier 1939), puis, nommé commissaire du peuple à l'Industrie textile d'URSS (janvier 1939-avril 1940). Commence alors une longue ascension, qui le mènera jusqu'au sommet de l'appareil d'État : de 1940 à mars 1953 chef du gouvernement adjoint d'URSS, tout en présidant le *Sovnarkom* de RSFSR (juin 1943-mars 1946), ministre des Finances d'URSS (février-décembre 1948), puis ministre de l'Industrie légère (puis des Biens industriels de grande consommation) d'URSS (décembre 1948-1954).

Parallèlement, il est entré en 1939 au CC (il y siègera 41 ans), et en 1948 au Politburo du PCUS, qu'il quitte en octobre 1952. De décembre 1953 à décembre 1956, il est à nouveau premier ministre adjoint d'URSS. En décembre 1956, il devient premier adjoint du président de la Commission économique d'État du CM d'URSS, puis en mai 1957 premier adjoint du Gosplan d'URSS. De juillet 1957 à mai 1960, il est à nouveau premier ministre adjoint d'URSS, et remplace Iosif Kuz'min à la tête du Gosplan d'URSS de mars 1959 à mai 1960. A cette date, il devient le premier adjoint du chef du gouvernement soviétique, et parallèlement retrouve un siège au Présidium du CC du PCUS. C'est lui qui annonce à Aleksandr Nesmeânov qu'il est invité à ne pas renouveler sa candidature à la présidence de l'AN SSSR, au profit de Mihail Keldyš, en mai1961[1888]. Sa participation à l'éviction de Khrouchtchev en octobre 1964 lui permet de remplacer ce dernier à la tête du CM d'URSS : il y reste seize années durant, incarnant une ligne technocratique (celle de la tentative de réforme économique de 1965, œuvre de l'économiste Liberman) bientôt minoritaire face à Brejnev et ses alliés.

Dans les années 1950, Kosygin apparaît à plusieurs reprises dans les documents qui concernent le décompte des institutions scientifiques et de leur personnel en URSS, dès

[1886] V.F. SMIRNOVA, F.F. KOROLËV (dir.), *Sovetskaâ škola v period socialističeskoj industrializacii*, Moscou, Učpedgiz, 1959 ; F.F. KOROLEV, T.D. KORNEJČIK, Z.I. RAVKIN, *Očerki po istorii sovetskoj školy i pedagogiki. 1921-1931*, Moscou, Pedagogika, 1961.
[1887] M.V. BOGUSLAVSKIJ, XX vek Rossijskogo obrazovaniâ, Moscou, Per Sè, 2002, p. 172.
[1888] M.A. NESMEÂNOVA, *Svet lûbvi. Vospominaniâ ob A.N. Nesmeânove*, Moscou, Nauka, 1999, p. 175.

1955[1889]. Cette question constitue un centre d'intérêt qu'il partage avec Vladimir Kirillin, qui sera ensuite chargé sous son gouvernement de la coordination de la recherche et de l'innovation dans tout le pays. Surtout, en 1958 il signe de nombreux décrets concernant l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse de la création de l'université de Novossibirsk, ou de rallonges pour les quotas d'admission en études « en rupture avec la production ». Tout cela confirme l'image de technocrate qui lui est attachée en Occident, depuis la tentative de réforme économique de 1965 lancée à son instigation par l'économiste Evsej Liberman (1897-1983).

KOZLOV Frol Romanovič (1908-1965)

Né dans une famille paysanne de la province de Riazan, il entre en Parti très jeune, à dix-huit ans, et parvient à faire des études au prestigieux Institut polytechnique de Leningrad, dont il est diplômé en 1936 – un an après Aleksej Kosygin. Comme ce dernier, il bénéficie dans sa carrière de l'appel de nouveaux dirigeants créé par la Grande Terreur, mais moins rapidement. Kozlov travaille dans l'appareil du Parti à partir de 1939 : secrétaire de *gorkom* pendant la guerre, il est ensuite promu, de 1944 à 1947, à la Direction des cadres du Comité central. A partir de 1949, il gravit les échelons dans l'appareil de la ville, puis de la région de Leningrad, pour finir premier secrétaire de l'*obkom*, un an après avoir été élu au CC du PCUS, en 1953. Sa fidélité à Khrouchtchev, et la chute du « groupe anti-Parti » le ramènent à Moscou en juin 1957 : il entre au Présidium du CC du PCUS, et obtient parallèlement le poste de premier ministre de RSFSR (1957-1958), puis de premier vice-premier ministre d'URSS (1958-1960). En 1958, il fait partie des nouveaux dignitaires ayant droit à un portrait photographique en pleine page, dans le dernier tome de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (avec Averkij Aristov, Leonid Brejnev et Nuritdin Muhitdinov, entre autres)[1890]. En mai 1960, il entre au secrétariat du CC du PCUS, qu'il ne quitte plus jusqu'à sa retraite, en novembre 1964 – liée non à la chute de Khrouchtchev, dont il avait paru un moment être un concurrent sérieux, mais à la maladie qui l'emporte deux mois plus tard, à l'âge de 56 ans.

Son intervention dans les questions d'enseignement se limite, pour notre période, à quelques décrets qu'il a signés ou co-signés, à la tête du CM d'URSS, notamment pour le supérieur.

KUKIN Dmitrij Mihajlovič (1908-1983)

[1889] Voir par exemple le rapport de la CSU SSSR qui répond « à [sa] demande » en septembre 1955 : RGAE, 1562/327/854, p. 4-6.
[1890] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.

Né dans un village de la région d'Orlov, il entre à l'âge de 18 ans, à la fin de la NEP, dans l'appareil du Komsomol, puis travaille comme ouvrier dans une usine de Rostov-sur-le-Don. Grâce à son appartenance au Komsomol puis au Parti, il bénéficie des chances offertes aux enfants des milieux populaires pour faire des études, comme d'autres *vydvižency*. Il étudie alors l'histoire à l'Institut pédagogique de Krasnodar, puis à MGU, et obtient le grade de *kandidat* dans cette discipline, à l'AN de Biélorussie, en 1936. De 1938 à 1954, il enseigne, dirige la chaire d'histoire du PCUS (sans le grade de *doktor*), puis est directeur adjoint de l'Académie militaro-politique « Lénine ». Il est ensuite recruté dans l'appareil du CC du PCUS à Moscou : il y travaille de 1954 à 1962, comme instructeur et comme chef adjoint du Département de la science, des VUZ et des écoles, sous l'autorité de Vladimir Kirillin. Il quitte ensuite l'appareil, pour un poste toujours lié aux questions d'idéologie : directeur adjoint de l'Institut du marxisme-léninisme près le CC du PCUS, de 1962 à 1973 ; en 1964, il est élu membre correspondant de l'AN SSSR. A 65 ans il devient professeur à l'Académie des sciences sociales près le CC du PCUS, un autre haut lieu de la formation idéologique des cadres du Parti. Il publie alors plusieurs travaux sur l'histoire du PCUS.

Son rôle dans la préparation et la discussion de la réforme de 1958 est important : en dépit de l'orientation idéologique de sa formation (en histoire du PCUS, discipline officielle par excellence), il a une expérience de recherche et d'enseignement qui le rattache à la fois au groupe des « spécialistes » (en sciences humaines) et à celui des « administrateurs ». Il suit l'avis de Kirillin dans de nombreuses notes qui expriment la modération du Département face aux propositions radicales venues des Réserves du travail et du Komsomol.

KUZIN Nikolaj Pavlovič (1907-1982)

Enseignant du secondaire depuis 1927, après une formation à la Seconde université de Moscou, dont il est sorti diplômé en 1929, il travaille dans différents VUZ et instituts de recherche, avant d'entrer dans l'appareil du CC du Parti en 1943.

Au milieu des années 1950, il devient chef du secteur des écoles au Département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS (de 1957 à 1959 en tout cas), sous l'autorité de Kirillin. Kuzin s'occupe en particulier du décret de février 1957 sur l'entraînement des jeunes dans la production, avec F. Puzyrev… C'est lui qui demande les informations sur le nombre d'élèves finissant leur scolarité complète pour les années 1953-1957, chiffres qui seront repris par Nikita Khrouchtchev dans son discours au XIIe Congrès du Komsomol le 18 avril 1958[1891].

KUZ'MIN Iosif Iosifovič (1910-1996)

Né à Astrakhan d'un père fonctionnaire, il commence à travailler à l'âge de 16 ans à la fabrique de menuiserie d'Astrakhan, puis comme ajusteur monteur dans une centrale électrique. Entré au Parti en 1930, il obtient ainsi la possibilité de faire des études, de 1933 à 1937, à l'Académie militaro-électrotechnique « Budennyj » de Leningrad. Puis il est embauché à l'usine photoélectrique de Moscou comme ingénieur, et il y prend aussi les fonctions de secrétaire du *partkom*. En 1940 il est nommé délégué de la Commission de contrôle du Parti près le CC du PCUS pour la région de Kujbyšev (ex-Samara). Il est

[1891] Voir le chapitre 5.

président adjoint de cette même instance de 1940 à 1946. En 1947 il entre au Bureau de l'agriculture et des réserves près le CM d'URSS ; il en est le président adjoint de 1950 à 1952, date à laquelle il entre dans l'appareil du CC du PCUS comme chef adjoint puis chef du Département de l'industrie et des transports (1952-1954), enfin chef du très important Département de la « construction de machines », qui comprend notamment les industries d'armement (1954-1957). En 1957, il est promu à un poste dans l'appareil d'État, cette fois en pleine lumière, avec rang de vice-premier ministre d'URSS : il s'agit de la direction du Gosplan d'URSS. Il l'occupe de mai 1957 à mars 1959, et joue à ce titre un rôle dans l'élaboration de mesures visant à remédier au problème de main-d'œuvre en URSS. En 1958, il fait partie des nouvelles personnalités ayant leur notice biographique dans le dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*[1892]. Il signe plusieurs notes de son administration sur la question de la réforme de l'enseignement, et il est sollicité par Genrih Zelenko en octobre 1958 : celui-ci demande que le Gosplan fixe comme orientation pour le plan septennal le développement des établissements du GUTR.

De mars 1959 à avril 1960, Kuz'min, remplacé au Gosplan par Aleksej Kosygin, préside le Conseil d'État scientifico-économique d'URSS, avec le rang de ministre d'URSS. Cette période voit aussi le sommet de sa carrière au Parti, où il est membre de la Commission centrale de révision de 1956 à 1962, tout en étant député du Soviet suprême d'URSS de 1958 à 1962. Puis sa carrière prend une direction nouvelle, dans la diplomatie : il est fait ambassadeur d'URSS en Suisse, poste qu'il occupe de 1960 à 1963. Après cette date et jusqu'à sa retraite en 1972, il est expert-consultant et expert du Département des organisations économiques internationales du MID.

LARIONOV Aleksej Nikolaevič (1907-1960)

Fils d'un paysan de la province d'Arkhangelsk, à 17 ans il entre au Komsomol et gravit les étapes successives du cursus honorum d'un *vydviženec*, au profil d'« administrateur » et d'idéologue du Parti. Il étudie en effet à l'Institut des professeurs rouges de Moscou, dans les années 1930 (comme Dmitrij Šepilov, Leonid Il'ičëv et Mihail Souslov), pourvoyeur d'élites dirigeantes pour le Parti, et devient d'ailleurs directement premier secrétaire de l'*obkom* de Iaroslav, puis, dans les années 1940, chef adjoint du Département des cadres du CC du VKP(b).

D'après l'historienne Nina Bulgakova, c'est Staline en personne qui aurait déclaré, face au retard de développement de l'*oblast'* de Riazan, qui avait été créée en 1937 : « Jusqu'à quand tolèrerons-nous ce trou sans fond à côté de Moscou ? Envoyez là-bas un secrétaire compétent ! »[1893]. Alors âgé de 41 ans, Aleksej Larionov se retrouve premier secrétaire de l'*obkom* en novembre 1948. Il place ses hommes aux postes clefs de l'administration, et élabore une stratégie de développement volontariste, donnant la priorité à l'industrie lourde, conformément à l'orientation dominante au temps du dernier plan stalinien. La construction de quarante entreprises majeures dans ce domaine, de 1949 à 1958, témoigne de cet effort, même s'il est difficile de connaître l'efficacité réelle de ces investissements.

En 1958, l'*oblast'* de Riazan obtient la première place du pays pour les rendements de lait : elle est décorée en mars de l'ordre de Lénine, pour avoir dépassé le plan en agriculture. Il faut replacer cette performance dans le contexte de l'époque : l'année précédente, en mai

[1892] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.

[1893] N. BULGAKOVA, « Aleksej Larionov. Biografiâ pervogo sekretarâ râzanskogo obkoma KPSS A.N. Larionova », *Râzanskie Vedomosti*, 27 novembre 1998, p. 232-233.

1957, lors d'une session du Soviet suprême d'URSS, Nikita Khrouchtchev avait publiquement annoncé l'objectif de rattraper les Etats-Unis d'Amérique pour la production de viande, de lait et de beurre par habitant, en l'espace de trois ou quatre ans[1894]. Fort de sa victoire sur le « groupe anti-Parti », ce dernier réitère sa promesse en novembre 1957, lors de la célébration des quarante ans de la révolution d'Octobre[1895]. Le Plénum du CC du PCUS de décembre 1958 en fait un objectif officiel. Larionov, qui est à bien des égards un émule de Khrouchtchev, imitant son style, multipliant discours et déplacements sur le terrain, met sa région au premier plan dans cette campagne. Lorsqu'il s'agit de fixer des objectifs pour l'année suivante, il défend celui d'y multiplier par 2,4, et « peut-être par trois », la production de viande. Cet enthousiasme reçoit bien évidemment le soutien de Khrouchtchev et de son entourage, mais suscite aussi des critiques auxquelles Larionov répond dès janvier 1959 : « Il y a des gens qui disent que c'est de l'aventurisme, mais ils peuvent bien dire, il y a du lait dans l'*oblast'*. A présent l'affaire est plus difficile qu'avec le lait, mais on peut y arriver. Avec ceux qui doutent, il faut s'expliquer et s'opposer. »[1896] Ce jusqu'au-boutisme débouche sur une catastrophe agricole et des manipulations, puisque le cheptel est décimé par l'abattage de toutes les bêtes possibles, alors que d'autres sont achetées clandestinement aux paysans des régions voisines et importées. Au prix de quelques tricheries supplémentaires, et d'un endettement massif des kolkhozes, le « plan » est finalement officiellement rempli (triplement par rapport à 1958) en décembre 1959, et en janvier 1960 Larionov est fait Héros du travail socialiste, et d'autres décorations sont attribuées à 3481 personnes de son *oblast'*[1897].

Mais sa gloire est de courte durée : les stratagèmes utilisés et l'ampleur du désastre sont rapidement révélés en haut lieu, où certains dirigeants, depuis le début, considéraient la campagne de viande de Riazan comme une aventure insensée. Ils sont confirmés dans leur intuition par les nombreuses lettres qui parviennent au CC du PCUS et au CM d'URSS, écrites par des kolkhoziens et des habitants révoltés contre leurs dirigeants régionaux et locaux. Le *Buro RSFSR* met à jour les erreurs commises et décide de remplacer l'équipe dirigeante : un nouveau premier secrétaire de l'*obkom* est élu le 30 septembre 1960. Quelques jours plus tôt, le 22 septembre, Larionov se suicide.

Les initiatives de Larionov dans le domaine de l'enseignement sont moins connues, mais tout aussi significatives de son désir de plaire au pouvoir central en suivant au plus près la ligne politique et idéologique proclamée à Moscou. Ainsi, dès 1952, le personnel enseignant de l'école secondaire de Troekurovo gagne une renommée nationale pour avoir su mettre fin au redoublement – un problème important dans l'après-guerre, alors que les conditions de vie difficiles et le manque de moyens gênaient considérablement la scolarité[1898]. Et en 1956, dans la lignée du XXe Congrès, une autre école de l'*oblast'* introduit dans ses programmes une formation polytechnique qui prévoit le travail des élèves des grandes classes dans la production. Certes elle n'est pas la première – d'autres ont lancé des expériences similaires dans les régions de Kalinin (actuellement Tver), de Stavropol et en Ukraine (voir chapitre 2).

[1894] Quelques jours plus tard, il explique à des écrivains soviétiques, parmi lesquels l'Arménienne Mariètta Šaginân, l'importance de cette « tâche pratique » et « idéologique » à la fois : voir *Istočnik*, n°6 (66), 2003, p. 85.

[1895] N.S. HRUŠEV, *Sorok let Velikoj Oktâbr'skoj socialističeskoj Revolûcii. Doklad na ûbilejnoj sessii Verhovnogo Soveta SSSR 6 noâbrâ 1957 goda*, Moscou, 1957, p. 49. Cité par G. Š. SAGATELÂN, *Opyt i uroki organizacii sorevnovaniâ promyšlennyh rabočih v usloviâh èkstensivnogo razvitiâ sovetskoj èkonomiki (1960-1970e gg.)*, Moscou, Institut rossijskoj istorii RAN, 1998, p. 82.

[1896] Cité par Nina BULGAKOVA, « Aleksej Larionov… », article cité.

[1897] Aleksandr AGARËV, *Tragičeskaâ avantûra*, Riazan, Russkoe Slovo, 2005, p. 116-117. Cette monographie, bien documentée à partir de témoignages et d'archives locales, contient une dimension apologétique contestable : selon l'auteur, Larionov serait un dirigeant régional exemplaire, qui aurait été victime de l'aventurisme khrouchtchévien.

[1898] M.V. BOGUSLAVSKIJ, XX vek Rossijskogo obrazovaniâ, Moscou, Per Sè, 2002, p. 170.

Au printemps 1958, Larionov en personne s'implique dans la campagne en faveur de la réforme : le 23 mai, un mois après le discours de Khrouchtchev au XIIIe Congrès du Komsomol, il organise dans son *oblast'* une « réunion » qui rassemble 1200 personnes, dont quelques hauts responsables de la direction centrale (Ivan Kairov, Nikolaj Kaz'min et M.P. Kašin, entre autres) et des représentants de la presse, comme le rédacteur en chef de la *Pravda*, Pavel Satûkov. Y est célébrée l'expérience du travail à la production pratiquée dans les écoles de la région. Cette manifestation est relatée par Larionov lui-même dans une lettre adressée à Khrouchtchev au mois d'août, que ce dernier transmet au Département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS mais aussi à sa collègue Ekaterina Furceva. On peut voir un résultat de cette propagande intensive dans le fait que l'exemple de Riazan est mentionné par plusieurs interventions dans la presse lors du débat de l'automne et de l'hiver 1958. Khrouchtchev lui-même cite publiquement « l'exemple de l'*oblast*' de Riazan » dans son discours au Congrès des enseignants de RSFSR, le 9 juillet 1960 : il vante le travail des écoles qui « ont su éduquer dans la jeunesse l'amour du travail physique, l'intérêt pour l'agriculture »[1899].

LAVRENT'EV Mihail Alekseevič (1900-1980)[1900]

Né à Kazan, il étudie pendant la Guerre civile à l'université de Moscou, dont il sort diplômé en mathématiques en 1922, après avoir été l'élève de Nikolaj Luzin (1883-1950), en compagnie de Pavel Aleksandrov et Andrej Kolmogorov, notamment. De 1921 à 1940, il enseigne dans différents VUZ de la capitale, tout en poursuivant des recherches qui lui valent le grade de *doktor* ès sciences physiques, mathématiques et techniques (il est professeur à MGU de 1931 à 1941, puis à nouveau de 1951 à 1957). Académicien de l'AN USSR (1939) puis de l'AN SSSR (1946), il occupe des fonctions administratives importantes dans le domaine scientifique : en 1945-1948 il est vice-président de l'AN USSR, et de 1950 à 1953, directeur de l'Institut de mécanique fine et de technique de calcul [informatique]. Entré au Parti en 1952, il est aussi, en 1951-1953 puis en 1954-1957, académicien-secrétaire du Département des sciences physiques et mathématiques. Il enseigne aussi quelques années à l'Institut physico-technique de Moscou (MFTI). En 1957 il obtient, avec son ami Sergej Hristianovič, la création du Département de Sibérie de l'Académie des sciences (SO AN SSSR), qu'il dirige jusqu'en 1975, avec le rang de vice-président de l'AN SSSR. Parallèlement, il dirige l'Institut d'hydrodynamique installé à Novossibirsk, dans la « Cité académique » (*Akademgorodok*) qu'il a fondée. Lauréat de nombreux prix et récompenses, il est aussi député du Soviet suprême d'URSS de 1958 à sa mort, et membre suppléant du CC du PCUS de 1961 (avec, entre autres, Nikolaj Semënov) à 1976.

Sa participation au débat sur la réforme de 1958 est, dans un premier temps, discrète : présent lors de la réunion du 19 septembre à l'*Otdel nauki*, il ne prend pas la parole, d'après le sténogramme. Ce silence s'explique sans doute par le fait qu'il vient alors d'obtenir du gouvernement soviétique un statut spécifique et des moyens exceptionnels pour l'université de Novossibirsk, alors en cours d'installation. En revanche, il contribue à la « discussion générale » en publiant le 25 novembre, dans la *Pravda*, un article critiquant les « écoles pour enfants doués » proposées par Zel'dovič et Sakharov, pour des raisons morales (il ne faut pas

[1899] *Pravda*, 10 juillet 1960.

[1900] Voir les photographies illustrant ses activités d'enseignant, de scientifique et d'administrateur sur le site officiel du Département sibérien de l'Académie des sciences de Russie (SO AN SSSR) : http://www.soran1957.ru/?p=auto&id=p0011540&ch=vitem .

« distinguer un groupe privilégié d'enfants prodiges (*vunderkindy*) ») et idéologiques (elles contrediraient un « principe du communisme », l'absence de « frontière étanche entre travail physique et intellectuel »)[1901]. Selon lui, il faut plutôt encourager l'ensemble des élèves à développer leur créativité, notamment en augmentant les tirages des revues *Le jeune physicien, Le jeune mathématicien, Le jeune biologiste, Le jeune mécanicien*, etc.

Cette prise de position publique est, comme l'a remarqué John Dunstan, contradictoire avec son rôle ultérieur dans la naissance de filières d'excellence ; en partie seulement, car la sélection qui s'y opère n'est pas celle des « enfants prodiges », mais le résultat d'un concours ouvert à tous, et organisé par les scientifiques eux-mêmes, et non par l'administration scolaire[1902]. Il s'agit d'abord des olympiades de mathématiques, qui existaient déjà dans de nombreuses grandes villes de RSFSR, depuis 1934, mais que Lavrent'ev étend en 1961 à toute la Sibérie, avant d'ouvrir, en 1962, une école d'été pour jeunes mathématiciens à Novossibirsk. Puis, en 1963, il crée la première école-internat spécialisée en physique et en mathématiques du pays, au cœur de l'*Akademgorodok*. Propagandiste inlassable de l'enseignement différencié, en particulier destiné aux jeunes talents en sciences, il publie de nombreux articles dans ce sens, tout au long des années 1960 et 1970, défendant en même temps le caractère « démocratique » des écoles-internats de physique et de mathématiques, dont le recrutement va bien au-delà des centres urbains. En 1981, l'école-internat de Novossibirsk est baptisée officiellement du nom de Lavrent'ev.

LEONTOVIČ Mihail Aleksandrovič (1903-1981)

Il est né à Saint-Pétersbourg dans la famille d'un enseignant de l'université de Kiev, le physiologiste Aleksandr Vasil'evič Leontovič (1869-1943) (lui-même fils du savant en mécanique V.L. Kirpičev), devenu académicien de l'AN USSR en 1929. Le jeune Leontovič travaille dès l'âge de 17 ans dans la Commission de recherche sur l'anomalie magnétique de Koursk, et parallèlement étudie au département de physique de la Faculté de physique et de mathématiques de MGU, dont il sort diplômé en 1923. Il rédige une thèse sous la direction de Leonid Mandel'štam, et obtient le titre de *kandidat* en 1928. Il travaille alors comme chercheur à l'Institut de physique de MGU, où il obtient le titre de *doktor* et le titre de professeur en 1935. En 1939, il est élu membre correspondant de l'AN SSSR, puis, en 1946, académicien – depuis 1934 il travaille à l'Institut de physique de l'académie ; après son évacuation à Kazan en 1941, il revient à Moscou en 1942, pour contribuer par ses travaux en radiolocation à l'effort de guerre technologique. Parallèlement, il dirige de 1940 à 1946 la chaire d'optique de la Faculté de physique de MGU, publiant ses cours en physique statistique et en thermodynamique. De 1946 à 1954, il enseigne au prestigieux Institut d'ingénierie physique de Moscou (MIFI), y dirigeant la chaire de physique théorique à partir de 1949. Parallèlement, de 1951 à sa mort, il travaille à l'étude des réactions thermonucléaires contrôlées à l'Institut de l'énergie atomique de l'AN SSSR. Dans les dernières années du stalinisme, il prend la défense de collègues attaqués pour des raisons idéologiques, à travers la publication des travaux de Leonid Mandel'štam (1879-1944).

De 1955 à 1971, il est à nouveau professeur à MGU, détenant la chaire d'électrodynamique et de théorie quantique. L'étendue de ses centres d'intérêts scientifiques

[1901] « Des écoles spéciales pour les 'particulièrement doués' sont-elles nécessaires ? », *Pravda*, 25 novembre 1958.

[1902] Voir John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 123 et suivantes, et le chapitre 7.

en fait une figure reconnue dans sa communauté, de même que sa contribution décisive à la mise au point de la bombe H soviétique, en 1953 grâce à ses travaux en physique du plasma. Lors de la réunion du 19 septembre 1958 à l'*Otdel nauki*, il se prononce pour le maintien de l'école secondaire existante, soutenant les points de vue de ses collègues Sergej Sobolëv et Sergej Hristianovič. Par la suite, il n'intervient plus dans le débat public sur les questions d'enseignement. Son fils Aleksandr Mihajlovič, diplômé de la Faculté de physique de MGU en 1950, enseigne à l'école-internat de physique et mathématiques ouverte à l'initiative d'Andrej Kolmogorov en 1963, à Moscou.

LEONT'EV Aleksej Nikolaevič (1903-1979)[1903]

Après des études à la Faculté des sciences sociales de MGU, il rencontre le psychologue Lev Vygotskij (1896-1934), grande figure de la recherche en défectologie (dont il dirige l'institut du *Narkompros* à partir de 1925), et théoricien du mécanisme de l'apprentissage chez l'enfant. Leont'ev devient un de ses disciples, reprenant sa conception originale, d'inspiration marxiste, de l'influence sur la personnalité de facteurs comme l'époque historique, les valeurs culturelles et le milieu environnant. Il travaille à l'Institut de psychologie (1924-1927), puis à l'Académie Krupskaâ d'éducation communiste (1927-1931), comme Fëdor Korolëv. Malgré la campagne de dénigrement pour « antimarxisme » qui a précédé et suivi la mort de Vygotskij, ses disciples, regroupés en une véritable école du nom de *vygotčane*, continuèrent à travailler dans les directions tracées par son œuvre. Leont'ev s'intéresse pour sa part aux grandes catégories que sont l'action, la conscience et la personnalité. Mais il sait aussi adopter la phraséologie soviétique pour donner à ses ouvrages et à ses articles le label idéologique correct, après la guerre notamment. En 1936, après un passage par des VUZ en Ukraine, il revient à l'Institut de psychologie, où il travaille jusqu'à 1963. En 1941, il obtient le grade de *doktor*, et entre également, en 1943, dans l'appareil de l'APN, qui vient d'être créée – tout en travaillant dans un hôpital près de Sverdlovsk (Ekaterinbourg) pendant la guerre.

En 1947, alors que la campagne contre le « cosmopolitisme » contraint son collègue Sergej Rubinštein (1889-1960) à quitter ses fonctions et ses titres dans la sphère académique, Leont'ev le remplace comme principal représentant officiel de la psychologie soviétique, pour trois décennies[1904]. A partir de la chaire à laquelle il lui a succédé, en 1950, il fonde le Département (1963), puis la Faculté (1966) de psychologie de MGU, qu'il dirige jusqu'à sa mort. Il jouit alors d'une reconnaissance à la fois scientifique et institutionnelle, étant académicien-secrétaire du département de psychologie et membre du Présidium de l'APN, de 1950 à 1957. C'est alors qu'il intervient dans la discussion publique sur la réforme au milieu du mois de novembre 1958 : il signe avec le vice-président Nikolaj Gončarov un article sur la différenciation de l'enseignement secondaire qui a un fort retentissement, dans la presse[1905]. Pourtant, alors qu'il est devenu vice-président de l'APN (de 1959 à 1961), il ne semble plus intervenir directement dans le débat sur l'enseignement, qui aboutit à la victoire des « différentialistes » : Leont'ev revient sur ses positions, et met en doute la nécessité de prendre en compte la diversité des profils des élèves[1906]. Il se consacre à ses travaux en

[1903] Voir A.A. LEONT'EV, D.A. LEONT'EV, E.E. SOKOLOVA, *Aleksej Nikolaevič Leont'ev. Deâtel'nost', soznanie, ličnost'*, Moscou, Smysl, 2005.
[1904] M.V. BOGUSLAVSKIJ, XX vek Rossijskogo obrazovaniâ, Moscou, Per Sè, 2002, p. 155.
[1905] Voir le chapitre 6.
[1906] Voir John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 199.

psychologie, alors que cette discipline connaît un certain renouveau, après des années de stagnation.

LYSENKO (LYSSENKO) Trofim Dmitrievič (1898-1976)

Biologiste et agronome, académicien de l'AN USSR (1934), de l' Académie Lénine des sciences agricoles de toute l'Union (désormais : VASHNIL) (1935) et de l'AN SSSR (1939). De 1938 à 1955 puis en 1961-1962 il préside la VASHNIL. A partir de 1938 il est le directeur scientifique de la Base de recherche expérimentale de l'AN SSSR de Gorki Leninskie (dans l'*oblast'* de Moscou), et de 1940 à 1965 il est aussi à la tête de l'Institut de génétique de l'AN SSSR, et il favorise l'ascension de son ancien assistant Vsevolod Stoletov, devenu ministre de l'Enseignement supérieur de 1951 à 1954 puis, pour la RSFSR, de 1959 à 1972.

En août 1948, il atteint le sommet de son influence, par le discours qu'il prononce lors de la session de la VASHNIL : il y annonce, avec le soutien de Staline qui a lu le texte auparavant, des purges dans la biologie mais aussi dans d'autres sciences, afin de lutter contre « l'obséquiosité (*nizkopoklonstvo*) et la servilité devant l'Occident »[1907]. La période 1953-1955 est plus délicate pour lui : en effet le chef du gouvernement Georgij Malenkov, qui partage avec Khrouchtchev la direction du pays, le considère comme un charlatan[1908]. Surtout, la lettre dite « des trois cents » biologistes, auxquels s'ajoute une liste de physiciens de premier rang (parmi lesquels Igor' Tamm, Piotr Kapica, Lev Landau et Andrej Sakharov), demande et obtient, en 1955, son départ de la tête de la VASHNIL[1909]. Mais la protection de Khrouchtchev lui évite une disgrâce complète, et lui permet même de retrouver son poste en 1961. Après 1966, ayant perdu l'appui de son protecteur Khrouchthev, Lyssenko n'est plus que chef de laboratoire à la base de « Gorki Leninskie ». Il finit sa vie dans un relatif isolement, mais en conservant son titre d'académicien.

MAKARENKO Anton Semënovič (1888-1939)

Né à Belopol'e, dans la province de Kharkov (actuelle Ukraine) dans la famille d'un ouvrier (peintre dans des ateliers ferroviaires), il obtient à dix-sept ans (en 1905) le titre d'instituteur populaire et enseigne dans un « collège ferroviaire » pour adultes (de 1905 à 1914) ; puis il entreprend, à l'Institut d'enseignement de Poltava, des études supérieures qui lui permettent, après 1917, d'occuper différents postes dans l'administration de l'instruction publique. De 1920 à 1928, il dirige la colonie de travail « Maxime Gorki » pour garçons sans domicile (*besprizornye*) et délinquants, près de Poltava, puis, de 1927 à 1935, la Commune de

---

[1907] Voir Yoram GORLIZKI, Oleg KHLEVNIUK, *Cold Peace. Stalin and the Soviet ruling circle. 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 38-41. Voir aussi Valerij SOJFER, *Vlast' i nauka. Istoriâ razgroma genetiki v* SSSR, Moscou, 1993 (première édition américaine : 1989), notamment le chapitre VIII, et N.L. KREMENCOV, « Ravnenie na VASHNIL », dans *Repressirovannaâ nauka. Vypusk 2*, Saint-Pétersbourg, Nauka, 1994, p. 83-96. Voir aussi la chronologie, les documents et de nombreux articles accessibles sur le site consacré à l'histoire sociale des sciences de Konstantin TOMILIN : http://www.ihst.ru/projects/sohist/ .

[1908] William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 260.

[1909] Cité par A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye v usloviâh social'no-političeskih transformacij XX veka. Kurs lekcij*, Saint-Pétersbourg, Nestor, 2006, p. 140.

travail des enfants qu'il a fondée dans la banlieue de Kharkov : ce sera l'objet de son ouvrage autobiographique *Le poème pédagogique* (*Pedagogičeskaâ poèma*), publié en 1935, et porté à l'écran en 1954. Si la majeure partie de son œuvre pratique et théorique porte sur la réhabilitation des jeunes délinquants, à partir de 1937, il théorise aussi les principes de l'éducation communiste en général, dans une langue très proche de celle du pouvoir, parlant de « l'homme nouveau dans une société nouvelle »[1910]. Insistant sur la dynamique des groupes d'enfants, il met aussi l'accent sur la combinaison entre éducation et travail productif. Après sa mort, Anton Makarenko connaît une « seconde naissance », selon l'expression de Götz Hillig et Marianne Krüger-Portratz, en 1941-1942, lorsque les autorités en font, par la plume de plusieurs théoriciens et commentateurs, un véritable pédagogue officiel[1911]. Parmi eux s'illustrent particulièrement Solomon Rives (1892-1953) et Boris Esipov, deux artisans des programmes scolaires expérimentaux des années vingt. Pourtant, quelques voix dissonantes se font alors entendre, parmi lesquelles celle de Pavel Šimbirëv, qui critique l'importance accordée à Makarenko dans la « pédagogie soviétique ».

Bien que cela ne soit qu'un des aspects de la définition léniniste remise au goût du jour au début des années cinquante, son nom est abondamment cité dans les discussions sur la « polytechnisation » de l'ère khrouchtchévienne ; l'instauration d'une « médaille pédagogique Makarenko » en Ukraine, en 1958, témoigne de la portée symbolique de son œuvre l'année même de la réforme initiée par Khrouchtchev. De nombreux acteurs de la politique scolaire des années 1950 citent ou évoquent ses travaux, qui font de lui le pédagogue le plus reconnu de notre période en URSS. Ils donnent lieu en effet à de nombreuses publications, dont les principales sont :

- *Travaux pédagogiques choisis. (Articles, conférences, discours)*, Moscou, Učpedgiz, 1946 sous la direction d'E.N. Medynskij et I.F. Svadkovskij
- *Œuvres pédagogiques. Travaux inédits, articles et sténogrammes des discours*, Moscou, APN RSFSR, 1948 sous la direction d'E.N. Medynskij
- *Œuvres pédagogiques choisies. En quatre livres*, Moscou, APN RSFSR, 1949 sous la direction d'Ivan Kairov et G.S. Makarenko
- *Œuvres complètes* Moscou, APN RSFSR, sept tomes, 1950-1952 (1ère édition, 50 000 exemplaires) et 1957-1958 (2ème édition, 100 000 exemplaires, à 11 roubles le tome[1912]) avec dans le comité éditorial Ivan Kairov et E.N. Medynskij.

Comme on le voit, les années 1940 et 1950 sont un moment d'intense activité éditoriale autour de Makarenko, surtout si on ajoute les travaux qui lui sont consacrés[1913]. Son influence pourrait avoir débordé le seul domaine éducatif : d'après le chercheur biélorusse Youri Vavokhine, elle se serait étendue, jusqu'au début des années 1960, à la politique carcérale en URSS[1914].

[1910] I.A. KAIROV, article « Makarenko », *Great Soviet Encyclopaedia*, Moscou, 1974, p. 337. Louise GOTOVITCH, *Makarenko*, Paris, PUF, 1996 propose une sélection de textes théoriques. Pour un résumé du projet pédagogique, voir l'article « Anton Semyonovitch Makarenko » du site de l'Université de Genève [En ligne] http://www.unifr.ch/ipg/UT_PERRAULT/WTPROJ99/product/precurs/indexmak.htm .

[1911] Götz HILLIG, Marianne KRÜGER-POTRATZ, « 'Vtoroe rozhdenie' A. S. Makarenko », *Cahiers du monde russe,* 29/2, 1988.

[1912] C'est Ivan Kairov qui a demandé et obtenu l'accord du département de la science, des écoles et de la culture du CC du PCUS pour la RSFSR pour la réédition des œuvres en sept tomes. Voir RGANI, 5/37/1, p. 35-37 (où se trouvent aussi les chiffres des tirages).

[1913] Voir le graphique 2.

[1914] Youri VAVOKHINE, « La sous-culture carcérale (post)soviétique face à l'utilisation par l'administration pénitentiaire des doctrines d'autogestion », *Champ pénal*, mars 2004. [En ligne] http://champpenal.revues.org/document7.html .

MALENKOV Georgij Maksimilianovič (1901-1988)

La biographie de ce prétendant malheureux à la succession de Staline, victime des intrigues de Khrouchtchev et figure de premier plan du « groupe anti-Parti » de l'été 1957, est largement connue, et nous nous limiterons aux points de contact de ce parcours avec les réformes de l'enseignement des années cinquante. Né d'un père employé moscovite, il s'engage comme volontaire du côté des Rouges, servant de secrétaire à la cellule du Parti de sa brigade, et entre au Parti en 1920. Après la Guerre civile, il entame des études au prestigieux MVTU, mais les interrompt en 1925 et devient grâce à son épouse, Valeriâ Alekseevna Golubcova, employée de l'appareil du CC du Parti, secrétaire technique à l'Orgburo du CC, puis en 1926, secrétaire technique au Politburo, sous les ordres du secrétaire personnel de Staline, A. Poskrebyšev. En 1930, il est promu par Kaganovič chef de secteur au comité du Parti de Moscou ; il y orchestre la purge des « oppositionnels », puis devient, à la faveur du XVIIe Congrès, en 1934, chef du secteur des cadres du CC du Parti. Il se rapproche de Ejov, avec lequel il est envoyé en Biélorussie, en 1937, pour organiser la Terreur parmi les responsables de cette république ; en automne de la même année, il assiste Anastase Mikoïan dans les mêmes tâches en Arménie. Lors du XVIIIe Congrès du Parti, il est élu membre du CC, puis en mars 1939 secrétaire du CC. Parallèlement il est à nouveau à la tête de la Direction des cadres du CC du Parti. Pendant la guerre, il participe à la mobilisation de l'économie, puis dirige le Comité du démontage de l'industrie allemande, et devient membre du Politburo en 1946. Il est aussi l'un des nombreux chefs adjoints du gouvernement, de 1946 à 1953. C'est lui qui est chargé de mener la répression dans l'ancienne capitale du pays, lors de « l'affaire de Leningrad », en 1949. A la mort de Staline, il est pressenti comme le dauphin désigné, en concurrence avec Beria. Mais il choisit de prendre la tête du gouvernement, laissant la direction du Parti à Khrouchtchev. Ce dernier, une fois Beria éliminé, peut habilement organiser une campagne interne contre le premier ministre, sommé de présenter sa démission en février 1955, et de reconnaître ses torts dans une autocritique humiliante devant ses collègues. Malenkov reste deux ans encore chef du gouvernement adjoint, puis est emporté par l'échec du « groupe anti-Parti » en juin 1957, une tentative d'éviction de Khrouchtchev à laquelle il a participé. On l'envoie diriger une centrale électrique en Mongolie.

Son épouse, Valeriâ Alekseevna Golubcova (1906-1987), ingénieure, dirige l'Institut énergétique de Moscou (MEI) pendant et après la guerre : non seulement elle protègera, contre une nouvelle arrestation, Valentin Fabrikant, mais elle fera encore sortir de prison son père[1915]. Il est possible qu'elle ait favorisé la carrière de Vladimir Kirillin dans l'appareil du Parti-Etat, à partir de 1954 – seule ou avec l'aide de son mari, qui protégeait également d'autres dirigeants aux profils de « spécialistes », comme les économistes Maksim Saburov (1900-1977) et Mihail Pervuhin (1904-1978). Malenkov passe aussi, dans la communauté scientifique, pour avoir combattu l'influence de Lyssenko, à la différence de Khrouchtchev.

MARKUŠEVIČ Aleksej Ivanovič (1908-1979)

[1915] Sur le rôle de Golubcova au MEI, voir NUZOV Vladimir (interview), « Akademik A.E. Šejndlin : 'Nado celenapravlenno privlekat' molodyh v nauku' », *Vestnik* n°23 (204), 8 novembre 1998 [En ligne]. http://www.vestnik.com/issues/98/1110/win/nuzov.htm ; et B.E. ČERTOK, *Rakety i lûdi. Kniga 1*. Moscou, Mašinostroenie, 1999 [En ligne]. http://www.astronaut.ru/bookcase/books/chert1/text/21.htm?reload_coolmenus .

Né à Petrozavodsk, il suit sa famille dans les bouleversements de la Guerre civile, et c'est à Tachkent qu'il étudie, à la Faculté de physique et mathématiques de l'université d'Asie centrale. Puis il gagne Moscou, où il obtient successivement, à MGU, sous la direction de Mihail Lavrent'ev, de huit ans son aîné, les grades de *kandidat* puis de *doktor*, tout en enseignant, depuis 1935, au MGPI. En 1946, il est nommé professeur à MGU, enseignant la théorie des fonctions ; un an plus tôt, il avait été élu membre correspondant de l'APN, pour ses travaux sur l'enseignement et l'histoire des mathématiques. En 1950, il devient simultanément académicien et vice-président de cette institution, tout en conservant ses activités à MGU. Il contribue alors à la vulgarisation de sa discipline : en 1951, il inaugure la publication d'une série de *Cours de popularisation en mathématiques*, et lance, avec l'académicien Pavel Aleksandrov, l'*Encyclopédie des mathématiques élémentaires*. C'est aussi un des rédacteurs-consultants de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958). Markuševič n'intervient pas de façon visible lors de la « discussion générale » de 1958 : il n'a été nommé que quelques mois auparavant ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR, chef de la Direction des VSSUZ (il succédait ainsi à Aleksandr Arsen'e).

En 1964, il sort de la réserve que lui imposaient ses fonctions ministérielles : en décembre de cette année-là, redevenu vice-président de l'APN (poste qu'il conserve jusqu'à 1975), il prend la tête de la Commission centrale organisée conjointement avec l'AN SSSR sur la réforme des programmes du secondaire. Son activité, à laquelle sont associés plusieurs savants de grand renom, comme Andrej Kolmogorov pour les mathématiques, débouche sur l'adoption de nouveaux programmes à partir de 1966[1916]. Auteur de nombreux manuels, Markuševič est aussi l'un des initiateurs de l'*Encyclopédie pour les enfants* (*Detskaâ ènciklopediâ*), dont il fut le rédacteur en chef de 1971 à sa mort, et d'autres ouvrages scientifiques à destination de la jeunesse.

MEL'NIKOV Mihail Alekseevič (1887-1976)

Né dans un village de la province de Riazan, il étudie dans un séminaire pour instituteurs et travaille comme instituteur de zemstvo dans son district natal à partir de 1906 (suivant le même parcours que Pavel Šimbirëv, de quatre ans son aîné). A la veille de la guerre, il achève des études à l'institut pour instituteurs de Kazan, puis, après avoir travaillé dans différents établissements de Tcheboksary, Riazan et Moscou, il suit les cours pédagogiques supérieurs de l'université de Moscou, au début des années 1920. Il y soutient une thèse de *kandidat* ès sciences pédagogiques, puis entre au *Narkompros RSFSR* où il travaille de 1936 à 1944. Après cette parenthèse d'administrateur, il reprend une carrière de « pédagogue » dans l'APN, à des postes de pouvoir importants : élu membre correspondant (1950) puis académicien (1951), il dirige l'Institut des méthodes d'enseignement, où travaillent notamment Pavel Šimbirev et Aleksej Kalašnikov. Il devient même vice-président, aux côtés d'Ivan Kairov, essuyant alors les accusations d'immobilisme de l'ancien président, Ivan Svadkovskij (1895-1977), en 1953-1954[1917]. Peu de temps après, il perd la vice-présidence de l'APN, mais conserve la fonction de secrétaire scientifique en chef du Présidium, de 1955 à 1960. Il est l'auteur de plusieurs programmes, de manuels, de recueils de textes et de divers supports pédagogiques pour l'apprentissage du russe à l'école primaire.

[1916] Voir Aleksandr ABRAMOV, « K programme obnovleniâ soderžaniâ obŝego srednego obrazovaniâ », *Pervoe Sentâbrâ*, n°51, 2000, et la notice biographique de Kolmogorov.
[1917] Voir *supra*, chapitre 1, III).

Lors de l'Assemblée générale du 25 novembre 1958, Mel'nikov soutient Kairov face aux partisans de la différenciation de l'enseignement, qui auraient voulu ajouter un point plus explicite à ce sujet dans la résolution finale. Quelques jours plus tard, il publie dans la *Pravda* un article présentant les nouveaux plans d'études prévus dans les écoles secondaires, en application de la réforme à venir, dans la ligne fixée par le président de l'APN. Curieusement, Mel'nikov, pourtant spécialiste des méthodes d'enseignement dans le primaire, se voit confier, en 1959, la charge d'évaluer l'expérimentation en matière d'instruction différenciée : ses conclusions, positives, illustrent le changement de position du Présidium de l'institution, préparant le décret de 1966 qui instaure officiellement le principe dans toutes les écoles du pays[1918]. Mais cette mission n'en fait pas un partisan affirmé de la « différenciation », et il intervient peu dans les années 1960.

MERECKOV Kirill Afanas'evič (1897-1968)

Officier de l'Armée rouge, il est envoyé en Espagne pendant la guerre civile pour former les combattants des Brigades internationales (en 1936-1937), puis commande une armée pendant la guerre contre la Finlande. En août 1940, il devient membre de l'État-major, et en janvier 1941, *narkom* adjoint à la Défense de l'URSS. Il commande plusieurs armées sur différents fronts pendant la guerre, qu'il finit comme Maréchal (1944). Mais la phase ascendante de sa carrière s'arrête là. De 1955 à 1964, il occupe les fonctions d'aide du ministre de la Défense d'URSS chargé des VUZ. Parallèlement, de 1956 à 1961, il est membre de la Commission centrale de révision du PCUS, et, de 1957 à 1961, président du Comité soviétique des vétérans de guerre. Après 1964, il entre dans le Groupe des inspecteurs généraux du ministère de la Défense d'URSS. Il a publié, au milieu des années soixante, ses mémoires, dans lesquels il n'évoque que les événements décisifs de sa carrière et les combats dont il a été le témoin, sans dire un mot des purges, des répressions de masse ni du culte de la personnalité.

Par ses responsabilités sous la période khrouchtchévienne, il est directement concerné par la réforme de l'enseignement. En réalité, la seule trace de son activité à ce sujet hors de son administration est la lettre qu'il a adressée au CC du PCUS le 19 septembre 1958, où il demande de prendre en compte les intérêts de l'armée dans la réorganisation du secondaire[1919]. Il y joint la liste de 30 responsables de l'armée susceptibles d'entrer dans la commission chargée d'élaborer des propositions concrètes (qui se réunit *de facto* durant cette période, sous l'autorité de Vladimir Kirillin)[1920].

MIKOÂN (MIKOÏAN) Anastas Ivanovič (1895-1978)

Né dans un village de la province de Tiflis (Tbilissi), situé dans l'actuelle Arménie, fils de charpentier, il étudie au Séminaire religieux arménien de Tiflis, puis à l'Académie spirituelle arménienne. Un an avant la fin du séminaire, en 1915, il entre au parti social-

[1918] Voir le chapitre 7.
[1919] RGANI, 5/35/90, p. 66-69. Voir *supra*, le chapitre 2.
[1920] *Ibid.*, p. 70-73.

démocrate révolutionnaire de Russie (RSDRP), comme bolchevik. Ayant joué un rôle actif à Bakou pendant la révolution d'Octobre puis la Guerre civile, il obtient ensuite des postes de responsabilité pour cette partie de l'ex-empire. En 1923, il entre au CC du Parti : il y restera 53 ans ! Il siège aussi, de 1922 à 1974, au Comité exécutif central, devenu Soviet suprême d'URSS.

En 1926, à peine âgé de 31 ans, il est nommé *narkom* du Commerce extérieur et intérieur d'URSS. C'est le début d'une longue carrière qui voit se succéder, en continu, les postes ministériels : à l'Approvisionnement (1930), à l'Industrie alimentaire (1934), puis à nouveau au Commerce extérieur (1938-1949). Parallèlement, il est chef adjoint du gouvernement soviétique de 1937 à 1955, sans interruption, et membre du Comité de la Défense d'Etat (1942-1945) ; surtout, il siège au Politburo (Présidium) du CC du Parti, sans interruption, de 1937 à 1966. A la mort de Staline, il redevient ministre du Commerce, puis, en février 1955, avec l'éviction de Malenkov de la tête du gouvernement, il y joue un rôle plus important, devenant le premier adjoint de Boulganine (1955-1958) puis de Khrouchtchev (1958-1964), mais sans portefeuille. Concrètement, c'est lui qui fait office de chef du gouvernement pour de nombreuses questions que le Premier secrétaire du Parti n'a pas le temps de trancher. A partir de l'élimination du « groupe anti-Parti », puis de Joukov, Mikoïan, sans obtenir de poste particulier, semble jouir en plusieurs occasions d'un statut de deuxième homme du régime – mais c'est surtout sur le plan de la politique extérieure qu'il déploie son activité, et multiplie ses conseils – pas toujours suivis – à Khrouchtchev. En juillet 1964, il est nommé au poste de président du Soviet suprême d'URSS ; mais, après l'éviction de son mentor, il est remplacé par Nikolaj Podgornyj en décembre 1965, tout en continuant à siéger au Présidium du Soviet suprême jusqu'en 1974, date à laquelle il prend sa retraite.

MINC Aleksandr L'vovič (1895-1974)

Né à Rostov-sur-le-Don, il y fait une scolarité brillante au lycée de la ville, obtenant la médaille d'or. Ses études pendant la guerre, puis la Guerre civile, sont quelque peu mouvementées : il est inscrit successivement aux Universités de Moscou et de Kharkov, mais obtient son diplôme à l'Université du Don. De 1920 à 1928, il sert dans l'Armée rouge, d'abord comme commandant de division radio, puis, en 1921, comme chef de la faculté de radio et du laboratoire de radio de l'École supérieure militaire de communication à Moscou. Il reprend alors des études par correspondance à l'Institut électrotechnique des ingénieurs de communication de la capitale, et obtient en 1934 le grade de *doktor* ès sciences techniques, sans avoir soutenu de thèse. Pendant les années 1928-1943, il travaille à la construction des plus puissantes stations radio du pays. Après la guerre, en 1946, il organise le Laboratoire de radiotechnique de l'AN SSSR, devenu l'Institut du même nom en 1957 – et le dirige jusqu'à 1970. Il est élu académicien en 1958. Il est un des rédacteurs-consultants de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

Il n'intervient pas directement pendant la discussion sur l'enseignement, assistant en silence à la réunion du 19 septembre 1958 à l'*Otdel nauki* du CC du PCUS. En revanche, quatre ans plus tard, il dénonce dans la presse le système d'enseignement du soir pour les VUZ techniques, destinés à former des ingénieurs : preuve d'une solidarité de vues avec la plupart des savants s'étant exprimés sur la réforme[1921].

[1921] *Izvestia*, 14 septembre 1962.

MOLOTOV (SKRÂBIN) Vâčeslav Mihajlovič (1890-1986)

Né dans une petite ville de l'Oural, il fait des études dans un collège technique de Kazan, et entre au Parti social-démocrate à l'âge de seize ans, comme bolchevik. Après deux ans d'exil, il reprend des études en 1911 au prestigieux Institut polytechnique de Saint-Pétersbourg, mais elles sont interrompues du fait de son activité politique, au bout de deux ans. Sa carrière de militant révolutionnaire le conduit à différentes fonctions dans l'appareil du Parti et de l'État pendant la guerre civile. Puis c'est en tant que fidèle stalinien qu'il atteint le sommet du pouvoir. Secrétaire du CC du Parti de 1921 à 1930, chef du gouvernement soviétique de 1930 à 1941, il est aussi ministre des Affaires étrangères de 1939 à 1949. A partir de mars 1946 il est, comme Boulganine, chef adjoint du Gouvernement. Il le reste sous Staline, sous Malenkov et sous Boulganine. Parallèlement il a été à nouveau ministre des Affaires étrangères de mars 1953 à juin 1956, et ministre du Contrôle d'État d'URSS de juin 1956 à juin 1957. Durant ces derniers mois, mis en minorité par Khrouchtchev sur les questions intérieures (le Rapport secret qu'il n'approuvait pas) comme sur les orientations extérieures (la réconciliation avec les Yougoslaves), Molotov se trouve aussi dessaisi des responsabilités importantes. C'est dans ce contexte qu'il commande durant l'été 1956 à la CSU une enquête sur la composition sociale des étudiants (voir le chapitre 3). Il a donc été un artisan de la reprise de la politique de prolétarisation dans l'enseignement supérieur, d'abord discrète, puis plus flagrante après l'agitation de la fin 1956. Pourtant on ne le voit pas intervenir lors de ces événements.

Il reste un membre influent du Présidium jusqu'à sa disgrâce pour avoir participé à l'éviction manquée de Khrouchtchev (affaire du « groupe anti-Parti ») en juin 1957. A cette date il est exclu du CC du PCUS (où il siégeait depuis 1921) et du Présidium (dont il était membre depuis 1926). La suite de sa carrière est anecdotique : ambassadeur en Mongolie, puis représentant permanent de l'URSS à l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, avant sa mise à la retraite en 1962. Cette même année il est exclu du Parti, mais y sera réintégré plus tard, en 1984, sous Andropov. Il a été académicien d'honneur de l'AN SSSR de 1946 à 1959.

MUHITDINOV Nuritdin Akramovič (1917-)

Né dans la banlieue de Tachkent, dans une famille paysanne, de nationalité ouzbèke, il fait, à l'Institut coopératif de toute l'Union, des études par correspondance qu'il achève en 1939. Combattant dans l'Armée rouge de 1939 à 1946, il entre alors dans une carrière au Parti : secrétaire d'*obkom*, il gravit ensuite les échelons : secrétaire du CC ouzbek en 1950, il est promu adjoint du chef du gouvernement de la république en 1951, puis premier adjoint en 1953, et enfin chef du gouvernement de 1954 à 1955. Cette année-là, il revient au Parti ouzbek, dont il est nommé premier secrétaire. Il atteint le sommet de sa carrière après la chute du « groupe anti-Parti » : Muhitdinov entre simultanément au Secrétariat et au Présidium du CC du PCUS en décembre 1957 – il y restera jusqu'au 31 octobre 1961, date d'une chute dont les raisons sont complexes. Après cette date, il n'occupe plus que des postes honorifiques : la vice-présidence de *Centrsoûz* (1961-1966), puis celle du Comité d'Etat des liens culturels avec les pays étrangers, avant d'assumer, pendant presque une décennie, la fonction d'ambassadeur en Syrie (1968-1977), puis pendant une autre celle de vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie d'URSS (1977-1987).

En 1958, il fait partie des nouveaux dignitaires ayant droit à un portrait photographique en pleine page, dans le dernier tome de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (avec Averkij Aristov, Leonid Brejnev et Frol Kozlov, entre autres)[1922]. En décembre, il est chargé, avec Mihail Suslov, de relire le texte de loi préparé par l'appareil du CC du PCUS : leurs remarques amplifient la dimension idéologique, insistant sur les tâches éducatives du système d'enseignement.

NEMČINOV Vasilij Sergeevič (1894-1964)

Ce statisticien soviétique est entré au collège de la CSU SSSR (sans être membre du Parti) en septembre 1926, et il y reste lors des remaniements du début des années 1930[1923]. « Économiste et agronome de renom qui a eu un rôle actif dans l'établissement des balances fourragères », considéré comme un « marxiste agraire » de l'Académie communiste, on l'attaque, dans les années 1930, comme spécialiste « bourgeois »[1924]. Malgré tout, il est élu académicien de l'AN SSSR en 1946, après l'avoir été en Biélorussie (1940), et avant de l'être à la VASHNIL, en 1948, année où cette institution passe sous la coupe du lyssenkisme le plus offensif, sous l'impulsion directe de Staline. Auparavant, il a dirigé, de 1940 à 1948, l'Académie agricole de Moscou « Timirâzev », avant de laisser la place à Vsevolod Stoletov, qui est loin d'avoir ses compétences, mais a bénéficié du soutien direct de Lysenko. Lui-même est alors appelé à des fonctions plus techniciennes : de 1949 à 1963 – une longévité remarquable pour ces années charnières – il préside le Conseil pour l'étude des forces productives, instance chargée de veiller à la planification de la main-d'œuvre en URSS. Il occupe ce poste dans les années 1950, alors que la question de l'emploi des jeunes travailleurs dans l'industrie et l'agriculture est au cœur de l'élaboration de la réforme de l'enseignement. Pourtant il intervient peu lors de la préparation de la réforme, même s'il est encore invité à en débattre avec d'autres « savants », le 19 septembre 1958, au CC du PCUS. Il reste en effet silencieux durant toute la réunion.

Parallèlement, de 1953 à 1959, il est académicien secrétaire du Département des sciences économiques, philosophiques et juridiques de l'AN SSSR. Au début de l'année 1964, il est au centre d'un débat animé parmi les économistes soviétiques : son article « Economie socialiste et planification de la production », paru dans la revue *Kommunist*, propose d'inverser le fonctionnement de la planification soviétique, en faisant du plan un devoir à accomplir autant qu'une commande, approuvée par les entreprises à la base. Ce débat annonce l'ère des réformes avec la tentative de mise en œuvre de « l'autonomie comptable » dans l'économie[1925].

NESMEÂNOV Aleksandr Nikolaevič (1899-1980)

[1922] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.
[1923] Voir Alain BLUM, Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique*, *op. cit.*, p. 98-99 ; 110.
[1924] *Ibid.*, p. 135 ; 175 ; 245. Sur les « marxistes agraires » voir aussi Alessandro STANZIANI, *L'économie en révolution. Le cas russe, 1870-1930*, Paris, Albin Michel, 1998.
[1925] Voir Rudol'f PIHOÂ, *Moskva. Kreml'. Vlast'. Sorok let posle vojny, 1945-1985*, Moscou, Rus'-Olimp : Astrel : AST, 2007, p. 492-493.

Né en 1899 à Moscou d'un père directeur d'école et d'une mère enseignante, il achève sa scolarité au gymnase en 1917 et entre aussitôt au département des sciences naturelles de la Faculté de physique et mathématiques de l'université de Moscou. Diplômé en 1922 de physique-chimie, étudiant de Nikolaj Zelinskij (1861-1953), il reste à la chaire de chimie organique de ce dernier et y fait carrière. Il reçoit en 1930 le titre de *docent*, puis le grade de *doktor* ès sciences chimiques, et le titre de professeur en 1934. La même année, il fonde le Laboratoire de chimie organique de MGU et commence à collaborer à l'Institut de chimie organique de l'AN SSSR, créé lui aussi en 1934. Cinq ans plus tard, il est élu simultanément membre correspondant, et directeur de ce dernier institut. Elu académicien de plein droit en 1943, entré au Parti en 1944, il enchaîne alors les postes à haute responsabilité : doyen de la Faculté de chimie de MGU (1945-1948) et académicien-secrétaire du département de chimie de l'AN SSSR (1946-1948), puis recteur de MGU (1948-1951)[1926]. Ces trois années à la tête de la première université du pays sont marquées, selon la légende positive qui entoure cet « organisateur de la science » (*organizator nauki*), par son rôle dans l'attribution à MGU de nouveaux locaux, sur le Mont Lénine (un ensemble comportant notamment un des sept gratte-ciel staliniens de la ville). Dans des notes (destinées à la publication) sur un article dédié au « palais de la science » que représente le nouveau bâtiment principal, Nesmeânov insiste, en août 1952, sur l'importance, à ses yeux, du lien étroit entre les études et la recherche scientifique que permet l'organisation des nouveaux locaux :

> On ne peut pas former un spécialiste possédant la méthode scientifique (et c'est lui seul qui sera nécessaire dans le futur) s'il n'a pas pris part directement au travail scientifique, comme on ne peut pas former un cordonnier qui ne saurait pas coudre des bottes. […] Par ailleurs il n'est nul terrain plus favorable au travail de recherche scientifique (…) qu'un VUZ ... où les conditions au niveau du personnel sont bien plus favorables que dans n'importe quel institut scientifique de l'académie Ces vérités élémentaires, semblerait-il, n'étaient pas claires pour tout un chacun. Le point de vue dominant était que si un VUZ donne dans les délais et dans les quantités demandées des diplômés avec de bonnes notes, alors tout est en ordre, et que les institutions scientifiques s'occupent de science. Mais dans un tel système les bonnes notes sont mises involontairement au fameux « bagage », aux « connaissances de petite fille » (*devočkini znaniâ*), pour l'apprentissage mort et sans objet (*nikčemnoe*) d'un matériau, avec une très faible aptitude à le retourner, à le mettre en pratique (*primenit'*). Chez nous fonctionne désormais un aphorisme contraire au proverbe bien connu :
> « Ce n'est pas la répétition qui est la mère du savoir, mais la mise en pratique (*primenenie*). La répétition est la marâtre du savoir. »[1927]

Il est aussi président du comité des prix Staline (puis « d'État ») d'URSS (1947-1956). En février 1951, après la mort brutale du président de l'AN SSSR, le physicien Sergej Vavilov (1891-1951), il est désigné pour lui succéder et remporte sans surprise l'élection organisée dans ce but. Pendant ses dix ans de présidence, il procède à des réformes importantes comme la création de nouveaux instituts, l'amélioration de la planification des différents secteurs (avec la mise en place de huit départements en 1955). Mais il rencontre aussi des oppositions : celle des physiciens atomistes Tamm, Leontovič et Arcimovič qui, en octobre 1956, votent contre sa réélection (ils lui reprochent de n'avoir pas assez aidé les généticiens aux prises avec le lyssenkisme, en particulier Nikolaj Dubinin (1906-1998)), et surtout, de l'autre côté, celle de Khrouchtchev, qui tente alors d'imposer une refonte complète de l'Académie[1928]. La résistance de Nesmeânov a raison de la détermination du Premier secrétaire, mais au terme de son second mandat, il est remplacé par le mathématicien et

[1926] Il est aussi, de 1947 à 1950, député et vice-président du Soviet suprême d'URSS.
[1927] Archives de l'Académie des sciences de Russie (RAN), 1647/1/17, p. 12-13.

physicien (mécanique) Mstislav Keldyš (1911-1978), en avril 1961. De 1963 à 1975, il retrouve des responsabilités importantes à l'AN SSSR, comme académicien-secrétaire du Département de chimie générale et technique.

Nesmeânov a plusieurs fois abordé la question de la formation des cadres scientifiques, au cours des années 1950 : en février 1953, lors d'une séance au Présidium, il affirme :

> nous n'avons pas besoin de gens moyens (*serednâki*) qui travaillent « comme il faut » (*« ničego »*). Ils créent une atmosphère grise, médiocre dans l'académie, ils éteignent la pensée créatrice et l'avidité de la recherche, ils abaissent l'immunité face à l'ignorance.[1929]

La dénonciation de la multiplication des gens « gris » à l'Académie est aussi, à la même époque et dans les années suivantes, un leitmotiv du collègue, et parfois adversaire de Nesmeânov dans les discussions au sommet de l'institution, qu'est Nikolaj Semënov[1930].

Un autre trait de la personnalité publique de Nesmeânov est l'attachement qu'il manifeste, à plusieurs reprises, à la forme de la discussion pour résoudre les conflits et les contradictions existant dans les domaines scientifiques, mais aussi sur un certain nombre de questions de société. Dans son rapport à la réunion de l'appareil du CC du PCUS de décembre 1956 « sur la situation et les perspectives de la science soviétique pour les 5-6 prochaines années », il déclare que « les discussions libres dans la science sont bénéfiques et capables d'éclairer la situation »[1931]. Quelques jours plus tard, il conclut son intervention à l'Assemblée générale de l'AN SSSR en des termes très proches :

> En général, il convient de dire que les tentatives d'établir comme officiels les jugements de la majorité ou des voix les plus fortes, ne sont pas bénéfiques à la science. Les discussions libres sont indispensables, fondées sur une argumentation démonstrative scientifique, mais en cas de dispute c'est la vérification expérimentale, dans les conditions de commissions spécialement créées, représentant toutes les opinions, [qui doit trancher].[1932]

Cette remarque, qui s'applique en premier lieu à la situation dans la biologie soviétique, vaut comme une règle générale, en accord avec l'idée très répandue, en cette époque de « Dégel », selon laquelle une libre discussion permet de lever les malentendus et de résoudre les problèmes concrets, à tous les niveaux[1933]. Nesmeânov intervient aussi hors de son champ de compétence, non seulement à l'attention du monde extérieur, en participant au congrès des partisans de la paix dès l'appel de Stockholm de 1950, mais aussi sur des questions intérieures à l'Union soviétique : en juillet 1957 et janvier 1959, il signe deux articles consacrés à la protection de la nature[1934]. Au début des années 1950, il s'est d'ailleurs illustré dans la Société

[1928] Sur ces épisodes, voir notamment G.A. CYPKIN (éd.), *Aleksandr Nikolaevič Nesmeânov – organizator nauki*, Moscou, Nauka, 1996, p. 9-10. L'auteur prend le parti de Nesmeânov, mais les arguments de ses détracteurs paraissent solides. Les trois physiciens en question s'étaient aussi manifestés en janvier 1957, pour prendre la défense d'un étudiant de MGU : voir le chapitre 4.

[1929] *Ibid.*, p. 8.

[1930] Voir SOLOV'EV Ûrij I. (éd.), *Akademik Nikolaj Nikolaevič Semënov – vice-prezident AN SSSR*, Moscou, Vladmo Graf-Press, 2002, p. 8-9, et la notice de Semënov, *infra*.

[1931] Cité par G.A. CYPKIN (éd.), *Aleksandr Nikolaevič Nesmeânov…*, *op. cit.*, p. 10.

[1932] Fonds 1647, op. 1, d. 167, p. 11.

[1933] Quelques exemples similaires, notamment dans le texte d'Aleksandr Aleksandrov, sont analysés au chapitre 4. La nécessité de disposer de lieux de débat scientifique est aussi mise en avant, en 1958, par le physicien Piotr Kapica.

[1934] « La protection de la nature est une affaire d'État », *Pravda*, 13 juillet 1957 ; « Préservons les richesses naturelles de la patrie », *Izvestia*, 25 janvier 1959.

panrusse de défense de la nature (VOOP)[1935]. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de trouver Nesmeânov au premier rang de la contestation des savants sur certains points de la réforme de l'enseignement de 1958. Il est l'un des plus virulents à s'exprimer lors de la réunion du 19 septembre 1958 ; surtout, il signe dans la *Literaturnaâ gazeta*, le 20 décembre, un article très critique à l'égard du projet officiel, à partir d'une position scientifique – s'appuyant sur la physiologie du cerveau humain. Il était déjà intervenu pour soutenir l'idée de « différenciation » de l'enseignement secondaire, défendue notamment par Nikolaj Gončarov. En revanche, il n'aborde cette discussion à aucun moment lorsqu'il préside les séances du Présidium de l'AN SSSR. Parallèlement, de 1947 à 1962, il est député au Soviet suprême d'URSS.

NOVIKOV Ivan Ivanovič (1916-)

Diplômé de l'université de Moscou en 1939, il travaille ensuite, pendant et après la guerre, dans différentes institutions scientifiques de la Marine soviétique, jusqu'en 1948 (et entre au Parti en 1944). De 1948 à 1950, il enseigne la physique à l'Institut énergétique de Moscou (MEI), où il devient professeur, en 1949 – il y rencontre peut-être, alors, Valentin Fabrikant et le jeune Andreï Sakharov. Il reçoit le prix d'État en 1951 puis en 1953, pour ses travaux en thermodynamique. Il entre alors à l'Institut d'ingénierie physique de Moscou (MIFI), pour en devenir le directeur en 1956, à quarante ans. Cette année-là, il prend également la tête de la revue *L'énergie atomique*, ses principaux travaux portant sur la dynamique des gaz, et d'autres questions liées à l'énergie nucléaire. En 1957, il devient en outre le directeur du tout nouvel Institut de physique thermique de Novossibirsk, à l'invitation de Mihail Lavrent'ev. Un an plus tard, il est élu membre correspondant de l'AN SSSR (il avait déjà été adjoint du secrétaire scientifique du Présidium, de 1954 à 1956). A la réunion des savants le 19 septembre 1958, il critique fortement le projet khrouchtchévien.

Paradoxalement, le nom de Novikov est aujourd'hui oublié, y compris dans les travaux portant sur l'histoire des physiciens dans les années 1950.

NUŽIN Mihail Tihonovič (1914-1983)

Après être entré à l'Institut d'aviation de Kazan, il se réoriente et obtient son diplôme de la Faculté de physique et mathématiques de l'université de cette même ville. Sa thèse de *kandidat* en mécanique est interrompue par le service militaire, puis la guerre : elle n'est soutenue qu'en 1947. Mais la suite de sa carrière est plus rapide : en 1954, à 39 ans, il soutient une thèse de *doktor* et est nommé directement recteur de l'université de Kazan, poste qu'il conserve jusqu'en 1979. Sous sa direction, le VUZ connaît un développement rapide dans le domaine des sciences exactes : sont créées la Faculté de mécanique et mathématiques, et celle de mathématiques calculatoires et de cybernétique. En 1958, il intervient lors de la réunion des directeurs de VUZ organisée au MVO SSSR, pour défendre la légitimité des universités de province, et prôner un renforcement des pôles universitaires dans le pays. Il soutient

[1935] Sur la VOOP, voir Douglas R. WEINER, *A little corner of freedom. Russian nature protection from Stalin to Gorbachev*, Berkeley, University of California Press, 1999.

également l'instauration d'une spécialisation en physique et mathématiques à l'école secondaire n°31 de Kazan, en 1961.

En 2004, un buste de Nužin a été inauguré à Kazan, cinquante ans après sa prise de fonction au poste de recteur de l'université.

PETROVSKIJ Ivan Gregorevič (1901-1973)

Né dans la famille d'un commerçant de la province d'Orel, à l'Ouest de la Russie, il est scolarisé au lycée technique (*real'noe učiliše*) de sa ville, où il reçoit des notes excellentes, sauf en mathématiques. Or c'est la première discipline qu'il choisit, en 1917, en entrant à l'université de Moscou. Cependant, la Révolution puis la Guerre civile le forcent à quitter la capitale pour rejoindre sa famille à Elisavetgrad (actuelle Kirovograd, en Ukraine), où il s'inscrit à l'Institut de mécanique et de construction de machines. Rentré à Moscou en 1922, il reprend ses études à MGU, puis rédige une thèse sous la direction de Dmitrij Egorov (1869-1931). Il fréquente alors aussi le groupe des élèves de Nikolaj Luzin (1883-1950) ou « *Luzitaniâ* », dont font partie, entre autres, Pavel Aleksandrov, Andrej Kolmogorov et Mihail Lavrent'ev[1936]. Son titre de *kandidat* reçu en 1930, Petrovskij travaille à MGU, où il connaît une promotion rapide, puisqu'il est nommé professeur en 1933, avant d'obtenir le grade de *doktor* sans avoir soutenu de thèse. Ses travaux portent sur des domaines très variés, principalement les équations différentielles et la théorie des probabilités. De 1940 à 1944, Petrovskij dirige la Faculté de mécanique et mathématiques ; ses travaux sur la diffusion des ondes lui valent d'être élu membre correspondant de l'APN en 1943, puis académicien en 1946. La même année, il reçoit le prix Staline (suivi d'un autre en 1952). Il cumule alors les postes de responsabilité : académicien-secrétaire du Département des sciences physiques et mathématiques de l'AN SSSR de 1949 à 1951, il prend alors la tête de la chaire d'équations différentielles de MGU. Surtout, sur décision du Politburo du CC du PCUS, il est nommé recteur de MGU, en mai 1951 : il succède ainsi à Aleksandr Nesmeânov, élu président de l'AN SSSR. Cette promotion est d'autant plus surprenante que Petrovskij n'est pas membre du Parti – à la différence de ses prédécesseurs. Recteur pendant 22 ans de la première université du pays, tout en siégeant au Présidium de l'AN SSSR à partir de 1953, Petrovskij a laissé l'impression d'un chercheur brillant, mais aussi d'un pédagogue soucieux de transmettre son savoir, auteur de nombreux manuels. D'après le témoignage d'Andreï Sakharov, il défend à la fin de l'ère stalinienne enseignants et étudiants contre les accusations d'obséquiosité face à l'Occident (à l'époque de la campagne contre la cybernétique), et lutte contre l'antisémitisme[1937]. Il reprend le dossier de la construction des nouveaux bâtiments de MGU, lancé par son prédécesseur Nesmeânov, et c'est lui qui inaugure le building stalinien du Mont Lénine (actuel Mont des Moineaux), en septembre 1953. Lors des réunions au MVO, il se met peu en avant pour défendre des positions divergentes de la ligne officielle. En revanche, il insiste souvent sur les besoins des universités sur le plan de la recherche scientifique et de la formation des jeunes chercheurs : c'est le cas en février 1957[1938]. En septembre 1958, s'il reste silencieux lors de la réunion au CC du PCUS, il critique vivement le projet présenté par Vâčeslav Elûtin, trois jours plus tard, aux directeurs de VUZ du pays : appuyé par Aleksandr Aleksandrov, Petrovskij préconise le maintien d'écoles secondaires de jour, et met en garde contre l'obligation d'un stage dans la production, avant les études

[1936] Voir la notice biographique d'Andrej Kolmogorov.
[1937] Cité par V. DIMOV, *Universitet Lomonosovyh. Krug osnovatelej, klâtvy Vorob'evyh gor, Èpoha I.G. Petrovskogo*, Moscou, Izdatel'stvo Moskovoskogo universiteta, 2003, p. 202.
[1938] GARF, R-9396/1/818, p. 162-167.

supérieures. Au début des années 1960, il participe d'ailleurs à l'élaboration de plusieurs mesures corrigeant certains effets de la réforme : l'organisation de cours de formation continue pour les enseignants de mathématiques du secondaire, et surtout la création de l'école-internat de physique et mathématiques de MGU, sous le patronage d'Andrej Kolmogorov. Parallèlement, il a été député du Soviet suprême d'URSS de 1962 à 1973 (et membre du Présidium à partir de 1966).

D'après Vladimir Dimov, le CC du PCUS aurait tenté de limiter la marge de manœuvre de Petrovskij, en s'appuyant sur le prorecteur E.M. Sergeev, qui ne cachait pas son ambition de prendre sa place. Celui-ci essaya de concentrer entre ses mains les leviers administratifs et financiers du pouvoir au sein de l'université. En janvier 1973, Petrovskij connaît une mort tragique : il succombe à une crise cardiaque, alors qu'il venait de se faire refuser l'accès à l'immeuble du CC du PCUS sur la Vieille Place, à Moscou, faute de carte du Parti[1939].

POLÂNSKIJ Dmitrij Stepanovič (1917-…)

Né dans une famille paysanne du Donbass (région d'où est originaire Khrouchtchev), il entre au Komsomol en 1931, et commence à travailler comme ouvrier l'année suivante. Il étudie ensuite, de 1935 à 1939, à l'Institut agricole de Kharkov. Membre du Parti depuis 1939, il travaille dans l'appareil régional du Komsomol, est mobilisé, puis démobilisé, et reprend des études, cette fois à l'Ecole supérieure du Parti à Moscou. Après la guerre, il travaille à la direction des cadres du CC du PCUS, de 1945 à 1949. En 1949, il est nommé deuxième secrétaire du CC de l'*obkom* de Crimée, puis président du comité exécutif de Crimée de 1952 à décembre 1953. A cette date, il accède au poste de premier secrétaire dans plusieurs *obkom* et *rajkom* du PCUS, ce qui lui permet d'entrer au CC du PCUS lors du XXe Congrès. 1958 lui apporte une double promotion : élu député au Soviet suprême, il est aussi nommé à la tête du gouvernement de RSFSR, le 31 mars, et surtout membre suppléant du Présidium du CC du PCUS, en juin. Cette année-là, il fait partie des nouvelles personnalités ayant leur notice biographique (et leur photographie) dans le dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*[1940]. Il reste à la tête du CM de RSFSR jusqu'en 1962, fonction qui lui permet d'exercer un contrôle sur toutes les réformes adoptées durant cette période pour sa république. Parallèlement, il est donc membre suppléant (1958-1960) puis à part entière du Présidium du CC du PCUS. Après 1962, il devient vice-premier ministre d'URSS, et finit sa carrière gouvernementale au poste de ministre de l'agriculture d'URSS, de 1973 à 1976. Ensuite il occupe différents emplois dans la diplomatie. Pendant cette période, il est resté membre du Présidium (après 1966 : du Politburo) du CC du PCUS jusqu'à 1976. Il est mentionné par le chercheur Nikolaj Mitrohin comme étant l'un des hauts dirigeants russes ayant des idées nationalistes[1941].

PROKOF'EV Mihail Alekseevič (1910-1999)

[1939] V. DIMOV, *Universitet Lomonosovyh*…, *op. cit.*, p. 214. D'après l'auteur, cette humiliation aurait été programmée par les organisateurs de la réunion.

[1940] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.

[1941] Nikolaj MITROHIN, *Russkaâ* Parti*â : dviženie russkih nacionalistov v SSSR. 1953-1985*, Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2003, p. 96.

Né dans un village de la région de Smolensk dans une famille paysanne, il travaille comme moniteur pionnier puis comme presseur à l'usine chimique Derbenev à Moscou. Il fait alors des études à la Faculté de chimie de MGU, dont il sort en 1935, avant de servir dans l'Armée rouge. En 1940, après trois ans de préparation d'une thèse à MGU, il y devient directeur adjoint de l'Institut de chimie. Membre du Parti depuis 1941, il combat dans la marine de guerre, puis reprend son poste à MGU en 1946. De 1948 à 1951, il est secrétaire du *partkom* de MGU, au pire moment des campagnes contre « l'obséquiosité (*nizkopoklonstvo*) et la servilité devant l'Occident » et le « cosmopolitisme ». Ensuite il devient le chef de la Direction principale des universités dans les Ministères de l'Enseignement supérieur (1951-1953) puis de la Culture (1953-1954) d'URSS. De 1954 à 1959, il est ministre adjoint de l'Enseignement supérieur, conservant ce poste après la refonte administrative, devenant premier adjoint du ministre de l'Enseignement supérieur et secondaire spécial d'URSS, de 1959 à mai 1966, sous la direction de l'indétrônable Vâčeslav Elûtin qu'il aura secondé pendant douze ans. Durant cette période, il entre à l'APN directement comme académicien (1965). Parallèlement, il fonde puis dirige la chaire de chimie et des unions naturelles de MGU, de 1961 à 1984.

En mai 1966, il obtient à son tour un ministère, celui de l'Instruction, d'abord pour la RSFSR, puis, en décembre 1966, pour toute l'URSS – ce dernier, nouvellement créé, remplaçant le précédent. Il y reste jusqu'à son départ à la retraite en 1984 (un an avant Elûtin), à 74 ans. Il devient après cette date « professeur-consultant » à MGU, ayant obtenu un grade de *doktor* en chimie pour ses travaux sur les biopolymères, et étant entré à l'AN SSSR comme membre correspondant (1966). Parallèlement, sa position dans l'appareil lui a permis d'être élu au Soviet suprême d'URSS de 1966 à 1986 et de siéger au Comité central du PCUS de 1971 à 1986. C'est donc plus un « administrateur » qu'un « spécialiste », malgré ses titres scientifiques.

RUMÂNCEV Aleksej Matveevič (1905-1993)

Né dans un village de la province de Kostroma, dans une famille paysanne, il étudie à l'Institut de l'économie nationale de Kharkov, dont il sort diplômé en 1926. Il enseigne tout en effectuant alors un doctorat à l'Institut de recherche scientifique d'économie et d'organisation de l'industrie du Conseil de l'économie nationale d'Ukraine. Il effectue d'abord une carrière de chercheur, puis, après 1943, d'administrateur dans l'appareil local et régional du Parti, dans lequel il est entré en 1940. Puis il retourne à l'enseignement et à la recherche : en 1949 il dirige une chaire à l'Institut polytechnique de Kharkov, et en 1950 il est nommé directeur de l'Institut d'économie de l'AN USSR. En 1952, sur ordre de Staline (qui cherche sans doute à remplacer les économistes qu'il a récemment limogés ou fait supprimer, comme Nikolaj Voznesenskij), il est appelé dans l'appareil du CC du PCUS à Moscou : il y dirige le Département des sciences économiques et historiques, puis, de 1953 à 1955, le département unifié de la science et de la culture – avant de laisser son poste à Vladimir Kirillin. A ce titre, il joue un rôle important dans l'actualité du monde scientifique de la période : réhabilitations et réintégrations de savants, luttes d'influence dans les universités et les AN. En particulier, il rédige plusieurs rapports au printemps-été 1954 sur l'état d'esprit des étudiants de MGU et de l'Institut de littérature lors de la campagne orchestrée par le Parti contre la revue *Novyj mir* de Tvardovskij, et plus précisément contre le célèbre article « De la

sincérité en littérature » de Pomerancev[1942]. Puis, de 1955 à 1958, il est rédacteur en chef de la revue *Kommunist*. Il occupe les mêmes fonctions, à partir de cette date, dans *Problèmes de la paix et du socialisme*, nouvel organe des partis communistes et ouvriers destiné à traiter des questions du mouvement socialiste mondial et en particulier des relations entre le PCUS et les « partis frères » d'Europe de l'Est. Il y travaille, à Prague (Tchécoslovaquie), jusqu'en 1964, date à laquelle il est promu rédacteur en chef de la *Pravda*. Mais il ne reste qu'un an à ce poste, avant de perdre toutes ses fonctions, sauf dans des institutions scientifiques : vice-président de l'AN SSSR de 1967 à 1971, et, après la purge de 1968, directeur du nouvel Institut des recherches sociales concrètes (fondé pour permettre aux sociologues de s'émanciper quelque peu de la tutelle des idéologues qui régnaient à l'Institut de philosophie de l'AN SSSR)[1943]. Il y reste jusqu'au 15 mai 1971, date de son départ à la retraite. : il est alors remplacé par Mihail Rutkevič, attaché à reprendre la lutte contre les influences de la « sociologie bourgeoise ». Parallèlement, Rumâncev a été membre du CC du PCUS de 1952 à 1976 sans interruption, et député du Soviet suprême d'URSS des 4ème et 5ème mandatures (de 1954 à 1962).

SAHAROV (SAKHAROV) Andrej Dmitrievič (1921-1989)

La vie de la figure la plus célèbre de la dissidence scientifique en URSS a fait l'objet de nombreux travaux, qu'il est impossible de résumer ici. Nous nous bornerons à rappeler quelques éléments qui concernent sa formation, et le rapport entre activité scientifique et enseignement, notamment dans les années cinquante. Nous évoquerons d'abord son père, qui avait étudié à l'Institut médical puis à la Faculté de physique-mathématiques de l'Université de Moscou, à la veille de la Première guerre mondiale. Après la guerre et la révolution d'Octobre, il avait enseigné la physique à l'Institut des professeurs rouges dans la capitale, puis à l'Université de Sverdlovsk (actuellement : Ekaterinbourg) et, pendant vingt-cinq ans, à l'Institut pédagogique « Bubnov » de Moscou (devenu, après l'arrestation de Bubnov en 1937, MGPI « Lénine »). Pour une raison inconnue de son fils, Dmitrij Sakharov dut quitter cet institut au début des années cinquante et finir sa carrière à l'Institut pédagogique de l'*oblast*' de Moscou « Krupskaâ » (MOPI)[1944]. Durant toute sa vie, il écrivit ouvrages de vulgarisation et manuels, qui constituaient la ressource principale de la famille, notamment un recueil d'exercices de physique qui fut édité treize fois, et un manuel à l'usage des étudiants de *tehnikum,* que son fils Andreï a contribué à moderniser en 1964, puis en 1974 – mais cette fois l'activité politique du dissident empêcha la réédition.

Les années de formation d'Andreï Sakharov sont paradoxales : d'un côté, il raconte que son père était opposé au phénomène des « enfants prodiges » (*vunderkindstvo* en russe)[1945]. De l'autre, il évoque la « concurrence féroce » qui existait entre lui et ses camarades, et les élèves de l'école voisine à Moscou, école « du Kremlin » réservée aux enfants de hauts dirigeants[1946]. A l'école, il réussit bien sauf pour les leçons de « travail » (*trud*) ; au point que ses parents le

[1942] Voir Û.G. BURTIN, K. LÛBARSKIJ (éd.), « Studenčeskoe broženie v SSSR (konec 1956 g.) », *Voprosy istorii*, n°1, 1997, p. 3-23 ; p. 4.
[1943] Voir Alexis BERELOWITCH, Préface de Youri LEVADA, *Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire. Enquête*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, p. 15.
[1944] A.D. SAHAROV, *Vospominaniâ, Znamâ*, n°10, 1990, p. 11. Le texte des *Mémoires* de Sakharov est aussi disponible intégralement sur Internet sur le site : Open Russian Electronic Library [en ligne] : http://orel.rsl.ru/nettext/russian/saharov/sach_fr/fr_sach1.htm (Page consultée le 20 janvier 2007).
[1945] *Ibid.*, p. 13.
[1946] *Ibid.*, p. 15.

retirent de l'école et le préparent tout à la fois aux examens de 5e et de 6e à la maison, avec des institutrices qui viennent à domicile. Il peut ainsi entrer directement en 7e l'année suivante : « Papa voulait utiliser l'année gagnée pour que je travaille comme laborantin avant le VUZ, mais en 1938 l'âge du service militaire changea, l'entrée en VUZ devint très difficile, et ce plan s'écroula »[1947]. Il y parvient malgré tout, grâce à sa médaille d'or obtenue pour ses bons résultats en dernière année (10e), avec un seul autre élève de son école. A l'automne 1938 il entre donc à la Faculté de physique de MGU, comme il le rappelle dans ses mémoires :

> Ce n'est que plus tard que j'entendis parler mes camarades des terribles examens d'entrée, du concours immense ; je pense que je n'aurais probablement pas réussi cette sélection cruelle et souvent injuste qui exigeait en plus des qualités psychologiques que je ne possédais pas. Parmi les candidats reçus au concours il y avait dans notre groupe deux jeunes gens qui avaient travaillé deux ans avant le VUZ à l'usine automobile « Staline » (désormais « Lihačev ». Bien sûr, le stage de travail leur donnait certains avantages, mais tous les deux étaient eux-mêmes très capables et travailleurs, organisés[1948].

Après des études brillantes, malgré les bouleversements de la guerre et de l'évacuation, il est pris en *aspirantura* par le physicien Igor' Tamm, qui connaît ses parents, et qu'Andreï a rencontré une fois en faisant de l'alpinisme, ce qui aurait d'après lui « probablement joué un rôle ». C'est en enseignant à l'Institut énergétique de Moscou (MEI) qu'il dit avoir appris véritablement la physique nucléaire, aidé notamment par Valentin Fabrikant (il a pu y côtoyer Ivan Novikov) . Il enseigne aussi six mois à l'école du soir ouvrière de l'Institut d'Igor Kurčatov (1903-1960), une expérience difficile (« J'ai peur de ne pas avoir été un enseignant valable »).

Sakharov est l'un des signataires de la « Lettre des physiciens », jointe à celle dite « des trois cents » biologistes, qui demandent et obtiennent, en 1955, que le pouvoir mette fin au règne de Lyssenko dans la biologie en URSS[1949]. Sakharov n'a pas de contacts directs avec Nikita Khrouchtchev – plus tard, il se souviendra d'avoir dit en 1956, en parlant du Premier secrétaire : « Il me plaît beaucoup ! Après tout, il diffère énormément de Staline »[1950]. C'est à ce moment qu'il prend conscience des risques que fait courir à la planète la poursuite des essais nucléaires, et qu'il décide d'utiliser ses relations pour tenter d'y mettre fin[1951]. Parallèlement à cet engagement extra-scientifique, c'est son ami Âkov Zel'dovič, physicien autodidacte, élève du chimiste Nikolaj Semënov, qui l'aurait poussé à intervenir, en 1958, dans le débat public sur la réforme de l'enseignement. Depuis longtemps, les deux hommes entretenaient des conversations sur des thèmes sociaux-politiques (« *obŝestvennye* »). De fait, ils signent ensemble un article, en novembre 1958, défendant l'idée de créer des écoles spéciales en sciences et en mathématiques : ce faisant ils prennent le contre-pied de l'opinion

---

[1947] *Ibid.*, p. 24.
[1948] *Ibid.*, p. 27.
[1949] Cité par A.N. EREMEEVA, *Rossijskie učenye v usloviâh social'no-političeskih transformacij XX veka. Kurs lekcij*, Saint-Pétersbourg, Nestor, 2006, p. 140. Pourtant, Lyssenko retrouvera en 1961 la tête de la VASHNIL.
[1950] A.D. SAHAROV, *Vospominaniâ, Znamâ*, n°11, 1990, p. 147. Son collègue et mentor Igor Tamm lui aurait objecté : « Oui, Khrouchtchev me plaît aussi ; il n'est pas Staline. Mais j'aurais aimé qu'il en diffère encore plus. »
[1951] En 1958, Sakharov se démenait auprès d'Igor' Kurčatov, père du projet atomique soviétique, pour lui demander d'obtenir de Khrouchtchev un arrêt unilatéral des essais nucléaires. Kurčatov transmit la demande en septembre, et subit la colère du Premier secrétaire, qui perdura jusqu'à sa mort en 1960. Pour plus de détails sur cet engagement, voir Gennady GORELIK, « Andrei Sakharov. Soviet Physics, Nuclear Weapons, and Human Rights », American Institute of Physics, 1998-2007 [En ligne]. http://www.aip.org/history/sakharov/index.htm (Page consultée le 10 septembre 2007).

de nombreux savants, mais pas de Semënov auquel ils font implicitement référence[1952]. Dans ses mémoires, Sakharov précise :

> Durant ces années, il y eut encore quelques débats socio-politiques, vers lesquels m'attira Zel'dovič, ma participation y étant relativement passive. [...] A l'époque on ne faisait que discuter la question de savoir si [des écoles spéciales] étaient nécessaires ou contredisaient à quelques principes sociaux ou pédagogiques. Zel'dovič et moi écrivîmes et adressâmes aux *Izvestia* une note dans laquelle nous défendions l'idée de telles écoles (nous apportions des arguments assez évidents en leur faveur, et esquivions la discussion avec nos opposants, laissant toutes les objections sans réponse).

A la différence de Zel'dovič, Sakharov ne s'impliqua pas davantage dans le débat sur l'enseignement du début des années 1960 : il ne siégea pas dans la Commission de réforme des programmes de 1964, et ne semble pas avoir été lié au lancement des écoles-internats de physique et mathématiques, à la même époque.

SAMARIN Aleksandr Mihajlovič (1902-1970)

Né dans un village de la région de Nijni Novogorod, il entre au Parti dès 1925, devenant cette année-là membre du Bureau central des étudiants prolétaires, organe formé en 1923 auprès du VCSPS, destiné à relayer dans le monde étudiant les mots d'ordre du régime en matière d'enseignement supérieur – en particulier, la discrimination positive en faveur des ouvriers et des paysans pauvres – et supprimé en 1934[1953]. Membre du Présidium, puis secrétaire de ce Bureau (jusqu'en 1929), il fait parallèlement des études à la Faculté de métallurgie de l'Académie des mines de Moscou. En 1930, il devient enseignant au tout nouvel institut Staline de l'acier de Moscou, créé à partir de cette même faculté, obtenant le titre de professeur en 1938. Après la guerre, il entame une carrière d'administrateur, étant ministre adjoint de l'Enseignement supérieur d'URSS de 1946 à 1951, aux côtés de Sergej Kaftanov. Mais il quitte le ministère à l'arrivée de Vsevolod Stoletov, promu vraisemblablement grâce au soutien de Trofim Lysenko. Samarin se consacre à nouveau à l'enseignement et à la recherche (dans le domaine des alliages ferreux et de l'électrosidérurgie), tout en conservant des fonctions de direction dans le domaine scientifique : après avoir été le premier directeur de l'Institut d'histoire des sciences et des techniques de l'AN SSSR (1953-1955), il entre à l'institut Bajkov de métallurgie de l'AN SSSR. C'est en tant que membre correspondant qu'il intervient, le 19 septembre 1958, à la réunion de l'*Otdel nauki* du CC du PCUS : il s'y prononce contre l'obligation d'un stage pratique dans la production, qu'il juge inutile et néfaste pour les futurs ingénieurs. Deux ans plus tard, il est nommé directeur de son institut, puis quitte ce poste en 1961 pour devenir l'adjoint du président du Comité d'État du Conseil des ministres d'URSS pour la coordination des travaux de recherche scientifique, nouveau nom du *Gostehnika* dirigé par Vladimir Kirillin. En 1967, après avoir été élu académicien (1966), Samarin reprend la tête de son institut, qu'il garde jusqu'à sa mort.

[1952] « Des écoles pour les sciences et les mathématiques sont nécessaires », Pravda, 19 novembre 1958.
[1953] Voir DEMIDOVA Elena Igorevna, *Stanovlenie i razvitie sovetskoj vysšej školy v 1920-1930 gg.*, Résumé de thèse pour le grade de *doktor* en histoire, Saratov, 2007, p. 30-31.

SATÛKOV Pavel Alekseevič (1911-1976)

Né dans une famille ouvrière, il étudie à l'Institut pédagogique de Gorki (Nijni Novgorod) puis à l'École supérieure du Parti. Dans les années 1930, il embrasse une carrière d'apparatchik, dans plusieurs rédactions de journaux et dans l'appareil central du Parti, auquel il adhère en 1939. De 1946 à 1949 il est adjoint, puis rédacteur en chef, du journal *Kul'tura i žizn'* ; il entre ensuite à la *Pravda*, dont il est rédacteur en chef adjoint, puis en titre, pendant presque toute la période du « Dégel », de 1956 à 1964. Durant ces années il fait partie, notamment avec Adžubej et Il'ičëv, de l'équipe qui prépare et vérifie, avant leur publication, les discours de Khrouchtchev. Il préside aussi l'Union des journalistes d'URSS de 1962 à 1965. De 1964 à 1971, il est rédacteur en chef de la revue *Partijnaâ žizn'* (organe bimensuel du CC du PCUS, qui avait cessé de paraître de 1948 à 1954), puis devient rédacteur en chef de la Rédaction principale des programmes de vulgarisation scientifique et pédagogique de la Télévision centrale.

En août 1958, il assiste à la réunion organisée par Aleksej Larionov à l'*obkom* du Parti de Riazan sur l'expérience des brigades d'élèves dans la production – mais il ne semble pas jouer de rôle direct dans l'élaboration ni dans la discussion de la réforme.

SEMËNOV (SEMIONOV) Nikolaj Nikolaevič (1896-1986)

Né à Saratov dans une famille de petite noblesse, d'une mère très instruite (elle avait été élève à Tsarskoe Celo, puis avait suivi les cours pour jeunes filles à Saint-Pétersbourg) et d'un père fonctionnaire dans l'armée, Nikolaj Semënov étudie au collège technique (*real'noe učiliŝe*) puis à la Faculté de physique de l'université de Saint-Pétersbourg. Il en sort diplômé en 1917, après avoir été l'étudiant du physicien Abram Ioffe (1880-1960), et avoir déjà écrit des articles scientifiques. En 1918 il est assistant à l'université de Tomsk, mais, rendant visite à ses parents à Samara, il s'engage pendant quelques mois dans les armées blanches de l'amiral Koltchak, avant de reprendre une attitude plus neutre. En 1920, Ioffe, qui vient d'être élu académicien, le fait venir à Petrograd : le jeune savant s'y consacre à la recherche, s'intéressant de plus en plus aux liens entre la physique et la chimie. Ses travaux acquièrent bientôt une renommée mondiale. En 1931 est fondé, à sa demande, l'Institut de physique chimique de Leningrad, dont il prend immédiatement la tête. Un an plus tard, il est élu académicien (à 36 ans). La Grande terreur l'épargne de justesse, car l'épisode de 1918 en fait une victime toute désignée, son nom ayant été inscrit sur la liste d'un « complot » l'associant aux physiciens Vladimir Fok et Lev Landau : l'un et l'autre sont arrêtés en 1937 et 1938, mais libérés au bout de quelques mois, grâce à l'intervention de Kapica. Semënov échappe à une arrestation, sans doute grâce à l'importance des applications militaires de ses travaux (l'étude de l'explosion des gaz), mais il est victime de tentatives de déstabilisation dans les années suivantes, en particulier de la part du professeur de physique de MGU Nikolaj Akulov (1900-1976), qui l'accuse de plagiat scientifique. Après la guerre, malgré son entrée au Parti en 1947, il est encore critiqué pour avoir rendu hommage à des savants étrangers dans un livre. Là encore, l'importance de ses travaux, liés au projet atomique, lui épargne des ennuis plus graves, mais il ne peut assister à l'explosion de la première bombe A soviétique, à laquelle il a collaboré, comme beaucoup de ses disciples, en particulier Âkov Zel'dovič, alors très proche

d'Andreï Sakharov[1954]. Mis à l'écart du groupe des « atomistes », il participe à la mise sur pied, en 1951, de l'Institut physico-technique de Moscou (MFTI), avec Kapica et Lev Landau. Après la mort de Staline, l'appareil du CC du PCUS continue à le considérer comme un élément suspect, y compris lorsqu'il obtient le prix Nobel de chimie – le premier pour l'URSS, avec le Britannique Cyril N. Hinshelwood, en 1956[1955].

En 1957, il est élu membre du Présidium de l'AN SSSR, comme académicien-secrétaire du Département des sciences chimiques. De 1960 à 1963, il préside le conseil de la société « *Znanie* » de vulgarisation des connaissances pour toute l'Union, poste qu'il laisse ensuite à Vladimir Kirillin. Surtout, de 1963 à 1971, Semënov est vice-président de l'AN SSSR : son passage à ce poste est marqué par des débats animés, notamment avec le président Mstislav Keldyš (1911-1978). Parallèlement il est élu, en 1961, membre suppléant du CC du PCUS, avec Mihail Lavrent'ev mais aussi Vladimir Kirillin, alors que Keldyš est élu membre de plein droit ; Semënov, quant à lui, n'ira pas plus loin dans le cursus honorum du Parti, mais siège au Soviet suprême de 1958 à 1970.

SEMIČASTNYJ Vladimir Efimovič (1924-2001)

Né dans un village de l'arrondissement de Dniepropetrovsk, il entre au Komsomol à la fin des années 1930, étudie un an à l'Institut chimico-technologique de Dniepropetrovsk, avant l'évacuation. Pendant la guerre, il occupe différents postes régionaux dans l'appareil du Komsomol ; entré au Parti (1944), il poursuit sa carrière et dirige l'organisation des Jeunesses communistes d'Ukraine de 1947 à 1950. A cette date, il devient secrétaire du CC du VLKSM. A la faveur du XXe Congrès, il est fait membre suppléant du CC du PCUS – il en sera membre à part entière en 1964. En mars 1958, il succède à Aleksandr Šelepin à la tête du VLKSM ; mais il n'y reste qu'un an. En mars 1959, il est nommé à la tête du Département des organes du Parti du CC du PCUS – poste qu'avait également occupé Šelepin juste avant. Puis il est nommé deuxième secrétaire du PC d'Azerbaïdjan, poste qu'il occupe jusqu'en 1961. Il succède alors encore à Šelepin, cette fois à la tête du KGB, qu'il conserve jusqu'à l'arrivée d'Andropov, en mai 1967. Sous sa direction est réorganisée et renforcée la lutte contre les formes d'agitation « antisoviétique », qui avait connu un certain assouplissement dans les années entourant le XXIe Congrès du PCUS. Après 1967, il devient le numéro deux du gouvernement ukrainien, poste qu'il occupe jusqu'en 1981. Relégué, sous Andropov, à la direction de l'association « *Znanie* », il est mis à la retraite en 1988, en pleine Perestroïka.

Il appartient, d'après Nikolaj Mitrohin, au « groupe de Šelepin », connu pour ses vues nationalistes au sein de l'appareil du Parti[1956]. Sa vision du rôle du Komsomol dans les années 1950 est sans ambiguïté :

> Le Komsomol était toujours obéissant. Aussi longtemps que j'y ai travaillé, notre tâche principale était de tout faire comme le Parti l'avait dit.[1957]

[1954] Voir Û.I. SOLOV'EV (éd.), *Akademik Nikolaj Nikolaevič Semënov – vice-prezident AN SSSR*, Moscou, Vladmo Graf-Press, 2002, p. 4-5.

[1955] *Ibid.*, p. 6. Ûrij Solov'ev cite l'article de Û.I. KRIVONOSOV, « Počemu v CK KPSS ne lûbili sovetskih laureatov Nobelevskoj premii (N.N. Semënov, I.E. Tamm, P.L. Kapica, L.D. Landau v 'ob'âtiâh' vlasti) », *Voprosy istorii estetsvoznaniâ i tehniki*, n°3, 1999. Pourtant, à la différence des trois autres, et du président de l'AN SSSR Aleksandr Nesmeânov, Semënov fut élu membre suppléant du CC du PCUS lors du XXIIe Congrès – ainsi que Mihail Lavrent'ev, qui fut réélu aux deux congrès suivants.

[1956] Nikolaj MITROHIN, *Russkaâ Partiâ : dviženie russkih nacionalistov v SSSR. 1953-1985*, Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2003.

[1957] Interview publiée dans le journal d'extrême-droite russe *Zavtra*, 24 juin 1997.

Présent lors de la réunion du 25 septembre 1958 à l'*Otdel nauki*, il n'intervient pas, mais interrompt à deux reprises Zelenko, émettant une objection sur la capacité de travail intellectuel et « productif » des jeunes. Ces propos tranchent avec la position officielle de son organisation, dont le Bureau du CC adopte le 26 septembre un décret proche de la vision radicale de la réforme, portée par le chef du GUTR.

SKATKIN Mihail Nikolaevič (1900-1991)

Fils d'un médecin de *zemstvo* de la région de Moscou, issu d'une famille nombreuse, il fait des études au prestigieux lycée privé G. Šelaputin de la capitale, et devient à 19 ans, en pleine guerre civile, instituteur dans une école maternelle. De 1925 à 1930, il travaille à la 1ère Station expérimentale d'enseignement du Narkompros, sous les ordres du pédagogue Stanislas Šackij (1878-1934), dont il devient le disciple. Après 1930, il entre à l'Institut de pédagogie soviétique de MGU, puis à l'Institut des programmes et des méthodes et à l'Institut d'enseignement polytechnique, qui existe sous ce nom de 1931 à 1937 (voir chapitre 1). Skatkin se spécialise dans les méthodes d'enseignement des sciences dans les petites classes, et écrit des manuels qui font autorité jusqu'aux années 1960 et même au-delà. De la fin des années 1930 au début des années 1940, il est semble-t-il relégué à des tâches subalternes en raison de son appartenance passée au groupe des pédagogues novateurs – sans être directement victime des répressions de 1937.

En 1945, il entre dans le système de l'APN récemment créée, et en 1950 il en est élu membre correspondant, se faisant de plus en plus le propagandiste des théories officielles. Il est un des rédacteurs-consultants de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958). En avril 1951 il répond violemment à son collègue Pavel Šimbirëv, lequel critiquait certaines idées d'Anton Makarenko comme inapplicables, dans un article de la *Literaturnaâ gazeta*[1958]. Il parvient d'autant mieux à retrouver une position éminente dans l'appareil, que les idées qu'il avait soutenues autrefois reviennent au goût du jour. En janvier 1953, on le trouve à la tête de la commission interne chargée d'élaborer des propositions pour la *polytechnisation* de l'école, tâche dont il s'acquitte avec application, réunissant théoriciens, praticiens et représentants du monde scolaire et des entreprises. Pourtant, en janvier 1954, un des intervenants, enseignant du secondaire, V. Korotov, émet ouvertement des doutes sur le bien-fondé du choix de Skatkin à ce poste, sous-entendant que sa compétence scientifique est contestée :

> C'est agréable qu'on invite un enseignant à une séance de ce type. Mais quand je suis arrivé à la réunion, je me suis étonné d'y voir si peu de monde. Le président de séance est cette personne contre laquelle ont été formulées toutes les remarques critiques de fond. Il en découle une situation assez étrange. Apparemment il va falloir que le cam[arade] Skatkin dise le mot de la fin au terme de notre séance, or cela est pour le moins curieux.[1959]

[1958] « Professor Šimbirëv neprav. Ob ispol'zovanii pedagogičeskogo opyta A.S. Makarenko v škol'noj rabote » (« Le professeur Šimbirëv a tort. Sur l'utilisation de l'expérience pédagogique d'A.S. Makarenko dans le travail scolaire »), *Literaturnaâ Gazeta*, 19 avril 1951.

[1959] GARF, A-10049/1/1689, p. 3. V. Korotov est par ailleurs l'auteur de deux articles sur Makarenko parus dans *Učitel'skaâ Gazeta* (2 septembre 1953) et dans *Fizkul'tura i sport* (n°4, 1954).

Skatkin répond simplement, quelques minutes plus tard : « Je dois m'excuser auprès de l'assistance de ne pas être à ma place ici comme président ».

De fait, il lui faudra attendre 35 ans après son élection comme membre correspondant, avant d'être élu académicien de l'APN, à l'âge de 85 ans, à la veille de la Perestroïka. Alors qu'il aurait dû s'affirmer comme un des inspirateurs de la réforme de 1958, il semble progressivement mis à l'écart. Peut-être faut-il y voir le résultat de machinations internes à l'APN, comme l'affirme un de ses jeunes collègues, Leonid Zankov, en 1964[1960]? Skatkin a en effet été mis en cause à l'automne 1958 pour avoir fait commander par la bibliothèque de l'APN une brochure antisoviétique sur l'instruction polytechnique en URSS[1961]. Il est aussi, avec Šapovalenko, le co-auteur, en mars 1959, d'un rapport accusateur à l'encontre de certains de ses collègues de l'APN, accusés de ne pas fournir de véritable travail et de cumuler les rémunérations. Ce texte vise particulièrement Gončarov, Leont'ev et Verzilin, trois intervenants du débat hostiles à la professionnalisation totale du secondaire, et partisans de la « différenciation », dont les thèses finissent par s'imposer au milieu des années 1960. Par la suite, Skatkin semble se replier sur ses activités de chercheur : auteur d'un traité sur *Les fondements didactiques du lien entre l'instruction et le travail des élèves* (1960)[1962], il publie d'autres ouvrages généraux et recueils d'articles dans les années soixante-dix et 1980, ainsi que des manuels sur l'enseignement des sciences et l'étude de la nature (*prirodovedenie*) à l'école maternelle. Il se veut l'héritier des théories de Stanislas Šackij et, au-delà, de Léon Tolstoï, selon lesquelles le « lien avec la vie » ne se limite pas à l'apprentissage d'un travail à la production, et renvoie plus largement au rapport au monde environnant et à la nature[1963].

SMIRNOV Vasilij Sergeevič (1915-1973)

Né à Petrograd, orphelin de père à six ans, il est élevé par sa mère et son frère, devenu au début des années trente chef du département des écoles et de la science de l'*oblast'* de Saratov. Mais ce dernier est arrêté et fusillé en 1936, lors de la Grande terreur (avant d'être réhabilité après la guerre). Auparavant, Vasilij Smirnov, qui a commencé à travailler comme manœuvre à 15 ans, est entré à la Faculté ouvrière (*rabfak*) de l'Institut polytechnique de l'Oural, ce qui lui permet d'y étudier à la Faculté métallurgique. Diplômé en 1937, on l'envoie travailler dans plusieurs usines métallurgiques ; il s'inscrit en même temps en *aspirantura* : il devient *kandidat* à la veille de la guerre. Pendant le conflit, il travaille dans le secteur vital de la construction de chars, dans une usine de la région de Perm', ce qui lui vaut d'être renvoyé du front, où il a voulu combattre. Fin 1941, parallèlement à son emploi, il occupe la chaire du travail des métaux par pression de l'Institut polytechnique de l'Oural, avant d'en être nommé *docent*. Au même moment, il participe à la mise au point de la production des lances-roquettes « Katioucha », qui jouèrent un rôle décisif dans les victoires de l'Armée rouge. Après la guerre, ses recherches lui valent d'obtenir le grade de *doktor*, à 33 ans, à l'Institut de l'acier et des alliages de Moscou. En 1949, il est invité à travailler dans sa ville natale, au prestigieux institut polytechnique de Leningrad, dont il devient professeur l'année suivante, puis directeur, en mars 1956. Il y fonde l'un des séminaires de recherche les plus dynamiques du pays, dans son domaine, et ouvre plusieurs facultés nouvelles ;

[1960] *Učitel'skaâ gazeta*, 24 décembre 1964. Voir aussi le chapitre 7, I, D.
[1961] Voir le texte 29, en annexe.
[1962] M.N. SKATKIN, O didaktičeskih osnovah svâzi obučeniâ s trudom učaŝihsâ, Moscou, Učpedgiz, 1960.
[1963] M.V. BOGUSLAVSKIJ, XX vek Rossijskogo obrazovaniâ, Moscou, Per Sè, 2002, p. 171.

parallèlement, il continue d'enseigner dans sa spécialité, recevant fréquemment étudiants et doctorants, tout en publiant de nombreux articles de vulgarisation scientifique.

Le 22 septembre 1958, il intervient lors de la réunion des directeurs de VUZ au MVO SSSR, pour se rallier au point de vue d'Aleksandr Aleksandrov et d'Ivan Petrovskij : son discours, qui met en doute l'efficacité, dans la formation des ingénieurs, des études du soir et par correspondance, est publié en partie dans le *Vestnik vyssšej školy*. En 1960, il est élu membre correspondant de l'AN SSSR, et reçoit par la suite de nombreuses distinctions. Parallèlement, il est élu président du conseil d'*oblast'* du Conseil des sociétés scientifiques et techniques de toute l'Union, regroupant savants et ingénieurs « novateurs » du pays, mais aussi président adjoint du Conseil mondial de la Paix, et délégué au XXIIe Congrès du PCUS, en février 1961. A cette époque, sa position a changé : en juillet, il défend, lors d'une réunion publique au Kremlin, la nécessité d'organiser une partie des études « sans rupture avec la production »[1964]. Il siège aussi plusieurs années aux comités de ville et d'*oblast'* du Parti de Leningrad, avant d'être élu, en 1970, député du Soviet suprême de RSFSR.

SOBOLËV Sergej L'vovič (1908-1989)

Né à Saint-Pétersbourg, il étudie à la fin des années vingt à la Faculté de physique et de mathématiques de l'université de Leningrad, et se spécialise dans les mathématiques calculatoires. Il est notamment formé par le mathématicien Boris Delone (1890-1980), initiateur des premières olympiades dans cette discipline en 1934[1965]. Sobolëv travaille d'abord comme géophysicien à l'Institut de sismologie. Avec l'académicien Vladimir Smirnov (1887-1974), il découvre une méthode de calcul pour les ondes qui a des applications en géophysique comme en physique mathématique. En 1933, il est élu membre correspondant de l'AN SSSR, et l'année suivante il prend la tête d'un département de l'institut Steklov de mathématiques de l'AN SSSR. Il est élu académicien en 1939, à l'âge de 31 ans – c'est alors le plus jeune du pays. Dans les années 1940, il continue dans le domaine de l'analyse fonctionnelle et des mathématiques calculatoires pour la physique. Il travaille même quelques années à l'Institut de l'énergie atomique auprès d'Igor' Kurčatov (1903-1960), principal coordinateur scientifique du projet atomique soviétique, avant de revenir à son domaine de prédilection, où il a déjà acquis une renommée mondiale. Au début des années 1950, sa carrière d'enseignant le conduit à la capitale, où il dirige la chaire de mathématiques calculatoires de la Faculté de mécanique et de mathématiques de MGU, qui avait été fondée trois ans auparavant. En 1955, il est l'un des initiateurs de la création du centre de calcul de MGU, déployant une importante activité épistolaire vers le CM d'URSS et le Gosplan, pour obtenir les moyens nécessaires[1966]. Il prend une part active dans l'utilisation des premiers ordinateurs pour les mathématiques calculatoires – il s'engage aussi publiquement pour la défense de la cybernétique, lavée, cette année-là, de l'accusation d'être une « fausse science » (ou une « science bourgeoise »)[1967]. En 1956, lors d'un séminaire, il met sur pied un groupe de travail pour imaginer un petit ordinateur utilisable par les

[1964] Voir le chapitre 8.

[1965] D'après John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 218.

[1966] Voir notamment le décret du Conseil des ministres d'URSS du 4 juin 1958, signé par Frol Kozlov, qui accorde les moyens demandés et demande aux administrations concernées d'accélérer la construction : GARF, R-5446/92/124, p. 125.

[1967] En témoigne l'article qu'il a co-signé, avec ses collègues Kitov et Lâpunov, intitulé « Les traits fondamentaux de la cybernétique », dans la revue *Voprosy Filosofii*, n°4, 1955.

laboratoires des instituts. En 1957, avec son ami et collègue Mihail Lavrent'ev, il participe aux débuts de la « Cité académique » de Novossibirsk : il quitte alors la chaire de mathématiques calculatoires de MGU, en 1958, pour se consacrer à la direction de l'Institut de mathématiques du SO AN SSSR, qu'il conserve jusqu'à 1983. C'est lui qui, quelques années plus tard, invite Aleksandr Aleksandrov à le rejoindre – et à enseigner à l'université de Novossibirsk nouvellement créée. Il joue aussi un rôle fondamental dans la création et le fonctionnement de l'école-internat de physique et de mathématiques ouverte en septembre 1963, à l'initiative de Lavrent'ev.

Il intervient lors de la réunion du 19 septembre, en faveur du maintien de la continuité des études, mais aussi contre la création d'écoles spéciales – position qu'il a déjà défendue dans un article publié dans la *Pravda* quelques jours plus tôt. Malgré cette position de principe, il est quelques années plus tard, avec Lavrent'ev, un des organisateurs de l'école physico-mathématique de Novossibirsk[1968]. En 1960, il prend la défense des travaux en économétrie de Kantorovitch – venu travailler à ses côtés –, accusé de s'écarter du « marxisme-léninisme » et de faire l'apologie du capitalisme.

STAROVSKIJ Vladimir Nikonovič (1905-1975)

Membre du Parti depuis 1939. Né d'un père instituteur de l'actuelle république des Komi (au nord de la Russie), il entre très tôt, en 1919, dans l'administration statistique de son district, puis de son *oblast'*. Il a ensuite la possibilité d'étudier à la Faculté de droit de l'Université d'État de Moscou (n°1), et soutient une thèse de *kandidat* à l'institut d'économie de *RANION*. Parallèlement il s'est embauché comme statisticien au Conseil de l'économie nationale d'URSS, puis à la Direction statistique centrale d'URSS (CSU SSSR) en 1926. C'est là qu'il fait carrière jusqu'à la fin de sa vie. Partisan de la ligne officielle prônant une « statistique socialiste », il est chargé du recensement de 1939, après l'épuration sanglante de son administration suite au recensement censuré de 1937.Il parvient à y échapper grâce à une « capacité d'adaptation permanente »[1969]. En récompense, il accède à la direction de la CSU SSSR. Entre 1941 et 1948, il cumule cette fonction avec le poste de vice-président du Gosplan d'URSS, mais surtout il devient le chef (*načal'nik*) à la plus grande longévité de la CSU SSSR : d'octobre 1940 à août 1975, avec le rang de ministre d'URSS après 1957.

A cette carrière exceptionnelle s'ajoutent des activités d'enseignant (il a été nommé professeur en 1934) et de chercheur : il reçoit le grade de *doktor* ès sciences économiques en 1940, et est élu membre correspondant de l'AN SSSR en 1958. Mais il ne sera jamais élu académicien. D'après Alain Blum et Martine Mespoulet, « sa compétence […] ne fait pas de doute, même si ses ouvrages ne se distinguent pas par une grande acuité du raisonnement statistique »[1970].

Parallèlement, signe de sa position élevée dans l'appareil du Parti-État au cours des années soixante, et même s'il ne s'agit que de fonctions honorifiques, il est membre de la Commission centrale de révision du PCUS lors du XXIIe Congrès (de 1961 à sa mort), et député du Soviet suprême d'URSS de 1962 à 1974.

[1968] John DUNSTAN, *Paths to Excellence and the Soviet School*, Windsor, Humanities Press, 1978, p. 136. Voir aussi la notice de Lavrent'ev, et le chapitre 7.

[1969] Voir Alain BLUM, Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique. L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline,* Paris, La Découverte, 2003, p. 156.

[1970] *Ibid.*, p. 157.

STOLETOV Vsevolod Nikolaevič (1907-1989)

Né dans une famille « petite bourgeoise » de la province de Vladimir, il compense son origine sociale en s'engageant dès l'âge de 17 ans au Département local du *politprosvet*, utilisant semble-t-il sa bonne formation initiale – mais sans pouvoir faire d'études supérieures. Il enseigne dans l'organisation de liquidation de l'analphabétisme (*likbez*) puis devient secrétaire de Département. A partir de 1926, il travaille dans l'édition à Moscou : comme secrétaire technique de la revue *Les voies de l'agriculture* (1926-1929), puis comme secrétaire principal de rédaction (1929-1933) et secrétaire de travail (*rabočij sekretar'*) de la revue *La reconstruction socialiste de l'agriculture*. Sa trace se perd alors quelques années, puis on le retrouve en 1938-1939 successivement rédacteur de la revue *La culture du coton soviétique*, et responsable de la rédaction des ouvrages sur les cultures végétales de la maison d'édition *Sel'hozgiz* (Éditions agricoles). Parallèlement, il suit des études par correspondances et réussit en 1931 à être diplômé de l'Académie agricole Timirâzev de Moscou. Ses compétences le font remarquer par le président de la VASHNIL, le biologiste officiel Trofim Lyssenko, qui en fait son assistant de 1939 à 1941. A ce moment, en 1940, il entre au Parti, ce qui lui permet de poursuivre une carrière administrative dans la sphère scientifique, grâce à son nouveau protecteur : en 1941, sans aucun titre ou grade, et sans travail de recherche véritable, il est nommé collaborateur, puis rapidement secrétaire scientifique de l'Institut de génétique de l'AN SSSR, avant d'en devenir le directeur adjoint pour le travail scientifique de 1945 à 1948 – au moment où le lyssenkisme, s'impose pour longtemps en URSS, pour le grand malheur de la génétique et des généticiens soviétiques[1971]. En novembre 1947, Stoletov prend une part directe à cette entreprise, en publiant dans la *Literaturnaâ gazeta* un article soutenant les thèses lyssenkistes[1972]. De 1948 à 1950, succédant à Vasilij Nemčinov, il dirige l'Académie agricole de Moscou où il avait étudié – poste qui fait de lui un membre à part entière de l'establishment scientifique. Ainsi la période de l'après-guerre, sombre pour de nombreux domaines scientifiques, a-t-elle permis à Stoletov de réaliser une sorte de revanche sociale sur les années 1920, quand il avait été privé du droit d'étudier du fait de ses origines « petites bourgeoises ». Il est même l'un des rédacteurs en chef de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958). Surtout, en 1951, il devient, à 44 ans, ministre adjoint de l'agriculture, chef du Département principal de propagande agricole. Mais presque aussitôt, il change d'administration et devient ministre de l'Enseignement supérieur d'URSS, succédant à Sergej Kaftanov, un autre promu des années 1930. Il conserve ce poste de février 1951 à mars 1954[1973], date à laquelle il est relégué au rang de premier adjoint, sous l'autorité de Vâčeslav Elûtin. Stoletov est aussi membre suppléant du CC du PCUS lors du XIXe Congrès en 1952 – fonction non reconduite en 1956.

Mais la carrière de Stoletov, comme celle de Lyssenko, se poursuit au-delà du XXe Congrès. Ayant obtenu le grade de *doktor* en biologie en 1958 (pour des travaux sur la génétique et sur la « sélection », vraisemblablement d'inspiration lyssenkiste), il conserve le poste de premier adjoint au MVSSO SSSR jusqu'en 1959, date à laquelle il est nommé à la tête du MVSSO RSFSR nouvellement créé : or cette instance a récupéré la majeure partie des VUZ du pays. Si Elûtin continue de commander au MVSSO SSSR, Stoletov, lui, dirige le

[1971] C'est le congrès de la *VASHNIL* en 1948 qui marque la victoire définitive, et violente, des thèses de T.D. Lyssenko en biologie. Voir la notice biographique de ce dernier, ainsi que : Valerij SOJFER, *Vlast' i nauka. Istoriâ razgroma genetiki v SSSR*, Moscou, Lazur', 1993, en Particulier le chapitre VIII et N.L. KREMENCOV, « Ravnenie na VASHNIL », *in : Repressirovannaâ nauka. Vypusk 2*, Saint-Pétersbourg, Nauka, 1994, p. 83-96.

[1972] N.L. KREMENCOV, « Sovetskaâ nauka i holodnaâ vojna », *in :* KOLČINSKIJ È.I., (dir.) *Nauka i krizisy. Istoriko-sravnitel'nye očerki*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 2003, 1040 p., p. 852.

[1973] Après le 15 mars 1953 il est directeur de l'Enseignement supérieur au ministère de la Culture, du fait de la fusion des deux institutions.

MVSSO RSFSR de 1959 à 1972, période durant laquelle il est confronté à l'application de la réforme, mais aussi à ses ajustements successifs. Le fait qu'il reste en poste après l'éviction de Khrouchtchev prouve qu'il conserve la confiance de la nouvelle équipe dirigeante. Il termine sa carrière à des postes liés surtout à son entregent et à ses compétences politico-administratives : il est en effet président de l'APN (qui a pris la dimension de l'URSS en 1966) de 1972 à 1981 – il en était devenu membre en 1968, ayant publié quelques brochures de propagande sur l'enseignement supérieur et secondaire spécial –, et parallèlement président du Présidium de la Société soviétique pour les liens culturels avec les compatriotes de l'étranger (« Patrie »), de 1975 à 1984. A 77 ans, il prend sa retraite.

SUHOMLINSKIJ Vasilij Aleksandrovič (1918-1970)[1974]

Issu d'une famille paysanne ukrainienne, il fait des études à l'Institut pédagogique de Poltava, dont il sort diplômé en 1938. Pendant et après la guerre, il travaille dans plusieurs écoles, avant d'être nommé, en 1948, directeur de l'école secondaire de Pavlyš, dans l'*oblast*' de Kirovograd (Ukraine). S'inspirant notamment de l'exemple de l'école n°58 de Krasnodar, qui porte le nom d'Anton Makarenko et que dirige depuis 1943 Fëdor Brûhoveckij, Suhomlinskij favorise un système d'études accordant une large place à l'instruction polytechnique et au travail dans la production, mais pour les élèves des dernières classes seulement[1975]. Fort de cette expérience, et de son grade de *kandidat* ès sciences pédagogiques, il intervient dans le débat sur la *polytechnisation* de l'enseignement dès 1956, en écrivant dans la revue *Partijnaâ Žizn'*, en réponse à Vasilij Derbinov, une défense de son expérience et de celle des écoles d'Ukraine[1976]. Cet article contribue sans doute à le faire connaître au niveau national, et en 1957 il est élu membre correspondant de l'APN. En 1958, il reçoit le titre honorifique de « maître émérite d'Ukraine ». Mais deux ans après sa passation d'armes avec Derbinov, les positions sont inversées : Suhomlinskij intervient à plusieurs reprises dans l'élaboration de la réforme, mais pour critiquer la professionnalisation excessive de l'école secondaire. Il est d'abord l'auteur d'une lettre adressée à Nikita Khrouchtchev en juillet 1958, dans laquelle l'historien Aleksandr Pyžikov voit une source d'inspiration directe pour la loi du 24 décembre. Ce texte, sur le fond assez réservé quant aux orientations prises par la réorganisation de l'enseignement secondaire, vise plutôt à corriger le projet khrouchtchévien[1977]. Suhomlinskij réitère ses objections (notamment le souci de ne pas faire du travail manuel une contrainte) lors de la réunion organisée par le Département du CC du PCUS, où il se montre très sévère à l'égard de la variante initiale de la réforme, défendue par Genrih Zelenko. Il reprend le même discours critique lors de l'assemblée générale de l'APN, le 25 novembre 1958 : il met en doute le bien-fondé de l'extension des cours du soir et par correspondance pour la seconde étape du secondaire. L'absence de contribution écrite, de sa part, au débat national dans la presse, confirme cette position réservée vis-à-vis du projet khrouchtchévien.

[1974] Pour une étude plus complète sur la vie et l'œuvre de ce pédagogue, voir Boris S. TARTAKOVSKIJ, *Teacher*, Moscou, Novosti, 1974 et Alan COCKERILL, *Each one must shine : The educational legacy of V. A. Sukhomlinsky*, New York, Peter Lang, 1999.

[1975] M.V. BOGUSLAVSKIJ, XX vek Rossijskogo obrazovaniâ, Moscou, Per Sè, 2002, p. 146-147, et

[1976] Voir *supra*, chapitre 2, et la traduction de ce texte en annexe.

[1977] Voir A.V. PYŽIKOV, « Reformirovanie sistemy obrazovaniâ v SSSR v period 'ottepeli' (1953-1964) », *Voprosy istorii* 2004, n°9, p. 95-104 ; p. 99. Une traduction en anglais de cette lettre se trouve dans Alan COCKERILL, *Each One Must Shine…, op. cit.*, p. 158-159.

Néanmoins son nom reste associé à la recherche sur l'enseignement polytechnique, et partant, à la politique de ces années. En 1959 est d'ailleurs publié un de ses premiers travaux d'importance, *L'éducation de la relation communiste au travail*[1978]. Mais dans l'ensemble, ses travaux théoriques, publiés dans les années soixante (dont le recueil *Études sur l'éducation communiste*, 1967 et *Je donne mon cœur aux enfants*, 1969), sont consacrés à la psychologie de l'enfant et aux formes d'éducation collectives et individuelles. Posant comme but à l'école communiste la formation de « personnalités pensantes », son œuvre se situe à la limite de la ligne officielle en matière pédagogique, ce qui explique sans doute qu'il ne fut jamais élu académicien de l'APN. En 1968, même s'il est décoré comme « Héros du travail socialiste », il est attaqué pour « humanisme abstrait ». Cet événement n'est peut-être pas étranger à la maladie qui l'emporte deux ans plus tard, alors qu'il n'a que 52 ans. Après sa mort, vu la renommée de ses travaux (en URSS comme au niveau international), les autorités font de son école, en 1975, un musée pédagogique (un an plus tôt, le gouvernement de la République d'Ukraine lui avait attribué le « prix d'État » à titre posthume). Dans les années 1980, il reste une figure très populaire, figurant au programme des instituts pédagogiques. Deux recueils d'articles et de travaux ont assuré cette popularité *De l'éducation* (1973) et *Pas seulement par la raison, mais par le cœur*, paru à la fin de la Perestroïka (1990).

SUSLOV (SOUSLOV) Mihail Andreevič (1902-1982)

Né dans un village de la province de Saratov, dans une famille paysanne, il entre au Parti dès la fin de la Guerre civile, en 1921, et profite des chances offertes aux ressortissants du prolétariat pour faire des études supérieures, à l'Institut d'économie nationale Plekhanov à Moscou, puis à l'institut économique des professeurs rouges. A sa sortie, en 1929, il enseigne lui-même pendant deux ans, avant d'entrer en 1931 dans l'appareil du CC du PCUS, puis à l'Inspection ouvrière et paysanne (RKI), qui devient la Commission de contrôle soviétique près le *Sovnarkom* SSSR. A partir de 1937, il est envoyé dans différentes instances régionales du Parti : à Rostov, puis Ordžonikidze, avant d'être nommé en 1944 à la tête du Bureau du CC du VKP(b) pour la Lituanie (alors en pleine soviétisation). Parallèlement, de 1945 à 1947, il dirige le Département international du Comité central. Surtout, de 1947 à sa mort, il est secrétaire du CC du VKP(b)/PCUS – soit pendant trente-cinq années. Rédacteur en chef de la *Pravda* de 1949 à 1951, il entre ensuite au Politburo, où il siège de 1952 à 1982, sauf deux ans d'interruption après la mort de Staline – tout en étant élu député pendant dix mandatures de suite au Soviet suprême, dont il a été membre du Présidium de 1950 à 1954. La liste de ses postes successifs suggère qu'il s'agit d'un pur « administrateur », malgré sa formation initiale d'économiste.

Avant d'être un des artisans de la chute de Khrouchtchev en octobre 1964, Suslov a su gagner sa confiance, en tant que spécialiste des questions « idéologiques » – il a ainsi remplacé Dmitrij Šepilov, disgracié en 1957. Il passe aussi pour un sévère censeur, y compris pendant la période du « Dégel ». On le voit à l'œuvre dans le texte de loi de la réforme de 1958, qu'il est, avec Muhitdinov, chargé de relire. La même année, il se voit confier la direction de la Commission idéologique du CC du PCUS.

ŠAPOVALENKO Sergej Georgevič (1903-1988)

[1978] V.A. SUHOMLINSKIJ, *Vospitanie kommunističeskogo otnošeniâ k trudu*, Moscou, APN RSFSR, 1959.

Né dans un village d'Ukraine, il commence à travailler à l'école expérimentale de Gluha en 1922 : cette situation lui permet de reprendre des études à la fin des années 1920, d'abord aux cours de formation pédagogique de l'université de Moscou (en chimie), puis à l'Institut de l'éducation nationale de Gluha, dont il est diplômé en 1933. A cette époque, il travaille à l'Institut d'enseignement polytechnique, créé en 1931. Après quelques années passées à l'Institut pédagogique de Rostov-sur-le-Don, il revient dans la capitale en 1944, à l'Institut des méthodes d'enseignement de la nouvelle APN. Sans avoir de grade universitaire, il en est élu membre correspondant en 1950, et obtient en 1955 la direction de son institut, succédant à Mihail Mel'nikov : il est donc en première ligne pour élaborer et mettre en œuvre la relance timide de la *polytechnisation*. Dans les mois qui précèdent le lancement de la réforme de 1958, Šapovalenko en est d'ailleurs l'un des partisans les plus actifs à l'APN, proposant même de soumettre au CC du PCUS un projet de décret sur la question, en mars 1957. En mai 1957, il est l'auteur d'un rapport consacré à la situation de l'instruction polytechnique en RSFSR, jugé sévèrement par le théoricien Aleksej Kalašnikov, qui lui reproche d'avoir une vision étriquée de la *polytechnisation*, au détriment des intérêts de l'enfant[1979]. Mais le soutien de Kairov à son approche modérée le protège contre toute contestation ; si son nom n'apparaît pas dans les travaux préparatoires de la réforme, il a probablement été sollicité par le président de l'APN pour la rédaction des *Thèses* puis de la loi du 24 décembre, étant l'auteur de plusieurs brochures sur la question polytechnique[1980]. Mais il n'intervient pas lors de l'assemblée générale du 25 novembre.

Quelques mois après l'adoption de la réforme, Šapovalenko semble à la recherche d'appuis haut placés : en mars 1959, il écrit avec Mihail Skatkin une lettre au CC du PCUS signalant des irrégularités dans le fonctionnement de l'APN[1981]. Cette dénonciation vise surtout Gončarov, Leont'ev et Verzilin, trois intervenants du débat hostiles à la professionnalisation du secondaire, et partisans de la « différenciation ». Pourtant Šapovalenko ne semble pas avoir obtenu l'effet escompté : dans un premier temps, en 1960, il perd la direction de son institut, et se voit relégué dans celui du matériel scolaire et des moyens techniques d'enseignement, moins prestigieux. Il obtient néanmoins le grade de *doktor* en sciences pédagogiques en 1964, ce qui lui permet, quatre ans plus tard, d'être élu académicien de l'APN, tout en dirigeant son institut de 1965 à 1986.

ŠELEPIN Aleksandr Nikolaevič (1918-1994)

Né à Voronej d'un père fonctionnaire, il étudie à l'Institut d'histoire, de philosophie et de littérature de Moscou (MIFLI) dès sa fondation (en 1931, à partir des facultés de sciences humaines de MGU alors en pleine restructuration). En 1939-1940, il combat dans la guerre contre la Finlande comme commissaire d'escadron. A cette date il entre au Parti, et dès lors sa carrière se déroule dans l'appareil du Komsomol, d'abord au *gorkom* de Moscou (1940-1943), puis au Comité central dont il est secrétaire en 1943, puis Premier secrétaire en 1952-58. C'est alors qu'il entre au CC du PCUS, où il restera 24 ans (de 1952 à 1976), tout en étant pendant 25 ans député du Soviet suprême (de 1954 à 1979). En tant que dirigeant des Jeunesses communistes, il donne son avis, et émet des propositions, à plusieurs reprises, sur

[1979] GARF, R-10049/1/2294, p. 12 ; 77-79. Voir aussi *supra*, chapitre 4, I, B).
[1980] *L'union de l'instruction et du travail dans la production des élèves*, Moscou, 1958, et *L'instruction polytechnique à l'étape actuelle de l'école soviétique*, Moscou, 1958.
[1981] Voir le chapitre 7.

les projets de mesures décidées au CC du PCUS à propos de l'enseignement secondaire général, secondaire spécial, et supérieur. En 1956 il est partisan de la fermeté face à l'agitation ponctuelle qui touche le milieu étudiant, et ses propositions influencent la rédaction de la Lettre du CC du PCUS de décembre ; on le voit même défendre en mai 1957, à la tribune du Soviet suprême, un projet de polytechnisation de l'enseignement, qui n'aboutit pas encore. En avril 1958, au moment du lancement de la réforme scolaire, il est nommé chef du Département des organes du Parti du CC du PCUS pour les républiques. Dans les documents concernant la préparation de la loi du 24 décembre, son nom n'apparaît pas une seule fois. En décembre 1958, tournant décisif dans sa carrière d'apparatchik multiple, il accède au poste de président du KGB. Son passage relativement bref (trois ans) à la tête des organes de sécurité d'État n'en fait pas un personnage clef du Comité central du PCUS, même s'il en devient secrétaire en octobre 1961. Comme beaucoup de ses collègues promus grâce à Khrouchtchev, il n'hésite pas à voter la destitution de ce dernier en octobre 1964, se montrant un des accusateurs les plus zélés de son ancien protecteur (qui l'avait fait, en 1962, président du Comité de contrôle du Parti du CC du PCUS et du CM d'URSS, avec le rang de vice-premier ministre)[1982]. Il entre alors au Présidium (redevenu Politburo en 1966) du CC du PCUS. Mais en 1967, il est écarté du secrétariat du CC du PCUS pour un poste sans réelle influence, celui de président de l'Union des syndicats, où il reste aussi jusqu'à 1975. A cette date, ayant perdu toute fonction au Parti, il prend la tête du Comité d'État pour l'enseignement professionnel et technique – appellation qui a remplacé en 1959 le terme de « Réserves du travail » – devenant ainsi un successeur de Genrih Zelenko dont il partageait les vues sur la professionnalisation, semble-t-il, dans les années 1950. Les questions d'enseignement, si on excepte les dernières années, tiennent donc une place ténue dans la carrière de Šelepin, malgré son intervention de 1956 devant le Soviet suprême. Šelepin incarne, à partir du début des années soixante surtout, des positions nationalistes – au point qu'on peut voir en lui un leader de cette tendance dans l'appareil du Parti et de l'État (URSS et RSFSR)[1983]. D'après l'historien Rudol'f Pihoâ, il aurait été la cheville ouvrière de l'éviction de Khrouchtchev en octobre 1964[1984].

ŠEPILOV Dmitrij Trofimovič (1905-1995)

Né à Achkhabad (Turkménistan), de père ouvrier, il obtient à dix-sept ans, grâce aux dispositions favorisant l'inscription des enfants du prolétariat, la possibilité de s'inscrire à la Faculté de droit de MGU, au Département judiciaire. Il en sort diplômé en 1926, année de son entrée au Parti. Il travaille alors dans les organes judiciaires en Iakoutie (comme procureur), puis dans le ressort de la région occidentale à Smolensk (comme assistant du procureur). En 1929 sa carrière se recentre sur le système d'enseignement supérieur du Parti : collaborateur scientifique de l'Institut de la technique de gouvernement du *narkom* de l'Inspection ouvrière et paysanne d'URSS, il suit lui-même les cours de l'Institut des professeurs rouges de 1931 à

[1982] Voir William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003,

[1983] Sur ce « groupe de Šelepin », voir Nikolaj MITROHIN, *Russkaâ* Partiâ *: dviženie russkih nacionalistov v SSSR. 1953-1985*, Moscou, Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2003, p. 98-118.

[1984] Rudol'f PIHOÂ, *Moskva. Kreml'. Vlast'. Sorok let posle vojny, 1945-1985*, Moscou, Rus'-Olimp : Astrel : AST, 2007, p. 481.

1933 (comme Leonid Il'ičëv, Aleksej Larionov et Mihail Souslov un peu plus tard), tout en travaillant comme secrétaire de rédaction de la revue *Sur le front agraire*, et comme maître de conférences à la chaire d'économie politique de l'Institut agropédagogique de Moscou. En ces années de collectivisation forcée de l'agriculture et de « dékoulakisation » massive, il se retrouve au Département politique d'un sovkhoze en Sibérie pendant deux ans (1933-1935) – sans doute une disgrâce temporaire. Mais cet éloignement du pouvoir central est sans lendemain, puisqu'à son retour il devient l'adjoint du chef du secteur de la science agricole du Département de la science du CC du PCUS, tout en enseignant à l'Institut des professeurs rouges. Il occupe d'autres fonctions dans l'enseignement supérieur et la recherche, à la faveur de la Grande Terreur : à partir de 1937 il est secrétaire scientifique à l'Institut d'économie de l'AN SSSR et enseigne à l'Institut du commerce coopératif soviétique de Moscou, ainsi qu'à l'École supérieure du Parti près le CC du VKP(b). Il soutient alors une thèse de *doktor* ès sciences économiques, et reçoit le titre de professeur (1939).

Pendant la guerre, il sert comme chef de Département politique de plusieurs armées, ce qui lui permet en 1946 d'être nommé adjoint du Département de propagande et agitation de la Direction politique centrale des Forces armées d'URSS, puis rédacteur de la *Pravda* en 1946-1947. Il entre alors à nouveau dans l'appareil central du Parti, à la direction de propagande et agitation, avant de retrouver la direction de la *Pravda* de 1952 à 1956. Il a ainsi la réputation d'un idéologue passé sans accroc de la fin du stalinisme à la nouvelle ère qui s'ouvre en 1953. On le retrouve en première ligne en décembre 1954 lors de la condamnation des premiers signes du « Dégel » en littérature, avec le départ d'Aleksandr Tvardovskij de la direction de la revue emblématique de l'ouverture, *Novyj Mir* (après la publication de l'article de Pomerancev « De la sincérité en littérature »)[1985]. Pourtant Šepilov assiste Khrouchtchev lors de la préparation du XXe Congrès du PCUS : il l'aide à mettre la dernière main au texte du Rapport secret, quelques jours avant sa lecture[1986].

En juin 1956, il succède à Molotov comme ministre des Affaires étrangères, mais reste seulement quelques mois à ce poste. En revanche, de juillet 1955 à juin 1957 il est secrétaire du CC du PCUS (sauf une courte interruption de décembre 1956 à février 1957), ce qui lui permet de jouer un rôle dans plusieurs discussions internes importantes, notamment sur les réformes de l'enseignement. Mais il est écarté de toutes ses responsabilités, et exclu du CC du PCUS (où il était entré en 1952), lors de l'affaire du « groupe anti-Parti » auquel, comme membre suppléant du Présidium, il est accusé de s'être « associé ». Il est alors nommé directeur de l'Institut d'économie de l'AN de Kirghizie et finit sa vie professionnelle au Département d'édition scientifique de la Direction principale des archives près le CM d'URSS (de 1960 à 1982). Exclu du Parti en 1962, comme Molotov, il sera réintégré en 1976.

Membre correspondant de l'AN SSSR de 1953 à 1960, député du Soviet suprême d'URSS de 1950 à 1958, Šepilov a joué un rôle dans la genèse de la réforme de l'enseignement en tant que secrétaire du CC du PCUS. En mars 1957, il soutient la position modérée du Département de la science, des VUZ et des écoles, incarnée par Kirillin et son subordonné Dmitrij Kukin.

ŠIMBIRËV Pavel Nikolaevič (1883-1960)

[1985] Voir *Vtoroj vsesoûznyj s'ezd sovetskih pisatelej 15-26 dekabrâ 1954 goda. Stenografičeskij otčet*, Moscou, 1956.

[1986] William TAUBMAN, *Khrushchev : The Man and His Era*, New York, W.W. Norton & Company, 2003, p. 281.

Né dans une famille paysanne de la province de Moscou, il étudie dans un séminaire pour instituteurs et travaille comme instituteur de zemstvo dans son district natal dès 1904 (suivant le même parcours que Mihail Mel'nikov, de quatre ans son cadet). Syndicaliste, il profite des nouvelles perspectives de carrière à la fin de la guerre civile : il devient directeur du *tehnikum* pédagogique Profintern de Moscou en 1921, puis entre au Département de l'instruction publique de Moscou. En 1931, il s'oriente vers la recherche en science pédagogique : il prend la direction de l'Institut de recherche de planification et d'organisation de l'instruction publique, qu'il conserve pendant cinq ans. Parallèlement, il enseigne les sciences sociales à l'Université communiste et à l'Institut d'histoire, de philosophie et de littérature de Moscou. Il rédige alors le premier manuel soviétique de pédagogie à l'usage des étudiants des *tehnikum* pédagogiques (1934) et est nommé professeur (1935) avant même d'être *doktor*. En décembre 1936, il prend la tête de l'Institut pédagogique de Kirov, dans l'Oural : cette relégation loin de la capitale semble liée aux purges qui frappent alors le monde pédagogique[1987]. En mars 1938 sa trace se perd dans le système d'enseignement soviétique : il est probable que, son titre de *doktor* en poche, il continue d'enseigner voire conserve sa chaire de pédagogie à Kirov. Il publie d'ailleurs un nouveau manuel pour les collèges pédagogiques (1940), suivi d'un autre pour les instituts de formation des maîtres avec I.T. Ogorodnikov (1946). Dans le premier ouvrage, sanctionnant le tournant théorique opéré au cours des années trente, il fait de l'enseignant « la figure centrale dans l'école et dans le processus d'instruction », chargée aussi de l'éducation de « dizaines de millions de bâtisseurs du communisme »[1988]. A la même époque, il fait partie, avec dans une moindre mesure Solomon Rives, des pédagogues qui critiquent le culte naissant des idées de Makarenko[1989]. Il rentre alors dans la capitale, obtenant la chaire de pédagogie du MOPI « Krupskaâ ». L'apogée de sa carrière administrative se situe de 1946 à 1949, lorsqu'il dirige le Département des VUZ pédagogiques au *Minpros RSFSR*. Ce retour en grâce implique aussi l'obligation d'être un zélé détracteur des théories « anciennes » qui peuvent subsister dans les écrits d'autres pédagogues formés avant la révolution. Ainsi, Šimbirëv signe en 1949 une recension accusatrice d'un livre d'histoire de l'école en RSFSR, œuvre de deux pédagogues qui sont parmi les derniers représentants de l'université prérévolutionnaire, N.A. Konstantinov et E.N. Medynskij[1990]. Mais la même année, il laisse sa place à Alekesj Arsen'ev. Revenu à l'enseignement, il publie, avec I.T. Ogorodnikov, un manuel de pédagogie pour les instituts pédagogiques (1954). L'année suivante, Šimbirëv est fait membre correspondant de l'APN – une élection tardive, vu son cursus et ses décorations, dont les médailles « pour excellence au travail » et K.D. Ušinskij. Il est l'un des rédacteurs-consultants de la deuxième édition de la *Grande encyclopédie soviétique* (1949-1958).

Il participe, en 1958, aux débats sur la réforme de l'enseignement : il intervient en particulier lors de l'Assemblée générale de l'APN RSFSR, le 25 novembre. Contre son successeur Alekesj Arsen'ev, il soutient son jeune collègue Vasilij Suhomlinskij (de trente-

---

[1987] Voir le décret de nomination émanant du CC du VKP(b), signé par le secrétaire A. Andreev en personne : GASPIKO (Archives d'État d'histoire sociale et politique de l'oblast' de Kivor), 1255/2/387, p. 108. Document disponible [En ligne]. http://www.1archive-online.com/archive/rushkovsky/ (Page consultée le 1er mai 2006).

[1988] P.N. Šimbirev, *Pedagogika*, 1940, p. 155-157. La citation est tirée de Thomas EWING, *The Teachers of Stalinism. Policy, Practice, and Power in Soviet Schools of the 1930s,* New York, Peter Lang, 2002, p. 156.

[1989] Voir son article « Cennoe i ošibočnoe u Makarenko », *Učitel'skaâ gazeta*, 2 juillet 1940. Cité par Larry HOLMES, « School and schooling under Stalin », dans *Ben* EKLOF, Larry E. HOLMES, Vera KAPLAN, *Educational Reform in Post-Soviet Russia. Legacies and prospects*, Londres et New York, 2005, p. 56-101, p. 77.

[1990] P.N. Šimbirev, « O ser'eznyh ošibkah v traktovke istorii sovetskoj školy », *Sovetskaâ pedagogika*, n°3, 1949. Nikolaj Konstantinov et Evgenij Medynskij (1885-1957) sont des figures importantes de la science pédagogique, et collaborent dans les années 1950 à l'édition des œuvres complètes de Nadežda Krupskaâ et d'Anton Makarenko. Konstantinov est le co-auteur, avec Boris Esipov, de l'article « Sciences pédagogiques » de l'avant-dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*, consacré à l'URSS, paru en 1957.

cinq ans son cadet), dans une intervention mentionnée dans la *Pravda* pour sa teneur critique[1991]. Il dénonce en particulier la baisse de niveau déjà constatée à l'entrée en VUZ, expliquant que les physiciens, mais aussi les représentants des sciences humaines, sont inquiets de la réforme en préparation. Il intervient également, mais de façon plus mesurée, au plénum du Conseil des méthodes scolaires du *Minpros RSFSR*. Un mois plus tard, il est l'un des co-signataires, avec son collègue de l'APN I. Andronov, et d'autres enseignants du MOPI – le chimiste D. Râbšikovm, le physicien V. Nozdrev, et A. Kozačenko – d'une tribune proposant des réformes dans les instituts pédagogiques[1992].

TOPČIEV Aleksandr Vasil'evič (1907-1962)

Né dans un village de la province de Tsaritsyne (actuellement Volgograd, après avoir été Stalingrad de 1925 à 1961), il fait des études, à la fin des années vingt, à l'Institut de technologie chimique de Moscou, tout en enseignant la chimie d'abord en *tehnikum*, puis dans son propre institut. Entré au Parti et devenu *docent* en 1932, spécialisé dans la chimie organique appliquée, il soutient sa thèse de *kandidat* en 1937, avant de diriger une chaire à l'Institut technologique d'industrie alimentaire de Moscou, en 1938-1941. Sa carrière prend ensuite un tour plus bureaucratique : il dirige l'Institut pétrolier de Moscou de 1942 à 1947, puis se transforme complètement en « administrateur » en devenant ministre adjoint de l'Enseignement supérieur d'URSS, de 1947 à 1949 – tout en conservant la tête d'une chaire à l'Institut pétrolier. Au terme de ce passage aux responsabilités ministérielles, Topčiev est élu directement académicien et secrétaire scientifique principal du Présidium de l'AN SSSR. Il seconde ainsi le président Aleksandr Nesmeânov, de 1951 à 1958, avant d'être élu vice-président à ses côtés, tout en prenant la tête de l'Institut de chimie de synthèse du pétrole – fonctions qu'il conserve jusqu'à sa mort, survenue brutalement, à l'âge de 55 ans, en 1962. Cette année-là, il reçoit le prix Lénine – après avoir reçu le prix Staline en 1950 pour ses travaux en chimie des hydrocarbures.

Député au Soviet municipal de Moscou (de 1950 à 1956 puis en 1961-1962) et au Soviet suprême de RSFSR (de 1955 à 1962), il cumule les places dans toute une série d'instances administratives et d'organisations dites « sociales », destinées à la diffusion et à la vulgarisation des connaissances scientifiques : il est, entre autres, président de la section moscovite de la Société « *Znanie* » (1950-1962), président de la commission pour la préparation à l'édition de l'héritage scientifique de Mendeleïev (1953-1962), président du comité scientifico-technique pour la coordination des recherches scientifiques dans le domaine de la chimie pétrolière (1954-1960), président du comité de rédaction de la collection « Littérature de vulgarisation scientifique » (1957-1961). Il est aussi membre de plusieurs académies des sciences de pays d'Europe de l'Est. On lui connaît un ouvrage de propagande sur l'histoire de l'Académie des sciences, au titre évocateur : *La construction du communisme et la science*, publié en 1957. Cette année-là, il fait partie de la délégation soviétique à la première conférence du mouvement Pugwash, au Canada. S'il n'apparaît pas dans les débats sur l'enseignement en 1958, ses interventions aux réunions du Présidium de l'AN SSSR laissent penser qu'il est une sorte de représentant du CC du PCUS, chargé de faire connaître et de défendre la ligne officielle du Parti auprès de ses collègues, dans le domaine scientifique. En juillet 1961, il intervient ès qualités à la réunion des responsables du

[1991] *Pravda*, 27 novembre 1958.
[1992] « Comment former les enseignants ? », *Izvestia*, 19 décembre 1958. Voir *supra*, chapitre 4, sur une autre initiative d'I. Andronov et V. Nozdrev.

supérieur au Kremlin, et il y défend l'idée d'une association de l'AN SSSR à la direction du MVSSO SSSR, au moyen d'un « représentant » au collège du ministère.

VANNIKOV Boris L'vovič (1897-1962)

Né à Bakou de père ouvrier, ayant passé un an au parti Socialiste-révolutionnaire (SR) en 1916-1917, il étudie dans un collège technique puis prend part à la Guerre civile dans les rangs de l'Armée rouge. En 1919 il entre au Parti, ce qui lui permet d'occuper différentes fonctions au commissariat du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne (RKI), et de reprendre des études d'ingénieur-mécanicien au prestigieux MVTU Bauman à Moscou au début des années vingt (il en sort diplômé en 1926). Il travaille alors dans l'industrie des machines-outils, à différents postes en province. En 1933, il entre dans l'industrie de l'armement : il dirige les usines de Toula et de Perm, puis intègre le commissariat du peuple à l'Industrie lourde, avant de devenir *narkom* adjoint à l'Industrie de l'armement en décembre 1937, puis *narkom* aux Armements et membre du CC du VKP(b) en 1939. En juin 1941, il est démis de son poste et arrêté, mais finalement Staline le fait libérer un mois après l'invasion allemande, vu sa compétence dans un domaine vital pour le pays. Il redevient l'adjoint du *narkom* aux Armements, puis en 1942 *narkom* aux Munitions, participant au transfert des usines dans l'Oural. En août 1945, il est convoqué par Staline (de retour de la conférence de Potsdam) et nommé vice-président du Comité spécial près le Comité de la Défense d'État d'URSS, ainsi que de la Première direction principale près le *Sovnarkom* d'URSS, chargée de faire avancer le projet de bombe atomique soviétique – sous l'autorité de Lavrentij Beria. Il en conserve la tête jusqu'en 1953, participant au développement du nucléaire militaire et civil. Il est, en particulier, l'instigateur de la création de l'Institut d'ingénierie physique de Moscou (MIFI), avec Igor' Kurčatov et Âkov Zel'dovič. Vers 1949-1950, Vannikov pâtit légèrement de la vague d'antisémitisme qui touche les élites (son mandat de député au Soviet suprême, obtenu en 1946, n'est pas renouvelé en 1950). A la mort de Staline, il se retrouve au poste de premier adjoint du ministre de la Construction de machines légères (*srednee mašinostroenie*, domaine qui recoupe en fait la plupart des industries de la défense à l'époque soviétique). Il est mis à la retraite en 1958, mais reste membre du CC du PCUS (de 1939 à 1961), et a droit à des funérailles officielles, sur la Place rouge, en 1962.

Le 23 octobre 1958, il adresse à Khrouchtchev une longue lettre dans laquelle, tout en affirmant son soutien à la réforme envisagée du système d'enseignement, il porte un regard très critique sur le culte du diplôme et les inégalités dans la distribution des postes dans l'industrie, où règnent des « petits chefs » dont le seul mérite est d'avoir reçu le précieux « bout de papier »[1993]. On ignore la réception et l'écho de cette prise de position iconoclaste.

VEKUA Il'â Nestorovič (1907-1977)

Né dans un village de l'actuelle Abkhazie dans une famille paysanne, il étudie à la Faculté de physique et mathématiques de l'université de Tbilissi, avant d'obtenir un stage d'études en *aspirantura* à l'université de Leningrad, en 1930. Il s'y spécialise dans les équations de physique mathématique, puis revient à l'université de Tbilissi, où il enseigne

[1993] Voir le chapitre 6, et des extraits de ce texte en annexe.

comme *docent* (1933-1940), puis comme professeur, chef de chaire et doyen de la Faculté de mathématiques (1940-1944). Il occupe ensuite les fonctions de prorecteur pour les études, de 1944 à 1947 (après être entré au Parti en 1943). Puis, de 1947 à 1951, il occupe la fonction d'académicien-secrétaire de l'Académie des sciences de Géorgie. A l'automne 1951, un an après avoir reçu le prix Staline, il est invité par Sergej Hristianovič à l'Institut central d'État d'aérodynamique (CAGI) : il y reste deux ans, et dirige parallèlement la chaire de mécanique théorique de l'Institut physico-technique de Moscou (MFTI), récemment créé à partir de la faculté du même nom de MGU (1951-1957). De 1952 à 1958 il est aussi professeur à la chaire des équations différentielles de MGU, et en 1953 il entre à l'institut Steklov de mathématiques de l'AN SSSR. En 1958, il est élu académicien et entre au Présidium du SO AN SSSR : installé à Novossibirsk, il est invité par Mihail Lavrent'ev à prendre la tête de la nouvelle université, créée l'année précédente sur le papier : il en est le premier recteur, de janvier 1959 à novembre 1964. Cette année-là, il rentre en Géorgie, où il devient vice-président (1964-1972), puis président (1972-1977) de l'Académie des sciences de la république, et simultanément recteur de l'université de Tbilissi (1965-1972). Membre du Présidium de l'AN SSSR de 1973 à sa mort, il fut également député du Soviet suprême d'URSS des 7^{e} et 8^{e} mandatures. En 1981, l'école spéciale de physique et mathématiques n°42, à Tbilissi, prit le nom d'Il'â Vekua, pour le rôle qu'il avait joué dans son développement depuis son ouverture en 1963.

VERZILIN Nikolaj Mihajlovič (1903-1984)

Né dans un village de la région de Koursk, il enseigne à l'âge de 16 ans dans une école primaire rurale, avant de gagner Leningrad, où il étudie à l'Institut agricole et commence à travailler comme chercheur en 1932. Spécialiste de l'enseignement de la biologie, il est aussi romancier, et devient à ce titre, en 1952, membre de l'Union des écrivains d'URSS. Trois ans plus tard, il est élu membre correspondant de l'APN, avant d'obtenir en 1956 le grade de *doktor* en pédagogie. Auteur de nombreux programmes et manuels de biologie, il se fait remarquer en juillet 1958 par le Présidium de l'APN, pour avoir publié dans la *Literaturnaâ gazeta* une tribune mettant en doute les bienfaits de la polytechnisation du secondaire[1994]. Lors de l'assemblée générale de cette institution, le 25 novembre 1958, il prend position pour la « différenciation » du secondaire, avec plusieurs autres pédagogues et psychologues. Sans jamais être élu académicien, il jouit d'une grande autorité dans son domaine, devenant en 1967 professeur-consultant de l'Institut pédagogique Herzen de Leningrad. Il est aussi l'auteur de livres de vulgarisation devenus célèbres, à l'attention des jeunes : *Sur les traces de Robinson* (1946, qui lui vaut d'entrer à l'Union des écrivains en 1952) et *Dans les jardins et les parcs du monde* (1961).

VLADIMIROV Aleksandr Vasil'evič (1907- ?)

Né dans un village d'Ukraine, il travaille comme ouvrier dès l'âge de 17 ans, dans une usine sucrière. Il profite alors de la politique de discrimination positive à l'entrée des VUZ techniques, et étudie de 1927 à 1931 à l'Institut de construction de machines de Kiev. Il est

[1994] Voir le chapitre 6.

alors envoyé travailler à Nijni Novgorod (devenue Gorki en 1932), où il fait carrière, gravissant tous les échelons à l'usine « Moteur de la révolution » : contremaître, chef de département, responsable des chaînes (1936-1944), il entre au Parti pendant la guerre (1942) et la termine comme chef de la production et ingénieur en chef adjoint (1944-1950). Suit une parenthèse de sept ans, durant laquelle il occupe à Moscou différents postes au ministère de la Construction de machines de transport, puis au Comité d'Etat pour la nouvelle technologie du CM d'URSS (*Gostehnika*) – peut-être avec Vladimir Kirillin. Il revient à Gorki en 1957, cette fois pour prendre la tête de l'usine « Moteur de la révolution ».

C'est à ce titre qu'il intervient lors de la réunion du 16 septembre 1958 organisée par l'*Otdel nauki* du CC du PCUS, à Moscou. Vladimirov défend le système existant, jugeant dangereux et contre-productif de faire travailler des adolescents avant l'âge de 17 ans – il suit en cela les injonctions de Kirillin pendant la réunion. En 1959, Vladimirov quitte à nouveau son poste de directeur pour rejoindre la capitale et reprendre sa carrière au *Gostehnika*.

VOROŠILOV (VOROCHILOV) Kliment Efremovič (1881-1969)

Né dans un village de la province d'Ekaterinoslav (aujourd'hui en Ukraine), fils d'un gardien des chemins de fer, selon sa biographie officielle il commence à travailler à l'âge de six ans dans une mine, avant d'être berger puis ouvrier agricole. A 14 ans, il n'avait suivi que deux années d'école dans son village. Il travaille ensuite dans des usines métallurgiques et de machines à vapeur dans la ville voisine de Lougansk, où il entre (en 1903) au Parti social-démocrate, comme bolchevik. La suite de sa carrière de militant est connue, qui le conduit six fois en prison et en exil, où il passe au total sept années. Après avoir occupé divers postes et mandats pendant la Révolution, il entre en 1918 dans l'Armée rouge, où il atteint rapidement le rang de commandant d'armée. Après la guerre civile, il dirige les opérations militaires au Nord-Caucase, puis est chargé des troupes basées à Moscou. En novembre 1925, il est nommé commissaire du peuple aux Affaires militaires et navales d'URSS, poste transformé en 1934 en celui de commissaire à la Défense. En mai 1940, il est nommé chef adjoint du Sovnarkom, secondant Molotov puis Staline.

En mars 1953, il quitte cette fonction et obtient le poste honorifique de président du Soviet suprême d'URSS – qu'il conserve jusqu'à mai 1960, malgré sa participation au « groupe anti-Parti » en juin 1957. Après mai 1960 il n'est plus que député du Soviet suprême d'URSS. L'année suivante, il quitte aussi le CC du Parti, où il était entré en 1921 – il y reviendra de 1966 à 1969. Il a aussi été membre du Politburo / Présidium du CC de janvier 1926 à juillet 1960.

ZELENKO Genrih Iosifovič (1905-1972)

Né à Ekaterinoslav (aujourd'hui Dnepropetrovsk, en Ukraine) d'un père cheminot, il travaille dès l'âge de 12 ans comme ouvrier agricole, manœuvre et ajusteur monteur (*slesar'*), puis entre en 1923 (à 18 ans) dans l'organisation du Komsomol de la région de Viazma. Il en gravit les échelons pour devenir secrétaire d'arrondissement (*okrug*) jusqu'à 1930. Membre du Parti depuis 1926, il profite de la politique de classe du régime pour faire des études à l'Institut d'études orientales de Moscou, dont il sort diplômé en 1933, et travaille ensuite dans

l'appareil central des syndicats dans la capitale (secrétaire et président du CC de l'Union des travailleurs des institutions d'État, puis chef de Département au VCSPS). C'est donc un pur produit de la promotion sociale des années du Grand tournant : issu du milieu ouvrier rural, comme Khrouchtchev, il a reçu une formation supérieure pour entrer dans l'administration.

En 1940 il devient le premier adjoint du chef de la Direction principale des Réserves de main-d'œuvre (GUTR) près le *Sovnarkom* d'URSS, puis ministre adjoint au ministère du même nom en 1946-1947. Après un intermède au Ministère de la marine de 1947 à 1953, il prend la tête du GUTR en 1954. C'est le sommet de sa carrière, et il va y rester une décennie, qui correspond aux années où Nikita Khrouchtchev est au pouvoir. En juillet 1959, suite au changement de nom de l'institution, il devient président du Comité d'État du CM d'URSS pour l'enseignement professionnel et technique – qui passe en janvier 1963 sous la tutelle du Gosplan. En juillet 1964, quelques mois avant la chute de Khrouchtchev, Zelenko prend une retraite qui semble quelque peu prématurée (à 59 ans).

Durant notre période, il multiplie dès le milieu des années 1950 les initiatives pour tenter de redonner du prestige et de l'importance à son institution, en étant l'inspirateur principal du projet initial de la réforme de 1958, matérialisé par le Mémorandum de Khrouchtchev diffusé au sein du Parti durant l'été et publié dans la *Pravda* le 21 septembre[1995]. Il est lui-même l'auteur de plusieurs articles, datés d'août-septembre 1958.

ZEL'DOVIČ Âkov Borisovič (1914-1987)

Né à Minsk, il passe toute son enfance et sa jeunesse à Petrograd (puis Leningrad). C'est un autodidacte qui n'a pas eu la possibilité d'accomplir des études supérieures ; mais en 1931, à 17 ans, il est engagé comme laborantin au tout nouvel Institut de physique chimique, créé par Nikolaj Semënov. Grâce au soutien des chercheurs de l'institut, il entame des études par correspondance à LGU, puis est directement admis, en 1934, en *aspirantura*, sous la direction de Semënov lui-même. En 1936, à 22 ans, il soutient sa thèse de *kandidat* puis, trois ans plus tard, sa thèse de *doktor*. En 1943, après deux années d'évacuation à Kazan, il suit l'équipe de l'institut à Moscou. Il y dirige désormais un département, et parallèlement enseigne, à partir de 1946, à l'Institut de d'ingénierie physique de Moscou (MIFI) qu'il a contribué à mettre sur pied, avec Igor' Kurčatov, et avec le soutien de Boris Vannikov. Cette année-là, Zel'dovič est élu membre correspondant de l'AN SSSR. Il participe déjà au projet atomique soviétique, pour ses travaux sur les réactions en chaîne – éléments théoriques essentiels à la fabrication de la bombe à hydrogène, réalisée en 1953. Il se lie d'amitié avec Andreï Sakharov : c'est lui qui l'entraîne dans la rédaction d'une tribune favorable à la création d'écoles spéciales « pour enfants doués », en novembre 1958, dans la *Pravda* – alors qu'il vient d'être élu académicien, grâce au soutien des autres « atomistes ». Si Zel'dovič ne participe à aucune réunion sur ce thème, en revanche, il siège à la commission de la réforme des programmes fondée quelques années plus tard, en 1964, par Aleksej Markuševič. De 1965 à 1983, Zel'dovič dirige un département de l'Institut de mathématiques appliquées de l'AN SSSR, et enseigne à MGU, à la Faculté de physique ainsi qu'à l'Institut d'astronomie : ses travaux en astrophysique ont une importance capitale, pour l'étude des trous noirs. Au cours de cette période, il perd de vue son ancien ami Sakharov, avec qui il avait partagé de nombreuses découvertes.

[1995] Voir les chapitres 2 et 4.

ŽAVORONKOV Nikolaj Mihajlovič (1907-1990)

Né dans une famille de paysan moyen (*srednâk*) de la région de Riazan, il sort de l'école du village en 1918, fréquente pendant deux ans une école professionnelle, puis de 1920 à 1925 étudie à l'école secondaire de son arrondissement, après quoi il reçoit une bourse pour entrer à la Faculté de mathématiques et de physique de MGU. La même année, il est transféré à la Faculté de chimie de l'Institut de technologie chimique Mendeleïev de Moscou.

Une grande partie de sa vie et de son activité professionnelle est liée à ce VUZ : il en sort diplômé en 1930, *kandidat* en 1933, puis y enseigne tout au long des années 1930, nommé chef de chaire de la technologie chimique générale en 1938, avant d'y devenir professeur en 1942 (après être entré au Parti en 1939), puis directeur, en 1948. La guerre a accéléré sa carrière, vu les applications militaires de ses recherches : il travaille dans l'administration du Comité de la Défense d'État, jusqu'en décembre 1944. En 1950, il reçoit le prix Mendeleïev attribué par le Présidium de l'AN SSSR ; trois ans plus tard, il en est élu membre correspondant. En 1958, il fait partie des nouvelles personnalités ayant leur notice biographique dans le dernier tome de la *Grande encyclopédie soviétique*[1996].

Lors de la « discussion générale » de l'automne 1958, il dirige son institut depuis déjà dix ans. Son intervention lors de la réunion du 22 septembre au MVO SSSR est à la fois solidaire des positions des recteurs de MGU et LGU, Petrovskij et Aleksandrov, mais aussi habile, car permettant à la direction du ministère de trouver une issue honorable. Le 15 décembre, dans la *Pravda*, il met en garde contre la transformation des études secondaires, et contre la création d'écoles spéciales pour « enfants doués ». Élu académicien en 1962, il prend la tête des instituts de chimie générale et non organique et des nouveaux problèmes de chimie de l'AN SSSR. Mais il laisse alors la direction de l'Institut de technologie chimique de Moscou à l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur Sergej Kaftanov. Žavoronkov achève sa carrière par de très hautes fonctions : de 1963 à 1988, soit pendant 25 ans, il est académicien-secrétaire du Département de chimie physique et de technologie des matériaux non organiques de l'AN SSSR.

[1996] *Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ*, tome 51, Moscou, « Bol'šaâ sovetskaâ ènciklopediâ », 1958.

TABLE DES NOTICES BIOGRAPHIQUES

Liste des sigles et acronymes utilisés.....7
Ordre hiérarchique, traduction et équivalence de quelques grades, titres et fonctions.....10

.....13
INTRODUCTION :
L'école russe et soviétique entre héritage et changement.....14
I)1958, apogée du débat sur l'enseignement en URSS.....15
II)Une historiographie parcellaire et parfois biaisée.....19
III)L'abondance des sources,
une chance et un risque pour le chercheur.....24
IV)Plan indicatif :
trois moments de l'école russe et soviétique au XXe siècle.....28
PREMIÈRE PARTIE :
LES HÉRITAGES. L'ENSEIGNEMENT SOVIÉTIQUE ENTRE IDÉOLOGIE ET PRAGMATISME (1918-1958).....33
CHAPITRE 1 :
LES BOLCHEVIKS À L'ÉCOLE :
POLYTECHNISATION ET PROLÉTARISATION (1918-1954).....36
I) La polytechnisation des années 1920,
entre chimère idéologique et controverses pédagogiques.....38
II) La prolétarisation interrompue : ouvriers et kolkhoziens dans l'enseignement supérieur et technique.....52
III) L'école sous Staline, une restauration pédagogique.....63
Conclusion :
En Russie, la révolution scolaire inachevée.....78
CHAPITRE 2 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE A DES DIFFICULTÉS :
ACTEURS ET PROBLÈMES VUS DU CENTRE (1955-1958).....81
I)L'appareil de l'État-Parti et l'enseignement :
quelques parcours significatifs.....82
II)Les autorités débordées par la massification.....87
III) La crise du recrutement de la « main-d'œuvre productive », une autre conséquence de la déstalinisation 93
III)Un premier jet khrouchtchévien : les écoles-internats ou l'utopie communiste au pouvoir 102
Conclusion :
la tentation d'une « révolution par en haut ».....113
CHAPITRE 3 :
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PEUT MIEUX FAIRE :
LES LACUNES DE L'UNIVERSITÉ ET LE TOURNANT DE 1956.....116
I) Lieux et acteurs décisionnels : une forte inertie.....117
II) Quels « cadres » pour le pays ?
L'organisation des études en question.....122
III) L'agitation étudiante de la fin 1956 et sa portée.....133
Conclusion :
la démocratisation du supérieur, enjeu de la déstalinisation.....147
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE :
LES ALÉAS DU PROJET SOVIÉTIQUE À L'ÉCOLE.....149

DEUXIÈME PARTIE :
UNE DÉCISION CONTESTÉE. DISCUSSIONS ET MODALITÉS D'ADOPTION DE LA PERESTROÏKA DE 1958.....151
CHAPITRE 4 :
PÉDAGOGUES ET UNIVERSITAIRES EN PLEIN DÉGEL (1955-1958).....152
I)Ouverture et débats dans la pédagogie secondaire.....153
II)Des universitaires face à la « refondation ».....166
Conclusion :
Le réveil des « non-conformistes intégrés » et ses limites.....189
CHAPITRE 5 :
UN LANCEMENT COMPLIQUÉ : L'IMPULSION DE KHROUCHTCHEV ET LA RIPOSTE DES TECHNOCRATES 191
I)Contexte et mobiles du volontarisme scolaire.....191
II)La refondation, premier acte :
vers un changement radical.....203
III)La réplique de l'appareil du Comité central :
les réunions de septembre 1958.....213
Conclusion :
Le projet khrouchtchévien revu et corrigé.....227
CHAPITRE 6 :
LA « DISCUSSION GÉNÉRALE » DE L'AUTOMNE 1958, MANIFESTATION D'UN PLURALISME AU GRAND JOUR.....229
I)Le « Dégel » pédagogique s'imprime dans les journaux.....230
II)L'affirmation de « groupes d'opinion ».....244
III)Les « savants », acteurs majeurs de la refondation.....258
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE :
UN CONSENSUS TECHNOCRATIQUE
ET L'ÉMERGENCE D'UNE « OPINION ».....275
TROISIÈME PARTIE :
UNE APPLICATION INACHEVÉE
RÉSULTATS ET PERCEPTIONS DE LA REFONDATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE EN RUSSIE (années 1960).....276
CHAPITRE 7 :
L'ÉCOLE SECONDAIRE ÉCLATÉE :
FAIBLE POLYTECHNISATION ET FORTE DIVERSIFICATION.....277
I)Une école enfin polytechnique ?.....278
II)L'essor des « écoles spéciales » :
une vision alternative élitiste 295
Conclusion :
Échec du projet khrouchtchévien
et apparition d'un nouveau « coin de liberté ».....309
CHAPITRE 8 :
UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉPARGNÉ :
REPRODUCTION SOCIALE ET SUCCÈS DES SAVANTS.....311
I)Une fausse démocratisation.....312
II) Un « rapprochement avec la vie » illusoire et critiqué.....323
II)La vision alternative des savants :
renforcer le lien entre recherche et formation.....333
Conclusion :
Vers une « recherche et développement » à la russe ?.....346

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE :
UNE REFONDATION INABOUTIE ET AUSSITÔT DÉPASSÉE.....348
CONCLUSION GÉNÉRALE :
Le projet éducatif soviétique, victime du Dégel.....350
ANNEXE I : SOURCES.....359
ANNEXE II : BIBLIOGRAPHIE.....93
ANNEXE III : TEXTES.....122
ANNEXE V : GRAPHIQUES.....93
ANNEXE VI : TABLEAUX SYNOPTIQUES.....95
Izvestia.....106